

Nasser  
Une biographie  
By  
Hoda Gamal Abdel Nasser



Gamal Abdel Nasser...cet homme qui a affranchi l’Egypte de la tyrannie et de l’occupation, qui a conduit les Arabes et a galvanisé le nationalisme arabe, qui a ébranlé des trônes et des régimes, qui a ébahi le monde en nationalisant le Canal de Suez, qui a résisté à l’agression tripartite inique...qui est-il? Quelle est son passé social et culturel ? Quels sont les principes auxquels il a tenu jusqu’au bout ? Quelles sont les origines de la politique avec laquelle il a mené ses batailles, l’une après l’autre ?

Nasser naquit le 15 janvier 1918 dans le quartier populaire Bakos, à Alexandrie, au sein d’une famille pauvre. Il était l’ainé d’Abdel Nasser Hussein, issu d’une famille de paysan qui naquit en 1888 dans le village de Bani Morr, en Haute-Egypte. Il reçut une éducation qui lui permit d’obtenir une fonction à la Poste d’Alexandrie mais son salaire suffisait à peine à couvrir les besoins nécessaires de la vie.

Gamal Abdel Nasser fut admis dans une maternelle à Alexandrie puis inscrit à l’école primaire d’El-Khatateba au Delta en 1923-1924. En 1925, Gamal fut transféré à l’école primaire d’El-Nahhassine, au quartier populaire El-Gammaleya au Caire où il s’installa chez son oncle paternel Khalil Hussein pendant trois ans.

Au cours des congés scolaires, Gamal se déplaçait pour voir sa famille à El-Khatateba. Quand il leur rendit visite, pendant les congés d’été de 1926, il apprit que sa mère décéda quelques semaines plus tôt. Personne n’avait eu le courage de l’en informer et il l’avait découvert d’une manière qui secoua toute son existence – comme il le raconta plus tard à David Morgan, reporter du journal The Sunday Times.

« La perte de ma mère était en soi quelque chose de très affligeant. Mais sa perte de cette manière a été un choc qui a laissé en moi un sentiment que le temps ne pouvait effacer. Les douleurs et les peines que j’ai ressenties pendant cette période étaient telles qu’il m’était très difficile, dans les années suivantes, d’infliger des douleurs et des peines à autrui », avait-il dit.

Lorsque Gamal eut terminé sa troisième année primaire à El-Nahhassine au Caire, son père l’envoya pendant l’été 1928 chez son grand-père

maternel et il dut passer sa quatrième année primaire à l'école El-Attarine à Alexandrie.

Révolutionnaire au lycée :

Nasser rejoignit en 1929 le département interne du lycée de Helwān et y passa une seule année. L'année suivante, il fut transféré vers le lycée de Ras Ettine à Alexandrie après que son père eut été transféré à la poste d'Alexandrie.

Dans ce lycée, l'esprit nationaliste de Nasser commença à se former. En 1930, le ministère d'Ismail Sedki promulgua un décret royal portant sur l'annulation de la constitution de 1923. Des manifestations estudiantines scandant la chute de la colonisation et le rétablissement de la constitution furent organisées.

Nasser relata la première manifestation à laquelle il participa : « Je traversais la place Manchiyet à Alexandrie quand il y eut des affrontements entre les étudiants qui manifestaient et les forces de la police. Je n'ai pas hésité à déterminer ma position, j'ai rejoint sur le champ les protestataires sans rien savoir des raisons pour lesquelles ils manifestaient. J'ai senti que je n'avais pas besoin de poser la question. J'ai vu un membre du peuple qui se disputait avec le pouvoir. J'ai pris le parti de celui qui était hostile au pouvoir.

Pendant les premiers instants, les manifestations dominaient la situation mais des renforts arrivèrent aussitôt sur les lieux. Deux camions transportant des policiers vinrent épauler les forces et chargèrent contre nous. Je me rappelle que, dans une tentative désespérée, j'ai lancé des pierres mais ils nous attrapèrent en un clin d'œil. J'ai essayé de m'enfuir mais quand je me suis retourné, une matraque de la police tomba sur ma tête puis un autre coup m'a été asséné et je suis tombé. J'ai été transporté au commissariat, ma tête saignante, avec d'autres étudiants qui n'avaient pas pu s'évader assez rapidement.

Au commissariat, ils ont soigné la blessure de ma tête. Je me suis demandé le motif de la manifestation et j'ai appris qu'elle avait été organisée par le groupe « Masr El-Fatah » pour protester contre la politique du gouvernement. En entrant en prison, j'étais un étudiant enthousiaste et en sortant, j'étais empli d'une énergie de colère ».

Nasser revint à cette période de sa vie dans un discours prononcé à la place de Manchiyet à Alexandrie le 26/10/1945 pour décrire les sentiments qu'il ressentit pendant cette période et l'impact qu'elle avait eu sur lui : « Quand j'ai commencé à parler aujourd'hui à la place Manchiyet, ma pensée est revenue vers le passé lointain. Je me suis rappelé de la lutte d'Alexandrie quand j'étais encore jeune. Je me suis rappelé le moment où j'ai participé aux manifestations avec les Alexandrins et où je scandais avec eux. Mais parmi ces jeunes est sorti un petit qui a senti la liberté et qui a goûté à la liberté. Ce petit s'était promis de lutter et de batailler pour la liberté qu'il a scandé sans en connaître le sens car il la sentait en lui-même, dans son âme et dans ses veines ». Cette période à Alexandrie avait été un tournant dans la vie de l'étudiant Gamal : d'abord manifestant puis révolutionnaire affecté par l'état d'effervescence qui sévissait en Egypte en raison du colonialisme et de l'abrogation de la Constitution.

Les responsables du lycée en avaient assez de ses activités et avaient averti son père qui l'envoya au Caire. En 1933, Nasser fut inscrit au lycée An-Nahda dans le quartier El-Zaher au Caire où il poursuivit ses activités politiques. Il devint président de l'union des lycées An-Nahda.

Pendant cette période, il fut passionné pour la lecture de l'histoire et les sujets nationaux. Il lut au sujet de la révolution française, Rousseau et Voltaire et écrivit un article intitulé « Voltaire, l'homme de la liberté » qu'il publia dans le magazine de l'école. Il lut également au sujet de Napoléon, Alexandre, Jules César et Gandhi. Il lut « les Misérables » de Victor Hugo, *The Two towns* de Charles Dickens et autres.

Nasser s'intéressait également à la production littéraire arabe. Il admirait les poèmes de Ahmed Chawki et de Hafez Ibrahim. Il lut la biographie du Prophète Mohamed et celles des héros de l'Islam, il lut à propos de Moustafa Kamel, des pièces de théâtre et des romans de Tawfik El-Hakim, notamment le roman du « Retour de l'âme » qui parle de la nécessité de l'apparition d'un leader pour les Egyptiens qui serait capable d'unir leurs rangs et de les exhorter à combattre pour la liberté et la résurrection patriotique.

Lors de la cérémonie du lycée An-Nahda, l'étudiant Gamal Abdel Nasser joua le rôle de Jules César, héros de la libération du peuple dans la pièce de Shakespeare, en présence du ministre des connaissances de l'époque.

Il avait commencé à rédiger le roman « Pour la liberté » sur la bataille de Rachid en 1807 mais ne l'avait pas achevé.

En 1935, le mouvement national égyptien eut de grandes activités où les étudiants y jouèrent un rôle principal pour réclamer le retour de la Constitution et de l'indépendance.

Dans une lettre en date du 4 septembre 1935 adressée à son ami Ali, Nasser parla des idées qui l'emplirent en ce temps: « Nous sommes passés de la lumière de l'espoir vers les ténèbres du désespoir, nous avons laissé les prémices de la vie pour accueillir la poussière de la mort. Où est celui qui renversera tout cela cul par-dessus tête et qui remettra l'Egypte sur les rails et la fera redevenir reine du monde ?! Où est celui qui enfantera une nouvelle génération pour que l'Egyptien à la voix basse, qui a manqué d'espoir, qui baisse la tête silencieusement et patiemment se résignant à la violation de ses droits, qui se tait face à la manipulation du sort de sa patrie, devienne un Egyptien vigilant, à voix haute, plein d'espérance, front levé, bataillant avec courage et bravoure pour obtenir l'indépendance et la liberté ? Moustafa Kamel a dit : « Si mon cœur est transféré de gauche à droite, si les Pyramides sont transférées du lieu où elles sont ancrées, si le cours du Nil est changé, je ne changerai pas de principe ». Tout cela est une longue introduction pour une action plus longue et plus importante. Nous avons parlé maintes fois d'une action qui réveillerait la nation de sa somnolence, qui ferait vibrer les cordes délicates du cœur, qui émouvrait ce qui est caché dans les cœurs mais rien de tout cela n'a été exécuté en vigueur jusqu'à présent ».

Deux mois plus tard, dès la publication de la déclaration du secrétaire au Foreign office Samuel Hoare annonçant le refus de la Grande-Bretagne du retour de la vie constitutionnelle en Egypte, des manifestations d'étudiants et de travailleurs furent organisées dans toute la république. Nasser mena le 13 novembre une manifestation de lycéens qui dut affronter une unité de la force de la police britannique. Gamal fut blessé à la joue par une balle qui perfora sa peau sans pénétrer la tête. Ses collègues l'emmenèrent au siège du journal El-Guehad (la bataille), à

proximité duquel s'étaient déroulés les événements. Son nom parut le jour suivant dans le numéro du journal, avec ceux d'autres blessés.

Les événements eurent un impact sur l'âme de Gamal Abdel Nasser. Il dit, dans une allocution à l'université du Caire, le 15 novembre 1952 : «Ma blessure a laissé une trace profonde qui marque toujours mon visage et me rappelle, chaque jour, le devoir national que j'ai sur les épaules, en tant que citoyen de ce cher pays. Ce jour-ci, le défunt Abdel Maguid a été la victime de l'injustice et de l'occupation ; ceci m'a fait oublier ma blessure et a ancré, en moi, le devoir pour lequel je dois me sacrifier ou pour la réalisation duquel je dois contribuer. Ce devoir est d'émanciper la patrie de la colonisation et instaurer la souveraineté du peuple. Les martyrs de plus en plus nombreux ont renforcé ma foi en l'action pour réaliser la liberté de l'Égypte ».

Sous la pression populaire, notamment celle des étudiants et des travailleurs, un décret royal fut promulgué le 12 décembre 1935 pour rétablir la constitution de 1923.

Nasser rejoignit à ce moment les délégations d'étudiants qui allaient vers les maisons des leaders pour leur demander de s'unir pour l'Égypte. Ces efforts se soldèrent par la fondation en 1936 du « Front national ».

Dans un état d'effervescence, Nasser écrivit une lettre à son ami, le 3 septembre 1935 dans lequel il dit : « Dieu dit : «Et préparez [pour lutter] contre eux tout ce que vous pouvez comme force et comme cavalerie équipée ... » Où est cette force que nous avons préparé pour les affronter ?! La situation d'aujourd'hui est délicate et celle de l'Égypte est d'autant plus délicate... ».

Nasser décrivit son sentiment dans le livre « La philosophie de la révolution » : « Au cours de cette période, j'ai mené une manifestation au lycée An-Nahda et j'ai hurlé de toutes mes forces pour réclamer l'indépendance totale. Beaucoup derrière moi ont fait de même mais nos hurlements étaient inutiles et étaient emportés par le vent qui les a transformés en échos incapables de déplacer les montagnes ou de briser les rochers ».

L'union des leaders politiques avait été une calamité pour la foi de Nasser. L'union de ces leaders s'était traduite par le traité de 1936 qui

avait encadré l'occupation. Ce traité prévoyait le maintien en Egypte de bases militaires pour protéger la vallée du Nil et le Canal de Suez contre toute agression. En vertu de ce pacte, en cas de guerre, les territoires de l'Egypte, ses ports, ses aéroports, ses routes, et ses communications seraient à la disposition de la Grande-Bretagne. Le traité maintient également le règne sur le Soudan.

Les activités politiques intensives de Nasser pendant cette époque, signalées par les rapports de police, lui valurent le renvoi du lycée An-Nahda qui l'accusa d'instiguer les lycéens à se révolter. Ses camarades s'insurgèrent, annoncèrent la grève générale et menacèrent de mettre le feu au lycée. Le principal anglais dut revenir sur sa décision.

La politique occupa tout le temps de Nasser, depuis la première manifestation à laquelle il participa à Alexandrie. Il me raconta qu'il était passé d'un courant politique à un autre qui existait à l'époque. Il rejoignit le parti « Misr El-Fatah » pendant deux ans puis le quitta lorsqu'il découvrit que ce parti ne réalisait rien. Nasser avait de nombreux contacts avec les Frères musulmans mais il refusa d'adhérer à un quelconque groupe ou parti, n'étant pas convaincu de l'efficacité de l'un d'eux. Aucun parti n'était exemplaire ni ne regroupait tous les éléments nécessaires pour atteindre les objectifs nationaux.

La prise de conscience arabe commença à imprégner sa pensée, quand il était lycéen. Il sortait avec ses collègues chaque année le 2 novembre, en protestation contre la déclaration Balfour en vertu de laquelle la Grande-Bretagne octroya aux juifs une patrie en Palestine, au détriment de ses propriétaires légaux.

Nasser à la faculté militaire :

Lorsqu'il obtint le baccalauréat en littérature, Nasser décida de s'enrôler dans les rangs de l'armée. Après l'expérience qu'il vécut dans l'action politique et ses contacts avec les politiciens et les membres des partis qui lui laissèrent un sentiment de dégoût, Nasser fut persuadé que l'Egypte ne sera pas affranchie par le discours mais par la force et que l'occupation devait être affrontée par une armée nationale. Nasser se présenta à la faculté militaire et réussit à l'examen médical mais échoua à l'examen physique car il était le petit-fils d'un paysan de Bani Morr et le fils d'un

humble fonctionnaire qui ne possédait rien, car il avait participé aux manifestations de 1935 et car il n'avait pas de piston.

Lorsqu'il ne fut pas admis à la faculté militaire, Nasser s'inscrivit en octobre 1936 à la faculté de droits à l'université du Caire. Il y demeura six mois jusqu'à la signature du traité de 1936. L'armée égyptienne était orientée vers l'accroissement du nombre de jeunes officiers dans ses rangs, abstraction faite de leurs classes sociales ou de leurs richesses. La faculté militaire accepta alors une promotion en 1936 et le ministère militaire annonça le besoin d'une deuxième promotion. Gamal Abdel Nasser se présenta une nouvelle fois à la faculté militaire et parvint à rencontrer le sous-secrétaire d'Etat du ministère militaire, Ibrahim Khayri qui admira la franchise, le patriotisme et l'insistance de Nasser à devenir un officier. Il accepta de l'admettre à la faculté militaire, dans la session suivante, soit en mars 1937.

Nasser s'était assigné un objectif clair dans la faculté militaire : devenir un officier compétent et d'acquérir la connaissance et les qualités qui lui permettrait de devenir un commandant. Il devint effectivement « chef d'équipe » et il fut chargé, début 1938, de la formation des nouveaux étudiants. Pendant toute la période de ses études, aucune sanction ne fut infligée à Nasser qui fut promu d'ailleurs au rang d'étudiant sous-officier.

Gamal Abdel Nasser fut gradué de la faculté militaire dix-sept mois plus tard, soit en juillet 1938. Les sorties de nouvelles promotions d'officiers avaient été accélérées pour fournir un nombre suffisant d'officiers égyptiens en vue de combler les places des forces britanniques transférées au canal de Suez. La bibliothèque de la faculté regorgeait de livres de valeur. Il était facile de constater, grâce aux cartes d'emprunt, que Nasser avait lu les biographies des grandes figures de l'histoire comme Bonaparte, Alexandre, Galibardy, Bismarck, Moustafa Kamal Atatürk, Hindenburg, Churchill et Foch. Il lut également les œuvres qui traitent des affaires du Proche-Orient et du Soudan ainsi que les problèmes des pays du bassin méditerranéen et l'histoire militaire. Nasser lut également au sujet de la première guerre mondiale, de la campagne de Palestine et de la révolution de 1919.



Parmi les lettres adressées à son père figurent une dans laquelle il lui demande les frais de la faculté militaire et une autre où il lui exprime ses inquiétudes pour sa maladie.

Nasser rejoint la formation des fantassins

Dès qu'il fut gradué de la faculté militaire, Nasser rejoignit la légion des fantassins et fut transféré à Mankabad en Haute-Egypte. Il eut alors l'occasion de voir d'un autre œil la situation des paysans et leur peine.

En 1939, Gamal Abdel Nasser fut transféré vers le Soudan. Il servit à Khartoum et dans le mont Awliya. En mai 1940, il fut promu lieutenant.

L'armée égyptienne n'était pas jusqu'à ce temps une armée de combat et il était dans l'intérêt des Britanniques de le maintenir ainsi. Une nouvelle classe d'officiers fit son entrée dans l'armée. Ces officiers voyaient leur avenir dans l'armée comme une partie d'un combat plus grand pour libérer leur peuple.

Gamal se rendit à Mankabad, imprégné de nobles valeurs mais il fut aussitôt déçu, lui ainsi que ses compagnons. La plupart des officiers étaient des « bons à rien et des corrompus ». Sa pensée s'orienta alors vers la réforme de l'armée et sa purge de toute corruption. Il écrit, en 1941, une lettre à son ami Hassan Nacchar depuis le mont Awliya, au Soudan : « Bref, Hassan, je ne sais pas mais les problèmes n'en finissent pas... mon seul défaut est que je suis direct et que je ne sais ni amadouer ni dire des mots édulcorés ni encore lécher les bottes à quelqu'un.

Un homme ayant ces qualités est respecté de tous mais... les présidents... les présidents, Hassan, ont du mal à supporter qu'on ne les glorifie pas, à supporter qu'on ne les amadoue pas. Cela est de l'arrogance et ils ont grandi en s'habituant à la soumission, sous la houlette du colonialisme. Ils disent : « Comme nous étions, ils doivent être. Comme nous avons souffert, ils doivent souffrir... malheur à tout cela... à celui qui refuse de marcher dans le même sillage... cela m'afflige Hassan de dire que cette nouvelle génération a été corrompue par l'ancienne génération hypocrite. Cela m'attriste Hassan de dire que nous avançons vers un abysse : l'ostentation, l'hypocrisie et le pharisaïsme- se sont propagés chez les petits en conséquence de la manière des grands.

Alors que moi, j'ai résisté et je continue à le faire, raison pour laquelle je suis toujours en situation d'adversité jurée avec ces grands... »

Nasser à Al-Alameine :

Lorsque Rommel progressa vers les frontières ouest de l'Égypte fin 1941, Gamal Abdel Nasser était retourné en Égypte et avait été enrôlé dans une brigade britannique campant dans les lignes arrière de combat, à proximité d'Al-Alameine.

Nasser écrit : « Pendant cette période, l'idée de la révolution s'était ancrée pleinement dans mon esprit. L'exécution de cette idée avait encore besoin d'être étudiée. Je cherchais toujours le moyen d'y parvenir. Mes efforts étaient concentrés, à cette époque, à réunir le plus grand nombre de jeunes officiers qui, à mon sens, croyaient dans leur for intérieur en l'intérêt de la patrie. Avec ce seul motif, nous pouvions agir tous autour d'un même axe, à savoir, servir cette cause commune ».

Pendant la présence de Nasser à Al-Alameine, les événements du 4 février 1942 se produisirent. Lorsque l'ambassadeur britannique, Miles Lampson se rendit au palais de Abdine au Caire, pour rencontrer le roi Farouk, après avoir assiégé le palais avec des chars britanniques. L'ambassadeur avait remis au roi un ultimatum lui donnant le choix entre la nomination de Moustafa El-Nahas premier ministre en lui confiant la formation du cabinet, de concert avec la Grande-Bretagne, et la démission. Le roi se rendit sans condition ni restriction.

Nasser rappelle que depuis cette date, rien ne fût plus jamais comme avant. Il avait alors écrit une lettre à son ami Hassan Al Nachaar, le 16 avril 1942 dans laquelle on pouvait lire : " J'ai reçu ta lettre. En réalité, son contenu m'a mis dans un état amer d'ébullition. J'étais sur le point d'exploser d'indignation. Mais que faire après que le mal ait eu lieu et après s'y être soumis motivé par la peur. En réalité, je crois que les anglais jouaient l'unique carte de la menace. En revanche s'ils avaient ressentis que certains Égyptiens avaient l'intention de sacrifier leur sang et de recourir à la force, comme contre réaction, ils se seraient retirés, tels les femmes de mauvaises mœurs. "

Quant à nous, à l'armée, cet incident était d'une importante portée. Auparavant l'ultime préoccupation des officiers étaient les femmes et les divertissements. Aujourd'hui ils parlent de sacrifice pour la dignité.

Tu les voir aigris de regrets, pour ne pas avoir réagis et restituer au pays sa dignité. D'aucuns, suite à l'incident ont essayé de faire quelque chose en guise de vengeance. Mais ce fût trop tard. Les cœurs étaient emplis d'amertume et de douleur. En général cet incident, ou plutôt cette frappe à fait regagner l'âme dans les corps et les a sensibilisé sur le sens de la dignité qu'ils doivent défendre. Ils ont appris une leçon par la manière difficile.

Nasser fût promu au grade de Capitaine, le 9 septembre 1942 et le 7 février 1943, il fût nommé maître de conférences à l'Académie militaire. A cette date, il avait lu de nombreux livres et référence rédigés par les grands historiens militaires à l'exemple de Clausewitz et Liddell Hart, comme il avait également lu des écrits des hommes de politique, à l'instar de Cromwell et de Churchill. Il s'apprêtait également à rejoindre l'école d'Etat-major.

Le 29 juin 1944, Nasser épousa Taheya Mohamed Kazem, la fille d'un commerçant des ressortissants iraniens, dont il avait fait la connaissance de sa famille, à travers son oncle Khalil Hussein. Elle avait mis au monde ses 5 enfants, deux filles, Hoda et Mona, et Khaled, Abdel Hamid et Abdel Hakim. Taheya avait joué un rôle pivot dans sa vie, surtout pendant la période précédant la révolution et l'achèvement des cellules de l'organisation des officiers libres. Elle avait assumé le fardeau de sa petite famille, pendant la guerre de Palestine et elle avait joué un rôle important lorsqu'il cachait l'arme, pendant les entrainement des fedayyins (commandos) égyptiens, qui s'apprêtaient à travailler contre la base britannique dans le canal de Suez, en 1951 et 1952.

### La naissance des officiers libres

L'année 1945 a vu la fin de la seconde guerre mondiale et le début du mouvement des officiers libres. En effet, j'ai recherché un document sur les officiers libres mais en vain. Et je me suis rappelée que c'était un mouvement clandestin et donc il était tout à fait normal de ne rien trouver

à son propos. Raison pour laquelle je dépends dans cette partie du livre sur les informations évoquées par Nasser en personne à propos de ce mouvement des officiers libres. Il disait alors " Jusqu'en 1948 j'ai tenu à composer un noyau de gens qui ressentait la même grogne que moi à cause des événements et qui ont eu le courage suffisant et la détermination d'introduire le changement nécessaire. A cette date nous étions un groupuscule d'amis sincères qui essayaient de faire converger nos valeurs suprêmes dans un objectif commun et dans un plan conjoint.

Suite à la promulgation de la résolution sur le partage de la Palestine en 1947, les officiers libres ont tenu une réunion et ont considéré que le moment était venu pour défendre les droits arabes contre cette atteinte à la dignité humaine et à la justice internationale. Ils s'étaient mis d'accord sur la nécessité d'apporter l'aide à la Palestine.

Le lendemain, Nasser s'est dirigé au mufti de la Palestine, qui était réfugié dans le quartier d'Héliopolis. Il avait proposé de lui procurer son aide et celle de son petit groupe à la troupe des commandos. Le mufti lui a répliqué qu'il n'accepterait pas l'offre sans le consentement du gouvernement égyptien. Quelques jours plus tard il a refusé l'offre. Nasser a alors présenté une demande pour prendre congé afin de pouvoir rejoindre les volontaires. Mais avant que sa demande ne fût tranchée, le gouvernement égyptien avait donné les ordres officiels à l'armée de prendre part à la guerre. Nasser, pour sa part se dirigea vers la Palestine, le 15 mai 1948.

L'expérience de la Palestine avait eu un large impact sur Nasser. Pour reprendre les propos de Nasser " il n'y avait pas de coordination entre les armées arabes. Le travail du haut commandement était quasiment absent et il s'est avéré que les armes étaient corrompues. A tel point que les ordres ont été donnés à la brigade des ingénieurs de construire un chalet pour le divertissement du roi Farouk à Gaza.

Vraisemblablement le commandement suprême n'avait qu'un seul souci celui d'occuper le plus grand lot de terres abstraction faite de sa valeur stratégique et du fait qu'elle affaiblissait notre capacité de vaincre l'ennemi.

J'étais en colère contre les officiers des fauteuils, tels qu'on les surnommait ou les combattants des bureaux qui n'avaient aucune idée des arènes réelles de combat et des maux des guerriers.

Et enfin, ce fût la goutte qui avait fait déborder le vase. " Lorsque les ordres ont été donnés pour que je mène la sixième brigade de l'infanterie à Irak Swidan qui était la cible des attaques des israéliens. Avant de partir en action, notre plan fût mis à découvert dans les journaux du Caire. Ensuite ce fût l'embargo sur Falloujah qui a duré 6 mois. Les forces égyptiennes s'acharnèrent à résister, bien que les forces israéliennes les dépassaient en nombre. Jusqu'à ce que la guerre pris fin avec la trêve imposée par les Nations Unis, le 24 février 1949 ".

Je me rappelle comment les résolutions du Conseil de sécurité avaient aidé les juifs à réaliser leurs objectifs. Ils affermissaient leurs positions et s'étaient emparés des lignes de l'armée égyptienne, profitant des résolutions relatives à la trêve.

En Palestine, Abdel Nasser avait senti que les peuples arabes étaient les victimes d'un complot qui avait caché intentionnellement la vérité, voire même avait contribué à induire l'opinion publique en erreur. Il dit dans son livre " La philosophie de la révolution " je ressentais que je défendais ma maison, et mes enfants. Et ce lorsque je rencontrais des enfants en errant les vestiges résultant de l'embargo. Je me rappelle avoir rencontré une petite fille, de l'âge de la mienne. Je la voyais sortir au beau milieu du danger, à la recherche d'une galette de pain ou d'un morceau de tissu ".

Je me disais toujours que ceci pouvait avoir lieu avec ma fille. Je croyais profondément que les événements vécus par la Palestine pouvaient être le lot de n'importe quel autre pays dans la région. Tant qu'il se trouvait résigné aux éléments et aux forces qui le gouverne.

Après avoir regagné le Caire, Gamal Abdel Nasser était plus que jamais sûr que la scène de la vraie bataille, serait l'Egypte. Alors qu'il luttait ainsi que ses collègues en Palestine, les politiciens Egyptiens accumulaient les fonds des revenus émanant des armes corrompues qu'ils ont achetés à un bas prix et qu'ils ont vendues à l'armée.

Il est devenu convaincu qu'il est fondamental de focaliser les efforts pour frapper la famille de Mohamed Ali. D'autant plus que le roi Farouk était la cible de l'organisation des officiers libres depuis fin 1948 et 1952.

L'organisation des " officiers libres ", après la guerre de la Palestine.

Dès son retour de Palestine, Abdel Nasser fût nommé maître de conférences à l'académie d'Etat-major, après avoir réussi avec distinction l'examen, le 12 mai 1948. L'action des officiers libres avait été relancée de nouveau. Un comité fût formé sous son commandement, celui-là même devenue plus tard le conseil de commandement de la révolution après 1952.

Nasser parle de la première enquête menée contre lui, alors qu'il était encore officier, le 25 mai 1949. Etudiant, il avait été soumis à maintes enquêtes. " Un officier était venu me voir à 13h et m'avait informé que le chef d'Etat-major voulait me voir dans son bureau. J'avais alors senti le danger ".

L'accusation principale qui m'était adressée était d'avoir contacté à l'époque le cheikh Hassan Al Banna, le fondateur des Frères musulmans, et d'avoir œuvré avec les organisations clandestines de la djamaa (les frères musulmans). La dernière accusation était d'avoir entraîné des membres de la confrérie qui avait perpétré les accidents à l'époque du président Ibrahim Abdel Hadi.

Le premier ministre de l'époque avait en personne mené l'enquête contre moi, en la présence du Maréchal Othman Al Mahdi, le chef d'Etat-major, ainsi que le général Ahmed Talaat, le chef de la police politique.

Le président Ibrahim Abdel Hadi était en ébullition et après m'avoir adressé plusieurs questions il me dit : " les membres de la confrérie ont fait des aveux selon lesquels vous les avez entraîné. Tout ce que nous voulons de vous c'est de nous guider aux officiers qui ont participé avec vous à l'entraînement des membres de la confrérie ". Il me menaçait de me transférer au parquet et à la police pour entreprendre les mesures nécessaires avec moi. Ce jour-là, je contrôlais mes nerfs, et je lui ai demandé de m'affronter avec ceux qui ont évoqué mon nom. Je lui ai dit que je connaissais bien le cheikh Hassan Al Banna et qu'il me visitait à la

maison, mais que je n'avais pas eu l'occasion d'entraîner les frères et que si j'avais eu l'occasion de les entraîner, je n'aurais jamais hésité. Surtout qu'il nous incombe d'entraîner le peuple et de le préparer à la guerre de la Palestine. Je lui avais parlé de ma rencontre avec le mufti de la Palestine, en décembre 1947 et je lui ai dit que le gouvernement égyptien avait permis l'entraînement des volontaires qui se dirigeaient vers la Palestine. Raison pour laquelle lui ai-je dit je ne vois pas que l'entraînement t un crime.

Abdel Hadi m'avait demandé pendant l'enquête si j'avais des armes à la maison. Je lui avais répondu que j'avais des munitions juives venant de Palestine comprenant 200 balles et 60 missiles.

Abdel Hadi ce jour-là était incapable de maîtriser ses nerfs. Et disait : " Voulez-vous que les anglais occupent le Caire et l'Alexandrie ? J'ai trouvé des explosifs dans le palais du roi ".

7 heures plus tard, je suis sorti de son bureau. Et le chef d'Etat-major m'avait poursuivi pour me convaincre de faire des aveux. Ensuite Abdel Hadi avait demandé après moi de nouveau et m'avait dit " va-t'en mon enfant " et le Maréchal Othman m'avait demandé de m'accompagner pour chercher les munitions qui se trouvaient chez moi, à la maison ".

La préparation à la révolution :

L'enquête s'était terminée à 20h, et je m'étais dirigé pour rencontrer certains officiers libres présents au Caire. Nous avons commencé à mettre notre plan dès ce jour. A la fin du mois, nous étions réunis et nous avons estimé que nous avons besoin de 5 années pour mobiliser les officiers de l'armée afin de nous débarrasser de tout le régime. C'est-à-dire que nous étions censés mener notre mouvement en 1954 et non pas en 1952.

Nos réunions s'étaient multipliées dans tous les lieux et dans des maisons multiples. J'avais été muté en août 1949 d'Ismailiya au Caire. Nous avons commencé dès septembre à nous organiser sérieusement et à nous lancer vers de larges horizons. Nous avons mobilisé nos espions partout, dans le palais, le commandement général des forces armées, dans la police politique et dans les diverses unités de l'armée. Ces espions nous

transmettaient toutes les informations qui parvenaient aux responsables sur le mouvement " des officiers libres ". Nous avons estimé qu'il était convenable de diffuser nos visions et nos appels dans les rangs des officiers sur un plus large étendard par l'intermédiaire des tracts.

Nous avons collecté le prix d'une machine spécialisée dans l'impression des tracts ainsi qu'une machine à écrire. Certains de nos officiers l'avaient acheté et on s'était mis à la besogne. Nous avons alors commencé à imprimer les tracts. Le premier tract, des officiers libres a vu le jour en novembre 1949. Il comportait une analyse et narrait l'état du pays et la tragédie de la guerre de la Palestine.

Nous distribuions des tracts sur les boites postales, et par la main dans l'armée et dans les différentes unités de l'armée. Nous imprimions milles tracts par fois et nous obtenions nos besoins en papier et en encre de l'armée.

Les autorités compétentes ont pu confisquer ces tracts une seule fois, par l'intermédiaire de la poste qui a eu des doutes à causes du volume uniforme des enveloppes. Nous avons alors changé notre méthode de distribution et nous avons commencé à les envoyés à partir de différents pays.

Ces tracts appelaient à réorganiser l'armée, à son armement et à son entraînement avec sérieux au lieu de se contenter des cérémonies et des divertissements. Ils appelaient les gouverneurs à arrêter le gaspillage des richesses du pays et à rehausser le niveau des classes démunies. Ils critiquaient la corruption qui caractérisait les promotions dans l'armée. A cette époque le scandale des armes corrompues avaient pris une large portée. Ce outre les scandales économiques dans lesquels était impliqué le gouvernement du wafd. Pour ce qui était de la politique étrangère, les officiers libres avait refusé l'adhésion de l'Egypte à l'organisation de la défense du Moyen Orient.

Le 8 mai 1951, Nasser fût promu au grade de lieutenant-colonel et la même année, il participa clandestinement avec ses compagnons, officiers libres, à la guerre des commandos menée contre les forces britanniques dans la région du Canal et qui avait duré jusqu'en 1952. Ils entraînaient les commandos et importaient l'arme nécessaire à la lutte armée des



jeunes appartenant à toutes les couleurs de l'arc en ciel politique, en dehors du cadre gouvernemental.

Face aux évolutions des accidents violents et successifs, depuis le début de 1952, les " officiers libres " avaient procédé aux assassinats politiques des pôles de l'ancien régime, qu'ils avaient considéré comme l'unique solution. Effectivement, ils avaient commencé par le général, Hussein Serry Amer, un des commandants de l'armée impliqué à servir les intérêts du palais, qui l'avait échappé bel. Cette tentative manquée d'assassinat était la première et la dernière dans laquelle fût impliquée Nasser. Tout le monde était d'accord avec lui de changer de cap et de s'orienter ainsi que ses efforts au changement révolutionnaire positif.

Ensuite l'incendie du Caire, a eu lieu le 26 juin 1952, à l'issue du déclenchement des manifestations au Caire, protestant contre le massacre des hommes de la police à Ismaïliya, perpétrés par les forces militaires britanniques, la veille, dans laquelle 46 policiers fûrent tués et 72 autres blessés. Les incendies, avaient brûlé le Caire. En contrepartie, les autorités n'avaient entrepris aucune mesure et aucun ordre n'avait été donné à l'armée pour descendre, sauf dans l'après-midi. Après que les flammes eussent brûlé 400 bâtiments, faisant 12 milles sans abri, et des endommagements estimés à 22 millions de L.E.

En ce moment, un conflit aigü opposait les officiers libres et le roi Farouk. Ce qui était connu par la crise des élections du club des officiers de l'armée. Le roi avait proposé Hussein Serry Amer, détesté par l'armée afin de présider le comité exécutif du club. Les officiers libres, quant à eux, avaient décidé de présenter la liste de leurs candidats, avec à leur tête, le général Mohamed Naguib, qui fût élu par une grande majorité. Malgré l'annulation de ces élections sur instruction du roi personnellement, il n'en demeure pas moins qu'il avait été prouvé aux officiers libres que l'armée les soutenait contre le roi. Nasser, alors président fondateur des officiers libres, a décidé d'avancer la date de la révolution, qui était prévue en 1955. L'armée débuta ses actions, dans la nuit du 23 juillet 1952 et le bâtiment du commandement de l'armée à Koubri Al Kobbah, fût occupée. Les commandants de l'armée, qui étaient réunis pour voir comment contrer le mouvement des officiers libres, fûrent arrêtés.

A l'issue de la victoire du mouvement des officiers libres, Mohamed Naguib fût désigné comme le commandant de l'armée. Les officiers libres lui avaient parlé, 2 mois auparavant, d'une éventuelle adhésion à eux, au cas où la tentative aboutissait. Il n'en demeure pas moins que le pouvoir était entre les mains du conseil du commandement de la révolution, présidé par Gamal Abdel Nasser jusqu'au 25 août 1952. Jusqu'à ce qu'une décision fût promulguée par le conseil du commandement de la révolution de léguer la présidence à Mohamed Naguib.

## Aboutissement de la révolution

Depuis la révolution de 1919 qui conduisit, le 28 février 1922, à l'ultime indépendance de l'Égypte où les Britanniques se réservèrent la liberté d'agir en ce qui concerne la défense du pays, le chemin emprunté par l'empire via le Canal de Suez, la protection des intérêts des étrangers et la gouvernance du Soudan, depuis cette date, le régime en Égypte était assis sur trois piliers : le roi, l'occupation britannique et les partis nationaux en tête desquels Al-Wafd.

La politique égyptienne fut influencée, pendant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, par l'équilibre entre ces trois piliers au point de bafouer la démocratie et d'ignorer les revendications sociales. A ceci vint s'ajouter la corruption personnelle du roi et la prévalence des intérêts particuliers des partis sur ceux de la nation.

En 1948, un événement grave secoua l'Égypte et tout le monde arabe : la Grande-Bretagne prêta main-forte aux Juifs pour s'emparer de la Palestine en mai 1948, en application à la Déclaration Balfour.

Les États arabes accoururent sur le champ pour soutenir les Palestiniens afin de les aider à faire face à l'agression sioniste : mais les efforts des armées de sept pays arabes non unis et sous un contrôle étranger s'étaient soldés par une défaite cuisante en Palestine.

Après l'émergence des premiers signes de trahison, la diffusion d'information sur les armes délabrées achetées à des prix dérisoires par les dirigeants et revendues à l'armée, les officiers militaires comprirent que leur combat n'était désormais plus en Palestine mais au Caire qui devait être libéré d'abord.

Il fallait concentrer les efforts pour se débarrasser de la famille de Mohamed Ali. Le roi était donc la première cible des « officiers libres », de 1948 à 1952.

Les sentiments de colère dominèrent Nasser à l'approche de la fin de la guerre de la Palestine. Il avait été blessé à deux reprises dans les combats et les résolutions du Conseil de sécurité avaient aidé les Juifs à réaliser leurs objectifs en violant la trêve, moult fois, et en refusant de revenir à leurs positions initiales.

Dès le retour de la Palestine, la formation des « officiers libres » fut ressuscitée de nouveau et commença à méditer un plan pour déloger le roi et renverser le régime. Nasser était conscient d'entrée de jeu que le succès de la révolution était tributaire de la connaissance des « officiers libres » de la nature de la conjoncture que vivait l'Égypte et qu'il était impossible de changer par un revers de main. Il fallait donc réfléchir à deux révolutions à la fois : une révolution politique et une révolution sociale.

## Chapitre I

### Les débuts de la révolution

#### Premièrement : la nuit de la révolution

« Les officiers libres » avaient l'intention de déclencher la révolution en 1955 mais les événements leur imposèrent d'agir bien avant cette date. Les violences montèrent d'un cran, suivies de l'incendie du Caire le 26 janvier 1952, dans une ambiance d'accusations échangées entre politiciens, décolère du peuple et d'inaction des autorités pour remédier à la situation.

L'armée ne reçut l'ordre de se déployer que dans l'après-midi, après que les flammes eurent dévoré les bâtiments et causé de lourds dégâts.

Les péripéties avançaient très vite sans que personne ne puisse les contrôler. La situation empirait ; deux cabinets avaient été formés puis quittèrent le pouvoir. Le roi ne semblait pas prêt de trouver une solution à la conjoncture !

Nasser avait senti que le report de la révolution était impossible, vu la rapidité des événements et une aptitude révolutionnaire à l'affût. Le prestige du roi Farouk était au plus bas. Nasser pensa alors qu'il était désormais opportun de renverser le régime au pouvoir s'ils parvenaient à exécuter le plan promptement et habilement.

La nuit de la révolution, le 22 juillet 1952, un officier des renseignements, membre des « officiers libres », vint chez Abdel Nasser pour l'avertir que le palais avait eu vent du plan des « officiers libres » et qu'il avait contacté le chef d'état-major de l'armée. Ce dernier avait convoqué une réunion urgente au siège du commandement de l'armée à pont Kobbà à 23h00 pour prendre des mesures contre les « officiers libres ». « Il faut tout annuler », avait dit l'officier à Abdel Nasser mais celui-ci répliqua : « Nous ne pourrions jamais le faire, tout est mis en ordre de marche et nul ne pourra rien stopper. Nous pouvons agir et à la dernière minute, changer de plan. L'ordre donné par le commandant de l'armée pour convoquer les hauts dirigeants de l'armée nous donne une occasion d'or pour les arrêter tous d'un seul coup ».

« Il fallait prendre une décision immédiate. Si nous laissons tout arriver à l'heure H convenue – soit une heure du matin le 23 juillet, ils peuvent nous attraper avant que nous les attrapions. Par ailleurs, les ordres avaient été distribués et le plus difficile était de contacter toutes les personnes liées à l'affaire ».

« L'officier des renseignements m'a rejoint et nous sommes sortis avec Abdel Hakim Amer pour rassembler quelques forces des casernes de Abbasseya. Nous sommes arrivés en retard et la police militaire avait fermé les casernes », poursuit-il.

« Nous nous sommes dirigés vers les casernes des cavaliers et des blindés. Ils nous y avaient devancé. La police militaire montait la garde devant toutes les accès. Il

semblait, pour un moment, que tout notre plan était en danger. Il ne restait plus que 90 minutes à l'heure H ».

« Nous sommes repartis en direction des casernes de Almaza, comme extrême issue. Sur notre chemin, nous avons rencontré une rangée de soldats provenant de la même route, dans l'obscurité. Les soldats nous ont fait sortir de la voiture et nous ont arrêtés ! Ces soldats étaient des forces de la révolution et exécutaient mes ordres d'arrêter tout officier supérieur sans discussion. Les soldats ont ignoré nos paroles pendant près de vingt de minutes. Les ordres de nous relâcher n'ont été donnés que lorsque que le lieutenant Youssef Seddik –commandant du groupe et l'un de mes collègues- est venu voir la raison de ce vacarme. Il s'est déplacé au moment convenu. Il attendait l'heure H pour attaquer. Nous avons rejoint la rangée. Nous nous sommes dirigésimmédiatement vers le commandement. Nos forces avaient lemême format de celle d'une force secrète. L'effet de la surprise était de notre côté ».

« Nous avons arrêté, en cours de route, un nombre de dirigeants de l'armée qui assistaient à la réunion du commandement pour nous attaquer. Une petite résistance a eu lieu en dehors du bâtiment du commandement de l'armée puis nous avons fait incursion dans l'édifice. Nous y avons trouvé le chef d'état-major, au haut bout de la table en train d'élaborer le plan des mesures à adopter contre « les officiers libres » ! Nous les avons arrêtés tous. »

« A 3h00, les dirigeants des « officiers libres » se sont réunis cette fois-ci dans la salle de réunions du commandement général de l'armée. J'ai dépêché quelqu'un pour amener le major général Mohamed Naguibà qui j'avais parlé, deux jours plus tôt, de la possibilité de le recevoir parmi nous si la tentative réussissait. Nous ne lui avons pas encore appris les évènements qui s'étaientdéroulés pendant la nuit. Mais il parut évident qu'il connaissait d'avance tout ce qui s'était passé. Le ministre de l'intérieur du roi l'avait appelé au téléphone depuis Alexandrie, une demi-heure plus tôt, pour savoir ce qui se passe ».

« Notre succès dans les premièresétapesétait complet. Il ne nous restait plus que d'êtreentièrementcertains que le roi serait incapable d'organiser une contre-attaque ».  
(1)(Morgan, Idem.)

« A 7h00 du matin, le peuple égyptien apprit, par la radio, que le cabinet égyptien, sous la présidence de Naguib El-Helali, avait été destitué et que le pays était désormais un dépôt entre les mains de l'armée, elle-même sous la supervision d'hommes dont la compétence, l'intégrité et le patriotisme sont dignes de la confiance du peuple ».(2)(Texte du communiqué de la révolution, dans le supplément no 6)

Deuxièmement : Comment les Britanniques ont-ils réagià la révolution ?

Quand la révolutionfut déclenchée, les Britannique contrôlaienthermétiquement le pays, bien que leurs forces militairescampassent dans la région du Canal de Suez. Les Britanniques étaient inquiets du mécontentement des jeunes officiers et de la chute de

la popularité du roi parmi eux, en raison de la nomination d'officiers de sa cour aux postes importants de l'armée.

Les rapports britanniques n'avaient pas exclu une possible rébellion militaire dont le succès conduirait au chaos et aux violences endossés par des extrémistes, sur fond des mauvaises conditions économiques. Cet état de faits appelait l'exécution du plan « Rodéo », mis au point par la présidence d'état-major britannique pour le déploiement des forces britanniques positionnées au Canal de Suez. Ce plan visait à contrôler de grandes parties du Delta et quelques banlieues du Caire et d'Alexandrie, en cas de développements graves sur la scène politique égyptienne, au regard des Britanniques.(1)(ADM 1/23562 "Operation RODEO Flail: requirement for a third RN landing Ship Tank (L.S.T))

Le 23 juillet, les officiers de la révolution prirent l'initiative de contacter l'ambassade américaine d'abord et celle britannique ensuite, pour leur informer que les « officiers libres » s'étaient emparés du pouvoir, que tout se déroulait dans le plus grand ordre, que la vie et les biens des étrangers seraient sécurisés tant qu'aucune ingérence étrangère n'était faite. Les officiers firent savoir aux deux ambassades que cette entreprise était une affaire purement intérieure ayant pour premier objectif de mettre fin à la corruption dans le pays.

Parallèlement à ces contacts, des tenants de l'ancien régime s'étaient empressés de téléphoner à l'ambassade britannique pour solliciter une intervention militaire afin de réprimer ce mouvement, sous prétexte qu'il était inspiré de la pensée communiste ou de celle des Frères musulmans et que les officiers qui le menaient étaient des extrémistes hostiles au capitalisme! (2)(FO 371/96877, « Egyptian political events leading to the military coup d'état of general Naguib » 1952)

Jefferson Caffery -ambassadeur américain au Caire- avait signalé à Sir Michael Criswell -chargé d'affaires de l'ambassade britannique- que le roi l'avait contacté plusieurs reprises depuis 2h00 du matin du 23 juillet pour lui répéter que l'ingérence étrangère était le seul moyen de le sauver, ainsi que sa famille ! Jefferson avait interprété que le roi n'avait pas demandé explicitement une intervention militaire britannique mais que ceci était sous-entendu dans ces propos. L'ambassadeur américain avait également ajouté que le roi était dans un état de panique et qu'il avait essayé de le calmer et de l'encourager à affronter la situation, dans l'espoir qu'il puisse demeurer à son poste dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle.(1)(Idem.)

Par ailleurs, les forces britanniques de la région du Canal furent calmement placées en état d'alerte. Il fut interdit aux avions britanniques de survoler le Delta pour ne pas attiser les sentiments hostiles à la Grande-Bretagne.

Le 24 juillet, John Hamilton –adjoint de l'attaché militaire britannique- demanda de rencontrer Mohamed Naguib pour lui faire savoir que le gouvernement britannique ne désirait point s'ingérer dans les affaires intérieures égyptiennes mais qu'il le ferait, s'il le jugerait nécessaire pour protéger la vie des Britanniques, raison pour laquelle des instructions furent données aux forces britanniques au Canal de Suez d'être en état d'alerte.

Ces arrangements, lui avait-il dit, ne visent pas les forces armées égyptiennes, surtout que la teneur du communiqué de la révolution dans lequel l'armée égyptienne s'était déclarée responsable de défendre les vies et les biens des étrangers les avaient rassurés. (2)(Idem.)

Troisièmement : La révolution et le roi

Une question s'était posée au matin de la révolution... comment agirait le roi ? Et que lui avaient préparé les hommes de la révolution ?

Le roi avait reçu Caffery, le 23 juillet après-midi, et ressentait de l'aigreur envers la Grande-Bretagne qui n'était pas intervenue militairement et car il n'avait eu d'autre alternative que d'accepter les demandes des dirigeants du mouvement de l'armée, y compris la destitution de Naguib El-Helali et la nomination de Ali Maher à la tête du gouvernement.

Le « conseil du commandement de l'armée » se réunit pour étudier le sort du roi. Certains soutenaient qu'il soit jugé et exécuté mais Nasser insistait que la révolution demeure « pure » autant que possible. Il était plutôt pour un exil rapide du roi. (3)(Morgan, Idem.)

Pendant ce temps, le roi tentait de fuir. Il avait adressé plusieurs messages à Caffery, de 4 à 5h00 du matin du 24 juillet pour lui demander de lui fournir un avion ou un navire américain afin qu'il s'évade. Le roi avait agi ainsi après que la garde royale eut affiché son soutien au mouvement de l'armée et après avoir appris que les forces de l'armée égyptienne et les chars avançaient sur l'autoroute Le Caire/Alexandrie et qu'ils étaient sur le point d'arriver. Le roi craignait que les officiers de l'armée aient vent de ses contacts avec l'ambassade américaine, raison pour laquelle il avait sollicité l'intervention britannique.

Caffery en avait informé l'ambassade britannique qui commença à chercher le navire militaire britannique le plus proche des côtes égyptiennes. Il y en avait deux : l'un à une distance de 10 heures et le second à une distance de six heures. Le commandant de la marine britannique avait cependant expliqué qu'il était impossible d'utiliser ces bâtiments pour cet objectif sans consulter Churchill en personne.(1)(FO 371/96877, Op. Cit.)

Le roi envoya ensuite des messages successifs à l'ambassadeur américain qui les transmettait à l'ambassade britannique. A 8h00 du matin du 26 juillet, le roi adressa

un message du palais pour signaler l'entrée de force dans le palais des troupes militaires égyptiennes et que des balles avaient été tirées !

Les officiers de l'armée adressèrent, le même jour, un avertissement au roi Farouk, au palais de Ras Ettine à Alexandrie, pour le sommer de renoncer à son trône en faveur du prince héritier Ahmed Fouad et de quitter le pays avant 18h00. (2)(Texte de l'avertissement adresse au roi, supplément no 7) Le roi signa alors le document attestant sa renonciation au trône.

La nouvelle de la renonciation du roi au trône fut annoncée au peuple à 18h00 par la radio égyptienne, au même moment où le monarque, en tenue officielle blanche –la tenue du commandant suprême de la marine, prit le large, à bord du yacht royal « Al-Mahroussa » à partir du port d'Alexandrie.

Mohamed Naguib et l'ambassadeur américain étaient présents au départ du roi et l'artillerie tira 21 balles !

Un conseil de tutelle fut formé sur le champ par des membres indépendants et n'ayant aucun rapport aux partis, sous la présidence de l'émir Mohamed Abdel Moneim.

Quatrièmement : Une position commune entre les Britanniques et les Américains

Au terme de ces événements décisifs, la position du gouvernement britannique se résuma à la non-ingérence, sous prétexte que cela était une affaire intérieure. Le gouvernement britannique avait de tout temps jugé nécessaire de purger l'Égypte des éléments corrupteurs du palais et de l'administration pour que la situation dans le pays se stabilise. Il fut alarmé cependant par les activités de l'armée au Caire et des rumeurs prétendant que les officiers du mouvement étaient en rapport avec les Frères musulmans, de crainte que les éléments extrémistes s'emparent du pouvoir. Ceci expliquait la raison pour laquelle le maintien du ministère de Maher au pouvoir était la meilleure situation souhaitée pour eux.

Les Britanniques étaient préoccupés à constater la réaction du peuple face au mouvement de l'armée, à savoir l'accueil et les acclamations de soutien avec lesquels les citoyens avaient reçu les forces armées, lors de leur entrée à Alexandrie le 25 juillet pour sécuriser les consulats et la situation dans la ville, avant le départ du roi.

Dès la reconnaissance du succès du mouvement de l'armée, la situation fut réévaluée. L'on remarque que le rôle américain s'intensifia, surtout que la Grande-Bretagne eut recours à la force militaire contre le nouveau régime, en exécutant l'opération « Rodéo ».

Le gouvernement britannique n'avait pas reconnu rapidement le nouveau régime en Égypte et observait avec prudence la situation jusqu'au moment où le gouvernement américain publia le 3 septembre une déclaration qui laissa entendre sa disposition à



soutenir le régime du 23 juillet tant qu'il ne ferait pas participer les communistes au gouvernement.

Le ministère britannique des affaires étrangères commença alors à s'interroger s'il devait soutenir le mouvement de l'armée ou non. Cette attitude intervint après la destitution du cabinet Ali Maher le 7 septembre et après la promulgation de la loi sur la réforme agricole, le 9 septembre, qui visait les féodaux. Cette loi avait délimité les propriétés agricoles et distribué les terrains sujets à la bonification aux paysans.

A la suite de ces mesures qui furent prises six semaines après le mouvement de l'armée, les Britanniques interprétèrent ce qui se passait en Egypte comme étant « une révolution » et non uniquement un mouvement entrepris par l'armée pour introduire des changements au régime. Ils se décidèrent finalement de sympathiser, en général, avec ce mouvement sans que cela n'empêche qu'ils soient inquiets vis-à-vis des développements de la situation avec une telle rapidité.(1)(FO 141/1454, "Egypt : political situation », 1952)

Il fut alors décidé de prendre une position conjointe, entre les ambassades britannique et américaine au Caire, qui craignaient le plus de voir les extrémistes s'emparer du pouvoir et le chaos sévir dans le pays. Elles n'excluaient pas un contre-coup d'Etat, même si cela allait prendre quelques temps.

Le rapport conjoint avait souligné l'importance de former un front commun entre les deux Etats au motif de réaliser à long terme les objectifs occidentaux. Ceci serait le gage de la participation efficace de l'Egypte au système de la défense du Proche-Orient.

Le département d'Etat américain donna des instructions d'approuver le soutien moral et financier au régime égyptien et de travailler au règlement des différends entre l'Egypte et la Grande-Bretagne, à condition qu'il y ait des facilités au Canal de Suez en cas d'une menace quelconque contre la sécurité de la région et que la réalisation de la paix avec Israël soit encouragée. Le gouvernement américain avait exigé que l'Egypte s'engage secrètement à ces conditions, ce qui n'arriva pas.

Les Etats-Unis se résolurent à engager des négociations immédiates avec le régime égyptien pour déterminer les domaines et la nature de la coopération entre les deux bords, à condition que les exigences de l'Egypte en termes d'aides économiques et militaires soient limitées et que l'aide militaire soit bornée à une assistance technique, autrement dit celle ayant trait à la formation.

Les Etats-Unis décidèrent, dans le même temps, de s'excuser de ne pouvoir fournir des armes à l'Egypte et de l'inciter à négocier cette question avec la Grande-Bretagne, qui en était sa principale source. Ils expliquèrent qu'il était difficile d'armer l'Egypte avant de parvenir à un règlement pacifique avec Israël.(2)(Idem.)

## Chapitre II: Les difficultés du changement de l'ancien régime.

Les dirigeants des « officiers libres » avaient affirmé dès le début les six objectifs de la révolution : mettre fin au colonialisme, éradiquer la féodalité, enrayer le monopole et le contrôle du capitalisme du pouvoir, instaurer une justice sociale, mettre sur pied une armée nationale forte et assurer une vie démocratique correcte.

Trois jours après la révolution, le roi céda le pouvoir et quitta le pays et les changements furent entamés sans tarder. Au deuxième jour de la révolution, après la destitution du ministre de Naguib El-Helali, Ali Maher fut chargé de former le nouveau cabinet et devint gouverneur militaire général. Le général Hussein Serri Amer – chef de la légion des gardes-frontières- et d'autres furent arrêtés. Le général Mohamed Naguib devint alors commandant général des forces armées, après la signature de l'arrêt pertinent par le roi Farouk.

Les différentes composantes de l'armée affichèrent, l'une après l'autre, leur soutien au mouvement de l'armée. Les Frères musulmans, dirigés par Hassan El-Hadibi, firent part de leur appui à la révolution, dès sa première semaine. Les Soudanais, en tête desquels Ismail Al-Azhari, s'étaient dit favorable à ce mouvement.

Une prompt opération de purge fut effectuée dans l'armée et le gouvernement pour les débarrasser de la corruption et du népotisme.

Premièrement : Les « officiers libres » prennent officiellement les rênes du pouvoir :

En fait, « les officiers libres » ne convoitaient aucunement le pouvoir mais étaient déterminés à effacer toutes les traces de l'emprise étrangère et à engager une réforme agraire décisive pour mettre fin au féodalisme, disparu d'Europe, il y a 300 ans ! Ils voulaient que la responsabilité soit endossée par un parti dont les leaders se porteraient garants de travailler dans les limites de l'esprit de la révolution.(1)(Morgan, Idem.)

Dans un premier temps, tous les partis avaient applaudi le mouvement de l'armée. El-Wafd, les Frères musulmans et les communistes s'imaginèrent que la révolution leur appartenait mais ils furent incapables de saisir la force de l'objectif qu'elle recelait.

Nasser dit : « J'ai parlé avec les dirigeants de tous les partis mais je n'ai trouvé aucun d'eux qui soit prêt à faire prévaloir l'intérêt du peuple sur celui de son parti. J'ai proposé au parti El-Wafd de lui remettre le pouvoir à condition d'évacuer les Britanniques du Canal de Suez et que la réforme agraire soit appliquée pour limiter la propriété agricole à raison de 200 feddans par personne mais il refusa ».

« C'est ainsi que nous avons assumé la responsabilité, le cœur empli de peine »  
(1)(Idem.). Le cabinet Ali Maher fut effectivement destitué et le « Conseil du commandement de la révolution » confia la présidence du gouvernement au général

Mohamed Naguib le 8 septembre 1952. La loi sur la réforme agraire déterminant la propriété fut promulguée le lendemain, pour la première fois de l'histoire de l'Égypte. Cette mesure pava la voie à l'éradication du féodalisme et à la distribution des terrains agricoles aux paysans égyptiens. Cela avait bel et bien été une démarche pour réaliser l'un des objectifs de la révolution ; la justice sociale », renchérit-il.

Deuxièmement : Les négociations sur la question du Soudan.

Le premier problème qu'affronta le « Conseil du commandement de la révolution » fut la question de la définition de la relation avec le Soudan, cette relation à trois, incluant la Grande-Bretagne, d'un genre rarissime dans l'histoire du colonialisme européen !

La Grande-Bretagne avait occupé le Soudan en septembre 1898, grâce au général Herbert Kitchener, épaulé par l'armée égyptienne. Les gouvernements égyptien et britannique avaient ensuite signé un accord, le 19 janvier 1899, stipulant leur souveraineté conjointe au Soudan.

En fait, la véritable souveraineté revenait à la Grande-Bretagne qui s'était échiné à séparer totalement le Soudan de l'Égypte, dans la réalité. En dépit de cela, le traité de 1936 vint confirmer les clauses de l'accord de 1899 !

Le 7 octobre 1951, Moustafa El-Nahhas annula unilatéralement les traités de 1936 et de 1899 mais la Grande-Bretagne ne reconnut pas cette décision.

Il était donc logique que le gouvernement de la révolution entame l'examen de la question du Soudan, d'un point de vue entièrement différent de celui des décennies précédentes. Ali Merghani – chef des Khatmiyya au Soudan- envoya effectivement un message au général Mohamed Naguib le 21 septembre 1952 pour lui informer que le peuple soudanais acceptait que des contacts directs soient engagés entre Abderrahmane El-Mahdi –chef du parti soudanais de la Oumma- et les responsables en Égypte, au sujet de la situation au Soudan et que des négociations soient menées avec le côté britannique.

Les pourparlers officiels entre les parties égyptienne et soudanaise eurent lieu le 4 octobre 1952. Ils furent suivis par l'accord des partis soudanais sur la formation d'un seul front qui constituerait le noyau de la fusion de tous les partis soudanais. Cet accord fut le fruit des efforts du général Mohamed Naguib et du lieutenant officier Salah Salem.

Le gouvernement de la révolution avait engagé des négociations intensives avec le gouvernement britannique au sujet de l'avenir du Soudan, le 4 octobre 1952. Les deux pays avaient été représentés par Mohamed Naguib et Ralph Stevenson, l'ambassadeur britannique au Caire, en d'autres termes, les pourparlers se déroulèrent en l'absence du représentant soudanais !

Le 21 septembre 1953, l'accord de l'autodétermination du Soudan fut signé. La Grande-Bretagne avait joué un rôle important dans la sécession du Soudan de l'Égypte en fournissant un soutien aux forces soudanaises prêchant la sécession et en entravant toutes propositions d'unités suggérées par le gouvernement de la révolution égyptienne ou avancées par les forces soudanaises croyant en l'idée de l'union des deux berges de la vallée du Nil.

L'accord fut considéré, malgré tout, comme un triomphe des efforts des révolutionnaires d'Égypte. Les deux parties avaient reconnu le Soudan unifié, après une période d'autonomie de trois ans au cours desquelles l'administration britannique se fut totalement retirée et un climat neutre propice à l'autodétermination fut établi.

Troisièmement : l'amendement constitutionnel et la proclamation de la république :

Mohamed Naguib avait annoncé le 9 décembre 1952 l'abrogation de la Constitution de 1923, qui constituait le pilier légal de l'ancien régime. Une nouvelle Assemblée constituante fut mise sur pied et une constitution provisoire fut promulguée le 10 février 1953 pour régir la période transitoire pendant trois ans.(1)(Texte de la Constitution provisoire, supplément no 8)

Le 18 juin, une déclaration constitutionnelle fut publiée par le « Conseil du commandement de la révolution » pour annoncer l'abolition du régime monarchique et la gouvernance de la famille Mohamed Ali, pour supprimer les titres des membres de la famille royale, pour proclamer la république et pour confier la présidence de la république et la présidence du cabinet, au général Mohamed Naguib et nommer Nasser au poste de vice-premier ministre, pour promouvoir Abdel Hakim Amer au rang de général et pour approuver le nom officiel du pays « la république d'Égypte ». Le drapeau avait également été changé. La déclaration constitutionnelle prévoyait le maintien de ce système pendant la période transitoire et accordait au peuple le dernier mot dans la définition du genre de république et dans le choix du président, après l'approbation de la nouvelle Constitution.(2)(Texte de la Déclaration constitutionnelle annulant le régime monarchique et proclamant la république, supplément no 9)

« Le Conseil du commandement de la révolution » décida également de confisquer les biens de la famille de Mohamed Ali, afin d'indemniser les héritiers du leader Ahmed Orabi des fonds de ce dernier qui avaient été séquestrés par le Khédivé Tawfik, pendant la révolution d'Orabi en décembre 1882.(1)(Texte de la décision de la mise sous séquestre des fonds de la famille de Mohamed Ali au profit des héritiers de Orabi, supplément no 10)

Le nouveau régime se trouva aussitôt confronté aux partis préexistants qui représentaient un prolongement de l'ancien régime et étaient habitués à semer la discorde et à être en conflit pour des intérêts partisans. Bien que les révolutionnaires eussent donné une chance à ces partis pour se purger et s'adapter au nouveau régime, cela n'eut pas réussi et le conflit se manifesta plus clairement.

Quatrièmement : La carte des courants politiques en Egypte :

Pour comprendre la vie politique de cette époque, il faut connaître la carte des partis et les fondements de leurs convictions. Trois courants dominaient la vie politique, pendant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle : le premier, le courant national surnommé par extension courant libéral, le deuxième le courant islamique et finalement le courant marxiste.

1- Le Courant national :

Il fut fondé par Moustafa Kamel et demeura après la révolution. Le parti El-Wafd émergea au cours de la révolution. Des libéraux constitutionnels firent ensuite défection en septembre 1922 et il en émana également le parti El-Saadi en janvier 1937 puis le bloc wafdiste en 1943.

Ces partis –en sus des libéraux- avaient formé tous les cabinets, après l'ultime indépendance de l'Egypte le 28 février 1922 et l'approbation de la Constitution en 1923. Vu l'adversité qui les opposait les uns aux autres, le roi et l'occupation britannique purent les manipuler dans une sorte de «rotation des équilibres partisans » au pouvoir.

Après la révolution, ces partis tombèrent en désaccord avec le nouveau régime et ceci parut clairement après la publication de la loi sur la réforme agraire qui délimita la propriété agricole.

2- Le courant islamique:

Cheikh Hassan El-Banna avait institué la Confrérie des Frères musulmans, à Ismaïlia en 1928, en réaction à la domination étrangère en Egypte sur les plans politique, militaire et social.

Bien qu'El-Banna eusse prétendu, au début, que sa Confrérie islamique avait une vocation uniquement religieuse, la Confrérie s'avéra dès le début politique autant que religieuse pour celui qui étudia sa méthode de recrutement et qui approfondit ses études sur son histoire depuis son adhésion à la méthode rigoriste dans son village en 1923, - créée après l'arrivée dans le pays d'une mission d'évangélisation américaine- puis son adhésion à l'association des jeunes musulmans lors de son départ pour le Caire où il devait étudier à Dar El-Ouloum (maison des sciences), et où il fut imprégné de la vie occidentale. Dans les années trente, la Confrérie s'engagea explicitement dans la vie politique et pénétra l'université du Caire, qui était le haut lieu de la laïcité. Cheikh El-Banna posa sa candidature aux élections. En dépit de son échec dans le village natal de son mouvement –Ismaïlia, ceci marqua cependant le summum de l'engouement de la Confrérie dans la vie politique.

Cheikh El-Banna avait adopté la méthode des chantages politiques pour parachever l'institution des Frères musulmans. Il afficha, au commencement, son soutien au roi puis s'allia à El-Wafd le 4 février 1942, raison pour laquelle la Confrérie devint le mouvement le mieux organisé d'Alexandrie à Assouan. Ceci causa la perte de la force politique de la Confrérie des Frères musulmans après la destitution du gouvernement El-Wafd par le roi, en 1944. Avec

l'accession au pouvoir du gouvernement loyal au roi de Mahmoud Fahmi El-Nokrachi en 1946, les Frères musulmans engagèrent un bras de fer avec le cabinet, ce qui finit par l'assassinat d'Al-Nokrachi le 30 décembre 1948. Les loyalistes répliquèrent par l'assassinat de Hassan El-Banna, en moins d'un mois et demi après le meurtre d'Al-Nokrachi, soit le 12 février 1949. En fait, les Frères musulmans avaient beaucoup perdu après la disparition de leur leader et fondateur. Les dirigeants qui le succédèrent n'étaient pas à sa hauteur et les divisions se creusèrent dans les rangs de la Confrérie.

### 3- Le courant marxiste :

Ce courant était persécuté et illégal depuis 1924, sous le ministère de Saad Zaghloul. Il était divisé en partis et groupes, divergents dans leurs convictions et leur mouvement, et dominés par des susceptibilités personnelles. Malgré le succès limité du Marxisme en Egypte, les adeptes de ce courant avaient contribué à enrichir le dialogue politique et social dans le pays sans pourtant participer pragmatiquement dans les ministères à cette époque.(1)(Hoda Gamal Abdel Nasser, « La vision britannique du mouvement national égyptien 1936-1952 », la maison d'édition « l'Avenir arabe », 1987, p...)

En réaction à ce conflit politique après la révolution, le général Mohamed Naguib annonça le 17 janvier 1953 la dissolution des partis existants et la mise sous séquestre de leurs fonds car ils profitaient du climat de liberté pour travailler contre le régime et semer la zizanie sur la scène intérieure. La décision concernait pas les Frères musulmans, étant un mouvement à vocation religieuse. La Confrérie fut cependant dissoute le 14 janvier 1954.

Cinquièmement: Le conflit de force au sein du « Conseil du commandement de la révolution » (la crise de mars 1954):

Un développement notoire se produisit lorsque le général Mohamed Naguib fut nommé premier ministre puis président de la république le 18 juin 1953. Certains crurent que si cette autorité était ajoutée à sa popularité, Mohamed Naguib représenterait la véritable force et que les membres du Conseil du commandement de la révolution pouvaient former des fiefs empêchant la rue de lui parvenir. Par exemple, lorsque Nasser dit : « Je ne cherche ni les acclamations ni les applaudissements » ! C'est un homme qui se sentait le plus grand collaborateur dans les événements ; depuis le renversement du roi Farouk jusqu'aux changements qui s'ensuivirent. Naguib passait son temps à se rendre dans les usines, les universités et les camps. Il parlait partout et montrait son visage aux citoyens. Ceci était considéré comme une démarche pour créer une plate-forme parallèle à celle des officiers dont les fiefs se concentraient dans l'armée.(2)(Mohamed Hassanein Heikal, Entrevue avec la chaîne Al-Jazirah, septembre 2006)

### 1- La démission de Mohamed Naguib :

Les scissions et la lutte au pouvoir commencèrent à émerger. La crise atteignit son summum le 23 février 1954, quand Naguib déposa sa démission réclamant soit le retrait et le retour dans les rangs de l'armée ainsi que le rétablissement de la vie parlementaire telle qu'elle l'avait été avant la révolution soit l'abandon de toute la responsabilité.(3)(Sami Charaf, "Les années et jours de Gamal Abdel Nasser", Madbouli, 2007, p 213)

Le « Conseil du commandement de la révolution » accepta, le lendemain, la démission de Naguib de toutes ses fonctions et désigna Nasser chef du gouvernement et du « Conseil du commandement ». Il fut également promulgué un décret républicain le nommant gouvernant militaire. Au même moment, des officiers de la légion de la cavalerie observèrent un sit-in dans leurs casernes pour réclamer la dissolution du « Conseil du commandement de la révolution », le retour de ses membres à leurs unités militaires, la nomination du commandant général des forces armées suivant l'ancienneté(1) (Abdel Hakim Amer avait été promu de sous-officier au rang de major général et avait été chargé du commandement de l'armée, en 1953. Idem.) et le rétablissement de la vie parlementaire. La nouvelle se répandit entre les officiers de toutes les légions de l'armée. Un grand nombre d'entre eux se rassemblèrent à l'extérieur et à l'intérieur du bâtiment du commandement général des forces armées pour revendiquer le maintien en poste du « Conseil du commandement de la révolution » sinon la révolution serait ruinée !

2- Le « Conseil du commandement de la révolution » s'autodissout dans quatre mois :

Le Conseil mena des délibérations et tous se mirent d'accord à retourner aux casernes, à garder Naguib président de la république et à nommer Khaled Mohieddine, issu de la légion de la cavalerie, premier ministre. Naguib accepta ces décisions mais les officiers au sein et autour du commandement général de l'armée s'insurgèrent contre elles. Cette situation crispée se perpétua entre les unités de l'armée. Les officiers de la légion de l'artillerie assiégèrent la légion de la cavalerie avec des chars alors que la légion des pilotes effectua des vols en signe de soutien au « Conseil du commandement de l'armée ».

Les informations sur les tensions au sommet du pouvoir commencèrent à filtrer et à parvenir au peuple. Des manifestations défilèrent dans quelques rues du Caire, ainsi qu'au Soudan, pour soutenir Mohamed Naguib.(2)(Charaf, Idem., p 215)

Ralph Stevenson avait envoyé un message à Churchill pour le mettre au courant de la situation hautement chaotique sévissant en Egypte. Churchill demanda des éclaircissements sur l'opération « Rodéo » pour mener une intervention militaire britannique au Caire et dans le Delta. Il donna l'ordre que le plan soit préparé pour l'exécuter, que la Grande-Bretagne mette en

place en Egypte un gouvernement qui lui soit loyale et qu'elle expulse les militaires fomenteurs de trouble vers Chypre !(3)(Heikal, Idem.)

Pendant ce temps, les renseignements généraux avaient constaté la fréquence remarquable des entretiens entre les Frères musulmans, le parti socialiste, El-Wafd et les organisations communistes. Les Frères musulmans et quelques dirigeants d'El-Wafd avaient affiché leur appui au président Mohamed Naguib, bien que la décision de leur dissolution eut été signée par lui-même mais personne de l'armée ni du « Conseil du commandement de l'armée » n'était à ses côtés.

Les syndicats ouvriers avaient publié un communiqué affirmant leur soutien au « Conseil du commandement de l'armée » dans sa décision d'accepter la démission de Naguib et saluant Nasser.

Le 27 février 1954, le « Conseil du commandement de l'armée » publia un communiqué approuvant le retour de Naguib à la présidence au motif de préserver l'unité de la nation, Naguib accepta. Un arrêté fut rendu pour le réhabiliter dirigeant militaire.

Le « Conseil du commandement de l'armée » se réunit le 21 mars pour examiner le rétablissement de la vie parlementaire. Naguib annonça ensuite le rétablissement de la vie constitutionnelle après quatre mois. Le « Conseil du commandement de l'armée » prit plus tard le 25 mars, plusieurs décisions : de former une Assemblée constituante élue, qui se réunirait en juillet pour discuter au sujet de la Constitution et pour l'entériner, d'assumer la tâche de l'autorité législative jusqu'à la tenue du nouveau Conseil parlementaire, de lever la censure imposée aux journaux, de supprimer la loi martial, d'autoriser la création de partis. Le « Conseil du commandement de l'armée » serait, conformément à ces décisions, l'autorité souveraine jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante, ou, en d'autres termes, le « Conseil du commandement de l'armée » prit la décision de s'autodissoudre et de mettre fin à sa mission, le 23 juillet 1954 !!

Dans la foulée de ces décisions, Mohamed Naguib engagea des contacts intensifs avec les dirigeants des Frères musulmans, du parti socialiste et du parti El-Wafd. Le congrès général des syndicats ouvriers lança cependant le 28 mars un appel à la grève générale, à partir du jour suivant pour forcer le « Conseil du commandement de l'armée » de revenir sur ses décisions. Le jour de la grève, Nasser se rendit au siège des travailleurs du secteur des transports et leur demanda de cesser leur grève, ils acceptèrent.

Nasser se réunit, au même moment, avec des ministres civils qui lui avaient informé leur refus des décisions du « Conseil du commandement de l'armée », concernant la dissolution du Conseil. Nasser fit face le sit-in des officiers de toutes les unités de l'armée qui réclamaient l'annulation des décisions du Conseil. La situation empira vu la généralisation des manifestations et des grèves au Caire et dans les provinces. Le roi Saoud



tenta même de s'entremettre pour régler les problèmes entre Nasser et Naguib !

### 3- Fin de la crise entre Naguib et le Conseil de la révolution :

La crise fut réglée par une décision du « Conseil du commandement de la révolution » de reporter l'exécution des décisions prévoyant la dissolution du Conseil de commandement et le retour des partis et de former un Conseil national de consultance.

Le « Conseil du commandement de la révolution » prit le 17 avril 1954 la décision de former le nouveau cabinet présidé par Nasser, tout en maintenant Naguib à la tête de la présidence et du « Conseil du commandement de la révolution ».

Cette crise intervint à un moment où les négociations égypto-britanniques étaient interrompues ; et ébranla l'épicentre du régime de Juillet sur les plans régional et international. Ceci poussa les forces britanniques à décréter l'état d'alerte dans la région du Canal pour une éventuelle intervention militaire au Caire et au Delta, conformément à l'opération « Rodéo », comme nous l'avons dit. L'Égypte entra dans une phase dangereuse où les parties adversaires étaient multiples : le peuple, le pouvoir et l'armée ainsi que la force de l'occupation britannique basée dans le Canal de Suez. Pendant ce temps, le gouvernement de la révolution avait à faire avec un interlocuteur intraitable dans les négociations sur l'évacuation du sol égyptien, ce qui conduisit à la suspension de celles-ci ce qui fit pression pour introduire l'Égypte dans le système de défense du Proche-Orient.

## Chapitre II

### Négociations sur l'évacuation

Comment débutèrent les négociations égypto-britanniques ? Et qui en prit l'initiative ? Elles démarrèrent par la question du Soudan qui ne prit pas beaucoup de temps, le régime de la révolution du 23 juillet ayant satisfait le souhait des Soudanais d'obtenir leur autonomie et leur autodétermination.

Il était normal que les dirigeants de la révolution s'occupent ensuite des négociations censées réaliser le premier objectif du mouvement national égyptien, depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, à savoir, l'évacuation des forces britanniques du territoire égyptien, fortes de 80 mille hommes, bien que le traité de 1936 eut fixé leur nombre à 10 mille hommes !

Premièrement : La préparation des négociations

Chacune des deux parties des négociations commença à se préparer aux pourparlers et à rallier toutes les forces possibles pour exercer des pressions. Ici, le côté égyptien –présidé par Nasser- sentit qu'il était face à

un danger différent de ceux rencontrés dans toutes les négociations précédentes qui furent menées de 1920 à 1952.

1- Les dangers que posaient les négociations au côté égyptien :

Le danger le plus important qu'affrontait l'Égypte était l'élargissement du champ des négociations. Il est vrai que la Grande-Bretagne était l'interlocuteur principal mais d'autres parties faisaient pression sur elle pour réaliser leurs intérêts. La première partie en question était les États-Unis. Churchill avait pris l'initiative de contacter son président Truman à cette époque puis son successeur Eisenhower, après les élections de novembre 1953. Eisenhower donna des directives présidentielles stratégiques d'agir en permanence en plein cœur du Proche-Orient, de s'y attacher et de s'y établir et de s'y stabiliser, tout en travaillant pour la réconciliation entre les Arabes et Israël ceci étant le moyen primordial pour atteindre l'objectif.

Les méthodes d'action diplomatique, politique et de renseignement se concentrent autour de cet axe. Quant à l'action militaire, elle fut déconseillée pour ces éventuels risques ; en raison de la proximité de la région par rapport à l'URSS, à moins que ce dernier ne commence lui-même à user de la force. Les États-Unis avaient de tout temps voulu construire la ceinture nordique au Proche-Orient –comprenant la Turquie, l'Iran et le Pakistan- et de travailler à la construction d'un cordon défensif entier parallèle aux frontières de l'URSS.

Au même moment, l'empire britannique esquissa un recul pour exercer un rôle sous le commandement des États-Unis en raison de la situation stratégique du monde arabe en entier –au centre duquel se trouve l'Égypte-, qui est à l'intersection des routes du monde et qui est à découvert, en proie à tout conflit.

L'administration d'Eisenhower arriva au pouvoir, après que les États-Unis eurent prouvé leur force au cours de la Deuxième guerre mondiale et qu'ils eurent acquis une puissance nucléaire et économique considérable.

La présence du côté américain dans les négociations fit qu'elles soient abordées non sous le thème de l'évacuation de l'Égypte mais sous le thème de la défense du Proche-Orient en entier. Le Conseil de la sécurité nationale américain élaborait, pour cette cause, un plan destiné à préserver les sources de pétrole au Proche-Orient, à les maintenir, en toute circonstance, en possession des États-Unis et à empêcher l'URSS d'y parvenir, même s'il fallait détruire et brûler ces puits !

Le deuxième danger qu'encourra l'Égypte dans les négociations fut Israël. Ce dernier engagea des contacts avec la Grande-Bretagne pour coordonner leurs positions pendant les pourparlers. Israël avait affiché une vive inquiétude quant à l'évacuation des forces britanniques de la base du Canal de Suez. Il exigea d'être consulté avant la signature un

accord quelconque avec l’Egypte. Il parut évident qu’Israël considérait la présence militaire britannique dans la région du Canal comme une zone tampon entre lui et l’armée égyptienne.(1)(PREM 11/465, “Israel & the defence negotiations with Egypt, request for perior consultation”, 1953)

Churchill avait averti les négociateurs britanniques d’éviter de prendre des engagements avec les Egyptiens qui pourraient porter atteinte à Israël. Il leur avait affirmé qu’ils devaient être conscients du fait qu’Israël était un élément très important dans tout affrontement avec les Egyptiens. « Il possède l’armée la plus puissante du Proche-Orient, et nous pourrions en avoir besoin à un moment donné (2)(Ibid.)», avait-t-il dit !

Le secrétaire d’Etat au Foreign Office, Selwyn Lloyd affirma en ce sens, devant la Chambre des communes britannique, la déclaration tripartite entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, qui garantit les frontières d’Israël et des pays arabes, dans les négociations en cours entre la Grande-Bretagne et l’Egypte pour évacuer la région du Canal de Suez. Lloyd avait indiqué également qu’Israël avait été informé des développements des négociations.

Israël ne fut pas la seule à prendre part aux négociations, la Compagnie du Canal de Suez vint s’y joindre et en devint partie négociatrice. Cette compagnie œuvrait tranquillement sous l’ancien régime, avait un grand fief et entretenait de fortes relations avec le palais.

Que voulait donc la Compagnie du Canal de Suez ? Renouveler le contrat de concession –qui devait expirer en 1968- avec la signature des forces révolutionnaires en Egypte. L’évacuation des forces britanniques de la base allait permettre que la protection établie dans le Canal soit consacrée à la Compagnie égyptienne, habituée à l’ancienne situation. Elle constituait un état dans l’ectoplasme d’un autre, était associée au système bancaire en Egypte –lequel était étranger par excellence- et était capable de financer sans limites !

La France aussi était intéressée aux négociations et était en contact avec la Grande-Bretagne, non seulement pour la compagnie du Canal de Suez qu’elle considérait comme une société française mais aussi pour la sécurité de la Méditerranée et l’organisation de la navigation.

## 2- L’affrontement égypto-britannique :

Vu les pressions précitées sur le négociateur égyptien et le conflit mondial dont les règles étaient totalement différentes des négociations précédentes engagées avec l’Egypte, le Moyen-Orient devint une cible principale dans la guerre froide.

Les Britanniques se trouvèrent, au même moment, face à un nouveau régime en Egypte, différent de ceux auxquels ils étaient accoutumés, en d’autres termes, ils étaient confrontés à une partie qu’ils ne connaissaient pas. Ils négociaient jadis avec des premiers ministres tels

Moustafa El-Nahas, Ismail Sedki, Ahmed Maher, Mahmoud Fahmi El-Nokrachi, Mohamed Salaheddine, Naguib El-Helali, Hussein Serri, dont ils connaissaient la combinaison hiérarchique et les limites de leurs capacités, étant tous des juristes.

Quant aux « officiers libres », ils étaient inconnus pour le côté britannique. Ils étaient des officiers et la logique qu'ils avaient apprise était celle militaire. Les voici dans des négociations internationales avec la Grande-Bretagne pour réclamer l'évacuation des territoires égyptiens et l'indépendance.(1)(Heikal, Idem.)

Ceci explique la raison pour laquelle l'état-major de l'empire britannique recommanda de trouver nécessairement un moyen de s'accorder avec les Egyptiens car l'attachement à la base du Canal l'affaiblirait et elle continuerait à s'affaiblir au point de s'étouffer. Les Egyptiens étaient capables –en profondeur à partir de l'intérieur- de l'étouffer et la base deviendrait donc inutile.(1)(Idem.)

Avant l'amorce des négociations, Lord Keren –ancien ambassadeur britannique au Caire- avait mené une campagne contre l'Egypte dans la presse britannique. Nasser y répondit en disant : « Lord Keren est un type archaïque qui n'est point en harmonie avec l'esprit contemporain, en vertu duquel l'égalité des peuples était un principe établi, indéniable et incontestable .

Il représente ces opinions sur lesquelles les conquêtes, les invasions, l'exploitation et l'usage de la force pour contrôler un peuple sont basées... car il est toujours influencé par les opinions et les théories des relations internationales qui remontent au XIX<sup>ème</sup> siècle, même bien avant !» (Déclaration de Nasser à l'agence de presse égyptienne, le 5/4/1953) .

### 3- La préparation du côté égyptien aux négociations :

La situation était différente pour Nasser et ses compagnons qui dirigèrent les pourparlers avec les Britanniques. Ils avaient connaissance des détails des négociations menées depuis 1920. Ils avaient également tenu des réunions intensives, dans le cadre du « Conseil du commandement de la révolution » pour définir les limites auxquelles ils se conformeraient pendant les pourparlers.

Nasser s'entretint de même avec Trevor Evans – attaché politique de l'ambassade britannique- qui lui parla des déclarations des responsables égyptiens sur les négociations au sujet de l'évacuation et leur impact néfaste à Londres !

Nasser évoqua alors les agissements des Britanniques et leur mauvais impact en Egypte ! Il répliqua : « Il faut d'abord régler la crise de confiance, nous n'accepterons rien qui ait été refusé par un gouvernement précédent. Il n'y a donc pas lieu de reprendre les négociations du temps de Milner(3)(Négociations Saad-Milner, 1920). Le peuple ne pense pas à coopérer avec la Grande-Bretagne mais pense

à l'évacuation de son sol ». (4) (Procès-verbal de la réunion Nasser/Trivior Evans, au domicile de ce dernier, le 8/10/1952) Nasser fit participer le peuple aux pourparlers avant même qu'ils ne débutent et le mobilisa contre les Britanniques. Dans un discours, le 23 février 1953, il dit : « Notre premier objectif est l'évacuation du territoire, sans aucune restriction ni condition, l'occupation doit faire ses bagages et partir ou se battre à mort, pour défendre sa présence ».

#### 4- La coordination entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis dans les négociations :

Depuis que la question de l'évacuation des forces britanniques de la base du Canal de Suez fut soulevée, Churchill cherchait à concerter Eisenhower directement sur cette question et sur l'action commune entre les deux pays dans cette région importante du monde. (1) (Correspondances entre les deux présidents sur les négociations publiées dans "Peter G. Boyle, The Churchill-Eisenhower Correspondence 1953-1955, The Univ. of North Carolina Press, 1990) Churchill affirma dans un message à Eisenhower : « Nous n'avons pas besoin de votre aide militaire ou financière, notre force au Canal est assez puissante pour résister à toute attaque - 80 000 hommes. Les préparatifs seront prêts en 96 heures d'alerte, pour entrer au Caire ou à Alexandrie si nécessaire.

A ceci s'ajoute que la moitié de l'armée égyptienne - 15 000 hommes - campaient sur la rive est du Canal pour surveiller Israël. Il était facile de les forcer à capituler, en interrompant seulement les renforts. Pour l'Égypte, la suspension des livraisons de pétrole peut avoir un effet décisif ! »

« Les avantages d'une action commune sont nombreux ; ceci nous permettra de réaliser des résultats réussis sans recourir à la violence ou à l'effusion du sang et sans vous demander un engagement militaire... nous proposerons ainsi à Naguib « le dictateur » un plan conventionnel, soutenu par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et cela soutiendra MEDO, en même temps (2) (Message de Churchill à Eisenhower, le 18/2/1953. Idem. P 25-26. MEDO est l'organisation de la défense du Moyen-Orient) », a-t-il poursuivi, tentant de rallier les Etats-Unis.

Churchill alla plus loin en disant : « Si une équipe américano-britannique militaire et diplomatique soumet notre plan avec fermeté à Naguib, les choses se termineront bien sans effusion de sang » (3) (Message de Churchill à Eisenhower, le 25/2/1953. Idem., p 29).

Les deux parties parvinrent effectivement à se mettre d'accord sur les négociations entre elles et l'Égypte mais cette dernière avait refusé que les Etats-Unis y prennent part.

Eisenhower revint donc sur sa participation aux pourparlers car « les Américains participeront probablement directement aux négociations sans invitation ou accord préalable entre les deux interlocuteurs principaux ; ce qui peut laisser entendre que nos gouvernement lancent un ultimatum »(4)(Message d' Eisenhower à Churchill, le 19/3/1953. Idem., p 32).

Cette position américaine irrita Churchill qui envoya un message de blâme à Eisenhower : « Je souhaite que, bien que vous n'allez pas nous aider positivement, cela ne paraisse pas comme si les Etats-Unis étaient contre nous...il ne faut pas que cela se voit en public comme un différend politique entre deux pays. Nous ne sommes pas incapables ni n'avons peur de traiter nous même avec Naguib(1)( Message de Churchill à Eisenhower, Idem.)...nous irons aux négociations tous seuls ! »(2)( Message de Churchill à Eisenhower, Idem., p35)

Eisenhower décida que « les représentants britanniques entament les pourparlers avec Naguib, et que lorsque la question des renforts en armes livrés à l'Egypte serait abordée, les intérêts des Etats-Unis et les conditions de ces renforts conduiront normalement à l'invitation de nos représentants aux discussions ou nous abandonnerons la région en entière ».(3)(Message d' Eisenhower à Churchill, Idem., p39)

Deuxièmement : Début des négociations :

La contradiction entre les objectifs des deux partis apparut clairement : l'ultime objectif de l'Egypte était la signature d'un accord assurant l'évacuation des forces britanniques de la région du Canal de Suez sans restriction ni condition. La Grande-Bretagne avait pour but de rallier l'Egypte à la coalition occidentale contre l'URSS, sous le prétexte de la défense du Moyen-Orient. La Grande-Bretagne tentait ainsi d'obtenir une couverture légale garantissant le maintien des forces britanniques dans la région du Canal de Suez.

1- Les différends dans la première étape des négociations :

Quand le côté britannique posa la question à la délégation égyptienne...quelle est votre vision au sujet de l'avenir de la défense du Moyen-Orient face au danger du communiste ? Nasser répondit : « Nous ne pouvons approcher d'une telle question qu'en tant que pays indépendant. Nous devons d'abord en finir avec la question de l'évacuation et de l'occupation britannique, en Egypte depuis plus de soixante-dix ans, qui doit quitter le pays puis nous pourrons parler en tant que partie libre à propos de la défense du monde libre.

Avant cela, je ne pourrais pas convaincre les Egyptiens de se préparer à combattre l'URSS – qui se trouve à 5000 miles de nous – alors que nous n'avons jamais eu à faire avec lui. Notre vie, pendant les dernières décennies, n'a été qu'une lutte contre les Britanniques pour tenter d'obtenir l'indépendance, c'est là la

revendication des générations. Je ne peux pas leur dire tout d'un coup que l'ennemi a changé ou que la force qui nous menace n'est plus la Grande-Bretagne mais l'URSS!(1)(Heikal, Idem.)

Le négociateur britannique posa une autre question aux Egyptiens... comment concevait vous votre contribution à la défense du Moyen-Orient, avec d'autres pays arabes et les autres Etats de la région, la Turquie, le Pakistan et l'Iran ?

Le dialogue se déroula comme suit, pendant la réunion des pourparlers le 25 avril en 1953 :

Nasser : « Nous sommes d'accords sur l'objectif et non sur le moyen de l'atteindre. Soixante-dix ans d'occupation ont causé la méfiance du peuple. Il faut remédier d'abord à cette méfiance et instaurer un climat d'amitié ; pour que nous persuadons le peuple que vous n'êtes pas son ennemi ; car il ne ressent actuellement que la présence des forces britanniques –soit l'occupation- sur son territoire contre son gré, il ne peut donc pas sentir maintenant que les Russes sont sources de danger ».

Robertson : (2)(Brian Robertson, commandant général des forces armées britanniques au Moyen-Orient)« Je sens que cette région a besoin de l'assistance de l'Occident, je m'en suis assuré en passant à Bagdad, à Amman, à Beyrouth et à Ankara. Ils ont tous demandé notre aide et nous ont dit qu'ils avaient besoin de nous ».

Nasser : « Cette région ne peut être défendue que par ses propres peuples, je me demande... comment serait-il possible d'amener un nombre d'hommes suffisants pour la défendre si les Russes venaient à l'attaquer, alors que vous avez l'Europe occidentale qui a besoin de vos efforts pour la défendre ?! Cette région peut facilement mobiliser 15 troupes si elle est aidée pour le faire. Elle peut résister pendant un temps contre toute agression jusqu'à ce que l'autre partie vienne l'assister ».

Robertson : « Le problème est que les armées arabes, dans leur situation actuelle, ne sont pas en mesure de défendre cette région sans aide ».

Nasser : « Cela est vrai ».

Robertson : « La formation d'armées a besoin de temps ».

Nasser : « Si la formule de l'accord laisse entendre le maintien de l'occupation, il n'y aura donc aucun résultat. Si vous voulez attirer l'attention du peuple sur le danger russe, il faut mettre fin à la situation actuelle ; pour que leur attention ne soit pas rivée sur les Britanniques. Je pense que la Charte de défense arabe commune est le seul moyen de défendre le Moyen-Orient ». (1)(Traité de défense arabe commune, 13/4/1950, supplément no 11)

Robertson : « Le gouvernement britannique a des objections sur cela, mais de mon point de vue, je partage votre avis. Je sais que

vous prendrez plus que ce que s' imagine le peuple britannique. Les deux parties ne peuvent avoir 100% de leurs demandes et je pense que vous en décrocherez 95% ».

Nasser : « S'il y a marchandage, notre revendication est l'évacuation du territoire sans restriction ou condition, et nous ne marchanderons pas et je vous demande de m'aider en ce sens ».

Robertson : « La base, ce serait difficile ! Et qui y restera pour gérer ? »

Nasser : « La base égyptienne. La proposition de William Selim (2)(William Selim, gouverneur général d'Australie) sur un comité conjoint rendra l'accord inutile. Concernant les techniciens, il est possible d'en discuter ».

Robertson : « Leur nombre n'est pas important ».

Nasser : « Ils étaient au nombre de 5000 sous Naguib El-Helali, et 10 000 sous Ali Maher. Ceci est considéré comme le maintien de l'occupation ».(3)(Procès-verbal des négociations, 25/4/1953, des pages écrites par Nasser de sa propre main)

Lors de la dernière réunion des négociations le 27 avril 1953, les discussions se déroulèrent ainsi :

Stevenson (4)(ambassadeur britannique au Caire) : « Les trois problèmes qui doivent être réglés sont la présence de la base et son importance, les forces positionnées dans la région, et le désir du gouvernement égyptien de réaliser l'évacuation de son territoire ».

Robertson : « Concentrez-vous sur la situation stratégique du Moyen-Orient et l'importance stratégique du Canal de Suez ».

L'intérêt de la Grande-Bretagne est de sécuriser le Moyen-Orient, d'honorer ses engagements envers la Turquie et de sécuriser le pétrole. Il y a d'autres intérêts avec les amis de la région et des traités avec les Arabes. Notre désir est de voir les pays du Moyen-Orient obtenir la force et la coopération pour contrer les agressions car ils n'en sont pas capables pour le moment.

Le gouvernement britannique est prêt à satisfaire la demande de l'Egypte relative à l'évacuation de son territoire mais en ce qui concerne la base, il faut qu'il y ait des fonctionnaires britanniques dans les entrepôts pour qu'ils reçoivent les instructions du gouvernement. Une proposition veut que l'Egypte prenne les rênes de cette base, assume sa garde et en fournisse les employés, les techniciens et les transports ; c'est une immense responsabilité. La supervision technique doit être cependant britannique ; une base qui est défendue via l'air, est inutile ! Il importe à la Grande-Bretagne de défendre les pays du Proche-Orient et leur contribution à contrer toute attaque. Nos forces ne sont pas suffisantes pour défendre mais il est possible de leur amener des renforts.



Si l’Egypte avance une proposition pour prendre la base, nous l’étudierons mais la supervision technique doit être britannique, ainsi que la défense aérienne de la base et les comités techniques ». (1) (Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres égyptien avec le côté britannique, lors des négociations sur l’évacuation, le 27/4/1953, des pages privées écrites par Nasser en personne)

Stevenson avait dit à Nasser : « Vous parlez de la base sans en avoir idée. Puis-je vous arranger une visite là-bas pour que vous sachiez combien de billions de livres sterling qu’elle renferme?! » Nasser considéra cette invitation comme une humiliation, et dit : « J’invite les gens à se rendre n’importe où en Egypte mais le contraire est impossible ». (2) (Heikal, Idem.)

2- Le plafond des revendications :

Nasser avait discuté auparavant avec des membres du « Conseil du commandement de la révolution » et le ministre des Affaires étrangères, Mahmoud Fawzi des propositions britanniques ayant trait à la base du Canal de Suez. Il écrivit de sa main : « Le maintien de la base sous son caractère égyptien, les techniciens proviendront de Grande-Bretagne ou autre ».

- a- Page 162 du Livre vert (3) (Livre qui contient tous les documents du Soudan, et les négociations engagées à ce sujet entre l’Egypte et la Grande-Bretagne du 13 février 1841 au 12 février 1953, assemblé par Ali Zein El-Abedine Hosni) : Début de l’évacuation des forces britanniques de l’Egypte, dès la signature de l’accord.
- b- La nécessité d’accomplir cette évacuation aérienne et maritime en un an.
- c- La remise de la base aux forces armées égyptiennes, dès l’achèvement de l’évacuation.
- d- Le retour des forces britanniques dans les endroits convenus et jugés nécessaires par les deux gouvernements, afin de contribuer à la défense de l’Egypte, si une offensive armée était lancée contre elle, et si la Grande-Bretagne s’engageait dans une guerre, en tant que résultat d’attaque armée contre les pays arabes, voisins de l’Egypte.
- e- Si les forces britanniques retournaient en Egypte en vertu de la clause précédente, il faut donc les évacuer dès la fin des opérations militaires. L’évacuation doit être opérée sur terre, en mer et en air, dans l’espace de trois mois. (1) (Note des papiers privés de Nasser)

Les 20 et 24 avril 1953, la conférence d’Al-Guezirah fut tenue et regroupa quelques membres du « Conseil du commandement de la révolution », Dr Mahmoud Fawzi et

la délégation britannique aux négociations. La conférence aborda ce qui devait être retiré et être maintenu dans la base du Canal de Suez. Les grandes lignes du retrait, de la base, de la défense aérienne et de des besoins en arme furent déterminés.

Les demandes de l’Egypte furent les suivantes :

- a- Le retrait total de toutes les forces armées dans une période de temps maximale de six mois et l’abolition du traité 1936.(2)(Il avait été annulé unilatéralement par le gouvernement El-Wafd le 25 octobre 1951 et la Grande-Bretagne n’avait pas reconnu cette décision)
- b- Le gouvernement égyptien prendra possession de ce qui restera après le retrait des forces britanniques. Le gouvernement égyptien pourra réclamer les experts dont elle a besoin pour faire fonctionner la base et pour former les Egyptiens pour qu’ils les remplacent.
- c- Une aide militaire pour assister l’armée égyptienne et une aide économique.

Des questions se posèrent donc sur la durée de l’évacuation et la base... quand les pays occidentaux en useront? Les experts seraient-ils acceptés ? Un accord de défense serait-il conclu ? Nasser : non. Qu’est-ce qui remplacera le traité 1936 ? Nasser : Rien. La Charte de la défense arabe commune dispense de tout accord. La coalition actuelle s’achèvera sans aucun accord sur la nouvelle coalition. Aucun accord ne sera considéré avant la fin de l’évacuation totale et définitive sans que ceci ne soit écrit.

Quant au sujet des experts, ils devront partir après avoir formé ceux qui les remplaceraient. Le dernier expert devra quitter le territoire avec le départ du dernier soldat.

Dr Fawzi demanda quand la base serait à la disposition des Egyptiens, si l’Egypte ou un pays arabe était attaquée ou en vertu d’un accord entre les deux gouvernements. Dr Fawzi souligna également la disposition de l’Egypte à assumer tous ses devoirs pour sauvegarder la paix internationale, conformément au Pacte de non-agression et de défense des Nations Unies. Après l’accomplissement de l’évacuation du territoire et de tous les engagements, l’Egypte se rangera du côté du monde libre, en cas d’une agression quelconque.(1)(Note des papiers privés de Nasser, 1953, Idem.)

Troisièmement : La suspension puis la reprise des négociations:

Les négociations parvinrent à un cul-de-sac et furent interrompues, quelques jours après leur démarrage. Un climat crispé pesait des deux côtés et se transmettait naturellement au peuple égyptien comme il impacta les politiciens et l’opinion publique britanniques.

Nasser déclara : « Nous avons suspendu les négociations, ayant constaté qu’il était inutile de les poursuivre. Lorsque nous avons découvert que l’objectif visé par les Britanniques dans ces discussions était de maintenir l’occupation étrangère en Egypte, en changeant son nom par un autre ».(2)(Entrevue accordée par Nasser à l’agence de presse égyptienne, le 15/5/1953)

## 1- La réaction égyptienne :

Nasser adressa au peuple un discours en évoquant l'Histoire : « La Grande-Bretagne est entrée en Egypte sous prétexte d'être un pays ami ; elle a voulu aider le Khédive à consolider la sécurité et l'ordre puis avait ouvertement promis de quitter le pays dès que la sécurité et l'ordre se seraient établis. Les Britanniques ont dit : le maintien de l'occupation est une infamie pour la couronne et l'honneur britanniques. Les promesses ont continué, les engagements se succédaient, la politique britannique n'a été que mensonge, escroquerie et duperie : les forces britanniques sont toujours là, jusqu'à présent –après soixante-dix ans- en train de profaner le sol de la patrie.

Les Britanniques disent : Nous demander sans cesse d'évacuer le territoire et de toujours expliquer la situation aux citoyens de la patrie retardent les négociations. Je ne trouve de sens à cela autre que la tergiversation ! Nous le disons haut et fort : les pourparlers ne sont pas notre visée, notre objectif est l'évacuation des forces britanniques ».

« Nous ouvrirons des camps d'entraînement militaire dans tous les centres jusqu'à la formation d'une armée regroupant tous ceux qui seront capables de porter des armes pour défendre la patrie. C'est notre méthode pour combler le vide. Ils disent : « Le départ des forces britanniques créera un vide dans la défense ». Nous leur répondons : « Le seul moyen de défendre le pays est de compter sur ses fils pour le faire. Nous ne pouvons pas défendre un danger à venir et laisser de côté un danger existant occuper notre territoire !

Notre faiblesse et notre résignation ont duré longtemps et je leur dis :

« Aujourd'hui nous sommes différents du passé ; la trahison ne prendra pas son cours, il faut libérer l'Egypte et il faut que les forces britanniques partent ».

Ils disent : « Qu'en sera-t-il pour la base ? » Nous répondons : « Nous savons ce que la base signifie, oui. Nous sommes des militaires et savons ce qu'elle signifie ! Nous savons que cette base ne pourra fonctionner sans la coopération des Egyptiens. Si l'Egypte cesse de coopérer, cette base perdra sa valeur.

Ils disent : Vous devez rejoindre le monde libre. Je réplique : Comment les esclaves peuvent rejoindre le monde libre ?!

Ils disent : Les Etats-Unis ont des bases en Grande-Bretagne. Je leur demande : Si la Grande-Bretagne veut que les Etats-Unis évacuent ces bases, ces derniers pourraient-ils refuser ?

Ils disent : nous nous nouerons une coalition de libéraux ainsi l'Egypte se ralliera-t-elle au monde libre. Nous rétorquons : Ce ne sera pas une coalition de libéraux car les libéraux ne sont pas forcés à s'allier ! Ceci dit, je ne comprends pas ce que le monde libre veut dire !

Si la Grande-Bretagne avait une bonne intention elle n'aurait pas lutté autant contre l'armement de l'armée égyptienne. Chers frères, je vous dis : Nous devons nous préparer aux pires éventualités. Si nous demandons véritablement de mettre fin à une soumission qui a duré soixante-dix ans, il faut que nos forces soient à pied d'œuvre pour l'heure H ». (1)(Esquisse du discours qui ne fut pas publié de la propre écriture de Nasser, après la suspension des négociations)

Par ailleurs, Nasser se mobilisa sur le front arabe. Il se réunit avec les commandants des armées arabes, le 25 août 1953, et souligna, dans son discours lors de la conférence, l'importance d'une coopération et d'une organisation entre eux pour permettre d'atteindre le seul objectif. « Dans le cadre de cette notion cristallisée par la Charte de la défense arabe commune, nous nous réunissons aujourd'hui afin d'assumer notre mission périlleuse. Vous devez traduire les idées figurant dans ce document en réalités », avait-il dit. (2)(Discours de Nasser devant la conférence des chefs des armées des pays arabes, le 25/8/1953)

Nasser écrit lui-même dans cette période : « Nouer des liens étroits avec les personnalités arabes dans les pays arabes, l'idée nationale, une société communiste arabe, travailler à réaliser l'unité arabe ».

Comment unir les forces de la nation arabe ? La nation arabe ne fait qu'un, la libération de la nation arabe et la création d'une seule entité politique ».

Cela était le souhait de Nasser qu'il s'échina à réaliser par tous les moyens possibles.

2- L'action des fédayins dans la région du Canal de Suez :

Nasser écrit de sa propre main : « Nous ne marchandons pas notre liberté. Nous savons que les peuples qui marchandent leur liberté signent en même temps le document de leur esclavage. L'Égypte l'a annoncé à voix haute, pour que le colonisateur l'entende. L'Égypte a décidé à l'unanimité d'obtenir sa liberté et son indépendance, quels que soient les difficultés. Nous devons nous préparer aux pires éventualités ». (1)(Esquisse d'un autre message non publié de Nasser, après la suspension des négociations)

Les fédayins égyptiens commencèrent à agir contre les Britanniques à la base du Canal de Suez. Un boycott avait été observé du côté des fournisseurs et une grève avait été menée du côté des ouvriers, entravant ainsi le travail dans la base.

En fait, le plan de la révolution exigeait que les négociations ne soient entamées qu'après une estimation complète de la situation dans le Canal de Suez. Il avait parfaitement conscience que les Britanniques ne quitteraient pas l'Égypte par de simples négociations mais par la force, raison pour laquelle les huit mois ayant précédé les négociations étaient chargés d'activités pour récolter le maximum d'informations sur les renseignements britanniques en Égypte, sur la situation des forces de l'occupation et de préparer les

fédaiinségyptiens au combat, tant sur le plan des entrainements que sur celui des armes.

Les renseignements égyptiens réussirent à se procurer régulièrement les copies des rapports des renseignements britanniques (2)(Kamal Refaat, Le Caire, p 192-196, le livre contient quelques copies de ces rapports) ce qui fut une source importante d'informations.

Les activités des fédaiins cette fois étaient distinguées de celles accomplies dans la foulée de l'abrogation du traité de 1936 le 25 octobre 1951, du fait qu'elles étaient dirigées par les hommes de la révolution du 23 juillet.

Le 20 mai 1953, le gouvernement britannique enjoignit à ses ressortissants de quitter l'Égypte. A ce moment, Nasser annonça deux jours plus tard : « Ceux que nous désirons pas dans notre pays sont les soldats britanniques uniquement et personne d'autres. Tous les étrangers –y compris les ressortissants britanniques civils- sont sous la protection de l'Égypte ».

Par ailleurs, les camps de la garde nationale dans chaque ville et quartier, dans chaque chef-lieu et village, recevaient les demandes de volontariat de toutes les franges du peuple. La position claire de la révolution consistait à protéger des fédaiins dans le Canal et à préparer le peuple à déjouer tout complot visant à séparer le Canal de Suez de tout le reste de l'Égypte et d'occuper le pays en entier. Des mines étaient cachées dans le Sahara d'El-Kantara pour être utilisées dans le barrage du Canal de Suez, si nécessaire.(1)(Idem., p 253, 266, 267)

Un blocus économique fut imposé aux Britanniques dans la région du Canal de Suez. Le traité 1936 avait fixé le nombre d'effectifs britanniques au Canal à 10000 soldats mais leur véritable nombre dépassait les 80 000 soldats. Le régime de la révolution avait saisi l'occasion de l'infraction des Britanniques au traité pour ne permettre le passage de denrées suffisantes qu'à 10000 soldats uniquement ! Des postes d'inspection ont été installés pour contrôler le passage des articles et les activités des forces britanniques ; dans le but de les affamer et par la suite d'affecter leur moral !

Les attaques contre les forces britanniques furent nombreuses pendant cette période : assassinats, enlèvement, vol d'armes et de munitions, coupure d'eau, blocage des transports et des chemins de fer, en sus de la distribution de tracts et l'escalade la guerre psychologique contre elles. L'une des pressions exercées contre elles fut l'interdiction des journaux afin qu'ils ne leur parviennent pas. Lorsque les négociations furent reprises en juillet 1954, le côté britannique demanda que les journaux soient livrés aux camps de la région du Canal de Suez. Nasser ordonna alors de lever l'interdiction imposée à la livraison des journaux. Les fédaiins créèrent une antenne secrète en anglais pour les soldats britanniques leur expliquant le point de vue de l'Égypte dans la question de la base du Canal de Suez.(2)(Idem., p 251, 252, 287, 288)

Le 19 mars 1954, Churchill convoqua son ministre de la défense, Anthony Hyde pour discuter des incidents dans la région du Canal de Suez. L'ambassadeur britannique protesta, au même moment, auprès du

gouvernement égyptien pour avoir échoué –comme il le prétendait- à maintenir la sécurité et l'ordre dans la région.

Le 22 mars 1954, la Grande-Bretagne suspendit le déblocage de 10 millions de LE des comptes de l'Égypte qu'elle détenait, et qu'elle avait promis de déboursier, en guise de pression.

En mai 1954, Seloene Louid demanda la reprise des négociations avec l'Égypte et sollicita sa coopération pour arrêter les auteurs des incidents graves qui survinrent dans le Canal de Suez !

Le 25 juin 1954, le commandement des forces britanniques fut transféré du Canal de Suez à Chypre ! Deux jours plus tard, le commandement britannique dans la région ordonna de détruire les entrepôts et les installations du port Al-Adabeya qui donnaient sur le Canal de Suez. C'était le port le plus important sur lequel les forces britanniques comptaient pour obtenir des renforts et du ravitaillement, depuis la deuxième guerre mondiale.

Les Britanniques arrivèrent au même résultat que désirait Nasser et pour lequel il avait planifié depuis le début, à savoir, l'inanité de la base britannique dans le Canal de Suez en cas de guerre au cœur d'un peuple qui résiste aussi féroce.

Les Britanniques furent conscients que l'une des raisons à l'origine de la force du régime au pouvoir en Égypte était sa popularité. De surcroît, il n'y avait aucune autre alternative. A l'époque du roi, le cabinet démissionnait lorsque les négociations échouaient mais ils étaient désormais face à une situation différente : si les pourparlers échouaient et parvenaient à un cul-de-sac, les Britanniques seraient engagés dans un clash en Égypte !

Les craintes de la partie britannique :

Que devaient faire les anglais face à l'échec des négociations ?

Ils avaient relancé l'opération Rodeo et des indices s'étaient fait sentir de manière claire au Suez, à Ismaïliya surtout avec le début de la résistance égyptienne dont la portée avait été ressentie par les anglais.

Mais les britanniques avaient besoin d'un couvert juridique. Quels étaient donc les choix qui s'offraient à eux ?

Leur tout premier choix était la possibilité de fomenter un renversement ou une invasion qui mettrait en place un nouveau pouvoir en Égypte qui recourrait à Moustapha Al Nahass, le dirigeant wafdiste.

Les britanniques avaient également envisagé le recours à la famille royale, et notamment le prince Mohamed Abdel Moneim qui était le président du conseil de la tutelle et qui avait cru qu'il pouvait adresser une invitation d'intervention légitime aux Anglais.

Dans le cadre de la famille royale, le prince Mohamed Ali s'était montré particulièrement dynamique pour profiter des circonstances. Il avait proposé un plan aux Anglais selon lequel il s'apprêtait à se rendre à la base du canal de Suez, pour proclamer le retour de la monarchie et appeler l'armée à le rejoindre, quitte à se diriger

plus tard vers le Caire avec le général Arseken<sup>(1)</sup>. Il ressusciterait ainsi l'époque du khedive Tewfik, ce qui était synonyme d'ignorance totale du peuple. Le prince Mohamed Ali avait, commencé alors à parlé de la légitimité de la famille royale, que Farouk n'avait pas abdiqué au trône et qu'il avait été contraint à le faire. Ensuite, il s'est mis à invoquer la partie britannique de protéger la famille royale.

Mais Churchill à l'époque n'était pas convaincu que le prince Mohamed Ali pouvait être la solution adéquate aux situations en Egypte <sup>2</sup>(2).

Les Anglais sont même allés jusqu'à penser que les Frères musulmans pouvaient représenter le facteur d'embarras pour le régime de la révolution et par conséquent, ils se sont mis à tergiverser dans les négociations, en attendant la chute du régime à l'issue de la crise de mars 1954.

Il est digne de mentionner que depuis le déclenchement de la révolution de 23 juillet 1952 et l'accession au pouvoir des officiers libres sous le commandement de Mohamed Naguib, Churchill considérait ce dernier comme un dictateur qui s'était arraché le pouvoir appuyé d'un groupe de l'armée, sans fondement électoral.(3)<sup>34</sup>

Ce qui était étrange, dans ce conteste c'est que Churchill avait annoncé au conseil britannique des Lords que la Grande-Bretagne n'avait pas demandé d'effectuer ces négociations. Alors que selon le contenu de ses lettres adressées à Eisenhower c'étaient les anglais qui avaient appelé à la tenue d'élections.

Churchill avait terminé son communiqué par ces mots : " si des agressions ciblaient nos forces dans la région du canal par l'intermédiaire des destructeurs ou même de l'armée égyptienne qui est entraînée et assistée par des officiers Nazis nous serons appelés à nous défendre " .

#### 4- Le rôle américain dans les négociations :

Le rôle américain était primordial dans la préparation aux négociations ultérieures.

Les Américains n'entreprenaient aucune mesure sans coordination avec les anglais.

Les négociations entre Churchill et Eisenhower étaient claires sur cette particularité et portaient sur les menus détails.

Entre temps les britanniques avaient réalisé qu'ils avaient des problèmes réels, parce que le plan préparé par Nasser que l'Etat résistait pour se préparer aux négociations.

Suite à des négociations avec Anthony Eden à Londres, Dulles (1)<sup>5</sup> avait effectué une visite officielle Caire en mai 1953. En entamant son dialogue avec Nasser à

---

Le général Arseken, le commandant de l'armée britannique dans la région du Canal -1

Heykal, ancienne référence 2

Le communiqué de Churchill au conseil des Lords le 11 mai 1953 3-

Le projet de Dulles reposait sur trois points essentiels qui constituaient une solution préliminaire à la (1 cause palestinienne : premièrement il était question de mettre un terme à la misère d'un million de réfugiés palestiniens en leur garantissant une vie décente, en assurant leur retour à leur patrie et à leurs demeures, en les implantant dans les régions arabes dans lesquelles ils vivaient, en les indemnisant et en leur trouvant un emploi convenable. Deuxièmement il estimait convenable d'effacer la peur qui dominait la région en entreprenant des mesures communes de répression contre n'importe quelle agression. Il avait manifesté la disposition des Etats Unis à s'engager dans des traités officiels afin d'interdire tout acte provenant de n'importe quelle partie ayant pour objectif de changer la démarcation des frontières et ouvrir la voie à d'autres pays afin de contribuer avec les Etats Unis dans les garanties sécuritaires. Tout cela devait avoir lieu sous la supervision de l'Onu. Troisièmement il fallait parvenir à résoudre le problème des frontières, en considération que ces dernières séparant Israël des Etats arabes découlaient des accords conclus aux comités des trêves de 1949 et n'étaient pas considérées comme des lignes permanentes. Les Etats Unis devaient afficher leur disposition à

l'ambassade américaine, il avait fait allusion clairement à l'aide américaine économique et militaire à l'Egypte et avait parlé du soutien de la banque mondiale notamment au projet du Haut-Barrage. Il avait même dit que la nouvelle administration républicaine, aux Etats-Unis, tout comme les démocrates ne devait rien aux groupes juifs (2)<sup>6</sup>.

Le sujet de la présence des forces britanniques avait été évoqué. Dulles avait affirmé que les forces britanniques allaient quitter et que la souveraineté totale de l'Egypte serait reconnue. Les thèmes qui n'avaient pas été abordés furent ceux de la militarisation, l'usage et la gestion de la base ainsi que les réserves. Des sujets qui étaient de grande importance surtout en l'absence d'autres arrangements pour défendre la région du Moyen-Orient. Les réserves étaient primordiales et elles devaient être gérées comme correctement et leurs contenus devaient être à la disposition de Chypre, de la Jordanie ou autres. Avait-il affirmé

Dulles : " Les Etats-Unis ne désirent pas soutenir le Royaume-Uni dans l'occupation. Ils désirent que l'Egypte jouisse de sa liberté. Les réserves étaient un facteur complexe dont la propriété ne peut être transférée à l'Egypte. Nous vous prions de ne pas invoquer un quelconque contrôle sur les munitions actuelles dans la base qui entraveraient ses fins défensives."

Nasser : " L'Egypte affronte un problème de confiance. Je vois que les objectifs de l'Egypte et des Etats-Unis sont les mêmes. L'Egypte veut voir également la défense de la région organisée. Mais tant que l'influence britannique persiste en Egypte, les arrangements pour une défense régionale seront confrontés à un refus.

Les Egyptiens considèrent l'organisation de la défense du Moyen-Orient MEDO comme un prétexte pour l'occupation. Les Britanniques recherchent la domination technique et le peuple doit être convaincu et doit avoir confiance ".

Dulles : " Quand peut-on former une nouvelle organisation pour la défense ? Dans deux ans ? "

Nasser : " Personne ne peut approuver que le Royaume-Uni devienne l'allié sincère des Arabes. Celui qui dit cela sera considéré comme un fou par les peuples ".

Dulles : " La réalisation de l'évacuation ne fait-elle pas la différence ? "

Nasser : " L'influence britannique doit disparaître totalement. Le conseil de commandement de la révolution doit être soutenu par une coopération populaire ".

Dulles : " Les gouvernements peuvent influencer les manières de pensée du peuple ".

Nasser : " Nous pouvons influencer les peuples à partir de n'importe quel point. Sauf celui-ci. Les anglais pensent que l'Egypte peut dominer généralement la base à un moment où eux recherchent son contrôle technique. C'est à dire tout ce qui a trait aux pièces de rechange, les munitions et leur transfert de et vers la base ".

Dulles : " Que voulez-vous dire par contrôle égyptien ? "

Nasser : " Les Egyptiens peuvent être entraînés à faire ce que font actuellement les britanniques."

Dulles : " Il est irraisonnable que l'Egypte demande ce niveau de contrôle sur la base en l'absence d'une quelconque organisation pour la défense. Les Etats-Unis espèrent que l'Egypte mène les pays arabes dans le sens d'un nouveau système de défense. Je ne veux pas dire MEDO qui est devenu archaïque. Une fois installé le système, les munitions et armes doivent se trouver dans les dépôts."

---

trouver une issue au problème des frontières, en prélude au règlement du reste des causes, y compris Jérusalem.

Des remarques écrites de la main de Nasser, suite à la rencontre 2-<sup>7</sup>



Nasser : " L'Egypte est capable de cela et les dépôts seront prêts à tout moment."

Mac Arthur (1)<sup>7</sup> : " Le Royaume-Uni est il prêt à annoncer que l'Egypte après le démarrage de l'évacuation est disposée à participer à planifier la défense régionale avec lui ".

La réponse égyptienne : " Se serait très difficile pour l'opinion publique égyptienne qui y verrait une simple co-défense clandestine et abhorrée."

Nasser : " Les Egyptiens veulent que la base soit contrôlée par eux lorsqu'ils seront en mesure d'en devenir responsable et ils espèrent que ceci aboutisse dans un court laps de temps."

Bayroud (1)<sup>8</sup> : " Comment l'Egypte peut elle nous rassurer que l'action dans le canal ne sera pas du tout affectée pour que le système de la défense puisse entrer en vigueur ? "

Nasser : " Nous ne pouvons que promettre. Les anglais disposent d'une liberté dans les dépôts de la base actuellement. Mais au cas où il est question d'une quelconque augmentation de ces munitions, l'avis du gouvernement égyptien doit être pris en compte. L'Egypte veut que la base soit disposée pour le travail. Pour ce qui est de la durée de la présence des techniciens britanniques elle doit être déterminée."

Med (2)<sup>9</sup> : " Comment l'Egypte objecte-t-elle la présence de superviseurs britanniques ? "

Nasser : " L'Egypte veut que la base soit vidée dans les plus brefs délais des techniciens britanniques. "

Dulles : " Comment les négociations peuvent perdurer ? La situation est dangereuse."

Nasser : " En incitant les anglais à accepter le point de vue égyptien. Pour ce qui est des munitions dans la base, il est question de les infiltrer du ministère de la défense britannique, via l'attaché culturel britannique au Caire, au ministère de la défense égyptien. Les ordres ne doivent pas aller directement à la base. L'Egypte est prête à affermir la charte de la défense arabe commune."(3)<sup>10</sup>

En commentant la rencontre avec Nasser, Dulles avait rapporté que la situation en Egypte était plus dangereuse qu'on ne l'imaginait et que les négociations trébuchaient sur les points techniques dans un climat de manque de confiance.

Les Egyptiens n'étaient pas convaincus que d'éventuelles agressions dans le futur proche étaient envisageables. Le régime ne ferait pas de concessions aux Anglais. Ils préféreraient mourir en martyr que de se résigner.

La question est la suivante, telle que proposée par Dulles, qu'arrivera-t-il si la base se trouvait entre des mains égyptiennes, et dans ce cas là, pourrait elle être bénéfique pour toute la région du Moyen-Orient. A son sens, la meilleure solution serait de mettre en place une organisation de défense régionale qui donnerait des ordres au sujet des munitions de la base. En l'absence de cette solution, il devient nécessaire pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne que la base continue de servir la région. Et donc il n'est pas question qu'elle soit sous contrôle égyptien exclusif.

En ce qui concerne l'organisation de la défense sur le Moyen Orient, Dulles voyait que la tentative d'imposer des mesures défensives sur les Egyptiens essuieraient un échec flagrant et qu'il qu'il s'agissait là de la position générale des pays arabes.

---

Douglas MacArthur, le conseiller politique du secrétaire d'Etat américain 1<sup>v</sup>  
Henry Bayroud, le représentant du secrétariat d'Etat américain pour les affaires du Moyen Orient 1<sup>^</sup>  
Le colonel Steve Med, le conseiller militaire du secrétaire d'Etat américain 2<sup>^</sup>  
La visite du secrétaire d'Etat américain, John Foster Dulles et du représentant de la sécurité  
mutuelle au Proche et Moyen Orient, effectuée le 9 mai 1953, selon les papiers du secrétariat d'Etat  
américain. 3

Nasser avait écrit de sa main : " Dulles propose un compromis avec Israël en cas d'évacuation, sommes nous en train de signer une occupation légitime ? " Eisenhower et Churchill s'étaient échangés les lettres sur les impressions de chacun d'entre eux sur la visite de Dulles au Caire et sa rencontre avec Nasser. Eisenhower s'était adressé à Churchill en ces mots " La situation est dangereuse et il faut entreprendre un pas rapide pour parvenir à un compromis entre nos besoins défensifs et les sentiments nationalistes du gouvernement et du peuple égyptien. Il faut faire certaines concessions permettant de mettre sur les rails un retrait rapide des forces britanniques et réaliser un arrangement propice pour maintenir la base. Afin de régler ce problème, si vous voulez et si cette proposition est acceptée par les Egyptiens, je suis prêt à envoyer des techniciens américains pour qu'ils participent à son maintien. Outre cela. Il est nécessaire d'affirmer que la base doit être prête en cas de besoin. En attendant davantage d'arrangements officiels, l'Egypte pouvait s'engager à ce que la base soit prête en temps de guerre pour les Etats arabes et ses alliés. Ceci peut en l'occurrence, être suffisant.

Après la signature de l'accord, Naguib peut appeler les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour contribuer à développer la défense de l'Egypte, y compris l'entraînement et l'armement des forces armées. Sur ce point nous pouvons négocier sur les exigences défensives officielles de l'Occident, tout en procurant l'aide à l'Egypte ".(2)<sup>11</sup>

Cette lettre avait suscité la grogne de Churchill. Et sa réplique était la suivante : " Nous nous sommes mis d'accord avec Truman et avec vous à présenter des concessions à la vision égyptienne. Nous espérons uniquement obtenir l'appui moral et faire face ensemble à la dictature égyptienne. Ensuite nous n'avons pas jouit de votre soutien, malgré les concessions à long terme que nous avons effectué. Nous avons progressé tout seul et le gouvernement égyptien a suspendu les négociations. D'ailleurs, nous sommes prêts à les reprendre s'il affiche une approbation. Si les Etats-Unis ont décidé de se détourner de nous malgré les accords, suite aux larges concessions que nous avons faites, nous sommes convaincus que nous n'avons pas été accords de manière juste par notre grande alliée avec laquelle nous oeuvrons dans multiples parties du monde, pour les objectifs que nous prônons tous deux."

Eisenhower estimait qu' "il était dans notre intérêt à tous de reprendre les négociations au Caire et de nous mettre d'accord de manière claire sur les moindres objectifs que nous prônons. Je crois que ces objectifs ne seront pas refusés par les Egyptiens. Dulles les a averti qu'ils n'obtiendront jamais les armes tant que les deux parties ne se sont pas mis d'accord. Nous vous rassurons." (2)<sup>12</sup>

Churchill avait protesté auprès d'Eisenhower à propos des informations qui lui étaient parvenues : " Je suis très inquiet à l'idée d'acheminer une aide économique américaine à l'Egypte à un moment où nos désaccords sont de taille. Ceci influencerait négativement les relations anglo-américaines. Les frontières de la région du Canal de Suez présagent la répétition du même scénario d'instabilité et de guerre, comme en Corée. Je vous suggère de penser sérieusement sur la proposition au sujet de l'Egypte, tout en sachant bien que cela n'est ni dans votre intérêt, ni dans l'autre. Nous n'accorderons à l'Egypte aucune concession, après tous les efforts que nous avons déployés dans ces négociations marathoniennes. La guerre peut être déclenchée à tout moment ".(3)<sup>13</sup>

---

Lettre d'Eisenhower envoyée à Churchill, le 12 juin 1953. Idem Page 69-70 (2) <sup>11</sup>

D'Eisenhower à Churchill, le 17 juin 1953. Idem Page 75 (2) <sup>12</sup>

De Churchill à Eisenhower le 20 décembre 1953. Idem Page 114 -115 (3) <sup>13</sup>

Tout de suite après, Eisenhower avait interdit l'acheminement de l'aide militaire à l'Egypte ainsi que l'aide américaine qui fût approuvée par le congrès américain.(4)<sup>14</sup>

Quatrièmement : la seconde phase des négociations

Nasser s'était engagé dans cette deuxième phase en prenant en compte les nouvelles conjonctures qui avaient survenues : la base et le facteur extérieur. Nasser estimait que nous étions incapables de réaliser le développement ou n'importe quoi à l'intérieur si l'on n'arriverait pas à sortir de ces limites.

Le plus important serait de partir d'un accord selon lequel la force du canal de Suez sera amoindrie et par conséquent l'effet de l'opération Rodeo. Par conséquent, l'influence étrangère directe sera de portée moindre et donc on serait en position d'affronter.(1)<sup>15</sup>

L'initiative britannique pour la reprise des négociations :

L'ambassadeur britannique au Caire avait demandé le 9 juillet 1954, de fixer un rendez-vous urgent pour rencontrer Nasser et avait proposé qu'il ait lieu le lendemain.

Voici le texte de la rencontre qui s'était déroulée à la maison de Keen Boyd :

Stevenson : " Les négociations se sont été arrêtées le 21 octobre 1953 à cause de l'entêtement de chaque partie et son attachement à sa position. Nous sommes maintenant soucieux de mettre un terme à la divergence, qui s'était opérée à deux niveaux. Le premier à cause des habits militaires des techniciens censés donner à la base sa teinte militaire. Mais maintenant nous nous sommes convenus à renoncer à la base militaire. Il restera dans la région du canal des petites installations qui seront préservées par des compagnies civiles.

Quant au deuxième point de divergence : nous avons su que vous avez approuvé de faire adhérer la Turquie aux pays arabes et nous estimons qu'il est possible également d'introduire l'Iran. L'Egypte avait refusé la proposition britannique concernant la validité de la base.???

Nasser : " Le divergent est toujours de mise depuis octobre 1953, et il s'est accru à cause de la prorogation de la durée de l'évacuation et de l'accord. Le nouveau projet nécessite de nombreux amendements pour qu'il soit valable pour un accord."

Stevenson : " L'objectif derrière cet accord est que l'Egypte détermine sa position, qu'elle soit alignée aux côtés des pays occidentaux, et qu'elle se dresse devant n'importe quelle offensive communiste sur la région du Moyen-Orient. Raison pour laquelle vous avez approuvé de faire adhérer la Turquie. En même temps nous devons paraître devant l'opinion publique britannique que nous seront coopératifs pour une longue durée et que l'évacuation totale ne voulait pas dire la fin de la coopération entre l'Egypte et la Grande-Bretagne. Et par conséquent entre l'Egypte et le monde libre. Raison pour laquelle, j'estime que la durée de l'accord doit être longue, disons de 20, 30 ou encore 40 ans. Puisque la base aura besoin de civils pour superviser les installations et qu'ils ont besoin d'entraînement c'est pourquoi la durée de l'évacuation doit s'étendre sur deux ans au lieu de 15 mois."

Nasser : " Toutes ces données ont été examinées et la partie égyptienne y a apporté sa réplique."

Le général Benson (1)<sup>16</sup> : " Une durée d'évacuation de 15 mois n'est pas suffisante. D'autant plus que le nouveau projet vise une évacuation beaucoup plus globale que

---

D'Eisenhower à Churchill, le 20 décembre 1953. Idem Page 116 (4)<sup>14</sup>

Heykal. Idem (1)<sup>15</sup>

Le général Edward Benson, le chef d'Etat major des forces britanniques en Egypte (1)<sup>16</sup>

celle stipulée dans l'ancien. Raison pour laquelle, nous voyons qu'il est convenable que la durée de l'évacuation s'étende sur deux ans. Nous devons nous assurer que l'Égypte a rejoint le monde libre, c'est pour cela que la durée de l'accord doit être longue."

Nasser : " Que voulez vous dire par liquider la base ? "

La partie britannique : " Ceci veut dire que le vice commandant de la base n'existera plus. Il n'y aura plus que quelques dépôts qui renfermeront une réserve d'équipements et certains ateliers pour la réparation des véhicules. Si vous voulez les automobiles égyptiens peuvent y être réparés. "

Nasser : " La divergence est la même depuis octobre 1953, à laquelle d'autres désaccords ont été ajoutés sur la durée de l'évacuation et la durée de l'accord. "

La partie britannique : " Le président voit il que ce projet est valable pour un accord ? "

Nasser : " Il nécessite de nombreux remaniements pour qu'il soit convenable pour un accord."

Benson : " Vous vous intéressez au problème de l'habit. Raison pour laquelle nous avons donné le caractère civil à la base dans le nouveau projet. Vous avez approuvé que la durée de l'accord soit de sept ans à condition que l'habit soit militaire."

Nasser : " Nous n'avons pas du tout approuvé que les habits soient militaires."

Stevenson : Nous n'avons pas précisé dans le projet la durée de l'accord.

Nasser : Vous avez introduit l'Iran dans le nouveau projet, bien qu'elle était écartée auparavant."(1)<sup>17</sup>

Il apparaît claire par cette rencontre l'empressement britannique à tenir des réunions rapides afin de faire aboutir les négociations et envoyer une copie au gouvernement britannique avant la réunion du conseil des lords le 12 juillet 1954 et l'annonce de l'entente sur les principes fondamentaux de l'accord, avant le 23 juillet.

## 2- La signature de l'accord d'évacuation :

En fin de compte, à une formule acceptée par tous les Égyptiens avait vu le jour et l'accord du 27 juillet 1954 avait été ratifié.

Immédiatement, Nasser s'adressa au peuple égyptien via la radio égyptienne dans laquelle il disait : " Nous vivons aujourd'hui un moment de gloire dans l'histoire de notre nation. Nous nous tenons aujourd'hui au seuil d'une étape décisive dans l'itinéraire de notre lutte populaire. L'ultime objectif de notre révolution est en train de se concrétiser aujourd'hui. Nous avons paraphé l'accord mettant un terme à la colonisation et régularisant l'opération d'évacuation des forces britanniques de la terre éternelle de l'Égypte. Ainsi la terre de l'Égypte sera restituée à ses fils, après 72 ans de souffrances amères."

Il avait prononcé un discours parmi les foules venues le féliciter le 28 juillet 1954 : "

Cet accord réalise en grande partie les objectifs de la nation et ne comporte pas une coalition militaire, une défense commune ou une quelconque atteinte à nos droits.

Pour la première fois dans l'histoire, la Grande-Bretagne approuve que toutes ses forces militaires quittent l'Égypte ".

Enfin et après 15 ans de négociations difficiles, Nasser a signé avec certains membres du commandement de la révolution la version finale de l'accord le 19 octobre 1954.

La partie britannique a été représentée par Anthony Nating, Ralph Stevenson et Edward Benson.

L'accord stipule ce qui suit :

---

Notice du bureau de Nasser, rencontre à la maison Ken Boyd, le 10 juillet 1953 (1) <sup>17</sup>

- 1- Les forces britanniques sont appelées à évacuer totalement les territoires égyptiens dans un délai de 20 mois de la date de la signature de l'accord.
- 2- Le gouvernement du Royaume-Uni est appelé à annoncer la fin de l'accord de coalition signée à Londres le 26 août 1936.
- 3- Certaines parties de la base du canal de Suez demeureront destinées à tout usage.
- 4- En cas d'agression militaire d'un quelconque Etat sur n'importe quelle partie du monde, faisant partie de l'accord de défense commune entre les pays de la Ligue arabe, signée au Caire, le 13 avril 1950 l'Egypte doit procurer toutes les facilités nécessaires au Royaume-Uni pour préparer la base à la guerre. Parmi lesquelles, l'usage des ports égyptiens dans la mesure des nécessités exigées par la situation.
- 5- En cas de retour des forces britanniques à la base du canal de Suez, ces forces sont évacuées immédiatement après l'arrêt des hostilités.
- 6- Le gouvernement égyptien est appelé à présenter des facilités pour le passage des avions et doit assurer l'atterrissage et les services relatifs aux vols britanniques qui sont annoncés et ceci dans les aéroports égyptiens dans la région de la base du canal de Suez.
- 7- Les deux gouvernements contractuels, doivent attester que le canal de Suez, qui est une partie intégrante de l'Egypte, est une voie maritime revêtant une importance mondiale. Ils doivent exprimer leur vive intention de respecter l'accord garantissant la liberté de navigation dans le canal, signé à Constantinople, le 29 octobre 1888.
- 8- Cet accord demeure en vigueur 7 ans après la date de sa signature, tant que les deux gouvernements contractuels ne décident pas sa prorogation.

Les réactions de la signature de l'accord :

Les réactions sur l'accord égypto-britannique avaient divergé. Alors que les Egyptiens l'avaient considéré comme une victoire pour laquelle les Egyptiens ont beaucoup lutté et se sont sacrifiés depuis l'occupation britannique en 1882. Aux yeux des anglais, l'accord était une défaite écrasante et un recul de leur stratégie au Moyen-Orient parcequ'ils avaient renoncé à leur plus grande base militaire : 80 000 soldats outre les installations énormes estimées à des millions sans oublier l'emplacement stratégique exceptionnel.

La partie britannique :

Il incombait à la partie britannique de convaincre le conseil des lords et l'opinion publique britannique de cette mesure. Une polémique a alors été lancée autour de plusieurs considérations. La première celle mise en avant par Anthony Heid, le ministre britannique de la défense, selon laquelle les armes nucléaires avaient limité la capacité de la Grande-Bretagne à préparer des forces militaires outre mer. Ainsi, il apparaît que la diminution des forces voulait dire une diminution d'éventuelles campagnes militaires sur une plus large étendue du Moyen-Orient.

Après l'adhésion de la Turquie à l'Otan et son armement, son rôle de défense du Moyen-Orient s'est accru. Ainsi, la base en Egypte semblait loin de la région où une guerre attendue sera déclenchée. Egalement, la base du Canal de Suez ne sera pas bénéfique pour la Grande-Bretagne que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre. Si l'Egypte ne se trouve pas coopérative et si elle ne lui présente pas des facilités, la Grande-Bretagne n'obtiendra aucun avantage. Le nombre des forces britanniques dans la région était exagéré et il fallait qu'elle se libère pour réduire les engagements qu'ils devaient remplir.

Cette analyse nous amène à dire que la Grande-Bretagne pouvait opter à se préserver une base plus petite et qu'elle devait faire preuve de plus de coopération avec l'Egypte

et d'assurer une réserve stratégique de forces en contrepartie à ceux qui s'étaient retirées du canal.

Ensuite Heid, était passé aux aspects nouveaux dans les fondements de l'accord. Cette base réduite était gérée par des techniciens civils britanniques. L'objectif des discussions précédentes était que la Grande-Bretagne préserve 4000 techniciens militaires. Selon cet accord il s'agissait de préserver le moindre nombre de techniciens, d'installations et de réserves.

La durée de l'accord était de 7 ans. D'aucuns auraient préféré qu'elle soit de 20 ans ou plus et d'autres voient qu'elle ne mérite même pas le papier sur le quelle elle a été rédigée. Mais la considération majeure dans ce cas là fût d'ordre stratégique, à savoir la relation de la Grande-Bretagne avec le peuple égyptien et son gouvernement dans le futur.

Heid avait critiqué le gouvernement égyptien qui avait pour ultime objectif d'expulser les Britanniques et ceci dès leur accession au pouvoir.

Une discussion s'était alors déroulée au conseil des lords critiquant la logique stratégique présentée par Heid et également l'accord. Nasser avait qualifié les années de l'occupation britannique de 72 années d'amertume.

Churchill avait affirmé en fin de compte qu'il était impossible que la Grande-Bretagne possède une base au milieu d'un peuple hostile et qu'il n'y avait pas d'alternative. Il disait que le temps où on imposait des bases dans des territoires d'autres peuples qui les refusent en plus était révolu.

Répondant à la question suivante : quelle serait la situation si l'accord était abrogé ? Churchill déclara qu'il fallait menacer d'envahir l'Egypte.

## 2- La partie égyptienne :

### A- Les cérémonies et l'opposition :

Nasser avait considéré la signature de l'accord de l'évacuation le début de nouvelles responsabilités que l'Egypte devrait endosser. " Elle se devait de coordonner la coopération entre elle et les pays arabes, raffermir cette coopération de manière à ce que l'unité arabe devienne un fait accompli et qu'elle consolide les piliers du monde arabe ". L'Egypte doit également coordonner sa coopération avec le monde musulman pour que les groupes de ces pays arabo islamiques deviennent un bloc capable d'affronter le danger et protéger ses intérêts de manière solidaire. L'accord nous propose d'étudier notre position dans le continent africain, et de mettre les fondements qui préserveraient notre impacte sur le continent ".

Nasser s'était mis à expliquer l'accord au peuple en mettant ses avantages en lumière. Il leur disait que les forces britanniques allaient évacuer l'Egypte totalement et que dans le courant de 20 mois, il n'y aura pas dans ce pays un seul militaire anglais et que la Grande-Bretagne avait reconnu l'annulation de l'accord de 1936 et ses retombées, censées réaliser une coalition éternelle entre les deux pays.

Nasser s'était mis à expliquer la situation pour ce qui est des installations de la base et les experts britanniques qui s'étaient soumis aux forces égyptiennes. Il leur disait que pour ce qui est de la réutilisation de la base pendant la durée de l'accord, à savoir 7 ans, elle est allée aux pays de la charte de la sécurité arabe commune ou à la Turquie. L'important était que l'engagement ne soit pas éternel.

Et Nasser s'était mis à expliquer l'accord mettant en lumière ses avantages pour l'Egypte. L'article concernant le Canal de Suez, affirme les droits de l'Egypte, conformément à l'accord de 1888. L'Egypte avait eu sa mainmise sur 33 installations, des équipements estimés à 32 millions de L.E., 10 aéroports et un pipeline reliant

Suez au Caire. Ceci outre un nombre d'installations et de camps. Rien n'est introduit dans la base sans passer sous le crible de l'inspection égyptienne.

L'autorité suprême dans la base revient au commandant égyptien. L'armée égyptienne dans la base représente l'unique pouvoir militaire. La base sera égyptienne parce que la région s'étendant de Suez à Port Saïd serait égyptienne disait-il et l'accord serait un pas important dans le sens de notre libération."(1)<sup>18</sup>

Il était donc normal que le peuple égyptien se réjouisse de cet accord après des négociations qui ont beaucoup duré depuis l'époque de Milner.

Le 18 juin 1956, la lutte du peuple égyptien avait été couronnée par la sortie du dernier soldat britannique égyptien. Nasser avait levé le drapeau égyptien sur la terre de Port Saïd. Il disait au lendemain " Nous avons levé le drapeau égyptien sur la terre de la patrie. Nous ne porterons pas un regard en arrière, mais nous irons de l'avant, vers les nouveaux horizons d'espoirs. Pour la première fois et depuis très longtemps nous errons dans notre patrie en toute liberté.

Nous avons résisté, lutter pour voir ce jour, du 18 juin, pour voir se réaliser l'évacuation, la dignité, la liberté et l'indépendance. Nous entamons aujourd'hui une nouvelle vie. Nous portons un regard vers l'avenir. Notre politique est de devenir hostiles à nos ennemis et devenir les amis de ceux qui nous tendent la main en paix."(2)<sup>19</sup>

Nasser avait annoncé ensuite la fin des lois martiales du 3 septembre 1939, avec le début de la seconde guerre mondiale.

Les Egyptiens ne s'étaient pas montrés satisfaits à l'unanimité à l'accord de l'évacuation, mais il y avait un groupe qui le refusait et qui s'était montré incapable de contrôler le régime révolutionnaire. Ce groupe qui fomentait clandestinement un complot pour anéantir le régime révolutionnaire était celui des Frères musulmans.

Le 26 octobre 1954 dans un congrès populaire à Alexandrie qui réunissait un quart de million de citoyens, Nasser s'était mis à parler de l'accord. A partir de la place d'Alexandrie, il scandait : " aujourd'hui, je célèbre avec vous la fête de l'évacuation, la fête de la liberté, de la dignité et de la gloire ". Puis soudain, 8 balles successives se sont frayées une voie vers Nasser. Après un moment d'anarchie, sa voix avait retenti de nouveau. " Que chacun reste à sa place s'écriait il. Je sacrifie mon sang pour vous et ma vie. Je me sacrifie, mon sang et ma vie, pour l'Egypte ".

La réaction de ce complot vil était venue à l'encontre des prévisions de ses auteurs. Le peuple avait entouré Nasser de plus en plus. Le lendemain, les foules avaient incendié le siège des Frères musulmans et les félicitations s'étaient multipliées sur Nasser pour s'en être sorti sain et sauf. L'armée de son côté s'était rassemblée autour de lui et lui avait fait ainsi qu'au commandement de la révolution, acte d'allégeance.

Trois jours après l'incident de Manchiya, tel qu'il fût appelé plus tard, Nasser avait déclaré : " je sais que Hodeiby (Le guide de la confrérie) avait disparu et qu'il avait proclamé la lutte à partir de son refuge ? contre qui ? contre la révolution et ses hommes. La liberté ne peut jamais survivre, tant qu'il y a désorientation, tant qu'il y a des balles qui sont lancées et tant qu'il y a des groupes clandestins. Raison pour laquelle, le terrorisme doit disparaître ainsi que les organisations clandestines. La désorientation doit être effacée même si elle est exécutée au nom de l'islam et de l'Egypte. Nous devons aller de l'avant dans notre voie, sapant l'arriération et le terrorisme. Si la révolution ne pourra pas devenir une révolution blanche, elle devient donc une révolution rouge mais elle ne trébuchera jamais."

---

Le discours de Nasser à la conférence des employés, le 21 octobre 1954 (1) <sup>18</sup>  
Entrevue accordée à l'agence de presse égyptienne, le 19 octobre 1954 (2)

Lorsque la relation entre le président Mohamed Naguib et les Frères musulmans avait été mise à nue, le conseil du commandement de la révolution avait promulgué le 14 novembre 1954, un décret démettant le général, Mohamed Naguib de toute ses fonctions.

B- Le refus total du projet de la défense du Moyen-Orient :

Depuis le début des négociations le 27 avril 1953, les Britanniques avaient proposé à l'Egypte d'adhérer à un projet occidental pour défendre le Moyen-Orient de la menace communiste. Un projet qui était vraisemblablement l'alternative de la base britannique dans le canal de Suez, suite à l'évacuation.

Nasser, pour sa part, était clair et décisif dans ces négociations et a rapporté le refus de l'Egypte d'adhérer à une région pour la défense du Moyen-Orient parce que cela menaçait sa liberté et son indépendance.

Lorsque les négociations furent interrompues et Dulles était venu pour assurer une médiation auprès de l'Egypte. Le premier axe de la discussion était de convaincre Nasser de l'importance de cette organisation défensive occidentale.

Mais Nasser avait répété à maintes reprises que l'actuelle menace émanait de la Grande-Bretagne. Alors que le danger soviétique présumé, il était très éloigné. Il avait proposé que les pays arabes, à travers l'accord de la défense arabe commune et de la ligue arabe se défendent, sans l'adhésion de grandes puissances imposant leurs politiques et leurs intérêts.

Dans ce cadre, avait été tenue la réunion des chefs des gouvernements des pays arabes signataires de la charte de la défense arabe commune au Caire le 22 janvier 1955. Les pays arabes, de leur côté, avaient décidé de ne pas adhérer au pacte irako-turc qui était prévu, en guise d'exécution d'un plan occidental pour la défense du Moyen-Orient. Il a été affirmé la nécessité de mettre en vigueur un accord de défense commune et de coopération économique. Il était question également de mettre sur pied un commandement conjoint durable, ayant un siège central et soumis au conseil de la défense commune. Au final, le congrès avait attesté que la politique étrangère devait reposer sur la charte de la ligue arabe, l'accord de la défense commune et de la coopération économique ainsi que sur la charte de l'Onu. Le congrès avait interdit la conclusion de toute coalition en dehors du cadre de la ligue arabe et avait également mis en garde contre la position de la Turquie qui oeuvrait à étendre son influence sur le Moyen-Orient, d'autant plus que les prémices d'une coopération entre elle et Tel-Aviv se faisaient sentir.

Au lendemain de la tenue de la conférence des gouvernements des Etats arabes sur la charte de la défense arabe commune, l'Egypte avait été informée par la partie turque des résultats de la réunion, du premier ministre irakien à l'époque, Nouri Al Saïd et son homologue turc Adnan Mendris.

Les deux Etats s'étaient mis d'accord à signer la charte de la défense stipulant l'échange des renforts si l'un d'eux devenait la cible d'une offensive provenant du bloc communiste ou d'Israël. Selon cette charte, la Turquie et l'Irak, oeuvreront pour que l'Egypte y fasse partie ainsi que la Syrie, l'Iran et le Pakistan.

Il est digne de noter que l'article n°10 de l'accord de défense commune et de la coopération économique panarabe stipulait l'interdiction des Etats arabes de conclure un quelconque accord qui violerait l'accord.

### Troisième chapitre

Les organisations de la défense régionale de l'armement et de l'appel à la neutralité positive



Premièrement : L'Egypte refuse les coalitions :

Dès le début des négociations autour de l'évacuation en 1953, l'Egypte refusait les conditions de la Grande-Bretagne et de l'Amérique pour l'adhésion à une organisation de défense sur le Moyen-Orient qui serait l'alternative du Canal de Suez. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient exercé des pressions sur l'Egypte afin de réaliser cette fin et lier le pacte du Moyen-Orient à celui de l'Atlantique.

En même temps le régime de la révolution du 23 juillet 1952 a demandé à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis de vendre l'arme à l'Egypte, mais en vain. Dulles était venu au Caire en mai 1953(1)<sup>20</sup> pour rencontrer Nasser et lui avait dit franchement qu'ils n'acceptaient pas les coalitions. Dulles avait, après avoir effectué un tour dans la région arabe avait remarqué qu'il y avait une disposition à mettre en place un système de sécurité commune au Moyen-Orient. Selon lui, ce système ne pouvait être imposé de l'étranger, mais il devait être esquissé de l'intérieur où il devait croître, et être soutenu par les foules arabes.(2)<sup>21</sup>

Ensuite, le communiqué turco-irakien avait été promulgué en janvier 1955 et il était selon toute vraisemblance, l'exécution de l'idée de Dulles.

Avant la réunion d'Adnan Menderes, le premier ministre turc avec son homologue irakien, Nouri Al Saïd, Salah Salem était parti en voyage et l'avait rencontré pour le convaincre de préserver l'unité des arabes. Nasser était clair en disant que l'intérêt de la nation arabe ne se réaliserait qu'en refusant les alliances et les blocs, et en unifiant la politique arabe étrangère au niveau de tout ce qui avait trait au vécu arabe et à son avenir. Il était question également de transformer la défense arabe commune en une réalité en consolidant le rôle de la ligue arabe.

Nouri Al Saïd avait promis de venir au Caire et avait effectivement tenu à sa promesse en août 1954. Nasser disait : " Les négociations ont été lancées et mes propos avec lui focalisaient sur le raffermissement de la charte de la défense arabe commune, devenue lettre morte."

La réponse de Nouri Al Saïd était de convoquer les ambassadeurs de la Grande-Bretagne et de l'Amérique pour leur dire que nous désirions raffermir la charte de la défense arabe commune. Quels en sont les moyens et quelles sont vos suggestions ?demandait- il

J'avais bien sur contesté cette suggestion et j'étais surpris de la simplicité avec laquelle Nouri Al Saïd parlait. Il avait demandé qu'on fasse adhérer le Pakistan à la défense arabe commune. Nous avons refusé partant du fait que le Pakistan était en coalition avec la Grande-Bretagne et l'Occident. Il a alors proposé la Turquie et nous refusâmes parce qu'elle faisait partie de l'accord de l'Atlantique. Nouri Al Saïd, avait alors rétorqué " Nous entrerons en coalition avec ceux qui venaient à leur secours. Nous entrons en coalition avec les Américains et les anglais et pas nécessairement la France. Nous faisons une coalition avec l'Amérique l'Angleterre, l'Iran et le Pakistan. Armés de leur soutien nous élargissons la charte de la défense arabe commune. Nous devons être pratiques en garantissant la militarisation provenant de l'Occident afin de pouvoir contrer Israël. Il faut être pratique " disait-il.

Il avait dit au même titre : " Le nationalisme arabe dont vous parlez n'est pas pratique. Qu'est ce que la Jordanie, la Syrie et qui sont les Arabes. " Il n'était pas convaincu du nationalisme arabe ni de la charte de la défense arabe commune. Il préférait entrer en coalition avec l'Amérique, la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Iran et le Pakistan.

---

La visite de Dulles (1) <sup>20</sup>

Discours prononcé par Nasser à la fête de l'union à l'université du Caire, le 22 février 1966 (2) <sup>21</sup>

Ainsi, Nouri Al Saïd avait dévoilé en août 1954 le plan fomenté et avait déterminé les Etats qui y prendront part et m'avait conseillé de rejoindre le pacte".

Le 24 février 1955, la charte turco irakienne avait été signée. Ainsi a été entrepris le premier pas afin de relier le monde arabe à la défense occidentale. Bien entendu les Etats-Unis avaient béni le pacte dans un communiqué officiel. Ensuite, la Grande-Bretagne avait conclu un accord avec l'Irak qui était venu remplacer l'accord de coalition de 1930. Cet accord est venu s'ajouter à la charte pour former ce qu'il avait été appelé le pacte de Bagdad. De cette manière, il avait pris l'aspect arabe, comme le désirait Dulles en disant : " la croissance émanant de l'intérieur ".

Ensuite qu'est il arrivé ? Des pressions avaient été exercées pour que les pays arabes adhèrent au pacte, notamment la Syrie, la Jordanie et le Liban. D'autres pressions étaient exercées dans le sens de l'Egypte pour qu'elle ne résiste pas au pacte. La mission de l'Egypte en Grande-Bretagne était allée demander de l'arme. Et ils leur répondirent franchement qu'ils ne leur procureraient pas l'arme, tant que le Caire résistait au pacte de Bagdad".(1)<sup>22</sup>

L'Iran et le Pakistan avaient rejoint le pacte et les complots avaient commencé à être fomentés contre la Syrie pour qu'elle y adhère, mais en vain. Des pressions avaient été exercées également sur la Jordanie pour y adhérer et le général Templar (1)<sup>23</sup> s'était rendu en décembre 1955 à Amman mais il est sorti vaincu. Plus tard les Etats-Unis étaient devenus membre observateur dans le pacte.

Le 30 mars 1955, Eden a prononcé un communiqué au conseil britannique des lords dans lequel il avait dit : " Nous sommes parvenus en vertu de ce accord à une étape dans laquelle nous avons pu instaurer un système susceptible de devenir la base de l'organisation de la défense au Moyen-Orient. Ainsi avons-nous affermi notre position, et nous avons haussé notre voix dans les affaires du Moyen-Orient. J'approuve n'importe quel bloc accroissant l'influence de mon pays. "

Et à Nasser de dire : " Donc l'objectif est de placer les pays arabes dans le cadre des régions d'influence. Parce que la Turquie, l'Iran et le Pakistan font partie de coalitions regroupant la Grande-Bretagne et l'Amérique.

Anthony Nating le ministre d'Etat pour les affaires étrangères avait dit devant le conseil des lords le 14 avril 1955 : " La politique britannique œuvre depuis longtemps à instaurer des moyens efficaces de défense au Moyen-Orient. L'investissement du pétrole est un facteur important à ajouter à la nécessité d'assurer des moyens défensifs suffisants et efficaces dans la région. C'est précisément ce que nous avons fait avec notre nouvel accord conclu avec l'Irak et notre adhésion à la charte turco-irakienne, appelée plus tard le pacte de Bagdad ". (2)<sup>24</sup>

Nasser disait à ce propos : " Les pressions de l'Occident sur les pays arabes afin de rejoindre le pacte de Bagdad représentent une politique signifiant l'isolement de l'Egypte de ses sœurs arabes, ainsi que la division des pays arabes en limitant leur indépendance.

Le système des coalitions est révolu. Les peuples n'accepteront pas aujourd'hui une quelconque forme de protection ou de domination. A mon avis, l'Occident doit changer ses idées. S'il insiste à se préserver le pétrole et les régions d'influence, c'est-à-dire les bases militaires et les anciennes idées colonialistes, il entrainera une catastrophe.

---

Idem (1) <sup>22</sup>  
Le général Templar, le chef d'Etat major de l'Empire britannique (1) <sup>23</sup>  
Idem (2) <sup>24</sup>

Le seul moyen d'obtenir l'amitié des pays arabes, est que leur défense repose sur le système de sécurité commune purement arabe instaurée par la ligue arabe, sans se trouver obligé d'être engagé à n'importe quel pacte étranger ".(3)<sup>25</sup>  
Nasser s'était engagé devant les officiers de l'armée, le 15 avril 1956. Il s'est exprimé en ces mots : " J'annonce au nom des forces armées et du peuple d'Egypte que nous ne serons jamais une région d'influence pour quiconque, que nous ne recevrons aucun ordre de qui que ce soit, et que nous irons de l'avant pour le bien-être de l'Egypte et sa dignité. Notre seule issue est la politique libre et indépendante qui se dégagerait de la conscience de ce peuple et de son intérêt ".

Deuxièmement : Les agressions israéliennes sur les frontières de l'Egypte :  
Ils avaient commencé le premier mai 1953 au bourg Benni Amer, près de Rafah, faisant 8 morts et les autres avaient été pris en otage. Ensuite ces agressions avaient succédé ciblant Khan Younès, ainsi que les réfugiés arabes dans le camps des réfugiés Lebrej, faisant 15 morts parmi eux.

Le 29 septembre 1953, les forces israéliennes avaient agressé la région Al Ewaga démilitarisée à proximité des frontières égyptiennes et avaient occupé des parties de ses territoires. L'Egypte avait protesté officiellement devant le Conseil de Sécurité. Israël avait alors à son tour déposé une plainte contre l'Egypte auprès du Conseil de sécurité prétextant qu'elle avait le droit de traverser le canal de Suez.

Les accidents s'étaient répétés sur les frontières égyptiennes. Nasser avait écrit de sa main après la large agression israélienne sur les frontières égyptiennes, le 28 février 1955. " Israël a pris l'habitude de faire des accrochages sur les sites égyptiennes, avec les petites armes. Mais le dernier accrochage avait évolué d'autant que l'artillerie israélienne avait ciblé les sites égyptiens. Le village Deir Al Balah a, à son tour, été frappé, ensuite Gaza, Khan Younès et Assban. L'artillerie égyptienne a répliqué en frappant les colonies israéliennes Kissonim, Ain Hlouchah et Nour Ebeid. Les victimes parmi les civils étaient comptés à 42 morts et 103 blessés".(1)<sup>26</sup>

Ensuite il disait : " Après l'accident du 28 février et suite à l'agression israélienne sur Gaza, nous nous défendrons et défendrons notre dignité et nos fils jusqu'à la dernière goutte de sang ".(2)<sup>27</sup>

L'Egypte avait déposé une plainte à la commission de la trêve sur l'agression d'Israël sur Gaza qui avait à son tour émis des résolutions à cet égard.

A l'issue de sa réunion avec le général Burns, le grand des observateurs internationaux en Palestine, Nasser avait fait des déclarations sur la position de l'Egypte refusant toute tentative entreprise par Israël pour s'accaparer la bande de Gaza. Nasser avait proposé d'installer une région neutre démilitarisée tout au long de la ligne de la trêve entre l'Egypte et Israël.

Hammersjold avait adressé une lettre à Nasser le 6 juin 1955 prônant les deux parties à ne pas entreprendre un quelconque acte pouvant accroître la tension au Moyen-Orient.

Cette agression avait engendré des réactions arabes et islamiques soutenant la position de Nasser encourageant la reprise par l'Egypte de la guerre contre Israël si ce dernier prenait acte pour occuper le secteur de Gaza.

---

Entrevue de Nasser accordée au Sunday Times, le 25 mars 1956 (3) <sup>25</sup>

Des papiers privés de Nasser (1) <sup>26</sup>

Gaza était sous l'administration égyptienne, du discours de Nasser à Fayoum, le 6 juillet 1955 (2) <sup>27</sup>

Les agressions israéliennes ne s'étaient pas arrêtées aux frontières. Le 22 août 1955, une force israélienne avait attaqué un site égyptien dans le secteur de Gaza. Et les forces égyptiennes stationnant dans le secteur y avaient répliqué.

Plus tard, Nasser avait signalé à Burns, que l'Égypte ne participerait pas aux négociations pour lesquelles elle avait été invitée et qu'elle avait décidé de se retirer. Tout ceci n'avait pas réprimé Israël. Le 26 août 1955, Israël avait violé la trêve deux fois et les forces égyptiennes ont réussi à les brader. Le 21 septembre 1955, Israël avait agressé la région démilitarisée d'Al Ewaga une autre fois et avait arrêté le représentant de l'Onu.

D'autre part, les forces égyptiennes s'étaient ingérées dans les territoires israéliens en occupant 1 mile carré des territoires israéliens dans la région Tirana.

Le 2 novembre 1955 les forces israéliennes avaient de leur côté, mené une offensive sur les sites égyptiens dans la région Sobha au sud de Ewaga, près des frontières de l'Égypte avec Israël. Ils avaient tué 50 égyptiens et avaient capturé 40 prisonniers et du côté israélien 4 avaient été tués et 19 blessés. La Syrie avait annoncé immédiatement sa disposition à prendre une mesure décisive contre l'agression israélienne, en application à l'accord militaire, entre les deux pays signé, en octobre 1955.

Là une question s'impose : quelles sont les raisons derrière cette série répétée d'agressions israéliennes sur les frontières égyptiennes qui avaient été entamé dix mois après le déclenchement de la révolution égyptienne et qui avaient coïncidé avec les négociations d'évacuation, plus précisément après la signature de l'accord égypto-britannique ?

Nasser avait écrit de sa propre main, suite aux agressions israéliennes répétées sur les frontières égyptiennes disant :

Israël : 1- Une armée secrète est formée pour libérer la Palestine. 2- Un camp d'entraînement secret soit être mis en œuvre. 3- Il faut rechercher des commandements pour l'armée de la libération formée de palestiniens. 4- Il faut contacter les Arabes au sein d'Israël. 5- L'armée doit regrouper des branches à Gaza, en Syrie, au Liban, en Jordanie et en Israël. 6- Une accréditation monétaire doit être consacrée à cette fin. 7- La charge sera endossée par Kamal Refaat.

Nasser avait écrit également des informations complètes sur Israël et surtout Al Naqab.

Troisièmement : le marché d'armes tchèques :

La cause de l'octroi de l'arme à l'Égypte avait préoccupée Nasser depuis le déclenchement de la révolution. Il avait discuté de ce sujet avec les Britanniques dès le début. Et quand 'il n'avait pas eu d'échos, il avait contacté les Américains pour ouvrir la discussion qui avaient à leur tour refusé sous pression de Churchill personnellement.

Ensuite Nasser était revenu au sujet dans le cadre des arrangements de la défense par l'intermédiaire des Égyptiens dans le canal de Suez, mais en vain.

D'autre part, les menaces israéliennes avaient rendu le commandement égyptien plus déterminé à obtenir l'arme pour défendre les frontières de l'Égypte. Surtout lorsqu'il a été dévoilé qu'Israël obtient l'arme de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Le commandement égyptien avait renforcé sa campagne politique pour l'obtention de l'arme des États-Unis. Malgré la sympathie du service américain de

renseignements secrets, avec les requêtes égyptiennes(1)<sup>28</sup>, ils ne lui avaient pas procuré l'aide militaire.

L'histoire de l'armement de l'Egypte :

Nasser raconte l'histoire de l'armement de l'armée égyptienne à l'époque; Il disait ce qui suit : " le cinquième objectif de la révolution était de mettre sur pied une armée nationale et forte. Nous avons connu maints obstacles afin de réaliser cet objectif. Les armes lourdes sont gérées par les grandes puissances qui n'accepteraient pas de munir l'armée en armes lourdes sauf sous conditions. Nous les avons refusés parce que nous tenons à la liberté réelle et à la politique indépendante.

Nous avons essayé tout au long des trois dernières années de militariser l'armée par tous les moyens avec l'arme lourde. Ces initiatives ne recherchaient pas l'agression, mais elles étaient destinées à des fins de défense, de sécurité et de paix. Nous nous sommes adressés à tous les pays pour cette fin. Nous nous sommes adressés à l'Angleterre, la France, l'Amérique et les autres pays. Mais en vain. Ils nous demandaient de signer des chartes, mais nous avons refusé catégoriquement. Nous n'allons jamais armer l'armée aux dépens de notre indépendance.

La France tergiversait toujours sur le Nord de l'Afrique. Elle nous disait incessamment qu'elle était prête à nous donner l'arme à condition qu'on ne critique pas ses positions dans le Nord de l'Afrique. Ils veulent qu'on voit les massacres perpétrés là bas et de nous taire. Je menaçais toujours de rupture d'armes si Israël se trouvait approvisionnée.

Depuis le déclenchement de la révolution nous revendiquions l'arme, quel a été le résultat ? Les promesses étaient faites sous conditions. Selon lesquelles nous recevons l'arme et qu'en contrepartie, nous étions appelés à signer une charte de sécurité réciproque. C'est-à-dire nous devrions signer un des pactes et nous avons refusé. Nous n'avons pas pu alors prendre une seule pièce d'armes des Etats-Unis.

L'Angleterre nous disait : qu'elle était prête à nous munir l'arme. Et quel a été le résultat ? Elle nous a procuré une quantité minimale d'armes ne réalisant pas notre objectif. Et l'armée qui nous était hostile recevait l'arme d'une multitude de pays du monde. Nous lisions dans les journaux étrangers que l'armée israélienne était capable de vaincre les armées arabes tous azimuts.

Lorsque nous avons vu cette domination, nous avons décidé de demander l'arme de tous les pays sans condition ni contrainte, depuis l'Amérique, la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Tchécoslovaquie. Quel a été alors le résultat ?

Le gouvernement tchèque nous a répondu en disant qu'il était prêt à nous procurer l'arme selon nos besoins à partir d'une perspective purement commerciale. Nous avons approuvé sur le champ l'accord. L'Egypte avait signé une semaine plus tôt un accord commercial avec la Tchécoslovaquie afin de nous approvisionner en armes. Selon cet accord il était autorisé à l'Egypte de payer le prix des produits égyptiens, tels que le coton et le riz."(1)<sup>29</sup>

Nasser disait à la revue américaine Life : " L'achat de l'arme des pays du bloc soviétique pour l'armée égyptienne était mon idée. J'avais hésité environ deux mois. Mais enfin, j'ai convoqué Daniel Selwyd, l'ambassadeur soviétique au Caire, et je lui ai demandé de nous vendre l'arme et il a approuvé ".

---

Mohamed Abdel Wahab, Abdel Nasser et la politique étrangère américaine 1952 à 1956. La maison d'édition Dar Al Kotob Wal Wasaëk Al Qaoumeya, 2006, page 167 (1)  
Le discours de Nasser à l'exposition des forces armées à Guézirah, le 27 septembre 1955(1)

Nasser avait affirmé qu'il n'y avait pas en Egypte des experts russes ou tchèques et qu'il avait envoyé les hommes de l'armée égyptienne en Tchécoslovaquie pour les entraîner, que certains d'entre eux étaient revenus et qu'ils avaient commencé à entraîner les autres.(2)<sup>30</sup>

## 2- Les réactions du marché d'armes tchèques :

### A- Le facteur de la surprise :

Lorsque les informations avaient commencé à circuler à propos du marché, Dulles avait informé Eisenhower, après avoir parlé avec Molotof, le ministre des affaires étrangères soviétique à propos de la position égyptienne. Il leur disait " Il semble que l'information était correcte et que les russes procureront à l'Egypte une grande quantité d'armes. Ce serait une sorte de troc, en échange avec le coton. Le marché équivalait à 100 millions de dollars. Ensuite, il avait dit que les anglais et les français étaient terrifiés et qu'il pensait que les israéliens voulaient attaquer d'abord parce qu'ils pouvaient à ce moment là vaincre facilement l'Egypte.(1)<sup>31</sup>

Le choc n'était pas uniquement parce que l'Egypte s'était orientée vers le bloc soviétique à cause des retombées stratégiques qui pouvaient découler pour le monde arabe et le Moyen-Orient.

Dans une réunion entre Dulles et Macmillan à New York, Dulles avait commenté en disant : " Nous devons affronter une position dangereuse " En s'adressant à Molotof il disait : " Ce fût un pas dangereux susceptible d'accroître la tension dans la région. J'espère que les rapports ne soient pas corrects " et à Molotof de rétorquer : " Ce fût un marché commercial sans signification politique ". Dulles a de son côté exprimé sa crainte de la prorogation des armes soviétiques à la Libye et au Nord de l'Afrique.(2)<sup>32</sup> Macmillan disait : " Nous sommes devant une cause dangereuse. Cette mesure de la part des soviets veut dire des nouvelles hostilités dans la région. Il s'agit d'un acte irresponsable qui accroît les pressions sur la région ".

Dulles a fait état des efforts déployés par les Etats-Unis afin de conclure un accord arabo israélien et avait affirmé qu'il fallait considérer cet acte russe dans sa possibilité d'influencer cet accord. Il a ajouté qu'ils n'avaient pas travaillé sérieusement afin de parvenir à un accord de la base du Canal de Suez, afin de la conférer aux soviets et que ceci était une défaite dangereuse.

Macmillan avait parlé de l'inquiétude d'Eden ressentie vis-à-vis de cette position parce qu'il était responsable de l'accord du Canal de Suez.(3)<sup>33</sup>

### Que faire ?

Des contacts et des réunions s'étaient effectués entre les ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. La conférence de Genève tenue à cette période avait ouvert la possibilité à davantage de concertations et de plans, ainsi que de complots.

Dans une réunion précitée tenue entre Dulles et Macmillan, ce dernier avait proposé plusieurs solutions. Ils considéraient l'éventualité d'apporter plus de soutien aux pactes de Turquie et d'Irak et de promulguer un communiqué accueillant favorablement l'adhésion de l'Iran, la munition de l'Irak en armes et l'encouragement de la Jordanie et du Liban à rejoindre le pacte.

---

Entrevue accordée à la revue américaine Life, le 10 novembre 1955 (2) <sup>rr</sup>

Entretien téléphonique entre Eisenhower et Dulles, le 23 septembre 1955(1) <sup>rr</sup>

Une note de la conversation effectuée à New York, le 26 septembre 1955, Dulles Macmillan : <sup>rr</sup>

L'achat de l'arme(2) <sup>rr</sup>

Ibid (3) <sup>rr</sup>

" En même temps nous devons recourir à la politique du bâton et de la carotte. Nous pouvons aider Nasser, ensuite lui porter atteinte au Soudan en lui autorisant d'acheter le minimum d'armes ainsi les Etats-Unis pourraient lui apporter l'aide à Assouan". A ce moment Dulles était intervenu pour dire : " Nous ne sommes pas dans une position nous permettant de faire beaucoup de choses en ce qui concerne l'aide militaire avec Israël ".

Donc, nous pouvons utiliser le bâton, disait Macmillan : " Nous pouvons dire franchement à Nasser que nous ne supportons pas ce marché et qu'il était une violation à l'accord du Canal de Suez. Le monde n'acceptera pas que l'Union Soviétique impose sa tutelle sur le canal de Suez. Nous pouvons compliquer la vie à Nasser et entraîné sa chute en fin de compte, à travers maintes pressions.(1)<sup>34</sup> Nous n'avons pas encore achever notre retrait de la base de Suez" (2).<sup>35</sup>

La seconde ligne entreprise par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne était de s'adresser à l'Union soviétique. Dans une réunion à New York pour étudier les arrangements de la conférence de Genève, Macmillan avait parlé à Molotof pour l'informer que le Royaume-Uni était contrarié d'écouter les informations propres aux arrangements en vertu desquels l'Egypte recevra une grande quantité d'armes de l'Union Soviétique. Ceci accroîtra la course à l'armement entre Israël et les pays arabes qui engendrera, à son tour, une situation dangereuse et qui aggravera la tension dans cette partie du monde. Il avait demandé à Molotof d'interdire cela en justifiant que ceci n'était pas en accord avec la politique de détente internationale."

Pinay s'était mis d'accord avec Macmillan et Dulles que le comportement soviétique allait à l'encontre de " l'esprit de Genève ". (1)<sup>36</sup>

En même temps Eden avait envoyé une lettre à Bulganin, le premier ministre soviétique dans laquelle il lui expliquait que le gouvernement britannique voyait la vente de l'arme à l'Egypte une aventure politique, quitte à menacer la paix dans la région.

Après que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'étaient assurés qu'il était impossible d'abroger ou d'amender l'accord, ils avaient estimé convenable d'entreprendre des mesures interdisant d'autres pays de la région de suivre le mauvais modèle de l'Egypte.

A ce moment là, ils avaient commencé à envisagé la possibilité d'imposer de nouvelles pressions plus draconiennes sur Nasser, en le contraignant à quitter le pouvoir. Mais ils ont du affronter un sérieux problème celui de l'absence d'un candidat équitable, meilleur que Nasser.

Dulles s'était alors empressé de mettre en garde contre toute éventuelle menace ou mesure intransigeante, de peur que l'opinion publique arabe ne se retourne contre l'Occident. Ce qui faciliterait davantage la percée communiste. Ceci ne devait en aucun cas avoir lieu, parce que le pétrole du Moyen-Orient était très important. Non seulement pour l'otan mais pour tout le monde occidental.(2)<sup>37</sup>

Macmillan estimait qu'il fallait accepter cette défaite diplomatique et d'amoinrir ses risques et retombées. Et qu'il fallait changer de ton avec Nasser en s'éloignant du langage de la colère. Il fallait surtout lui demander de réduire son engagement au bloc

---

Note de la conversation entre le secrétaire d'Etat américain Dulles et Macmillan, au département d'Etat américain à Washington le 3 octobre 1955 (1)<sup>34</sup>

Note de la conversation à New York, du 26 septembre, Dulles Macmillan (2)<sup>35</sup>

Note de la conversation, le 27 septembre 1955 septembre à New York, Dulles, Molotof, Macmillan, Pina (1)<sup>36</sup>

Note de la conversation entre le Secrétaire d'Etat américain, Dulles et Macmillan, le 3 octobre(2)<sup>37</sup>

soviétique en faisant pression sur lui pour soutenir le plan Johnson (3)<sup>38</sup> ou, en l'occurrence, avancer vers un accord avec Israël.

Là, Dulles s'était demandé ce qui pourrait constituer un point d'attraction pour l'Egypte. La réponse était de contribuer à la construction du Haut-Barrage.

Raymond Hare (4)<sup>39</sup> avait alors fait le commentaire suivant : " La politique soviétique est modérée actuellement et qu'il était difficile de nous trouver en bon termes avec eux. Mais en même temps je souligne que les relations de l'Egypte avec eux ne sont pas très bonnes. Nous ne pouvons guère être sévères avec Nasser, pour la bonne et simple raison qu'il a approuvé les résultats du revirement de la politique soviétique ". Macmillan avait fait preuve de rigorisme lorsqu'il disait : " Nasser doit être incité pour entamer une processus de négociations avec Israël. Afin de limiter l'impact de l'accord sur l'arme, il est convenu d'éclaircir que si l'Egypte l'achète, Israël fera de même ".

Ensuite il s'était demandé quelle serait la réaction israélienne ?

Dulles répondit qu'Israël désirait un pacte de défense outre une aide militaire et qu'il était impossible que les Etats-Unis rejoignent le pacte de Bagdad à cause de problèmes constitutionnels et que ceci aura nécessairement pour résultat la conclusion d'un pacte de défense avec Israël. Résultat : tout ceci ne fera qu'empirer la situation au Moyen-Orient.(1)<sup>40</sup>

Des informations étaient parvenues au conseil de sécurité national américain, le 6 octobre 1955 selon lesquelles l'accord avait été confirmé et que la première quantité d'armes était effectivement parvenue à l'Egypte. Une évolution qui allait affermir la position soviétique au Moyen-Orient. D'autant plus que les soviets augmentent les munitions en armes à destination de la Syrie et de l'Arabie Saoudite.

En même temps, le gouvernement israélien avait saisi l'occasion pour demander aux forces occidentales d'agir afin de contrecarrer une éventuelle agression arabe. A leur sens, les Arabes cherchent à la fois les armes et les garanties occidentales.

Au final, il a été décidé de réexaminer la politique des Etats-Unis vis-à-vis du Moyen-Orient. (2)<sup>41</sup>

Bien que les Américains ignoraient tout du marché, il n'en demeure pas moins qu'ils étaient appelés à affronter la vérité. Selon laquelle, Nasser était devenu l'homme qui contrôle la situation.

De là apparait l'inquiétude profonde d'Israël et le danger de la situation selon eux.

Surtout que voici un pays dans la région qu'est l'Egypte qui avait ouvert grandes les portes à la Russie, qui était éloignée de la région depuis environ 200 ans. Et qu'elle était éloignée de l'influence communiste depuis la révolution soviétique " (3)<sup>42</sup>

Selon toute vraisemblance, Israël a feint d'oublier que le comportement de l'Egypte, vis-à-vis d'Israël avait radicalement changé depuis le raid sur Gaza, le 28 février 1955, tel que commenté par Dulles.(4)

Donc la cause n'était pas uniquement d'ordre régional mais elle avait pris une dimension mondiale. Eisenhower avait envoyé une lettre à Bulganin, dans laquelle il

---

Le projet du partage du fleuve du Jourdain, proposé en 1953 entre Israël, la Syrie, le Liban et la Jordanie, en prélude à l'implantation des réfugiés palestiniens dans ces pays. Mais ces pays l'ont refusé (3)

Raymond A Hare, le directeur général au service des affaires des étrangers (4)  
Note de la conversation, au département d'Etat américain, à Washington le 3 octobre 1955, à propos de l'accord des armes soviéto égyptien (1)

Note de la conversation à la réunion n°260 du conseil de sécurité, à Washington, en 1955 (2)  
Note de la conversation tenue au département d'Etat américain, à Washington, le 11 octobre 1955.

Sur les soucis d'Israël concernant le marché d'armes égypto tchèque et sur les efforts soviétiques visant à transpercer le Proche Orient(3)



exprimait son inquiétude à propos des armes envoyées à l'Égypte. " Je crains que ces armes ne nous fassent pas parvenir aux objectifs qui sont, comme je l'espère, en commun entre nous. Qui visent en somme à réduire la tension entre nous et à trouver une solution pacifique et constructive au problème arabo israélien ", disait il.

Bulganin avait répliqué en ces termes : " J'ai reçu votre lettre concernant le marché de vente d'armes à l'Égypte. Je suis parfaitement d'accord avec vous, que notre objectif commun est d'apaiser la tension entre nous. Nous sommes prêts à contribuer pour parvenir à cette fin par tous les moyens. Nous aspirons également à résoudre les différents problèmes qui nous opposent, dont celui de l'Extrême orient. Je vous affirme que votre inquiétude n'a s<sup>43</sup>pas lieu d'être ".(1)

Anthony Eden, avait de sa part, envoyé une lettre à Bulganin, le 5 octobre 1955, dans laquelle il disait : " Des offres ont été fait à l'Égypte par des forces occidentales pour lui vendre l'arme, à condition que l'armée égyptienne suive le commandement du Moyen-Orient et qu'elle intègre les rassemblements militaires qui s'y trouve. Les grandes puissances qui assument la responsabilité de préserver la paix mondiale, doivent tenir à alléger la tension entre l'Égypte et Israël, et en général, celle sévissant dans cette région du monde.(2)<sup>44</sup>

Mais les rapports des services secrets américains affirmaient que le marché avait accru les dangers d'accrochages locaux et qu'il accordait à l'Égypte une suprématie quantitative et qualitative ainsi que dans les avions militaires. Le marché réduit en même temps la suprématie quantitative d'Israël dans les chars et accorde à l'Égypte les moyens de pourchasser les navires israéliens.

Pour ce qui est d'Israël, le marché fût un coup qui lui a été asséné et qui rendra les égyptiens plus aptes à faire face aux raids israéliens sur les frontières.

Les services secrets américains, avaient considéré le marché d'armes tchèques comme le plus grand mouvement dramatique soviétique au Moyen-Orient. L'objectif principal de la campagne était d'affermir la résistance arabe aux politiques occidentales dans la région. Et notamment les efforts des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne pour développer les arrangements défensifs et de préserver leurs bases.(3)<sup>45</sup>

Face à toutes ces actions, et le vacarme des appareils de médias, Nasser avait envoyé une lettre aux Américains, par l'intermédiaire d'Ahmed Hussein, l'ambassadeur d'Égypte à Washington abordant les points suivants :

" L'Égypte qui était ces dernières années dans une position militaire faible, se trouvait exposée à de nombreuses menaces et des provocations de la part d'Israël. Elle a essayé d'obtenir l'arme, mais en vain. Raison pour laquelle, lorsque l'Union soviétique avait proposé l'arme, Nasser n'a pas pu convaincre ses collègues au conseil de commandement de la révolution de la refuser. D'autant plus qu'il n'avait pas le pouvoir d'interdire la conclusion de l'accord."

Nasser avait affirmé dans sa lettre que l'Égypte n'avait pas d'intentions agressives contre Israël et qu'elle voulait tout simplement affermir la position de ses forces armées.

Quant à l'accord tchéquo égyptien, il était purement commercial sans connotation politique.

---

Le marché des armes : Eisenhower Bulganin, le 11 octobre 1955, un message du premier ministre <sup>43</sup>

Bulganin au président Eisenhower (1)

Le texte de la réponse de Bulganin au premier ministre Anthony Eden, le 5 octobre 1955 (2) <sup>44</sup>

Les conséquences probables du marché d'armes égyptiens avec le bloc soviétique (3) <sup>45</sup>

En conclusion, la lettre disait que Nasser voulait sauvegarder les longues relations entre l'Egypte et les Etats-Unis, et qu'il tenait à les consolider à l'avenir.(1)<sup>46</sup> Anthony Eden avait envoyé une autre lettre à Bulganin, le 20 octobre 1955 dans laquelle il avait écrit : " L'objectif de ma lettre est d'attirer votre attention sur les dangers de la paix. Ceux là même qui peuvent résulter de la procuration de l'arme à l'Egypte et à Israël. Les renseignements que j'ai disent que les quantités de l'arme à destination de l'Egypte sont grandes. Si ces quantités sont acheminées, elles seront suffisantes à saper toute espoir évitant la course à l'armement entre l'Egypte et Israël. A mon sens, que l'accord n'implique pas des conditions politiques, ne veut pas dire qu'il évite la course à l'armement ".

Il était étrange qu'Eden avait prétendu dans sa lettre adressée à Bulganin que le gouvernement britannique n'avait pas imposé des conditions politiques à l'Egypte. Qu'en était il alors de ce qu'avait avancé Macmillan à propos de pressions exercées sur l'Egypte pour la faire adhérer à l'organisation de la défense sur le Moyen-Orient ? "

Et à Eden de poursuivre " Nous avons essayé que la munition en armes aux deux pays soit faite à des taux limités, afin d'interdire toute tension accrue, et pour servir un objectif légitime, celui de l'autodéfense ".(2)<sup>47</sup>

Les résultats :

Israël fût cet Etat qui avait essayé de profiter de ce marché pour réaliser ses objectifs. Moussa Charit avait demandé à Dulles que les Etats-Unis exercent des pressions sur l'Egypte pour refuser le marché en la menaçant de couper toute aide occidentale à son égard. Il avait affirmé que pour faire face à ce marché, Israël avait besoin d'armes et d'un accord de sécurité conclu avec les Etats-Unis sans conditions pour réprimer Nasser.

Dulles : " Les Etats-Unis sont d'accord avec Charit sur le danger qui entoure les dernières évolutions qui constituent une menace pour Israël, l'Occident, l'Europe et le monde libre ". Il lui a fait savoir également que les armes seront acheminées non seulement à l'Egypte mais à la Syrie également et que le pétrole du monde arabe est vital pour la vie économique en Europe, surtout l'économie britannique. Les recettes du pétrole sont menacées de disparition. Le plus dangereux encore est que l'Egypte est la porte d'accès à l'Afrique. A ses yeux, tel qu'il l'avait dit ils devaient affronter un danger plus sérieux que celui de la Corée, depuis la seconde guerre mondiale. En ce qui concerne l'Egypte, le retrait de l'Occident ne sera pas bénéfique ainsi que de demander à Nasser de choisir entre l'annulation du marché et de continuer à coopérer avec l'Occident.

Au niveau des armes, Israël tient la suprématie.

Et Dulles n'était pas convaincu que l'accord allait entraîner un déséquilibre entre les deux pays. Il voyait également qu'il ne fallait pas encourager la course à l'armement dans la région. Pour ce qui est de l'accord revendiqué par Charit, nous nous contentons de la déclaration tripartite de 1950. (1)<sup>48</sup>

En réalité, il existe deux résultats à la vente de l'arme à l'Egypte. Le premier disait que la guerre gagnera en acuité entre Israël et ses voisions arabes. Le deuxième selon lequel, l'opinion publique contre les soviets aux Etats-Unis résonnera plus fort. Dans

---

Note de la conversation du département d'Etat à Washington, le 17 octobre 1955, suite à l'appel <sup>ε7</sup>  
effectué par l'ambassadeur égyptien au département d'Etat (1)

Texte du message d'Eden à Bulganin, le 20 octobre, le département d'Etat (2) <sup>εV</sup>

Télégramme de la délégation du ministre des affaires étrangères au département d'Etat, Genève, le <sup>εA</sup>  
26 octobre 1955 (1)

ce cas là, les Etats-Unis se trouveront obligés de vendre des armes à Israël, similaires à celles acheminées à l'Egypte.

La vision soviétique avait totalement différé. Les Soviets estimaient que la menace émanait d'Israël et non de l'Egypte et qu'elle avait besoin de lui porter un intérêt.(1)<sup>49</sup> Israël avait mené le 2 novembre une offensive sur les sites égyptiens dans la région de Sabha, au sud d'Al Ewaga. Un accident qui avait suscité, le vice président américain, Richard Nixon, qui s'était demandé quel était l'argument derrière cette offensive. Les deux parties n'ont aucun droit de se trouver dans une région démilitarisée. (2)<sup>50</sup> Les services secrets américains estimaient que Nasser avait acquis un prestige et une place de commandement après le marché d'armes soviétiques. A leurs yeux, Nasser ne sera jamais soumis à la domination soviétique et n'adhèrera pas non plus à une quelconque coalition occidentale, d'autant plus qu'il est toujours convaincu de la solution du juste milieu. Si Nasser pourra préserver son indépendance et son prestige à travers un arrangement avec l'Occident, il le préférera plutôt que de faire le lien avec les Soviets. Si jamais il ressent que l'Occident lui a tourné à jamais le dos, il acceptera davantage d'aides soviétiques et il entrainera avec lui la Syrie et le Royaume d'Arabie Saoudite.

Les services secrets américains, avaient prévus que les négociations occidentales avec Nasser seront marthoniennes et qu'elles ne seront pas garanties. Si l'alternative était l'isolement de l'Egypte et la destruction de Nasser, ceci serait dangereux, parce qu'il pourrait encourager Israël à attaquer l'Egypte. Au cas où les Etats-Unis allaient accorder l'aide économique à Nasser, ils devront faire de même avec d'autres pays au Moyen-Orient.

Ils sont allés même jusqu'à envisager d'assassiner Nasser. Mais ils se sont rendus compte qu'il est prévisible que le conseil de commandement de la révolution se poursuit le cas échéant, sous le commandement de Abdel Hakim Amer, qui sera sous le contrôle de l'armée plus que Nasser.

L'Occident ne détenait pas une solution correcte face à Nasser. L'éventualité d'imposer une politique via les forces armées (3)<sup>51</sup> a été écartée totalement. Ce qui voulait dire que le marché des armes était un pas décisif et réussi pour l'Egypte et les Soviets et qu'il avait infligé en même temps une défaite à Israël et à l'Occident.

Quatrièmement : La conférence de Bandung : un appel à une neutralité positive. L'idée de la neutralité positive a dès le début fait partie inhérente des principes de Nasser. Elle a accompagné sa politique réfutant les coalitions et qui était intrinsèquement liée à la responsabilité des pays arabes de défendre leurs territoires. Etant donné que le Moyen-Orient n'est défendu que par ses propres habitants. L'idée de la neutralité positive a été cristallisée dans l'appel adressé pour la tenue de la conférence des Etats asio- africains à Bandung, du 18 au 21 avril 1955, qui a regroupé 27 Etats. L'objectif de cette conférence était de propager la culture et l'esprit de coopération entre les pays participants et les moyens de traiter les problèmes économiques, sociaux et culturels qu'ils affrontaient. Il s'agissait de la première conférence internationale assistée par Nasser, comme par Nehru, Suan Lee et Soekarno. Nasser avait revendiqué dès le départ de faire figurer le problème de la Palestine à l'ordre du jour de la conférence. Dans cette requête, il s'était appuyé aux résolutions des Nations Unies.

---

Télégramme du secrétaire d'Etat américain, au département d'Etat, le 10 octobre 1955 (1) <sup>49</sup>  
Résumé de la discussion à la 24<sup>e</sup> réunion du conseil de sécurité, Washington, le 3 nov 1955(2) <sup>50</sup>  
Télégramme du directeur de la Central intelligence (Dulles), Washigton, le 29 octobre 1955 (3) <sup>51</sup>

Dans son allocution, Nasser avait considéré que la coopération entre les membres du bloc afro-asiatique était un revirement important dans le sens d'une amélioration de la position internationale. Il avait posé pour cette coopération, deux fondements essentiels qui étaient le respect de l'indépendance politique de chaque Etat et la non-ingérence dans leurs affaires internes.

Nasser avait attaqué le colonialisme qui était répandu dans les deux continents. Il disait que sa persistance n'était pas en accord avec la nouvelle donne mondiale. D'autant plus que le colonialisme résistait à l'évolution et au développement en général. Il avait également fait allusion au nationalisme galopant qui s'était fait sentir dans un nombre de nations asiatiques et africaines. Il avait estimé que pour réaliser la paix mondiale, l'armement des Etats était incontournable, ainsi que la destruction des armes de destruction massive.

Il avait dénoncé en effet, la ségrégation et le racisme, les moyens de pressions auxquels avaient recours les grands pays, à l'attention des petits. Il avait mis l'accent sur le droit des Etats à choisir les régimes politiques et économiques qui leur convenait.

Dans le comité politique, Nasser avait attaqué la position du gouvernement français à l'égard de l'Algérie, la Tunisie et Marakech. La France prétendait que l'Onu n'avait pas le droit de discuter le problème de la Tunisie et de Marakech, sous prétexte que ceci aurait été une ingérence dans les affaires législatives de la France.

En ce qui concerne l'Algérie, le gouvernement français était allé plus loin, en envisageant, appuyée d'articles puisés dans la constitution française, qu'elle faisait partie intégrante de l'Union de la France.

Ce document promulgué, à titre unilatéral, c'est-à-dire du côté français exclusivement, n'engageait en rien le peuple algérien et ne changeait pas la réalité qu'il était un peuple arabe et qu'il détient le droit naturel à la liberté et à l'autodétermination.

Nasser avait alors proposé la suggestion suivante. En tenant compte de la situation instable en Afrique du Nord, et les peuples qui sont privés de leur droit à l'autodétermination, la conférence afro-asiatique avait annoncé son appui au droit des peuples d'Algérie et de Tunisie, à l'autodétermination et à l'indépendance. Il avait hâté le gouvernement français à régler ce problème.

Dans ses documents privés, Nasser avait rédigé de sa propre main les raisons de la neutralité positive qui étaient de faire éviter à la nation arabe les retombées de la guerre froide, ainsi que les litiges. Il appelait à s'engager à la politique de la neutralité positive, tout en préservant les intérêts arabes nationaux. A son sens, la défense du monde arabe devait émaner de l'intérieur de ses frontières, en prenant en compte sa sécurité nationale.

L'idée de la neutralité positive avait gagné en ampleur, depuis la conférence de Bandung qui avait évolué pour être connue plus tard sous le nom du mouvement des non-alignés, dont la première conférence avait été tenue à Belgrade en 1961 et avait regroupée sous son ombrelle des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

Les figures qui avaient tenu un rôle de taille dans ce mouvement, furent Tito, Nehru, Nasser, Soekarno et Nkrumah, qui ont pu réalisés un succès éminent dans la période de la liquidation de la colonisation et de la guerre froide.

La nationalisation du Canal de Suez et l'agression tripartite contre l'Égypte

Premier chapitre : les circonstances de la nationalisation du Canal de Suez

Nasser dit : « Parmi les fondements établis par la politique de la révolution figurent l'élimination de toute dominance étrangère et la restitution de la dignité nationale à tout Égyptien. J'insistais à instaurer l'indépendance totale et cette politique traduisait un sentiment qui avait désormais gagné tout le monde arabe.

Les dirigeants de l'Occident ne comprirent cette vérité que longtemps plus tard ; ils croyaient affronter la détermination d'un seul homme. Dulles était la première personne avec laquelle j'avais engagé une longue discussion. (1) (Page... du livre) Il était venu au Caire dans le but de me convaincre de faire adhérer l'Égypte à l'alliance occidentale. Il avait essayé de me persuader que le communisme était la plus grande menace au monde et qu'il n'y avait d'autre moyen de la vaincre que par une coalition militaire solide.

J'ai essayé de le convaincre qu'il ne s'agissait pas d'un conflit pour repousser une agression à l'étranger et que les dangers du communisme ne pouvaient être parés qu'en motivant le peuple et en remplaçant l'esclavage par la dignité libre.

J'ai expliqué à Dulles qu'après les énormes efforts déployés pour obtenir l'indépendance, je ne serais pas honnête envers ma patrie si je la faisais rejoindre la coalition d'un Etat qui l'a occupé pendant plus de 70 ans contre un autre avec lequel elle n'entretient aucun rapport ; un Etat dont les armées sont à plus de 5000 miles d'elle !

Je lui ai également fait part de mon intention de former notre force militaire pour que nous soyons capables de défendre nous-mêmes nos propres frontières. (2) (David Morgan, Idem.)

Lors d'une entrevue avec Anthony Eden, le 20 février 1955, j'ai eu beaucoup plus de peine à lui expliquer notre position qu'avec Dulles. Je lui ai dit : « Nous ne pouvons pas nous lier à un bloc mondial quelconque. Si un pays de l'Occident nous envahit, je n'hésiterai pas à demander de l'aide à l'Orient ». Eden m'a affirmé qu'une invasion d'un Etat occidental était inenvisageable... Je contestais la coalition de Bagdad, créée et soutenue par la Grande-Bretagne et la France pour les mêmes raisons.

En février 1956, Selwyn-Lloyd était venu au Caire pour me parler de la situation au Moyen-Orient. Il avait fait preuve d'une plus grande disposition à connaître notre point de vue. Il avait été cependant incapable de comprendre le fondement de nos idées et était inquiet de la guerre de propagande que nous menions dans la région contre la coalition de Bagdad. (1)(Idem)

Premièrement : la problématique du Haut Barrage :

Malgré la signature de l'accord sur l'évacuation le 16 février 1954 et la sortie de tous les militaires britanniques du pays en 1956, il semblait évident que les frictions entre l'Occident en général et Nasser s'accroissaient, pour les raisons susmentionnées.

Dans cette ambiance crispée, le projet du Haut Barrage parrainé par Nasser avait fait l'objet d'examen. Une étude approfondie effectuée par des experts égyptiens et allemands montra que le projet allait favoriser la transformation de 836 mille feddans de terrains arides en terrains irrigués en permanence, la bonification de 850 mille feddans qui s'ajouteraient à la superficie agricole et l'augmentation de la quantité d'électricité à 10 milliards de kW/h. La ration de chaque Egyptien en électricité allait donc atteindre 500 kW/h par an contre moins de 40 kW/h par an avant la révolution.

Le coût estimatif du projet était évalué à 200 millions de LE et cette somme immense devait être fournie par l'étranger. Les négociations sur le financement avaient bien commencé. Nasser avait été encouragé par

les Etats-Unis et la Banque Mondiale (BM). La Grande-Bretagne avait proposé de contribuer au projet à hauteur de 16 millions de dollars (soit 5 millions de livres), à condition de l'acceptation du prêt américain.

Les obstacles qui entravèrent le financement du Haut Barrage :

Les obstacles se dressèrent aussitôt. Les Américains désiraient superviser le budget de l'Egypte et même inspecter ses comptes ! Nasser refusa de principe. Dans tous les cas, il avait fortement ressenti que les Américains s'étaient résolus à ne pas consentir ce prêt. Ils avaient dit qu'ils avaient décidé d'accorder une aide à l'Egypte de 40 millions de dollars qu'ils pouvaient affecter au projet du Haut Barrage.

Des négociations eurent lieu entre le gouvernement américain, le délégué du gouvernement britannique et le délégué de la Banque Mondiale (BM) en décembre 1955. Les propositions élaborées par la BM à l'issue des négociations furent envoyées dans un message à Nasser. La Banque y exprimait sa disposition à financer le projet du Haut Barrage à hauteur de 200 millions de dollars puis posa des conditions. La BM semblait vouloir obtenir les prêts américain et britannique et se mettre d'accord avec le gouvernement égyptien sur son programme relatif à l'investissement et à l'industrialisation, soit d'imposer sa tutelle au gouvernement égyptien !

Une autre condition : le gouvernement égyptien ne devait contracter aucune dette extérieure ni conclure d'accord de paiement, comme l'accord d'armes signé avec la Russie ! L'organisation, l'exécution et la gestion du projet doivent faire l'objet d'un accord entre le gouvernement égyptien et la BM.

Nasser dit : « Il s'avère qu'un piège est ourdi contre nous pour contrôler l'indépendance de notre économie. Ces propos ont été catégoriquement rejetés. Nous avons dit aux Américains : des conditions semblables sont-elles imposées aux aides fournies à Israël ?! Cela contredit notre souveraineté, notre indépendance et nos principes.

A ce moment, l'ambassadeur russe est venu me trouver et m'a dit : « La Russie est prête à contribuer au financement du projet du Haut Barrage ». Je lui ai répondu : « Nous discutons actuellement avec la BM et nous

reportons les discussions. Les responsables de la BM ont eu vent de la proposition russe et de notre objection.

Le directeur de la BM, Eugene Black est arrivé au Caire en février 1956. Les pourparlers ont débuté. Je lui ai affirmé : « Nous sommes marqués par le complexe des prêts et les factures et nous ne pouvons pas séparer cela de la politique. Nous avons été occupés en raison des prêts et des factures, nous ne pouvons pas oublier, l'histoire est gravée dans nos esprits et dans notre sang. Nous ne pouvons point accepter qu'un élément quelconque entame notre souveraineté. Le rapport de la BM sur l'économie égyptienne indique que celle-ci est en bon état et que l'Egypte est capable d'assumer son lot de dépenses dans le projet...

Après de longues négociations, il m'a expliqué qu'il ne pouvait signer un accord définitif en ce moment et qu'il y avait des questions juridiques à prendre en considération, il faut régler l'accord sur l'eau entre le Soudan et l'Egypte pour être ensuite disposé à amorcer le projet.

Nous avons informé le directeur de la BM que nous avons décidé de ne commencer le projet qu'après la signature de l'accord sur l'eau avec le Soudan et la conclusion de l'accord définitif avec la Banque. Nous avons donné l'ordre de suspendre le projet pour ne pas que nous nous engagions dans une aventure qui nous vaudrait d'être sous l'emprise de la colonisation qui nous exploiterait économiquement après avoir échoué à nous contrôler politiquement ». (1) (Discours de Nasser 26/7/1956)

Il était clair que les négociations entre Nasser et l'Occident sur le financement du projet du Haut Barrage s'étaient déroulées dans une ambiance de défiance et la Grande-Bretagne s'était employée à embraser la situation. Lord Kealren avait déclaré, devant la chambre des Lords : « Comment donner à l'Egypte de l'aide ? Comment l'assister ? L'Egypte qui n'écoute pas nos paroles, l'Egypte qui prêche la liberté et qui mène le mouvement libéralisme, nous nous sommes combattus, comment alors lui octroyer cinq millions de LE ?!

« Le 14 mars 1956, j'ai rencontré l'ambassadeur britannique à la maison et lui ai dit : 'Nous refusons les propos que tiennent vos députés et vos lords ; nous rejetons Kealren. Nous ne vous avons pas demandé cette aide



et nous l'avons accepté pour ne pas que notre refus soit pris pour une offense ! C'est vous qui avez proposé de verser cinq millions de livres. Nous ne sommes pas un pays riche et les cinq millions de livres, nous pouvons les fournir. Si ces déclarations sont faites à nouveau, nous refuserons cette aide; notre revenu national est de 900 millions de livres ! »

Globe(2)(Sir John Globe, officier britannique chargé du commandement de l'armée jordanienne de 1939 à 1956. Il avait été déchargé de ses fonctions par le roi Hussein qui avait décidé de nommer un commandant arabe à la tête de l'armée jordanienne. Cette décision avait été un choc à la Grande-Bretagne) avait été chassé de la Jordanie, Selwyn-Lloyd avait été assiégé et roué à coups de pierres lorsqu'il était à Bahreïn et l'on dit que cela était à cause des propos de l'Egypte. Il fut de même quand des turbulences eurent lieu à Aden en raison de la revendication d'une hausse de salaires par des ouvriers. Une campagne fut menée dans la presse britannique contre l'Egypte au point que le député Yeuse Freezer avait dit : « Il faut trouver un moyen de se débarrasser de l'Egypte. Nous construirons un barrage en Ouganda et au Kenya pour empêcher l'eau du Nil de parvenir à l'Egypte !

« Une entente prévoyait une entremise britannique entre « nous » et les Soudanais pour aboutir à un accord. Quand Selwyn-Lloyd est arrivé en février en Egypte, nous nous sommes rencontrés à ma maison. Il m'a proposé de contribuer à régler les problèmes de l'eau entre le Soudan et nous ».

« Votre comportement prouve que vous ne réglez pas les problèmes mais que vous les compliquez ! Votre comportement au Soudan, vos journaux, vos antennes radio ont tous tendance à soulever les Soudanais contre le Haut Barrage. Les commentaires diffusés ont pour but d'insuffler aux Soudanais la peur et le refus. De surcroît, votre ambassade à Khartoum a recueilli tous ces articles, les a imprimés et les a distribués sous forme d'un livre. Ceci m'explique que vous cherchez à semer l'adversité entre l'Egypte et le Soudan.

Comment ces faits concrets ont lieu et que vous me dites maintenant que vous voulez assumer le rôle de médiateur entre l'Egypte et le Soudan ou que vous voulez régler les problèmes en suspens avec le Soudan. Il était

évident que les Britanniques tentaient, de toutes leurs forces, de répandre la haine chez nos confrères soudanais ». (1)(Discours de Nasser 26/7/1956, Idem.)

## 2- Retrait du financement du Haut Barrage :

Les Etats-Unis avaient annoncé, dans un communiqué diffusé par le département d'Etat, qu'ils avaient proposé, en décembre 1955, avec la Banque Mondiale et la Grande-Bretagne d'aider l'Egypte. Le projet du Haut Barrage était immense, son exécution prendrait de 12 à 16 ans et coûterait 1300 millions de dollars dont plus de 900 millions de dollars en monnaies locales. Ils parlèrent ensuite des droits dans les eaux du Nil et expliquèrent que le projet n'affecterait pas seulement les droits de l'Egypte dans les eaux du fleuve et ses intérêts mais aussi les droits et les intérêts d'autres pays qui partagent l'eau du Nil, comme le Soudan, l'Ethiopie et l'Ouganda.

C'était évidemment la première fois qu'ils évoquaient la question de l'Ethiopie et de l'Ouganda et qu'ils tentaient de semer la zizanie entre l'Egypte et le Soudan par ce communiqué. Ni l'Ethiopie ni l'Ouganda n'avaient été mentionnés dans le rapport de la Banque Mondiale ! Concernant le Soudan, je leur ai dit d'abandonner ce dossier et leur ai informé que nous n'avions pas besoin de leur médiation, que nous avions parlé aux Soudanais et que tous, partis et franges sociales comprenaient.

Le communiqué avait fait état d'un autre volet relatif à la possibilité d'exécuter le projet et par conséquent, de l'utilité de l'aide américaine sur le plan pratique, à savoir, la disposition de l'Egypte et sa capacité à focaliser ses ressources économiques dans ce géant programme de construction. Les développements survenus dans les sept mois qui s'étaient écoulés n'étaient pas propices au succès du projet. Les Etats-Unis avaient fini par décider qu'il n'était pas efficace, en ces circonstances, de contribuer au projet.

De quels développements était-il question dans les sept mois écoulés ?! Ils mettent en doute l'économie ! Les sept mois passés, l'économie et la production égyptiennes se sont consolidées et ont augmenté, la preuve est le rapport de l'ONU. Les développements pendant les sept mois passés

dont il s'agissait étaient des développements liés à l'indépendance, la liberté et la dignité. Nous avons insisté à renforcer l'armée, à la doter d'armes et à avoir une personnalité indépendante ». (1)(Idem.)

« Il y a quelque chose d'étrange dans le communiqué, le secrétaire d'Etat américain s'adresse au peuple égyptien en lui disant : « cette décision ne reflète aucunement un changement dans les relations amicales entre le gouvernement et le peuple américains et le peuple égyptien ». Cela signifie que ce sujet ne concerne que Gamal Abdel Nasser et non le peuple égyptien ; ils parlent directement au peuple égyptien !

Quel est l'objectif de cette mesure ? Ils punissent l'Egypte pour avoir refusé de soutenir les blocs militaires et de recevoir les ordres de là-bas. Quand j'ai rencontré Eugene Black, je lui ai informé que nous étions marqués par le complexe de l'occupation politique par le truchement de l'occupation économique ». (2)(Idem.)

Ce qui précède montre que le retrait de l'Occident du financement du projet du Haut Barrage souleva la colère de Nasser. Il prononça un discours le 24 juillet : « Une polémique a été soulevée à Washington pour prétendre, à tort, que l'économie égyptienne prêtait au doute, je leur dis : « Mourrez de rancœur ! Vous ne pourrez pas nous assujettir à votre merci ni nous opprimer».

Notre force et notre détermination se trouvent redoublées et nous leur disons : « L'Egypte sent que son économie est saine. La production a nettement augmenté les quatre dernières années et atteint 20 % dans tous les domaines ; dans l'enseignement et l'industrie. Le revenu national a grimpé de 16% en deux ans. Le budget s'est accru, nos projets se sont multipliés, la production agricole a redoublé ».

Nasser écrivit de sa propre main :

La durée de temps nécessaire pour construire le Haut Barrage est de neuf ans. Les intérêts matériels se feront sentir à partir de la quatrième année. Les économies d'électricité générée par le réservoir actuel d'Assouan s'amélioreront. Le Haut Barrage continuera à accroître le revenu national, à hauteur de 350 millions de LE par an, jusqu'à ce qu'il soit achevé.

Les coûts du projet pendant les neuf premières années s'élèveront à 600 millions de dollars, et incluront la génération de l'électricité et

l'alimentation du Caire, le percement des rivières et des canaux. Le coût de la deuxième phase est estimé à 150 millions de dollars.

Concernant la capacité de l'Égypte à concentrer ses ressources économiques sur la construction du Haut Barrage, les changements survenus les sept derniers mois ont été pour le mieux.

L'objection des États-Unis et de la Grande Bretagne à la formation d'un comité international chargé de la supervision de l'eau du Nil.

Les contrevérités sur l'impact du Haut Barrage sur le Soudan, l'Éthiopie et l'Ouganda.

Nasser était à Brioni, en Yougoslavie (1) (Conférence de Brioni 18-20 juillet 1956, avec la participation de Nasser, Nehru et Tito) et il rentra le soir en compagnie de Nehru. La première chose qu'il apprit à l'aéroport fut la décision des États-Unis de se retirer du financement du Haut Barrage. Le jour suivant, la Grande-Bretagne fit de même. Le troisième jour, la BM décida de revenir sur sa proposition d'accorder un prêt à l'Égypte pour le même projet.

Eden relata plus tard dans ses mémoires qu'il n'avait jamais eu l'intention de nous accorder une aide de cinq millions de livres mais qu'il était en désaccord avec Dulles sur la manière de refuser la proposition. Eden voulait tergiverser alors que Dulles avait pris une décision catégorique et avait fait savoir son intention.

Deuxièmement : la décision de nationaliser le Canal de Suez et son exécution

Nasser dit : « Nous avons ensuite réfléchi à l'action à accomplir, nous avons évalué la situation. Il semblait clair que l'Occident ne voulait pas nous voir devenir fort et ne nous permettrait pas de sortir de son fief. Il considérait la région comme étant traditionnellement une partie de lui; la position stratégique est importante pour eux, il voulait protéger le pétrole de la région arabe et les acolytes de l'occupation dans les pays arabes. Il

désirait de même consolider la situation d'Israël et empêcher qu'un pays arabe acquière la force qui lui permette de le menacer.

Nous avons estimé pouvoir glaner du Canal de Suez 60 millions de livres ; nous ne prenions qu'un millions de livres et les 59 millions restant allaient à la société franco-britannique. Nous avons alors décidé de nationaliser le Canal de Suez pour répondre au retrait du financement du Haut Barrage ». (2)(Discours de Nasser, 26 juillet 1966, Idem.)

Dans un discours le 26 juillet 1956 – à l' occasion du 4ème anniversaire de la cession du trône par le roi Farouk-, Nasser expliqua au peuple la proposition du financement du projet du Haut Barrage et du retrait des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la BM. Il annonça ce qui suit :

« Au nom de la nation...le président de la république, je promulgue la loi suivante :

Article 1 : la nationalisation de la société maritime du Canal de Suez qui deviendra une société anonyme égyptienne à laquelle seront transférés tous les fonds et droits que la première possède et les engagements qu'elle assume. Tous les organismes et comités seront soumis à son administration. Les actionnaires et les actionnaires fondateurs seront indemnisés d'une somme égale à celles des actions et des parts qu'ils détiennent dans la société, selon leur cours de clôture à la Bourse de Paris, avant l'entrée en vigueur de cette loi. Ces indemnisations seront versées dès que l'Etat aura reçu tous les fonds et biens de la société nationalisée.

Article 2 : la remise de la gestion du passage du Canal de Suez à un organisme indépendant, doté d'une personnalité morale, et qui sera affilié au ministère du commerce. L'organisme jouira de toutes les autorités nécessaires pour gérer le passage sans dépendre des régimes ni des situations gouvernementales. Il aura un budget indépendant approuvé par le président de la république. L'organisme sera représenté par son président devant les instances judiciaires et étatiques.

Article 3 : Le gel des fonds et la suspension des droits de la société nationalisée, à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Article 4 : Le droit de l'organisme à garder le personnel de la société nationalisée, ses usagers et ses clients qui devront continuer à y travailler ».

Nasser raconta qu'il avait convoqué Mahmoud Younes – qui était l'un de ses collègues dans le corps enseignant à la faculté d'État-major avant la révolution de 1952 (1) (il fut nommé le 2 mai 1956 président de l'organisme du Canal de Suez, sur une décision du conseil de commandement de la révolution)- et lui avait confié l'opération de l'emprise de la société du Canal de Suez.

« Tout était préparé à l'avance, les soldats attendaient, et avaient sur eux les ordres cachetés pour la prise des bureaux et des installations de la société du Canal de Suez. Mahmoud Younes savait que le mot de passe pour déclencher l'opération était « de Lesseps » dans mon discours...l'opération avait été entièrement exécutée quand j'avais achevé mon discours. Je ne m'imaginai pas la joie avec laquelle la décision de la nationalisation du Canal de Suez avait été accueillie non seulement par le peuple égyptien mais par tout le monde arabe. C'était apparemment la première fois où l'unité de la nation arabe s'était manifestée sur le plan populaire.

Concernant l'Occident, la réaction a été comme je m'y attendais ; la presse a appelé à l'usage de la force mais celle-ci n'était pas prête pour être utilisée – comme je l'avais prévu ». (1)(David Morgan)

La réaction de l'Occident :

La surprise en France et en Grande-Bretagne

Après avoir appris la nouvelle de la nationalisation, Anthony Eden demanda à voir l'ambassadeur français et le chargé d'affaires américain pour leur expliquer la gravité de la situation. Il convoqua ensuite les membres du cabinet et le chef d'Etat-major britannique et ils convinrent tous qu'il n'était pas possible de permettre à Nasser de mettre la main sur le Canal de Suez de cette manière. Ils pensèrent que, s'ils prendraient une position ferme, les forces navales les soutiendraient, sinon, l'influence de l'Occident au Moyen-Orient allait s'effondrer.

Ils estimèrent par ailleurs que les livraisons de pétrole à l'Europe occidentale allaient être menacées, une grande partie d'entre elles transitant par le Canal de Suez. La Grande-Bretagne n'avait alors des réserves ne suffisant que sept semaines uniquement et les pays de l'Europe occidentale avaient un stock inférieur. Ils étudièrent dans cette réunion urgente la possibilité de demander aux Etats-Unis d'envoyer des livraisons de pétrole supplémentaires à la Grande-Bretagne. Mais à long terme, la situation serait effrayante : le Canal était considéré comme une source de puissance et offrait des facilités vitales au monde libre. Les forces navales ne pouvaient permettre à l'Egypte de l'arracher et de l'exploiter en profitant de ses rentrées pour des objectifs intérieurs, sans tenir compte des intérêts du Canal et de ses usagers. Ils pensèrent que les Egyptiens seraient incapables de fournir les fonds nécessaires à l'élargissement et à l'approfondissement du Canal pour pouvoir assimiler le nombre accru de navires qui l'emprunteraient dans les années à venir !

La conspiration se manifesta dans les propos d'Eden qui jugea nécessaire de profiter de l'occasion pour poser un système de gestion axé sur des fondements solides et permanents, pour le Canal de Suez en tant qu'organisme international. Il fallait également éviter toute polémique juridique sur le droit du gouvernement égyptien de nationaliser le Canal, la société étant techniquement égyptienne, et s'éloigner des discussions financières sur leur capacité à payer l'indemnisation qu'ils avaient proposé.

Eden soutenait qu'ils ne pouvaient atteindre cette fin par les seules pressions économiques mais aussi par des pressions politiques maximales sur l'Egypte. Il était nécessaire, pour cela, de gagner le soutien des pays intéressés et être disposé, en extrême issue, à user de la force. Eden donna l'ordre au chef d'Etat-major de mettre au point un plan militaire.

Selwyn-Lloyd affirma que la Grande-Bretagne devait unifier sa position avec les Etats-Unis et la France pour adopter ensemble une action politique et économique et pour accorder un intérêt particulier aux fonctionnaires britanniques du Canal de Suez. Eden indiqua qu'il fallait éviter toute allusion à l'interdiction de passage aux navires israéliens car cela pousserait les pays arabes à se rallier à l'Egypte.

Des débats furent engagés sur la nature de la société du Canal de Suez ; la société est égyptienne et le fait de compter sur les actions de la société serait faible ! Ils pensaient que l’Egypte serait incapable de gérer le Canal de Suez. (1)(Canal de Suez, 27 juillet 1956, réunion de cabinet (54) (56))

Eden envoya à Eisenhower une lettre où il l’informa de ce qui fut convenu, il proposa de discuter avec la France et de coordonner les politiques « pour exercer le maximum de pressions sur le gouvernement égyptien, ceci ne pourra pas être facilement réalisé par les correspondances. Ceci exige une réunion tripartite le plus tôt possible. Pineau viendra en Grande-Bretagne pour discuter avec Selwyn-Lloyd. Pouvez-vous déléguer un représentant pour assister à la réunion ? »(2) (Message du premier ministre Eden au président Eisenhower, Londres, 27 juillet 1956, Crise de Suez)

Eden publia un communiqué à la chambre des communes dans lequel il dit : « La nationalisation du Canal de Suez est une décision unilatérale du gouvernement égyptien qui s’est approprié la société du Canal de Suez sans préavis ». Eden accusa l’Egypte d’avoir ainsi violé le contrat de concession du Canal de Suez ce qui affecterait les droits et intérêts de beaucoup d’autres pays. Des députés considérèrent la nationalisation du Canal de Suez comme un acte blessant l’honneur britannique et menaçant pour l’industrie de toute l’Europe, ravitaillée en pétrole via le Canal. (3)(Commons Sitting, HC Deb 27 July 1956, vol 557 cc 777- 80777)

Des débats totalement différents furent engagés dans la chambre des Lords, en raison de la formation de la chambre. Il fut proposé, au commencement des débats, de creuser un canal alternatif, qui débiterait à Aqaba, passerait par Israël et déboucherait sur la mer Méditerranée ! Cette suggestion fut rejetée par le gouvernement pour se concentrer sur les autres sujets avancés au débat. Le nouveau canal devait être soumis au contrôle d’Israël et les pays arabes n’accepteraient pas que leur pétrole y traverse. Le gouvernement britannique devait donc réfléchir à internationaliser le golfe d’Aqaba, perçu comme un élément essentiel pour le succès de ce canal !

Lors Kelren intervint et dit : « De nombreuses difficultés se dresseront face à la construction de ce canal, vu la nature montagneuse de la région par laquelle il traversera. D’un point de vue politique, l’Egypte ennemie



rendra les positions d'Eilat et d'Aqaba impossibles, surtout que la Jordanie est devenue une ennemie, en prenant en considération que le roi jordanien a félicité Nasser pour la nationalisation du Canal de Suez ! »(1)  
( ) Lords Sitting on Suez, Maritime Communications and the Suez Canal, HL Deb 30 July 1956 Vol 189 cc355 – 60355.)

### La position des Etats-Unis

Depuis le moment où Nasser annonça la nationalisation du Canal de Suez, la Grande-Bretagne se concentra sur le ralliement des Etats-Unis pour rejoindre la position commune de Londres et Paris. Eden et Eisenhower s'échangeaient les messages dans chaque étape. Eisenhower fut cependant gêné lorsque Eden et Macmillan l'informèrent dans le plus grand secret qu'ils avaient pris la décision de faire usage de la force, sans plus tarder.

Tenant compte de l'importance du Canal de Suez pour le monde libre et de la nécessité de recourir à la force pour défendre les droits internationaux, Eisenhower souhaitait pouvoir, à travers une conférence où participeraient tous les pays signataires de la convention 1888 ainsi que les autres Etats donnant sur la mer pour faire pression sur le gouvernement égyptien afin d'assurer le bon fonctionnement du Canal de Suez. La conférence aurait au moins un impact médiatique sur le monde entier. De surcroît, l'opinion publique aux Etats-Unis et dans le monde serait mécontente si ces efforts n'étaient pas déployés.

Eisenhower écrivit un message à Eden pour lui dire qu'il y avait des faits politiques à prendre en considération : l'usage de la force aux Etats-Unis n'était possible qu'après l'autorisation du Congrès – qui n'était alors pas en séance- mais qui pouvait être tenu si le président le demandait pour des raisons spéciales. Si cela comprenait entre autres l'usage de la force militaire à l'étranger, il fallait montrer que tous les moyens pacifiques pour régler le problème avaient été épuisés. Sans cela, la réaction influencera les sentiments du peuple américain envers leurs alliés occidentaux et les obstacles auraient alors de grandes répercussions.

(1)(Lettre du président Eisenhower au premier ministre Eden, Washington, le 31 juillet 1956)

Il fut donc évident que la décision prise par le gouvernement britannique était décisive et sans appel mais Eisenhower était certain que la réaction

américaine et mondiale à l'usage de la force serait violente. Il demanda à Eden de réviser les grandes lignes de cette décision puis à Dulles de se rendre immédiatement à Londres.

Eisenhower acheva son message en affirmant que la démarche à laquelle Eden pensait –le recours à la force militaire- ne devait être prise qu'après avoir étudié tous les moyens pacifiques pour protéger les droits d'une grande partie du monde. Si les moyens échouaient, l'opinion publique mondiale comprendrait alors les tentatives d'entente entreprises. Il était simplement impossible d'admettre une telle situation catastrophique à long terme pour le bien-être et le niveau de vie des Etats dont l'économie dépendait, directement ou indirectement, de cargaisons transitant de l'ouest à l'est. (2)(Idem.)

Eisenhower envoya, au même moment, une missive à Guy Mollet le 31 juillet où il lui exprima son point de vue au sujet de la crise.

« Remarquant que les évènements risquent de rendre nécessaire le recours à la force, je pense que la conjoncture actuelle nous impose d'agir avec modération mais fermement pour amener une administration au Canal sur laquelle nous pourrions compter. Le calme le plus complet est requis pour déterminer les démarches à adopter par l'Occident dans cette situation, raison pour laquelle nous suggérons de tenir une réunion des Etats intéressés.

Je pense que nos efforts doivent se focaliser sur la tenue de cette conférence internationale qui aura un effet médiatique sur l'opinion publique mondiale. Si le gouvernement égyptien défie cette conférence ou refuse des propositions raisonnables, il sera possible de prendre des mesures plus positives.

Je suis convaincu que tout pays occidental doit montrer au monde que tous les moyens pacifiques ont été utilisés. Je souhaite qu'il soit possible d'éviter une démarche hâtive. (3)(Lettre du président Eisenhower au premier ministre Mollet, Washington, le 31 juillet 1956)

La position de l'Egypte envers la déclaration tripartite :

Le ministère des Affaires étrangères reçut un message, le 3 août 1956, de l'ambassade britannique au Caire, sur le texte du communiqué publié par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, au sujet de la

nationalisation par l’Egypte du Canal de Suez et reçut, le 16 août, une invitation à la conférence proposée à Londres.

La déclaration tripartite:

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France se mirent d’accords à déclarer ce qui suit :

Les trois gouvernements ont eu connaissance de la décision du gouvernement égyptien de nationaliser la société du Canal de Suez, de s’emparer de ses fonds et de ses biens, et d’assumer ses responsabilités. Cette société a été fondée en 1856 en Egypte. Elle a obtenu une concession lui conférant le droit d’établir le Canal de Suez et de le gérer jusqu’en 1968. La société a de tout temps eu un caractère international qui s’étend tant à ses actionnaires, ses directeurs et ses fonctionnaires qu’à sa responsabilité de sécuriser la traversée du Canal de Suez, perçu comme un passage maritime international.

En 1888, les superpuissances concernées ont signé la Convention de Constantinople où elles s’engagent à maintenir le caractère international du Canal de Suez et la liberté de traversée, abstraction faite de la nationalité des navires.

Compte tenu de l’intérêt du monde entier, l’accord prévoit la préservation pérenne du caractère international du Canal de Suez, même après l’expiration de la concession de la société gestionnaire.

L’Egypte a finalement admis en 1954 que le Canal de Suez était une voie maritime « ayant une importance internationale sur les plans économique, commercial et stratégique » et affirmé respecter la Convention de 1888.

Les trois gouvernements reconnaissent les droits de l’Egypte, en tant que pays souverain, y compris son droit de nationaliser la société, à condition que les biens nationalisés n’aient pas un caractère international.

Les trois gouvernements estiment cependant que la démarche du gouvernement du Caire ne remplit pas toutes les conditions et avait été prise pour des objectifs purement nationaux. Elles dénoncent également des méthodes égyptiennes qui connotent une violation des droits de l’homme fondamentaux, en forçant les fonctionnaires à demeurer en poste, sous la menace de la prison.

Les trois gouvernements estiment que la décision du gouvernement égyptien dans de telles circonstances menace la liberté et la sécurité du Canal de Suez comme l'assure la Convention de 1888. Il est désormais nécessaire de prendre les mesures assurant à tous les pays signataires de l'accord et usufruitiers toutes les garanties prévues par la Convention, en prenant en considération les droits légitimes de l'Égypte.

Les trois gouvernements jugent nécessaires d'adopter des procédures pour mettre en place une administration à vocation internationale dans l'objectif de sécuriser à titre permanent le travail au Canal de Suez, conformément à la Convention du 29 octobre 1888.

Pour ces raisons, les trois gouvernements proposent la tenue d'une conférence urgente des pays signataires de l'accord, d'autres États notamment ceux ayant intérêt à utiliser le Canal de Suez.

Le gouvernement britannique remettra un brouillon aux États concernés dans le communiqué joint, pour les inviter à assister à la conférence prévue à Londres le 16 août. Les gouvernements américain et français y prendront part ».

Le gouvernement égyptien n'accepta pas la teneur de la déclaration qui tentait de conférer au Canal de Suez un caractère qui n'était pas le sien pour forger les causes qui justifieraient une ingérence dans les affaires relevant entièrement de la souveraineté égyptienne.

Le gouvernement égyptien dit regretter que la déclaration des trois chefs de diplomatie ait déformé les faits en tentant d'accorder au Canal un caractère international. De surcroît, elle évoqua certains faits et en omit d'autres qui prouvent la sujétion du Canal à la souveraineté égyptienne. Ceci dit, la décision du gouvernement égyptien de nationaliser le Canal de Suez égyptien émanait de lui, en fonction de son droit à la souveraineté. Toute tentative de conférer au Canal de Suez un caractère international n'était donc qu'une justification pour permettre l'ingérence dans les affaires intérieures de l'Égypte.

Concernant l'allusion faite par la déclaration tripartite à la décision du gouvernement égyptien qui constituerait une menace à la sécurité et la liberté du Canal de Suez, assurées par la Convention de 1888, il n'y a

aucun rapport entre la société égyptienne du Canal de Suez et cet accord sur la liberté de la navigation dans le chenal. Toute tentative d'établir un lien entre les deux serait douteuse. La société du Canal de Suez n'était pas responsable de la liberté de navigation dans le Canal ; c'était le gouvernement égyptien qui protégeait cette liberté en vertu de son autorité sur son territoire par lequel traverse le Canal de Suez qui en fait partie intégrante. Cet amalgame entre la société du Canal de Suez et la liberté de navigation n'était qu'une nouvelle tentative pour justifier l'immixtion dans les affaires intérieures de l'Egypte qui relèvent fondamentalement de sa souveraineté.

La déclaration tripartite souligne la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour former un type d'administration sous supervision internationale pour sécuriser le travail au Canal de Suez de manière permanente. Cette déclaration vise à porter atteinte aux droits de l'Egypte et de la déposséder de son autorité souveraine sur le Canal qui en fait partie intégrante.

Cela était la teneur du communiqué du gouvernement égyptien, en réaction à la déclaration tripartite des chefs de diplomatie des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France, pour commenter la nationalisation de la société du Canal de Suez. Le communiqué égyptien rejetait le caractère international du Canal de Suez, ou sa supervision mondial et exprimait son attachement à la Convention de 1888.

La déclaration tripartite fut assortie du gel des fonds égyptiens dans les banques des trois pays. La France et la Grande-Bretagne annoncèrent la mobilisation de leurs réservistes. La nouvelle du mouvement de leurs flottes et leurs troupes fut d'ailleurs annoncée officiellement. Le gouvernement égyptien dénonça cette démarche qui constituait une menace pour le peuple égyptien ; afin qu'il cède une partie de ses territoires ou de sa souveraineté à un comité international, qui constitue en fait du colonialisme international !

Quand le gouvernement égyptien annonça la nationalisation de la société du Canal du Suez, il se dit déterminé à préserver la sécurité de la navigation dans le chenal.

Nasser avait posé plusieurs questions et écrit de sa propre main des observations après la publication de la déclaration tripartite.

« Concernant la teneur de la déclaration qui confirme que la question n'est pas abordée avec un esprit hostile, est-ce vrai ? Qu'en est-il des sanctions économiques, des complots pour faire cesser la navigation via le Canal de Suez et des activités militaires ? La Banque Mondiale n'entame pas la souveraineté des pays membres, et la convocation de la conférence de Londres pour créer un organisme international pour gérer le Canal de Suez, il ne s'agit pas d'un acquis. Les propos sur la recherche d'une solution pacifique en conformité avec les objectifs des Nations unies, la menace et les sanctions économiques sont-elles en adéquation des principes des Nations unies ?! Qu'est-ce que l'Egypte a commis contre les principes des Nations unies ? Elle a nationalisé la société égyptienne du Canal de Suez contre une juste indemnisation.

L'objectif est de parvenir à une solution qui respecterait les droits de la souveraineté égyptienne et qui protégerait le Canal de Suez en tant que passage maritime international, conformément à la Convention de 1888. Y-a-t-il un désaccord sur l'objectif ? A propos de la liberté de passage au Canal et l'accord de 1888, l'Egypte avait affirmé qu'elle préservait cet accord, celui-ci a-t-il été affecté ? Quelle est la relation entre la Convention de 1888 et la société du Canal de Suez ?

En ce qui concerne la souveraineté et l'exercice de la souveraineté, chacun l'interprète comme bon lui semble. Il y en a de ceux qui exercent leur souveraineté et celle des autres, ils ont une certaine explication de la souveraineté. Il y en a d'autres qui exercent leur souveraineté uniquement et qui ont une interprétation différente pour celle des autres.

Les propos sur les négociations libres, seront-elles véritablement des négociations libres, malgré tous les facteurs qui nous entourent ?! Où seront-elles menées pour imposer la volonté des usagers du Canal ?! Quant à l'indemnisation requise en échange de l'usage du Canal de Suez, la question n'est-elle que matérielle uniquement ?! L'accord de 1888 a pour dessein de créer un système pour le Canal, intitulé « la liberté de la navigation dans le Canal de Suez ».

Parlant des arrangements institutionnels de la coopération entre l'Egypte et les autres intéressés (le conseil d'administration de la société), il faut

négocier avec l’Egypte pour conclure un accord, comment ce système sera-t-il efficace ? La confiance ! Nous verrons ce comité comme une occupation conjointe qui usurpe nos droits. Le comité sera-t-il responsable de la liberté de la navigation ? Comment agira-t-il avec les habitants hostiles ? Qui sera responsable de protéger le Canal ?

Qu’est-ce que la protection du Canal de Suez ? Comment ce comité gardera le Canal ? Comment agira-t-il avec les ouvriers ? Ceci sera-t-il la fin ou le début des problèmes ? La société du Canal de Suez était-elle responsable de protéger le Canal de Suez ? Que s’est-il produit pendant la deuxième guerre mondiale ? N’est-il question que de fonctionnement ? Comment le comité pourra-t-il travailler dans un pays ennemi ? Ecarter le fonctionnement du Canal qui sépare de l’influence de la politique d’un Etat quelconque, qu’est-ce que cela signifie ? La société du Canal réalisait-elle cet objectif ? Comment séparer cela de l’Egypte ? Qui est responsable de protéger le Canal ? Les habitants de Port-Saïd, d’Ismailia et de Suez, les ouvriers et les partis ? Le refus de coopérer avec une organisation internationale, telle que la Banque Mondiale ; le conseil d’administration représente des Etats, comment donc être séparé de la politique de ces pays ?

La conférence de Londres et la politique, ce comité et la politique, que signifie la politique ? La colonisation, est-ce de la politique ? La domination, est-ce de la politique ? Le nationalisme, est-ce de la politique ?

La prise du Canal, sous quelle appellation ? Comment convaincre les Egyptiens ? Comment les contrôler après l’usurpation d’une partie de leur territoire ? Cela est-il de la politique ? La politique au sein du Conseil d’administration du Canal de Suez ?

La situation dangereuse au Canal de Suez, qui est responsable de cette situation dangereuse ? Qu’est-ce qui s’est passé ? L’Egypte a exercé l’un de ses droits qui allait lui revenir en 1968. Quel est l’impact de ceci sur la liberté de navigation ? Quel est le but caché derrière la création de cette situation dangereuse ? Cela allait-il se produire en 1968, date d’expiration de la concession accordée à la société ?

En conclusion...le système proposé et les circonstances que nous affrontons montrent que l’objectif est comme suit :

Obliger l’Egypte à accepter à renoncer à ses droits et à sa souveraineté au profit conseil d’administration de la société du Canal, autrement dit les usagers du Canal veulent usurper le Canal.

Ceci causera des problèmes et des perturbations dans la navigation, et l’objectif désiré ne sera pas atteint car chaque Egyptien considèrera cette mesure comme une colonisation conjointe et y résistera jusqu’à ce qu’il s’en débarrassera.

L’Egypte défendra ses droits et sa souveraineté, ses droits à posséder le Canal et à le gérer. L’Egypte a annoncé respecter l’accord de 1888 concernant la liberté de la traversée du Canal, la coopération totale avec les usagers du Canal, une coopération internationale et non une domination internationale ! La coopération internationale garantira la liberté de navigation dans le canal aux navires de tous les pays. En revanche, la domination internationale aura des résultats graves, elle engendrera un conflit entre le peuple égyptien et la nouvelle organisation étrangère. Ceci entrainera la perturbation de la navigation et nuira aux intérêts économiques de beaucoup pays. Dix-huit pays ont considéré que leurs intérêts vitaux avaient été profondément affectés ».

Nasser avait foi en ce que l’Egypte avait droit à cette démarche. Bien que lorsqu’il prit cette décision, Nasser n’avait nullement l’intention d’y revenir sous aucune circonstance, il était prêt à négocier à n’importe quel échelon pour donner des assurances sur la liberté de navigation dans le Canal. Il autorisa même les bâtiments britanniques et français de traverser le Canal de Suez sans payer les droits de péage à la nouvelle administration pour éviter tout clash. (1)(David Morgan, Idem)

Concernant le gel des fonds égyptiens à Londres et à Paris, Nasser écrit de sa propre main : « Ceci est une entorse à l’accord de Breton Wood, convoquée par les Etats-Unis et ces fonds étaient consacrés à la reprise économique en Egypte ». Ces mesures arbitraires n’étaient pas dignes d’une banque centrale responsable. Il créa ensuite l’union des dépenses entre les pays africains et asiatiques.



La Conférence de Londres :

La Conférence de Londres était une idée d'Eisenhower. Il tentait ainsi de mettre un frein aux Britanniques et aux Français qui avaient décidé de faire usage de la force militaire, dès le lendemain de la nationalisation du Canal de Suez. La première réaction de la Grande-Bretagne à la conférence internationale fut l'inquiétude au sujet de la participation de la Russie, qui était l'un des signataires de la Convention de 1888 et Eden ne voulait point que la Russie y soit invitée !(1) (Canal de Suez, 1er aout 1956, Réunions du Cabinet 56(56), publié en 2008.)

Dulles dit ne pas savoir comment fuir cette réalité !

La conférence est-elle la façade d'une opération militaire ?

Pendant les délibérations engagées avant la Conférence de Londres, Eden estimait : « Il faut mener une opération militaire. Si Nasser avait gagné en nationalisant le Canal, cela signifiait la catastrophe pour les intérêts britanniques au Moyen-Orient. Les Français avaient eu le même sentiment pour leurs intérêts en Afrique du Nord ».

Les Britanniques et les Français avaient alors décidé, après avoir consulté Eisenhower, de ne pas compter sur la participation des Etats-Unis à l'opération militaire au Canal de Suez. Ils s'étaient contentés du soutien moral et économique sous forme de produits pétroliers et d'efforts diplomatiques déployés par les Etats-Unis afin de neutraliser toute contribution de l'Union soviétique à la crise à condition que la Grande-Bretagne et la France se chargent du reste.

Le conflit autour du Canal de Suez surgit à un moment où la Guerre Froide s'était aggravée et que l'Egypte avait noué des liens solides avec l'Union soviétique après l'annonce du contrat d'armement conclu avec l'URSS en Septembre 1955.

A noter que les Etats-Unis avaient affirmé que l'opinion publique américaine n'était pas prête à soutenir l'aventure militaire de la Grande-Bretagne et de la France dont les motifs pouvaient être considérés comme des ambitions impérialistes dépassant le

problème du Canal même, de surcroît le Canal était toujours ouvert à tous les navires.

Dulles - qui s'envola à destination de Londres afin de contenir la crise et consulter toutes les parties- estimait que la résistance égyptienne contre l'opération militaire serait tout d'abord limitée, mais qu'elle prendrait une ampleur considérable à long terme. Il avait évoqué la position de la Grande-Bretagne à la base du Canal en 1953 et comment 88 000 soldats britanniques avaient eu du mal à se défendre contre les tactiques d'assassinats et d'infiltrations menées par les Egyptiens. Dulles jugeait que la situation serait pire en Égypte étant donné qu'elle était plus forte sur le plan militaire, était soutenue moralement et militairement par l'Union Soviétique et son influence et sa position dans le monde arabe étant devenu plus importantes.

Dulles réaffirma qu'il était nécessaire de prendre en considération non seulement de la réaction égyptienne mais aussi du soutien russe accordé au moins sous forme d'armes, d'équipements et peut être de bénévoles.

Il ajouta qu'en cas d'usage de la force militaire, tout le monde arabe et des parties du monde islamique seraient contre la Grande-Bretagne et la France et il y aurait également des problèmes aux Nations-Unies.

Autrement dit, les retombées de l'opération militaire seraient graves et menaceraient les intérêts britanniques beaucoup plus que la nationalisation du canal, notamment pour la production et le transport du pétrole. (1) (Memorandum de la conversation entre le premier ministre Eden et le secrétaire d'Etat Dulles, à 10 Downing st, Londres, en août 1956).

Il était donc clair que la Grande-Bretagne avançait dans les préparatifs militaires, de concert avec la France au même moment où les débats étaient engagés dans les deux chambres du parlement britannique, à la presse, à l'Assemblée Nationale en France et dans les médias. Les actionnaires capitalistes français avaient également exercé de fortes pressions. L'extrémisme et l'émotion des partisans du gouvernement britannique à la chambre des communes étaient tels qu'ils comparèrent Nasser à Hitler et à Mussolini ! Ils évoquèrent également le danger de la décision de la nationalisation pour Israël et leur crainte de voir les pays arabes agir de même et que cela conduise à la nationalisation du pétrole.

Pour imposer plus de sanctions, la Grande-Bretagne a décidé de suspendre tout convoi d'armes vers l'Egypte.

B - Le débat politique appuie l'usage de la force :

L'idée de la recherche des voies alternatives au Canal de Suez fut soulevée à la chambre des communes, à savoir la création d'un pipe-line faisant la liaison entre El-Aqaba et Haïffa -250 miles- et l'encouragement de la construction de grands pétroliers qui passent par le cap de Bonne-Espérance (1)(Commons Sitting, HL Deb 2 August 1956, Suez Canal Debate, vol 557 cc1602 – 431602).

A la chambre des Lords, l'idée dominante était de faire la différence entre Nasser et l'Egypte ; je ne sais pas comment ?! La peur de voir hausser les droits de passage émergea mais l'information fut aussitôt démentie par Nasser lui-même.

Le seul ayant donné raison à Nasser était-le général William Slim - lord de Stansgate en déclarant : "Nasser n'a pas enfreint la loi comme la compagnie du Canal est égyptienne et ne doit comparaître que devant la plus haute cour en Egypte". Il a mentionné avoir rencontré Nasser qui lui a dit « Vous nous donnez de l'argent avec les Américains mais en échange de trop de conditions comme la paix à conclure avec Israël et l'accord à signer avec le Soudan mais quand les Russes nous présentent une aide ils disent simplement prenez l'argent”.

« Cette contre-attaque de Nasser ébranla la position de la Grande-Bretagne et enragea toute la nation "(2) (Ibid). Lord Stansgate reconnut qu'il connaissait l'Egypte parfaitement comme il l'avait visité en 1953 et avait participé aux pourparlers avec le gouvernement. Il indiqua que la Grande-Bretagne devait comprendre qu'une révolution avait eu lieu en Egypte après environs 100 ans du règne d'une dynastie albanaise haïe du peuple.

"Je ne crois pas que Nasser veut des problèmes mais il désire travailler en faveur de sa révolution alors il doit obtenir de l'argent, construire le barrage et cultiver le désert », affirma-t-il. Il proposa même "une solution simple et disponible, un instrument déjà prêt, à savoir la Convention de 1888 qui régit l'usage international du Canal. La Convention créa un comité qui se réunit chaque année au Caire pour surveiller et s'assurer

que tout se déroule avec une grande précision. Si les Etats-Unis et la Russie adhéraient à ce traité on pourrait s'assurer ainsi de l'usage international du Canal, de la protection des droits de la Grande-Bretagne et rien ne susciterait des problèmes au futur."

Quant au volet économique, il a averti "avant de prendre de sévères mesures en ce sens il faut tenir compte que la Grande-Bretagne possède 300 millions de LE dans la base du Canal de Suez alors que les Français étaient dans une situation plus mauvaise car ils possédaient de grandes propriétés en Egypte ".

Il conseilla au gouvernement de "ne pas commettre l'erreur fatale de faire d'Israël une arme pointée contre les Arabes " critiquant le gouvernement britannique qui n'avait rien fait quand l'Egypte avait fermé le canal aux navires israéliens.

Il se demanda "quelles seraient les sanctions", faisant allusion au temps de Orabi " l'aïeul politique de Nasser et le symbole de la Révolution égyptienne de 1881 ". Il expliqua qu'après que la situation s'était calmée, la Grande-Bretagne avait envoyé 22 navires de guerre pour frapper Alexandrie et entrer au Caire via le Canal. "C'était la manière d'agir !", avait commenté Stansgate. Il avait oublié que l'ère de l'empire britannique était révolue et que les peuples n'acceptaient guère qu'ils soient occupés par force.

En sa qualité d'homme militaire, il attira l'attention du gouvernement sur la nécessité de bien considérer les réactions de chaque acte comme les retombées de l'usage de la force sur le Commonwealth, sur le monde en général et sur l'Inde et le Pakistan en particulier ? Et l'alliance de Bagdad ? Qu'en est-il de l'Iran surtout après la visite du Shah d'Iran à l'Union Soviétique ? Qu'en est-il de la Jordanie ? Et si la Grande-Bretagne prenait une mesure sévère contre l'Egypte, il n'y aurait aucun doute que les pays de la Ligue Arabe et tous leurs amis s'aligneront de son côté.

Lord Killearn quant à lui se demanda si la Bretagne était prête à laisser Nasser s'emparer du Canal. « Le gouvernement envisage un test non seulement concernant Nasser mais concernant ce pays. L'acte de Nasser est une piraterie comme l'avait qualifié le Times et c'est pour cela que

nous devons vite réagir », ajouta-t-il. (1)(Lords Sitting on Suez, Egypte and the Suez Canal, HL Deb 2 August 1956, vol 199 c56395563).

Lord Jeffrey haussa le ton à la Chambre des lords en disant que le gouvernement britannique avait commis une grave erreur pour ne pas être intervenu en urgence quand Naguib et Nasser avaient organisé le coup d'état le 23 juillet 1952. "La Grande-Bretagne a des obligations à respecter vis-à-vis du gouvernement légitime et non envers le gouvernement révolutionnaire, et durant ce temps les troupes britanniques étaient présentes en Egypte et elles pouvaient intervenir avec succès", indiqua-t-il. Lord Jeffrey ajouta que si cette fois la Grande-Bretagne n'agissait pas, il y aurait bien d'autres putschs. "L'on dit en Orient que la Grande-Bretagne s'était affaibli et ne faisait que parler quand elle est blessée et cela est une mauvaise réputation", avait-il martelé.

Lord Jeffrey poursuivit en disant qu'il fallait faire croire que la nationalisation du Canal dépassait les limites et qu'il fallait réagir vite et fermement pour arrêter ce qui se passait. "Nasser est conscient que la Grande-Bretagne est le plus grand propriétaire d'actions du Canal depuis que le gouvernement Israélien avait acheté les actions du Khédive ", affirma-t-il. Il estima qu'il fallait agir sans les Etats-Unis si ces derniers n'étaient pas prêts à coopérer, l'élection présidentielle devant avoir lieu cette année et le climat politique étant d'habitude contre les prises de position forte. "Mais la France est du côté de la Grande-Bretagne. Chaque retard encourage Nasser et nous devons vite réagir sans donner des concessions à l'Egypte car tous les pays arabes nous surveillent » indiqua Lord Jeffrey.

Il ajouta que si Nasser n'acceptait pas les conditions de la Grande-Bretagne, il devait être traité comme Orabi en 1882 quand elle l'avait combattu et exilé en Ceylan. "Et si nécessaire, il faut mener un combat contre Nasser et user les trois corps des Forces Armées", a-t-il dit signalant qu'il faut réagir fortement et immédiatement car tout retard serait dans l'intérêt de Nasser.

Lord Birdwood jugeait que Nasser était intelligent en déclarant qu'il considérait que la nationalisation de la compagnie du Canal de Suez

contribuerait aux frais de la construction du Haut-Barrage et n'avait pas dit tous les frais. Birdwood proposa que la Grande-Bretagne engage une intervention armée toute seule mais elle ne pouvait le faire comme elle devait protéger le Commonwealth et le pétrole de l'Europe et du nord de l'Atlantique qui passaient via le Canal.

"Quel serait le résultat de cette démarche? La réoccupation peut résoudre le problème pour une année ou plus pour revenir à la case de départ", s'interrogea-t-il, ajoutant que si on supposait que cette intervention conduirait à la disparition de Nasser, "Qui prendrait sa place ? Le parti d'Al-Wafd ? Qu'est-ce qui se passerait en 1968 ? », s'interrogea Lord Birdwood

"Le gouvernement égyptien s'adresse directement aux autres peuples par des interprétations diaboliques et nous devons brouiller la chaîne de radio la Voix des Arabes ».a-t-il affirmé. Lord Grantchester condamna la nationalisation du Canal qu'il considérait comme un acte criminel. Il se demanda la possibilité de recourir à la Cour Internationale comme il s'agissait d'une violation des droits prévus dans un traité international. Le parlementaire mentionna également le pétrole et les préparatifs du gouvernement lorsque la concession du Canal arriverait à expiration et s'il était possible de prévoir la réorganisation des modalités de la concession jadis disposés en 1968.

"Le gouvernement tentait-il de négocier durant la conférence internationale à laquelle il a appelé afin d'obtenir une nouvelle concession sur le maintien et la gestion du Canal de Suez, ou cette conférence s'intéresse en premier lieu aux garanties de la liberté de passage et laissera-il les modalités de la concession pour être examinés d'un point de vue commercial ?" s'interrogea-t-il.

Les membres du Conseil des Lords s'empressèrent de condamner la nationalisation et voici Earl de la Warr qui disait "L'Egypte a abrogé le Traité anglo-égyptien de 1936 et la voici qu'elle abroge cette concession, douze ans avant son expiration ". Il estima que Nasser avait défié l'influence de la Grande-Bretagne et de tout l'Occident et qu'il s'agissait bien du pari d'un dictateur sur le leadership. Nasser avait affirmé que " la Grande-Bretagne n'aurait aucune valeur au Moyen-Orient de l'Atlantique au golfe persique ".

"Des Arabes et des peuples colonisés se réjouissent de ce moment car ils sentent que l'Occident était humilié ", dit de la Warr soulignant que Nehru avait dit dans son discours" Il s'agit d'un autre exemple de la faiblesse de l'Occident. Si l'usage de la force est nécessaire, il faudra l'utiliser. Le gouvernement doit être ferme (1) (Lords Sitting on Suez,Egypt and the Suez Canal, HL Deb 2 August 1956,vol199c596-627596).

En résumé, une quasi-unanimité avait été atteinte à la chambre des lords, à la chambre des communes et chez les trois partis en Grande-Bretagne sur le soutien du gouvernement dans les mesures prises en ce qui concerne l'internationalisation du Canal. Ils assurèrent qu'il ne fallait plus hésiter pour user de la force militaire même si les Etats-Unis refusaient d'y participer.

#### C- Nasser refuse de participer à la conférence de Londres

Nasser avait profondément cru au droit de l'Egypte en prenant cet acte et bien qu'il n'avait pas l'intention de revenir sur sa décision qu'elles que soient les circonstances, il était prêt à négocier à tous les niveaux afin de donner des garanties sur la liberté de la navigation internationale dans le Canal de Suez.

L'Egypte était invitée à participer à la conférence de Londres qui groupait tous les pays concernés par le Canal de Suez. Nasser était déterminé de participer alors que tous ses conseillers et ministres s'y opposaient car ils avaient le sentiment que le climat serait hostile et leur participation serait vaine.

Dans une intervention télévisée diffusée la veille de la Conférence, Eden dit "Regardez...voici la biographie de Nasser " en présentant une feuille noire. Nasser comprit alors qu'il était absurde de se réunir avec Eden pour examiner un aspect quelconque de la question, que ce dernier avait pris sa décision finale et qu'il était vain de négocier avec un homme nourri par des rancunes qui pourraient le conduire à une haine personnelle (2) (David Morgan, Idem.)

Nasser écrivit: "Il est inhabituel qu'un chef de gouvernement adresse une telle parole à son homologue à moins qu'il soit sûr qu'il pourrait vite le renverser pour trouver quelqu'un d'autre de plus fiable et traitable".

Le 16 août fut une grande surprise pour Eden, pour le gouvernement et pour l'opinion publique britanniques : la nation arabe de l'Atlantique au Golfe persique avait fait preuve de son unité et avait soutenu la lutte de l'Égypte afin de protéger ses droits au Canal de Suez et les Arabes avaient observé une grève dans tous les pays.

Eden sentit qu'il était impossible de recourir à la force étant donné que toute attaque contre l'Égypte menacerait les intérêts britanniques partout dans la nation arabe. Il comprit qu'il n'affrontait pas l'Égypte uniquement mais la nation arabe entière.

Mais Eden ne voulut pas reculer et insista sur son plan dans la Chambre des communes de manière qu'à la dernière séance, il dut s'engager à s'adresser aux Nations-Unies. M. Eden ...dévoila un plan pour sauver sa peau et celle de son gouvernement. Ayant perdu l'espoir de voir le passé se rétablir en Égypte et ayant échoué à diriger n'importe quel élément dans ce pays, il fut pris d'une crise nerveuse!

M. Eden et ses partisans firent volte-face après avoir perdu l'espoir d'exercer une influence sur le solide front égyptien. Ils se dirigèrent vers le front arabe qui fit preuve de solidarité et de cohésion le 16 août afin de semer la zizanie et les différends entre les dirigeants du monde arabe...

Le 22 septembre un sommet tripartite fut tenu entre Saoud, Al-kuwatli et Nasser. Le roi saoudien envoya au président Eisenhower trois messages sur la question du Canal, reçut la réponse et offrit à l'Égypte 20 millions de dollars.

Eden dit devant la chambre des communes que le succès de l'Égypte dans le Canal était une victoire pour le nationalisme arabe et qu'il serait dorénavant incapable de protéger Israël ajoutant que si les Arabes réussissaient, leur prochaine attaque serait menée contre Israël... puis les attaques israéliennes commencèrent contre la Jordanie.

La Grande-Bretagne et la France ainsi que quelques pays européens avaient fourni à Israël des armes lourdes...et tout cela pour mettre en



œuvre la déclaration de M. Eden devant la Chambre des communes : "Il est responsable de la sécurité d'Israël !".

Eden dit à Eisenhower que le contrôle de Nasser du Canal était sans aucun doute un plan établi pour satisfaire l'opinion publique non seulement en Egypte mais dans le monde arabe et en Afrique aussi.

"J'ai vu son discours prononcé depuis Aboukir le premier août ", écrivit Eden à Eisenhower ajoutant que Nasser a dit "nous sommes très forts car nous formons une puissance sans limite qui s'étend de l'Océan Atlantique au Golfe arabe", écrivait Eden ajoutant qu'il connaissait bien que Nasser était actif là où il y avait des musulmans . "Ecarter Nasser et établir un régime en Egypte moins hostile à l'Occident doit être un de nos premiers objectifs"(1) (Message du premier ministre Eden au président Eisenhower, Londres, 5 août 1956), a-t-il indiqué.

Dans des messages successifs, Eden avait l'habitude de soulever Eisenhower contre Nasser et d'exagérer en évoquant son danger pour l'Occident notamment son influence sur les autres pays arabes et la nécessité de s'en débarrasser. "L'estimation des plans de Nasser, de ses intentions et des répercussions de l'attaque militaire au Moyen-Orient est le seul différend qui me sépare d'Eisenhower ", déclara-t-il. (2) (Message du premier ministre Eden au président Eisenhower, Londres, 5 août 1956)

Nasser affirma pour sa part "le nationalisme arabe est l'élément décisif dans la région et nous sommes prêts à relever tout défi, nous devons compter sur nous-mêmes et cette question ne sera pas remise au Conseil de Sécurité". Il ajouta que l'Egypte ne s'opposait pas à la fourniture des garanties sur la liberté de navigation du Canal mais elle refusait l'emprise du colonialisme. "Les recettes du Canal suffisaient pour la mise en œuvre de nos projets et la hausse des droits de passage n'est pas nécessaire" indiqua-t-il, ajoutant avoir décidé de mettre en œuvre le projet de développement du Canal que la compagnie avait proposé avant la nationalisation...

« Nous avons nationalisé le Canal et pourquoi pas!? s'est-il demandé signalant que le Canal était égyptien, faisait partie des territoires du pays et que les Egyptiens avaient le droit de le nationaliser.

"La presse écrit que Nasser a volé le Canal! Alors qu'en réalité ce sont les pays colonisateurs qui usurpent le quota de l'Egypte dans les actions du Canal soit 44 % du total des actions," dit Nasser.

"Quelle est le motif de la création du comité international qu'ils veulent former pour garantir la liberté de navigation alors que l'Egypte l'avait toujours garanti? Quelle est l'utilité du comité international et comment pourrait-t-il garantir la liberté de la navigation si le peuple égyptien ne le pouvait pas ? Cela était impossible, de manière concrète. Comment le comité peut surveiller tout le long du Canal si le peuple égyptien n'était pas prêt à le protéger? L'Egypte n'avait-elle pas garanti la liberté de la navigation durant la seconde guerre mondiale!?" », se demanda-t-il.

« Les menaces et les mesures militaires nous ont surpris ainsi que les déclarations de quelques leaders exprimant leur méfiance à l'égard de Gamal Abdel Nasser. Quelle est donc l'utilité du dialogue et des négociations si la confiance est inexistente? Notre seule réponse est la non participation à la conférence qu'ils avaient convoquée.", renchérit-il.

« La presse étrangère me présente comme un dictateur, voire un pharaon! Le dictateur est celui qui gouverne le pays malgré son peuple et vous pouvez vérifier vous-mêmes si c'était le cas en Egypte. Nous nous préparons actuellement pour affronter toute attaque. Nous nous défendrons jusqu' à la dernière goutte de sang", affirma Nasser.

(1)(conférence de presse internationale de Gamal abdel Nasser sur la déclaration de la nationalistaion du Canal de Suez, 12/8/1956).

D- Les préparatifs politiques de la conférence de Londres

La Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis convinrent que la première préside la conférence en tant que pays d'accueil et Dulles fut chargé d'établir le plan tripartite. Les consultations furent entamées sur le principe essentiel que l'Egypte ne gère pas seule le Canal en échange des droits de propriété.

Eden ne voulait pas que l'ONU intervienne dans le conflit mais pouvait se contenter d'un contact. Il réaffirma la nécessité des préparatifs militaires

car ils devaient être prêts! Ils avaient achever le plan et le parti des Ouvriers acceptait cela.

Le conseil des ministres britanniques était enclin à renverser Nasser mais Eden doutait de pouvoir le faire sans recourir à la force. Il mit l'accent sur l'importance de l'appui des Etats-Unis même si les Américains ne soutenaient pas l'usage de la force à cause des élections. (2) (Suez canal, 14 August 1956, Cabinet Meeting 59 (56), released 2008).

Les nouvelles de la presse étrangère sur le différend entre les Etats-Unis , la Grande-Bretagne et la France irrita Dulles qui publia un communiqué démentant cela.

Lors d'une rencontre avec Dulles, Eden proposa d'imposer des sanctions économiques contre Nasser et jugea nécessaire que le revenu du Canal ne lui parvienne pas : il était possible de le déposer dans une banque étrangère pour rendre la position de Nasser plus critique.

"En utilisant la force, les forces militaires pourront rentrer par le Canal et annuler le traité de 1954 concernant la base pour y retourner une autre fois ", ajouta Eden. Dulles estima qu'il était impossible de décider une solution pour ne pas laisser croire que la conférence en imposait une sans la discuter en avance avec l'Egypte (1)(Télégramme de l'ambassade américaine en Grande-Bretagne au département d'Etat, Londres, 16 août 1956).

La réaction de l'Union Soviétique était la seule préoccupation des trois pays au cours des consultations tenues avant la conférence de Londres. Ils durent l'inviter étant donné qu'il était un des pays signataires de la Convention de Constantinople en 1888. Dulles tint à affirmer, que malgré les nombreuses difficultés entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ils étaient d'accord sur la nécessité d'éviter toute agression au Moyen-Orient ou une partie du monde quelconque, l'impact d'un conflit militaire étant imprévisible.

Leur désaccord était cependant bien évident quant à leur position à l'égard de la nationalisation.

Shepilov avait exprimé l'opinion du gouvernement soviétique qui considérait que l'Egypte avait le droit de nationaliser le Canal de Suez, en vertu de la loi internationale et des précédents historiques. Nier ce fait

serait une ingérence dans les affaires intérieures du pays qui aggraverait la situation et susciterait le refus non seulement en Egypte mais dans d'autres pays, d'où la nécessité de négocier la liberté de la navigation au Canal.

Concernant les sanctions économiques et les préparatifs militaires du Royaume-Uni et de la France, le gouvernement soviétique estimait qu'ils étaient injustifiés et ne favorisaient pas les conditions propices à la prise d'une décision raisonnable et équilibrée. En outre, les soviétiques n'acceptaient pas la composition de cette conférence à laquelle ni l'Egypte ni les 24 autres pays qui utilisaient le Canal étaient présents.(2)(Télégramme de l'ambassade américaine en Grande-Bretagne au département d'Etat, Londres, 16 août 1956).

Dulles rencontra, lors des délibérations avant la conférence, Selwyn-Lloyd et Christian Pineau dans une atmosphère plus compliquée qu'auparavant, étant conscient de la taille de l'intervention militaire et de l'incapacité de leurs institutions militaires à remplir une telle mission militaire.

Le ministre français de la défense, Maurice Bourgès-Maunoury avait souligné les difficultés militaires qu'affrontaient la Grande-Bretagne et la France et indiqué que les Britanniques n'avaient pas encore décidé si l'objectif de l'opération militaire devrait être l'occupation du Canal ou l'occupation d'Egypte!

Il était clair que Kreshna Menon, le représentant de l'Inde voudrait devenir un médiateur entre les forces occidentales et l'Egypte. Il était également clair, par les propos de Shepilov que son pays allait soutenir l'Egypte, croyant qu'il était insensé qu'il y ait un rôle international dans le fonctionnement du canal. En d'autres termes, il refusait l'internationalisation du Canal. (Lettre du secrétaire d'Etat américain au président. Londres, le 16 août 1956.

Une position d'agression tripartite : Les Etats Unis, la Grande Bretagne et la France.

La conférence a commencé, le 16 août 1956. Après une session de pure procédure, Dulles a fait une déclaration suite à une entente avec Selwen Loyd et Pino. En voici le contenu : " Les pays soutenant cette déclaration et participant à la conférence de Londres sur le Canal de Suez, sont parfaitement concernés par la situation dangereuse du Canal et se trouvent obligés de rechercher une solution pacifique en accord avec les objectifs et les principes de l'Onu. Ces pays reconnaissent que la solution adéquate doit d'une part, respecter la souveraineté et les droits d'Egypte et de l'autre continuer à considérer le Canal de Suez comme un passage maritime international, tel que stipulé par l'accord du Canal, du 29 octobre 1956.

1- Ces pays sont appelés à affirmer l'objectif mentionné dans l'introduction du traité de 1888 selon le quel " il s'agit d'un système bien déterminé visant à garantir, à tout moment et pour toutes les forces le droit de l'usage libre du Canal de Suez ".

Ce système précité doit affirmer ce qui suit :

a- Le fonctionnement performant digne de confiance, l'entretien, le développement du canal de manière à faire de lui un passage maritime libre, ouvert et sécurisé, ce qui est en accord avec les principes du traité de 1888.

b-La direction du canal ne doit aucunement être affectée par l'influence d'un quelconque Etat.

c-Le respect de la souveraineté de l'Egypte

d-Garantir un revenu juste et équitable à l'Egypte découlant du fonctionnement du Canal de Suez, ce passage maritime international qui se trouve sur le sol égyptien.

e-Des sommes d'indemnisation doivent être payées à la compagnie internationale du Canal de Suez.

3-Les frais du fonctionnement du Canal doivent être déterminés et doivent figurer dans un accord signé.

4-La mise en place d'un conseil d'administration international pour le fonctionnement, l'entretien, le développement et l'expansion du Canal. Ses membres seraient outre l'Egypte, les pays signataires du traité. Le conseil d'administration sera appelé à présenter des rapports périodiques aux Nations Unies. 20203

A l'époque, Eisenhower avait commenté en disant que si Nasser approuvait de négocier autour de la crise cela voudrait dire qu'il accepterait la carte américaine. Sauf pour ce qui est du chapitre concernant les devoirs du conseil d'administration, qui prendrait en charge le fonctionnement du canal et qui suivra son développement et sa rénovation. Nasser disait il n'approuverait jamais ces conditions. Les Etats Unis, quant à eux, sont d'accord pour un conseil d'administration détenant les prérogatives de supervision et non de fonctionnement. Une personne sur laquelle s'accorderont tous les membres du conseil d'administration peut se charger du fonctionnement. Ainsi se serait une institution mise en place pour réaliser les objectifs de l'Occident. 104

Macmillan avait affirmé à Dulles, après avoir présenté la déclaration américaine, que seulement trois choix étaient envisageables. Que Nasser accepte de plein gré le contenu de la carte américaine, ou bien qu'il soit contraint de l'accepter. Ou bien que le refus de Nasser soit accepté. Et si c'est cette dernière qui l'emporterait, ce serait la fin de la Grande Bretagne et lui il démissionnera.

Eisenhower de son côté, estimait que les britanniques et les français ne devaient pas adopter une ligne trop rigoriste avec Nasser. 200

Le gouvernement de l'ombre du parti travailliste avait promulgué le 13 août un communiqué allant à l'encontre du gouvernement. Ce contrairement à ce qu'Eden avait déclaré au préalable. En voici le contenu.

1- La nationalisation par Nasser de la compagnie du Canal n'était pas une erreur en soit, mais c'est sa tendance à tout dominer qui est source d'embarras.

---

<sup>0x</sup> Une lettre du secrétaire d'Etat américain au président, Londres, le 19 août 1956.

<sup>1</sup> Un télégramme de la délégation américaine à la conférence du Canal de Suez au département d'Etat américain. Londres, le 18 août, 1956.

<sup>2</sup> Un télégramme du secrétariat d'Etat américain au chef de la diplomatie à Londres, le 18 août, 1956

2-Le recours aux forces armées pour régler les litiges ne peut pas être justifié en cas d'engagements conformément à la charte de l'Onu.

3-A l'exception de l'interdiction des navires israéliens, Nasser n'a entrepris aucun acte justifiant l'intervention des forces armées contre l'Egypte.

4-Le gouvernement britannique doit annoncer que les mesures militaires entreprises pendant les dix derniers jours étaient préventives et qu'elles étaient destinées à la défense contre toute éventuelle agression.

5-Le Parlement doit se tenir après la conférence de Londres.

Commentant ce communiqué, Dulles avait dit que c'était un coup dur porté au gouvernement des conservateurs et que si Nasser persiste, le résultat pourrait être

un gouvernement du parti travailliste, et par conséquent plus modéré.<sup>106</sup>

La position de l'Union soviétique alignée à l'Egypte :

D'autre part, Shepilov avait prononcé un discours à la conférence de Londres dans lequel il a affirmé le droit à la nationalisation, à la sacralisation de la souveraineté et à l'abolition des séquelles de la colonisation <sup>207</sup>. Dulles avec Shepilov ont essayé de parvenir à un accord avec les Russes et l'imposer sur l'Egypte. Ça aurait été ainsi une opération bilatérale, ignorant les britannique et les français <sup>308</sup>.

Il était clair que parmi 22 Etats participants à la conférence, 12 soutenaient les Etats Unis, la Grande Bretagne et la France. 6 Etats opposants et 4 tenant une position de juste milieu. Pour Dulles, le danger résidait dans le fait que l'Occident se trouvait dans un côté, l'Asie dans un autre et l'Union Soviétique se trouvait aligné sur le côté asiatique. Bien que les gouvernements d'Iran et du Pakistan étaient des amis de l'Occident, il n'en demeure pas moins que le sentiment national penchait

---

<sup>3</sup> Lettre du secrétaire d'Etat américain au président, Londres, le 19 août 1956

<sup>4</sup> Lettre du secrétaire d'Etat américain au président, Londres, le 17 août 1956

<sup>5</sup> Lettre du secrétaire d'Etat américain au président, Londres, le 18 août 1956

du côté de l'Egypte. A tel point que les gouvernements hésitaient à s'impliquer dans une voie opposée à l'Egypte.<sup>4</sup> 96.61

La position de la Russie a beaucoup différé de la position américaine pendant la conférence. Shepilov avait annoncé le refus du projet de résolution sur le document américain et avait exprimé qu'il croyait en un compromis acceptable. Surtout après avoir changé de manière unilatérale, la formule la plus rigide, de l'internationalisation du fonctionnement du canal avec une participation égyptienne. Et il a estimé que le projet de Dulles était déprimant, parcequ'il n'a pas présenté le fondement à un compromis.

Shepilov disait que le projet bien qu'il impliquait des connotations directes à la souveraineté égyptienne, il n'en demeure pas moins que le droit à la nationalisation approuvé par tout le monde était clair sur la partie qui allait prendre en charge le fonctionnement du canal. Le voilà, le projet de Dulles qui suggère un conseil d'administration international, chargé du fonctionnement, de l'entretien et du développement du canal et qui requiert que le gouvernement égyptien en échange, lui présente toutes les facilités possibles.

Ceci voulait dire que l'Egypte n'allait pas gérer le canal et que d'autres membres du conseil de l'administration, excepté l'Egypte en seront chargés. Dans ce cas là, le rôle de l'Egypte allait être secondaire. Chose que le peuple égyptien n'accepterait jamais et qu'il considèrerait comme une tentative d'imposer une formule de colonisation.

Il y avait également la cause de l'opinion publique. Le projet de Dulles avait l'apparence d'être un Etat à l'intérieur d'un Etat. Il fallait aussi éviter tout aspect d'inégalité. Ce projet sacrifie le contrôle international sous forme d'une concession atteignant la souveraineté de l'Egypte.

En commentant la position russe, Dulles avait déclaré qu'il n'y avait pas de confiance internationale nécessaire, si l'Egypte décide de contrôler le Canal.<sup>1</sup> 62

---

<sup>4</sup> Lettre du secrétaire d'Etat américain au président, Londres, le 17 août 1956

<sup>1</sup> Mémorandum de conversation, l'ambassade des Etats Unis à Londres, le 20 août 1956. Sujet : les visions américaines et russes sur le problème du Canal de Suez, Dulles Shepilov.

<sup>2</sup> Lettre du secrétaire d'Etat américain au président, Londres, le 22 août 1956

<sup>3</sup> Lettre du secrétaire d'Etat américain au président, Londres, le 21 août 1956



La conférence de Londres avait adopté la formation d'un comité de 5 membres présidé par Menzes pour négocier avec Nasser. 18 Etats avaient proposé que Dulles mène unilatéralement les négociations, mais il avait refusé.<sup>13</sup>

Près de la fin des sessions de la conférence, Shepilov avait prononcé un discours dans lequel il disait que le plan américain était une tergiversation pour coloniser et qu'il était planifié avec minutie afin de réimposer la gouvernance occidentale sur l'Egypte <sup>36</sup>ξ.

A la session de clôture de la conférence de Londres, Shepilov avait présenté un projet de résolution proposant que le règlement soit fait de manière pacifique, à travers les négociations, en garantissant surtout les droits de souveraineté de l'Egypte et la liberté de la navigation dans le canal, conformément au traité de 1888. Tout en prenant en considération le changement des circonstances.<sup>46</sup>ο

Eden fût dérouteré de la position russe et avait exprimé son avis dans une lettre adressé à Eisenhower. Il avait parlé des " efforts destructifs " de la Russie à la conférence et comment ils utilisaient Nasser pour réaliser leurs objectifs, ceux consistant à éloigner l'Occident du Moyen Orient et de mettre le pied en Afrique en prélude à sa domination. Leurs politiques, disait-il visant l'unité arabe, l'annulation de toutes les bases militaires visent les bases de Howeis et de Habayna ainsi que les minutions en pétrole au Moyen Orient. En même temps le bloc communiste procurait des aides économiques et politiques aux pays africains indépendants et que ceci allait croître lorsque les autres colonies occidentales acquièreraient leur indépendance.

Eden a réaffirmé à Eisenhower que Nasser ne devait pas le laisser gagner et que plus le front tripartite composé de la Grande Bretagne, la France et les Etats Unis était solide plus les chances du recul de Nasser s'avéraient grandes, sans avoir besoin de recourir à la force. Et de conclure " la

---

14 Lettre de la délégation américaine à la conférence du canal de Suez, au département d'Etat, Londres, le 23 août 1956.

situation actuelle est plus dangereuse que celle que nous avons dû affronter en 1940 ".<sup>15</sup>

### La position égyptienne

Nasser avait écrit de sa propre main, suite à la conférence " L'Égypte insiste à respecter sa souveraineté. Les prétextes avancés sont l'impossibilité de gérer le Canal sans partenariat. Des prétextes devenus caducs. Un comité composé de 5 membres, veut dire ignorer le projet de l'Inde.

Il est nécessaire de proclamer la position égyptienne au niveau des questions fondamentales relatives au problème du canal. D'une part, il faut dire que l'Égypte défend en fin de compte sa souveraineté au niveau de ses droits dans le canal de Suez et dans sa gestion. Il est nécessaire de convaincre tout le monde que l'Égypte tient au principe de la liberté de navigation dans le canal ainsi que les intérêts des étrangers profitant du canal et qu'elle était prête à accepter les suggestions visant à établir un système international.

Ceci calmerait les pays concernés par la garantie de la liberté de la navigation et en même temps elle mobilise ceux qui ne désirent pas un conflit réel autour du canal. Il est possible également de prendre en considération la proposition indienne et les autres propositions que l'Égypte est prête à accepter à la conférence de Londres. En même temps, il est important d'afficher sur quelles bases l'Égypte fait fonctionner le canal en prenant en considération les points suivants :

1- La position égyptienne vis-à-vis de la liberté de la navigation est inspirée des points fondamentaux du traité de 1888, réaffirmé par l'Égypte, le 2 août.

2-Afficher l'approbation de l'Égypte, à instaurer un organisme de consultation, formé des représentants des pays concernés par la navigation. Ainsi que son approbation à instaurer une forme de coopération internationale en ce qui concerne les frais et les aides techniques. Il faut considérer une forme de coopération égypto onusienne

---

<sup>15</sup> Lettre de premier ministre Eden au président Eisenhower, Londres, le 27 août 1956

afin de répondre aux prétextes des pays appuyant l'internationalisation du Canal.

La compagnie égyptienne doit faire appel à des techniciens étrangers. Et il incombe de nouveau d'annoncer la nécessité de tenir une conférence internationale au Caire, dans les brefs délais, réunissant les pays profitant du canal pour s'accorder sur la liberté de la navigation ainsi que les moyens de coopération internationale sur ce point. Raymond Hare, l'ambassadeur américain au Caire, avait à l'époque qualifié ces suggestions de constructives dans le sens du règlement du dossier du canal.<sup>167</sup>

Il était également proposé de mobiliser une grande campagne des pays arabes et asiatiques pour s'attirer l'appui pour la décision indienne. L'Egypte utilise son influence en Indonésie, en Birmanie et dans les pays arabes pour s'attirer l'appui au projet indien. La Russie avait pour sa part annoncé que la relation de l'Egypte avec le bloc communiste entraînerait un plus large appui au projet indien.

Tout ceci démilitariserait les anglais, les français et les américains, d'autant plus que 18 Etats s'alignent sur la position de l'Egypte.

Kreshna Menon avait présenté une proposition officielle à la conférence de Londres sur la formation d'un éventuel conseil pour les usagers du canal qui aurait pour mission de suivre de près l'entretien et la gestion du canal avec performance. Ce comité en question n'interviendra pas dans les affaires administratives. Il ne s'agissait pas d'un comité de contrôle, mais il entretiendra un contact étroit avec les usagers du canal et avec la nouvelle administration.

Après avoir un peu objecté, l'Egypte a approuvé l'idée de l'existence du conseil. L'Inde a présenté cette proposition à la conférence de Londres, mais Dulles l'a refusé et donc il n'y avait pas de chance pour faire passer ce projet. Eden avait refusé également l'idée de faire de l'organisme des bénéficiaires un conseil consultatif.

---

16 Raymond Hare Oral history project, the association for diplomatic training and studies, foreign affairs, 22 July 1987.

Le projet indien fût en fin de compte refusé et les américains et britanniques ont désigné Menzes pour aller rencontrer Nasser afin de lui demander de revenir sur le sujet de la nationalisation du Canal de Suez et la crise s'enflamma.<sup>17</sup>

Le 2 Septembre 1956, Nasser avait annoncé dans une conférence de presse ce qui suit : " Je suis prêt à accepter n'importe quel problème pour résoudre le problème du Canal de Suez à condition de ne pas toucher à la souveraineté de l'Egypte. Mais je refuse l'idée de la supervision internationale. Je suis prêt à signer le traité garantissant la liberté de la navigation dans le canal. C'est l'Egypte qui affronte la menace émanant de deux grands Etats, la France et la Grande Bretagne. Nous voulons parvenir à une solution à travers les négociations.

Je n'évoquerais pas le problème du canal devant l'Onu parceque je crains que l'une des grandes puissances ne recourent au droit de veto, surtout que j'ai perdu l'espoir en le conseil de sécurité. Nous préférons dépendre sur l'opinion publique et sur le comportement moral mondial. Nous ne pouvons pas accepter la supervision internationale sur le canal de Suez, parceque cela signifie une colonisation conjointe. Quant à la compagnie dissoute, elle ne fût que les vestiges de la colonisation, un Etat à l'intérieur de l'Etat. Nous ne voulons pas la guerre, mais nous luttons si nous sommes attaqués " et d'ajouter " Je suis déçu de la déclaration d'Eisenhower sur l'internationalisation du canal, ce qui a amené l'Egypte à protester. Mais les éclaircissements qu'il a apporté ont soulagé le sentiment égyptien de manière satisfaisante ".

Le refus du projet de Menzes pour l'internationalisation du canal :

Dans ce climat extrêmement tendu, le ministère des affaires étrangères égyptien a reçu de son ambassadeur à Londres, une lettre de Menzes adressée à Nasser. Il lui demandait s'il acceptait de se réunir avec un comité de 5 Etats, représentants des 18 Etats pour proposer les différentes visions à propos du Canal de Suez.

Le 28 août le conseil égyptien des ministres s'est réuni pour trancher cette question et a décidé de négocier avec le comité Menzes. Le comité s'est

---

17 Arthur Lull United Nations Oral History, le 27 juin 1990

entretenu avec Nasser du 3 au 9 septembre. Au cours des rencontres Menzes a présenté des propositions à la conférence de Londres visant à retirer le Canal de Suez de la domination égyptienne. Ce plan se résume comme tel :

1-Reconnaitre la propriété égyptienne du canal et d'assumer la charge de son entretien et de l'amélioration de son statu.

2-Un nouvel organisme prendra en charge le fardeau financier du canal que revendiquent les travaux d'entretien et l'Egypte en sera exonérée.

Le revenu du canal ira exclusivement à l'Egypte.3-

4-Etablir un système d'indemnisation équitable aux actionnaires.

5-La tension prévalente devra prendre fin, sur des fondements satisfaisants pour les pays qui utilisent le canal allant en accord avec la dignité de l'Egypte, son indépendance et sa propriété sur le canal.

Nasser a commenté : " Menzes est venu avec des conditions que nous devons accepter ou refuser sous la menace de l'agression selon laquelle il faut leur remettre le canal ou bien ses revenus. C'est-à-dire leur remettre une partie de la terre égyptienne. Il ne s'agit pas de négociations mais des conditions exigées. Les mots de Menzes étaient clairs. L'Egypte n'acceptera pas un quelconque organisme international violant une partie de son territoire et de sa souveraineté.

Qu'arrive t il ? Ils disent qu'ils mettront en place un nouvelle organisme auquel ils donneraient pour nom " L'organisme des usagers du canal de Suez " qui aurait pour mission de collecter les frais et qui empêcherait à l'Egypte de maintenir son commandement sur le canal. Il ne peut pas y avoir deux appareils gérant le canal.

Peut on par exemple dire nous allons établir un organisme des ports londoniens ? Bien sûr que non, sinon il y aurait un chaos international et ce serait une manière de mettre fin aux relations et au droit international. Il s'agit d'une suggestion non pas pour former une association des usagers du canal mais c'est une association pour proclamer la guerre et de porter atteinte à la souveraineté des petits Etats.

Nous avons demandé de négocier avec eux. Ils veulent imposer des conditions qui affecteraient notre souveraineté. Ils menacent par la force, mais nous défendrons notre souveraineté. Nous lutterons l'agression par l'agression, nous tuerons et nous lutterons contre nos agresseurs <sup>379</sup>. Ainsi le comité des 5 membres est venu en Egypte pour proposer la conférence de Londres pour internationaliser le canal. Et Nasser leur a dit non.

Ensuite les Britanniques et les français ont entrepris l'acte qui allait, tel qu'estimé par eux nous paralyser. Ils ont donné l'ordre à tous leurs guides de quitter le service du canal dans la nuit du 14 septembre. La navigation dans le canal nécessite dans les circonstances normales 250 guides. Nous nous sommes alors trouvés avec 56 guides.

J'ai alors appelé Mahmoud Younès <sup>19</sup> et je lui ai fait comprendre qu'il faut à tout prix laisser le canal ouvert à la navigation. Il en était parfaitement d'accord et accusé Selwid qui s'était entretenu avec Pico d'être à l'origine de ce qui était arrivé.

Cette nuit, j'ai assisté à une conférence de presse. Lorsqu'on m'avait demandé ce que je comptais faire, j'ai répondu que tout simplement j'ai recommandé qu'on les laisse aisément partir. Le correspondant fut pris de choc. Il m'a demandé : est ce tout ? J'ai alors répliqué : j'ai demandé à la troupe musicale de leur jouer les airs de la marseillaise.

Des mots qui reflétaient un énorme défi. J'avais une confiance sans borne en Mahmoud Younès. Certains guides avaient alors travaillé 72 heures sans arrêt. La navigation ne s'était pas arrêtée. <sup>20</sup>

Nasser avait alors adressé une lettre à Menzes, le 9 septembre 1956 dans laquelle il lui disait ; " J'ai reçu votre lettre le 7 septembre 1956, à propos des rencontres qui ont eu lieu entre nous et le comité que vous présidez et qui représente les 18 gouvernements qui avaient participé à la conférence de Londres sur le Canal de Suez. Vous avez mentionné que les 18 pays représentaient 90% des pays utilisant le canal. Même si ces pays ne possèdent pas des navires qui traversent le canal, il n'en demeure

---

<sup>18</sup> Le discours de Nasser prononcé dans la cérémonie de remise des diplômes aux nouveaux officiers à la faculté d'aviation à Belbeiss, le 15 septembre 1956.

<sup>19</sup> Mahmoud Younes, président de l'organisme du canal de suez

<sup>20</sup> David Morgab, précédente référence

pas moins qu'ils dépendent sur le canal pour faire passer la plus grande part de leur commerce extérieur. Tels que l'Australie, l'Indonésie, l'Inde, le Pakistan, l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite, l'Ethiopie et le Soudan.

Le problème du Canal est intrinsèquement lié aux principes de la souveraineté, le droit à la propriété et la dignité de l'Etat. Il n'y a aucun doute que le gouvernement égyptien détient totalement le droit de nationaliser la compagnie maritime internationale du canal de Suez. Suite à la nationalisation, le gouvernement égyptien a annoncé ouvertement qu'il était engagé au traité de 1888 garantissant la liberté de la navigation dans le canal et a affiché sa disposition à indemniser équitablement les actionnaires.

Le 12 août, le gouvernement égyptien a annoncé sa disposition à inviter les pays signataires du traité de Constantinople de 1888 de participer à une conférence à laquelle contribueront les gouvernements dont les navires traversent le canal de Suez. Ce dans l'intention de reconsidérer le traité de Constantinople, et tenir un traité avec ces mêmes pays affirmant et garantissant la liberté de navigation dans le Canal de Suez.

La crise du Canal de Suez n'est qu'un complot ourdi par les gouvernements de France, du Royaume Uni et autres bénéficiaires. Preuve en est :

Les déclarations impliquant des menaces claires et nettes

La mobilisation par la France, et le Royaume Uni de leurs forces, ainsi que les actions qu'ils accomplissent dans le canal.

L'incitation des employés et des guides travaillant auprès du canal de Suez de quitter leur travail soudain.

Les mesures économiques entreprises contre l'Egypte.

Si des actes sont entrepris violant le texte et l'esprit de la charte de l'Onu, ce serait des tentatives de menaces et de pressions économiques et d'incitation à corrompre les travaux de navigation.

Nous avons étudié les propositions présentées à la conférence de Londres à ce propos ainsi que les suggestions des 18 Etats que représente ce comité. Et nous sommes d'accord avec les 18 Etats que les droits de

souveraineté de l'Égypte, et de propriété sur le Canal doivent être garantis, une gestion saine du canal ainsi que son entretien et les projets de rénovations, conformément au traité du 29 octobre 1888.

Lorsque nous examinons les moyens présentés par le comité pour réaliser ces objectifs, nous avons vu qu'ils savaient les objectifs pour lesquels ils étaient destinés. Le peuple égyptien considère que le système proposé repose sur l'agression et qu'il viole les droits et la souveraineté. Ceci a en fin de compte entravé la coopération.

N'importe quelle tentative d'imposer un tel système augurera un conflit et entraînera le canal de Suez dans les méandres de la politique. Que veut dire internationaliser le canal et tenir une conférence à Londres, ensuite envoyer un comité formé de 5 membres, sans oublier les menaces d'actions des forces armées et le fait d'entreprendre des mesures économiques. Tout cela ne fait-il pas partie de la politique ?

Nous croyons que l'éloignement réel du canal de la politique ne se fera qu'à travers une mesure internationale contraignante, sous forme d'une réaffirmation ou d'un renouvellement du traité de 1888 et les deux options sont valables pour nous.

Le comité a prouvé que le gouvernement égyptien était prêt à s'engager dans un traité contraignant, en ce qui concerne l'imposition de frais équitables.

Pour ce qui est des projets de la rénovation du canal, j'affirme que le gouvernement égyptien est disposé à tout faire sur ce point. Nous avons annoncé que notre politique consistait à ce que l'organisme du canal demeure indépendant avec un budget indépendant. Il doit disposer de toutes les prérogatives sans être ligoté par les mesures ou les systèmes gouvernementaux. Nous avons affiché également notre intention de consacrer un taux des revenus pour exécuter les projets d'avenir dans le canal.

La note qui a été distribuée sur les pays invités à la conférence de Londres proposait de mettre en place un organisme international pour la gestion du canal de Suez.



Premièrement : la France, le Royaume Uni et les Etats Unus se sont mis d'accord d'évoquer lors de la conférence la proposition de mettre en place un organisme international pour la gestion du canal.

Deuxièmement : Que les objectifs et la fonction de cette autorité internationale soit ce qui suit :

1-Gérer le canal

2-S'assurer que le canal mène à bien sa mission, en sa qualité de passage maritime international, libre, ouvert et sécurisé, conformément aux principes du traité de 1888

3-Organiser le remboursement d'indemnisation équitable à la compagnie du canal de Suez.

4-Garantir une indemnisation équitable à l'Egypte. En cas d'échec de l'accord avec l'Egypte au niveau des points 3 et 4, l'affaire sera remise à un jury composé de 3 membres nommés par la cour internationale de justice.

Troisièmement : Les organismes qui forment l'autorité internationale sont le conseil d'administration et les organismes techniques.

Quatrièmement : les prérogatives de l'autorité internationale :

1-Accomplir tous les travaux essentiels.

2-Fixer les frais

3-Toutes les affaires financières

4-Les prérogatives de gestion et de contrôle.

L'objectif apparent est d'arracher le canal de Suez des mains égyptiennes pour le remettre à d'autres parties.

La conférence de Londres a été tenue le 19 septembre dans une atmosphère hostile à l'Egypte et s'est soldée par la formation de l'organisme des bénéficiaires du Canal de Suez (SCUA) à partir des pays ayant participé à la conférence qui ont signé le communiqué suivant :

Premièrement : Les objectifs de l'SCUA se résument comme tel :

1-Faciliter toutes les mesures dans le sens d'un règlement final ou temporaire du problème du Canal de Suez qui aideraient les pays bénéficiaires à exercer pleinement leurs droits en tant qu'usagers du canal, conformément au traité de 1888, tout en prenant en compte les droits de l'Egypte.

2-Faciliter le passage sécurisé à travers le canal des navires de n'importe quel Etat membre désirant obtenir les facilités de l'organisme des bénéficiaires et voulant coopérer avec les autorités égyptiennes.

3-Présenter des facilités aux pays non membres

4-Percevoir les fonds, et distribuer ceux émanant des taxes.

5-Présenter des rapports à ses membres sur les évolutions importantes affectant l'usage du canal.

5-Contribuer à régler tous les problèmes découlant de l'échec du Canal de Suez à servir ses clients et étudier les moyens qui allègeraient le fardeau de la dépendance totale sur le canal.

6-Faciliter l'adoption de n'importe quel règlement temporaire du canal de Suez que l'Onu pourrait adoptée

Deuxièmement : Afin d'exécuter les objectifs sus mentionnés.

1-Les membres sont appelés à se concerter sur un conseil où chaque membre sera représenté.

2-Le conseil doit mettre en place un groupe exécutif auquel on pourrait lui léger les prérogatives nécessaires.

3-Nommer un directeur qui ferait les arrangements nécessaires pour les intérêts de la navigation maritime et le conseil travaillera à travers le groupe exécutif ١٧٢.

L'Egypte face au complot tripartite :

Les actions militaires de la Grande Bretagne et de la France, ont commencé directement après la nationalisation du Canal de Suez avec pour objectif de terroriser Nasser, le contraindre à y renoncer, pour l'occuper ensuite, avoir leur mainmise sur le passage maritime et s'accaparer de sa gestion. Cette mesure avait d'ailleurs été retardée sous les pressions d'Eisenhower qui avait demandé de son allié d'épuiser les moyens politiques d'abord. Effectivement, Eden, avait suspendu les mesures d'offensive militaires dans la période de la tenue de la conférence de Londres, même s'il est allé de l'avant dans la pression exercée contre les Américains pour hâter l'usage de la force.

En même temps, les guides ont été retirés dans l'objectif de faire une propagande internationale sur l'incapacité de l'Egypte à faire fonctionner le canal ou d'y préserver la liberté de la navigation. Lorsque la compagnie a travaillé sans les guides étrangers, qu'est il arrivé ? Pour la première fois un grand nombre de navires ont stationné dans les ports de Port Saïd et de Suez. Un complot organisé.

L'intensification des pressions d'Eden pour l'usage de la force :

Une fois terminée la conférence de Londres et avant l'accomplissement de la mission de Menzes, Eden a fait pression de nouveau sur Eisenhower pour recourir à la force contre l'Egypte. Cependant Eisenhower voyait qu'il ne fallait pas envisager un acte militaire avant de soumettre le dossier du canal de Suez à l'Onu, après que le comité des 5 dispose de toute la chance pour accomplir sa mission et évaluer les intentions de Nasser.

Eisenhower n'était pas d'accord avec Eden d'intervenir avec force, à cet horaire particulier. Les arrangements militaires et l'évacuation des civils qui se fait au su et au vu de toute l'opinion publique est ce qui raffermi le soutien que reçoit Nasser. Il a écrit à " Je vois qu'il est nécessaire si nous voulons réaliser un progrès dans ce sens, l'opinion publique de mon pays doit soutenir la solution à une majorité écrasante.

Je dois vous dire en toute franchise que l'opinion publique américaine refuse l'idée de l'usage de la force surtout que les tous les moyens

pacifiques ne sont pas entrés en jeu, afin de protéger nos intérêts vitaux. Ajoutons à cela qu'en aucun cas nous ne pouvons garantir l'appui du Congrès même si vous obtenez de nous l'appui nécessaire.

En réalité, je ne vois pas comment on pourrait réaliser des résultats réussis avec l'usage de la force, qui à mon avis aggraverait davantage la situation. Je ne vois pas comment l'économie de l'Ouest de l'Europe, pourra assumer le fardeau d'éventuelles opérations militaires de longue durée et de la carence en pétrole de provenance de l'Extrême Orient. Les peuples de l'Extrême Orient et ceux de l'Afrique du Nord, et plus ou moins, de l'Asie et de l'Afrique s'érigeront contre l'Occident. A tel point que je crains ne pas pouvoir effacer les séquelles de cette confrontation sur toute une génération, ni même un siècle. Surtout si nous prenons en considération la capacité des Russes à nous faire du mal.

Avant d'entreprendre une telle mesure militaire, tous nos peuples réunis, doivent comprendre qu'il n'y avait pas d'autres moyens envisageables pour protéger nos droits et nos intérêts vitaux. Nos peuples doivent être amenés à comprendre que le problème du canal est un prétexte pour utiliser la force contre Nasser.

Nos amis dans le Moyen Orient nous disent qu'ils veulent voir l'impact de Nasser se rétracter, mais ils sont d'accord que ceci ne doit aucunement se réaliser par la voie de la force. Pour ce, ils disent qu'ils soutiendraient Nasser, même s'il n'est pas en accord avec leurs principes et croyances "173".

En même temps, des mesures exécutives ont été étudiées pour suspendre n'importe quelles dépenses du canal à l'Egypte. Pour mettre Nasser devant deux alternatives : autoriser le passage libre à travers le canal ou bien le fermer. Dans le cas de sa fermeture, le Royaume Uni sera en position qui lui permettrait de prendre acte.

Les Etats Unis avaient gelés, plus de 50 millions de dollars des fonds du gouvernement égyptien qui étaient plus que nécessaires pour couvrir n'importe quels frais payés. Dulles s'est demandé comment des ordres sont ils donnés à des sociétés privées pour verser des frais par d'autres voies que la normale ? Le refus des pays, aura pour conséquence une non

---

<sup>173</sup> Une lettre du président Eisenhower, au premier ministre Eden, Washington, le 2 septembre 1956.

autorisation de la part de Nasser d'utiliser le Canal. Ainsi, le peuple comprendra que le canal a été fermé devant la navigation. Et le prétexte avancé serait que les usagers du canal ne payent pas les frais. Mais Dulles affirmait qu'il avait un pressentiment que le peuple britannique ne soutiendrait pas l'usage à la force.

Eden n'était pas d'accord avec cet avis. Il disait que le peuple britannique, excepté l'aile gauchiste travailliste, soutenait fortement le gouvernement que le récent rapport de Globe avait affirmé selon lequel les deux tiers du peuple soutenaient la manière du gouvernement de traiter avec ce sujet. Et d'ajouter que le gouvernement obtiendrait l'appui total du peuple en cas d'opération militaire.<sup>1</sup><sup>∨</sup><sup>ξ</sup>

Dans le cadre des préparatifs militaires du gouvernement britannique, Anthony Heyd, le ministre de la défense a déclaré que de nombreuses forces étaient dans l'attente, outre les aides émanant des français, des Pays Bas et de la Belgique. Il avait estimé que Nasser avait échoué. Mais que s'ils lanceraient des opérations militaires, l'opinion publique mondiale sera contre eux, ainsi que le conseil des lords. D'autant plus que l'opinion publique en Grande Bretagne était divisée à cet égard. En cas d'invasion, les arabes entreprendraient des opérations de destruction, même si elles sont contre leurs intérêts.

Pour ce qui est des opérations militaires, Eden avait déclaré que le domaine est vaste et qu'ils ne pouvaient pas le contourner et qu'ils utiliseraient une énorme force, tels que les bombes. A son sens, Maig doit être neutralisés et qu'ils entreprendraient des mesures plus provocatrices, telle que la confiscation des navires des passagers.

Il a proposé également de se rendre au conseil de sécurité. Il voyait qu'il est difficile de partir en guerre, avec une opinion publique divisée.<sup>2</sup><sup>∨</sup><sup>ο</sup>

Eden n'avait pas désespéré, mais il a poursuivi la pression sur Eisenhower et amplifié les dangers si Nasser prendrait le dessus en ce qui concerne le Canal. Il voulait à tout prix s'attirer le soutien pour un acte militaire contre l'Egypte. Il lui a écrit que les préparatifs militaires le préoccupaient énormément. Nous sommes divisés lui disait il, car à la base nous ne

---

<sup>∨</sup><sup>ξ</sup> Mémorandum de la conversation entre Dulles, Eden , Menzes à la résidence de l'Ambassade américaine à Londres, le 19 août 1956.

<sup>∨</sup><sup>ο</sup> La rencontre n°62 au cabinet au sujet du canal de suez le 28 août 1956.

portons pas un même regard sur les plans et les intentions de Nasser. Permettez moi lui disait il d'éclaircir notre point de vue de la situation.

"La mainmise sur le canal est une manœuvre planifiée par Nasser pour expulser toutes les influences et les intérêts occidentaux des pays arabes. Nasser croit que s'il défie les 18 Etats, son prestige sera très important chez les Arabes, tel qu'il pourra motiver des révolutions des petits officiers en Arabie Saoudite, en Jordanie, en Syrie et en Irak. Nous avons des informations selon lesquelles il est en train de préparer pour une révolution en Irak, le pays arabe le plus stable et le plus progressiste. Ces nouveaux gouvernements seront dépendants de l'Egypte, sinon de la Russie. Ils mettront leurs ressources pétrolières unies sous le contrôle d'une unité arabe menée par l'Egypte et sous l'influence russe. Lorsque le moment viendra, Nasser pourra empêcher l'acheminement du pétrole à destination de l'Europe occidentale et nous serons tous sous sa mercie.

Je suis d'accord avec vous que les opérations militaires de longue portée ainsi que la position du pétrole au Moyen Orient feront pressions sur l'économie de l'Europe occidentale. Je vous affirme que nous sommes parfaitement conscients des fardeaux et des dangers qui attendent une intervention militaire. Mais si notre analyse était correcte et si l'unique alternative est de permettre aux plans de Nasser d'être exécutés dans le calme, jusqu'à ce que toute l'Europe occidentale soit entre les mains de l'Egypte, qui travaille sous le commandement de la Russie.<sup>176</sup>

En même temps, Eden étudiait avec son conseil de ministre la position des Etats Unis et a dit : " nous sommes fermes, les Etats Unis bougent " et tel était également l'avis des français.

Eisenhower a mieux expliqué sa position dans une lettre adressée à Eden " Nous affrontons un sérieux problème à cause de l'aventure de Nasser en ce qui concerne le Canal de Suez. Nous ne divergeons pas dans l'estimation de ses intentions et de ses objectifs. Mais nous divergeons sur les retombées potentielles sur le monde arabe ainsi que sur les réactions sur le monde occidental."

---

<sup>76</sup> Lettre du premier ministre Eden, au président Eisenhower, Londres, 6 septembre 1956.

L'image que vous transmettez selon laquelle Nasser sortira de cette crise un leader de la paix est noire et défectueuse. Vous avez eu besoin de 18 ans pour placer Napoléon, à sa place exacte, et vous l'avez fait".

Mon évaluation de la position qui est différente de la vôtre repose sur ma compréhension du sentiment arabe. Nous nous attendons à ce que les arabes vont soutenir Nasser en cas de recours à la violence. Dans ce cas là, tous les arabes seront obligés de le soutenir, même certains rois qui préfèrent voir sa chute.

La situation peut être plus dangereuse. N'importe quelle superpuissance qui essaye de résoudre par la force n'importe quelle lutte avec une autre petite puissance sans recourir d'abord aux moyens pacifiques qui lui sont disponibles, affaiblissant ainsi les Nations Unies, peut opérer des destructions.

Pour ces raisons, nous avons considéré avec suspensions les arrangements préparatifs à la campagne militaire menée contre l'Égypte. Les visions que vous avez étalées expriment l'avis du peuple américain et de la plupart des responsables. Nos différends reviennent aux différents résultats des réactions envisageables dans le monde arabe.<sup>1</sup><sup>yy</sup>

En s'adressant à Eisenhower, Eden ne s'appuyait pas sur une position interne unie derrière lui, lorsqu'il a décidé de mener l'offensive militaire. Au conseil des lords, il a étalé la position du gouvernement des conservateurs qui refuse la nationalisation du Canal de Suez et qui tente de la soumettre à un système international et il planifie d'entreprendre des mesures militaires. Il annonce que le traité de 1888 n'est pas suffisant pour préserver les droits des pays bénéficiaires du Canal qui se sont ancrés par l'usage ininterrompu à long terme<sup>2</sup><sup>ya</sup>. Il était donc tout à fait normal que le conseil des lords approuve la politique gouvernementale qui était celle de la majorité.

Les discussions au sein du conseil des lords étaient différentes, vu sa nature et sa libération des politiques partisans.

La divergence s'est centrée primordialement sur le recours par le gouvernement à l'action militaire. En effet Lord Silkin avait critiqué les

---

<sup>yy</sup> Brouillon du président Eisenhower au premier ministre Eden, Washington le 8 septembre 1956  
<sup>ya</sup> Commons Sitting 12 septembre 1956

pas entrepris dans ce sens, parcequ'ils sont allés au-delà de l'action de défense afin de préserver les âmes des britanniques. Ils constituaient une menace à Nasser, à un moment où le gouvernement effectuait des négociations. Ils rendent difficile la vie de Nasser, même s'il essaye d'être modéré. Il était erroné que le gouvernement britannique de manifester la force au même moment où il aspirait à la négociation.

Le gouvernement ne savait pas quel était l'objectif derrière la manifestation de la force ? était-ce un acte de défense ? Bien sûr que non, parceque le gouvernement avait promis d'utiliser la force sans la définir en dernier recours. Ce qui ne pouvait aucunement donner lieu à un climat pouvant nous mener à des négociations réussies.

Le lord Silikan demanda au gouvernement ce qu'il comptait faire avec toute cette force armée. Avait-il l'intention sous certaines conditions d'occuper l'Egypte ? Qu'est ce qu'ils croient pouvoir réaliser par l'usage de la force ? Ne savons nous pas que tout le monde sera contre nous ? Nous nous aurions attirés ainsi les hostilités non pas uniquement de l'Egypte mais du monde arabe.

En cas d'usage de la force, nous ne serons pas soutenus de nos amis. Eisenhower a annoncé définitivement qu'il était contre l'usage de la force. Il y a un doute que les membres du commonwealth, surtout l'Inde, le Canada et l'Australie approuvent la force. Les Nations Unies considérerons la Grande Bretagne comme l'agresseur.

Il y aura en Grande Bretagne une opinion publique contre le gouvernement. Les sondages de l'institut Gallop avaient approuvé à 34 % l'usage de la force contre 49 % de désapprobation. Ce qui veut dire qu'une large tranche de la société, dont primordialement le parti travailliste s'érige contre l'usage de la force.

Lord Silikan avait demandé de prendre en compte l'éventuelle dégradation des résultats économiques. L'usage de la force est un moyen dangereux ainsi que ses retombées. Si le gouvernement se contente de faire étalage de la force sans l'utiliser pour influencer Nasser, il s'agit là d'une astuce stupide.

Des mesures militaires non nécessaires ont été entreprises. Comme l'autorisation aux forces françaises de stationner à Chypre et le retrait des



guides. Ce qui ne devait pas avoir lieu à la base. Il y a toujours espoir en une solution. Le gouvernement aurait dû se diriger aux Nations Unies, l'assemblée générale ou le conseil de sécurité et aurait dû s'attacher à sa position. Le gouvernement aurait du rechercher une autre voie pour l'acheminement du pétrole via les Etats Unis et aurait du délaisser le canal de Suez pendant quelques temps. Ceci impose des difficultés sur le peuple britannique mais la guerre est de loin plus dangereuse <sup>1</sup>. Lord Silikan avait demandé sur les employés de la compagnie du canal avaient remis un tract les obligeant d'entrer en grève et de suspendre le travail, le 10 septembre ? Lord Selwen Loyd répondit par la négative.

Atley s'est opposé à la participation de la France à l'initiative de mise en place de l'organisme des bénéficiaires du Canal de Suez avec la Grande Bretagne et les Etats Unis. Et s'est demandé pourquoi un plan n'a pas été présenté pour ce dit organisme formé des 18 Etats au lieu de 3 ?

Pour ce qui est du plan même. Il est difficile de comprendre que veut dire l'organisme des usagers ou des bénéficiaires du canal. Il est clair que sa mission serait de collecter les frais. Que faire au cas où Nasser refuserait le plan ? A ce moment une importante question est soulevée : Le premier ministre et le ministre des affaires étrangères ont parlé de l'usage de la force militaire, qu'entendent-ils par cela ? Veulent-ils occuper la région du canal de Suez ? cela voudrait il dire renverser le gouvernement de Nasser ?

Supposons que les forces britanniques ont envahi le canal, puis la région. Elles seront affrontées sévèrement pas les Egyptiens, tout comme ils l'ont été auparavant lorsqu'ils ont occupé d'autres parties contre le gré de leur peuple. Que ferait alors le gouvernement britannique ? Les forces militaires seront-elles maintenues là-bas et ils gouverneront l'Egypte ?

Ce n'était pas sage cet étalage de force que vous avez essayé de manifester à Chypre, surtout avec les forces françaises que vous avez envoyées. Le gouvernement a réussi à opposer à la Grande Bretagne tout le Moyen Orient et nous n'avons plus des amis là bas.

La Grande Bretagne doit penser sérieusement à sa place dans le monde. De nos temps, ceci dépend plus du leadership moral plutôt que de la

---

<sup>1</sup> Lords Sitting on Suez, the Suez Canal, HL, 12 september 1956, vâl 199 cc630-724630

force. Les beaux vieux jours, où la Grande Bretagne disposait d'un contingent maritime sont bel et bien révolus. Ceci ne peut plus jamais se reproduire sous l'ombrelle de la loi internationale et des principes de justice.

La force de la Grande Bretagne retombe en grande partie sur le commonwealth, qui comprend certains peuples de l'Asie. Nous devons nous rappeler la sensibilisation qui gagne en Asie, et surtout en Inde, ainsi que l'éveil islamique au Pakistan.

Nous avons entendu que Nasser voulait former un Empire et devenir le dictateur du monde arabe. L'offensive qui est planifiée contre lui actuellement l'aidera à rassembler l'appui nécessaire. Si le gouvernement attaque Nasser, elle le promet à un grade faisant de lui non seulement le héros de l'islam mais des races noires contre les blancs et se serait une catastrophe.

Que faire ? doit-on recourir à la hâte aux Nations Unis, minaret de la conscience. Il s'agit de l'unique solution disponible pour empêcher la Grande Bretagne de s'entraîner à l'anarchie et à la guerre.

Lord Stansgate a alors commencé à parlé de l'Histoire du canal de Suez. Comment la Grande Bretagne s'était opposée à son creusement et n'avait pas adhéré au traité de 1888. Et comment elle a incité l'Empire Ottoman à entraver la voie de De Lesseps et comment elle a demandé de lui octroyer des privilèges.

Pour ce qui est des guides. Ils ont été retirés. Qui va les rémunérer. Le gouvernement essaye de durcir la vie à Nasser et de paralyser l'activité du Canal.

Qui payerait les frais de l'organisme des bénéficiaires ? il n'y a qu'une seule voie pour prouver à Nasser que le temps n'est pas à son compte. Premièrement : de retirer les meilleurs guides. Deuxièmement que le gouvernement demande aux bénéficiaires de ne pas verser les frais, ensuite avancer que Nasser viole le traité de 1888. Il était difficile de savoir qui allait percevoir les frais ? vers où iront les fonds ?

Lord Stansgate a été le seul à refuser le communiqué du gouvernement, lors du vote. Il avait dit : " J'aime l'Egypte et les Egyptiens. Ils ont été mal traités par la Grande Bretagne. Qui a pris en compte les paysans ? Les

britanniques ont bien gouvernés, dans les jours de Lord Cromer. Mais ils ne se souciaient que des actionnaires. " Et s'est demandé est ce que le gouvernement égyptien aura la propriété du canal en 1968 ?

Nehru soutenant Nasser

En même temps, Nehru envoya une lettre à Eisenhower, le 8 septembre invoquant l'intervention des Etats Unis pour régler le problème du Canal de Suez et lui a conseillé de ne pas encourager les solutions usant la force. Nehru avait alors parlé des suggestions égyptiennes, du 10 septembre et avait clarifié qu'elles impliquaient plusieurs proposition de règlement pacifique.

Eisenhower lui avait répondu en disant que les Etats Unis estiment qu'une solution pacifique était toujours possible s'il y a preuve de bonne volonté.

Pour ce qui est de la note égyptienne, qui avançait une proposition pour installer un appareil de négociations en vue d'un règlement et d'un réexamen du traité de Constantinople de 1888. Elle a été refusée parcequ'ils les différentes parties estimaient que cet appareil n'était pas efficace parceque tous les pays du monde étaient concernés par le canal. L'autorité de négociation ne doit pas être assignée à un petit groupe. Il s'agirait là d'une contradiction avec l'exercice naturel des droits. La seule mesure entreprise à la conférence de Londres, s'avère être la plus efficace. Je suis désolé parceque le gouvernement égyptien n'y était pas représenté. Mais c'est lui qui a choisi d'être absent. La tenue d'une nouvelle conférence sur les bases proposées par le gouvernement égyptien, n'entraînera pas une solution à cette cause compliquée. 1<sup>^</sup>•

La disposition militaire de l'Egypte

Il était normal depuis le début des actions militaires britannico françaises, c'est-à-dire depuis le début de la crise, que l'Egypte achève les préparatifs militaires pour faire face à ce danger imminent. Nasser a annoncé : " Aujourd'hui, nous avons des armes suffisantes pour toute personne capable du port de l'arme. Nous mènerons une guerre régulière et globale.

---

<sup>^</sup> Lettre du président Eisenhower au premier ministre Nehru à Washington, le 15 septembre 1956

Une guerre de gangs. Celui qui agresse l'Egypte, il agresse tout le monde arabe. Il devra comprendre que ses intérêts dans cette région n'existent plus pour de bon et que les peuples libres nous sont solidaires et nous soutiennent contre l'injustice et la tyrannie " 2^1 ).

Dans le cadre des préparatifs militaires, Nasser a écrit de sa propre main, ce qui suit : " une réorganisation de nos forces, la fermeture des accès du Caire, la démolition de tous les dépôts militaires à Ismaïliya. L'invasion sera lancée, dès que la parole sera donnée à Eden ".

Le prochain pas militaire avait fait émerger le conflit de la guerre froide opposant l'Est à l'Ouest, la concurrence pour s'attirer l'appui des pays du Moyen Orient ainsi que la garantie des intérêts pétroliers et stratégiques dans la région.

De son côté, Nasser était confiant de l'appui arabe pour sa cause, peuples et gouvernements. Même les gouvernements qui s'alignaient à l'Occident, comme l'Irak, n'ont pas pu l'objecter ouvertement et se sont contentés de l'annoncer à huit clos. Quant au roi Saoud, il avait joué un rôle positif pendant la crise du Canal de Suez. Il avait envoyé à Eisenhower une lettre dans laquelle il disait : " Nous sommes confiants que vous faites tout votre mieux pour stopper les mesures économiques et militaires contre l'Egypte. De mon côté, je suis ouvert à la négociation. Nous recherchons des solutions qui garantiraient à chaque Etat la liberté de la navigation dans le canal de Suez et qui préserverait à l'Egypte ses droits de souveraineté. Par ces moyens, il serait possible d'éviter cette crise. Si la crise reste sans solution, elle pourrait engendrer des conséquences néfastes " 1^2 ).

Le 22 septembre 1956, une réunion a été tenue en Arabie Saoudite regroupant les trois pôles, Nasser, Shoukri Al Kouetly et le roi Saoud, après celle du Caire, du 7 mars 1956.

Les pourparlers ont accordé un grand intérêt à soutenir la sécurité arabe, à contrer la menace israélienne et à étudier le dossier du canal de Suez. Et il y avait une unanimité à dire que le problème concernait tous les pays arabes sans exceptions. Raison pour laquelle la conférence, soutenait l'Egypte sur toute la ligne et que les pays concernés par la navigation dans

---

<sup>^1</sup> Discours de Nasser, le 15 septembre 1956, ancienne référence

<sup>^2</sup> Lettre du roi d'Arabie Saoudite, au président Eisenhower, Riyadh, le 24 août 1956

le canal de Suez, devaient entamer des négociations avec l'Égypte, qui en est la propriétaire. Ce dans le cadre et l'esprit des Nations Unies, des décisions de la conférence de Bandung et loin de toutes pressions ou de volonté d'imposer une solution unilatérale. Dans le communiqué final, la conférence a fait l'éloge de la solidarité arabe.

Effectivement une charte militaire conjointe était en vigueur entre l'Égypte et la Syrie, datant du 19 octobre 1955. Et il existait également une charte militaire entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite conclue le 27 octobre 1955.

Avec les actions militaires en Israël, les forces irakiennes sont arrivées en Jordanie et Nasser avait écrit cette lettre de sa propre main au roi Saoud : " Awni Abdel Hadi, le ministre des affaires étrangères jordaniens a déclaré que la visite à l'Irak a fait suite à une invitation du gouvernement et qu'il avait étudié l'éventualité d'envoyer une troupe irakienne en Jordanie " .

Nouri Al Saïd, avait dit dans une réunion que le roi Fayçal avait assisté, Abdel Ilah Al Nour, Papan et Bakr <sup>1^\*</sup> qu'il ne pouvait pas envoyer une force en Jordanie, sauf s'il est sûr qu'Israël ne considérerait pas cet acte comme une offensive. Ses munitions sont limitées. C'est pourquoi la Grande Bretagne doit s'engager à munir l'Irak et la Jordanie en armes, au cas où il y aurait agression israélienne sur la Jordanie.

Nouri Al Saïd a alors convoqué l'ambassadeur britannique et lui a demandé d'appeler son gouvernement pour prendre son avis autour de deux sujets.

Il a tenu une autre réunion avec la participation de l'ambassadeur britannique qui les avait informé qu'Israël n'allait pas considérer l'entrée de l'armée irakienne en Jordanie une offensive et qu'elle n'en tirerait pas profit. Le gouvernement britannique s'engage au cas où une invasion israélienne intervienne en Jordanie, de munir son armée ainsi que les forces irakiennes en armes.

Nouri a dit que l'entrée d'une troupe en Jordanie nécessite 3 millions de dollars et que ceci avait besoin d'une accréditation.

---

<sup>1^\*</sup> Ahmed Mokhtar Papan, le vice premier ministre irakien et Abdhullah Bakr, le chef du cabinet royal irakien.

Awni Abdel Hadi avait demandé mon avis sur l'entrée des troupes irakiennes en Jordanie et je lui ai dit qu'il s'agissait d'une action politique et non pas militaire. Je lui ai dit que l'Irak ne sera pas impliqué dans les accidents des frontières mais qu'il restera jusqu'à ce qu'Israël envahisse la Jordanie. Je crois lui ai-je dit qu'Israël n'envahirait aucun pays arabe. Parce que sa politique est de tirer vengeance des accidents survenus sur les frontières. Ceci veut dire que l'armée irakienne restera pour de bon en Jordanie, en attendant l'invasion israélienne.

Le sujet du Canal est sur le point d'atteindre une solution mais ce ne serait pas facile. La France est très entêtée. L'isolement du canal de la politique se fait sous son meilleur jour. A travers un engagement international au traité de 1888 ou son renouvellement. N'importe quelle autre mesure est en contradiction avec la souveraineté de l'Egypte ". Contrairement à ce qui fût annoncé à Nasser, selon lequel Israël ne considérerait pas l'entrée des forces britanniques en Jordanie une offensive. Ben Gourion avait envoyé une lettre à Eisenhower lui disant ; " L'entrée des forces irakiennes en Jordanie change le statu quo actuel... Israël ne peut pas fermer les yeux sur une action qui entraînerait les forces irakiennes " <sup>2^</sup>^ξ.

A ce moment là, l'Egypte lui parvenait des informations selon lesquelles des négociations secrètes avaient lieu entre la France et Israël. Nasser a

Ecrit de sa main " Les négociations parlaient de l'approvisionnement d'Israël en armes, la préparation des bases aviatiques en cas de besoin, et la coopération entre les commandements militaires et politiques "

La crise de Suez devant le conseil de sécurité

Hammersjold avait effectué des tentatives pour intervenir dans la crise et avait fait des propositions, mais l'Egypte ne les a pas acceptés. Ensuite est venu le moment de placer le sujet du canal de Suez devant le conseil de sécurité. Le 23 septembre 1956, les représentants de la Grande Bretagne, et de la France ont adressé à partir de New York une lettre commune au président du Conseil de sécurité. Ils lui avaient demandé une réunion du

---

<sup>^ξ</sup> Lettre du premier ministre Ben Gorion, au président Eisenhower, Jérusalem, le 20 octobre 1956.

conseil pour étudier la position résultant de l'acte unilatéral entrepris par le gouvernement égyptien. 1<sup>^</sup><sup>o</sup>

Le lendemain, l'Égypte a demandé la tenue du conseil de sécurité pour examiner les actes fomentés à son encontre par la Grande Bretagne et la France.

Nasser avait rencontré précédemment Arthur Lal, le représentant de l'Inde auprès des Nations Unies et ont étudié ensemble les possibilités de soumettre la cause au conseil de sécurité ainsi que la situation politique en général. Plus tard, Nasser a enregistré ses remarques comme suit : " Si la Russie brandi sont veto, ceci signifierait un acqui moral pour les britanniques. Il donnera à l'opinion publique mondiale l'impression que pour résoudre le dossier du Canal de Suez, tous les moyens pacifiques ont été épuisés, y compris le conseil de sécurité, ce qui faciliterait le recours à une mesure militaire. Les anglais croient qu'ils peuvent occuper la région du canal à travers une guerre-éclair de ???ainsi que les soldats à bords d'avions dans un espace de 48 heures.

Lal croit que les Anglais peuvent se débarrasser du gouvernement égyptien par une révolution qui donnerait lieu à un gouvernement qui reconnaîtrait la légitimité de l'occupation.

Hamersjold estime que le dossier du canal est dangereux et qu'il doit être étudié par l'intermédiaire du conseil de sécurité qui doit en fin de compte prendre la décision de former un conseil pour les négociations. "

Le 13 octobre 1956, le conseil de sécurité a promulgué la résolution n°118, datant du 13 octobre 1956 stipulant ce qui suit :

" En tenant compte des communiqués qui lui sont parvenus et les résultats des pourparlers évoqués par le secrétaire général de l'ONU ainsi que les ministres des affaires étrangères d'Égypte, de France et du Royaume Uni, le conseil estime que tout règlement de la question du canal doit prendre en considération ce qui suit :

1- La nécessité de rendre la navigation libre dans le canal sans discrimination claire ou implicite et ceci se rapporte aux aspects politiques et techniques.

---

<sup>^</sup> Déclaration de Selwen Loyd, Commons Sitting. HC Deb 23 october, 1956, vol 558 CC491-6491

- 2- La souveraineté de l'Egypte doit être respectée.
- 3- Le fonctionnement du canal doit être dissocié de la politique de n'importe quel Etat.
- 4- La manière de déterminer les taxes et les paiements est conclue entre l'Egypte et les usagers du canal.
- 5- Une partie équitable des taxes est destinée au développement du canal.
- 6- En cas de litige, et des questions en suspens entre la compagnie du canal et le gouvernement égyptien doit être réglée par l'intermédiaire de l'arbitrage, selon des bases convenables en vue de payer les sommes requises.

Le conseil de sécurité s'est tenu du 5 au 13 octobre, l'Union soviétique a utilisé son droit de veto et le conseil de sécurité a déterminé des principes approuvés par le gouvernement égyptien.

#### 6- Préparation à l'agression

Les actions militaires britanniques et françaises ont commencé après la décision de la nationalisation du canal de Suez directement. Fin octobre Israël a mobilisé les réservistes et Eisenhower a envoyé immédiatement une lettre à Ben Gourion, le 27 octobre 1956 lui disant :

" J'exprime clairement mon inquiétude vis-à-vis des rapports sur la mobilisation de l'armée. Cette mesure accroîtrait la tension que vous voulez alléger, tel que vous l'avez dit. Nous vivons de jours de vives tensions. Les seuls garants du contrôle de la tension au Moyen Orient est un commandement de haut niveau et une capacité à se retenir. Ces deux conditions sont les seules à même d'empêcher toute entrave à la paix dans cette région ou autres, qui sont affectées par les séquelles de cette tension. Je suis toujours confiant que la méthode pacifique et modérée est la seule à même d'améliorer la situation. Je renouvelle l'appel que Dulles vous a fait parvenir selon lequel votre gouvernement ne doit pas prendre



l'initiative de la force, menaçant la paix et l'amitié entre nos deux Etats.<sup>1^6</sup>

Au lendemain, Eisenhower a envoyé une deuxième lettre à Ben Gourion. En voici le texte littéral : " Je vous ai envoyé hier une lettre personnelle exprimant ma profonde inquiétude, en ce qui concerne les rapports de mobilisation en Israël. J'ai renouvelé mon appel précédent que Dulles vous a transmis. Celui de ne pas entreprendre une quelconque initiative de force par l'intermédiaire d'Israël qui pourrait menacer la paix au Moyen Orient. Aujourd'hui, j'ai reçu davantage de rapports, clarifiant que la mobilisation des forces militaires à Israël persistaient. Ce message est urgent à cause du danger de la situation que nous voyons de nos propres yeux. A cause des éventuelles séquelles de l'état de tension qui sévit actuellement au Moyen Orient et à cause des intentions exprimées par les Etats Unis dans la déclaration tripartite, du 25 mai 1950. J'ai donné mes instructions pour que cette position soit discutée avec le Royaume Uni et la France, leur revendiquant de déployer tous les efforts possibles afin d'améliorer la situation. J'ai également donné mes instructions pour faire parvenir le plus rapidement possible mon inquiétude à tous les pays du Moyen Orient, leur demandant de s'absenter de tout acte pouvant entraîner des hostilités. Une deuxième fois, je suis obligé d'affirmer les dangers de la situation actuelle et j'incite votre gouvernement à n'entreprendre aucun acte menaçant la paix. "<sup>2^7</sup>

Le même jour, le président américain a promulgué un communiqué disant littéralement :

" Dans les jours précédents, j'ai reçu des rapports inquiétants du Moyen Orient incluant des informations sur le fait qu'Israël entreprendra une mobilisation lourde des ses forces armées. J'ai envoyé une lettre personnelle au premier ministre israélien, exprimant ma forte inquiétude et renouvelant une précédente recommandation, de ne pas entreprendre des initiatives menaçant la paix.

J'ai reçu immédiatement davantage de rapport sur l'état de persistance de la mobilisation israélienne.

---

<sup>^1</sup> Lettre du président Eisenhower, au premier ministre Ben Gourion, Washington, le 27 octobre 1956.

<sup>^2</sup> Lettre du président Eisenhower, au premier ministre Ben Gourion, Washington, Le 28 octobre 1956.

Le danger de la situation m'a amené à envoyer une lettre rapide à Ben Gourion. J'ai donné mes instructions de discuter ces évolutions avec le Royaume Uni et la France qui se sont ralliés à la déclaration tripartite du 25 mai 1950, de manière à préserver la paix au Moyen Orient.

Parceque nous ne savons rien de cette large mobilisation dans les pays voisins d'Israël, qui affirment eux la nouvelle de la mobilisation israélienne, j'ai donné mes instructions de transmettre mon inquiétude aux autres pays du Moyen Orient, leur revendiquant de s'abstenir de tout acte entraînant des hostilités.

Le conseil de sécurité a d'autres perspectives pour sauvegarder la paix au Moyen Orient, et j'espère fortement que les pays faisant partie intégrante de la crise ne freinent pas le conseil de sécurité dans ses efforts pour réaliser une solution pacifique.

Eisenhower ne savait pas que Ben Gourion et les représentants des deux pays de la déclaration tripartite se sont réunis en France, du 22 au 24 octobre 1956 et ont signé le protocole suivant :

1- Les forces israéliennes doivent entamer dans la nuit du 29 octobre 1956, une offensive militaire de large envergure sur les forces égyptiennes, avec pour objectif de parvenir le lendemain à la région du Canal de Suez.

2- En raison de leur parfaite connaissance de ces événements, les deux gouvernements anglais et français, adresseront les deux, l'un après l'autre, le 30 octobre 1956, deux ultimatums au gouvernement égyptien et israélien sur les lignes suivantes :

A- Le gouvernement égyptien

1) Arrêter tous les actes de guerre

2) Retirer toutes ses forces, 10 miles loin du canal

3) Accepter l'occupation temporaire des sites du canal afin de garantir le passage libre dans le canal des navires de tous les Etats jusqu'à parvenir à un règlement final.

## B- Le gouvernement israélien

- 1) Arrêter tous les actes de guerre
- 2) Retirer tous ses forces, 10 miles loin du canal.

Il a été convenu que si l'un des deux gouvernements refuse ces propositions ou s'ils n'affichent pas leur position, les forces anglo françaises allaient intervenir par les moyens nécessaires pour les amener à approuver ces requêtes.

C- Les représentants des trois gouvernements doivent accepter qu'Israël ne soit pas obligé de se plier aux conditions insérées dans l'ultimatum qui lui est adressé, au cas où le gouvernement égyptien les refusent.

3- Au cas où le gouvernement égyptien refuse les conditions de l'ultimatum qui lui est adressé, les forces anglo françaises entreprendront des opérations militaires contre les forces égyptiennes dans les premières heures du 31 octobre.

4-Le gouvernement israélien enverra des forces pour occuper la côte ouest du Golfe Al Aqaba, et les îles de Tiran et de Sanafir afin d'assurer la liberté de la navigation dans le Golfe d'Al Aqaba.

5-Israël s'engage à ne pas attaquer la Jordanie pendant les hostilités menées contre l'Egypte. Mais au cas où la Jordanie est attaquée simultanément, le gouvernement britannique s'engage à ne pas lui tendre la main.

6- Les arrangements de ce protocole doivent demeurer secrets.

7- L'exécution entrera en vigueur, au moment de la signature des trois gouvernements.

Signés David Ben Gourion, Chritian Pineau et Patrick Dean.

Simulaténement l'Egypte a entrepris une initiative dans laquelle elle affichait son intention d'entamer des négociations directes sur le dossier du Canal de Suez. Mahmoud Fawzi, le ministre des affaires étrangères égyptien, à l'époque, avait transmis cette intention à Raymond Hare. Il avait également exprimé sa désolation quant aux mouvements français

visant à entraver ce progrès. Il lui a ensuite fait savoir que le gouvernement égyptien tenait à agir de manière positive et qu'il avait accepté l'invitation de Hammersjold pour rencontrer les Britanniques et les français à Genève, le 29 octobre 1<sup>^^</sup>.

Mais malheureusement, ce fût la date convenue entre la Grande Bretagne, la France et Israël pour le lancement de l'attaque militaire contre l'Egypte.

### Chapitre III

L'agression tripartite contre l'Egypte.

L'offensive israélienne via le Sinaï :

Au moment où nous célébrions le cinquième anniversaire de mon frère Abdel Meguid, le lundi 29 octobre 1956, nous avons été surpris par quelqu'un qui nous appelait à rentrer à la maison et à ne faire aucun bruit car mon père avait des invités et travaillait à son bureau. Encore petite, je n'avais pas compris que les forces israéliennes avaient entamé une attaque globale contre l'Egypte.

Mon père raconte que les forces armées égyptiennes s'étaient dirigées vers les frontières, au Sinaï, pour repousser les agresseurs juifs, l'armée israélienne. En 24 heures, les soldats égyptiens combattaient les forces israéliennes et leur infligeaient des pertes. Nos pilotes avaient constaté, pendant les deux premiers jours des accrochages aériens avec les Israéliens, qu'il y avait des chasseurs Master beaucoup plus puissants que ceux des forces de l'air israéliennes. Ils avaient alors pensé que la France coopérait, en catimini, avec Israël.

Le porte-parole d'Antony Eden avait indiqué, pendant ce temps, que la Grande-Bretagne ne profiterait pas des affrontements israélo-égyptiens pour son intérêt !(1) (Communiqué de Nasser au peuple, 1/11/56).

---

<sup>^^</sup> Télégramme du Caire, le 24 octobre (Department of State, Central Files, 974 7301 10 2456).

Deuxièmement : l'ultimatum lancé par la France et la Grande-Bretagne à l'Égypte

Le mardi 30 octobre, la France et la Grande-Bretagne avaient lancé un ultimatum contre l'Égypte pour lui sommer de cesser les combats, alors que les forces israéliennes étaient sur le territoire égyptien et lui demander ainsi qu'à Israël de se retirer à 10 miles du Canal de Suez, à un moment où Israël était très loin des lieux !

Pire encore, l'ultimatum avait demandé à l'Égypte d'accepter l'occupation de Port-Saïd, d'Ismaïlia, et de Suez par les forces britanniques et françaises pour protéger la navigation dans le canal de Suez !

Ceci s'était produit, la navigation au Canal continuait et n'avait pas été menacé. Les forces égyptiennes s'étaient mobilisées pour affronter les forces israéliennes.

Dans un ultimatum remis à l'ambassadeur d'Égypte à Londres, la Grande-Bretagne avait ajouté que si aucune réponse n'était fournie dans 12 heures, elle exécuterait cette mesure de force.

Nasser dit : « L'ultimatum a été une surprise pour nous. Nous nous attendions à une offensive franco-britannique contre l'Égypte mais nous n'avions pas imaginé que la Grande-Bretagne participerait avec Israël dans cette opération. Je croyais que toute opération militaire que mènerait la Grande-Bretagne contre nous – surtout si elle est alliée avec la France et Israël – n'aurait d'autre impact sur la Grande-Bretagne qu'une catastrophe inévitable, abstraction faite des résultats militaires de l'offensive. La Grande-Bretagne a des intérêts considérables au Proche-Orient et une bavure militaire de ce genre nuirait à ses intérêts dans la région. Je me les figurais: le pétrole, les pipelines, le commerce, la culture, l'influence politique puis le Canal de Suez, la veine vitale de la Grande-Bretagne, tout sera entravé sans aucun doute.

Je me suis imaginé que la Grande-Bretagne voulait que nous ne mobilisions pas toutes nos forces contre Israël, qui pourra ainsi obtenir une victoire gratuite au moment où nous retiendrons une partie de nos forces pour affronter la Grande-Bretagne. (1)(Idem, interview accordée par Nasser à la revue « Dernière heure », 5/12/56)

L'ultimatum franco-britannique était le plus étonnant de l'Histoire car il autorisait l'occupation provisoire. L'Égypte avait annoncé qu'elle ne permettrait ni n'accepterait l'occupation d'Ismaïlia, de Port-Saïd et de Suez, par des forces franco-britanniques et que cette mesure était une violation à sa liberté.

Certes Israël accepta les conditions de l'ultimatum, celles-ci s'adressant à l'Égypte. Les forces israéliennes étaient l'agresseur et les forces égyptiennes les forçaient à rebrousser chemin. Israël approuvait également l'occupation des trois villes du Canal de Suez ; il avait été le seul pays à s'opposer à l'évacuation, en 1954, du Canal de Suez par la Grande-Bretagne.

Le mercredi 31 octobre, radio « La voix de la Grande-Bretagne » annonça la formation du commandement des alliés –la France et la Grande-Bretagne- pour sauvegarder la paix dans le monde, raison pour laquelle ils interviendront de force pour séparer les forces égyptiennes des forces israéliennes !

Au même jour, le commandement franco-britannique lança un nouvel ultimatum prévoyant la destruction de cibles militaires, ce qui signifiait, pour l'Égypte, le début de l'exécution de l'ultimatum,

Nasser raconta : « le 31 octobre, à 19h00, j'étais chez moi, je recevais l'ambassadeur indonésien. J'ai entendu les sonnettes d'alarme. J'ai entendu le vrombissement des avions de chasse et j'ai compris que cela était une offensive britannique. Les chasseurs étaient des avions à réaction et les seuls qui se trouvaient à l'est de la Méditerranéenne pouvaient être qu'égyptiens ou britanniques.

J'ai tout de suite compris que la Grande-Bretagne était intervenue militairement et j'ai voulu m'en assurer. J'ai laissé l'ambassadeur indonésien et suis monté sur le toit de la maison pour voir le raid et écouter le son des chasseurs afin de vérifier qu'ils sont britanniques. J'ai ensuite reçu la déclaration franco-britannique annonçant le début des opérations militaires contre l'Égypte.

Ce complot avait pour but d'attirer nos forces militaires à l'intérieur du Sinaï pour nous attaquer, ici dans la région du Delta et du Canal de Suez. Après le premier raid mercredi 31 octobre, nous combattions sur deux

fronts : Israël aux frontières, et le colonialisme franco-britannique à l'intérieur, qui menaçait d'occuper le Canal. (1)(Interview de Nasser à la revue « dernière heure », 5/12/56)

Il était clair qu'il fallait revoir nos plans. Je suis sorti de chez moi en direction du siège du commandement des forces armées. Il y avait une grande réunion. Nous nous sommes mis d'accord sur la nécessité de nous retirer avant qu'il ne soit trop tard et que les ennemis réalisent leurs objectifs. Toutes nos forces doivent se retirer des frontières au Canal de Suez. Ce retrait devait s'opérer en deux nuits au maximum, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> novembre. Accomplir le retrait dans une telle durée était un miracle, sous la pression de l'aviation britannique, française et israélienne, les chasseurs égyptiens étant sortis du duel, dès le 1<sup>er</sup> novembre. Dès que j'ai appris que le retrait a été achevé, j'ai senti que l'Égypte avait gagné la bataille après avoir avorté le plan de l'ennemi qui était de détruire toutes nos forces militaires pour qu'il soit facile d'anéantir l'Égypte.

(2)(Discours de Nasser, 2 novembre 1956, Idem)

Le mercredi 31 octobre, la France et la Grande-Bretagne lancèrent leur offensive contre le Caire, la région du Canal et Alexandrie dans le but d'annihiler l'armée de l'air. Le plan de coalition franco-israélo-britannique était désormais devenu clair : détruire les chasseurs égyptiens et entraîner les forces armées vers le Sinaï, les isoler et les anéantir pour ensuite occuper l'Égypte.

Dans son communiqué à l'adresse du peuple le 1<sup>er</sup> novembre, après l'offensive franco-britannique, Nasser dit : « Maintenant... nous affrontons cette situation, devons-nous combattre ou nous résigner ? Nous mènerons une guerre globale où les soldats seront le peuple égyptien, qui combatta aux côtés des forces armées. Voici, à présent, vos frères en Algérie qui combattent farouchement contre près d'un demi-million de soldats français pour leur liberté et leur dignité. Les ordres ont été donnés de distribuer les armes, nous en avons d'ailleurs beaucoup. Nous lutterons de village en village. Que chacun d'entre vous soit un soldat des forces armées. Que notre devise soit « nous combattons et nous ne nous rendrons pas.

Les assaillants ont cru que le peuple égyptien les aidera mais leurs plans sont bâtis sur des illusions ». (1)(Discours de Nasser, à Alexandrie, 26/7/1956)

Troisièmement : les Etats-Unis dans l'obscurité :

Alors que Nasser affrontait l'offensive militaire israélienne au Sinaï et avait décidé de retirer les forces militaires vers l'ouest du Canal de Suez pour éviter de tomber dans le piège tripartite. La conspiration avait d'autres volets, dont l'autre bout était relié aux Etats-Unis.

La réaction américaine au raid israélien contre l'Egypte

29 octobre : Après l'achèvement de la mobilisation générale en Israël, Eisenhower avait demandé à Nasser de s'abstenir de tout acte agressif, dans un message le 29 octobre 1956, le jour où Israël lança son offensive contre l'Egypte.

Eisenhower tint sur le champ une réunion à la Maison Blanche pour discuter des détails de l'offensive israélienne contre la péninsule du Sinaï. Dullas évoqua la livraison par les Français d'une quantité de chasseurs du type Master aux Israéliens dépassant celle convenu et sans respecter des accords passés entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France sur les armes au Proche-Orient. Dullas parla également de l'échange d'un grand nombre de lettres entre la France et Israël, le jour précédent !

Eisenhower indiqua alors : « En 1950, après avoir dit que nous aiderons les victimes des agressions au Proche-Orient, comment agir maintenant ? La sixième flotte est dans la région ? Est-il possible d'imposer un siège maritime ? » L'amiral Redford répondit que tout serait fini dans quelques jours. Il expliqua à Eisenhower que les Israéliens arriveraient à Suez dans deux ou trois jours. Il croyait qu'Israël voulait occuper la péninsule du Sinaï.

Dullas précisa cependant que les opérations allaient toujours plus loin : le Canal de Suez allait être bloqué, les pipelines seraient détruits. En ces circonstances, dit-il, l'intervention franco-britannique aura lieu et peut être avoir été concoctée avec Israël.



La France fut critiquée pour avoir livré à Israël de 30 à 50 chasseurs Master sans en informer personne, ce qui constituait une entorse à l'accord de 1950.

Eisenhower s'interrogea ce que penseraient les Français et les Britanniques si les Etats-Unis aidaient l'Egypte et honoraient leurs engagements. Dans ces conditions, poursuit-il, « il est possible que nous nous désengageons de nos alliances traditionnelles, l'ONU pourrait être d'ailleurs la meilleure issue ». Dullas intervint alors pour rappeler que l'URSS pouvait l'emporter à l'ONU. « Il est étrange qu'il n'y ait aucune nouvelle des Français et des Britanniques depuis dix jours ! », souligna-t-il.

Eisenhower était furieux et réalisa que mentionner l'ONU était insuffisant, « il nous faut prendre une décision beaucoup plus précise. Nous sommes les seuls que les Français et les Britanniques écouteront. Nous pouvons expliquer que nous prenons en considération d'autres méthodes pour renouveler nos engagements envers le Proche-Orient et que si les Britanniques soutenaient les Israéliens, ils nous verrons dans le camp des opposants ».

« Dans cette question, il m'importe peu que je sois réélu ou non. Je sens qu'il faut que nous tenons notre parole et je ne pense pas que les Américains me chasseront pour cette position, et s'ils le feront, soit ! », avait martelé Eisenhower.

Ces débats avaient montré que si les Etats-Unis se rangeaient du côté des Britanniques et des Français, l'URSS prendrait le parti de l'Egypte et de l'Afrique, Washington devait donc tenir au principe, dans un tel cas.

Dullas fit savoir que les ambassadeurs des pays de la coalition de Bagdad l'avaient rencontré, le même jour, et lui avaient indiqué que les Etats-Unis étaient tenu de faire cesser cette offensive. « Nous avons une occasion de diviser le monde arabe. Certains de ces pays sont gênés par les développements qui se sont produits en Egypte », avait fait remarquer le président américain.

Il était clair que les Etats-Unis et l'URSS avaient adopté la même position, dans cette question.

Dans un communiqué de presse publié le même jour, les Etats-Unis annoncèrent qu'ils aideraient l'Egypte – la victime de l'agression- et qu'ils s'entretiendraient avec leur partenaire dans la déclaration tripartite de 1950, en vertu duquel ils transmettront la situation au Proche-Orient au Conseil de sécurité le jour suivant !(1)(Mémorandum de la conférence avec le président a la Maison blanche à Washington, le 29 octobre 1956, 7 :15 pm)

Nous nous demandons s'il était facile qu'Israël perde le soutien des Etats-Unis dans une telle offensive ?

Ben Gorion envoya, le même jour de l'agression, 29 octobre, un message de justification à Eisenhower, où il y rejetait la responsabilité des tensions au Proche-Orient à Nasser et à « sa politique expansionniste », selon Ben Gorion.

Il y prétendit que les opérations militaires et politiques de Nasser s'étendaient de l'océan Atlantique au golfe persique.

Ben Gorion énuméra les justifications inventées de l'opération: l'importation d'armes de l'URSS par l'Egypte, la formation d'un commandement conjoint avec la Syrie et la Jordanie, le soutien de quelques forces irakiennes à la Jordanie face aux bandes terroristes israéliennes et la résistance aux violations commises par Israël de la zone démilitarisée commune avec l'Egypte.

La réponse de Ben Gorion faussait les faits et déformait les événements survenus dans le monde arabe: il avait indiqué que l'Egypte ne permettait pas le passage des navires israéliens par le Canal de Suez sans dire que ceci était conforme à l'accord 1888, les deux pays étant toujours en état de guerre. Ben Gorion fit savoir ensuite que toutes ces mesures étaient prises pour éviter qu'Israël ne soit anéanti !(1)(Message du premier ministre, Ben Gorion au président Eisenhower a Jérusalem, 29 octobre 1956)

b- le 30 octobre :

La situation au Conseil de sécurité : les Etats-Unis réclamèrent une réunion urgente du Conseil de sécurité, en se basant sur les informations qu'ils reçurent sur une entorse de la trêve conclue entre l'Egypte et Israël et l'incursion en profondeur des forces israéliennes dans les territoires égyptiens. Cette agression avait commencé 24 heures plus tôt et avait persisté au Sinaï.

Etant donné que le Conseil de sécurité avait pour mission de préserver la sécurité et la paix internationales et était responsable de parrainer la trêve, les Etats-Unis jugeaient nécessaire d'examiner la possibilité de prendre des mesures censées stopper immédiatement l'opération militaire israélienne contre l'Egypte. En d'autres termes, les Etats-Unis s'engagèrent, dans cette étape du complot tripartite, à la déclaration tripartite de 1950 et soutint le pays agressé, ne serait-ce que dans le cadre de l'ONU.

Ceci dit, les Etats-Unis avancèrent un projet de résolution, dans l'après-midi du même jour –le 30 octobre- prévoyant que le Conseil de sécurité réclame le retrait d'Israël et pose des conditions pour garantir la réalisation de cette démarche. (2)(Télégramme de la mission de l'ONU au département d'Etat, New York 29 octobre 1956).

Il fut étonnant que Dullas – bien qu'il eut affirmé le soutien de la Grande-Bretagne à Israël dans son offensive contre l'Egypte- souhaitait toujours que les Britanniques rejoignent les Etats-Unis ! Il dit cependant à Eisenhower dans une réunion tenue le même jour qu'ils l'avanceraient tous seuls (le projet de résolution), si les Britanniques ne les rejoignaient pas.

Eisenhower apprit que la position des Français était la même que celle des Britanniques. Il donna alors des instructions de présenter le projet de résolutions sans eux, ajoutant que la France et la Grande-Bretagne n'avaient pas une bonne raison de mener la guerre et que la nationalisation du Canal de Suez par l'Egypte n'était pas une raison suffisante pour justifier leur démarche.

« Il ne s'agit pas de la question de Suez mais de l'Algérie pour les Français et du golfe persique pour les Britanniques », commenta Dullas.

Eisenhower se demanda si Churchill n'était pas derrière cette affaire. Si les livraisons de pétrole étaient rompues et si les navires étaient forcés à passer par le cap de Bonne espérance, ces livraisons à destination de l'ouest de l'Europe seraient nettement réduites, selon Eisenhower, qui supposa que les Britanniques se seraient mieux sentis si les Egyptiens ne se seraient pas contentés de nationaliser le Canal mais de le faire fonctionner efficacement !

Eisenhower, furieux, avait affirmé qu'il était inutile d'avoir un allié sur lequel il n'était pas possible de compter et qu'il n'était pas si nécessaire de soutenir comme il le croit ! Dullas était également inquiet que les Etats-Unis s'associent à des Etats adoptant des politiques colonialistes, incompatibles avec la politique américaine. (1)(Memo de la conférence avec le Président, à la Maison Blanche, à Washington, 30 octobre 1956)

Selwyn-Lloyd avait dénoncé, au siège de l'ONU, que les Etats-Unis eussent qualifié Israël d'Etat agresseur. Selon Selwyn-Lloyd, la Grande-Bretagne serait dans une situation impossible si les Etats-Unis entreprenaient une opération militaire pour soutenir l'Egypte, après la déclaration de l'agression tripartite. Selwyn-Lloyd afficha son inquiétude concernant la présence, au Canal de Suez ou proche du Canal, de navires d'un montant total de 75 millions de livres sterling, la tactique israélienne devant compter sur la prise du contrôle des ponts du Canal de Suez pour empêcher l'Egypte de lancer une offensive la première. (2)(Télégramme de la représentation américaine à l'ONU, au département d'Etat, Londres, 30 octobre 1956)

Quant au gouvernement français, il s'opposa vivement au projet de résolution américain au Conseil de sécurité et annonça qu'il ne soutiendra aucune résolution contre Israël. Le gouvernement français insista, en dépit de l'inquiétude des Etats-Unis vis-à-vis des conséquences de l'offensive israélienne sur le monde arabe: que ce soit par l'introduction d'un autre pays arabe dans cette guerre ou par la détérioration de la position de l'Occident dans cette région, outre les privilèges assurés que l'URSS acquerra et son éventuelle intervention si l'opération militaire persistait.

Pour comble de duperie, les Français demandèrent la cessation des hostilités des deux côtés et la non condamnation d'une partie quelconque !(1)(Télégramme de la représentation américaine à l'ONU, au département d'Etat, Paris, 30 octobre 1956)

Cette fracture dans les relations politiques anglo-américaines poussa Eisenhower à se demander, dans une lettre à l'adresse d'Eden : « Que s'est-il passé entre nos alliés européens et nous, surtout entre nous, les Français et vous ? Je me sens dans l'obscurité, en ce qui concerne vos orientations et vos intentions envers la situation au Proche-Orient...

Nous avons appris que les Français ont fourni de grandes quantités d'armes à Israël, entre autres un grand nombre d'avions, ceci est une entorse à l'accord entre nos trois pays... nous avons publié un communiqué général dans lequel nous vous informons, ainsi que les Français de notre inquiétude.

Lorsque les activités militaires ont commencé le lundi (29 octobre), nous avons décidé de renvoyer ce dossier devant le Conseil de Sécurité, à la lumière de notre accord de mai 1950... hier, notre ambassadeur à l'ONU s'est entretenu avec le vôtre pour lui demander de venir soumettre avec nous ce dossier à l'ONU ce matin et nous étions surpris de voir qu'il n'était pas du tout favorable à cette mesure. Il (votre ambassadeur) a indiqué que son gouvernement s'opposerait à toute procédure contre Israël. Et d'ajouter que la déclaration de mai 1950 faisait partie de l'histoire ancienne, et était désormais invalide ! »

Eisenhower dénonça cette position, dans la lettre adressée à Eden et s'indigna que le gouvernement britannique n'ait instruit les Nations-Unies de la résiliation unilatérale de la déclaration tripartite, sur laquelle les Etats-Unis fondèrent de nombreuses politiques au Proche-Orient !

« Les conséquences de ces développements, entre autres votre implication dans une guerre générale contre les Arabes, perturberont les rapports qu'entretiennent nos deux gouvernements. Si l'Egypte n'a pas encore réclamé officiellement l'aide de notre gouvernement, en fait, si l'ONU affirme qu'Israël est l'agresseur, l'Egypte peut demander l'aide des Soviétiques, et le sort du Proche-Orient sera voué au feu !

Cette vérité nous a porté à insister sur le fait que l'Occident doit réclamer l'intervention de l'ONU car nous ne serons pas d'accord non seulement sur ce que nous devons faire mais nous sommes confrontés à une situation sur le terrain qui rend nos présentes démarches futiles.

De toutes ses probabilités, je pense que le plus important pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne est de trouver un moyen d'accorder nos visions et nos plans, afin de ne pas nous retrouver dans la véritable crise sans avoir la force d'agir ensemble, en raison d'une mauvaise compréhension réciproque ». (1) (Message du président Eisenhower au premier ministre Eden, Washington, 30 octobre 1956)

Les conséquences de l'attaque franco-britannique sur l'Egypte.

Eden annonça, le 30 juin devant la chambre des communes, le débarquement des forces franco-britanniques dans la région du Canal de Suez. Le gouvernement français approuva, le même jour, l'intervention militaire française dans la région et l'usage du veto de la France au Conseil de sécurité pour s'opposer à toute résolution condamnant Israël.

La colère américaine :

Dallas informa, par téléphone, Eisenhower de l'ultimatum franco-britannique et il répondit : « Ils ont donné un délai de 12 heures à l'Egypte, d'une manière rude comme jamais auparavant ». (2) (Memo de la conversation téléphonique entre le président et le secrétaire d'Etat, Washington, 30 octobre 1956).

Des instructions furent données sur le champ et le département d'Etat demanda à la Turquie de lui permettre de déployer des forces à Adnan pour être prêts à exécuter tout ordre émanant de l'ONU.

Eisenhower envoya deux messages aux chefs de gouvernements des deux pays agresseurs, à Eden et Mollet. « J'ai appris, via la presse, l'ultimatum de 12 heures lancé à l'Egypte, réclamant sous la menace d'une intervention musclée, de laisser les forces franco-britanniques d'occuper

temporairement des postes dominants dans les régions de Port-Saïd, d'Ismaïlia, de Suez et au Canal !

Je sens qu'il faut que j'exprime ma profonde inquiétude quant à cet agissement violent qui fait l'objet d'examen en ce moment au Conseil de sécurité. Je pense que les opérations pacifiques doivent prévaloir pour rétablir la trêve entre Israël et l'Égypte et résoudre équitablement les différends politiques envers l'Égypte, en ce qui concerne le dossier du Canal de Suez ». (3)(Messages du président Eisenhower aux premiers ministres Eden et Mollet, Washington, 30 octobre 1956)

Bien que Mollet eut demandé à Eisenhower de faire en sorte que le gouvernement américain cesse ses pressions pour faire voter une résolution au Conseil de sécurité afin d'instaurer un cessez-le-feu jusqu'à ce qu'Israël et l'Égypte réagissent favorablement à l'ultimatum, Dullas refusa de suspendre les travaux au Conseil et critiqua l'ultimatum. Le projet de résolution du Conseil de sécurité appela au retrait des forces israéliennes dans leurs frontières. « Il n'y a aucune différence, dit-il, entre l'intervention franco-britannique dans le Canal de Suez et le recours à l'armée soviétique contre les habitants civils à Budapest ». (1)(Memo de la conversation, département d'Etat, Washington, 30 octobre 1956, le conflit égypto-israélien)

Mollet alla même plus loin que l'attaque, et demanda l'approbation et le soutien d'Eisenhower aux mesures franco-britanniques. (2)(Message du premier ministre Mollet au président Eisenhower, Paris, 30 octobre 1956)

Eisenhower était furieux de la duperie de ses alliés européens et décida de ne pas être associé à eux devant le monde arabe. Il publia un communiqué dans lequel il appela à régler la crise par voie pacifique, de trouver une solution qui relancerait la trêve entre Israël et l'Égypte et résoudrait de manière équitable la question du Canal de Suez.

Quand le sujet du pétrole après les opérations dans le Canal de Suez, fut soulevé, Eisenhower, énervé, dit que ceux qui avaient commencé les opérations devaient régler leurs problèmes pétroliers eux-mêmes, et « qu'ils soient brûlés par leur pétrole ! Ils auront besoin du pétrole de Venezuela et du cap de Bonne Espérance. Les dollars qu'ils utilisent pour financer leur offensive s'épuiseront très vite et ils chercheront de l'aide. Il se peut qu'ils planifient pour nous mettre face à un fait accompli et ils

croient que nous paieront l'addition ! Je suis furieux des Britanniques et des Français qui ont entrepris unilatéralement à cette mesure, violant ainsi tous les accords convenus depuis la déclaration de 1950 ». (3)(Memo de la conversation, avec le président, la Maison Blanche, Washington, 30 octobre 1956)

a- Un message de Nasser à Eisenhower :

Nasser demanda à voir Edmond Heir le 30 octobre et lui remit un message au président Eisenhower dont la teneur est la suivante : « L'ultimatum franco-britannique ayant précédé l'offensive contre l'Egypte, à un moment où celle-ci se défend contre l'agression israélienne systématique, engendre une situation très grave qui constitue une violation dangereuse de la liberté des peuples et de la Charte de l'ONU. L'Egypte défendra sa souveraineté et son territoire contre l'agression israélienne et le gouvernement égyptien a décidé de demander l'aide des Etats-Unis pour parer à l'éventuelle agression franco-britannique contre la volonté du peuple égyptien ». (1)(La lettre écrite par Nasser se trouve dans ses propres documents)

Quand Hair interrogea Nasser à propos de la nature de l'aide requise, ce dernier répondit que cela dépendait des circonstances. « Soit une aide militaire en cas d'offensive militaire. Certaines personnes se sont attendues à ce que le gouvernement égyptien se tourne vers l'URSS pour réclamer cette aide, nous y avons beaucoup pensé et avons décidé de la demander aux Etats-Unis.

La sollicitation de l'Egypte est sincère et est le fruit d'une longue réflexion. Le recours à l'URSS n'a pas été évoqué. Les Egyptiens ont toujours compté sur eux-mêmes et c'est la première fois qu'ils demandent une aide étrangère. Krotchov a proposé d'envoyer des volontaires mais l'Egypte n'a pas répondu. C'est une question de vie ou de mort pour l'Egypte ».

(2)(Télégramme de l'ambassade américaine en Egypte au département d'Etat, le Caire, 31 octobre 1956)



Eisenhower y répondit en affirmant que le président et Dullas déployaient le maximum d'efforts dans le cadre de l'ONU pour aboutir à un cessez-le-feu et le retrait des forces des agresseurs au Proche-Orient et que les Etats-Unis avaient soulevé la question de l'agression israélienne au Conseil de sécurité. (3)(Télégramme du département d'Etat à l'ambassade en Egypte, Washington, 1er novembre 1956)

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'était réuni, à la demande d'Eisenhower qui croyait que le premier objectif du Conseil était de réaliser un cessez-le-feu pour éviter que la guerre ne se répande. Par ailleurs, Eisenhower estimait que les Etats-Unis devaient diriger pour éviter que l'ONU prenne une décision qui les mettraient dans une situation embarrassante avec la France, la Grande-Bretagne ou tout autre pays du monde. La position d'Eisenhower montra son insistance à empêcher les Soviets d'obtenir une partie de la gouvernance du monde, en manifestant un intérêt aux petits pays. Vu que l'Afrique détestait un ou plus des trois pays—Israël, la France et la Grande-Bretagne, les Soviets ne devaient que proposer une sanction sévère et rapide contre ces trois pays pour faire perdre le seul espoir de l'Occident dans le monde musulman et l'Inde. (1)(Memo du président, Washington, 1<sup>er</sup> novembre 1956)

Nasser écrivit, le 2 novembre, un deuxième message à Eisenhower, que, quoi qu'il arrive, il avait décidé, lui et le peuple, de se battre jusqu'au bout pour sauvegarder leur honneur. Nasser informa Eisenhower de la poursuite des raids aériens qui s'étendit aux stations de la radio et à des sites militaires.

« Les Egyptiens n'ont pas cru les Américains quand ils ont dit que les Britanniques et les Français pouvaient adopter une politique indépendante que les Américains refusent. Ils constatent maintenant qu'ils avaient tort », poursuivit Nasser.

Concernant la position militaire, Nasser indiqua qu'il était inquiet, il y a deux jours plus tôt, pour l'armée au Sinaï qui combattait sans la couverture des forces de l'air. L'agression israélienne changea par l'intervention franco-britannique ce qui poussa Nasser à retirer l'armée de la péninsule, de Rafah, de Ariche, d'Abou Eigueila et de l'ouest du Canal, en vertu d'un nouveau plan tripartite visant à forcer l'Égypte à ne pas défendre le Canal mais à être la ligne de défense. Ce qui expliqua la raison pour laquelle Nasser fut soulagé du retrait pacifique d'une grande partie de l'armée. Quelques unités séparées de l'armée arrivèrent dans la nuit alors que les kamikazes demeurèrent à l'est du Canal de Suez.

A propos de la campagne qu'il combatta, Nasser fit savoir que c'était la guerre du peuple, la guerre de ville en ville et de maison en maison. Les citoyens ne seraient pas évacués, renchérit-il. Concernant les manœuvres aériennes, il précisa qu'il y avait un manque de pilotes et qu'il y aurait une grande perte à les confronter à une superpuissance. Nasser préféra les épargner pour défendre le Delta, raison pour laquelle les chasseurs égyptiens avaient été détruits sur terre. (2) (Télégramme de l'ambassade américaine en Égypte, au département d'État, au Caire, 2 novembre 1956).

La situation devint très compliquée pour les États-Unis, vu la contradiction entre ses intérêts, ceux de ses alliés – la France et la Grande-Bretagne – et ceux de « sa coqueluche » Israël.

Eisenhower ne put pardonner la duperie des trois pays agresseurs et décida de suspendre l'aide américaine à Israël en raison de l'attaque menée contre l'Égypte.

Eisenhower considérait la crise sous une optique plus profonde que la France et la Grande-Bretagne ; il tenait à préserver la position des États-Unis et de l'Occident au Moyen-Orient et dans le monde arabe et craignait en même temps que l'URSS se pose en sauveur de

l'ennemi, le colonialisme occidental, ce qui arriva effectivement.

b- Les manœuvres soviétiques

Eisenhower écrivit un message à l'adresse d'Eden le 5 novembre, après le débarquement des forces franco-britanniques à Port-Saïd, pour tenter d'empêcher que la situation s'aggrave et pour éviter un affrontement militaire, les Soviétiques ayant entrepris la démarche qu'il craignait depuis le début ! Ils avaient publié un communiqué appelant les Etats-Unis à les rejoindre dans une opération militaire au Moyen-Orient pour faire cesser les combats. Ils avancèrent cette proposition indirectement aux Etats-Unis via l'ONU ! (1)(Ebauche du message du président Eisenhower au premier ministre Eden, Washington, 5 novembre 1956)

Chokri Al-Kawatli envoya une lettre à Nasser, au cours de la même période, où il l'informa avoir mis au courant le gouvernement russe de son message. Le gouvernement russe s'était dit prêt à leur fournir, lui et Nasser, des équipements, des avions et des armes de différents types, ainsi que des experts et techniciens nécessaires.

(2)(L'URSS avait affiché sa disposition à envoyer des volontaires en Egypte ce qui souleva une polémique à l'Occident)

« Ils réfléchissent à la méthode à adopter pour nous donner ce que nous voulons. L'un de nos commandants est actuellement avec eux et discute de nos demandes, nous leur enverrons un autre officier pour leur donner des détails et une explication sur ce que nous désirons. Ils nous demandent de résister », nota Al-Kawatli à Nasser.

(3)(Message de Chokri Al-Kawatli, des documents personnels de Nasser).

L'ambassadeur égyptien en Russie, Mohamed Awad Al-Kouni expliqua que, lorsqu'il demanda à Al-Kawatli des éclaircissements, ce dernier lui affirma, une nouvelle fois, la disposition de la Russie de fournir tout ce dont ils

avaient besoin, les avions et leurs pilotes, sous l'appellation d'experts.

Chebilovréaffirma la disposition de l'URSS de doter l'Egypte de tout ce dont elle a besoin, sous la seule réserve d'éviter une autre guerre mondiale. (1)(Message de l'ambassadeur d'Egypte à Moscou, 6/11/1956, documents personnels de Nasser)

#### 1- L'ultimatum soviétique :

Il fut lancé le même jour où Bulganin envoya un message à Eisenhower.

« Dans une étape dangereuse qui exige que chacun assume sa responsabilité envers le processus de paix, je vous lance un appel au nom du gouvernement soviétique. Une semaine est écoulée depuis le début de l'offensive menée par les forces armées de la Grande-Bretagne, de France et d'Israël contre l'Egypte sans aucune raison, causant mort et destruction. Le bombardement à l'artillerie est toujours mené par la chasse britannique et française contre les aéroports égyptiens, les installations, les ports, les villes et les agglomérations urbaines. Les forces franco-britanniques ont atterri sur le sol égyptien. Les feux des occupants ont détruit des trésors fabriqués par les mains des Egyptiens. Les pertes humaines augmentent de jour en jour. La guerre agressive continue sous le regard du monde contre l'Egypte et le monde arabe qui ont pour seul tort de défendre leur liberté et leur indépendance.

La situation en Egypte appelle une action immédiate et tranchante de la part de l'ONU. Si cela n'arrive pas, l'ONU sera discrédité aux yeux du monde et s'effondra. L'URSS et les Etats-Unis sont deux membres permanents au Conseil de sécurité et sont deux superpuissances qui détiennent les armes de tout genre, y compris les armes nucléaires et hydrogéniques. Les Etats-Unis assument une

responsabilité particulière envers la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix et du calme au Moyen et au Proche Orient.

Nous sommes convaincus que si les gouvernements des Etats-Unis et de l'URSS affichent leur ferme volonté d'assurer la paix et de condamner l'agression, celle-ci prendra fin et il n'y aura pas de guerre.

Dans ces instants qui menacent le monde, quand les nobles principes et objectifs de l'ONU sont compromis, le gouvernement soviétique propose aux Etats-Unis une coopération pour stopper les hostilités et éviter l'effusion d'avantage de sang. Les Etats-Unis ont, dans la Méditerranée, une flotte maritime puissante et l'URSS en possède également, en sus d'une flotte aérienne puissante.

L'usage de ces moyens ensemble et promptement, par les Etats-Unis et l'URSS, en accord avec la décision de l'ONU, sera le gage de la fin de l'agression contre le peuple égyptien et les pays du Machrek arabe.

Le gouvernement soviétique appelle le gouvernement américain à unifier leurs efforts dans le cadre de l'ONU pour adopter des mesures fermes afin de mettre un frein à l'agression. Le gouvernement soviétique avait avancé des propositions au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'ONU.

Ces démarches conjointes des Etats-Unis et l'URSS ne menaceront pas les intérêts de la Grande-Bretagne et de la France. Les peuples de ces deux pays ne veulent pas la guerre et veulent –comme nos peuples– sauvegarder la paix. D'autres gouvernements comme la France et la Grande-Bretagne s'intéressent à la paix immédiate et à la reprise des activités au Canal de Suez, suspendues par les opérations militaires.

L'agression contre l'Egypte n'a pas été menée dans le but de libérer la navigation dans le Canal de Suez. La guerre de piraterie a commencé dans l'objectif de renforcer le régime colonialiste au Proche-Orient,

renversé par les peuples. Si vous ne stoppez pas cette guerre, elle est parsemée de dangers et peut devenir une troisième guerre mondiale.

Si l'URSS et les Etats-Unis soutiennent les victimes de l'agression, les autres gouvernements membres de l'ONU s'uniront à leurs efforts, l'autorité de l'ONU ne s'en verra que renforcer et la paix sera rétablie et confortée.

Le gouvernement soviétique est prêt à engager des pourparlers directs avec son homologue américain sur l'exécution effective des suggestions susdites pour que des actes soient entrepris en faveur de la paix, dans un avenir proche.

A ce moment de troubles de l'histoire où le sort des peuples et du monde est en train d'être déterminé.

J'attends votre réponse favorable ». (1)(Message du premier ministre Bulganin au président Eisenhower, Moscou, 5 novembre 1956).

Le gouvernement soviétique envoya des messages similaires à Hamorhold et le président du Conseil de sécurité.

Eden, Mollet et Ben Gorion reçurent, le même jour -5 novembre-, des missives similaires de la part de Bulganin – ou plus précisément des avertissements. Bulganin y fit part « de sa détermination » de régler la crise au Proche-Orient en usant la force, si nécessaire. Il durcit la diatribe contre la Grande-Bretagne et la France en promettant le recours à une « force plus puissante », s'ils ne suspendaient pas leur agression contre le Canal de Suez.

Dans un message adressé à Eden, Bulganin s'était interrogé sur la réaction de la Grande-Bretagne si elle aurait été attaquée par des pays plus puissants qu'elle dotés de toutes les armes destructives de pointe ?! Bulganin informa Eden et Mollet des propositions qu'il avait faites aux Etats-Unis, de recourir, avec d'autres pays du Conseil de sécurité, à des troupes

militaires et aériennes pour faire cesser la guerre contre l'Égypte. « Nous sommes résolus à anéantir l'agresseur et à rétablir la paix dans le Proche-Orient par la force », lui dit-il

Il condamna, dans une missive à l'intention de Ben Gorion, l'agression israélienne contre l'Égypte et affirma prévoir qu'Israël revienne à la raison avant qu'il ne soit trop tard. Il l'informa également que l'ambassadeur russe en Israël avait été rappelé à Moscou. (1) (Memo d'une conversation du département d'Etat, Washington, 5 novembre 1956, manœuvres soviétiques concernant la situation au Proche-Orient, relations franco-américaines)

Lors d'une séance de pourparlers au département d'Etat américain, en présence de l'ambassadeur de France à Washington, Hervé Alvin, des commentaires aussitôt faits évoquaient les tentatives des Soviétiques de détourner les regards du monde loin de leurs agissements en Hongrie, via une campagne de propagande au Proche-Orient.

« Nous ne devons pas permettre aux Soviétiques d'associer leurs atrocités en Hongrie aux opérations franco-britanniques à Suez », avait insisté l'ambassadeur français à Washington.

Les Américains avaient critiqué la publication de la teneur du message de Bulganin à Eisenhower avant qu'il ne lui parvienne.

« Si les Soviétiques interviennent directement contre les forces franco-britanniques, ils devront respecter les engagements de l'OTAN. 350 marins français ont été emprisonnés par les Égyptiens. Je n'ai aucune information utile pour affaiblir la position de Nasser ! Nous sommes pris dans un piège, si nous permettons aux Soviétiques de nous diviser. Si l'agression franco-britannique réussit en Égypte dans les prochains jours, ceci ne règlera pas le dossier algérien », avait-il renchéri.

Alvin parla de la destruction du pipeline de la Syrie et voulususciterégaleme nt le ravitaillement de l'Europe en pétrole. (1)(Idem)

Eisenhower se dit inquiet sur la possibilité d'une intervention militaire des Soviets. « Les Soviets ont peur et sont en colère, et ceci est d'autant plus dangereux », renchérit-il, ajoutant devoir envoyer une lettre à Nehru pour lui demander de se ranger du côté de la paix afin de limiter les attaques. Le message de Bulganin fut envoyéà Nehru ainsi que le communiqué des Etats-Unis qui y répond. Eisenhower demanda à Nehru de lui faire part de ses propositions pour aider dans cette situation. (2)(Memo de la conférence tenue avec le président, la Maison Blanche, Washington, 5 novembre 1956)

Bulganin avait adressé une lettre à Nehru le 2 novembre pour partager le soutien de l'Inde à l'Egypte, précisant que l'aide qu'il pouvait donner était d'aider à tenir une conférence en ce sens, à laquelle participeraient les pays africains et asiatiques. En fait, l'intérêt accordé par les deux superpuissances à Nehru, l'un des leaders les plus éminents, les plus influents et les plus respectueux du tiers monde, traduit le poids de cette puissance dans la politique internationale.

La teneur du communiqué du gouvernement américain fut ainsi : « Le président a reçu un message de Bulganin qui a été publié dans la presse de moscovite. Dans cette missive – qui est une tentative de détourner le regard du monde des atrocités commises en Hongrie-, l'URSS propose aux Etats-Unis d'user tous deux de leurs forces militaires pour faire cesser la guerre en Egypte.

La question du Proche-Orient est en débat à l'ONU afin qu'elle puisse aboutir à un règlement. Il est regrettable que l'URSS n'ait pas voté en faveur de la mobilisation d'une troupe de l'ONU et de toutes les



parties intéressées –cependant- il devra accepter ses résolutions.

Ni les forces soviétiques ni toute autre force ne doivent pénétrer le Moyen-Orient qu'avec le mandat de l'ONU. Nous sommes inquiets pour la situation en Egypte comme nous le sommes pour la situation en Hongrie ». (3)(Presse de la Maison blanche, Washington, 5 novembre 1956).

L'ultimatum soviétique a complexé la situation des Etats Unis et les deux pays ayant lancé l'agression. Mais en même temps il fût un important support pour l'Egypte et les pays arabes dans de telles circonstances. Ceci outre les télégrammes de soutien émanant du gouvernement soviétique et son intention affichée de présenter l'aide militaire à l'Egypte.

Eisenhower s'est trouvé dans une impasse loin de ses deux alliés, la Grande Bretagne et la France et sa position était plutôt similaire à son ennemi l'Union soviétique, lorsqu'il a refusé l'agression et a appelé au retrait des forces l'ayant mené. Mais malgré cela, Eisenhower, dès le début de cette crise tenait à ne pas donner l'occasion à l'Union Soviétique à s'ingérer dans la région du Moyen Orient, de peur que son influence ne s'intensifie. Cependant, l'ultimatum soviétique a eu en fin de compte des répercussions d'envergures dans la région.

L'ultimatum soviétique adressé à Eden et à Mollé comprenait de fortes menaces d'interventions militaires contre les trois Etats ayant mené l'agression et avait intervenu au moment opportun. Le même jour de l'agression Eden a déclaré à Eisenhower que l'offensive aérienne sur la région du canal avait commencé le 5 novembre et que les parachutistes avaient commencé à descendre aux alentours de Port Saïd. Dans une tentative de s'attirer l'appui d'Eisenhower il lui a écrit : " Maintenant, une fois l'action militaire lancée, elle doit s'achever. Je suis sûr que c'est le moment où jamais de freiner les ambitions de Nasser et si nous ne

saisissons pas cette occasion, nous regretterons tous. Telle est notre occasion pour réaliser un règlement efficace et final pour les problèmes du Moyen Orient. Si nous faisons marche arrière maintenant nous ne pourrons pas éviter non plus le chaos. Tout sera enflammé au Moyen Orient. Vous réalisez de par votre expérience que nous ne pouvons pas laisser un vide militaire à un moment où les forces de l'Onu sont formées et transférées sur les lieux. Nous devons préserver nos emplacements jusqu'à ce que nous puissions remettre la responsabilité à l'Onu.

Nous ne voulons pas occuper l'Egypte. Nous sommes incapables de le faire financièrement et c'est pour cette raison que nous sommes sortis de Suez, il y a deux ans. Le Moyen Orient est une région où nous pouvons ensemble mener une action efficace. Je mets l'accent sur la coopération et je suis triste à cause de la fissure temporaire qui a marqué nos relations. 1<sup>19</sup>

Donc l'ultimatum soviétique est venu saper tous les espoirs de la Grande Bretagne et de ses deux alliés au Moyen Orient et dicter des conditions sur l'Egypte sous la pression de l'invasion militaire.

Dans une lettre adressée par le gouvernement français à Eisenhower dans laquelle il a manifesté sa vive inquiétude à cause du ton de menace ressenti dans la lettre de Bulganin à l'attention d'Eden et de Mollé. Le gouvernement français a déclaré qu'il n'écartait pas le lancement d'une éventuelle offensive de la part de l'Union soviétique contre la Grande Bretagne et la France. Le gouvernement français a estimé qu'il était sage de mettre en garde l'Union soviétique contre une telle offensive menée par les Etats Unis. Le gouvernement français a tenu à rappeler les engagements qui incombent en vertu du traité de l'Otan 1<sup>20</sup>.

L'aspect le plus important qui marque la nouvelle position suite à l'ultimatum est la crainte ressentie par l'Occident de l'ingérence soviétique dans la crise de Suez, qui lui réaliserait un nombre d'objectifs simultanément. Le premier de raffermir la position de l'Union Soviétique qui est un soutien pour l'Egypte et hostile aux Etats colonialistes. Ceci

---

1 message du premier ministre Eden, au président Eisenhower, Londres le 5 novembre 1956 <sup>19</sup>  
2 Mémoire de la conversation du département d'Etat américain, le 6 novembre 1956. Message du <sup>20</sup>  
gouvernement français au président

s'est manifesté par la promulgation de l'ultimatum soviétique et l'offre de l'aide militaire à l'Égypte et son soutien auprès des Nations Unis.

Quant au second objectif visé par l'intervention militaire de l'Union soviétique est de saper les intérêts et l'influence de la Grande Bretagne et de la France, ainsi que de diviser et affaiblir les coalitions occidentales. <sup>91</sup>

Dans le cadre de l'action politique pour faire face à l'ultimatum soviétique, les États Unis ont contacté le gouvernement égyptien pour lui rappeler l'effort énorme déployé par les Nations Unis durant les 5 jours ayant précédé le cessez le feu, le retrait des forces de l'agression et la formation de la force onusienne.

Le lendemain, le 6 novembre, la France et la Grande Bretagne ont accepté le cessez le feu ainsi qu'Israël. Le cessez le feu est entré en vigueur à deux heures du matin le 7 novembre. L'assemblée générale a tenu ce jour là une réunion afin d'achever les arrangements des forces onusiennes qui étaient censées être envoyées à l'Égypte rapidement.

Le département d'Etat américain avait rapporté à Raymond Hare les propos suivants : " L'Égypte doit remarquer que l'offre soviétique a d'autres motifs que de réaliser la paix et que les États Unis ont refusé la proposition soviétique pour une action conjointe au Moyen Orient. L'intervention des forces étrangères en dehors du cadre de l'Onu serait une violation flagrante de sa charte. Ses membres, y compris les États Unis, seraient donc obligés d'objecter cela. Sans doute, l'intérêt de l'Égypte et sa sécurité peuvent être protégés sous leur meilleur jour par l'intermédiaire de l'Onu qui travaille avec les meilleures méthodes. L'Égypte ne doit pas amener quiconque à suspecter son désaccord à une intervention soviétique unilatérale dont les résultats ne peuvent être prévus d'avance <sup>92</sup> .

Ainsi, les revendications des États Unis ont focalisé dans cette lettre, sur les mises en garde contre les motifs de l'offre soviétique de l'action

---

<sup>91</sup> 3 Special National Intelligence Estimate, Washington, le 6 novembre 1956.

<sup>92</sup> 4 Télégramme du département d'Etat américain, à l'ambassade américaine en Égypte, Washington, le 6 novembre 1956

conjointe avec les Etats Unis qui a été refusée par ces derniers. Les Etats Unis de leur côté ont essayé de convaincre l'Egypte de désapprouver l'intervention soviétique unilatérale dans le conflit.

Ce message a mis en lumière la valeur de l'action à l'intérieur des coulisses de l'Onu pour barrer la route devant n'importe quelle action soviétique en dehors de son cadre.

D- Un appel lancé par le gouvernement égyptien aux Etats Unis :

Au lendemain de l'invasion britannico française sur Port Saïd, l'ambassadeur d'Egypte à Washington Ahmed Hussein a transmis au gouvernement américain l'appel suivant du gouvernement de l'Egypte au nom du peuple égyptien : " En ce moment historique de prise de décision, lorsque les valeurs de l'héritage humain sont confrontées à un danger et que la race humaine fait marche arrière vers l'anarchie et le chaos, lorsque la France, Israël et le Royaume Uni mène une agression abjecte contre l'Egypte. Lorsque ces pays défient ouvertement la loi, l'Egypte exhorte l'aide, de tous ceux qui continuent de se soucier de la dignité humaine, et du jugement de la loi dans les relations internationales.

Le peuple de l'Egypte mène une lutte de vie et d'honneur. Non pas seulement pour eux-mêmes ou pour leurs pays mais pour le monde civilisé. Tant que l'agression tripartite persiste contre l'Egypte sur sa terre, défiant les résolutions des Nations Unis, l'Egypte ira de l'avant dans cette guerre avec persistance contre les forces du mal "2<sup>93</sup> .

Ce ne fût pas la première fois où l'Egypte exhorte l'aide des Etats Unis pendant cette agression tripartite, comme nous l'avons déjà signalé.

Dans les deux cas, la réaction du gouvernement américain était d'affirmer que la résistance de l'agression devrait émaner de l'intérieur de l'Onu et qu'il empêché l'acheminement de militaires directes à l'Egypte.

---

5 Memo of a conversation Dept of State, Washington, November 6m 1956.Egypt Request for help<sup>93</sup> of US.

Dans une rencontre de Nasser avec Raymond Hare, alors qu'il remettait une lettre à Eisenhower dans laquelle il demandait une aide militaire américaine et l'intervention du sixième arsenal américain contre la France et la Grande Bretagne, l'ambassadeur américain a répliqué en ces termes : se sont nos amis. Posez vous vraiment cette question ou bien vous attendez vous à une réponse par la négative. Et dans ce cas là vous serez libre d'aller chez les soviets.

La réponse de Washington était la suivante : " Nous allons faire tout ce que nous pouvons aux Nations Unis. En réplique Nasser était caractérisé par beaucoup de froideur. Et à Hare de poursuivre : Nous avons entrepris une ligne rigoriste au sein de l'Onu, ce qui a déchainé la colère de la Grande Bretagne et de la France <sup>16</sup> .

Quatrièmement : L'agression tripartite devant l'Onu

Une fois lancée l'agression israélienne sur l'Egypte, le 29 octobre 1956. Les Etats Unis ont convoqué le conseil de sécurité qui a tenu trois sessions, le 30 octobre pour étudier le cessez le feu entre l'Egypte et Israël et le retrait des forces de l'agression à l'arrière plan des lignes de la trêve. Le projet de résolution américain a appelé les pays à ne pas fournir l'aide militaire ni économique à Israël, tant qu'il n'a pas exécuté la résolution.

La résolution américaine a été vaincue à cause du veto britannico-français. Immédiatement le gouvernement s'est mis à étudier la rupture de l'aide à Israël. En conséquence l'aide économique a été rompue et les marchandises ont été remises à Israël et tous les marchés d'armes ont été arrêtés, ainsi que l'échange des informations militaires et les entraîneurs dans les écoles du service militaire. Ainsi que l'embargo sur les munitions en armes, et les licences de leurs productions. Dulles a approuvé d'afficher ces mesures, parce qu'elles étaient prises dans le cadre de la déclaration tripartite de l'année 1950.<sup>17</sup> Ensuite la majorité

---

<sup>16</sup> 6 Hare, Oral History Project, op.cit.

<sup>17</sup> 7 Memo Of Conversation du secrétariat du bureau de Dulles, Département d'Etat, Washington. Le 31 octobre 1956, sanctions contre Israël

des voix a approuvé le projet yougoslave suite à l'appel de l'assemblée générale lors d'une réunion extraordinaire.

L'Egypte a été exposée à une agression de la Grande Bretagne et de la France, le 31 octobre, au moment où elle se défendait contre l'agression israélienne, ce après le refus par Nasser de l'ultimatum britannico-français. Ce jour là, les avions britanniques et français ont jeté des bombes sur les villes égyptiennes et ont attaqué les aéroports militaires et civils. Les ministères de la défense britannique et français ont annoncé que les opérations conjointes contre l'Egypte ont commencé à partir de l'air et de la terre, sous le commandement du général Ketly. Ainsi l'opinion publique mondiale a dévoilé un complot ourdi entre la Grande Bretagne et la France et Israël contre l'Egypte, avec pour objectif de soumettre le peuple égyptien et porter atteinte à sa souveraineté et ses droits légitimes.

Ce jour là, Nasser a annoncé la mobilisation générale et est devenu le commandant militaire du pays.

Le premier novembre la Grande Bretagne et la France ont intensifié leurs raids sur les villes vitales ainsi que sur les forces égyptiens en retrait du Sinaï, conformément à la décision de Nasser. Ce afin de ne pas tomber dans le piège que leur a ourdi les agresseurs des forces israéliennes, britanniques et françaises, du côté du Canal de Suez. A la fin de la journée, l'armée égyptienne a exécuté les ordres de son haut commandement, s'est retiré du Sinaï et est sorti sain et sauf du complot qui lui était fomenté.

L'aviation britannico française a pourchassé les forces égyptiennes en retrait et a détruit le pont d'Al Ferdan <sup>8</sup> afin de l'empêcher de traverser à la Cisjordanie via le canal de Suez. L'arme des ingénieurs égyptiens a réussi à faciliter à ces forces de traverser le canal en paix.

Le 2 novembre le gouvernement syrien a envoyé une note aux Etats Unis dans laquelle il leur disait qu'il avait décidé d'appliquer le traité de défense conjointe égypto syrien sous le commandement d'Abdel Hakim

---

<sup>8</sup> Le pont Al Ferdan, traversant le Canal de Suez <sup>91</sup>

Amer, le commandant égyptien des forces armées et que la Syrie épaulait l'Egypte. Le gouvernement syrien a alors décidé d'envoyer des forces en Jordanie. Et les forces irakiennes ont décidé de faire de même.

Raison pour laquelle, Israël s'est empressé d'annoncer aux Etats Unis qu'il n'avait pas l'intention de mener une offensive contre la Jordanie <sup>9v</sup>.

L'assemblée générale a promulgué une résolution, le 2 novembre, sur la demande des parties participant aux hostilités, appelant au cessez le feu et au retrait des forces de l'agression. Une résolution largement approuvée, mais contestée par la Grande Bretagne, la France et Israël.

La Grande Bretagne et la France ont persisté dans leurs agressions sur les villes égyptiennes par l'intermédiaire des bombes et les autorités égyptiennes ont procuré l'arme aux fils de Port Saïd et les membres de la résistance armée.

Le lendemain, le 3 novembre, les forces égyptiennes ont fait couler, 5 navires, à l'entrée du canal de Suez afin de le boucher complètement, dans l'objectif d'empêcher la répétition du scénario de l'occupation de l'Egypte par le biais du canal, comme il est arrivé au temps d'Orabi. Ce après que le commandement britannique ait annoncé dans leurs communiqués officiels avoir fait sombrer le navire Akka, en la ciblant par des avions dans le canal de Suez.

Certaines forces maritimes de l'agression ont essayé de faire stationner des forces commandos au Suez pour les transférer plus tard à Port Saïd.

Les barques égyptiennes les ont affronté et ont fait couler trois morceaux maritimes, ce qui a eu pour conséquence le retrait du reste des morceaux à leur base à Aden.

A ce moment là, le gouvernement égyptien a décidé d'adresser un appel à tous les pays du monde, leur exhortant l'aide pour contrer l'agression.

Les agresseurs ont ignoré la résolution de l'assemblée générale. Le 4 novembre un navire français s'est approché des eaux régionales égyptiennes dans la Méditerranée. Les barques turbides égyptiennes

---

9 Télégramme de l'ambassade américaine en Israël au département d'Etat, le 4 novembre 1956. <sup>9v</sup>

l'en ont empêché sous la direction d'Al Dessouki et de Goal Gamal qui a ciblé le navire. En même temps les avions ont attaqué Port Fouad, et il en a résulté de graves dégâts.

L'Assemblée générale s'était réunie le 4 et 5 octobre et deux résolutions ont été promulguées successivement, consistant à charger le secrétaire générale de préparer un projet en vue de former une force internationale d'urgences avec la bénédiction des parties concernées afin de garantir et surveiller l'arrêt des opérations militaires. Ces deux résolutions ont abouti à la nomination du général Bernz à la tête de la force internationale, qui aura pour tâche de choisir ses collaborateurs parmi les officiers chargés de surveiller de manière permanente la trêve et qui n'appartenaient à aucun pays membres permanents du conseil de sécurité.

Dans son rapport présenté à l'assemblée générale, le 7 novembre, Hamersjold a affirmé le caractère temporaire des forces internationales d'urgences et a mis l'accent sur le fait qu'elles n'affectaient en rien la balance militaire et par conséquent la balance politique dans le litige qui avait lieu. Selon Hamersjold, sa mission comprenait la région du Canal de Suez pour finir avec la ligne de la trêve.

La Grande Bretagne et la France ont défié les résolutions de l'Assemblée générale, et leurs forces ont envahi Port Saïd, le 5 novembre. Cette ville était habitée par 250 milles égyptiens. L'agression avait été précédée par des raids militaires ininterrompus, faisant des dégâts considérables dans les rangs des civils.

Face à la résistance des habitants de Port Saïd, les forces britanniques et françaises ont frappé la ville par les avions et les arsenaux qui ont atteint le nombre de 50 raids, conformément à ce qui fût diffusé par le commandement britannico français conjoint. Conséquence : les habitations furent démolies et ont été incendié. Outre cela tous les services ont été paralysés.

Le même jour, le 5 novembre, suite à l'ultimatum russe adressé aux trois pays agresseurs, l'Union soviétique a mis son projet sur la table du conseil de sécurité appelant les Etats Unis à collaboré avec lui afin de



mettre un terme à l'agression militaire. Ce projet que les Etats Unis, la Grande Bretagne, la France, l'Australie et la Belgique ont refusé de faire figurer dans l'ordre du jour. Alors que l'Union Soviétique, la Yougoslavie et l'Iran ont approuvé de l'inscrire dans l'ordre du jour. <sup>9^</sup> 1

L'Egypte a été mise au courant au préalable des détails du projet soviétique conjoint avec les Etats Unis afin de mettre un terme à l'agression militaire. Chepilov avait dit à Mohamed Awad Al Qouni que le gouvernement était déterminé à entreprendre des mesures immédiates et effectives et qu'il ne fallait pas attendre une résolution onusienne, à l'heure où persistent les dégâts découlant de la destruction par les bombes aux mains des forces conquérantes, à savoir la Grande Bretagne, la France et Israël.

L'ambassadeur égyptien a demandé à Chepilov comment réagirait son gouvernement au cas où l'Amérique, le conseil de sécurité et l'assemblée générale, les décevraient." Nous parviendrons à d'autres moyens rapides et efficaces " a-t-il rétorqué. <sup>9^</sup> 1

Le 6 novembre la radio égyptienne a commencé à fonctionner après avoir été ciblé par des engins britannico français au début de l'agression. Il apparait, de ces documents la haine ressentie par Eden contre la radio arabe particulièrement qui était écouté par tous les peuples arabes du Golfe arabe jusqu'à l'Atlantique.

Le même jour, le Royaume Uni et la France ont accepté le cessez le feu. Eisenhower a envoyé un message à Eden dans lequel il a certifié que la résolution onusienne de cessez le feu doit être approuvée sans conditions pour ne pas donner à l'Egypte avec l'appui des Soviets une chance pour tergiverser. Il est vital de ne pas donner une chance pour faire participer les soviets à la force de l'Onu. Ainsi les 5 grandes puissances ne participeront pas tous à la force de l'Onu. <sup>10</sup> 12

Le 8 novembre, l'ambassadeur égyptien à Moscou a envoyé un télégramme dans lequel il a exprimé à Chepilov son angoisse de la "

---

10 Mémo de la conférence du président, à la Maison Blanche, le 5 novembre 1956 <sup>9^</sup>

11 Télégramme des documents privés de Nasser <sup>9^</sup>

12 Lettre du président Eisenhower au premier ministre, Eden, Washington, le 5 novembre 1956. <sup>10</sup>

tromperie" de cessez le feu. Krouchtchev lui a dit que le nom et le prestige de l'Union Soviétique était à l'épreuve et qu'il est certain qu'ils vont déclencher une guerre contre nous, épaulés de la Grande Bretagne et de la France, si nécessaire. Quant à Israël, il ne l'a même pas mentionné et ils a considéré que l'Egypte a effectivement vaincu la Grande Bretagne et la France qui voulaient au départ renverser le régime et le président Nasser. Et à Krouchtchev d'ajouter : " Maintenant la bataille diplomatique bat son plein et nous avons besoin d'être armé de la sagesse et de l'habilité ".<sup>13</sup>

Et effectivement les agresseurs n'ont pas réussi dans leur plan de la guerre éclair. Ils n'ont pas réussi à détruire la morale du peuple égyptien et n'ont pas pu s'accaparer du canal de Suez. Et enfin, ils ne se sont pas débarrassés de Nasser, voir l'unité du peuple égyptien s'est consolidée davantage avec son commandement ainsi que l'unité arabe.

En Grande Bretagne une crise politique a émergé à cause de l'agression et l'influence du parti travailliste qui s'est accrue. Ce parti qui était contre la guerre menée en Egypte. Ils ont commencé de parler de l'éventualité de démettre Eden de ses fonctions, à cause de ses politiques non réussies au Moyen Orient. Même chose s'est passée avec les socialistes en France.

Cinquièmement : La crise politique après le cessez le feu :

Après l'échec de l'aventure militaire sur l'Egypte, la bataille politique a eu lieu. Il était prévu que les forces colonialistes essayaient d'imposer leurs conditions sur l'Egypte sur l'internationalisation du Canal de Suez. Elles devaient au même titre essayer d'imposer des décisions ou des solutions influençant la souveraineté de l'Egypte et en même temps affaiblir la position du gouvernement national égyptien ainsi que les gouvernements de certains pays arabes.

1 La position soviétique alignée à l'Egypte :

---

13 Télégramme de l'ambassade égyptienne à Moscou, le 8 novembre 1956, des documents privés de Nasser.

Du point de vue des Soviétiques, les agresseurs essaieraient d'affaiblir l'amitié entre l'Égypte et la Russie et les autres États frères. D'autant plus que le prestige de l'Égypte et des Arabes est indéniable. Ceci donne à l'Égypte l'occasion d'être flexible et attentive dans la bataille militaire.

Quant aux forces internationales onusiennes, que l'Égypte a approuvées, la Russie a accepté leur stationnement sur la ligne de la trêve entre l'Égypte et Israël. Ce qui signifie que la force internationale était appelée à empêcher les heurts entre les deux parties. Les Soviétiques ont mis l'accent sur la nécessité d'un retrait des forces britanniques, françaises et israéliennes d'Égypte, de Port Saïd, du Sinaï et des îles dans le Golfe d'Al Aqaba.

La position soviétique est allée jusqu'à affirmer le droit de l'Égypte de demander des indemnités aux trois pays agresseurs à cause des dégâts qu'ils ont entraînés. À commencer par l'arrêt de la navigation dans le canal, la démolition des villes et des villages égyptiens. L'Union Soviétique a fait cette proposition par l'intermédiaire de son délégué permanent à l'Onu. Voire l'Union Soviétique est allée encore plus loin et a proposé à l'Égypte de réclamer de poursuivre des démarches judiciaires contre les agresseurs, de former une cour internationale pour enquêter et de prendre la décision de sanctionner les agresseurs. 1<sup>14</sup>

## 2 La position de la Grande Bretagne et de la France :

La position des deux pays tenait beaucoup à l'internationalisation du Canal de Suez et à l'incitation à assurer une ingérence des forces internationales afin d'y sécuriser la navigation et d'y protéger la paix. La Grande Bretagne tenait à maintenir ses forces en Égypte, jusqu'à l'arrivée des forces internationales. C'est ainsi que les hostilités ont duré à Port Saïd, malgré l'approbation par la Grande Bretagne et la France du cessez le feu, le 6 novembre.

L'Égypte a approuvé le 14 novembre l'arrivée de la force d'urgence internationale. Nasser était très conscient du danger de cette force et de

---

14 Nouveau message soviétique à l'Égypte, le 9 juin 1956, parmi les documents privés de Nasser 1<sup>14</sup>

ses intentions qui étaient vraisemblablement d'occuper le Canal de Suez ou une partie, en prélude à l'internationalisation du Canal. Mahmoud Fawzi avait affirmé à Hammersjold que la force d'urgence internationale, n'avait pas de fonctions à Port Saïd et la région du Canal, après le retrait des forces britanniques et françaises.

Hammersjold a alors adressé une note à la Grande Bretagne et à la France, le 9 novembre, attirant leur attention sur la nécessité d'appliquer rapidement un cessez le feu et de retirer toutes les forces des territoires égyptiens. L'ambassadeur soviétique au Caire, a transmis au ministère égyptien des Affaires étrangères les ultimatums lancés par l'agence soviétique Tass le 11 novembre, dans des propos rigoristes, selon lesquelles, n'importe quelle nouvelle agression contre l'Egypte entraînerait sûrement une intervention de la part de l'Union soviétique.

Le 20 novembre il a été convenu d'introduire quelques unités des forces onusiennes à Port Saïd. Ce qui faciliterait le retrait et empêcherait les atrocités commises par les forces occupantes.

Hammerjold a déployé, avec le soutien des Etats Unis un énorme effort continue et a exercé une grande pression sur les trois pays agresseurs pour hâter le retrait. Hammerjold a demandé que le gouvernement égyptien continue de manifester son intention de purifier le canal, à condition d'un retrait total.

En réalité, le gouvernement égyptien était éveillé pour que l'opération de purification du Canal ne se transforme aux mains des Nations Unies en une internationalisation.

Les actes agressifs ont persisté de la part des forces britanniques jusqu'à fin décembre, lorsque les forces maritimes anglaises ont occupé le Phare d'Al Akhawein en Mer Rouge et ont demandé de l'entourer par des missiles, le 30 novembre. L'escorteur rapide et le destroyer anglais était positionné entre les deux phares de Shebian et Diba. Ces deux derniers phares sont égyptiens, ce qui veut dire que le passage des forces britanniques entre eux est une agression menée contre les eaux régionales égyptiennes et une violation des résolutions de l'Onu stipulant le retrait immédiat.

La mission des forces d'urgences internationales chargées de surveiller le retrait des forces ayant agressé l'Egypte devait surveiller également le retrait des forces britanniques des régions des phares Egyptiens. Le commandement des forces armées égyptiennes avaient demandé de protester auprès de l'Onu.

Le 16 décembre, les forces britanniques ont mené une offensive contre les civils égyptiens, à Port Saïd, à l'aide des chars et des blindés, faisant 100 morts parmi les civils et un grand nombre de blessés. Ces forces ont mené de larges opérations d'inspection dans les quartiers et ont détenu 1000 citoyens qui ont été entraîné aux camps britanniques, où ils ont été torturés sous les allégations d'interrogation. Les logements et le commerce a été spolié et les forces se sont accaparés de la plupart des articles essentiels d'approvisionnement à Port Saïd. Le résultat a été que la ville a souffert d'une sérieuse crise d'approvisionnement <sup>1</sup> ١٠٢.

Le gouvernement égyptien a protesté auprès de l'Onu. Et a fait assumer les forces d'agressions la responsabilité de toutes les mesures allant à l'encontre du cessez le feu. Mahmoud Fawzi a présenté une note pour attirer le regard de l'organisation internationale sur la spécificité du cas de Port Saïd et du canal de suez à titre particulier. Il avait dit que la tension montait à cause des actes de barbarie menés par les forces britanniques et françaises, contre les civils de la région. Il aurait découlé certes des résultats que l'on ne peut pas prévoir au cas où des Britanniques et les Français resteraient dans le canal. Raison pour laquelle le gouvernement égyptien a été appelé à désapprouver leur présence, afin de réaliser la sécurité et la stabilité dans la région. <sup>2</sup> ١٠٤

L'accord de la trêve qui a été signé entre Israël et les pays arabes en 1949 a stipulé qu'aucune des parties n'œuvre à réaliser des gains politiques ou militaires. Israël n'a fait que violer la trêve par les actes terroristes répétés dont le plus éminent fût l'agression sur Gaza et les villages l'entourant, le 28 février 1955, ensuite le 5 mars 1956. Par la

---

<sup>15</sup> Les recommandations de Nasser à Mahmoud Fawzi à New York afin de dévoiler ces réalités à l'opinion publique mondiale. Un rapport global du ministère égyptien des affaires étrangères sur les contacts de la délégation permanente de l'Onu. Documents privés de Nasser.

<sup>16</sup> Idem <sup>١٠٤</sup>

suite, les autorités égyptiennes ont entrepris des mesures défensives intensives au Caire contre les avions des ennemis. Et elles ont accompli des arrangements de la défense passive à Arich et autour du Canal de Suez.

Israël a mené 34 offensives tout au long de deux mois, en 1956. Tel Aviv a prétendu que son offensive élargie sur le Sinaï, qui avait commencé le 29 octobre avait pour objectif essentiel de réprimer les commandos égyptiens (fedayyins).

Après la promulgation de la résolution de l'Assemblée générale, sur le cessez le feu et le retrait des forces conquérantes, Ben Gourion a annoncé dans son discours adressé à la Knesset que l'accord de trêve avec l'Egypte est mort et enterré et qu'il est difficile de le faire ressusciter. Raison pour laquelle les lignes de trêve entre Israël et l'Egypte ne conviennent plus.

En commentaire, Burns a déclaré que la déclaration de Ben Gourion démontre qu'ils sont déterminés à camper dans le Sinaï. Hammersjold pour sa part s'est plaint à Mahmoud Fawzi à New York qu'il rencontrait une opposition farouche de la part d'Israël, au sujet du retrait. Et qu'une grave polémique l'a opposé à Golda Meyer à ce propos, le 20 novembre.

Il a ajouté qu'il avait demandé l'entrée d'observateurs à la région de Gaza et qu'ils soient suivis par une unité des Nations Unies. Etant donné que les rapports sur Gaza sont très mauvais.

Le 20 novembre, les Soviets ont présenté un projet à l'Onu dans lequel ils l'incitaient à imposer son respect à Israël qui a pris l'habitude de violer ses résolutions.

D'autre part, la délégation d'Israël à l'Onu a présenté à Hammersjold une note selon laquelle la radio égyptienne avait déclaré deux fois, dans la journée du 5 décembre que les actes commandos s'élargiraient. Les juifs de leur part ont démolé les routes et les chemins de fer au Sinaï et les ont miné, dans l'objectif de freiner les forces de l'Onu afin de gagner du temps et obtenir des bénéfices politiques. Ils ont également volé, le pétrole à Sudr et à Balaïm et ont démolé les réserves et les puits d'eau et de pétrole sur lesquels dépendent 200 milles habitants du Sinaï. Ils ont

détruit également leurs lieux sacrés jusqu'à ce qu'ils aient été obligés de quitter la région du Canal. A Arich, les israéliens ont sapé complètement la cité militaire et l'aéroport.

Hammersjold s'est entretenu avec la délégation d'Israël à l'Onu sur le retrait de ses forces et a déclaré : qu'il appelait l'Egypte a persisté dans sa position hostile à Israël, pour que ce dernier ne récolte pas les fruits de son agression et pour l'empêcher de s'accaparer de Gaza et des deux îles, Tiran et Sanafir. 1<sup>10</sup>

Le 19 décembre Ben Gourion a déclaré qu'Israël n'allait pas remettre Gaza aux autorités égyptiennes. Le gouvernement égyptien a pour sa part protesté parce que conformément aux résolutions de l'Onu la situation doit revenir aux lignes du 29 octobre et les forces israéliennes doivent se retirer derrière les lignes de la trêve. Nasser a envoyé à Mahmoud Fawzi à New York lui disant que l'Egypte n'allait accepter aucune administration non égyptienne sur la bande de Gaza et qu'il était impossible de discuter la question du Canal avant le retrait d'Israël.

Le gouvernement égyptien avait demandé à Hammersjold de restituer les propriétés des citoyens de Port Saïd, spoliées par les forces britanniques et françaises avant et pendant leur départ.

Le 24 décembre, Hammersjold a informé Mahmoud Riyad que le retrait d'Israël allait se faire dans le courant d'une semaine à l'exception de Gaza, de Tiran et de Charm Al Cheikh.

Effectivement le retrait israélien se faisait lentement. Ce qui lui a donné une occasion d'effectuer davantage d'opérations de meurtres et d'agressions sur les civils à Gaza et au Sinaï et de démolition des installations dans la région.

Les délégations arabes ont présenté, le 9 janvier 1957, un projet de résolution à l'assemblée générale, à cause de leur profonde inquiétude en raison de l'abstention d'Israël de se conformer avec les résolutions onusiennes.

---

17 Rencontre entre Mahmoud Riyad et Hammersjold le 6 décembre 1956. Idem 1<sup>10</sup>

Une fois la résolution promulguée, elle a défié Israël, et la revendiqué de se retirer jusqu'aux lignes de la trêve, dans le courant des 72 heures et a appelé tous les membres à s'abstenir de lui munir l'aide, militaire soit elle, économique ou financière.

L'Egypte a été exposée à des pressions au sein des Nations Unies, le 21 février 1957, au sujet d'Aqaba, de Gaza et de Suez. Des tentatives ont été lancées pour promulguer une résolution de l'Assemblée générale afin d'élargir les activités des forces onusiennes, surtout en ce qui concerne les questions de Aqaba et de Gaza. Ensuite une tentative a eu lieu afin de séparer Gaza de l'administration égyptienne et une action a été entreprise afin de faire passer les bateaux et les articles israéliens, via le canal de Suez, ainsi que certains bateaux dépendant de certains pays donnant sur le Golfe d'Al Aqaba, afin de conférer une qualité internationale à ses eaux. Des tentatives ont également eu lieu afin d'imposer une solution colonialiste pour le Canal de Suez.

D'autre part, Hammersjold a exprimé sa préoccupation, à travers Burns au Caire, à cause des nouvelles qui lui sont parvenues sur les actions militaires égyptiennes dans la région du Sinaï et tout le long du Canal, le 11 février 1957. Chose qu'ils ont considérés comme provocatrice. Mahmoud Fawzi a répliqué en disant qu'Israël ignorait complètement les résolutions de l'Onu. Et a appelé au stationnement des forces d'urgence sur le côté israélien, comme il arrive sur le côté égyptien. Le ministre des Affaires étrangères a fait allusion aux menaces israéliennes répétées contre l'Egypte ainsi que les mouvements des forces armées à l'intérieur des régions occupées. 1<sup>11</sup>

En fin de compte, Israël s'est retiré aux lignes du 12 mars 1957, et a réussi à réaliser un acquis de son agression contre l'Egypte, à savoir le passage dans le Golfe d'Al Aqaba.

Nasser a écrit de sa propre main ce qui suit : Après le retrait d'Israël, l'Egypte est prête à entrer dans des négociations avec

---

18 Idem <sup>11</sup>



Hammersold afin de s'entendre sur l'application de la trêve et que la mise en place d'une police internationale ne doit pas empêcher la pratique par l'Egypte de son droit.

#### 4 La position américaine :

Nasser a estimé la position d'Eisenhower à l'égard de l'agression sur l'Egypte et a fait allusion à cela dans un discours prononcé à Alexandrie, le 26 juillet 1957. Et effectivement, il s'est avéré par les documents américains, le degré de sympathie avec Eisenhower et Dulles avec l'Egypte, suite à l'ultimatum britannico français qu'ils ont caché et qui a été dévoilé par la presse.

Suite à l'agression, les Etats Unis se sont empressés d'œuvrer pour un cessez le feu, le retrait des trois pays agresseurs et la signature de sanctions économiques contre Israël. Tout ceci a eu lieu dans le cadre des Nations Unies. La Grande Bretagne et la France ont usé le droit de véto contre le premier projet américain. Ensuite la bataille politique a été transférée à l'assemblée générale et rapidement une force d'urgence internationale à été convoquée pour trancher les litiges entre les parties en conflit qui a par la suite stationnée sur les lignes de la trêve entre l'Egypte et Israël.

Lorsque les forces de l'agression exécutaient lentement le retrait, le gouvernement américain avec Hammersjold ont déployé un énorme effort et ont fait une grande pression pour qu'il soit exécuté. En fait, Eisenhower a fait preuve d'insistance et d'enthousiasme à cet égard.

Les Etats Unis n'ont cependant pas accepté de fournir l'aide militaire à l'Egypte, au lendemain de l'attaque britannico française. Parce que cela voulait dire une confrontation militaire avec les Etats Unis et ses deux alliés traditionnels. Alors que la position de l'Union Soviétique était totalement à l'opposé. Il avait exprimé son intention de munir l'Egypte en arme, les avions et aviateurs. Il a également tenu à soutenir l'Egypte sur le niveau

politique de toutes ses forces que ce soit au sein de l'Onu ou en dehors.

La position des Etats Unis a changé lorsque l'Union Soviétique a lancé un ultimatum à la Grande Bretagne et à la France, en les menaçant des armes atomiques et hydrogènes et les mettant en garde contre une intervention directe dans le conflit, surtout lorsqu'il a été question de former une force militaire conjointe avec les Etats Unis afin de contrer l'agression.

Les Etats Unis se sont trouvés dans une position exceptionnelle qui a nécessité d'eux une œuvre militaire conjointe avec les ennemies et une résistance avec les amis et alliés traditionnels.

Les Etats Unis ont cherché à satisfaire et à apporter l'aide à la Grande Bretagne et à la France, suite à l'application du cessez le feu et le début de l'opération de retrait. Ainsi les Etats Unis sont revenus à leur politique essentielle au Moyen Orient, celle de résister à l'influence soviétique dans la région.

Après le retrait de la Grande Bretagne et de la France, il s'est avéré que les Etats Unis avaient un plan. Celui de réussir, là où la Grande Bretagne et la France, ont échoué. Ce par les moyens pacifiques dont la pression économique, l'empêchement de l'acheminement du pétrole vers l'Egypte. Voire même les Etats Unis ont refusé de vendre à l'Egypte le quota de blé pour lequel ils s'étaient mis d'accord au préalable en L.E. L'objectif était que l'Egypte vit une famine. L'Egypte a eu recours à ses amis exhortant l'aide et a réussi à avoir le dessus dans la bataille de la pression économique.

Une fois que la Grande Bretagne et la France se sont retirés, il y avait un vide dans le Moyen Orient qu'il fallait à tout prix combler, par une grande puissance bien sûr. Le projet d'Eisenhower a alors été proclamé le 5 janvier 1957.

L'objectif apparent du projet d'Eisenhower était d'octroyer l'aide militaire et économique. L'Egypte de son côté, n'a pas approuvé le

principe. Car l'Egypte est restée fidèle à sa politique affichée à Bandung et après reposant sur le non alignement, l'entretien de contacts avec tous les pays du monde, et l'arrêt du monopole de l'arme. C'est une politique reposant sur la liberté et l'indépendance totale et la non-reconnaissance des régions d'influence. C'est une politique reposant également sur le fait que toute stratégie de défense doit émaner de l'intérieur, loin de la participation de n'importe quel grand Etat.<sup>19</sup>

Nasser estimait que le principe d'Eisenhower, comprenait, outre les aides économiques et militaires, des contraintes politiques et qu'il complétait le pacte de Bagdad surtout après l'adhésion des Etats Unis.

Sixièmement : Un regard sur l'agression

60 ans environ, après la campagne de Suez, qui a mis un terme à la pensée colonialiste à l'égard des petits Etats, et qui aspirait à édifier un monde où domineront les valeurs de libération, la promotion du niveau de vie de l'individu prônant une vie meilleure. D'ailleurs les chercheurs dans le domaine de l'histoire se doivent de se consacrer à l'étude des derniers chapitres de la colonisation qui est révolue.

L'agression tripartite sur l'Egypte est intervenue à une époque critique dans les relations internationales, suite à la seconde guerre mondiale. Une période durant laquelle les cartes ont été redistribuées dans la région du Moyen Orient et dans le monde entier. L'invasion britannico française, à l'Egypte était une marque éminente annonçant la fin des deux Empires britanniques et français cédant la place aux Etats Unis au sommet de l'influence au Moyen Orient.

---

<sup>19</sup> Le discours de Nasser, le 26 juillet 1957, idem <sup>19</sup>

Afin d'évaluer l'échec de la campagne britannique de Suez, il faut étaler de manière précise l'ampleur de la force militaire ayant attaqué l'Egypte<sup>1,4</sup>.

Les forces britanniques : Brigade 16 parachutistes, brigade 3 formée des fedayyins (commandos) marins, la deuxième, la troisième et la dixième brigade stationnant en Allemagne et deux bataillons de chars. Les forces aériennes britanniques : 500 destroyers et transporteurs de soldats.

L'arsenal britannique : 5 portes avions, 5 escorteurs rapides, 12 destroyers, 11 navires transporteurs de soldats, chars, 7 sous marins outre les forces maritimes qui ont participé à l'agression de Suez, du sud : 3 destroyers, 8, une cuirassé, porte avion et quelques bateaux d'assistance.

Les forces françaises terrestres : la 10<sup>e</sup> troupe, la 7<sup>e</sup> troupe mécanique rapide, la 5<sup>e</sup> troupe de blindés, la 4<sup>e</sup> troupe infanterie, toutes ont été retirées d'Algérie. Brigade des parachutistes, brigade des fedayyins (commandos) marins!!!. Deux troupes de chars et des voitures blindés avec des missiles Hawks.

Les forces aériennes françaises : 200 avions

L'arsenal français : 3 porte avions, une cuirassé, 2 escorteurs rapides, 4 destroyers, 3 sous marins, canots de sauvetage.

Les forces conjointes ayant attaqué les rives de Port Saïd, le 6 novembre étaient estimées à 50 000 soldats britanniques.

Toutes ces forces ont été utilisées par deux grands Etats contre un petit Etat, tenant à sa souveraineté, aux principes de non alignement et de libération nationale, refusant de s'ingérer dans les coalitions militaires et luttant contre les régions d'influence.

D'autre part, l'offensive israélienne n'a pas abouti stratégiquement parlant. Et les forces égyptiennes au Sinaï étaient capables de la contrer, jusqu'à ce que les ordres de retrait ont été

---

20 Le livre blanc publié par le gouvernement britannique sur la campagne de Suez. <sup>1,4</sup>

données pour faire face à l'invasion britannico française dans la région du Canal. Ce conformément aux témoignages des commandants israéliens, dont le Colonel Assaf Samhouni qui a trouvé la mort au Sinaï et dont les mémoires sont tombées entre les mains des Egyptiens.

Qu'a réalisé la bataille après le retrait de trois Etats ?

L'Egypte l'a emporté dans la bataille de la confirmation de l'indépendance, ensuite l'affirmation de sa propriété du Canal. La bataille était une victoire au nationalisme arabe, à la politique de non alignement et à l'indépendance économique. Elle mettait les petits Etats à l'abri des dangers et affirmait leurs droits à l'indépendance récemment obtenu. Si l'Egypte aurait connue une défaite, les autres pays auraient basculer dans le même piège. <sup>1</sup><sup>9</sup>

Cependant d'autres batailles ont été lancées au Moyen Orient après le changement de sa carte stratégique. Toutes elles ciblaient l'Egypte et le commandement de Nasser qui avaient acquérit une grande influence de par le monde arabe, musulman et le Tiers monde et qui s'était attiré le soutien des citoyens civilisés en Occident.

Le nouveau plan occidental contre l'Egypte avait commencé avec le projet d'Eisenhower. Nasser avait réalisé que le nouveau plan était une invasion à partir de l'intérieur, afin de renverser le cœur du régime national. Pour ce, l'Occident a eu recours à la guerre économique contre l'Egypte et a tenté de l'isoler afin d'empêcher que son influence indépendantiste n'atteigne les pays nouvellement indépendants.

---

21 Le discours de Nasser, à la fête de victoire, le 23 décembre 1957. <sup>1</sup><sup>9</sup>



## L'union égypto-syrienne

1958-1961

### Les prémices de l'union égypto-syrienne

« J'ai appris, avec grand plaisir, la nouvelle de la décision du Conseil des députés de la Syrie d'instituer une union entre les républiques égyptienne et syrienne.

L'instauration d'une telle union signifie la réalisation d'une sécurité à laquelle aspire tout Arabe ayant foi au nationalisme arabe et travaillant à cet objectif. La création d'une union entre les républiques d'Égypte et de Syrie est une démarche qui répond au premier article de la Constitution de la république d'Égypte confirmant que celle-ci est un pays arabe indépendant et que le peuple égyptien fait partie de la nation arabe ».

C'était ainsi que Nasser avait réagi, le 5 juillet 1956, à la décision du parlement syrien –à cette époque- non par hasard : l'Égypte et la Syrie avaient signé le 19 octobre 1955 un accord créant un commandement militaire conjoint.

Le peuple syrien avait soutenu l'Égypte pendant l'agression tripartite, en octobre et novembre 1956. Choukri Al-Kuwatli avait tenté, en 1957, d'établir un accord entre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie auquel s'était opposé Nasser. Les Syriens avaient cependant exercé de fortes pressions pour intégrer la Jordanie -où s'était développé un mouvement nationaliste auquel s'opposait Nasser- dans l'accord du commandement militaire conjoint. Nasser a dit plus tard : « mais sous les pressions des Syriens, j'ai dû accepter une situation dont je n'étais pas convaincu en raison de l'existence du mouvement national en Jordanie à condition que cet accord soit un bouclier qui protège la nation arabe de tous les dangers qui la menacent ». (1)(Les faits de l'union comme les relate Nasser dans le procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidé après la sécession, (première réunion), 19 octobre 1961, « l'histoire de l'union et la nécessité de réorganiser la structure politique »).

Après 1956, un plan britannique a été concocté ; un coup d'état a été mené en Jordanie pour éliminer tous les éléments nationaux. L'on a dit que cet événement avait été causé par un coup d'état communiste égypto-syrien !

Ceci était les préliminaires de l'union égypto-syrienne qui avait été unique dans les démarches de son accomplissement. Le 14 janvier 1958, Nasser a appris avec surprise –alors qu'il était en compagnie d'Ahmed Sukarno à Louxor- qu'un avion syrien avait atterri à l'aéroport du Caire, sans autorisation, avec à bord 20 officiers ! Ils étaient allés rencontrer, sur le champ, le maréchal Abdel Hakim Amer et l'on a informé Nasser qu'ils s'étaient entretenus avec l'armée. Selon eux, la Syrie était en danger et était exposée à une catastrophe : quatre partis étaient en conflit pour le pouvoir et les communistes risquaient de s'emparer du pays. Les officiers ont affirmé que la

solution convenue par tous pour sauver la Syrie était de demander à Nasser d'instituer une union.

Le peuple de Syrie désirait l'union et le parlement syrien avait pris la décision de l'établir, comme cité plus haut.

Le jour suivant-le 15 janvier-, Nasser les a reçus et le dialogue suivant s'est engagé:

Les officiers : nous sommes parvenus à une solution, l'union.

Nasser : Quelle est l'opinion du gouvernement et du président de la république syrienne, Choukri Al-Kuwatli ?

Les officiers : nous avons envoyé une délégation à Choukri Al-Kuwatli qui n'a accepté l'union qu'après le consentement de l'armée.

Nasser : nous ne pouvons pas accepter car vous ne représentez pas le gouvernement de Syrie. L'union ne peut être fondée à l'amiable de cette manière ; cela nécessite cinq ans. Il vaut mieux commencer par une union militaire, politique et culturelle et finalement constitutionnelle. Cependant, si nous approuvons directement l'union, nous rencontrerons des difficultés. Nous sommes prêts à élaborer un programme de cinq ans, en prélude à l'union constitutionnelle.

Lors d'une longue séance le jour suivant au conseil de la nation, où la constitution égyptienne était célébrée, les officiers s'entretenaient avec le président. Le plus extrémiste d'entre eux était l'officier Afif Al-Bazri. Le dialogue s'est déroulé ainsi :

Les officiers : nous avons reçu un message de Damas assurant que le gouvernement avait approuvé nos demandes et que son délégué, Salah Al-Bitar – ministre des affaires étrangères- était en route pour réclamer officiellement l'union.

Nasser : cette demande est considérée comme un acte émotionnel alors que notre politique est le nationalisme arabe, c'est une politique de fantômes car lorsque nos ennemis voudront nous frapper, ils ne trouveront aucune cible à viser. Si l'union est fondée, les fantômes seront concrétisés. Nous ne pouvons accepter l'union aussi rapidement.

Les officiers : vous parlez de l'union arabe mais vous allez affronter la réalité : l'effondrement et la perte de la Syrie, comme si celle-ci ne vous importe pas.

Nasser : vous êtes des officiers de l'armée et, si l'union est conclue, je vous en bannirai !

Les officiers : nous acceptons.

Nasser : il n'y a pas de partis chez nous en Egypte et je ne veux pas de partis syriens car le parti communiste reçoit les instructions de Moscou alors que les partis réactionnaires obéissent à celles de l'Occident.



Les officiers : nous acceptons qu'il n'y ait aucun parti !

Nasser a ensuite reçu Salah Al-Bitar, en sa qualité de délégué du gouvernement syrien, avec une demande officielle pour instaurer l'union.

La situation était telle que l'a décrite Nasser : « Le gouvernement et l'armée ont réclamé l'union, nous menons le panarabisme et demandons l'union. Et maintenant qu'elle nous est proposée, nous la refusons ! La justification de ceux-là : si l'union n'est pas créée, la Syrie sera perdue ! » (1) (Idem)

Nasser en était convaincu: cela prouvait que l'union avait été réalisée par un putsch militaire en Syrie. Les officiers avaient envoyé des leurs à Choukri Al-Kuwatli pour agréer l'union. Après un va-et-vient de propos, ce dernier a fini par accepter à condition que le gouvernement y consente également. Chaque responsable en Syrie a alors commencé à s'adapter au fait accompli !

L'union a démarrée et les complots ont émergé :

Choukri Al-Kuwatli était venu au Caire, le 26 janvier 1958, et la demande d'union avait été signée. Il s'est ensuite levé et a dit : « Ceci est un jour de ma vie, ceci est un jour de l'histoire ! » Lors de la première réunion du Conseil des ministres tenue sous sa présidence, après la sécession, Nasser a dit : « Je vois les choses sous leur vrai jour, l'histoire écrit non pas la réalité » (2)(Idem.)

La situation en Syrie était instable : cinq officiers assistaient à la réunion du gouvernement syrien et les décisions étaient approuvées quand ces officiers le jugeaient bon !

Après l'approbation de Nasser à l'union, Al-Afifi Al-Bazri a affirmé qu'ils s'étaient empressés à réclamer cette démarche car ils étaient sûrs que Nasser allait refuser. Leur objectif était de prouver, à travers le refus attendu de Nasser, la fausseté de l'appel de l'Egypte à l'union et au nationalisme arabes, et de démontrer que ces propos étaient répétés pour la consommation locale !

Un mois après la conclusion de l'union, le premier coup d'état en Syrie se préparait. Ceci s'était clairement manifesté par une mesure prise par Al-Afifi Al-Bazri qui avait transféré quelques officiers communistes dans des régions particulières puis forgé une dispute avec le maréchal Abdel Hakim Amer à la suite de laquelle il avait démissionné.

Un mois et demi après la conclusion de l'union, chacun en Syrie a commencé à préparer un coup d'état, estimant que l'union lui avait été imposée par l'armée !

Les éléments présents – qui avaient réclamé la conclusion d'une union- se sont mis à manipuler celle-ci pour leurs propres desseins. Parmi eux figuraient les capitalistes, les baasistes et même l'armée. Nasser a refusé que l'union devienne une convoitise ou un butin pour quiconque car l'Egypte avait des principes auxquels elle se conformait.

Les trois ans et demi de l'union étaient chargés de difficultés au point que « si nous avançons un pas en avant, nous reculons des pas en arrière. L'union au temps de Saladin avait duré quatre ans uniquement ! (1)(Idem) », c'était ainsi que Nasser avait qualifié l'union.

Les éléments allant à l'encontre de l'union se sont dévoilés :

- 1- Les pays occidentaux qui avaient établi l'union hachémite entre la Jordanie et l'Irak, en 1958, dans le but de barrer la route à l'union égypto-syrienne qui était contre leurs intérêts et affectait leur présence dans cette région.
- 2- Les mercenaires du roi Saoud.
- 3- Les éléments politiques et capitalistes ainsi que les minorités, tels que les Turkmènes, les Kurdes et autres.
- 4- Le camp oriental et le communisme arabe.

Les bouches de canons orientées vers l'union étaient innombrables, que ce soit l'obscurantisme arabe, ou les rois ou ceux qui craignaient l'expansion arabe car elle menaçait leurs régimes et leur présence ainsi que le sionisme, Israël et le colonialisme.

Les efforts de ceux-là étaient contre la Syrie et non contre l'Egypte ; car le Caire était ciblé à travers Damas, le but étant le Caire et non Damas.

Premier chapitre :

L'établissement de l'union et ses retombées

Premièrement : l'Occident était contre l'union

- 1- Les origines de la position hostile des Etats-Unis contre Nasser :  
Au début de 1957, les Etats-Unis avaient lancé le projet d'Eisenhower visant à renforcer leur ingérence au Proche-Orient, sous prétexte de vouloir sauvegarder l'indépendance de ses pays !  
L'Egypte a rejeté le projet et l'a attaqué, annonçant son attachement à la neutralité et à l'impartialité. Le Liban et la Jordanie avaient toutefois accepté l'initiative américaine et leurs gouvernements s'en avaient d'ailleurs pris à l'Egypte et à tous ceux qui l'avaient refusé.  
Au début de 1957, Nasser a fait face aux tentatives des Etats-Unis d'ostraciser l'Egypte, après l'agression tripartite, et voilà le Liban à la tête de la politique d'ostracisme ! Beyrouth était devenu la base des complots ourdis contre l'Egypte et un centre pour les conspirateurs.  
Dullas a annoncé – à l'occasion de la tenue de la conférence de Brioni, au cours de la 2<sup>e</sup> semaine de juillet 1957 qui regroupait Nasser, Nehru et Tito-,

que l'appel à la neutralité était rejeté par la politique américaine car ceci allait renforcer les voix prônant le même principe en Afrique et en Asie.

« Il faut une réponse pour annihiler la conférence et pour inculquer aux apôtres de la neutralité que ceci est impossible. Il faut donc une leçon sévère qui doit être rivée sur Nasser, ce trublion au Proche-Orient qui tente de changer la situation dans une région ayant vécu au moins deux siècles sous l'influence de l'Occident ! », avait déclaré Dullas.

D'où la décision d'abandonner le financement du Haut-Barrage.

Ceci dit, Nasser assumerait tout seul, selon Dullas, l'échec de la politique américaine et occidentale au Proche-Orient ! Et pour causes : le refus de l'Egypte de rejoindre les alliés de l'Occident et d'approuver ses projets militaires et l'annonce de sa neutralité entre deux blocs en conflits. La position de Nasser avortait ainsi la stratégie américaine au Proche-Orient qui visait à encercler l'URSS de toute part, par des alliés militaires et à assiéger ses frontières par des bases militaires. La théorie de Dullas était de combler le vide au Proche-Orient avant l'apparition de missiles transcontinentaux.

« Il faut que les pays occidentaux chassent Gamal Abdel Nasser du Proche-Orient ou en sortir eux-mêmes », a-t-il même déclaré ouvertement.

(1)(Magazine « News Week », premier numéro, 1957)

« Le nationalisme arabe est le feu aux poudres, et Nasser est l'étincelle », pensait Dullas. L'on craignait que le Proche-Orient soit écarté de l'influence de l'Occident.

Dullas estimait pourtant que l'usage de la force contre l'Egypte était dangereux en raison des circonstances internationales, et que le blocus économique, ainsi que l'ostracisme, l'invasion à partir de l'intérieur - autrement dit les conspirations- constituaient les armes les plus préférables et les plus sûres!

Le gouvernement des Etats-Unis a amorcé ses plans en gelant les comptes égyptiens en dollars placés sur son territoire, en suspendant les accords conclus entre l'Egypte et les sociétés américaines, en mettant en vente sur les marchés de grandes quantités de coton américain pour entraver le commerce du coton égyptien puis en refusant de vendre le coton à l'Egypte ; les Etats-Unis avaient donc décidé de bouder le régime politique en place en Egypte ! Par ailleurs, la propagande américaine dans la presse et à la radio avait adopté deux stratégies : la première consistant à mettre en doute l'Egypte et la deuxième visant à appeler à l'alliance des rois du pétrole Saoud et Faysal d'Irak ! (1)(Mohamed Hassanein Heikal, « les complexes qui régissent le Proche-Orient, en toute franchise », Al-Ahram, le 16/1/1958)

Les incidents de Jordanie :

Pendant la même période, des incidents se sont produits en Jordanie et ont embrasé la situation au Proche-Orient. Les Etats-Unis ont payé copieusement pour renverser le gouvernement populaire de Soliman El Naboulsi à Amman qui prônait la neutralité.

L'histoire a débuté ainsi: un groupe de jeunes officiers étaient aller trouver le roi en 1956 pour lui informer que le contrôle britannique en Jordanie devait prendre fin et que Globe devait quitter le pays (2)(John Bagoot Globe, commandant de l'armée jordanienne de 1939 au 2 mars 1956, date où il fut déchargé de ses fonctions par une décision du roi Hussein d'arabiser le commandement de l'armée jordanienne. Cette décision fut un choc pour la Grande-Bretagne). Le roi a exaucé leur demande et est devenu l'idole du peuple puis il a été forcé à signer le traité de la solidarité arabe. (3)(Le traité de la solidarité arabe a été conclu entre la Syrie, l'Egypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie, le 19/1/1957). Le gouvernement des Etats-Unis a néanmoins agi et renversé le roi et le gouvernement d'El Naboulsi. Malgré cela, l'an 1957 s'est achevé et le plan américain visant l'ostracisme de l'Egypte a échoué ! Le trône de l'Irak a été placé sous la protection de l'alliance de Bagdad alors que le trône de la Jordanie inséré dans le projet d'Eisenhower !

Série des crises politiques en Syrie :

La Syrie a connu des circonstances très difficiles. Pendant les premiers mois de l'an 1949, une série de putschs militaires s'est enclenchée, le premier étant celui de Hosni Al-Za'im, qui n'exprimait pas la volonté du peuple aspirant à une révolte globale. Trois mois plus tard, le leader de ce coup d'état a été assassiné ainsi que son premier ministre !

Un deuxième putsch a été mené par Sami Al-Henaoui, qui a été tué à Beyrouth, après avoir fui de Damas, à l'issue d'un troisième coup d'Etat, dirigé par Adib Al-Chichakli qui s'est évadé à son tour, chassé par une révolte populaire.

Un climat d'inquiétude pesait sur Damas dans la foulée de ces renversements successifs et de nombreuses conspirations étaient méditées pendant cette période. Dans ce contexte tendu, les partisans du nationalisme ont mené la bataille de l'union et ont triomphé.

Après avoir pris les rênes de la Syrie et en sa qualité de président de la République Arabe Unie (R.A.U.), Nasser devait effacer les traces « difficiles » du passé, tâche qui n'était d'ailleurs pas facile !

Deuxièmement les démarches exécutoires de l'Union :

Les conseils des nations de l'Egypte et de la Syrie ont pris la décision d'œuvrer immédiatement à la conclusion de l'union entre les deux pays. Des négociations définitives ont été engagées au Caire pour élaborer les grandes lignes de cette entité. Les réunions n'avaient pas été tenues selon la volonté de politiciens ou de dirigeants mais sous le coup de pressions, de l'insistance et d'une détermination tenace... du fait que l'union était la voie de la force !(1)(Discours de Nasser, au Conseil de la nation, pour annoncer les fondements de l'union égypto-syrienne, 2/5/58)

Ces pourparlers ont abouti à la proclamation officielle de l'union entre les deux pays, laquelle a été signée le premier février 1958. Cette déclaration,

déposée dans le bureau du Conseil de la nation en Egypte, a donné naissance à un nouvel Etat, unissant l’Egypte et la Syrie, appelé la République Arabe Unie (R.A.U.). Le régime politique qui y était adopté était présidentiel et démocratique où le président de la république assumait le pouvoir exécutif, aidé de ministres désignés par lui et responsables devant lui. L’autorité législative y était confiée à un seul conseil législatif. L’Etat naissant avait un seul drapeau pour un peuple unifié et une seule armée, dans le cadre d’une union où tous les citoyens de ce pays étaient égaux en droits et en devoirs. Un nombre de principes constituant la plateforme de la R.A.U., pendant la période transitoire, avait été convenu. Cette république serait indépendante et souveraine et son peuple ferait partie de la nation arabe. Cette république serait constituée de deux provinces, la Syrie et l’Egypte, où il serait formé, dans chacune d’elles, un conseil exécutif présidé et désigné par le président, assisté par les ministres nommés par lui et suggérés par le conseil exécutif. Les citoyens formeraient une union nationale et empêcheraient la création de partis. Des mesures seraient ensuite prises pour élaborer la constitution permanente de la R.A.U. et organiser un référendum sur l’union et le président du nouvel Etat, le 21/2/1958.

Nasser avait annoncé ce jour : « Un grand Etat est né en Orient ». Cette phrase en particulier – avec tous ces impacts- avait suscité les craintes de l’Occident, surtout des Etats-Unis ! Elle avait également accentué les appréhensions de l’Irak, de l’Arabie saoudite, de la Jordanie et du gouvernement Camille Chamoun au Liban. Ceci avait d’ailleurs poussé Dullas à affirmer à Bach Ayan – ministre irakien des affaires étrangères- lors de la réunion de l’alliance de Bagdad à Ankara, que si une attaque était menée contre l’Irak, après l’Union, avec les armes et les volontaires soviets, les Etats-Unis étaient prêts à intervenir conformément au principe d’Eisenhower. Une coordination avait été engagée en ce sens avec le Royaume-Uni (1)(Télégramme du département d’Etat à l’ambassade en Irak, Washington, 8 février 1958).

La question de la reconnaissance de la R.A.U

Le Département d’Etat estimait que la situation résultant de l’empressement à conclure l’Union était très compliquée et confuse, une situation qui se développait rapidement et que l’on ne pouvait prévoir ! Le gouvernement américain s’était retrouvé dans une situation comportant de nombreuses contradictions à cause de l’objection de certains pays arabes alliés tels l’Irak, l’Arabie saoudite, la Jordanie, le Liban et finalement Israël. De surcroit, tout mouvement national arabe était considéré comme hostile à l’Occident et amplifiait la gloire de Nasser !

Le gouvernement américain avait cependant déduit que tout retard dans la reconnaissance de la R.A.U. le mettrait en porte-à-faux et avait fini par reconnaître l’Etat issu de l’Union, tout en souhaitant que celle-ci ne se livre pas à des activités politiques qui conduiraient au renversement de « l’Union

arabe » (2)(L'union arabe fut établie entre l'Irak et la Jordanie, en réaction à l'union égypto-syrienne le 14/2/1958).

Le Yémen avait entrepris une démarche audacieuse ; l'imam du Yémen – Ahmed Badr- avait envoyé un message diligent à Nasser et Al-Kuwatli pour afficher la volonté de son pays de rejoindre l'union arabe, le 2 février 1958. Nasser a répliqué en disant que l'adhésion du Yémen constituerait le noyau de l'union arabe globale et le document de l'union a été signé entre la R.A.U. et le royaume yéménite à Damas, le 7 mars 1958.

L'union s'était donc étendue, renforçant les inquiétudes de l'Arabie saoudite. Ceci a poussé le roi Saoud à planifier la destruction de l'avion de Nasser et à soudoyer le jeune officier syrien, Abdel Hamid Al-Seraj d'un montant de deux millions de livres pour exécuter le complot. Le roi Saoud ne voulait pas que l'union entre l'Egypte et la Syrie ne réussisse et ne voulait pas, par-dessous tout, que le Yémen les rejoigne !

Tous les pays avaient fini par reconnaître la R.A.U. à l'exception de la France. Le 20 mars 1958, Nasser a écrit dans ses documents personnels : « Je suis retourné de Syrie et l'on me guettait aux frontières. A Damas, dans toutes les directions je trouvais des armées se mobiliser, des menaces flagrantes, des accusations gratuites, des tentatives de désintégrer le front intérieur et de semer la zizanie entre le peuple et l'armée ! Malgré tout cela, la volonté du peuple syrien s'est joint à celle du peuple égyptien, véritable force qui a fait la République arabe unie.

D'après l'histoire, le nationalisme arabe avait uni musulmans et chrétiens au temps des Croisés. Avant 1952, il m'était évident que la première ligne de défense du monde arabe était son unité ; quiconque agresserait un pays arabe aurait agressé tous les pays de cette région.

L'effet de la fondation de la République arabe unie a commencé à s'étendre dans la nation arabe, ce qui signifiait pour moi que l'une des armes du colonisateur avait perdu sa force ».

## 2- Les retombées internationales de la déclaration de l'Union :

L'Union égypto-syrienne était devenue une question vitale, après la signature de l'accord militaire entre les deux pays le 19 octobre 1955 –susmentionné- et l'enthousiasme pour l'unité en Syrie était essentiel et persistait. En 1955, la campagne en faveur de l'Union était soulevée de temps à autres, dans la presse et au parlement syriens.

L'influence de Nasser en Syrie s'était renforcée depuis ce temps-là, sans pourtant qu'il n'ait encore réalisé la demande des Syriens de conclure l'union. Nasser a finalement accepté d'établir l'Union, dans une période de six mois, mais sous des conditions : qu'il y ait un seul président résidant au Caire, un seul parlement, un seul parti, une seule armée et un seul corps diplomatique.

a- La réaction américaine :

Les Etats-Unis appréhendaient d'abord l'union entre l'Egypte et la Syrie mais ont compris que cette Union avait contenu toutes les orientations politiques en Syrie au point que le parti communiste syrien ait été forcé à publier un communiqué soutenant l'Union!

Selon une analyse du département d'Etat américain, les alternatives étaient limitées. Les partis conservateurs étaient divisés et faibles au sein de l'armée, qui constituait un élément décisif dans la politique syrienne. L'influence des pays arabes à tendance occidentale en Syrie était en outre précaire. En conclusion, la politique en Syrie était instable et l'influence communiste était en expansion soutenue.

Les alternatives étaient donc : le renforcement de l'influence égyptienne qui induirait l'instauration de l'Union ou la poussée de l'influence communiste qui ne pouvait être freinée que par une force extérieure.

(1)(Télégramme de l'ambassade en Syrie au département d'Etat, Damas, 15/1/1958)

Bien que l'union égypto-syrienne contredisait les intérêts américains, le gouvernement américain avait annoncé sa politique - pour contrer la propagande hostile prétendant que les Etats-Unis étaient opposés à l'union arabe-. D'après cette politique, la question de l'union arabe devait être décidée par les Arabes eux-mêmes et les Etats-Unis soutenaient l'union issue de la libre volonté des peuples concernés.

Les Etats-Unis estimaient que le projet de l'Union allait désavantager, à long terme, leurs intérêts, faciliterait l'emprise de l'Egypte sur le monde arabe, produirait un effet contraire auprès des régimes arabes pro-occidentaux, propagerait la neutralité positive à laquelle s'opposaient les Etats-Unis et compliquerait la question palestinienne. A ceci s'ajoutait que rien ne prouvait que l'union garantirait une stabilité plus grande en Syrie. Le gouvernement américain considérait que le seul avantage constituant, à long terme, un contrepois avec tous ces inconvénients, était l'enraiment total de l'influence du communisme en Syrie (2)(Mémoire de Berry au secrétaire d'Etat en exercice, union égypto-syrienne, Washington, 25/1/1958)

Les Etats-Unis avaient réalisé que leur intérêt à court terme, serait de renforcer la position de Nasser en Syrie, espérant qu'il puisse y limiter l'influence du communisme. A long terme, cette union devrait réduire un éventuel renforcement des relations entre la Syrie et en Irak.

L'Union compliquerait par ailleurs les relations de la Syrie et de l'Egypte avec Israël, exercerait des pressions sur d'autres pays arabes -notamment la Jordanie- pour y adhérer, éloignerait la Syrie de l'influence de l'Arabie saoudite, et inquiéterait les gouvernements irakien et turc qui n'étaient pas favorable au contrôle de Nasser sur leurs frontières.

Les Etats-Unis avaient compris que, par la signature de l'Union par Nasser et Al-Kuwatli, l'annonce le 1<sup>er</sup> février de l'Union au Caire et la fixation de la date d'un référendum dans les deux pays sur cette Union au 21 février, celle-ci deviendrait ainsi un fait accompli. Les réactions publiques et tacites s'étaient ainsi succédées. (1)(Télégramme du département d'Etat à la délégation du Conseil du pacte de Bagdad, à Ankara, Washington, 25/1/1958)

b- « L'union arabe » :

Le roi Hussein considérait que la R.A.U. –le nouvel Etat- constituait un danger non seulement pour la Jordanie et le Liban mais pour tout le Proche-Orient et indirectement, le monde libre, si on lui autorisait à persister sans objection. (2)(Télégramme de l'ambassade en Jordanie au département d'Etat, Amman, 3/2/1958)

Le roi Hussein a pris, sur le champ, l'initiative de créer une organisation regroupant les autres pays arabes : l'Arabie saoudite, la Jordanie, l'Irak et le Liban. Cette initiative avait été prise sous l'impulsion de Dullas lors de la réunion de l'Alliance de Bagdad à Ankara, le 1<sup>er</sup> février 1958. Ce dernier avait suggéré que ces pays soudent leurs rangs face à la R.A.U. (3)(Télégramme de l'ambassade en Jordanie au département d'Etat, Amman, 3/2/1958)

Ceci dit, l'Union arabe entre l'Irak et la Jordanie a été proclamée le 14 février 1958 à Amman et signée par le roi Faysal II, en tant que président et le roi Hussein en tant que vice-président. En vertu de cette union, chaque roi conserverait le pouvoir constitutionnel sur son royaume et la capitale de cette union serait à tour de rôle Amman et Bagdad, tous les six mois. Un conseil législatif serait formé et deux conseils locaux seraient institués pour gérer les affaires non liées à l'Union. La constitution de l'union entrerait en vigueur dans trois mois.

Les Etats-Unis ont considéré que l'Union arabe était une « démarche édifiante » et estimé que leur intérêt ainsi que celui du monde libre leur imposaient de soutenir cette union à orientation occidentale. Les Etats-Unis prévoyaient que si elle réussissait, cette alliance jouerait un rôle important dans tout rassemblement arabe à l'avenir. Cette union permettrait également à la Jordanie et à l'Irak de prendre des positions plus fortes face à la R.A.U. Nasser s'est hâté d'envoyer un message de félicitations au roi Faysal II à l'occasion de la conclusion de l'union entre l'Irak et la Jordanie, le même jour où celle-ci a été signée, y affirmant que toute union arabe était une force pour tous les Arabes.

c- La position d'Israël :

Il était normal qu'Israël soit hostile à l'union égypto-syrienne voire à l'union des Arabes. Il a même travaillé à leur division pour mieux attaquer le nord et neutraliser la position au sud ou faire le contraire.



Israël savait – à travers les propos de ses dirigeants- que l'union des Arabes leur permettrait de le contrer, raison pour laquelle il s'était uni au colonialisme pour la combattre.

Quand l'Egypte a signé, le 25/10/1956, l'accord militaire avec la Syrie et la Jordanie, quelle a été la réaction d'Israël ? Qu'a dit Ben Gorion ? « Cet accord militaire menace Israël et en fait une noix dans un casse-noix »

(1)(Discours de Nasser, au 7<sup>e</sup> anniversaire de l'Union, 21/2/1965)

Qu'en était-il donc de l'impact d'une union fusionnelle entre l'Egypte et la Syrie qui a laissé prévoir la fondation d'un grand Etat en Orient ?! Nasser était ainsi devenu l'ennemi déclaré d'Israël, après que son nouvel Etat l'ait encerclé du nord, du sud et de l'est sur une frontière d'une longueur 286 km.

Israël a feint d'être menacé par la R.A.U., un an après sa fondation, en mettant en avant le prétexte des feddayins sur les frontières avec la Syrie. Israël avait mobilisé ses forces à un moment où Nasser était à Damas. Ce dernier avait alors enjoint à Abdel Hakim Amer – commandant général des forces armées- de mobiliser les troupes au Sinäi pour montrer à Israël que cette menace était inadmissible pour la Syrie. Cette mobilisation de troupes avait été divulguée dans les medias. En fait, seule la troupe d'Al Ariche avait été déployée pour laisser entendre à Israël que des forces supplémentaires avaient été transférées vers le Sinäi ! Cette démonstration militaire avait réussi à mettre fin à la menace israélienne.

Israël avait même soulevé un problème sur le passage de ses navires par le Canal de Suez en envoyant un navire danois à Port-Saïd, tout en étant persuadé que la R.A.U. ne lui permettrait pas de traverser le Canal.

L'Egypte avait le droit – par la convention de Constantine 1888- de prendre les mesures qui lui donnait la possibilité de défendre le Canal. A cette époque, les relations de guerre régissaient toujours les relations entre la R.A.U. et Israël.

Israël s'était imaginé pouvoir profiter de la tiédeur des relations entre la R.A.U. et l'URSS à un moment où les relations entre la première et les pays occidentaux étaient inamicales, en exploitant médiatiquement cet incident prémédité. Il désirait soumettre la question de la traversée des navires israéliens dans le Canal de Suez au Conseil de sécurité à ce moment précis, croyant que l'URSS ne lui opposerait pas son veto comme il l'avait fait en 1954.

Nasser avait expliqué que la position de la R.A.U. vis-à-vis de la traversée du bateau en question ne faisait pas partie de la liberté de navigation dans le canal de Suez mais relevait du problème palestinien. En 1948, les Nations unies avaient promulgué un nombre de résolutions sur la situation entre les Arabes et Israël mais ce dernier avait refusé d'honorer ses engagements et d'exécuter les résolutions : il avait refusé de rapatrier les Palestiniens dans leurs territoires et de les indemniser en contrepartie de

leurs biens. Il avait, pour comble, annoncé publiquement qu'il n'avait pas accepté les résolutions des Nations unies et qu'il ne les exécuterait pas ! Israël réclamait le droit de passer par le Canal de Suez, conformément à une résolution prise par les Nations unies en 1951. Israël voulait tout obtenir et priver les Arabes de tout.

Troisièmement : le changement de la politique américaine envers Nasser

Un mois après la fondation de la R.A.U., les Etats-Unis avaient montré leur enthousiasme en essayant d'attirer Nasser vers eux, par le déblocage des fonds égyptiens gelés, à l'issue d'un accord avec les actionnaires de la société du Canal de Suez. Un programme d'aides américaines avait été prévu par étapes, devant commencer par l'approbation d'une licence de production de matériels paramilitaires, de quelques munitions et de pièces de rechange pour les appareils radio et les avions civils. Les Etats-Unis offraient également une somme de 400 mille dollars pour les appareils de télécommunications et la construction des chaussées. Ceci avait été suivi d'un programme d'échange de personnels entre les deux pays.

Le gouvernement américain avait de même décidé que, si la R.A.U. continuait à réfréner le danger posé par l'expansionnisme communiste international, il lui accorderait une aide agricole et accepterait de nouveaux accords d'aides comprenant entre autres de nouveaux projets de développement et la reprise de la formation de militaires de la R.A.U. aux Etats-Unis. (1)(Télégramme du département d'Etat à l'ambassade à la R.A.U., Washington, 25/3/1958)

Nasser avait concomitamment affiché sa volonté de renouer de nouvelles relations avec les Etats-Unis mais il voulait savoir l'objectif de ces derniers dans cette période ?! Il était convaincu que Washington cherchait un moyen de le démettre, lui ainsi que son gouvernement, raison pour laquelle il avait accueilli favorablement les initiatives soviétiques amicales.

Nasser voulait connaître les véritables intentions des Etats-Unis en ce moment pour sentir que son dos était protégé ! Il avait réalisé que ses relations avec ce pays s'étaient enfin améliorées et qu'aucun ennui majeur ne s'était produit entre les deux pays, à l'exception des problèmes indirects, en raison de l'animosité entre la R.A.U. et les Hachémites (2)(Télégramme de l'ambassade de la République arabe unie au département d'Etat, le Caire, 26/4/1958).

Le gouvernement américain avait promis à Nasser, en échange, qu'il ne s'ingérerait pas dans les affaires intérieures la R.A.U. et qu'il ne chercherait pas à le démettre, en citant pour exemple le comportement des Américains pendant l'agression en 1956 contre l'Egypte.

Les Etats-Unis avaient donné un fort soutien au gouvernement de Nasser, quand il était dans une situation délicate, malgré l'impact destructif de la position de

Washington sur ses relations avec deux alliés traditionnels, la Grande-Bretagne et la France.

Le gouvernement américain avait adressé, entre-temps, un avertissement à Nasser contre le danger de la poursuite du rapprochement avec l'URSS tout en affirmant l'importance de sa position vis-à-vis du communisme international. Le gouvernement américain avait également indiqué que l'attaque continue contre les amis des Etats-Unis ne contribuait pas à l'amélioration des relations entre ces derniers et la R.A.U.. (1)(Télégramme du département d'Etat à l'ambassade à la R.A.U., Washington, 17/5/1958)

## Chapitre 2

### La crise libanaise

La crise politique libanaise avait émergé comme une conséquence de la déclaration de l'union égypto-syrienne. Craignant l'impact de cette union sur les Libanais musulmans, le président libanais, Camille Chamoun a demandé aux Etats-Unis de mobiliser la 6<sup>e</sup> flotte à l'est de la Mer Méditerranée et réclamé qu'elle soit à pied d'œuvre.

L'ambassadeur américain à Beyrouth, Robert McClintock a informé, immédiatement, le ministre libanais des affaires étrangères, Charles Malik que deux bâtiments de guerre britanniques, un destroyer et d'un bâtiment-base de plongeurs démineurs arriveraient, le jour suivant, à Beyrouth en provenance de Chypre, pour une visite de trois jours. L'ambassadeur américain lui a également affirmé que la taille de l'aide des Etats-Unis pour affronter la destruction dépendait de la nature de la menace et des propositions efficaces du gouvernement libanais sur le type d'aides dont il a besoin. (1)(Télégramme de l'ambassade au Liban au département d'Etat, 30/1/1958)

En fait, Dullas avait demandé au Conseil des chefs d'Etat-major, le 8 novembre 1957, d'élaborer en urgence un plan pour une éventuelle intervention militaire américano-britannique, en cas de putsch en Jordanie ou au Liban. Le plan a effectivement été établi mais était demeuré secret. (2)(Lettre d'Erwin Murphy, Washington, 6/2/1958)

Chamoun ne s'est pas contenté de demander l'aide militaire américaine pour le soutenir dans le conflit de son pays, mais, avec l'approche de l'expiration de son mandat présidentiel le 22 septembre 1958, envisageait d'être réélu ou en d'autres termes, de prolonger son mandat, selon des informations filtrées sur ce sujet.

Ceci signifiait qu'il ferait fi de la constitution libanaise qui prévoyait un mandat présidentiel de six ans non renouvelable et signifiait aussi un remaniement constitutionnel ! Il croyait bénéficier d'un soutien suffisant au sein du parlement pour

exécuter sa suggestion, sans faire grand cas des conséquences de cette démarche politique putschiste sur la sécurité intérieure du Liban.

Premièrement : les pressions de Chamoun sur les Etats-Unis pour l'aider, via une intervention militaire, à enfreindre la constitution

Chamoun a demandé l'aide des Etats-Unis dans cette démarche dangereuse, sous prétexte que le danger qu'encourait le Liban sur le plan intérieur était plus important que sur le plan extérieur. Il leur avait affirmé posséder des preuves sur le trafic d'armes dans son pays par des agents de la R.A.U., via les montagnes de Syrie, sur les frontières, par le biais de petits bateaux à travers Tripoli et Sidon ! Si ce phénomène continue, avait-il argumenté, les chrétiens réclameront des armes pour affronter la menace des musulmans !

Les Etats-Unis ont répliqué en soutenant que les élections étaient une affaire intérieure libanaise à adopter à l'avenant des exigences de la politique locale. Washington s'est même montré réticent sur le remaniement de la Constitution libanaise –dans le but de permettre une réélection de Chamoun- compte tenu de l'impact négatif que cela pourrait avoir sur la sécurité intérieure du Liban.

(1)(Télégramme du département d'Etat à l'ambassade au Liban, Washington, 18/3/1958 ; Télégramme du département d'Etat à l'ambassade au Liban, Washington, 25/4/1958)

Chamoun a tout de même campé sur ses positions et a, de surcroît, réclamé 15 millions de dollars pour contribuer à développer l'économie libanaise, en assurant que s'il s'agissait d'une question relevant uniquement de la politique intérieure –soit Chamoun contre ses adversaires- il aurait pu gérer le conflit aisément. Selon lui, la question impliquait de grandes puissances extérieures, y compris celles de la R.A.U. et les partisans de Nasser, à l'échelon international !

Chamoun avait fourni ces arguments pour faire pression sur les Etats-Unis afin de les contraindre à le soutenir.

La situation au Proche-Orient s'était davantage compliquée par les événements survenus en Jordanie, lesquelles laissaient prévoir une nouvelle crise dans la région.

Chamoun a envoyé, sur le champ, un message à Eisenhower pour lui exprimer ses inquiétudes quant à la conjoncture en Jordanie.

« Je suis de votre avis que les développements récents en Jordanie sont importants, l'indépendance de ce pays et l'intégrité de son territoire est hautement vital pour les Etats-Unis. Nous suivons de près ces développements et nous avons communiqué au roi Hussein nos encouragements et notre soutien. Nous avons exprimé au roi Saoud toute notre appréciation pour les mesures efficaces entreprises pour soutenir le roi Hussein et sommes en contact avec le gouvernement irakien. Nous sommes d'accords avec celui-ci sur le déploiement de forces irakiennes sur son territoire, pour qu'elles soient prêtes à intervenir promptement pour aider le roi Hussein », avait ainsi répondu

Eisenhower à la lettre de Chamoun. (2)(Réponse d'Eisenhower à la lettre de Chamoun)

Le gouvernement d'Israël avait été prié de faire preuve de retenue vis-à-vis de la crise jordanienne. Des unités de la 6<sup>e</sup> flotte américaine –transportant des soldats de la marine américaine- ont été mobilisées vers l'est de la mer Méditerranée. (1)(Ibid.)

Pour exercer davantage de pressions sur les Etats-Unis, Chamoun a allégué le principe d'Eisenhower, approuvé par le Congrès lors d'une séance conjointe le 9/03/1957, à savoir la fourniture d'aides économiques et militaires aux pays du Proche-Orient qui le désirent et la mobilisation militaire américaine si un de ces pays était en proie à une agression.

Bien que le gouvernement libanais ait accepté le projet d'Eisenhower, les Etats-Unis estimaient que leur intervention constituerait un fardeau (2)(Lettre de Dullas à Malik, Washington, 29/04/1958) pour le Liban dans cette situation et se sont contenté de renforcer leur aide économique et d'accorder une aide militaire à ce pays.

Il était évident que la Grande-Bretagne et la France exerçaient, eux aussi, des pressions sur les Etats-Unis pour les pousser à une intervention militaire au Liban. Ils avaient d'ailleurs exprimé leur volonté lors de la réunion de l'Otan, à Copenhague, en mai 1958. (3)(Télégramme du secrétariat d'Etat au département d'Etat, Copenhague, 6/03/1958 ; lettre du chef du secrétariat d'Etat au département d'Etat, Washington, 7/05/1958).

Chamoun avait décidé, pendant ce temps, de postuler, une nouvelle fois, à la magistrature suprême et affiché son intention de demander au parlement d'entreprendre le remaniement constitutionnel nécessaire !

Des contacts ont été menés avec les Etats-Unis pour leur informer de ce qui suit : 300 personnes armées ont traversé les frontières avec la Syrie et l'ambassade soviétique travaillait 24h/24 avec la R.A.U. pour anéantir l'indépendance du Liban ! Chamoun a réclamé l'envoi par air, de 20 chars avec leurs munitions, dans le cadre d'un éventuel plan de déploiement de soldats de la Marine américaine, dans le cas d'une agression égypto-syrienne à ciel ouvert !(4)(Télégramme de l'ambassade au Liban, au département d'Etat, Beyrouth, 7,11/05/1957)

#### Précipitation des évènements

Le 8 mai 1958, Nessib Al-Matna, éditeur du journal de l'opposition « Telegraph », a été assassiné à Beyrouth, fait qui a incité les dirigeants de l'opposition politique au Liban à appeler à une grève générale. Le jour suivant, la révolte à Tripoli bouillonnait et la bibliothèque américaine qui se trouvait dans la ville a été mise à feu le 10 mai.

L'armée libanaise est parvenue à mater la rébellion, mais après la mort de 15 personnes et la blessure de 150 autres.

Les événements se sont déroulés comme suit : lorsque l'opposition a appris la décision de Chamoun d'entreprendre le remaniement de la constitution pendant cette semaine, les dirigeants des musulmans – sous la direction de Rachid Karam, Sa'eb Sallam, Abdallah Al-Yafi et Henri Faraoune- ont décidé de répondre à l'assassinat cité plus haut. La révolte a donc été déclenchée dans le but d'avorter le projet de Chamoun de briguer un nouveau mandat.

L'opposition s'est réunie pour réclamer la démission immédiate de Chamoun, lequel a évidemment refusé. Sa'eb Sallam, Henri Faraoune et Raymond Eddeh ont contacté le général Fouad Chehab – commandant de l'armée libanaise- pour solliciter la démission du gouvernement de Sami Al-Solh, afin qu'il soit remplacé par un gouvernement de coalition nationale que dirigerait le général Chehab lui-même.

a- Le rôle américain :

Chamoun a envoyé, entre-temps, une lettre à chacun des présidents des Etats-Unis, de France et de la Grande-Bretagne : « La situation au Liban est très dangereuse ! », leur rappelant des garanties qu'ils avaient données pour assurer l'indépendance du Liban et l'intégrité de son territoire. Il leur a demandé d'envoyer des troupes militaires dans l'espace de 24h, affirmant avoir d'abord consulté le premier ministre et le gouvernement libanais sur cette question. La crise était donc bien plus grande que la présidentielle, elle touchait désormais à l'existence nationale du Liban, abstraction faite des personnes. (1)(Télégramme de l'ambassade au Liban au département d'Etat, Beyrouth, 11 et 13 mai 1958)

La balle était dans le camp des Etats-Unis qui étudiaient sérieusement la possibilité d'une intervention militaire américaine ou occidentale au Liban. Eisenhower avait exclu, dès le début, la participation de la France dans cette intervention, sans fournir d'explications ! Il a commencé à étudier les problèmes que pouvait causer cette opération. « Des problèmes plus graves sont à prévoir si les Libanais ont eu besoin de notre intervention et que nous la leur refusons », a alors déclaré le président américain.

Les conséquences du débarquement de troupes américaines ont été débattues. Les principales retombées relevées avaient été le soulèvement d'une vague de sentiments hostiles à l'occident dans le monde arabe, l'éventuelle suspension des livraisons de pétrole à travers le pipeline de la Syrie, l'interdiction de la traversée du Canal de Suez aux navires américains et britanniques, ce qui risquerait d'entraîner une très sérieuse crise de pétrole.

Concernant le Royaume uni, le gouvernement avait examiné –sous la présidence de Harold Macmillan- la possibilité de répondre favorablement à la demande de Chamoun. Le gouvernement britannique a jugé nécessaire d'intervenir, si les Etats-Unis l'acceptaient, à condition qu'ils assument la majeure partie de la mission.

Par ailleurs, le soutien éventuel des gouvernements irakien et jordanien à une intervention militaire suscitait des craintes, du fait que ce soutien les mettent tous deux sous pressions qui conduiraient, par la suite, à leur effondrement ! Eisenhower a finalement décidé de mettre les forces américaines à pied d'œuvre. Il avait exclu une réaction de la part de l'URSS, tant que l'opération militaire ne serait limitée qu'au Liban. Les Etats-Unis ont également informé Chamoun que leur objectif n'était pas de le soutenir pour un second mandat présidentiel !(1)(Mémoire de Conversation, la Maison Blanche, Washington, 13/05/1958, la crise libanaise)

Le gouvernement américain avait convenu de justifier son intervention militaire par la demande du président et du gouvernement libanais et d'envoyer des troupes américaines de combat au Liban ayant pour mission de protéger la vie des Américains et leurs propriétés et d'aider le gouvernement libanais à exécuter son programme pour l'indépendance et l'intégrité du Liban, lequel a une importance stratégique pour les intérêts nationaux des Etats-Unis et pour la paix mondiale. Ces forces ont reçu l'ordre de contre-attaquer, pour s'auto-défendre.

Au même moment où la demande d'intervention serait soumise, le gouvernement libanais avancerait une plainte au Conseil de sécurité, idée d'ailleurs approuvée par la Grande-Bretagne. (2)(Télégramme du département d'Etat à l'ambassade au Liban, Washington, 13/05/1958)

- 3- Les réactions attendues à la mobilisation militaire américaine :
- a- La réaction de Nasser : pour Nasser, cette mobilisation était décevante, surtout qu'il avait sérieusement décidé d'améliorer ses relations avec les Etats-Unis, voire de leur tendre la main pour trouver une solution à la crise libanaise mais la réaction des Etats-Unis avaient été négative. Les Etats-Unis exécutaient un plan secret dans le but d'intervenir avec l'armée britannique. Ceci a été explicitement confirmé par la mobilisation de la 6<sup>e</sup> flotte américaine, le transfert des forces britanniques en Chypre et l'envoi de responsables militaires américains au Liban, en tenue civile...etc. Le comble était que le gouvernement américain dirigeait tout ce plan ! La situation semblait hors contrôle et devenait importune !
- La crise libanaise avait renforcé la question de l'union arabe. L'on prévoyait que Nasser et ses partisans réagissent à l'intervention militaire américaine en tant que défi direct aux objectifs du nationalisme arabe à long terme et en tant que moyen de conforter leur campagne de propagande contre les Etats-Unis, l'alliance de Bagdad et les gouvernements hostiles à la R.A.U., notamment la Jordanie et l'Irak. L'on s'attendait également qu'ils prennent des mesures sévères aux Nations unies avec le soutien de l'URSS.

Selon les attentes, Nasser devait amplifier les aides fournies en catimini aux forces de l'opposition au Liban qui pourraient mener des actes de sabotage contre les intérêts pétroliers de l'Occident dans la région.

b- La réaction du commandement de l'armée libanaise :

Les Etats-Unis ont été confrontés à un problème qui avait nourri leur hésitation à intervenir, à savoir, la position intérieure au Liban. Si les Etats-Unis menaient une opération militaire, ils soutiendraient ainsi le maintien au pouvoir de Chamoun, contre les dispositions de la constitution libanaise, et il se pouvait, le cas échéant, que l'armée libanaise n'y soit pas favorable.

Les Etats-Unis entretenaient de bons rapports avec le général Fouad Chehab qui était allié à l'Occident. Ce dernier ne voulait pas que les Etats-Unis interviennent dans ces circonstances car cela allait détruire l'influence américaine au Proche-Orient, à l'avenir ! (1)(Memo du colonel D.J. Decker to Bruke, Washington, 19/05/1958)

c- La réaction de l'URSS:

L'agence soviétique Tas avait publié le 17 mai 1958, un communiqué, dans lequel elle avait affirmé qu'une opération militaire américaine ou occidentale au Liban risquait d'avoir un impact dangereux sur ce pays et sur la paix au Proche-Orient. Ceci pouvait entraîner une réaction vigoureuse à cette intervention de la part de l'URSS qui serait tenté, par exemple, de renforcer les aides militaires fournies aux forces nationales et aux volontaires, ce qui embraserait le conflit entre les Etats-Unis et l'URSS.

d- Les répercussions sur le reste du Proche-Orient :

L'on prévoyait que les gouvernements de Jordanie et d'Irak soient favorables à l'intervention américaine au Liban, laquelle était perçue comme un coup contre Nasser. Cependant ils s'attendaient à une vive réaction de leurs peuples contre toute mobilisation américaine ce qui limiterait la marge d'action de ces gouvernements.

Quant aux autres gouvernements arabes –la Libye et le Soudan- ils semblaient être également pour l'intervention américaine, par réserve envers la popularité de Nasser auprès des peuples arabes. Ils attendaient le soutien de la Jordanie et de l'Irak pour afficher ouvertement leur appui à l'opération militaire. Concernant la Turquie, l'Iran et le Pakistan, ils acquiesçaient évidemment cette démarche.

e- La réaction d'Israël :

Israël allait certes accepter l'opération américaine mais réalisait que sa coopération explicite ne serait pas la bienvenue aux yeux de l'Occident, voire pourrait unifier les Arabes. Israël éviterait donc de s'impliquer directement dans la situation, le conflit étant cantonné dans les frontières libanaises.

f- Les conséquences de la non intervention militaire :



Par ailleurs, un avis contraire était émergé au sein du gouvernement américain : l'insuccès des Etats-Unis à intervenir engendrerait une réaction puissante et nuisible pour leurs intérêts au Proche-Orient, surtout qu'une intervention ait été clairement réclamée à cet égard avant la chute d'un gouvernement allié à l'Occident au Liban. Tout compromis dans cette crise allait miner la réputation et l'influence américaines dans la région. L'effondrement du gouvernement libanais sans aucune mesure de la part des Etats-Unis allait, selon toute prévision, accroître les activités de la R.A.U. et de ses partisans en Liban, porterait l'opinion publique à considérer la R.A.U. comme l'avenir, et posait le danger de la chute des régimes hostiles à Nasser !

Les deux parties du conflit libanais étaient désormais Nasser et les Etats-Unis. Les Etats-Unis estimaient que s'ils menaient une opération militaire dans cette conjoncture – à la demande de Chamoun-, la communauté chrétienne serait partagée et la majorité des musulmans y seraient vivement opposés.

Face à la situation libanaise compliquée, un problème se posait aux forces de l'intervention militaire américaine : elles se trouveraient dos à dos non seulement avec les éléments nationaux partisans de la R.A.U. mais avec une large tranche du peuple libanais, qui n'est pas d'habitude hostile à l'Occident mais qui s'opposerait à Chamoun ou, de principe, à toute ingérence étrangère ! Le conflit local entre musulmans et chrétiens s'accroîtrait non seulement mais se lierait étroitement aux questions plus profondes tel le conflit entre le nationalisme arabe et l'Occident.

Dans le long terme, tout régime qui compterait sur les Etats-Unis de cette manière serait méprisé non seulement par les détracteurs de l'Occident mais aussi par la majorité des éléments modérés !

g- Le désistement de Chamoun :

Le gouvernement libanais a annoncé, soudainement, qu'il ne tenterait pas de remanier la Constitution pour permettre à Chamoun de briguer un nouveau mandat. Le gouvernement avait ainsi réagi à la disposition de Nasser d'user de son influence avec les dirigeants de l'opposition pour contribuer à régler la crise libanaise. De surcroît, conformément à la constitution libanaise, la présidentielle allait être organisée le 23 juillet 1958.

Deuxièmement : les propositions de Nasser pour régler la crise libanaise :

Des contacts ont été menés par le gouvernement américain avec Nasser, le 7 juin, pour prendre acte de son opinion au sujet de la crise libanaise. Il a affirmé, avant tout, à Edmond Heer –ambassadeur américain au Caire- qu'il n'avait pas l'intention d'annexer le Liban à la R.A.U. et qu'il ne voulait pas de gouvernement au Liban qui soit partisan de la R.A.U. mais simplement un gouvernement non hostile.

Nasser a exprimé son inquiétude quant à la situation au Liban qui empirait au fil des jours : les deux parties en conflit continuaient à se doter d'armes, l'effusion du sang entraînait davantage de bains de sang, et le plus important était la détérioration de la situation au sein du pays du Cèdre.

Nasser avait proposé l'adoption d'une seule méthode conjointe par les Etats-Unis et la R.A.U.. Prié de demander à Chamoun de gracier l'opposition, Nasser a affirmé douter de pouvoir le faire car Chamoun ne l'aimait pas. De surcroît, s'il le demandait tout seul, il serait accusé d'immixtion dans les affaires intérieures libanaises. Ne serait-il pas meilleur que la demande de grâce soit proposée conjointement ? s'était-il interrogé.

Nasser avait suggéré une autre proposition : pourquoi les Etats-Unis ne formulaient pas cette demande tous seuls ? Si le gouvernement libanais acceptait, il ferait de son mieux pour inciter l'opposition d'y consentir, comme si la proposition émanait de la R.A.U. et des Etats-Unis conjointement.

Nasser a indiqué ne pas soutenir une présidentielle anticipée, vu la situation émotionnelle en ébullition au Liban. Chehab était la seule personnalité qualifiée pour remplacer Sami Al-Solh- le premier ministre-, de surcroît, il était le choix le plus logique au poste de la présidence. Chehab était, aux yeux de Nasser, digne de sa confiance bien qu'il soit un allié à l'Occident et non à lui !

Ce qui importait pour Nasser c'était la sécurité du Liban à l'avenir, en d'autres termes, il devait y avoir un premier ministre fiable au regard de l'opposition puis un président devant faire consensus auprès du peuple. Si cela arrivait et que Chehab était élu, les choses seraient davantage engageantes.

Nasser soutenait que les propositions qu'il avait avancées ici n'avaient pas été examinées au préalable avec l'opposition libanaise, raison pour laquelle il n'était pas persuadé que cette dernière les accepterait.

Nasser a ensuite évoqué les motifs de son coup de griffe au gouvernement libanais avant la crise : celui-ci avait travaillé activement contre l'Egypte, dans d'autres pays de la région, tels la Jordanie et l'Arabie saoudite. De surcroît, il avait permis que le Liban soit un site d'accueil pour les conspirateurs contre la Syrie et l'Egypte, puis contre la R.A.U. par la suite. Si ces agressions avaient cessé, il n'y aurait pas eu de problèmes !(1)(Télégramme de l'ambassade en Egypte au département d'Etat, Le Caire, 7/06/1958)

Nasser a écrit, dans ses documents personnels, que « les mesures provocantes adoptées par les dirigeants du Liban contre les citoyens de la R.A.U. (arrestation, torture, terrorisme et expulsion), sont la preuve qu'ils avaient perdu la raison et qu'ils continuent à rechercher un moyen pour provoquer la R.A.U., afin de transformer les différends intérieurs au Liban en des désaccords avec la R.A.U. La R.A.U. ne traitera

jamais le peuple libanais sur son territoire de la même manière et ne veut pas lui adosser la responsabilité des actes provocateurs des dirigeants du Liban ».

Dullas n'était pas contre des délibérations avec Nasser sur la crise libanaise si cela permettrait d'exercer une influence constructive sur l'opposition libanaise mais les Etats-Unis ne pouvaient pas affronter une situation où ils devaient s'unir à la R.A.U. pour trouver une solution détaillée à un problème intérieur concernant le Liban !

Les Etats-Unis n'admettaient pas l'inquiétude de Nasser pour le sort des dirigeants de l'opposition ! Il n'était possible que de transmettre ses propositions à Chamoun mais il était impossible de garantir que les Etats-Unis soient capables de maîtriser le comportement d'un gouvernement souverain quelconque dans le monde envers ses concitoyens !

Les Etats-Unis ont fini par accepter les suggestions suivantes de Nasser : Chamoun demeurerait en exercice jusqu'à l'expiration de son mandat, Chehab deviendrait le premier ministre et l'opposition serait graciée. L'opposition devait en échange s'engager à réaliser ses objectifs ultérieurement et uniquement par les voies démocratiques et la R.A.U. devait promettre d'empêcher l'utilisation de son territoire et l'octroi de facilités pour des fins d'instigation, de soutien à la rébellion armée et de destruction au Liban !

Après la discussion de ces propositions avec Chamoun, ce dernier a accepté de gracier l'opposition à condition de la cessation de toute attaque contre le gouvernement libanais et l'ordre public a été rétabli. (1)(Télégramme du département d'Etat, à l'ambassade en Egypte, Washington, 5,9 et 12 juin 1958)

Troisièmement : escalade des violences au Liban :

Le 14 juin 1958, la situation s'était développée et était devenu hautement dangereuse. Les accrochages se sont répandus aux alentours du palais républicain. Le jour suivant, les faits se sont empirés et Chamoun a insisté que les Etats-Unis interviennent d'urgence ! Mais son chef de diplomatie –Charles Malik- s'y était opposé, en affirmant que tout pays du Proche-Orient qui réclamait l'ingérence militaire d'une puissance de l'Occident, serait sujet d'opprobre et de blâme pendant des générations ! Trois exigences devaient être réalisées au préalable: que l'immixtion ne soit sollicitée qu'en extrême issue, que cette ingérence soit épaulée par une contribution ou un appui arabe, même verbal et que celle-ci bénéficie d'un soutien moral des Nations unies, que ce soit par le biais du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale.

En fait, Eisenhower n'était pas enthousiaste pour une intervention militaire pendant cette période, comment protéger un pays de ses dirigeants ?! Il craignait une intervention parallèle de la part de la France. Les Etats-Unis se trouveraient, également, en mauvaise posture, s'ils s'ingéraient sans l'aval des Nations unies et, pour légaliser leur intervention militaire, Chamoun devait le réclamer via l'ONU.

Eisenhower s'est souvenu de ce qui s'était passé au début des années cinquante, lorsque les Britanniques tentaient de conserver la base du Canal de Suez, tous les habitants y étaient opposés et la situation qui en avait résulté était insoutenable !

La déclaration tripartite publiée en 1950 s'adressait à l'agression étrangère, a ajouté Eisenhower, s'interrogeant : que sera l'avenir des Etats-Unis s'ils interviennent ?

Eisenhower a senti que la logique que les Etats-Unis avaient fournie aux Britanniques et aux Français contre leur intervention à Suez s'appliquait également dans ce cas-ci et finalement la question qui se posait était : à quoi conduirait l'opération militaire et comment cela s'achèverait ?

Eisenhower n'était pas enclin à mener une offensive en ce moment et estimait que le Liban avait besoin d'un leader puissant que les Etats-Unis pourraient soutenir avec force sans que ces derniers soient contraints à sauver une nation dont le peuple refuse leur ingérence !

Dullas avait un autre avis, il encourageait l'intervention militaire américaine, pour plusieurs considérations : la situation en Irak était instable et précaire, l'« union arabe » était faible, Chamoun avait une bonne cause que Malik avait soumise au Conseil de Sécurité concernant l'immixtion de la R.A.U. au Liban mais le peuple et le parlement libanais n'y avaient pas consenti et avaient observé une désobéissance civile. Les difficultés essentielles que rencontrait Chamoun étaient causées par son adversité pour Nasser qui adoptait les objectifs de la politique soviétique au Proche-Orient. Chamoun estimait que tant que la Syrie était dans les mains de Nasser, il ne pouvait y avoir de paix durable dans ce pays. Il avait envisagé de donner des ordres à Chehab de démettre tous les officiers de l'armée qui ne se le soutiendraient pas, pour éviter tout affrontement avec les officiers de la Marine américaine. (1)(Télégramme de l'ambassade au Liban au département d'Etat, Beyrouth, 17/07/1958)

Dullas a affirmé, comme il l'avait dit auparavant : si Chamoun demandait l'aide des Etats-Unis et que ces derniers la lui refusaient, ceci marquerait la fin de tout gouvernement pro-gouvernemental dans la région. Les Etats-Unis n'ont donc pas de choix, même si l'alternative était une erreur!

Eisenhower a fini par accepter d'intervenir militairement au Liban !(2)(Memo de la conversation, la Maison Blanche, département d'Etat, Washington, 15/06/1958)

La situation à Tripoli était devenue très dangereuse. Des chars et des bazookas étaient utilisés dans le conflit et l'opposition était elle-aussi dotée d'une grande quantité de munitions. La situation étaient la même à Beyrouth.

Chamoun n'était pas prêt d'admettre un compromis ; il insistait que Nasser n'ait aucun avis dans les affaires intérieures ou extérieures du Liban et estimait que tout compromis allait affaiblir l'autorité légitime du pays et aiderait les rebelles. De surcroit, ceci allait à l'encontre des négociations avec l'opposition, tant qu'il y avait des Egyptiens et des Syriens sur le territoire libanais.

Quatrièmement : le rôle des Nations unies dans la crise libanaise

Conformément aux négociations menées par Hamershold avec Nasser et Chamoun, le secrétaire général de l'ONU avait proposé le contrôle des frontières entre la R.A.U. et le Liban, du côté de la Syrie.

Les Nations unies ont dépêché des observateurs sur les frontières mais ils ont été incapables de prouver l'infiltration illégale au Liban d'éléments et d'armes via les frontières de la R.A.U.!

Dullas avait demandé à Hamershold de trouver une solution préservant l'indépendance du Liban et empêchant la victoire de Nasser, une sorte de compromis politique entre Chamoun et les rebelles !

Cependant, pour Hamerchold, ce genre de compromis n'existait pas et Nasser, qui refusait d'intervenir dans les affaires du Liban, l'avait fait en raison de l'insistance des Syriens qui fournissaient de l'aide aux nationalistes libanais. Selon Hamerchold, Nasser s'était retrouvé dans une situation où il avait été forcé d'agir !(1)(Mémo de la Conversation, Maison Blanche, Département d'Etat, 7/07/1958)

Cinquièmement : la révolution irakienne a accéléré l'invasion militaire américaine au Liban :

Le monde et l'Occident ont été surpris par une révolution en Irak, le 14 juillet 1958, une révolution venue déséquilibrer la balance au Proche-Orient. Le régime monarchique en Irak, dirigé par le roi Faysal II – et son premier ministre Nouri Al-Saïd- était le chef de file des pays pro-occidentaux, aux échelons politique et militaire. L'Irak était un membre acteur et important dans l'alliance de Bagdad, portant le nom de sa capitale. La base militaire britannique Al-Habbaniyya était un maillon important dans le cordon encerclant l'URSS, planifié par les Etats-Unis.

La révolution irakienne était, dès les premiers instants, sanglante et violente. Le roi Faysal II et le prince héritier ont été assassinés, ainsi que Nouri Al-Saïd, Fadel Al-Gamalli, et d'autres responsables. Les révolutionnaires se sont emparés de la radio de Bagdad et ont bouclé l'ambassade britannique.

L'Occident réalisait que la révolution irakienne lui était hostile, dès le début, et pro-Nasser dans ses orientations.

La première mesure adoptée par les Etats-Unis, lorsque la révolution irakienne a éclaté, a été la suspension immédiate de la livraison d'avions du type f-86 et d'autres équipements militaires achetés par l'Irak.

Le roi Saoud a envoyé des messages à Eisenhower, dès le commencement de la révolution, pour solliciter en urgence une intervention militaire par le biais des forces de l'alliance de Bagdad afin d'avorter la révolution et empêcher qu'une autre n'éclate en Jordanie.

Les appréhensions des Etats-Unis envers la situation en Jordanie et le sort de de l'union arabe se s'étaient avivées. L'on commençait à s'interroger sur le lien entre la crise libanaise et la révolution en Irak. Les Etats-Unis n'avaient plus de choix, non seulement au Liban, mais dans toute la région, et devaient être à prêts à intervenir à tout moment ! Ceci nécessitait la répartition de l'action avec les Britanniques en Irak et au Koweït et l'étude de la possibilité de l'intervention des Israéliens en Jordanie et des Turcs en Syrie ! La 6<sup>e</sup> flotte était à pied d'œuvre et les forces militaires américaines pouvaient débarquer sur la côte libanaise, 12 heures après avoir reçu les ordres pertinents.

Les Etats-Unis ont, comme d'usage, jugé nécessaire l'aval des Nations unies à l'opération militaire avant de lancer l'invasion !

En étudiant la réaction attendue de l'URSS, il s'est avéré que l'intervention militaire américaine au Liban faisait courir le risque d'une guerre globale. (1)(Memo d'un meeting enregistré, la Maison Blanche, le département d'Etat, Washington, 14/07/1958)

- 1- La reconsidération, par Eisenhower de la situation au Proche-Orient, après la révolution irakienne :  
Une réunion a été tenue à la Maison Blanche pour examiner les informations sur les événements en Irak. Une inquiétude s'était manifestée pour la position du roi Hussein en Jordanie, notamment que ce dernier était président de l'union arabe et commandant suprême des forces armées.  
Quant à Chamoun, il avait redemandé avec insistance l'intervention des Etats-Unis, en l'espace de 48 heures, et informé le gouvernement américain avoir adressé une demande similaire à la France et à la Grande-Bretagne.  
Le roi Saoud a réclamé une action immédiate, soutenant que si les Etats-Unis et le Royaume Uni, s'abstenaient de s'ingérer immédiatement, leur crédit en tant que superpuissances s'étiolerait à jamais au Proche-Orient !  
Dans cette réunion importante, les discussions s'étaient déroulées ainsi :  
Eisenhower : il faut que nous agissons !  
Dullas : que feront les Russes ! Si nous intervenons, nous devons nous attendre à des mobilisations qui menaceront la Turquie et l'Iran en particulier. Les Russes n'ont pas de missiles de longue portée ni d'avions de longue portée. Si nous ne saisissons pas l'occasion, ils exerceront des pressions et les pays voisins se résigneront.  
Si nous ne répondons pas à la demande de Chamoun de mener une opération militaire, nous pâtirons de notre discrédit de l'Indonésie à Marrakech.  
Si nous intervenons, nous devons prévoir une réaction très négative de la majorité des pays arabes : la rupture du pipeline, le sabotage de la navigation dans le Canal de Suez et des activités hostiles dans la région, et les Britanniques seront contraints d'envahir le Koweït.

Les pertes que risque d'engendrer la non intervention militaire, dans ces circonstances, seront pire que les dégâts que provoquera une opération militaire. Il faut donc que nous envoyons nos forces au Liban pour ne pas perdre nos alliés. Quant à l'Irak, il relève de la responsabilité du Royaume Uni.

Eisenhower : ce qui m'inquiète plus que les Russes, c'est le comportement des peuples de la région.

Dullas : pour Israël, si les Etats-Unis n'interviennent pas en Jordanie et en Irak, il restera à l'écart de cette affaire. En Arabie saoudite, les choses sont dans les mains des tribus qui soutiennent le roi.

L'Europe occidentale appuiera les Etats-Unis, à l'exception des Scandinaves. La majorité des pays de l'Amérique latine soutiendront les Etats-Unis, sous le coup des pressions. La majorité des pays de l'Asie sera contre les Etats-Unis, y compris l'Inde, Ceylan, peut-être la Birmanie ainsi que la plus grande partie de l'Afrique.

Il faut que nous réclamons la tenue d'une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies.

Eisenhower : la perte de cette région en raison de la non intervention militaire serait pire que la perte de la Chine en raison de la position stratégique et des ressources du Proche-Orient. La mobilisation la plus importante dans ces conditions actuelles sera l'attaque du Caire mais ceci est impossible !

Dullas : nombreux sont ceux qui diront que nous commettons ce que nous avons empêché la France et la Grande-Bretagne de faire, au moment de la crise de Suez !(1)(Memo d'une conférence avec le président, La Maison Blanche, département d'Etat, Washington.)

Dullas a énuméré les dangers que posait l'opération militaire telle la prolifération des attaques, et l'éventuel coup dur que risquaient d'essayer les Etats-Unis. Il a expliqué que la situation différait de la crise de Suez : dans le cas actuel, le Liban est menacé d'une agression et a réclamé l'ingérence des Etats-Unis.

## 2- La décision finale de l'intervention militaire américaine au Liban :

Eisenhower a finalement pris la décision d'intervenir au Liban pour assouvir sa volonté principale d'attaquer le Caire ! Le compte à rebours a commencé et des mesures devaient être adoptées : informer Hamerchold que la situation avait changé en raison des événements en Irak et tenir une réunion urgente du Conseil de sécurité, à la demande des Etats-Unis qui ne voulaient pas agir sans signifier les Nations unies, car il s'agissait d'une révolution globale.

Eisenhower avait tenu, par ailleurs, une réunion à la Maison Blanche, avec les hauts cadres du Congrès pour gagner leur soutien à l'intervention militaire au Liban, expliquant la gravité de la situation au Proche-Orient, notamment après l'éclatement de la révolution en Irak. Les Etats-Unis, avait-il dit, ne peuvent pas assurer la liberté du Liban sans intervenir. Eisenhower a également affirmé

que ce qui se passait au Liban était une guerre civile entretenue par Nasser ! Raison pour laquelle il agirait conformément à ses pouvoirs de commandant suprême des forces armées, et pour laquelle il soumettrait ensuite la situation au Congrès.

Les Etats-Unis ont décidé de mener l'opération militaire tous seuls – sans l'aide du Royaume Uni- et inopinément, autrement l'opposition libanaise pouvait s'organiser pour parer à l'attaque américaine (1)(Idem). Les Etats-Unis devaient être prêts à intervenir dans tout le Proche-Orient ce qui exigeait la répartition des tâches avec le Royaume Uni qui devait se rendre en Irak et en Jordanie. Israël pouvait, lui, agir en Cisjordanie et les Turcs se chargeraient de la Turquie.

Le champ d'intervention de l'Occident dans la région dépendrait largement de la nature et de l'ampleur de la réaction de l'URSS, avec le risque d'une guerre globale, en raison de l'intervention militaire !(2)(Memo d'un meeting enregistré, Maison Blanche, Département d'Etat, Washington, 14/07/1058)

Lors d'une conversation téléphonique, Harold Macmillan a fait part de son soutien à Eisenhower dans sa décision d'intervenir au Liban ainsi que de sa disposition à protéger la Jordanie et de se charger des pays du Golfe, lui affirmant qu'il avait effectivement pris les premières démarches en ce sens. Macmillan a fait savoir que l'objectif commun entre le Royaume Uni et les Etats-Unis était non seulement de sauver le Liban – qui n'était pas important en soi- mais de contrer des questions d'une plus grande ampleur, après les événements de l'Irak. (1)(Message du premier ministre au président Eisenhower, Londres, 14 juillet 1958 ). Le commandement américain de l'invasion au Liban avait été averti d'une éventuelle résistance des forces de Chehab, comme ce dernier l'avait annoncé. Le passage sûr des forces de la Marine américaine, de l'aéroport au port de Beyrouth, avait été arrangé. Les forces et les chars libanais avaient été déployés le long de cette route et les forces américaines sont bel et bien arrivées en sécurité au port de Beyrouth, le 16 juillet 1958. (2)(Télégramme de l'ambassade au Liban, Beyrouth, 16 juillet 1958)

Eisenhower a décidé, le même jour, d'envoyer au Liban Robert Murphy en qualité d'émissaire politique du président de la république américaine –soit deux jours après le début de la révolution irakienne- dans le but d'établir de meilleures relations entre les hommes de l'armée et les diplomates américains d'une part et les militaires et le gouvernement libanais d'une autre part.

### 3- La réaction de Nasser à la révolution irakienne et à l'invasion américaine au Liban

Nasser a appris la nouvelle de la révolution irakienne, alors qu'il était à bord du navire égyptien « Al-Horeya », en compagnie de sa famille, de retour de Briouni (Yougoslavie) via la Mer Méditerranée. Il a décrété, sur le champ, la



mobilisation générale en R.A.U. qui a entamé, sans délais, des manœuvres militaires tout au long de ses frontières avec la Turquie et l'Irak.

Le premier message que Nasser avait reçu de Bagdad, au matin de la révolution le 14 juillet, avait été signé par le Conseil de la souveraineté de l'Irak : « C'est avec fierté et félicité// que nous reconnaissons la République arabe unie. Nous implorons Allah de nous accorder de servir l'arabité dans sa glorieuse lutte et le soutien des peuples libres ».

Nasser a ressenti que cette lettre lui adossait la responsabilité de sécuriser la révolution de l'Irak de l'extérieur.

« C'est, dans tous les cas, notre devoir même s'ils ne l'ont pas demandé expressément. Dans ces circonstances, ils font face aux problèmes de sécurisation de la révolution sur le plan intérieur, ils semblent être importants. Il est en notre devoir de mener la bataille à l'extérieur pour leur donner l'occasion de la mener à l'intérieur », a-t-il dit.

C'est ainsi que Nasser a reconnu le nouveau régime en Irak du haut du navire « Al-Horeya » et décrété la mobilisation générale aux frontières de la RAU. Il a ensuite pris l'escorte rapide « Nasser » pour retourner en Yougoslavie. A bord de l'embarcation, il a annoncé – alors que les forces américaines débarquaient à Beyrouth- que la R.A.U. considérait toute agression contre l'Irak comme une attaque contre elle et qu'elle se battrait si c'était la guerre. Nasser a décidé, avant de retourner à Damas, de rencontrer Khorochev à Moscou pour discuter de la situation internationale et des menaces des pays colonialistes qui pesaient sur la R.A.U. Khorochev a répondu favorablement à cette proposition et ils se sont entretenus secrètement à Moscou. Les discussions ont porté sur les moyens de stopper toute agression contre le monde arabe et de sauvegarder la sécurité et l'indépendance des pays de la région. (1)(Discours de Nasser à l'occasion de l'anniversaire de la révolution égyptienne, en présence de la délégation irakienne, 22/07/1958)

Nasser s'est rendu par voie aérienne à Damas où il a reçu une délégation représentant la révolution irakienne. Il les a soutenu immédiatement et était prêt à réaliser leurs demandes : la bataille était commune et le sort était identique.

Un changement radical s'était produit en raison de la révolution irakienne. Le nationalisme arabe s'était ainsi étendu à toute la carte du Proche-Orient et la présence du colonialisme s'était contractée dans de très petites « poches » dispersées ! Cependant, la lutte entre le nationalisme arabe et le colonialisme s'était engagée dans une phase terrifiante. (2)(Mohamed Hassanein Heikal, en toute franchise : à la recherche de la fin du deuxième chapitre..article (5), Al-Ahram, 15/12/1958)

Pour Nasser, l'un des signes du triomphe après la révolution irakienne, était la chute de l'alliance de Bagdad contre lequel il luttait depuis 1955, date de sa fondation, et à travers lequel il luttait contre l'influence, le contrôle et la résignation. (3)(Discours de Nasser, 23/12/1958).

Nasser a ensuite annoncé, le 19 juillet 1958 depuis Damas, la conclusion d'un accord entre la R.A.U. et l'Irak qui stipulait notamment la confirmation de tous les conventions et traités signés entre les deux côtés, en tête desquels le pacte de la Ligue arabe, le pacte de défense commune, l'union des deux pays face à toute agression, la coopération totale sur le plan international, le développement de la croissance économique et la coordination et la concertation permanentes entre les deux pays dans tous les domaines. Nasser a déclaré, le 16 juillet, directement après l'invasion des forces américaines au Liban : « L'occupation des forces américaines du Liban est un danger pour la paix au Proche-Orient, une dangereuse violation de la charte des Nations unies et une menace patente pour les pays arabes qui ont refusé de se soumettre aux Etats colonialistes et qui ont insisté à adopté une politique indépendante ».

Pour Nasser, il était clair que le gouvernement américain avait profité de la révolution à l'intérieur du Liban afin de réaliser son objectif, qui est l'occupation des petits pays arabes et la menace des pays du Proche-Orient. La décision des Etats-Unis à mener cette agression alarmante contre le Liban sous prétexte d'une ingérence montée de toute pièce et attribuée à la R.A.U. – bien que démentie par les Nations Unies conformément à un rapport préliminaire rédigé par l'organisme des observateurs chargé par le Conseil de sécurité d'enquêter sur la situation au Liban- dévoile les intentions de Washington envers les peuples arabes indépendants et sa tentative de les soumettre à son contrôle. Cette décision révélait de même l'intention de porter atteinte aux Nations Unies et à la valeur de leurs œuvres en bafouant leurs résolutions et en entravant leur action.

Concernant la situation en Irak, le gouvernement de la R.A.U. a réitéré que toute agression contre la république arabe de l'Irak était une agression contre la R.A.U. et que le cas échéant, elle honorerait tous ses engagements envers Bagdad, en vertu du pacte de la sécurité arabe».

Nasser a exprimé ses sentiments et ceux de la nation arabe, quatre jours après le déclenchement de la révolution irakienne, dans un discours à Damas : « Nous sommes aujourd'hui plus constants qu'auparavant. Aujourd'hui, nous sentons que le drapeau de la liberté flotte dans le ciel de la patrie arabe. Le nationalisme arabe s'est enfin élancé. Aujourd'hui je m'adresse à vos frères en Irak, et je leur dis : nous sommes avec vous, frères...car notre bataille n'est qu'une...la flamme du nationalisme arabe culminera à jamais très haut...car elle n'est pas incarnée par une seule personne, Gamal Abdel Nasser...mais elle représente le peuple arabe.

J'annonce en votre nom, depuis ce lieu, que nous porterons tous les armes pour défendre la flamme de la liberté qui a triomphé en Irak...nous tous porterons les armes pour défendre le nationalisme arabe et pour en consolider les assises.

Si nous voyons les menaces émaner des pays colonialistes et si nous voyons aujourd'hui les Etats-Unis occuper le Liban, et la Grande-Bretagne la

Jordanie, je dis en votre nom : il y avait de l'occupation dans le passé, l'occupation française et celle britannique, que sont-elles devenues ? L'occupation a disparu, elle n'est désormais que cendres, et la flamme de la liberté brillera...

Nous sommes en paix avec ceux qui le sont avec nous et sommes les ennemis de ceux qui nous prennent pour des ennemis et s'il en est ainsi, nous nous battons jusqu'à la dernière goutte de sang, c'est notre destin et c'est notre devise.

Aujourd'hui, ils disent que la R.A.U. s'est ingérée au Liban et c'est pour cela qu'ils sont au Liban pour le défendre ! Ils disent également que la R.A.U. s'est ingérée à Amman et c'est pour cela qu'ils occupent Amman !

Les Etats-Unis nous ont informé hier que nous –c.-à-d. la R.A.U.- sommes responsables de la sécurité de leurs soldats au Liban. Je ne sais pas comment ils peuvent entrer au Liban et l'occuper et nous considérer comme responsable de protéger l'occupation ?!

Nous ne serons pas intimidés par les menaces, nous ne serons pas apeurés par les flottes, nous ne serons pas terrorisés par les bombes atomiques. Nous sommes prêts au pire des scénarios mais nous disons que nous ferons la paix avec ceux qui la feront avec nous et que nous répondrons à l'agression par l'agression. La paix ne veut nullement dire la capitulation !

Les dirigeants des pays occidentaux doivent savoir que le nationalisme arabe est très fort partout, et que ses fondements sont désormais solides.

Nous ressentons aujourd'hui que nos frères en Irak se sont libérés des chaînes et ont brisé les murs de la grande prison, ils sont maintenant avec nous et nous pouvons former une superpuissance et pouvons vaincre

l'ennemi ! »(1)(Discours de Nasser, 18/07/1958)

Dans ses documents personnels, Nasser a écrit qu'il réalisait que : « l'objectif de l'intervention armée au Liban et en Jordanie est de former un pont dans les pays arabes ainsi que de soutenir les gouvernants réactionnaires. J'ai reçu des informations selon lesquelles les forces [assaillantes] au Liban et en Jordanie avaient pour dessein d'attaquer l'Irak, la R.A.U. ! »

Ces informations étaient correctes ; les documents de la Maison Blanche ont démontré qu'Eisenhower avait discuté avec Macmillan de l'occupation de l'Irak. Eisenhower a dit – comme cité plus haut- que la meilleure position stratégique pour les Etats-Unis était d'attaquer le Caire mais il n'avait pas osé de le faire !

Nasser a annoncé, lors de la réunion exécutoire du Conseil de l'union des pays arabes, le 9 septembre 1958, laquelle avait annexé le royaume yéménite à la R.A.U., que l'occupation de la Jordanie et du Liban était une menace pour chaque pays arabe. « Toute menace au nationalisme arabe est une menace pour l'indépendance de chaque pays arabe. Nous réclamons le retrait de la Jordanie et du Liban, nous réclamons la libération d'Aden et du sud de la péninsule arabe, nous réclamons l'indépendance de l'Algérie, ceux sont là les

principes déclarés par les Nations unies après la Seconde guerre mondiale et qu'ils renient à présent ! »

Concernant la situation au Liban, Nasser estimait : « heureusement que les faits se sont développés de sorte à permettre à Fouad Chehab de devenir président de la république du Liban » (2)(Interview accordée par Nasser au journaliste indien, Kazanjia, rédacteur en chef du journal « Blitz », 28/09/1958). Il lui a envoyé par la suite un message d'amitié et de fraternité, le 8 novembre 1958, puis il s'est entretenu avec lui dans une tente dans une région aux frontières syro-libanaises, le 25/03/1959. Les deux leaders se sont accordés sur la coopération étroite entre les deux pays, le respect des principes de l'indépendance et de la souveraineté, le droit à l'autodétermination, l'émancipation de l'influence étrangère et la résistance au colonialisme. Ce qui a accentué l'acuité de la situation, est que les Etats-Unis avaient prévenu urgemment Nasser, deux jours après la révolution de l'Irak, ce qui suit : le débarquement des forces américaines au Liban avait été entrepris à la demande de son gouvernement, pour préserver l'indépendance du Liban et la sécurité des ressortissants américains dans ce pays et les Etats-Unis retireront leurs forces dès que la situation le permettrait. Les Etats-Unis ont affirmé à Nasser que les forces « assaillantes » n'avaient pas une mission d'agression et qu'elles n'avaient pas pu s'abstenir de répondre à la demande d'aide d'un petit Etat, devenu nécessaire vu le renversement sanglant du gouvernement légitime de l'Irak !

Les choses ont fini par les menaces. Si les forces américaines étaient attaquées par les forces de la RAU ou des éléments sous son contrôle, il y aurait un grand danger, le problème se compliquerait et les relations entre les Etats-Unis et la R.A.U. seraient compromises !(1)(Télégramme du Département d'Etat, à l'ambassade à la R.A.U., Washington, 17/07/1958)

Ce message oral du gouvernement américain à Nasser avait pour objectif de l'écartier des scènes militaires et médiatiques, mais en vain. C'était un message comminatoire flagrant à l'adresse de Nasser qui en avait l'habitude de la part de l'Occident et n'y avait prêté aucune attention.

En fait, les véritables obstacles à l'amélioration des relations entre Nasser et les Etats-Unis, pendant cette période, étaient ses relations étroites avec l'URSS et l'influence des éléments patriotiques des pays du Proche-Orient par le panarabisme, fait d'ailleurs non désiré, voire combattu par les Etats-Unis et l'Occident.

D'autres facteurs ont affecté négativement les relations de Nasser avec les Américains : leur aide fournie aux Français en Algérie et leur refus de reconnaître les aspirations nationalistes du peuple algérien à l'indépendance. A ceci s'ajoutait l'encouragement des Etats-Unis à Bourguiba pour sa position au sein de la Ligue arabe, lorsqu'il a accusé le gouvernement de la R.A.U. d'avoir planifié son assassinat. Le gouvernement de la R.A.U. avait soumis une note à la Ligue pour réclamer une enquête sur cette question qu'il avait qualifié de « parade absurde » qui n'a rien à voir avec la réalité et qui a

conduit à la rupture des liens entre la Tunisie et la R.A.U. !(2)(Télégramme du Département d'Etat, à l'ambassade à la R.A.U., Washington, 28/10/1958)

### **La position soviétique vis-à-vis de l'intervention militaire au Liban et en Jordanie :**

Au lendemain de la révolution irakienne du 14 juillet 1958, l'Union Soviétique a promulgué un communiqué dans lequel elle a accusé les Etats-Unis d'avoir mené des offensives contre le Moyen Orient, quitte à menacer dangereusement la paix. L'objectif derrière ce communiqué était de mettre en garde l'Occident contre toute éventuelle action à l'encontre du nouveau régime irakien.

Le gouvernement soviétique a prôné les Etats-Unis de stopper l'ingérence militaire dans les affaires internes des Etats arabes et de retirer immédiatement ses forces du Liban. Moscou a annoncé qu'elle ne pouvait pas resté inactive à l'égard d'événements qui entraînent une région frontalière dans un borbier dangereux. Le gouvernement soviétique a affirmé néanmoins qu'il disposait du droit d'entreprendre des mesures nécessaires, conformément à ses intérêts, dans la préservation de la paix et de la sécurité.

Ultérieurement, un autre communiqué soviétique a été promulgué datant du 18 mai 1958 appelant à la tenue d'une conférence multipolaire afin d'étudier la position internationale, de mettre un terme à la tension mondiale et enfin d'écarter le spectre de la guerre.

Nasser de son côté, avait soutenu cette réunion et avait déclaré à cet égard : " Nous sommes épuisés par la guerre froide, les blocs militaires et la division du monde en deux camps. Nous sommes également fatigués par la menace de guerre qui surgit tous les jours ".<sup>111</sup>

Krouchtchev fût quant à lui, surpris par la révolution de l'Irak. Le pacte de Bagdad et ses alliés avaient disparus. Voire même Bagdad est devenu l'ennemi d'elle-même.

Nasser et Krouchtchev se sont mis d'accord pendant leur rencontre clandestine tenue à Moscou, le 18 juillet 1958 à mettre fin à l'agression contre les Arabes, à préserver la sécurité des pays arabes et leur indépendance, et déployer le maximum d'effort en soutien à la paix internationale.<sup>211</sup>

Simultanément, le gouvernement des Etats-Unis estimait que le contrôle égyptien effectif exercé sur les transports d'acheminement du pétrole du Moyen Orient à destination de l'Europe que ce soit via la voie du Canal de Suez ou des pipelines en

---

<sup>111</sup> Le discours de Nasser le 22 juillet 1958, référence précédente -1 Heykal " J'ai vu la vie au bord du précipice ". Référence précédente-2 <sup>111</sup>

direction de la Mer Méditerranée, exposait les intérêts américains au danger. Et qu'il s'agissait là d'une arme effrayante détenue par Nasser.<sup>3</sup><sup>117</sup>

Ceci a poussé les Etats-Unis à s'approcher de Nasser. L'objectif était de dissiper auprès de Nasser la croyance selon laquelle ses seuls amis sont les russes. Les Américains ont supposé que se sont les soviets qui lui apportaient un support dans ses ambitions, qui incluent l'extirpation d'Israël, et le renversement des gouvernements alliés à l'Occident au Moyen Orient. L'Union Soviétique, qui n'a aucun engagement à remplir à l'égard de la région, tendait la main à Nasser dans la réalisation de ses objectifs, estimant qu'il serait l'héritier absolu. Il était impossible de considérer que les Etats-Unis tendront la main au gouvernement soviétique dans sa stratégie. Raison pour laquelle il était concevable que les Américains, ne se lient pas d'amitié à Nasser; comme les Soviets. 1<sup>117</sup>

La position soviétique de l'intervention occidentale armée au Liban et en Jordanie, a reposé sur une vision bien déterminée selon laquelle elle était destinée à soutenir les gouverneurs rigoristes. Les Soviets détenaient des informations, confirmés par les documents américains, selon lesquels l'objectif essentiel était de mener une offensive contre l'Irak et la République Arabe Unie (R.A.U).<sup>5</sup><sup>118</sup>

Le gouvernement soviétique a exprimé sa disposition à présenter l'aide dans toutes les mesures entreprises par la RAU pour la paix et la sécurité au Moyen Orient. Elle a averti Nasser qu'elle avait envoyé une mise en garde à la Turquie et l'Iran, contre leur participation à l'agression préméditée contre l'Irak

En même temps, le gouvernement des Etats-Unis était préoccupé à évaluer la situation occidentale et soviétique dans la région. Elle réalisait parfaitement bien que les conjonctures et les tendances politiques au Moyen Orient étaient hostiles aux intérêts des Etats-Unis et de l'Occident. Les deux raisons fondamentales visant à affaiblir la position occidentale dans la région sont l'émergence d'une part du mouvement du nationalisme arabe radical et le deuxième l'ingérence de l'Union soviétique dans l'équation régionale. La logique américaine a fait semblant d'oublier que l'Union Soviétique s'était attirée l'amitié de l'Egypte en approuvant de l'approvisionner en armes après le refus systématique de l'Occident tout au long de trois ans et en proposant de financer la construction du Haut Barrage, après que les Etats-Unis ont procédé au retrait de leur offre de manière provocatrice. Raison pour laquelle le gouvernement des Etats-Unis, en tenant compte de l'importance incontournable du pétrole du Moyen Orient pour ses alliés de l'Otan et de la sécurisation du transfert d'armes et de commerce a estimé que le plus dangereux défi à relever que les intérêts occidentaux doivent relever n'émane pas du nationalisme arabe en soi, mais dans cette conformité entre un nombre de ses intérêts avec ceux de l'Union Soviétique. D'autant

---

Idem -3<sup>117118</sup>

Lettre du secr2tqire d'Etat américain au president, le 28 juillet 1958 -4<sup>117</sup>

Document écrit par la main de Nasser sur sa rencontre avec le chargé d'affaires de l'ambassade<sup>118</sup>  
soviétique au Caire le 10 août 1958-5

plus que la politique soviétique visait à affaiblir, ensuite à exclure l'influence occidentale, en utilisant l'arme du nationalisme arabe et à faire en sorte que leur influence sape celle de l'Occident.

D'un point de vue américain, la mainmise soviétique sur le Moyen Orient, représentait une nouvelle équation dans l'équilibre des forces mondiales, facilitant l'accès et l'ingérence de l'Union Soviétique en Afrique et engendrant des contre effets sur la place et le prestige des Etats-Unis dans le monde.

Le gouvernement américain a parfaitement bien compris que le fait d'empêcher l'intervention russe au Moyen Orient serait assuré plus les Etats-Unis travaillent de près avec le nationalisme arabe et plus ils seraient proches des objectifs et espoirs des peuples arabes qui doivent être en conformité avec les intérêts américains. Il était certain qu'aux yeux de la majorité des Arabes, ce qui comptait le plus est la position qu'adopteraient les Etats-Unis, à l'égard du porte parole du nationalisme arabe, Nasser. Mais ceci ne veut pas dire que les Etats-Unis devaient inévitablement accepter le contrôle de Nasser sur toute l'étendue du monde arabe.<sup>611</sup>

Les Etats-Unis s'étaient alors trouvés dans une position contradictoire avec laquelle il est difficile de traiter. S'ils s'érigeaient en adversaire de Nasser, c'est les soviets qui gagneraient la partie. En même temps ils confrontaient une réalité selon laquelle, cette précipitation envers l'unité arabe menée selon la perspective de Nasser était en contradiction avec les intérêts américains au Soudan, comme en Libye, en Tunisie comme au Marrakech et en Algérie, d'où l'on assistait à un impact prépondérant de l'influence révolutionnaire de Nasser. Le fait de lier cette précipitation avec l'unité arabe aux anciens espoirs colonisateurs de l'Egypte en Afrique menaçait les régimes alliés à l'Occident.

Les Arabes continuaient à ressentir de l'amertume à l'égard du rôle des Etats-Unis dans la création de l'Etat d'Israël ainsi que vis-à-vis des aides financières et de l'assistance politique qu'ils lui procuraient voilà une décennie. Le gouvernement américain avait déterminé de nouveau les objectifs de ses politiques au Moyen Orient. Premièrement, il s'agissait d'éloigner la région de la mainmise soviétique, ensuite de garantir l'obtention du pétrole de cette région. Il s'agissait également de garantir le passage pacifique des Etats-Unis et de leurs alliés, réaliser l'évolution politique, économique et sociale dans la région afin de garantir la mise en place de gouvernements stables soutenus par les peuples. Une manière qui leur permettrait de résister à l'influence communiste, garantir le contrôle sur les sites stratégiques y compris le droit à l'aviation et à avoir des bases. Bref, en quelque sorte à l'élargissement de l'influence américano occidentale tout en contrant l'influence soviétique.

Bien que la politique de non alignement adoptée par le nationalisme arabe n'était pas en conformité avec les intérêts militaires et économiques de la région. Les Etats-Unis

---

La rapport du Conseil de Sécurité, le 4 novembre 1958- <sup>110</sup>

devaient accepter les politiques de non alignement adoptées par les Etats de la région, même si ces derniers entretenaient des relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec le bloc soviétique qui leur procurait des équipements militaires.<sup>711</sup>

5- La crise de l'intervention militaire américaine au Liban devant les Nations Unies.

A- Le conseil de sécurité :

Le gouvernement de Shimon avait tenu une session extraordinaire au Conseil de Sécurité, le 22 mai 1958, afin d'examiner sa plainte contre la République Arabe Unie qui l'accusait d'intervenir dans les affaires internes du Liban. Le gouvernement avait prétendu que la continuité de cette ingérence menaçait la paix et la sécurité mondiale. Cette ingérence, telle que mentionnée dans la plainte libanaise, prétendaient l'infiltration de gangs militarisée en Syrie et au Liban ainsi que la participation de la R.A.U à des opérations terroristes ainsi qu'une rébellion contre les autorités légitimes au Liban. Ceci outre la procuration de l'arme aux rebelles, le déclenchement d'une campagne atroce contre la radio et la télévision en R.A.U appelant au renversement du gouvernement libanais.

Le Conseil de Sécurité avait entamé l'examen de cette plainte libanaise le 6 juin 1958 après avoir donné l'occasion à la Ligue Arabe de traiter la crise.

Le Conseil de Sécurité avait pris une résolution le 11 juin 1958 de nommer un groupe d'inspecteurs internationaux au Liban ayant pour mission de s'assurer qu'une quelconque infiltration illégitime n'avait pas eu lieu que ce soit des personnes, des armes et d'autres équipements via les frontières libanaises.

Le 19 juin 1958, les inspecteurs internationaux ont remis un rapport à Hamersjhold. Dans lequel ils ont mentionné qu'après avoir soumis les lieux à un contrôle permanent, les inspecteurs ont affirmé l'existence de mouvements et des rassemblements à l'intérieur des frontières libanaises dans plusieurs lieux. Il était impossible avaient ils-dit de déterminer le lieu de provenance de l'arme ou bien si ces armés avaient accédé du dehors des frontières libanaises. Ils avaient néanmoins affirmé que la majorité des suspects étaient de nationalité libanaise.

Le 15 juillet 1958, le Conseil de Sécurité avait tenu une séance extraordinaire, sur la demande des Etats-Unis d'Amérique, afin de justifier l'invasion du Liban par ses forces et l'occupation par les forces britanniques de la Jordanie, conformément au plan précédemment approuvé par Eisenhower.

Les Etats-Unis avaient établi leur position dans le Conseil de sécurité sur le danger de la situation au Moyen Orient, au lendemain de la révolution irakienne du 14 juillet 1958 et conformément à une demande faite par Shimon, avec l'appui de son gouvernement, invoquant l'aide des Etats-Unis afin de préserver l'unité du Liban et l'intégrité de ses territoires. Les Etats-Unis ont affiché leur approbation à cette requête

---

Idem-7 <sup>111</sup>



urgente et en réplique ses forces continueraient à stationner au Liban jusqu'à ce que les Nations Unies assument la charge là-bas.

Pour ce qui est de l'occupation de la Jordanie, le représentant du gouvernement américain auprès du Conseil de sécurité avait précisé que les complots contre la Jordanie étaient également un signe dangereux d'instabilité dans les relations entre les Etats du Moyen Orient.

Immédiatement, le représentant de l'Union Soviétique à l'Onu avait présenté un projet de résolution appelant le conseil de sécurité à faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils stoppent l'intervention des forces occidentales et chasser ses forces des territoires libanais.

De son côté, le représentant de la République Arabe Unie, Omar Lotfi, avait affirmé que l'intervention militaire américaine dans le Liban avait rendu la situation plus dangereuse et que l'article n°50 de la charte des Nations Unies n'autorisait pas une telle intervention. Il a critiqué les Etats-Unis pour avoir entrepris une telle action unilatérale alors que le conseil de sécurité était en train d'examiner la crise. Il était évident que le déclenchement de la révolution irakienne est ce qui avait incité les Etats-Unis à prendre la décision dangereuse d'intervenir militairement dans le Liban.

Le 17 juillet 1958, le Royaume jordanien hachémite avait déposé une plainte au Conseil de sécurité contre la République Arabe Unie (RAE) dans laquelle il l'accusait d'ingérence dans ses affaires.

Quant au représentant du Royaume Uni, Sir Dikson, il a déclaré que son gouvernement n'a avait aucun doute qu'il y avait des tentatives pour renverser le régime en Jordanie et de créer des perturbations internes. A la lumière de ces données, les forces syriennes avaient bougé en direction des frontières nord de la Jordanie. Le représentant de la Jordanie a affirmé que la requête de la Jordanie pour demande l'aide des gouvernements amis pour préserver leur indépendance était chose normale et justifiée à l'ombre de telles circonstances.

Les forces britanniques ont été envoyées en Jordanie via le trafic aérien pour préserver l'intégrité de ses territoires. La présence de telles forces ne représentent pas une menace à n'importe quel autre pays dans la région du Moyen Orient et ces forces s'étaient retirées de la Jordanie, une fois que le conseil de sécurité pourrait effectuer des arrangements pour protéger le gouvernement légitime en Jordanie de toute menace extérieure afin de préserver la sécurité et la paix.

Lodge Avait annoncé que le gouvernement des Etats-Unis soutenait l'intervention militaire britannique en Jordanie.

Ainsi le plan conjoint entre les Etats-Unis et le Royaume Uni pour envahir le Liban et la Jordanie avait été exécuté et avait été couvert à l'intérieur des Nations Unies, partant du fait que l'intervention militaire avait été accomplie en fonction de la demande des deux gouvernements afin de contrer un danger menaçant l'indépendance

des deux Etats et leur intégrité territoriale. La période de l'occupation avait été ouverte et conditionnée parce que la cause se trouvait entre les mains des Nations Unies.

Le représentant de l'Union Soviétique a intervenu affirmant qu'aucune menace ne guettait la Jordanie et que l'invasion militaire britannique prouvait qu'il existe un complot entre le Royaume Uni et les Etats-Unis contre les peuples du Moyen Orient, amateurs de la paix et plus précisément contre les mouvements de libération des peuples arabes.

Le représentant de l'Union Soviétique a alors présenté un projet de résolution, en fonction duquel le conseil appelait les Etats-Unis et le Royaume Uni à stopper l'intervention militaire dans les affaires internes des pays arabes et à retirer ses forces immédiatement des territoires libanais et jordaniens.

Quant au représentant de la République Arabe Unie (RAE) il avait déclaré que la plainte jordanienne était clairement un prétexte pour l'intervention britannique, d'autant plus qu'aucun Etat n'avait menacé la Jordanie.

Le 18 juillet 1958, le veto a été utilisé plusieurs fois pour contrer des projets de résolution présentés par le Conseil de Sécurité par les Etats-Unis et l'Union Soviétique et la Suède.

Le 30 juillet 1958, l'équipe des observateurs des Nations Unies a présenté un autre rapport couvrant ses activités sur la frontière libanaise entre le 2 et le 15 juillet. Le rapport a décrit l'impact de la descente des forces américaines à Beyrouth et sur les habitants des régions avoisinantes. Le rapport a affirmé en fin de compte que le possible trafic de l'arme ne peut se faire que dans un cadre étroit et limité; c'est-à-dire les petites armes et certains munitions.

Pour ce qui est du trafic illégal des individus sur les frontières, il est fait de part et d'autres d'une manière naturelle à cause de l'extension tribale à travers les frontières.

La Jordanie a annoncé la fin de l'Unité arabe avec l'Irak, le 1<sup>er</sup> août 1958. Elle a également annoncé la suspension de la constitution de l'unité. Le représentant de l'unité irakienne, Hachem Gawad représentait dorénavant l'Irak au sein des Nations Unies et ses lettres de créance ont été accréditées par Hamersjold, le 6 août 1958.

Le 18 août l'Union Soviétique a présenté une proposition pour tenir une séance extraordinaire de l'Assemblée général. Il n'en demeure pas moins que face à l'échec des tentatives des présidents des gouvernements de se réunir, le conseil de sécurité s'était réuni le 7 août, conformément à une requête de l'Union Soviétique et a approuvé à l'unanimité le projet de résolution des Etats-Unis après l'avoir amendé.

Conformément à cette résolution, le conseil atteste qu'en raison du désaccord de ses membres permanents, entre autres facteurs, il a été empêché d'assumer ses responsabilités de sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales et donc il a décidé d'appeler à la tenue d'une séance extraordinaire de l'Assemblée générale.

B- L'Assemblée générale :

L'Assemblée générale a tenu une séance extraordinaire, le 8 août 1958 conformément à une résolution onusienne déjà mentionnée. L'Assemblée générale a tenu 15 séances, du 8 au 21 août et dans la dernière en date, il a été approuvé unanimement la résolution incitant son secrétaire général à faciliter le retrait des forces étrangères du Liban et de la Jordanie.

Le 25 août Hamersjold a présenté un rapport dans lequel il disait que les forces américaines ont été retirées du Liban, que les forces britanniques s'étaient retirées le 2 novembre de Jordanie et que les forces dépendant de l'Onu s'étaient retirées du Liban le 9 décembre 1958.<sup>811</sup>

Au final, Nasser est sorti vainqueur, de la crise dangereuse et le cercle du nationalisme arabe s'est davantage élargi et ancré entre les peuples arabes. Premièrement, la mission de l'Onu au Liban a dénié les allégations du gouvernement de Shimon selon lesquelles la République Arabe Unie entretenait des activités destructrices sur les frontières libanaises et qu'elle avait procédé au trafic des individus et des armes via ses frontières. La Jordanie, en même temps n'a pas prouvé les accusations qu'elle adressait à la République Arabe Unie concernant l'infiltration des rebelles à l'intérieur de ses frontières.

D'autre part, s'il était planifié pour l'occupation britannique au Liban et en Grande Bretagne en Jordanie de rester sine die<sup>911</sup>; il n'en demeure pas moins que les deux Etats avaient été contraints de retirer leurs forces de la région, dans moins de 4 mois sous les pressions internationales et arabes.

Autour de la mission de Hamersjold qui lui a été assignée par les Nations Unies pour mettre fin à la crise, Nasser a dit : Que pourrait faire Hamersjold ? d'autant plus que les problèmes n'opposaient pas le roi Hussein et la République arabe Unie mais les problèmes réels étaient ceux opposant le roi Hussein et son peuple en premier lieu, ensuite viendraient ceux l'opposant à l'occupation britannique. Ces problèmes résultent de la peur qu'éprouve le roi Hussein à vis-à-vis de son peuple après avoir demandé secours auprès des parachutistes. Raison pour laquelle j'ai dit que peut faire Hamersjold en Jordanie et me suis demandé s'il pouvait entretenir une médiation entre le Palais et le peuple.

Nasser avait exprimé son désir de voir aboutir les tentatives entreprises par les Nations Unies afin d'établir la paix et la sécurité. Mais le problème dans la mission de Hamersjold était qu'il lui avait été imposé de travailler dans le vide. Raison pour laquelle, les accusations que l'occupation avait tissé autour de l'intervention d'une agression directe ou indirecte de la part de la République Arabe Unie sur le Liban et la Jordanie s'est avéré être infondées. Les Nations Unies de leur côté, ont investigué au

---

Le livre de l'année des Nations Unies, 1958, les crises du Liban-8<sup>111</sup>  
Mémoire de la conversation du département d'Etat, Washington, le 17 juillet 1958, pendant la<sup>111</sup>  
durée du stationnement des Etats-Unis au Liban. -9

Liban et les rapports des observateurs onusiens ont affirmé qu'il n'y a pas d'intervention de la part de la République Arabe Unie. Le vrai problème dans l'Orient arabe, est l'intervention continue de la colonisation dans ses affaires internes et son insistance à recoloniser les régions d'influence sur lesquelles il s'est rebellé.<sup>10</sup><sup>119</sup>

### Troisième chapitre

#### La crise de Nasser avec Krouchtchev

Au moment où le gouvernement américain oeuvrait à améliorer ses relations avec Nasser, les prémices d'une crise entre lui et Krouchtchev avait commencé à pointer à l'horizon.

Premièrement : Les tentatives de rapprochement d'Eisenhower de Nasser:

Eisenhower a envoyé un missionnaire à la région du Moyen Orient, début Août, David Morvi qui a rencontré Nasser pendant cette tournée et l'a trouvé déchainé à cause de la position américaine, vis-à-vis de l'occupation du Liban et de la Jordanie. Morvi a essayé de clarifier que la raison derrière sa visite effectuée au Caire, est de prouver la volonté d'Eisenhower et de Dulles de coopérer avec la République Arabe Unie afin de régler les problèmes du Moyen Orient. Il n'en demeure pas moins que Nasser a affirmé que pour lui, Israël demeurait à l'origine du problème dans la relation des Etats-Unis avec le monde arabe.

Lorsque Morvi, a adressé une question demandant si le nationalisme arabe avait des frontières finales. Nasser lui a répliqué qu'il n'avait aucune ambition de présider un large Empire et que la République Arabe Unie n'exerçait aucune pression sur les autres pays arabes pour adhérer à eux. La raison essentielle de l'union arabe était le désir de réaliser la sécurité commune. Il était difficile pour les petits pays arabes de se trouver tous seuls. L'Egypte disait il était un Etat faible et sa sécurité émanait de l'union arabe.

Au sujet de l'amélioration des relations entre l'Union de la République Arabe et les Etats-Unis, qui était l'objectif d'Eisenhower, Nasser disait qu'il était difficile bien qu'urgent de savoir la nature des vraies ambitions dans la région. Ils parlent toujours de paix et de stabilité, disait il, mais qu'entendent ils vraiment par cela ? Dans ce contexte, Morvi a répondu : " Nous ne voulons pas un contrôle soviétique.

Nasser s'est mis à analyser la politique américaine qui avait pour objectif de diviser les pays arabes et comment elle travaillait contre les intérêts des Etats-Unis eux-mêmes. Pour plus de précision, disait il, les relations de la République Arabe Unie avec les Etats-Unis étaient de bonne augure jusqu'au soutien apporté au pacte de Bagdad qui se dressait contre la politique de la défense commune dans la région que

---

Entretien de Nasser avec le journaliste indien Carnige, le rédacteur en chef de la revue Blitz 28 <sup>119</sup>  
Août 1958; -10

l'Egypte considérait comme fondamentale, pour que les pays arabes puissent jouer un rôle effectif, fondé sur la dignité et l'égalité. Dans ce contexte, Nasser a vu que n'importe quel pacte sous le leadership d'une grande puissance, est une sorte de politique destructrice.

Nasser estimait que si les événements de l'automne 1956 ont abouti à une amélioration des relations avec les Etats-Unis pour quelques mois, il n'en demeure pas moins que c'est la logique d'Eisenhower affichée début 1957 qui a pris le dessus. Cette logique considérée par l'Egypte, comme conçue pour l'isoler.

Pour ce qui de la dernière crise dans la région, Nasser a souligné que les raisons du conflit, entre la République Arabe Unie et les Etats-Unis pouvaient éventuellement résulter de la révolution irakienne et la résolution de la crise libanaise et les espoirs d'une possible amélioration des relations avec l'Arabie Saoudite. Mais il n'en demeure pas moins que le problème majeur demeure celui d'Israël.<sup>11</sup>

Le gouvernement américain a pour sa part entrepris des mesures pratiques en vue d'améliorer les relations avec la République Arabe Unie. Citons les plus importantes celles d'accorder les aides économiques et militaires approuvées par Eisenhower. Mais ils ont été réticents vis-à-vis des critiques assénées par Nasser à la politique des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine, le 3 septembre 1958, en l'accusant d'avoir mené des offensives contre les communistes chinois.<sup>12</sup>

Malgré cela, la persistance américaine à améliorer les relations avec la République Arabe Unie n'avait pas fléchi. Eisenhower a alors envoyé William Rounery, le sous secrétaire adjoint auprès du Département d'Etat afin de rencontrer Nasser au Caire et lui a parlé de la volonté sincère du gouvernement américain d'améliorer les relations entre les deux pays.

Au cours de la rencontre, Nasser est revenu à une époque prématurée, à la révolution du 23 juillet 1952, lorsque les officiers libres avaient de grandes prévisions pour les Etats-Unis, il a en effet reconnu le mérite qu'il ressentait vis-à-vis de l'Amérique à plusieurs égards. Mais il a parlé de la détérioration graduelle qui avait atteint la relation et qui a été telle que les Etats-Unis ont cru qu'ils étaient hostiles à la République Arabe Unie. Il a même dit que lui personnellement regardait avec suspensions les motifs de la politique américaine.

Pour ce qui est des communistes en Egypte, Nasser a dit qu'au début de sa carrière, les communistes l'avaient contacté parce qu'ils avaient voulu l'utiliser pour transpercer les officiers libres. A ce moment, il avait étudié tous les livres traitant ce sujet et a décidé que le communisme ne lui était pas prédestiné et qu'il rejetait la violence. Il ne désirait pas disait il de voir le peuple égyptien se libérer de toutes les formes d'esclavagisme pour les remplacer par d'autres formes.

---

Télégramme de l'ambassade d'Ethiopie au département d'Etat, Addis Abeba le 8 août 1958 -11  
Mémoire de la conversation du département d'Etat, Washington, le 4 septembre 1958 -12

Nasser a parlé de sa reconnaissance de la Chine en 1956 et comment Krouchtchev a incité le sujet des relations entre la République Arabe Unie et les Etats-Unis, lorsque Nasser se trouvait à Moscou du 29 avril au 16 mai 1958. Dans ce contexte, Nasser a dit à Krouchtchev que le gouvernement américain pouvait comprendre la neutralité de la République Arabe Unie et a fait allusion au fait qu'il ne considérait pas les relations d'amitié avec l'Union Soviétique nécessitaient des relations d'animosité avec d'autres pays non amis.

Nasser a déclaré qu'il tenait à des principes bien déterminés depuis l'accession de son régime, à savoir, l'indépendance, la dignité, le nationalisme arabe. Il a également réitéré que l'idée de l'unité n'impliquait nécessairement pas l'unité politique. Cette dernière ne pouvant se réaliser que s'il y a unanimité dans l'opinion des peuples, mais elle n'est pas fondamentale. Mais le plus important, à ses yeux, est l'existence d'une solidarité arabe. 13<sup>112</sup>

Pour Rountery, Nasser manifestait une inquiétude réelle, de l'infiltration communiste au Moyen Orient. Il avait estimé également l'approbation d'Eisenhower à envoyer une cargaison de blé, 24heures après l'avoir demandé. Il a clarifié qu'il voulait travailler avec les Etats-Unis sur le dossier irakien et qu'il était inquiet de l'influence communiste avec Kassem.

Rountery avait proposé avec Eisenhower que le gouvernement américain travaille avec Nasser sur le dossier irakien et d'envoyer un télégramme de remerciements à Nasser en l'informant avoir transmis son discours à Nasser et ce dialogue a eu lieu entre lui et Rountery :

Eisenhower : le discours de Nasser a-t-il parlé d'un prix à payer, dans la forme d'une attaque contre Israël ?

Rountery : Nasser a parlé de cela à plusieurs reprises et avait mentionné qu'il s'agissait d'un problème majeur. Mais il l'avait mis de côté sans faire une proposition bien déterminée.

Eisenhower : Si Israël n'existait pas, on aurait pu travailler avec Nasser, car il peut objecter les communistes, plus que les Etats-Unis dans le conflit qui fait rage au Moyen Orient. Israël doit éprouver une réticence sans pareil, à l'égard de l'aide ouverte présentée à Nasser. Mais je crois que nous pouvons faire quelque chose, si Nasser approuve d'ignorer le problème israélien.

Rountery : Il existe trois groupes essentiels en Irak. Il y a les communistes, les nationalistes soutenant Kassem et les nationalistes favorisant l'unité dans le cadre de la République Arabe Unie. Les efforts essentiels des Etats-Unis doivent focaliser sur

---

Télégramme de la R.A.U, au département d'Etat, le Caire, le 15 décembre 1958 13<sup>112</sup>

la rencontre les deux groupes nationalistes. Et ceci est réalisable, si Nasser décide que l'unité entre la République Arabe Unie était écartée.<sup>14</sup><sup>14</sup>

Les tentatives de rapprochement du gouvernement américain avec Nasser ont été accompagnées d'un sentiment qu'il existe un problème majeur dans les relations avec les Etats-Unis. Ils n'ont pas la confiance qu'ils ne profiteraient pas des communistes pour se retourner contre lui.

Là émerge un facteur important en rapport non seulement avec le comportement des Etats-Unis mais également des Britanniques et des Français.

Au final, Nasser a proposé qu'il vaudrait mieux oublier le passé et ouvrir une nouvelle page. 15<sup>15</sup>

Cette période a été témoin de la rencontre de deux volontés, Nasser et Eisenhower, qui voulaient travailler ensemble sur le dossier du Moyen Orient. Et ce fût le début d'une nouvelle étape de coopération entre les deux pays contre le communisme. Nasser n'avait pas omis de déclarer qu'il existait une relation d'amitié entre la République Arabe Unie et l'Union Soviétique et qu'elle n'entravait pas cette coopération.

Deuxièmement : Le début de la crise avec Krouchtchev

1 Nasser attaque le parti communiste syrien :

Ceci a eu lieu lorsque Nasser a attaqué le parti communiste syrien, dans son discours prononcé à l'occasion de la victoire de Port Saïd, le 23 octobre 1958. Il disait littéralement : " C'est la régression qui se trouve confrontée à l'unité. Le parti communiste en Syrie a travaillé contre l'unité et le nationalisme arabe. Mais votre force et celle du peuple arabe en Syrie les a étouffé et a fait qu'ils ont fuit la confrontation avec le peuple. L'unité a été bâtie, le référendum a eu lieu. D'ailleurs, le peuple arabe était unanime à ce propos.

Aujourd'hui, Dix mois après l'unité. Alors que nous sommes au début de la voie de la construction de la société coopérative, démocratique, socialiste et que nous avons annoncé que nous empruntons le chemin du non alignement, les tergiversations contre l'unité ont été lancées et les manifestations colonialistes émanant de leurs alliés colonialistes et sionistes ont commencé à travailler contre l'unité.

Depuis que l'unité a eu lieu, nous avons annoncé qu'elle doit avoir le caractère d'une unité nationale que nous devons conjuguer nos efforts contre le sionisme et le colonialisme. Que nous ne pouvions pas lutter contre eux si nous étions en train de lutter contre nous-mêmes.

Mais le parti communiste en Syrie a refusé cela et a déclaré qu'il n'allait pas s'ingérer dans une union nationale. Il a refusé le nationalisme et l'unité arabe et certains de ses

---

Mémoire de la conférence avec le président, Maison Blanche, Washington, le 23 décembre 1958 <sup>14</sup>

Télégramme de l'ambassade au département d'Etat américain, le 7 novembre 1958 15 <sup>14</sup>  
<sup>15</sup>

éléments ont appelé à la séparation.

Soutenu de notre unité dont nous avons foi profondément, soutenu de l'unité de ce peuple, nous résisterons à tous ceux qui travailleraient contre l'unité du nationalisme arabe.

Nous n'acceptons pas que notre pays soit contrôlé par le capital ou la féodalité. Nous avons dit que nous sommes gérés par un principe social allant de pair avec nos conjonctures, et avec notre nature et notre religion, celles de la société sociale démocratique coopérative. Nous avons voulu faire de tous les citoyens de cette nation, des propriétaires dans un Etat, où tout le monde coopérait."

Ce discours prononcé par Nasser a incité Moscou. Les communistes ont alors mené leur attaque contre la République Arabe Unie, dans l'objectif de l'entraver, car elle s'érigait contre leurs intérêts.

## 2- Les racines de l'animosité entre Nasser et le parti communiste syrien :

Le parti communiste a été surpris en Syrie, par la création de la République Arabe Unie. Ceci signifiait en Syrie, comme en Egypte auparavant, qu'une unité nationale prendrait forme réunissant toutes les forces nationales. Selon cette perspective, non seulement, le parti communiste a perdu une opportunité de travail mais que tous les partis devaient s'engager à organiser toutes les forces nationales au sein du cadre de l'unité nationale.<sup>16</sup>

Le seul apport pour le parti communiste pour reprendre un élan contre l'unité est la guerre en Irak. Les communistes ont soutenu les partis nationaux. Un peu plus tard, les organisations communistes locales ont commencé à redynamiser de peur que le scénario de Damas ne se reproduise à Bagdad.

C'est ainsi que les communistes irakiens, ont commencé leur bataille contre les forces nationales. L'objectif essentiel contre lequel ils résistaient était l'idée de l'unité. La conséquence a été que le parti communiste syrien est devenu actif. Il s'est forgé un point de départ pour récupérer ses pertes.<sup>17</sup>

## 3- La position de Nasser du communisme en République Arabe Unie :

Nasser a écrit dans ses documents privés une analyse de la position du communisme en République Arabe Unie. Selon lui, les communistes suivaient une politique hostile au gouvernement de la République Arabe Unie que ce soit dans la région nord ou sud. Cette politique repose essentiellement sur le fait de tirer profit de la relation avec l'Union Soviétique afin d'élargir l'activité du parti communiste en Egypte et en Syrie, le soutien de la politique étrangère et l'affirmation de l'amitié de l'Union Soviétique.

---

Organisation politique ayant pris naissance en mai 1957 <sup>16</sup>

<sup>126</sup> Heykal " une question de croyance " Al Ahram le 10 janvier 1959 <sup>17</sup>



Les partis soviétiques en République Arabe Unie ont tenté de faire participer la base populaire dans l'activité du parti communiste, depuis les ouvriers, en passant par les paysans et les étudiants. Ils ont eu recours également à un autre moyen celui de provoquer l'opinion publique contre le gouvernement en incitant des problèmes internes, critiquant ses travaux et en même temps semant la zizanie.

Le parti communiste en Egypte avec ses homologues en Syrie et en Irak s'étaient mis d'accord d'adopter une politique hostile à l'unité. Ils ont appelé à former une union fédérale, au pluralisme, à la formation d'un front national englobant le parti communiste afin de pouvoir avoir leur hégémonie sur les organisations populaires.

Ils ont unifié l'activité du parti communiste en Syrie et en Irak et ont commencé à travailler selon un plan unifié contre l'intégration de l'Irak dans la R.A.U (République Arabe Unie) et contre l'unité de la Syrie et de l'Egypte. Ils ont également attaqué l'union nationale avec toute leur force partant du principe qu'il est un parti bourgeois et dictateur.

Ils ont divisé la Syrie en différentes provinces. Ils ont lancé le journal " Al Nour " qui fait leur propagande d'une manière flagrante. Ils mènent une guerre contre le nationalisme arabe, en incitant l'entité kurde à l'ancrage et en s'éloignant de l'idée du nationalisme au profit du patriotisme.

Il y avait un contact entre les communistes en Irak, en Syrie et en Egypte et les communistes réfugiés en Jordanie. Tous sont connectés par un même plan. Ils sont motivés par l'idée de l'annexion de la Jordanie dans l'avenir dans l'Irak, et de la lutte contre toute adhésion à la R.A.U. Ainsi, il y aura possibilité d'intégrer la Syrie et d'en faire avec l'Irak et la Jordanie un Etat communiste, fédéral ou autre. A Gaza, l'activité communiste était connectée à celle de l'Egypte.

En Egypte, l'activité s'est orientée vers les zones rurales de manière concentrée, ce outre les activités des milieux des ouvriers et des syndicalistes.

Lorsque Nasser avait écrit qu'il était nécessaire de contrer la violence en dévoilant l'activité des communistes en obtenant des informations sur eux et en bâtissant une activité nationale pour les contrecarrer et ceci sur une large étendue. Il était également question de formuler des tracts pour dévoiler leurs plans fomentés contre le nationalisme arabe et de collecter les communiqués et les déclarations de Nehru contre le communisme en les publiant.

Pour ce qui est des procédures que Nasser a estimé nécessaire d'entreprendre en Egypte contre les communistes, elles se résument comme tel : l'arrestation des éléments communistes activistes, ceux qui travaillent dans les rangs des ouvriers en les chassant des syndicats dans un délai n'excédant pas 6 mois, ainsi que ceux qui ont des activités dans les zones rurales. Il était également question de purifier le journalisme des communistes organisés, de suspendre l'activité des appareils

techniques qui impriment les tracts du parti et d'étudier l'arrestation des membres du comité central ou certains d'entre eux.

Pour ce qui est de la Syrie, les mesures suivantes doivent être prises : La suspension du journal communiste Al Nour, l'arrestation des membres activistes et l'étouffement de l'activité des jordaniens, des irakiens et des gazaouis.

#### 4- La détérioration de la relation entre la République Arabe Unie et l'Irak :

Dans ce contexte une question s'impose : qu'est ce qui a renversé les choses de fond en comble avec la révolution de l'Irak et son leader Abdel Karim Al Kassem ? Je préfère ici faire parler Nasser : " Suite à la révolution de l'Irak, nos relations étaient satisfaisantes avec le nouveau gouvernement. Nous sommes parvenus à des accords militaires, économiques et culturels prônant la coopération avec l'Irak. Mais des politiques étrangères ne désirent pas voir une entente entre le Caire et Bagdad, avec en tête la politique britannique. Mais je suis certain que ces tentatives de semer la zizanie et les climats de mésentente n'aboutiront pas. Je serais toujours attaché à ma conviction selon laquelle, le Caire et Bagdad doivent travailler côte à côte pour la lutte de tous les Arabes ".18<sup>11Y</sup>

Une délégation irakienne est allée voir Nasser trois jours après le déclenchement de sa révolution, soit, le 17 juillet 1958. Nasser a revendiqué la signature d'une charte de défense commune, à condition qu'elle soit militaire, économique et culturelle. Ils ont demandé une munition d'armes. L'Egypte possédait dans la base du Canal de Suez des armes britanniques pouvant servir les intentions de l'armée irakienne.

Les navires ont alors démarré du canal de Suez, à destination de Lattaquieh, transportant les munitions en armes. Les véhicules de l'armée irakienne et de l'armée syrienne étaient en contact direct entre Lattaquieh et Bagdad. Les irakiens avaient également demandé des avions avec leurs pilotes, pour qu'ils soient sous la supervision du leadership à Bagdad et ont revendiqué un radar et ont immédiatement obtenu tout cela.

Quelques jours plus tard, les divergences ont survenues entre Abdel Karim Kassem et son adjoint et partenaire de la révolution, Abdel Sallam Aref. Ils ont ressenti une jalousie l'un de l'autre et Kassem a dit : " Abdel Sallam Aref s'attribue la révolution parce que c'est lui qui l'a exécuté et a oublié que j'étais son leader. "

Les divergences se sont accrues entre Kassem et Aref, jusqu'au jour où Aref a été exempté de ses fonctions de commandant général des forces armées. Kassem a alors instrumentalisé la colonisation, le parti communiste et les opportunistes contre son adversaire.19<sup>11A</sup>

---

Entretien de Nasser avec White, BBC le 27 janvier 1959 18<sup>11Y</sup>  
Heykal "M l'unique leader. Des déclarations franches et directes adressées au général Abdel Kérim Kassem, le premier ministre irakien, le 27 janvier 1959.-19<sup>11A</sup>

## 5 L'escalade de la divergence entre Nasser et Krouchtchev :

Cette escalade s'est manifestée, à l'occasion du 21<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique au Kremlin, le 27 janvier 1959. Lorsque Krouchtchev a dit " il existe des opinions divergentes entre les Russes et certains leaders de la R.A.U mais qui ne doivent pas affecter les relations amicales entre les deux pays, ni notre lutte commune contre la colonisation. On ne peut plus rester silencieux devant la campagne qui a été organisée dans certains pays contre les progressistes, sous le couvert falsifié de la résistance du communisme. Des communiqués avaient été publiés récemment contre les idées du communisme en R.A.U et des accusations leur ont été adressées. Moi en tant que communiste, j'estime qu'il est nécessaire d'annoncer dans ce congrès organisé par notre parti communiste qu'il est erroné d'accuser le communisme de commettre des actes compromettant l'effort national et semant la zizanie au niveau de la lutte contre le colonialisme. La réalité est le contraire. D'autant plus que plus que quiconque d'autres, les communistes ont cette habilité et cette persévérance de lutter contre les colons.

Et Krouchtchev a poursuivi que les leaders arabes éminents, à l'exemple de Gamal Abdel Nasser, le général Abdel Kérim Kassem, le premier ministre irakien se sont attirés la sympathie du peuple soviétique. Il existe plus de 32 millions des membres du parti communiste dans 83 Etats a-t-il dit et il a nié le fait que ce soit l'Union Soviétique qui orientent leurs activités.

Le discours de Krouchtchev véhiculait un message et un sens et a influencé sans aucun doute les relations de R.A.U et de l'Union Soviétique.

Pour ce qui est des divergences confessionnelles entre les deux Etats, personne ne peut les nier. D'ailleurs, Nasser avait dit à ce propos dans la rencontre de l'amitié arabo soviétique en mai 1958 que l'amitié entre les deux peuples est un model exemplaire de la coexistence pacifique entre les deux pays. Il s'agit d'une amitié entre un grand Etat et un petit. Une amitié entre des pays ayant des systèmes sociaux différents. Malgré cela les relations ente eux ont toujours été vu à partir d'un prisme d'égalité.

Il était de l'avis de Nasser, ce qui fût décidé à Bandung et accepté par l'Union Soviétique que chaque peuple est libre de choisir les régimes qui lui conviennent. Ils ont réitéré que la coexistence pacifique entre les régimes sociaux et économiques et l'abstinence de chaque pays de s'ingérer dans les affaires internes d'un autre sont les piliers fondamentaux pour des relations internationales stables.

Krouchtchev a ignoré dans sa lettre que l'accusation adressée au Caire, n'était pas adressé au communisme en tant qu'idée ni aux communistes en tant que tel.

L'accusation était portée contre les membres d'un parti communiste qui exerçait ses activités en R.A.U, à savoir le parti communiste syrien. 20<sup>129</sup>

Ainsi ont été impliqués dans ce conflit de nombreuses parties. Le parti communiste syrien, les communistes irakiens. Abdel Karim Kassem en Irak, Nasser outre les communistes égyptiens.

Nasser s'est trouvé dans une position à ne pas envier. Il est devenu un adversaire du communisme et ils se sont livrés à des luttes dans la presse et la radio. Il est en même temps un ennemi de l'occident qui l'attaque médiatiquement avec férocité. L'exemple à cela sont les stations qui sont dirigées contre lui, tels que " la voix de la réforme " " la voix de l'Egypte libre ", ainsi que la radio britannique, radio Paris et la voix du Liban, contrôlé par la Grande Bretagne. Sans oublier les campagnes contre la R.A.U dans la presse britannique et française.

Il était normal que Nasser soit inquiet de ce conflit médiatique entre lui et Krouchtchev, qui avait annoncé le 23 octobre 1958 que l'Union Soviétique allait présenter un crédit de 400 millions de Rubel à la R.A.U sous forme de contribution dans le financement du haut Barrage. Effectivement le projet a été mis en marche, le 26 novembre 1959 et en même temps l'Union Soviétique finançait le programme industriel égyptien.

Tout cela, n'a cependant pas empêché que les principes de Nasser prennent le dessus. Ceci ne l'a pas empêché non plus d'adopter une politique en conformité avec les intérêts du nationalisme, d'insister sur l'indépendance réelle et de ne pas devenir dépendant de n'importe quelle autre grande puissance.

Krouchtchev a pour sa part essayé de calmer la campagne médiatique mutuelle entre la R.A.U et l'Union Soviétique. Il a alors déclaré dans un discours qu'il avait prononcé au cours des élections du haut conseil des Soviets, le 25 février 1959 : " Les forces hostiles à la paix ont tenté par tous les moyens de faire survenir les divergences, de compromettre les relations amicales qui se sont développés entre les peuples de l'Union Soviétique et de la R.A.U, mais ils s'est avérés que leurs espoirs se sont réduits à néant. Nasser est une personne nationaliste arabe, alors que je suis soviétique communiste. Il est clair lorsque nous parlons de croyances, que nos avis divergent et c'est normal. Les opinions qui sont insérées dans mon rapport du 21<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique reposent sur les principes avérés du communiste. Mais nous n'avons jamais pensé que les relations entre les Etats aux différents régimes sociaux devaient reposer sur les croyances de leurs chefs d'Etats. Parce que dans ce cas là la coexistence pacifique sera difficile. D'autant plus que les affaires de la politique interne relèvent de chaque pays et de son peuple.

Dans cette période qui a été témoin d'une grande tension dans les relations entre l'Union Soviétique et la R.A.U. Le gouvernement roumain a ouvert la porte à

---

Heykal remords contre et envers Krouchtchev, Al Ahran le 29 janvier 1959-20<sup>129</sup>

l'immigration d'un nombre de juifs vers Israël. Naturellement, Israël et le sionisme international a instrumentalisé cette immigration au profit de la propagande. L'objectif est de porter atteinte aux relations d'amitié entre la Roumanie et la R.A.U. Ce qui a amené le gouvernement roumain à promulguer un communiqué affirmant qu'il avait accepté, motivé par des considérations humaines pour un nombre de juifs ayant des liens de parenté avec des résidents en Israël, de se rendre chez eux.

Lors d'un discours prononcé devant les délégations libanaises à Damas, le 15 mars 1959, Nasser a attaqué le communisme disant : Il y a une catégorie qui essaye de mobiliser le peuple arabe contre la colonisation pour semer la zizanie dans les rangs de la Nation arabe afin d'avoir une nouvelle hégémonie, de former une nouvelle alliance. Cette catégorie n'est autre que les communistes arabes qui ont préféré tourner le dos à leur pays et à leur nationalisme, qui ont choisi de devenir des agents, qui se sont armés de l'opportunisme, qui ont adopté le principe de la fin justifie les moyens. Ils ont voulu profiter de la lutte du peuple arabe pour faire régner sur toute l'étendue régionale une dictature communiste sur le sang.

Lorsque le peuple arabe militait pour sa liberté, son indépendance et son nationalisme, il ne l'a pas fait pour remettre le monde arabe aux agents communistes. Les communistes ont essayé par tous les moyens de sauver l'armée de l'Egypte. Mais nous savions notre voie parfaitement bien et nous n'avons accepté le communisme ni avant ni après la révolution, parce que nous avons foi en un message éternel, celui du nationalisme arabe. Nous ne pouvions changer nos croyances et de nous convertir à la mécréance et à la dépendance.

La rancune des communistes arabes nous a frappé et ils nous ont affronté à travers maintes campagnes, mais nous ne sommes pas soumis à leur menace ou à leur pression. Le peuple syrien a eu foi en son message sacré, celui du nationalisme arabe. Une défaite a été infligée aux communistes en Egypte, comme en Syrie. Certains d'entre eux se sont enfouis de la R.A.U, sous le joug de la défaite.

En juillet dernier, la révolution s'est déclenchée en Irak. Mais les communistes qui ont subi un échec en Egypte et en Syrie, ont trouvé un allié à Bagdad. J'ai envoyé à Kassem, en Irak 4 fois l'invoquant qu'on se rencontre pour l'unité des rangs arabes. Mais son complexe n'a pas permis cela.

Les communistes de Bagdad avec les traîtres qui se sont enfouis de votre pays, ont déchainé une campagne pour mobiliser un sentiment de haine et de division entre le peuple irakien et celui de la R.A.U, et ensuite le terrorisme a commencé.

A son tour, Krouchtchev a commenté la position de Nasser le lendemain, au cours de la cérémonie de réception pour rendre hommage à la délégation économique irakienne à Moscou, le 16 mars 1959. Il a dit à cet égard : " La révolution irakienne a été largement approuvée par la R.A.U. Ce fût une importante frappe infligée aux projets des colons. Mais la position de Gamal Abdel Nasser de la révolution irakienne avait

commencé à changer petit à petit. Nous n'avons pas de raisons à cela, quelle est la justification à la position de Abel Nasser ?

Apparemment, la raison à cela est son incapacité à réaliser l'espoir en une union de la République irakienne avec la République Arabe Unie. L'Union Soviétique n'interfèrerait pas dans les affaires internes de ces peuples. Mais nous ne pouvons pas rester bouche bé à l'égard d'une nouvelle configuration qui prend forme autour de nos frontières. Et nous avons amplement le droit d'exprimer notre opinion des évolutions qui s'y déroulent.

Nous devons reconnaître que nous avons tous été ennuyé par les discours prononcés par Gamal Abdel Nasser récemment à Damas et dans lesquelles il a utilisé le langage des colonialistes, sur les communistes et le communisme. Il a décrit les communistes d'être des agents d'un Etat étranger. Pouvons-nous alors savoir de quel Etat il s'agit ? Une question peut intervenir dans ce contexte, celle de savoir quel tournant prendrait les relations de l'Union Soviétique avec la République Arabe Unie. Je crois que rien ne changerait. Nous savons tous que les opinions du président Gamal Abdel Nasser sont opposés au communisme depuis que nous avons commencé à tisser nos relations amicales avec la République Arabe Unie. On répète que le nationalisme arabe est au dessus de l'intérêt des pays arabes et au dessus des intérêts de tous les secteurs des peuples arabes. En réalité les intérêts des arabes ne peuvent concorder. Raison pour laquelle les tentatives qui sont déployés dans le sens de l'ignorance des intérêts des secteurs populaires et du prolétariat, sous le couvert du nationalisme, sont indéfendables.

Le même jour, Nasser a répondu à Krouchtchev dans ses mots " La défense apportée par M.Krouchtchev aux communistes n'est pas acceptable par le peuple arabe. Nous n'interférons pas dans les affaires internes de l'Union Soviétique. Nous n'aidons pas une catégorie contre l'autre. Le soutien des communistes dans nos pays et leur défense est un défi à l'unanimité populaire dans notre République ".

Krouchtchev a alors commenté en disant que le président Nasser lorsqu'il parle de communisme et de communiste, il a recours au langage des colonisateurs. Nasser rétorqua alors en disant : " La conscience de notre peuple arabe a été d'une force qui l'amène à comprendre que nos campagnes contre les communistes agents visent à protéger notre nation d'une nouvelle colonisation comme elles visent à construire notre pays sur une base nationale libérée de la colonisation et de la dépendance. Le soutien apporté par Krouchtchev au communiste dans nos pays défie la volonté populaire.

Et a Krouchtchev de commenter : " Le président Nasser insiste à unifier la République irakienne avec la République Arabe Unie. Nasser répondit : " Ces propos sont une distorsion de la réalité, parce que nous avons toujours annoncé que notre moyen est la solidarité arabe. Pour édifier l'unité arabe il faut une approbation unanime du peuple. Ce dernier qui a lutté pour se débarrasser de la colonisation ne peut pas accepter la

dépendance parce qu'il a insisté à rester indépendant en dehors des régions d'influence".

La situation a pris de l'escalade lorsque Krouchtchev a déclaré lors d'une conférence au Kremlin le 19 mars 1959 : " le président Gamal Abdel Nasser s'était en enthousiasmé de manière exagérée. Mais lorsqu'il a attaqué le communisme il a endossé une charge plus qu'il ne peut supporter. Si le président Abdel Nasser s'arme de la patience suffisante et exécute effectivement le principe de non ingérence en Irak et dans les autres pays, il contribuera ainsi à réaliser l'unité réelle entre les pays arabes".

Le lendemain directement, Nasser a déclaré à Damas : " Nous sommes armés des mêmes armes par l'intermédiaire desquelles la colonisation et ses alliés nous ont battu. Nous sommes armés des mêmes armes pour vaincre le communisme et ses idées. Nous pourrions saper le communisme et il n'y aura pas une autre forme de colonisation après que nous nous sommes débarrassés de la colonisation occidentale.

Si le chef du gouvernement soviétique interfère pour soutenir une catégorie contre une unanimité populaire, nous ne pouvons pas l'accepter. Nous sommes libres dans nos nations. Nous n'acceptons que les principes qui peuvent servir nos intérêts et nous refusons ceux qui représentent la dépendance et l'athéisme. Après avoir obtenu l'indépendance, pour rien au monde nous n'y renonceront".

Lorsque nous exprimons notre force, elle provient de nous et non pas d'un Etat étranger. Nous exprimons ainsi notre foi en notre nation. Krouchtchev lorsqu'il a commenté à propos de notre enthousiasme il a dit que Nasser est un jeune homme âgé de 41 ans, enthousiaste et impulsif. J'aimerais lui dire que ce n'est pas seulement Nasser qui est enthousiaste et impulsif. Et que si ce n'était cet enthousiasme et cette impulsivité, nous n'aurions jamais pu réaliser les miracles des grands. Nous dépendons, après Dieu, sur nous".

6 Les Etats-Unis soutiennent Nasser :

Quelques mois après le changement de la politique des Etats-Unis à l'égard de Nasser dans une tentative de l'améliorer, après l'escalade de la crise entre lui et Krouchtchev, le gouvernement américain à reconsidérer sa position, sachant que Nasser avait des principes inaliénables.

Au passé, Nasser objectait le principe même régissant le communisme, mais il réitérait toujours qu'il fallait faire la différence entre la politique soviétique et le mouvement communiste. Mais il estimait que toute intervention soviétique sera attaquée avec force. Les soviets ayant réagi d'une manière contraire aux prévisions de Nasser, il a tenu à ses promesses et a mené lui-même la campagne contre le communisme, alors que l'attaque contre l'occident était menée par l'intermédiaire d'autres personnes, dans la presse et à la radio.

Le gouvernement américain a réalisé que Nasser avait asséné des coups durs aux communistes et aux soviets que les Arabes ne pouvaient asséner. Mais les motifs de Nasser étaient différents et plus compliqués. En fait, l'Occident a obtenu une aide imprévisible pour dévoiler le communisme.

Il faut d'ailleurs prendre en considération que les obstacles avec les Soviétiques ne signifiaient pas nécessairement qu'ils aient un impact essentiel sur les politiques de non alignement adoptées par la République Arabe Unie à l'égard de l'Occident. De là ont émané les suggestions américaines selon lesquelles le nationalisme arabe prenait un tournant extrémiste. Et donc par conséquent le mouvement peut être orienté au bénéfice de l'Occident et Nasser à travers ce nationalisme qui est de fait le plus grand défenseur du communisme.

Les preneurs de décision américains ont réalisé que l'Occident avait tort dans ses estimations apportées au régime en Egypte et qui ont reposé sur les critères de la coopération totale avec l'Occident et non pas sur les normes de la neutralité.

Ils ont estimé qu'il était difficile de coopérer avec Nasser sur fond de conformité des intérêts et qu'il valait mieux que le gouvernement américain adopte la politique de coopération sans engagement. Ils ont fait la remarque selon laquelle bien que Nasser était intéressé à réintégrer l'Irak dans le nationalisme arabe, la Syrie est sa toute première préoccupation. Raison pour laquelle n'importe quelle aide présentée par les Etats-Unis à la Syrie serait de grande importance pour Nasser parce qu'il s'attirerait ainsi le consentement des Etats-Unis. D'autant plus que la Syrie est le seul Etat loin de l'intervention des Etats-Unis.

Pour ce qui est du conflit Nasser – Kassem, il a été décidé qu'il valait mieux que les Etats-Unis se tiennent à l'écart des divergences arabes. Cependant ces considérations disparaissent lorsqu'il y a un problème entre la République Arabe Unie et le communisme. Il est plus adéquat donc de prendre en considération la politique de l'éloignement, au cas où l'alternative serait le contrôle du communisme sur l'Irak et profiter de la situation pour davantage d'intervention soviétique au Moyen Orient.

Un an après le retour des relations des Etats-Unis et de la République Arabe Unie sur fond de confiance avec les américains qui ne cherchaient pas à tirer profit au cas où Nasser se trouve impliqué dans de mauvaises situations à cause de sa résistance aux communistes ou les soviets, Edmond Hare a proposé de procurer l'aide économique à la R.A.U.

En ce qui concerne les médias. La réalité indéniable est que Nasser attaquait l'ennemi n°1 des Etats-Unis. Comme il apparaît de la divergence déclenchée entre Nasser et Quassem, il va sans dire donc que la politique américaine focalise sur Nasser, à travers les sources non officielles, tels que les éditoriaux de la presse américaine.

En même temps, il a été envisagé d'envoyer une lettre secrète à Nasser signée par le président américain, dont le contenu disait que Nasser menait cette bataille tout seul.



Un mot de tranquillisation d'Eisenhower en ce temps était important. La lettre devrait être concentrée contre le communisme et pour commencer la lettre peut être orale.  
21<sup>112</sup>.

Immédiatement les mouvements ont commencé au sein de la nouvelle administration américaine afin de trouver les moyens d'appliquer la nouvelle politique américaine. Bien que l'administration américaine a affiché son incapacité à acheter le coton égyptien cette saison, pour des raisons qui lui sont propres, il n'en demeure pas moins qu'elle n'a pas manqué de lui manifester l'estime qu'elle lui reconnaît pour avoir dévoilé la signification réelle du communisme devant les peuples du Moyen Orient, à travers la propagande qui a été faite sur ce sujet. Les Etats-Unis n'ont pas entrepris une position officielle à cet égard, il est vrai. Mais la R.A.U a bien compris que ce n'était pas par irrespect ou non intérêt à l'égard de la position courageuse de Nasser contre le communisme. Mais elle a préféré maintenir le silence de peur que l'orientation de la R.A.U ne soit manipulée pour la condamner par le biais d'éléments hostiles.

Il a été demandé à Hare d'informer Nasser que sa position rigide qui n'acceptait pas de compromis à propos du communisme a été favorablement accueilli à des hauts niveaux du gouvernement américain et que les aides seront acheminées à la R.A.U.22<sup>113</sup>

Nasser a été contacté et le contenu du message lui a été livré. Il a bien compris l'incapacité des Etats-Unis à acheter le coton égyptien. Et a justifié que la devise étrangère résultant de la vente du coton, aurait pu être utilisée conformément aux plans économiques de la R.A.U. Alors que la devise étrangère résultant d'autres projets devait être utilisée dans leur cadre.

Nasser a clarifié qu'il n'avait pas demandé l'aide des Etats-Unis et qu'il pouvait affronter ses problèmes économiques sans recourir à l'aide extérieure et qu'il avait des plans pour faire face à cette position si les Soviétiques retiraient l'aide.23<sup>114</sup>

Après la signature des accords financiers entre la Grande Bretagne, la France et la R.A.U pour régler certains problèmes ayant résulté de la crise de Suez, le sujet du prêt de la Banque mondiale à la R.A.U a été soumis à l'étude. Ce prêt était destiné à améliorer et développer le Canal de Suez et son montant est de 100 millions de dollars sur 20 ans. Yugene Black a vu que ce prêt est légal et remboursable, d'autant plus que le revenu du canal est de 40 millions de L.E. annuelles sous forme de devises

---

Télégramme de l'ambassade des Emirats Arabes Unis au Département d'Etat, le Caire, le 1er avril <sup>112</sup>  
1959- 21  
T <sup>113</sup>

Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade des Emirats Arabes Unis, Washington, le 2 avril  
1959-22

Télégramme de l'ambassade des Emirats Arabes Unies au Département d'Etat, le Caire, le 5 avril <sup>114</sup>  
1959-23

étrangères. Alors que les dépenses équivalent à la moitié de cette somme en devise locale.

Les Britanniques ont demandé de lier le prêt à certaines conditions. D'abord il ne faut pas que les tarifs du passage dans le canal de Suez ne doivent pas dépasser les limites exagérées et qu'il n'y ait pas de discrimination internationale au niveau de la navigation et que le canal ne soit pas fermé de manière arbitraire. Ceci remet en question rapidement la question du passage d'Israël dans le canal.

En réalité, le gouvernement américain n'a pas approuvé ces conditions, bien que l'Egypte gérait le canal avec perfection. En fin de compte, les Etats-Unis ont décidé de soutenir le prêt sans conditions préalable. Ce qui fût considéré une concession politique difficile de la part des Etats-Unis autour du problème israélien.<sup>24</sup>

Troisièmement : Lettres secrètes échangées entre Nasser et Krouchtchev.

Les deux lettres de Krouchtchev à Nasser.<sup>25</sup>

La première lettre date du 19 février 1959 :

La campagne médiatique échangée entre Nasser et Krouchtchev avait pris de l'ampleur, bien qu'elle allait à l'encontre des intérêts des deux pays respectifs. Pour ce qui est de l'Union Soviétique, elle s'est engagée dans la région du Moyen Orient, à travers les marchés de vente d'armes à l'Egypte, après les marchandages de l'Occident qui ont duré plus de trois ans. Au cours desquelles, Israël a saisi la chance pour asséner des agressions répétées sur ses frontières avec l'Egypte.

Ensuite les liens se sont raffermis entre l'Egypte et l'Union Soviétique après avoir accordé à l'Egypte un prêt pour financer l'opération du Haut Barrage, après le retrait par les Etats-Unis de leur offre. Suite à ce retrait la coopération s'est raffermie entre les deux pays. Ce qui voulait dire en d'autres termes, une plus grande influence soviétique au Moyen Orient. Ce sont les intérêts communs qui ont lié les deux pays et la relation s'est raffermie grâce aux erreurs accumulées de l'Occident, résultant de l'esprit colonialiste qui gère sa relation avec les pays récemment libérés. Partant, Krouchtchev a envoyé une lettre à Nasser afin de combler la fissure dans lequel il a parlé des suspensions qui se sont emparés de Nasser à l'égard de la position de l'Union Soviétique, au niveau du mouvement de la libération nationale arabe et la coopération fructueuses entre les deux pays, bien qu'ils embrassent des visions idéologiques différentes.

Krouchtchev a alors fait allusion à la lettre de Nasser à Port Saïd, du 23 décembre 1958, qui était le début de la crise, dans laquelle Nasser avait déclaré qu'il était nécessaire d'émettre son avis dans de telles questions. Krouchtchev s'est alors trouvé

---

Mémoire de Rourtree au Secrétaire d'Etat Américain, le 29 avril 1959. L'attitude des Etats-Unis en respect aux UAR Application for IBRD loan pour l'amélioration des conditions du Canal de Suez.-24  
Les lettres se trouvent sur le site : [www.nasser.org-25](http://www.nasser.org-25)

obligé de répondre aux déclarations de Nasser, au 21<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique. Mais il est devenu évident que les deux présidents tenaient à leur position, ce qui était d'ailleurs prévisible.

Krouchtchev a ajouté que si l'individu portait un regard réaliste aux conjonctures internationales à ce moment il verrait clairement que les ennemis guettaient les relations amicales entre l'Union Soviétique et la R.A.U et ils essayent de profiter des divergents idéologiques entre les deux pays. De là, Krouchtchev a affirmé que les " forces étrangères ne pourront pas semer la division du côté soviétique " .

Ensuite, Krouchtchev est allé droit à l'objectif essentiel derrière cette allocution résidant dans l'espoir de voir les forces impériales échouer à trouver une lacune commise par Nasser. Ils essayaient semble t-il de trouver une lacune à travers laquelle ils avorteraient l'unité entre les deux peuples dans leur lutte contre le colonialisme.

Les cercles gouvernants en Occident n'hésitent jamais à trouver un moyen pour semer la discorde et l'adversité entre l'Union Soviétique et la République Arabe Unie. Krouchtchev continuait à dénier les informations qui lui parvenaient de sources yougoslaves et qui ont été plus tard diffusés en force dans la presse britannique et française sur un prétendu assassinat de Nasser, faisant allusion clairement à l'Union Soviétique. En réalité, de l'avis de Nasser, cette tentative était planifiée par les services secrets français et israéliens. Krouchtchev de sa part, avait nié les informations occidentales sur l'expansion de l'influence communiste au Yémen, affirmant que les agents de l'impérialisme essayaient d'isoler Nasser pour pouvoir s'accaparer de lui.

Krouchtchev avait exprimé son confort vis-à-vis d'une déclaration faite par Nasser à l'ambassadeur soviétique, dans laquelle il avait dit que le gouvernement de la République Arabe Unie n'avait pas l'intention de renoncer à la politique d'amitié qui la liait à l'Union Soviétique. Pour ce qui est de la position des communistes à l'intérieur de la République Arabe Unie, Krouchtchev a affirmé que l'Union Soviétique n'est jamais et n'interviendra jamais dans les affaires internes de la R.A.U. Bien que Nasser lorsqu'il avait entamé le rapprochement avec l'Union Soviétique savait très bien qu'ils étaient communistes et qu'ils ne pouvaient guère éprouver de sympathie avec les politique allant à l'encontre du communisme.

Au final, Krouchtchev avait exprimé son espoir de raffermir les relations entre l'Union Soviétique et la R.A.U

B La deuxième lettre, le 12 avril 1959 :

La campagne médiatique entre la R.A.U et l'Union Soviétique a duré. En conséquence, Krouchtchev a décidé de s'adresser à Nasser dans une lettre de 31 pages dans laquelle il avait exprimé ses regrets en raison de la détérioration des relations entre les deux pays, après une longue période de confiance, qui était un selon le catalyseur d'un état de paix et de stabilité dans la région. Ensuite, Krouchtchev a

ajouté qu'il ressentait un grand chagrin parce que les relations qui se sont tissées entre la République Irakienne et la R.A.U n'avaient pas réussi à consolider la solidarité entre les deux pays. Il a estimé que le bénéficiaire de cette division étaient les forces colonialistes et impérialistes. Krouchtchev a discuté les propos de Nasser, sur le rôle de l'Union Soviétique dans l'agression de 1956 sur l'Egypte et a parlé avec détails des raisons de non-ingérence soviétique dans cette crise, qui croyait profondément en la nécessité de trouver les moyens pacifiques de la régler loin de l'option de la guerre. Il a répété que l'Union soviétique était contre l'ingérence dans les affaires internes des pays voisins et qu'il édifiait ses relations avec les Etats sur les fondements léninistes sur la coexistence pacifique.

Krouchtchev a critiqué les propos de Nasser selon lesquels les communistes dans les pays arabes suivaient les ordres qui leur parvenaient de l'étranger et a rétorqué que l'Union Soviétique estimait que les affaires internes de tous les Etats relevaient d'eux seulement. Il a critiqué les déclarations de Nasser sur la lutte contre le communisme et les a considéré comme allant au-delà des frontières de la R.A.U et que c'était une affaire purement soviétique. Il a considéré ses propos comme une tentative de se réunir sous le même étendard des forces agressives internationales dans leur lutte contre le communisme. Il l'a accusé de s'être éloigné de toute neutralité. Il a mis l'accent sur le fait que les positions vis-à-vis des partis, quels qu'ils soient est une affaire purement interne.

Krouchtchev a considéré la question de l'unité entre l'Egypte et la Syrie une affaire ne concernant que les deux peuples. L'Union soviétique a reconnu l'unité et a accueilli favorablement la création de la R.A.U. Il croyait cependant, que certains pas dans le cadre de l'unité ont été entrepris hâtivement et étaient loin de la raison et que les libertés en Syrie, avant l'unité étaient plus amples sur fond de pluralisme et qu'après l'unité les Syriens ont été privés des libertés démocratiques et les partis ont été dissolus.

Ensuite Krouchtchev a abordé les différends idéologiques entre lui et Nasser. Pour lui Nasser n'a pas différencié entre les questions ayant trait aux croyances et idéologies d'une part et les relations avec les autres pays d'autre part. Pour Krouchtchev le point de départ devrait prendre en compte l'existence de nombreux domaines de coopération pour le bien être de la paix et de la sécurité des peuples malgré la différence des points de vue et des régimes sociaux. Il a parlé des aides soviétiques sans conditions militaires ou politiques et sans contraintes procurées aux pays ayant été libéré de la dépendance colonialiste. Et mis l'accent sur leur différence à ce niveau avec les aides américaines.

Il a ensuite parlé de ce qu'il a appelé " campagne contre l'Union Soviétique " en R.A.U faisant signe à la possibilité qu'elle engendre des problématiques découlant de l'engagement de l'Union Soviétique dans l'affaire du Haut- Barrage.

Il a ensuite parlé du sort des experts soviétiques en R.A.U et a dit que les citoyens soviétiques craignaient de confronter les dangers des préjudices moraux et en l'occurrence encore financiers. Il a alors continué à utiliser la question des aides soviétiques comme un moyen pour faire pression sur l'Egypte en leur disant " refusez les ". Et d'ajouter que le soutien apporté par l'Union soviétique y est pour beaucoup dans la lutte contre l'impérialisme. A la fin de la lettre, Krouchtchev a exprimé son espoir de voir un échange de points de vue entre lui et Nasser afin de dissiper le malentendu qui avait émergé entre eux.

## 2 La réponse de Nasser sur Krouchtchev :

Nasser a répondu à la lettre de Krouchtchev, le 12 mai 1959. Une réponse qui n'a jamais été publiée, de 63 pages<sup>130</sup>. Dans lesquelles il a fait état des relations entre les deux pays depuis le début de la révolution de 1952, que les journaux et les radios soviétiques avaient considérés à l'époque comme un "acte fasciste".

La révolution égyptienne a commencé à faire face au terrorisme et à l'étouffer avant que sa relation ne se soit consolidée avec l'Union Soviétique. Au début ce fût une incarnation des principes dont avaient foi les leaders de la révolution. Avec le monopole de l'arme, que l'Egypte avait demandé de l'Union Soviétique, les relations entre les deux pays ont pris un nouveau tournant sur les fondements de la coexistence pacifique.

Le colonialisme qui a été effrayé par cet impact qu'a légué ce modèle dans les relations internationales a essayé de rompre les relations entre l'Egypte et l'Union Soviétique. Ainsi, le colonialisme s'est attelé à accusé l'Egypte d'être devenue une région pour l'influence des Soviets, voire une colonie. Les relations avec l'Egypte se sont engagées dans une phase de violence. A commencer par des tentatives de la sanctionner, faisant allusion au retrait de la contribution dans le financement du Haut Barrage. L'Egypte se devait de résister et le canal a été récupéré par le pays qui l'avait percé.

Cette frappe n'était pas uniquement asséner au colonialisme mais à toutes les forces qui le fait bouger. Avec en tête les monopoles périmés du 19<sup>e</sup> siècle.

Nous avons entrepris ce pas tout seul et nous nous sommes concertés avec vous. Nous savions dès le départ que la bataille serait violente et acharnée. Nous avons beaucoup d'estime, lorsque vous aviez annoncé, 36 heures après la nationalisation du Canal de Suez, que vous soutenez notre position.

L'agression a eu lieu, au moment où nous nous apprêtâmes à nous engager dans les négociations de Genève, le 29 octobre 1956.

J'avais dit dans une allocution que j'avais prononcée à Damas que nous résistons à une agression tripartite dans l'arène du combat tout seul, nous n'attendons l'aide de

---

Addenda no 2 -26 <sup>130</sup>

personne. Je n'ai pas pensé à minimiser l'importance de l'ultimatum lancé par le premier ministre soviétique de l'époque. Mais effectivement nous étions dans l'arène du combat tout seul et nos soldats luttèrent tout seul au Sinaï, alors que notre peuple et notre armée menaient une lutte dans les rues de Port Saïd, tous seuls.

La visite effectuée par Shoukri Kouatly, le 30 octobre 1956 et a eu l'occasion de négocier avec Bulganin, en la présence d'un nombre de leaders soviets et des grands maréchaux militaires. J'ai reçu une lettre de Kouatly qui a déterminé votre position de l'agression. L'Union Soviétique n'est pas prêt à s'engager dans une guerre mondiale et sur ce il ne peut pas intervenir militairement, même si ce n'est que par l'envoi des volontaires. Le maximum qu'il puisse faire c'est d'envoyer certains équipements accompagnés de techniciens.

J'ai déchiré cette lettre du dossier dans lequel il se trouvait et je l'ai insérée dans ma poche. Je n'ai pas voulu qu'elle ne soit accessible à ceux qui pourraient en être influencé, moralement parlant. Ce document fait notre fierté. Elle est la preuve éminente que nous avons mené la guerre.

L'ultimatum soviétique dont personne ne peut nier l'influence, a été une surprise pour nous émanant de Moscou, durant les 9 jours où nous militons tous seuls sur le terrain de la bataille. Tout, même l'ultimatum soviétique dépendait de la persistance de notre peuple et sa disposition au sacrifice.

Ce qui nous a poussé à faire ces déclarations qui ne sont pas attirés votre consentement sur la réalité de l'agression tripartite est votre ultimatum. Il est du droit du peuple égyptien d'être totalement conscient du cadre dans lequel il se trouve.

Nous estimons votre position et nous comprenons vos motifs et nous n'avions pas l'intention de vous demander de vous engager dans une guerre mondiale pour nous.

Vous nous avez accusés d'interférence dans les affaires internes des autres, voire même dans les affaires de l'Union Soviétique.

Pour ce qui est de l'unité, tous les indices prêtaient à croire que la nouvelle tendance n'étaient pas conforme à vos tendances ni à vos désirs. La position du parti communiste de l'unité était qu'il n'avait pas approuvé l'unanimité globale du peuple syrien exprimé sur sa création. Le député communiste, Khaled Bekdash a été le seul à préférer l'option de s'évader. Nous l'avons vu ensuite recourir aux pays du bloc socialiste. Enfin il s'est tenu dans la cérémonie du 21<sup>e</sup> congrès du parti communiste et s'est mis à attaquer. Chose qui a causé notre embarras parce que les principes de la coexistence pacifique ont été violés solennellement.

Vous avez préféré, après la proclamation de l'unité, le premier février 1958, à partir du Caire de ne pas manifester votre opinion sur ce sujet. J'ai alors aspiré à une chance pour une rencontre avec vous. Et ce fût en avril 1958 et je prônais la stabilité des relations entre nos deux pays, mais rien ne fût.

J'ai été surpris, d'entendre dans votre allocution que vous avez imaginé que nous prônons votre aide dans une aventure militaire menée contre des pays arabes. Comment cela pouvait-il être raisonnable, puisque n'importe quelle menace contre un pays arabe nous la considérons comme adressée contre nous.

J'ai été effrayé par le contenu de votre allocution à propos de notre deuxième rencontre à Moscou, le 16 juillet, à l'issue de la guerre d'Irak. Les éléments nationaux de l'armée irakienne ont mené une révolution. Il n'était pas permis de laisser la colonisation saper la révolution nationale, encore embryonnaire. Notre position était claire : nous allions soutenir la révolution quel que soient les résultats.

Nous et la révolution irakienne, nous nous tenions dans une position de pure défense. Le sixième arsenal américain, débarqué sur les rives libanaises et les parachutistes atterrissaient en Jordanie. Dans de telles conjonctures était-il possible de mener une offensive que vous craignez ?

Le début de la révolution irakienne, constituait le début d'une crise urgente dans nos relations. Bien que la plupart de votre contenu a ouvert nos yeux sur les raisons du malentendu entre nous qui remontaient à la période d'avant la révolution.

Vous avez dit dans votre allocution, que j'ai essayé après la révolution de l'Irak d'imposer sur son peuple un certain leadership. Il s'agit là, une des raisons de la crise entre la R.A.U et l'Irak et par conséquent l'une des causes de l'obscurité qui a commencé à caractériser nos relations. J'imaginai que vous seriez les premiers à apprécier notre position dans le soutien de la révolution de l'Irak.

Il est étrange que nous écoutions les différents cercles une attaque contre le nationalisme arabe en tant que principe. La solidarité avec la révolution irakienne a commencé depuis très longtemps. Un nombre de leaders de la guerre irakienne, dont Kassem le premier ministre du gouvernement irakienne, nous ont contactés avant la révolution. Ils nous ont demandé de les aider dans la planification. Nous les avons conseillé de garder le secret et de ne demander l'aide que des leurs et que ceux qui doivent assumer la charge de mettre le plan de la révolution doivent eux même l'exécuter.

Après la réussite de la révolution irakienne, et après avoir déployé tous les efforts pour préserver ce succès, notre avis n'a pas changé et nous estimions qu'ils ne devaient pas se préoccuper des cadres constitutionnels de l'union ou de l'unité. Mais qu'il serait plus utile de faire succéder la révolution à l'intérieur de l'Irak. Le plus haut plafond de nos demandes était certes la solidarité arabe, sous la forme d'accords économiques, culturels et militaires.

Malheureusement, le parti communiste irakien a voulu rattraper l'occasion pour contrôler la révolution irakienne, il a alors profité d'un différend personnel qui s'était déclenché entre Kassem et son adjoint Aref afin de semer une zizanie l'aidant à réaliser ses objectifs.

Le parti communiste en Irak a commencé à semer une sédition qui s'est étendue jusqu'aux relations dans les relations entre l'Irak et la R.A.U. Tout a commencé par une discussion qui s'est vite transformée en une offensive contre l'idée de l'unité. Selon toute vraisemblance, l'objectif était d'influencer les conjonctures en Syrie. Ce qui s'est manifesté clairement à travers l'étroite coopération entre le parti communiste syrien et irakien.

J'ai été surpris que dans votre lettre vous avez discuté le contenu de l'une de mes allocutions selon lequel les communistes perçoivent leurs instructions de l'étranger. C'est l'unification entre les trois partis communistes existant en Egypte est ce qui m'a imposé la célébration de l'évacuation, le 23 décembre dernier au cours de laquelle j'ai mis en garde contre l'activité hostile menée contre la nation par les organisations communistes.

Nous avons expliqué que notre offensive n'était pas dirigée contre le communisme en tant que croyance, parce que cela ne nous concernait guère. Je lui ai dit que j'allais lui envoyer une lettre par le biais de son ambassadeur Dimitri Kesselev dans laquelle je vous expliquais que l'amitié des peuples arabes ne revenait pas à l'activité communiste des partis communistes mais qu'elle s'élevait au-dessus de tout cela.

Dans votre lettre prononcée en l'honneur de la délégation irakienne, le 16 mars 1959 il était clair que vous avez changé de position. D'abord vous aviez la préférence de traiter avec les forces nationales, vous avez changé de cap au profit des partis communistes. Il était étrange que vous vous dressiez pour les défendre et justifier leur comportement.

La position se résume comme telle. Nous nous sommes trouvés obligés de défendre notre pays contre l'activité des organisations communistes au sein des frontières de la R.A.U et contre l'appui que vous avez procuré au parti, ensuite contre la guerre atroce contre les partis et les organisations communistes de par le monde.

Nasser a considéré la lettre qui lui était adressée par Krouchtchev appelant les deux parties au contrôle, comme amicale. En conséquence, il a approuvé de mettre un terme à l'offensive qu'il avait déclaré contre les communistes. Mais la position a changé à cause de la poursuite de l'interférence soviétique dans différentes causes.

Les relations entre la R.A.U et l'Union Soviétique sont devenues fluctuantes, mais la courbe allait en détériorant. Ceci s'est répercuté sur les questions relatives aux munitions de l'arme. D'autant plus que les marchés ont été suspendus et les prix ont été haussés. La position concernant les pièces de rechange était particulièrement mauvaise. La R.A.U s'est alors mise à rechercher d'autres sources d'armement, tels que la Yougoslavie ou l'industrie locale.



Il était évident que les Soviétiques suivaient la politique de la pression, bien qu'elle pouvait passer inaperçue dans le domaine économique<sup>27</sup>. Le 9 janvier 1960, Nasser et le roi marocain, Mohamed V a donné le coup d'envoi dans les opérations de la construction du Haut Barrage. Le 18 janvier la R.A.U s'est mise d'accord avec l'Union Soviétique à négocier l'opération de financement de la deuxième phase du Haut Barrage. Nasser s'est réuni le 22 mars avec les membres de la délégation soviétique pour négocier l'accord du financement des méga projets en Syrie. Malgré la crise entre Nasser et Krouchtchev qui a duré plus d'un an, l'Union Soviétique était attaché à ne pas dépasser les lignes qui lui étaient permises, afin de ne pas entraîner un boycott entre les deux pays.

Quatrièmement : Nasser rencontre Eisenhower aux Nations Unis :

Cette rencontre a eu lieu lorsque Nasser s'est rendu à New York afin de prononcer une allocution devant l'assemblée générale, en septembre 1960 et ce fût une occasion pour rencontrer Eisenhower et s'entretenir avec lui en tête à tête.

Le dialogue s'est entamé entre eux alors qu'Eisenhower faisait allusion que c'est seulement à partir la tribune de l'Onu, que le monde peut progresser. Il a dit également que lorsqu'un Etat, qui s'avère être une superpuissance, accorde une aide bilatérale, elle fait l'objet d'accusation d'impérialisme et de colonisation économique. Et donc il valait mieux qu'elle travaille sous les auspices de l'Onu.

Eisenhower a abordé l'attaque injustifiée de Krouchtchev sur l'Onu et ses efforts en Afrique. Il a affirmé que les Etats-Unis voulaient que les Etats résolvent leurs problèmes par eux même. Il a ajouté également que les Etats-Unis avaient l'intention de soutenir les efforts africains pour former une union confédérale affirmant l'idéologie des Etats africains.

Nasser avait parlé avec confiance. Il a dit qu'il fallait commencé par remercier les Etats-Unis pour l'aide qu'ils ont procuré pendant l'agression de 1956 contre son pays et il a assuré qu'il fallait préserver les Nations Unis. D'autant plus que l'Egypte avait une expérience précédente avec eux pour avoir non seulement mis fin à l'agression mais également pour avoir obligé les agresseurs au retrait.

Mais la R.A.U a été étonné par l'occupation des Nations Unis de l'aéroport de Leopoldville et de la station radio au Congo. Ces comportements ont été par la R.A.U comme s'ils étaient adressés contre Lumumba. L'Egypte s'est dressée contre ces mesures parce qu'elle a senti que ces comportements menaçaient la place et le prestige de l'organisation internationale. Les forces onusiennes s'étaient rendues au Congo pour expulser les forces belges.

Nasser a expliqué sa position des Nations Unis, après les événements de 1948 et comment il les suspectait. Il avait passé quelques mois à Nadjaf en Palestine, parce

---

Télégramme de l'ambassade de la République Arabe Unie, au département d'Etat, le Caire; le 9<sup>1960</sup> septembre 1959 -27

que le gouvernement égyptien avait confiance en les Nations Unies, ensuite il a été désespéré. Mais il a quand même affirmé que son expérience était fructueuse avec l'Onu en 1956.

Nasser a exprimé à Eisenhower qu'il a ressenti que les forces onusiennes au Congo ne devaient pas entreprendre un acte qui entraverait le gouvernement légitime là bas. Il a ensuite dit : " Nous ne pouvons jamais oublier que les Nations Unies n'ont jamais exécuté leurs résolutions concernant Israël " .

La réponse d'Eisenhower fût la suivante : Pour ce qui est de la Palestine en 1948, les Nations Unies ne détenaient pas l'autorité suivante pour imposer des décisions. Il comprenait disait-il la rancune que ressentait la R.A.U à l'égard de l'Onu, mais il réitérait que l'organisation internationale essayait toujours de raffermir sa position.

Pour ce qui est du Congo, les Nations Unies se sont contentés d'asseoir la loi et l'ordre.

Pour ce qui est de la crise de Suez de 1956, Eisenhower, a mentionné que malgré les élections américaines, et de la voix juive, il a mandaté l'Onu pour réaliser le retrait des forces britanniques, françaises et israélienne. Ce qui ne fût pas facile, disait-il. Mais selon ses dires il soutenait le principe et il croit qu'il fallait faire de même au Congo. Nasser a déclaré qu'en 1948, les Etats-Unis avaient soutenu la création d'Israël. Il s'agissait là du premier obstacle entre les Etats-Unis et le peuple arabe. Les peuples du Moyen Orient fait assumer aux Etats-Unis un lourd fardeau. Au Congo, les Etats-Unis ne peuvent pas se désengager de la responsabilité, parce que les gens simples considèrent les Etats-Unis et les Nations Unies comme une seule chose.

L'Afrique bouge aujourd'hui rapidement, et la R.A.U ne veut certainement pas de voir la guerre froide atteindre l'Afrique. La R.A.U est contre l'influence soviétique au Congo, comme elle se dresse devant cette influence à l'intérieur de ses frontières.

Eisenhower, a affirmé que les Etats-Unis n'interféreraient pas unilatéralement et qu'ils voulaient aider le Congo et l'Afrique en général. Qu'ils avaient un programme économique et qu'ils ne voulaient contrôler personne.

Nasser a déclaré que depuis l'accession au pouvoir en 1952, il prônait de bonnes relations avec les Etats-Unis et qu'il avait fait de son mieux pour les voir aboutir, mais toujours il a été qu'Israël fût un obstacle. Il voulait acheter l'arme mais il n'a pas pu l'obtenir de l'Occident alors qu'Israël en recevait. Des avions de France, des chars de Grande Bretagne, des fusils des Etats-Unis. Ce qui sans nul doute compromettrait la sécurité de la R.A.U.

Une réaction aigüe était émise de l'Egypte, vis-à-vis des communiqués de Nixon et de Kennedy qui parlaient de l'ouverture du Canal de Suez face aux navires israéliens. Mais qu'en est-il du reste des résolutions onusiennes ?

S'il était de l'avis des Nations Unies que le canal devait s'ouvrir pour les navires israéliens, elle doit imposer avec la même force à Israël d'appliquer les résolutions

desquelles il se désengage. Là Eisenhower a fait allusion au fait que les Etats-Unis ne peuvent plus mettre annuellement 23 millions de dollars à la disposition de million de réfugiés arabes, sans qu'aucun progrès ne se soit réalisé sur la voie du développement. Eisenhower a ajouté qu'il ne voulait pas voir une course à l'armement au Moyen Orient et qu'il respectait la position neutre de la R.A.U. Il ne voyait aucun inconvénient à la réception de la R.A.U d'armes soviétiques mais qu'ils ne désiraient point de contrôle de la part des Soviets sur la R.A.U.

Nasser a alors abordé le dossier du blé égyptien avec gratitude. Mais il a mis le point sur le fait que les discussions sur ce sujet ne lui plaisaient guère, parce qu'elles portaient atteinte à la dignité égyptienne.

Nasser a déclaré qu'il n'envisageait guère le déclenchement d'une guerre limitée entre deux petits Etats, que ceci s'est avéré clair en 1956 et qu'il préférerait la paix et non la guerre.

Eisenhower a fait preuve d'une aspiration à de meilleurs liens avec la R.A.U. En effet, les Etats-Unis étaient toujours suspicieux lorsqu'ils voyaient les soviets s'approcher d'un pays donné.

Nasser a commenté en disant que la R.A.U n'approuverait aucun prix pour sa liberté et son indépendance, même à des moments où ses relations étaient mauvaises avec l'Orient et l'Occident. Il a dit qu'il ne se résignerait jamais lorsque la liberté et l'indépendance de son pays se trouverait à l'épreuve. Il veut sauvegarder la dignité de son pays qui a été préjudiciée lorsque Washington a retiré de manière inattendue son offre de financer le Haut Barrage. Eisenhower a commenté cet acte en disant que ce retrait a été décidé lorsqu'ils ont obtenu des informations selon lesquelles les soviets négociaient autour du projet.

D'autre part la Jordanie, prétendait depuis 1957 que la R.A.U complotait avec l'Union Soviétique contre eux. Alors que la R.A.U tenait toujours à une position de défense et n'avait pas d'agents ni en Syrie, ni en Irak, ni au Liban. Qui plus est, il existe dans ces Etats des gens qu'il méconnaît qui partagent ses opinions et qui croient en l'unité arabe.

Il y a quelques mois, le roi Hussein a prononcé un discours provocateur contre la R.A.U, à l'heure où le chiisme était à son point culminant à Bagdad. Plus tard lorsque le roi Hussein prononça une allocution à Marrakech contre Nasser et contre l'expansion chiite en Irak, Nasser a alors brisé son silence qui avait duré quelques mois et a commencé à attaquer. 24h après l'assassinat de Hazaa Al Magali, la Jordanie a fait assumer à la R.A.U la responsabilité.

Qui a assassiné le roi Hussein ? Ce ne fût certes pas Nasser, parce qu'il était à Nadjaf. A cette époque des brigades jordaniennes stationnaient sur les frontières syriennes et deux jours avant des raids ont été menés contre la Syrie. Raison pour laquelle la R.A.U a mis des patrouilles régulières ont ratissé le long des frontières. Eisenhower

s'était demandé dans ce contexte, pourquoi le plus petit et le plus pauvre pays arabe attaquerait la R.A.U ? il réitérait que ceci était irraisonnable.

L'intervention de Nasser... tout cela est un facteur psychologique, le peuple aime l'unité arabe et suspend même sa photo et répètent " Vive Nasser ". Il veut qu'ils scandent " Vive Hussein ". Toute l'affaire est personnelle.<sup>28</sup><sup>137</sup>

Après son retour des Etats-Unis, le 5 octobre 1960, Nasser a déclaré dans son discours prononcé à Port Saïd, le 23 décembre 1960 : il ressent un désespoir parce que les Nations Unies se sont permis d'être exploités par les grandes forces colonisatrices et d'exécuter sa politique soutenant le renversement du régime national. Il ferait ainsi de Lumumba un exemple pour tout le continent africain. Raison pour laquelle n'importe quel homme de politique n'hésiterait pas à aider les Nations Unies, parce qu'il sait bien qu'elle jouait le jeu du colonialisme, qui entraînerait sa chute.

La R.A.U milite pour ses objectifs au Congo, afin de protéger les éléments nationaux là-bas. Elle travaille pour protéger les Nations Unies, en tant qu'organisation internationale méritant le respect.

Le commentaire américain apporté sur les propos de Nasser, que les Etats-Unis n'ont pas fait l'objet d'une telle attaque aigüe depuis longtemps. Le discours reflète la colère à cause de la politique des Etats-Unis qui est devenue contradictoire avec les objectifs de Nasser au Congo soutenant les français en Algérie.<sup>29</sup><sup>138</sup>

En réalité, Nasser a été choqué lorsque les Etats-Unis ont annoncé qu'ils appuyaient Kasafovo qui a emprisonné Lumumba, le 17 janvier 1961, et l'a remis à Tchomby qui l'a tué. Nasser que les Etats-Unis sont à blâmer et assume une responsabilité majeure face à ce crime.<sup>30</sup><sup>139</sup>

---

Mémoire de la conversation, Waldrof Towers Hotels, New York, le 26 septembre 1960, -28<sup>137</sup>

conversation avec le président Gamal Abdel Nasser

Télégramme de l'ambassade de la République Arabe Unie au Département d'Etat, le 24<sup>138</sup>

décembre 1960.-29

Entretien de Nasser avec la télévision colombienne, le 26 août 1961-30<sup>139</sup>

## Chapitre IV

L'Etat de l'union et les crises arabes et internationales.

La RAU, unissant l'Egypte et la Syrie, a dû affronter, pendant la courte durée de sa survie –trois ans et demi- quelques crises arabes et internationales.

Premièrement : la crise du Congo

Au cours de l'année 1960, de nombreux pays africains ont obtenu leurs indépendances, entre autres le Congo, le 30 juin de la même année, demeuré sous la puissance coloniale de la Belgique depuis 1879.

La crise du Congo a commencé une semaine après son indépendance. L'armée s'est révoltée, sous l'impulsion de ses officiers belges, et a distribué des armes aux ressortissants belges : le chaos a gagné tout le pays où la sécurité et l'ordre se sont effondrés.

Trois jours après cette rébellion, Moïse Tshombe, gouverneur du Katanga, a annoncé la sécession de cet Etat où se concentraient les richesses du Congo (l'uranium, les diamants et le cuivre), et ce à l'instigation du gouvernement belge qui s'était empressé d'envoyer 5000 soldats au Congo.

Patrice Lumumba a réussi, pendant ce temps, à décrocher la majorité et a été nommé chef de gouvernement. Désirant établir un gouvernement central et unifié ayant pour mission d'éradiquer l'anarchie dans le pays, Lumumba a demandé aux Nations Unies, le 11 juillet 1960, l'intervention d'une force internationale pour faire respecter la loi et l'ordre au Congo, dans le but de mettre fin à l'immixtion de la Belgique. Lumumba a sollicité la participation de quelques pays africains, dont la RAU, à cette force.

Peu après l'arrivée de cette force au Congo, un désaccord sérieux a éclaté entre Hamershold et Lumumba qui s'était opposé à la substitution des forces africaines par des forces européennes relevant de l'ONU. Lumumba a accusé Hamershold d'exécuter la politique des puissances coloniales et d'user des forces internationales pour influencer le conflit entre le gouvernement central présidé par lui et l'Etat du Katanga sous l'autorité de Tshombe.

1- La position de Nasser envers cette crise :

Depuis la révolution du 23 juillet 1952, Nasser avait annoncé que l'Egypte soutenait les droits de l'Afrique et des peuples africains à l'indépendance. Nasser a affirmé, au nom du peuple égyptien : « Le soutien au peuple du Congo dans sa lutte en faveur de la liberté et contre le colonialisme » et exprimé la disposition de la RAU à « fournir au peuple congolais tout ce dont il a besoin ».

Nasser a envoyé un message à Tshombe le 11 août 1960 : « En réponse à votre lettre en date du 8/8/1960, nous attirons votre attention sur notre soutien à la fondation d'un Etat unifié à la république du Congo. Le démantèlement de l'Etat du Congo indépendant ne profitera pas au peuple du Congo mais au colonisateur qui convoite les richesses de votre pays nouvellement indépendant... la conspiration coloniale contre le Congo est une conspiration contre toute l'Afrique.

Si la guerre civile éclate au Congo, elle causera un drame et des catastrophes qui affecteront son avenir pour longtemps...

La présence de forces belges à la république indépendante du Congo est à l'origine de la complication de la situation et a encouragé la scission de ses citoyens et les turbulences qui y sont survenues, entraînant l'effusion du sang du peuple congolais innocent. Il est toujours possible de resserrer les rangs du peuple et de lui épargner les affres de la guerre civile et les bains de sang ».

a- La RAU s'engage à soutenir le pouvoir légitime.

Le 5 septembre 1960, le président de la république, Kasa-Vubu, a destitué Lumumba et chargé Eliot –président du Sénat- de former le nouveau gouvernement. Lumumba a rejeté cette décision qu'il a considérée comme inconstitutionnelle et a été soutenu, dans cette position, par le parlement congolais. Le commandant de l'armée, le colonel Mobutu a déclaré avoir pris les rênes du pouvoir et annoncé la dissolution du parlement et le bannissement de Lumumba. Ce coup d'Etat a été reconnu par les Nations unies.

A la fin du mois de septembre 1960, la 15e session des Nations unies a été organisée et Nasser avait décidé d'y participer. Il était clair qu'un grand nombre de responsables de l'ONU avaient dépassé la mission qui leur était dévolue pour devenir parties prenantes du conflit. Ces responsables avaient mis la main sur la radio et l'aéroport de Léopoldville et les forces onusiennes n'avaient pas intervenu pour faire cesser les boucheries en ces lieux.

Le Congo s'est par ailleurs transformé en une arène de guerre froide entre l'URSS et les Etats-Unis, les premiers soutenaient Lumumba et les seconds Mobutu.

Dans une allocution devant l'Assemblée générale de l'ONU le 27 septembre 1960, Nasser a dit : « Suez a été le cimetière du colonialisme inique et armé. Nous voyons aujourd'hui le Congo vivre le commencement d'un colonialisme larvé qui n'hésite pas à manipuler les Nations unies pour cacher ses convoitises et pour mener des manœuvres afin de réaliser ses objectifs.

C'est ainsi que nous avons vu le colonialisme belge au Congo ne pas affronter par la force le courant libéral africain. Le colonialisme tente à présent d'user des Nations unies comme l'un de ses masques. Nous constatons que la tentative impérialiste au Congo a deux victimes : le peuple congolais et les Nations unies ».

Nasser ne s'est pas arrêté là mais il a soulevé la crise du Congo lors d'une entrevue avec Eisenhower à New York le 26 septembre 1960, affirmant la responsabilité qui incombe aux Etats-Unis dans ce pays. L'Afrique, avait-il dit, se meut rapidement et la RAU ne peut attendre que la guerre froide ne soit transférée sur son sol. Nasser a également fait savoir à Eisenhower que la RAU était contre l'influence de l'URSS au Congo ainsi que sur son propre territoire.

Nasser a adressé des messages aux chefs d'Etats africains sur la crise du Congo dans lesquelles il y proposait les solutions possibles pour y faire face aux puissances colonialistes.

Il a écrit personnellement un message au président du Ghana, Kwame Nkrumah qui jugeait nécessaire de « soutenir et non d'affaiblir les efforts des Nations Unies au Congo », après l'annonce du retrait des troupes de la RAU refusant de travailler sous le commandement de l'ONU.

Après avoir évoqué l'intervention des Nations unies au Congo contre le gouvernement légitime de Lumumba par le renforcement des ennemis de celui-ci, la liquidation des éléments patriotiques...etc, Nasser s'est interrogé sur la manière d'agir pour sauver l'indépendance et l'unité du Congo et en chasser le colonialisme, ajoutant « il faut agir positivement ».

« J'ai accepté votre proposition de mettre en place un commandement africain suprême, mais la question est : quel sera son rôle ? », a-t-il écrit dans la même missive à Nkrumah.



« Sa seule mission, après l'échec des Nations Unies au Congo, sera de prendre les choses en main et d'exécuter la décision du Conseil de sécurité stipulant la sauvegarde de l'unité et de l'indépendance du Congo, et ce en réunissant le parlement et en soutenant le gouvernement légitime de Lumumba ».

« Je suggère que nous agissons promptement face aux complots du colonialisme. Les forces du Ghana et de la RAU se soumettront à ce commandement et la Guinée sera invitée à contribuer avec ses troupes. Ce commandement regroupera les forces des Etats qui auront accepté l'idée. Rien n'empêche que ce commandement soit afro-asiatique, si un pays asiatique quelconque accepte le plan ».

Dans une autre lettre à Sikoutouri, Nasser a noté que le colonialisme ferait un retour triomphal au Congo, sous la houlette des Nations unies.

Nasser a rappelé que les événements sur la scène congolaise étaient dans l'intérêt du colonialisme, car ils favorisaient la liquidation des éléments patriotiques, le recrutement des agents et le retour des Belges.

« Nous, la Guinée et la RAU, avons annoncé le retrait de nos troupes des forces des Nations unies pour exprimer notre indignation quant à la connivence de leur secrétariat avec la puissance colonialiste. Nous avons déclaré que les Nations unies n'ont pas exécuté la résolution du Conseil de sécurité prévoyant l'évacuation des Belges du Congo et la conservation de l'indépendance et de l'unité de ce pays. Leur présence cause plus de mal que de bien pour cet Etat.

Nous jugeons impératif d'entreprendre une action positive pour affronter les conspirations colonialistes au Congo, nous ne devons pas être passifs car le triomphe du colonialisme

constituera une rechute dans la bataille de l'Afrique pour l'indépendance ».

Nasser a mentionné, dans sa missive à Sikoutouri, la suggestion proposée au sujet du commandement africain ou afro-asiatique de la force censée se rendre au Congo, lequel doit annoncer clairement qu'il exécuterait la résolution du Conseil de sécurité, « sous réserve que la force soit soumise à l'autorité des forces du Ghana, de la Guinée, de la RAU et des forces des pays qui approuveront l'idée ».

Dans un autre message adressé à Ibrahim Abboud, le président du Soudan, Nasser a écrit en personne : « Je pense que la situation au Congo est devenue très dangereuse. Il y a des tentatives pour désintégrer le Congo, ayant obtenu nouvellement son indépendance, dans le but de placer les régions du pays les plus riches sous l'autorité belge.

La bataille actuellement en cours au Congo est un tournant dans la lutte de l'Afrique en faveur de l'indépendance. La réussite des plans du colonialisme l'encouragera à agir pareillement dans d'autres pays africains. J'estime nécessaire une action solidaire de tous les Etats africains qui doivent adopter une politique commune. Nous affrontons pour la première fois en Afrique une situation qui met tous les pays africains devant leurs responsabilités.

Lumumba m'a envoyé un message où il a réclamé la tenue d'une réunion des présidents des pays africains à Léopoldville au début de septembre pour déterminer les objectifs dans le cadre de la solidarité et de l'indépendance africaines. Lumumba a dit que le président Burkiba et le roi Mohamed V avaient accepté la réunion. Il m'a demandé, dans sa missive, de lui faire part de mon avis et de mes suggestions. Je lui ai dit que j'acceptais que la réunion soit tenue au lieu et au temps qu'il désirait mais que le comité préparatoire devait se réunir avant la réunion susdite.

Une missive m'était parvenue du président Sikoutouri – président de la Guinée- dans lequel il m'a affirmé avoir accepté, après des entretiens avec Lumumba, la tenue de la réunion au niveau des présidents africains à Léopoldville les 25 et 30 septembre. Il m'a demandé d'approuver la tenue de cette conférence et je lui ai répondu positivement.

J'ai reçu une lettre du président Sikoutouri où il sollicitait la coordination des actions solidaires pour réaliser l'objectif, l'indépendance du Congo.

Je lui ai répondu que j'étais favorable à cette idée et j'ai donné des directives à nos ambassadeurs en Guinée et au Ghana pour examiner la coordination de nos travaux ».

b- La réaction de Nasser à l'assassinat de Lumumba :

Le 17 janvier 1961, les forces de Mobutu ont arrêté Lumumba et Kasa-Vubu a ordonné de le livrer à Tshombe qui l'a abattu sur le champ ! Gizenga – assistant de Lumumba- a organisé la résistance et une révolution a éclaté comme un contrecoup de ces évènements.

La RAU a affiché son soutien au gouvernement de Stanleyville, sous la direction d'Antoine Gizenga, y a désigné un ambassadeur, s'est ravisé de la reconnaissance du gouvernement de Léopoldville et a retiré ses troupes du Congo.

Israël travaillait parallèlement au Congo à la solde des puissances colonialistes. Israël s'est rangé, depuis le début – comme toutes les puissances colonialistes d'ailleurs- derrière le mouvement séparatiste de Tshombe à Katanga contre le gouvernement national de Lumumba à Léopoldville. Il était évident que cette politique visait à mettre la main sur l'économie.

Hammershold a lancé des appels à l'adresse des chefs des Etats qui ont retiré leurs forces du Congo pour leur demander de

reconsidérer leurs décisions et les a même accusé d'abandonner les Nations unies. Nkrumah a dit : « Les Nations unies nous ont trahi, voire nous ont manipulé pour que nous trahissons nos principes ».

c- Nasser s'adresse à Kennedy au sujet du drame prévalant au Congo

Nasser a pris l'initiative d'écrire, le 20 février 1960 une lettre à Kennedy –après un seul mois de son investiture- au sujet de la crise du Congo. Nasser était alors motivé par trois causes qui le préoccupaient : le drame qui s'était produit au Congo, alors porté à fleur du gouffre par l'assassinat de Lumumba. La deuxième cause était l'aspect épineux des activités des Nations unies au Congo et la disparition de l'espoir placé dans cette expérience qui « nous impose d'entreprendre, en ces moments, une tentative sérieuse et sincères pour rétablir le prestige et le respect de cette organisation qui constitue –à nos yeux- la seule possibilité d'une paix pour notre génération ». La troisième cause était le choc des peuples africains pleins d'espérance, après une longue période de colonialisme, état de fait qui avait besoin d'être corrigé sincèrement et honnêtement. « L'aigreur de ces peuples qui ont suivi avec tristesse et colère ce qui s'est passé à l'indépendance compromise du Congo et à son gouvernement légitime, cette aigreur dont nous ne devons pas laisser les traces », avait-il écrit.

Nasser a suggéré à Kennedy plusieurs démarches cruciales :

- « La nécessité de mener en hâte une enquête globale sur tous les évènements survenus au Congo, depuis le jour de l'indépendance jusqu'aux récents évènements douloureux dans le but d'y redresser la barre.
- Cette enquête doit être assumée par un organisme impartial nommé par le Conseil de sécurité ou l'assemblée générale de l'ONU.
- Si le Conseil de sécurité ne parvient pas, pendant ses délibérations actuelles, à des résolutions garantissant l'indépendance du Congo et l'intégrité de son territoire, Nasser a proposé la tenue d'une réunion extraordinaire et

urgente de l'Assemblée générale de l'ONU pour examiner ce sujet.

« Concernant la crise de l'ONU, je pense – comme je l'ai expliqué à votre respectable prédécesseur Eisenhower- que les Etats-Unis assument une responsabilité particulière dans les travaux des Nations Unies. Le soutien des Etats-Unis à l'ONU est, dans beaucoup de cas, un élément décisif dans le succès ou l'échec de toute opération », a-t-il expliqué dans sa missive à Kennedy.

Nasser a évoqué pour exemples l'insuccès cuisant essuyé par l'Organisation internationale en 1948, dans la tragédie du peuple palestinien, et en revanche, son succès dans le dossier de Suez en 1956 car les Etats-Unis avaient assumé de grandes responsabilités au sein de l'Organisation.

« Malheureusement, dans le dossier congolais, nous ne pouvons pas dire que le rôle des Etats-Unis dans la crise que nous vivons a été le même qu'ils ont joué au sein de l'ONU, au temps de la crise de Suez, lorsqu'ils ont soutenu les valeurs, abstraction faite des amitiés », a-t-il ajouté.

Nasser a proposé à Kennedy d'opérer des changements majeurs dans les organes de l'ONU qui ont contribué au drame congolais. Dans ce cas-ci, la RAU sera en position de fournir toute l'aide nécessaire pour une nouvelle initiative internationale au Congo, et d'y renvoyer, si nécessaire, des troupes qui opéreront sous le commandement des Nations unies.

Les développements des événements dans ce pays seront capables de redonner aux Etats africains le sentiment qu'ils font partie de la communauté internationale et qu'ils bénéficient de son intérêt et de sa confiance.

Nasser a effectivement annoncé, lors d'une allocution de circonstance depuis Damas à l'occasion de l'anniversaire de

l'union, le 22 février 1961, que la RAU avait avancé, de concert avec les pays africains et asiatiques un projet de résolution au Conseil de sécurité sollicitant une enquête impartiale sur les événements au Congo afin de dévoiler les assassins de Lumumba.

« Nous avons proposé une résolution que le Conseil de sécurité a accepté et qui réclame une enquête impartiale, le rétablissement du parlement légitime du Congo, le désarmement des forces instrumentalisées dans la politique et l'élimination de toute cause qui favoriserait la guerre civile au Congo », a-t-il dit.

Le 1<sup>er</sup> mars 1961, Kennedy a répondu à Nasser, lui faisant part de l'intérêt qu'il accordait au règlement, au plus tôt, du dossier congolais compliqué dans le cadre de l'ONU. « La situation s'est quelque peu améliorée depuis votre message, après l'adoption d'une nouvelle résolution au Conseil de sécurité sur le Congo, le 21 février, sous les auspices de votre gouvernement, aux côtés de ceux du Liberia et de Ceylan. Cette détermination intrépide du Conseil de sécurité démontre le soutien d'envergure à une opération renforcée sous la direction des Nations Unies au Congo.

Plusieurs des propositions figurant dans votre message ont été insérées dans la nouvelle session de l'Assemblée général des Nations unies. J'ai été soulagé du fait que les Etats-Unis et la RAU se sont épaulés pour voter en faveur de la résolution ».

Kennedy a fait état, dans sa lettre, des points d'accord entre les deux pays, à savoir :

- Les Nations unies doivent assumer un rôle plus important pour rétablir le calme au Congo.
- Epargner le pays de la guerre froide.
- Mener une enquête équitable et sérieuse sur les assassinats politiques et les condamner.

- Considérer sérieusement et interdire catégoriquement toutes les aides humanitaires, matérielles ou financières, fournies en dehors du cadre des Nations Unies à une faction quelconque au Congo.  
« Nos gouvernements étaient en désaccord et certains différends persistent sur quelques aspects de cette question délicate. Les problèmes « absolus » ne doivent pas troubler le terrain commun solide », a également écrit Kennedy.

Le 22 septembre, un drame s'est produit : Hamershold a péri dans le crash de son avion. Une semaine plus tôt, les forces des Nations Unies avaient été déployées sur ses ordres pour venir à bout des poches de résistance à Katanga et rattacher cette province à la mère-patrie, conformément à la résolution du Conseil de sécurité d'instaurer l'unité et la souveraineté du Congo et d'y faire respecter la loi et la paix. Les casques bleus ont essayé de chasser les officiers belges de l'armée de Katanga et de soumettre Tshombe à la résolution du Conseil de sécurité afférente au Congo.

Nasser estimait que, dans cette crise, la RAU avait un grand rôle à assumer envers le Congo et envers l'Afrique « car augmenter le nombre des pays libres soutiendra notre propre liberté mais multiplier le nombre d'Etats gouvernés par des agents signifiait la fin de la liberté partout et l'anéantissement des Nations Unies ainsi que de leur charte ».

Avant la révolution de Castro en janvier 1959, Cuba était une colonie américaine et une propriété des sociétés américaines. Après la révolution, les services de renseignements américains s'apprêtaient à envahir Cuba. Ils avaient réuni les adversaires de la révolution en Floride et en avaient formé un grand réseau au sein de Cuba pour y perpétrer des actes de sabotage.

En août 1962, dans un tel climat crispé, après de nombreuses opérations ratées menées par les Etats-Unis pour renverser le régime à Cuba, l'URSS a entrepris la formation de forces secrètes travaillant sur des missiles

nucléaires de moyenne portée à Cuba qui permettait de frapper la majeure partie du territoire américain. Cette entreprise a été entamée après le déploiement de missiles similaires en direction de l'URSS en Grande-Bretagne, en 1958, et en Italie et en Turquie en 1961 ; les Etats-Unis avaient donc la possibilité de lancer des missiles nucléaires sur la Russie.

La crise a éclaté le 8 octobre et a atteint son pic le 14 du même mois, quand des prises de vues des avions d'espionnage américains U2 ont montré les bases de missiles soviétiques en cours de construction à Cuba. Les Etats-Unis y avaient réagi en imposant un siège militaire autour du Cuba et en réclamant le démantèlement des bases de missiles soviétiques construites ou en cours de construction et le démantèlement de toutes les armes offensives. Les Soviets y avaient répliqué par le refus de toutes les demandes américaines !

Cette crise avait ébranlé le monde qui craignait un affrontement atomique entre les deux pôles de la guerre froide. La crise a pris fin cependant le 28 octobre quand le président américain, John Kennedy et le secrétaire général de l'ONU – U Thant- sont parvenus à un accord avec les Soviets de démonter les bases de missiles mises en place à Cuba contre un engagement des Etats-Unis de ne pas envahir ce pays et de débâter les bases de missiles menaçant Moscou.

Les Soviets ont honoré leur engagement, deux semaines après l'accord parvenu. Le siège américain imposé à Cuba a été officiellement levé le 20 novembre 1962 et les armes américaines à Cuba désamorçées en 1963, soit onze mois après l'accord susdit.

#### 1- La position de Nasser envers la crise de Cuba

Nasser a soutenu la révolution cubaine et Fidel Castro, partant du principe du soutien de la cause de la liberté en tout lieu. Il l'avait annoncé expressément depuis Alexandrie, dans une allocution prononcée le 26 juillet 1960.

Nasser avait rencontré Castro, pour la première fois à New York lors de la 15<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU, et ils s'étaient entretenus à deux reprises. Selon les propos de Nasser, « Nos discussions étaient passionnantes sur les expériences révolutionnaires de nos pays. Nous sentons toujours un lien solide qui nous unit à tous les révolutionnaires et que nos cœurs battent



toujours à leur rythme. Notre intérêt à leurs expériences révolutionnaires émane de notre foi en ce que la cause de la liberté n'est qu'une ». (1)(Discours de Nasser, devant le Conseil de la Nation, 12/10/1960, la collection intégrale des discours et des déclarations du président Gamal Abdel Nasser, partie 7, de janvier à décembre 1960, Le Caire, la bibliothèque de l'académie, 2007, p 808-819 )

Castro avait affirmé à Nasser qu'il puisait beaucoup de son courage dans la manière avec laquelle l'Égypte avait résisté face à l'agression tripartite menée par la Grande-Bretagne, la France et Israël en 1956. Castro avait même dit : « Nasser était une source de force spirituelle et morale pour ses hommes ».

Nasser a parlé avec Castro de la nécessité d'une union en Amérique latine, à l'instar de l'union arabe pour la révolution égyptienne. Castro a fait état de quelques facteurs favorisant cette union telles la religion et la langue – à l'exception du Brésil qui parlait le Portugais- mais indiqué qu'il n'y avait pas de facteur commun ayant la même force que celle de l'union arabe.

En fait, ce n'était pas le premier contact entre Nasser et les leaders de la révolution cubaine. Che Guevara avait visité l'Égypte plusieurs fois en 1959 et avait rencontré Nasser pour discuter avec lui des problèmes qu'affrontait la révolution cubaine. Il avait même étudié l'expérience de la réforme agraire et l'industrialisation en Égypte.

Nasser avait également reçu Raul Castro –le frère de Fidel- venu en Égypte, en juillet 1960, à la tête d'une délégation cubaine pour participer aux cérémonies organisées à l'occasion de l'anniversaire de la révolution égyptienne.

Quand la crise à Cuba a éclaté, Nasser a envoyé un message à Fidel Castro en date du 18 avril 1961.

« En ces moments décisifs, votre glorieux peuple mène, sous votre commandement, la bataille de sa vie, en mettant à profit toutes les énergies puisées dans sa détermination soutenue à combattre et dans son aspiration à un avenir libre. Je me vois regarder votre

pays avec attention, et vivre votre expérience grandiose, ressentant profondément dans mon cœur toutes les émotions avec lesquelles, je le sais, vous affrontez la tempête agressive et inconsiderée qui s'abat aujourd'hui sur Cuba.

Notre peuple a vécu cette expérience, quand deux superpuissances se sont unies à un de leur petit agent pour faire d'un territoire usurpé, la Palestine, une base et une ligne de départ pour l'invasion de notre patrie.

Mais notre peuple, dont la résistance a été épaulée par les forces éprises de paix, a réussi à vaincre et à repousser l'agression vers les côtes, à en déchirer les drapeaux entachés d'infamie, de honte et de défaite.

Je sais que la chose la plus dure que vous éprouvez, à présent, est le regret de voir la manière immorale avec laquelle la puissance colonialiste vous attaque. Je connais cette méthode. Les superpuissances ont essayé d'occulter leurs agressions contre nous, en cherchant pour prétexte la protection du Canal de Suez qui était en soi un objectif direct pour décréter la guerre sur notre territoire.

J'ai évoqué cela quand j'ai entendu les allégations formulées par la puissance colonialiste qui prétend que l'invasion a été menée par un groupe de réfugiés cubains. La réalité, dans ses moindres détails, confirme que cette agression n'allait pas se produire voire n'allait jamais arriver sans le soutien moral et financier des colonialistes cupides.

La puissance colonialiste ne prend pas de leçon ni n'apprend ni même n'innove dans ses méthodes. Sa méthode est même, dans tous les cas, le reflet de sa nature anachronique, cloîtré dans les ténèbres des siècles passés.

Je veux que vous sachiez, vous ainsi que tout le peuple cubain, que les amis de la liberté dans le monde ne resteront pas les bras croisés face aux crimes perpétrés contre le peuple cubain sans défense. Ce à quoi le peuple cubain est exposé n'est pas un crime contre ce peuple qui a voulu obtenir sa véritable liberté mais un crime contre la paix mondiale et contre la conscience libre de l'humanité. Je suis

confiant en ce que la liberté, la paix et l'humanité finiront par triompher ».

Le jour suivant, le 19 avril 1961, les présidents Nasser et Tito ont publié un communiqué conjoint sur l'agression contre Cuba.

« Après l'étude minutieuse de l'ingérence actuelle de l'étranger à Cuba via la fourniture d'armes et d'autres aides nécessaires aux meneurs de l'invasion et via l'usage de ces éléments dans des territoires étrangers, nous avons conclu que ces agissements étaient une attaque contre l'indépendance de Cuba, constituaient un déni des principes de l'ONU et attentaient à la paix mondiale. Ceci nécessite une réaction déterminante et des démarches rapides du côté de la communauté internationale.

Nous réitérons, ici, l'indignation profonde de nos pays et de nos peuples envers ces actes. Nous exprimons leur vive inquiétude et leur résolution à entreprendre tous les moyens en leur mesure et tous les efforts en leur pouvoir pour mettre un terme à l'immixtion étrangère à Cuba et protéger, par conséquent, l'indépendance de ce dernier.

Nous sommes parfaitement conscients du grand choc que ces événements ont causé au monde mais nous avons confiance en ce que les peuples épris de paix s'uniront afin de poser les normes correctes et honorables régissant les relations internationales et d'y affirmer la souveraineté de la loi ».

## 2- Nasser et Kennedy face à la crise à Cuba :

Kennedy a envoyé une missive à Nasser, le 3 mai 1961, pour lui reprocher la teneur de son message à Castro et du communiqué conjoint publié avec Tito sur la conjoncture à Cuba, en se concentrant sur les expressions telles « l'agression, l'ingérence étrangère de l'impérialisme », ce qui laisse entendre implicitement que les Etats-Unis sont responsables de cela.

« Permettez-moi d'affirmer à votre excellence que les Etats-Unis ne sont pas moins engagés aux principes de la justice, de l'émancipation et de la liberté à Cuba que dans votre pays (en 1956). Je suis convaincu que votre excellence êtes d'accord avec moi sur la nécessité que tous ceux qui travaillent pour la paix dans le monde comprennent la portée des évènements récents survenus à Cuba. Les Etats-Unis sont le pays le plus proche de Cuba et comprennent parfaitement et profondément les véritables aspirations de son peuple, aux côtés des autres Etats américains. Il convient de rappeler à cet effet que la session de l'Assemblée générale de l'ONU vient de se conclure par la publication de la résolution prévoyant le parrainage de sept Etats de l'Amérique latine. Cette résolution a été particulièrement formulée pour placer Cuba dans son contexte géographique, en tant que problème relevant de l'Amérique du Sud et pour déterminer les responsabilités qui incombent à l'Organisation des Etats américains. L'intervention des forces américaines à Cuba ne pouvait évidemment pas être soulevée. Si elle aurait effectivement été évoquée, vous êtes d'accord avec moi que les lourdes conséquences d'une telle démarche ne pouvaient faire, en aucun cas, l'ombre d'un doute. Le gouvernement des Etats-Unis continuera à faire de son mieux pour s'assurer qu'aucun de ses citoyens n'est impliqué à Cuba ».

Kennedy a démenti également les allégations qui prétendent que ces hommes libres qui ont tenté, par leurs propres efforts, de renverser le régime de Castro étaient des mercenaires.

« Les objectifs déclarés de la révolution cubaine qui a porté M. Castro au pouvoir et qui pourrait s'attirer aisément la sympathie de la majorité des Américains, n'ont pas été respectés par lui.

Les véritables révolutions nationales – telle que celle que vous avez menée- ne conduisent pas à une impasse semblable. Le peuple américain ne peut aucunement cacher sa sympathie et son soutien moral pour ces Cubains qui combattent contre l'oppression qui ne connaît aucune merci.

Il y a bel et bien eu une ingérence dans les affaires intérieures du Cuba. Une force hostile au monde libre en dehors du continent a œuvré à l'aggravation de la guerre froide, en manipulant le régime de Castro et le régime cubain, malgré les efforts sincères déployés par les Etats-Unis de leur côté afin de garder leurs relations amicales avec Cuba. Cuba a adopté une politique hostile à l'égard des Etats-Unis, son régime est intervenu, de manière flagrante dans les affaires intérieures des pays voisins, en Amérique latine, tentant d'en renverser les gouvernements. Les Etats-Unis et les autres pays membres de l'Organisation des Etats américains assument une responsabilité particulière envers ce problème dans la moitié sud du globe ».

Nasser a répliqué à la lettre de Kennedy, le 18 mai 1961, par ce qui suit : « Il est en mon devoir, à ce propos, de vous informer que l'impression ressentie par la RAU et par beaucoup d'autres pays dans le monde est que les Etats-Unis n'étaient pas loin des évènements survenus à Cuba. Je ne peux vous cacher que tout cela a causé un choc terrible pour l'opinion publique mondiale. Notre admiration est inouïe face au courage moral avec lequel vous avez annoncé la responsabilité qu'assume le gouvernement des Etats-Unis dans les évènements survenus à Cuba et nous apprécions la non-intervention des forces armées américaines dans ce pays, position que nous estimons avoir sauvegarder la situation de tout dérapage de longue portée et avoir protéger la paix mondiale d'une catastrophe, qui semblait de premier abord, être difficile voire impossible d'éviter ».

Détaillant sa position quant à la conjoncture à Cuba, Nasser a lui-même écrit, dans des documents personnels : « Nous avons foi, dans notre politique internationale, en l'impartialité : ce qui signifie pour nous libérer notre vision sur les problèmes internationaux du joug des engagements non objectifs et en faire une vision indépendante contribuant, efficacement, au soutien de la paix axée sur la justice et s'exprimant sur chaque problème, à partir de cette considération.

Concernant le dossier cubain, notre position était un engagement naturel aux principes auxquels nous croyons. Notre objectif n'était donc pas de s'opposer aux Etats-Unis. Si les Etats-Unis avaient choisi, lors de la crise de Suez, les principes et non les amis, ils sont tombés, dans d'autres crises, dans des contradictions regrettables entre les notions qui ont fondé l'autocratie américaine et celles qui ont institué l'indépendance américaine ».

Concernant la manière avec laquelle la crise cubaine s'est dénouée, Nasser a écrit à Kennedy, le 31 octobre 1962 : « Bien heureusement, les peuples du monde tiennent à la paix et affichent leur volonté apparente de la préserver à travers leurs efforts au sein et en dehors de l'ONU. De surcroit, la sagesse des parties, leur bon entendement et la prise de responsabilité qui s'est manifestée dans les actes des parties prenantes du conflit, toute cela rend l'aspiration à l'avenir plus utile que l'attardement au passé ».

Nasser a inscrit dans sa lettre à Kennedy quelques observations :

- 1- « Nous apprécions votre réponse favorable à l'appel du secrétaire général intérimaire de l'ONU – M. U Thant- et la coopération de la délégation américaine avec l'ONU.
- 2- Nous valorisons vivement les mesures prises par les Etats-Unis –abstraction faite de nos opinions quant à elles- lesquelles ont été exécutées sans aucune provocation agressive.
- 3- Nous apprécions votre engagement à ne pas mener d'offensive militaire contre Cuba et nous estimons que cet engagement a sérieusement contribué à réduire l'acuité des tensions.  
Nous ajoutons à cela notre conviction en ce que les Etats-Unis – avec toute leur puissance et leur prestige- sont capables de soutenir la paix, comme personne d'autre et qu'ils endossent une responsabilité historique devant toute l'humanité à cet égard ».

Troisièmement : la cause palestinienne

La cause palestinienne est restée vitale dans le monde arabe, depuis la résolution publiée par l'ONU le 29 novembre 1947 stipulant la partition de la Palestine entre les Arabes et les Juifs et reconnaissant le droit des

réfugiés palestiniens au retour à leur patrie ou au dédommagement. Cette résolution avait été rejetée par les Juifs et les pays arabes avaient déclaré la guerre de Palestine, à l'issue de la fondation de l'Etat israélien, le 5 mai 1948, mais ils avaient été défaits et leur cause en avait pâti.

Il était normal, après la révolution de juillet 1952, que l'Egypte endosse la cause palestinienne et soutienne le droit des Palestiniens au retour à leurs territoires ou aux indemnisations, en vertu des résolutions de l'ONU. Nasser a tenté de soutenir les Palestiniens dans la défense de leurs droits par la voie militaire. Il a écrit dans ses documents personnels, pendant l'union syro-égyptienne – le 22 février 1958 au 28 septembre 1961 - ce qui suit : « Une armée formée de Palestiniens sera composée en Egypte et en Syrie, conformément à un calendrier, sous forme de contingents de commandos de fédayins. Sa mission sera de mener, au bon moment, une guérilla au sein de la Palestine et de s'emparer des bases solides qui constitueront un centre d'action.

C'est le seul moyen d'empêcher les puissances colonialistes et Israël de toute ingérence car ce sera la révolution du peuple palestinien ou une tentative de sa part de récupérer ses territoires.

Ceci nécessite que nos forces armées jouissent d'une force et d'une compétence de haut niveau que ce soit en Egypte ou en Syrie pour faire face à une guerre préventive quelconque que mènerait Israël et pour mettre au point des plans destinés à l'empêcher d'occuper la bande de Gaza.

La guérilla exige un service de renseignements puissant, des contacts avec les Arabes vivant au sein d'Israël et les habitants de Gaza pour les organiser en brigades ; ceci appelle une étude des guérillas qui étaient pratiquées en Chine et au Vietnam.

Sur le plan politique, il faut se préparer à une guerre psychologique et créer une nouvelle épopée qui redonnerait au peuple palestinien l'espoir de retourner (dans son territoire). Ceci exige un organisme de résistance contre l'espionnage car le service de renseignements israélien est fort et la guerre psychologique dont il est capable l'est aussi ».

- 1- Le changement de la politique américaine envers la cause palestinienne :

La position de soutien des Etats-Unis à Israël dans la cause palestinienne, leur reconnaissance de l'Etat d'Israël dès sa proclamation, et leur appui au plan sioniste aux échelons politique, militaire et économique avaient largement nourri la répugnance des Arabes envers cette politique partielle.

Cependant, le développement de la situation pendant l'union syro-égyptienne, entre Nasser et Kroutchov – comme expliqué antérieurement –, l'aspiration d'Eisenhower à un rapprochement avec Nasser en raison de son hostilité au communisme et la même stratégie suivie par John Kennedy a poussé ce dernier à soulever la cause palestinienne de manière inédite avec Nasser.

Kennedy a commencé à interroger l'ambassadeur américain au Caire, Henry Bayroud, au sujet de Nasser. Le diplomate lui a écrit dans une lettre, en date du 5 février 1961 : « Vous m'avez interrogé au sujet de Nasser... « Ce problème » est étroitement lié à la situation arabo-israélienne pendant les mandats des deux présidents, je crois - pour des raisons que vous comprenez parfaitement- que cette question est plus dure pour les démocrates que pour les républicains. Je n'ai qu'une seule idée précise et concrète dont je peux parler : si vous voulez regagner la confiance de Nasser, je doute que nous puissions y parvenir, pour l'heure, simplement au niveau des ambassadeurs. Il est possible d'atteindre cet objectif à travers une relation de confiance personnelle qui montrerait le véritable revers arabe à ce propos entre Abdel Nasser et vous. Vous pouvez penser à l'inviter – aux Etats-Unis. Cette démarche vous causera toutefois de gros ennuis –je le sais- mais elle peut porter ses fruits. Je pense que Nasser et vous – ainsi que Dein Rassek- vous vous entendrez bien...S'il arrive que Nasser vient aux Etats-Unis, ceux qui élaboreront son ordre du jour doivent savoir qu'il est très ferme et très rigoureux dans sa manière de vivre ».

A l'issue de la missive de Bayroud, Kennedy a pris l'initiative d'envoyer une lettre à Nasser, qui venait de lui adresser ses vœux pour le succès de l'arrivée du premier Américain le 6 mai 1961 en évoquant l'intérêt accordé au Proche-Orient, « cette région qui a largement contribué au patrimoine religieux et culturel qui existe



aujourd'hui dans le monde et qui renferme toujours d'importantes potentialités à apporter à la civilisation.

Je suis fier du véritable encouragement fourni par le passé par mon gouvernement et le peuple américain à vos espoirs ainsi qu'à ceux de vos concitoyens, notamment dans les jours difficiles de l'an 1956.

Le gouvernement des Etats-Unis –qui est en soi la confédération d'un nombre d'Etats indépendants- a été réjoui de la création de la RAU le 22 février 1958, date de naissance de Washington, premier président des Etats-Unis.

Vous nous trouverez à tout moment et en tout lieu, aidant dans la lutte pour l'égalité des chances et la formation d'un gouvernement issu du peuple et via celui-ci ayant pour mission de servir le peuple et s'émanciper du besoin et de la crainte, et pour faire régner la justice dans le règlement des conflits internationaux ».

Kennedy a, dans son message, attiré l'attention de Nasser sur la disposition des Etats-Unis à fournir une aide financière et politique à tous les pays du Proche-Orient et à collaborer –dans le cadre de l'ONU- dans la résolution des conflits entre les pays proche-orientaux, faisant allusion au conflit arabo-israélien, demeuré toujours sans solution !

J'ai lu avec étonnement les propositions de Kennedy sur la cause palestinienne, et surtout les réfugiés palestiniens, qui étaient, dans une large mesure, en adéquation avec le point de vue arabe basé sur les résolutions de l'ONU.

Kennedy a dit dans sa lettre : « Le gouvernement américain et le peuple américain croient qu'il est possible de trouver une solution honorable et humaine et sont prêts à collaborer dans les actions et les charges qui découleront de la résolution de ce problème compliqué, si les parties intéressées désirent contribuer.

Nous sommes prêts à contribuer à régler le problème des réfugiés arabes, en vertu du principe prévoyant leur rapatriement ou leur dédommagement. Nous sommes également disposés à essayer de

trouver une solution équitable et raisonnable au problème causé par le projet de développement des ressources de l'eau du fleuve de Jourdain. Nous sommes de même prêts à collaborer pour réaliser un progrès dans un volet quelconque de ce dossier compliqué.

Je suis heureux que l'Assemblée générale de l'ONU ait enfin mis l'accent sur la nécessité d'accélérer l'exécution des résolutions antérieures liées à la question des réfugiés. J'aimerais, à cette occasion, en toute clarté, que la position de ce gouvernement à l'égard de cette question est – et sera – basé sur l'attachement aux recommandations de l'Assemblée générale afférentes à la question des réfugiés tout en accordant un intérêt impartial à l'application optimale des recommandations en faveur des réfugiés.

En leur qualité de membre du comité de l'entente palestinien et de pays intéressé au progrès de tous les Etats du Proche-Orient à long terme, les Etats-Unis considèrent avec sérieux la mission assignée par l'ONU à ce comité. Nous sommes déterminés à user de notre influence pour que ce comité redouble d'efforts afin d'avancer vers une solution équitable et pacifique de la cause palestinienne... Je souhaite sincèrement que toutes les parties concernées coopèrent totalement avec le comité dans tout programme adopté pour défendre les intérêts des réfugiés et garantir leur bien-être ». En fait, c'était le premier président américain ayant abordé la cause palestinienne avec autant de clarté et de franchise et avec une volonté sincère de résoudre le conflit qui troublait la paix au Proche-Orient, raison pour laquelle Nasser a répondu au message de Kennedy avec la même sincérité.

« La cause palestinienne – et les problèmes qui en ont émané – est non seulement l'une des causes principales affectant directement la paix mondiale à notre époque mais aussi un lien étroit entre nos peuples. L'une des questions essentielles de ce dossier, est que chacun d'entre nous ait une image claire de la vérité. J'essaie ici de vous transmettre notre conception du problème. Permettez-moi de vous affirmer ici que cette conception ne repose pas sur un appui émotionnel. Nasser a relaté à Kennedy quelques remarques à propos de la cause de Palestine.

Nasser a expliqué à Kennedy certaines remarques relatives à la cause palestinienne. Premièrement il lui a dit que celui qui a fait une promesse ne lui revenait pas de la faire en premier lieu. Ensuite les deux parties ont réussi par la force et la ruse à ôter au détenteur légitime du droit sa propriété et ce qu'il mérite. C'est ainsi la réalité des choses telles qu'elles se sont déroulées dans la promesse de Balfour faite par la Grande-Bretagne. C'est cette promesse faite par la Grande-Bretagne qui a promis aux juifs de fonder une patrie sur la terre de Palestine. Sur une terre qu'elle ne possède pas mais qui est la possession du peuple arabe de Palestine. Deuxièmement : malheureusement, M le président, que les Etats-Unis ont mis tout leur poids loin des normes de la justice et du droit, défiant tous les principes de liberté et de démocratie américaine. Leur motif étaient des considérations politico régionales n'ayant rien à avoir avec les principes américains ni avec leurs intérêts au niveau du monde entier. La tentative d'attirer les voix juives aux élections présidentielles était le motif régional. Troisièmement la superstition de la victoire militaire, selon laquelle certains éléments tentent d'imposer le fait accompli à l'Etat d'Israël en Palestine, n'est qu'illusion fabriquée de toutes pièces par les propagandes qui ont déployé de larges efforts pour cacher les aspects de la réalité. Les documents des Nations Unies et les rapports du médiateur de la trêve internationale en Palestine et ses comités peuvent prouver que les forces israéliennes qui n'ont pas pu occupés les territoires qu'elles ont acquis à travers les batailles. Mais, il est étrange que tout ceci a eu lieu pendant la trêve.

Les Arabes ont douté que la partie israélienne sera sanctionnée pour avoir violé la trêve internationale. Celui qui s'est infiltré à lui sous le couvert de la trêve reviendra à sa place essentielle. Malheureusement, nous avons été sanctionné que notre vision porté aux Nations-Unis était idéaliste émanant de la confiance.

Quatrièmement : Le danger israélien après tout cela ne se confine pas uniquement à la simple agression au droit arabe, mais il se prolonge pour préjudicier tout l'avenir arabe le menaçant des pires dangers. Si vous remarquez la persistance de l'immigration juive, vous remarquerez que cette imigration créé une pression au sein d'Israël qui explosera sans nul doute et qui s'étendra.

Je vous affirme en tout honneur, que ma position vis-à-vis de la cause palestinienne n'émane pas de ma stature de président de la république arabe, mais elle émane de ma position en tant que citoyen arabe, parmi des millions d'autres.

Quatrièmement : la crise du Koweït

La cause du Koweït revient à l'ère de la colonisation britannique qui s'était appuyée sur le traité de 1899. Lorsque la seconde guerre mondiale a éclaté, la Grande-Bretagne avait annoncé sa tutelle sur le Koweït. Les mouvements de libération avaient émergé dans certains pays du Golfe, dont le Koweït dans les années 50 et 60 du siècle dernier. C'est à ce moment là que la Grande-Bretagne a réalisé que les traités conclus avec les Emirats du Golfe depuis le 19<sup>e</sup> siècle, sont devenus incapables de préserver la sécurité du Golfe ou de préserver le contrôle de Londres sur la région, à cause le courant du nationalisme arabe rampant sur la région. Le Koweït a commencé à demander l'indépendance de la Grande-Bretagne depuis la fin des années 50; influencé par le succès de l'Egypte à se libérer et sa victoire devant l'agression tripartite en 1956, la révolution de l'Algérie ainsi que l'unité entre l'Egypte et la Syrie en 1958.

La Grande-Bretagne a réagi à la demande de l'Emire du Koweït pour obtenir l'indépendance. Le traité de 1899 a alors été annulé et un nouvel a été conclu entre le Koweït et la Grande-Bretagne reposant sur la coopération et l'amitié entre les deux pays, le 19 juin 1961 et le Koweït a commencé immédiatement à pratiquer sa souveraineté. Elle a alors demandé le 23 juin à adhérer à l'Onu et à la Ligue arabe.

1- L'Irak annonce d'annexer le Koweït :

Abdel Kerim Kassem a envoyé un télégramme de félicitation à l'Emir du Koweït, le 20 juin 1961, dans lequel il a suscité la question des requêtes historiques de l'Irak dans le Koweït. Le télégramme a compris l'accueil favorable de l'Irak à annuler l'accord de 1899, argumentant cela par l'illégitimité de l'accord qui a été conclu sans la connaissance de l'Etat Ottoman duquel dépendait le Koweït.

Soudain, Abdel Kerim Kassem a tenu une rencontre, le 25 juin 1961 dans laquelle il a demandé l'annexion du Koweït à l'Irak, partant du fait qu'elle est une province dépendant de Bassorah. Il a annoncé que la République

de l'Irak avait décidé de protéger le peuple irakien dans le Koweït. Il a affirmé que le gouvernement irakien possédait les documents historiques qui prouvent la dépendance du Koweït à Bassorah et que l'Irak allait revendiquer ses droits dans chaque pouce des territoires que le colonisateur à arracher.

Kassem s'est alors mis à menacer de boycotter les relations diplomatiques avec n'importe quel Etat reconnaissant l'indépendance du Koweït ou bien qui entretenait des relations diplomatiques avec elle. Il avait menacé qu'il allait déclencher une guerre féroce au Moyen-Orient au cas où le Koweït ne sera pas annexée à l'Irak. Les forces irakiennes ont alors occupé 10 navires Koweïtiens, alors qu'ils stationnaient au port de Bassorah. Le gouvernement irakien a promulgué une décision consistant à geler les fonds des Koweïtiens dans les banques irakiennes.

Dans une tentative exécutant les menaces de Abdel Kerim Kassem a rompu les relations d'Irak avec le Liban, la Jordanie, la Tunisie, les Etats-Unis; l'Iran et le Japon. Il s'est retiré de la ligue arabe à l'issue de l'approbation du membership du Koweït, le 20 juillet, 1960 et son adhésion au traité de la défense conjointe. Le 26 juillet 1961, Abdel Kerim Kassem a annoncé l'annexion du Koweït à l'Irak en tant que province dépendant de la région de Bassorah. C'était une décision unilatérale et elle a été prise au moment où l'arsenal britannique se préparait à évacuer le Koweït. Les forces britanniques avaient reporté leur départ après que l'Emire du Koweït a demandé au gouvernement britannique de le secourir. Egalement, 5 unités de l'arsenal avaient bougé avec leurs soldats pour stationner dans les eaux Koweïtiennes.

Immédiatement, le gouvernement Koweïtien a promulgué un communiqué dénonçant les allégations de Kassem et a annoncé sa persistance à défendre ses territoires et son entité en tant qu'Etat indépendant et a demandé de présenter le dossier à la ligue arabe.

De son côté, Kassem a menacé de se retirer de la ligue arabe, si cette dernière accepterait le Koweït parmi ses membres.

Le Koweït a promulgué un communiqué le 26 juin 1961 dans lequel elle répondait aux allégations de Kassem et ensuite a demandé l'aide de l'Arabie Saoudite qui y a réagi rapidement. Le roi Saoud a ordonné d'envoyer immédiatement une force militaire pour aider le Koweït,

appuyé sur l'accord de défense conjointe qui a été conclu entre les deux pays en 1947, à condition que ses forces se retirent, une fois que la crise prenne fin.

Le 30 juin, Harold Macmillan a annoncé que le gouvernement britannique, conformément à une requête du Koweït, entreprend des mesures préventives, après que l'Irak avait menacé d'annexer le Koweït. 750 soldats britanniques ont alors stationné, ceci outre les parachutistes qui les ont été mis sous la surveillance du gouverneur du Koweït. Patrick Dean, le délégué du gouvernement britannique dans le conseil de sécurité que les forces britanniques se retireraient du Koweït, dès que l'état de menace que confrontait le pays se terminerait.

Le premier juillet 1961, le Koweït a appelé le conseil de sécurité à une rencontre urgente pour examiner les menaces de Kassem et a fermé ses frontières avec l'Irak. Le conseil de sécurité s'est réuni le lendemain après avoir été informé de la menace faite par le Koweït contre l'Irak. Parce que la menace atteignait sa sécurité et son intégrité. Une autre menace a été présentée de l'Irak contre la Grande-Bretagne, parce que la descente des forces britanniques dans le Koweït menaçait sa sécurité et son intégrité territoriale.

## 2- La position de Nasser de la crise du Koweït :

Une fois que l'indépendance du Koweït a été proclamée, Nasser a envoyé le 23 juin un télégramme à l'Emire du Koweït, le cheikh Abdullah Al Salem Al Sobah. Après le déclenchement de la crise, la République arabe unie a promulgué un communiqué, le 27 juin dans lequel elle a affirmé son rejet à la décision de l'annexion mais qu'elle était prête à déployer tous ses efforts pour soutenir la logique de l'union globale qui devait être une expression collective des volontés populaires arabes mutuelles, reposant sur le choix libre.

Le communiqué a fait allusion à ce que la République arabe unie voyait qu'il était du droit des grands peuples arabes doivent servir de support et de consolider la capacité des peuples arabes afin de stopper l'infiltration du terrorisme qui ne tient qu'à sécuriser ses intérêts et poursuivre sa manipulation. La République Arabe Unie voudrait mettre un terme à cette position urgente, de manière qui serait conforme aux principes arabes.

Dans un second communiqué, le 30 juin et avec l'évolution des événements, le gouvernement de la République Arabe Unie a annoncé qu'il avait su, à travers ses différentes sources, que certains cercles à Bagdad recherchaient sérieusement les éventualités d'une intervention militaire au Koweït. Le communiqué a demandé au peuple irakien et à tous responsables de comprendre parfaitement bien avant de prendre n'importe quelle décision que le destin de la nation arabe va au-delà à tout prestige personnel et à toute cupidité régionale, traité ou ancien document.

On pouvait lire dans le communiqué ce qui suit : la République arabe unie suit avec beaucoup de chagrin et d'un sentiment profond de non consentement, les mouvements de l'arsenal britannique, et que la nation arabe ne voit pas dans les actes incitant la crise du Koweït et de l'Irak, aux éventualités de heurt armé ou d'intervention étrangère n'importe quelle relation avec les requêtes de lutte arabe.

Dans un troisième communiqué datant du 5 juillet 1961. "La République Arabe Unie, en suivant le stade auquel est parvenue la crise qui a éclaté entre le gouvernement irakien et celui du Koweït, elle estime qu'il est de son droit de hausser sa voix, mettant en garde contre les données militaires élargies effectuées par les forces britanniques dans la région du Golfe arabe et dans le Koweït, à titre précis, saisissant la surprise qui a eu lieu là bas.

La République Arabe Unie voit que l'opération de mobilisation des forces britanniques au Koweït est en train de s'accomplir d'une manière qui, le moins que l'on puisse dire, doit être préméditée.

La République Arabe Unie estime que la mobilisation britannique et sa persistance dans la manière avec laquelle il est accomplie représente un danger pour le peuple irakien et la nation arabe. Il est de l'avis de la République Arabe Unie que ces mobilisations sont inutiles. Le gouvernement irakien après avoir changé d'avis et après avoir mis de côté la logique d'annexer par la force et après avoir annoncé aux Nations-Unis à s'engager à la paix, la présence des forces britanniques n'est qu'une menace et une manifestation de la force militaire d'une manière qui exposerait la sécurité arabe au danger. Une présence qui est susceptible de toucher au cœur l'indépendance du Koweït et la liberté de son peuple.

Partant, la délégation permanente de la république arabe unie auprès de l'Onu a reçu les instructions d'accepter le membership du Koweït aux Nations-Unis sur les bases suivantes :

1- Répéter les appels sur la nécessité d'évacuer les forces britanniques stationnant dans le Koweït immédiatement.

2- Que le vote soit lié à l'acceptation du Koweït, membre aux Nations Unies, en accomplissant l'évacuation totale des forces britanniques, pour que ce pays soit restitué dans sa totalité à son peuple.

Il a été clarifié par les communiqués promulgués par la République arabe unie que Nasser s'est trouvé dans une problématique. Il soutient le Koweït; affirme son indépendance et refuse son annexion par la force. Simultanément, il a été choqué par le recours de l'Emir du Koweït aux forces britanniques et a considéré leur afflux sur le Koweït, comme un retrait sur le chemin de son indépendance et de la libération de toute la région du Golfe.

3- Lettre de l'Emire du Koweït à Nasser :

L'émire du Koweït a pris l'initiative de bouger sur le plan arabe. Il a alors envoyé une lettre à Nasser, le 9 juillet 1961, dans laquelle il a écrit littéralement :

" La fissure qu'a faite le général Abdel Kérim Kassem dans le corps de l'unité arabe, ce à travers ses déclarations agressives, et en lui revendiquant d'annexer le Koweït, la voisine arabe pacifique de l'Irak, en sapant sa liberté et son indépendance. Ce à un moment où le monde arabe estime qu'il a le plus besoin de solidarité et d'union. Il nous a imposé cette position et nous a obligé d'entreprendre des mesures sur les niveaux arabe et international.

Nous avons alors envoyé une délégation présidée par cheikh Gaber Al Ahmed Al Sobbah, le président des affaires financières et économiques et composée de Abdel Aziz Al Saqr, Nesf Al Youssouf Al Nesf, Youssouf Ibrahim Al Ghanem aux pays arabes pour les mettre au courant des dernières évolutions et échanger les points de vue. La délégation débutera par rendre visite à la République arabe unie, ce parce que nous sommes confiants que la délégation trouvera la coopération et les directives qui préserverait le rang arabe et maintiendrait sa force et réalisera les



objectifs arabes. Nous prions Dieu de nous mettre sur la bonne voie et d'éviter les séquelles de la division sur les Arabes.

Nasser a interagit avec la cause du Koweït et a écrit de sa propre main un brouillon d'une lettre qu'il a prononcé à l'occasion du 9<sup>e</sup> anniversaire de la révolution du 23 juillet 1961, parmi ses papiers privés.

Les valeurs qui doivent gérer la lutte arabe

Les idées de l'expansion régionale, qu'arriverait-il si elles surviennent

La cupidité dans les révolutions

Notre position du sujet du Koweït, dès les premiers instants, puise ses racines des principes. Et lorsque la crise qui n'avait aucune raison ou justification ait survenue, nous étions tout le temps préoccupé par les deux peuples arabes du Koweït et de l'Irak. La République Arabe Unie n'avait autre moyen que de s'attacher aux principes, non pas pour maintenir sa sauvegarde mais pour préserver la solidarité de la nation arabe.

L'avenir de la nation arabe ne peut pas reposer sur les manœuvres qui ne sont certainement pas un moyen pour réaliser les espoirs arabes. Mais elles seront sans nul doute un moyen pour les défaire. Cette République ne peut pas approuver que la logique de l'annexion soit ce qui gère ses relations avec les peuples arabes. Nous avons annoncé que nous soutenions le principe de l'unité que nous rejetions le principe de l'annexion. Cependant, l'unité a une base qui est l'unanimité populaire. Notre ultime objectif doit être d'évacuer le Koweït de la colonisation.

Nasser s'est adressé à l'Emire du Koweït, en réplique à sa lettre en ces mots : La république arabe unie sait parfaitement bien que les anglais ont tenté à maintes reprises de faire stationner leurs forces dans le Koweït, mais elle ne cessait d'y objecter. La République Arabe Unie a refusé d'envoyer des forces au Koweït, d'autant que la question n'est pas le Koweït uniquement, mais qu'elle était en relation avec la position arabe et internationale. Si la République Arabe Unie à envoyer des forces au Koweït, les forces colonisatrices auraient focalisé leurs efforts à défigurer sa position en l'illustrant de se hâter de la devancer pour contrôler le Koweït.

En même temps, la République Arabe Unie ne peut pas accepter le stationnement des forces colonisatrices dans n'importe quel coin du monde arabe. Elle qui considère la présence britannique comme un danger éminent qu'il faut écarter immédiatement pour rassurer le peuple Koweïtien. Elle estime que la proposition selon laquelle il faut envoyer des forces arabes pour prendre la place des forces britanniques est susceptible de calmer les esprits. Le membership du Koweït auprès de la ligue et aux Nations-Unis contribue à calmer également les esprits jusqu'à ce que la crise arabe soit réglée à l'intérieur de son contexte arabe.

La République arabe unie préfère ne pas envoyer ses armées au Koweït afin de ne pas donner l'occasion aux interprétations. Le va et vient des forces de la République arabe unie un entêtement colonisateur compliquant les choses ainsi qu'un autre ethnique. La République arabe unie tient à exclure n'importe quel Etat partageant les frontières avec Israël de partir au Koweït.

Le 12 juillet 1961, le Koweït a présenté une demande pour adhérer à la ligue arabe et soutenir les pays arabes de la menace irakienne. Elle s'est engagée dans sa demande à retirer les forces britanniques du Koweït, lorsque la ligue arabe formerait des forces arabes qui les remplaceraient.

La Ligue arabe a alors tenu dans le même jour une session de discussion afin d'étudier la demande du Koweït et d'examiner la menace irakienne à son rencontre. Mais cette réunion n'a abouti à rien, vu la menace irakienne de retrait de la ligue arabe au cas où le membership du Koweït sera accepté.

L'Irak a demandé de reporter de trancher la décision concernant le membership du Koweït à la Ligue arabe. Mais la République arabe unie a annoncé au cours de la deuxième session du 13 juillet que le report ne réglait pas le problème. Son délégué a insisté à l'adhésion du Koweït à la ligue arabe et a remplacé les britanniques par les forces arabes immédiatement. Et ce fût.

La Ligue arabe a accepté dans sa session à l'adhésion du Koweït après que son Emire s'est engagé à invoquer le gouvernement britannique de retirer ses forces des territoires de son pays, lorsque les forces de la ligue arabe seront parvenues.

Ces forces ont commencé à affluer au Koweït, du 10 septembre jusqu'au 3 novembre 1961 et ont été formé de 20337 soldats. Ces forces ont continué à accomplir leur rôle jusqu'au coup du 8 novembre 1963 en Irak et l'accession au pouvoir d'Abdel Salam Aref qui a commencé par promulguer des déclarations cordiales à l'égard du Koweït.

Le 12 février, le Koweït a demandé de retirer les forces arabes et ce fût le 20 février.

La crise entre le Koweït et l'Irak est parvenu à arriver à une solution dans le cadre arabe, alors que le conseil de sécurité et les Nations-Unis n'ont pas réussi à la résoudre, à cause de la guerre froide entre les deux camps et la réussite de l'Irak à attirer Moscou vers elle. L'équilibre des forces au sein du conseil de sécurité à obstruer la décision, laissant la Ligue arabe le soin de le faire.

En fin de compte, le conseil de sécurité a recommandé à l'unanimité dans sa session extraordinaire du 7 mai 1963 de reconnaître le Koweït, comme membre au sein de l'organisation internationale. Dans une session générale, le 14 mai et conformément à la recommandation du conseil de sécurité, une résolution acceptant l'adhésion du Koweït a été promulgué par les Nations Unies.

## Cinquième chapitre

### Le complot de la séparation

Le complot de la séparation a commencé aux premières lueurs de la journée du 28 septembre 1961 effectué aux mains d'un groupe d'officiers du camps de Kotna, près de Damas. Comme à son habitude, Nasser enregistrerait les événements sur n'importe quel papier qui se trouvait devant lui. Il a alors suivi par les informations qui lui parvenaient le mouvement de rébellion militaire et a pu cerner ses dimensions.

Nasser a été transféré au même matin au siège de la radio égyptienne pour parler au peuple. Il s'est adressé à eux en ces mots : "Aujourd'hui nous sommes confrontés à une circonstance influençant les objectifs majeurs pour lesquels nous avons milité. Les forces de l'armée à Damas, ont effectué ce matin des mouvements à partir de camps de Kotna et se sont accaparés de la radio de Damas et ont encerclé le siège du

commandement. Ils ont diffusé des communiqués successifs. Et ce travail influence notre union nationale.

Je suis responsable à l'égard de tout Syrien, tout Egyptien et arabe sur toute l'étendue du monde arabe. Je suis responsable de cette République et de sa protection. Je suis incapable d'afficher les résultats de ce travail insouciant effectué par certains qui ont été induit en erreur et auxquels on a clamé que la République Arabe Unie s'était disloquée.

Ces mouvements effectués par ces petites forces se dressent pour annoncé qu'ils sont contre les décisions révolutionnaires, les décisions socialistes que nous avons déclaré pour le bien de ces peuples et pour ses droits, afin de mettre un terme à cette exploitation et à cette oppression et afin d'établir une justice sociale.

1- Nasser refuse de renoncer au peuple syrien :

Nasser a repris en s'adressant à son peuple, à ce moment critique : "Quelle est notre position actuellement ? Nous voulons éviter l'effusion de sang. Les forces de la première armée se trouve partout et se dirige vers Damas afin de résister à cette force qui s'est rebellée sur la volonté populaire et qui s'est révoltée pour menacer la République. Aujourd'hui, je ressens une amertume parce que je n'imagine pas que le sang des Arabes soit spolié par des mains Arabes. Mais en même temps je dirais que la République Arabe Unie se trouve à l'avant-garde de la lutte arabe.

Nasser s'est adressé une deuxième fois au peuple dans le même jour pour le faire participer aux évolutions des événements et aux décisions. "Au matin, les communiqués se sont succédés comportant une attaque imminente à l'unité arabe, à la République arabe unie et aux décisions socialistes. Le deuxième communiqué comportait des accusations caduques. Ce communiqué qui s'est dressé devant les récentes décisions révolutionnaires qui ont appelé à la justice sociale et à mettre fin aux manipulations et au monopole.

Après cet incident, le peuple s'est révolté dans tous les coins de la Syrie et a brandi les slogans qu'il avait toujours brandi, pour le bien être de l'unité sacrée et du nationalisme arabe et du sang arabe qui s'est écoulé. Je ne peux pas tourner le dos à ce peuple.

Ce qui s'est passé ce matin ne peut pas faire l'objet de marchandage et n'accepte pas les compromis. C'est ainsi que je vois mon devoir; à cet instant. Lorsque la lutte est interceptée par les marchandages, il perd sa sacralité. Nous ne pouvons pas marchander sur notre arabité no notre nationalité. Nous ne devons pas en même temps signer la charte d'esclavagisme de cette République, et nous ne le ferons jamais, parce qu'elle était toujours à l'avant-garde et la base de la lutte arabe.

Nasser a expliqué au peuple le lendemain du 29 septembre la décision qu'il a entreprise après la réaction du peuple syrien et sa sortie dans toutes les rues syriennes scandant contre le renversement. Comment Nasser a-t-il réagi ? Nous ne les avons pas abandonné. La situation à Lattakieh et Alep était en dehors de tout contrôle de cette catégorie rebelle. Comme si le peuple appelait à préserver ses droits, sa liberté et son unité. Qu'ont-ils fait ?

J'ai décidé de répondre à l'appel et de soutenir le peuple qui a soutenu les principes et l'unité. J'ai alors donné les ordres de transférer deux brigades de parachutiers à Lattaquieh. J'ai également donné des ordres aux forces maritimes de bouger. Et ce fût. Ensuite j'ai donné des ordres de confisquer nos navires et de les utiliser dans le transfert des forces.

Cette position a eu lieu avant-hier à midi. Les forces ont commencé à bouger et l'arsenal. Les avions ont bougé transportant les parachutes, avec 2000 parachutistes pour atterrir à Lattaquieh, mais qu'est il arrivé ?

Ces éléments ont pu anéantir les bases des éléments nationaux. A Alep, ils se sont dirigés vers la radio. Ils ont tué des gens à la radio et l'un des officiers a annoncé qu'il faisait partie du mouvement séparatiste rigoriste, je désigne par là les commandants des forces armées.

2- Nasser change d'avis :

Après l'expansion du mouvement séparatiste à Alep et à Lattaquieh, Nasser a expliqué le peuple. Comme si la situation nécessitait une méditation. Le sang arabe sera-t-il spolié par des mains arabes ? Les Arabes s'entretueront-ils ? Qui est bénéficiaire de ce sang qui coule ? Pour le bénéfice de qui sommes nous en train de nous entretuer, alors que des ennemis nous guettent .

Les ordres ont été émis, peu avant minuit de faire revenir tous les avions qui se dirigeaient vers Lattaquieh. Mais les ordres étaient pris après que 120 parachutistes aient pris les ordres d'atterrir à Lattaquieh. Mais le reste, qui étaient au nombre de 2000 nous leur avons donné des ordres de ne pas bouger ou de revenir. Les parachutistes qui avaient bougés hier étaient des égyptiens et syriens.

J'ai donné les ordres aux parachutistes qui avaient atterris dans ce soir à Lattaquieh de ne pas jeter une seule balle et d'aller se présenter au commandant de la région maritime. Les forces maritimes avaient atteints Lattaquieh. Qu'est il arrivé ? ils ont reçu l'ordre de revenir ".

Nasser a déclaré en s'adressant au peuple égyptien "alors que nous affrontons des moments décisifs dans l'histoire du monde arabe... Il est plus que jamais le moment de rester solidaire. Je sais que les esprits ressentent de l'amertume et de la douleur. Mais il ne faut pas que ces sentiments prennent le dessus sur la pensée ou la sagesse.

Il y a des voix qui se demanderaient : avons-nous demandé l'unité ? Se sont eux qui l'ont cherché et cela est vrai. Mais nous sommes une seule nation.

Regrettons-nous tout ce que nous avons fait ? Pas du tout, nous n'avons pas regretté parce que nous avons prêté l'oreille à notre conscience, à notre arabité et à notre esprit. Mais j'estime qu'il est de mon devoir en ces instants que j'élève la voix mettant l'accent contre la nécessité que cette république demeure toujours la citadelle du nationalisme arabe, l'appui de la liberté arabe et la valve de l'évolution arabe dans le sens de l'autosuffisance et de la justice.

Je vous ai dis à maintes reprises que les principes, les révolutions, les soulèvements et les mouvements de libération peuvent être sujets à des défaites, alors que les peuples vivants ne meurent jamais. Nos peuples sont des de peuples vivants. Le peuple arabe est un peuple vivant qui ne mourra jamais.

Nous devons quand même faire prévaloir les considérations d'hypocrisie. Nous sommes confrontés à une crise qui appelle chacun d'entre nous à faire une pause avec lui-même pour entreprendre des positions courageuses et mettre de côté les émotions. Mettez de côté le sentiment

d'amertume. Souvenez vous seulement que vous êtes un citoyen arabe qui appartient à une nation arabe libre guettée par les ennemies.

Je demande actuellement à cette nation de transcender ses plaies et sa douleur. Je ressens maintenant des sentiments qui se dirigent vers le peuple arabe et la Syrie.

L'unité est une volonté populaire. Je n'accepterais pas de transformer l'unité en une opération militaire. Et c'est pour cela que j'ai donné les ordres d'annuler les opérations militaires hier.

Le peuple arabe en Syrie a réalisé dans les trois dernières années de grands acquis qui sont devenus aujourd'hui la propriété du peuple syrien. L'arrêt des opérations militaires étaient une pause formidable qui a changé le cours de l'Histoire.

Nasser réalisait bien les facteurs qui s'entrechoquaient dans la situation. Parmi lesquels la nécessité d'éviter le spectre de la guerre civile, de l'effusion de sang, les ennemies guettant l'unité et le peuple arabe. Le sixième arsenal se dirigeait vers la Méditerranée et la Turquie avec ses cupidités dans le nord syrien était capable de faire une intervention militaire. Il était également dans la capacité d'Israël de saisir la chance pour asséner une frappe militaire. Le mouvement réactionnaire arabe que ce soit à Amman ou à Damas pourront vaincre le mouvement du nationalisme arabe.

Comme à son habitude, Nasser a pu "transformer la défaite en une impulsion afin de mettre un terme au mouvement réactionnaire dans tous les coins de la nation arabe. Il a déclaré en s'adressant aux jeunes, 4 jours après la séparation : "que cette force soit un moteur pour nous donner une impulsion en avant".

Nasser a promulgué un autre communiqué sur la séparation dans lequel il a dit : "j'avais refusé que la guerre militaire soit un moyen pour soutenir l'unité. Je refuse maintenant que la guerre civile soit l'alternative. Aujourd'hui je n'accepte pas que des unités de l'armée syrienne soit à l'affût du peuple ou que de larges tranches du peuple soit à l'affût de l'armée syrienne.

Je ressens en ces moments qu'il n'est pas inévitable que la Syrie demeure une partie de la République Arabe Unie. Mais il est inévitable qu'elle

demeure la Syrie. Je n'imagine pas de voir la sédition menaçant le peuple syrien ou un danger le guettant.

Je demande à toutes les forces populaires attachées à la République arabe unie et à l'unité arabe de réaliser maintenant que l'unité nationale au sein de la nation syrienne occupera la première place.

J'ai envoyé au président de la délégation permanent de la République Arabe Unie auprès de l'Onu de ne pas se dresser devant l'approbation du membership de la Syrie à l'Onu.

J'ai demandé au ministère des Affaires étrangères que la République Arabe Unie ne soit pas un obstacle devant le membership de la Syrie au sein de la Ligue arabe. Le gouvernement de la République Arabe Unie n'acceptera aucun gouvernement à Damas, sauf si une volonté syrienne soit manifestée à l'égard de ce gouvernement.

J'ai fais de mon mieux pour accomplir sincèrement mon devoir envers cette nation arabe et j'ai essayé de ne pas donner l'occasion à la division ou à la sédition.

3- La position de l'Occident vis-à-vis de la séparation :

Le gouvernement britannique s'est réuni le jour même de la séparation et a décidé de mettre à exécution la politique britannique en coopération avec les Etats-Unis, à encourager la non interférence de la part des gouvernements voisins de la Syrie et que le comportement soit affiché soit d'exprimer l'inquiétude de n'importe quelle évolution menaçant la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Le gouvernement britannique a également appelé à attendre le résultat des négociations entre les deux gouvernements, les Etats-Unis et l'Egypte. Dans une étape ultérieure, il serait question de reconnaître le nouveau gouvernement syrien, de manière à ce que cela soit accompli avec un nombre d'autres gouvernements.

En ce qui concerne la position des Etats-Unis de la séparation, Kennedy a chargé l'ambassadeur américain au Caire, Frederick Renhart de transmettre le message verbalement à Nasser.

Le président est heureux du message amicale de Nasser du 22 août et il entend poursuivre de développer les relations fructueuses sur les niveaux



personnel et officiel. Le président comprend les problèmes que les récents événements ont secrétés dans la région syrienne. Le président apprécie également les efforts de Nasser pour assoir la stabilité par les moyens pacifiques. Le président apprécie particulièrement le discours prononcé par Nasser le 29 septembre, qui a démontré manifestement son éloquence en tant qu'homme d'Etat, lorsqu'il a refusé de recourir à la force ou à l'effusion du sang arabe comme moyen pour régler le conflit actuel avec les rebelles syriens.

Je serais très reconnaissant au président de recevoir n'importe quel message que Nasser lui transmettra. Il aimerait d'ailleurs affirmer à Nasser que la décision de reconnaître le régime syrien n'a pas été encore prise et que les Etats-Unis désirent se concerter avec le gouvernement de la République Arabe Unie autour de la question de la reconnaissance de ce régime.

Le nouveau gouvernement en Syrie a demandé, le 7 octobre 1960, aux Etats-Unis de le reconnaître. Il avait prétendu bien contrôler la situation dans le pays et être largement soutenu par le peuple et avait également affiché son intention d'honorer ses engagements internationaux.

Les Etats-Unis ont tenu à ne pas reconnaître le nouveau régime en Syrie sans consulter le gouvernement de la RAU. Les Etats-Unis avaient considéré la non objection de la RAU, annoncé par Nasser le 5 octobre, à l'adhésion de la Syrie aux Nations unies et à la Ligue arabe, comme une preuve de la flexibilité de la RAU.

(2)(Mémoire du secrétaire d'Etat Rusk au président Kennedy, Washington, 3 octobre 1960, sur le nouveau gouvernement en Syrie, établissement d'une ambassade et désignation d'un chargé d'Affaires par intérim).

1- La réaction de l'URSS à la sécession :

L'URSS était hostile à l'union égypto-syrienne dès le début.

Khaled Bekdash qui avait fui vers la Roumanie était apparu aux côtés de Kroutchov, lors de la 21<sup>e</sup> conférence du parti communiste, le 28 janvier 1959, et avait attaqué publiquement Nasser.

Depuis cette date, une crise a éclaté entre les deux pays – comme nous l’avons dit plus haut- sans provoquer de rupture, les deux bords ayant besoin l’un de l’autre. L’URSS n’a pas oublié que, grâce à la coopération économique et militaire avec l’Egypte, il s’était introduit pour la première fois dans la région du Proche-Orient, brisant les barricades dressées autour de lui par les Etats-Unis et l’Occident.

L’Egypte comptait par ailleurs sur l’URSS –après que l’Occident l’ait abandonnée- dans l’armement, la construction du haut barrage et le plan de développement industriel.

La position de Kroutchov vis-à-vis du complot de la sécession n’était donc pas étrange, vu tout ce qui précède. Kroutchov en avait même parlé à Mourad Ghaleb – ambassadeur d’Egypte à Moscou-, comme cela a été précisé dans les documents personnels de Nasser.

« Ce problème relève de vos affaires intérieures et nous ne voulons pas nous y ingérer. Je n’en aurai pas parlé sans l’amitié que j’entretiens avec le président Gamal Abdel Nasser. M. Le président a agi avec la plus grande sagesse voire, sa réaction dans cette situation prouve qu’il est l’exemple d’un homme d’Etat et le leader arabe qui sauvegarde les Arabes. Il a été clairvoyant et sage pour avoir évité de recourir à la guerre », avait écrit Kroutchov.

Ce dernier avait soutenu sans failles les démarches entreprises par le président, après avoir jeté un coup d’œil sur la carte et constaté la situation géographique de la Syrie, située entre la Jordanie, Israël et la Turquie, ayant en tête l’idée de la présence de la sixième flotte en Mer Méditerranée.

« L’usage de la force et le recours à la guerre risqueraient, dans ce cas, de provoquer Israël, la Jordanie, la Turquie et d’autres pays ce qui pouvait les pousser à s’ingérer. La bataille nécessiterait, en l’occurrence, des forces aériennes massives, une flotte navale et le débarquement d’envergure de soldats, d’où la perspicacité du président.

La décision du président de ne pas vouloir entraver l’adhésion de la Syrie à l’ONU et à la Ligue arabe ou sa reconnaissance par

les autres pays est également une décision sage. Il n'y a aucun intérêt –comme l'a dit le président- à ostraciser la Syrie sur le plan politique.

J'ai beaucoup discuté avec le M. Le président de la situation en Syrie, pendant son déplacement à Moscou, au début de la révolution en Irak. J'avais un avis personnel à cet égard que le président connaissait très bien », a fait savoir Kroutchov ajoutant en riant : « le président n'y avait pas cru car Kroutchov était un vieil homme et de surcroît communiste, et donc préoccupé par l'intérêt des communistes !

Son avis était –et demeurait- alors de créer une union fédérale ou une confédération entre l'Égypte et la Syrie. Les Syriens étaient aussi influencés par la culture française, ils ne tarissaient ni de paroles ni de discussions ni de formation de partis et n'auraient été soulagés qu'après la fondation de cinq ou dix partis !

Il était contre l'idée de la liquidation des leaders partisans. Al-Hourani, par exemple, a de nombreux partisans ainsi que beaucoup d'autres leaders.

En cas de la formation de l'union fédérale ou confédérale, la politique extérieure, les affaires liées à la défense et autres auraient été communes. Les Syriens auraient la liberté à s'autogouverner et ainsi, les erreurs ne seraient adossées ni au président ni à l'Égypte ! D'autres pays pourraient même s'unir à la RAU.

L'union arabe ne sera pas contre l'URSS mais plus précisément contre le colonialisme. L'URSS ne s'y opposera pas.

Si cette union était entre lui et la Syrie, rien de cela ne se serait produit car elle aurait été basée sur les paysans et les ouvriers et aucun élément intérieur ou extérieur n'aurait pu la détruire !', a indiqué Kroutchov.

La sécession entre la Syrie et l'Égypte a été le résultat de facteurs extérieurs et intérieurs, d'erreurs politiques et d'une hostilité éprouvée par les régimes arabes réactionnaires de la région, par l'Occident et par l'Orient. Tous refusaient cette

union, de crainte qu'elle soit le prélude d'un Etat arabe immense hostile au colonialisme et au communisme.

L'expérience de cette union demeure un jalon dans l'histoire arabe contemporaine. Nasser a le mérite de ne pas l'avoir imposé par la force –alors qu'il en était capable- mais avait posé pour condition de son maintien, le consensus populaire.

## **Chapitre V**

### **Révolution intérieure et élan arabo-mondial**

**1961-1967**

C'est la période qui a suivi la conspiration de la sécession de la Syrie le 28 septembre 1961 et qui s'étend jusqu'à l'attaque menée par Israël contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, le 5 juin 1967. Cette époque a connu de profondes mutations intérieures -sur les plans politique et social- qui sont l'impact du succès de cette sécession.

Nasser a pris de nombreuses mesures révolutionnaires. Il a transformé la méthode de gouvernance et a reconsidéré l'organisation politique et toutes les institutions politiques de l'Etat.

Nasser a commencé par adopter des démarches pour instituer une organisation populaire, l'Union socialiste arabe, sous un nouvel angle, différent de l'ex-Union nationale. Il a placé

l'aboutissement de ses idées et de ses expériences neuf ans après la révolution du 23 juillet 1952 dans une charte d'action nationale définissant les traits de l'expérience égyptienne dans le passé, le présent et l'avenir.

Nasser a cédé ses pouvoirs de président de la république à une nouvelle institution incarnant l'idée de la gouvernance collective dont il était convaincu, le Conseil de la présidence, devenu le pouvoir suprême de l'Etat.

Concernant les relations interarabes après le complot de la sécession, un conflit s'est installé entre les régimes arabes réactionnaires –notamment de Syrie, d'Arabie Saoudite, d'Irak et de Jordanie- et les régimes progressistes menés par la République Arabe Unie (RAU)<sup>140</sup>, rejointe par l'Algérie qui a obtenu son indépendance le 5 juillet 1962.

Et coup de théâtre le 26 septembre 1962 : la révolution a éclaté dans le pays arabe le plus rétrograde et le plus réactionnaire, le Yémen. La réactivité de Nasser à la demande d'aide des dirigeants de la révolution yéménite et l'envoi de troupes égyptiennes pour les soutenir contre les forces du régime du président déchu – lequel s'était réfugié en Arabie saoudite et avait sollicité son assistance militaire-, ont creusé le fossé entre la RAU d'une part, et l'Arabie Saoudite, à laquelle s'est rallié le régime royal hachémite en Jordanie, d'une autre part. Le conflit s'est amplifié et l'Arabie Saoudite a rompu ses relations diplomatiques avec la RAU le 6 novembre 1962.

---

<sup>140</sup> Après la sécession de la Syrie, celle-ci a gardé le nom de République Arabe Unie

Les relations arabes sont demeurées crispées jusqu'au jour où Israël a annoncé son intention de détourner, au détriment des territoires arabes, le fleuve du Jourdain provenant du Liban, de la Syrie, de la Palestine historique et de la Jordanie et se jetant dans la Mer Morte.

Nasser a donc convoqué la conférence au sommet du Caire dans le but de contrer ce plan agressif. Les dirigeants arabes se sont effectivement réunis au siège de la Ligue arabe le 13 janvier 1964 et ont pris des décisions radicales, défiant et passant outre leurs différends, pour faire face à la situation.

Les conférences au sommet se sont succédé. La 2ème session a eu lieu à Alexandrie le 5 septembre 1964 et la 3ème à Casablanca le 13 septembre 1965.

Cependant, la poursuite de la guerre du Yémen entre l'Égypte et les forces révolutionnaires yéménites d'une part et l'Arabie saoudite et la famille de Hamid Eddine d'une autre, a notablement attenté aux relations interarabes, même si aucun pays arabe n'a osé reculer face à la transgression des eaux arabes par Israël ni n'a osé abandonner les droits des réfugiés palestiniens au retour à leur pays et aux indemnisations qui leur sont prévues conformément aux résolutions de l'ONU.

D'autres révolutions ont éclaté en Irak et en Syrie, au cours de cette période, parallèlement à celle du Yémen. Les régimes

politiques ont changé et le pouvoir passait entre les partis politiques. Le parti Baas est apparu en Irak et en Syrie. En dépit de l'hostilité entre Nasser et le parti baasiste après la sécession, les dirigeants du parti dans les deux pays lui ont demandé de former une union tripartite avec la RAU! Certes ces tentatives ont été vouées à l'échec, notamment celles provenant de la Syrie. Il s'est avéré par la suite que l'objectif de ces manœuvres était de taire les manifestations et les appels des peuples des deux pays qui réclamaient l'union à la RAU.

Ces tentatives se sont soldées par la suspension des négociations avec le parti Baas en Syrie, dès la publication de la charte du 17 avril 1963. Les réunions en faveur de l'union avec le régime irakien, sous la direction de Abdel Sallam Aref –après un coup d'Etat ayant chassé le parti Baas du pouvoir le 14 septembre 1964- ont continué jusqu'au 27 novembre 1966 mais sans résultats.

Pendant la période objet de l'étude, Nasser a tenu à mettre en œuvre sa vision politique qu'il a développé dans son livre « La philosophie de la révolution » en évoquant la « sphère africaine » et la « sphère islamique ». Nasser a convoqué les conférences au sommet africaines et celles du Mouvement des Non-Alignés, qui ont été le prolongement de la Conférence de Bandung le 24 avril 1955. L'Organisation de l'Union africaine a été créée à Addis Abeba le 25 mai 1963.

Nasser est resté attaché à son principe de soutenir les mouvements de libération dans le monde arabe, en Afrique et dans le tiers monde. Ses positions reposaient d'ailleurs sur ce



principe, d'où sa décision d'intervenir aux côtés de l'ONU, au Congo, à l'issue d'une crise aigue avec les forces de l'occupation belge. Nasser a par la suite retiré ses forces lorsque l'Organisation internationale a dérogé au principe de la libération. Citant également sa position constante vis-à-vis de la guerre du Vietnam et de la crise de Cuba, même si cela a irrité les dirigeants des Etats-Unis.

### **Premièrement : évaluation de l'expérience de l'union égypto-syrienne et des conséquences de la sécession :**

Nul doute que le succès de la conspiration de la sécession de la Syrie le 28 septembre 1961 a été le premier échec politique de Nasser et de ses principes relatifs au nationalisme et à l'union arabes mais il est parvenu grâce à sa vitalité et la force de l'esprit révolutionnaire qui l'animait – alors qu'il n'avait à peine que 43 ans- à transformer ce contrecoup en une impulsion notamment sur le plan intérieur.

Nasser a commencé par la refonte du gouvernement de la RAU qui a groupé quatre vice-présidents : Abdel Latif El-Baghdadi, Abdel Hakim Amer, Zakareya Mohieddine et Hussein El-Chafeï, tous membres de l'ancien Conseil de commandement de la révolution.

Lors de la première séance du Conseil des ministres, Nasser a parlé de l'union et de ses ennuis et dit : «L'union nous a été imposée en 1958, nous croyions qu'elle ne pouvait être instaurée aussi facilement et nous pensions qu'une fois réalisée, elle

apportera des ennuis. L’Egypte a beaucoup sacrifié pour sauver la Syrie d’un effondrement inéluctable qui l’attendait. L’union a été instituée et les éléments l’ayant réclamé l’ont ensuite instrumentalisée pour leurs propres fins ; les capitalistes, les baasistes et les membres de l’armée également.

Nous avons refusé que la révolution soit la convoitise ou le butin d’une partie quelconque ; car nous avons des principes politiques que nous suivons.

Ceci nous a attiré d’innombrables foudres, que ce soit celles provenant du courant réactionnaire arabe ou des rois ou de ceux qui craignent l’expansionnisme arabe qui menacerait leurs intérêts, leurs pouvoirs et leurs existences et affecterait le sionisme, Israël et l’impérialisme. A ceux-ci s’ajoutent les anciens politiciens qui étaient en Syrie. Le Caire était frappé via Damas !».

« Nous passons par une des périodes les plus délicates car toutes les forces sont contre nous, et nos ennemis conjuguent leurs efforts pour détruire les acquis populaires que nous avons obtenus. Toutes les antennes radios et tous leurs médias sont désormais contre nous, concentrent leur attaque sur nous et ont été instrumentalisés contre nous au Liban », a-t-il précisé.

### **1- La passivité et l’incurie en raison de la négligence de l’action politique organisationnelle :**

Nasser a énuméré, avec son courage et sa franchise habituels, devant le Conseil des ministres, les obstacles

qu'il a dû rencontrer pendant la période de l'Union.  
« Parmi les problèmes que nous avons rencontrés la passivité et l'incurie de certains éléments, en raison d'une erreur essentielle que nous avons commise : nous nous sommes intéressés au plan et aux projets de travail seulement et non à l'action politique organisationnelle ni au développement de tous nos dossiers politiques pour rallier toutes les forces de notre côté.

Nous avons établi en Syrie le barrage de Rastine et beaucoup d'autres projets ; tels le barrage de l'Euphrate, les chemins de fer et autres, mais cela est-il suffisant?! Nous n'avions pas attiré l'attention des gens sur ce que nous faisons pour eux. Si nous ne formons par une organisation politique capable de mobiliser les efforts sur le plan politique – comme nous avons mobilisé les efforts sur le plan social et en ce qui concerne le plan- cela engendrera l'indifférence des gens qui deviendront, par conséquent, passifs.

Nos ennemis ne nous perdent pas de vue et tentent de mobiliser ces forces à contre-courant, comme en Syrie. Si nous n'évitons pas cette erreur en Egypte, nous rencontrerons des difficultés à l'avenir. Tous les efforts et tous les canons sont rivés aujourd'hui sur le Caire et le seront davantage », a-t-il repris.

« La conception erronée mis en évidence les événements de la Syrie est notre conviction en la possibilité de créer une organisation populaire regroupant toutes les catégories et les classes ; nous disions vouloir mettre fin au conflit des classes dans le cadre de l'union nationale et dans un contexte pacifique! », a-t-il analysé.

Les intentions des autres et les péripéties ont prouvé autre chose ; parmi les ennemis de l'union figuraient des membres éminents de l'union nationale et de l'ordre des avocats, parmi eux de ceux qui ont salué l'union et participé au mouvement de la sécession ! Nous nous sommes fiés aux apparences et nous avons toujours cru aux bonnes intentions ! Nos ennemis se sont alliés ; leurs intérêts communs et le conflit des classes sévissant dans le pays les ont unis, ils nous ont dupés pour trouver l'occasion de nous assaillir !

Les événements ont démontré que la méthode de la formation de l'union nationale était incorrecte et nous devons apprendre de ces leçons en Egypte ; car nous serons exposés à la mobilisation de tous ces éléments : occidentaux, réactionnaires et capitalistes ainsi qu'aux éléments communistes.

Le principal motif pour la politique internationale est le refus de nous voir suivre la politique du non-alignement et nous refusons le contraire, ce que ne peuvent pas admettre les camps oriental et occidental ; chacun souhaite que nous prenions son parti et chacun croit pouvoir nous forcer au chantage et au compromis en nous affaiblissant et en faisant pression sur nous ».

## **2- L'expérience impose la création d'une organisation politique fondée sur une nouvelle base :**

De cette analyse, Nasser a déduit « la nécessité de réunir les forces nationales du peuple. Ceux dont nous avons exproprié les terres et nationalisé les institutions, ne l'oublieront jamais même s'ils feignent d'y consentir.

Il faut reconstituer les forces nationales du peuple ; de sorte à ne laisser aucune chance aux réactionnaires, aux capitalistes ou encore aux opportunistes d'être au premier plan et d'évincer les éléments nationaux qui croient en nous.

Nous devons unir tous les membres qui représentent les forces nationales du peuple ; pour former une organisation politique fiable. Mais la manière que nous avons adopté jusqu'à présent dans les cas de l'organisme de la libération<sup>141</sup> ou de l'union nationale était très contradictoire, occasionnant par conséquent une certaine incohérence ».

Nasser a commencé à expliquer au Conseil des ministres la manière dont il concevait les forces nationales du peuple. « Elles sont essentiellement formées des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des diplômés, des étudiants, des syndicaux professionnels et des associations féministes, soit tout le peuple hormis les féodaux, les capitalistes et les opportunistes qui se rapprochent pour obtenir des acquis précis.

Ceci dit, il n'y aura aucune contradiction mais des objectifs communs pour lesquels nous travaillerons. Nous rassemblerons ceux qui sentent que la révolution a été déclenché pour eux et non ceux qui sentent que la révolution les a dépossédés de leurs biens et a restreint leurs puissances, ceux-là n'ont aucune utilité.

---

<sup>141</sup> L'Organisme de la libération : première organisation politique sous forme de front national, après la révolution du 23 juillet 1952 et après l'abolition des partis, le 17 janvier 1953, et la dissolution des frères musulmans le 14 janvier 1954.

Je tiens à affirmer que quoi que nous mettions un plan, que nous multiplions le revenu en dix ans, que nous construisions des barrages et que nous édifions des sidérurgies et des aciéries, si nous ne dressons pas l'édifice politique ni ne le soutenons, tout cela sera repris par les éléments réactionnaires, les catégories capitalistes et les pays impérialistes!»

### **3- Pour l'intérêt de qui la révolution socialiste a-t-elle éclatée et se poursuit-elle?**

Nasser a précisé, dans son discours, qu' « il faut que la révolution soit politique et sociale. Elle était politique en 1952 et notre objectif était de chasser les Anglais et de mettre un terme à l'impérialisme sous lequel les capitalistes étaient rassurés car ils voyaient leurs profits fructifier.

La révolution de 1952 s'est donc poursuivie en tant que révolution nationale pour venir à bout de l'impérialisme. Elle est cependant également une révolution bourgeoise qui n'a pas affecté les capitalistes. En septembre 1952, nous avons publié une loi limitant les propriétés, qui a affecté le féodalisme et non les bourgeois. Les lois en vigueur dans le pays sont d'ailleurs des lois capitalistes.

Je considère que la révolution socialiste a démarré effectivement avec les décisions rendues publiques en juillet 1961 et concernant la nationalisation, les impôts progressifs et la délimitation des propriétés dans les institutions industrielles et agricoles<sup>142</sup>. Si nous commençons par la révolution sociale, il est naturel que

---

<sup>142</sup> Idem

nous allions jusqu'au bout. Ceci dit, nous avons besoin d'une action révolutionnaire soutenant le socialisme.

Un grand nombre de personnes pour lesquelles ces décisions socialistes sont promulguées ignore ses intérêts tels les journaliers et les paysans...etc. Ces éléments ni ne lisent ni n'agissent et sont toujours prêts à agir contre leurs intérêts sans le savoir ! Les catégories pour lesquelles nous agissons ont besoin d'une prise de conscience politique pour les mobiliser et les orienter. Quant à la classe bourgeoise, elle est conservatrice, toute notre société l'est d'ailleurs et chacun de ses membres est passif ! Chacun s'imagine pouvoir réaliser des acquis à l'avenir et veut les protéger.

Il nous est donc nécessaire de déterminer les éléments nationaux du peuple et ensuite les mobiliser pour pouvoir affronter une situation quelconque ».

#### **4- Les traits du conflit intérieur :**

Nasser a évoqué les rumeurs courant dans le pays contre le régime. « Ces rumeurs ont été véhiculées par les éléments réactionnaires qui étaient sous notre aile pendant cette période et que nous avons traités avec bonté et humanité ! Ils ont pensé entrevoir une chance et que ce qui s'est passé en Syrie pouvait se produire en Egypte ! Les fonds de près de 200 personnes ont été placés sous surveillance car abandonner les fonds du pays dans les mains de ces individus serait les laisser les utiliser contre l'intérêt de la patrie.

Si nous observons le portrait social du pays, nous constaterons qu'il n'a pas changé et nous aurons grandement tort de croire que nous avons changé l'image

de la société en dix ans ! Nous avons construit des usines mais la structure sociale du pays a-t-elle changé, notamment en Haute-Egypte ?! Là-bas précisément, la situation est telle qu'elle !

Quant aux fonds, ils demeurent en possession de la catégorie capitaliste alors que la catégorie pour laquelle nous travaillons, elle est toujours fragile, chacun y est occupé par son travail journalier.

Je considère que, dans notre révolution socialiste, si nous voulons instaurer l'égalité entre les individus, il faut qu'il y ait une égalité des chances ».

#### **5- Changement du cadre de la nouvelle organisation politique :**

Commentant toujours la nouvelle période post-sécession, Nasser a expliqué : « Notre mission est très difficile...et la nouvelle organisation politique a deux volets : le premier concernant le peuple et qui consiste à connaître les problèmes et à les régler ; le second, inexistant : les éléments dirigeants engagés capables d'orienter, d'expliquer et de diriger ces gens.

Ceux qui ont pris les commandes dans ce pays sont des éléments sceptiques. L'effort essentiellement requis est donc de trouver ces cadres dirigeants organisateurs puis de trouver un lien entre la direction et les sous-dirigeants à tous les niveaux ».



« Il n'y aucune unité idéologique ni organisation, bien qu'elles soient indispensables, ce qui permet aux éléments ennemis de s'infiltrer. Ils se réunissaient au Caire et agissaient en dehors de la capitale, au moment où nous n'avions pas cette possibilité avec les gens qui étaient en contact avec nous » !

D'où la déduction de Nasser de l'inévitabilité de changer tout le système. Premièrement : changer de constitution car revenir à la constitution de 56 serait un pas en arrière. La nouvelle constitution, selon lui, devait être en phase de l'évolution des démarches socialistes. La constitution provisoire resterait ainsi en vigueur jusqu'à l'élaboration d'une constitution permanente.

Deuxièmement : réorganiser le Conseil de la Nation sur la base du rassemblement des forces nationales du peuple en commençant par les définir et en empêchant l'inclusion des éléments réactionnaires au sein de l'organisation politique.

Et enfin : réorganiser l'appareil gouvernemental et modifier les lois.

#### **6- Le conflit extérieur et ses dimensions :**

Nasser a abordé, dans la première séance du Conseil des ministres après la sécession, les forces extérieures qui combattent la RAU.

« Tous les canons sont rivés sur nous ; toutes les antennes radio secrètes de l'Est, de l'Ouest et du communisme sont toutes contre nous. Il est naturel que les journaux publiés au nom du sionisme nous attaquent, tout comme Radio Israël,

ainsi que l'Occident –la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis-, les rois Saoud et Hussein ainsi que les partis séparatistes de Damas et de Amman.

Il y a donc une alliance sacrée rassemblant toutes les contradictions, n'ayant aucun autre objectif que de se débarrasser de nous car notre situation idéologique est très solide et influence son entourage.

En 1955, ils (l'Occident) nous ont demandé de nous éloigner des Arabes en nous livrant les aides que nous réclamons! Mais nous avons refusé car nous allions devenir un pays suiviste comme la Turquie et la Thaïlande. Je pense que l'Egypte ne doit pas être défendue sur son sol seulement mais dans son entourage. Nous n'avions pas pu dire que nous sommes capables d'adopter une politique d'isolement en Egypte ; car ils ne nous laisseront jamais faire dans notre pays.

Certains disent : en quoi cela nous concerne, nous les Arabes ?! Notre politique était défensive et non offensive, mais l'alliance de Bagdad avait pour objectif l'ostracisme, l'Orient et l'Occident travaillent pour l'isolement ! L'Orient, croyant pouvoir installer les communistes ici et l'Occident croyant pouvoir infiltrer ses alliés sous l'appellation de la démocratie parlementaire ; et ceci est le pire genre de dictature parlementaire en vue de renforcer des éléments particuliers et de tuer les autres !

Nous ne pouvons pas dire que ce qui nous entoure ne nous regarde pas pour ne pas permettre à nos ennemis de s'en emparer. Ils ne nous laisseront qu'après nous avoir inféodés ».

## **7- Elaboration de la politique étrangère l'Etat :**

Nasser a mis au point un plan où il a révisé la politique étrangère après la sécession. Ce nouveau plan comprenait la politique de propagande, de la Conférence islamique, des missions islamiques et de l'action des services de renseignements. Le plan mentionnait également les ennemis et les moyens de les vaincre ; les frères musulmans et les agents de l'impérialisme... etc.

En ce qui concerne la politique africaine, la RAU aidera par tous les moyens les pays où seront déclenchés des mouvements de libération ou islamiques.

Quant à la politique afro-asiatique, elle consistera en le renforcement des liens et de la coopération dans les différents domaines : la coopération culturelle, l'ouverture de nouveaux marchés, les relations commerciales, la publicité et les missions islamiques<sup>143</sup>. Nasser a évoqué à cet égard les positions de l'Egypte envers différents problèmes ; les problèmes de l'Indochine, de la Corée et du Cachemire.

Pour la politique islamique de la RAU, Nasser s'est demandé si les potentialités nécessaires étaient réunies. Il a ensuite abordé la consolidation de manière sérieuse des relations islamiques et les moyens de profiter de la Conférence islamique<sup>144</sup> ; notamment en Afrique, « sachant que les communautés islamiques vivant dans les

---

<sup>143</sup> La cité des missions islamiques : est une cité consacrée au séjour des étudiants venus du monde pour étudier à Al-Azhar. Fondée à Abasseya au Caire en 1954, cette cité a été inaugurée en 1959.

<sup>144</sup> La Conférence islamique a été créée en 1926, après l'abolition par Moustafa Kamel Atatürk du califat islamique siégeant en Turquie. Le roi Abdallah Ben Abdel Aziz Al-Saoud a convoqué une Conférence islamique mondiale à la Mecque pour examiner les affaires et les problèmes des musulmans et le moyen de les unir. Le califat n'était pas inscrit à l'ordre du jour de ladite conférence.

pays asiatiques considèrent Al-Azhar<sup>145</sup> comme la Kaaba ».

Nasser a ensuite écrit les grands traits des positions de la RAU vis-à-vis des Conférences islamiques impérialistes et des Congrès des Frères musulmans.

A propos de la politique de la RAU envers les Etats-Unis, Nasser a distingué entre la politique économique et diplomatique officielle, les méthodes de publicité qui consistait en la communication avec l'opinion publique et la mise à profit des correspondances qui lui parvenaient des Etats-Unis -30 mille par mois- et du reste du monde - 32 mille par jour !

Nasser a finalement déterminé les grandes lignes de la politique de la RAU envers l'Occident, le camp socialiste et Israël.

Deuxièmement : introduction à la création d'une nouvelle organisation populaire :

Nasser a écrit son évaluation de la situation, deux mois après la sécession. Il a évoqué les répercussions des événements en Syrie sur l'Egypte comme il suit : « Ces événements ont encouragé et donné espoir au courant réactionnaire en Egypte qui s'est dévoilé. Au même moment, un vent d'hésitation a secoué les intellectuels. Quant au peuple, il a démontré sa constance et sa solidité et s'est montré plus conscient sans l'aide de « sous-

---

<sup>145</sup> Al-Azhar: l'une des principales mosquées d'Egypte et des plus fameuses du monde musulman. Elle a été construite par Gohar Al-Saqqalli, en 970.

dirigeants », bien que sa vie ne se soit pas stabilisée du côté économique : le logement, l'approvisionnement...etc, et bien qu'il souffre toujours de l'occupation. L'armée également a été solide et aucune des campagnes menées contre la RAU ne l'a affecté.

L'Union nationale a été noyautée par les éléments réactionnaires hostiles à la révolution, camouflés par les emblèmes.

Notre Etat ne sera fort qu'après l'extirpation des détracteurs de la révolution. Eradiquer les ennemis de la révolution est une revendication populaire. Ces éléments recourent au camouflage mais ne changeront pas leurs plans, au contraire, ils saisiront toute occasion pour réaliser leurs desseins, avec la collaboration de l'impérialisme ».

« Les différends avec nos ennemis imposent que nous définissions les limites qui nous séparent. Notre première démarche sur le plan intérieur est d'annihiler les détracteurs de la révolution socialiste et tous ceux qui travaillent au sabotage du système socialiste : par l'incarcération, la privation de richesses, des biens et des droits, la protection de l'Etat de toute activité destructive à l'intérieur et à l'extérieur. Bref, aucune liberté ne sera conférée aux ennemis du peuple », a expliqué Nasser.

Nasser a ensuite abordé les contradictions dans le peuple, s'interrogeant : « Qui est le peuple ? Toutes les catégories et les groupes qui soutiennent le courant socialiste et y contribuent. Les contradictions internes ne se heurtent pas les unes aux autres, à savoir les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie patriotique.

L'Etat s'appuie sur le peuple, raison pour laquelle la démocratie doit s'exercer au sein du peuple, toute la liberté est dévolue au peuple. Tous les sujets de divergence au sein du peuple ne peuvent être réglés que par la voie de la démocratie : via le dialogue, la critique, l'argument et l'éducation ; ils ne peuvent pas être résolus par les pressions. D'où le rôle des cadres dirigeants qui doivent adopter la méthode de la persuasion de manière démocratique et non la méthode directive que nul ne peut admettre. L'autocritique est le principal moyen de s'instruire ».

Nasser a appelé à tenir « un congrès élu dans les rangs des forces populaires, représentant l'idéologie du peuple et ses expériences dans tous les domaines et ayant pour objectif d'élaborer un pacte d'action nationale. Ce pacte constituera la plateforme des prochaines élections générales pour choisir les règles institutionnelles de l'organisation populaire d'où émanera le Congrès général de l'Organisation politique qui rédigera la Constitution permanente de la RAU. Cette démarche sera la première adoptée pour la fondation de l'organisation populaire capable de faire avancer la révolution sociale ».<sup>146</sup>

Nasser a défini la notion de liberté sociale comme étant « le droit de tout citoyen à une part de la richesse de sa patrie, selon ses efforts personnels, cependant les chances doivent être égales ».

---

<sup>146</sup> Discours et déclarations du président Gamal Abdel Nasser, partie 6, pp 378-608.

Dans le même document, Nasser a écrit que «les réactionnaires ne concerne qu'une minorité des citoyens de la patrie qui monopolise une grande part de sa richesse pour elle seule et en prive la majorité, l'ayant droit légitime de ces biens, étant par définition la majorité. Les citoyens rétrogrades se sont adaptés, ont brandi les banderoles du socialisme et ont réussi à pousser beaucoup d'autres à la dérive. Ils se sont sentis rassurés grâce « au cœur clément de la révolution ! »

Nasser s'est ensuite demandé « dans quelles mains sont les projets industriels et la richesse du pays ? Nous avons atteint en 1960 un seuil dangereux ; le courant réactionnaire domine et est sur le point de mobiliser la révolution nationale pour son compte afin de l'éloigner de ses objectifs révolutionnaires. La prédominance du capitalisme au pouvoir ne signifie pas la formation d'un cabinet de milliardaires : ils n'en faisaient pas partie mais choisissaient les ministères (avant la révolution). La révolution nationale devait prendre son cours ».

Nasser a également parlé du « mythe du capital étranger », « nous n'avons glané que 8.7 millions de livres en 10 ans !...Nous sommes orientés (maintenant) vers les prêts et non vers l'ouverture du pays aux capitaux étrangers, pourquoi ? Car les capitaux étrangers détourneront leurs bénéfices en devise rare vers l'étranger à jamais alors que les prêts, nous les paierons en un temps défini et nous en finirons, les profits resteront pour le peuple ! »

Nasser a ensuite évoqué l'expérience antérieure et le mythe de l'assurance du capital privé ; « les

investissements en industrie en 1952 se chiffraient à 2 millions de livres et en 1960 à 88 millions de livres. Je ne suis pas contre le capital privé lorsqu'il travaille mais suis contre lui lorsqu'il exploite et qu'il vole la chance à d'autres.

Les obstacles qui se dressent sur le chemin de la révolution sociale sont les réactionnaires, l'exploitation, le féodalisme, le capitalisme exploitant, le monopole ; ils ont l'occasion d'entretenir ces obstacles car ils ont hérité l'argent et ont laissé aux autres la pauvreté, ils ont hérité l'influence et ont laissé aux autres l'ignorance ; ils ont tout hérité...

La démocratie politique ne peut devenir vérité réelle sans la démocratie sociale, l'égalité des chances et l'égalité ». Nasser a critiqué le bipartisme à l'Occidentale capitaliste. Selon lui, « ce genre de système n'est, à l'heure actuelle, qu'un moyen de maintenir la dictature du capitalisme et ne peut assurer la liberté et les droits de la classe ouvrière... Qui peut financer les élections et les propagandes ? Le capitalisme et le féodalisme exploitant... nous sommes toujours une société capitaliste qui se transforme progressivement vers le socialisme ».

Répondant à ceux qui disent que le coup d'état en Syrie est le déclic de la révolution sociale, Nasser a dit : « c'est faux. La révolution sociale a commencé avant cela par les lois de juillet 1961, le coup d'Etat en Syrie a été une rétroaction de la révolution sociale. Ils ont dit qu'il n'y a pas de féodalisme en Syrie ! Comment cela est-il possible alors qu'il y a des personnes qui possèdent un million de donums soit un quart de million de feddans ?! Ils ont dit qu'il n'y a pas de capitalisme exploitant en Syrie,



comment cela est-il possible avec un partenariat à cinq, le monopole et le contrôle de capital?! Et les villages en Syrie, sans eau potable ! »

**Troisièmement : le pacte de l'action nationale est une preuve d'action de la prochaine décennie :**

Nasser a présenté au Congrès national des forces populaires un pacte qui a été débattu et approuvé. Le document comportait de nombreuses orientations décisives de longue portée, la moitié des sièges dans tous les conseils populaires –le conseil parlementaire en tête- échoiront aux paysans et aux ouvriers ; perçus comme la véritable majorité frustrée depuis si longtemps. Ceci signifie que le pouvoir législatif et de contrôle a été confié aux paysans et aux ouvriers et que le pouvoir des conseils populaires a la haute main sur les appareils administratifs et exécutifs.

De surcroît, Nasser a institué le rôle du « peuple enseignant » et les principes de l'élimination des disparités entre les catégories sociales et de la direction collectif, confirmant ainsi la démocratie.

Le pacte a distingué le capital exploitant et monopolisant et le capital travaillant sans exploitation ni monopole.

Nasser a ainsi inventé une troisième méthode, différente des deux autres que connaissait le monde : le capitalisme et le communisme. Ce troisième courant unit paysans et ouvriers aux intellectuels et au capitalisme patriotique, dans le cadre de l'union socialiste arabe, la nouvelle

organisation populaire de la RAU qui maintiendra le contact entre les dirigeants et le public.<sup>147</sup>

Nasser a mis en exergue ici la différence entre l'union nationale et l'union socialiste, « la première a été créée pour être le cadre de l'union nationale regroupant toutes les contradictions qui devront être dissipées pacifiquement au sein de ce cadre. Les féodaux ont été unis aux capitalistes exploitants. J'ai donné l'occasion à tout le monde d'adhérer à l'union nationale. Nous avons appris la leçon en Syrie, lors de l'élimination des réactionnaires qui s'était conjuguée dans le monde arabe pour contrer les principes de la justice sociale que nous avons annoncés dans notre pays. Nous avons constaté que l'assise sur laquelle nous avons fondé l'union nationale n'était pas correcte.

Aujourd'hui, nous évitons ces vices dans l'union socialiste. Celle-ci est désormais formée de la coalition des forces ouvrières du peuple et ne donne aucune place aux réactionnaires, au féodalisme, au capitalisme exploitant et corrupteur ».<sup>148</sup>

Nasser a abordé dans ce pacte le principe de la gouvernance collective puis a cédé ses pouvoirs de président de la république au Conseil présidentiel, partant du fait que ce type de gouvernance réaliserait la démocratie à tous les niveaux.

Dans un discours en date du 24 septembre 1962, Nasser a dit : « Notre bataille était, dès le début, en faveur de la démocratie pacifique, sociale et politique. Après dix ans,

---

<sup>147</sup> Mohamed Hassanein Heikal, en toute franchise, « La nation, son rôle dans le façonnement du héros et le rôle de celui-ci dans la vie de la nation », Al-Ahram, 25 mai 1962. M. Hassanein s'interroge : « les paysans et les ouvriers sauront-ils assumer leurs responsabilités ? », 1 juin 1962.

<sup>148</sup> Discours et déclarations du président Gamal Abdel Nasser, partie V, 2007, P P 383-394

nous avons franchi un long parcours sur la voie de la transition socialiste ; nous avons fixé à 100 feddans la propriété agricole de chaque famille, nous avons nationalisé 80% du matériel de production. Nous avons donc mené notre bataille pour que chaque personne possède un droit dans son pays et pour éviter que les richesses de ce dernier soient monopolisées par une minorité...

Il faut commencer à organiser l'Etat ; le Conseil présidentiel et le conseil exécutif qui est le Conseil des ministres, seront dirigés de manière solidaire et non par le président du Conseil. De la sorte, nous nous débarrasserons de l'individualisme et de la passivité dont nous nous sommes plaints. Une décision sera prise pour former le haut comité exécutif ». <sup>149</sup>

« Le Conseil de la présidence de la république est le haut directoire du pouvoir de l'Etat, exercera le pouvoir législatif, nommera et licenciera le commandement suprême des forces armées. Le mandat du Conseil de la présidence prendra fin dès la rédaction de la nouvelle constitution permanente » élaborée le 25 mars 1964, a écrit Nasser.

Dans ce type de gouvernance, le président de la république promulgue les lois et prend les décisions, désigne le président du Conseil exécutif, de ses vice-présidents et des ministres, nomme et destitue les vice-présidents du Conseil de la Défense nationale et ses membres, il est le commandant suprême des forces armées et le président du Conseil de la défense nationale.

Nasser a annoncé son intention de consacrer la plus grande partie de son temps à l'organisation populaire ; son succès

---

Discours et déclarations du président Gamal Abdel Nasser, partie V, p p 395-420, référence précédente. <sup>149</sup>

sera d'assurer une véritable protection à l'action nationale. Ceci exigera la mobilisation du public et la formation de dirigeants, notamment dans les rangs de jeunes qui doivent assumer leur responsabilité.

**Quatrièmement : la situation politique pragmatique qui a été réalisée.**

En 1963, l'union socialiste regroupait 5 millions de membres mais un appareil politique avait été créé en son sein dans le but de sécuriser la révolution contre l'impérialisme, le féodalisme, les réactionnaires et le capitalisme exploitant ; il en constituait l'organisme avant-gardiste.

Nasser a expliqué aux cadres dirigeants du parti baasiste syrien, venus au Caire le 19 mars 1963 pour réclamer l'union : « Pourquoi n'avons-nous pas entendu parler des partis ? Un parti c'est une sorte de sélection qui finit par regrouper des milliers. Cela signifierait être indifférent envers le peuple et transformer la démocratie de tout le peuple en la dictature d'un parti ! La situation des partis en Egypte est différente... tous étaient réactionnaires et avaient collaboré avec l'impérialisme, hormis le parti national qui réunissait un faible nombre d'adhérents. Les frères musulmans ont persisté, après l'abrogation des partis le 17 janvier 1953, et nous étions intrigués à leur sujet jusqu'au jour où ils se sont dévoilés, au moment du clash qui a éclaté entre eux et nous en 1954.

Nous n'avons plus à présent de partis mais une coalition des forces ouvrières du peuple... nous ne considérons par l'union socialiste comme étant un parti qui englobe ladite coalition dont les intérêts s'opposent au capitalisme et au féodalisme et ils ne convergeront jamais, en aucun cas. En Egypte, nous avons

interdit en bloc le parti du capitalisme et du féodalisme, comment ? Par l'éradication du féodalisme, par la nationalisation et par la mise sous séquestre.

Ce qui s'est produit chez nous, c'est probablement une sorte de grande liquidation de l'alliance entre le féodalisme et le capitalisme ; quelle est donc leur arme ? L'argent.

Nous avons pensé au début à limiter le nombre d'adhérents à l'union socialiste de 300 000 à 400 000 mais nous en avons été incapable car le pays avait affirmé en chœur : nous sommes avec vous ! Effectivement, 5 millions de citoyens y ont adhéré. Après onze ans de soutien populaire à la révolution, il était nécessaire d'organiser ce soutien et de créer un contact entre « la base » et ce soutien populaire. Certes aucune personne de celles qui ont été sujettes aux décisions du socialisme, ou dont les biens ont été séquestrés ou encore ont été visés par des jugements ne pouvait devenir membre de l'Unions socialiste.

Sans mettre fin à l'exploitation et à la dominance du capitalisme, quoi que nous formons des parlements, ceux-là seront des conseils représentant la minorité, autrement dit, l'alliance entre le capitalisme et le féodalisme, et non le peuple ouvrier ! Nous ne gouvernons pas en faveur de la bourgeoisie mais gouvernons pour l'intérêt de la coalition des ouvriers, des paysans et des intellectuels, pour l'intérêt de toutes les forces ouvrières du peuple.

Concernant le secteur public, nous avons consacré une certaine représentativité aux ouvriers au sein du conseil d'administration pour remédier au problème de la bureaucratie puis nous avons affecté 25% des bénéfices aux ouvriers, puis au syndicat ouvrier et à l'union socialiste dans l'usine. Le résultat : la productivité a augmenté. Le salaire maximum a été fixé à 5000 livres et le salaire minimum a été également déterminé.

Aujourd'hui, nous instituerons des conseils populaires dans les villages et villes, et nous organiserons des élections générales pour les former ; ils seront dotés de pouvoirs semblables à ceux du Conseil des députés aux yeux de la république.

On ne peut jamais se fier aux réactionnaires, quel qu'il en soit, car ils se métamorphosent selon les circonstances...les réactionnaires et le capitalisme ne seront satisfaits que si j'usurpe le pouvoir et que je gouverne en faveur de leur catégorie, sous le nom de la démocratie, et cela serait la dictature du capitalisme et des réactionnaires !

Pour garantir la non prédominance de la catégorie ancienne ni celle nouvelle qui peut se former aux détriments des droits des ouvriers et des paysans, nous avons imposé, dans la Charte, que 50% des sièges du Conseil de la Nation, des conseils et des organisations populaires soient réservés aux ouvriers et aux paysans pour éviter les manœuvres des réactionnaires et du féodalisme dans les futures élections. En effet, les réactionnaires et le féodalisme ont toujours une influence chauvine, tribale et catégorielle. De la sorte, nous garantissons que la catégorie sociale ayant gouverné longtemps et hérité l'influence et l'argent n'obtienne, quoi qu'elle fasse, que 50% des sièges ».

En fait, Nasser a procédé à tous ces changements face à une contre-révolution : « activités après la sécession, ils se sont dit que c'était une opportunité. Les forces de la révolution ont cependant réussi à anéantir la contre-révolution qui se poursuit néanmoins jusqu'à ce que le changement social soit totalement achevé. Tant qu'il y a révolution, il y a contre-révolution ; cette contre-révolution nous a aidé à mettre sur pied un comité qui est parvenu à liquider le féodalisme l'an dernier, dans tout le pays, ainsi qu'à éliminer les grandes figures de la contre-révolution présentes dans le pays. Elles tuaient les paysans et

s'approprièrent les territoires, excédant le plafond de propriété agricole (100 feddans) <sup>1</sup> !

### **Cinquièmement : il faut une révolution supplémentaire !**

Le 25 mars 1964, la constitution provisoire de la RAU a été promulguée en attendant que le Conseil de la nation – qui doit prendre ses fonctions le jour suivant- élabore la Constitution permanente et en soumettre l'ébauche au peuple.

A l'approche de la fin de 1964, Nasser a conçu, par son sens politique patriotique, que l'ambiance générale était devenue inappropriée. Il a écrit : « Quelle est la raison de cette ambiance actuelle » ? Il en a ensuite énuméré les causes : la hausse des prix, la liberté des critiques sans restriction, l'inexistence de solutions suffisantes.

Sur le plan économique, Nasser a noté : « une inflation indubitable, des dépenses accrues en faveur de l'armée, des forces armées et du Yémen, des débordements du pouvoir local, l'orientation vers des projets non productifs pour les services, des nominations et le versement démesuré de primes et de salaires, la mauvaise distribution du budget l'an passé qui a engendré une pénurie de la production locale ainsi que la fermeture d'un nombre d'usines ont semé le trouble ».

« L'appareil gouvernemental est entièrement hostile ! Les fonctionnaires sont inconscients ; ceux au sommet veulent des privilèges, ceux à la base sont sujets aux pressions de la cherté de vie. Concernant le secteur public, la majorité des personnes qui le composent veulent créer une nouvelle catégorie et sont indisposés par les restrictions. Le corps politique à l'étranger est

entièrement hostile, notamment après les réductions imposées dernièrement à l'entrée ! », a écrit Nasser.

A propos du climat rural sans Nasser, les clés traditionnelles sont perdues, les anciens notables ou certains d'entre eux amadouaient les gouverneurs, ressentant l'émergence d'une nouvelle catégorie. « Où sont les paysans de la réforme agricole ?! » Nasser a ensuite enregistré les erreurs de la commercialisation coopérative et les difficultés dans les transactions avec la banque des prêts.

Nasser a exprimé ses sentiments dans le même document : « La perte de la confiance est terrifiante ! » Il y a de la corruption ou des tentatives de corruption ; il y a un manque de ressources et des susceptibilités au sommet. La question des séquestres et ses conséquences ont engendré « une catégorie sous pressions, qui s'exprime maintenant de manière responsable devant les personnes restantes de l'ancienne classe collègue et devant une autre catégorie naissante ! »

Pour les communistes, « nous n'avons exécuté aucun plan pour les démanteler, et pour conséquence, ils se rassemblent maintenant ! »

Au même moment, « l'organisation politique était sur le point de disparaître...comment est-il possible de la ranimer dans les circonstances actuelles ? » Nasser a déduit la nécessité d'élaborer un programme d'action préparant l'étape du démarrage.

Continuant à critiquer la situation du pays, Nasser a dit : « Le Conseil de la nation renferme des courants divergents ; compte tenu d'une disposition à guetter le gouvernement, à rechercher une popularité « bon marché », de l'inexistence de rapports avec l'Union socialiste et la précarité de la direction.



Concernant les ministères, il n'y a pas de ministère de la Recherche scientifique et il y a beaucoup de problèmes au ministère de l'Industrie ».

Nasser a écrit, sous le thème « le déchirement du pouvoir », ses observations sur le Conseil de la nation : l'existence de blocs, la non tenue de réunions, la non coordination, la passivité et la crainte, les propos contradictoires et les adversités violentes, en sus d'une vague de grève (les enseignants, la police...etc).

Quant à la situation au sein de l'armée, elle reflète certes l'incohérence du peuple ; il est d'ailleurs impossible de vivre en fonction des anciens principes seulement.

Nasser a constaté un problème psychologique : le sentiment que rien est changeable, doublé d'un sentiment de révolte alimenté par de nombreuses forces.

Nasser a commencé à élaborer un programme d'action de trois mois prévoyant la réduction des prix, le règlement du problème des séquestres, des campagnes de sensibilisation dans les régions rurales et la formation d'un comité central de l'Union socialiste.

« Qu'est-ce qu'il faut en fin de compte ? Seraient-ce des révolutions successives ou un changement définitif au sein du pouvoir, et cela serait-il possible ? Ou encore faut-il un changement au sein de l'Union socialiste par la formation d'un nouveau noyau pour ensuite passer au peuple en lui adressant d'abord un communiqué du prochain Conseil de la nation ? »

Nasser a déterminé par écrit le processus visant à remettre la situation sur les rails et à recentrer les objectifs de la révolution sur les actions quotidiennes. Il a soulevé la question des comptes à rendre et jugé nécessaire de révoquer de certains gouverneurs,

chefs d'institutions, patrons de compagnies, et partout ailleurs, si nécessaire.

A cela s'ajoute la prise de mesures pour résoudre des problèmes en suspens tel l'examen du statut des communautés pour unir les catégories sociales, la réactivation des principes illustrant les objectifs sociaux de la révolution du 23 juillet, le règlement du problème du corps politique, l'élaboration d'une organisation solide qui fera du pouvoir une opération théorique en contact direct avec les gens, avec les problèmes d'actualité et avec les espoirs de l'avenir ».

Nasser a déterminé également les traits du plan concernant le gouvernement qui prévoit entre autres le changement du premier ministre – Ali Sabri- et de ces cinq vices-premiers ministres. Les vices-premiers ministres se réuniront en qualité de Conseil de cabinet tous les matins ; il peut y avoir un directeur du minicabinet du premier ministre, au rang de ministre des Communications rapides qui assistera à la réunion restreinte du Conseil des ministres et qui remettra quotidiennement le procès-verbal de la réunion au président de la république.

Avant d'établir cette organisation, il faut introduire une modification au gouvernement et à l'union socialiste pour assurer une coordination consciente, réaliser une unité intellectuelle, empêcher les contacts secondaires qui génèrent les susceptibilités et remédier à toute paralysie.

Nasser a de même posé un système pour le gouvernement dans les bureaux des gouverneurs ; afin que le gouverneur soit quotidiennement en contact avec le premier ministre et le minicabinet ainsi qu'avec l'union socialiste afin de maintenir le contact avec les bureaux du gouvernement.

« Il est clair qu'il y a quelque chose d'anormale dans le pays, si cela est causé en apparence par la hausse des prix, le problème des enseignants et les critiques proférées sans aucune règle et ayant conduit aux affrontements, la question est en fait bien plus importante. Il y a de véritables problèmes qui entraînent l'inflation ; l'appareil du gouvernement est incompetent pour assumer les responsabilités accrues de l'Etat, l'appareil de la production affronte de grandes difficultés tels la bureaucratie et l'incompétence de certains de ses éléments. Le pays est devenu le plus grand producteur mais n'a pas développé ses méthodes ni ses organismes pour être à même d'assumer les responsabilités grandissantes qui lui incombent », a indiqué Nasser.

### **Sixièmement : début d'une nouvelle phase révolutionnaire**

Le gouvernement de Ali Sabri a été effectivement démis le 27 mars 1965 et Zakareya Mohyedine a été nommé comme successeur de ce dernier. Nasser a posé sa candidature à la magistrature suprême et a été élu le 16 mars 1965 pour six ans.

Nasser a immédiatement convoqué une réunion à son domicile le 30 mars 1965 pour évaluer la période passée. Il a parlé des points négatifs du pouvoir comme il les a constatés. Nasser a appelé à une nouvelle phase révolutionnaire dotée des qualités susmentionnées et exigé un rapport de chaque ministre sur les problèmes que rencontrent son portefeuille et les moyens d'y remédier.

Dans l'ébauche du discours qu'il a adressé au peuple le 26 juillet 1965, Nasser a évoqué la différence entre la révolution et le coup d'état qui constitue une aventure qui s'arrête au pouvoir. Quant à la révolution, « elle est une action positive qui a pour but d'établir une nouvelle donne et qui est par nature, une action

populaire et progressiste ; c'est le mouvement de tout le peuple qui unit ses forces pour briser tous les obstacles qui endiguent sa vie comme il la conçoit et comme il la désire. C'est un saut franchissant le recul économique et social, rattrapant l'écart perdu et réalisant les grandes espérances illustrées par un bon exemple pour les futures générations. Ceci dit, l'action révolutionnaire véridique ne peut être parfaite sans deux traits essentiels : sa popularité et son progressisme. La révolution n'est pas l'œuvre d'une seule catégorie, elle aurait été autrement la cause d'un clash avec la majorité ; la vraie valeur de la révolution réside en sa popularité ».

Les lois martiales ont été supprimées, en mars 1964, au début de cette période. Les détenus politiques, dont les communistes et les frères musulmans, ont été libérés. Les communistes égyptiens ont décidé le 7 avril 1965 de mettre fin à la forme indépendante du parti communiste égyptien et ont envoyé une copie de cette décision à Nasser.

Une nouvelle conspiration des frères musulmans a été dévoilée en juillet ; ils avaient formé une organisation secrète, avaient collecté des armes et des charges explosives, avaient reçu des fonds de l'étranger et s'étaient préparés à renverser le régime.

Commentant ce fait, Nasser a affirmé dans un discours s'adressant aux étudiants arabes au club arabe à Moscou le 29 août 1965 : « Nous ne pouvons prendre cet incident avec laxisme, devons-nous laisser passer comme auparavant ?! Nous avons pardonné une fois (les auteurs de la tentative d'assassinat le 26 octobre 1954) et nous ne pourrons pas pardonner une nouvelle fois, chacun est responsable de ses actes. Nous allons donc parer à cette conspiration avec fermeté et nous allons

l'éradiquer. Comment ce complot a-t-il été révélé ? Un citoyen l'a signalé. »<sup>150</sup>

Nasser a surveillé la contre-révolution et tous ses mouvements. Il a de nouveau écrit, le 2 février 1966, sur la gravité de la situation intérieure : « La dernière fois où la véritable mobilisation a atteint son pic était en mars 1965, la situation aujourd'hui est dangereuse. Après la mobilisation, la situation s'est figée, ce changement n'est pas lié, que ce soit sur les plans objectif ou exécutif, au programme établi. Où est la nouvelle génération ? ! La question que posent les gens ! L'intérêt accordé aux problèmes quotidiens de la population, aucune relation entre le gouvernement et les citoyens, les exploits mal présentés aux gens. Le front intérieur souffre d'un état d'inquiétude « psychologique » !

Nasser a continué à critiquer l'exploitation des appartements mis sous séquestre et de l'approvisionnement, l'organisation des jeunes « ces jeunes acclamateurs dans les rues » et l'alliance des forces ouvrières du peuple ; il n'y a pas d'alliance. Il y a une campagne contre les officiers de l'armée qui a un écho ; cette campagne n'est pas nouvelle ce qui est nouveau c'est l'écho qu'elle a produit !

Il y a un sentiment qu'il y a une catégorie distinguée qui jouit de tous les privilèges sans sentir les souffrances du peuple ! Des pressions sont exercées dans la campagne, des fonds sont collectés. Le seul point positif dans tout cela, le haut barrage !

Que faire ? Nous devons prendre l'initiative et réinsister sur l'exploit réalisé jusqu'à présent, nous devons nous concentrer sur les réussites et non sur les déboires. Il faut s'intéresser à l'union socialiste et travailler à ce que le gouvernement termine son plan et le soumette aux gouvernorats. Il faut s'intéresser à

---

<sup>150</sup> Discours et déclarations du président Gamal Abdel Nasser, partie 4, p p 849-861.

mobiliser les citoyens de manière décisive et profonde. Un congrès sera tenu pour discuter le plan du gouvernement, en présence des membres du Conseil de la nation et les conseils exécutifs ; le plan sera ensuite expliqué sur les lieux de travail et de production.

Les gens ne s'intéressent pas à la politique extérieure mais plutôt à la politique intérieure. Faisons donc participer positivement le peuple dont la supervision des services fera l'objet d'examen. »

« Le front intérieur doit être à mon diapason quand je m'engagerai dans une lutte arabe et mon influence à l'extérieur doit être puisée du succès de l'expérience en Egypte... nous combattons maintenant et pour la première fois toute la bourgeoisie arabe et il faut attirer la classe moyenne à l'intérieur et à l'extérieur de l'Egypte », a affirmé Nasser.

Tous les féodaux refusent certes la délimitation des propriétés et la distribution des terrains aux paysans. Les capitalistes exploitants dont les usines ont été nationalisées ne peuvent être du côté de la révolution. Les impérialistes dont les biens existant en Egypte –telles les banques, les compagnies d'assurance et les usines- ont été nationalisés, ne peuvent eux-aussi soutenir la révolution mais plutôt se rallier à la contre-révolution.

Les forces de la contre-révolution ont essayé d'instrumentaliser des groupes de citoyens, depuis le début de la révolution mais en vain ; elles ne sont parvenues partiellement qu'à dévoyer quelques citoyens et à en effrayer d'autres du changement.

## **Deuxièmement : le conflit au Yémen :**

### **1- Le déclenchement inattendu de la révolution yéménite :**

Le 26 septembre 1962, le haut commandement de l'armée yéménite a déposé l'imam Al-Badr et tué quelques membres de la famille royale. Il a également pris la décision d'abolir la monarchie et de proclamer la « république libre », la République Arabe du Yémen.

Abdullah Al-Sallal, commandant effectif de la révolution, a sur le champ sollicité le soutien de la RAU au nouveau régime au Yémen<sup>ii</sup>.

L'émir El-Hassan, délégué du Yémen auprès de l'ONU et oncle paternel de l'imam déchu, a parallèlement demandé aux Etats-Unis d'annoncer leur opposition à toute ingérence extérieure dans les affaires du Yémen, à le reconnaître en tant que nouveau gouverneur du pays et à l'aider à regagner le Yémen pour y rétablir le régime de l'imamat !

Les Etats-Unis lui ont répliqué qu'il était impossible de l'aider, ne s'immisçant pas dans les affaires intérieures des autres pays ! Le soir du même jour, l'émir El-Hassan s'est envolé pour Londres pour obtenir son assistance.<sup>iii</sup>

Le jour même, après avoir reçu des rapports erronés sur la situation, le gouvernement américain a appris que les révolutionnaires travaillaient avec la RAU ! Les Etats-Unis ont adressé un message au gouvernement égyptien pour l'informer qu'ils n'envisageaient point de s'ingérer dans les affaires yéménites et qu'ils ne reconnaîtraient le nouveau gouvernement yéménite qu'après avoir obtenu davantage d'informations pour évaluer la popularité et l'ampleur de ce mouvement et qu'après

avoir eu des preuves de la volonté et de la capacité de ce gouvernement de respecter les engagements internationaux.

Le gouvernement américain a tenu à affirmer dans ce message que la nature des relations entre le nouveau gouvernement yéménite et la RAU étaient une question qui ne le concernait aucunement. Les Etats-Unis ont cependant souhaité que la RAU comprenne l'intérêt vital voué par leur gouvernement à la préservation de la sécurité de la région du Golfe arabe qui dépend du maintien de la position et de l'influence de la Grande-Bretagne à Aden, lesquelles renforcent directement, avec l'influence américaine dans le Golfe persique, l'intérêt de la RAU à sauvegarder la sécurité du Koweït. Les Etats-Unis ont également espéré que la RAU exerce son ascendance sur le nouveau régime yéménite pour garantir que ses efforts soient orientés vers la consolidation de la stabilité intérieure et le développement au lieu de s'enliser dans des aventures extérieures.<sup>iv</sup>

Il était aisé de déduire de ce message, envoyé le lendemain de la révolution yéménite, qu'en réalité, l'essence du problème pour les Etats-Unis était non Sanaa – la capitale yéménite- mais le Caire ! Lui seul avait la capacité d'influencer la situation dans cette région.

L'émir Fayçal a contacté, le lendemain de la révolution, les Etats-Unis pour demander leur soutien ainsi que celui de la Grande-Bretagne afin de constituer une force contre le nouveau régime au Yémen, avec la contribution du Royaume d'Arabie saoudite ! Les préparatifs militaires saoudiens ont été entamés aux frontières nord-est avec le Yémen. L'imam déchu Al-Badr s'était réfugié en Arabie saoudite, dès l'éclatement de la révolution.

La politique des Etats-Unis consistait à ne pas s'ingérer dans les affaires du Yémen, et ils en avaient fait part à la RAU, considérant que le régime de l'imamat était l'un des plus



rétrogrades du monde. Il était dans l'intérêt des Etats-Unis de soutenir la famille Saoud tout comme la Jordanie. Quant à leur politique envers Nasser, elle consistait à le pousser à se concentrer sur la scène intérieure et à exercer, en même temps, davantage de pressions sur lui dans le but de l'encourager à adopter des politiques moins hostiles à leurs intérêts et à ceux de leurs amis. Les aides américaines étaient maintenues pour éviter que Nasser ne s'oriente vers les Soviets<sup>v</sup>.

Les Etats-Unis, ainsi que la Grande-Bretagne, étaient donc des acteurs principaux dans la crise yéménite, depuis les premiers instants de la révolution. Les deux Etats avaient des intérêts énormes dans la région : le pétrole en Arabie saoudite et la volonté d'y maintenir au pouvoir la famille Saoud qui entretenait la stabilité requise, les colonies britanniques –la principale étant à Aden. La révolution au Yémen menaçait ainsi la situation des bases militaires britanniques.

Dans ce contexte, l'émir Fayçal était arrivé le 4 octobre 1962 à Washington pour un entretien avec le président Kennedy qui avait reçu de nombreux rapports dont le plus important étant celui affirmant que le roi Saoud s'était affaibli et qu'il serait succédé par Fayçal qui était plus intelligent que lui. Fayçal était venu en personne pour s'assurer de l'ampleur du soutien américain. La révolution du Yémen avait montré les craintes saoudiennes du Nassérisme et la famille Saoud avait même avoué que leur tour viendrait après la famille royale du Yémen !

Les Américains estimaient difficile de satisfaire Fayçal bien qu'ils aient affirmé leur appui à la famille Saoud. Robert Komer, assistant du président Kennedy, avait remarqué que Fayçal doutait que les Américains aient substitué à leur politique arabe une autre politique de soutien à Nasser ! Pour convaincre Fayçal que les Etats-Unis soutenaient toujours le régime saoudien, Komer lui a rappelé ce que les Etats-Unis avaient fait pour l'Arabie saoudite entre autres une dotation d'armes d'un montant de 13.5 millions de dollars, l'offre d'appareils

d'émission radio, l'envoi d'une équipe de recherches économiques, le maintien de la mission de formation militaire en Arabie saoudite et l'approbation de la vente des chasseurs FS-A.

Les Américains jugeaient capital que les Saoudiens procèdent à la modernisation et au développement, la réforme intérieure étant la principale barrière au nassérisme !<sup>vi</sup>

Fayçal a usé de tous les moyens pour convaincre les Etats-Unis de le soutenir. Il leur a d'abord affirmé être très confiant quant à la situation au Yémen, à la lumière de l'histoire des révolutions yéménites : les tribus qui se rassembleraient dans les collines nord s'uniraient pour rétablir le régime de l'imamat ! Fayçal a rappelé Phillips Talbot, adjoint du secrétaire d'Etat américain, lors d'un entretien à New York le 13 octobre 1962, que les Etats-Unis avaient des propriétés et des avoirs de valeur au Yémen et étaient obligés de rejoindre les forces saoudiennes et jordaniennes pour renverser Al-Sallal.

Les Américains voyaient cela impossible surtout que la RAU était engagée à maintenir Al-Sallal et pouvait accepter l'aide de l'URSS ! En fait, les Etats-Unis considéraient que la situation au Yémen les avait mis dans une situation embarrassante vis-à-vis de la RAU.<sup>vii</sup>

## **2- Mouvement de troupes égyptiennes au Yémen :**

Le 5 octobre 1962, un nombre limité de troupes égyptiennes s'est mobilisé vers la Mer Rouge, en route pour le Yémen à 1000 miles -1852 km- au sud des frontières égyptiennes dans l'objectif de soutenir sa révolution, et ce après le débarquement des hommes de l'armée saoudienne dans les régions nord et nord-est du Yémen, accompagnés d'une mission technique jordanienne. Hormis ces deux régions, le reste du pays était sous le contrôle du nouveau régime yéménite. Face à l'ingérence militaire de l'Arabie saoudite, la RAU a reconnu la République

arabe du Yémen et annoncé qu'elle ne permettrait pas que le régime issu de la révolution soit chassé!

Nasser a examiné, au Conseil présidentiel le 29 septembre 1962<sup>viii</sup>, le message qui lui a été envoyé par les dirigeants de la révolution yéménite, dès son déclenchement : «...nous sollicitons votre soutien moral et matériel, et nous sommes prêts à recevoir vos directives et vos conseils ».

Nasser a dit : « Je ne leur ai pas répondu dans l'immédiat mais je leur ai fait savoir, à travers notre chargé d'affaires (au Yémen), que nous les aiderons en cas d'intervention extérieure ou d'agression, surtout en cas de l'ingérence de Saoud où notre position sera d'autant plus grande ; nous pouvons les aider militairement. Je leur ai ensuite conseillé de former un gouvernement pour que le monde les reconnaisse, et de faire avancer les choses davantage sans retard !...

A 7h30 du matin, radio Londres annonçait les manchettes de la presse : « Nasser une nouvelle fois » et affirmait sa participation à la révolution !...

En réalité, nous n'avons pas de rapports avec le Yémen ; notre ambassade là-bas est supposée être fermée, seul, le secrétaire des archives y a été maintenu et nous en faisons un ministre d'Etat ! Je pense qu'il faut s'excuser...ce n'est pas du tout la peine car nous avons besoin de prêts et nous allons ainsi effrayer Saoud ; surtout que cela nous usera ! Ceux-là posent un problème. C'est une bataille, et dans une bataille, il faut avoir au moins 2 millions de livres, ce n'est donc pas la peine ! Il n'y a pas de gouvernement, et il n'y a aucun mal à le reconnaître, les Anglais en seront certes gênés, tout comme Saoud et Hussein, que ce soit aujourd'hui ou demain.

Le deuxième point est que nous devons agir, dans ce processus, sur tous les plans...J'étais heureux de voir le 1<sup>er</sup> communiqué de la révolution.

L'armée est aux mains des hommes de la révolution mais les tribus sont du côté de l'autre (l'imam déchu). Selon moi, l'émergence d'une guerre civile est inéluctable, l'armée provient essentiellement et seulement de Sanaa...

La position des classes moyennes, des intellectuels, des illettrés et des tribus n'est pas encore claire. Selon quelques indices, ils ne soutiennent pas entièrement (la révolution) par crainte de la suspension des aides américaines.

D'après leurs propos (les révolutionnaires) avant-hier, ils m'ont envoyé un signal me demandant de leur expédier des avions de chasse...etc, rapidement !

Les Anglais ne peuvent entrer (au Yémen) après cet état de lieu car il est impossible que l'Arabie Saoudite envoie des aides aux tribus yéménites, ne possédant que des avions d'une portée de 200 km.

Je pense qu'Al-Hassan se rendra en Arabie saoudite, se proclamera roi et sera soutenu par le roi Saoud » !

Interrogé par l'une des personnes présentes sur l'éventualité d'un accord entre les Anglais et l'Arabie saoudite pour permettre que les avions anglais (qui seront passés pour des avions saoudiens) se rendent à Aden, M. Nasser a répondu : « Les avions ne peuvent arriver à Aden...car ils protègent une partie de Riyad et la garde royale est la seule qui détienne des avions » !

Concernant une possible assistance économique, Nasser a expliqué : « Nous leur avons envoyé hier (28 septembre) que nous pouvons apporter notre collaboration via les ministres de l'Economie et de la Trésorerie...toutes les transactions seront en devises rares ! Comment pourrons-nous les aider ? Leur problème sera difficile !

En réalité, la conjoncture au Yémen entraînera l'effondrement de toute la situation...s'ils nous demandent quelque chose, nous la leur donnerons...nous soutiendrons autant que possible toutes les opérations qui s'y produiront mais pas de manière directe...nous pouvons leur procurer des armes sans nous engager dans une opération qui nous implique directement dans une crise internationale, notamment avec les Anglais ou avec Saoud. Nous pouvons dépêcher un groupe –un petit nombre- de commandos pour travailler avec eux...

Du point de vue financier, s'ils ont besoin de fonds nous leur en donnerons car personne ne le fera !...L'URSS a reconnu le gouvernement au Yémen ! »

Un évènement inopiné est arrivé le 5 octobre 1962 : lorsque Saoud a mobilisé son armée aux frontières yéménites, un avion de chasse saoudien doté d'armes pour mater la révolution yéménite est arrivé au Caire, conduit par le pilote Rachad Checheh, accompagné d'autres collègues saoudiens qui avaient refusé d'exécuter la mission.

Le 10 octobre 1962, soit 14 jours après le déclenchement de la révolution au Yémen, Nasser a repris le débat de la question du Yémen et de l'intervention militaire égyptienne lors d'une séance du Conseil présidentiel. « La situation au Yémen se développera inévitablement après l'intervention de l'Arabie saoudite...nous avons instauré un pont aérien quotidien (avec le Yémen). Nous sommes capables de parvenir à Sanaa, de fermer les terminaux de Sa'dah et de parer à l'agression...la flotte arrivera pour épauler nos forces...

Mais la question est : sommes-nous concernés (par ce qui se passe au Yémen) ? Nous sommes concernés dès lors que nous avons annoncé, depuis le premier jour (notre soutien à la révolution). La bataille n'est pas facile mais très difficile. Al-

Hassan a pénétré (les territoires yéménites) et leurs conditions (les Yéménites) sont critiques...

Le succès de cette révolution signifiait l'effondrement de l'Arabie saoudite et la fin des protectorats, ce qui a amené Saoud à y résister. Ils craignent que la présence de l'Egypte au Yémen va y déplacer la situation stratégique de toute la région...les Russes, après une période de tiédeur, ont commencé à réagir avec nous rapidement » !

« Nos forces augmentent (au Yémen), je crois qu'il y a une bataille de défense : je défends le Caire à Sanaa !

La situation en Arabie saoudite est minée et ébranlée, en Syrie également, en raison de la situation au Yémen ; dès que nous avons reconnu le Yémen, ceci les a beaucoup déconcertés !

Depuis l'avant-veille (le 8 octobre), ils ont déployé des commandos dans les rangs desquels se trouvaient des forces yéménites à proximité des frontières. La mobilisation saoudienne se poursuit, ainsi que la mobilisation jordanienne. Le roi Saoud agit –nous avons des renseignements à ce sujet- il expédie des véhicules et des fonds aux tribus là-bas (au Yémen) et au sud avec les sultans de l'union du sud, surtout Sultan Bihan ».

« Ce qui m'inquiète c'est que la bataille est décisive et certains la comparent à la bataille de Waterloo entre les monarchies et les républiques, après la révolution française !

Nous avons 3000 parachutistes (au Yémen)...quelle distance pourrons-nous atteindre ? Si la chasse mène des frappes depuis Djeddah, nous aussi devons mener des frappes aériennes ».

« La révolution gagnera la bataille, malgré toutes les forces qui s'y opposeront. Le fait que la révolution affronte des agressions et les vainc encouragera toutes les forces progressistes et

libérales notamment à Aden. Certes nous pourrions nous procurer des armes du Yémen à Aden !...

Notre plan est le suivant...si les chasses saoudienne et jordanienne interviennent, nous devons y riposter et non frapper l'Arabie saoudite ; bombarder la flotte aérienne à terre et non le pays...nous n'attaquerons non plus Aden...

L'armée saoudienne dispose de près de 12 chasseurs-bombardiers et l'avantage des avions saoudiens qui nous ont rejoint est qu'ils ont perdu confiance en leur propre aviation.

Les Anglais ne mèneront jamais une attaque directe ; ils inciteront les sultans et donneront des aides à certaines tribus...ils ont envoyé des avions à Hussein...

C'est une attaque indirecte des Anglais et une attaque directe aux yeux des Saoudiens, les soldats saoudiens ont été vêtus de treillis yéménites ! Directives de Saoud : les soldats doivent se vêtir au yéménite et apposer sur les véhicules le tigre latin et les morts pertinents... « Attention de ne pas se dévoiler, sinon Abdel Nasser vous reconnaîtra et nous frappera » disait Saoud !

Nos forces sont toujours à Sa'dah, il n'y a pas d'armée au Yémen !...on ne peut pas compter sur elle...ce serait gênant que le format de nos troupes soit minime et qu'ils nous attaquent ; notre image sera (mauvaise) !..

J'ai informé les dirigeants yéménites qu'il n'est pas seulement question de révolution mais que le processus politique doit avancer parallèlement à la force ; il faut constituer un Conseil présidentiel et un conseil de la révolution. Il semble que les choses vont prendre du temps » !

Concernant un éventuel engagement militaire complet de la RAU envers le Yémen au lieu d'une intervention limitée, les Etats-Unis craignaient l'ingérence des Soviétiques qui avaient intérêt

à renforcer leur influence en Mer Rouge. A cela s'ajoutent les graves retombées sur l'Arabie saoudite, s'ils s'impliquaient de plus en plus au Yémen, étant donné l'absence d'alternative à la direction saoudienne au pouvoir pour les Américains ; l'effondrement de la famille saoudienne conduirait à la partition du pays et au chaos qui menaceraient les intérêts stratégiques des Etats-Unis. Ceci compromettrait également les intérêts américains et britanniques à Aden raison pour laquelle les deux pays devaient travailler ensemble pour parer aux dangers au Yémen<sup>ix</sup>.

Kennedy avait envoyé à Fayçal un message, le 2 novembre 1962 après son retour en Arabie saoudite en provenance des Etats-Unis où ils avaient eu un entretien le 5 octobre à la Maison Blanche. « Le royaume saoudien peut compter sur l'amitié des Etats-Unis et sur leur coopération dans les missions multiples que vous assumerez dans les prochains jours. Les Etats-Unis ont un profond intérêt à préserver la stabilité de l'Arabie saoudite et à soutenir son progrès et sa prospérité »<sup>x</sup>, avait dit Kennedy dans son message.

Les Etats-Unis ont réussi, dans le même temps le 9 novembre 1962, à arracher un engagement à Nasser de ne point envahir le territoire saoudien et d'être prêt à mettre fin aux accrochages qui opposeraient les forces de la RAU aux forces saoudiennes<sup>xi</sup>.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne prévoyaient des résultats négatifs si la question du Yémen était soumise au Conseil de sécurité, le nouveau régime ayant gagné légitimité après la reconnaissance de l'URSS et de la plupart des pays arabes. La Grande-Bretagne s'était alarmé de la menace à Aden et avait donc décidé de ne pas aider directement Al-Hassan<sup>xii</sup>.

Les combats au Yémen ont gagné en intensité, les premiers dégâts ont été essuyés par les forces de la RAU le 23 octobre 1962. «Vu le grand nombre de troupes d'Al-Badr et les troupes saoudiennes et jordaniennes unies à quelques tribus du nord,



épaulés par un porte-avion américain et d'une base britannique à Aden, les choses allaient sûrement durer...il y a une action hystérique visant à saper la révolution yéménite ! », a indiqué Nasser lors d'une réunion du Conseil présidentiel le 24 octobre 1962.

Nasser avait expliqué la non intervention des forces de l'air américaine, bien que l'Arabie saoudite aient autorisé l'entrée des forces de l'air jordaniennes par les craintes des Etats-Unis pour le régime en Arabie saoudite !

La situation a cependant empiré pour la RAU, et cela imposait, conformément au conseil du maréchal Abdel Hakim Amer, l'envoi de renforts au Yémen notamment dans la région littorale et dans les autres axes à Saraweh, Sanaa et Amran. L'exécution d'offensives au lieu d'opérations défensives a été également décidée. L'armée de l'air était la seule force qui pouvait être investie mais le nombre d'aéroports était limité et la construction rapide de nouveaux aérodromes était difficile mais indispensable.<sup>xiii</sup>

« Cette bataille est décisive...la coalition rétrograde sacrée de la bataille, et certes les Américains, aident Israël craignant l'impact de cette révolution sur lui. Les Anglais prennent à cœur l'annihilation de la révolution et sont inquiets au point de vouloir instituer l'Union arabe<sup>xiv</sup> et garder un nombre de colonies ; si une révolution se déclarait dans les protectorats, ils retiendront, en fin de compte, la colonie d'Aden dans cette région », estimait Nasser.

Le plan militaire consiste jusqu'à présent non en opérations régulières mais en guérillas...Al-Badr n'est pas entré au Yémen...vu la situation de nos forces à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas bouger et nous aurons besoin de dépêcher d'autres forces pour achever l'opération. Les troupes que nous envoyons au Yémen, nous les compensons ici de sorte à ce que nos forces à la RAU ne s'amointrissent pas...ceci aura besoin certes d'un

budget car nous attendons à tout moment l'intervention d'Israël »<sup>xv</sup>, a renchéri Nasser.

Sohayle Hamza, commandant de l'aviation militaire jordanienne, s'est réfugié au Caire, le 12 novembre, accompagné d'autres pilotes avec leurs appareils. Nasser les a accueillis et a accepté qu'ils soient enrôlés dans l'armée de l'air de la RAU, avec leurs collègues saoudiens.

Au fil du temps, les Etats-Unis étaient désormais prêts à reconnaître la République arabe du Yémen, après que l'Allemagne de l'Ouest l'ait fait avant l'Allemagne de l'est. Le gouvernement américain l'a effectivement reconnu le 19 décembre 1962, partant du fait que le nouveau régime contrôlait effectivement la plupart du Yémen depuis le déclenchement de la révolution le 26 septembre 1962 et que les forces royalistes étaient impuissantes à reprendre le dessus. Un autre danger se posait : l'escalade du conflit militaire du côté saoudien et la montée du mécontentement au sein de l'Arabie saoudite et de la Jordanie, principaux soutiens des royalistes yéménites. Les Etats-Unis craignaient l'émergence, à la République arabe du Yémen, d'une tendance hostile à eux et partisane de l'URSS. Il convient de rappeler que Nasser avait affirmé l'engagement de la RAU à ne pas utiliser le territoire yéménite pour envahir l'Arabie saoudite et à ne pas détruire la base britannique à Aden, jugée importante par les Etats-Unis pour la stabilité du Golfe arabe.

Quant à la Grande-Bretagne, elle avait informé les Etats-Unis qu'elle reporterait la reconnaissance de la République du Yémen mais qu'elle ne s'opposait pas à leur démarche<sup>xvi</sup>.

### **3- Initiatives pour désamorcer le conflit au Yémen :**

Trois parties s'étaient convenues sur la nécessité de désamorcer le conflit le plus rapidement possible : les Etats-Unis, la RAU et la République arabe du Yémen. L'Arabie saoudite a pris leur contre-pied, Fayçal ayant décidé de continuer à soutenir les

royalistes yéménites et à combattre directement les forces égyptiennes. La situation au Yémen s'est développée comme suit...

#### **a- La première initiative américaine :**

La RAU a publié un communiqué dont la lecture a été donnée par Nasser lors de la réunion du haut comité exécutif, le 28 novembre 1962 : « La RAU est fière des démarches qu'elle a entreprises envers la révolution du Yémen, dès les premiers instants de son déclenchement. Elle y a immédiatement apporté son soutien absolu, en réponse à la volonté du peuple yéménite désireux de récupérer sa patrie des mains des ingérences des différents pays voisins.

La République arabe du Yémen a réussi aujourd'hui à s'implanter et est devenu le gouvernement légitime au Yémen. La RAU se dit insatisfaite de la poursuite de l'effusion du sang et se dit disposée à cesser les combats armés et à retirer progressivement ses forces du Yémen, si les forces saoudiennes et jordaniennes conjointes renoncent à soutenir le roi déchu dans les régions frontalières, si les aides extérieures assurées aux royalistes sont suspendues ou encore si le gouvernement de la République arabe du Yémen le lui demandait ».

« Le retrait est conditionné, et c'est à nous d'en décider », a ainsi commenté Nasser, ajoutant avoir reçu une lettre de Kennedy, en date du 16 novembre au sujet du Yémen. « Ils veulent mettre un terme à la situation pour ne pas qu'elle dégénère en grandes opérations militaires au sein de l'Arabie saoudite et pour éviter tout affrontement entre eux et nous », a indiqué Nasser<sup>xvii</sup>.

Dans un message similaire envoyé au roi Hussein, à l'émir Fayçal et à Al-Sallal, Kennedy a affirmé : « Je suis fortement attristé pour les différends qui ont éclaté entre des pays avec lesquels les Etats-Unis veulent maintenir, autant que possible,

des relations amicales. Je suis vivement alarmé du fait que le conflit au Yémen laisse présager une menace pour la stabilité de la région et j'exhorte, par conséquent, les dirigeants des Etats concernés et actuellement impliqués dans ce conflit à réfléchir profondément sur les dangers majeurs que feraient courir les développements actuels effrénés. Je vous propose le plan d'action suivant, à étudier urgemment et secrètement pour l'exécuter dans les plus brefs délais afin d'assainir la situation.

Le plan d'action comporte les éléments essentiels suivants :

- 1- Le retrait gradué et rapide des forces étrangères au Yémen.
- 2- Suspension de l'aide assurée par l'étranger aux partisans de la monarchie.
- 3- Retrait gradué et rapide des forces expédiées dans la région frontalière saoudo-yéménite, dans la foulée de la révolution<sup>xviii</sup>.

Ceci confirmait le rôle capital des Etats-Unis dans cette crise et leur volonté d'y mettre un terme avant qu'ils ne perdent le contrôle de la situation et avant que leurs intérêts stratégiques dans la région soient menacés. Nasser soutenait l'objectif des Américains : il s'était montré prudent, dès le début, sur une intervention militaire qui infligerait à la RAU des charges matérielles et humaines !

Fayçal voyait autre chose : il voulait continuer à essayer de rétablir le régime de l'imamat au Yémen pour garantir la subsistance de la famille Saoud en Arabie saoudite au pouvoir d'une part et pour infliger le maximum de pertes aux forces de la RAU d'une autre ! Fayçal considérait Nasser comme un adversaire du courant réactionnaire, notamment après son soutien à la révolution au Yémen. Radio le Caire affirmait : « Saoud sera le suivant ! » L'on a remarqué que Fayçal avait affiché ses préoccupations, lors d'une visite aux Etats-Unis une semaine après le déclenchement de la révolution, car ils s'étaient abstenus d'aider Al-Hassan à regagner le Yémen, allant jusqu'à

les accuser d'avoir adopté une méthode négative envers Nasser !<sup>xix</sup>

Lorsque Parker Hart, ambassadeur des Etats-Unis en Arabie Saoudite, a remis un message de Kennedy à Fayçal similaire à celui livré à Nasser sur le Yémen, Fayçal a répliqué sur un ton froid : « De prime abord, je puis dire que cela est très navrant ! Je ne m'attendais point à ce que son excellence le Président et son gouvernement nous mettent dans une telle situation.

Nous avons compté, dans une large mesure, sur les Etats-Unis mais en fait, c'est ce que veut Nasser, ce qui signifie que son point de vue a eu gain de cause et nous sera ainsi imposée à tous ! »

Concernant la proposition du gouvernement saoudien de recevoir les représentants de la République arabe du Yémen et la proposition d'Al-Sallal d'envoyer une délégation à Riyad, Fayçal a expliqué qu'il n'accepterait, sous aucune condition, de recevoir les représentants d'Al-Sallal. Le Royaume d'Arabie saoudite reconnaissait Al-Badr et n'entendait aucunement reconnaître la République arabe du Yémen.

L'ambassadeur américain a rappelé à Fayçal la promesse faite par Kennedy, lors d'un récent déplacement aux Etats-Unis, d'accorder un soutien moral et matériel à l'Arabie Saoudite. Les Etats-Unis avaient clairement averti qu'ils ne resteraient pas les bras croisés face à une quelconque attaque menée par la RAU contre le régime en Arabie Saoudite et qu'ils considéraient la stabilité de cette dernière comme une question d'ordre vital pour leurs intérêts.

L'ambassadeur a également évoqué les propos de Nasser qui a dit ne point envisager de s'immiscer dans les affaires du régime de Fayçal. Les Etats-Unis ont envoyé au Royaume saoudien des avions de type F-100, le Destroyer américain et d'autres

destroyers de type RB66 pour plus de rassurance et d'appui à Dharan.

Pour de ce qui est du Yémen, l'ambassadeur américain a précisé que, selon le point de vue du gouvernement de son pays : « la révolution était un fait accompli...que la RAU était disposée à intervenir de manière plus forte et plus profonde que jamais pour préserver la survie de la République du Yémen, le danger de l'escalade du conflit était donc évident et direct. Une autre considération importante : le retrait des forces de la RAU du Yémen. La sortie de ces forces dissiperait l'éventualité d'un conflit direct entre le Royaume de l'Arabie saoudite et la République arabe du Yémen. Nous pourrions également, à partir de notre présence au Yémen, surveiller les activités de la RAU dans le pays, voire les activités croissantes de l'URSS dans la région. La seule puissance capable de faire obstacle à l'URSS au Yémen est l'Amérique et sa présence ne peut persister sans reconnaissance de la République du Yémen.

Le gouvernement des Etats-Unis désire suspendre les combats en cours au Yémen, le plus rapidement possible, et voir instaurer la paix dans ce pays qui en a fortement besoin », a indiqué l'ambassadeur américain.

Fayçal a affirmé, avec colère : « Aucune force sur terre ne peut stopper ces combats, il faut que l'un des deux côtés gagne. Qui pense autrement, ignore la nature des Yéménites.

Comment le gouvernement américain peut-il suggérer un programme unilatéral de ce genre prévoyant la liquidation effective des royalistes ?! ».

« Le gouvernement américain devait prendre une décision catégorique, prompte et précise en même temps : reconnaître la République arabe du Yémen », a répliqué l'ambassadeur américain.

Fayçal a répondu avec force que son gouvernement n'admettrait jamais que les Etats-Unis reconnaissent les révolutionnaires, qu'après le retrait concret et total de toutes les forces étrangères du Yémen. Le gouvernement saoudien, a-t-il dit, continuera de fait à reconnaître Al-Badr et le soutiendra comme imam sans que des circonstances quelconques ne l'en dissuade. Aucune force ne l'obligera ni ne le pressera pour qu'il revienne sur sa position ! Ceci ne veut pas dire que « nous pouvons ou sommes supposés pouvoir dicter aux Etats-Unis leur politique ».

Fayçal a réitéré que tous les éléments étrangers devaient sortir du Yémen –l'URSS, la RAU, le Royaume d'Arabie saoudite, la Jordanie et les USA- (insinuant les forces de l'armée) », avis d'ailleurs partagé par l'ambassadeur américain.

Fayçal s'est vivement opposé aux prévisions des Etats-Unis sur un retrait total des forces de la RAU, les appelants à ne pas reconnaître la République du Yémen ni à avoir confiance en Nasser avant qu'il ne retire toutes ses forces.

Fayçal a expliqué que les combats actuels au Yémen ne se déroulaient pas entre les Yéménites mais entre les Yéménites et les RAU. La reconnaissance de la République arabe du Yémen sera un coup dur au moral des forces royalistes car elle sera suivie par d'autres reconnaissances. « Pourquoi ne pas leur promettre de reconnaître leur pays avec le retrait des forces de la RAU ? La reconnaissance anticipée satisferait Nasser plus que tout car il se considèrera ainsi le vainqueur de la guerre même après le retrait de ses forces ».

L'ambassadeur américain a fait savoir à Fayçal que l'objectif des Etats-Unis était d'obtenir « le retrait mutuel des forces positionnées sur les deux côtés ».

Pour Fayçal, seul le retrait des forces égyptiennes importait et non la présence des forces yéménites aux frontières saoudo-yéménites. Si les offensives de la RAU persistaient contre le

Royaume d'Arabie saoudite, cette dernière ne pourrait plus supporter cela ni fermer les yeux jusqu'au bout.

« Je vous implore d'être prudent avec Nasser et la République du Yémen, je ne crois pas ce qu'ils disent. Ne rompez pas totalement avec El-Badr<sup>xx</sup> », a été le dernier commentaire de Fayçal.

Les Etats-Unis ont lancé une initiative pour mettre fin aux hostilités entre les forces de la RAU et de l'Arabie saoudite : Nasser l'a accepté tandis que les Saoudiens et les Jordaniens en étaient mécontents sans cependant pouvoir changer l'orientation des Américains<sup>xxi</sup>.

Les forces de la RAU étaient arrivées aux frontières saoudiennes et y avaient campé alors que les troupes saoudiennes s'étaient mobilisées en masse aux frontières yéménites, épaulées par des soldats jordaniens et des mercenaires, dotés d'armes lourdes.

Fayçal ne s'est pas contenté de sa position intransigeante et furieuse, lors d'un entretien avec l'ambassadeur américain, mais lui a envoyé deux messages : le premier où il a refusé que soient divulguées les lettres échangées entre Kennedy et lui, ceci étant contre l'intérêt de l'Arabie saoudite. Dans la seconde missive, Fayçal a affirmé s'être convenu, lors d'un entretien avec l'ambassadeur américain, avec les responsables américains – en tête desquels le président Kennedy- du fait que la politique de Nasser constituait un danger pour les Arabes ainsi que pour la paix et la sécurité que les Etats-Unis cherchaient à instaurer et à conforter dans la région. Les débats (engagés aux Etats-Unis) ont porté sur les mesures à prendre pour remédier à la situation actuelle. Les discussions menées aux Etats-Unis avaient débouché sur les mesures à prendre pour remédier à la conjoncture actuelle.

Et d'ajouter que les responsables américains concernés avaient décidé qu'ils feraient tout le possible pour réduire l'aide



matérielle et morale octroyée à Nasser et qu'ils continueraient à le presser pour contenir la nuisance qu'il cause. Cependant, Fayçal a dit avoir observé, les jours présents, une nouvelle orientation dans la politique américaine en faveur de l'augmentation de l'aide matérielle accordée à Nasser qui confortera, par conséquent, sa disposition à l'agression au Yémen. La plus grande preuve était le message présidentiel qu'il avait reçu et les conditions qui y figuraient, rêve auquel Nasser ne pouvait aspirer. Les Etats-Unis cherchaient, dans le même temps, à reconnaître les révolutionnaires, ce qui confèrerait une certaine légitimité à l'agression de Nasser et à la rébellion d'Al-Sallal.

Son excellence royale désirait obtenir des éclaircissements sur le changement ou non de l'orientation politique de Washington et à fait part de sa gêne à cet égard<sup>xxii</sup>.

Dans un discours à Port-Saïd lors de la fête de la victoire le 23 décembre 1962, Nasser a parlé de la situation des forces de la RAU au Yémen, expédiées en guise de renfort au peuple yéménite contre l'offensive extérieure, affirmant que le sort était commun. Il y a expliqué comment le nombre d'effectifs des forces de terre et de l'armée de l'air avait été multiplié pour faire face à l'invasion du nord, provenant de Jizan et Najran en Arabie saoudite et de Bihan et des protectorats anglais du sud.

« Après la révolution du Yémen, les Anglais étaient nerveux, craignant pour leurs intérêts et le pétrole ainsi que pour leurs colonies dans le sud arabique.

Aden doit être libérée, le sud doit se débarrasser de l'impérialisme ; le fait de forger « le sud arabique » est inadmissible pour tous les Arabes qui savent que les sultans sont protégés par la Grande-Bretagne et emprisonnent et torturent les libéraux ! Tout Arabe sait que l'impérialisme au sud de la péninsule arabique doit prendre fin », a affirmé Nasser dans son discours.

Kennedy a adressé, au lendemain, un message verbal à Nasser via l'ambassadeur américain John Badeau pour confirmer l'initiative américaine. « Je valorise fortement les efforts internationaux que nous avons déployés ensemble pour trouver un accord entre les parties prenantes du conflit actuel au Yémen et je suis sûr que votre gouvernement coopérera pleinement avec les organismes et agences impartiales chargés de vérifier l'exécution du désengagement et du retrait.

Comme vous le savez, le conflit a nui à nos intérêts stratégiques à Aden et dans la région du Golfe persique et dans toutes les régions de la péninsule arabique. Je salue les affirmations précédentes de votre gouvernement qui reconnaît ces intérêts et souhaite que nous puissions travailler conjointement pour encourager la République arabe du Yémen à s'intéresser particulièrement à la consolidation de la stabilité politique et économique sur son territoire et à l'établissement de relations pacifiques et amicales avec ses voisins.

J'ai été soulagé du fait que la RAU ait admis la nécessité de progresser régulièrement sur le volet de la stabilité politique au Royaume d'Arabie saoudite. Je souhaite que tous deux fassent de notre possible pour instaurer un climat propice à la réconciliation entre la RAU et l'Arabie saoudite. Et, comme les Etats-Unis l'ont précisé par le passé, nous soutenons totalement l'intégrité du régime Fayçal »<sup>xxiii</sup>.

Les Etats-Unis étaient convaincus, après la révolution du Yémen, de la nécessité de substituer au roi Saoud, qu'ils qualifiaient de « faible », l'émir Fayçal, ce qui s'est effectivement produit le 2 novembre 1964.

Kennedy a adressé un autre message verbal à Nasser le 30 décembre pour souligner l'intérêt accordé par Washington au désengagement, étant donné que la poursuite des opérations militaires risquait de menacer les intérêts saoudiens et de

provoquer une réaction américaine directe. Kennedy a indiqué que cela était dans l'intérêt du Yémen et de l'Égypte, Al-Sallal étant instable jusqu'à présent et l'Égypte payant lourdement son soutien militaire au Yémen.

Kennedy a critiqué ce que Nasser a mentionné dans son discours, le 23 décembre 1962<sup>xxiv</sup>, et l'a qualifié de « propagande » ! Nasser a répliqué, en présence de Badeau que la RAU avait accepté de participer au désengagement et envisagé de l'exécuter mais qu'elle n'avait pas conclu cet accord pour rester indifférent face aux attaques menées contre lui ou contre la RAU par les Saoudiens ou cheikh Bihan, ajoutant qu'il ne pouvait laisser passer cela sans riposter.

Badeau a pour sa part fait savoir que cette « propagande » affectait le Congrès qui vote l'aide et le programme politique américains, en d'autres termes, cela brandissait l'arme de l'aide américaine octroyée à la RAU si elle campait sur ses positions !

Badeau a réclamé la restitution des avions saoudiens et jordaniens mais Nasser a refusé : « la guerre entre la RAU et le gouvernement du Yémen et leurs adversaires n'était pas déclarée mais existait effectivement ; l'Arabie saoudite mobilisait des armes pour en user après le retrait des forces de la RAU ! Il est difficile, sous ces conditions, de restituer les avions. Nous avons appris que les pilotes américains transféraient les armes saoudiennes sur le champ de la bataille » !

En bref, de nouveaux obstacles au règlement du conflit au Yémen ont surgi : le plus important était la provocation accrue de l'Arabie saoudite, avec l'aide des royalistes de la RAU et du régime yéménite, puis la duplicité de la position américaine qui appelait en public et dans les réunions à mettre fin aux hostilités et assurait, en même temps, des aides militaires à l'Arabie saoudite, et par conséquent, aux royalistes !

La réaction tranchante de Nasser à l'évolution de la position américaine a été d'affronter, de progresser en ignorant les propositions concernant le désengagement car elles ne s'appliquaient que sur une seule partie, à savoir les forces de la RAU alors que l'Arabie saoudite poursuivait ses agressions ! Tous les faits ont conduit à la reconsidération de la politique américaine envers la RAU pour atteindre le maximum d'intérêt.

Le rapprochement entre les Américains et Nasser, selon les évaluations, qui a commencé par de nombreuses correspondances, affectait les relations des Etats-Unis avec Israël, nombre des pays arabes et ses alliés européens – notamment la Grande-Bretagne qui refusait de reconnaître la République arabe du Yémen et exerçait des pressions sur le nouveau régime à partir de ses colonies au sud de la péninsule arabe et surtout à Bihan. Citons également la vive animosité de la presse britannique envers Nasser, l'accusant d'avoir des convoitises dans le sud et à Aden ! Ces propos n'étaient pas vrais, selon Nasser lui-même<sup>xxv</sup>.

Cependant, la position américaine a changé, à comparer avec la place des Etats-Unis au Moyen-Orient en 1957 ; l'amélioration des relations avec Nasser à l'époque d'Eisenhower avait renforcé cette place et confirmé que la politique américaine était sur la bonne voie. Il était irraisonnable de la changer sans que cela ne provoque fortement la RAU, pour plusieurs raisons.

Du point de vue force et poids, la RAU était le pays le plus important du Moyen-Orient, si sa force était orientée vers les intérêts des Etats-Unis, elle pourrait les détruire sérieusement.

Si les Etats-Unis suspendaient l'aide ou usaient indirectement de la force, la RAU pouvait devenir une force au service de l'URSS ce qui accroîtrait l'influence de celle-ci dans la région.

Enfin, le besoin de l'Egypte de réaliser un progrès économique et la haine ressentie par ses dirigeants envers tout contrôle

étranger –entre autres soviétique - dans la région arabe équivalait à de longs efforts de la part des Etats-Unis pour construire la confiance et pour établir une force diplomatique dans une zone importante<sup>xxvi</sup>.

Nasser a de son côté refusé la proposition américaine suggérant la supervision du désengagement par l'ONU, précisant que les Américains lui avaient affirmé avoir la possibilité de pousser les Saoudiens à se retirer et avaient avoué que Fayçal s'obstinait ! « Ils disent qu'ils sont responsables de protéger l'Arabie saoudite ! Ils veulent que l'Arabie saoudite attaque le Yémen et qu'elle s'y infiltre sans que rien ne soit entrepris contre elle »<sup>xxvii</sup> !

Après l'insuccès de la première initiative américaine en faveur d'un désengagement en raison de l'intransigeance de Fayçal et la poursuite du soutien des royalistes par les effectifs, les armes et les mercenaires, les opérations militaires ont monté d'un cran depuis début 1963 et la RAU a bombardé l'Arabie saoudite dans le but de faire cesser ces aides. Le 7 janvier, un chasseur-bombardier égyptien a mené un raid contre Najran.

Le gouvernement américain a adressé, sur le champ, un ultimatum à Mahmoud Fawzi, alors ministre égyptien des Affaires étrangères, pour l'avertir que si l'Egypte bombardait une nouvelle fois l'Arabie saoudite, les Etats-Unis réagiraient<sup>xxviii</sup>.

Kennedy a ensuite envoyé un message à Nasser, en date du 18 janvier 1963, pour tenter de dissiper le malentendu entre les deux pays : « Je ressens quelques doutes du côté de la RAU car le Royaume d'Arabie saoudite n'a pas interrompu son soutien aux royalistes, il serait donc probable que les Etats-Unis fassent double jeu avec le Yémen. J'aimerais vous affirmer catégoriquement que ce n'est pas le cas. Nous nous sommes évertués et nous nous évertuerons à sécuriser nos intérêts dans la péninsule arabe. Nous avons fait nos comptes avec beaucoup

de soins de sorte à ne point soutenir les politiques saoudiennes au Yémen.

Le plus dangereux est probablement le sentiment de la RAU que nous sommes capables de forcer les Saoudiens à mettre fin aux hostilités et à se retirer du Yémen. Permettez-moi, une nouvelle fois, d'affirmer que j'ai incité Fayçal à le faire pour son intérêt personnel...mais il estime qu'à l'heure actuelle, sa politique envers le Yémen est nécessaire pour sauvegarder l'intégrité du territoire saoudien. Je crains de dire que les actes et les paroles de la RAU et de la République arabe du Yémen ont contribué à le convaincre et l'ont amené à ces conclusions !

En fait, à chaque fois que quelques progrès sont réalisés sur la voie du désengagement, des événements du genre du bombardement de Najran surviennent pour nous ramener à la case de départ. Il me faut vous dire en toute franchise que, selon notre point de vue ici, ces actes n'effrayeront pas Fayçal ni ne le pousseront à se résigner mais l'exaspèreront.

Cet état de lieu impose, à mon avis, de la patience et de la virtuosité politique que nous, ainsi que d'autres, connaissons de vous et que nous avons saluée à maintes occasions.

Permettez-moi de vous affirmer que nous poursuivrons nos efforts pour mettre en œuvre le plan de désengagement au Yémen, de sorte à aider la République arabe du Yémen à cohabiter en paix avec ses voisins.

Nous avons besoin de parvenir à une formule qui fournirait à Fayçal des motifs déclarés pour exécuter le désengagement. Un médiateur impartial peut au mieux trouver la formule appropriée. Je vous exhorte à approuver et à soutenir cette démarche »<sup>xxix</sup>.

Nasser a répondu à Kennedy par un message, le 3 mars 1963, comme suit : « J'aimerais vous confirmer immédiatement que

j'ai accepté, sans hésitation, votre suggestion édifiante d'éviter les accrochages aux frontières du Yémen ; cela était l'objectif principal pour lequel les forces de la RAU avaient été dépêchées au Yémen.

Malheureusement, sa majesté le roi Saoud –et l'émir Fayçal après lui- a considéré les choses sous une optique inexacte ; il s'est imaginé que la révolution au Yémen était une bataille entre les régimes royaliste et républicain et, partant de cette vision incorrecte, a tenté de toutes ses forces d'envahir le Yémen.

Je vous assure que la RAU détient des documents prouvant la participation de certains pilotes américains à une opération de transfert d'armes et de soldats de la Jordanie et l'Arabie saoudite aux frontières yéménites.

La RAU ne cherche certes pas à entrer en guerre avec l'Arabie saoudite aux frontières yéménites mais l'offensive menée sur ces frontières a favorisé des infiltrations massives et l'acheminement d'un flot continu de renforts.

La RAU ne veut pas intervenir dans la manière avec laquelle vous tenterez de convaincre vos amis de ce que vous jugez bon, même pour leur propre intérêt<sup>xxx</sup> ».

Nasser a discuté la question du Yémen et a commenté le message de Kennedy lors d'une séance du Conseil présidentiel le 23 janvier 1963: « Je ne suis pas soulagé par la situation au Yémen ! Ils entreprennent une action qui s'articule sur trois axes : Johana, Saraweh et Al-Jawf ainsi que sur la côte...ils attaquent plus que nous, leurs renforts se poursuivent ; ils ont de même conclu un accord avec la Belgique qui leur procurera des armes. Je ne dis pas que la situation est critique mais selon toute évidence, cela ne s'arrêtera jamais »...

Kennedy a précisé, dans sa missive, qu'ils (les Américains) n'appliquaient pas la politique de deux poids deux mesures,

qu'ils voulaient régler le conflit, qu'ils ne pouvaient pas faire pression sur Fayçal, qu'ils ne soutenaient pas sa politique au Yémen et qu'ils voulaient, à tout prix, entretenir de bons rapports avec la RAU.

« Les Américains peuvent exercer des pressions sur l'Arabie saoudite pour qu'elle suspende son aide aux royalistes. La solution est d'attaquer en Arabie saoudite car les bases permettant les opérations d'infiltration sont là-bas et nous les voyons. Nous avons attaqué, une, deux et trois fois », a fait savoir Nasser.

En ce qui concerne une proposition avancé lors du Conseil présidentiel de mener une opération militaire avec la collaboration du Golfe, Nasser a expliqué : « Nous ne voulons pas nous enliser dans un affrontement quelconque avec les Anglais qui peuvent envahir Saraweh à l'aide d'avions. Si nous étendons le champ de l'opération, nous risquons de perdre totalement le contrôle de la situation ! Grouper les régions pétrolières est gênant pour les pays, et les Anglais sont prêts à engager une guerre mondiale pour le Golfe ! Ils l'ont dit à Khrouchtchev et à Boulganine.

Je pense que, pour l'heure, il faut rassurer le Golfe, autant que possible, pourquoi ? Car les Russes ne nous soutiennent pas comme avant ; sur le plan économique, ils ont refusé de consentir des prêts. Les Américains, eux, ont commencé depuis deux ans, à donner plus ce qui est important pour le plan économique ».

Nasser a exclu de répondre aux Anglais, précisant qu'il voulait en savoir plus, étant donné qu'il y a de nombreuses questions impliquant les Russes, les Anglais, les Américains et Israël.

Pour la position de la Grande-Bretagne à l'égard de la révolution du Yémen et son refus de reconnaître la nouvelle république, Kennedy a justifié à Nasser, dans un message précédent, que la



Grande-Bretagne était inquiète pour Aden. Les menaces d'Al-Sallal n'avaient que nourri ces craintes. « Je suis cependant convaincu que les paroles d'apaisement aideront le Royaume Uni à reconnaître la nouvelle république. Je ne suis toutefois pas en position de le presser en ce sens, vu notamment les déclarations insensées provenant de Sanaa »<sup>xxxii</sup>.

Commentant les propos de l'un des participants à la séance du Conseil présidentiel : « C'est un chantage pour le Yémen ! » Nasser a affirmé : « La question doit être étudiée d'un point de vue stratégique et non d'un point de vue tactique ; si nous considérons la question sous un angle tactique, nous faillirons sur le plan stratégique, cela nécessite une très grande vigilance ».

« Concernant le sud...ils ont dit que nous avons marchandé Aden...qu'est-ce qui arrivera quand on le saura ? Nous n'aurons pas la capacité d'influencer les Arabes, sur le plan populaire, dans certaines régions ! C'est ce qui nous a poussés à dire qu'Aden, le sud et l'union anglaise devaient répondre à la volonté des gens, et c'est la raison essentielle pour laquelle j'ai parlé du sud arabe à Port-Saïd<sup>xxxiii</sup> ».

Nasser estimait qu'il était stratégiquement faux de marchander des mouvements au sein de pays arabes, ne l'ayant jamais fait. « Si l'on sait que nous avons marchandé dans un pays arabe pour atteindre un objectif quelconque, ceci anéantira notre capacité d'influencer à l'échelon populaire et nous serons ensuite isolés ! »

Aujourd'hui, je pense que la meilleure solution serait de trouver avec les Américains un règlement politique bien que je ne sois pas rassuré, après cela, que le régime d'Al-Sallal soit maintenu; car ils (les Yéménites) n'ont ni armée ni institution politique ! Al-Sallal et Al-Baydani sont en désaccord, le pays est vide de ressources financières et en faillite ; il se peut qu'après deux mois, ils soient incapables de verser les salaires qu'ils ont

majoré sans avoir d'argent ! Même les Russes ont accepté à leur procurer des armes mais ils leur ont refusé toute aide économique !

La révolution en Arabie saoudite peut être évidemment la solution et peut aussi poser un grand problème, nul ne le sait »<sup>xxxiii</sup> !

### **b- La 2<sup>e</sup> initiative américaine en faveur du désengagement :**

Vu l'escalade du conflit au Yémen, le gouvernement américain a dû reconsidérer la situation, étant donné que le gouvernement yéménite était incapable de contrôler les tribus royalistes et par crainte de voir persister le conflit à l'instar du conflit arabo-kurde en Irak. La poursuite de cet état de lieux était hautement dangereuse pour toutes les parties, à quoi s'ajoutaient les divergences au sein du gouvernement yéménite.

Les Etats-Unis ont donc pensé qu'il était temps de prendre un pas vers l'avant pour mettre un terme à la situation au Yémen.

Dans le message précédent à Nasser, en date du 18 janvier 1963, Kennedy a indiqué : « Nous avons besoin de parvenir à une formule donnant à Fayçal des motifs particuliers pour mettre en œuvre le désengagement. Un médiateur impartial peut le mieux trouver la formule adéquate. Je vous invite à approuver et à soutenir cette démarche ». Ce médiateur devait être, en même temps, en contact avec l'ONU pour l'internationalisation du dossier.

Nasser a été officiellement saisi de la question de « médiateur » le 23 janvier 1963, devait être aussi représentant de l'ONU. Nasser avait affirmé, lors de cet entretien, n'avoir point l'intention de renverser le régime saoudien et expliqué que toute action entreprise contre les Saoudiens avait pour seul objectif de brider leur soutien aux royalistes.

La RAU croyait que Washington pouvait aisément garantir l'obéissance des Saoudiens à leurs premières propositions sur le désengagement mais cette impression était inexacte !

Nasser a ajouté que la première initiative américaine en faveur d'un désengagement avait échoué en raison de l'intransigeance de l'Arabie saoudite après la reconnaissance de la République arabe du Yémen par les Etats-Unis. Les armes belges et pakistanaises étaient arrivées en grand nombre en Arabie saoudite et Fayçal avait conditionné l'approbation du désengagement par le soutien des forces royalistes par l'Arabie, dans les positions évacuées par les forces de la RAU de telle sorte à les aider à s'y installer! Ces tribus ne sont redevable qu'à elles-mêmes et l'Arabie saoudite leur fournissent or, munitions et assistance technique. Si cela cesse, la situation s'apaisera et la RAU sera disposée à honorer les engagements relatifs au désengagement<sup>xxxiv</sup>.

Kennedy, comme d'usage, a coordonné sa politique avec le premier ministre britannique, Harold Macmillan, vu que la Grande-Bretagne est un acteur principal du conflit. Kennedy lui a dit dans un message : « Alors que nous envisageons d'avancer en faveur de la réalisation du désengagement au Yémen, mission que je suis certain de servir l'intérêt de nos deux Etats, je désire vous demander ce que vous comptez faire en ce qui concerne la reconnaissance de la République arabe du Yémen. Je me demande si, ne pas la reconnaître est toujours aussi important ? Il semble que ceci pourrait aggraver les relations entre la RAU et la République arabe du Yémen, et vous sans pour autant conforter les possibilités d'une victoire des royalistes dans cette bataille.

La guerre civile risque de vaciller entre flux et reflux sans fin et les royalistes ne pourront par vaincre les forces de la RAU qui leur sont supérieurs. Tous ce qu'ils pourront faire c'est de mener une guérilla de temps à autres ; leur capacité de contrôler les villes principales a montré ses limites. Selon nos estimations, les

troupes égyptiennes déployées à Sanaa, par exemple, comptent 8000 soldats.

Au moment où Fayçal a infligé, sans nul doute, des dégâts à Nasser, ce dernier reste à présent engagé à soutenir le Yémen à un tel point qu'il ne pourra supporter l'idée de se retirer sans victoire. Nasser peut, si nécessaire, accroître le nombre de ses hommes au Yémen, en dépit des dépenses supplémentaires que cela pourrait lui coûter. Les Soviétiques ont même accepté de combler tout manque en équipement et de compenser les pertes que ces forces risqueraient d'essuyer.

Le plus grand danger est, comme nous le voyons sur le terrain, que Nasser et son petit frère Al-Sallal peuvent adopter, sous le coup de la déception, des voies plus extrémistes et chercheront même à fomenter des troubles en Arabie saoudite ou ailleurs... je suis sûr que pareille situation convient aux Soviétiques, mais vous et moi serons sûrement parmi les perdants !

Nous sommes également préoccupés par l'impact de la guerre menée par Fayçal au Yémen sur sa situation intérieure, notamment que cette guerre ne bénéficie pas du soutien populaire dans son pays. Les rois Fayçal et Hussein croient se défendre contre Nasser au Yémen mais nous sommes persuadés qu'ils s'exposent davantage au danger d'une révolution dans leurs pays respectifs s'inspirant des démarches de Nasser. Si une révolution éclate en Arabie saoudite ou de graves troubles y surviennent, cela consolidera, avec peine, notre position à Aden et dans le Golfe.

Si nous obligeons la RAU à renforcer sa présence au Yémen au lieu de la réduire, et si nous donnons la même occasion aux Soviétiques, ceci finira par compromettre davantage nos intérêts qu'à présent.

J'estime que vous avez reporté la reconnaissance du Yémen jusqu'au renouement avec les Saoudiens<sup>xxxv</sup> puis la proclamation

de l'Union d'Aden. Etant donné que ces relations ont porté leurs fruits commodément, votre reconnaissance de la République arabe du Yémen pourra mieux servir nos intérêts communs et aidera par conséquent à ostraciser Fayçal<sup>xxxvi</sup> ».

Des mutations se sont produites entre-temps dans la région arabe, dans l'intérêt de Nasser et du courant progressiste arabe. Le 8 février 1963, une révolution a éclaté en Irak contre le régime d'Abdul Karim Qasim qui lui (Nasser) avait déclaré ouvertement son hostilité. Le 8 mars de la même année, un putsch a été mené en Syrie, limitant l'influence du parti baasiste et encourageant le peuple syrien à manifester pour réclamer le rétablissement de l'union avec la RAU. Ces événements avaient donné lieu à des négociations au Caire, en avril 1963, en faveur d'une union tripartite entre l'Egypte, la Syrie et l'Irak.

Par ailleurs, Kennedy a adressé un message à Fayçal, le 22 février 1963, pour tenter de le convaincre d'accepter le désengagement. Il a écrit : « J'ai autorisé, comme vous le savez, aux forces américaines de prendre certaines mesures militaires au nom de l'Arabie saoudite, durant les quelques mois passés, en guise de preuve du soutien des Etats-Unis à l'intégrité des territoires saoudiens et dans le but d'instaurer le calme relatif nécessaire pour exécuter le programme de modernisation et de réforme dans votre pays.

Je suis cependant fortement préoccupé par le cours du conflit au Yémen. Je crains le plus les troubles d'autant plus dangereux qui ne seront utiles pour aucune partie, si le désengagement n'est pas mis en œuvre aussitôt.

Mes inquiétudes émanent principalement de l'influence des forces et des orientations qui foisonnent à présent dans la région, sur l'Arabie saoudite tant que le conflit n'a pas été réglé au Yémen, que les tensions n'ont pas été apaisées et que les potentialités et les ressources n'ont pas été totalement affectées à votre mission essentielle.

Tout me porte à conclure que la poursuite de l'intervention saoudienne pour soutenir le camp royaliste au Yémen engendrera, au fil du temps, non seulement la détérioration de la situation intérieure de votre pays mais sera également un prétexte pour l'ingérence de forces étrangères dans les affaires intérieures de l'Arabie saoudite.

Aucun progrès n'a été réalisé au niveau du retrait des forces de la RAU du Yémen comme je l'ai promis en public en raison de la poursuite des aides extérieures au camp royaliste au Yémen »<sup>xxxvii</sup>.

Kennedy a suggéré à Fayçal l'entremise d'un médiateur du côté de l'ONU pour désamorcer la crise au Yémen, comme il l'avait proposé auparavant à Nasser qui a accepté à condition de la suspension des aides saoudiennes aux Royalistes.

### **1- Refus de Fayçal de la 2<sup>e</sup> initiative américaine :**

Fayçal a envoyé une missive à Kennedy le 23 février 1963 où il refuse les récentes demandes des Etats-Unis de suspendre les renforts fournis aux royalistes yéménites et d'interdire aux avions étrangers de survoler les territoires saoudiens pour épauler les royalistes.

« Cette position des Etats-Unis contredit les propos de Kennedy, en octobre 1962, affirmant la volonté inconditionnelle des Etats-Unis d'aider l'Arabie saoudite à sauvegarder sa sécurité, sa stabilité et ses progrès » ! a écrit Fayçal.

Fayçal a également précisé que la position des Etats-Unis l'avait vivement choqué et qu'il s'engageait de continuer à prendre les mesures nécessaires pour garantir son intégrité et sa sécurité<sup>xxxviii</sup> !

Les Etats-Unis étaient mécontents de cette lettre et estimaient que Fayçal avançait sur une voie menaçant des intérêts américains au Moyen-Orient. Dans une telle situation, ce qui est requis est la politique et non la guerre ; les Egyptiens étaient fortement présents au Yémen et les Russes attendaient de récolter les privilèges. « Fayçal avance sur la voie de l'autodestruction »<sup>xxxix</sup>!

En fait les Etats-Unis avaient affirmé, à cette époque, qu'il était dans leur intérêt que le Yémen demeure aux Yéménites sans s'engager à y rétablir l'imamat, que les forces de la RAU se retirent du Yémen et que Washington reste l'ami de la RAU et de l'Arabie saoudite.

Ceci dit, les Etats-Unis avaient proposé, pour remédier à la situation au Yémen, la désignation d'un médiateur de l'ONU pour superviser le désengagement –comme cité plus haut- de sorte « à sauver la face de Fayçal ».

Les Etats-Unis se sont retrouvés dans une situation contradictoire : Fayçal insistait à soutenir les royalistes yéménites tant que les forces de la RAU étaient présentes au Yémen et croyait que Nasser userait du Yémen comme base pour attaquer le régime royaliste saoudien. Fayçal estimait que le prolongement du conflit au Yémen pouvait consumer Nasser et que son prestige et son honneur était pour lui un devoir aux yeux des Arabes.

De surcroît, les ressources saoudiennes étaient suffisantes pour soutenir les royalistes à jamais. Il semblait évident que Fayçal tentait de rallier les Etats-Unis de son côté contre Nasser et cherchait à obtenir un soutien militaire américain plus important.

Par ailleurs, les Etats-Unis étaient persuadés que Nasser était engagé à maintenir la République arabe du Yémen et désirait débarrasser le Moyen-Orient des monarchies réactionnaires qui

s'opposaient au progrès. La République arabe du Yémen voulait garder les forces égyptiennes sur son territoire jusqu'à ce que le régime soit en sécurité.

La position des parties prenantes du conflit au Yémen est donc devenue de plus en plus inflexible. De nouveaux événements ont surgi dans la région contre l'intérêt de Fayçal : la révolution en Irak, l'escalade des frappes aériennes menées par la RAU et l'émergence de craintes en Arabie saoudite !

Les compagnies de pétrole américaines refusaient l'idée que Nasser triomphe, elles s'opposaient vivement à lui<sup>xl</sup> !

La politique américaine tenait compte du fait que le Yémen était seulement une partie d'un grand cadre regroupant aussi les relations avec des Etats tels la RAU, l'Irak, et l'Algérie. Si les Etats-Unis prenaient ouvertement le parti de l'Arabie saoudite alors qu'elle continuait à appuyer les royalistes, ceci finirait par détériorer sérieusement leurs relations avec ces pays sans obtenir grand-chose sur le volet du soutien du régime saoudien.

Si les Etats-Unis échouaient à soutenir Fayçal, cela menaçait le Royaume saoudien d'effondrement, de chaos et de désintégration.

Les Etats-Unis ont fini par insister sur la mise en œuvre de leur initiative pour faire cesser le conflit armé au Yémen qui nuisait à leurs intérêts de toutes parts.

Washington a décidé d'envoyer un haut émissaire – l'ambassadeur Ellsworth Bunker- à Fayçal afin de lui remettre la réponse de Kennedy et d'en informer secrètement le secrétaire général de l'ONU, U Thant. Les Etats-Unis allaient, dans le même temps, accorder une aide militaire à Fayçal, tout en supposant l'arrêt des offensives aériennes égyptiennes conformément au plan de désengagement. Ils déploieront une escadrille d'avions d'interception, des appareils de pré-alerte et



des radars ainsi que des effectifs à l'ouest de l'Arabie saoudite ! L'objectif visé était, selon les Etats-Unis, de dissuader les opérations aériennes de la RAU contre l'Arabie saoudite et de prouver leur intérêt et leur soutien à cette dernière. En bref, les Etats-Unis avaient décidé d'assurer une défense aérienne en faveur de l'Arabie saoudite.

Washington avait également décidé de former les forces de l'air et les forces de la défense aérienne saoudiennes et de les doter, aux frais de l'Arabie saoudite, des équipements de défense nécessaires et suffisants.

Les Etats-Unis avaient décidé de continuer à faire pression sur Nasser par le biais de Badeau et de poursuivre le dialogue avec la Jordanie et le Royaume-Uni dont la désapprobation de l'initiative américaine avait engendré des différends entre les deux bords<sup>xli</sup>.

Kennedy s'est interrogé dans cette étape : « Pouvons-nous arrêter Fayçal ? » Ses collaborateurs lui avaient répondu par l'affirmative. Kennedy désirait conditionner l'aide militaire américaine à l'Arabie saoudite par la suspension de l'aide saoudienne aux royalistes yéménites et par l'exécution du plan de désengagement.

Kennedy semblait clairement tenir à l'amitié de Nasser et avait décidé de l'informer de l'envoi d'un groupe de chasseurs-bombardiers en Arabie saoudite, justifiant cette démarche par sa volonté d'obliger Fayçal de renoncer à soutenir les royalistes ! Kennedy avait affirmé à Nasser que cette escadrille ne demeurerait pas éternellement en Arabie - deux mois par exemple- alors qu'il envisageait en réalité de l'y maintenir plus longtemps<sup>xlii</sup>!

L'on remarque que Kennedy s'intéressait toujours à la réaction de Nasser envers chaque démarche américaine dans le conflit yéménite mais les mesures militaires qu'il avait prises

montraient clairement son parti pris pour Fayçal, chez qui se trouvaient les intérêts américains !

Bunker a rendu visite Fayçal qui allait mal ! Il voulait connaître la réaction des Etats-Unis vis-à-vis de l'envoi de forces massives et d'armements lourds par Nasser au Yémen.

A l'issue de l'entretien, Fayçal a accepté, de principe, les propositions américaines mais il a rajouté des modalités – irréalisables- du retrait de la RAU !

Kennedy a adressé un message verbal à Fayçal le 14 mars 1963 dans lequel il lui a dit : « Il y a un seul problème qui me tourmente autant que votre excellence ; il est impossible, de notre point de vue, de négocier avec succès les propositions que vous avez avancées pour réaliser le désengagement des forces de la RAU, vu le peu de temps dont nous disposons pour éviter que le conflit au Yémen ne s'aggrave. Les évènements survenus en Irak et en Syrie ont créé, sans aucun doute, une nouvelle ambiance dans le monde arabe qui confère à votre adversaire une confiance renouvelée et qui font davantage pression sur votre gouvernement. Il nous semble que l'offensive militaire égyptienne au Yémen est en passe de réussir.

Nos renseignements nous confirment les observations que vous nous aviez apprises au sujet d'idées révolutionnaires au sein de votre pays et provenant de l'étranger. Il est possible d'arranger la situation si nous agissons dès maintenant, j'ai pris quelques mesures dans l'immédiat.

Je crois donc, en toute sincérité, qu'il est certes dans votre intérêt d'entamer le désengagement. Je serai entièrement disposé, en l'occurrence, à dépêcher un escadron aérien comme vous l'a dit l'ambassadeur Bunker.

Nasser m'avait affirmé – et j'ai l'intention de le presser fortement à cet égard- que les forces de la RAU se retireraient

par étapes et rapidement, dès que vous suspendrez le soutien aux royalistes.

Nous avons effectivement pris –comme vous le savez- nombre de mesures, entre autres la mobilisation de la marine et nous avons lancé d'autres ultimatums à Nasser, dans le but d'affirmer que nous tenons à l'intégrité des territoires du Royaume d'Arabie saoudite »<sup>xliii</sup>.

A l'issue de pourparlers avec l'émissaire de l'ONU Ralph Bunche, Al-Sallal a accepté un désengagement mutuel et promis que le Yémen autoriserait à la RAU de retirer ses forces dès que Fayçal s'engagerait en public à suspendre les aides assurées aux royalistes, dès que les princes yéménites auraient quitté l'Arabie saoudite et quand le Royaume-Uni et le gouvernement saoudien s'engageraient à établir des relations diplomatiques avec la République arabe du Yémen<sup>xliv</sup>.

En fait, Kennedy tenait à ce que Nasser connaisse qu'il a personnellement déployé des efforts considérables pour améliorer les relations avec la RAU et qu'il y avait insisté en dépit d'une importante objection au sein des Etats-Unis. Kennedy avait reconnu la République arabe du Yémen, avait toléré les opérations de la RAU y avait entreprises et œuvré de sorte que le Royaume-Uni adopte une politique similaire ; il avait déployé des efforts laborieux pour convaincre Fayçal à admettre le désengagement et avait envoyé Bunker comme émissaire personnel à l'Arabie saoudite pour cette fin<sup>xlv</sup>.

## **2- La réponse de Nasser à la deuxième initiative américaine :**

Dans un message verbal à Nasser le 2 mars 1963, à propos de l'escalade militaire entre la RAU et l'Arabie saoudite au Yémen, Kennedy a fait savoir : «J'ai été vivement préoccupé par les derniers évènements au Yémen. Etant donné l'accélération et la

nature des faits à l'intérieur et à l'extérieur du Yémen, je pense que le développement de la situation constitue un danger sérieux censé conduire à un affrontement qui attentera aux intérêts de nos deux pays. La question qui se pose est comment éviter cet affrontement ?

J'ai envoyé, comme vous le savez, l'ambassadeur Ellsworth Bunker en Arabie saoudite pour étudier les moyens de régler pacifiquement le conflit au Yémen...Je vous incite donc à contribuer à créer une ambiance propice en ce sens en réduisant l'action militaire dans les territoires yéménites.

Cette démarche contribuera aussi, notoirement, à nouer une coopération fructueuse entre la RAU et les Etats-Unis »<sup>xlvi</sup>.

Nasser avait mis Badeau au courant de sa position, le jour suivant, soit le 3 mars 1963. Le but du bombardement (de l'Arabie saoudite), a-t-il dit, n'était pas de provoquer intentionnellement mais faisait plutôt partie intégrante de la stratégie militaire de la RAU qui a fait ses preuves. Chaque jour de combat de plus au Yémen signifiait des pertes en vie humaine dans les rangs égyptiens. Et d'ajouter qu'en sa qualité de dirigeant du pays, il ne pouvait se dérober à sa responsabilité.

La RAU ne pouvait attendre cinq autres mois pour activer le désengagement.

Lorsque Badeau avait souligné l'impact politique nuisible de ces attaques, Nasser a promis d'enjoindre au maréchal Amer l'arrêt des activités militaires transfrontalières, en attendant les résultats des efforts de la mission Bunche/Bunker qui durerait, selon Badeau, deux semaines.

Badeau a fait savoir que les Américains étaient parvenus à connaître le lieu de la radio secrète de la RAU et a proposé d'en suspendre l'émission, celle-ci portant fortement atteinte aux

relations bilatérales, d'après les Américains. Nasser n'a cependant fait aucun engagement en ce sens<sup>xlvi</sup>.

Les Américains avaient ressenti un ton positif dans les réponses de Nasser après qu'il ait justifié l'opération militaire par la volonté de faire obstacle aux canons saoudiens et non de renverser le régime de Fayçal et après qu'il ait promis de suspendre ses offensives pour donner une chance aux efforts de médiation des Etats-Unis<sup>xlvi</sup>.

Kennedy a adressé un autre message verbal à Nasser le 18 mars 1963, par le biais de l'ambassadeur Bunker, pour lui faire part de sa volonté de maintenir de bonnes relations avec toutes les parties prenantes du conflit au Yémen. « Le président m'a chargé de vous informer que son intérêt capital était de soutenir l'intégrité et l'honneur de toutes les parties concernées, dans le cadre de sa responsabilité envers son peuple qui consiste à protéger les intérêts américains stratégiques. Par conséquent, si les Etats-Unis avaient affiché une certaine préoccupation à l'égard de l'intégrité du territoire de l'Arabie saoudite, ils avaient également montré leur souci de préserver l'intégrité du territoire de la République arabe du Yémen. S'ils avaient exprimé leur préoccupation pour la sécurité d'Aden, ils avaient fait preuve de compréhension et de respect vis-à-vis de la position de la RAU ».

« Le président a exhorté toutes les parties dans toutes les occasions, à la modération, à la retenue et à la sagesse. Il s'adresse, à nouveau, à votre dextérité politique. Le président espère, en toute sincérité, que vous puissiez trouver avec moi, les moyens de contenir le conflit au Yémen et de réaliser cette mission dans les plus brefs délais »<sup>xli</sup>.

Nasser a envoyé le même jour – le 18 mars- une missive au maréchal Abdel Hakim Amer à Sanaa. « Un message m'est parvenu de Kennedy, par le biais de l'ambassadeur américain, dans lequel il me dit être extrêmement préoccupé en raison de

l'extension du champ des raids au sein de l'Arabie saoudite. Fayçal lui a demandé d'honorer ses engagements concernant la défense du Royaume. Il y a de fortes possibilités qu'un affrontement se produise entre nos intérêts et ceux de l'Amérique qui s'était engagée à défendre l'Arabie saoudite. Il a envoyé ce message pour éviter ces possibilités et a dépêché un envoyé spécial à Fayçal pour discuter d'un dénouement pacifique au conflit. De surcroît, la poursuite des raids aériens en Arabie saoudite ne contribueront point au succès de la mission de Bunche et du délégué américain.

Il termine son message en m'incitant à créer une ambiance propice, par la restriction du champ des opérations militaires à l'intérieur du Yémen.

Ma réponse à l'ambassadeur a été que nous avons attendu pendant cinq mois leurs efforts dont ils parlaient mais en vain et que le bombardement des aéroports saoudiens était une nécessité militaire pour la sécurité de nos forces. Je lui ai fait savoir que la poursuite de l'intervention saoudienne au Yémen nous poussait à intervenir en Arabie saoudite.

L'envoi du représentant de Kennedy constitue l'ultime effort, avait ainsi commenté l'ambassadeur, ajoutant que le président américain tentait par tous les moyens d'empêcher que les faits dégénèrent en clash entre la RAU et l'Amérique.

Je lui ai promis de stopper les raids jusqu'à ce que les efforts du représentant américain pour stopper les opérations d'infiltration en Arabie saoudite soient concrets. Si ces efforts échouent, nous aurons pour seul choix d'empêcher l'infiltration des armes, des munitions et de personnes en Arabie saoudite en bombardant les bases des agressions »<sup>1</sup>.

Le 19 mars, Nasser a affirmé aux dirigeants du Baas syrien venus au Caire pour discuter du rétablissement de l'union avec le Caire que la situation au Yémen « allait très bien ».

Lors du Conseil présidentiel tenu le 24 mars 1963, Nasser a fait savoir que la situation au Yémen s'était calmée ou que la mission essentielle y avait été réalisée, à savoir, le blocage de toutes les routes empruntées pour l'infiltration et l'exécution d'opérations meurtrières contre les ennemis. Il y a toujours quelques poches au Yémen qui comptent peu...l'important est d'intercepter les renforts introduits au Yémen, via l'Arabie saoudite. Toutes les bases saoudiennes contribuant à l'acheminement des renforts ont été pilonnées, jusqu'à 100 km à l'intérieur des frontières saoudiennes.

« Nous pouvons considérer que les opérations au Yémen sont terminées avec succès et que nos pertes, au regard des forces qui sont là-bas et au regard des opérations, sont minimales. Nos effectifs là-bas se chiffraient à 28 000 hommes, nous étions obligés d'y expédier une force importante car la bataille était décisive non seulement pour Sanaa mais aussi pour le Caire.

Comment donc achever ces opérations et retourner ? C'était ici le problème essentiel ! », a-t-il précisé.

Nasser a ensuite énuméré les efforts déployés pour désamorcer le conflit : « Nous avons communiqué nos intentions aux Anglais, aux Américains et aux Russes pour leur faire éviter de se méprendre. Je leur ai dit en toute sincérité que nous n'avons aucune intention d'attaquer ou d'envahir l'Arabie saoudite ou de garder des bases militaires au Yémen. Le but de notre opération est de soutenir le droit du peuple yéménite à la révolution que nous défendrons jusqu'au bout. La lettre de Kennedy en date du 18 janvier 1963 a annoncé, alors que nous étions à Assouan, que les Américains avaient organisé une manifestation (de soutien en faveur de l'Arabie saoudite).

Dès lors, nous avons décidé de frapper l'Arabie saoudite deux jours plus tard pour voir la réaction à ces propos. Après le

deuxième jour, nous avons bombardé Najran pour la première fois.

La réaction était évidente, l'objectif de l'opération était d'intimider ! Nous avons ensuite bombardé pendant quatre jours.

Les Américains ont continué à s'entremettre, après la lettre de Kennedy, et nous considérons qu'il parlait au nom de Fayçal. Au bout du compte, il (Kennedy) a dit qu'il ne pouvait respecter ce qu'il avait promis, à savoir, empêcher Fayçal de s'ingérer, ce qui a ensuite engendré des raids continus contre l'Arabie saoudite ».

Nasser a expliqué, dans la même séance du Conseil présidentiel, que l'ambassadeur américain lui avait dit que Fayçal était prêt à régler la question mais qu'il désirait d'abord s'entretenir avec lui. Fayçal était prêt à s'accorder avec Nasser sur le contrôle des zones de renforts en Arabie saoudite et à y placer des observateurs à condition du retrait de l'armée égyptienne du Yémen à une date convenue, mais le sujet n'a pas été débattu.

Des contacts ont eu lieu vers la fin du mois dernier, par le biais des Saoudiens –Hafez Wahba<sup>li</sup>- qui voulaient convenir de la cessation des combats en dehors des frontières du Yémen et de la tenue d'une réunion entre les représentants des ministres de la Défense des deux pays.

« Nous avons accepté cela, désirant mettre un terme aux opérations. Ils nous ont proposé de tenir la réunion à Rome mais nous voulions que ce soit à Hurghada ou en Yougoslavie dont l'accès est fermé à la presse et où nous pourrions régler l'affaire ».

Après la révolution de l'Irak, ils ont contacté l'ambassadeur saoudien pour l'informer que le Yémen les importait, que la poursuite des opérations militaires au Yémen nuiraient aux



relations bilatérales et qu'elles risquaient de causer des problèmes sur les frontières irako-saoudiennes.

Les Saoudiens leur ont répondu qu'ils étaient prêts à se réunir avec la RAU pour discuter du conflit mais que cette dernière avait refusé.

« Quand les Irakiens m'ont récemment transmis ces propos, je leur ai dit que nous étions disposés à nous réunir, serait-ce à Bagdad, et leur ai parlé du message remis par Hafez Wahba », a renchéri Nasser.

« Le retrait de nos forces et l'exécution du désengagement reste le point d'interrogation devant tous les gens ; les opérations sont terminées, que devons-nous faire ensuite ?!

Je ne pense pas que nous puissions retirer toutes nos forces de là-bas ; il faut qu'une force y demeure pour combattre toute opération ennemie jusqu'à ce qu'il lui parvienne des renforts, en cas de reprise des hostilités ».

Pour l'Arabie saoudite, le succès de la révolution au Yémen est une question de vie ou de mort, autrement dit la réussite de la révolution l'anéantirait » !

### **c- Le désengagement sur le terrain**

#### **1- La position de Nasser :**

Bunker s'est entretenu avec Nasser trois fois les 1,2 et 3 avril 1963 et lui a proposé la suspension de l'aide accordée par le gouvernement saoudien aux royalistes à une date qui sera déterminée plus tard, l'interdiction aux partisans de l'imam d'utiliser les territoires saoudiens en échange de l'arrêt de l'offensive menée par la RAU sur les territoires saoudiens et la création d'une zone démilitarisée d'un périmètre de 2km des deux côtés le long des frontières saoudo-yéménites.

Quinze jours après la suspension de l'aide saoudienne aux royalistes, la RAU commencera à retirer ses troupes du Yémen et poursuivra le retrait par étapes des zones militaires jusqu'à une totale évacuation.

Des observateurs impartiaux seront déployés aux frontières dans la zone démilitarisée pour s'assurer de l'arrêt des activités saoudiennes, des mouvements de troupes de la RAU de l'extérieur ou encore de l'acheminement d'armes à ses forces via les aéroports et les ports.

Bunker a également jugé impérative la coopération de la RAU, de l'Arabie saoudite et de la République arabe du Yémen avec le représentant de l'ONU ou tout autre médiateur accepté des deux parties pour parvenir à un accord sur le processus de désengagement.

Bunker a demandé que la RAU use de son influence auprès d'Al-Sallal afin qu'il cesse de prononcer des discours fervents contre les pays voisins et qu'il affirme sa volonté de cohabiter en paix avec ses voisins<sup>lii</sup>.

Nasser a agréé l'amorce du retrait de ses troupes au même instant où l'Arabie saoudite cessera de soutenir les royalistes, mais à condition que le retrait s'opère par étapes.

Nasser a insisté sur la déportation de la famille de l'imam -15 membres- de la région frontalière vers Djeddah out vers Riyad pour prévenir tout acte de sabotage qu'elle pourrait ourdir.

Concernant les conditions de la République arabe du Yémen, telle la reconnaissance préalable du nouveau régime par l'Arabie saoudite, Bunker a indiqué que la reconnaissance de la Grande-Bretagne se ferait après l'exécution du désengagement et qu'il serait impossible que, sur le long terme, l'Arabie saoudite soit le seul pays à s'y abstenir!<sup>liiii</sup>

Nasser a discuté les suggestions américaines avec ses collègues, au Conseil présidentiel le 2 avril 1963. « Pour le désengagement, nous sommes quasiment d'accords...mais le plus dur pour nous à présent est comment partir du Yémen ? Nous le voulons mais nous en sommes incapables. Une troupe forte de 30 mille hommes est éparpillée sur les routes !

Ce qui nous importe le plus est la cessation des renforts envoyés par l'Arabie saoudite que ce soit des armes, des munitions ou des fonds. Nous devons nous attendre, après cet accord, à des complots ! Depuis le 17 novembre dernier – première médiation intervenue pour régler le dossier du Yémen jusqu'à présent, je n'ai rejeté aucune initiative mais quand ils vont voir Fayçal, c'est lui qui refuse ! »

Lorsque Bunker a obtenu l'approbation de Nasser et de Fayçal sur les arrangements concernant le désengagement, Kennedy a adressé un message verbal à Nasser, le 18 avril 1963. « Les ambassadeurs Bunker et Badeau m'ont mis au courant des négociations engagées dernièrement avec vous et m'ont informé de votre bonne coopération ; j'aimerais exprimer mon estime pour votre méthode constructive qui prouve que vous un homme d'Etat chevronné.

Je suis persuadé - et j'écris au prince héritier, Fayçal dans le même contexte- que les parties du conflit au Yémen afficheront une disposition similaire à la vôtre, comme vous en avez fait part à l'ambassadeur Bunker, de coopérer avec le secrétaire général de l'ONU et son envoyé spécial. Ces parties exécuteront le désengagement totalement et le plus vite et se retireront du conflit. Nous comptons sur les conseils amicaux que vous donnerez à la République arabe du Yémen pour garantir sa coopération en ce sens.

L'ambassadeur Badeau a évoqué vos quelques préoccupations concernant un éventuel changement de politique des Etats-Unis envers la RAU. La politique des Etats-Unis n'a pas changé et je

ne vois aucune raison de la changer à l'heure actuelle. Il est certes impossible que la coopération entre nous aille bon train continument. J'ai été cependant beaucoup soulagé que nous soyons parvenus ensemble, avec patience, effort et bonne volonté, à alléger l'impact de certains clashes et que nous ayons pu trouver des moyens de sortir d'impasses difficiles et régler des problèmes qui paraissaient de prime abord épineux ou insolubles<sup>liv</sup> ».

Dans un message remis à Nasser le 27 mai 1963 à son retour d'Addis Abeba, Kennedy a dit : « Il me semble qu'il serait préférable, après l'amorce du désengagement au Yémen que nous souhaitons voir exécuté prochainement, que nous reprenions contact à la lumière des développements survenus les quelques semaines passées.

Le Congrès joue assurément un rôle capital dans les questions ayant trait aux aides mais la politique qu'il suit est de poursuivre les programmes d'assistance économique américaine à la RAU, et je souhaite qu'il continue à considérer la question sous cet angle.

J'ai été surpris, M. Le président, des points que vous avez soulevés dans votre longue lettre en date du 3 mars qui traduisent une réflexion et une étude profondes. Vous avez dit que la RAU ne considérerait point sa mission comme étant de répandre aléatoirement la révolution chez les autres peuples du monde arabe et que la meilleure chose qu'elle pouvait offrir à cet égard était de représenter un modèle vivant de la capacité des Arabes à développer leur vie et à aspirer à un meilleur avenir. Nous partageons d'ailleurs cette conviction, raison pour laquelle nous avons œuvré pour aider la RAU à créer un exemple pratique et nous continuerons sur cette voie.

Je suis de même persuadé que, malgré tout, vous partagez mes craintes du fait que les manœuvres et les intimidations au Proche-Orient engendrent des développements indésirables à

l'heure actuelle qui risquent de causer de sérieux problèmes pour chacun de nous »<sup>iv</sup>.

Bien que Nasser ait été prêt à exécuter immédiatement les propositions américaines, la période qui a séparé la suggestion de ces propositions et l'entrée en fonction de l'ONU avait été marquée par l'escalade des opérations militaires. La RAU a du faire face aux opérations menées par les mercenaires du côté de l'Arabie saoudite, en d'autres termes, le renforcement de l'aide saoudienne aux royalistes avait compliqué le problème. De surcroît, la guerre entre les tribus avait éclaté dans la zone démilitarisée et armes et fonds affluaient en abondance vers le nord est du Yémen en provenance de l'Arabie saoudite. La situation s'est davantage aggravée lorsqu'Al-Badr et l'Arabie saoudite ont véhiculé, parmi les tribus, que les royalistes allaient vaincre prochainement !

Tout cela est arrivé alors que la RAU avait respecté les propositions relatives au désengagement et avait rapatrié une partie des forces armées sans les remplacer. En fin de compte, les conditions du désengagement n'ont pas été observées pour les raisons susmentionnées de même qu'Al-Badr et la famille royale yéménite sont demeurés dans la région de Najran, en Arabie saoudite !

Nasser avait affirmé aux Américains, à cette époque, que son objectif était de rapatrier ses forces armées en août 1963 - s'attendant à ce que la résistance des tribus au nord du Yémen prenne fin, de maintenir la chasse de la RAU loin des frontières avec l'Arabie saoudite et d'y éviter tout accrochage avec les forces de l'air américaines<sup>vi</sup>.

Le 7 juin 1963, Kennedy a reçu une missive de Nasser<sup>vii</sup> à laquelle il a répondu par un message verbal le 15 juin 1963. « Permettez-moi, M. Le président, d'exprimer ma joie personnelle de voir les observateurs de l'ONU se diriger à présent vers le Yémen, suite aux démarches prises par le Conseil

de sécurité international le 11 juin. Il est actuellement possible d'entamer sérieusement le processus de désengagement. Le rôle édifiant de la mission de votre pays auprès de l'ONU et de votre ambassade à Washington avait été d'une utilité considérable pour atteindre cet objectif <sup>lviii</sup>».

La position des Saoudiens :

Kennedy s'est évertué à convaincre Fayçal et Nasser de mettre en œuvre le désengagement. Il a envoyé à Fayçal, le 1er juillet 1963, une lettre où il suggérait l'intervention de l'ONU pour régler la crise. « Nous avons longtemps ressenti que la pertinence imposait, dans la situation actuelle, que l'ONU soit à l'avant-garde du règlement de la question (yémenite), en sa qualité d'observateur et de témoin des faits pour éviter les accusations mutuelles sur toute violation du désengagement, pour conjurer les interprétations erronées et les conséquences de la délégation exclusive du dossier aux Etats-Unis sur les relations saoudo-américaines et enfin pour donner au peuple yémenite une meilleure chance de prendre ses décisions définitives concernant ses propres affaires, sans aucune ingérence.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté récemment, en dépit des entraves soviétiques, une résolution sur le déploiement d'une équipe d'observateurs onusiens au Yémen ainsi que dans les régions limitrophes de l'Arabie saoudite. Le général Von Horn est arrivé, à la tête de la mission d'experts, sur le théâtre des faits, et les observateurs vont prendre leurs positions.

C'est pourquoi nous avons expédié à l'Arabie saoudite une unité des forces de l'air américaines, en vertu d'un engagement que j'avais pris depuis quelques temps et dont je vous avais informé par le biais de l'émissaire américain, l'ambassadeur Bunker, lequel était d'envoyer cette unité à votre pays dès le déploiement des observateurs de l'ONU.

Je suis entièrement confiant quant à l'engagement de votre excellence de suspendre le passage de toutes les cargaisons d'armes via les frontières, de l'Arabie saoudite vers le Yémen, cet engagement étant la clé du succès du processus de désengagement alors que la seconde clé est l'engagement du président Abdel Nasser de retirer les forces de la RAU du Yémen »<sup>lix</sup>.

Finalement, au cours de la première moitié du mois de juillet, les Saoudiens ont suspendu leurs aides militaires aux royalistes et les observateurs ont pris leurs positions dans la zone démilitarisée. Les Etats-Unis ont informé les Saoudiens qu'ils retireraient leur escadron aérien s'ils (les Saoudiens) recommençaient à manigancer !

Bien que la guerre au Yémen ait duré plus qu'ils ne l'avaient prévu au début, les Américains estimaient être en passe d'atteindre leurs objectifs essentiels, notamment empêcher que la guerre au Yémen ne se propage et ne dégénère en conflit général entre les Arabes impliquant ouvertement les Etats-Unis et de l'URSS, et en même temps, protéger leurs agents saoudiens !

En outre, les Etats-Unis croyaient, qu'en se rapprochant de Nasser, ils l'avaient davantage éloigné de l'URSS. Les Etats-Unis se sont également imaginés être en bons termes avec les révolutionnaires arabes sans avoir perdu leurs anciens agents, malgré les nombreuses difficultés qu'ils avaient affrontées<sup>ix</sup> !

Nasser a envoyé le 29 juin 1963, le message suivant à Kennedy "en réponse à ta demande ayant trait au retrait des troupes de la République Arabe Uni (RAU) du Yémen; conformément à l'accord conclu avec l'ambassadeur Banker...le président Abdel Nasser a décidé de retirer un bon nombre de forces du Yémen et ce durant la première moitié du mois de aout ...Nasser a pris cette décision malgré qu'il pense que l'Arabie Saoudite n'a pas suspendu ses aides aux Royalistes et qu'elle n'a pas soumis à l'accord Banker tant sur le fond que sur la forme"<sup>151</sup>(3).

---

Commentant le message de Nasser, Komer a envoyé un deuxième à Kennedy ... "le message de Nasser adressé à ta personne et attaché au mien, inclut une confirmation du président égyptien sur son intention de se retirer du Yémen. Certains rapports révèlent que 1500 soldats ont quitté effectivement le Yémen. Alors que ce sujet est de nature à apaiser les critiques accrues adressées à notre politique à l'égard du Yémen, je pense cependant que la RAU retirera la grande partie des troupes dans un délai de 12 à 18 mois, et jusqu'à cette date, nous serons l'objet des critiques réitérées de la part des Saoudiens et des autres en ce qui concerne la non soumission de la RAU à l'accord du désengagement. Mais tant que la RAU s'engage à l'évacuation graduelle de ses troupes (nous devons poursuivre la pression sur elle pour s'y engager) nous serons capables à s'adapter à ce fait. Le remplacement des forces de l'ONU par d'autres américaines pour séparer entre les autres forces campées dans la zone tampon et le fait de recevoir la grande partie des plaintes et faire face à toute éventuelle révolte ou colère, mérite d'attendre encore deux mois pour faire intégrer les forces onusiennes dans cette mission "<sup>152</sup>(1).

Mais après le retrait d'une partie des forces de la RAU, les Américains se sont demandés aussi ...comment mettre fin à la guerre au Yémen ? Ils ont eu peur de voir le Yémen plongé dans

---

<sup>151</sup> Message de Kennedy à Fayçal, le 1er juillet 1963, en version arabe et anglaise, joint au CD no.

<sup>152</sup> Memo de Komer au président Kennedy, Washington, le 12 juillet 1963.



le chaos et l'URSS exploite cette situation pour y combler le vide !

Le fait que le gouvernement yéménite demeure fort jusqu'au désamorçage du conflit, était dans l'intérêt des États Unis. Les circonstances à ce moment n'étaient pas encourageantes puisque la situation militaire est détériorée et al-Sallal est toujours faible. Nasser a informé les États Unis qu'il ne pouvait pas laisser le Yémen à moins de voir la guerre prenne fin, cela signifie que le désamorçage de la situation était tributaire de l'achèvement de la guerre.<sup>153</sup> (2)

D- Le rôle américain dans l'appel aux pourparlers confidentiels et directs entre la RAU et l'Arabie Saoudite.

Les États Unis ont eu recours à cette proposition pour parvenir à un compromis aidant au désamorçage de la crise et mettre fin aux campagnes radiodiffusées entre Fayçal et Nasser. En dépit de l'accrochage entre les troupes de la RAU et l'Arabie Saoudite sur les frontières, les opérations onusiennes se sont poursuivies dans la zone tampon et cela coïncide avec un retrait des troupes de la RAU et un recul de l'approvisionnement en armes de l'Arabie Saoudite aux Royalistes.

Les deux côtes égyptien et saoudien ont répondu à l'appel américain ; le gouvernement saoudien a favorablement accueilli le souci de l'Égypte à mener des pourparlers directs.

S'opposant à la propagande faite par la RAU à son encontre et laquelle lui cause des problèmes, le gouvernement saoudien s'est dit cependant disposé à rencontrer des représentants de la RAU à n'importe où.<sup>154</sup>

Lors d'une réunion du conseil présidentiel, le 19 octobre 1963, Nasser a expliqué la situation au Yémen : "Toutes les opérations militaires ont pris fin au Yémen...Nous avons choisi d'être tolérants, une date a été fixée pour la rencontre entre le délégué de la RAU et celui de l'Arabie Saoudite à New York, à condition que Mahmoud Riyad et le sous-secrétaire du ministère

---

<sup>153</sup> Memo de Komer au président Kennedy, le 31 juillet 1963.

<sup>154</sup> Message de Nasser à Kennedy, le 29 juin 1963, en version arabe et anglaise, joint au CDn.

saoudien des Affaires étrangères, y soient présents<sup>155(2)</sup>, mais l'Arabie Saoudite a demandé d'ajourner l'entrevue.

Et d'ajouter : "C'est dans notre intérêt de régler politiquement le sujet avec l'Arabie Saoudite, parce que ses relations avec les tribus au Yémen pourraient nous causer toujours des problèmes". La dernière demande de l'Arabie Saoudite était d'arrêter la campagne médiatique menée à son encontre, nous avons répondu : "Nous ne stopperons pas la campagne qu'après la conclusion d'un accord et la suspension de la livraison d'armes au Yémen. Hier, le 18 octobre, ils ont livré b-2000 fusils-à Djizan et à Nadjran...Quant à nous, le retrait se poursuit".

5- Durcissement de la politique américaine contre Nasser :

Aucun progrès n'a été réalisé dans la situation au Yémen depuis que les États Unis ont proposé la tenue d'une rencontre directe entre les deux côtés, laquelle n'a pas eu lieu vu la renonciation de l'Arabie Saoudite à l'idée ! Et malgré tout cela Kennedy a décidé l'escalade de la situation au Yémen contre la RAU et le règlement du conflit au Proche Orient dans les plus brefs délais. Kennedy a ordonné le renforcement de la potentialité des forces de l'air du sixième arsenal américain parce qu'il était inquiet du déséquilibre apparent entre les forces de l'air américaines et leurs analogues de la RAU dans l'est de la Méditerranée et la Mer Rouge.

Il a également donné ses instructions aux forces de l'air américaines afin de se préparer pour soutenir les éventuelles opérations au Proche-Orient dans le but de maintenir la stabilité en Arabie Saoudite et réduire le temps nécessaire à la riposte une fois ces forces sont appelées.

En même temps, le président américain a décidé d'appeler Khrushchev sur la ligne téléphonique de Moscou pour l'informer à l'avance du déploiement de certains éléments du commandement stratégique des forces de l'air américaines en Espagne, pour aider à la stabilité de la situation en Arabie Saoudite.

---

<sup>155</sup> Memo de Komer au président Kennedy, Washington, 12 juillet 1963, Op.cit.

Il a de même décidé de confirmer à Khrushchev que l'armement de ces forces serait seulement traditionnel et qu'elles ne seraient qu'un dernier recours puisque Washington tenait à son engagement envers l'Arabie Saoudite dans tous les cas.

Donc Kennedy a pris totalement le parti de l'Arabie Saoudite sur le côté politique et militaire alors qu'il manœuvre Nasser. Il lui a envoyé un message verbal le 19 octobre 1963...En voici le contenu : "Je vous exprime personnellement mon inquiétude vis-à-vis de l'incapacité de la RAU jusqu'ici à honorer ses engagements envers l'accord du désengagement au Yémen. Je pense qu'il est équitable de dire que les Saoudiens s'engagent de leur part à l'accord...nous avons confiance en la capacité des deux gouvernements britannique et saoudien à respecter et à s'engager à leurs confirmations quant à l'arrêt de l'aide fournie aux Royalistes et par conséquent je n'aurai pas de droit à exercer des pressions sur Fayçal qui remplit ses engagements envers l'accord alors qu'il voit toujours le maintien des forces égyptiennes au Yémen et entend des expressions d'hostilité à son encontre de la part du gouvernement de la RAU au Caire.

D'autre part, la RAU n'a pas retiré graduellement ses troupes conformément au fond de l'accord...vu le rôle que je joue personnellement dans ce sujet, je pense que vous allez comprendre pourquoi je me sens désolé de voir des critiques adressées en ce sens aux États Unis de l'intérieur et de l'extérieur...

Si nous permettons de voir nos intérêts majeurs influencés par la crise du Yémen nous perdrons ainsi notre capacité à formuler les incidents et leur permettons de nous dominer et nous orienter comme ils veulent."<sup>156</sup>(2)

D'autre part, Fayçal a voulu se renseigner des États Unis sur leur attitude quant à la fin de la mission de l'ONU sur les frontières entre le Yémen et l'Arabie Saoudite et sur leur position à l'égard de son pays au cas où il reprend les aides aux Royalistes et une fois il est attaqué ! Autrement, Fayçal veut prendre la

---

<sup>156</sup> Memo de Harold Sanders à Kaysen, Washington, 26 juin 1963.

permission et se rassurer avant tout dérobage de sa part à l'accord !

En réponse au message de Fayçal, Kennedy a répondu le 19 octobre 1963 disant : "Notre politique constante et enracinée, consiste à garantir l'application de l'accord et maintenir la mission onusienne jusqu'à la réalisation de cet objectif."

Ajoutant : "Nous sommes déterminés à exercer de fortes pressions sur le président Gamal Abdel Nasser ... en même temps, la RAU a admis la prolongation du mandat de la mission onusienne d'observation au Yémen, nous cherchons aussi à se confirmer du maintien de cet élément important de l'accord... Si vous poursuivez vos aides aux Royalistes et vous vous trouvez attaqués, nous tenons toujours sans aucun doute à la sûreté de votre pays...raison pour laquelle nous ne permettrons guère l'échec de l'accord du désengagement.. Nous nous sommes mis d'accord depuis une certaine période que l'engagement des deux côtés à l'accord sera le seul moyen possible pour établir la paix et la stabilité au Yémen en plus cet engagement est une condition essentielle pour instaurer la paix et la stabilité dans votre pays....

Nous estimons que la reconnaissance de la république arabe du Yémen sera massivement primordiale pour maintenir la stabilité de l'Arabie Saoudite. Il est impossible de participer à toute nouvelle attaque contre la République Arabe du Yémen après l'établissement des relations avec elle...de même, nous ne fermerons pas les yeux sur toute agression contre l'Arabie Saoudite...nous croyons en l'utilité de la réconciliation entre les forces au Yémen, raison pour laquelle, j'espère que vous nous rejoignez dans le soutien de cette réconciliation...Enfin de compte, le résultat de la stabilité politique au Yémen, est une question laissée aux Yéménites pour en décider, comme nous avons convenu et afin de réaliser cet objectif , laissons-nous doubler nos efforts pour faire réussir l'accord du désengagement ».

Les États Unis n'ont exclu aucun moyen de pressions sur Nasser pour réaliser leurs objectifs au Proche-Orient.

S'adressant à l'ambassadeur britannique à Washington, Rusk a dit : "Nasser doit déployer davantage d'efforts, nous ne sommes pas du tout satisfaits de sa performance "<sup>157</sup>(2)!

Outre les démarches militaires au Proche-Orient et à l'étranger, le gouvernement américain a utilisé l'aide en tant qu'outil pour presser directement sur Nasser, le gouvernement américain a informé le ministre égyptien du Trésor et du Plan, Abdel Moneim Kayssouni, lors de sa visite à Washington, que l'aide américaine est largement tributaire de la performance de la RAU au Yémen !

Les Américains ont jugé important le maintien du rôle des Nations Unies au Yémen et exigé que les avions de la RAU ne sauvegardent pas les frontières saoudiennes.

L'idée d'élargir la formation du régime yéménite arabe républicain a été même proposée. Rusk a demandé à l'ambassadeur britannique à Washington, le soutien de son pays, de principe, à cette proposition. Il a également espéré que les Royalistes pensent d'y participer ! Il a de même réclamé que le gouvernement britannique informe son analogue yéménite de sa disposition à reconnaître ce gouvernement de coalition.

Les États Unis ont aussi laissé brandir l'aide économique envisageable au Yémen en cas de formation de ce gouvernement <sup>158</sup>(1).

Le secrétaire au Foreign Office, Alec Douglas-Home a répondu : "Le gouvernement britannique ne peut pas appliquer ce que Rusk a exigé dans son message parce qu'avec l'élargissement du gouvernement yéménite, son pays ne pourra pas informer les Royalistes de son soutien à l'idée d'établir un régime républicain au Yémen !». Home a de même refusé de reconnaître ce régime.

En général, la situation au Yémen est devenue comme suit ...le régime républicain d'Al Sallal, qui contrôle les deux tiers du

---

<sup>157</sup> Memo de Komer au président Kennedy, Washington, 16 août 1963.

<sup>158</sup> Télégramme du département d'Etat à l'ambassade américaine à la RAU, Washington, 22 août 1963.

Yémen et lequel est soutenu par près de 30 mille soldats des troupes de la RAU.

Quant aux tribus royalistes dans le nord, lesquelles sont financées par l'Arabie Saoudite, elles contrôlent toujours les montagnes dans le nord et le nord-est du pays. Il n'est pas envisageable qu'aucune des deux parties remporte une victoire militaire décisive<sup>159</sup> (3).

F- Impact du changement de l'administration américaine sur le conflit au Yémen :

Dans l'intervalle, Kennedy fut assassiné le 23 novembre 1963 et le vice-président américain, à ce moment, Johnson lui a succédé. Ce dernier a décidé de reprendre le dialogue entre lui, Nasser et Fayçal après avoir pris note des messages échangés entre Kennedy et les deux présidents. Il a envoyé un message au roi Fayçal le 19 décembre 1963 en voici le contenu : "L'entente entre les États Unis et l'Arabie Saoudite est une question d'une importance cruciale et vitale, même l'échange des points de vue est franchement très souhaitable...je me suis rendu compte, après avoir pris note du courrier échangé entre vous et le président Kennedy, de votre inquiétude à l'égard de la politique américaine vis-à-vis du Yémen. Je vous assure que nous avons un seul objectif à réaliser à l'égard du Yémen, lequel est de sauvegarder la sûreté de l'Arabie Saoudite. Nous croyons que la sécurité de l'Arabie Saoudite exige nécessairement d'éviter toute confrontation directe avec la RAU au Yémen".

Ce message a montré que Johnson a pris le parti de Fayçal contre Nasser et qu'il est convaincu que ce dernier veut imposer son hégémonie sur le Yémen, ce qu'il a catégoriquement nié.

Répondant à la demande de Fayçal de suspendre les aides américaines à la RAU, Johnson a indiqué dans son message : "La suspension des aides américaines présentées à la RAU n'accéléra pas son retrait du Yémen, mais elle renforcera plutôt ses relations étroites entretenues avec les Soviets, ce qui contredit votre intérêt et nos objectifs liés à l'affaiblissement de l'influence de l'URSS dans le monde arabe...Permettez-moi d'ajouter que la

---

<sup>159</sup> Mahmoud Riyad, délégué permanent de l'Égypte aux Nations Unies.

reprise du soutien saoudien aux Royalistes à ce moment, suscitera mon inquiétude, parce que cette mesure sera de nature à provoquer Nasser pour regagner les explosions, et lui pousser à dépendre davantage sur les aides de l'URSS et à vous rejeter la responsabilité des conséquences dont il doit assumer maintenant. Nous cherchons avec l'ONU à pousser la RAU à parvenir à un règlement politique et à se retirer du Yémen. Nous poursuivrons avec déterminations ces efforts. J'espère que vous ne prenez aucune mesure qui fera avorter ces efforts et contraindre Nasser à s'attacher fortement à demeurer au Yémen. Washington a antérieurement conseillé la maîtrise de soi et maintenant après mon accession à ce poste, j'aime mettre l'accent sur les mêmes conseils, en estimant que cela est le service majeur à rendre à nos intérêts communs et à l'intérêt de la paix mondiale"<sup>160</sup> (1).

Le Nouveau président américain a envoyé au 23 décembre son premier message à Nasser en voici le contenu : "Partant de notre compréhension des horizons du dialogue entre vous et le président Kennedy et de la franchise dont ce dialogue s'est caractérisée, j'espère que ce dialogue se poursuit également entre nous. J'envisage de poursuivre cette politique visant à élargir la coopération entre nos pays. Mais le maintien de l'instabilité au Yémen constitue un défi grave que nos deux gouvernements doivent relever. Je sais que vous exprimez dans plusieurs occasions votre aversion et votre haine pour la guerre entre les pays arabes. Nous aspirons également à créer des circonstances aidant à finaliser le conflit et appliquer l'accord du désengagement. Mais nous ne pouvons pas confirmer notre soutien conjoint au principe d'autodétermination que par le biais des mesures favorisant directement la formation d'un gouvernement yéménite indépendant, capable à gérer ses propres affaires"<sup>161</sup> (1).

---

<sup>160</sup> Memo de l'entretien entre le Président et le ministre de la défense, Washington, le 8 octobre 1963.

<sup>161</sup> Télégramme du département d'Etat à l'ambassade américaine à la RAU, Washington, 19 octobre 1963.

Johnson a envoyé un autre message à Nasser le 27 février 1964, commentant les résolutions du premier sommet arabe tenu au Caire en janvier 1964 : "Les confirmations promulguées par les leaders arabes réunis au Caire, m'ont contenté, les pays doivent régler leurs différends via les moyens pacifiques...Nous accueillons favorablement de même l'éventuel règlement et le rétablissement de la situation au Yémen ainsi que l'attitude des pays arabes qui font preuve de retenue en traitant avec leur problème avec Israël".

Dans un message envoyé le 26 avril à Johnson en réponse au sien, Nasser s'est félicité de la reprise des contacts tout en confirmant la convergence de leurs vues vis-à-vis de plusieurs questions surtout l'importance d'approfondir les relations arabo-américaines, la coopération avec l'ONU et l'usage de l'atome au service de la paix.

Nasser a cependant fait quelques remarques : premièrement : la lutte contre l'impérialisme persiste toujours...je souligne ici par exemple l'attitude de la Grande Bretagne dans le sud de la péninsule arabe et celle du Portugal en Angola et à Mozambique.

Deuxièmes : La lutte en faveur de l'unité (en tant que moyen pour réaliser) l'entité nationale de diverses nations. Troisièmes : La lutte entre le progrès et l'ignorance autrement dit entre la richesse et la pauvreté...

Quatrièmes : La lutte sociale qui existe entre dans les nations récemment conscientes aux dimensions du XXème siècle....

Cinquièmes : Le conflit entre la nation arabe et Israël à l'Orient. J'aurai du résumer toutes ces remarques dans une seule phrase : "La paix ne peut pas être établie ou en réalité duré que si elle est juste".<sup>162(3)</sup>

En même temps, Johnson a envoyé un message à Eshkol, dans lequel il lui a confirmé : "Le fait de garantir la sécurité d'Israël dans l'avenir est en tête de notre ordre du jour...Nous devons examiner ensemble dans le futur proche, nombre de principaux problèmes dont notamment la redistribution de l'eau de Jourdain

---

<sup>162</sup> Message de Kennedy à Nasser, le 19 octobre 1963, en version arabe et anglaise, joint au CDn.



puisque nous soutenons votre droit à en obtenir le quota fixé...Nous sommes vivement inquiets de la possibilité de parvenir à un règlement satisfaisant au problème des réfugiés palestiniens qui constitue une condition essentielle pour l'établissement de la paix entre les Arabes et Israël"<sup>163</sup>(1).

Après l'arrivée de Johnson à la tête de la présidence américaine, l'ambassadeur Badeau lui a envoyé un message dans lequel il a exprimé son appréciation à la politique américaine vis-à-vis du Proche-Orient ...en voici le texte "L'Égypte est le plus important pays arabe dans l'Orient et le guide du mouvement de réforme nationale. Malgré que le motif du nationalisme arabe s'est ralenti, cependant Nasser demeure toujours le plus important leader arabe, respectable de large envergure. Cela donne la RAU un pouvoir indépendamment important pour influencer les intérêts américains dans la région. Nos intérêts consistent à affaiblir l'influence de l'URSS, assurer l'accès de l'Occident aux voies maritimes et aériennes et au pétrole arabe...confirmer le droit de navigation dans le canal de Suez et encourager la réalisation de la paix et du progrès dans la région. Notre politique est l'expansion dans l'aide économique (en tant qu'outil de pression) ...et la disposition à l'usage de notre force et notre influence pour sauvegarder nos intérêts".

Cette politique a donné ses fruits : l'influence américaine a dépassé celle de l'URSS depuis 1956 et les différends interarabes sont devenus plus modérés".<sup>164</sup>(2)

Je vois que cette dernière analyse est tout à fait loin de ce qui déroule sur le terrain, la preuve est la guerre opposant le régime républicain au Yémen et la RAU d'une part à l'Arabie Saoudite ainsi que l'hostilité et les campagnes médiatiques entre le parti bassiste en Syrie et en Irak et Nasser !

En résultat de l'échange du courrier entre Kennedy et Nasser, les politiciens américains ont eu l'impression que la politique de Kennedy était plus modérée à l'égard d'Israël et que la RAU a

---

<sup>163</sup> Message verbal de Kennedy à Fayçal, le 19 octobre 1963, en version arabe et anglaise, joint au CDn.

<sup>164</sup> Message de Rusk à l'ambassadeur britannique, Washington, le 19 octobre 1963.

conservé le problème israélien dans une caisse de gel ! Voire la congelé, et qu'elle n'agressera pas Israël que si cette dernière commence à produire l'arme atomique !

Cette déduction est évidemment loin de la réalité, comme le dévoilent les séances confidentielles des sommets arabes <sup>165</sup>(1).

Dans son rapport avancé à Johnson, Badeau a ajouté : « Les problèmes suspendus entre Le Caire et Washington peuvent être manipulés, le retrait des troupes égyptiennes du Yémen était lent mais la RAU reconnaît l'accord du désengagement...

La RAU compte fortement sur l'aide militaire russe mais l'aide lui apportée par l'Occident-notamment PL480<sup>166</sup> (2)-a aidé à garantir son non-alignement, mais elle est toujours hostile à Israël" <sup>167</sup>(3).

G-Nouvelle ère dans les relations entre Nasser et Fayçal :

L'Arabie Saoudite demande la médiation américaine avec Nasser à propos du Yémen :

Ceci a eu lieu après la visite de Fayçal au Caire en janvier 1964 pour assister au sommet arabe auquel a appelé Nasser pour discuter du détournement par Israël de l'eau du Jourdain.

Badeau a estimé que la proposition avancée par le vice-ministre saoudien des Affaires étrangères, Omar al-Saqqaf, est inutile-soulignant que Washington a antérieurement obtenu l'approbation de la RAU pour des pourparlers bilatéraux avec l'Arabie Saoudite, mais Fayçal a refusé !

Badeau a recommandé la non-intervention de Washington dans ce sujet que sur demande de Fayçal<sup>168</sup> (4).

Rétablissement des relations diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et la RAU: Ces relations, interrompues le 6 novembre 1962 après l'envoi des troupes militaires égyptiennes au Yémen

---

<sup>165</sup> Ibid.

<sup>166</sup> L'ambassade britannique à Washington au département d'Etat, Washington, le 23 octobre 1963.

<sup>167</sup> Les estimations des services de renseignement, Washington, 6 novembre 1963, situation; horizons et conclusions au Yémen.

<sup>168</sup> Message de Johnson à Fayçal, le 19 décembre 1963, en version arabe et anglaise, joint au CDn.

pour soutenir la révolution, ont été rétablies le 3 mars 1964, après le premier sommet arabe du Caire.

Un changement important dans l'attitude de l'Arabie Saoudite à l'égard du conflit au Yémen a eu lieu ; les opérations militaires entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite sont interrompues mais la Grande Bretagne a soutenu toujours le pouvoir des Imams au Yémen et l'activité des mercenaires à Aden.

Malgré que Washington a informé la RAU qu'elle soutenait la Grande Bretagne à Aden, elle a cependant changé d'attitude et décidé de montrer qu'elle ne sympathise pas avec la politique « stupide » de Londres à l'égard des Arabes !<sup>169</sup>(1).

Les Américains étaient inquiets des retombées du discours de Nasser le 22 février 1964<sup>170</sup>(2) dans lequel il a annoncé que tout État ne pouvait prétendre réaliser l'Indépendance qu'après le démantèlement des bases militaires sur son territoire.

Après ce discours, le gouvernement libyen a annoncé qu'il n'envisageait pas renouveler les traités en vertu desquels la Grande Bretagne et les États Unis maintiennent leurs bases en Libye !...

Le soutien britannique secret apporté aux Royalistes au Yémen conduits aux réactions graves. Les avions britanniques ont attaqué une citadelle à Harib au Yémen le 28 mars, en représailles de l'attaque menée par le Yémen contre la région de la confédération arabe du Sud.

Les Américains ont estimé : "Ces comportements exagérés conduiront à davantage de pressions sur les États Unis et la Grande Bretagne à moins que cette dernière n'y stoppe; raison pour laquelle, le représentant diplomatique américain au Yémen a choisi de ne pas représenter la Grande Bretagne à Sanaa "<sup>171</sup>(3)!

---

<sup>169</sup> Télégramme du département d'Etat à l'Ambassade américaine à la RAU, Washington, le 23 décembre 1963.

<sup>170</sup> Message de Johnson à Nasser, le 23 décembre 1963, en version arabe et anglaise ; joint au CDn.

<sup>171</sup> Message de Johnson à Nasser le 27 février 1964, en version arabe et anglaise, joint au CDn.

Washington était ainsi disposée à abandonner son allié la Grande Bretagne pour sauvegarder ses intérêts dans la région arabe ; ce qu'elle a poussé principalement à adopter cette attitude est le rapprochement entre la RAU et l'Arabie Saoudite après le premier sommet arabe du Caire, et l'ampleur de l'influence de libération nationale de Nasser sur les peuples arabes même les États pro-occidentaux comme la Libye et les colonies arabes du Sud.

H – La question yéménite aux Nations Unies :

Le Conseil de Sécurité a condamné au 1er avril 1964 la Grande Bretagne. Le président du Conseil a déclaré que Londres avait mené plus de 40 attaques au Yémen depuis 1962, dont la plus importante était les raids menés contre une citadelle à Harib le 28 mars 1964, laquelle a été susmentionnée<sup>172</sup>(1).

Une condamnation a été promulguée par le Conseil alors que Washington s'est abstenu de voter ! Cela a encouragé la Grande Bretagne à rétablir la coopération avec les États Unis tout en confirmant avoir les mêmes intérêts au Yémen et à Aden.<sup>173</sup> (2)

Johnson et Douglas-Home ont échangé le courrier sur l'attitude américaine languissante au Conseil de Sécurité, d'après le point de vue de Londres !

Dans un message envoyé à Home, Johnson a justifié cela en disant : "L'abstention au vote était contre notre gré, seulement parce que nous n'avons pas voulu s'opposer directement à vous... Moi, malgré que je ne fonde aucun espoir sur Nasser, je doute fort que tout défi aux Arabes soit utile pour nos intérêts communs à ce moment. Raison pour laquelle j'accepte la coordination plus étroite de nos politiques à l'égard du Proche-Orient" <sup>174</sup>(3).

En fait, les politiciens américains ont estimé que le raid britannique contre Harib avait coûté cher sur le plan politique.

---

<sup>172</sup> Message de Nasser à Johnson, le 26 avril 1964, en version arabe et anglaise, joint au CDn.

<sup>173</sup> Message de Johnson à Eshkol, le 2 janvier 1964, en version arabe et anglaise, joint au CDn.

<sup>174</sup> Télégramme du Département d'Etat à l'Ambassade américaine à la RAU, le 27 janvier 1964.

"Ce raid a suscité la colère non seulement de Nasser mais également de tous les Arabes contre la Grande Bretagne et il a également attiré leur attention sur Aden ! Rappelons-nous aussi que les problèmes sur les frontières yéméno-saoudiennes résultent principalement du soutien secret apporté de la GB aux Royalistes au Yémen" <sup>175(4)</sup>!

5- Le conflit entre Nasser et le Royaume Uni sur Aden et le sud de la péninsule arabe :

Les États Unis se sont opposés à la proposition britannique stipulant un durcissement de la politique adoptée avec Nasser partant du principe : "cela en coutera plus qu'ils gagnent". Les Américains se sont rappelés à ce moment, l'histoire du Haut barrage d'Assouan et l'impact du refus américain d'assister à sa construction en 1955-1956 et ils ont eu recours à cette histoire pour soutenir leur position avec leur allié la Grande Bretagne, disant que l'infiltration de l'URSS dans le monde arabe et la nationalisation par Nasser du Canal de Suez en étaient le résultat !

-----  
Les conseillers de la Maison Blanche ont approuvé ce qui suit : "En réalité Nasser cherche à démanteler les bases américaines en Libye et à Aden et s'opposer à nous en ce qui concerne Israël, mais le soutien, que nous lui apportons, le contraint à ne pas exercer fortement des pressions en ce sens...un seul discours de sa part sur la Libye nous était très suffisant ! Nous ne pouvons pas vaincre Nasser tant qu'il symbolise le nationalisme arabe. Donc le meilleur moyen pour sauvegarder nos gains est de juguler Nasser et non pas lui donner un coup. La politique flexible de la carotte et le bâton, est la meilleure à servir les intérêts américano-britanniques" <sup>176(1)</sup>!

Le dialogue entre Johnson et Home a conduit à davantage de méditation sur la politique de Nasser à l'égard du Royaume Uni et à sa réaction envers lui. "Tant que Nasser a déclaré la guerre

---

<sup>176</sup> Texte des audiences confidentielles du sommet arabe; le 17 janvier 1964, joint au CDn.

<sup>177</sup> PL 480 Programme d'aide alimentaire américaine.

contre la Grande Bretagne, donc cette dernière luttera contre lui à travers le renforcement de la campagne militaire secrète au Yémen et demandera aux États Unis d'interrompre les aides lui apportées. Elle planifie également de soulever cette question au Conseil de Sécurité tout en réclamant une promesse des États Unis de la soutenir".

Les États Unis estiment que les Britanniques- en raison de leur déception et leur inquiétude éprouvée à l'égard d'Aden- se comportent d'une agressivité exagérée. Et qu'ils ne peuvent pas réaliser des gains à Aden".

Les États Unis reconnaissent "En dépit des pressions exercées ouvertement ou en catimini sur Nasser, nous ne pouvons pas le contraindre à se retirer du Yémen. Depuis septembre 1962, il a dit à mainte reprises devoir envoyer au Yémen n'importe quel effectif pour y demeurer (ces troupes sont estimées actuellement à 40,000) et au lieu de se plier aux pressions extérieures secrètes, il mènera un contre coup d'État...Quant à nous et le Royaume Uni, nous aussi ne pouvons pas gagner aux Nations Unis, parce qu'il s'agira ainsi clairement d'une question d'impérialisme, et nous y sommes toujours perdants...En réalité nous pouvons impliquer Nasser dans une guerre d'usure infiniment au Yémen -comme le fait le Royaume Uni depuis plusieurs mois- mais cela fera échouer notre politique à l'égard de l'accord du désengagement...Le pire est que nous perdons plus que nous gagnons, nous n'allons pas déclarer la guerre à Nasser mais aussi tous les pays arabes, hormis l'Arabie Saoudite, le soutiendront! Nous susciterons ainsi les Arabes contre nous, parce que Nasser soulèvera une fois de plus le soutien apporté par nous et le Royaume Uni à Israël, la cause la plus réussie certainement. Il ne faut pas entrainer les Arabes à réagir contre notre politique envers Israël...Lors que Nasser cherche à nous attaquer, logiquement il pensera principalement à cibler nos bases à Aden et en Libye et au lieu de sauvegarder nos droits dans ces bases, nous accroîtrons les pressions sur elles !...En dépit des propos de la Grande Bretagne sur la relation entre la RAU, le Yémen et les Soviets, nous estimons que Nasser veut restreindre la présence russe au Yémen pour des

raisons qui lui sont propres, mais les propositions avancées par le Royaume Uni en ce sens, inciteraient Nasser à assurer une présence russe accrue au Yémen ! Les Américains ont conclu que les Britanniques ne pensaient pas sérieusement à leurs propositions et ils ne leur causeraient que des problèmes! En soutenant un gouvernement faible et âgé. Nous ne voulons pas une bataille avec Nasser alors que la cause arabo-israélienne est toujours brûlante".<sup>177</sup> (1)

6 – La visite de Nasser au Yémen :

La visite a débuté le 23 jusqu'au 27 avril 1964 voire après un an et demi du déclenchement de la révolution yéménite. Nasser a été favorablement accueilli par le peuple yéménite, même les agences de presse étrangères ont qualifié l'accueil de plus important qu'a connu le Yémen. Des dizaines de milliers de yéménites ont quitté deux jours avant leurs villages à pied à destination de Sanaa pour voir Nasser dont le convoi de l'aéroport jusqu'au palais républicain, une distance de 7 miles, a duré 75 minutes ! Les Yéménites interrompent le convoi pour abattre les bovins et lui faire bon accueil selon leurs coutumes. Heikal a qualifié les meetings qui ont eu entre Nasser et les Yéménites, habitants des villes et ceux des tribus dans le nord et le sud du pays disant "Nasser, dans son cabriolet, était parmi ces foules de gens comme une voile au large d'une mer étendue !

Excité de la scène, le correspondant de l'agence Associated Press, Mark Arthur a commenté disant "Oh mon Dieu ! Il n'y a pas un seul agent de sécurité qui dit à cet homme que peu importe sa confiance en ces gens qui s'est laissé parmi eux, il ne doit pas oublier que chacun d'eux, selon les traditions du Yémen, porte un fusil sur son épaule et un poignard à la ceinture"<sup>178</sup>(2)?!

En fait, les photos de cette visite m'ont consterné rétroactivement ! Et j'ai remercié Dieu que Nasser nous a regagné indemne, seuls l'amour du peuple et la volonté divine qui l'ont protégé.

---

<sup>177</sup> Télégramme du département d'Etat à l'ambassade américaine à la RAU, Washington, le 27 janvier 1964.

<sup>178</sup> Ibid.

"La scène de l'entrée de Nasser à Ta'ez sur la route longeant sur la vallée entre les collines parsemées de feuillage, était inoubliable. Les gens ont afflué sur les pieds des collines, se sont rués sur Nasser sur la route au centre de la vallée, leur invocation et leur prière répondant au roulement des tambours. Leurs formes et leurs habits remontent à de longues siècles écoulés"<sup>179</sup>. (1)

Dans ses discours et paroles adressés aux diverses catégories du peuple yéménite, lors de la visite, Nasser a évoqué l'objectif de l'arrivée des forces militaires égyptiennes au Yémen qui n'est que le soutien de la révolution yéménite sur demande des révolutionnaires contre les complots du réactionnaire et de l'impérialisme contre un pouvoir despote des Imams qui ont pris la religion comme slogan.

Dans son premier discours à la place al-Tahrir (la libération) à Sanaa, Nasser a dit : "Nous nous rappelons en se réunissant dans le pays des révolutionnaires et des libres, le sud du Yémen occupé et l'agression britannique contre le Yémen. Et ajouté: "Lorsque nous tenons à la liberté nous signifions ce que nous disons ...nous affronterons l'agression forcement et nous ne permettrons qu'aucune partie des terres de la nation arabe demeure sous l'impérialisme. Il faut que l'impérialisme... voire la Grande Bretagne, qui éprouve la rancune et l'hostilité à l'égard de votre révolution, plie ses valises et quitte Aden et le sud qui sont des terres arabes... Nous nous engageons envers Dieu dans cette terre sainte...celle des révolutionnaires, celle des libres à faire évacuer la Grande Bretagne de toute partie de la Nation Arabe".<sup>180</sup>(2)

"Cette révolution était un tournant important dans l'histoire de la nation arabe, parce qu'après la désunion avec la Syrie, le réactionnaire et l'impérialisme ont cru que l'affaire leur était proche et qu'ils peuvent imposer la nation arabe à leurs zones d'influence mais la révolution déclenchée au Yémen a mis court

---

<sup>179</sup> Memo de conversation, Yémen, Washington, le 17 mars 1964.

<sup>180</sup> Discours de Nasser, le 22 février 1964, Discours et déclarations de Abdel Nasser, partie 4, pages 13 et 45, référence antérieure.



aux rêves des colonisateurs et de leurs partisans et a eu une grande résonance partout dans la nation arabe".

Et ajouté : "Nous nous rappelons des frères dans le sud occupé et Aden, exposés aux plus atroces images de cruauté, de terrorisme et de torture de la part de l'impérialisme britannique... nos frères, nous vous soutenons avec nos sangs, nos cœurs et nos âmes, nous ne pourrions en aucun cas consentir à l'impérialisme et à l'occupation, la Grande Bretagne doit se retirer de ces terres, parce qu'elles appartiennent aux Arabes, le Yémen doit être libéré ainsi que toutes les terres de la péninsule arabe soumises à l'impérialisme. Ce peuple yéménite a une dette envers Allah qui l'a soutenu... et envers ses confrères qui luttent contre l'impérialisme britannique et souffrent dans ses prisons"<sup>181</sup>.

En fait, les attaques de Nasser contre la Grande Bretagne au Yémen avaient pour résultat le dévoilement des documents révélant que cette dernière apporte les armes, les fonds et l'aide militaire aux Yéménites sur les frontières sud du pays, causant la mort des soldats égyptiens, fait rejeté par Nasser !

La Grande Bretagne a réitéré sa demande aux États Unis d'interrompre l'aide apportée à la RAU, Nasser a commenté cette demande disant : "La Grande Bretagne lance des menaces explicites contre la RAU, si elle le fait vraiment, nous pouvons également la menacer"<sup>182</sup>.

Nasser s'est réuni au Yémen avec les chefs des tribus et les hommes de religion et leur a demandé de soutenir et d'œuvrer pour libérer Aden et le sud arabe de l'impérialisme.

Les révolutionnaires dans le sud lui ont envoyé un message en voici le contenu "Nous aspirons au jour où vous serez le commandant et le leader de la nation arabe sur la terre du sud".

Au terme de sa visite, les Yéménites ont réclamé l'unité avec la RAU et par la suite Nasser a annoncé que l'unité existe effectivement mais elle ne sera pas établie sur le plan constitutionnel qu'après le retrait des troupes égyptiennes du Yémen.

---

<sup>181</sup> Memo de Komer à Bundy, Washington, le 21 avril 1964.

<sup>182</sup> Télégramme du Département d'Etat à la Mission onusienne, Washington, le 1er avril 1964.

Au 27 avril 1964, la constitution yéménite fut déclarée après la rencontre Nasser, al-Sallal et le prolétariat ; l'objectif de sa visite, outre la rencontre avec le peuple yéménite, est la réorganisation du gouvernement yéménite dont il a besoin d'urgence.

La RAU et le Yémen ont signé un accord sur la coordination de la coopération conjointe en vertu duquel, un conseil de coordination a été mis en place pour examiner et appliquer les étapes nécessaires pour établir l'unité entre les deux pays et la coopération dans les divers domaines<sup>183</sup>.

Naturellement, la réaction de la Grande Bretagne et du sud arabe occupé où se trouve l'une des plus importantes bases militaires britanniques au monde sur la visite, était violente. Le délégué britannique aux Nations Unies a déclaré que les discours de Nasser dans lesquels il a confirmé sa lutte contre l'impérialisme constituaient une menace pour la paix et la sécurité !

D'autre part, la résistance nationale dans le sud s'est embrasée contre la Grande Bretagne qui a aggravé les mesures de répression dans les réserves.

Regagnant Le Caire, Nasser a évoqué dans son discours du 1er mai 1964 à l'occasion de la fête des travailleurs, l'attitude du Royaume Uni dans le sud arabe. Il s'en est pris au Royaume disant : "La Grande Bretagne a usurpé Aden avant la 1ere guerre mondiale et d'autres terres après la guerre, elle y établit un faux État soumis à son autorité sous le nom de l'Union Arabe ! Nous disons qu'aucune terre arabe ne peut soumettre à l'impérialisme britannique. Dès le premier jour de la révolution, nous luttons contre l'impérialisme et nous soutenons tout État dans le monde cherchant à obtenir sa liberté. La révolution s'est déclenchée au Yémen pour réclamer l'évacuation de la Grande Bretagne de Aden et du Sud occupé et nous devrions également réclamer cela. Aujourd'hui au Yémen, il y a une constitution progressiste, un président de la République, un gouvernement et un conseil consultatif jouissant de toutes les autorités, c'est un saut de 10 siècles en avant ! Le Yémen est gouverné maintenant par un

---

<sup>183</sup> Message du premier ministre britannique au Président Johnson; Washington, le 11 avril 1964.

pouvoir républicain par une majorité de 92% et le reste du pays est occupé par des gangs et des mercenaires soutenus par les Britanniques"<sup>184</sup>(2).

À l'occasion de la signature de l'accord de coopération conjointe entre la RAU et la république du Yémen le 13 juillet 1964, Nasser a déclaré : " Nous devons soutenir le Yémen sur tous les volets comme nous l'avons fait sur le volet militaire"<sup>185</sup>(3).

7 - Les sommets arabes et les contacts entre Nasser et Fayçal :  
Au 4 septembre et avec l'approche du retrait de la mission onusienne de la zone démilitarisée sur les frontières nord du Yémen avec l'Arabie Saoudite, les troupes de la RAU et les forces yéménites ont mené une attaque conjointe pour nettoyer le nord du Yémen et imposer un fait accompli à Fayçal lors du sommet d'Alexandrie surtout après les munitions envoyées par les Saoudiens aux frontières et les menaces de reprendre l'aide aux Royalistes !

À ce moment, Fayçal a appelé Johnson..."tant que l'accord du désengagement n'a pas abouti, l'Arabie Saoudite serait obligée à déclarer la guerre une deuxième fois !".

Fayçal a adressé le même appel au vice-premier ministre britannique Butler <sup>186</sup>(1)!

En fait, l'attitude des États Unis et du Royaume Uni vis-à-vis du renouvellement du conflit entre Nasser et Fayçal, était différente. Dean Rusk a estimé que la poursuite des différends entre Nasser et Fayçal menaçait la situation au Yémen et que la reprise de l'aide apportée par ce dernier aux Royalistes torpillerait les intérêts de l'Occident !

Quant à Butler, il a refusé ces propos disant : "Le renouvellement du combat empêcherait Nasser de réaliser la victoire au Yémen, ce qui est dans l'intérêt de la Grande Bretagne et les États Unis, de crainte de voir le Yémen transformée en zone d'influence

---

<sup>184</sup> Message du président Johnson au Premier ministre, Douglas Home, Washington, le 12 avril 1964.

<sup>185</sup> Memo de Komer à Bundy, Washington, le 21 avril 1964,

Op.cit.

<sup>186</sup> Ibid.

égyptienne tant qu'il n'y a pas un accord sur la formation d'un gouvernement de coalition comment y aurait-il un consensus entre Nasser et Fayçal<sup>187</sup> (2)?!

Rusk a estimé que les États Unis et le Royaume Uni devraient être prêts à soutenir Fayçal par tous les moyens possibles. Il a reconnu que l'objectif des États Unis de l'accord du désengagement était de donner l'occasion à Fayçal de respirer pour pouvoir affronter les problèmes intérieurs qui constituent un danger sur les intérêts occidentaux dans la région.

Rusk a prôné une coopération entre les États Unis et le Royaume Uni et le règlement des différends entre eux sur le Yémen, puisqu'ils coopèrent dans le monde entier ! Ajoutant que le différend principal entre les deux pays est sur la tactique sur la façon de traiter avec Nasser <sup>188</sup>(3)!

Johnson a envoyé un message à Fayçal le 29 août 1964 l'appelant à faire preuve de retenue, ce dernier a répondu que l'accord sur l'évacuation des troupes était caduc et que la présence des forces de la RAU dans la péninsule arabe posait l'Arabie Saoudite dans un risque fatal ! Son pays ferait tous ses possibles pour mettre les Royalistes à l'abri de ce risque<sup>189</sup>(1)!

Les résultats du 2ème sommet arabe :

Nasser et Fayçal se sont rencontrés au sommet arabe à Alexandrie le 5 septembre 1964 et ont annoncé que leurs pays envisageaient d'établir une pleine coopération pour régler les différends entre les diverses parties au Yémen ; des étapes seront prises pour mener les contacts nécessaires avec ces parties en vue de parvenir à un règlement pacifique à ces différends, ont-ils ajouté.

C'était la première fois, deux ans après le déclenchement du conflit au Yémen que Nasser et Fayçal évoquent la situation au Yémen, cela signifie que le problème yéménite connaît une nouvelle phase. La situation n'était pas facile comme on s'y

---

<sup>187</sup> Memo de Komer à Bundy, Washington, le 28 avril 1964.

<sup>188</sup> Heikal "Est-elle la situation actuellement au Yémen?!", le 1<sup>er</sup> mai 1964, dans sa rubrique "Avec Franchise" au quotidien al-Ahram, référence antérieure.

<sup>189</sup> Référence antérieure.

attendait, les deux leaders ont convenu de la représentation des républicains par deux tiers au gouvernement Yéménite alors que les Royalistes y soient présents par le tiers. Mais les Républicains ont rejeté ce pourcentage !

Lors de leur entrevue au Caire le 3 mai 1965, Nasser a dévoilé au chef d'État libanais, Charles Helou qu'il avait confirmé à Fayçal que la RAU n'avait aucun objectif au Yémen et qu'elle ne comptait ni d'y maintenir ses bases ni de menacer l'Arabie Saoudite à travers le Yémen. "Nous nous sommes mis d'accord sur beaucoup de choses dont certaines ont été déclarées et d'autres non déclarées, a-t-il ajouté.

Les choses non déclarées, a-t-il dit, étaient la suspension par l'Arabie Saoudite des aides apportées aux Royalistes ainsi que toute infiltration d'armes au Yémen, mis en vigueur d'un cessez-le-feu, tenue d'une conférence d'entente entre Royalistes et Républicains sur la restauration de la situation au Yémen.

"Après ces étapes, notre armée doit se retirer du Yémen sur plusieurs phases", a-t-il mentionné ajoutant avoir mis l'accent sur l'attachement à la république et à l'éviction de la famille Hamid el-Din.

"Un arrêt du combat a eu lieu après ça, les Yéménites étaient stationnées sur les frontières avec l'Arabie Saoudite et dans une montagne à côté de l'Arabie Saoudite", a-t-il noté ajoutant : "toutes les autres régions étaient sous notre contrôle et on avait 50 milles soldats au Yémen".

L'Arabie Saoudite a proposé d'admettre l'établissement de la république à condition de voir un président de république élu parmi la famille royale et al-Sallab limogé.

"Nous ne pouvons pas faire cela », a indiqué Nasser lors d'une séance du Haut comité exécutive au 1er juin 1966, Nasser a souligné : "Fayçal a renoncé à cet accord et y a posé plusieurs obstacles, nous avons constaté ultérieurement que les Saoudiens ont tenté de gagner du temps pour évincer le Roi Seoud et s'enraciner » !

Les troupes de la RAU au Yémen se sont abstenus d'attaquer l'Arabie Saoudite <sup>190(1)</sup> et la guerre médiatique entre les deux pays s'est arrêtée et ce en dépit de la non application de l'accord du désengagement.

La situation au Yémen est figée, les Royalistes stationnent sur les frontières avec l'Arabie Saoudite, les Britanniques dans le sud envoient des armes et en accord complet avec l'Arabie Saoudite ! Aucun gouvernement Yéménite pouvant acquérir un large appui du peuple n'a été formé et par conséquent Nasser n'a pas retiré ses troupes.

Nasser a aussi informé Charles Helou que les Américains pensaient que les pressions économiques pouvaient aider à la réalisation de leurs objectifs et souligné : "Leurs propos étaient que les deux dernières années n'avaient aucun impact sur les aides d'approvisionnement surtout le blé... finalement ils ont décidé de ne pas nous offrir d'aides comme une sorte de pression » !

Nasser a ajouté : " Fayçal est inquiet de nos intentions, les Américains imaginent que les pressions économiques pourraient nous affecter ! Nous sommes prêts à confronter ce sujet en entier, et si nous voulons ennuyer les Saoudiens, nous pouvons le faire ! Nous démontrerons le contraire aux Américains, qui pensent qu'avec la suspension d'aides, nous allons stopper".

"Le Yémen est une question essentielle que nous ne pouvons pas laisser aux Britanniques. Nous leur avons dit que nous ne cherchons pas à créer des problèmes dans le sud ni d'établir des bases, et ce en échange de la suspension de leur ingérence au Yémen ainsi que toutes formes d'aides".

Ils ne se sont pas engagés à nos propos et nous disposons des documents sous nos mains en ce sens, ils ont commencé à livrer des armes à certaines tribus et les suscitent. Nous avons donc décidé de leur créer des problèmes. C'est très facile, j'ai dit à l'ambassadeur britannique : "Si vous prenez des mesures à notre rencontre nous pourrons réagir d'une façon similaire et nous

---

<sup>190</sup> Discours de Nasser au Yémen, le 23 avril 1964, Discours et déclarations de Abdel Nasser, partie 4, pages 103-107, référence antérieure.

pourrons également mener des opérations contre l'Arabie Saoudite ! Mais jusqu'à maintenant je n'ai pas autorisé cela".

"Il y a des problèmes, une partie de nos forces armées qui devraient être campées sur les frontières avec Israël, se trouvent au Yémen ! Mais nous entraînons d'autres troupes pour remplacer celles envoyées au Yémen parce que le front d'Israël devrait être prêt", a-t-il mentionné à Charles Helou.

Ce gel de la situation au Yémen n'a pas duré longtemps, l'Arabie Saoudite a annoncé son soutien aux Royalistes dont l'aide leur fournie par l'Iran via l'Arabie Saoudite a compliqué davantage la situation.

Lors des entretiens du commandement conjoint entre le président irakien, Abdel Salam Aref et Nasser au 19 mai 1965, ce dernier a reconnu ses problèmes au Yémen disant : "Les Républicains nous fatiguent plus que les Royalistes, nous avons 50 mille soldats au Yémen, nous y avons envoyé deux autres brigades, une blindée et l'autre infanterie alors la somme totale est devenue 60 mille et il n'ya pas de batailles !

"Les Britanniques et les Saoudiens se sont alliés, et leur plan est d'impliquer nos troupes dans une guerre d'usure au Yémen ! Nos dépenses au Yémen s'élèvent à 45 millions de LE dont 30 millions de LE en espèces et le reste est destiné aux armes, aux équipements, au dédommagement et au fuel...etc. !

Quant aux Royalistes, leur question est facile mais l'armée saoudienne est mobilisée en total sur les frontières, les opérations d'infiltration d'armes se poursuivent, l'Iran est impliqué aussi dans la livraison de fonds et d'armes ! Tout cela n'a aucune influence, a-t-il indiqué, ajoutant : "Nous pouvons faire avorter n'importe quelle opération !"

Nous sommes allés soutenir les Yéménites et leur révolution partant du devoir national, eux maintenant, pensent qu'ils nous aident ! Des différends allant jusqu'aux manœuvres, opposent les Républicains les uns aux autres sur l'autorité et le pouvoir, chacun veut renverser l'autre et cela porte atteinte à la RAU et aux troupes arabes. En réalité, nous ne gouvernons pas le Yémen, Al Sallal est faible, les Républicains se sont divisés en groupes conflictuels et ne s'intéressent plus à la situation dans le

pays, ils pensent que nous allons laisser tout et partir et cela nous sera un coup dur ! Les tribus, mêmes les républicains d'entre elles, reçoivent des fonds de nous et aussi de l'Arabie Saoudite, pour nous laisser tranquilles ! En fait, nous combattons seuls au Yémen, les Yéménites ne nous soutiennent du tout ! Nous campons dans le nord du pays, la partie la plus embrasée dans la région".

À propos des négociations avec Fayçal, Nasser a indiqué à Abdel Salam Aref qu'elles n'avaient pas abouti ! Ajoutant : "Selon moi, nous devons être patients, assumer la responsabilité, sacrifier, tenter de créer un établissement politique républicain au Yémen, et cela exige un grand effort. La question Yéménite n'est pas souhaitable en Égypte voir si nous y renonçons, cela sera favorablement accueilli en Égypte mêmes si le pouvoir est tombé en mains d'al-Badr ou quiconque mais l'affaire est plus importante parce que si les gens ne croient plus à l'action arabe, nous réaliserons ainsi les objectifs de nos ennemis. Nous sommes toujours avertis des États Unis de porter atteinte à l'Arabie Saoudite du fait qu'ils s'engagent à la défendre et malgré cela nous l'avons attaquée à maintes reprises » !

B – Nasser étend la main de la paix à l'Arabie Saoudite sans réponse !

Nasser a écrit le 18 avril 1965 sur la guerre du Yémen disant : "Elle était une révolution yéménite soutenue par les Égyptiens, mais maintenant elle devient une guerre égyptienne sans support suffisant de la part des Yéménites qui vivent en marge ! Nous sommes maintenant devant deux possibilités...la première : accroître nos effectifs et les maintenir au Yémen pour un temps illimité. La deuxième : se retirer et laisser le Yémen aux Royalistes !

Il a écrit en fin de page. "Lorsqu'il n'y a pas de solution militaire à n'importe quelle crise, il faut qu'il y ait des négociations pour la désamorcer".

Le 22 juillet 1965, dans son discours à l'occasion du 13e anniversaire de la révolution du 23 juillet 1952, Nasser a avancé une initiative aux Saoudiens disant "Nous étendons nos mains



de la paix et nous planifions de se retirer du Yémen dans une durée moins de six mois ni nous parvenons à établir la paix".

Nasser a évoqué dans son discours les différends entre les Républicains disant : "ils comptent sur notre soutien, mais ils doivent premièrement aider eux-mêmes ! Raison pour laquelle, l'unité nationale doit s'établir au Yémen pour que la République soit constante et bien établie."

Après cet appel, Nasser a mis en garde contre la gravité de la guerre, une fois les négociations entre la RAU et l'Arabie Saoudite n'ont pas abouti déclarant : « Si nous ne parvenons pas à établir la paix avec l'Arabie Saoudite, nous nous accrocherons parce que nous devons se débarrasser des bases d'agression d'où se déplacent les troupes hostiles à la république du Yémen<sup>191</sup> (1)".

C'était la première fois que Nasser menace en public d'attaquer les terres saoudiennes où campent les forces hostiles.

L'étrange est que les Saoudiens ont poursuivi leurs aides aux Royalistes bien que les États Unis les aient conseillés d'y stopper et de livrer ce sujet aux Nations Unies (2). Leur attitude ferme a embarrassé les États Unis qui s'engagent constamment à la sureté des territoires saoudiens et qui y installent une base militaire pour la protéger en sus du sixième arsenal dans la Méditerranée qui était à pied d'œuvre.

Devant la recrudescence de la tension entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite au Yémen, Fayçal a demandé aux États Unis par l'intermédiaire de son ministre de la Défense, l'émir Sultan Ben Abdel Aziz, de lui envoyer une escadrille supplémentaire. Ils ont également prôné d'accélérer l'arrivée d'un destroyer américain en Arabie Saoudite, lequel aurait dû se rendre en avance à Djeddah en sus de l'envoi de certaines unités militaires au près des frontières yéméno-saoudiennes et tout cela pour effrayer les Égyptiens comme ils l'imaginaient !

En cherchant, je fus surprise que les Américains n'ont pas donné suite aux demandes de Fayçal, les États Unis donnent toujours l'impression de peser de tout leur poids sur Fayçal, mais la

---

<sup>191</sup> Discours de Nasser au Yémen, le 24 avril 1964, partie 4, référence antérieure, pages 108-110.

réponse de Washington était d'être prête à envoyer le destroyer en Arabie Saoudite mais pas les avions de combat, comme ils l'ont fait en 1963 pour dissuader Nasser, donc les États Unis avaient pour objectif d'être une ombrelle pour le renouvellement d'aides secrètes aux Royalistes Yéménites !

L'objectif était pour les États Unis de maintenir les pressions exercées sur les deux côtés pour parler eux-mêmes d'un règlement Yéménite et en même temps de garder la liberté de déplacement, donc pas de mobilisation aérienne sans l'approbation du président Johnson<sup>192</sup> (3).

C - Nasser à Djeddah !

Nasser a annoncé soudainement devoir se rendre à Djeddah pour rencontrer directement Fayçal afin de mettre fin au conflit au Yémen sans médiation.

La proposition avancée premièrement de l'Arabie Saoudite, stipulait que les deux leaders se rencontrent dans un lieu neutre à bord d'un navire en Mer Rouge, mais Nasser, par son style audacieux et sa personnalité ayant confiance en soi, a décidé de le rencontrer sur son territoire et ce en dépit de l'opposition de ses conseillers en Égypte !

Son point de vue était d'avoir jusqu'au bout la conscience tranquille et celle du peuple égyptien et de la nation arabe avant toute explosion de la situation. Il veut également que le peuple saoudien soit témoin que l'Égypte n'a pas laissé de portes pour la paix qu'à frapper. Pour lui, ce n'est pas question de dignité personnelle, mais il est beaucoup plus que ça<sup>193</sup> (1).

Ce qui a poussé Nasser à prendre cette mesure inattendue est sa réalisation que l'objectif de l'envoi des troupes égyptiennes au Yémen a été réalisé et que le maintien de ces troupes est un effort en vain, parce que les murs de prison encerclant le peuple yéménite sont tombés définitivement. Ce ne fut pas loin de Nasser de voir que les développements de la situation avec Israël après l'annonce du détournement du Jourdain, et l'accord des Arabes lors de leurs deux sommets en 1964 sur la riposte,

---

<sup>192</sup> Entretien de l'ambassadeur américain avec Nasser.

<sup>193</sup> Télégramme de l'Ambassade américaine à la RAU au département d'Etat, Le Caire, le 8 mai 1964.

exigent l'unification des forces arabes face à l'ennemi sioniste. Le véritable obstacle qui en reste était la crise de confiance entre la RAU et l'Arabie Saoudite"<sup>194</sup> (3).

Dans son discours au peuple, Nasser a affirmé : "Toutes les parties avaient de bonnes intentions et la sauvegarde de l'esprit de l'unité d'action paru lors du sommet arabe en était le motif"<sup>195</sup>(4)....

Nasser et Fayçal signent l'accord de Djeddah le 24 août 1965.

La visite de Nasser a abouti par la signature d'un accord de paix sur le Yémen. Nasser s'est rendu directement à l'aéroport pour regagner Le Caire.

L'accord a stipulé un cessez-le-feu au Yémen et l'organisation d'un plébiscite populaire le 23 novembre 1966. Il a également prôné une coopération entre la RAU et l'Arabie Saoudite afin de tenir une conférence entre Républicains et Royalistes à Harad au Yémen le 23 novembre 1965 pour négocier sur les préparatifs de formation d'un gouvernement transitoire et ceux du plébiscite.

L'accord a de même stipulé un retrait des troupes de la RAU dans une durée de 10 mois à partir du 23 novembre 1965 et ce en échange de l'acceptation de l'Arabie Saoudite d'un arrêt immédiat de l'aide militaire apportée aux Royalistes ou le fait de servir de base pour toute opération contre le Yémen.

La rencontre entre les deux leaders à Djeddah a réussi selon tous les points de vue. Johnson a envoyé un message à Fayçal lui exprimant son plaisir de cet accord. Les États Unis ont voulu mettre fin au conflit au Yémen par n'importe quel moyen et ils ont exercé des pressions sur les deux côtés pour réaliser cet objectif afin de sauvegarder leurs intérêts dans la région.

En fait, Nasser a indiqué à Badeau : "Au début j'étais pessimiste, mais les Saoudiens ont voulu cet accord" lui aussi, l'a voulu mais les Républicains Yéménites ne l'ont pas voulu ! Et d'ajouter : "J'affronte des difficultés tant avec eux qu'avec les

---

<sup>194</sup> Texte de l'accord de coordination, le 13 juillet 1964, joint au CDn.

<sup>195</sup> Discours de Nasser à l'occasion de la fête des travailleurs, le 1<sup>er</sup> mai 1965, ses déclarations, partie 4, pages 134-153, référence antérieure.

Royalistes ! Ce qui m'intéresse est de ne pas voir la famille Hamid el-Din en tête du pouvoir, ça m'est égal d'y voir tout autre groupe !

"La question Yéménite était la plus difficile pour moi, nous y avons envoyé plus de 70 mille soldats et ce avant de retirer une partie de ces troupes", a-t-il réitéré.

Nasser a demandé à Badeau de transmettre un message aux Etats Unis qui, selon lui, devraient être en contact très proche avec Fayçal durant cette période critique pour éviter toute erreur.<sup>196</sup>

Fayçal créait l'alliance islamique face au panarabisme.

La tension s'est accrue dans la région arabe avec les propos circulés sur la création d'une alliance islamique en décembre 1965 sur une initiative du roi Fayçal avec le Shah d'Iran ! Selon le point de vue de Nasser, "Cette alliance est une tentative pour répondre au panarabisme conduit par Le Caire et le courant du non alignement ravageant le Proche-Orient...

Il s'agit là d'une démarche rétrograde et coloniale résultant de la peur éprouvée par l'Occident et certains pays réactionnaires à l'égard du danger accru apporté par l'expansionnisme arabe révolutionnaire sur le monopole du pétrole ainsi qu'à l'égard du menace représentée par le mouvement socialiste sur l'entité rétrograde.

Il s'agit aussi d'une exploitation de la religion comme moyen pour réaliser les objectifs du réactionnaire et de l'impérialisme pour récupérer l'influence qui commence à se rétrécir devant les mouvements de libération dans le monde arabe".<sup>197(2)</sup>

Lors d'une séance du haut comité exécutive au 1er juin 1966, Nasser a annoncé : "L'objectif de l'alliance islamique était de regrouper l'Arabie Saoudite, la Jordanie, le Koweït et il y avait des tentatives pour y annexer l'Irak, l'Iran, la Turquie, le Pakistan, la Libye, le Soudan, la Tunisie et le Maroc. Les Américains ont nié être à l'origine de cette opération, mais je n'y crois pas pour un seul instant !

---

<sup>196</sup> Discours de Nasser, le 13 juillet 1964, partie 4, référence antérieure, pages 236-239.

<sup>197</sup> Memo de Komer à Bundy, Washington, le 24 août 1964.

Au moment où on a appelé à la formation de cette alliance une campagne atroce a été lancée contre les régimes socialistes et il n'y avait pas de réactions de notre part à ces propos» !

Nasser a rédigé "Nous nous opposons à cette alliance islamique dont l'objectif est d'attaquer les musulmans au nom de la religion et de disperser les Arabes pour le compte de l'impérialisme le fait de s'y opposer ou d'y résister ne signifie pas de refuser la coopération et la véritable solidarité islamique".

Fayçal sabote l'accord de Djeddah

La conférence de Harad entre Royalistes et Républicains Yéménites, laquelle a été stipulée par l'accord de Djeddah pour former un gouvernement transitoire suivi d'un plébiscite pour l'approuver, n'a pas abouti. Et par conséquent, la RAU n'a pas pu quitter le Yémen avant la formation du dit gouvernement.

Le différend essentiel lors de la conférence de Harad était sur le nom du Yémen durant le mandat du gouvernement transitoire. L'expression "république" n'a pas plu aux Saoudiens alors que la RAU a accepté l'étiquette "État". Dans le fond, le différend était sur la participation de la famille Hamid El-Din dans la vie politique future au Yémen. La RAU n'a pas accepté le rapatriement de cette famille, opinion partagée en même temps par la grande majorité au Yémen<sup>198</sup> (1).

Le non retrait des troupes égyptiennes en raison de l'échec des Yéménites à former un gouvernement transitoire a inquiété Fayçal, ce qui l'a poussé à chercher l'aide des Américains comme d'habitude. Il les a informés, via son ministre de Défense, l'émir Sultan Ben Abdel Aziz, qu'il croyait que Nasser ne comptait pas honorer ses engagements quant à l'accomplissement du retrait d'ici fin 1966. Fayçal a dépassé cela jusqu'à dire que les Soviétiques financent le maintien de Nasser au Yémen pour établir un centre sécurisé, dont une base des sous-marins, dans la région de la Mer Rouge !

Pour parler entre al-Sadate et Rusk :

En fait, les décideurs américains n'ont pas cru au message leur envoyé par Fayçal notamment lorsqu'il a ajouté que la remise de

---

<sup>198</sup> Ibid.

l'aide alimentaire conformément au programme PL480 à la RAU encourageait Nasser à ne pas quitter le Yémen.

L'étrange est que les provocations de Fayçal se sont accordées par la même logique avec les propos des Israéliens avec les Américains les encourageant d'interrompre l'aide!

Les Américains se sont attendus à ce que Fayçal poursuive le soutien fourni aux Royalistes si les forces de la RAU n'entreprennent pas le retrait et ont décidé de demander patience à Fayçal<sup>199</sup> (1).

Rapportant les propos de Fayçal, le ministre saoudien de la Défense a ajouté : "Toute menace au communisme au Proche-Orient est le plus important danger pour les Saoudiens, la crise Yéménite et les actions de Nasser à ce propos ne sont pas qu'une partie d'un plan communiste à long terme pour consolider ce principe dans la région !" il a même prétendu que trois navires soviétiques aient débarqué des armes et des équipements à Hudaydah au Yémen !

Rusk a donné de l'intérêt aux déplacements des communistes disant avoir enquêté sur cette question et ne rien trouver à propos de la présence d'un sous-marin ou même des bases soviétiques dans cette région<sup>200</sup> (2)!

Lors d'un entretien entre Nasser et Badeau le 19 mars 1966, le dialogue était ainsi comme l'a rédigé l'ambassadeur américain...

Badeau : Nous pensons que les deux côtés au Yémen veulent un règlement. Nasser l'a interrompu disant brusquement : Pensez-vous effectivement que les Saoudiens veulent une solution ?!

Badeau : Nous pensons qu'ils veulent à la condition que les parties concernées parviennent à un moyen pour poursuivre les débats et rétablir la confiance qui existait dans le passé.

Nasser : J'ai demandé à mes assistants à vous informer totalement de tous les aspects du problème yéménite.

Badeau : La conférence de Harad se reprend-elle ?

Nasser : Oui, mais elle n'aboutira pas ! Parmi mes importants problèmes, figure le moral de l'armée égyptienne qui ne peut pas

---

<sup>199</sup> Télégramme du département d'Etat à l'Ambassade américaine au Royaume Uni, Washington, le 31 août 1964.

<sup>200</sup> Memo de Komer à Bundy, Le Caire, le 31 août 1964.

admettre la défaite au Yémen ! Je crains que le conflit entre la RAU et l'Arabie Saoudite soit inévitable !

Badeau : Stupéfait...je ne peut pas accepter cela. Les risques seront importants!

Nasser : Je comprends le lien entre ce problème et nos relations avec vous et avec votre État et je te confirme que nous pensons soigneusement à la lumière de cela.

Badeau : Je demande une explication de votre dernier message dans lequel tu as lié entre le retrait des troupes de la RAU du Yémen et la position de la Grande Bretagne à Aden<sup>201</sup> (1).

Nasser : Nous n'avons pas de troupes à Aden et nous ne lions pas entre la position avec la Grande Bretagne et le règlement au Yémen <sup>202</sup> (2).

Deux jours après cette rencontre - soit le 22 mars 1966 – Nasser s'en est pris à la conférence islamique dans son discours lors de la conférence de l'Union communiste à Suez à l'occasion de sa fête nationale, disant : "La conférence islamique ou l'alliance islamique est morte avant même de voir le jour parce qu'aujourd'hui, il n'ya que deux qui appuient l'alliance : le Shah d'Iran et Bourkeiba...Le réactionnaire dans le monde arabe doit chuter, le réactionnaire défend contre le communisme...Et le défend sous le nom de la religion qui ne prêche pas l'exploitation ou l'esclavage; la religion appelle à l'équité et à ce que les fonds des Musulmans leur soient et non pas à leurs rois ! Si le réactionnaire veut vraiment démontrer au monde qu'il s'accorde avec la religion, donc chacun abdique aux fonds volés...notre prophète Mohamad, pourquoi ne s'est-il pas proclamé roi?! Pourquoi n'a-t-il pas volé les fonds des Musulmans ?! Il nous a servi de modèle, il était commandant et messager d'Allah aux Musulmans mais lorsqu'il a décédé, il n'avait rien du tout même il a fait don de sa robe aux pauvres"!

Défiant Fayçal, Nasser a évoqué dans son discours : "l'application de l'accord de Djeddah n'a pas eu lieu comme nous

---

<sup>201</sup> Memo de conversation, NY, le 11 décembre 1964, la situation au Yémen.

<sup>202</sup> Discours de Nasser, le 22 juillet 1965, partie 4, pages 778-816, référence antérieure.

imaginons...aujourd'hui...Pourrons-nous abandonner la révolution yéménite?! Pour que la révolution yéménite puisse se tenir et se défendre contre les complots de l'impérialisme et le réactionnaire, nous la soutiendrons encore plus. Nous réduirons nos effectifs et nos frais au Yémen et nous y adopterons une nouvelle stratégie celle de longue haleine"<sup>203</sup>(1).

Badeau et Nasser se sont rencontrés après cela, en voici le dialogue comme l'a rédigé l'ambassadeur américain...

Badeau : Quel est l'objectif du discours du 22 mars ? Fayçal l'a considéré comme une attaque contre lui (Nasser a fait signe de oui) ! Et de notre côté, le discours a entamé les résultats de l'entrevue ayant eu lieu entre la RAU et l'Arabie Saoudite.

Nasser : Nous avons perdu l'espoir. Le roi Fayçal a pensé qu'accepter l'accord de Djeddah est une mesure due à une faiblesse! Mais elle ne l'était pas. Je l'ai accepté pour éviter tout conflit entre la RAU et l'Arabie Saoudite...l'accord de Djeddah n'existe pas...il n'ya plus d'accord! Nous fortifions nos troupes, nous en retirons un bon effectif - la moitié peut être - mais nous pouvons demeurer au Yémen 10 ans ! Nous ne sommes pas faibles et les frais de la guerre au Yémen nous ne coutent pas assez comme le pense Fayçal. Cela ne nous coute pas en devise rare- le cout actuel varie entre 35 à 40 millions de LE par an et après les mesures que j'ai proposé cette somme se réduirait à peu près de 20 à 25 millions de LE. Cela ne signifie pas une reprise des accrochages de la part de la RAU mais la situation est tributaire des Saoudiens.

Badeau : Si tu comptes te retirer, pourquoi tu ne le feras pas comme une partie des efforts nécessaires pour appliquer l'accord de Djeddah ? Cela contribuera à des concessions de l'autre côté et ouvrira la voie à la solution.

Nasser : C'est impossible ! Parce que l'accord de Djeddah est un texte intégral (one piece), si j'annonce l'application de l'accord par le retrait de nos troupes, je couperai court à mon retour au

---

<sup>203</sup> Information de Handley à Rusk, Washington, le 6 août 1965, éclatement des différends entre la RAU et l'Arabie Saoudite sur le Yémen.



Yémen une fois les agressions y sont reprises ou les Yéménites ont besoin d'aides !

Badeau : Nous avons besoin de la patience et de la diplomatie discrète.

Nasser : Je ne peux pas faire comme les Saoudiens, ils parlent d'une manière et réagissent d'une autre ! Qu'il y est une bonne entente et une amitié entre les deux États ou qu'il n'y est pas. Je ne peux pas prétendre publiquement ce qui n'existe pas effectivement raison pour laquelle je dois exprimer franchement ce que je sens envers la situation en ce qui concerne le traitement avec ce problème. Le peuple égyptien s'intéresse profondément au Yémen et il a droit à savoir la réalité des faits.

Badeau : On ne peut pas traiter avec ce problème par la propagande. Il faut déployer un effort retenu et serein pour parvenir à un règlement.

Nasser : J'essaye de faire preuve de retenue, les informations que j'ai sur les Saoudiens sont beaucoup plus que j'ai dit ! Ils dépensent de l'argent au Koweït, à Beyrouth et dans d'autres lieux contre nous ! Je sais ça mais je n'ai pas voulu le dire !

Badeau : Mon pays souhaite toujours la reprise du dialogue entre la RAU et l'Arabie Saoudite. À la lumière de la situation actuelle, les Saoudiens pensent que l'étape suivante dépend sur Nasser.

Nasser : a levé les épaules.

Badeau : J'ai des raisons à penser qu'une initiative de la part de la RAU sur l'envoi d'un représentant de haut niveau à Djeddah pour rencontrer le Roi puis une reprise des pourparlers au niveau des représentants des deux pays, cela sera favorablement accueilli en Arabie Saoudite.

Nasser : (a répondu très strictement)...c'est impossible ! Nous recevrons un représentant des Saoudiens mais moi je ne prendrai pas l'initiative et je ne peux y envoyer personne dans le présent !

Badeau : Mon pays veut aider au règlement de ce problème, avez-vous des propositions ?

Nasser : Je veux que vous soyez pleinement et soigneusement conscients de mes comportements à propos du Yémen.

Badeau : Le président Nasser a-t-il des idées concernant Aden sur fond qu'il est lié au Yémen ?

Nasser : Je n'ai pas de propositions.

Badeau : Concernant les problèmes ayant trait au retrait des Britanniques, j'encourage les actes constructifs contribuant à la stabilité et à l'arrivée d'un gouvernement à Aden reflétant la volonté du peuple<sup>204</sup> (1).

De cette entrevue, comme l'a expliqué Nasser au haut comité exécutif le 1er juin 1966, il est évident que : "Les Américains veulent que nous taisions totalement pour qu'ils puissent appliquer leur plan calmement et sans obstacles. L'initiative était de leur part alors que nous sommes muets. Leur objectif principal était la situation intérieure dans notre pays, ils imaginent qu'une fois ils nous attaquent cela devrait être de l'intérieur! Dans l'affaire des renseignements [dévoilée au Caire et dans laquelle Mostafa Amin était un agent secret (2)] les propos du côté américain étaient très hostiles, ils disaient par exemple s'être débarrassé de Benbilla et il faut se débarrasser de Nasser aussi"!

Nasser pensait : "Le seul moyen pour saboteur ce plan est de les confronter par une campagne extérieure très violente pour les poser dans des problèmes et en même temps effrayer les autres pays qui se déplacent dans leur orbite. Je veux dire par ces propos, qu'il ne faut absolument rester silencieux devant les Américains! La conclusion à mon avis est qu'on ne peut pas du tout coopérer avec les Américains".

D'autre part, une évaluation de la situation a été rédigée dans les services secrets américains sur la situation dans la RAU, quant au Yémen, le rapport souligne que les Etats Unis ne trouvent aucune chance de solution dans les deux prochaines années. Vu que Nasser n'acceptera aucun retrait humiliant et en même temps il évitera les risques de l'escalade de la situation et ce en dépit du risque des accrochages entre les troupes de la RAU et celles saoudiennes. Ils se sont attendus à ce que la politique de

---

<sup>204</sup> Memo de Komer au président Johnson, Washington, le 13 août 1965.

Nasser repose sur l'attachement aux zones défensives dans l'espoir de parvenir à un règlement satisfaisant (3).

Pour sa part, Nasser a annoncé dans son discours à l'occasion de la fête des travailleurs le 1er mai 1966..."Nous tenons à l'application de l'accord de Djeddah, mais nous n'acceptons pas toute application évasive! Les régions d'où s'est retirée l'armée égyptienne sont soumises à la protection des tribus et des forces armées yéménites et ne sont pas laissées aux Royalistes. Ces derniers se sont infiltrés des frontières saoudiennes munis d'armes pour attaquer les forces égyptiennes et nous ne dépassons pas les frontières. Aujourd'hui notre politique est différente, toute infiltration au Yémen depuis l'Arabie Saoudite, nous devons y faire face et attaquer les bases de l'agression voire de l'occuper! Et nous pouvons le faire puisque nous défendons notre révolution étant donné que la révolution Yéménite est la notre voire celle de tous les Arabes. Nous pouvons isoler totalement l'Arabie Saoudite du Yémen voire prendre Djizan et Najran! Djizan est originellement une région yéménite violée par les Saoudiens lors de l'invasion de 1930! Les Yéménites pourront réclamer la récupération de ces deux régions; Egyptiens et Yéménites devront combattre ensemble dans cette bataille"<sup>205</sup>(1).

Après ce discours, Nasser a souligné lors d'une réunion du haut comité exécutif en 1966 : "Fayçal a senti, lorsque j'ai parlé du Yémen que je ne suis pas en position de faiblesse, notre menace était largement fructueuse"...et d'ajouter : "En effet, Fayçal souffre de beaucoup de problèmes dans son pays, cela coïncide avec le moment où nous avons décidé de réduire à moitié nos effectifs au Yémen pour économiser sur les plans financier et militaire. Les Américains et les Britanniques parrainent les forces rétrogrades dans la région arabe dans le but d'éliminer les régimes progressistes dans le monde arabe. C'est connu que la base de ces forces progressistes est l'Egypte...donc nous avons

---

<sup>205</sup> Heikal "témoignage des faits de l'histoire proche et vivante!" dans sa rubrique "Avec Franchise" au Quotidien al-Ahram, le 6 mai 1966, référence antérieure.

commencé à prendre l'initiative pour la première fois, de confronter ces forces opérant dans la région".

Le gel a marqué la crise yéménite jusqu'à fin 1966, "L'armée égyptienne ne s'est pas enlisée dans des batailles au Yémen depuis un an et demi et les Yéménites ont assumé la responsabilité dans la plupart des régions"<sup>206</sup> (2).

Quant aux relations avec les Etats Unis, il est évident qu'elles ont largement oscillé à travers les années, elles sont mêmes au plus bas! Et cela résulte de l'embrassement du conflit entre Nasser d'une part et les leaders arabes pro-occidentaux d'autre part, surtout Fayçal.

Ce qui les ont rendues pire, les problèmes entre Nasser et les Britanniques dans la péninsule arabe et son refus des politiques américaines visant à restreindre l'aide destinée à la RAU et sa conviction que les Etats Unis multiplient l'aide apportée à ses ennemis <sup>207</sup>(3).

D – L'Arabie Saoudite sabote la médiation koweïtienne :

Le Koweït a demandé au 20 août 1966 de soutenir les Etats Unis en faisant des propositions pour parvenir à un règlement de la crise au Yémen. Des contacts ont eu lieu entre Rusk et le ministre égyptien des Affaires étrangères, Mahmoud Riyad à New York en marge des réunions de l'assemblée générale de l'ONU. Riyad a confirmé l'attitude de la RAU à l'égard du Yémen : premièrement la famille Hamid El-Din doit se retirer du Yémen et ce en parallèle avec le retrait de la moitié d'effectifs égyptiens, disant que la révolution Yéménite a montré son opinion décisive à l'égard de cette famille. Deuxièmes... un plébiscite populaire doit être organisé sur le régime au pouvoir que veut le peuple Yéménite. Alors que l'Arabie Saoudite était déterminée à voir premièrement les troupes égyptiennes se retirer du Yémen!

Riyad a expliqué à Rusk que l'opinion publique en Egypte n'acceptait pas cela et ajouté : "Les Koweïtiens m'ont informé

---

<sup>206</sup> Discours de Nasser, le 25 novembre 1965, discours et déclarations de Abdel Nasser, partie 4, pages 960-987, référence antérieure.

<sup>207</sup> Référence antérieure.

que les Saoudiens ont évidemment accepté la proposition stipulant la formation d'un gouvernement Yéménite dont 3/5 des ministres soient des Républicains et les 2/5 des Royalistes; la proposition énonce également qu'un retrait des troupes commence au moment où le nouveau gouvernement soit formé". Commentant ces propos, Riyad a mentionné : "Les points de divergence ne sont pas graves, si l'Arabie Saoudite veut, un accord pourra être conclu immédiatement"<sup>208</sup>(1).

L'Égypte, après le refus de Fayçal de l'expression "République", a accepté que le régime au pouvoir au Yémen soit au nom d'"Etat Yéménite" durant la période précédant le plébiscite populaire, comme on l'a déjà mentionné!

L'Égypte a également approuvé le retrait de ses troupes du Yémen dans une période de neuf mois à la condition que trois pays arabes convenus avec l'Arabie Saoudite, supervisent le referendum et envoient chacun au Yémen, une force symbolique de son armée ne dépassant pas les 1000 soldats, pour garantir l'intégrité du referendum.

Le point d'achoppement dans la médiation koweïtienne était l'éviction de la famille Hamid El-Din des frontières saoudiennes avec le Yémen.

Au début, l'Arabie Saoudite en a accepté en principe, puis un différend s'est déclenché sur la date ! L'Égypte a vu que cela devrait avoir lieu au moment où la moitié des troupes égyptiennes se retirent du Yémen alors que l'Arabie Saoudite a insisté à ce que cela n'ait lieu qu'après le retrait de toutes les forces égyptiennes du Yémen!

Cela a signifié que l'Arabie Saoudite ne veut que le retrait de l'armée égyptienne du Yémen pour qu'elle puisse intervenir librement et absolument contre la révolution Yéménite.

Durant la médiation koweïtienne, l'Égypte n'a pas cessé de contacter directement avec l'Arabie Saoudite. Nasser a envoyé un message à Fayçal qui, gardant son entêtement, a répondu après 40 jours.

---

<sup>208</sup> Discours de Nasser le 22 février 1966, référence antérieure, partie 3, pages 50-77.

Nasser a indiqué à l'ambassadeur saoudien qui lui a remis le message : " Dit au Roi, si les choses vont dans cette voie, le différend entre l'Egypte et l'Arabie Saoudite sur le problème Yéménite se transformera en heurt dépassant de loin ce problème!" et d'ajouter: "Je ne vois aucun motif pour son entêtement <sup>209(1)</sup>!"

En septembre 1966, la médiation koweïtienne a voué à l'échec! Une nouvelle période de conflit dur a commencé au Yémen.

7 – Montée de la tension entre les Etats Unis et la RAU après avoir pris l'initiative dans la région :

Le 14 octobre 1966, les forces de la RAU campées au Yémen ont remarqué des activités militaires extraordinaires et des démarches montrant des intentions hostiles de la part de l'Arabie Saoudite, exposant les troupes égyptiennes au danger et affectant leur sécurité raison pour laquelle les forces égyptiennes ont entrepris des mesures préventives de reconnaissance jour et nuit. Une erreur s'est produite lorsque des avions de combat égyptiens ont pris d'assaut Najran, centre d'infiltration des groupes tuant les Egyptiens!

La situation s'est aggravée lorsque le gouvernement saoudien a demandé au gouvernement américain d'appliquer ses confirmations à long terme stipulant le soutien de Riyad en cas de toute attaque sans provocation. Malgré que les Etats Unis aient tenté essentiellement d'honorer leurs engagements par les voies diplomatiques-comme nous l'avons exposé- et refusé la demande de l'Arabie Saoudite pour l'installation, près de Najran, des batteries de missiles Hawk commandés par eux, un changement radical a eu lieu cette fois-ci dans leur position.

Le gouvernement américain a ordonné sa mission de formation militaire en Arabie Saoudite de dépêcher trois officiers aux frontières saoudiennes le 8 février 1967 pour offrir des conseils aux forces de l'air saoudiennes. A ce moment là, une batterie de missile Hawk est arrivée en Arabie Saoudite pour être déployée

---

<sup>209</sup> Télégramme de l'Ambassade américaine à la RAU au Département d'Etat, Le Caire, le 24 novembre 1965.

à Najran et des cet instant elle a fait partie des biens de l'Arabie Saoudite<sup>210</sup> (2).

Les Etats Unis se sont cependant inquiets de la position de Nasser qui a stoppé le survol des avions américains, apportant l'arme à la Jordanie, sur les terres de la RAU, les Américains ont senti être coincés entre Nasser et Fayçal! Ils ne veulent pas la détérioration des relations avec l'Egypte ni la perte de leur crédibilité auprès de Fayçal.

Les Etats Unis ont ainsi décidé d'entreprendre une nouvelle initiative de médiation entre les deux côtés<sup>211</sup> (1).

La situation est devenue plus grave pour l'Arabie Saoudite parce que lorsque Fayçal a mobilisé son armée pour confronter celle de l'Egypte dans la région où cette dernière s'est groupée en préparation pour la dissuasion, le roi a commencé à découvrir qu'il ne peut pas donner d'ordre à l'armée saoudienne de combattre son analogue égyptienne! En fait plusieurs membres de l'armée saoudienne ont commencé à éprouver de la sympathie avec le courant national révolutionnaire. Le roi a eu peur de l'adhésion de plusieurs contingents de l'armée saoudienne aux rangs des Egyptiens, une fois il leur ordonne de confronter l'armée égyptienne; raison pour laquelle le gouvernement britannique a prévenu Fayçal à cela et l'a conseillé de remplacer les forces de l'armée par la garde recrutée des tribus bédouines, laquelle est formée et commandée par une mission militaire britannique. Fayçal a accepté cela et la garde a remplacé effectivement l'armée saoudienne.

Des explosions ont retenti dans des régions dispersées en Arabie Saoudite, à Djizan, Najran près du Yémen puis à Riyad à 1500km des frontières avec le Yémen! Des explosions ont eu lieu à l'hôtel "Zahrat al-Chark" (la fleur de l'Orient), résidence de la mission militaire américaine. D'autres ont ciblé une escadrille américaine à l'aéroport militaire de Riyad, les bureaux

---

<sup>210</sup> Discours de Nasser, le 22 février 1966, Discours et Déclarations de Nasser, partie 3, pages 50-77, référence antérieure.

<sup>211</sup> Pourparlers entre Sadate et Rusk. ? Memo de conversation, Washington, le 23 février 1966, Yémen.

du ministère saoudien de l'intérieur sous la conduite de l'émir Fahd et le ministère de la défense sous la conduite de l'émir Sultan!

Il est donc évident que des éléments saoudiens militaires participent à ces opérations, ce qui suscite l'inquiétude! Celle de Fayçal, des Etats Unis et de la Grande Bretagne sur leurs intérêts.

Lorsque les troupes de la RAU ont attaqué Najran, après l'apparition dans la région des traces d'une activité hostile accrue qui ne s'est pas encore approchée des frontières du Yémen, le but en était de lancer à Riyad un avertissement et un présage à Fayçal sur la détermination sérieuse de la RAU à attaquer les bases de l'agression en Arabie Saoudite une fois elle renouvelle son harcèlement à la révolution Yéménite<sup>212</sup> (2).

A ce moment, le mouvement national s'est intensifié dans le sud de la péninsule arabe, la Grande Bretagne a annoncé le 9 février 1968, devoir se retirer de la péninsule arabe et d'Aden à cause des attaques lui adressée par la révolution nationale. Le gouvernement britannique a cependant expulsé le gouvernement national d'Aden sous la conduite d'Abdel Kaoui Mekaoui qui entretenait des liens avec le mouvement révolutionnaire, puis il a formé un gouvernement des sultans des réserves pro-britanniques.

La Grande Bretagne a eu recours aux Nations Unies et prétend son besoin à l'aide pour fournir une transition pacifique de l'occupation vers l'Indépendence.

Au même moment, la révolution s'est étendue du Sud arabe occupé vers le Golfe arabe occupé et ce après l'apparition du pétrole en abondance.

Des centres nationaux se sont émergés dans cette région ce qui à contribue à des changements des dirigeants qui ont coopéré avec le trône en Arabie Saoudite<sup>213</sup> (1). Les Etats Unis ont entrepris

---

<sup>212</sup> Memo de Rusk au président Johnson, Washington, le 20 février 1966, visite du ministre saoudien de la Défense.

<sup>213</sup> Memo de conversation, Washington, le 23 février 1966, Le Yémen, Le communisme au Moyen Orient.



des démarches de médiation entre la RAU et l'Arabie Saoudite dans cette période critique du conflit Yéménite.

Le nouvel ambassadeur américain au Caire, Lucius D. Battle, s'est effectivement entretenu avec Nasser de la médiation américaine. Nasser a répondu être arrivé à Djeddah et avoir signé un accord, malgré les mis en garde de ses collègues, mais maintenant il ne s'attend pas au règlement à la lumière de l'insistance de l'autre partie à voir cela comme signe de faiblesse! Il veut que les Etats Unis sachent son acceptation en principe de la médiation de l'ambassadeur Raymond Herr <sup>214</sup>(2). Fayçal a également admis la médiation de Herr et le gouvernement américain a décidé d'entreprendre ce processus <sup>215</sup>(3).

Le gouvernement de la RAU a retardé à répondre à la médiation américaine ce qui a inquiété les responsables américains. Leur inquiétude s'est aggravée lorsque le roi Seoud est paru au Yémen et s'est fait accompagner par al-Sallal comme étant "le roi légitime du peuple saoudien"!

Les Américains ont été irrités par l'arrivée de Seoud au Yémen à bord d'un avion officiel relevant du gouvernement de la RAU, tout en étant accompagné des responsables égyptiens du haut niveau!

---

<sup>214</sup> Nasser a mentionné dans ce discours prononcé le 22 février 1966 à l'occasion de la fête de l'unité: "Les pourparlers ayant eu lieu en Arabie Saoudite le 22 novembre 1965, ont pour objectif de parvenir à un règlement au problème yéménite et accorder le droit d'autodétermination au peuple yéménite et en même temps ces pourparlers ont stipulé le retrait de nos troupes... grâce à la révolution yéménite la Grande Bretagne n'avait d'autre choix que donner l'indépendance à Aden et au sud du Yémen occupé..Aujourd'hui, il y a une déclaration stipulant que la GB leur accorde l'indépendance en 1968 donc nous y demeurons jusqu'après 1968!" Discours et déclarations de Nasser, partie 3, pages 50-77, référence antérieure.

<sup>215</sup> Télégramme de l'Ambassade américaine à la RAU au Département d'Etat, Le Caire, le 20 mars, 1966.

Les Etats Unis ont exprimé leur malaise de l'impact de ce comportement sur leur médiation et du non-consentement des deux côtés à ce processus <sup>216</sup>(4).

Les émeutes ciblant le succursale de l'ambassade américaine et le bureau d'aide à Ta'ez au Yémen, ont compliqué davantage la situation pour le gouvernement américain. Des manifestations ont été organisées à Ta'ez et les manifestants ont scandé des slogans hostiles aux Américains "Pas d'Américains après ce jour!" Les manifestants étaient au nombre de 7000, portant un linceul puis ils se sont rassemblés devant un complexe résidentiel américain, y ont accédé, renversé les voitures, dévasté le bâtiment et arrêté deux Américains! Le gouvernement américain à par la suite annulé l'accord d'aide destiné au Yémen et retiré la mission y relevant <sup>217</sup>(1).

Le maréchal Abdel Hakim Amer a envoyé un message à Rusk en réponse à celui envoyé à Mahmoud Riyad le 29 avril soulignant que les incidents survenus à Ta'ez concernent les relations Américano-yéménites et que le gouvernement égyptien a seulement observé le développement des incidents et il a même essayé d'éviter davantage de la détérioration de la situation.

Pour sa part, le maréchal Amer a donné des instructions au commandant des forces de la RAU au Yémen pour assurer la sécurité aux ressortissants américains et coopérer avec ceux qui désirent quitter le Yémen <sup>218</sup>(2).

L'escalade de la situation était cette fois-ci de la part des Etats Unis qui ont informé les Nations Unies que la RAU utilisait des

---

<sup>216</sup> Discours de Nasser, le 22 mars 1966, Discours et déclarations de Nasser, partie 3, pages 79-115, référence antérieure.

<sup>217</sup> Télégramme de l'ambassade américaine à la RAU au département d'Etat, Le Caire, le 8 avril 1966.

<sup>218</sup> Mostafa Amin, rédacteur en chef du quotidien Akhbar al-Yom. Estimations des services de renseignement, Washington, le 19 mai 1966, perspectives de la RAU.

bombes à gaz lacrymogènes au Yémen depuis le 1er janvier 1967 <sup>219</sup>(3)!

La RAU a publié un communiqué officiel le 1er février 1967 dans lequel elle a confirmé catégoriquement n'avoir utilisé en aucun moment les gaz toxiques et elle n'y a pas eu recours même au moment des batailles déroulées au Yémen.

Elle a annoncé officiellement être prête à accepter l'arrivée d'une mission onusienne d'établissement des faits ajoutant être disposé à préparer les mesures de voyage de cette mission au Yémen.

Le gouvernement de la république arabe du Yémen a accepté de présenter toutes les facilités, sur ses terres, à cette mission onusienne pour mettre à nu la propagande mensongère contre la RAU.

8 – Fin du conflit au Yémen :

Le conflit au Yémen s'est restreint devant l'agression israélienne contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie le 5 juin 1967. Certains voient que le règlement du problème entre Le Caire et Riyad était parmi les résultats du sommet arabe à Khartoum le 26 août 1967. Mais en effet, le conflit au Yémen a pris fin depuis le jour où la Grande Bretagne a décidé l'évacuation de ses troupes du sud du Yémen en 1948 devant les attaques successives lui adressées par les révolutionnaires du sud arabe. La Grande Bretagne a ensuite fixé le 9 janvier pour accomplir l'évacuation et les troupes britanniques se sont retirées effectivement du sud du Yémen le 30 novembre 1967 sous pression du mouvement national et ce avant la date fixée par le premier ministre britannique, Harold Wilson, la République populaire du Yémen s'est ainsi établie.

Cette victoire nationale demeura toujours une relique historique prodigieuse du rôle de l'armée égyptienne au Yémen, ce rôle a mené à l'établissement d'un nouvel Etat arabe libéré et progressiste dans le sud. Le départ des troupes britanniques du sud arabe, a éloigné de la révolution Yéménite son ennemi le plus atroce et le plus féroce. La famille Hamid El-Din a pris fin

---

<sup>219</sup> Discours de Nasser au 1er mai 1966, pages 120-150, référence antérieure.

et s'est déchirée ainsi que les remparts de l'isolement du Yémen se sont brisés.

L'accord conclu entre Nasser et Fayçal à Khartoum le 15 octobre 1967, stipulait essentiellement l'arrêt par l'Arabie Saoudite des aides apportées aux parties Yéménites y ralliés et ce en échange d'un retrait de l'armée de la RAU du Yémen. Autrement dit, l'application de l'accord de Djeddah a retardé jusqu'après l'agression israélienne en 1967, Fayçal a cru être en position de force alors qu'il était en effet, obligé devant les masses arabes à renoncer à son entêtement et fournir le soutien aux pays confrontant Israël. Celle-ci est une autre histoire à aborder au chapitre suivant.

En général, la RAU n'a pas cherché, en intervenant au Yémen, à le contrôler mais elle a résisté au contrôle des mercenaires qui combattaient le peuple Yéménite aussi bien au contrôle des forces de l'occupation dans le Sud. Les troupes égyptiennes ont quitté Sanaa le 15 octobre 1967 conformément à l'accord de Khartoum.

Lorsque nous analysons les incidents survenus au Yémen pendant plus de cinq ans, nous devons prendre en considération les conditions politiques prédominant le monde arabe à ce moment. Ceci a eu lieu à la suite du complot de séparation de la Syrie de la RAU en septembre 1961 et à la suite du complot de la conférence Chtaura en août 1962, laquelle a été utilisée par le régime séparatiste en Syrie comme tribune pour s'en prendre au mouvement national arabe. Comme il est évident, les forces hostiles au progrès arabe, veulent étouffer toute voix appelant à la libération arabe 220(1).

A ce moment, la révolution Yéménite s'est déclenchée et s'est trouvée menacée de la part des ennemis du progrès dans le monde arabe et de la part des colonisateurs ayant des intérêts dans la région. Les commandants de la révolution ont immédiatement réclamé le secours de l'Égypte, leader du courant arabe révolutionnaire progressiste.

---

<sup>11</sup> Discours de Nasser, le 23 décembre 1966, discours et déclarations de Nasser, partie 3, référence antérieure, pages 590-625.

Nasser a tenu des consultations sur cette demande disant : "Pouvons-nous laisser la révolution Yéménite seule, facile à être attaquée? Quel sera donc le sort du panarabisme?!"

L'avis était donc que le temps ne supporte pas d'hésitation sinon, la révolution Yéménite sera perdue même avec seulement l'intervention de certaines forces des commandos et d'une seule escadrille.

Avec cette logique, l'Égypte s'est intervenue pour secourir la révolution au Yémen, nous devons donc aborder ce sujet de l'angle national.

L'ingérence militaire égyptienne a irrité le réactionnaire arabe, raison pour laquelle le Roi Seoud et Fayçal par la suite y ont été hostiles, ils ont mobilisé les troupes et les munitions pour soutenir les Royalistes ce qui a mené à l'accroissement des effectifs égyptiens sur des étapes pour atteindre 70 mille fin 1965. Nasser et le peuple égyptien ont pour point de vue : qu'ils n'acceptent pas la défaite au Yémen.

D'autre part, la présence militaire égyptienne au Yémen a suscité la haine de l'impérialisme britannique qui a craint la perte de sa grande base militaire à Aden, ses biens, ses intérêts dans le sud arabe et dans le golfe arabe.

La confrontation avec l'armée égyptienne dans le nord, le nord-est et le sud s'est ramifiée, cependant la présence militaire égyptienne au Yémen pour y sauvegarder la révolution, a laissé des traces à long terme dans la région : Départ de la colonisation britannique de la péninsule arabe et Indépendance du sud arabe et du golfe arabe.

Parmi les résultats directs des développements de la bataille au Yémen, figure également la modernisation de l'Arabie Saoudite dont Fayçal était contraint d'y procéder sur l'avis des États Unis pour sauvegarder leurs intérêts au Royaume- notamment les intérêts pétroliers-lesquels sont tributaires du maintien de la famille royale au pouvoir tout en croyant que cela réalisera la stabilité et la sécurité!

Bien que l'Égypte ait perdu 5000 martyrs sur la terre du Yémen, mais cela était un sacrifice dicté par le rôle pionnier, national et libéral joué par la RAU. Les changements radicaux survenus

dans la région ont aidé à la mise au point d'une stratégie arabe assurant une souveraineté totale sur la Mer Rouge qui est d'une importance stratégique en tant que route liant la Méditerranée et l'Océan indien. La sûreté de la Mer Rouge était une ligne stratégique constante dans toutes les époques de puissance égyptienne depuis Thoutmosis III jusqu'à Abdel Nasser <sup>221</sup>(1).

Cet objectif a été effectivement réalisé lors de la guerre de la libération contre l'armée de l'occupation israélienne en 1973 lorsque l'armée égyptienne a traversé le canal de Suez pour libérer le Sinaï; les Yéménites ont bloqué le Détroit de Bal el Mandeb dans le sud de la Mer Rouge pour empêcher les navires hostiles de traverser à la ligne de combat dans le Canal.

Enfin...le conflit contre la révolution Yéménite n'était plus régional mais il était international au vrai sens du mot, les parties étaient multiples : les Etats Unis, la Grande Bretagne, l'Union Soviétique, l'Iran, la Turquie et par la suite l'Otan, tous les pays arabes enfin Israël qui observait l'usure des troupes et des fonds égyptiens par Fayçal!

Tout cela revient à la position stratégique du Yémen à l'entrée de la Mer Rouge et par conséquent le Canal de Suez, l'important passage maritime, et sur les frontières avec l'Arabie Saoudite dans le nord où les intérêts pétroliers des Etats Unis, et dans le sud arabe occupé par la Grande Bretagne, lequel a lutté pour l'Indépendance et l'évacuation des bases militaires britanniques. En plus de ce qui précède, la bataille du Yémen était en même temps un conflit entre le réactionnaire et le socialisme, entre le progrès et le recul, entre la liberté et l'esclavage des peuples et l'usurpation de leurs richesses.

L'histoire évaluera en plus le rôle de l'Egypte au Yémen et son soutien au peuple Yéménite contre le pouvoir préislamique de l'Imam, contre le despotisme des dirigeants saoudiens refusant le changement et contre le contrôle de la colonisation. Mais ce que je crois- et j'ai vu moi même-est le sentiment de reconnaissance éprouvé par le peuple Yéménite à l'égard du peuple égyptien, son appréciation aux sacrifices consentis par

---

<sup>221</sup> Les estimations des services de renseignement, le 19 mai 1966, Op.cit.

les Egyptiens qui ont offert leurs fils en faveur du Yémen. Ceci s'est avéré évident dans le mémorial établi par les Yéménites pour symboliser la relation d'amour particulière entre leur pays et l'Egypte et ainsi que la plaque d'honneur établie dans une place de choix à Sanaa pour commémorer les martyrs égyptiens. En Voici le reste de foot note:

Memo de conversation NY, le 7 octobre 1966, Yémen (Part III de IV).

Heikal "Sommes-nous arrives au point de non retour avec Fayçal?", dans sa rubrique "avec Franchise", le 10 février 1967, au quotidien al-Ahram, référence antérieure.

Memo d'information de Davis à Rusk, Washington, le 6 février 1967, ministère américain de la défense.

Implication dans la zone frontalière yéméno-saoudienne.

Memo de Wriggins à Rostow, Washington, le 17 février 1967, Médiation au Yémen.

Heikal "Sommes nous arrives au point du non retour avec Fayçal?", dans sa rubrique "avec Franchise" au quotidien al-Ahram, référence antérieure.

Heikal "L'énigme et l'image " le 17 février 1967, dans sa rubrique "avec Franchise" au quotidien al-Ahram, référence antérieure.

Télégramme de l'Ambassade américaine à la RAU au département d'Etat, Le Caire, le 28 mars 1967.

Memo de Sanders à Rostow, Washington, le 6 avril 1967.

Télégramme du département d'Etat à l'ambassade américaine à la RAU, Washington, le 25 avril 1967.

Télégramme circulaire du département d'Etat à certains postes, Washington, le 28 avril 1967.

Télégramme de l'ambassade américaine à la RAU au département d'Etat, Le Caire, le 30 avril 1967.

Télégramme du département d'Etat au bureau européen de la mission onusienne, Washington, le 25 mai 1967.

Heikal "le quatrième discours: récits des boucheries...le Yémen-la magistrature)-la liberté de presse", le 11 mars 1967, dans sa rubrique "avec franchise", au quotidien al-Ahram, référence antérieure.

Heikal "...Le danger sur la Mer Rouge", le 27 octobre 1972, dans sa rubrique "avec franchise", au quotidien al-Ahram, référence antérieure.



Quatrièmement : la question de l'Algérie :

Le rôle de l'Égypte dans la révolution algérienne :

L'Égypte a joué un rôle capital dans la révolution algérienne : elle lui fournissait les armes et la soutenait moralement à l'échelon mondial. Les Algériens occupés résistaient féroce­ment aux Français et leur insurrection a été surnommée la révolution du million de martyrs. Les sacrifices du peuple algérien ont conduit à l'abandon du principe de l'Algérie française, sous la direction du général De Gaulle -porté au pouvoir par les généraux français de droite en mai 1958- et à son indépendance approuvée par le peuple français par référendum le 8 avril 1962. L'Égypte a expédié la première livraison d'armes à l'Algérie avant le déclenchement de la révolution en 1954. Nasser s'est entretenu, pour la première fois la même année, avec Ben Bella qui s'était réfugié en Égypte. Il a écouté chacun des commandants de la révolution d'Algérie, entre autres Benyoucef Benkhedda et Krim Belkacem, et pris acte de leurs espoirs en l'avenir. Nasser leur a dit : « Votre arme essentielle est l'unité nationale et l'occupation tentera de vous diviser »<sup>ixi</sup> !

En fait, Nasser a pris à cœur la révolution algérienne, dès le début. Lors de la première conférence Asie-Afrique à laquelle il a participé à Bandung, en avril 1955, il avait appelé à la neutralité envers les deux pôles du conflit. Les questions d'indépendance étaient de mise et les peuples d'Asie et d'Afrique combattaient pour accéder à leur autonomie pendant cette conférence qui constituait un tournant dans les relations internationales. Nasser avait alors évoqué la cause de l'Algérie et commenté la position du gouvernement français à cet endroit ainsi que vis-à-vis de l'indépendance des pays de l'Afrique du Nord :

« Le gouvernement français prétend que l'ONU n'a pas le droit de discuter des questions de Tunis et Marrakech, sous prétexte que cela constitue une ingérence dans les affaires législatives de la France. Le gouvernement français va d'ailleurs plus loin en prétendant que l'Algérie fait partie intégrante de l'Union

française, en fondant étrangement ces allégations sur les dispositions de la Constitution française !

Un tel document publié unilatéralement, à savoir, par le gouvernement français, est non contraignant pour le peuple d'Algérie et ne change rien à la vérité que ce dernier est un pays arabe et que la liberté et l'autodétermination sont des droits naturels du peuple algérien».

Nasser a avancé la proposition suivante à la Conférence de Bandung : « Etant donné la situation instable en Afrique du Nord et la privation continue des peuples d'Afrique de leur droit à l'autodétermination, la Conférence Asie-Afrique annonce son soutien au droit des peuples d'Algérie, de Marrakech et de Tunisie à l'autodétermination et à l'indépendance. Le gouvernement français doit régler, sans tarder, cette question pacifiquement »<sup>lxii</sup>. La proposition égyptienne a été adoptée par la Conférence.

L'hostilité de la France envers Nasser et son régime grandissait, en raison de son appui à la révolution d'Algérie et aux causes africaines d'indépendance. Une coopération entre le gouvernement français et Israël s'est alors installée, le premier dotait le second en armes voire en expérience nucléaire qui lui a permis de construire le réacteur nucléaire Dimona.

Le 14 mars 1956, le ministre français des Affaires étrangères, Christian Pineau a fait halte au Caire où il s'est entretenu avec Nasser sur les moyens de parvenir à un accord sur l'Algérie. Nasser a refusé l'idée en s'expliquant: « La révolution d'Algérie a un commandement ; ce commandement est le seul qualifié pour parler au nom de la révolution algérienne. Nous assistons l'Algérie moralement et nous l'aidons autant que possible mais ce n'est pas nous qui combattons en Algérie, ce sont les Algériens ».

Nasser a démenti les propos des ministres français résidant en Algérie qui prétendaient que la révolution provenait d'Egypte ! « Impossible qu'une révolution éclate dans un pays et qu'elle provienne d'un autre ; il faut qu'il y ait des motifs et des facteurs pour déclencher une révolution, les motifs et les facteurs existent en Algérie »<sup>lxiii</sup>. Répondant à Pineau, Nasser a

précisé que l’Egypte avait fini de former des Algériens et que ces derniers étaient désormais capables de s’entraîner eux-mêmes.

Nasser a proposé à Pineau de demander au commandement de la révolution algérienne d’envoyer leurs représentants au Caire et de faire en sorte que la France agisse de même pour que les deux côtés discutent. Pineau était d’accord mais a souhaité que la question demeure secrète : deux représentants de France et des représentants de la révolution d’Algérie ont alors eu des entretiens.

Les nouvelles sur ces négociations ont été publiées un jour par un quotidien français. Le gouvernement français a retiré, sur le champ, ses deux représentants du Caire sans donner de raisons, étant incapable d’affronter l’Assemblée nationale française »<sup>lxiv</sup>.

« Les politiciens français disaient que l’Egypte et Abdel Nasser étaient responsables de la révolution d’Algérie ! Les ministres français y résidant s’affirmaient non coupables, tant qu’il y a une aide de l’Egypte ! Certes nous aidions les Algériens, nous les aidions moralement, nous leur fournissions des armes, nous les aidions en tout...

Les politiciens français s’imaginaient et se trompaient en croyant pouvoir subjuguier l’Algérie, en subjuguant le Caire. C’était là l’objectif de l’offensive menée par la France à Port-Saïd et en Egypte en 1956<sup>lxv</sup> ». Pineau est même retourné en France en étant persuadé qu’elle serait incapable de juguler la révolution d’Algérie sans mater celle d’Egypte et sans déposer Abdel Nasser <sup>lxvi</sup>!

Nasser s’est rendu compte que le dessein de la France derrière la poursuite des agressions israéliennes contre Gaza et aux frontières égyptiennes était de dissuader l’Egypte de soutenir le combat de l’Algérie<sup>lxvii</sup>. Maurice Bourgès-Maunoury, alors ministre de la Défense nationale au gouvernement de Guy Mollet, l’avait franchement avoué, au début de l’invasion de l’Egypte : « Si nous réussissons en Egypte, cela signifie que nous avons triomphé en Algérie ! Le Caire est l’épicentre de la révolution contre les intérêts de la France et si nous vainquons le

nationalisme arabe, personne ne protégera le dos des révolutionnaires algériens <sup>lxviii</sup>!

Nasser a attiré l'attention sur les conspirations ourdies par la France en Afrique du Nord pour éradiquer le nationalisme arabe en Algérie. Vu la position de l'Égypte sur cette question, la France a mené une campagne contre celle-ci et contre Nasser en personne. « L'Égypte a des convoitises en Algérie ! », avait prétendu le ministre français de la Défense nationale. Nasser a répliqué : « Il est absolument illogique que nous ayons des convoitises en Algérie ! Nous aspirons seulement à ce qu'elle obtienne sa liberté et son indépendance et qu'elle soit restituée à ses fils...

Notre politique repose sur la non-ingérence. Nous soutenons le nationalisme arabe uni de l'Océan Atlantique au Golfe persique...notre politique est indépendante, elle n'est alignée ni sur l'Orient ni sur l'Occident...une politique purement égyptienne pour l'Égypte et pour l'intérêt de l'Égypte et celle de la patrie arabe »<sup>lxix</sup>.

Nasser, Nehru et Tito ont examiné, lors de la Conférence de Brioni tenue du 17 au 20 juillet 1956, la question de l'Algérie. Les premiers ministres des trois gouvernements ont jugé nécessaire, en fonction de la situation prévalant en Algérie, d'accorder un intérêt urgent aux droits naturels du peuple algérien et au soutien de la paix dans cette partie du monde.

Les trois leaders estimaient qu'il était de leur devoir d'exprimer leur solidarité totale avec le peuple algérien aspirant à la liberté. Les trois chefs d'État étaient conscients du fait qu'un grand nombre de personnes d'origine européenne vivaient en Algérie et que leurs intérêts devaient être protégés. Ceci ne devait pas, selon les trois dirigeants, entraver la reconnaissance des droits légitimes du peuple algérien. Ils cautionnaient tous les efforts et les négociations censés aboutir à un règlement équitable et pacifique, et surtout à l'arrêt des violences. <sup>lxx</sup>

L'impérialisme a certes soutenu la France dans sa lutte contre la révolution algérienne et contre le mouvement nationaliste en Tunisie et à Marrakech. Les forces de l'OTAN se sont mobilisées vers l'Afrique du Nord pour combattre les

révolutionnaires algériens ! De surcroît, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne épaulaient la France dans sa position hostile à la liberté et à l'autodétermination. Les combattants algériens étaient parvenus malgré tout à faire face à la France, avec leurs armes modestes et limitées.

Après l'annonce de la nationalisation du Canal de Suez à Alexandrie le 26 juillet 1956, la France a poursuivi sa campagne de désinformation contre l'Egypte. Cette campagne a été doublée de la contestation britannique ; sans oublier certes que la majeure partie des actions de la société du Canal de Suez appartenaient à des Français et que la société avait des bureaux à Paris !

Les menaces militaires franco-britanniques se sont multipliées ; la France disposait de plus d'un million de soldats en Algérie et avait promis de mobiliser sa flotte contre l'Egypte.

La France avait retenu, au large de la Méditerranée, le navire égyptien « Atos » qui transportait des armes à l'intention des révolutionnaires algériens. Cette mesure avait causé la détérioration des relations franco-égyptiennes.

Profitant de l'occasion du voyage de Ben Bella et de ses collègues révolutionnaires du Maroc vers l'Espagne, à bord d'un vol marocain, l'aviation militaire française avait détourné l'avion le 20 octobre 1956 et l'avait forcé à atterrir à l'aéroport de Casablanca en Algérie. Ben Bella et quatre des dirigeants de la révolution algérienne (Mohamed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Khider et Rabah Bitat) ont été arrêtés. L'armée française a ainsi fait avorter les négociations prévues entre les révolutionnaires algériens et le gouvernement français, sous médiation tuniso-marocaine. De Gaulle a considéré ces détenus comme des prisonniers de guerre ! Le détournement dudit vol avait soulevé le monde arabe de l'Océan Atlantique au Golfe arabe et le peuple arabe a exprimé sa colère en annonçant une grève générale.

La Grande-Bretagne, la France et Israël ont ourdi une attaque contre l'Egypte, pour mettre la main sur le Canal ; étaient présents à la réunion Selwyn Lloyd, Christian Pineau, David Ben Gourion et Moshé Dayan. Cette offensive ratée contre

l’Egypte a été lancée le 29 octobre 1956<sup>lxxi</sup>. La France participait certes à cette opération afin de punir l’Egypte pour avoir soutenu les révolutionnaires algériens. Guy Mollet a dit : « Nous voulons assujettir l’Algérie via le Caire » !

Après le coup d’état survenu en France le 13 mai 1958 et le rétablissement de De Gaulle au pouvoir le 29 mai, Nasser a commenté la situation politique concernant la guerre entre l’Algérie et la France : « Il n’y aura aucune différence, que De Gaulle prenne les rênes du pouvoir ou non ! Le peuple algérien combat pour sa liberté et son indépendance depuis plus de trois ans et poursuivra sa lutte, abstraction faite de la personne qui sera à la tête du gouvernement français ». Nasser a dénoncé la politique française consistant à incendier des villages algériens, à expulser les Algériens des frontières communes avec la Tunisie, à mettre le feu à leurs récoltes, à les bombarder à l’artillerie et à les affamer en les privant de nourriture. <sup>lxxii</sup>

A l’issue de la visite de Nasser à Moscou du 29 avril au 16 mai 1958, l’URSS a publié un communiqué officiel affirmant son appui au droit du peuple algérien à la liberté, à l’indépendance et à l’autodétermination. L’URSS et l’Egypte avaient également dénoncé les carnages et les offensives commis par la France contre les Arabes en Algérie.

En 1958, le premier gouvernement algérien provisoire a été formé à l’exil, sous la présidence de Ferhat Abbas qui a présidé également le deuxième cabinet formé en 1960. Le troisième gouvernement provisoire a été conduit par Benyoucef Benkhedda de 1961 à 1962 et sous son ère, un référendum a été organisé en France sur les accords d’Evian qui ont mis fin à la guerre en Algérie. Le peuple algérien a enfin obtenu son indépendance le 8 avril 1962 (à une majorité de 90.8% des voix, avec un taux de participation de 75.3%).

Le peuple algérien a cependant continué à lutter, devenant ainsi pour la France un lourd fardeau.<sup>lxxiii</sup>

Nasser a dénoncé l’essai nucléaire mené par la France en territoire algérien : « la France n’a aucunement le droit d’utiliser la patrie arabe pour ses essais atomiques<sup>lxxiv</sup>. L’Egypte continuera à aider les combattants algériens jusqu’à ce qu’ils

obtiennent leur liberté et leur indépendance ; nous les aidons par tous les moyens et c'est la raison du conflit qui nous oppose à la France. Nous épaulons l'Algérie par tous les moyens, il y a des bureaux de volontariat en Algérie, au Caire et à Damas<sup>lxxv</sup>. » Le gouvernement algérien avait réclamé des volontaires pour son armée.

Nasser n'a eu de cesse de parler de l'indépendance de l'Algérie en Egypte, dans chaque pays qu'il visitait, avec chaque président qu'il rencontrait et dans les instances internationales. Quand il s'est rendu à l'ONU le 27 septembre 1960, il a indiqué : « Il est extrêmement important que les Nations Unies ne s'oublient pas ni n'oublient leur charte ni leurs résolutions ; autrement elles encourageront ceux qui tentent de les ignorer ou d'ignorer leur existence. Nous voyons dans la politique exercée par la France envers l'Algérie un exemple patent de cette « indifférence » ! Le gouvernement français a entravé toute tentative de l'ONU pour mettre un terme aux boucheries de l'impérialisme en Algérie. Ce gouvernement s'est imaginé pouvoir, par la force des canons, changer la volonté de Dieu qui a fait de l'Algérie une partie du continent africain, alors que lui tente d'en faire un prolongement géographique de la France et d'asservir son peuple ! »

S'adressant à l'ONU, Nasser a dit: « Malgré toutes les tentatives du gouvernement algérien libre qui exprime la détermination du peuple algérien à obtenir son indépendance, malgré toutes les tentatives de ce gouvernement algérien de parvenir à un règlement pacifique, tous ces efforts n'ont débouché sur aucun résultat positif. La France a par contre guetté le moment favorable pour forcer le vol civil qui transportait les dirigeants (algériens) et qui survolait la mer à atterrir dans un aéroport sous son contrôle pour les arrêter !! La guerre s'est ensuite poursuivie pendant quatre ans. Il est regrettable que le gouvernement français ait établi des camps d'incarcération où étaient pratiquées toutes les formes atroces de torture contre les révolutionnaires algériens libéraux, choquant la conscience des peuples du monde même celle des Français eux-mêmes !

Nous ne doutons point que la guerre en cours en Algérie, et pour laquelle le peuple algérien a sacrifié délibérément les vies d'un million de ses fils jusqu'à présent, se terminera autrement que par le triomphe de la liberté. Les Nations Unies doivent aujourd'hui assumer leurs responsabilités, et je ne pense pas exagérer si je demandais maintenant le droit du peuple algérien à l'autodétermination sur fond d'un référendum sous les auspices de l'ONU<sup>lxxvi</sup> ».

La France a adopté une méthode à long terme pour causer des ennuis à l'Egypte, en raison de l'appui de Nasser à l'Algérie. Elle a aidé Israël à concevoir une bombe atomique et lui a fourni des armes supplémentaires qu'il a utilisées plus tard pour attaquer l'Egypte.

Les étapes de l'indépendance de l'Algérie :

Le gouvernement algérien provisoire a tenté d'engager des contacts directs avec la France pour obtenir l'indépendance mais cette dernière s'est employée à tergiverser. Après sept ans de lutte armée, la révolution algérienne a réussi à s'imposer, vu l'insuccès des Français à freiner les opérations kamikazes et militaires dans les villes et les banlieues et à dissuader la reconnaissance par les pays épris de paix du Front de Libération National (FLN) comme étant le seul représentant du peuple algérien. Face à la pression de l'opinion publique mondiale qui condamnait la politique française en Algérie et étant donné la reconnaissance, le 19 décembre 1960, par les Nations Unies du droit du peuple algérien à l'autodétermination, les négociations d'Evian ont été amorcées le 18 mai 1961 et se sont poursuivies jusqu'au jour où De Gaulle a admis, lors d'une conférence de presse le 2 octobre 1961, la nécessité de négocier avec le FNL en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

Les négociations d'Evian ont repris le 6 mars 1962, sous la conduite du chef du gouvernement provisoire algérien, Benyoucef Benkhedda et le ministre d'Etat français aux Affaires algériennes, Louis Joxe. Un cessez-le-feu a été convenu le 19 mars 1962, avec pour points essentiels la reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté totale de l'Algérie ainsi que



de l'intégrité de son territoire, le droit des colons à choisir entre la nationalité algérienne ou française et la définition d'une période transitoire de quatre mois pour l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination du peuple algérien.

Le référendum s'est déroulé le 1er juillet 1962 et l'indépendance de l'Algérie a été officiellement proclamée le 5 juillet.

Malheureusement après la victoire du peuple algérien, des désaccords ont éclaté entre les dirigeants de la révolution algérienne, poussant Nasser à abandonner le sujet du discours qu'il devait prononcer devant le Congrès national des forces populaires (projet de la nouvelle organisation politique) pour aborder la victoire de l'Algérie :

« Je dois, en ces moments que nous attendions tous, vous parler d'une question qui me préoccupe assurément comme vous. Je suis sûr que vous tous ressentez la joie que je ressens, l'indépendance de l'Algérie a enfin vu le jour. L'indépendance de l'Algérie était l'un de nos rêves les plus chers ...le rêve de toute la nation arabe...

Si vous ressentez comme je ressens de la joie, je ne puis vous cacher mes préoccupations quant aux développements actuels en Algérie. Il semble qu'il y ait un désaccord qui menace l'unité nationale de l'Algérie, ceci s'avère clairement dans la décision du gouvernement algérien de destituer les commandants de l'Armée de libération nationale (ALN) et dans le communiqué d'Ahmed Ben Bella qui approuve cette décision. Je tiens à vous assurer immédiatement que ni nous ni quiconque d'autre ne doit s'ingérer dans cette affaire, si ce n'est que d'implorer toutes les parties algériennes qui ont combattu ensemble, vécu l'espoir ensemble et affronté le danger ensemble, de trouver une solution au problème.

J'ai reçu hier des messages du président Benkhedda, de son vice-président Ahmed Ben Bella et d'autres commandants de la révolution algérienne. J'ai dû prendre de nombreuses décisions dans ma carrière politique et hier, j'étais pour la première fois dans l'embarras, en apprenant ces différends !

Une seule chose mérite que l'on y tienne, l'unité de la révolution algérienne...nous les respectons et les apprécions tous...tout

danger qui menacerait l'unité de la révolution algérienne maintenant, ouvrirait une nouvelle porte à l'immixtion de l'impérialisme et permettrait à ses autorités de manipuler les potentialités du peuple algérien et de ruiner son indépendance, payée chèrement par ce peuple héroïque »<sup>lxxvii</sup>.

Nasser a affirmé, un autre jour, avoir envoyé des messages à Benkhedda en Tunisie et à Ben Bella à Benghazi pour tenter de les concilier : « Les Français sont toujours en Algérie...près d'un demi-million de militaires français est en Algérie...la gouvernance (du pays) est encore entre les mains des Français, la France a gouverné l'Algérie pendant 132 ans. Si l'impérialisme réussit la politique « diviser pour mieux régner », ce sera une catastrophe pour tous après un combat ayant duré sept ans et demi et ayant coûté la vie à un million d'Algériens ! J'entretiens des rapports avec chacun...j'ai essayé par tous les moyens de trouver une solution qui ferait l'unanimité mais sans résultat ! Il y a des divisions au sein de l'ALN selon les communiqués et les agences de presse...que peut désirer la France de mieux ?! Dans tous les cas, nous n'avons pas perdu l'espoir de concilier toutes les parties. Que Dieu les aide à réussir leur mission difficile qui les attend à présent car les Français ont brûlé et détruit le pays. Ils ont mis le feu à tout : les centrales électriques et les hôpitaux en disant « nous devons leur rendre l'Algérie comme nous l'avons prise il y a 132 ans »<sup>lxxviii</sup> ! L'Egypte n'est donc restée passive à aucun moment de la révolution algérienne et ne s'est jamais contentée d'une position impartiale en voyant se profiler à l'horizon, la menace d'un désaccord au sein du FNL ; elle a positivement réagi en faveur de la survie de la révolution algérienne.

Ben Bella est devenu président de l'Algérie le 25 décembre 1962 et a rendu visite à Nasser le 19 mai 1963 au Caire où il a été chaleureusement accueilli. Lorsque des affrontements ont éclaté entre l'Algérie et le Maroc pour les frontières, Nasser a dit : « Cela nous attriste aujourd'hui de voir l'Algérie attaquée et de voir deux pays arabes et africains –le Maroc et l'Algérie– s'affronter dans une crise violente »<sup>lxxix</sup>.

Ben Bella a demandé à Nasser de lui envoyer des avions, ce dernier lui en avait expédié auparavant six du type MiG 15 puis six autres, comme convenu, avec leurs pilotes. Nasser a également envoyé deux corvettes ainsi que le personnel marin manquant, à la demande de Ben Bella, qui détenait des torpilles. Nasser avait déjà dépêché une démineuse. « L’Egypte ne mène aucune offensive en Algérie mais lui apporte des aides pour qu’elle puisse se défendre »<sup>lxxx</sup>.

Les Français étaient insatisfaits de la politique de Ben Bella et soutenaient le roi El-Hassan. Jusqu’au 18 octobre 1963, les forces marocaines avaient pénétré en territoire algérien à une distance de 100km. Nasser insistait sur la nécessité d’une solution politique.

La Conférence d’Addis Abeba, le 22 mai 1963, a expliqué Nasser, a constaté l’existence de multiples problèmes de frontières entre les pays africains et a prévu d’éventuelles guerres entre ces pays, en cas du recours à la force pour régler ces questions ! L’Egypte a appelé à les résoudre par le biais de négociations ; Nasser a annoncé que l’Egypte était contre toute offensive et que l’intégrité de la révolution arabe était indissociable<sup>lxxxi</sup>.

Il était naturel qu’un rapprochement se produise entre Nasser et Ben Bella et entre les organisations politiques en Egypte et en Algérie, après l’indépendance de cette dernière. Nasser a été effectivement invité en Algérie le 4 mai 1963 et a été chaleureusement accueilli par les foules algériennes en liesse ayant afflué à pied en provenance des montagnes et du désert vers Alger. Des centaines de milliers de citoyens se sont rassemblés au cœur d’une même rue pour accueillir Nasser, en lui tendant leurs mains et en acclamant son nom avec amour, formant une marée humaine séparée de Nasser, Ben Bella et Houari Boumediene par un cordon de soldats de l’ALN.

Dans une allocution en présence de Nasser, Ben Bella a dit : « L’Algérie combattait et attendait deux choses : le jour de l’indépendance et le jour de la visite de Nasser. L’Algérie n’a pas connu de jour semblable à celui de l’arrivée de Nasser, même pas le jour de l’indépendance ! Je veux que tous

l'entende, je ne fais exception à personne. Au temps de la crise et avant qu'il y ait de révolution, ni l'Orient ni l'Occident n'était à nos côtés, uniquement un seul homme, Abdel Nasser.

Le jour où des Algériens en Algérie ne voyaient aucune perspective de victoire, le jour où les partis –comme d'usage- se querellaient pour des gains politiques, j'ai trouvé au Caire un homme qui n'a pas hésité un moment à mettre toutes les potentialités matérielles et morales de l'Egypte à la disposition de la révolution algérienne.

L'Egypte était en proie à la guerre menée contre elle entre autres à cause de son soutien pour l'Algérie, le sang versé à Port-Saïd a uni l'Algérie et l'Egypte à jamais. Nous l'annonçons franchement : nul ne nous a affranchi ni ne nous a soutenu à part Gamal Abdel Nasser »<sup>lxxxii</sup>.

Dans une allocution à l'adresse des foules algériennes rassemblées sous la pluie, Nasser a dit : « Louanges à Dieu qui nous a permis de voir nos espoirs se réaliser. Louanges à Dieu, nous rêvions de voir l'Algérie arabe et nous l'avons vu ainsi, et son peuple révolté. Quand je vous ai rencontré aujourd'hui après-midi, je remerciais Dieu de tout mon cœur qui m'a permis de vivre ce jour et je disais à mon frère Ahmed Ben Bella que, lorsque je voyais ce peuple révolutionnaire, je me sentais entre les gens de mon pays, entre les fils de l'arabité. Nous avons été unis par de longs combats, par des sentiments interférents et par le sang au fil des années.

Je suis aujourd'hui parmi vous et je vois votre drapeau – le drapeau de la chère Algérie que vous avez récupéré avec vos mains, votre sueur, votre sang et les âmes de vos martyrs- flotter très haut pour annoncer au monde entier que le peuple d'Algérie est désormais indépendant et libre.

Nous sommes aujourd'hui avec vous – chers frères, combattants et révolutionnaires- à un moment où votre révolution armée pour la liberté et l'indépendance s'est terminée et où votre révolution majeure pour le socialisme et pour la justice sociale commence. Nous vous disons : nous vous soutiendrons toujours comme nous l'avons fait par le passé »<sup>lxxxiii</sup>.

Après l'indépendance de l'Algérie sous le règne de De Gaulle, l'Egypte et la France se sont rapprochées. Nasser a déclaré au journal « le Figaro », le 3 mars 1964 : « La personnalité du président français, sa politique indépendante, la coopération de la France avec l'Algérie et la reconnaissance de la Chine a hissé ce pays au rang des autres Etats. Une nouvelle page a été ouverte avec la France et nous souhaitons que cela conduise au respect et à la compréhension réciproques »<sup>lxxxiv</sup>.

L'année suivante, Nasser a affirmé : « La grave contradiction entre la France et nous, cette contradiction qui avait empêché toute entente, c'était la bataille de l'Algérie. A l'instant où la guerre s'est achevée par le triomphe de la liberté et de la victoire du peuple d'Algérie, nous avons considéré que cette grave contradiction a disparue. Nous avons rien précipité, nous avons laissé les relations franco-arabes évoluer naturellement »<sup>lxxxv</sup>.

A la surprise de Nasser, un coup d'état s'est produit le 19 juin 1965 en Algérie : Ben Bella a été destitué et Houari Boumediene a pris les rênes du pouvoir, quelques jours avant la tenue de la conférence Afrique-Asie !

Ce qui était déconcertant c'est que Boumediene était l'une des personnes les plus proches de Ben Bella, le premier représentait le côté militaire de la révolution algérienne alors que le second en représentait l'aspect politique !

La crise avait éclaté en raison de la volonté de Ben Bella d'écarter Abdel Aziz Bouteflika du ministère des Affaires étrangères et l'insistance de Boumediene de l'y maintenir, celui-ci faisant partie de son groupe. Ce qui était étrange c'est que Ben Bella était aux commandes de l'Algérie et était, sans conteste, le plus apprécié par la grande majorité du peuple. Il était la façade de la révolution algérienne dans tout le monde arabe, devant l'Asie et l'Afrique dont les dirigeants étaient sur le point de se rencontrer à la 2<sup>e</sup> conférence sur le sol de l'Algérie »<sup>lxxxvi</sup>.

Le problème résidait dans deux questions : la révolution et l'Etat et l'Etat et l'armée. D'un côté, l'Etat, en tant qu'entité ou de notion, n'existait pas en Algérie, non seulement à cause de l'occupation mais aussi à cause de la destruction totale de la

personnalité algérienne. L'Algérie était le prolongement du territoire français, autrement dit une province française et faisait partie intégrante de la souveraineté nationale française ; l'Etat se trouvait donc en France et le gouvernement à Paris ! Les colons français avaient mis la main sur toutes les sources de production et de biens !

Par conséquent, le gouvernement issu de la révolution algérienne s'est retrouvé, le premier jour de l'indépendance, au milieu d'un vide le plus complet : aucun appareil exécutif et aucun cadre technique. La révolution algérienne devait donc créer un Etat et un régime à partir du vide ! Par ailleurs, le FNL était composé d'une coalition de partis anciens et nouveaux, traditionnels et révolutionnaires qui, à cause des circonstances, ont fini par se diviser. En outre, les dirigeants de la révolution emprisonnés en France –dont Ben Bella- sont tombés en désaccord. Quant à l'ALN, elle s'est subdivisée en deux : à l'intérieur et à l'extérieur des frontières avec le Maroc ou la Tunisie<sup>lxxxvii</sup>. Ses commandants étaient eux aussi en désaccord avec les politiciens et surtout avec Ben Bella.

En fait les divergences personnelles et religieuses entre les compagnons de la révolution étaient la principale raison de ce changement subit après l'accession au pouvoir de Ben Bella ; d'ailleurs son arrestation et sa détention jusqu'au jour du décès de Boumediene en étaient la preuve.

A la lumière de ces événements, Nasser a envoyé un message à Boumediene en date du 27 juin 1965 où il a dit : « Les relations entre la RAU et l'Algérie sont au-dessus de toute relation personnelle, tout ce que je souhaite est de m'assurer de la sécurité de Ben Bella et Boumediene a promis de la protéger. Nous avons ensuite échangé les points de vue et j'ai dépêché le maréchal Abdel Hakim Amer. Je lui ai adressé plusieurs messages et il y a répondu<sup>lxxxviii</sup> ».

Nasser a expliqué que l'objectif de l'Egypte était d'entretenir de bons rapports et une amitié avec l'Algérie. « Nous ne cherchons pas à fonder une unité avec l'Algérie car nous savons que, pour elle, ce n'est pas le meilleur moment de l'établir. L'Algérie a combattu pendant sept ans et commence à former son

gouvernement et à reconstruire le pays. Concernant l'unité, c'est un grand travail qui cause beaucoup de problèmes lxxxix».

Boumediene a visité le Caire le 3 novembre 1966 et Nasser a indiqué, dans une allocution, que les relations particulières qui unissaient les révolutions égyptienne et algérienne, sur les plans historique et humanitaire et à l'échelon du combat, constituaient une lignée stratégique constante au-dessus des circonstancesxc.

Boumediene était l'un des premiers présidents arabes à contacter l'Egypte après l'offensive du 5 juin 1967 et à proposer une aide militaire immédiate. Des pilotes égyptiens ont été dépêchés en Algérie et sont retournés avec quarante chasseurs-bombardiers de type MiG 17 qui étaient nécessaires pour défendre l'Egypte du côté ouest du Canal, après la destruction de la chasse égyptienne sur le sol égyptien par les Israéliens.

### III - Les sommets arabes:

1 - Le premier sommet arabe du Caire (du 13 au 17 janvier 1964):

Dans son discours à Port Saïd à l'occasion de la fête de la victoire, Nasser a appelé à la réunion des rois et des chefs d'Etats arabes pour relever le défi israélien ayant trait au projet du détournement de l'eau du Jourdain.

Une conférence des chefs d'Etat-major des armées arabes<sup>222a</sup> eu lieu au Caire, du 7 au 10 décembre 1963, pour discuter de la même question, mais il s'est avéré qu'un sujet de telle ampleur ne peut pas être tranché par des chefs d'état-major des armées. C'est un sujet politique avant d'être militaire; le militarisme relève de la politique dans ces affaires", a dit Nasser ajoutant : "Notre position dans la RAU, pour confronter Israël, dont le chef d'Etat-major nous a défiés le vendredi dernier disant qu'Israël détournera forcément l'eau du Jourdain, est que la réunion des rois et des chefs d'Etats arabes ait lieu le plus vite possible abstraction faite des différends et des querelles. Nous sommes prêts à se réunir même avec nos antagonistes si cela est dans l'intérêt de la cause palestinienne!".

"Je propose une réunion des rois et des chefs d'Etats arabes, je demanderai à la Ligue Arabe de convoquer cette réunion le plus vite possible...ce sujet devrait être réglé par une réunion regroupant les plus hauts responsables dans les pays arabes parce que la question n'est pas simple mais elle s'agit d'une question afférente à notre sort."<sup>223</sup>

Les pays arabes ont répondu à l'appel de Nasser, en dépit de la situation tumultueuse et la guerre du Yémen, aucun pays arabe ne s'y est absenté. La conférence a eu lieu au siège de la Ligue Arabe du 13 au 17 janvier.

Des entretiens bilatéraux ont lieu toujours entre les invités à ce genre de conférences. Nasser s'est effectivement entretenu avec

---

1-Proces-verbaux de la conférence des chefs d'Etat-major des forces armées arabes du 7 au 10 décembre 1963, joints au CD no.

2-Discours de Nasser, partie 5, pages 849 – 874, références antérieures.



le roi Hussein, Ben Bella, Abdel Sallam Aref et l'émir du Koweït et il a rencontré le roi Séoud le 15 janvier<sup>224</sup>.

Lors de sa réunion avec le roi Hussein, Nasser a dit : "Nous tournons la page" lorsque le souverain jordanien a soulevé la question de l'unité arabe disant : "C'est l'objectif de tous les pays arabes", Nasser a commenté... "L'unité est plus large que l'unité constitutionnelle...des contradictions sociales ou politiques pourraient existés mais nous ne les considérons pas comme des heurts et nous pouvons ne pas les soulever et s'accorder sur un seul objectif.

Quant à la cause palestinienne, elle pourrait être réglée par le renforcement de toutes les puissances arabes: cette conférence sera, si Allah veut, un bon présage, il faut qu'il y ait une solidarité arabe totale pour confronter les pays colonisateurs et Israël".

Le dialogue s'est poursuivi comme suit :

Hussein : "De grands risques existent avec en tête...le détournement par Israël de l'eau du Jourdain. Si Israël le fait et nous déclarons ensuite la guerre, les forces jordaniennes seront à l'avant-garde"!

Nasser : "Nous ne pouvons pas déclarer la guerre, parce que dans la guerre, nous arriverons à un tel point où nous devons stopper et la guerre doit arriver jusqu'au bout. Après la réunion des chefs d'Etat-major des armées, j'ai senti que la question est difficile...il ne s'agit pas la d'une dignité personnelle, certains pays arabes ont les possibilités de la guerre mais ne disposent pas de possibilités financières et un autre pays a des troupes et n'a pas de moyens.

"J'ai lu les procès-verbaux, les possibilités de la guerre existent mais, il y a aussi une sous-estimation de la situation! J'ai pensé que la convocation de ce sommet n'aboutira pas, mais j'ai dit qu'il est temps, après toute une longue période, de se réunir et de laisser de côté les différends. Notre politique est la même aux réunions et en public devant les gens.

---

3- Procès-verbaux des réunions du Président Nasser avec le roi Hussein, Ben Billa, Abdel Sallam Aref et l'émir du Koweït le 12 janvier 1964 et avec le roi Séoud, le 15 janvier 1964, joints au CD no.

La coordination militaire, il faut qu'il y ait un commandement unifié. Israël dispose d'une force aérienne en sus des aides de l'Occident. Je pense qu'on doit se préparer. Pouvons-nous déclarer la guerre sans prendre tout cela en considération, et sans un commandement unifié?! Pourrons-nous recenser les forces militaires des pays arabes?!

Hussein : "Y-a-t-il un moyen pour nous aider sur les plans militaire et défensif et convenir d'un accord entre tous les pays arabes"?!"

Nasser : "Je soulèverai ce sujet avec Abdel Sallam Aref...le problème des Kurdes a extenué l'armée irakienne qui n'a pas assez de force.

Certains peuvent dire que j'ai appelé à cette réunion pour déclarer la guerre! La libération de la Palestine est notre objectif, mais le problème ne réside pas dans Israël mais dans ceux qui la soutiennent. Nous ne voulons pas déclarer la guerre, mais nous voulons proposer un plan pour la Palestine, et ce que nous pouvons réaliser en ce sens."

Hussein : "Nous soutenons toute décision que vous prenez en ce sens".

Nasser : "Nous devons se préparer".

Le même jour, Nasser s'est réuni avec Abdel Sallam Aref et le dialogue s'est déroulé comme suit:-

Nasser : "Quant à la conférence, à mon avis, elle est une occasion pour régler les différends. J'entends radio Israël, elle poursuit ses plans et les Arabes ne réalisent aucun progrès!...la situation menace la sécurité arabe et toutes les tactiques des Juifs reposent sur la conjoncture arabe"!

Aref : "Nous sommes prêts à tout genre d'accord que tu désignes, c'est une parole fraternelle du fond du Cœur. Quant à nos différends avec l'Algérie"?

Nasser : "Ahmad Ben Bella a un bon et grand Cœur. Quant à la conférence, l'objectif n'est pas la guerre, malheureusement les pays arabes réagissent comme si la Palestine est perdue! Le détournement de l'eau du Jourdain n'est qu'une expansion israélienne dans les frontières d'Israël..."

Nous avançons une proposition stipulant la formation d'un commandement conjoint, la préparation et l'examen des capacités des pays arabes. Notre puissance en 1956 était due à l'unité des Arabes".

Le dialogue s'est déroulé entre Nasser et Ben Bella dans le même cadre aussi bien que l'émir du Koweït...

Nasser : "Si les Juifs s'emparent de la Jordanie, ils vont la détruire et ce sera le même cas avec la Syrie. Y-a-t-il un commandement unifié ou une planification?!" ...

Al-Sobah : "Nous sommes prêts à tout" ...

Nasser : "Notre population est estimée à 100 millions d'Arabes, une chose commune pourrait exister entre nous."

Le dialogue avec le Roi Séoud, s'est déroulé le 15 janvier et auquel a assisté Ben Bella, à la demande de Nasser, sans cependant y intervenir.

Séoud : "Quant à la période de l'unité, j'espère que nous tournons la page<sup>225</sup>, nous sommes avec l'intérêt national. C'est la Ligue Arabe qui prendra la décision et par conséquent nous l'appuyons. Nous avons assisté positivement au sommet pour l'intérêt du nationalisme arabe et nous remercions l'effort déployé par la RAU en ce sens."

Nasser : " L'appel à cette réunion vise essentiellement à régler les différends et les problèmes qui affectent le monde arabe en entier. Nous avons détecté que cet atmosphère aide Israël qui dit que les Arabes ne font rien que parler et nous sommes en responsables!

Nous devons rester ensemble pour examiner nos possibilités, les forces dont nous avons besoin ainsi que le financement. Nous avons tourné la page et nous devons laisser derrière nous ces propos. La question de la Jordanie a été réglée aussi bien que celle de l'Arabie Saoudite. Quant au Yémen, nous voulons rétablir nos relations comme elles étaient voire mieux qu'elles étaient."

La conférence a débuté alors que des voix ont fait de la surenchère réclamant une attaque d'envergure contre les projets

---

4- Le roi Séoud fait allusion à son complot pour assassiner Nasser pour lequel, il a recruté Abdel Hamid Seraj et les complots suivants.

d'Israël du détournement de l'eau du Jourdain pour les détruire. Nasser s'est levé disant : "Si nous disons ne pas avoir la capacité d'adopter une action défensive pour défendre les projets établis sur nos terres, comment pensons-nous à entreprendre une attaque détruisant les projets établis par Israël sur les terres occupées en 1948"?!

Nasser a proposé que les Arabes entreprennent l'examen des projets d'exploitation de l'eau du Jourdain établis sur leurs terres puis procèdent à la mise en place de ces projets et détournent l'eau vers leurs terres. Et en même temps, ils commencent à créer une capacité d'auto-défense leur permettant d'exercer le droit légitime de défendre tous ce qu'ils construisent sur leurs terres.

L'Égypte a avancé trois propositions :

1- Création d'une autorité arabe, dont la responsabilité incombe sur les pays arabes et ayant des dotations à sa disposition pour examiner et procéder à la mise à exécution des projets liés à l'eau du Jourdain en Syrie, au Liban et en Jordanie.

2 – Formation d'un commandement arabe unifié pour mettre au point un plan de protection des projets arabes et lequel doit être muni de troupes opérant à sa disposition.

3 – Contribution de tous les pays arabes à l'armement des pays dont les projets sont les plus exposés à l'agression israélienne.

Après trois jours de débat, les rois et les chefs d'États arabes ont convenu de mettre fin à leurs différends, d'assainir le climat arabe et de stopper toutes les campagnes de propagande.

Sur le plan militaire, une décision a été prise sur la formation d'un commandement arabe unifié pour toutes les armées arabes dont le commandant général soit nommé par le gouvernement de la RAU, celui-ci choisira le chef d'état major qui doit l'assister dans son travail. Lors de la réunion confidentielle des rois et des chefs d'États arabes le 17 janvier 1964, Nasser a indiqué : "le gouvernement de la RAU désigne le colonel Ali Amer commandant général et on a décidé que le QG du commandement soit dans le lieu où il choisit, lequel était au Caire.

Lors de la même séance, on a de même approuvé la décision du comité chargé du fleuve du Jourdain lequel s'est réuni le 13 janvier et on a décidé l'application des recommandations du comité dont l'exploitation du fleuve et ses affluents, la création d'une autorité privé ayant une personnalité morale dans le cadre de la Ligue Arabe et dotée d'un conseil d'administration sous la conduite du secrétaire général de la Ligue Arabe.

On a également décidé la formation d'une entité palestinienne et l'élection d'Ahmad al-Chokeiri comme représentant de l'Etat palestinien auprès de la Ligue Arabe en sus de la formation d'un comité privé sous la conduite du secrétaire général de l'organisation panarabe pour suivre l'application des résolutions du sommet. Et enfin, on a approuvé la décision stipulant la réunion des rois et des chefs d'Etats arabes au moins une fois par an<sup>26</sup>.

Plusieurs sommets ont succédé celui du Caire, le sommet d'Alexandrie en septembre 1964, le sommet du Casablanca en septembre 1965, les sommets ont trébuché et stoppé jusqu'à la tenue du sommet de Khartoum le 26 aout 1967 après l'agression israélienne contre les pays arabes le 5 juin.

Mais avant d'analyser ce qui s'est passé dans les sommets suivants on doit répondre à cette question ... Quelles sont les résultats du premier sommet?

Quant à l'assainissement du climat arabe, cet objectif a réussi dans certains postes, comme le règlement du conflit entre le Maroc et l'Algérie, et le désamorçage du différend avec la Tunisie: Bourkeiba a invité Nasser à Binzerte et entrepris une importante mesure communiste pour la nationalisation des colonies françaises.

Mais d'autre part, aucun progrès n'a été réalisé dans les relations entre l'Arabie Saoudite et le Yémen. L'émir Fayçal n'a pas assisté à la première réunion du Caire mais plutôt l'émir Séoud qui y a pris part. L'action saoudite contre la révolution Yéménite

---

5- Procès-verbal de la réunion confidentielle des rois et des chefs d'Etats arabes, le 17 janvier 1964, joint au CDno.

ne s'est pas apaisée mais en dépit de tout cela, le bilan était positif<sup>227</sup>.

2 – Le deuxième sommet arabe d'Alexandrie (du 5 à 11 septembre 1964):

Avant la tenue du sommet, les Etats Unis ont envoyé à Nasser leur désir d'exprimer de l'inquiétude vis-à-vis des développements résultant du premier sommet arabe, lesquels pourraient affecter profondément l'équilibre politique et militaire au Moyen Orient si les leaders arabes continuent dans la même ligne.

Si les leaders arabes, lors de leur premier sommet du janvier, ont décidé sagement de s'opposer à la guerre sous le commandement de la RAU, certaines mesures convenues, mènent au danger de la guerre et de l'instabilité au Moyen Orient. Cela s'avère particulièrement dans le "commandement arabe unifié " et le programme d'armement adopté par le sommet.

Les Etats Unis ont critiqué les déclarations arabes ayant trait au détournement de l'eau du Jourdain ainsi que la création de l'entité palestinienne; les prévisions des réfugiés palestiniennes aidés par le gouvernement américain, ont même haussé. Les Etats Unis ont prétendu que ces sommes sont destinées à l'achat des armes pour le compte du commandement arabe unifié au lieu du programme du développement économique! Les Etats Unis ont craint que les mesures d'autodéfense ne soient pas importantes d'une manière à conduire au risque d'agression ou à l'extension de la course à l'armement au Moyen Orient<sup>228</sup>.

Huit séances confidentielles ont été tenues en marge du deuxième sommet arabe<sup>229</sup>. Lors desquelles, les rois et les chefs d'Etats arabes ont discuté de la cause et de l'entité palestinienne,

---

6 – Heikal, dans sa rubrique "avec franchise" au quotidien al-Ahram, le 22 décembre 1972, "voyage à une nouvelle époque...le conflit et la vision historique", référence antérieure.

7 – Télégramme du département d'état à l'ambassade américaine à la RAU, Washington, le 24 aout 1964.

8- Procès-verbaux des séances confidentielles du deuxième sommet arabe d'Alexandrie tenues les 5 et 11 septembre 1964, joints au CD no.

9 – Le traité de défense commune entre les pays arabes, conclus en 1950 et auquel ont adhéré l'Egypte, la Jordanie, la Syrie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, la Palestine, le Liban, le Yémen, le Koweït, la Libye, la Tunisie, le Soudan, l'Algérie, le Bahreïn, le Qatar, la Somalie, les Emirats Arabes Unis; le texte du traite est joint au CD no.

des projets arabes visant à exploiter le fleuve du Jourdain et ses affluents, la défense arabe, le commandement arabe unifié, l'adhésion des autres pays arabes au traité de défense conjointe<sup>230</sup>, l'impérialisme britannique dans le monde arabe, la cause de libération du Sud occupé et d'Oman.

La première séance confidentielle, tenue le 5 septembre 1964, a débuté par la présentation d'un compte rendu de ce qui a été réalisé des résolutions adoptées par le premier sommet arabe.

Sur le plan politique, les différends ont été réglés, le climat arabe a été assaini, toutes les campagnes médiatiques ont été suspendues, un accord a été signé le 19 février pour mettre fin au conflit frontalier algéro-marocain <sup>231</sup> lequel a été suivi du rétablissement des relations bilatérales.

Le 28 février, les relations fraternelles entre la RAU et le Royaume marocain, ont été rétablies<sup>232</sup>. Les rapports politiques entre l'Arabie Saoudite et la RAU, ont été renoués. Ceux-ci ont été suspendus par l'Arabie Saoudite sur fond du soutien apporté par la RAU à la révolution yéménite.

Au 28 juillet, la Jordanie a reconnu la République Arabe du Yémen. Au 26 mai, un accord de coordination de l'unité entre l'Irak et la RAU a été signé et au 13 juillet un accord similaire a été conclu entre la RAU et le Yémen.

Sur le plan militaire, le commandement arabe unifié, a été mis en place, les sommes nécessaires aux renforts militaires en Syrie, en Jordanie, en Irak et en Arabie Saoudite, ont été fixées.

Les questions clés inscrites à l'ordre du jour du deuxième sommet étaient le renforcement de la défense conjointe et l'adhésion de tous les pays arabes au traité de la défense commune.

---

10 –La guerre des Sables: est un conflit arme entre le Maroc et l'Algérie déclenché en octobre 1963 à cause des problèmes frontaliers qui ont duré pour quelques jours. Les combats cessent le 5 novembre suite à une médiation de la Ligue Arabe et de l'Organisation de l'Unité Africaine: Celle-ci a mis au point un cessez-le-feu définitif le 20 février 1964 à Bamako au Mali, laissant une tension chronique dans les relations maroco-algériennes.

11-L'Egypte a décidé de soutenir l'Algérie dans la guerre des Sables. En juillet 1963, Le Caire a accueilli le politicien opposant marocain al-Mahdi Ben Baraka et en octobre de la même année les autorités marocaines ont fermé le QG de la mission culturelle égyptienne à Rabat et à Fas.

"L'autorité d'exploitation du fleuve du Jourdain et de ses affluents" a élaboré les projets exécutifs en Jordanie, en Syrie et au Liban. Les travaux définitifs des projets devraient être exécutés fin 1966.

Quant à l'entité palestinienne, Ahmad al-Chokeiri a représenté la Palestine à la Ligue Arabe. Le roi Hussein a inauguré le congrès palestinien le 28 mai, et lors duquel, il a annoncé l'établissement de "L'organisation de la Libération de la Palestine" et al-Chokeiri a été élu président de l'OLP.

Lors du même sommet, l'accord sur l'unité économique et la création de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) a été signé.

D'autre part, le commandant général du "commandement arabe unifié, Ali Amer a avancé un rapport dans lequel il a indiqué que la probabilité d'une agression israélienne sur n'importe quel pays arabe voisin est forte jugeant indispensable la préparation pour la confronter. Il a demandé l'augmentation des effectifs des forces terrestres et aériennes ainsi que la mobilisation et la préparation des troupes dans les pays voisins d'Israël avant d'entreprendre les opérations du détournement de l'eau du Jourdain.

Lors de la deuxième séance confidentielle le 6 septembre, les surenchères ont commencé de la part de la délégation représentant le régime syrien comme suit :

Amin al-Hafez <sup>233</sup>:"Lors du dernier sommet, le commandement arabe unifié a été chargé de mettre au point un plan et de l'exposer aux rois et chefs d'états, dont l'objectif essentiel était l'élimination d'Israël"!

Nasser : "Nous avons révélé au premier sommet, les motifs pour lesquels ce sommet a été convoqué...lorsque j'étais informé des procès-verbaux des chefs d'Etat-major des armées arabes, j'ai senti que la cause palestinienne sera perdue et que l'action arabe commune n'est plus puissante, mais les débats qui se sont déroulés dans ces réunions ont prouvé que les Arabes sont incapables d'œuvrer dans leurs frontières de peur d'Israël!"

---

12- Président syrien élu du parti Baas syrien.



J'ai expliqué les raisons de tout cela lors de ces réunions, disant que les différends interarabes en étaient à l'origine et j'ai effectivement senti qu'on doit œuvrer rapidement pour rendre possible l'action arabe commune afin de pouvoir défendre tout pays arabe qui pourra être exposé à l'agression.

"L'objectif de la convocation à ce sommet était de renforcer la défense arabe contre toute agression de la part d'Israël; donc cette période est celle du renforcement de la défense arabe. Il n'ya rien qui nous empêche de discuter de l'élimination d'Israël, mais cela aura une autre évaluation.

Je n'ai pas annoncé devoir se réunir pour empêcher le détournement de l'eau du Jourdain, il ne s'agit pas là d'une agression et des moyens de l'empêcher, mais il s'agit plutôt d'une lacune dans la défense de nos frontières, de manière à ne pas pouvoir y œuvrer!

Avant de parler d'une attaque nous devons avoir une confiance totale en notre capacité à se défendre! Je pense que celle-ci est la première étape vers laquelle notre recherche à confronter Israël doit s'orienter, et ensuite on peut examiner, planifier et calculer le nécessaire pour l'éliminer".

Al-Hafez : "Seulement J'ai cru qu'un plan doit être élaboré dans un calendrier déterminé pour éliminer Israël de l'existence, nous nous attendons à ce que ce plan soit présent et examiné dans un ou deux ans! Nous ne sommes pas venus pour raffermir notre défense mais pour mettre au point un plan de concert avec nos frères arabes pour empêcher Israël de faire détourner l'eau du Jourdain, par les moyens politique, médiatique et militaire".

Nasser : "La Ligue Arabe réclame depuis les années 60, le détournement des affluents du fleuve et la formation d'un commandement arabe unifié. Des réunions des conseils militaires et politiques ont eu lieu sans rien réaliser, rien n'a été pris pour empêcher Israël de détourner le fleuve!

Le débat s'est déroulé sur le détournement des affluents et la formation du commandement arabe unifié de 1960 à 1963.

Lorsque les chefs d'Etat-major des armées arabes se sont réunis, les délégations syrienne et libanaise ont dit ne pas pouvoir détourner la Baniyas, parce que cela pourrait pousser Israël à

occuper leur pays! Donc le sujet ne devient pas l'interdiction d'Israël de détourner l'eau du Jourdain mais il est devenu notre capacité à se déplacer dans nos frontières! Il était évident après la lecture des procès-verbaux des réunions des chefs d'Etat-major des armées arabes, que nous ne serons capables à se déplacer dans nos frontières à moins qu'il n'y ait une chose conduisant à une action arabe commune; autrement dit, les armées arabes limitrophes d'Israël - l'Irak, la Syrie, la Jordanie, le Liban et la RAU - doivent avoir un seul commandement.

Sur ce fondement, nous avons commencé à rechercher et à convoquer au sommet, et nous n'avons pas mentionné dans l'invitation, le fait d'éviter le détournement l'eau du Jourdain parce que cela exige une offensive. Comment pouvons-nous la faire et en même temps nous prévenons de tout acte légitime dans nos territoires pour ne pas être confrontés à Israël qui pourrait occuper ces terres ?!

Donc dans l'action militaire notre premier devoir est d'être capable à œuvrer librement dans nos frontières, à arrêter toute agression israélienne et lui adressé une contre attaque. Maintenant après la formation du commandement unifié, nous examinons si pouvons-nous détourner les affluents? Si pouvons nous renforcer la défense arabe? Si les sommes collectées sont suffisantes ou non? Tout ceci a été décidé lors du dernier sommet et cela n'empêchera pas du tout d'examiner une évaluation totale de la situation pour savoir comment les pays arabes peuvent-ils éliminer Israël".

Al-Hafez : "Nous avons consenti le détournement de la Hasbani dans le passé sur fond de la présence d'un plan pour faire disparaître Israël conformément à un calendrier déterminé! Mais si la question est de détourner la Baniyas et la Hasbani et de gaspiller les fonds, notre avis sera ainsi différent! L'armée syrienne ne craint du tout Israël!"

Nasser : "Il y a toujours une crise de défiance dans le monde arabe et on doit s'en débarrasser. Si Israël sent que nous mènerons une action arabe collective, une fois elle agresse le Liban, la Syrie, la Jordanie ou la RAU, elle pensera plusieurs fois avant d'y procéder. Quelle est la force de dissuasion pour

Israël? Rien ne peut dissuader Israël que l'action arabe commune. Donc nous avons besoin de déterminer notre objectif et notre chemin de régler la crise de confiance marquant notre débat".

Lors de la 4e séance confidentielle du sommet arabe au 7 septembre, Nasser a parlé comme suit : "Je vois qu'avant de poursuivre les débats, nous devons fixer notre objectif, les débats ont dévoilé des points de vue et des interprétations dissemblables des résolutions de la première session du conseil des rois et des chefs d'Etats. Nous pensons avoir décidé lors de la première session le renforcement des forces des pays arabes limitrophes d'Israël pour qu'ils soient aptes à confronter toute agression israélienne et en même temps aptes à la repousser par des attaques.

La première résolution du conseil des rois et des chefs d'Etats comprend deux paragraphes stipulant que l'établissement de l'Etat d'Israël constitue le danger principal sur lequel la nation arabe est unanime, et cela est consenti par nous tous; et qu'Israël représente un danger menaçant la nation arabe, raison pour laquelle les pays arabes doivent mettre au point les mesures nécessaires pour remédier aux côtés économique, politique et médiatique sans mentionner le côté militaire".

Nasser a ajouté : "Je me rappelle lorsque nous avons discuté de ce paragraphe et évoqué, lors de cette réunion, le côté militaire et nous avons exclu que le communiqué l'aborde, même si les résultats escomptés ne sont pas réalisés par l'action politique, économique et médiatique; la préparation d'une action militaire collective était le dernier moyen pratique pour anéantir Israël complètement.

A mon avis je comprends que notre premier objectif est de poursuivre la défense et de sauvegarder les projets du détournement des affluents pour empêcher Israël d'utiliser l'eau du Jourdain qu'il détourne maintenant et de l'éviter d'aller loin dans sa politique d'expansion.

Mais l'objectif lointain auquel nous pensons tous depuis 1948 est l'élimination d'Israël et la récupération des terres palestiniennes.

Nous devons déterminer notre objectif et même s'il ya plusieurs objectifs, nous devons les classer premier objectif; deuxième objectif et troisième, puis les examiner pour que cette réunion contribue à des résultats positifs."

Lors de la 5e séance confidentielle du même jour, le débat s'est déroulé comme suit; en réponse aux propositions de la délégation syrienne; les renforts militaires seront considérés comme point de départ d'un plan définitif pour éliminer Israël dans le future proche.

Nasser : "Lorsque nous nous sommes réunis au premier sommet, aucune action arabe collective ou militaire unifiée n'était disponible, nous avons entrepris cela en janvier 1964, avant ca, les réunions étaient lettre morte! L'action arabe commune a commencé par la formation d'un commandement arabe unifié et la nomination d'un commandant général. Celui-ci a été chargé de détourner les affluents du fleuve et de renforcer la défense arabe. C'est le premier objectif, comment pourrons-nous attaquer avant d'accomplir notre capacité défensive?! Une somme de 150 millions de livres sterling a été réservée à cet objectif.

Nous devons ensuite évaluer les besoins de la deuxième phase et discuter du renforcement de la défense, après son élaboration par le commandant général des troupes arabes unifiées, cela pourrait avoir lieu après un an ou 100 ans"!

Une voix s'élève : "Après 100 ans, la Palestine sera perdue"!

Nasser : "certainement tous souhaitent que nous soyons capables, après trois ou quatre ans, à s'engager dans cette bataille mais il y a des obstacles que nous savons tous, mais si l'action arabe unifiée avance sur le bon chemin, nous aurons la suprématie".

Une voix s'élève : "Nous voulons adopter l'anéantissement d'Israël comme objectif évident et s'accorder sur cet objectif"!

Al-Hafez : " Nous ne sommes intéressés ni de la guerre des nerfs ni d'autrement."

Nasser : "La RAU ne fait pas partie de la guerre des nerfs ni des manœuvres, la preuve est que nous ne voulons pas achever ces réunions qu'après la réalisation d'une pensée unifiée. Nous pouvons ignorer les propos de la délégation syrienne et

poursuivre notre chemin, mais nous avons senti que cela sera dangereux parce que nous avons senti que les pays viendront à la prochaine réunion sans se mettre d'accord encore une fois. Si le frère Amin nous signifie par la guerre des nerfs! Nous avons une bonne intention et nous voulons voir l'entente parfaite s'installe entre nous pour pouvoir poursuivre le chemin."

Lors de la huitième séance confidentielle, Amin Hafez a approuvé l'objectif avancé par la RAU.

Celle-ci a proposé l'application de toutes les décisions du sommet des rois et des chefs d'Etats arabes sur tous les volets technique, politique et économique avec en tête les projets arabes visant à exploiter l'eau du Jourdain et ses affluents.

La réalisation de l'objectif national et définitif de la libération de la Palestine exige l'accomplissement de la force arabe commune et la mobilisation de toutes les énergies militaire, économique et politique; la mise au point par le commandement général unifié d'un plan détaillé pour réaliser cet objectif incluant tout les équipements, les fonds et le temps nécessaires. La réalisation de cet objectif exige de même que chaque Etat montre l'aide humain et financier qu'il peut avancer pour accomplir la préparation des troupes des pays arabes limitrophes d'Israël, lesquels ont besoin de cette aide.

Une voix s'élève : "modification de la proposition avancée par la RAU...un objectif national et définitif qui est celui de l'élimination d'Israël sera modifié en un plan élaboré et avancé au conseil de la défense commune ou le conseil des rois et des chefs d'Etats, dans lequel une durée maximale soit fixée pour éliminer Israël".

Nasser : "Ceci est mentionné dans la proposition faite par la RAU".

Une voix s'élève : "la durée"?

Nasser : "La durée dépend aussi des potentialités et de la capacité, je pense que l'évaluation du commandant général englobera des solutions d'interopérabilité."

Une voix : "Nous chargeons le commandant militaire d'évaluer la situation en cas d'attaque et pas de défense".

Nasser : "Remarque de point de vue forme... Nous avons fait une proposition laquelle a été approuvée, la délégation syrienne a ensuite avancé une proposition liée aux forces et au plan, puis la délégation tunisienne a de même avancé une proposition ayant trait à un corps politique qui aura pour tâche de cristalliser le danger israélien, celui-ci doit être issu du sommet arabe et le remplacer dans les sessions successives et par conséquent nous serons ainsi régler un long différend daté du premier sommet jusqu'à l'actuel".

Nasser a rédigé des remarques sur le sommet arabe et ses décisions... en voici le contenu "la première session du conseil des rois et des chefs d'Etats arabes, était un tournant dans l'action arabe commune.

Le renforcement de la défense arabe : les pays arabes assument la responsabilité de défendre la région et de renforcer les armées de tous les pays arabes y compris celles des pays limitrophes d'Israël.

L'autorité d'exploitation de l'eau du Jourdain et de ses affluents : celle-ci aura pour mission de planifier, coordonner et observer la réalisation des projets arabes y afférents (6, 250,000 de livres sterlings), les projets d'investissement à long terme (65 millions de livres sterlings). En ce sens, les études détaillées de certaines parties du projet étaient prêtes pour commencer la mise en œuvre des projets en Syrie, au Liban et en Jordanie)."

Le communiqué du sommet arabe a stipulé à l'unanimité, la détermination de l'objectif national de la libération de la Palestine de la colonisation israélienne, salue l'établissement de l'organisation de la Libération de la Palestine (OLP) et l'a adoptée comme représentant du peuple palestinien et s'est félicité de la formation de l'armée de la libération de la Palestine. Le sommet a rendu hommage à la lutte du peuple arabe dans le Sud occupé et Oman contre la colonisation britannique et décidé de lui avancer des aides pour s'en débarrasser. Et enfin, le sommet a approuvé la coopération arabe

en matière de recherches atomiques au service des fins pacifiques<sup>234</sup>.

En fait, ce sommet a réussi comme le premier, et ce en dépit de la position du Liban qui a refusé l'accès des autres troupes arabes dans ses terres pour l'aider à accomplir sa capacité de défense contre toute attaque de la part d'Israël lorsque les travaux exécutifs des projets arabes d'exploitation de l'eau du Jourdain commenceront.

Nasser a pensé qu'il faut accepter le point de vue libanais et ce en dépit du mécontentement de certains participants au sommet vis-à-vis des réserves affichées par le Liban. Selon lui, la question était, d'abord et avant tout, l'arabisme du Liban et l'importance de le sauvegarder et de lui permettre une croissance naturelle sans pressions ni contraintes.

Bien que plusieurs gens se sont attendus à ce que le sommet arabe se transforme en heurt entre les pays possédant le pétrole et ceux qui ne le possèdent pas, mais le pétrole, n'étant pas prêt pendant cette période, à exercer son rôle complètement, il a commencé au moins à être conscient de son rôle dans la bataille<sup>235</sup>.

3 – Troisième sommet arabe du Casablanca du 13 au 17 septembre 1965

Ce sommet a été aussi tenu dans un climat arabe tendu en raison de la cause palestinienne; les Syriens vont jusqu'à demander l'élimination d'Israël dans l'avenir proche et Bourkeiba appelle à une réconciliation avec Israël et à la renonciation à tous les droits arabes en Palestine<sup>236</sup>!

Cela a poussé Nasser à déclarer, lors de sa visite à Moscou en août 1965, avant le sommet arabe : "Si les offres concurrentes et les surenchères sur la cause palestinienne ne s'arrêtent pas, la RAU sera ainsi contrainte à se retirer de la politique des sommets arabes! Assumant seule, si c'est nécessaire, la

---

13-Texte des décisions du deuxième sommet arabe d'Alexandrie du 5 à 11 septembre 1964, joint au CD no.

14- Heikal dans sa rubrique "avec franchise" au quotidien al-Ahram. Le 18 septembre 1965 "sur la conférence...et après la conférence", référence antérieure.

15- Le 3 mars 1965, le président Habib Bourguiba a appelé les réfugiés palestiniens à renoncer à la passion et à reconnaître la résolution de l'année 1947 sur le partage des terres palestiniennes avec Israël. Le 28 avril 1965, le gouvernement tunisien retire le personnel de son ambassade au Caire.

responsabilité historique envers la lutte arabe avec en tête la cause palestinienne<sup>237</sup>.

En dépit des obstacles, le sommet du Casablanca, présidé par Nasser, qui a exercé son rôle sans courtoisie ni embarras, a réussi!

Il a pu, lors d'une séance du sommet, à collecter plus de 100 millions de livres sterlings supplémentaires, dont la grande partie a été assumée par les pays pétroliers et ce en réponse des demandes de Ali Amer, le commandant général du commandement arabe unifié, pour renforcer la défense arabe en faveur de la Jordanie, la Syrie et le Liban.

Une surprise s'est produite en Irak, dix jour avant la tenue du sommet, Aref Abdel Razeq<sup>238</sup> a mené un coup d'Etat contre Abdel Sallam Aref lors de sa présence à Rabat, cela s'est ajouté aux problèmes que le sommet doit affronter.

Le sommet a promulgué la charte de la solidarité arabe qui s'est axée sur la conduite des medias arabes et a stipulé la suspension des campagnes de diffamation entre les pays arabes<sup>239</sup>. Les autres résolutions du sommet poursuivent les accords convenus par les rois et les chefs d'états lors des deux sommets précédents, notamment en ce qui concerne la cause palestinienne sur les plans politique, militaire et économique en sus du soutien du panarabisme dans le sud arabe occupé.

Nasser savait, en convoquant au premier sommet arabe, qu'il ne peut pas éliminer les contradictions ni suspendre le conflit entre la progression et le réactionnaire dans le monde arabe. Et en même temps, il est bien connu qu'Israël et l'Occident n'ont pas favorablement accueilli l'OLP qui est le fruit du premier sommet en sus ils ne sont pas satisfaits de la formation du commandement arabe unifié et des plans d'armement arabe.

---

16- Heikal dans sa rubrique "avec franchise" au quotidien al-Ahram le 17 septembre 1965 "Depuis la rive de l'Océan à l'ouest", référence antérieure.

17- Aref Abdel Razeq, premier ministre irakien en 1965.

18- Texte de la charte de la solidarité arabe, le 15 décembre 1965, joint au CDno.

19- Conférence de presse de Nasser avec une délégation de journalistes irakiens au palais al-Koba, le 18 février 1966, référence antérieure, partie 3, pages 32 a 48, référence antérieure.

20- Discours de Nasser dans un meeting populaire à Damanhour, le 15 juin 1966, référence antérieure, partie 3, pages 211 a 235, conférence islamique page...du livre.



Nasser est arrivé à la conclusion que "le réactionnaire a profité de l'apaisement comme résultat des sommets arabes, mais aussi la cause palestinienne a profité du plan d'action arabe unifié en faveur de la Palestine"<sup>240</sup>.

En 1966, les prémices d'un heurt ont commencé à émerger de nouveau, avec l'échec de la coexistence entre forces progressistes et celles rétrogrades dans le monde arabe. Nasser a senti ne pas être soulagé à l'unité des rangs à la lumière du réactionnaire qui commercialise la religion islamique sous le nom de la conférence islamique. Son avis était qu'il s'agit d'une opération politique visant à placer le monde arabe dans les zones d'influence coloniales et qu'elle est orientée principalement vers la RAU<sup>241</sup>.

En même temps, le réactionnaire arabe – sous la conduite du roi Fayçal, a conspiré contre la révolution du Yémen et ce en dépit des sommets arabes ce qui a poussé Nasser à menacer d'attaquer les bases de l'agression; le réactionnaire arabe a comploté aussi contre la révolution du Sud arabe avec la complicité des Britanniques.

Nasser a dit : "Donc, le réactionnaire a exploité l'occasion des sommets arabes pour comploter contre les puissances nationales arabes...il faut donc examiner si ces sommets ont-ils réalisé leur objectif ?...Nous nous sommes demandés est ce que le fait d'assister au sommet dans ce climat est utile?"

Nous ne pouvons pas rester avec ces puissances rétrogrades dans des prochains sommets, sinon, nous leur donnons une réhabilitation en dépit des accusations adressées à leur encontre. Cela signifie que la RAU n'assistera au prochain sommet, mais cela ne signifie pas que nous nous sommes retirés de tous les sommets. Nous avons demandé aux pays arabes...d'ajourner sine die le prochain sommet...nous coopérerons ensuite avec ceux qui nous partagent le même objectif<sup>242</sup>.

Le quatrième sommet arabe aurait du se tenir en Algérie en septembre 1966, mais il a été reporté sine die.

---

21-Discours de Nasser a l'occasion du 14e anniversaire de la révolution, stade d'Alexandrie, le 26 juillet 1966, référence antérieure, partie 3, pages 274 a 289.

Cinquièmes : Les efforts unionistes arabes...l'unité tripartite:  
Pendant le période ayant succédé la sécession entre la Syrie et l'Egypte, plusieurs tentatives individuelles et officielles ont eu lieu pour rétablir l'unité entre les deux pays dont premièrement l'arrivée d'un groupe d'officiers syriens en Egypte le 14 et 29 janvier, le 3 février et le 23 avril 1962 essayant de convaincre Nasser de reprendre l'unité. Mais ils se sont trouvés incapables devant la détermination de Nasser à entreprendre le rétablissement de la situation en Syrie surtout le contrôle du pouvoir par le parti Baas hostile à l'Egypte.

Après le succès réalisé par la révolution irakienne le 8 février 1963, la Syrie et l'Irak ont initié la demande de l'unité tripartite avec l'Egypte; des entretiens ont eu lieu entre les leaders des trois pays au Caire...mais cet objectif n'a pas été réalisé à cause du parti Baas qui est en tête du pouvoir en Syrie et en Irak.

Après la signature de la charte du 17 avril, les Baasistes syriens et irakiens l'ont invalidée et ont repris l'hostilité éprouvée à l'égard de l'Egypte ainsi que la politique offensive, jusqu'à l'accession au pouvoir de Abdel Sallam Aref en Irak; Ils ont ensuite œuvré pour former la direction politique unifiée entre eux et l'Egypte. Plusieurs réunions ont eu lieu du 14 septembre 1964 jusqu'au 27 novembre 1966 pour réaliser cet objectif.

1 - Initiatives préliminaires:

A - Réunions de Nasser avec les officiers syriens :

Le 14 janvier 1962, Nasser était surpris de l'arrivée d'un groupe d'officiers syriens secrètement au Caire, réclamant l'unité avec l'Egypte! Nasser les a rencontrés et a discuté avec eux de la conjoncture en Syrie et le contrôle de la situation par le

réactionnaire et sa tendance à liquider les éléments nationaux au pouvoir et dans l'armée. La conversation a porté sur l'expérience précédente de l'unité avec la Syrie, Nasser a dit en ce sens : " C'était une expérience rare, aucune unité ne s'est jamais réalisée entre les Arabes, raison pour laquelle le rétablissement de cette unité n'est pas du tout une opération facile...c'est extrêmement difficile, l'unité en tant que slogan est sympa mais l'application est difficile!

En plus, l'unité a une signification sociale, vu la révolution sociale et le rôle social qui existent dans le monde arabe, raison pour laquelle l'unité aura toujours des ennemis du côté des politiciens chevronnés, des capitalistes, des féodaux du colonialisme et de ses partisans; les Etats Unis, la Grande Bretagne, la France et tout l'Occident.

Mais le nationalisme arabe en tant qu'unité entre les peuples, peut frayer la voie à l'unité arabe...pour assurer la réalisation de l'unité, il faut qu'il y ait un pouvoir national, en plus, l'unité qui sert l'impérialisme est catastrophique! L'impérialisme et Hussein Nouri al-Said prônent l'unité, mais pourrions-nous accepter une unité servant l'impérialisme?!

Nasser a indiqué : "Une apostasie régionale violente existe aujourd'hui en Egypte! On doit tirer les leçons de l'unité antérieure". Il s'est demandé : "...Quels sont les éléments nationaux dans le monde arabe? Peu nombreux, mais les réactionnaires sont présents et organisés de père en fils, les nationaux existent mais ne sont pas organisés! La puissance du politicien, du Féodal ou du capitaliste est l'argent, qui est plus fort que le char et qu'il peut être utilisé chaque jour, chaque heure et chaque minute, c'est une arme continue et l'arme des éléments nationaux est la Daawa et la parole!

Pour éradiquer le réactionnaire, il faut changer la société, c'est difficile parce que cela signifie des scissions et des batailles, la manière de distribuer la fortune, c'est ce que nous en train de faire en Egypte".

Nasser a dévoilé la situation en Syrie disant ... "Le parlement est réactionnaire de 80 à 90% donc les éléments nationaux renforcent les éléments réactionnaires, les aident à réaliser leur

intérêt. La décision annulant la nationalisation en Syrie signifie que le réactionnaire est à son apogée et veut gommer tout, qui les soutient? Où sont les éléments nationaux?! Plus que le réactionnaire devient puissant plus qu'il creuse une tombe pour les éléments nationaux! Le capitalisme a toujours pour arme les élections, les éléments nationaux ne peuvent pas remporter la victoire, seuls les éléments bourgeois et féodaux peuvent les remporter avec l'aide du capital".

S'adressant aux officiers syriens, Nasser leur a expliqué son point de vue dans de telle circonstance : "en tant qu'éléments nationaux, je suis soucieux de voir la ligne nationale en Syrie se fortifier parce que cela n'aura pas d'impact seulement sur la Syrie mais aussi sur l'Egypte raison pour laquelle mon avis était que le slogan devrait être premièrement un pouvoir national sur lequel tous les gens sont unanimes mais le slogan de l'unité est discutable à cause des erreurs du passé".

Et d'ajouter : " Il y a une injustice sociale en Syrie. Al-Koutly m'a dit qu'il n'y a pas de féodalisme en Syrie! Mais pour moi la Syrie concrétise le modèle le plus évident du féodalisme et du capitalisme! Cette contradiction sociale contribue à ce qu'une classe monopolise et je pense qu'on peut réaliser l'unité en Syrie par un pouvoir national.

La nature de la Syrie est très difficile, le fait de s'accorder sur un avis est difficile et la sécession a torpillé l'idée de l'arabisme. Les problèmes dont souffre la Syrie me gênaient, il s'agit là des problèmes d'ordre économique, rapports entre les gens...etc.

Ces problèmes dépassent de dizaines de fois ceux de l'Egypte. La Syrie est la clef de tous les Arabes du fait qu'elle regroupe la Turquie, le Liban, Israël, la Jordanie et l'Irak. Raison pour laquelle, le conflit en Syrie est violent surtout que le peuple syrien est difficile. L'histoire fait connaître qu'il y avait toujours un plan pour l'éliminer et la diviser, ce plan existe toujours, pour la faire intégrer dans une autre entité partisane"!

Lorsque les officiers syriens ont demandé de coordonner les vues avec l'Egypte, Nasser a dit avec insistance : "c'est premièrement l'unité de but qui nous conduit à réaliser cet objectif, nous ne pourrons pas réaliser l'unité que par le biais

d'un pouvoir national, l'unité avec un pouvoir rétrograde est impossible! Puis nous devons profiter de nos erreurs du passé avant de prendre l'affaire émotionnellement, il faut raisonner<sup>243</sup>.

Les officiers syriens se sont réunis encore une fois avec Nasser le 29 janvier 1962 et lui ont posé une question directe..."ca sera possible de former une unité? Quel est selon vous le temps nécessaire pour réaliser cet objectif"?

Nasser a répondu..."Il faut qu'il y ait de la clarté pour que je soulève avec vous ce sujet, il s'agit d'une question du sort...le sort de la nation arabe toute entière et celui aussi du nationalisme arabe. A mon avis, perdre l'idée du nationalisme signifie la division des Arabes et leur élimination du principe".

Nasser s'est demandé..."comment imaginons-nous l'unité? L'unité est elle entre deux Etats ou un seul? Avec le Yémen, l'unité était entre deux Etats, avec la RAU, l'unité était un seul état c'est pour cela, il y avait la RAU et l'union des pays arabes.

L'expérience n'était pas réussie avec la RAU sinon, nous n'aurons pas pu parvenir à ce résultat, si l'expérience avait réussi, nous ne nous étions pas séparés"!

Et d'ajouter : "Quelle est la situation du socialisme? Aujourd'hui par exemple, ils annulent les décisions ayant trait au socialisme! Le gouvernement était cohérent avec la société quinquennale en plus les réactionnaires n'hésiteront pas à déclarer la guerre au régime! Le retour du régime républicain [comme l'ont proposé certains officiers] soulèvera des problèmes et aura des comptes et des difficultés au vu de la situation prévalant dans le monde arabe.

L'armée [en Syrie] est pro-gouvernemental ou indépendant? Y aura-t'il un pouvoir national ou non? Quel est l'objectif que nous voulons réaliser? Quel est l'objectif de votre part? C'est seulement l'unité? Ou l'unité et la justice sociale? Ou l'établissement d'une société socialiste, démocratique et libérée de tout genre d'exploitation politique, sociale et économique?

---

22- Procès-verbal de la première réunion de Nasser avec les officiers syriens, le 14 janvier 1962, joint au CDno.

Je soulève tous ces points parce que l'objectif est lourd et le processus est dur, une fois cette république verra le jour, tous les blocs et les forces hostiles se rassembleront."

Et devant l'insistance des officiers syriens à ce que l'objectif est la formation de l'unité sur des fondements étroits tout en profitant des erreurs du passé, Nasser a répondu : "c'est un point réglementaire et facile à être réalisé. Mais le deuxième point est d'ordre social et il est important; nous ne pouvons pas former une république socialiste et capitaliste et en même temps s'unir avec un autre Etat communiste!

S'il n'y aura pas d'unité basant sur un régime social liant tous, la situation sera déstabilisée. Ce sont nos principes qui nous donnent la force et non pas l'armée ni les flottes; c'est ça la différence entre le message et le professionnalisme<sup>244</sup> .

Concernant ces deux réunions confidentielles entre les officiers syriens et Nasser, celui-ci a commenté la première réunion disant ... "Le minutage : Il faut calculer la situation par la raison, l'enthousiasme et la passion viendront en second lieu.

La forme : concernant la proposition ayant trait à la formation en premier lieu d'une unité politique et militaire et l'ajournement des questions économiques, quelle est la différence entre politique et sociologie? Entre politique et économie? Pourrions-nous séparer entre politique et économie?! La politique et la sociologie sont une seule chose, la politique n'est pas la police, l'armée ni la magistrature...

Le risque : L'unité comporte des grands risques pour vous aussi bien que pour le nationalisme et l'arabisme. L'unité devrait être forte et non simplement une image, il faut qu'il y ait aussi une confiance parce que nous avons le même sort.

L'essence des lois socialistes : Une nette injustice sociale, un féodalisme et un capitalisme se voient bien en Syrie. Tous les politiciens et les féodaux reçoivent des prêts des banques! Les banques en Syrie ne sont que des succursales pour celles de Beyrouth même les dépôts de la compagnie d'assurance syrienne sont à l'étranger! La liberté de critique a été lancée, ce qui

---

23- Procès-verbal de la deuxième réunion de Nasser avec les officiers syriens, le 29 janvier 1962, joint au CD no.

signifie que le capital investi peut prélever les fonds des gens et les transmettre à l'étranger!

Le socialisme : un thème clé.

Comment organisons-nous l'action politique dans le pays? Il faut qu'il y ait un parti politique ayant un poids devant les sionistes. J'ai pensé à former un parti similaire à l'organisation du parti sioniste; un comité central ou un bureau politique au dessus du gouvernement qui discute de tout. Cela est important, parce que chacun de nous va s'éteindre et il faut qu'il y ait des organes politiques autres que le parlement et le gouvernement, ce parti regroupe tous les catégories politiques...

J'estime que le rétablissement de l'unité sera un grand gain pour la cause palestinienne, s'il y a des erreurs, on doit les éviter. On peut former une union de manière à ce que chaque province garde sa personnalité.

A mon avis, le régime doit compter sur des éléments unionistes qui admettent le socialisme et non des éléments réactionnaires. Il s'agit essentiellement dans ce sujet, de ne pas changer les décisions socialistes ni la reforme agraire".

Nasser a écrit après la deuxième réunion avec les officiers syriens...la position prise à l'égard des décisions socialistes aura un impact sur la situation en Egypte où la base populaire est pour l'unité et le socialisme!

Le deuxième thème clé est lié à l'armée...qu'elle doit faire partie de l'entité de l'Etat, il faut prendre soin des officiers qui sont Limogés de l'armée parce qu'ils sont unionistes et que la nomination du commandant de l'armée relève du pouvoir du président de la République.

Le régime : présidentiel et décentralisé...organisation politique...comité central disposant d'un grand pouvoir...

Quant à l'avenir : un régime collectif pour assurer la stabilité et la continuation. C'est la structure politique pour chaque catégorie qui manque le pays.

Les deux réunions de Nasser avec les officiers syriens n'ont pas abouti à un résultat réaliste, mais les incidents ont succédé dans le monde arabe de nature à renforcer le courant du nationalisme arabe face au réactionnaire et la sécession dont les partisans ont

pensé que la rupture entre la Syrie et l'Égypte avait dissipé tout espoir dans l'unité.

Qu'est ce qui s'est passé donc? En 1962, un coup d'état a eu lieu à Damas le 28 mars et une révolution s'est déclenchée au Yémen le 26 septembre.

Lors de la troisième réunion confidentielle entre les officiers syriens et Nasser le 23 avril 1962, celui-ci a évoqué l'expérience antérieure de l'unité disant : "J'ai mentionné dans la Ligue arabe que cette défaite ne signifie guerre un effondrement mais il devrait être un catalyseur pour le nationalisme arabe. L'Unité était une expérience dont on doit profiter aux échelons arabe et national.

Lors de la guerre mondiale, les plans étaient destinés à la division de la Syrie et jusqu'à maintenant la Syrie, demeure la clé primaire de la situation au Moyen Orient.

Après l'échec de l'unité, on doit recommencer, voire revivifier l'idée de nationalisme arabe encore une fois et former celle de l'unité arabe sur un nouveau fondement. J'ai pensé que la réalisation de l'unité en tant qu'objectif, durera cinq années, durant lesquelles nous résolvons les problèmes et posons les fondements pour parvenir à l'objectif escompté, raison pour laquelle j'ai appelé, le 4 février 1958, à une union et non une unité de sorte qu'un gouvernant général soit nommé dans les deux pays mais les Syriens s'y ont opposé, c'est pour cela, j'ai craint de l'expérience vu ses difficultés.

Je pense qu'avant la formation de toute unité ou union, on doit tirer les leçons du passé, j'ai insisté à mentionner les erreurs, parce que c'est un sujet historique.

Le peuple est conscient, mais il a besoin d'un effort. Ils disent que l'idée du nationalisme a pris fin! Cela me blesse!"

Nasser a posé des questions sur le retour de la RAU avec une nouvelle forme..."Comment vont les choses? Qu'en est-il des politiciens, des partis, du gouvernement et du parlement? Puis une question principale sur le socialisme et les procédures socialistes est posée, aujourd'hui les lois sur les travailleurs et la nationalisation sont annulées! Quant aux réactionnaires? Qui n'ont pas cessé de combattre le nouveau régime"!



A propos de la restauration de la République, les problèmes, les difficultés et les avantages, Nasser en a parlé, " Quant à la situation dans le monde arabe, la restauration de la république y provoque une secousse et renverse le trône! En sus du choc où seront les pays coloniaux et l'échec de leurs plans. La marée révolutionnaire arabe du Golfe vers l'Océan accéléra la réalisation des objectifs de la lute arabe".

Quant aux difficultés, Nasser a indiqué : "je ne crois pas aux élections du fait que je ne suis pas un professionnel de la politique mais j'appuie le nationalisme et le socialisme. Les propos, selon lesquels le socialisme prélève aux gens leurs argents, ont été dits et seront dits, pour éviter l'éradication de l'injustice sociale et l'établissement de la justice sociale que je considère de bienfait voire de droit.

Quant aux partis, les réactionnaires vont nous combattre par leurs fonds.

Une duplication du pouvoir entre le gouvernement et l'armée existe en Syrie, ce qui n'est pas correcte! L'armée relève-t-elle du gouvernement ou elle est indépendante? Ou c'est plutôt le gouvernement qui relève t'il de l'armée? Ce n'est pas normale, c'est illogique de former une unité et l'armée en Egypte appartient au gouvernement alors que le gouvernement en Syrie, c'est lui qui appartient à l'armée! Cela signifie l'effondrement de l'Etat"!

Nasser a posé une fois de plus la question ... " quel est l'objectif de l'établissement de la république? Seulement l'unité? Ou l'unité signifie t-elle la réalisation d'une justice sociale et la création d'une société socialiste, démocratique et libre de toutes sortes d'exploitation politique, sociale et économique? Comment réalisons-nous cela"?

Nasser a mis en garde, encore une fois du bloc que les puissances réactionnaires et hostiles peuvent former, une fois la république est rétablie".

Et d'ajouter : "Le thème essentiel est celui social, on ne peut pas établir une république socialiste et capitaliste! Parce que le régime social est le fondement et c'est l'unité du régime social qui établit la connexion de cette expérience...

Si nous faisons des compromis, nous risquerons de perdre notre capital! Nous avons nos principes qui nous donnent la force. La situation n'est pas facile, les choses devront être claires pour l'avenir, les forces hostiles sont très nombreuses. Le rétablissement de l'unité est une défaite morale pour Israël, les britanniques, les communistes, les chrétiens au Liban, en Irak, en Jordanie, en Arabie Saoudite et à l'Imam au Yémen"!

B- La réaction de Nasser à l'égard de la révolution en Irak:

Une révolution sanglante sous la conduite d'Abdel Sallam Aref, s'est déclenchée contre le régime d'Abdel Karim Kassem le 8 février 1963, celle-ci, regroupant des éléments du parti Baas, a exécuté les leaders du parti communiste.

Après moins d'un quart d'heure du déclenchement de la révolution irakienne, Nasser a demandé d'orienter toutes les capacités de la RAU au soutien de cette révolution<sup>245</sup>.

Comment la révolution s'est-elle déclenchée le 8 février 1963? Nasser a examiné cet incident lors de la réunion du conseil présidentiel disant : "la garde nationale- dont le nombre était 1000 - en était à l'origine. Des soldats pro-baas et d'autres nationaux y ont pris part. L'opération était restreinte au début; le soir ils ont appelé d'autres groupes autochtones parce qu'ils devaient commencer le matin, tous ces groupes y compris l'armée, ont appui l'opération et y ont participé.

Le parti Baas est fondé en 1952 en Irak, en 1955, ses membres était au nombre de 150 seulement. En 1958, avec le déclenchement de la révolution du 14 juillet, le nombre des membres a atteint 400 formant des cellules secrètes. Le Baas a été ensuite persécuté et plusieurs de ses membres ont pris fuite...

Lorsque la révolution syrienne s'est déclenchée le 8 mars 1963, un mois après celle de l'Irak et Sahah al-Bitar a été nommé premier ministre, des nouvelles ont été diffusées, selon lesquelles, Nasser veut que toutes les puissances sachent que la RAU s'interviendra militairement pour sauver la révolution syrienne au cas où elle sera exposée à une agression de

---

24- Heikal, al-Ahram, sa rubrique "Avec franchise", "feu<sup>110</sup> sous la cendre au Machrek", le 18 janvier 1963, reference anterieure.

l'extérieur, ceci intervient après les nouvelles circulées sur des activités politiques et militaires en Turquie et en Israël; la RAU n'a pas tardé à reconnaître la révolution syrienne<sup>246</sup>".

A propos des discussions avec les Syriens, Nasser a révélé au conseil présidentiel ... "Ils ont dit que Salah al-Bitar et Michel Aflaq devraient s'entretenir avec les Irakiens". J'imagine qu'un front sera formé en Irak sur le fondement d'un seul Etat ayant une seule souveraineté régionale.

Les éléments ayant participé à la révolution irakienne, ont représenté toutes les catégories du peuple irakien; l'hétérogénéité a été remarquée sur la formation du gouvernement de la révolution ! Le vice-premier ministre était nommé des Kurdes puisque les problèmes intérieurs de l'Irak sont nombreux et la plupart sont d'ordre sectaire.

A ce moment, le Baas syrien contrôlait l'Irak et l'armée syrienne était un Etat dans l'Etat; il cherchait à former une unité avec l'Irak sous le nom d'une direction collective".

A la réunion du conseil présidentiel le 13 février 1963, Nasser a demandé : "Quelles sont les probabilités"? Ajoutant... "A mon avis, des conflits sont prévus entre les dirigeants actuels, chaque côté cherchera à compter sur nous. Ils disent que notre appui à la révolution dès la première minute aussi bien que celui de Sawt al-Arab (la voix des Arabes) ont aidé à sa réussite...

Aujourd'hui, il y a une grande offensive de la part des journaux communistes [irakiens] contre le parti Baas et à mon avis, le peuple irakien n'acceptera pas ce qui est connu d'autoritarisme baasiste, et le côté populaire est important dans cette période.

Les baasistes ont des complexes avec nous surtout un complexe d'infériorité et Michel Aflaq n'as pas de popularité!...

Unité? Nous ne voulons pas l'unité avec l'Irak, parce que cela va nous agacer, nous voyons que la liberté est indispensable puis intervient le communisme et ensuite l'unité et cela est notre différend avec les Baasistes qui disent unité, liberté et communisme".

---

25- La référence antérieure, "Bienvenue et Paix sur Dar es-Salaam", le 15 février 1963, référence antérieure.

Et d'ajouter : "Nous ne devons pas adopter une position hostile à l'égard des Baasistes même s'ils sont fautifs, nous avons réagi de la sorte avec les autres... Seoud s'en est pris à nous pendant trois mois et nous avons riposté après cela! Ce fut le même avec Abdel Karim Kassem qui, faute de ne pas nous joindre, a subi ce sort, parce que le complexe d'avoir une personnalité indépendante la sépare du monde entier! J'ai tenté de la rencontrer et je lui ai envoyé quatre messages en ce sens, mais il a refusé"!...

Nasser a mentionné également, lors du conseil présidentiel... "Nous n'avons pas d'organisations dans les pays arabes, mais nous avons des contacts avec des gens qui ont aussi des contacts et des organisations et ces contacts sont menés loin de l'ambassade.

Nous avons appuyé la révolution irakienne sans savoir qui l'a déclenchée, nous avons aussi appuyé les principes du premier et deuxième communiqué. La révolution s'est déclenchée à 9:30 (heure de Bagdad), 10:30 (heure du Caire) et la Radio Sawt al-Arab l'a soutenue; nous avons changé tous nos programmes pour la supporter! Notre politique est d'appuyer les principes et non les personnes, quant à notre attitude de l'unité, nous voyons que la liberté vient en premier lieu puis le communisme et ensuite l'unité.

Une fois l'unité est établie entre la Syrie et l'Irak, Israël, l'occident et les sionistes s'y opposeront, pourquoi? Parce que la présence d'un Etat puissant donnant à la fois sur la Méditerranée et l'Océan indien, aura une grande importance stratégique.

Les problèmes sont considérables en Syrie et en Irak, à mon avis, nous devons appuyer cette unité et l'encourager...

S'ils cherchent à faire d'Abdel Sallam Aref un président "faiblard", nous avons choisi Mohamad Naguib pour nous servir de paravent, celui-ci, au nom duquel nous avons parlé lors de la révolution n'en sait rien. Je l'ai appelé au téléphone, il a répondu : qui? Et nous sommes allés chez lui, en décidant de ne lui rien dire à propos du coup d'Etat. Abdel Hakim et moi, nous avons resté chez lui pendant une heure. Il y avait des gens chez lui, raison pour laquelle, nous sommes partis. Nous avons resté

pour une certaine période au conseil du commandement sans Mohamad Naguib. C'est moi qui lui a demandé de venir, et il est venu; je lui ai dit lui avoir cédé le commandement de la révolution, il a répondu : Non...c'est votre droit...Un mois après, il a changé! Après cela il parcourait les journaux et les photos et il est devenu fou!

Aujourd'hui, c'est impossible qu'Abdel Sallam Aref devienne comme Mohamad Naguib. Abdel Sallam n'est pas baasiste mais il peut traiter avec eux sans cependant recevoir des ordres du vice-premier ministre. En plus l'armée peut contacter Abdel Sallam ou Taher<sup>247</sup>ou al-Bakr<sup>248</sup>...

Ils ont besoin de nous, le monde parle de la révolution irakienne comme elle était une victoire pour nous et cela pour nous est suffisant, les photos qu'ils font brandir sur les chars, c'étaient celles de Gamal Abdel Nasser! Personne ne leur a dit de faire cela.

Nous convenons avec le parti Baas dans nos objectifs mais ils ont un complexe qui n'est que Gamal Abdel Nasser!

Salah al-Bitar a dit à Abdel Hakim Amer : "Nous sommes prêts à coopérer avec toi mais non avec Abdel Nasser! Abdel Hakim lui a répondu : "Je ne peux pas travailler qu'avec Abdel Nasser"!

Nasser a parlé de la Syrie à ce moment disant : "La situation est chaude en Syrie, quelque chose y peut arriver, la révolution est un fait accompli et il n'ya pas aujourd'hui de gouvernement en Syrie"!

Pour rendre compte de la valeur de la révolution irakienne auprès du monde arabe dans le contexte historique auquel elle s'est déclenchée, un an et demi après la sécession entre la Syrie et l' Egypte, ou comme Nasser l'a décrit : "Dans les jours les plus difficiles, un grand espoir naît : la révolution irakienne, vient pour donner la force à la nation arabe après l'isolement qui lui a été imposé ...c'est une révolution progressiste".

Abdel Nasser a énuméré dans le même document ce qui suit : "Le haut barrage - la révolution du Yémen qui était comme les miracles...la lutte en faveur du progrès - la victoire de la

---

26- Taher Yehia : chef d'état major de l'armée irakienne.

27- Ahmad Hassan Al Bakr : premier ministre irakien.

révolution algérienne...l'expérience complète de la révolution socialiste...la réussite du lancement des missiles - la charte de l'action nationale...nous avons scandé les slogans progressistes - le peuple syrien a pu hausser sa voix".

Nasser a aussi écrit sur ..."le conflit entre puissances progressistes et trônes réactionnaires; les amis de l'impérialisme et les ennemis du socialisme...ils ont cru qu'après la défaite de la sécession, le nationalisme arabe révolutionnaire avec son contexte unioniste et progressiste-va se rétrécir!

2 – Les phases de l'unité tripartite :

A- La première phase des pourparlers : rapprochement entre la RAU et le régime syrio-irakien:

Lors du conseil présidentiel, le 24 mars 1963, Nasser a expliqué ce qui s'est passé :..."Après le déclenchement de la révolution irakienne, une délégation irakienne est arrivée au Caire, nous avons mené de longs pourparlers, dont l'objectif était de tracer les rapports entre les deux côtés, de manière à ce qu'aucune puissance, dans l'avenir, ne puisse créer un malentendu entre Le Caire et Bagdad et leur transforme en deux puissances qui s'entrechoquent ce qui peut affecter le monde arabe. Etant donné que le gouvernement irakien était baasiste; les pourparlers sont axés sur nos rapports avec le parti Baas en Syrie, la méfiance que nous éprouvons à son égard et le doute suscité vis-à-vis des incidents et des circonstances qui se sont produits. Les pourparlers ont de même porté sur la tentative de laisser à côté ce sujet et tourner la page avec les baasistes en Irak et nous estimons que ce sujet a abouti.

Le sujet de l'unité a été soulevé à ce temps là, ils ont dit avoir des problèmes quant à l'unité mais ils s'accordent avec nous dans l'unité de l'objectif. Nous avons mentionné : selon la charte...l'unité pour nous démarre de l'unité de l'objectif et nous accueillons favorablement cela...ils ont retourné et les relations sont devenues très bonnes après cela".

Nasser a ajouté : "La révolution s'est éclatée en Syrie<sup>249</sup>, de grandes puissances agissaient dans l'armée et à l'intérieur du pays de manière à ce que le gouvernement syrien est devenu

---

28-La révolution s'est déclenchée en Syrie le 8 mars 1963.

en fin de compte incapable de contrôler la situation autrement dit, le gouvernement a perdu toute puissance, tout prestige et tout respect et la situation s'est effondrée!

Une force dans l'armée, a discuté du changement de la situation, sans convenir d'une date! On a connu que toute l'armée participe à la révolution qui était très facile... mais elle a pris fin à Damas sans parvenir à un plan et sans évaluer ce qu'il faut le faire après cela!

Ils n'ont fait que publier un premier communiqué et prendre nombre de décisions dont la formation du gouvernement avec comme premier ministre Salah al-Bitar et un vice-premier ministre, Nehad al-Kassem. Des membres du parti Baas se sont rassemblés d'ici et delà, aucune combinaison n'a eu lieu. L'opération s'est déroulée dans les trois ou quatre premiers jours sans plan, puis ils ont proposé la formation d'un conseil révolutionnaire regroupant 50 membres de l'assistance"!

Nasser a ajouté..."Qui ont mené cette opération? Ils étaient tous des officiers unionistes à l'exception d'un seul baasiste qui y a pénétré!

Aux premiers jours, l'opération était une surprise pour tous les gens qui ne comprennent pas cet énigme ni ceux qui l'ont menée. On a annoncé qu'une délégation irakienne est partie pour la Syrie.

La délégation irakienne est arrivée en Syrie et c'était la première occasion pour que le peuple soit à l'accueil de la délégation irakienne de l'aéroport jusqu'à la résidence, c'était la première fois qu'un consensus se voit clairement sur l'unité immédiate et le retour de la RAU; les manifestations ont commencé à partir de ce jour.

La délégation irakienne n'a pas poursuivi son chemin vers le palais d'accueil mais elle s'est dirigée vers le ministère de la défense qui existe sur la route de l'aéroport. Le chef de la délégation irakienne Ali Saleh al-Saadi, vice-premier ministre irakien, a donné un discours dans lequel il a avancé trois propositions...

1 - la conclusion des accords entre les cinq pays; la RAU, la Syrie, l'Irak, l'Algérie et le Yémen; il s'agit là d'un accord de

sécurité mutuelle entre les forces des dits pays, au cas où les pays réactionnaires ou impérialistes fomentent un complot contre ces pays, leurs troupes ont le droit d'intervenir pour y protéger la situation interne.

2 - La conclusion d'un accord militaire entre les armées desdits pays...accord de défense conjointe.

3 - La formation d'un conseil suprême pour la coordination entre ces pays.

Nasser a commenté..."Nous avons été surpris par ces propositions c'était la première fois que nous les entendons à la radio! Ce qui a attiré l'attention sont les propos de Salah al-Bitar qui a répondu au même moment : "ces propositions existent effectivement dans l'esprit du commandement de la révolution que nous savons bien qu'il ne se réunit pas en raison de la difficulté de regrouper ses membres! Et d'ici était évident que le conseil ne peut pas prendre de décision du fait que celle-ci doit être approuvée par 50 membres! Et c'est impossible; rien ne s'est accompli à ce moment la! Des manifestations ont été organisées dans le pays pendant trois jours consécutifs, réclamant le retour de la république, ces incidents n'ont pas eu lieu en Irak"!

B- La deuxième phase : comment l'idée de l'unité tripartite a été cristallisée?

Nasser a indiqué lors de la même réunion du conseil présidentiel le 24 mars 1963 : "Une délégation regroupant le ministre irakien des affaires étrangères et des officiers irakiens, est arrivée à Damas. Nous avons débattu des principes déclarés à Damas, la délégation a demandé notre avis et si nous proposons leur modification de manière à promulguer un communiqué dans lequel nous annonçons l'adoption de ces principes et un deuxième communiqué, à promulguer en Syrie, dans lequel nous mentionnons les étapes à examiner pour établir l'unité entre l'Égypte, la Syrie et l'Irak". Qu'est ce qui s'est passé?

Nasser a ajouté : "Nous avons tenu deux réunions avec la délégation...dans la première nous avons demandé des éclaircissements et mentionné que nous n'avons pas aimé entendre ces propositions à la radio; parce que cela donne



l'impression - même pour les Algériens - qu'il y a une entente entre nous et vous sur ces questions et que nous les avons intégrés dans l'affaire sans prendre leur avis!

Ils nous ont informé de l'idée pour laquelle ces propositions ont été diffusées à la radio : "L'affaire n'a pas été arrangée, ces propositions ont été préparées à bord de l'avion même le conseil révolutionnaire en Irak n'en sait rien! Puis ils ont trouvé que les circonstances exigent cela pour protéger la révolution" et ajouté :

La situation est incontrôlable dans le pays où existent des réactionnaires, les officiers séparatistes se trouvent même dans l'armée, personne ne peut décider, le gouvernement se trouve impuissant, le conseil révolutionnaire ne peut pas se réunir et la situation est très grave en Syrie, raison pour laquelle ils se sont trouvés obligés à prendre ces décisions de la sorte"!

Notre réponse, a mentionné Nasser était : "...pour remédier à la situation en Syrie il ne faut pas prendre ce genre de décisions! Mais il faut prendre des décisions liées à l'élimination des éléments séparatistes de l'armée, à l'arrestation des réactionnaires et communistes, au jugement des responsables des incidents survenus après la sécession entre l'Egypte et la Syrie, à l'application des règles et des lois de ségrégation à l'égard des personnes qui ont concrétisé effectivement l'atrocité du réactionnaire et l'alliance avec le communisme".

Et d'ajouter : "La délégation est partie, le lendemain nous avons entendu à la radio des manifestations organisées en Syrie. La situation y était incontrôlable. Personne ne sait quel est évidemment le régime au pouvoir! Nous avons su à travers un communiqué lu par le commandant de l'armée qu'une délégation syrienne est attendue au Caire pour discuter de l'unité! Un deuxième communiqué confirme que l'avion de la délégation est dans l'espace aérien égyptien! Raison pour laquelle nous avons entrepris les préparatifs d'accueil de la délégation. Personne ne nous a donné aucune information sur la délégation! C'étaient les deux délégations irakienne et syrienne avec lesquelles nous avons tenu plusieurs réunions".

Nasser a commencé à expliquer ce qui s'est passé... "lors de la première réunion, le 14 mars 1963, on a demandé aux Syriens de mentionner les erreurs commises pendant la période de l'unité. Ils ont indiqué en bref des choses liées aux fonctionnaires et aux officiers égyptiens; qui ne leur font pas sentir de l'égalité! Nasser a commenté... "ont doit prendre cela en considération dans l'avenir".

Puis il a demandé... "qui gouverne la Syrie ou plutôt qui sont les membres du conseil révolutionnaire? Les Syriens ont indiqué que le conseil révolutionnaire regroupait nombre d'officiers unionistes qui ont lutté pendant la période de la rupture dont le nombre s'élève à 50 et ajouté avoir organisé des élections, avant d'arriver au Caire, et ils ont choisi 10 de ce groupe et 10 autres civils doivent les joindre."

Nasser a répondu... : "si le parti Baas gouverne la Syrie, nous n'avons aucune confiance en lui voire nous sommes sceptiques à son égard! Parce que nous considérons qu'il est responsable du crime de la sécession. Les ministres syriens, le jour où ils ont démissionné, ils se sont retirés de l'unité et tenté d'appeler certains ministres égyptiens pour les convaincre de résigner eux aussi<sup>250</sup>!

"Quant aux sujets liés à la Syrie: nous ne pouvons pas parler avec l'Irak à propos des sujets concernant la Syrie, nous pouvons parler de l'Irak avec les Irakiens, notre relation avec la Syrie diffère de celle avec l'Irak et ce en allusion aux cinq années de l'unité et ce compte doit être liquidé avant de s'accorder avec la Syrie sur quoi que ce soit et nous ne pouvons pas examiner ces sujets avec la délégation irakienne qui n'en sait rien mais c'est tout a fait normal d'en discuter avec les Syriens.

Raison pour laquelle nous refusons d'aborder des questions liées à la Syrie avec l'Irak, et cela ne signifie guère de baisser la valeur de l'Irak...mais plutôt une appréciation de la valeur du sujet dont nous parlons et qu'ils sont incapables d'en parler.

Quant aux propositions, notre réponse était comme suit...

---

29- Procès-verbal de la première réunion entre Nasser et les deux délégations irakienne et syrienne, le 14 mars 1963, joint au CD no.

1- Nous n'acceptons pas la première proposition afférente à l'intervention des armées, ce sujet est inadmissible pour l'armée égyptienne, parce qu'il signifie que nous n'avons pas confiance en notre armée et nous voulons appeler une autre armée de l'extérieur pour nous protéger! Et à mon avis, ces propos pour l'Irak et la Syrie, auront des interprétations comme si ces accords sont contre les armées [nationales]! Nous avons le droit de se servir des deux armées, égyptienne et syrienne, le 28 septembre, le jour de la sécession, quand même nous avons décidé de ne pas le faire bien que nous en ayons le droit puisque c'était l'armée d'un seul état et non deux Etats et il y avait un accord! Nous estimons que les inconvénients de cette proposition dépassent ses avantages et nous n'en sommes pas d'accord.

2 - Quant aux accords, nous sommes prêts à conclure des accords militaires avec l'Irak mais pour la Syrie, il faut qu'il y ait d'abord de coordination et d'arrangement en ce sens.

3 - Quant au communiqué, nous sommes disposés à publier un communiqué sur quoi que ce soit nos relations avec l'Irak mais nous ne sommes pas disposés à le faire quant à nos relations avec l'Irak et la Syrie"!

Nasser a poursuivi : "Lors de la deuxième réunion, le 15 mars 1963, nous avons mentionné qu'après la rupture, une charte a été élaborée dans laquelle, nous croyons en l'idée de la direction collective, l'égalité et de la parité dans l'unité. Mais pour mettre les choses sur la voie correcte, il faut parler des erreurs et d'évoquer franchement ce sujet".<sup>251</sup>

Nasser a posé une fois de plus la question de la première réunion... "nous voulons savoir qui gouverne la Syrie"? " Nous appuyons l'unité entre l'Egypte, la Syrie et l'Irak et nous la considérons même plus importante que celle entre l'Egypte et la Syrie, parce que pour la première fois depuis de 1000 ans, l'Egypte, la Syrie et l'Irak s'unifient et parce que cette unité est plus forte que celle du passé et son marché économique est grand.

---

30- Le discours en détail dans le procès-verbal de la deuxième réunion entre Nasser et les deux délégations irakienne et syrienne, le 15 mars 1963, joint au CD no.

Les Irakiens ont affirmé leur appui à cette unité tripartite et promis d'y participer "mais l'examen de ce sujet exige un ou deux ans"! Les Syriens ont été irrités par ces propos raison pour laquelle les Irakiens les ont retirés!

Le sujet du parti Baas a été soulevé une deuxième fois, nous avons indiqué : "si le pouvoir en Syrie est baasiste, l'unité se reposera sur trois axes; un axe entre Bagdad et Damas, et nous ne pouvons pas être là entre le marteau et l'enclume! Et la séance a été levée pour que les délégations puissent se concerter avec leurs gouvernements respectifs...

Après la séance; les officiers syriens ont insisté à promulguer un communiqué sur l'approbation de l'unité tripartite.

Ils ont dit : la situation en Syrie est instable et il faut promulguer ce communiqué. Nous avons indiqué : "Nous ne pouvons pas promulguer un communiqué sur l'inconnu"!

Ils ont répondu : "tout peut être réglé, de sorte que la majorité baasiste n'existe pas en aucun cas! Je n'ai pas accepté cela et je leur ai dit : "il s'agit là du sort et de l'avenir, et on ne peut pas décider en reposant sur des propos de cette façon parce que nous pensons que le pouvoir dans un état fédéral doit être reparti en trois tiers donc cela signifie que le parti Baas en détient les deux tiers et nous détenons le tiers! Surtout si un parlement régional est formé autrement dit un parlement fédéral reposant sur le nombre d'habitants et après cela un parlement régional soit formé dans la fédération et par ce processus le parti Baas aura les deux tiers étant donné qu'il est un seul parti dans tous les pays arabes...en Irak et en Syrie.

Nous avons tenté pendant deux jours de savoir le pourcentage des officiers baasistes et civils (au conseil révolutionnaire syrien) et ils disent ; "le pourcentage n'est pas décidé! Et c'est un mauvais départ"!

Nasser a dénoncé cela disant : "J'ai demandé aux officiers de retourner à leurs pays pour examiner ces questions. Nous ne parlons pas de nombre mais de forme du pouvoir et nous voulons savoir les noms des membres du conseil révolutionnaire avant de parler et de se réunir demain, soit vous les contactez ou

vous retournez à votre pays, et nous sommes prêts à vous donner l'avion"!

Et d'ajouter : "Lors de la troisième réunion le 16 mars 1963<sup>252</sup> , nous avons commencé par dire que le début n'est pas correct et que les choses ne nous rassurent pas...mais nous rendent plus sceptiques! Sur ce fondement, nous retirons la parole donnée au début sur la disposition à établir une unité entre l'Egypte, la Syrie et l'Irak! Nous avançons une autre proposition : l'acceptation du principe de formation d'une unité tripartite mais à condition de la former en plusieurs étapes dont premièrement l'établissement d'une unité entre l'Egypte et la Syrie, l'Irak y doit adhérer après six mois. Si cette unité réussit, nous pouvons tester le parti Baas dans cette période et voir comment il va réagir et ainsi nous pouvons confronter la Syrie totalement avec un seul Baas pour être sur le même pied d'égalité.

Ou une unité soit formée entre l'Irak et la Syrie, l'Egypte y doit joindre un an après pour voir le résultat.

Les Irakiens ont répondu de ne pas accepter en aucun cas la formation d'une unité avec la Syrie mais de participer à une unité tripartite!

Les Syriens ont répondu eux aussi de ne pas accepter l'unité avec l'Irak mais de vouloir une unité tripartite!

Nous leur avons dit : "c'est notre dernier avis, si vous étiez clairs dès le début, nous aurions de confiance en vous, mais ce qui s'est passé hier a ébranlé la confiance et nous ne pouvons pas accepter une unité de cette manière (le tiers et les deux tiers). Nous avons senti après cela que l'échec de l'unité affecte le statut du parti Baas chez eux"!

C - La troisième phase : réunion de Nasser avec les deux délégations officielles irakiennes et syriennes :

Les deux délégations ont regagné leurs pays et informé l'ambassadeur de la RAU à Beyrouth que la délégation syrienne regrouperait Salah al-Bitar, Lo'ay al-Atassi (commandant de l'armée), Michel Aflaq et un membre du conseil révolutionnaire militaire.

---

31- Procès-verbal de la troisième réunion entre Nasser et les deux délégations irakienne et syrienne, le 16 mars 1963, joint au CD no.

Nasser a commencé à raconter aux membres du conseil présidentiel ce qui s'est passé le 24 mars 1963..."nous avons parlé franchement avec eux lors des séances, nous avons commencé à énumérer les erreurs du parti Baas avec nous dès le début de l'unité, aussi ce qu'ils ont dit : impérialisme égyptien! Période durant laquelle, ils s'en ont pris aux Egyptiens...jusqu'à la rupture, et comment Salah al-Bitar a signé la charte de la rupture, les démissions et leurs tentatives d'encourager la dissidence de certains officiers de l'armée!

Ils ont dit être revenus pour régler les choses, tourner la page et amorcer une nouvelle action reposant sur la confiance et le consensus!

Nous avons mentionné : "La situation en Egypte diffère complètement de celle en Syrie et en Irak. Nous nous sommes poursuivis pendant 11 ans, nos partis diffèrent de ceux existant en Syrie et en Irak. En pensant après la sécession, nous avons trouvé que nous aurions dû regrouper les partis nationaux dans un seul front, et nous avons signalé ces propos dans la charte.

Raison pour laquelle, nous ne considérons pas le parti Baas comme étant la Syrie! Nous ne nous unissons pas avec le parti Baas mais plutôt avec la Syrie qui est représentée par les diverses catégories nationales qui ont lutté tout au long de l'unité et en plus après la sécession et dont certains ont été emprisonnés. Nous sommes prêts à s'accorder sur l'importance de former un front national en Syrie regroupant le Baas, les nationalistes arabes, les unionistes socialistes et le front arabe uni, ces quatre catégories qui ont lutté et adopté des slogans nationaux et qui ont résisté à la sécession".

Et d'ajouter: "les propos des représentants de l'armée étaient décisifs...lesquels ont approuvé cela et confirmé que l'armée était responsable de l'établissement de ce front.

Nous avons souligné : "Il faut qu'il y ait une charte pour ce front, ce sujet doit être discuté avec l'Irak où les catégories nationales sont persécutées et certaines d'entre elles, sont incarcérées et interdites de toute action politique, étant donné que la bataille en Irak avec le communisme et le réactionnaire est plus féroce"!

Nasser a poursuivi l'explication de son concept sur l'action politique dans la république fédérale aux membres du conseil présidentiel comme il l'a mentionné lors de la réunion..."Tous doivent être réunis dans un seul front sous une seule autorité politique; mais si l'action politique dans chacun des trois pays est séparée alors cela signifie la rupture de l'unité en cas de toute contradiction entre les organisations politiques indépendantes. La prochaine fois, c'est l'Egypte qui se retirera de l'unité après avoir été influencée par l'opération du 28 septembre!

Ils ont dit: "Toute unité arabe sans l'Egypte ne persistera pas" et ils sont convenus de cela, nous avons mentionné : "si l'unité est formelle, on ne va pas l'accepter mais nous croyons en toute unité réelle et nous la considérons comme action nécessaire.

Dans la charte... nous sommes disposés à convenir avec tout pays arabe de l'unité d'objectif jusqu'à l'unité constitutionnelle, nous n'exerçons pas les manœuvres partisans!

Nous sommes prêts à admettre une unité faible, moyenne et puissante mais pas une unité formelle! Nous ne sommes pas prêts à accepter une unité fusionnelle, car il est avéré qu'en parlant de l'unité, on doit mentionner constamment que le régionalisme existe même en Syrie et en Irak".

Ils ont indiqué que leur conception sur l'unité ou la fédération est qu'elle représente un seul Etat. J'ai soulevé la fédération des républiques lors des séances avec les Irakiens qui ont affirmé penser à un seul Etat ayant plusieurs provinces.

Quant à l'armée, ils ont proposé une seule présidence ou un seul président et un gouvernement fédéral ayant un pouvoir et regroupant les portefeuilles clés et un parlement fédéral...etc.

J'ai dit aux Syriens : "Vous avez soulevé un slogan après le 28 septembre... (Unité sans Abdel Nasser)! Nous sommes prêts à appliquer cela à moins qu'il n'y ait une unité saine, parce que je crois en la cause de l'unité et je pense que si elle n'est pas réalisée dans ces moments où le courant unioniste est impétueux, nous devons attendre 500 ans pour la voir réalisée!

Ils ont refusé totalement ces propos!

J'ai mentionné: "Avec toute sincérité et confiance, l'unité doit reposer sur des pourcentages égaux et nous n'acceptons pas que le Baas détient les deux tiers".

Le commandant de l'armée a dit que cette opération avait été réglée au niveau de la direction politique. Au conseil présidentiel fédéral, deux personnes représentaient l'Egypte, la Syrie et l'Irak serait représentés chacun par une personne outre le chef d'Etat ...

Quant à la direction politique en Syrie, le représentant de l'armée a affirmé devoir former une direction politique où toutes les forces unionistes soient représentées.

Quant à l'Irak, le conseil révolutionnaire n'existera plus après trois mois, période de formation de l'unité.

Nasser les a interrompus disant : "Nous ne convenons pas avec le Baas parce qu'il ne représente pas la Syrie, son influence est très faible"!

Et d'ajouter : "Nous sommes prêts à permettre au Baas d'opérer en Egypte d'y ouvrir un bureau et de se mettre d'accord, et nous établissons une union socialiste en Syrie et une deuxième en Irak et nous poursuivons le chemin de la sorte.

Ils se sont opposés à cette opération. Je leur ai dit : "Si nous convenons avec vous, cela signifie que nous écrasons les unionistes (nassériens) qui existent en Syrie et nous les abandonnons; sur ce fondement, nous sommes déterminés à la formation d'un front national".

Nasser a demandé... "Quant à la direction politique, toutes les forces unionistes en Syrie et en Irak y seront représentées surtout si le nombre est limité (12)"?

Nasser a indiqué... "au dernier jour (le 17 mars) ils ont élaboré un communiqué sur un consensus entre la RAU et le Baas. Nous avons refusé totalement ce consensus disant : si le parti Baas est mentionné dans le communiqué, cela signifie que nous avons perdu notre nationalisme et nous nous sommes donnés une teinte partisane ce qui ne convient pas avec notre politique qui est reposé sur la non formation des partis dans les pays arabes et l'établissement de bonnes relations avec tous".



Nasser a commenté : "Cela signifie qu'ils ont pris un feu vert pour agir librement et totalement en Syrie!...en RAU, nous ne nous mettons pas au même niveau qu'avec la Syrie. Ils ont refusé ces propos. Le communiqué, dans lequel nous avons insisté à engager tous les éléments nationaux et révolutionnaires, a été promulgué<sup>253</sup>".

Concernant son impression sur la situation en Syrie, Nasser a affirmé aux membres du conseil présidentiel le 24 mars 1963 : "les unionistes constituent la majorité dans l'armée où les baasistes sont minoritaires, ce fut le même cas avec le peuple, l'armée est puissante voire la première puissance, les baasistes sentent leur faiblesse"!

3 - Avis de Nasser sur l'unité tripartite :

A- Importance de l'unité tripartite pour la RAU:

Nasser a étalé sa vision quant à l'unité, à ce moment particulièrement devant le conseil présidentiel disant : "Nous croyons depuis le déclenchement de la révolution du 23 juillet, que les pays arabes constituent notre premier périmètre et que l'isolement nous fatigue sur les plans économique et politique. Aussi, lorsque nous parlons de l'unité, on doit poser devant nous l'unité et le régionalisme!

Sur le plan militaire, l'isolement de l'Égypte la rend toujours exposée aux pressions politiques et même à l'action militaire, l'élargissement de l'étendue porte atteinte à davantage d'intérêts sur le théâtre des opérations, une réticence quant à la pression politique ou à l'action militaire se produit.

Sur le plan économique, tous les pays arabes sont importateurs, aucun pays n'a d'industrie à moins que la soie et des choses de la sorte. Les importations de l'Irak sont estimées à 120 millions de LE alors que les exportations se chiffrent à 12 millions de LE seulement ou moins que cela! Nous produisons des biens de consommation ou nous sommes sur le point de les produire.

Après la révolution qui s'est déclenchée en Irak et en Syrie, nos marchés sont revenus: autrement dit, il faut créer un marché commun...nous avons encouragé les commerçants syriens à venir en Égypte...

---

32- Texte du communiqué, le 15 mars 1963, joint au CD no.

Encore l'exportation à un autre pays est une opération difficile, nous ne pouvons pas exporter à l'Europe et en Afrique, il y a des rivalités. Nous discutons aussi du marché commun avec l'Afrique de manière à promouvoir l'industrialisation. IL y a une autre proposition sur l'établissement d'une université africaine à Addis Abeba pour y conclure des accords économiques".

Et d'ajouter : "Cela signifie que l'unité arabe fera l'objet d'une forte résistance, il est supposé que nous récupérerons tous nos marchés. Aussi l'unité aura des avantages du fait qu'un marché commun peut se former aussi bien que des échanges commerciaux, une monnaie unique et un grand marché de consommation.

Aussi la population égyptienne s'accroît d'un million de personnes chaque année et on doit avoir notre champ, les Irakiens ont soulevé le sujet du déplacement, du fait qu'ils ont des superficies non cultivées! Je leur ai dit : " Les Egyptiens ne quittent pas leur pays!

Sur les plans des puissances politiques mondiales, si nous n'avons pas de poids à l'échelon mondial, les Etats Unis n'auront pas dû nous octroyer 150 millions de dollars cette année et la Russie n'aura pas dû nous accorder des prêts...etc; parce que notre puissance politique repose sur deux choses...les intérêts à fournir et le mal à prévenir! Et nous ne présentons pas d'intérêts et ils nous préviennent notre mal dans l'action politique raison pour laquelle, notre position sur les plans politique et international est forte".

Il a souligné : "J'ai préféré l'unité bilatérale entre l'Egypte et la Syrie. Nous acceptons forcément l'unité tripartite mais elle contribuera à un Etat s'étalant du Golfe arabe jusqu'à la moitié de l'Afrique et près de l'Océan...un Etat où il y aura des sources du pétrole, le canal de Suez et les oléoducs en Syrie...un Etat qui influence le Golfe et constitue la source de la vie politique en Europe et en Grande Bretagne, un Etat qui aura une puissance dans le monde non par le nombre de la population mais par sa position stratégique et son influence.

La Jordanie, l'Arabie Saoudite et le Yémen pourraient y joindre. A mon avis; le courant du nationalisme et de l'unité arabe

continue à être un courant impétueux. Lorsque je dis l'adhésion d'autres Etats, je signifie qu'ils ne sont pas réactionnaires, aucun Etat réactionnaire ne pourra nous joindre!

Il existe des facteurs anti-unité, comme les problèmes que nous pouvons affronter, le régionalisme, le coup d'Etat en Syrie qui a posé en permanence une menace du fait qu'elle est entourée d'ennemis comme la Turquie, l'Irak sous le règne de Qassem, le Liban, centre d'action contre la Syrie, Israël et la Jordanie.

L'adhésion de l'Irak à l'Etat fédéral change la situation prévalente depuis la fin de la première guerre mondiale jusqu'à maintenant. La Syrie sentira qu'elle n'est pas seule dans la bataille, puis ils sentiront dans cet état fédéral que l'armée irakienne existe; voire il y aura une unification des armées. Les coups d'état ne seront pas faciles, il y aura plus de stabilité dans l'Etat où existe l'Irak par rapport à celui où la Syrie se trouve seule".

Nasser a soulevé l'affaire, selon laquelle, certains craignent la formation d'un axe Irak-Syrie contre Le Caire!

Quant aux Syriens, ils ne sont pas faciles, personne ne peut leur imposer une politique de la sorte...ils vont la résister. Encore les Syriens sont attirés au Caire beaucoup plus que l'Irak. Il y avait toujours des rivalités entre la Syrie et l'Irak. Jamais il n'y avait pas de rivalités entre la Syrie et l'Egypte, parce que les axes qui existaient à ce moment étaient la Syrie, l'Egypte et l'Arabie Saoudite face à l'Irak et la Jordanie. Quoi que ce soient les tentatives des politiciens pour créer des axes de cette forme, l'opinion publique en Syrie et le courant populaire sont forts et demeureront attachés à l'Egypte. Le métissage entre Syriens et Egyptiens est plus important que celui entre Syriens, libanais et Irakiens du fait qu'il remonte au moment de l'Unité".

Nasser a évoqué le sujet du Yémen disant: "Dés le premier jour, Al-Sallal a exprimé le désir de joindre cette unité dont il est délégué. Nous avons été surpris de cela et nous avons préféré de ne pas intégrer la crise du Yémen dans cette opération pour qu'il n'y ait pas de marchandage; la Syrie et l'Irak, l'Egypte et le Yémen parce que le fondement sera incorrect. Notre avis quant au Yémen était que le moment n'est pas opportun pour qu'il

adhère a l'unité parce que la bataille n'a pas pris fin, encore il était évident qu'il ya de grandes hostilités à l'unité ou à l'union et c'est dans l'intérêt du Yémen de ne pas s'impliquer aujourd'hui dans ces problèmes.

Les britanniques sont totalement surpris et inquiets pour le Golfe et Aden! Quant aux Américains, ils voient que l'opération est proche de l'Arabie Saoudite et du Golfe! Les Russes, sont dans un état hystérique après ce qui est survenu en Irak! Parce que la bataille, à l'origine, n'était pas avec l'Irak ou la Syrie mais avec nous depuis 1959, la bataille du communisme local, ils estiment s'être engagés dans la bataille et avoir échoué! Leur état est difficile et ils disent que cette unité est formée par la CIA, l'empire du pétrole!

Quant à l'Algérie, nous avons envoyé les pourparlers à Ben Bella dont l'avis était que leurs conditions ne leur permettent pas d'adhérer à cette unité ou cette union du fait que leur gouvernement et leur parlement sont provisoires, mais ils nous partagent dans l'unité d'objectif sur la base qu'ils font partie de la nation arabe et qu'ils prépareront prochainement des élections après lesquelles ils penseront au sujet.

Et notre avis est qu'ils avaient toujours une force française et des bases sur leur terre...etc. et leur adhésion à l'Etat fédéral signifie que des bases françaises y existeront! Ben Bella appuie continuellement et pleinement votre attitude et apprécie l'effort égyptien déployé avec eux depuis 1954 et jusqu'aujourd'hui. Il a décidé de dépêcher une délégation qui arrivera aujourd'hui pour discuter avec nous de ces sujets. Nous avons dit : "C'est possible d'appliquer les clauses de la charte<sup>254</sup>, parce que l'organisation

---

33- La charte de l'action nationale de 1962 stipule ce qui suit : l'unité ne peut pas - voire ne doit pas être imposée parce que les objectifs majeurs des nations doivent avoir des moyens honnêtement équivalents avec leurs fins, donc l'obligation avec n'importe quel moyen est un acte hostile à l'unité. Il ne s'agit pas là seulement d'une action immorale mais d'un danger sur l'unité nationale de chaque peuple arabe et là, elle constitue un danger sur l'unité de la nation arabe dans son développement global. L'Unité arabe n'est pas une seule forme constitutionnelle inévitablement appliquée mais l'unité arabe est un long chemin ayant plusieurs formes et étapes pour parvenir à un dernier objectif. Tout gouvernement national dans le monde arabe représentant la volonté de son peuple et sa lutte, dans le cadre de l'indépendance nationale, est un pas vers l'unité puisque il enlève toute raison de contradiction avec les derniers espoirs dans l'unité. Autrement dit, toute unité partielle dans le monde arabe représentant la volonté des deux peuples arabes ou plus, est un pas unioniste avancé qui nous approche du jour de l'unité globale, lui fraye la voie et l'enracine dans la terre arabe.

rassemble toutes les forces révolutionnaires dans le monde arabe abstraction faite de l'unité".

B - Attitude de Nasser à l'égard des résultats auxquels ils sont parvenus lors des pourparlers sur l'unité tripartite :

Lors du conseil présidentiel, le 24 mars 1963, Nasser a dit : "A mon avis, on doit avancer lentement dans chaque étape de la nouvelle opération contrairement à ce que nous avons fait dans la phase antérieure, pourquoi? Parce qu'à mon avis, il s'agit là d'un renforcement continu de l'unité. Concernant les armées, il y aura un seul commandement général et une seule direction conjointe et je pense que l'intégration des armées est actuellement impossible et même après 10 ans, cette opération ne sera pas applicable! Maintenant lorsque nous parlons de l'unité, on doit prendre en considération le régionalisme qui existe depuis 1000 ans, si on veut le remplacer par l'unité ou même l'éliminer dans un mois, je pense que cela est très difficile!...nous les laissons, depuis le jour du déclenchement de la révolution, réclamant des médecins, des pilotes et des techniciens. C'est dans notre intérêt de les aider mais ils doivent ressentir le besoin de notre assistance et les choses doivent aller de la même façon même s'il y aura un marché commun.

Nous avons commis une grande erreur en parlant constamment de l'unité et oublier qu'il ya de régionalisme dont on doit toujours se rappeler!

Nasser a écrit le 6 avril 1963: "il faut qu'il y ait une agglomération de la tendance nationale dans chaque pays, ensuite tous les autres, pour former un seul mouvement arabe national dans les trois pays. La véritable unité ne pourra pas être établie dans un pouvoir fédéral où chaque pays est représenté par un parti, un conflit politique peut en résulter et l'unité sera par conséquent affectée".

Nasser a de même écrit le 7 avril 1963... "avant l'unité des directions, le point le plus important est l'unité de l'objectif. S'il ya un différend doctrinal, comment les forces politiques puissent-elles se rencontrer? Elles ne se rencontreront que pour tenter régler ce différend dont une collision doctrinale peut en

résulter autrement dit une compréhension différente des trois slogans : l'unité...le socialisme et la liberté...

C'était le premier point qui doit servir de fondement pour toute action unioniste. Après cela, on peut entreprendre l'action sur le plan réglementaire, populaire et les relations unissant la république fédérale dans ce mouvement.

A mon avis, il n'ya pas de différends doctrinaux mais il ya des complexes et des différends personnels. Je pense que l'identification des concepts de la liberté, du socialisme et de l'unité est beaucoup plus importante que la constitution qui doit être soutenu par des importants fondements d'entente et d'unité intellectuelle sinon, nous allons s'entrechoquer dans l'avenir.

Il faut qu'il y ait une même langue dans les réunions et à l'extérieur. Nous nous intéressons à consolider la position révolutionnaire en Syrie et en Irak, éclaircir les objectifs de la révolution et désarmer ses ennemis (le réactionnaire).

Ceci est le premier facteur pour assurer sa persistance, le deuxième facteur est le rassemblement du prolétariat".

"L'unification des régimes politiques est aussi importante, l'unité doit marcher sur deux pieds; le pouvoir ou le côté constitutionnel et l'action populaire qui ne peut s'unifier que par l'unification du concept politique.

Dans l'action politique, il faut qu'il y ait des organisations populaires à côté des partis et des fronts pour servir d'avant-gardistes révolutionnaires et ce sont elles qui assumeront la direction ou la guidance. Si les deux entités – partis et organisations populaires - existent; ils doivent agir ensemble. Si nous comprenons que le parti et les organisations populaires est une seule chose, nous nous trouverons dans une grande erreur, le résultat unique en sera l'isolement entre le peuple et le parti qui sera ainsi forcé à exercer la dictature!

Comment se forment les organisations populaires? Celles-ci se forment des syndicats, des masses populaires, des coopératives et des organismes; ces organisations ne doivent pas nécessairement être membres du parti".

Le 8 avril 1963, Nasser a rédigé : "l'Etat proposé hier<sup>255</sup>, y existe toute sorte de vide; un état sans pouvoir, faible et on l'appelle Etat fédéral! Nous ne pouvons absolument contribuer à cela, nous éliminons ainsi l'idée de l'unité arabe auprès des gens!

L'élaboration d'une charte d'action pour l'unité sera plus fructueuse puis interviennent les éléments d'interaction requis; nous fixons cinq ans durant lesquels, nous formons un conseil d'unification économique, un deuxième d'unification militaire, d'autres d'unification culturel, politique ...etc.

Tout état, sans définition de l'action politique, ne peut pas s'établir, qui le soutiendra?! Nous voulons en éviter les erreurs de 1958 à travers l'établissement d'un Etat reposant sur un fondement populaire et des organisations populaires et politiques et ayant des racines profondes".

Nasser a dit : "ce que j'ai compris hier que nous serons deux Etats dans une seule union, le Baas gouverne la Syrie et l'Irak, et l'union socialiste gouverne l'Egypte. Hier, il n'était pas question d'union mais il était question d'une alliance entre des pays séparés!

"L'unification de l'action populaire est prioritaire que l'établissement d'un Etat fédéral, de sorte qu'aucune collision ne conduirait à l'échec. Ceci parce que en Syrie et en Irak, dans ces deux pays, il ya une unification de l'action politique via la direction nationale du Baas. Cela signifie que la situation ne serait jamais correcte dans l'état fédéral, mais il y aura constamment des heurts répétés ce qui sera de nature à affaiblir cet état voire l'anéantir!

La solution sera donc la formation d'une direction nationale pour tous où seront représentées toutes les parties; cette direction devrait être la seule y compris celle du baas, les nationalistes arabes, les unionistes, le front arabe et l'union socialiste. Sans unification de l'action politique de la part de cette direction nationale, on affrontera des problèmes parce qu'il y aura un axe à l'intérieur de l'Etat fédéral et il n'aura pas d'harmonie!

---

34- Ceci a eu lieu lors de la deuxième réunion de la troisième phase des pourparlers sur l'unité tripartite, le 7 avril 1963, joint au CD no.

Et d'ajouter... "je pense que la direction fédérale selon les propos dits, sera celle du Baas de derrière les rideaux! S'il ya trois parties dont deux sont unies par une direction unifiée, la direction fédérale, que tu formes, sera formelle. Ce que je veux dire est que la décision dans n'importe quel sujet sera prise par le Baas"!

La situation en Syrie – est devenue - comme l'a expliqué Nasser, lors de la réunion du conseil présidentiel le 2 avril 1963, "le peuple exerce des pressions, des manifestations ont eu lieu hier. La meilleure expression à dire sur ces pourparlers, est celle faite par un Libanais qui les a qualifiés "de dialogues des sourds"! Le Baas est en contact avec les Américains, les Russes et le communisme, il leur dit : "ce sont nous seulement qui pouvons s'opposer à Abdel Nasser; aidez-nous parce que si ce dernier nous engloutit, il dévorera le monde arabe en entier"!

Nous avons exigé un front national et nous savons qu'ils ne peuvent pas le former! La situation en Irak est difficile; malgré que le parti Baas est mauvais mais sa chute et l'absence d'un substitut pourrait conduire à une dictature militaire; une personne comme Abdel Karim Qassem, isolationniste vient en tête du pouvoir!

Nasser a finalement indiqué : "la question importante est...y aura-t-elle une bataille avec nous, si la Syrie et l'Irak s'unissent ? Ils savent qu'une fois l'unité est réalisée et Abdel Nasser est arrivé à Damas, il peut faire n'importe quoi"!

Nasser s'est entretenu au Caire, le 14 avril 1963, avec le premier ministre irakien, Ahmad Hassan al-Bakr du règlement des problèmes de l'Irak avant la formation de l'unité. L'avis de Nasser sur le problème des kurdes était "la guerre n'est pas une solution", ajoutant devoir appuyer l'Irak dans ce sujet le considérant comme un devoir.

Nasser a exprimé ses sentiments en ce sens disant : "nous avons attendu avec impatience la révolution irakienne. Nous vous apprécions beaucoup. Dés maintenant ils disent "l'égyptianisation de l'Irak" ...une manchette au Liban! Aujourd'hui dans le processus de l'unité, l'anti-propagande



menée par Jewish observer, radio Israël et les journaux acquis au Liban, crée une bataille avec Abdel Nasser et Le Caire!

Dés qu'on a commencé à parler de l'unité, les communistes disent : "le nassérisme veut s'étendre! La concentration est sur Le Caire, qui appuie tout nouveau mouvement de libération; aujourd'hui la nouvelle unité est plus difficile".

Et d'ajouter... "les baasistes en Syrie réclament de menottes la tyrannie égyptienne! Unité sans la tyrannie de Nasser"!

S'adressant à Al-Bakr, Nasser a dit : "je vous considère partial pour le Baas syrien, raison pour laquelle, je dois avoir peur! L'image qui est devant moi, est mauvaise! De point de vue forme, il ya deux parties : le baas irakien et syrien d'un côté et la RAU de l'autre côté! Pourrons-nous ignorer cette situation ?! Certainement impossible.

Nos problèmes sont avec les Syriens et non avec vous, mes propos sont fondés sur mon expérience avec eux...actuellement en Syrie, la société est très difficile, aucune puissance ne peut y gérer la situation ! Des liens de parenté s'entremêlent, ce sont deux familles ou trois qui contrôlent l'armée et les autres institutions! Au Damas, le réactionnaire a la force aussi bien que le capitalisme qui frappera l'unité, une fois établie...la Syrie est gouvernée par les grands détenteurs de capitaux - les capitalistes et les féodaux - qui régissent depuis Beyrouth et non de Damas!

Nous considérons que l'unité fusionnelle est impossible et nous n'acceptons pas une unité immédiate. Si cette unité n'est pas correcte, compréhensible et nous y pensons avec confiance, nous nous trouverons submergés!

Nasser a souligné : "j'ai une opinion...laissons nous commencer par une unité faible, mais si on rate aujourd'hui cette occasion, elle ne viendra jamais du tout. Partant de cette base, on doit être flexible autant que possible; quoique elle est faible, elle demeure une unité à condition qu'il y ait des possibilités pour la consolider dans cinq, dix ou 15 ans; ceux qui viendront après nous prendront la relève mais il ne faut pas rater cette chance".

L'important ici...la chose à laquelle Nasser s'est attendu, est-elle arrivée?

#### 4 - Signature de l'accord de l'unité<sup>256</sup>:

Commentant la signature de la charte de l'unité, Nasser a écrit : "Le Baas a voulu unité ou pouvoir?!"

- Les négociations sur l'unité sont motivées par la pression populaire.

- La charte du 17 avril 1963 est issue de celle de l'action nationale promulguée au Caire le 21 mars 1962.

- Aucune définition de l'unité, de la liberté ou du socialisme!"

Lors de la réunion du conseil présidentiel, le 24 avril 1963, une semaine après la signature de la charte de l'unité - Nasser a indiqué : "à mon avis, il ne s'agit pas d'une unité mais d'une action en faveur de l'unité, nous resterons encore deux ou trois années jusqu'à les choses soient claires! Dans une courte période, le Baas, qui est minoritaire en Irak et en Syrie, dévoilera ses intentions; c'est évident de leurs orientations, qu'ils veulent imposer leur contrôle dans les deux pays. Si cela arrive, la situation sera instable, parce qu'ils frapperont plusieurs éléments.

Ils souffriront beaucoup en Syrie; des propos circulent sur leur intention de se débarrasser des éléments qu'ils appellent "nassériens" dans l'armée. Si cela arrive, nous aurons des problèmes avec eux et ils s'accordent sur ce sujet avec les Irakiens!

En réalité, les éléments unionistes dans l'armée sont majoritaires mais ils sont faibles sans une direction alors que les éléments pro-baas sont très minoritaires mais ils sont organisés, ils bannissent tous ceux qui ont travaillé avec nous, s'ils avaient de bonne intention, ils n'auraient pas dû faire cela! J'ai discuté de ce sujet avec le commandant de l'armée, Lo'ay al-Atassi qui a dit : "ils nous craignent"!

Quant à l'unité, c'était important de la faire réussir, sinon un contrecoup sera produit, et cela sera considéré comme un succès pour Israël, le réactionnaire et le communisme et nous nous trouverons en confrontation ouverte avec le Baas! Raison pour laquelle j'ai pensé à établir l'unité même si elle sera faible puis nous œuvrerons à la consolider".

---

35- Texte de la charte de l'unité, le 17 avril 1963, joint au CD no.

## 5- L'unité tripartite et Israël :

Lors de la même réunion du conseil présidentiel, Nasser a affirmé avoir commencé, dans les deux derniers jours, à s'inquiéter d'Israël pour la première fois! Soulignant : "on ne sait pas la fin de la question jordanienne du fait qu'elle n'est pas fabriquée mais spontanée".

Des manifestations ont eu lieu dans les grandes villes jordanienes le 20 avril 1963 en réponse à l'annonce de l'unité; le roi Hussein a donné ses ordres de tirer sur les manifestants! Des combats ont opposés manifestants aux forces gouvernementales. Le cabinet de Samir al-Refaei a été renversé et le roi Hussein a dissous le parlement et nommé le mari de sa tante, Hussein Ben Nasser, premier ministre!

Nasser a expliqué la situation disant : "en liant les incidents ensemble, on trouvera que l'écho de l'annonce de la nouvelle RAU fait peur! Personne ne s'est attendue à la réussite de l'opération, elle était une surprise. La presse anglaise et américaine a exprimé une amertume en sus de la campagne menée par les journaux juifs Davar et Histadrout- des propos circulent sur la destruction des bases de missiles et l'opération Hama!

Jusqu'avant-hier, elle s'est avérée comme une opération politique dont le but était de gagner de l'argent et stopper l'aide américaine à l'Egypte, mais je vois que le sujet dépasse cela! Hier le cabinet israélien aurait dû se réunir et le chef d'état major des forces armées y devrait être présent mais il a reporté la réunion pour cette journée!

Des accidents surviennent aujourd'hui en Jordanie, le nombre de morts s'élève à 100, à mon avis, le roi Hussein peut contrôler la situation mais cela aura un contrecoup"!

Nasser s'est demandé : "Israël interviendra-t-il en Jordanie si quelque chose y arrive, comme ils disent?! Des propos ont circulé hier sur la demande avancée par Ben Gourion au cabinet pour lui donner le feu vert de réagir selon les circonstances.

Mais même s'il n'a pas d'autorités, il peut réagir. En 1956, même le conseil des ministres n'était pas au courant de ce qui

s'est passé! Et dans l'affaire Lavon<sup>257</sup>, ils ont eu recours aux fausses signatures pour accomplir l'opération! Ben Gourion se comporte moyennant ses relations avec l'armée.

Je pense que les juifs ont peur aujourd'hui parce que si l'unité arabe est réalisée et a abouti, Israël sera normalement frappé et anéanti.

"Hier, j'ai discuté de la situation avec Abdel Hakim Amer, surtout parce que j'avais peur de l'aviation qui est limitée à deux ou trois aéroports, nous avons décidé de profiter de l'état d'urgence pour ramener nos troupes du Yémen, le plus vite possible!

Les juifs ont commencé à exercer des pressions sur les Etats Unis, les Russes ont changé leur politique envers nous, dans la dernière période surtout après la visite d'Ali Sabri<sup>258</sup> à Moscou, chose à laquelle nous nous sommes beaucoup attendus. Ils s'en sont pris à l'unité puis lorsque Ali Sabri s'est entretenu avec Khrouchtchev, qui a suspendu son congé pour le rencontrer, il a demandé à Sabri de transmettre une invitation à Abdel Hakim Amer pour visiter Moscou ceci révèle qu'ils veulent une politique de rapprochement".

Et d'ajouter ... "nous avons des plans pour Israël, mais notre position aujourd'hui quant à toute campagne de prise d'assaut; est la capacité d'aller à Beersheba de point de vue troupes et situation prévalante.

Quant à l'opération défensive, nous sommes totalement capables à se défendre, j'ai examiné hier ce point concernant le Yémen avec Abdel Hakim Amer et je lui ai dit de devoir mettre fin à ce sujet le plus vite possible!

Quant à la défense, notre attitude est correcte mais elle est difficile en parlant d'une prise d'assaut, nous ne pensons pas à

---

36-L'affaire Lavon : est une opération secrète israélienne manquée en été 1954, elle est connue sous le nom "d'opération Susannah" celle-ci aurait du être appliqué en Egypte à travers des attentats à la bombe contre des intérêts égyptiens, américains et britanniques. L'objectif en était d'intimider les Juifs égyptiens et leur faire croire qu'ils sont persécutés en Egypte pour les inciter à partir en Israël.

Mais les autorités égyptiennes ont fait avorter l'opération qui fut connue par "le scandale Lavon" attribué au ministre israélien de la défense, Pinhas Lavon, qui a supervisé la planification de l'opération. Les auteurs de l'opération furent condamnés par les autorités égyptiennes en décembre 1954.

37- chef du bureau exécutif.

attaquer Israël, toutes nos opérations aujourd'hui reposent sur la défense.

A mon avis, la guerre préventive dont ils parlent consiste à attaquer les aéroports, et tout propos sur les missiles n'est qu'une guerre préventive pour détruire les bases des missiles.

L'opération sera-t-elle éclair dans la première lumière du matin ? Notre radar russe n'enregistre pas le vol à basse altitude; ils peuvent ainsi pénétrer notre espace! Nous avons payé 12 millions de LE pour faire installer un système de missiles sur le Delta, Assouan et le Canal ainsi que des missiles sol-air, les Anglais et les Suisses sont prêts à nous donner des radars.

L'offensive sera très difficile parce que nous nous trouverons impliquer à Néguev et nous ne pourrons rien faire et par conséquent la politique de défense repose sur la confrontation de l'attaque par une autre plus dure.

Sur ce fondement, nous avons négocié la création de neuf nouveaux aéroports et nous les avons équipés...nous avons affronté des problèmes dont le ravitaillement en carburant, nous avons sollicité des avions Tupolev Tu-16 nous en avons deux. Nous avons décidé d'ajouter deux divisions d'infanterie et une division blindée, nous avons obtenu 200 chars et nous recommandons 200 autres en sus d'un escadron de MIG 21 et tout cela depuis 1960 sur fond de notre stratégie qui consiste à être prêts à toute attaque de la part d'Israël.

Nous bâtissons une ligne de défense au Sinaï, deux nouveaux aéroports (secrets) pour pouvoir pénétrer Israël puisque nous ne pouvons pas accéder au nord d'Israël via le Canal.

Le plus grand objectif d'Israël pourrait être de paralyser les forces armées, parce que s'il frappe les forces de l'air, il vous paralysera pour une certaine période".

A propos de l'attitude des Etats unis, Nasser a dit : "ils exercent des pressions pour empêcher les savants allemands de travailler au [projet des missiles], stopper l'aide aussi bien que la fabrication des missiles pour créer un équilibre de force entre [les Arabes et Israël], ce qui est nouveau. Ils ont parlé d'Israël avec moi, avant cela, ils ont évité d'en parler!

Ils ont dit : les Etats Unis interviennent pour produire un certain équilibre entre la RAU et Israël et cela nous déchargera!

J'ai dit : "vous avez dit cela en 1948, puis vous et la France avez muni Israël d'armes! Ce sont des propos qu'on ne peut pas prendre en considération!

Ils ont dit: quelle sera donc la situation ?" j'ai répondu "le retour des réfugiés en Palestine peut apaiser la situation; si un million de réfugiés regagnent Israël...mais celui-ci refuse! Nous avons refusé la proposition avancée l'année dernière aux Nations Unies sur le retour de 20 mille réfugiés, eux ils n'ont pas fixé de nombre"!

S'adressant aux membres du conseil présidentiel, Nasser a ajouté : "...quant à la probabilité de l'occupation de la Cisjordanie, celui qui veut entreprendre cette mesure ne l'annonce pas! S'ils l'ont occupée au vu des Arabes qui y résident, ca sera un grand problème! Cela signifie qu'ils ont pris le million d'Arabes de la Cisjordanie, à l'intérieur d'Israël! La région est montagneuse et n'est pas facile.

L'opération d'Israël [ses menaces] a pour objectif de stopper l'aide américaine à l'Egypte. Nous avons reçu cette année 77 millions de dollars, ils savent que nous dépensons ces sommes au Yémen et pour acheter des armes; nous serons paralysés pour une certaine période si nous ne recevons pas ces argents.

L'attitude de l'Union Soviétique s'est dévoilée depuis 1956 et jusqu'à maintenant et même avec Cuba! Raison pour laquelle l'URSS fera de la politique"!

Nasser a demandé... "Israël mènera-t-il une attaque? Après deux ans, une armée unifiée sera formée; aujourd'hui l'armée syrienne est perdue, l'armée irakienne est préoccupée par les Kurdes. L'année prochaine - après quelques mois de l'établissement de l'Etat fédéral - on aura un commandement unifié et des plans unifiés. Quant aux irakiens, nous achèverons l'entraînement de leurs pilotes après trois mois.

Ben Gourion et les Juifs, s'ils veulent mener une attaque, ils n'ont que l'Egypte pour la cibler! McCain a écrit hier [le 23 avril 1963] à l'express ...Abdel Nasser est le premier à apparaître après les Pharaons!

En Egypte, il ya beaucoup d'espions et mêmes aux ambassades d'Argentine, de Grèce et de France...tous travaillent pour le compte des Juifs! Les Américains annoncent des informations sur l'arrivée d'armes en Egypte même avant que je le sache! Nous avons arrêté des Irakiens et même des Egyptiens qui coopèrent avec les Juifs!

Notre politique, dans la période actuelle, est défensive, mais la question...quelle sera la situation, s'ils attaquent la Jordanie? Nos capacités aujourd'hui ne nous permettent pas d'arriver à Beersheba, j'ai soulevé ce sujet hier.

La force principale d'Israël réside dans l'aviation et les missiles, Hawk- qui interceptent l'avion à 250 km avant d'arriver - l'aviation sera difficile pour nous, la seule solution sera les missiles".

Et d'ajouter : "le plus important est la sûreté de la république, de la défense aérienne et aussi terrestre, pourquoi? Parce que frapper les forces de l'air signifie aussi les installations pétrolières, les ports, etc...nous avons appris la leçon en 1956, nous avons beaucoup de chars anti-avions 100mm, mais s'ils frappent des villes, nous riposterons de la même façon!

La question qui se pose...s'ils frappent la Jordanie sans nous frapper, nous ne pouvons pas rester silencieux. A propos des missiles MIG 15, 17 et 21, nous ne l'utiliserons pas, ils sont destinés au Yémen, nous les achetons de la Suisse et non de la Russie. Le nombre de nos pilotes dépasse celui d'avions. J'ai demandé hier le retour des pilotes égyptiens du Yémen".

Nasser a posé la question encore une fois..."Si Israël occupe la Cisjordanie ou une partie d'elle sans agression, quelle sera notre attitude? Sachant que j'ai mentionné hier : "Nous devons élaborer un plan de sorte que si les Israéliens entrent en Jordanie nous ferons la même chose! Abdel Hakim Amer a indiqué : "le plan est prêt".

Les Israéliens, pour régler la cause palestinienne, doivent essentiellement nous frapper! Maintenant nous devons déployer nos avions dans les aéroports et ne pas les mettre dans trois seulement".

Lors de la réunion du conseil présidentiel, Nasser a répondu à la demande d'attaquer Israël disant : "je pense que sur le plan politique, s'impliquer dans une attaque, c'est être proie aux forces internationales et être l'objet des marchandages; ils munissent Israël de navires, d'avions et nous infligent une grande défaite au moment où ils s'opposent tous à Israël! C'est toujours ce qui me préoccupe du sujet d'Israël!

Si nous déclarons la guerre, nous ne pouvons pas y mettre fin; si Israël commence l'attaque, l'occident et le sionisme, nous considèrent comme une grande puissance émergente qui envoie des troupes au Yémen!

Le problème ne réside pas en Israël mais dans ceux qui le soutiennent! En réalité, je ne compte pas du tout les forces dont dispose Israël; 60 Mystères, 30 Mirages, parce que ce nombre peut être changé en 24 heures! Une opération de ce genre, est essentiellement une occasion pour se débarrasser de nous!

Quant à l'unité et l'attitude de l'Égypte, nous leur sommes plus dangereux que dans les années 1840, à l'époque de Mohamad Ali où nos troupes sont arrivées aux frontières de l'Iran, la Turquie et du Golfe; s'ils ont l'occasion, ils ne tarderont pas de se débarrasser de nous".

Nasser a posé la question suivante pour la quatrième fois ... "quelle sera notre attitude, si les juifs occupent la Cisjordanie ou une partie d'elle sans nous agresser?

Et là, nous devons examiner le sujet de tous les côtés; les Russes sont 100 fois plus forts que nous, pourquoi ont-ils décliné face aux États Unis?! Certainement pour la sûreté de l'URSS!

Selon les propos des Juifs, ils nous imposent la date et le lieu de la bataille"!

Au 26 avril 1963, Ben Gourion a envoyé un message de détresse personnel à Kennedy et ce après la signature de la charte de l'unité tripartite entre la RAU, la Syrie et l'Irak et ce en dépit de la dénonciation syrienne de l'accord, quatre jours après sa promulgation.

Ben Gourion a saisi l'occasion pour exprimer au président américain son inquiétude vis-à-vis de ce qui se passe en Égypte et dire que l'annonce de l'unité tripartite a réalisé la promesse



d'une unité militaire en vue de libérer la Palestine, et cela menace la stabilité de la région et la sécurité d'Israël.

Ben Gourion provoque Kennedy en disant : "Israël trouve difficile de croire que les Etats Unis et le monde civilisé se conformeront à ces tentatives en faveur de la libération" et d'ajouter : "l'Egypte reçoit de grandes aides financières des Etats Unis et d'autres forces occidentales".

Ben Gourion a proposé pour déjouer les efforts (catastrophiques) selon lui, en faveur de la libération, une idée étrange : la promulgation d'une déclaration conjointe de la part des Etats Unis et de l'URSS assurant la sécurité et l'unité territoriale de tous les pays au Proche-Orient!

Et promettant l'arrêt de toute aide à n'importe quel pays menaçant ses voisins ou refusant de les reconnaître!

Ben Gourion a proposé à la fin de son message, de s'envoler pour Washington en vue de discuter avec Kennedy sans l'annoncer.

Ben Gourion a saisi l'occasion et remercié Kennedy pour la transaction de Hawk, il a cependant souligné que celle-ci n'était pas seulement suffisante pour confronter l'armement de ses voisins!<sup>259</sup>

Le 4 mai 1963<sup>260</sup>, Kennedy a répondu au message de Ben Gourion tout en le rassurant après ses propos exagérés sur la menace que constituent les Arabes sur la sécurité d'Israël après la réalisation de l'unité tripartite disant : "Laissez-moi vous confirmer de nouveau notre profond souci de la sécurité et de la sûreté d'Israël. Nous suivons de près les développements en cours dans le monde arabe, et nous cherchons à s'assurer qu'ils ne prennent pas un tournant qui constitue une menace sur la sécurité de n'importe quel pays dans la région..."

Nos deux pays doivent en même temps maintenir l'état de prudence et de vigilance face aux retombées du mouvement actuel de l'unité arabe; actuellement l'avenir de ce mouvement ni la vitesse d'évolution ne sont pas absolument claires.

---

38 – Message de Ben Gourion à Kennedy, le 26 avril 1963, en arabe et en anglais joint au CD no.

39 – Message de Kennedy à Ben Gourion, le 4 mai 1963, en arabe et en anglais joint au CD no.

Je suis d'accord avec ton point de vue selon lequel l'insouciance des menaces continues que constituent les Arabes sur la libération de la Palestine est injustifiée, je comprends totalement notre inquiétude et celle de votre gouvernement vis-à-vis des propos inclus dans le document du 17 avril signé par l'Egypte, la Syrie et l'Irak. Les Etats Unis s'opposeront toujours à toute politique ou objectifs révélés par ces propos...

Concernant la demande d'Israël ayant trait à l'arrêt des aides américaines destinées à la RAU, Kennedy a mentionné dans un message à Ben Gourion : "je crois toujours profondément à ce que les efforts déployés par les Etats Unis en faveur de l'établissement des relations efficaces avec les pays arabes, servent en réalité des faits, les intérêts fondamentaux d'Israël à long terme comme également ceux des Etats Unis et des pays arabes.

Avec cette influence que nous exerçons toujours en faveur de la paix dans la région tout en respectant la sécurité d'Israël, je ne peux pas du tout être d'accord avec les propos selon lesquels les aides économiques limitées octroyées à la RAU peuvent être considérées comme une source de force de nature à orienter les armes russes vers Israël lorsque l'occasion sera propice...

En fait, nous pensons que les relations économiques entre nous et la RAU limitent toute influence dangereuse de l'URSS, constituent une dissuasion de toute action arabe qui torpillerait la paix dans la région et porterait atteinte aux intérêts américains. Comme vous les savez bien sûr, nous n'avons permis absolument aux obligations arabes d'influencer la politique de soutien fort et d'aide que nous fournissons à Israël comme nous l'avons prouvé récemment par l'accord signé avec Israël sur un don de missiles Hawk et avant cela, l'assistance fournie pour régler la question de l'eau du lac de Tibériade.

Kennedy a refusé la proposition de Ben Gourion de s'envoler secrètement et rapidement à Washington disant : "Vu l'expérience antérieure, à un moment comme celui-ci, lorsque l'intérêt public est axé sur cette partie du monde et sur le rôle des Etats Unis en cela, aucune probabilité raisonnable de s'entretenir sans l'annoncer.

Je crains que toute réunion déclarée entre nous puisse accroître la tension dans la région et renforce les spéculations qui constituent un danger sur notre objectif commun dans la sauvegarde de la paix et la stabilité.

6 – Manquement du Baas syrien et irakien à l'accord de l'unité :  
Ce que Nasser s'est attendu, est arrivé, le Baas a manqué à l'accord de l'unité tripartite conclu avec l'Egypte et l'Irak le 17 avril 1963.

Nasser a raconté à Abdel Sallam Aref ce qui s'est passé, lors de sa visite en Egypte le 22 août 1963 : "aux pourparlers précédents, les choses ne sont pas allées dans le sens souhaité! Il y avait une crise de confiance mutuelle, aujourd'hui elle est plus forte et plus importante! Nous étions trahis après la signature de l'accord, nous avons signé à la demande de la délégation irakienne ! Nous n'avons pas voulu le faire!

Deux jours avant la signature, nous étions en désaccord sur certains points, il est supposé que nous ne parvenions pas à un accord! Mais les Irakiens sont arrivés en Egypte et ont parlé de l'intérêt et des conditions de l'Irak, j'ai dit : "pour l'intérêt arabe, nous allons signer l'accord et nous considérons la charte comme un acte qui fait partie de l'unité, c'est dommage de rater cette occasion.

Malgré cela, quatre jours après la signature, une trahison a eu lieu et tout est perdu! Ce qui est regrettable est que le sujet était en accord avec l'Irak... (La Syrie avec l'Irak)! Nous avons signé la charte le 17 avril et ceci a eu lieu le 20?!

La confiance n'existe pas entre nous et la Syrie, j'ai toujours insisté à ce que les Irakiens s'éloignent de nos problèmes avec la Syrie; lesquels ont duré pendant cinq ans!

Et leurs retombées ne prendront pas fin rapidement! La bataille est devenue entre les nationalistes eux mêmes en Syrie, dès la première rencontre, nous avons dit: "les nationalistes doivent être un seul front face aux éléments antinationalistes.

Les propos ont circulé sur une décision prise par les camarades sur la liquidation du Nassérisme! Cela nous a poussé à retirer la confiance et sentir que l'avenir est non sécurisé...calomnie et trahison! As-tu réclaté l'unité?!

Je ne l'ai pas demandée. "Lorsque la révolution irakienne s'est déclenchée je vous ai appuyés et lorsque vous êtes arrivés en février je vous ai dit: l'unité d'objectif, il faut qu'il y ait des rencontres; nous devons nous connaître les uns les autres.

Bagdad était partiale pour la Syrie, il n'ya pas de raisons de différend direct avec l'Irak!

Pourquoi nous n'avons pas réclamé l'unité? Parce que si certains accusent l'unité d'autoritaire ou de pharaonique! Donc on ne doit pas parler qu'après l'élimination et le règlement de toute mésentente, puis ont établi l'unité sur un fondement correct".

Et d'ajouter : "je considère que la charte du 17 avril s'est terminée! Lorsqu'ils disent avoir décidé de licencier les nassériens qu'est ce que cela signifie?! Comment y aura-t-il de confiance ou de sûreté?!

Si les Syriens baasistes considèrent que Nasser veut imposer son contrôle pourquoi ils le défient, il s'agit d'un pouvoir autoritaire ou despotique?! C'est un contournement!

Ceux qui travailleront dans l'Etat fédéral, n'ont pas de bonnes intentions les uns envers les autres!

J'ai dit que si l'Irak est partial pour la Syrie dans n'importe quel problème, nous serions entre le marteau et l'enclume et par la suite nous allons se retirer, détruisions ainsi tout!

Il y a une complicité entre le Baas syrien et celui de l'Irak! Le Baas a le complexe de despotisme et de contrôle!

Comment joignons-nous cette unité et chacun à un complexe de l'autre?! Normalement il y aura des heurts, j'ai mentionné que nous avons des problèmes avec la Syrie qu'on doit régler".

Nasser a évoqué ensuite l'unité..."il y a deux directions qui attendent l'une l'autre au tournant; donc l'établissement de l'unité endommagera notre sort aussi bien que la notion de l'unité. On doit discuter de l'unité de l'action politique sinon un heurt violent éliminera toute probabilité de survie de cet état fédéral!

Dés le premier jour de la séance, j'ai déclaré : "je n'ai pas confiance du Baas syrien parce qu'il gouverne seul, on ne pourra pas établir une unité parce qu'elle aura pour sort la sécession!

C'est le Baas qui gouverne en Syrie et l'objectif est de semer la discorde! Ce sont eux les séparatistes et ils sont responsables du

crime de la sécession ; ils ont œuvré pour réaliser cela après trois mois de l'établissement de l'unité en 1958!

Lors de la réunion du conseil présidentiel le 19 octobre 1963, Nasser a évoqué la situation en Syrie et en Irak disant : "En Syrie, l'opération est très hostile, l'image s'est révélée totalement. Maintenant ils sont à double face, ils sont venus ici et ont demandé des équipements, nous n'avons pas accepté parce qu'ils n'ont pas de pièces de rechange mais Abdel Sallam Aref a fait de la médiation et nous leur avons donné certaines choses.

Nous avons des informations certaines sur leurs contacts avec l'Iran et la Turquie et ils s'accordent avec les plans de l'Occident. Sur le plan interne, il ya une scission totale entre les membres du parti Baas; c'est l'aile extrémiste en Syrie qui conduit et ce fut le même cas en Irak.

La situation en Irak est très détériorée (l'opération des kurdes), ils n'ont pas de forces, ils ont demandé à la Syrie de leur envoyer des troupes parce qu'ils veulent mettre fin à cette opération avant l'hiver (en novembre). Toute l'armée est stationnée dans le nord à l'exception de deux divisions blindées et une division d'infanterie à Bagdad et deux divisions d'infanterie à Bassorah! Dans le sud, il y a des opérations de blocage de la route et de la circulation en plus toutes les forces sont contre eux!

La différence entre la Syrie et l'Irak est que l'armée irakienne regroupe un bon nombre de nationalistes mais l'élite se trouve en Syrie.

Quant à la situation économique en Syrie, elle est très mauvaise. Je pense que la situation en Syrie et en Irak a besoin d'une réorganisation.

L'avis de Nasser comme il l'a exprimé à la réunion du conseil présidentiel conjoint<sup>261</sup> à Alexandrie, le 14 septembre 1964, est le suivant : "L'idée de l'accord de formation d'une direction politique unifiée entre la RAU et l'Irak, est de parvenir à l'unité sur étapes et le fait d'y sauter en une seule fois nous enlise dans des problèmes! La progression en matière d'unité constitutionnelle crée des problèmes. Si nous établissons l'unité,

---

40- Les procès- verbaux des réunions du conseil présidentiel conjoint entre les deux directions de la RAU et de l'Irak, le 27 mai 1964, joint au CD no.

toutes les forces au monde vont la combattre : L'Iran, la Turquie, l'impérialisme, le communisme, la Grande Bretagne, les Etats Unis, le réactionnaire et le Baas! Si l'unité n'est pas apte à résister, nous serons ainsi fautifs.

Parmi ces problèmes...la classe d'intellectuels qui ne penchent pas pour l'unité! En sus de la fragilité et l'absence de la rigidité pour confronter les attaques.

Les deux facteurs sur lesquels l'unité repose : une armée forte et une organisation populaire cohérente et fidèle.

La distance entre les deux pays est 1000km, vous serez responsables de la sauvegarde de l'unité et l'armée ne peut pas être commandée à distance"!

Nasser s'est réuni avec Abdel Sallam Aref au Caire, le 14 octobre 1964, Nasser a commencé la parole disant : "on doit être prudent avant de prendre n'importe quelle décision, pour pouvoir accomplir l'organisation politique, et se concentrer sur l'action interne en Irak et en Egypte...L'Irak doit évaluer la situation de tous les côtés, sur le plan militaire...il doit unifier totalement l'armée, régler les problèmes sectaires, entreprendre des reformes dans les zones défavorisées, résoudre la crise des Kurdes et favoriser le climat pour l'action interne".

Et d'ajouter ... "Nous avons accepté la charte, en dépit de sa faiblesse, parce que l'Irak en fait partie, c'était une occasion qui ne pourrait pas se répéter...un Etat du Golfe adhère à la moitié de l'Afrique! Nous considérons l'unité comme une cause nationale et non d'action politique! L'unité ne supporte pas les manœuvres parce que ses ennemis sont multiples; personne ne peut admettre l'établissement d'un Etat de cette manière! Si l'hostilité envers l'unité provient de l'intérieur donc le sujet a besoin d'une révision!

Le vice-premier ministre irakien également ministre de l'Intérieur, Ali Saleh al-Saadi a dit aux étudiants Baasistes, lors des pourparlers de l'unité tripartite, Abdel Nasser constitue un obstacle devant la réalisation de l'unité! Des propos qui ne signifient pas une possibilité de convergence.

Nous avons évité tout ce qui peut affecter la relation avec [le Baas irakien], mais le tournant et l'attitude de l'Irak qui a pris le

côté de la Syrie dans la propagande radiodiffusée. Autrement dit l'offense de la RAU en l'accusant de réactionnaire, d'espionnage et de séparatiste! Bagdad a mené cette campagne sans que nous ripostions par un seul mot!

C'était un mauvais commencement et la propagande qu'il a fait sur l'appui par l'Egypte des Kurdes prétendant même que l'Egypte les provoquent, ne peut être guère la politique de la RAU".

C'était la position de Nasser après le manquement à l'Unité de la part du Baas syrien et irakien.

Lors de son discours à l'occasion de l'anniversaire de la révolution le 22 juillet 1963<sup>262</sup>, Nasser s'est adressé aux Arabes partout dans la nation arabe, en expliquant la crise violente à laquelle s'est exposée l'unité arabe, le complot de sécession le 28 septembre 1961, lequel était appuyé par les dirigeants du parti Baas qui ont conclu la charte de sécession!

Nasser a passé en revue les méthodes hostiles utilisées par les dirigeants du Baas contre la RAU après la sécession et auxquelles ils ont eu recours après le manquement à la charte de l'unité tripartite conclu le 17 avril 1963<sup>263</sup>.

Nasser a répété : "J'ai dit laissons-nous commencer par une unité faible, mais à condition d'avoir pour slogan : l'unité doit se fortifier avec les jours, de faire dissiper les doutes du parti Baas par l'expérience de l'action conjointe basée sur l'unité de l'action politique dans l'Etat et l'organisation unifiée. Je leur ai dit : "après être parvenu à cette unité faible qui n'a rien du tout de ce que nous avons mentionné, j'aime dire que celle-ci ne supporte pas de manœuvre, de tromperie ni de plaisanterie! Nous avons signé l'accord de l'unité tripartite on ne dépendant que d'Allah, mais nos yeux étaient ouverts et nous n'étions pas ingénus après cette opération!...

Le 20 avril, j'étais à Alexandrie, les services de renseignement m'ont apporté un message envoyé de Damas à Bagdad - de

---

41- Discours de Nasser, le 22 juillet 1963, "discours et dialogues de Nasser", partie5, de la page 627-674, référence antérieure.

42 – Nasser a fait allusion à l'article de Heikal "je m'oppose" dans lequel il a mis à nu les intentions et les manœuvres du parti Baas syrien, dans sa rubrique "avec franchise" au quotidien al-Ahram, le 31 mars 1963, référence antérieure.

l'attaché militaire irakien à Damas, à Ali Saleh al-Saadi à Bagdad - quel en était le contenu? Le contenu était : "Les camarades baasistes ont décidé de liquider les nassériens et nous demandent de préparer les forces de l'air et toute aide qu'ils sollicitent!...

Dés que j'ai vu le message, j'ai senti d'une déloyauté et que le Baas est revenu à ses anciennes méthodes de perfidie par les tactiques immorales!...j'ai dit [au ministre Sami al-Droubi, qui était chez moi] : ces propos sont dangereux et faillent l'accord; parce que celui-ci repose totalement sur l'unification de l'action politique et du commandement politique et consiste à supposer la bonne intention et la confiance chez l'autre partie!...à Bagdad, 50 officiers unionistes résistants ont été licenciés...qu'ils appellent Nassériens!...

A mon avis, ce qui s'est passé n'est qu'un manquement à la charte, dès la première semaine de la signature, et ainsi le Baas a trompé l'unité arabe et le nationalisme par ce comportement...

Après cela, les ministres unionistes [syriens] ont démissionné, les manifestations ont éclaté, les arrestations ont commencé aussi bien que les tirs de feu"!

Dans son discours précité, Nasser a annoncé..."Nous ne considérons pas que la RAU est liée par l'unité d'objectif, au régime fasciste au pouvoir à Damas...l'unité d'objectif ne peut être guère avec un régime reposant sur la perfidie et la trahison, puis nous considérons que le Baas au pouvoir maintenant à Damas comme un régime qui n'est pas unioniste ni socialiste mais malheureusement un régime séparatiste, inhumain et immoral! Ensuite nous ne considérons pas que le gouvernement de Damas représente la Syrie avec laquelle nous avons signé l'accord de l'unité tripartite! Cet accord n'était pas entre des gouvernements mais plutôt entre des forces arabes, révolutionnaires et nationalistes...

Le gouvernement fasciste de Damas n'était pas la partie ayant signé l'accord de l'unité, la plupart de ceux qui ont signé l'accord, sont aujourd'hui emprisonnés, détenus ou incarcérés dans des dépôts loin du terrorisme et d'autoritarisme! Pas d'unité avec le parti Baas fasciste mais l'unité est plutôt avec le peuple



syrien résistant, et pour réaliser l'unité arabe, il faut établir le nationalisme arabe qui rassemble tout ce qui croit en l'unité et au nationalisme arabes".

Un communiqué a été promulgué par l'union socialiste, rédigé par Nasser le 18 septembre 1963<sup>264</sup>; dans lequel il a dévoilé les manœuvres du parti Baas syrien et irakien, qui a conduit à l'échec de l'unité et dans lequel il a expliqué l'histoire de perfidie du Baas... "hier c'était le 17 septembre 1963, le jour fixé pour le referendum sur l'établissement de la RAU et la réalisation des objectifs de la nation arabe...le 17 septembre est passé sans que le referendum ait lieu...le parti Baas, après quelques jours de la signature de la charte du 17 avril, il l'a failli!

Les négociations sur l'unité n'étaient qu'une des manœuvres immorales du Baas pour confronter la pression populaire exercée par le peuple qui est descendu dans les rues de la Syrie réclamant l'unité...

Après que les pourparlers de l'unité ont parcouru un long chemin! Le Caire a suspendu les négociations; une délégation irakienne est intervenue, Le Caire a accepté de poursuivre les négociations et un accord a été conclu sur la charte du 17 avril...le Baas a exploité l'affaire de l'unité dans ses manœuvres partisans dans le but de monopoliser et d'être autoritaire...l'unité est une question du sort...de sauvegarde du nationalisme arabe...de confrontation au sionisme et à l'impérialisme et de libération de la Palestine".

Le 13 novembre 1963, le pouvoir du Baas irakien a éclaté de l'intérieur...les habitants de Bagdad se sont réveillés sur le vrombissement des avions frappant le palais républicain, le ministère de la défense, le bâtiment de la radio, des coups de feu ont été entendus et des explosions ont retenti. Un conflit a opposé les baasistes irakiens et le commandement national du Baas s'est emparé du pouvoir en Irak<sup>265</sup>.

7 – Direction politique unifiée entre l'Egypte et l'Irak :

---

43- Texte du communiqué de l'union socialiste arabe, le 18 septembre 1963, rédigé par le président, joint au CD no.

44- Heikal, dans sa rubrique "avec franchise" au quotidien al-Ahram, "groupe de remarques sur les développements s en cours", le 22 novembre 1963, référence antérieure.

Le 18 novembre 1963, un putsch militaire fut annoncé en Irak, l'armée a renversé le Baas au pouvoir à Bagdad, le premier ministre Ahmad Hassan al-Bakr a été limogé et plusieurs baasistes ont été licenciés, Abdel Sallam Aref a été nommé président de la république, Taher Yehia le Baassiste, est devenu premier ministre ainsi que le baasiste Herdan al-Tikriti a été nommé ministre de la Défense.

L'accord de formation d'une direction politique unifiée avec l'Irak a été signé le 26 mai 1964, comme un premier pas vers la réalisation de l'unité globale<sup>266</sup>. Nasser a estimé que l'unité entre l'Irak et l'Égypte existait depuis la révolution du 18 novembre [1963], nous pensons que l'unité de l'objectif est la véritable unité... nous œuvrons tous en faveur de la liberté, le socialisme et l'unité...

Nous voulons que l'unité soit établie sur des fondements étroits et forts sur plusieurs phases pour qu'elle puisse affronter ses ennemis"<sup>267</sup>.

L'accord de formation d'une direction politique unifiée entre la RAU a stipulé, le 16 octobre 1964, que le fondement correct de toute unité entre les deux pays doit être l'unification de l'action politique, et la formation d'une direction politique unifiée œuvrant pour la réalisation d'une unité constitutionnelle dans les plus brefs délais".

Les deux parties ont convenu de l'importance de voir une direction politique unifiée, le plus haut pouvoir politique dans les deux pays, prendre toutes les mesures pratiques pour réaliser l'unité politique entre l'union socialiste dans chacun des deux pays raison pour laquelle, un conseil présidentiel conjoint entre la RAU et l'Irak fut créé le 27 mai 1964.

La direction politique unifiée a ratifié un programme politique secret lors de sa réunion au Caire du 19 au 25 mai 1965, lequel a consisté à l'importance de réaliser l'unité nationale en Irak, ceci exige, l'unité de la direction politique, le soutien de l'union socialiste et l'efficacité de cette direction.

---

45- Texte de l'accord de formation du commandement politique unifié entre la RAU et l'Irak, le 26 mai 1964, joint au CD no.

46- Discours de Nasser lors de la signature de l'accord de l'unité avec l'Irak, le 26 mai 1964, "discours et dialogues de Nasser", partie 4, pages 202 à 204, référence antérieure.

On a convenu d'un programme politique et d'un autre économique et social, de fixer un période de transition et une date pour les législatives<sup>268</sup>.

Lors d'une réunion avec Aref, Nasser a réitéré son opinion dans l'unité..."je crains du fait que nous nous trouverons dans un problème duquel nous ne pouvons pas sortir si l'unité sera sans organisation politique ni unification de la direction politique! La première chose possible sera que nous perdons l'un l'autre. Marchons-nous étape par étape...on commence par l'action politique interne, puis l'unité de l'organisation politique et ensuite l'unité.

On commence par l'unification de l'action politique, nous formons une direction réunissant l'Irak et l'Egypte, il faut que les gens se connaissent. La relation entre nous aujourd'hui dépasse celle de l'unité, nous sommes prêts à la développer dans tous les domaines à l'exception de celui constitutionnel. Si l'établissement de l'unité n'a pas de complications sur le monde arabe en entier, nous la réaliserons sans retard!...

Il faut qu'il y ait une union socialiste unifiée pour les deux pays, un comité regroupant toi, des membres des deux pays et moi; je pense que l'évolution du pouvoir doit mener à la décentralisation. Pour régler le sujet des kurdes en Irak, on formera par exemple un pouvoir local ayant des autorités tant qu'elles ne sont pas l'armée ni la politique extérieure...

Quant aux sunnites et aux chiites, on ne doit pas faire la distinction entre eux. En cas de l'organisation d'un referendum sur l'unité, ni kurdes ni sunnites ne vont pas l'accepter! Ils ont besoin d'être rassurés, on leur démontrant qu'il s'agit d'un seul pays et non deux pays...

Si nous ne réglons pas ces problèmes avant l'unité et nous essayons de les régler après son établissement, des différends auront lieu...nous avons besoin de deux ans pour juger l'unité de l'action politique et si elle a réussi ou non?...après deux ans on

---

47- Texte du programme politique secret, Le Caire, du 19 au 25 mai 1965, communiqué du commandement politique unifié, le 25 mai 1965 et communiqué de la direction politique unifiée le 19 février 1966 joint au CD no.

peut décider quant nous établirons l'unité après que nous nous étions mieux reconnus<sup>269</sup>.

La direction politique unifiée entre la RAU et l'Irak a poursuivi le travail pour rapprocher entre les deux pays.

Le 4 juin 1967, Nasser et le premier ministre irakien, Taher Yehia ont signé l'accord de défense commune et les choses se sont arrêtées à ce point.

Nasser réalisait parfaitement bien son besoin de maintenir un état d'entente avec les Etats Unis d'Amérique et en même temps avec l'Union Soviétique. Etant donné que l'Oncle Sam lui procurait de quoi manger alors que la seconde l'approvisionne en armes et le soutien dans la construction du Haut Barrage. Il n'avait jamais eu l'intention de miser sur une seule partie et d'exclure l'autre, partant de sa logique de neutralité qu'il adopte et à laquelle il croit. Ajoutons à cela, son désir de ne pas voir des bases militaires soviétiques ou de voir Moscou remplacer l'Occident au Moyen Orient.

La CIA, quant à elle avait prévu que Nasser continuera à chercher le support d'autres gouvernements et anéantirait au même titre les centres occidentaux politico militaires au Moyen Orient. Outre cela, Nasser tiendra à apporter son soutien aux nationalistes arabes, à l'exception des baassistes, en faisant leur propagande ou par le biais d'aides financières.

Nasser avait un autre objectif à court terme mais il serait attentif afin d'éviter l'affrontement militaire avec la Grande Bretagne.

Les membres de la CIA ayant travaillé sur le rapport avaient estimé que Nasser désirait la disparition de l'Etat d'Israël. Cependant, il estimait que dans l'avenir proche il n'aurait pas la capacité militaire de lui infliger une défaite et qu'il résisterait n'importe quelle action occidentale pour affirmer la position politique d'Israël ou bien sa force militaire. 270

---

48- Procès-verbaux des réunions du commandement politique unifié joint au CD no, référence antérieure.  
Special National Intelligence Estimate, Washington, le 6 Mai 1964, Les politiques et les perspectives de Nasser.

Ce rapport reflétait, comme d'habitude le malentendu qu'ils ont des politiques, de leurs objectifs ou encore de leurs motifs. Parfois même la CIA se départait de la politique de son gouvernement et empruntait une politique opposée. Ceci avait eu lieu auparavant lorsqu'un complot avait été ourdi contre Nasser et qui avait été planifié par ses agents. Et ceci avait eu lieu à l'époque de Johnson. Partant de cette logique irrationnelle alignée, avait émané l'estimation de la position entreprise par la CIA à propos de Nasser et de sa politique.

Premièrement: Nasser encourageait et supportait n'importe quel solidarité arabe ou union entre deux Etats arabes ou plus, même si l'Egypte n'y faisait pas partie. Cette foi qu'il avait en l'unité arabe était authentique et profonde.

Deuxièmement: dire que Nasser tenait à former une force militaire pour pouvoir maintenir le pouvoir est une falsification délibérée. Même les ennemis ne peuvent en aucun cas dénier la popularité de Nasser dans son pays ou bien dans le monde arabe. En réalité, Nasser était contraint d'établir une force militaire pour défendre l'Egypte contre les dangers de l'expansion sioniste. Preuve en était l'agression du 5 juin 1967 à l'heure où Israël avait mené une offensive contre trois Etats arabes et avait occupé leurs territoires.

Troisièmement: Quant à la relation de Nasser avec l'Union Soviétique, nous ne devons pas oublier que cette dernière avait approuvé la vente de l'arme à l'Egypte en 1955 lorsque les accidents d'agressions israéliens sur les Egyptiens et les Arabes de Gaza, et de Khan Younès via les frontières égypto israéliennes. Le recours de Nasser au bloc est pour revendiquer l'arme était intervenu après que la Grande Bretagne et les Etats Unis avaient refusé la vente d'armes à l'Egypte. D'ailleurs, les Etats Unis avaient fait des manœuvres depuis le déclenchement de la révolution du 23 juillet 1952 et jusqu'en 1955. Plus tard, il s'était avéré des documents britanniques que les deux Etas s'étaient entendues pour ne pas approvisionner l'Egypte en armes à condition de se réconcilier avec Israël<sup>271</sup>.

---

Une page retirée du livre <sup>271</sup>

Quatrièmement: Nasser croyait profondément au droit de tous les pays dans l'indépendance et le développement. Il estimait surtout qu'il ne fallait pas impliquer le tiers monde dans la guerre froide entre les Etats Unis, l'Union Soviétique et leurs alliés. De là, il a aidé et soutenu les mouvements de libération dans les pays arabes, comme l'Algérie, les pays africains qui étaient dans la plupart occupés dans les années 50. Ensuite, il a mené avec Nehrou et Tito le mouvement des non alignés qui avait commencé à Bandung en Avril 1955 et qui est devenu plus tard un facteur effectif dans la politique mondiale au sein des corridors des Nations Unis

D) La déclaration de la politique de manœuvres de Johnson pour limiter l'accès à l'arme:

C'est ce que Johnson avait annoncé dans sa correspondance. Ensuite il avait voulu sonder l'avis de Nasser sur cette nouvelle et ancienne politique à la fois avant la visite d'Eshkoul à Washington qui fût effectuée le premier juin 1964. Badou avait rencontré Nasser et avait essayé de le convaincre de limiter les opérations de militarisation et lui avait dit que la capacité financière et technique équivaldrait voire dépasserait toute étape entreprise par la République Arabe Unie. En résultat, cette dernière ne réaliserait jamais l'état de sécurité absolue et aurait à assumer des fardeaux financiers accrus qui entraverait son progrès économique.

Les Etats Unis en tant que superpuissance avaient appliqué la politique de limitation de l'armement face aux soviets, qui à leur tour, avaient réagi de même sans accord officiel ou mesures spéciales. Il était possible d'avancer sur cette piste loin de négociations bilatérales avec Israël.

Badou avait réitéré l'inquiétude des Etats Unis vis-à-vis d'un avancement dans le dossier du nucléaire et surtout au Moyen Orient. Il avait demandé d'appliquer les mesures de protection de la part de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) au profit de la paix dans la région et dans le monde. Pour convaincre Nasser il avait rajouté "cette mesure est effective et pratique pour contrer les craintes des Arabes

ressenties envers les possibilités d'Israël de faire évoluer l'arme atomique".

Et de reprendre " bien que les Etats Unis ne soient pas sur la même longueur d'onde de la conviction arabe qu'Israël est un Etat expansionniste, la politique américaine objecte n'importe quel expansion israélienne en dehors de ses frontières et n'acceptent pas, et prête à s'ériger devant tout, menace d'agression contre les pays de la région".

En réalité, en ce qui concerne ce point, les événements ont prouvé la véracité du principe sioniste sur les plans expansionnistes graduels. Le premier stade a été l'opération de judaïsation des terres qui ont été occupées dans le cadre de l'agression tripartite de 1967 qui étaient la Cisjordanie, la plaine du Golan syriens et le Sinai égyptien.

Enfin Badou avait demandé à Nasser d'envoyer des affirmations précises aux Etats Unis. Selon lesquelles la République Arabe Unie ne multiplierait pas sa production militaire sophistiquée ou bien sa quantité et surtout les missiles. Badou avait déclaré à cet égard: " partant du même principe, Israël peut s'engager à suivre la même piste dans le domaine des missiles et des armes atomiques". L'approbation par la République Arabe Unie des mesures entreprises par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique contribuera aux efforts que les Etats Unis déploient sur le plan global pour inclure dans ces mesures le nombre le plus important des membres onusiens. Israël est d'ailleurs l'un des plus importants pays membres qui doivent approuver ces mesures ".272

Après l'étude des équilibres de force dans la région du Moyen Orient d'une perspective américaine, Johnson dans un mémorandum rédigé à Feldman les grandes lignes de la politique américaine dans une étape ultérieure comme ce qui suivait:

Premièrement: En ce qui concerne l'insistance d'Israël de demander son approvisionnement en 500 chars des Etats-Unis:

---

Télégramme de l'Ambassade des Emirats Arabes Unis à l'adresse du Département d'Etat <sup>٧٧</sup>  
Américain: Le Caire, le 8 mai 1964.

Les Etats Unis se considéraient comme étant le soutien loyal d'Israël et les Arabes s'attendaient à une intervention américaine au cas où Israël était sujet à une offensive. Il s'agit là d'un constat dans notre politique depuis 1950 que chaque président américain affiche explicitement pour réprimer toute éventuelle attaque contre l'Etat Hébreux. Raison pour laquelle, par les moyens déclarés et tacites nous apportons le soutien financier solide à Israël. J'adopte la même lignée que mon prédécesseur.

Les Etats Unis ont estimé indispensable de préserver un aspect, quoique formel, d'équilibre entre les Arabes et Israël à cause de ses intérêts étroits dans la région accompagné d'un désir de rompre tout éventuel rapprochement Arabes/Moscou. Cette politique ne fait pas acquérir aux Etats Unis une influence uniquement avec les Arabes, mais elle contribue à freiner l'intervention russe.

L'un des aspects de cette politique est que les Etats Unis évitent approvisionner Israël ou les Arabes d'armes destinées à l'offensive. Cependant, cette politique ne doit aucunement retirer à Israël le droit de répression. Les achats d'armes d'Europe qui est financé par l'USAID est énorme.

Cette année est celle de la crise de l'eau de la Jordanie dans laquelle les Etats Unis assument le fardeau essentiel pour soutenir Israël. Les Etats Unis ont une charge supplémentaire parce qu'ils sont appelés à vendre le plus grand nombre de chars à Israël, ce qui d'emblée porte atteinte à ses relations avec les Arabes et non pas uniquement avec la République Arabe Unie, mais pratiquement avec chaque Etat arabe. Ceci met dans l'impasse la Jordanie et rend le roi Hussein incapable de préserver de solides relations avec Israël. Tant que la Libye est devenue l'un des pays les plus extrémistes vis-à-vis d'Israël, la base militaire américaine qui y était installée n'y sera plus ainsi que l'influence américaine dans des dossiers tels que le changement du cours du fleuve du Jourdain. Il faut prendre en considération la réaction arabe contre les Etats Unis à cause du marché de chars demandée par Israël. Plus important encore serait de prévoir une contre réaction arabe contre le pétrole



américain qui est menacé par la crise des eaux du Jourdain; ainsi Khrochov deviendra le principal victorieux et non pas Israël.

Pour toutes ces raisons, je ne crois pas que les Etats Unis pourraient vendre de manière directe des chars à Israël. En dépit et contre tout, les Etats Unis sont concernés qu'Israël préserve ses capacités de répression. Johnson estimait qu'Israël était pessimiste plus qu'il ne le fallait et qu'elle ne calculait guère la répression que pouvait causer une croyance arabe en une interférence des Etats Unis pour protéger Israël.

Et enfin, Johnson a trouvé son astuce. Israël se devrait donc d'acheter ses chars du Royaume Uni ou bien en l'occurrence de l'Allemagne Fédérale conformément aux quantités et aux critères qu'on leur dicte.

Deuxièmement: Pour ce qui est des missiles israéliens

Johnson a écrit: "Eshkol doit savoir parfaitement bien que je suis préoccupé de la possibilité de l'acquisition par Israël de missiles de grande envergure qui accélérerait la course à l'armement dans la région. Dis lui que les experts américains étaient convaincus que la République Arabe Unie ne peut développer une capacité de produire des missiles pour éviter que ceci ne représente une menace à Israël. Même les missiles avancés, sa valeur se trouve en question sans les têtes nucléaires; et ceci ne relève aucunement des capacités de la République Arabe Unie"<sup>273</sup>.

Dans le cadre de la mission Feldman Sloan <sup>274</sup>, ces derniers ont rencontré Eshkol, la ministre des affaires étrangères, Golda Maïr, le vice ministre de la défense, Shimon Peres ainsi que l'ambassadeur américain à Tel Aviv. Il s'était passé ce qui suit:

La mission américaine s'était excusée sur la vente des chars israéliens. Mais Feldman avait dit: "Une équipe a été envoyée regroupant Sloan et un autre expert de la Grande Bretagne et l'Allemagne pour voir quel pourrait être le rôle de ces deux pays dans cette transaction, tout en stressant sur le fait qu'Israël est en besoin de ces chars et qu'il doit l'obtenir au meilleur prix".

---

Mémoire de Johnson à Feldman, Washington, le 15 Mai, 1964. Instructions présidentielles pour la <sup>273</sup>  
mission Feldman Sloan  
Frank Sloan est le vice secrétaire américain à la défense <sup>274</sup>

A ce moment là Eshkoul avait déclaré qu'Israël voulait obtenir les chars sans payer leurs prix. Et à Feldman de rétorquer que les Etats Unis sur ce point ont l'intention de soutenir Tel Aviv via deux méthodes. La première à travers l'intervention en Grande Bretagne et en Allemagne pour les aider à obtenir leurs besoins en chars. "Ajoutons à cela qu'il est possible que les Etats Unis approvisionnent l'Allemagne en équipements et missiles pour ces chars et les négociations sont en cour pour cet objectif. Mais l'affaire doit s'effectuer en secret pour qu'il ne soit pas apparent que les britanniques et les Allemands ont été obligés par les Américains pour mener ce marché. Feldamn a demandé que le sujet d'Eshkoul ne soit pas discuté avec Johnson au cours de sa visite aux Etats Unis".

Eshkoul avait fait pression de nouveau et de dire " si les Etats Unis ne peuvent pas munir Israël en chars et suggère qu'ils se rendent en Allemagne et aux Etats Unis, il faut qu'ils soient prêts à contribuer à l'opération de financement. Israël paye le prix de mirage en dollars et c'est un fardeau pour elle. Elle a selon toute vraisemblance commencé à mendier.

Pérès avait déclaré que alors qu'il déployait un grand effort pour convaincre la partie américaine qu'Israël était inquiet de la visite de Krouchev à la République Arabe Unie. Tel Aviv est convaincue contrairement aux Etats Unis que les missiles de la République Arabe Unie connaissent une amélioration rapide et que les Israéliens craignaient que les Egyptiens soient en passe d'expérimenter les têtes chimiques.

Pérès avait saisi l'occasion pour demander de discuter avec les Etats Unis afin de résoudre le problème de la force de l'aviation israélienne et avait exprimé le besoin d'Israël à acquérir les des avions plus lourds que le mirage. Il avait justifié cela par le fait que les Egyptiens construisent des aéroports loin du Caire.

Si Israël parvient à obtenir des missiles destinées offensives légères, tels que Sky Kooh, il serait difficile de mettre des contraintes d'usage sur les programmes de missiles israéliens<sup>275</sup>.

Au même moment, Johnson a envoyé une lettre à Nasser le 20 mai 1964 dans lequel il lui exprimait "l'appréciation profonde des Etats Unis pour votre appui personnel à l'interdiction partielle des expériences nucléaires et la signature immédiate de votre gouvernement au traité" et Johnson d'ajouter "cette mesure a contribué à créer une unanimité quasi-totale à propos du soutien apporté au traité"<sup>276</sup>.

En réalité, Johnson avait suivi une politique induisant à l'erreur, il avait demandé à l'ambassadeur égyptien à Washington Moustapha Kamel d'avertir Nasser que les Etats Unis allaient s'opposer farouchement n'importe quelle agression de la part d'Israël contre les Etats arabes. Elle objectait également l'expansion israélienne et par le même critère elle s'opposait à n'importe quelle agression contre Israël".

Il avait été recommandé de transmettre à Nasser un message selon lequel Israël ne formait pas la politique américaine. Mais en même temps, les Arabes conseillaient de ne pas mettre Israël dans une position embarrassante, parce que ce sont les Soviétiques qui vont être les victorieux dans ce cas.

A l'issue de cette rencontre, Johnson avait voulu envoyer un message convaincant à Nasser, il avait alors suscité l'intérêt en l'importance de l'existence de la base américaine en Libye pour défendre les Etats Unis <sup>277</sup>.

Quant Eshkoul était arrivé à Washington, il avait rencontré Johnson début juin 1964 qui lui avait mis l'accent sur la nécessité de suivre la même lignée américaine et avait conclu en disant "le premier ministre israélien peut quitter les Etats Unis tout en étant confiant qu'ils aideront Israël dans l'avenir moralement et financièrement tant qu'ils peuvent"

Eshkoul avait saisi l'occasion pour dire: " la Palestine était sous le pouvoir turque d'environ 100 km<sup>2</sup> et aujourd'hui, la superficie d'Israël atteint 20 milles km<sup>2</sup> uniquement. Ce fût une connotation transmettant la nécessité d'opter pour l'expansion. Ils veulent toute la Palestine et je ne sais pas si Johnson avait réalisé la vraie signification de cette remarque. Eshkoul avait

---

Lettre de Johnson adressées à Nasser, le 20 mai 1964, en arabe et en anglais/<sup>٢٧٦</sup>  
Mémoire de conversation, Washington, le 25 mai 1964; Relations Etats Unis et République Arabe <sup>٢٧٧</sup>

ajouté que la visite de Krouchev a donné à Nasser un plus grand prestige par l'arme et les fonds et c'est pour cela qu'il était considéré comme un ennemi juré. Une manière de vouloir impressionner Johnson pour en retirer plus.

Il s'était avéré que pendant la visite, Eshkol avait maintenu sa position. Ils désapprouvaient de transmettre à Nasser la situation réelle du réacteur de Dimona. Il avait justifié cela en avançant plusieurs fois qu'il était un ennemi d'Israël. "La République Arabe Unie était engagée à démolir Israël, ce outre le fait que Nasser avait travaillé pendant de longues années pour devenir une force nucléaire et il continuera sur cette même piste". Eshkol avait considéré le fait d'informer Nasser que le réacteur de Dimona ne fabriquait pas l'arme nucléaire n'aura aucun effet. Il poursuivit en avançant qu'il n'était pas jugé rationnel de parler à Nasser à propos de Dimona à un moment où nous ignorons tout de sa politique vis-à-vis des missiles 278.

Au sujet de la limitation de l'armement au Moyen Orient, Badou a remis à Nasser une lettre à ce propos de Johnson. Badou avait fait allusion pendant sa rencontre avec Nasser à la déclaration des intentions de la part de la République Arabe Unie interdisant l'accès à l'arme et l'acceptation des mesures de l'Agence Internationale de l'Energie atomique. Nasser avait répondu qu'il était prêt à répondre au message de Johnson on en un communiqué dans lequel il reconnaît que la République Arabe Unie n'avait pas l'intention d'obtenir l'arme nucléaire. Pour ce qui est de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, il s'était déclaré prêt à accepter ses mesures au moment de la construction du réacteur nucléaire à la République Arabe Unie. Mais le fait qu'il acceptait de facto l'inspection le mettait dans une position difficile parce qu'il n'y avait pas de raisons pour émettre un tel communiqué. Il serait d'emblée accusé qu'il faisait cela sous l'effet de la pression de la plus grande superpuissance. Mais au moment de la construction du réacteur il serait prêt.

Quant à la course à l'armement et surtout les missiles, Nasser avait déclaré avoir lu un rapport dans un journal publié à Bohn selon lequel la République Arabe Unie développait des têtes

---

Mémoire de conversation, Washington 1<sup>er</sup> juin 1964 Johnson Eshkol: échange de points de vues <sup>^^^</sup>

nucléaires pour les missiles. Nasser avait d'ailleurs dénié ce constat.

Badou avait parlé de l'équilibre de l'armement entre Israël et la République Arabe Unie et avait déclaré que ce fût le meilleur horaire pour geler le niveau de l'armement. Il était bizarre qu'il le dise au moment où il approvisionnait Israël en missile Hook et lui procurait des aides matérielles, militaires et politiques. Ce, en plus 500 chars qui leur avait été procuré d'Europe.

Badou avait proposé que les Etats Unis deviennent une tierce partie non déclarée pour conclure le traité de la limitation de l'armement d'autant plus que la République Arabe Unie et Israël ne peuvent pas entrer directement en contact. A ce moment là, Nasser lui avait dit que le système de défense de la République Arabe Unie face à Israël était plus avancé que 5 ans auparavant. Israël avait un avantage au niveau des missiles sol terre; d'autant que la superficie de l'Etat était petite et la base de missile Hook pouvait protéger son espace aérien.

Contrairement, la République Arabe Unie avait un large espace aérien à tel point que les tentatives de défense par l'intermédiaire des missiles sol air se sont avérées loin d'être efficaces. Raison pour laquelle les militaires égyptiens étaient unanimes sur le fait que les missiles sol sol étaient essentiels pour contrebalancer les privilèges que détient Israël de sa base de missiles Hook. Nasser avait commenté en disant que " la course à l'armement était en cours effectivement et qu'à chaque fois qu'Israël obtenait un avion plus moderne, il était obligé de faire de même en compensation. Dans ce contexte, les soviets avaient vendu les armes à la République Arabe Unie à un taux de 30% moins. Mais au cours des quelques années précédentes, ils demandaient le prix au complet. Ceci s'était appliqué sur les deux dernières groupes d'avions Meg. Ensuite, Nasser avait déclaré qu'il avait un problème avec les militaires égyptiens qui exerçaient des pressions pour rendre l'armement plus sophistiqué et d'une plus grande quantité. Tous les militaires se ressemblent, qu'ils soient Américains, Russes ou Egyptiens. Là, il y a un problème parce que comment il est possible d'arrêter la production de missiles sans endurer une accusation de le faire sous la pression d'une

force plus grande<sup>279</sup>. D'ailleurs, Nasser avait mis les points sur les i lors d'une interview avec l'ambassadeur américain. Israël avait suscité un vacarme sur l'armement de l'Egypte en général ainsi que sur les savants qui l'ont aidé à produire les missiles.

En réalité, d'une perspective égyptienne le danger expansionniste d'Israël fait que n'importe quelle incapacité d'armement une sorte de suicide. L'Egypte consacrait 15% de son budget à l'armement, alors qu'Israël y consacre 40%.

Nasser avait d'ailleurs dit en affichant son approbation à recourir aux savants Allemands "ce qui m'importe est que les centres dans lesquels vous travaillez deviennent des écoles pour les sciences avancées et la technologie moderne".

Effectivement, des centaines de scientifiques et d'ingénieurs Egyptiens sont devenus les disciples des allemands et ce fût une occasion d'or. Ces ingénieurs et experts allemands étaient alors sujets à des tentatives de kidnapping et de meurtres en République Arabe Unie.

Dans une tentative de réévaluer les relations Etats Unis RAE, Johnson a demandé à son ambassadeur qui était en service au Caire, Badu son avis à propos de la politique future des Etats Unis envers la République Arabe Unie. Et à Badu de répondre que depuis le déclenchement de la révolution égyptienne du 23 juillet 1952, la politique des Etats Unis a changé 4 fois pour des circonstances qui avaient incité le pays à plus d'éloignement. Une confrontation a eu lieu entre les deux pays en 1955 à l'heure où l'Egypte avait signé le premier marché avec le bloc soviétique. La deuxième confrontation a été l'effet de la nationalisation du Canal de Suez et a atteint un apogée avec la descente des forces américaines au Liban en 1958. La confrontation s'était arrêtée entre les Etats Unis et la République Arabe Unie plus tard et la raison en était, selon Badou, dans la capacité de chaque partie à porter atteinte aux intérêts de l'autre. Si l'Egypte désire cela, de nombreux problème pourraient survenir aux Etat Unis dans de nombreuses régions du Moyen Orient où se chevauchent les intérêts américains fondamentaux.

---

Appel téléphonique de l'ambassade de la République Arabe Unie au Département d'Etat <sup>279</sup>  
Américain, le Caire, le 8 juin 1964.

En même temps, les Etats Unis détiennent une capacité à porter atteinte, s'ils le décident, à l'Égypte dans des régions telles que le Yémen, la Syrie et la Jordanie. Badou estime d'ailleurs que cette réalité est ce qui a empêché la confrontation essentielle qui probablement continuera dans le futur sauf si la République Arabe Unie menace les intérêts américains fondamentaux, à tel point que Washington serait prête à risquer son positionnement dans les territoires arabes occupés avoisinants. Soit, les relations américano égyptiennes peuvent continuer à osciller entre amitié et opposition. Ces relations n'atteignent jamais le stade de la confrontation directe.

Les trois dernières années étaient un nouveau début dans lesquelles les Etats Unis entretiendraient des relations raisonnables sur le long terme avec la République Arabe Unie tout en préservant la liberté de déplacement à propos de certains dossiers".

A ce moment là, Johnson s'est demandé si Nasser allait comprendre cette politique complexée. Et à Badou de répondre que la "politique était l'unique alternative à celle qui a préjudicié les relations entre les deux pays dans les 12 dernières années".

Les Américains avaient demandé à Nasser d'écrire ses attestations verbales selon lesquelles la République Arabe Unie n'allait pas développer l'arme nucléaire. Lorsqu'ils avaient analysé le discours de Nasser, ils avaient vu qu'il y confirmait les intentions et les capacités de la République Arabe Unie dans le dossier de l'arme nucléaire. Premièrement: Nasser en personne confortait Johnson sur la République Arabe Unie sur le fait qu'elle n'avait aucune intention d'enliser la région dans la menace effrayante de l'arme nucléaire. Deuxièmement: le discours affirmait que le peuple et le gouvernement égyptien ne voulaient déployer aucun effort et ne disposait de ressources matérielles pour les orienter envers l'arme de destruction massive.

Le message qu'ils avaient décelé était que malgré le fait que Nasser ne renonçait pas à son animosité à Israël; il était implicitement compris qu'il ne recourrait point à l'option nucléaire pour résoudre le problème de la Palestine. Y était

apparent également son refus du discours équilibré effrayant existant entre l'Occident et le bloc soviétique ou bien d'imposer la paix par le biais de la terreur nucléaire dans le monde entier.

Ce discours de la part de Nasser à l'adresse de Johnson avait eu un effet plus considérable au lendemain de la réunion de l'Union Africaine au Caire et la présentation par la République Arabe Unie d'un projet proposant un accord international entre les forces non nucléaires; à condition qu'elles s'engageaient à ne pas obtenir l'arme nucléaire. Un projet qui fût acceptée par l'union 280.

Le 13 août 1964, Johnson avait répliqué à Nasser en ces termes "J'ai le plaisir d'obtenir votre confirmation personnelle que la République Arabe Unie n'entends pas déployer tous ses efforts dans le sens de l'obtention de l'arme de destruction massive et d'appliquer, en l'occurrence les mesures de bonne maintenance et performance nucléaire au moment où la République Arabe Unie construirait un réacteur nucléaire" 281.

Johnson avait envoyé à Nasser le 29 Septembre Mclouy, le même émissaire envoyé par Kennedy en juin 1963. L'objectif étant de mettre un terme à la tension dans le Moyen Orient en faisant allusion à la nécessité de signaler la nécessité d'éviter les coûts exorbitants de la course à l'armement. Tout ceci voudrait dire garantir l'application de la politique américaine affichée au Moyen Orient qui s'allie à Israël au dépend de l'Egypte et des Arabes.

Mclouy avait présenté à Nasser des propositions américaines écrites comprenant ce qui suit:

Une affirmation écrite ou verbale que les missiles sol sol n'étaient pas diffusés à partir de porte avion.

Une affirmation d'arrêter la production de missiles grands sol sol pour des fins militaires.

Tous les programmes ou études spatiales doivent avoir lieu au grand jour et dans le cadre d'une coopération scientifique internationale. La production de missiles doit être de quantité

---

Mémoire du Département d'Etat Américain de Nasser le 26 juillet, Washington sans date <sup>280</sup>  
Une lettre du président Johnson au président Nasser, Washington, le 13 Août 1964. <sup>281</sup>



restreinte pour servir l'objectif pour lequel elle leur avait été destinée.

Affirmation nécessaire pour la production de missiles ou leur obtention sans inspection.

Un communiqué avait été proposé par la République Arabe Unie à ce sujet selon lequel "la République Arabe Unie désirait présenter des affirmations pour dire que ses efforts déployés pour développer les missiles sol sol ont été accomplies pour des fins d'autodéfense uniquement. Et d'ajouter qu'en résultat au programme de missiles, la République Arabe Unie était devenue dans une position dans laquelle elle pourrait produire une force énorme de missiles, si elle ressentait cela indispensable. Ceci était conditionné par l'attitude des autres Etats de la région. A long terme, la République Arabe Unie avait l'espoir que la valeur réelle des missiles qu'ils avaient développés résidait dans le rôle qu'elle allait jouer dans le sens du progrès humain dans l'espace satellite 282.

Après que Nasser ait lu les propositions américaines sur les missiles déjà mentionnées, il a déclaré à Mclouy " les Américains doivent comprendre que le problème du Moyen Orient n'est pas un problème de missiles mais il est celui de la Palestine et que les Arabes ne peuvent en aucun cas accepter le statu quo de la Palestine. Il faut que la cause palestinienne soit réglée sur base d'équité. Rien ne peut arrêter la course à l'armement ou changer le climat prévalent au Moyen Orient sans la résolution de la cause palestinienne. Il s'agit là d'une problématique essentielle et il est inutile de supposer qu'un accord survienne de manière surprenante à propos des missiles ou autres causes.

Les missiles égyptiens sont actuellement proches du cœur de l'armée et n'ont aucun lien avec les armes nucléaires. Ils sont un symbole pour renouveler la force de l'armée et sa confiance. Ils sont actuellement la réaction des calvaires que nous avons vécus pendant l'invasion de 1956. Alors que le Pentagone n'est pas impliqué dans les affaires internes, l'armée en Egypte était signifiante à cause de son rôle fondamental dans le maintien de

la sécurité du pays interne et externe. Raison pour laquelle les missiles comportent des indices politiques".

Nasser avait déclaré à MacCloy qu'il allait envisager les propositions américaines pour les discuter avec ses conseillers. Mais il avait ajouté qu'il n'était pas optimiste à propos d'un accord qui limiterait la production de missiles

Lorsque MacCloy aborda la comparaison entre les relations du système de l'armement des Etats Unis avec l'Union Soviétique et la possibilité que ceci se produise entre la République Arabe Unie et Israël, Nasser avait déclaré à cet égard qu' "il ne s'agissait pas d'une bonne comparaison. Les Israéliens occupaient la Palestine qui est une terre arabe et ils ont envahi la République Arabe Unie en 1956. La comparaison serait valable uniquement si l'Union Soviétique avait envahi la Californie" 283.

MacCloy avait commenté sa rencontre avec Nasser en disant " nous avons trouvé Nasser moins flexible que nous l'aurions imaginé à propos des missiles". " Nasser n'a pas refusé nos propositions sans pour autant donné l'impression qu'il les a accepté. Il était prêt à passer en revue tous les problèmes internes et externes au cas où il arrêterait le programme des missiles"

MacCloy avait alors écrit: " lorsque Nasser nous a réconforté à propos du réacteur de Dimona, il n'a pas commenté. Nasser n'a rien dit de la guerre préventive au cas où Israël obtienne des capacités atomiques au cours de cette visite comme il est arrivé auparavant"284.

De nouveau, la contradiction était survenue dans la politique américaine en ce qui concernait la limitation de l'armement au Moyen Orient et d'en faire une zone exempte de l'arme nucléaire. Les Etats Unis avaient soutenu Israël dans le marché des missiles en provenance d'Europe qui a compris 150 chars allemands M 48.

Les Etats Unis en examinant le fanatisme israélien, ils avaient décidé de coopérer dans la formation et la livraison et donner de

---

Mémoire de conversation, Le Caire, le 28 Septembre, 1964, OP. <sup>٧٨٣</sup>  
Rencontre avec le président Nasser <sup>٧٨٤</sup>

bonnes conditions tels que le marché Hook avec des facilités de paiement sur 10 ans 10% en pré paiement et 0,5% d'intérêts. Ce, outre l'aide américaine habituelle des Etats Unis octroyée à Israël et qui a été approuvée par Johnson (20 millions de dollars). Ensuite, il réitère qu'il adopte la politique de la limitation de l'armement nucléaire au Moyen Orient.

La détérioration des relations entre la République Arabe Unie et les Etats Unis:

Les Etats Unis avaient de nouveau utilisé l'arme de l'aide pour faire, de nouveau, pression sur Nasser afin d'exaucer leurs conditions.

L'arrêt de l'aide américaine octroyée à la République Arabe Unie 285:

Les Etats Unis avaient stoppé l'acheminement d'un prêt de 25 millions de dollars pour l'Egypte qu'ils avaient approuvé pendant la présence de Ramzi Estino, vice premier ministre et secrétaire d'Etat à l'approvisionnement et au commerce intérieur à Washington. Nasser compris alors que l'aide américaine est conditionnée par le comportement de l'Egypte. Nasser a toujours été clair avec les Américains sur le fait que la République Arabe Unie était indépendante dans ses objectifs et ses positions 286.

Face à l'annonce de cette position américaine qui avait changé vis-à-vis de la République Arabe Unie, Nasser avait dit dans son discours du 23 décembre 1964 " notre politique en est une indépendante et dans nos relations avec les pays du monde entier, personne n'est en droit d'interférer dans nos affaires internes. Si les Américains croient qu'ils nous octroient l'aide pour nous contrôler et avoir une mainmise sur notre politique, je leur dirai non nous sommes prêts à rationaliser notre consommation en thé, café et autres en vue de préserver notre indépendance. Nous ne pouvons guère vendre notre indépendance et nous ne sommes pas prêts à accepter quelque soit la pression. Nous avons de l'honneur et non à l'aide américaine conditionnée".

---

Mémoire de Feldman, Bundy et Komer au président, Washington le 19 Octobre 1964 <sup>٢٨٥</sup>  
Télégramme de l'Ambassade de la RAU, au Département d'Etat Américain, le Caire le 1<sup>er</sup> février <sup>٢٨٦</sup>

1965

Je veux dire que nous n'allons jamais vendre notre indépendance. Nous ne pouvons accepter un mot de qui que ce soit. Nous n'acceptons pas la pression car nous avons une dignité 287.

La résistance américaine vis-à-vis de la position de Nasser du Congo:

Il était évident que les Etats Unis utilisaient l'aide comme un instrument de pression sur Nasser pour le sanctionner quant à la position de la République Arabe Unie pour ce qui est du Congo opposé à la position de l'Amérique et de la Belgique 288. "Lorsqu'est advenu un agression sur le Congo le 24 novembre 1964, et les forces américaines et belges ont fait leur descente à Stanly Fil, Nasser s'était déclaré opposé à toute sorte d'agression. Il avait réitéré "nous sommes au profit de la liberté. Peut-on reconnaître que Tchombi qui représentait le peuple du Congo, était un assassin 289. Si les Etats Unis et la Belgique le considéraient comme un premier ministre, il serait un agent américain et belge et il serait loin d'être considéré comme un représentant du peuple.

Ce qui a touché au cœur les Etats Unis est que la position de la République Arabe Unie vis-à-vis du Congo a été un modèle qui a inspiré d'autres Etats et c'est ce qui a été explicitement exprimé dans son discours selon lequel "vous savez pertinemment bien que lorsque Tchombi avait assisté à la réunion du groupe des non alignés, aucun Etat présent ne l'avait considéré comme un représentant du Congo 290. Nous considérons Tchombi comme un agent de la colonisation et nous ne pourrons accepter guère qu'un tel exemple ait un accès dans le continent africain qui doit être contenu par le reste des forces nationales. Les rebelles du Congo ont besoin de l'aide de toutes les forces nationales loyales du monde entier.

La CIA avait alors considéré le discours de Nasser du 23 décembre 1964 le plus offensif à l'encontre des Etats Unis

---

Le discours de Nasser à Port Said dans la journée célébrant la libération, le 23 décembre 1964. <sup>287</sup>

Déclarations de Nasser, référence précédente, pages 380 à 402

Pages ??? du livre <sup>288</sup>

Tchombi a tué lumumba, le premier ministre congolais élu <sup>289</sup>

La tenue de la conférence du mouvement des non alignés du 5 au 10 1964 <sup>290</sup>

depuis 1956. En même temps, elle avait reconnu que les intérêts américains seraient préjudiciés s'ils auraient une réaction contre Nasser. Les Soviétiques attendaient à l'affût n'importe quelle occasion dénotant une détérioration des relations entre la RAE et Les EU. Nombreux sont les intérêts qui pouvaient être démolis à travers la RAE. Nasser pourrait convaincre les Koweïtiens de retirer leurs crédits bancaires de Londres.

Une autre question avait été soulevée; celle de savoir s'ils allaient affronter Nasser ou bien persister dans leur politique à long terme qui visait à modérer sa politique.

Une décision avait alors été prise de poursuivre l'acheminement de l'aide américaine vers la République Arabe Unie en se basant sur le fait que ceci était dans l'intérêt des Etats Unis et surtout pour interdire l'escalade de l'influence soviétique dans les affaires égyptiennes. Il avait été décidé également d'éviter n'importe quel comportement quitte à causer davantage de détérioration 291.

Johnson avait considéré que la crise du Congo était devenue un obstacle majeur dans les relations bilatérales entre la République Arabe Unie et les Etats Unis. Il avait voulu savoir les propositions de Nasser sur ce dossier à cause de l'intérêt manifesté par le gouvernement et le Congrès à l'Afrique. Ce fût l'attitude de la République Arabe Unie du Congo qui avait amené le congrès américain à limiter les prérogatives présidentielles au niveau du dossier de l'aide étrangère.

Le gouvernement américain avait nié que les Etats Unis aient des intérêts ou une volonté de se trouver là bas et avait affirmé qu'ils désiraient maintenir la guerre froide en dehors d'Afrique. Les Etats Unis avaient été déçus de savoir que la RAE avait approvisionné les rebelles du Congo en armes. Ce fût un problème sérieux parce que l'arme était fabriquée en Union Soviétique 292.

Les Américains croyaient que le Congo était la cause la plus pressante et qu'il était de l'intérêt de la RAE de réaliser les intérêts communs pour parvenir à un règlement politique, au lieu

---

Mémoire de conversation, Washington, 23 Octobre 1964, relations RAU Etats Unis <sup>291</sup>  
Mémoire de Rusk à Johnson, Washington, le 22 janvier 1965 <sup>292</sup>

d'une escalade ait lieu. Badou avait annoncé à Johnson qu'il accueillait favorablement toute tentative de règlement à ce problème qui était devenu une entrave dans les relations bilatérales entre les deux pays. Badou avait ajouté que le sentiment populaire aux EU et surtout au Congrès devait être pris en considération. Les évolutions en Afrique et dans le Moyen Orient avaient un impact sur le Congrès lorsque celui-ci avait pu limiter les prérogatives présidentielles dans les questions relatives à l'aide étrangère. Et de poursuivre que Johnson était opposé à cette limitation de prérogatives sachant bien la délicatesse du sujet de l'aide américaine et son éventuelle instrumentalisation pour faire pression politique sur Nasser.

Badou avait proposé pour ce qui est du Congo de sortir de l'arène militaire et de rechercher une solution politique. Il s'était demandé ensuite s'il était possible que l'Organisation de l'Union Africaine de présenter une initiative à cet égard.

Nasser: Si Tchombi est destitué il serait possible

Badou: Nous n'avons pas fait accéder Tchombi au pouvoir et nous ne pouvons pas le limoger. Nous soutenons le gouvernement légitime au Congo, là où les problèmes sont considérables.

La question qui fût suscitée dans ce contexte était la suivante : Que veulent les Etats Unis de la République Arabe Unie au Congo ? La réponse était bizarre selon laquelle Nasser se devait de mettre un terme à supporter les rebelles du Congo et qu'il utilise son influence dans l'OUA afin de soutenir le gouvernement central du Congo.

Nasser: Nous pouvons demander à Kzafoubou de se débarrasser de Tchombi.

Badou: Nous ne contrôlons pas le gouvernement central plus que nous le faisons avec les rebelles. C'est un gouvernement légitime que nous devons respecter.

Nasser: Une personne autre que Tchomby doit être élue.

Badou: Ceci est conditionné par les citoyens du Congo.

Nasser: Ceci n'est pas difficile. S'il serait possible de limoger Tchombi il serait une mission facile à la République Arabe Unie et les supporters des rebelles doivent arrêter leur support.

Badou: J'espère que nous pourrons apporter une aide à travers l'OUA.

En réalité, les Etats Unis étaient inquiétés depuis le déclenchement de la crise du Congo de l'aide qui pourrait être éventuellement acheminée de la part de la RAU à tous les mouvements de libération africaine en général et aux rebelles du Congo à titre spécial. Ce, outre leur opposition au rôle de libération que Nasser avait adopté pour le sud arabe, le golfe arabe et le nord de l'Afrique.

Le 31 décembre 1964, Johnson avait envoyé un message oral à Nasser dans lequel il avait expliqué la politique des Etats Unis au Congo. Cette politique était basée sur le soutien du Congo indépendant. Cette politique ne consistait pas à soutenir le mouvement de la rébellion au Congo qui permettrait à l'Union Soviétique et la Chine de leur accorder la chance pour élargir leur influence en Afrique.

Notre problème fondamental ne se rapportait pas au discours du 23 décembre mais il se centrait sur l'aide apportée par la RAU dans le soutien de la rébellion au Congo. Au cas où Nasser continuerait à soutenir les guerres de libération en Afrique nous serons sur la voie d'une confrontation inévitable. Il était clair dans cette rencontre que les pressions de l'aide américaine ne pourraient éloigner Nasser de sa politique de libération en Afrique ou bien de ses principes en général.

3) La complication des relations entre les Etats Unis et la Jordanie:

Malgré la détérioration de la situation entre la RAU et les Etats Unis, elle s'était alignée à Israël non pas uniquement pour s'opposer à Nasser mais également à la Jordanie allié des Etats Unis.

Les Jordaniens avaient exercé des pressions pendant des mois aux Etats Unis afin d'obtenir l'arme et des avions pour contrer les arabes qui s'opposaient au transfert des eaux du Jourdain à Israël. Mais, quand ils n'avaient trouvé aucune réaction, ils l'avaient informé qu'ils seraient contraints d'acheter l'arme soviétique à travers la RAU. L'administration américaine avait reconnu d'ailleurs qu'elle approvisionnait la Jordanie en armes

pendant des années sur approbation israélienne implicite et ce afin d'éloigner le roi Hussein des mains de Nasser. L'estimation américaine était que les armes soviétiques en Jordanie seraient le début de la fin et elle doit être interdite à n'importe quel prix. Enfin, les Etats Unis ont approuvé de vendre certaines armes à la Jordanie à l'exception des avions dont la vitesse dépasse le son pour ne pas susciter Israël et en même temps pour que la Jordanie ne se trouve pas obligée d'accepter l'arme soviétique. Il avait alors été suggéré que le roi Hussein obtienne des avions du Royaume Uni ou de la France, comme il était arrivé avec Israël.

293

Infiltration des nouvelles sur le marché de l'arme allemand:  
Les nouvelles sur le marché de l'arme allemand avaient commencé à être publiées mais l'engagement américain à moderniser les chars allemands M 48 avait toujours été tenu secret. Les craintes des Américains s'étaient renouvelées que les Arabes puissent profiter de cela pour inciter le roi Hussein à accepter l'arme soviétique et il avait été suspecté que se soient les israéliens qui aient infiltré ces informations 294.

Dans son allocution à Assiout avant le référendum sur les élections du 8 mars 1965, Nasser a été exposé à soutenir la colonisation israélienne et avait déclaré: "Israël dans les dix dernières années avait accumulé 3700 dollars de l'Allemagne Fédérale. Soit plus d'un million de dollars par jour et pourquoi l'Allemagne procède t elle à cela. Ils répétaient que les Juifs dans la seconde guerre mondiale avaient souffert à cause des Allemands. Il ne s'agissait pas seulement des juifs mais également des Tchèques, des Yougoslaves et des Français qui avaient tous souffert par les Allemands. Il y avait donc des tentatives pour faire pression économiquement sur Israël 295.

Au milieu de ces événements, Nasser a adressé une invitation à Albrikht le président de l'Allemagne de l'Est qu'il a accueilli au Caire. Un acte qui a été considéré comme une provocation par l'Allemagne Fédérale qui a attaqué Nasser et qui l'a accusé d'être

---

Mémoire de Komer à P. Johnson, Washington, le 21 janvier 1965 <sup>293</sup>

Ibid <sup>294</sup>

Le discours de Nasser à Assiout, le 8 mars 1965. Discours et déclarations de Nasser p 545-572 <sup>295</sup>



la personne qui exposerait au danger l'amitié entre les Allemands et les pays arabes.

Nasser avait dénoncé cette propagande et avait déclaré que "nous disions aux Allemands que nous détenons des informations selon lesquelles vous donnez l'arme à Israël. Ils avaient nié à tort car ils les avaient munis en 300 chars.

Les travaux vils effectués par la République Fédérale de l'Allemagne colonialiste sont ceux qui avaient exposé au danger l'amitié arabo allemande. Elle avait approvisionné Israël en armes pour anéantir les Arabes.

En réplique aux allégations des Allemands selon lesquelles le comportement de Nasser accordait à l'influence communiste un champ libre dans la région arabe, il avait dit que "ceci ne pourrait nullement nous influencer, même pas les mots sur l'influence légitime, américaine, anglaise, allemande ou arabe. Ces mots qui appartiennent à une époque révolue... Nous sommes contre la colonisation qui s'exerce partout dans le monde. Nous pourchasserons la colonisation germano occidentale partout dans le monde et non pas uniquement en Egypte et nous allons le dévoiler 296."

Le conflit avait empiré entre la République Arabe Unie et la République Fédérale d'Allemagne. La réponse à Albricht avait été faite par l'annonce de l'arrêt de l'acheminement des aides économiques à la République Arabe Unie. Mais Nasser avait répliqué en disant "cela signifie que la République Fédérale d'Allemagne ne participera pas au deuxième plan quinquennal de la République Arabe Unie. Nous leur avons dit "nous n'acceptons pas l'aide économique, mais nous acceptons des prêts avec un taux d'intérêts de 6 ou de 7%. Nous ne voulons pas d'aides et au cas où ils invalident les accords, nous leurs devrions 77 millions de L.E. Ils auront du mal à les percevoir. En plus de cela, nous pouvons sanctionner l'Allemagne Fédérale. Se sont nous qui pouvons les contrôler 297".

Le gouvernement allemand après ce vacarme, avait entrepris une décision d'arrêter l'envoi des armes à l'avenir aux régions de

---

Ibid <sup>296</sup>  
Ibid <sup>297</sup>

tensions et d'alterner ce qui reste d'armes avec d'autres produits. Et à Nasser de répondre: "Ils ont dit avoir arrêté l'arme mais au contraire ils informent les juifs de les approvisionner en armes; chose que nous ne pouvons accepter"

En même temps, le gouvernement allemand a annoncé qu'elle oeuvrait à nouer des relations diplomatiques avec Israël et que ce pas visait à contribuer à mettre la relation avec Tel Aviv sur leur cours normal. Ce pas n'est d'ailleurs pas orienté contre n'importe quel pays arabe.

Nasser a commenté sur ce pas en disant: "Le sujet ayant rapport à Israël est en relation avec tous les pays arabes qui se sont mis d'accord sur le fait de réviser leurs rapports avec l'Allemagne au cas où elle reconnaît Israël"<sup>298</sup>.

Effectivement, les présidents des gouvernements arabes se sont réunis dans le cadre de la Ligue Arabe au Caire, le 8 mars 1965 et ont entrepris deux décisions:

Que les pays Arabes se rapprochent de l'Allemagne de l'Est du même degré que le rapprochement de l'Allemagne Fédérale et d'Israël.

Que les pays arabes rompent leurs relations politiques avec le gouvernement de l'Allemagne occidentale au cas où elle accepte la représentation diplomatique ou consulaire avec Israël ou si elle accepte le soutien militaire d'Israël ou bien si elle perçoit toute forme d'autres aides. En même temps, le roi du Maroc Al Hassan a annulé sa visite à l'Allemagne Occidentale, qui était préalablement préparée en protestation contre Tel Aviv.

Les Américains avaient été soulagés par le discours de Nasser parce qu'il n'avait pas contenu une offensive directe contre les Etats Unis et que la plupart du discours empoisonné à été le lot des relations entre la République Arabe Unie et l'Allemagne Occidentale qui a enfin annoncé sa volonté de reconnaître Israël.  
299

A l'issue de la réaction sur le marché des armes allemandes clandestines avec Israël et l'annulation de l'Allemagne de la quantité qui n'avait pas été délivrée. Il s'était avéré que ceci avait

---

Ibid <sup>298</sup>  
Télégramme de l'ambassade de la République Arabe Unie au Département d'Etat Américain, le 25 <sup>299</sup>  
mars 1965

eu lieu sans délibération avec les Etats Unis. Johnson avait considéré cette évolution d'inquiétante. Il avait déclaré à cet égard "au cas où l'armement sera accentué à l'adresse des Arabes et qu'Israël ne soit pas armée de la même manière, les Etats Unis vendront à ces derniers les armes. Personnellement, j'ai des suspensions quant aux impacts désastreux sur notre relation avec les Etats arabes. A la lumière des circonstances actuelles nous devons savoir rester silencieux sur cette affaire et nous pouvons accepter les demandes d'Israël graduellement et loin de la propagande.

Pour ce qui est des Allemands, nous aimerions qu'Israël approvisionne l'Allemagne de ce qui reste du marché, c'est-à-dire 90 chars M 48. Elle avait effectivement reçu 60 chars M 48, un char Center Bone du Royaume Uni.....

Johnson avait déclaré que le "roi Hussein nous avait affirmé qu'il avait l'intention de faire stationner son armée sur la rive est et non pas en Cisjordanie qui menace Israël. Nous lui demanderons une promesse à cet égard, mais à condition qu'Israël le considère comme un secret.

Les procédures que nous avons proposé étaient dans l'intérêt de la sécurité d'Israël et démontrait le soutien que nous lui avons toujours accordé. 300

En contrepartie, Johnson a demandé des engagements de la part d'Israël qui deviendra une partie du marché:

"Appuyer Israël avec calme du programme américain pour l'approvisionnement en armes à Jordanie et aider les Etats Unis à minimiser l'opposition apportée à ses efforts pour maintenir une sorte de présence dans les autres pays arabes.

Les Etats Unis doivent obtenir un engagement d'envelopper de secret toutes les questions qu'ils discutent jusqu'à ce qu'ils se mettent d'accord avec Israël sur l'horaire et la manière de les publier.

Acquérir une affirmation écrite des intentions d'Israël de ne pas développer l'arme nucléaire et d'approuver les mesures de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique sans insister sur l'inspection immédiate des sites nucléaires.

Les Etats Unis n'acceptent pas tout acte israélien préventif mené contre les actes arabes visant à dévier le cours des eaux du Jourdain, mais ils maintiennent l'approbation du gouvernement israélien à soumettre le dossier devant l'Onu. Les Etats Unis quant à eux seront prêts à soutenir le principe du plan de Johnston.

Affirmer que les Etats Unis n'ont que quelques jours avant de signer l'accord de la vente de l'arme avec le roi Hussein. Les Etats Unis ne pourront pas marchander avec Israël et doit choisir la voie qu'ils doivent adopter/

La politique des Etats Unis est de vendre l'arme à Israël et à la Jordanie ou de rompre tout approvisionnement aux deux. Tel Aviv doit être consciente des problèmes des Etats Unis au Moyen Orient. Ce qui ne s'est pas passé auparavant. 301

Harimman Eshkoul a été informé par la vente de l'arme américaines à la Jordanie et que l'objectif des Etats Unis était de mettre la Jordanie à l'écart de l'Union Soviétique. 302

Harimman avait affirmé de manière spéciale qu'il était nécessaire que l'affrontement arabo israélien ne se transforme à une polarisation entre l'Est et l'Ouest. Il avait réitéré l'engagement de Johnson à la sécurité d'Israël. Eshkoul avait été informé que les sous marins qu'Israël avait demandés seront remis par la Grande Bretagne. Eshkoul avait saisi l'occasion pour demander aux Etats Unis pour transférer leurs ambassades à Jérusalem. A cet égard Golda Mair a commenté sur l'entente du Liban et de la Jordanie avec Nasser en la qualifiant "d'effrayante". 303

La confrontation américaine avec Nasser:

La raison essentielle derrière cela était la contradiction existant dans la politique américaine adoptée par Johnson. Il avait envoyé à Nasser une lettre le 18 mars 1965 autour de la course à l'armement dans laquelle il parle de la politique des Etats Unis qui repose " sur le contrôle de soi en ce qui concerne la vente de l'armé qui est régie par deux principes. Le premier: nous continuerons jusqu'au plafond le plus haut pour éviter la vente

---

Ibid <sup>٣٠١</sup>

Ibid <sup>٣٠٢</sup>

Télégramme de l'ambassade d'Israël au Département d'Etat Américain, Tel Aviv, le 26 février 1965 <sup>٣٠٣</sup>

de l'arme aux parties impliquées dans le conflit arabo israélien. Le deuxième: nous n'allons pas recourir dans tous les cas à la vente de l'arme pour la seule raison d'accorder un avantage compétitif sur le plan militaire à une partie donnée au dépend d'une autre 304. Ceci avait reflété la réalité également. Depuis la création d'Israël et tous les présidents américains étaient alignés au sionisme et s'érigeaient devant les intérêts des arabes et des habitants de la Palestine que ce soit dans le domaine politique aux Nations Unies et autres dans les domaines économiques et militaires.

Les Etats Unis avaient de nouveau utilisé l'arme de l'aide économique pour servir leurs intérêts politiques. Voici l'énoncé de la mémoire de Komer adressée à Johnson: "Nous observons avec minutie tous les aspects de l'aide allouée à Nasser. La République Arabe Unie a demandé une accréditation pour acheter 200 000 de tonnes de zora qui sont l'équivalent de 10 millions de dollars. Nous ne voulions pas accepté au départ. Et nous avons changé d'avis lorsque Nasser a adopté une ligne plus modérée lorsque nous l'avons informé de la vente limitée des armes à Israël et vaut mieux qu'il maintienne son calme. En réaction, cette aide est une manière de lui dire que nous voulons toujours avoir une ligne de communication avec lui" 305

Komer s'en est rendu compte et a dit à propos du marché du blé qu'il ne s'agit pas là d'une aide et que c'est une vente en dollars à des taux d'intérêts pour les garanties ou les conditions commerciale. Nous accordons une période de grâce d'un an pour rembourser le prix du blé.

Ceci n'est pas une carotte pour Nasser. Nous avons proposé à la République Arabe Unie deux offres de crédits que nous n'avons pas utilisés.

Si la République Arabe Unie avait gardé le silence sur la vente des armes américaines à Israël et à la Jordanie ceci équivaldrait à l'approbation de l'aide. L'utilisation par Nasser de l'arme de l'aide par les Etats Unis en réaction aux manipulations d'Eshkoul qui se sont renouvelées en avril 1965 et qui avait répété en

---

Lettre de Johnson à Nasser, le 18 mars 1965, en arabe et en anglais ٣٠٤  
Mémoire de Komer à Johnson, Washington, le 29 mars, 1965 ٣٠٥

mensonge qu'il n'y avait aucune volonté ou besoin d'Israël pour une expansion. 306

Nasser avait répliqué sur la lettre de Johnson du 26 avril 1964 en disant alors qu'il l'avait rencontré pour discuter de quelques points comme l'importance de l'évolution de la science nucléaire pour des fins pacifiques et non pour la guerre. "La science doit également progresser dans le sens de l'interdiction de la prolifération nucléaire ainsi que dans le rétrécissement de tout fossé existant le plus que possible".

Nasser avait pour sa part ajouté quelques remarques: "tout d'abord le conflit contre la colonisation est toujours vivant. Il est impossible de nier son existence ou encore de minimiser ses dangers sur la paix. Je fais ici allusion à la position de la Grande Bretagne dans le sud de la presqu'île arabe et à la position du Portugal vis-à-vis d'Angola et du Mozambique. Deuxièmement: il existe un conflit pour l'union qui est une sine qua non pour l'appréciation des Nations d'eux-mêmes. Troisièmement: Il existe un conflit entre le progrès et l'arriération. En d'autres termes entre le riche et le pauvre. Ce conflit est pratiqué au niveau des Etats surtout avec le progrès scientifique et technologique. Quatrièmement: Il existe un conflit social à l'intérieur des Nations qui vise à lier la liberté des hommes à des garanties bien spécifiques et qui lie la liberté politique à la liberté sociale. Cinquièmement, pour le Mashrek arabe, il existe un conflit entre la nation arabe et Israël dont la création avait pour but de déchirer l'unité arabe".

Je pourrais résumer ces remarques dans une seule phrase selon laquelle la paix ne peut pas s'établir sans qu'il ne soit secondé par une équité. La paix du fait accompli, en dépit des intentions la sous tendant, ne peut aucunement jamais jouer le rôle de l'accalmie qui précède la tempête. 307 Nasser avait résumé la position à Abdel Salam Aref , le président de la République de l'Irak, pendant les négociations du leadership arabe unifié le 19 mai 1965 par ces mots "Les Etats Unis ont décidé d'armer Israël et ils nous ont informé de cela en argumentant cela par la

---

Télégramme de l'ambassade d'Israël au Département d'Etat Américain, le 23 avril, 1965 <sup>٣٠٦</sup>  
La lettre de Nasser à Johnson, le 26 avril 1964 <sup>٣٠٧</sup>

volonté de calmer Israël après avoir fait dévier le fleuve du Jourdain et après la décision prise par les Etats Arabes de militariser ses forces.

Ils nous avaient informé qu'ils se tiendront et Israël aux côtés de l'agression dans la région. ?? Ils nous ont informé qu'ils ne permettraient pas aux Arabes d'avoir la suprématie sur Israël et qu'ils doivent préserver l'équilibre des forces à la région pour qu'un Etat n'attaque pas l'autre. Ce dialogue avec les Etats Unis persistait de 1963 à 1964 et avaient fait des revendications bizarres:

De s'engager à ne pas produire l'arme nucléaire et de leur autoriser l'inspection dans notre pays.

D'arrêter la production des missiles et qu'ils détiennent le droit d'inspection également.

De s'engager à ne pas procurer nos forces armées l'armes et même chose pour Israël.

Nous allons alors refuser et nous nous sommes demandé comment osent t ils inspecter chez nous. Lorsque Johnson est arrivé au pouvoir, il a demandé la même chose en septembre 1964 et nous avons également refusé ces propos pour des raisons:

Pour ce qui est des armes nucléaires, il y a des organes tels que les Nations Unies et l'agence de l'énergie nucléaire qui régularise l'activité nucléaire. Les Nations Unis n'ont pas donné le feu vert pour accepter l'inspection. Ils ont un réacteur nucléaire de 5 megawhatt.

Pour les missiles, nous ne sommes pas d'accord avec leurs conditions.

En résultat au dialogue avec eux: nous prenons d'eux des facilités économiques. Ce qui veut dire que nous acquérons des devises étrangères et nous l'échangeons dans la vente de l'arme. Les menaces ont été brandies en 1963 et 1964; jusqu'à ce qu'ils aient décidé de rompre toutes les aides économiques.

C'est pour la première fois que les Etats Unis affrontent les Arabes de cette manière. Ils munissent Israël en armes et ne permettent pas aux Arabes d'avoir une hégémonie sur l'Etat

Hébreux et les Arabes de la Palestine sont devenus les laissés pour compte de l'équation.

La situation dans la région n'est pas facile et nous sommes sous des pressions énormes de la part de l'Occident qui affiche une bonne volonté non vraie dans la plupart du temps. En fin de compte, nous ne pouvons que dépendre sur nous-mêmes complètement. Les conjonctures mondiales sont étranges ainsi que la situation des Russes vis-à-vis de la Chine et du Vietnam. Les situations ont changé depuis 1956. L'ultimatum russe était adressé à la Grande Bretagne et à la France et non pas aux Etats Unis. 308

L'inflammation du conflit arabo israélien:

Le conflit avait été enflammé à cause des tentatives arabes de coopérer dans le dossier du transfert du cours du Jourdain et la réalisation d'un degré d'union militaire en établissant un commandement arabe uni. Ce qui avait donné aux Arabes une confiance face à Israël. Cette coopération arabe secondée par la volonté des Etats Arabes riches de contribuer au programme est un son de cloche amenant les Israéliens à réaliser qu'ils sont devant un point tournant dans le conflit arabo israélien pour l'intérêt de Nasser.

A l'ombre de cette position, il était prévisible que la tension soit accrue à l'étape ultérieure et que le danger des conflits armés soit plus grande dans la région. Comme d'habitude, d'une vision américaine que ce conflit donnera à l'Union Soviétique une opportunité d'accroître son influence avec les Arabes. 309 En même temps, Johnson avait envoyé un message oral à Nasser concernant Israël dans lequel il avait abordé 3 points:

La crainte ressentie par Israël du commandement arabe unifié.

La perturbation d'Israël du transfert du cours du Jourdain

L'accalmie apportée à Israël par l'approvisionnement en armes

Nasser répliqua à Johnson en lui disant "pour ce qui est du commandement arabe et que si Israël attaque, il y aura une rétorsion de la part de tous les pays arabes. Israël veut répéter le scénario de 1948, c'est-à-dire attaquer 5 pays chacun isolément.

---

Pourparlers du commandement politique unifié avec Abdel Salam Aref, le 19 mai 1965, site web: <sup>٢٠٨</sup>

[www.nasser.org](http://www.nasser.org)

National Intelligent Estimate, Washington, le 10 mars, 1965, le problème arabo israélien <sup>٢٠٩</sup>



A chaque fois nous sommes infligés une défaite à cause de notre désunion.

Pour ce qui est du Jourdain et le transfert de son cours, vraisemblablement Israël voulait voler les eaux des Arabes. Lorsque le cours avait été transféré vous n'avez dit mot voire vous leur avez donné des aides. Vous vous alignez à Israël. Pour ce qui est des armes, vous la supporter dans l'agression et le résultat inévitable est que nous obtiendrons l'arme. Nous ne pouvons pas acceptez votre estimation sur l'équilibre selon laquelle l'arme d'Israël équivaut à celle de tous les Arabes.

"Le commandement arabe unifié est perturbante pour Israël et les Etats Unis répètent ce constat. Notre politique repose sur l'unité de l'action arabe face à Israël. C'est ce qui nous a amené à tenir le sommet ".310

En même temps, Robert Mackenmar, le secrétaire d'Etat Américain à la défense, a estimé que selon les chefs d'Etat Major " il faut que la politique d'armement américaine soit neutre vis-à-vis de tous les partis dans le conflit arabo israélien. Il a ajouté qu'il fallait faite le possible pour éviter la polarisation au Moyen Orient, de façon à ce que les Etats Unis soient alignés à Israël et l'Union Soviétique soit alignée aux Arabes".

L'estimation des commandants de l'armée américaine était que " la polarisation aggraverait la division des Arabes contre les Etats Unis sous le leadership de la République Arabe Unie. Ce qui affaiblirait les pays les plus modérés alliés à l'Occident tout en renforçant l'influence soviétique entre les Etats Arabes.

Ainsi, la vente d'armes offensifs à Israël, tels que les chars et les avions, engendrerait des réactions arabes qui porteraient atteinte aux intérêts des Etats Unis politiques, militaires et économiques au Moyen Orient.

Ainsi, malgré le fait que les Israéliens avaient demandé 75 avions militaires déclencheurs de bombes, les Etats Unis ne les ont munis que de 24 en ajoutant les missiles Hook qui entreraient en vigueur le 15 mai 1965 et le système de défense

aérienne israélien jouirait de la protection nécessaire contre le potentiel des armées de l'AI du commandement arabe uni.

Les besoins d'Israël en avions militaires étaient remboursés par la Grande Bretagne et la France. Les Etats Unis pour leur part doivent éviter la vente d'avions militaires américains à Israël surtout les lanceurs de missiles. Un tel marché pourrait causer des réactions arabes violentes".

A la fin le rapport militaire avait noté que "les Etats Unis étaient engagés à vendre les missiles à Israël avec la même quantité que la Jordanie et à l'obtention par Israël de chars de la République Fédérale d'Allemagne. Ceci signifie une suprématie qualitative d'Israël. Après tout cela, on s'attend à ce que l'équilibre de l'armement soit pour le compte d'Israël avec la fin de 1967. 311 D'ailleurs, c'est dans cette année qu'Israël a, le 5 juin, effectué une agression sur trois pays arabes voisins, qui sont l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, et à colonisé leurs territoires.

Le renforcement du contrôle américain sur l'activité nucléaire:

D'une autre part, les Etats Unis étaient sérieux à interdire la prolifération de l'arme nucléaire au Moyen Orient et avaient reconnu que la compétition dans le domaine de l'armement régional est arrivé à un stade dangereux et qu'Israël œuvre à faire évoluer une arme répressive qu'il utilisera contre les Arabes. Les estimations ont été telles que des têtes nucléaires pour les missiles israéliens que la France a achetés seront propagés.

Les Etats Unis avaient des suspicions dans ce domaine émanant du fait qu'Israël l'avait dupé délibérément en ce qui concerne la nature du réacteur nucléaire de Dimona. Ainsi, les Américains supposaient qu'Israël avait l'intention d'entreprendre des décisions sur la production des armes nucléaires sans concertation.

Les Américains avaient passé en revue la stratégie d'Israël envers la République Arabe Unie. Ils ont clarifié qu'elle repose sur des frappes assénées au Delta du Nil par des missiles sol sol et au haut barrage par les missiles pour que l'eau par l'arrière.

---

Mémoire de McNamara, Washington, le 6 mai 1965, impact sur les arènes. Balance des armes. <sup>311</sup>  
Ventes militaires à Israël.

Ceci nécessite une tête nucléaire. Les explosifs ordinaires ne seraient pas adéquats à ce cas.

La question qui s'était alors imposée est selon laquelle que feraient les Etats Unis à ce propos ? Surtout que ses efforts en vue de minimiser la vitesse du progrès des programmes d'armes et d'armes nucléaires en Inde et ailleurs seraient impactés. Tant que le réacteur de Dimona fonctionnait sans prendre en considération les garanties de sécurité, les garanties des efforts américains dans le monde pour stopper la prolifération de l'armé nucléaire seront suspectées.

La logique des Etats Unis à cet égard est la signature par Israël du traité interdisant des expériences nucléaires tout en étant un membre de l'AIEA et qu'il avait accepté les inspections sur son petit réacteur. Si Israël acceptait les inspections sur toutes ses installations nucléaires, d'énormes pressions seraient exercées sur la République Arabe Unie et les autres Etats qui les suivaient.

La position de la République arabe unie qui objectait toujours l'application des mesures de sécurité a changé. Nasser avait affirmé à Talbout l'approbation de la République Arabe Unie du principe même des mesures de sécurité internationales en avril 1965. Il était tout à fait normal que l'approbation d'Israël de ces mesures constitue une incitation supplémentaire. Raison pour laquelle il fallait exercer sur elle pression afin de réaliser cet objectif. 312

Dans ce cadre Johnson avait envoyé une lettre à Eshkoul le 21 mai 1965 dans laquelle il lui avait demandé de mettre toutes les installations nucléaires israéliennes sous le contrôle de l'AIEA. Pour le convaincre Johnson avait écrit "nous ne croyons pas que la République Arabe Unie possède des capacités nucléaires dans l'avenir proche. Nous sommes convaincus que l'Union Soviétique n'approvisionnera pas Nasser en armes nucléaires. Mais les doutes planant sur la possibilité d'Israël de développer l'arme nucléaire, pourrait inciter Nasser à faire des concessions avec l'Union Soviétique qui pourrait en l'occurrence engendrer

l'établissement d'un programme de soutien nucléaire soviétique à l'Egypte; à l'instar de ce que les Soviets ont effectué à Cuba". Johnson avait clos son discours en disant "Israël pourrait dans les quelques années à venir pourrait se féliciter de sa suprématie militaire sur les Arabes et d'être farouchement soutenue par les Etats Unis contre toute agression potentielle. L'exemple d'Israël renforcerait nos efforts pour convaincre le président Nasser à limiter sa possession de l'arme nucléaire" 313

Il s'agit d'une conspiration entre les Etats Unis et Israël, pour qu'elle puisse mener une offensive à tout moment contre les Arabes.

L'approbation de l'aide du blé américain à la République Arabe Unie:

"Après toutes les pressions précédentes, Johnson avait approuvé et avait pu marchander avec toutes les discussions du Congrès. Il avait alors signé les décisions d'octroi de l'aide à la République Arabe Unie et avait écrit une lettre qu'il a signé en disant: "Nous disons à Nasser que nous espérons dans les deux ou trois semaines à venir de recenser 17 millions de dollars. Nous pouvons nous attirer plus tard l'approbation du Congrès directement après, mais nous demandons qu'il soit plus patient pour ce qui est des 20 millions dollars qui reste" 314.

Le temps était passé et le reste du marché n'avait pas été délivré. Nasser a considéré que la suspension du marché de blé vise à profiter du besoin de la République Arabe Unie pour l'embarrasser et en finir avec lui. Ainsi, les Américains ont craint de bouger avec violence indépendamment des résultats 315.

Nasser avait parlé au peuple à propos de la pression américaine sur lui. Il avait également déclaré à radio Columbia, le 9 juillet 1965 que "depuis ce jour, il n'y avait plus de pressions. Mais avant cette date, il y avait des pressions et des menaces étaient brandies selon lesquelles l'approvisionnement en blé serait suspendu.

---

Mémoire de Rusk à Johnson, le 10 mai 1965, prévenir la prolifération nucléaire dans l'Extrême <sup>313</sup>

Orient

Mémoire de Bundy à Johnson, le 31 mai 1965 <sup>314</sup>

Mémoire de Komer à Johnson, le 6 juin 1965, Washington <sup>315</sup>

"Khroshev en nous attaquant en 1959, nous avons eu un droit de rétorsion le lendemain, ceci lui a valu un droit de rétorsion à son encontre le lendemain. Ainsi, avons-nous prouvé que nous n'acceptons ni les conditions, ni les pressions que ce soient celles émanant des Etats Unis ou de l'Union Soviétique.

Nasser avait dit à cet égard "aucune pression n'a été exercée de la part des Soviets. Lorsque les Etats Unis ont arrêté les cargaisons de blé; nous avons des réserves qui pourraient suffire pour un mois et demi. Nous avons effectué des négociations avec les pays très éloignés et nous étions dans une situation embarrassante. J'ai alors envoyé une lettre au premier ministre soviétique lui demandant de nous approvisionner en blé. Je lui ai dit que nous savions qu'ils importaient du blé. 5 jours après, j'ai reçu une réponse selon laquelle ils ont donné l'ordre à leurs cargaisons de blé venant du Canada et d'Australie. Les approvisionnements n'étaient pas du tout conditionnés et n'étaient même pas régis par un accord commercial. Il n'y avait même pas d'accords sur le prix du blé". 316

Lorsque la République Arabe Unie avait demandé aux Etats Unis d'accepter un nouvel accord d'aides sur un court terme annexé au programme pl 480 et ce en Août 1965. La réplique était le refus et ce malgré les recommandations de l'ambassadeur d'Amérique au Caire Battle de faire en sorte que la décision soit positive et qu'elle soit un pas important dans le sens du refaçonnement de l'influence américaine pour qu'elle soit semblable à celle de 1962 1963 lorsque Kennedy était au pouvoir.

Battle avait craint que l'Amérique ne soit exposée au même scénario que la Grande Bretagne, à savoir une quasi déconnection avec la République Arabe Unie, une influence minime ou inexistant des politiques sur la Palestine la Presqu'île arabe et la Libye. 317

---

Le discours de Nasser à la station Columbia, le 9 mai 1965, discours et déclarations de Nasser 763 <sup>774</sup>

Télégramme de l'ambassade de la République Arabe Unie au Département d'Etat Américain, le 18 <sup>774</sup>  
août 1965, tél : 1126, le 20 août 1965.

En octobre 1965, il a été approuvé que Battle s'engage dans des négociations avec la République Arabe Unie afin de conclure un accord de court terme sous le programme pl 480.

La justification américaine à ce changement dans la politique américaine était que l'aide économique avait été suspendue pendant 9 mois dans une mesure de faire pression sur la RAU afin de se trouver en accord avec les intérêts des Etats Unis. Ces derniers ont craint que la suspension de l'aide amène Nasser à dépendre sur les pays communistes.

Ce fût un marché difficile et il a été convenu que les Etats Unis 318 payent le prix du passage du Canal de Suez par la monnaie locale. Johnson a signé un accord le 29 décembre 1965.

Revendiquer aux Etats Unis de limiter l'armement avec la RAU  
Les Etats Unis ont saisi l'occasion de la fin de la crise de l'aide américaine et Battle a parlé à Nasser à propos du sujet de la limitation de l'arme en général sous prétexte que le monde devait trouver une solution à la course à l'armement et le dialogue suivant a eu lieu entre eux:

Battle: "Les Etats Unis espèrent que la RAU accepte les mesures de sécurité entreprises par l'AIEA. Les Etats Unis ont discuté cela avec un nombre de pays pour parvenir à une approbation générale. Tout ce qu'elle désire c'est une approbation officielle pour adhérer à ces mesures".

Nasser: "Est-ce que les israéliens ont accepté ?".

Battle: "Non... nous concertons avec eux avec l'espoir que ces mesures soient appliquées sur toute la région.

Nasser: "La solution est ce pas la vente de l'arme à Israël ? Quel est le nombre de chars qu'Israël a obtenue; 300; 400; ou bien 500.

Battle: "ces chiffres sont exagérés".

Nasser: "Si vous vendez les avions à Israël nous en achèterons et la même chose s'appliquerait aux chars".

Israël a persisté dans ses pressions exercées sur les Etats Unis afin de l'approvisionner en armes et en aides économiques. Johnson a de son côté promis de revisiter la question de l'aide et

---

Télégramme de l'ambassade de la RAU au Département d'Etat Américain, le 24 novembre 1965 <sup>^^</sup>

du dessalement de l'eau. Il a dit qu'il voulait qu'Israël se sente insécurisée.

Un contact a eu lieu entre Thomson du secrétariat d'Etat américain et Anatoli Doberinin à Washington afin de limiter l'armement au Moyen orient le 17 février 1966 ensuite un deuxième en 16 mars mais sans résultats 319.

Les deux ministres des affaires étrangères soviétique et américain le sujet de l'armé nucléaire au Moyen Orient. Rassek et Bobernin se sont mis d'accord sur le fait que la suggestion du traité officiel afin d'interdire ces armes n'est pas pratique, parce que les Arabes ne signeront pas un traité de paix

Dobreinin a déclaré que les Soviets n'accorderont pas l'arme nucléaire aux pays du Moyen Orient et il est supposé que les Etats Unis feront de même. Rask n'a pas affirmé cela et a déclaré que si ces Etats approuvent toutes les mesures de sécurité de l'AIEA, ce serait un bon début. Il a ajouté néanmoins : "nous sommes convaincus que les israéliens ne planifient pas pour produire l'arme atomique"; ce qui est contradictoire avec la réalité que les Américains connaissent très bien.

Dans ce contexte, Dobernin a exprimé ses suspicions clarifiant que la politique de l'union soviétique est que toutes les régions soient dénuées de l'arme atomique. 320

Nasser demande l'aide de De Gaulle dans le domaine atomique: Nasser a envoyé une lettre orale au général De Gaulle avec Sarwat Okasha qui était ministre de la culture à l'époque le 23 février 1966. On pouvait lire dans cette lettre ce qui suit: " Le gouvernement de Guy Mollet de la 4e République a été impliqué dans la présentation de toutes sortes d'aides militaires à Israël surtout dans le champs nucléaire. Ces aides illimitées ont permis à Tel Aviv de développer son réacteur nucléaire et sa capacité d'obtenir la bombe atomique en 1970. Une tradition qui a été suivie par la 5e République plus tard.

"Le président Nasser réalise parfaitement bien l'inutilité de cette course et croit en la non prolifération de l'arme nucléaire, mais il

---

Mémoire de conversation, Washington, le 17 février 1966 le procurement d'armes arabo israélien <sup>319</sup>  
Mémoire de conversation Washington, le 26 mai 1966, les armes nucléaires au Proche Orient <sup>320</sup>

n'est pas déterminé à rester les bras croisés devant la menace qui nous cible. Selon vos statistiques Israël nous devance d'au moins 5 ans dans ce domaine. Le président Nasser préfère dépenser son revenu sur les problèmes de son pays dans le sens d'une croissance économique, au lieu de s'impliquer dans cette course fatale. Nous avons commencé par appliquer le programme nucléaire à des fins pacifiques et la seconde phase elle est de nature purement militaire qui clos avec l'expérience de la fabrication de la bombe. La seule issue pour empêcher la prolifération nucléaire est la démilitarisation et que la propriété de la force nucléaire se transforme en une autorité internationale disposant du droit absolu de superviser et d'inspecter toutes les installations nucléaires actuelles comme à venir. Mais les superpuissances ne veulent pas s'engager sur cette voie. Le rôle joué par la France au Moyen Orient, tel que déclaré par le président De Gaulle au Maréchal Abdel Hakim Amer, est de préserver l'équilibre des forces dans la région. Il est temps que la France joue un rôle pour se déculpabiliser des actes que la 4e République a commis. Fath a voulu aider la France pour qu'elle puisse atteindre le niveau d'Israël.

Notre activité nucléaire se dirige vers les objectifs pacifiques, tel que l'insinue Israël, mais selon toute vraisemblance il n'existe pas de limites entre les objectifs militaires et les objectifs pacifiques.

La position de Nasser de l'armement:

Qu'en est-il de la position de Nasser de l'arme nucléaire et de la politique de l'armement au Moyen Orient. Nasser a alors déclaré que " en ce qui concerne la guerre préventive, le réacteur de Dimouna est très proche et nous savons bien qu'Israël fabrique la bombe nucléaire et tant qu'elle a en sa possession le plutonium, il est presque sûr que nous nous engagerons dans une guerre nucléaire.

Et de poursuivre: "Israël dans les missiles a atteint notre stade quasiment et la source qui nous affirmé cela est le représentant personnel du président Kennedy. Une information qui fût évoquée dans une lettre de Johnson avec Talbout, un responsable auprès du secrétariat d'Etat américain. Celui-ci a dit



qu'ils avaient décidé équilibrer l'arme au Moyen Orient à travers l'achat d'armes de la Russie. Il a défié même que les Etats Unis approuve un quelconque déséquilibre dans l'arme. Cependant, l'Amérique se tient à côté d'Israël et la preuve en est qu'ils lui on donné des portes missiles pour frapper la Syrie et l'Egypte.

Israël n'a pas changé sa position de refus des mesures d'inspection sur son réacteur nucléaire Dimona malgré l'insistance des Etats Unis. Elle a pris pour argument les allégations de la dignité et de la sécurité nationale. Selon elle, l'inspection internationale pourrait dévoiler ses secrets à la République Arabe Unie.

Un deuxième point est celui de l'impact que peut avoir Israël sur les Etats Unis et comment le gouvernement d'Israël justifie au peuple israélien son approbation à accepter l'inspection de l'AEIA, à un moment où la République Arabe Unie n'y est pas soumis. En réalité, la République Arabe Unie a accepté l'inspection internationale, mais les Etats Unis n'ont pas informé Israël. 321

L'alignement américain affiché à Israël et les tentatives de renverser Nasser:

Tout avait commencé par une comparaison effectuée entre la force militaire d'Israël et les Arabes dans une étude des services secrets américains (CIA) effectuée en septembre 1966 pour s'assurer que l'Etat Hébreux pouvait maintenir sa prééminence sur toutes les parties arabes qui éventuellement peuvent lui devenir conflictuelles. Ces six potentiels Etats sont la République Arabe Unie, la Syrie, l'Irak, le Liban, la Jordanie et l'Arabie Saoudite.

Dans l'arme conventionnelle, la prééminence arabe quantitative était compensée par la qualité de la maintenance et de la formation. Ajoutons à cela les facteurs de distance. Il était suspecté d'ailleurs que les chars irakiens pouvaient traverser le sahara syrien à une vitesse raisonnable afin de jouer un rôle crucial dans le conflit avec Israël. Quant aux contraintes israéliennes du point de vue des services américains secrets étaient un petit nombre d'aéroports et le court délai permis pour

---

Télégramme de l'ambassade d'Israël au département d'Etat Américain, Tel Aviv, le 11 janvier 1967 <sup>111</sup>

le décollage de ses avions, vu le fait que l'Etat est très proche de ses voisins.

Les Américains avaient reconnu que la marine égyptienne était la plus importante menace maritime pour Israël, qui n'avait pas établi une force maritime parallèle. Elle pensait cependant que sa force militaire peut neutraliser la menace maritime. 322 En réalité, cet alignement américain totale et déclaré avait commencé à paraître après la nomination de Walter Rostow le juif comme assistant privé à Johnson. Rostow avait décidé de dévoiler l'information des avions américains vendus à Israël et avait envoyé une lettre à Johnson avec ce contenu. Il avait ajouté "Eshkoul veut annoncer ces informations le plus vite possible, mais il acceptera notre horaire. Cette annonce sera accueillie favorablement par les israéliens".

Récemment l'information de l'aide économique et alimentaire procurée à Israël avait été annoncée

en septembre 1966 et qui était estimée à 52 millions de dollars ainsi que le marché des avions qui avait atteint 70 millions de dollars. Tout cela était une preuve de l'intérêt manifesté par les Etats Unis à l'adresse d'Israël. 323

Les Etats Unis avaient informé Nasser cela à travers Sadate lorsqu'il était en visite aux Etats Unis. Ils avaient l'espoir que cette mise en garde empêcherait Nasser de mener une offensive au grand jour. 324 Les Etats Unis s'étaient engagés envers Israël en vertu de ces conditions:

L'appui technique d'Israël en Afrique.

Le prêt de Haifa pour soutenir l'usine d'énergie à Tel Aviv avec une somme de 10 millions de dollars dont 6 émanant des fonds de l'aide. 325

Apporter l'aide à Israël afin d'étudier et de planifier le programme de dessalement de l'eau par l'énergie nucléaire. 326

Les Etats Unis présument qu'ils sont neutres dans le conflit arabo israélien. Plus encore, une autre évaluation a été faite de la

---

Les études préparées par la CIA, Washington le 1<sup>er</sup> septembre 1966; Arab Israeli Arms Survey <sup>322</sup>

De Rostow à Johnson, Washington, le 26 avril, 1966 <sup>323</sup>

Ibid <sup>324</sup>

De Rostow à Johnson, Washington, le 23 mai 1966 <sup>325</sup>

De Rostow à Johnson, Washington, juin 25. 1966 <sup>326</sup>

part des Etats Unis pour militariser les Arabes et Israël comme ce qui suit:

Pour les armes conventionnelles: Israël détient la suprématie sur tous les rassemblements arabes. L'on s'attend à ce qu'elle préserve cette position dans les cinq prochaines années au moins. La sécurité d'Israël doit se mesurer selon sa capacité à préserver sa prééminence militaire sur la République Arabe Unie qui est le seul rassemblement pouvant le défier.

Pour les armes nucléaires : Israël œuvre à obtenir l'arme nucléaire et ceci dans le court terme et le réacteur nucléaire est capable de produire le plutonium pour la fabrication d'une ou deux bombes par an. Il n'y a aucune preuve qu'un lieu autre que Dimouna fabrique l'arme nucléaire. Quant aux Arabes, aucun pays ne détient la capacité de production nucléaire. La République Arabe Unie possède un petit réacteur de 2 mégawatts pour les recherches qui est incapable de produire une quantité suffisante de plutonium. Eshkoul dit que son Etat ne serait pas le premier à introduire l'arme nucléaire dans la région et que ni les Etats Unis ni la République n'ont accepté les mesures d'inspections sécuritaires stipulées par l'AIEA.

Pour les missiles: Israël s'est mise d'accord avec Israël pour acheter une quantité des missiles sol sol de portée allant jusqu'à 270 miles maritime. Les Israéliens seront prêts à porter des têtes nucléaires, alors qu'Israël est en train d'exécuter un programme local de missiles. 327 Malgré la prééminence militaire d'Israël et sa reconnaissance de sa capacité à fabriquer la bombe nucléaire, les Etats Unis étaient anxieux sur leurs intérêts dans le monde arabe (les intérêts pétroliers ayant atteint 2,75 millions de dollars en investissements et 750 millions de dollars de gains annuels en terme de production seulement, outre d'autres opérations.

Johnson avait entrepris une décision le 23 mai 1967, soit deux semaines avant l'agression d'Israël sur les pays arabes, approuvant la vente de 100 blindés porteurs de soldats à 3,7 millions de dollars, la vente de pièces de rechange de chars à 2 millions de dollars, en plus d'un prêt militaire à 14 millions de

---

Mémoire de Katzenbach à Johnson, Washington, le 1<sup>er</sup> mai, 1967, la course à l'armement arabo <sup>\*\*\*</sup>  
israélien, le statut des efforts du contrôle de l'arme

dollars avec un intérêt de 5% pour les pièces de rechange des missiles hook et des chars, 27,5 millions de dollars avec un intérêt de 0,5% d'intérêts.

Les discours de la CIA avaient commencé sur la possibilité de changer le régime de Nasser et sont parvenus à un résultat selon lequel "tant que les problèmes de Nasser ne gagnent pas en acuité, nous suspectons qu'il sera enclin à être modifié vu son danger. Pour que ce changement ait lieu, il faut soutenir l'armée et ceci n'est pas prévisible dans le court terme. Mais, si le gouvernement n'améliore pas sa performance économique, il sera ciblé sur le long terme. 328

Il est étrange que la CIA ait présumé que les relations entre les Etats Unis et la République Arabe Unie avaient connu des hauts et des bas pendant les quelques dernières années pour connaître un déclin plus imminent à cause de l'escalade du conflit entre Nasser et les leaders arabes alliés de l'Occident et surtout le roi Faisal. Ce qui a compliqué davantage les problèmes de Nasser avec les Britanniques dans la Presqu'île arabe. 329

La République Arabe Unie avait réalisé ce déclin dans les relations arabo américaines contre lequel elle a mis en garde et même défié. Les Egyptiens y avaient vu un choc qui s'aggravait entre les deux Etats parce que les Etats Unis avaient des plans sur les territoires arabes qui s'opposaient aux intérêts des peuples arabes, y compris le peuple égyptien. Ajoutons à cela que le style des Etats Unis dans la gestion de sa politique était provoquant.

Qu'était il advenu et avait causé cette détérioration dans les relations. Pour la première fois depuis l'époque de Kennedy, les Etats Unis procurent l'arme officiellement et publiquement à Israël. Nous ne devons pas omettre le soutien américain inconditionné aux rétrogrades arabes. Ajoutons à tout cela les pressions économiques que les Etats Unis ont exercées sur la République Arabe Unie 330au moment où elle soutient Israël économiquement par tous les moyens.

---

Mémoire de Rostow à Johnson, Washington, le 8 mai 1967, le packet de l'aide israélienne <sup>328</sup>  
Mémoire de Goldbery à Johnson, Washington, New York, le 1<sup>er</sup> mai 1967, assistance militaire et <sup>329</sup>  
économique à Israël; National Intelligence Estimate, Washington, le 19 mai 1966, the Outlook of UAR  
Heykal "Nous et les Arabes", le 24 janvier 1967, Al Ahram, référence précédente <sup>330</sup>

Tel était le texte intégral de l'interview effectué entre Nasser et Battle au cours de la récente visite de ce dernier, le 4 mars 1967, trois mois avant l'agression tripartite sur les pays arabes.

Battle: "Voulez vous que je transmette quoi que ce soit de votre part à Washington ?"

Nasser: La république Arabe Unie est fière de son indépendance et de sa dignité. Elle ne sera guère soumise aux pressions des Etats Unis. Elle ne veut pas le blé américain et ne veut pas y dépendre.

La République Arabe Unie n'accepte pas l'interférence d'autres pays. Elle n'est pas influencée par la Russie et ne le sera jamais. La République Arabe Unie n'a aucun plan pour ce qui est des autres Etats. Même si elle veut qu'Aden soit gouvernée par les forces révolutionnaires et non pas les clients. Pour ce qui est d'Israël, ses avis sont connus de tous. Pour le Fonds Monétaire International, l'on se demande, pourquoi il paye à Israël une dette de 104 millions de dollars, à un moment où il refuse de soutenir la République Arabe Unie avec 70 millions de dollars. Israël ne doit pas dépendre sur le FMI. De notre côté, si l'on ne trouvera pas un traitement satisfaisant de la part du FMI, nous nous dirigerons vers d'autres Etats.

La position de la RAU pourrait être meilleure si elle ne dépendait pas sur les importations de blé. Si un quelconque Etat tente de porter atteinte à la RAU, elle l'arrêterait. De son côté, la RAU est tout à fait capable de porter atteinte que ce soit aux Etats Unis et autres Etats".<sup>331</sup>

Ce qui était malheureux était que ce n'étaient pas uniquement les anglais et israéliens qui encourageaient les Etats Unis à empêcher l'acheminement de l'aide américaine à la RAU, mais également les Saoudiens qui luttait contre les forces égyptiennes au Yémen, afin de restituer le régime de l'Imam. Ils avaient tous voulu renverser Nasser sous le fardeau des problèmes économiques. Toutes ces tentatives avaient une influence sur la décision américaine qui avait oscillé entre le boycott ou non de Nasser. Ce, en prenant en compte les

---

Télégramme de l'ambassade de la République Arabe Unie au Département d'Etat, le 4<sup>ème</sup> mars 1967

problèmes que les différentes positions peuvent avoir sur les intérêts américains dans la région. Surtout qu'il était possible d'arrêter les droits d'aviation américaine survolant la Jordanie le 12 février 1967. Ils ont considéré que Nasser pouvait de transformer le boycott arabe en une restriction imposée sur le commerce américain. Ils l'ont considéré capable également de causer un nombre de problèmes aux régimes arabes amis des Etats Unis, de la Jordanie, de l'Arabie Saoudite et de la Liban.

Nasser, par une décision, était capable de causer des problèmes aux marins américains traversant le Canal de Suez et faire éclater les manifestations contre la base militaire de Libye. Il était capable également de causer davantage de troubles à Israël à travers l'OLP ou bien encore pousser dans le sens de la nationalisation ou de l'agression des compagnies de pétrole américaine. "Nasser est la personnalité la plus puissante au Moyen Orient. Malgré ses problèmes économiques accumulés, la RAU détient la main d'œuvre bien formée et la volonté pour moderniser. Ceci ferait d'elle l'un des pays les plus avancés dans la région. Deux compagnies américaines ont atteint des résultats encourageants et ceci ferait de la RAU une source essentielle pour l'approvisionnement en pétrole.

Il va sans dire que la position américaine de la RAU a été accompagnée d'un alignement total à toutes les revendications d'Israël militaires et économiques.

Battle avait eu un entretien avec Nasser et avait démontré après l'histoire de l'enrollement de Moustapha Amin, que les opérations de la CIA avaient causé un problème à son gouvernement. Nasser avait alors dit à Battle, le 4 mars 1967 que la République Arabe Unie détenait des informations selon lesquels trois de leurs agents sont en connexion avec l'armée égyptienne. Battle de son côté n'était pas convaincu et avait dit que l'hostilité manifestée à l'égard de Nasser entraîne des problèmes avec la RAU.

En même temps, la position de Nasser au Yémen avait fait que les relations entre la RAU et les Etats Unis avaient été tendues. Nasser de son côté avait refusé de retirer toutes les forces

égyptiennes, tant que Fayçal n'avait pas retiré ses forces stationnant sur les frontières saoudo yéménites.

Cette position ayant refusé de reconnaître la défaite au Yémen contre la volonté des Etats Unis a permis à la RAU de contrôler l'entrée de la Mer Rouge au Nord près du Canal de Suez et l'entrée du sud à proximité d'Aden. Ce qui voulait dire qu'elle détenait tout contrôle sur ce couloir maritime dangereux. Ceci sans parler de l'ingérence de l'armée égyptienne dans la Presqu'île du Sinäi, qui était le fief de l'influence et des intérêts américains.

C) L'escalade des confrontations sur les frontières israéliennes.

La tension avait gagné en acuité sur les frontières séparant Israël de la Syrie et de la Jordanie. Israël avait alors justifié ses attaques en disant qu'il voulait prouver aux habitants partageant les frontières avec l'Etat Hébreux qu'il était capable de les protéger face à l'ingérence arabe qui émanait à l'origine de la Jordanie. 332

Le roi Hussein avait exprimé son mécontentement vis-à-vis de cette escalade et avait dit "nous ne pouvons pas continuer à recevoir les frappes de cette manière et la vengeance militaire est la langue que les israéliens comprennent".

Lorsque le roi Hussein avait été demandé quel était l'objectif de ces raids ? Il avait déclaré qu'il ne les comprenait pas et que ceci était pour l'intérêt des extrémistes au sein de la Jordanie. Il avait ajouté que tout comportement modéré de la part du gouvernement jordanien en guise de rétorsion devient difficile. Selon lui, Israël aurait pu être la volonté d'inciter les jordaniens pour préparer le terrain à une large offensive israélienne. 333

Lors d'une rencontre entre Zalman Shazar 334 et Johnson à Washington, le 2 Août 1966, le président israélien Johnson les avait remercié pour le marché des armes militaires et avait prétendu que "les raids du Fatah 335 sur Israël ont abouti au

---

Heykal "Nous et les Etats Unis", le 31 mars 1967, Al Ahram, référence précédente <sup>332</sup>

Télégramme de l'ambassade de Jordanie au Département d'Etat, Amman, le 2 mai 1966 <sup>333</sup>

Le président d'Israël <sup>334</sup>

L'organisation palestinienne du Fatah fût établi début janvier 1965 après la formation de <sup>335</sup>

l'Organisation de la libération de la Palestine en 1964 à l'issue de la conférence du sommet arabe et

meurtre des citoyens israéliens et qu'Israël n'avait aucune alternative que de se défendre et donc il était normal qu'elle détienne une force militaire pour réprimer ses ennemis". A la fin de la rencontre Johnson avait affirmé à Shazar l'engagement des Etats Unis à défendre la sécurité d'Israël. 336

Les accidents s'étaient multipliés sur les frontières Syro Jordaniennes, dont la plus dangereuse était de l'avis israélien, l'attaque sur Jérusalem au sein des territoires israéliens. Le gouvernement d'Israël avait informé le conseil de sécurité de tous ces accidents qui ont été effectués sous le slogan de "la guerre de libération populaire" début septembre 1966. Les israéliens avaient essayé de parler aux soviets à New York et Eshkoul aux ambassadeurs de 4 grandes puissances afin d'inciter la Syrie à arrêter les opérations militaires effectuées par la Syrie sur les frontières 337. Naturellement, les israéliens avaient nié leurs initiatives d'attaque.

Israël avait mené un raid le 13 novembre 1966 sur la Jordanie avec une capacité militaire et humaine exagérée. Les Américains avaient eux-mêmes reconnus cela en disant "avec la frappe assénée à la Jordanie avec cette force, les israéliens ont détruit complètement nos intérêts et les leurs. Ils avaient mis fin à un système de coopération implicite entre Hussein et les israéliens qui avait expulsé leur armée en dehors de rive ouest de la Jordanie".

Les Américains avaient réalisé que la poursuite de ce genre de coopération serait impossible d'autant plus qu'ils avaient affaibli Hussein après avoir dépensé 500 millions de dollars pour faire de lui un facteur d'équilibre sur les frontières israéliennes en comparaison avec la Syrie et l'Irak.

---

avait obtenu le soutien officiel de la ligue arabe. Ses activités étaient politiques et militaires. Elle avait formé l'armée de la libération de la Palestine et radio Palestine qui en étaient les porte-paroles à partir du Caire. Le directeur de radio Palestine était dirigé par Ahmed Al Chokeiry d'origine palestinienne et était représentant de la Syrie et de l'Arabie Saoudite au Nations Unies. Nombreux étaient la Palestiniens activistes qui étaient déprimés du fait que l'OLP n'accomplissait pas des opérations kamikazes en Israël. En réaction, a été constitué l'organisation appelée "les héros du retour" ainsi que "fatah" avec son arme commando "la tempête". Le Fatah avait apparu au grand public en janvier 1965 lorsqu'elle avait réclaté sa responsabilité d'opérations kamikazes au sein d'Israël

Mémoire de conversation, Washington le 2 août 1966 <sup>\*\*\*</sup>

Circulaire du Département d'Etat Américain à certains postes, Washington le 11 octobre 1966, la <sup>\*\*\*</sup>  
situation frontalière israélienne



Ceci fait que même les Arabes modérés sentaient qu'ils n'y pouvaient rien face à Israël. De l'avis des Etats Unis "les israéliens avaient prouvé qu'ils n'avaient pas pu attaqué la Syrie qui est protégée par les Soviets, mais qu'ils avaient pu attaquer la Jordanie que Washington protège" 338. Goldberg pour sa part avait publié un communiqué à New York dans lequel il avait dénoncé l'attaque israélienne sur la Jordanie. Johnson avait pour sa part, envoyé une lettre à Eshkoul, le 22 novembre 1966.

Israël avait tenté par tous les moyens de justifier sa position vis-à-vis des Etats Unis suite de son raid sur la Jordanie 339. Aba Ebian, le ministre israélien des affaires étrangères, avait déclaré aux responsables auprès du secrétariat d'Etat Américain qu'un "changement a eu lieu dans la position israélienne sécuritaire dans les deux ou trois dernières années. La capacité de répression d'Israël a fait que les pays voisins ne désirent pas l'affrontement militaire. Ils utilisent une nouvelle méthode dans l'agression: la guerre des gangs ainsi que la presse arabe qui est intéressée par tout ce qui se passe en Algérie comme au Vietnam. Ajoutons à cela qu'une nouvelle entité est ajoutée, à savoir l'Etat palestinien, aux 5 Etats arabes opposés à Israël, qui sont l'Egypte, la Syrie, l'Irak, la Jordanie et la Libye. Ceci a aggravé les problèmes, car cette nouvelle entité qu'est la Palestine est utilisé comme une force motivant la libération. Ses activités engendre une situation difficile et prévoit un avenir qui l'est encore plus"

Ensuite Ebian avait justifié cela en disant que le raid du 13 novembre a eu lieu pour affronter ces problèmes. Les Etats Unis et Israël avaient divergé sur cette logique et avait vu que la devise de la violence était inconvenable. D'autant que l'objectif affiché des Etats Unis était la stabilité de la région frontalière, l'aide apportée à la Jordanie afin d'empêcher l'attaque sur ses territoires et la consolidation du régime du roi Hussein 340.

Eshkoul avait envoyé une lettre à Johnson le 17 janvier 1967 dans laquelle il se plaignait des activités des fedayyins sur les

---

Ibid <sup>338</sup>

De Rostow à Johnson, Washington, le 15 novembre 1966, clash israélo jordanien <sup>339</sup>

Télégramme de l'ambassade d'Israël au département d'Etat, Tel Aviv, décembre le 14 décembre <sup>340</sup>

1966

frontières israélo syriennes. Il avait déclaré "nous nous sommes contrôlés pendant longtemps, notre réaction n'était pas d'envergure et nous avons essayé d'éviter l'escalade bien que nos sociétés étaient pleines de colère. Mais, puisque nous nous sommes mis d'accord de rester en contact explicite, j'ai vu nécessaire de vous transmettre mon inquiétude profonde vis-à-vis des événements courants". 341

Johnson avait répondu à Eshkoul le jour même en ces termes : "je voudrais que vous soyez conscient du problème que vous confronter dans votre lutte contre le terrorisme. Ce, à un moment où la tragédie résidait dans la quête de la sécurité qui pourrait nous entraîner dans un volet opposé: ce qui sape les opportunités d'une paix durable. Je suis convaincu qu'il existait des alternatives de vengeance à travers l'action militaire qui procurerait à Israël sur le long terme une plus grande dose de sécurité. Nos gouvernements étaient en discussion afin d'assurer une suprématie militaire israélienne.

J'avais été encouragé par l'initiative du secrétaire d'Etat Américain dans laquelle il avait fait allusion au danger de la situation actuelle longeant les frontières syro israélienne et appelant les gouvernements israéliens et syriens à approuver la tenue d'une réunion urgente du comité mixte pour la trêve entre les deux pays. J'accueille positivement la réaction de votre gouvernement" 342

Israël profitait toujours des positions pour ses propres comptes. Haryman l'ambassadeur israélien à Washington a rencontré le vice secrétaire d'Etat Américain et a demandé davantage d'aides militaires à Israël. 343

En effet, les fonctionnaires de la défense aux Etats Unis s'étaient réunis avec l'attaché militaire israélien afin d'étudier la coopération entre Israël et les Etats Unis dans le domaine de la contre technologie de l'infiltration via les frontières. Pour les israéliens, il ne s'agissait pas d'une nouveauté, mais ils estimaient cependant que ceci ne règle pas le problème de la

---

Lettre de Johnson à Eshkoul, le 17 janvier 1967, en arabe et en anglais. <sup>٣٤١</sup>

Ibid <sup>٣٤٢</sup>

Télégramme du département d'Etat américain à l'ambassade d'Israël, Washington, le 18 mai 1967 <sup>٣٤٣</sup>

sécurité d'Israël. L'objectif était de donner libre cours à Israël de mener une offensive sur les pays arabes frontaliers.

Les israéliens avaient donc vu que cette nouvelle technologie ne peut aucunement présenter une alternative à l'action militaire nécessaire contre les fedayyins palestiniens, le gouvernement syrien et autres. Ainsi, l'adoption de la défense négative, telle que suggérée par les Etats Unis, signifie selon Tel Aviv d'encourager l'agresseur. Mais, ils ont réitéré en même temps qu'ils ne voyaient aucun inconvénient à améliorer les capacités électroniques d'Israël contre l'infiltration.<sup>344</sup>

Pour ce qui est de l'aide militaire qu'Israël avait demandé. Elle comprenait 200 porteurs de soldats, des pièces de rechange de chars d'une valeur de 2 millions de dollars, un prêt de 14 millions de dollars conditionné par le marché hook des pièces de rechange de missiles et de chars M 48. <sup>345</sup>

Les leaders militaires avaient réagi en disant : " que la situation économique israélienne n'avait pas besoin de cette aide qui est contradictoire aux intérêts des Etats Unis. A ce moment là, les forces israéliennes étaient capable de se défendre face à n'importe quel attaque émanant de personnes ou de groupes". Ainsi, ces leaders avaient recommandé de ne pas exaucer les vœux d'Israël; sinon la situation jordanienne interne serait explosive. Sinon, aussi l'idée que les Etats Unis étaient la source essentielle de l'approvisionnement des équipements militaires à Israël quitte à engendrer des contre effets arabes. <sup>346</sup>

Israël s'était empressée de recevoir les avions F 104 mais n'avait rien annoncé à ce propos. Le gouvernement américain, quant à lui, avait également délivré à l'Etat Hébreux 8 avions Sky Hook au lieu de 4.<sup>347</sup>

Le 7 avril 1967 une confrontation militaire importante a eu lieu entre Israël et la Syrie sur deux régions démilitarisées, une au sud et l'autre au centre. La bataille s'est étendue toute la journée

---

Information des mémoires de David Rusk, Washington, le 8 février, 1967, discussions américano israéliennes sur la technologie de l'anti infiltration <sup>344</sup>

Ibid <sup>345</sup>

Mémoire du chef du personnel à McNamara, Washington, le 18 janvier 1967, équipements militaires à Israël. <sup>346</sup>

Télégramme du département d'Etat américain à l'ambassade d'Israël, Washington, le 27 janvier 1967 <sup>347</sup>

dans laquelle ont été utilisés les missiles, les chars et les forces aériennes. 348 Dans cette bataille les deux parties se sont déclarées triomphantes. Les Nations Unis avaient interférées pour arrêter ces accrochages. Un fait qui avait été favorablement accueilli par les Etats Unis parce que ces hostilités créaient des problèmes dangereux au roi Hussein de Jordanie. En même temps, les Etats Unis avaient recommandé de ne pas provoquer les Syriens sur les frontières. 349

Johnson avait envoyé une lettre à Eshkoul, le 17 mai 1967 dans laquelle il avait dit: "Je suis de près la situation tendue au Proche Orient. Je suis inquiet quant à la préservation du côté pacifique dans la région. Je voudrais dans ce cas là stresser sur l'importance d'éviter toutes procédures visant à aiguïser la violence et la tension dans la région. Je suis sûr que vous allez comprendre que je ne peux en aucun cas assumer la responsabilité à la place des Etats Unis surtout quant il s'agit de prise de décision où nous n'avons pas été consultés" 350

Les tergiversations avaient continué sur les frontières, jusqu'à ce qu'Israël avait subitement le matin du 5 juin 1967 mené une agression élargies sur trois Etats Arabes: la République Arabe Unie, la Syrie et la Jordanie dans laquelle elle a utilisé toutes ses armes et ses avions qu'elle a acquis des Etats Unis, la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne.

C'est à ce moment là que maintes questions se sont posées: depuis quand Israël préparait pour une expansion par la voie de la force ? Est-ce que Johnson avait les nouvelles de cette agression avant qu'elle n'ait lieu ? Jusqu'à quel degré était l'interférence des Etats Unis et de l'Occident dans cette agression ?

---

Circulaire télégramme du département d'Etat Américain à certains postes, Washington, le 7 avril, 1967

Télégramme du département d'Etat Américain à l'ambassade d'Israël, Washington, le 11 avril, 1967

Lettre de Johnson à Eshkoul, le 17 mai 1967 en arabe et en anglais.

Sixièmement : les relations égypto-américaines (1961-1967) : Les Etats-Unis étaient, depuis la deuxième guerre mondiale, un acteur clé dans les événements et les politiques du Proche-Orient. Le rôle des Etats-Unis s'était renforcé avec l'expansion de leurs intérêts dans la région et avec la proximité de celle-ci avec l'URSS. Ils avaient travaillé à engager les pays arabes dans la zone de défense du Proche-Orient pour devenir l'un des maillons de la chaîne d'alliances formées par l'Occident autour de l'URSS.

Cependant, la plupart des pays arabes ont refusé de rejoindre ces alliances, avant même la révolution du 23 juillet 1952. Après cette révolution, les choses étaient devenues plus difficiles pour les Etats-Unis et l'Occident. Les dirigeants de la révolution ont annoncé plusieurs principes : l'abolition du colonialisme, l'indépendance de la volonté politique, la neutralité face au conflit qui oppose les deux pôles du monde -n'ayant aucun intérêt à s'y impliquer- et la construction d'une armée forte.

Au début de la révolution, un rapprochement s'était produit avec les Etats-Unis et l'Egypte avait demandé d'acheter leurs armes après le refus réitéré de la Grande-Bretagne. Les tergiversations ont commencé et Nasser ne savait rien de l'accord passé entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis empêchant ces derniers de vendre des armes à l'Egypte avant la conclusion d'une réconciliation avec Israël<sup>xcii</sup> !

La transaction d'armes a donc été convenue avec l'URSS qui a été ainsi introduit dans la région du Proche-Orient. Cette démarche a été suivie par le retrait de la proposition de financement du Haut-Barrage avancée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Banque Mondiale. Le pic de la crise a été atteint avec l'offensive tripartite menée contre l'Egypte en 1956<sup>xciii</sup>.

Les rapports égypto-américains oscillaient en fonction des intérêts américains d'une part, et de la politique égyptienne qui reposait sur l'indépendance, de la décision nationale et de l'intérêt du nationalisme arabe d'une autre. Ceci a tantôt

engendré des divergences de vues et de positions entre les deux pays et tantôt des conflits latents et manifestes.

La période comprise entre fin septembre 1961 (sécession de l’Egypte et de la Syrie le 28 septembre) et mai 1967 (prémices de l’attaque israélienne contre l’Egypte le 5 juin) était une étape axiale pour les relations bilatérales : elle a montré que les liens entre les Etats-Unis et Israël étaient viscéraux, protégés par l’engagement de chaque président américain à défendre la sécurité de ce pays et à assurer sa suprématie militaire et économique par rapport à tous les pays arabes !

Nous ne devons pas oublier que, pendant ce temps-ci, la guerre du Vietnam se poursuivait et que les Etats-Unis y constituaient une partie essentielle contre Ho chi-Minh soutenu par l’URSS. Il était donc naturel que les Etats-Unis rallient les pays de leur côté, vu le rôle de l’ONU dans cette question. L’Egypte avait adopté une position distinguée qui avait été soutenue par les pays membres du Mouvement des Non-Alignés et qui avait affecté les décisions de l’Organisation internationale.

Par ailleurs, la crise cubaine a éclaté, confrontant les Etats-Unis à l’URSS et entraînant le monde au bord d’une guerre nucléaire. L’Egypte avait ici encore adopté une position indépendante dictée par ses principes liés à la liberté et la paix.

Concernant la guerre en cours au Congo en 1960, la position de la RAU avait également impacté les relations égypto-américaines.

Quant aux relations bilatérales directes entre l’Egypte et les Etats-Unis, elles ont connu un rapprochement sur les plans politique, économique et culturel.

Les divergences de vues ont commencé à faire surface en septembre 1962, notamment sur le dossier du Yémen comme nous l’avons susdit<sup>xciii</sup>, sur l’armement d’Israël et l’équilibre imposé par la politique américaine entre ce dernier et tous les pays arabes ! A cela s’ajoutaient la position de Kennedy envers le programme atomique de l’Egypte et la fabrication de ses missiles par les savants allemands.

Les Etats-Unis usaient de leur aide pour réaliser leurs intérêts et faire pression sur l’Egypte afin de l’obliger à suivre les Américains pour servir les intérêts de l’Occident.

Des lettres ont été échangées entre Kennedy et Nasser au sujet de l’aide américaine. Nasser a envoyé un message à Kennedy en date du 21 juin 1962 sur la mission du ministre de l’Economie, Abdel Moneim El-Kissouni à Washington. « Dr El-Kissouni (nous) a transmis le sentiment débordant de compréhension et de considérations pour les problèmes des Etats aspirant au développement qu’il a ressenti lors de ses entretiens avec tous les responsables américains à Washington ...le sentiment éprouvé par Dr Abdel Moneim El-Kissouni est un nouveau phénomène digne de nos profonds remerciements »<sup>xiv</sup>.

Kennedy a répondu à Nasser, le 16 août 1962, par : « Je peux vous assurer que la politique des Etats-Unis envers la RAU et le Proche-Orient n’a subi aucune modification et qu’il n’y a aucune intention de changer le fondement de nos rapports amicaux ou encore notre disposition à les conforter.

J’ai appris que Dr El-Kissouni envisageait de se rendre à nouveau aux Etats-Unis au mois de septembre prochain, je vous affirme qu’il sera reçu chaleureusement »<sup>xv</sup>.

En dépit de tout cela, Nasser était conscient de la gravité de cette phase et prévoyait que l’Egypte serait la cible de complots tramés par l’Occident, les courants réactionnaire et communiste. Il a dit, lors du Conseil des ministres, le 19 octobre 1961 : « Concernant la politique internationale, ils n’admettent point que nous suivions une politique impartiale et nous refusons d’être partiaux ! Ceci ne satisfait ni le camp oriental ni le camp occidental, chacun souhaite que nous prenions son parti et croit qu’exercer des pressions sur nous et nous affaiblir nous conduira à marchander et à trouver un compromis !

Tous les canons sont rivés sur nous, toutes les antennes radios ainsi que toutes les antennes secrètes, sont tournées vers nous, l’Occident, l’Orient et le communisme...tous sont contre nous ! Il est normal que les journaux publiés au nom du sionisme nous attaquent, tout comme radio Israël, l’Occident –l’Angleterre, la

France et les Etats-Unis- puis le roi Saoud, le roi Hussein et les partis séparatistes à Damas et Amman.

Il y a donc une alliance sacrée qui unit toutes les contradictions et qui n'a d'autre objectif que de se débarrasser de nous car notre position idéologique est très forte et influence l'entourage. En 1955, ils nous ont demandé de nous éloigner des Arabes et ont promis de nous donner l'aide que nous réclamons, mais nous avons refusé car nous serons un pays suiviste tel la Turquie ou la Thaïlande !

Je crois en ce que défendre l'Egypte ne doit pas se faire en Egypte seulement mais dans le cercle qui l'entoure. Nous ne pouvons dire que nous sommes capables d'adopter une politique d'isolationnisme dans notre pays car ils ne nous laisseront jamais !

Certaines personnes disent : qu'avons-nous à faire avec les Arabes ? Notre politique était une politique défensive et non offensive mais la Coalition de Bagdad avait pour objectif d'isoler ; l'Orient travaille à l'isolationnisme tout comme l'Occident ; l'Orient, car il croit pouvoir installer les communistes, alors que l'Occident, lui, croit pouvoir installer ses alliés au nom de la démocratie parlementaire, qui est la pire des dictatures parlementaires. L'Iran a un parlement, mais l'Occident use de cette démocratie parlementaire pour soutenir des éléments particuliers et tuer les autres !

Nous ne pouvons dire que nous ne sommes pas concernés par ce qui nous entoure pour ne pas permettre à nos ennemis de s'emparer du milieu qui nous entoure. Ils ne nous laisseront jamais sans nous rallier à leur zone d'influence »<sup>xvii</sup>.

Les Etats-Unis et l'Occident étaient vus par les trois cercles « arabe, africain et islamique » - figurant dans son livre « la philosophie de la révolution » en 1953- comme étant « opportunistes et une nouvelle forme d'impérialisme !<sup>xviii</sup> »

Début d'un rapprochement entre Kennedy et Nasser :

Un nouveau problème au Proche-Orient a favorisé ce rapprochement : Israël avait construit un réacteur atomique à



Dimona ainsi qu'un petit réacteur pour les recherches offert par les Etats-Unis dont l'inspection a été convenue par un accord.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient préoccupés du fait que les Arabes allaient craindre l'usage de ce réacteur atomique dans la fabrication d'armes atomiques! Ils avaient raison car Ben Gourion avait refusé de soumettre le réacteur de Dimona aux inspections et de suivre les mesures de sécurité requises par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), estimant cela comme une ingérence de l'URSS !

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne rejetaient la nucléarisation du Proche-Orient, d'où l'accord des deux pays à se rapprocher de Nasser, bien qu'ils soient convaincus que cela n'allait pas le changer ! Ils voulaient entretenir un rapport, une politique équilibre, sans amitié ni inimitié <sup>xcviii</sup>!

Kennedy a donc envoyé à Nasser son émissaire personnel, Chester Bowles pour trouver de nouvelles perspectives de coopération économique, pour l'inviter aux Etats-Unis et pour l'informer de sa volonté de rétablir les relations entre les deux pays comme à l'époque de 1952 à 1955, marquée par la confiance mutuelle. Kennedy était persuadé que lui et Nasser – qui étaient tous deux jeunes- avaient du courage et de la détermination, d'où la nécessité de définir les intérêts conjoints et de les défendre contre les forces qui tentaient de les séparer<sup>xcix</sup>. Kennedy s'intéressait également à la stabilité politique au Moyen-Orient, aux progrès économiques et sociaux et aux échanges culturels ; il était soucieux d'empêcher toute infiltration communiste ou soviétique dans la région et en Afrique, la plus importante question pour lui <sup>c</sup>!

Il ne faut pas oublier l'obstacle qui entravait l'amélioration des relations égypto-américaines : Israël, qui rivalisait avec l'Egypte en armement et qui inquiétait en permanence les politiciens américains au sujet de la région du Moyen-Orient.

En mai 1962, le ministre israélien de la Défense, Shimon Peres a sollicité l'assistance financière des Etats-Unis dans le domaine de l'armement ; ces derniers lui avaient auparavant refusé les missiles Hawk. Peres avait alors prétendu le renforcement de la

puissance militaire de Nasser qui s'était engagé (selon lui) à attaquer Israël dès qu'il aurait atteint la suprématie militaire<sup>ci</sup>.

La cause palestinienne entre Nasser et Kennedy :

La question des réfugiés palestiniens :

La cause palestinienne était certes une épreuve capitale aux relations Nasser/Kennedy car elle était une question pivot unissant le monde arabe. Des lettres ont été échangées entre les deux présidents à cet égard<sup>cii</sup>. Kennedy avait courageusement pris en main le dossier des réfugiés palestiniens, dont avait été chargé le représentant spécial de la mission de l'ONU pour la cause palestinienne, Joseph Johnson.

Kennedy a appelé au retour des réfugiés à leurs foyers en Israël ainsi qu'à leur indemnisation en vertu de la résolution 194 publiée par l'ONU le 11 décembre 1948, stipulant : « Les réfugiés qui désirent retourner à leurs foyers et vivre en paix avec leurs voisins, doivent être autorisés à le faire, le plus tôt possible. Des indemnités doivent être versées à ceux qui ont choisi de ne pas revenir, en échange de leurs biens. Leurs propriétés perdues ou détruites doivent –en vertu du droit international ou de la justice- être dédommagées par les gouvernements et les autorités responsables. La mission doit ordonner la facilitation du retour, du rapatriement et de l'intégration sociale des réfugiés et leur indemnisation »<sup>ciii</sup>.

Concernant le plan de Dr Johnson au sujet de la question des réfugiés palestiniens, Nasser estimait que la solution définitive était de permettre à la majorité des réfugiés de regagner leurs foyers ; Israël deviendrait ainsi un pays binational, avec un grand nombre d'Arabes qui jouiraient de l'égalité des droits et de traitement au lieu du traitement de second plan qui leur était réservé ! Nasser était conscient que cette solution s'opposait vivement avec le fondement de la pensée sioniste et prendrait 70 ans pour être concrétisée <sup>civ</sup>!

Ben Gourion a certes refusé le projet de Johnson et posé des conditions inapplicables telle l'approbation de Nasser à l'installation de ces réfugiés palestiniens à la RAU et son

engagement à cesser toute campagne d'incitation au retour des réfugiés à leur patrie !

Il convient de rappeler qu'à cette époque, le président américain avait un conseiller spécial pour les intérêts des juifs et d'Israël à la Maison Blanche, Myer Feldman<sup>cv</sup>. L'administration Kennedy était persuadée que le règlement du conflit arabo-israélien ne pouvait aboutir sans la résolution de la question des réfugiés, ignorant les orientations expansionnistes d'Israël !

Les politiciens américains étaient excédés du rejet d'Israël de toutes les solutions proposées à la cause palestinienne. Ils ont même avoué que « les Israéliens ne veulent même pas parler du plan Johnson ! » bien que les Etats- Unis aient accepté, entre temps, la transaction des missiles Hawk conclu avec l'Etat hébreux, avant même l'annonce du projet Johnson !

Les Américains estimaient que le moment était opportun pour mettre à exécution le plan Johnson, pensant, pour la première fois, pouvoir influencer « la clé des Arabes », Nasser. Ils estimaient que leur influence au Moyen-Orient s'était ainsi confortée davantage que dans les années précédentes.

Les Israéliens avaient insisté à refuser tout plan stipulant le terme « réfugiés » ou mentionnant leur choix entre rapatriement ou indemnisation en vertu du plan Johnson ! Ainsi les Américains ont-ils avoué que le conflit arabo-israélien leur avait causé beaucoup de soucis tout au long de quinze ans et que la situation allait s'aggraver si aucun progrès n'était réalisé ! Le conflit arabo-israélien mettait les Etats-Unis entre le marteau et l'enclume » !

La question des réfugiés évoquait la situation d'un million de réfugiés arabes qui se déplaçaient dans leurs tentes, insatisfaits, vivant de l'aide de l'ONU ». Les Américains se demandaient : « Jusqu'à quand Israël allait vivre dans cette sorte de caserne militaire, entouré d'un million de réfugiés insatisfaits et forcé à affecter une importante somme de ses recettes à l'échiquier sécuritaire ? Israël a longtemps vécu dans un milieu arabe hostile, le temps pressait. Sa politique nourrissait l'aversion des Arabes sans point la réduire<sup>cvi</sup>.

En fait, les Etats-Unis avaient fermé les yeux sur la fondation d'Israël en 1948 ainsi que sur l'usurpation et la judaïsation des territoires arabes par les sionistes en faisant venir les immigrants juifs de l'étranger pour prendre la place des habitants arabes autochtones.

A l'époque, les Américains jugeaient « exagérées » les sommes dépensées pour la sécurité d'Israël et les jours ont par la suite prouvé les objectifs énoncés et approuvés par le dogme sioniste, à savoir l'acquisition davantage de terrains arabes à chaque étape !

Le problème de l'eau entre les Arabes et Israël :

Kennedy a pris l'initiative d'engager un dialogue avec Ben Gourion sur un programme de développement global des ressources hydriques au Moyen-Orient régissant les parts d'Israël, de la Syrie et de la Jordanie dans le fleuve du Jourdain et son principal affluent le Yarmouk, en vertu d'un plan élaboré par l'ancien ambassadeur des Etats-Unis Eric Johnston<sup>cvii</sup>.

Dans une lettre en réponse à Ben Gourion, en date du 13 juin 1962, Kennedy a dit : « La politique des Etats-Unis inclut toujours dans ses objectifs la sécurité d'Israël...la protection de la sécurité du sol et de l'indépendance d'Israël ainsi que la garantie de son progrès économique ont tout notre soutien ».

Kennedy l'a ensuite exhorté à maintenir le calme aux frontières et à coopérer avec l'ONU pour s'assurer le respect de ses voisins arabes.

Kennedy a donné son appui à ce projet et incité Ben Gourion, dans la même missive, à le respecter et à le mettre en œuvre, après avoir exprimé son optimisme quant à la possibilité de réaliser l'objectif des Etats-Unis, à savoir la paix définitive au Moyen-Orient<sup>cviii</sup>.

Ben Gourion a répliqué à la lettre de Kennedy par des détours, en usant des méthodes de pression habituelles dont tout le monde était las telle la singularité d'Israël qui se distingue par un régime démocratique – sans dire militaire à cette époque !- et le rappel de l'Holocauste! Cependant, j'ignorais jusqu'à présent

les allégations de Ben Gourion qui prétendait que les dirigeants arabo-palestiniens – dont l'ancien mufti et ses collaborateurs – avaient participé au meurtre des juifs et qu'il craignait que cela se reproduise avec les deux millions de juifs en Israël si les forces israéliennes étaient vaincues !

Ben Gourion a feint d'accepter l'acheminement de l'eau, prévu dans l'accord technique présenté par Johnston, pour l'exploitation des eaux perdues du Jourdain et du Yarmouk et ceci a d'ailleurs été révélé par la suite, par les projets israéliens visant à dévier le cours du Jourdain.

Certes Ben Gourion n'a pas raté l'occasion pour retourner Kennedy contre les pays arabes en les critiquant : «ils ne s'accordent que sur l'hostilité déclarée contre Israël et tous ces pays sont gouvernés directement ou indirectement par l'armée<sup>cx</sup>. » Ben Gourion a oublié le rôle capital de l'institution militaire israélienne avant même la fondation d'Israël en 1948 et l'occupation des postes politiques clés du pays par ses commandants (Shimon Peres, président actuel d'Israël, était officier, Menahem Bigen, Moshé Dayan, Yitzhac Rabin).

« Israël a un problème sécuritaire majeur qui menace son existence, raison pour laquelle les Etats-Unis doivent doter les forces israéliennes de défense de moyens dissuasifs puissants et suffisants pour empêcher ses voisins arabes de le combattre », avait conclu Ben Gourion.<sup>cx</sup>

Nasser et la crise de Cuba :

Nasser a apporté son soutien à la révolution cubaine et à Fidel Castro, partant du principe du soutien de la cause de la liberté en tout lieu, comme nous l'avons susdit<sup>cx</sup>. Nasser l'avait même annoncé clairement dans un discours prononcé à Alexandrie le 26 juillet 1960.

Le 22 octobre 1962, Kennedy a adressé un message à Nasser dans lequel il a fait état de preuves indubitables sur la construction secrète de batteries de missiles nucléaires de combat par le gouvernement soviétique à Cuba. « De nouvelles batteries sont en cours de construction et votre ambassadeur en

sera informé en détail. Cette démarche soviétique contredit directement les propos de M. Krouchtchev qui m'a affirmé en personne, depuis quelques jours, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères Gromyko, procurer à Cuba uniquement des armes de défense.

Il faut donc imposer un embargo ou une « quarantaine » nucléaire immédiate pour empêcher le gouvernement soviétique de construire davantage de batteries à Cuba. Je suis confiant que cette démarche est une mesure qui mènera au démantèlement des batteries déjà existantes.

J'ai informé M. Krouchtchev de mon souhait de voir reprendre les négociations pacifiques.

Je réclamerai également la tenue d'une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU. J'avais demandé à l'ambassadeur Stevenson d'avancer une résolution, au nom des Etats-Unis, en faveur du démantèlement des batteries de missiles et d'autres armes de défense déployées à Cuba, et ce sous la supervision des observateurs de l'ONU ; cette mesure permettra aux Etats-Unis d'imposer l'embargo qu'ils désirent.

Je souhaite que vous chargiez votre représentant à New York de travailler activement avec nous et de parler de manière directe et en toute franchise pour soutenir le programme susmentionné aux Nations-Unies <sup>cxii</sup>», a écrit M. Kennedy.

Nasser a rapporté, le 24 octobre 1962, à ses collègues au Conseil de la présidence, la teneur de la missive du président américain et toutes les propositions de celui-ci. Nasser a suggéré que le délégué de la RAU soumette un projet de résolution au Conseil de sécurité, à la place des Etats-Unis, pour appeler au démantèlement des batteries missiles et au retrait d'autres armes à Cuba sous la supervision des observateurs de l'ONU, expliquant que cette mesure permettrait aux Etats-Unis d'imposer l'embargo qu'ils désiraient.

Nasser a jugé nécessaire que la RAU ait une position positive consistant à mener des contacts avec les pays non alignés, avec la Russie et les Etats-Unis et qu'elle appelle à la publication d'une résolution interdisant la légalisation de la force atomique d'une puissance atomique quelconque.

Si des missiles à Cuba sont effectivement orientés vers les Etats-Unis, cela est dangereux, a affirmé Nasser. « Nous ne devons pas accepter qu'un embargo soit imposé à Cuba ; nous sommes contre la construction de bases étrangères dans un pays quelconque et nous réclamons leur démantèlement dans les plus brefs délais et le transfert des armes atomiques », a-t-il dit.

Après ces débats au Conseil de la présidence, Nasser a répliqué au message de Kennedy, le 31 octobre 1962 :

Nous apprécions votre réactivité à l'appel du Secrétaire général par intérim, U Thant, et la coopération de la délégation des Etats-Unis à l'ONU en ce sens.

Nous apprécions pleinement toutes les mesures américaines prises – abstraction faite de notre opinion à leur égard- sans provocation à l'agression.

Nous valorisons l'engagement que vous avez pris après l'invasion militaire de Cuba, lequel a sérieusement contribué à alléger les tensions.

De surcroît, nous sommes persuadés que les Etats-Unis – avec toute leur puissance et leur hégémonie- sont capables de soutenir la paix comme personne d'autre ne peut le faire et qu'ils assument une responsabilité historique devant toute l'humanité à cet égard <sup>cxiii</sup>».

Livraison d'armes américaines à Israël, entre théorie et réalité :

Il y avait des questions en suspens entre les Etats-Unis et Israël, qui touchaient évidemment à l'Egypte et aux pays arabes également. Les rapports étaient enchevêtrés, compliqués et conflictuels !

Pour la partie sioniste, la première de ces questions était la sécurité d'Israël qui, pour cette fin, tenait à entretenir une relation militaire étroite avec les Etats-Unis, son principal fournisseur d'armes, de dons, d'aides et de prêts.

Le plus important était que les Etats-Unis avaient donné – secrètement- à Israël leur engagement à défendre sa sécurité, engagement d'ailleurs honoré par tous les présidents américains y compris Kennedy qui a réitéré son attachement à la sécurité et

à l'intégrité de l'Etat sioniste, suivi dans cette démarche par Johnson !

Cependant, des divergences ont émergé entre les politiques des deux Etats ; les raids israéliens menés contre les Arabes aux frontières, le refus d'Israël de coopérer avec l'ONU et ses organismes chargés de maintenir la paix au Proche-Orient, son objection à régler le problème des réfugiés palestiniens, sa désapprobation à l'initiative des Etats-Unis visant à dissuader les autres pays à établir des missions diplomatiques à Jérusalem, etc...

Tout cela avait incité les Etats-Unis à reconsidérer leur politique avec Israël tout en se rapprochant de l'Egypte et des Arabes en général. D'où la décision de Washington d'éviter des rapports militaires distingués avec Israël –ce qui n'est jamais arrivé-, partant du fait que toute alliance avec ce dernier allait ruiner l'équilibre des relations entre les Etats-Unis et les pays du Proche-Orient.

Cette tendance politique s'est d'ailleurs traduite par le retard de la vente des missiles Hawk à Israël, les Etats-Unis ne voulant point être responsables de l'amorce de la course à l'armement arabo-israélien. Il y avait toujours une alternative : au cas où les services de renseignement américains affirmeraient que la RAU a obtenu – ou est sur le point d'obtenir- des missiles similaires de l'URSS, les Etats-Unis livreraient les missiles Hawk à Israël <sup>cxiv</sup>!

Israël a toutefois insisté sur sa demande de missiles, sous prétexte que la puissance militaire égyptienne s'était amplifiée ! Nasser a discuté avec Badeau des répercussions politiques de cette transaction et a dit prévoir une diatribe virulente et générale des gouvernements arabes contre les Etats-Unis pour avoir ainsi contredit la politique qu'ils ont précédemment déclarée, à savoir, leur engagement à ne pas être une source d'armement au Moyen-Orient et surtout pour Israël.

Badeau a alors informé l'administration américaine qu'en cas de vente de missiles Hawk et occidentaux à Israël, l'URSS offrirait tout type de missiles aux pays arabes ; les Etats-Unis se



verraient alors reprocher l'expansion des armes soviétiques au Moyen-Orient.

Badeau a ensuite expliqué à Nasser que Kennedy accordait un intérêt impérieux à faire adopter, lors de la conférence de Genève, une interdiction de l'armement !

L'interdiction de l'armement pendant la guerre de Palestine a échoué, a rétorqué Nasser, ajoutant qu'il n'avait été appliqué qu'aux Arabes alors qu'Israël avait été autorisé à se procurer des chars et d'autres armes de la France ! Deux des trois Etats qui avaient signé la déclaration tripartite de l'offensive ont aidé Israël dans son attaque contre l'Egypte en 1956 ; la France a une nouvelle fois fourni à Israël des armes, des avions et des pilotes. A la lumière de cette série de faits historiques, Nasser a précisé qu'il n'avait point confiance en l'efficacité d'un accord sur l'interdiction d'armes avec Israël !

La RAU n'a aucune intention d'attaquer Israël et sa politique consiste à constituer des forces armées capables de dissuader toute offensive israélienne, vu les intentions expansionnistes d'Israël et l'expérience amère de l'offensive israélienne en 1956<sup>cxv</sup>, a fait savoir Nasser à l'ambassadeur américain.

A cette époque, Kennedy encourageait théoriquement la politique restrictive de l'armement au Moyen-Orient –comme nous l'avons dit précédemment- et avait déployé à cet égard des efforts avec Nasser et Ben Gourion ; le Département d'Etat américain soutenait même un entretien entre ces deux personnalités mais prévoyait le refus du président égyptien<sup>cxvi</sup>. En fait, cette proposition était la preuve que les politiciens américains méconnaissaient le dossier palestinien et son histoire. Les contradictions de la politique américaine ont resurgi ! L'ambassadeur égyptien à Washington, Moustafa Kamel a été informé de la décision de principe des Etats-Unis de vendre des missiles de défense sol-air de courte portée à Israël ; certes il n'y pas de missiles « de défense » et d'autres « d'attaque » !

Le plus étrange est qu'ils avaient affirmé à l'ambassadeur égyptien que «cela n'affectera pas les relations avec la RAU et que les Etats-Unis sont toujours contre la course à l'armement dans la région <sup>cxvii</sup>!

Et, pour se concilier la satisfaction de l’Egypte en échange de cette démarche, un accord – qui s’était fait longtemps attendre- a été signé entre l’USAID et la RAU pour une période de trois ans, dans le cadre du programme PL480, le 6 octobre 1962. Cet accord a été conclu à ce moment pour amortir toute possible réaction violente de Nasser lors de l’annonce officielle de la transaction de vente de missiles Hawk à Israël !

Cet accord d’aide prévoyait un prêt à la RAU de dix millions de dollars<sup>Scxviii</sup>. Il avait été conclu, sous l’ordre direct de Kennedy qui tenait absolument à ce qu’il soit signé<sup>Cxix</sup>.

Le 21 juillet 1962, Nasser a annoncé l’essai réussi de missiles égyptiens d’une portée de 800km conçu avec l’aide de savants allemands. Les renseignements américains ont immédiatement évalué la situation concernant l’exécution par la RAU d’un programme de fabrication de missiles sol/sol et constaté qu’il ne changeait rien à l’équilibre des puissances au Moyen-Orient. Ce pas constituait un coup moral aux adversaires arabes de Nasser et à Israël et un nouveau progrès sur la voie de l’armement dans la région.

Concernant les armes atomiques, les informations dont disposaient les renseignements américains confirmaient toujours l’incapacité de la RAU à les développer de sorte à installer des ogives atomiques sur les missiles égyptiens, bien qu’elle possède un petit réacteur atomique pour les recherches et un programme en la matière.

D’après les informations obtenues par les Américains, la RAU s’était mise d’accord avec l’URSS sur la dotation d’un contingent en missiles sol/air et sur la formation des Egyptiens à la manipulation de ces missiles ; certains postes seraient prêts dans le courant de l’année 1963. Selon ces mêmes informations, la RAU avait obtenu trois croiseurs porte-missiles (10-15 miles), 45 chasseurs- bombardiers MiG 21 munis de missiles sol-sol et auxquels auraient été formées également les forces égyptiennes<sup>Scxx</sup>.

Israël avait évidemment mené une campagne contre l’aide fournie par les savants allemands à la RAU dans la fabrication des missiles et avait affiché des préoccupations exagérées,

devinés par les Américains qui ont vivement tenté d'empêcher une nouvelle course à l'armement atomique et aux missiles entre la RAU et Israël<sup>cxxi</sup>.

Kennedy a sollicité en urgence l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour soutenir la mission des renseignements américains consistant à inspecter puis évaluer le programme atomique israélien et tout autre programme d'armes sophistiquées en Israël et à la RAU. Kennedy a même jugé nécessaire que le réacteur israélien soit inspecté minutieusement<sup>cxxii</sup>.

Kennedy s'est entretenu début avril 1963 avec Shimon Peres qui avait exagéré la campagne menée contre la RAU, « le seul pays arabe que craint vraiment Israël ! » M. Peres a également parlé des missiles que possédait la RAU. Kennedy a de son côté exprimé les vives préoccupations des Etats-Unis quant à la prolifération des armes atomiques et souhaité qu'Israël ni ne se procure ni ne développe ce genre d'armes<sup>cxxiii</sup>.

Le 18 avril 1963, Kennedy a fait part à Nasser, dans une lettre, de son extrême inquiétude vis-à-vis des dangers et du coût de la course à l'armement au Moyen-Orient. « Je suis capable de comprendre vos préoccupations sécuritaires et celles d'Israël également. Je puis vous confirmer notre détermination à préserver l'équilibre à l'égard de ce problème et de le résoudre équitablement et impartialement <sup>cxxiv</sup>».

Cependant, les pressions israéliennes n'ont pas cessé et le lobby sioniste a fini par influencer le Congrès, en accusant les Etats-Unis d'aider l'Egypte dans le conflit l'opposant à Israël et de centrer la politique de leur gouvernement sur le Moyen-Orient et leurs intérêts pétroliers seulement !

L'administration américaine était par ailleurs consciente de l'avantage de fournir de l'aide à la RAU et d'améliorer ses rapports avec elle, considérant ceci comme une opportunité pour influencer sa politique, réduire l'influence de l'URSS et limiter les actions menées à l'encontre des intérêts occidentaux stratégiques dans la région. Cette démarche contribuerait à freiner les attaques contre les installations et les citoyens américains, à geler le conflit arabo-israélien, à coopérer avec les

forces de l'ONU pour le maintien de la paix et à garantir l'impartialité de la RAU envers les questions liées à la guerre froide. De surcroît, cela favoriserait le resserrement des relations entre la RAU et l'Occident dans les domaines économique, culturel et scientifique, la modification de la propagande hostile aux Etats-Unis dans le monde arabe, la répression des partis communistes locaux dans le monde arabe et en Afrique ainsi que le renforcement des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la région<sup>cxxv</sup>.

Kennedy a envoyé un message à Nasser, le 27 mai 1963 pour le rassurer : « la politique des Etats-Unis n'a pas changé et je ne vois aucune raison de la changer à l'heure actuelle. Le Congrès joue un rôle capital dans les questions relatives à l'aide et la politique qu'il a adopté se concentre sur la poursuite des programmes d'aide économique américaine à la RAU ; je souhaite que le Congrès continue également à considérer cette question ainsi »<sup>cxxvi</sup>.

Kennedy a affirmé son étonnement quant à certains points soulevés par Nasser dans une missive en date du 3 mars 1963 : « Partant de sa foi en ce que la révolution est le moyen de réaliser les objectifs de son peuple et de sa nation arabe, la RAU ne considère pas que sa mission est de répandre la révolution à tous les autres peuples de la nation arabe. Nous estimons que la meilleure chose que la RAU puisse faire, même pour sa mission révolutionnaire vis-à-vis de la nation arabe, c'est de servir d'exemple pragmatique démontrant la capacité de l'homme arabe à développer sa vie pour un avenir meilleur »<sup>cxxvii</sup>.

Kennedy y avait répliqué : « Malgré cela, je suis sûr que vous partagez mon inquiétude et mes craintes du fait que les manœuvres et les attermolements au Proche-Orient conduisent à des développements indésirables à l'heure actuelle qui risquent de causer, pour chacun de nous, de sérieux problèmes.

Je suis très préoccupé du fait que la Jordanie devienne le théâtre du conflit arabe et qu'Israël intervienne en Jordanie sous prétexte de défendre ses intérêts sécuritaires, ce qui peut détruire la paix au Proche-Orient, nous nous verrons alors confrontés au fait accompli. Si les autres Etats arabes se sentent obligés de

riposter dans ce cas, ceci risque d'engendrer un grand conflit, un conflit où les forces de ces pays ne jouiront d'aucun avantage, selon nos estimations.

La course à l'armement couve les germes d'une catastrophe qui s'abattra sur nous tous et nous sommes réconfortés de voir qu'aucun pays du Proche-Orient ne travaille au développement d'armes nucléaires et que le progrès réalisé par Israël et la RAU dans l'usage de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est prometteur pour le bien-être des peuples de la région. Cependant, en l'absence de garanties appropriées, l'usage des réacteurs nucléaires peut changer de fins pacifiques à des fins militaires. Ainsi Israël aura-t-il la capacité de développer des armes nucléaires dans les prochaines années s'il concentre ses efforts sur cet objectif. A cela s'ajoutent les missiles d'attaque qu'Israël et la RAU ont l'intention de développer et qui donnent une portée nouvelle et dangereuse à la question...

Les Etats-Unis étudient de manière pressante les démarches possibles pour éviter un problème grave dans la région...l'importance de la sécurité et de l'intégrité d'Israël – qui a toujours été une question d'une profonde importance pour les Etats-Unis- n'ont pas été un obstacle au développement de relations amicales entre les Etats-Unis et la RAU<sup>cxxviii</sup> ».

Kennedy a décidé, dans le même temps, de reconsidérer la politique américaine ; il a donné à Israël des garanties pour sa sécurité, promis d'empêcher la guerre préventive et la prolifération d'armes nucléaires en échange de l'engagement d'Israël à ne pas violer la paix, à coopérer pleinement en la matière avec l'Onu pour le maintien de la paix, à cesser la propagande et les actes qui nuisent aux relations entre les Etats-Unis et les Arabes et à adopter un comportement coopératif pour régler la question des réfugiés<sup>cxxix</sup>.

Il ressort, de ce qui précède, la partialité incessante des Etats-Unis en faveur de l'intérêt d'Israël et naturellement, contre les pays arabes. Selon notre connaissance, la politique américaine n'a donné aucune garantie similaire pour assurer la sécurité d'un pays arabe quelconque, même ceux d'entre eux qui sont les alliés de l'Occident ! Ils se sont contentés de réactiver la

déclaration tripartite pour garantir la sécurité des Etats de la région, mais, les faits ont prouvé –comme cité plus haut- que le projet était mort-né !

Talbot était contre les garanties accordées par les Etats-Unis à la sécurité d'Israël pour la simple raison que les Soviets en donneraient de pareilles aux Arabes !

L'administration américaine était consciente que les Israéliens ne voulaient pas seulement que les Etats-Unis garantissent leur sécurité mais cherchaient à nouer une coalition de défense totale avec eux et à obtenir une forte assistance militaire !

Kennedy a fait part à ses collaborateurs de ses préoccupations quant aux armes nucléaires, aux dangers d'une guerre contre la Jordanie ainsi que l'éventuelle occupation de la Cisjordanie par Israël<sup>cxxx</sup>.

Kennedy ne s'est pas contenté d'avoir envoyé une lettre à Nasser mais lui a dépêché un émissaire personnel - John MacCloy<sup>cxxxi</sup>- pour lui affirmer la nécessité d'éviter toute escalade de la course à l'armement nucléaire et aux missiles entre la RAU et Israël. MacCloy a proposé à Nasser que la RAU refuse de fabriquer et d'utiliser les armes nucléaires et qu'elle suspende le développement et l'usage des missiles de d'attaque. En échange, les Etats-Unis surveilleraient et inspecteraient les sites stratégiques pour vérifier que les deux côtés honorent leurs engagements. Si Nasser refusait cette proposition, l'ONU pouvait contribuer à cette mission. Nasser a été informé, de ce dont il était déjà au courant, à savoir, la possession d'Israël d'un réacteur pour la fabrication d'armes atomiques, le réacteur Dimona.

Nasser était confus sur les raisons pour lesquelles ces propositions ont été faites à ce moment précis. Nasser trouvait de la difficulté à comprendre pourquoi, à ce moment précis la RAU devait être le seul pays non atomique à donner cet engagement. Nasser comprenait avec peine cette question d'inspection et d'observation : la RAU avait toujours eu une position ferme contre toute forme d'inspection militaire qu'elle avait refusée à maintes reprises et sous toutes ses formes. Et pour lui, accepter le contraire de cette position causait de

véritables difficultés. « L’Egypte avait refusé au préalable d’accepter toute inspection, même les inspections des armes fournies dans la cadre du programme d’aide mutuelle. Ceci semblerait être un arrangement entre Israël et la RAU, ce qui risque de me poser des problèmes ».

Nasser a préféré que Kennedy lui explique cette question par écrit et s’est dit prêt à donner sa réponse par écrit. Nasser a affirmé qu’il n’avait aucune intention de fabriquer des armes nucléaires ou d’attaquer Israël. Il a précisé que sa stratégie était purement défensive et qu’il a dû se doter d’avions pour faire contrepoids à la puissance aérienne d’Israël à qui la France a vendu des Mirage. Nasser devait se procurer des missiles pour avoir une puissance égale à l’arsenal d’armement sol/air d’Israël, sans quoi il ne pouvait faire face à la menace israélienne<sup>cxxxii</sup>.

Lors d’un deuxième entretien avec McCloy, Nasser a fait savoir que, bien qu’il appréciait la volonté de Kennedy de réaliser la stabilité dans la région – volonté qui est compatible à la sienne également-, il ne pouvait se mettre d’accord avec les Etats-Unis de refuser de fabriquer des armes, car ceci serait considéré comme une restriction à la souveraineté égyptienne via une entente avec une force étrangère !

Vu l’ambiance de susceptibilité prévalant dans le pays, cet accord apparaîtrait comme une sorte de relation de protection ou de dépendance. Pour Nasser, il s’agissait d’une question de principe et cette position ne pouvait changer, même si les Etats-Unis allaient conclure un accord similaire avec Israël.

Nasser a également décidé de refuser toute mesure d’inspection ou de suivi, cela étant une tradition égyptienne. Il a affirmé devoir travailler dans une ambiance de susceptibilité nationale, l’Egypte étant un Etat nouvellement indépendant. Concernant les activités atomiques, il n’y avait rien qui puisse être inspecté ! Nasser a ajouté qu’il n’était pas contre l’exécution de cette inspection via l’ONU mais qu’il ne pouvait le permettre aux Etats-Unis.

Nasser a évoqué la propagande israélienne au sujet de l’intensité des préparatifs militaires égyptiens. Il a expliqué que le plus

important pour lui, était d'éviter toute réaction unilatérale des Etats-Unis à cette propagande ou toute proposition compromettant la souveraineté égyptienne.

Nasser a accepté d'annoncer qu'il n'avait point l'intention de produire des armes nucléaires ou d'attaquer Israël. Il a souligné que sa stratégie était d'affronter et de riposter aux attaques et non d'attaquer. Nasser ne pouvait avoir confiance dans les communiqués émis par Israël sur ses intentions pacifiques !

Répondant à Badeau sur sa réaction s'il apprenait que les Israéliens utilisaient leur réacteur nucléaire dans la fabrication d'armes, Nasser a répondu : « la guerre préventive... nous n'aurons pas d'autre choix ! ». Il a dit ne pouvoir permettre la suprématie d'Israël en armes. Il a dit avoir dernièrement appris la conclusion d'un accord conclu entre ce dernier et la France sur l'achat de 96 Mirage. Pour maintenir l'équilibre, il faut que l'Egypte obtienne des avions et des missiles, avait-il renchéri.

Quant à l'inspection des missiles et de leur développement, Nasser la jugeait inadmissible, qu'elle soit effectuée par les Etats-Unis ou l'ONU ou toute autre partie. Il a de même fait savoir ne point envisager d'accroître son arsenal de missiles. Cette démarche étant très onéreuse mais qu'il y procéderait jusqu'à atteindre l'équilibre militaire avec Israël.

Nasser a rappelé que les Etats-Unis avaient consenti un prêt à Israël pour acheter les missiles Hawk ! Il a également mentionné la décision du Bundestag de considérer illégal l'aide fournie par les savants allemands aux pays étrangers dans l'industrie des armes ! De toute évidence, cette décision visait directement la RAU et était le fruit des pressions israéliennes. « S'il est nécessaire, je donnerais aux savants allemands la nationalité égyptienne »<sup>cxxxiii</sup> !

Après avoir pris acte des rapports de McCloy sur ses entretiens avec Nasser, Kennedy a adressé à ce dernier un message oral, le 7 juillet 1963, où il lui a exprimé son estime personnelle. « Veuillez informer Nasser que nous avons le sentiment qu'il veut nous poser la question suivante : pourquoi avons-nous décidé de traiter ainsi avec la RAU ? En fait, ce n'est pas le cas. Nos préoccupations sur la prolifération des armes nucléaires ne



se bornent pas au Proche-Orient mais s'étendent au monde entier. Nous n'avons pas affecté à la RAU un traitement particulier ni ne l'avons choisie parmi d'autres, bien au contraire, nous avons fait pression sur d'autres pays à cet égard et même sur certains de nos proches alliés.

Concernant le moment choisi pour adopter cette stratégie, nous avons des raisons précises de demander de parler à Nasser à ce moment. Chacun des deux pays s'oriente maintenant vers la fabrication de missiles. Les Israéliens, en particulier, ont réalisé de bons progrès dans le domaine nucléaire, ils atteindront, dans quelques années, la capacité requise pour fabriquer des armes nucléaires, si le champ de la course à l'armement accède à des niveaux très sophistiqués. Dans le cadre de notre volonté inébranlable d'assurer qu'Israël n'emprunte point la voie du nucléaire, nous désirons que vous nous donniez des garanties que, si Israël s'en abstient, la RAU en fasse autant, et vice-versa.

Ceci nous conduit à être sûrs d'un fait : la RAU avait affirmé qu'elle ne possédait pas d'armes nucléaires à inspecter et qu'elle n'avait pas l'intention de s'engager dans le domaine de la fabrication d'armes nucléaires. Nous admettons que l'établissement nucléaire qu'elle détient ne peut concevoir, à l'heure actuelle des armes nucléaires mais nous aimerions dire que lorsque la RAU refuse de permettre à une partie étrangère de procéder à des inspections, partant du principe de la souveraineté, cette position donne l'occasion à Israël de refuser cette même mesure pour les mêmes raisons, en prétendant que la RAU développe secrètement des armes nucléaires.

Un nombre croissant de pays a accepté de donner des garanties en ce qui concerne les réacteurs nucléaires, motivés dans leur démarche par l'intérêt commun d'interdire la prolifération nucléaire. L'Inde avait auparavant refusé de donner ces garanties mais a fini par le faire pour le grand réacteur de Tarapur, et avait autorisé les inspections des Etats-Unis d'abord puis celles de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Dans le cas de la RAU, il n'est pas nécessaire que les

Etats-Unis assument la mission principale qui peut être accomplie par plusieurs parties telles l'AIEA ou d'autres pays. Ils (les missiles) présentent de plus grandes difficultés pour la RAU. A la lumière des pourparlers menés avec McCloy, nous comprenons plus profondément la vision de la RAU concernant la fabrication des missiles. Certains ont profité que la RAU a révélé publiquement son programme de missiles pour justifier leurs campagnes hostiles à son encontre. Nous sommes inquiets quant à l'accélération du rythme des efforts d'Israël pour la production de missiles, répondant ainsi au développement introduit par la RAU à son propre programme. Nous lui avons demandé de se raviser à cet égard, partant de ces considérations. Nous n'avons jamais pensé que la RAU abandonnerait totalement le développement son programme de missiles mais, au contraire, ferait preuve de retenue.

Nous sommes parfaitement conscients voire compréhensifs des préoccupations politiques de la RAU en ce qui concerne les inspections internationales massives, nous ne voulons certainement pas imposer une tutelle à la RAU ni ne la considérons comme un pays suiviste. Nous, les Etats-Unis, avons décidé, dans le cadre de nos relations avec l'URSS, d'accepter les procédures d'inspection censées donner des garanties et nous rassurer également, l'URSS et nous.

En bref, nous croyons en ce que les Etats-Unis et la RAU ont un intérêt commun à assurer que le progrès technologique au Proche-Orient ne prendra pas un tournant qui risque de devenir catastrophique. La guerre préventive n'est pas une solution mais une extrême issue qui serait beaucoup plus coûteuse pour la RAU et dont le succès est moins garanti que la méthode que nous proposons. Nous sommes persuadés que les restrictions de l'armement et les garanties données par chacun des deux côtés sont les meilleures solutions »<sup>cxxxiv</sup>.

Nasser a répliqué à ce message oral de Kennedy en lui expliquant avoir concerté avec ses collaborateurs et conseillers directs qui ont soutenu sa position à cet égard et confirmé le refus de la RAU de toute forme d'inspection qui signifierait implicitement retourner sous le contrôle de l'Occident<sup>cxxxv</sup>.

En fait, Nasser était conscient de la gravité de la situation et a écrit : « l'ennemi israélien: il faut élaborer une stratégie axée sur une politique empêchant Israël de nous attaquer. La politique d'Israël repose sur l'imposition de la paix, et pour imposer la paix, il faut mener une guerre contre l'Égypte et la gagner. Notre stratégie doit se construire sur une politique de dissuasion rapide, des forces armées légères capables d'atteindre leurs objectifs en une vitesse éclair. Il est incontestable que la politique traditionnelle n'est pas appropriée à la guerre contre Israël, étant donné les colonies ».

Le 30 juillet 1963, Nasser a adressé un message personnel à Kennedy confirmant l'intention de la RAU de rejoindre le traité d'interdiction partielle des tests nucléaires<sup>S<sub>CXXXVI</sub></sup>.

Les lettres entre les présidents égyptien et américain ont continué à s'échanger. Dans un message oral le 12 septembre 1963, Kennedy a demandé à l'ambassadeur Badeau d'informer Nasser qu'il était heureux de le voir soutenir personnellement et immédiatement l'interdiction partielle des essais nucléaires et de voir son gouvernement le signer, sans délais.

« Je me sens réconforté et encouragé quant aux indices déduits de vos déclarations confirmant que la RAU n'a aucune intention d'attaquer un pays voisin quelconque et que son programme d'armement avait pour seul objectif de dissuader ou de riposter à toute attaque »<sup>C<sub>XXXVII</sub></sup>.

Israël réussit à brouiller les relations entre la RAU et les États-Unis :

Par ailleurs, les dirigeants israéliens ont tenté de semer la discorde entre Kennedy et Nasser. Pendant sa visite à New York pour assister aux séances de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1963, la ministre israélienne des Affaires étrangères, Golda Meir s'est entretenue avec Joseph Sisco<sup>O<sub>CXXXVIII</sub></sup>, auquel elle a affirmé que Nasser était le problème essentiel. Elle a évoqué le coût exorbitant de la guerre au Yémen, en allusion à la dépense de l'aide américaine consentie à la RAU !

Meir s'est dit également préoccupée sur les activités des savants allemands en Egypte dans le domaine de la fabrication des missiles, etc..., prétendant que les missiles de la RAU pouvait atteindre Tel Aviv en 1965. « Nasser n'entamera la guerre que s'il sent qu'il est capable de la gagner ! Raison pour laquelle Israël doit se doter d'un puissant moyen dissuasif » !, a-t-elle dit, précisant que ses inquiétudes allaient surtout pour deux types d'armes, à savoir, les chars et les missiles.

Pour nourrir le désaccord entre la RAU et les Etats-Unis, Meir a prétendu détenir les preuves démontrant que la RAU construisait une puissance nucléaire, que son travail était sophistiqué dans la guerre chimique et le traitement radioactif !

Sisco a demandé à Meir de connaître le lieu de ces établissements, les informations des Etats-Unis n'étayant point ses propos<sup>cxxxix</sup> !

Lors d'une entrevue avec l'ambassadeur américain à Tel Aviv, Eshkol a souhaité que les rapports sur la crise économique de la RAU ne conduisent pas à l'augmentation de l'aide des Etats-Unis à l'Egypte !

« Nous fournissons une aide à la RAU pour que Nasser ait un intérêt à agir avec sagesse ! Si cette aide était suspendue, ceci aurait un effet contraire ; nous ne pourrions réduire ses craintes et nous le rendront plus dépendant de l'URSS »<sup>cxli</sup>, a expliqué l'ambassadeur américain.

Les représentants israéliens ont également discuté avec les responsables américains de leurs inquiétudes vis-à-vis des missiles et des armes développées de la RAU et affirmé, à l'instar de Meir, que cela donnerait à la RAU une confiance excessive qui l'encouragerait à attaquer Israël ! Ils ont même exagéré la puissance de la RAU en parlant de ses chars et de sa Marine et n'ont pas raté l'occasion pour réclamer des Etats-Unis des chars et des équipements pour la Marine israélienne <sup>cxli</sup>!

Les Etats-Unis ont refusé, à ce moment, à la RAU un prêt qu'ils entendaient lui accorder pour les produits agricoles, sous prétexte que des preuves étaient nécessaires afin de montrer que l'aide américaine n'était pas en partie versée pour la guerre au

Yémen où étaient déployés plus de 50 000 hommes des forces égyptiennes <sup>cxlii</sup>!

Ceci signifiait que les Etats-Unis commençaient à céder aux propos des responsables israéliens et à faire pression, à nouveau, sur la RAU en brandissant la menace de l'aide (américaine) !

Les dirigeants israéliens sont allés bien plus loin; Yitzhak Rabin s'est entretenu avec Komer à Washington et lui a expliqué le plan des éventuelles attaques de la RAU contre Israël, depuis le sud de la Bande de Gaza !

Komer a compris les manœuvres israéliennes et écrit : « Les estimations d'Israël concernant les capacités de la RAU sont exagérées ». L'administration américaine doutait des propos tenus par les Israéliens sur la confiance exagérée de la RAU et le danger que posaient les armes qu'elle fabriquait. Komer a ajouté que les Etats-Unis ne voyaient pas de si grand écart entre les armes traditionnelles de la RAU et d'Israël et que, par conséquent, aucune attaque de la RAU ne posait danger, comme le prétendaient les Israéliens!

Lorsque Rabin a réitéré qu'Israël devait posséder une puissance militaire suffisante pour dissuader toute offensive menée par la RAU, pour obtenir davantage d'armes américaine, Komer a fait savoir que les Etats-Unis auraient un rôle dans cette dissuasion : « les Etats-Unis interviendront immédiatement si Israël est attaqué ! Nasser sait que les Etats-Unis disposent d'avions tactiques positionnés à Adana en Turquie. La 6e flotte est proche, et la base de missiles britanniques est implantée en Chypre »<sup>cxliii</sup>.

Au moins deux jours plus tard, les Etats-Unis avaient livré à Israël de l'eau lourde pour fabriquer des bombes atomiques et lui avaient remis des missiles Hawk d'un coût total de 25 millions de dollars ! « Nous ne pouvons sauvegarder les intérêts des Etats-Unis loin de ceux d'Israël » <sup>cxliv</sup>!, avait dit Talbot à Rusk.

Au lendemain de l'assassinat de Kennedy, les responsables américains ont informé El-Kissouni, en visite à Washington, qu'il serait difficile d'octroyer une nouvelle aide américaine à la RAU puisqu'elle continuait à débloquer de grandes sommes

pour les opérations militaires au Yémen ; des conditions supplémentaires ont été posées<sup>cxlv</sup>.

En fait, des changements se sont produits dans la politique américaine au cours des six derniers mois du mandat de Kennedy, marqués par un rapprochement avec la RAU. Les Etats-Unis avaient reconnu la République arabe du Yémen malgré les objections de son allié britannique, même si cela était pour des raisons liées aux intérêts américains comme nous l'avons expliqué<sup>cxlvi</sup>.

Sous les pressions exercées au Congrès pour suspendre l'aide accordée à l'Égypte, Kennedy avait dit : « Rappelez-vous de ce qui s'est passé en Égypte quand nous sommes revenus sur nos engagements au sujet de la contribution à la construction du Haut Barrage ». De surcroît, Kennedy était celui qui avait assumé l'application de la résolution 63/1949 de l'ONU sur le retour des réfugiés palestiniens à leurs foyers ou leur indemnisation<sup>cxlvii</sup>.

Ce qui précède n'était pas un changement radical de la politique américaine mais une tentative de compréhension qui manquait aux dirigeants américains depuis la fondation d'Israël en 1948 ! Malgré toutes ces évidences, tout ce qui a été dit sur l'impartialité de la politique des Etats-Unis envers Israël et les Arabes était contraire à la réalité, comme l'a montré l'entretien de Komer avec le ministre israélien de la Défense, Shimon Peres à Washington ; la politique américaine favorisait Israël depuis 1947 ! Les Etats-Unis constituaient le support étranger le plus fort d'Israël en termes de finances et d'armement et leur force de dissuasion avait permis à ce dernier d'atteindre ses objectifs sécuritaires. Les Etats-Unis, sous Kennedy, recherchaient un certain équilibre dans leur politique pour pouvoir jouir d'une influence dans le monde arabe ; ils la jugeaient nécessaire pour leurs intérêts et ceux d'Israël. Ainsi protégeaient-ils non seulement les avoirs américains dans la région (pétrole et bases) mais limitaient également l'infiltration soviétique dans la région. Ce qui s'était passé concernant le haut barrage était considéré comme un déboire pour la politique américaine ; les Américains avaient donné une occasion d'or à Khrouchtchev pour vendre

les armes soviétiques au Moyen-Orient, engendrant une véritable menace pour Israël. Il était donc important pour Washington de ne pas pousser les Arabes à s'aligner explicitement sur Moscou.

L'on a cru, aux Etats-Unis, que Washington avait adopté une politique pro-Nasser pour parvenir à une coopération réciproque avec ce dernier, les deux bords étant les supports du monde arabe. Les Etats-Unis ont cependant tenté, en même temps, de restreindre le rôle de l'Egypte en octroyant l'aide américaine à la Libye, au Soudan, à la Somalie, à l'Arabie saoudite et à la Jordanie, soit à tous les pays entourant la RAU.

Washington a ainsi prouvé qu'il était prêt à coopérer avec Nasser dès qu'il se trouvait un intérêt mutuel, afin de lui offrir une alternative pour éviter qu'il ne compte sur l'URSS. L'administration américaine croyait que, tant que cette alternative était présente, Nasser allait prendre des deux côtés <sup>cxlviii!</sup>

Nasser s'est entretenu au Caire, le 8 novembre 1968, avec le maire de Berlin, Willy Brandt et a parlé allègrement et longuement de la tactique américaine reposant sur l'instrumentalisation de l'aide américaine pour faire pression sur lui. « La RAU est sortie de la crise de Suez en étant convaincue qu'elle ne pouvait compter sur l'Occident ; la politique américaine de cette administration l'a porté à espérer que l'inverse de ces attentes était possible mais il est clair qu'elle doit revenir à l'an 1957 <sup>cxlix!</sup> »

Les propos de Nasser signifiaient qu'il se sentait davantage pressé par Kennedy, pendant les dernières années de son mandat que ce soit sur le volet de l'équilibre à respecter dans l'armement au Moyen-Orient, entre tous les pays arabes d'une part et Israël d'une autre, sur le volet de l'activité atomique et de la production de missiles à la RAU, ou encore sur le volet de la cause palestinienne et de la question des réfugiés.

La balance des relations entre Nasser et Johnson penche pour Israël:

L'importance de l'aide américaine pour la RAU et les Etats-Unis :

Après l'accès à la magistrature suprême de Johnson, les relations américaines avec la RAU et Israël ont été réévaluées. Les renseignements américains estimaient que le développement des missiles égyptiens n'était pas une aussi grande menace comme l'avaient prétendu les Israéliens !

Les dirigeants israéliens avaient déclaré que les missiles de la RAU pouvaient sérieusement affecter le moral des Israéliens et poser un problème pour la mobilisation militaire, au moment où Israël avait conclu avec une compagnie française un accord pour l'achat de 250 missiles modernes sol/sol<sub>cl</sub> !

Après l'investiture de Johnson à la Maison Blanche, Badeau lui a adressé un message où il affirmait que l'Egypte était le pays arabe oriental le plus important.

« Bien que le mouvement du nationalisme arabe se soit ralenti, Nasser demeure le seul commandant arabe largement respecté, ce qui confère à la RAU une importante capacité indépendante d'influencer les intérêts américains dans la région.

Parmi ces intérêts : réduire l'intrusion soviétique au Moyen-Orient, assurer que l'Occident parvienne aux voies maritimes et aériennes et au pétrole arabe, promouvoir la paix et le progrès dans la région.

La politique américaine est axée sur l'augmentation de l'aide économique, la neutralité dans tout problème survenant dans la région, la disposition à user de la force des Etats-Unis et de leur influence pour défendre leurs intérêts », a-t-il dit.

En fait, l'alignement des Etats-Unis sur Israël était clair, même à l'époque de Kennedy. Badeau s'est exprimé sur ce sujet : « La logique de cette politique s'est manifestée dans le renforcement de l'influence américaine au détriment de celle de l'URSS depuis 1956 dans les différends arabes, devenus plus tempérés ! ». Badeau avait évoqué à cet égard la position déclarée de la RAU vis-à-vis de l'eau du fleuve du Jourdain.

Il y se trouvait une erreur à cet endroit: en dépit des sommets arabes, les divergences étaient demeurées telles qu'elles. L'application du désengagement conclu entre la RAU et



l'Arabie saoudite en ce qui concerne le Yémen avait échoué, et la Jordanie était restée hostile à la RAU.

Badeau estimait que la RAU avait gelé le problème d'Israël et ne l'attaquerait que s'il commençait à fabriquer des armes nucléaires.

En fait, c'était Israël qui avait prétendu que la RAU était déterminé à l'attaquer ; Nasser avait toujours démenti ces mensonges et affirmé adopter une politique de défense. Quant au gel du problème israélien, ceci n'est jamais arrivé, comme l'ont prouvé les positions de Nasser, dans les conférences, envers les questions des réfugiés palestiniens et de la déviation du fleuve du Jourdain.

« Les avantages que les Etats-Unis avaient réclamé ont été réalisés, à savoir, le droit de l'Occident à emprunter le Canal de Suez et l'intérêt accru des Egyptiens pour une coopération plus étroite avec l'Occident...Je ne sais comment : l'URSS est le premier fournisseur d'armes à la RAU alors que l'Occident les procure à Israël, secrètement et publiquement », a-t-il fait savoir à Johnson.

Pour le reste des problèmes entre le Caire et Washington, il était possible de les régler ; citons entre autres la lenteur du retrait de l'Egypte du Yémen. Nasser avait reconnu le principe de désengagement, aucune menace ne compromettait le gouvernement saoudien ou Aden sauf que le chaos risquait de se produire au Yémen si la RAU se retirait rapidement du pays » !

Badeau poursuit, dans son message : « La RAU continue à compter fortement sur l'aide militaire soviétique mais l'aide occidentale, notamment le programme PL 480, a contribué à maintenir l'impartialité ».

Concluant son message, Badeau a dit penser que la suspension de l'aide américaine à la RAU ne mènerait point à la modération de la politique de Nasser mais qu'elle saperait les acquis réalisés par les Etats-Unis depuis 1956 et mettrait en péril leurs intérêts cli!

Le problème du détournement du cours du Jourdain :

Avec l'arrivée au pouvoir de Johnson, le problème de la déviation du cours du fleuve du Jourdain qu'Israël était déterminé à exécuter pour son profit a refait surface. Nasser a donc convoqué en janvier 1964 un sommet arabe au Caire pour discuter des mesures que les Arabes pouvaient adopter pour contrer ce projet israélien.

Nasser avait expliqué à Badeau qu'il avait réfléchi à ce sommet depuis la mi-été 1963 mais que sa tenue s'avérait, selon lui, impossible tant que le parti Baas contrôlait la Syrie et l'Irak. Nasser a donc attendu l'effondrement du parti en Irak qui a conduit à l'isolement et à l'affaiblissement du Baas en Syrie qui se trouvait désormais dans une situation ne lui permettant guère de refuser d'assister au sommet.

Badeau avait expliqué à Nasser la position des Etats-Unis vis-à-vis du problème du Jourdain, laquelle consistait à soutenir le droit des pays riverains du fleuve –autrement dit, ils prenaient le parti d'Israël. Badeau a ensuite indiqué que la RAU –en tant que consommatrice de l'eau du Nil en aval du fleuve qui prend sa source en dehors de ses frontières- devait être à plus forte raison réceptive à la déviation du cours du fleuve !

L'exploitation de l'eau du Nil, a répliqué Nasser, est sujette à l'accord conclu entre les pays riverains du fleuve mais aucun accord du même genre n'est intervenu entre les pays arabes et Israël !

« Le plan de Johnston<sup>ciii</sup> propose un entretien technique entre les parties intéressées ; ceci dit, les Etats-Unis pensent que cet accord est pour l'intérêt de toutes les parties », avait repris Badeau.

« Voulez-vous dire que si nous détournons l'eau du Jourdain, Israël nous attaquera ? », avait demandé Nasser. Lorsque Badeau a répondu par l'affirmative, Nasser a précisé qu'il fallait donc rester forts et prêts <sup>ciii</sup>!

C- Alignement militaire accru des Etats-Unis sur Israël :

Les Etats-Unis se sentaient confrontés à une année difficile, lourde de défis à relever au Proche-Orient ; les tensions entre les pays arabes et Israël s'étaient aggravées et Washington, sous l'influence de la propagande israélienne incessante, était désormais préoccupé au sujet de la sécurité de l'Etat hébreux à l'avenir. Les intérêts américains dans la région étaient également menacés étant donné que l'Europe comptait davantage sur le pétrole provenant du Proche-Orient et que les Etats-Unis avaient besoin de moyens de transports et de communications stratégiques. A cela s'ajoutait la nécessité de freiner l'avancée soviétique dans la région.

Plusieurs questions allaient nuire, selon les estimations des Etats-Unis, à leur position au Proche-Orient :

La violente réaction arabe au projet de détournement du fleuve du Jourdain par Israël.

La puissance atomique d'Israël après l'achèvement de la construction du réacteur Dimona.

Les menaces du renforcement des arsenaux modernes de la RAU et d'Israël.

Le conflit entre les gouvernements arabes et les compagnies pétrolières occidentales.

L'expérience des années passées avait prouvé aux Etats-Unis que la clé d'une politique constructive au Proche-Orient était d'entretenir l'équilibre de leurs relations avec les Arabes et Israël, même si cela, comme les Américains l'admettaient, n'était pas tâche facile<sup>cliv</sup>.

En fait, cet équilibre n'a jamais été atteint ; seuls un rapprochement et un dialogue avaient été engagés entre Kennedy et Nasser. Les Etats-Unis sont demeurés alignés sur Israël et lui ont donné des garanties pour sa sécurité qu'ils n'avaient données à aucun autre pays arabe. De surcroît, ils lui octroyaient une aide économique depuis sa création et lui fournissaient des armes sans aucune contrepartie, dans la plupart du temps. Et finalement, sous l'ère de Kennedy, ils l'ont doté de missiles Hawk sol/air et l'ont toujours soutenu à l'ONU.

Etait-ce donc un équilibre ?

Les Etats-Unis ont compris en 1964 qu'ils auraient besoin des relations avec les Arabes pour affronter « les tempêtes » que soulèveraient les questions susdites, comme ils l'avaient prévu. Raison pour laquelle les Etats-Unis ont encouragé Israël à se procurer ses besoins en armes et en équipements militaires de l'Europe et ont promis de soutenir ses demandes, lorsque l'Etat hébreux avait réclamé davantage d'armes de Washington – 500 chars dans le cadre du programme d'aide militaire. Eshkol avait informé Kennedy par lettre qu'Israël avait besoin d'aide pour se munir d'équipements maritimes et de missiles -ce qui contredisait la politique américaine de l'époque qui consistait à éviter aux Etats-Unis de devenir le premier fournisseur d'armes des pays impliqués dans le conflit arabo-israélien.

Sous l'impulsion de leur parti pris pour Israël et de leur besoin de compenser leur refus de lui fournir davantage d'armes, les Etats-Unis ont rappelé à ses dirigeants leur engagement à assurer la sécurité et l'intégrité du territoire israélien. Lors d'une démonstration de la puissance militaire américaine et de sa disposition à réagir à toute agression contre Israël, Kennedy était parfaitement satisfait de la capacité de Washington de déployer ses forces en l'espace de trente heures, en cas de menace et en avait d'ailleurs informé Eshkol.

L'administration américaine, sous Johnson, estimait que ceci réduirait le besoin d'Israël à faire pression en faveur du renforcement de son arsenal qui conduirait par conséquent les Arabes à compter davantage sur les Soviets<sup>clv</sup>.

Nasser avait été clair quand il avait dit aux Américains que si Israël se dotait d'armes atomiques, ceci provoquerait la guerre, quoique cela soit suicidaire pour les Arabes ! Les Etats-Unis pensaient donc qu'il était vital de sauvegarder la paix au Proche-Orient et de rassurer Nasser sur les fins pacifiques du réacteur atomique de Dimona, qui était désormais opérationnel et qui, jusqu'au 17 février 1964, ne pouvait être utilisé dans la fabrication d'armes atomiques<sup>clvi</sup>.

Après la reconsidération globale de la politique des Etats-Unis au Proche-Orient, Johnson a demandé à Nasser, dans un message en date du 17 février 1964, de poursuivre le dialogue

amorcé avec Kennedy et ayant favorisé une entente entre les gouvernements égyptien et américain<sup>clvii</sup>.

Les Etats-Unis avaient procédé à l'inspection du réacteur Dimona, sous l'ère de Kennedy en 1961. Kennedy avait demandé à Ben Gourion de rassurer les Américains et Nasser au sujet de la nature pacifique de ce réacteur d'une capacité de 24 mw devenu opérationnel à Dimona et celui-ci ne s'y est pas opposé. Cependant, les correspondances entre Kennedy et Eshkol en 1963 révélaient le refus de ce dernier de rassurer Nasser à propos du réacteur israélien, la seule personne d'ailleurs envers laquelle il avait pris cette position !

Les Etats-Unis ont insisté à transmettre les informations précédentes à Nasser, surtout après la livraison de missiles américains Hawk à Israël afin de tenter d'empêcher une mobilisation dangereuse de la RAU pour se doter de nouvelles armes soviétiques<sup>clviii</sup>.

Johnson a exprimé à Eshkol, dans un message, ses préoccupations quant aux démarches qu'Israël envisageait de prendre et qui contribuerait inutilement à accélérer la course à l'armement dans la région sans favoriser le renforcement de sa sécurité.

« Nous devons travailler ensemble pour limiter les conséquences indésirables et adopter des démarches pour éviter l'accentuation inutile

de l'hostilité des Arabes et, par conséquent, l'affaiblissement des puissances modérées. L'influence des Etats-Unis est à l'épreuve. Nous estimons que cela est essentiel pour nous permettre de contribuer à réaliser une amélioration quelconque dans les relations entre Israël et ses voisins »<sup>clix</sup>, a écrit Johnson dans son message.

Johnson a également évoqué l'écart entre l'évaluation des Etats-Unis et celle d'Israël en ce qui concerne « l'éventuelle » menace des missiles de la RAU et des dangers et des coûts liés aux moyens d'y parer.

Johnson a demandé à Eshkol d'œuvrer conjointement pour faire face à plusieurs questions dont le fleuve du Jourdain, le réacteur

Dimona et les problèmes afférents, la sécurité d'Israël et la course à l'armement au Moyen-Orient, précisant que son objectif était d'éviter l'escalade du conflit arabe qui aurait pour conséquence l'affaiblissement des puissances modérées dans la région<sup>clx</sup>.

Johnson a décidé de parler avec Nasser des missiles sol/sol fabriqués par la RAU, dont Israël exagérait la dangerosité et que les Etats-Unis considéraient comme un pas sur la voie de la course aux armes. Israël faisait constamment pression sur les Etats-Unis et sur d'autres pays pour se procurer des armes, prétextant du déséquilibre entre lui et la RAU en raison des armes soviétiques qui lui étaient fournies et du développement de son arsenal au niveau local.

Concernant le domaine atomique, les Etats-Unis suivaient de près les progrès réalisés par Israël, rien ne prouvait alors que ce dernier fabriquait des armes atomiques mais les Etats-Unis ne pouvaient exclure cette possibilité à l'avenir. Johnson avait annoncé, comme Kennedy, son rejet total de la prolifération des armes atomiques<sup>clxi</sup>.

Washington a commencé à hausser le ton ; Komer a proposé à Johnson d'informer Nasser que s'il continuait à se procurer des armes de Moscou, Washington ferait de même avec Israël <sup>clxii</sup>(il le dotait bel et bien des armes qu'il réclamait).

Ainsi Badeau a-t-il avancé les demandes des Etats-Unis à Nasser :

Un accord tacite sur la restriction de la fabrication des missiles sol/sol et d'autres armes sophistiquées, tout en fournissant des preuves le démontrant, autrement dit par le biais des inspections ! Il a expliqué à Nasser que sa décision pouvait affecter l'aide américaine accordée à la RAU et que les Etats-Unis avaient demandé cela non pour des causes militaires concernant la RAU et Israël mais pour de fortes raisons économiques !

L'aval de Nasser aux inspections de l'Agence internationale de l'Energie Atomique (AIEA) et des mesures de protection adoptées pour les réacteurs atomiques qui seraient conçus à l'avenir, citant à cet égard l'approbation de l'Inde à des mesures

similaires. Cette mesure, comme il a été détaillé, n'entamerait pas la souveraineté –comme Nasser l'avait dit à MacCloy- mais encouragerait Washington à placer le réacteur de Dimona sous la surveillance de l'AIEA<sup>clxiii</sup> !

Johnson a demandé à Nasser de rédiger par écrit dans une lettre que la RAU n'avait aucune intention de développer ou d'obtenir des armes atomiques. Nasser a donc évoqué la possibilité de conclure un accord collectif à cet effet.

Badeau a affirmé à Nasser que les Etats-Unis et l'URSS n'étaient pas parvenus à un accord sur la restriction de l'armement mais avaient chacun réduit le budget qui y était consacré. Les deux bords sont convenus d'empêcher la militarisation de l'espace, ce qui pouvait servir d'exemple à la RAU et à Israël.

Aux demandes américaines, Nasser a répliqué : « La clé du problème entre la RAU et les Etats-Unis est Israël, cela a toujours été ainsi ! ». Nasser a dit avoir été clair dans ses discussions avec les représentants du gouvernement américain au sujet de la nécessité pour la RAU de préserver ses défenses car n'ayant aucune confiance en Israël ! En 1955, les Etats-Unis avaient noté la réalisation davantage d'équilibre entre les forces d'Israël et tous les Arabes mais Israël s'était mobilisé en direction du Sinaï et avait soudainement attaqué les forces de la RAU ! Nasser a fait savoir qu'il avait appris, lui et ses officiers, les premières nouvelles sur cette offensive via la radio israélienne. « Personne ne peut oublier ces jours de 1956 ! Il est ainsi impossible de parler de la restriction des armes car la RAU et tous les Arabes n'ont aucune confiance en Israël ! »

« La RAU a amorcé un programme de missiles en 1960 dans le but de développer un moyen de dissuasion contre la force accrue d'Israël ; elle a également entamé la fabrication d'avions », a-t-il renchéri.

Selon Nasser, la RAU devait concevoir des missiles et des avions, vu les différends qui se trouvaient entre les Soviets et elle. L'URSS refusait de fournir à la RAU des pièces de rechange et était ainsi devenue une source d'armement non

fiable ! La RAU a cherché des armes, à cette époque, ailleurs – même auprès des Etats-Unis- sans aucun succès. Nasser a ajouté que sa principale mission était d'améliorer la qualité des missiles qui n'étaient pas encore très précis.

« La RAU n'a pas obtenu de missiles soviétiques SAM car ils sont très chers...la RAU ne peut espérer couvrir tout son territoire ou ses régions stratégiques par des missiles SAM, qui sont similaires à ceux de type Hawk achetés par Israël aux Etats-Unis ! La RAU est exposée aux attaques car elle n'est pas entièrement couverte par les radars aux frontières, contrairement aux Etats-Unis ; ce manque accroît le besoin de la RAU en moyens de dissuasion », a poursuivi Nasser.

En ce qui concerne les armes atomiques, Nasser a expliqué, lors de la même entrevue avec Badeau qui a duré deux heures : « C'est une autre question ; la RAU n'a aucune intention de produire des armes atomiques ; celles qui sont stratégiques ne peuvent être utilisées contre Israël qui est un petit Etat ; la bombe atomique peut répandre la destruction dans le territoire arabe en dehors d'Israël ! » Nasser a dit devoir réfléchir au sujet de l'intention de la RAU de ne pas fabriquer des armes atomiques, ajoutant qu'il pouvait confirmer ceci dans un message à Johnson, comme l'avait suggéré Badeau.

« A propos de l'AIEA, la RAU peut accepter les mesures de sécurité au moment opportun ; elle essaie de construire un grand réacteur atomique pour des fins pacifiques et sent qu'elle doit entrer l'ère atomique au bon moment. Il sera possible, dès que le nouveau réacteur sera prêt, que la RAU annonce son aval à la supervision de l'AIEA »<sup>clxiv</sup>.

Johnson a tenté, parallèlement, d'influencer Israël et écrit un message le 19 mars 1964 à Eshkol pour dire : « Je regrette d'apprendre que vous refusez de rassurer Nasser sur la nature pacifique du réacteur Dimona (Eshkol avait dit : les craintes quant à la puissance atomique d'Israël est une méthode de dissuasion utile pour Nasser et l'empêchera de l'attaquer). Nous pensons le contraire : les craintes de Nasser le pousseront à choisir de s'empresse à développer la puissance militaire de la RAU ou de mener une offensive préventive désespérée ! Ces



deux options auront des conséquences graves pour la sécurité d'Israël. Nous ne lui donnerons aucun détail mais le rassurer réduira les tensions arabo-israéliennes. J'espère donc que vous reconsidérez votre décision ; nous nous intéressons comme vous à la sécurité d'Israël » <sup>clxv</sup>!

S'opposant à Johnson, Eshkol a dit apprécier les propos explicites et implicites de Johnson sur la sécurité d'Israël mais la philosophie d'Israël est de se défendre. Eshkol a même douté que les Etats-Unis interviennent militairement, si la RAU, épaulée par les Soviets, attaquait Israël !

Eshkol a ensuite énuméré une série de menaces exagérées citant entre autres l'ampleur de la menace du système de missiles égyptiens, prétendant que la RAU était classée première en avions à réaction, en projectiles aériens et maritimes ainsi qu'en chars. Eshkol avait dit cela dans le but d'obtenir cinq cent tanks et davantage d'armes ; bien qu'Israël ait passé un accord de missiles avec la France, bien plus sophistiqués que ceux de Nasser !

S'obstinant dans son objection, Eshkol s'est même demandé si les Etats-Unis étaient sûrs que Nasser ne remplirait pas les ogives de ses missiles de gaz!

Eshkol en a profité pour demander aux Etats-Unis une aide financière pour acheter des tanks à l'Europe ! Les dépenses faites pour l'achat des avions français Mirage sont importantes, avait-il dit, ajoutant que 60-70 Mirage coûtaient à Israël plus de 100 millions de dollars, sans compter les pièces de rechange et les frais de formation en France <sup>clxvi</sup>!

Le côté américain avait admis qu'Israël avait besoin de moderniser ses chars, après la comparaison faite par Eshkol en la matière entre son pays et la RAU.

Les Etats-Unis voulaient, en même temps, éviter tout déséquilibre dans la région et considéraient leurs engagements envers Israël comme essentiels, quels que soient les changements de la politique américaine, quoiqu'ils aient affirmé que la sécurité absolue n'existait pas. Finalement, Israël feignait d'ignorer la force de frappe de la 6e flotte américaine qui la

soutenait, laquelle s'était avérée lors de l'offensive menée contre les pays arabes en juin 1967 <sup>clxvii</sup>!

Tout ce qui précède a poussé les Etats-Unis à revoir leur politique envers Nasser. Une question a été posée au Pentagone : les Etats-Unis étaient-ils capables de développer leurs intérêts au Proche-Orient, en persistant dans la politique alors adoptée à l'égard de Nasser – laquelle inclut un dialogue efficace et une aide économique- ou devaient-ils limiter la liberté de ce dernier en suspendant cette aide ?

La plupart des politiques de la RAU que les Etats-Unis jugeaient embarrassantes concernaient Israël, le refus de l'installation de bases occidentales au Proche-Orient et l'ingérence de la RAU dans les pays voisins surtout au Yémen ; des problèmes qui ont duré pendant longtemps.

Cependant, au regard de cette question et d'autres, la RAU jouissait d'une puissance politique et économique – indépendante de l'aide des Etats-Unis- qui lui permettait de nuire aux intérêts américains et britanniques dans la région, si elle le décidait.

Les Américains admettaient que la RAU était le pays le plus peuplé de la région, le plus puissant et le plus influent ; elle avait non seulement la capacité de se mobiliser mais aussi de mener les autres pays arabes contre les intérêts occidentaux. La suspension de l'aide américaine n'amoindrirait donc pas cette capacité !

Les Américains qui soutenaient l'adoption d'une politique « rigoureuse » contre Nasser ne comprenaient pas que la RAU était persuadée que les Etats-Unis avaient bel et bien adopté cette politique. Ces derniers avaient quasiment suspendu la nouvelle aide économique accordée à la RAU depuis la moitié de 1963. Une diatribe a été lancée contre Nasser par le Congrès et la presse américaine. Lors du sommet arabe, les Etats-Unis ont approuvé le détournement du cours du Jourdain par Israël ! Toutes ces démarches avaient suscité des préoccupations sur la politique des Etats-Unis et leur avaient attiré, ainsi qu'à tout l'Occident, l'hostilité de la population arabe <sup>clxviii</sup>!

Les politiciens américains ont de nouveau évoqué les faits survenus dans les années cinquante, lorsque l'Occident avait tenté de parer à Nasser en l'affrontant et que les intérêts occidentaux en avaient fortement pâti. Ils ont réalisé que l'équilibre au Moyen-Orient avait changé, depuis 1961, et que la région avait été balayée par les courants révolutionnaires de modernisation. Ces courants jouissaient, dans leurs pays, d'un avantage stratégique dans tout affrontement avec l'Occident dont la force militaire n'avait aucune place à l'époque de l'équilibre nucléaire et de la puissance de l'opinion impartiale. En cas de concurrence dans l'action politique et économique, les Arabes étaient capables de nuire largement aux intérêts occidentaux. De surcroît, dans tout conflit entre les pays arabes et occidentaux, les Soviétiques en seraient les seuls vainqueurs !

Les Américains ont donc déduit que tout défi lancé à la RAU serait un défi à tout le monde arabe ! Les vulnérabilités américaines dans la région outre les capacités de propagande de la RAU favorisaient le sentiment hostile aux Etats-Unis et à Israël et renforçaient les Arabes contre eux, non seulement au Moyen-Orient mais aussi en Afrique du Nord.

Les politiciens américains ont compris que les Etats-Unis avaient joui d'une influence et d'une immunité ces dernières années, depuis l'amorce du dialogue entre Nasser et Kennedy et qu'un éventuel changement de cette politique risquait d'affaiblir la position américaine dans la région et de la confiner dans « la citadelle d'Israël » laquelle est entourée par un monde arabe qui redouble de force !

En cas de changement de la politique américaine et de l'adoption de la rigueur envers Nasser, les pressions de la RAU pouvaient affecter les droits de l'aviation civile (les voies aériennes desservant l'Afrique, le Moyen-Orient et le sud de l'Asie), le commerce des Etats-Unis dans la région (qui totalisait un demi billion de dollars par an), leurs intérêts pétroliers (un billion de dollars par an de revenus des investissements directs de la balance de paiements américaine) ; elles pouvaient affecter leur présence en général et à toute tendance à la réconciliation entre les Arabes et Israël.

Toute modification de la politique américaine laissait prévoir la polarisation au Moyen-Orient, le renforcement des Arabes qui constituaient un bloc hostile à Israël et aux Etats-Unis et leur tendance à accroître leur coopération avec les Soviets face aux Etats-Unis qui soutenaient Israël.

Selon les Américains, Nasser n'avait pas beaucoup donné aux Soviets ni ne s'était entièrement tourné contre l'Occident ; des preuves montraient au contraire la volonté de la RAU de consolider ses liens avec les Etats-Unis. A titre d'exemple, la propagande contre la base américaine de Hawls// avait été limitée et les responsables égyptiens ont affirmé aux Américains que tout commentaire hostile aux Etats-Unis tenu dans les médias égyptiens avaient été interdits !

Le débat de la politique américaine s'est attardé sur l'analyse des objectifs de la RAU parmi lesquels figuraient la réduction des menaces militaires du côté d'Israël et le démantèlement des bases occidentales dans la région arabe ; la RAU était contre le maintien de la base de Hawls// jusqu'en 1970 comme l'exigeaient les Etats-Unis !

Quant aux buts des Etats-Unis, ils consistaient en la normalisation entre la RAU et Israël et l'instrumentalisation de l'aide économique pour maîtriser ou limiter toute mobilisation égyptienne contre les Etats-Unis. Sans cela, le courant révolutionnaire arabe et l'adversité contre Israël gagneraient en intensité et les bases américaines seraient compromises au moment où les Etats-Unis en auraient besoin.

Les discussions ont débouché sur la nécessité de maintenir la politique américaine inchangée car elle assurerait aux Etats-Unis une forte position au Moyen-Orient dans les années suivantes<sup>CLXIX</sup>. Les renseignements américains avaient également évalué « les politiques de Nasser et leurs éventuels impacts » sur le plan intérieur, dans le monde arabe, dans le camp des Non-Alignés et dans le monde.

L'objectif de cette évaluation était de savoir vers quelle direction Nasser avançait, ce qu'il comptait faire et comment ses décisions influenceraient les intérêts des Etats-Unis.

Du point de vue des renseignements américains, l'objectif essentiel de Nasser était de créer un nouvel ordre dans le monde arabe, de construire l'Égypte, de renforcer son indépendance et sa dignité et faire de même pour la région arabe. Les renseignements américains avaient compris que Nasser cherchait à instaurer une solidarité arabe sous sa houlette, via l'éradication de l'influence étrangère qui était pour lui le principal moyen d'y parvenir ! Nasser était également convaincu qu'une puissante force militaire était capitale pour être en mesure de garder le pouvoir !

Etant donné que l'influence des puissances occidentales au Moyen-Orient était toujours plus importante que celle des pays communistes, la campagne de Nasser contre le statu quo avait un impact d'autant plus négatif pour les intérêts américains que pour ceux soviétiques. Cependant, les politiques de Nasser ne visaient pas à nuire aux intérêts occidentaux mais à servir ceux de la RAU !

Nasser était parfaitement conscient de la nécessité d'être en accord avec les États-Unis et l'URSS, vu qu'il comptait sur les premiers pour la nourriture et sur les seconds pour les armes et la construction du haut barrage ; il agissait toujours de sorte à ne jamais dépendre des uns en délaissant les autres. Il insistait à demeurer impartial, surtout qu'il ne voulait pas voir les bases militaires soviétiques au Moyen-Orient ou encore voir l'URSS y substituer l'Occident.

Concernant les prévisions des renseignements américains, Nasser continuerait à former des gouvernements qui le soutiendraient et à travailler à l'élimination des centres politiques et militaires occidentaux au Moyen-Orient. Selon ces mêmes prévisions, Nasser allait soutenir, via la propagande et l'aide financière, les nationalistes arabes hormis les baasistes.

Nasser avait un objectif à court terme, Aden, étant donné les potentialités de l'opposition à l'encontre de l'occupation ; mais il resterait vigilant pour éviter tout affrontement militaire avec la Grande-Bretagne.

Selon le rapport des renseignements américains, Nasser souhaitait la disparition de l'État d'Israël mais il pensait ne pas

avoir la puissance militaire pour le vaincre dans un avenir proche ; il résisterait à toute mobilisation occidentale censée renforcer la position politique d'Israël ou encore sa puissance militaire<sup>clxx</sup>.

Ce rapport, comme d'habitude, illustre une incompréhension ou encore l'ignorance de la nature des politiques, de leurs objectifs et de leurs mobiles. Les renseignements américains s'écartaient parfois de la politique de leur gouvernement et avançaient dans un sens opposé : ils avaient ourdi un complot contre Nasser et celui-ci a été découvert en Egypte. L'écrivain journaliste Moustafa Amine avait été enrôlé à cette fin en 1965, soit pendant la même période du dialogue égypto-américain engagé à l'époque de Johnson.

Selon la même logique irraisonnable et impartiale, les renseignements américains ont évalué la situation et la politique de Nasser !

Premièrement : Nasser encourageait et soutenait toute solidarité arabe ou unité entre deux Etats arabes ou plus, même si l'Egypte n'en était pas partie, sa foi en l'unité arabe était profonde et authentique.

Deuxièmement : les propos sur le souci de Nasser de former une puissante force militaire pour garder le pouvoir étaient une erreur délibérée. Personne, y compris les ennemis, ne pouvait nier la popularité de Nasser dans son pays et dans tout le monde arabe. En fait, Nasser était obligé de construire une force militaire pour défendre l'Egypte du danger de l'expansionnisme israélien, comme ceci a été confirmé par la suite, le 5 juin 1967, lorsqu'Israël a attaqué trois pays arabes et a occupé leurs territoires !

Troisièmement : concernant la relation entre Nasser et l'URSS, il ne fallait pas oublier que ce dernier avait vendu des armes à l'Egypte en 1955, à la lumière des attaques israéliennes récurrentes contre les Egyptiens et les Arabes vivant à Gaza et à Khan Younes à travers les frontières égypto-israéliennes. De surcroît, Nasser s'était orienté vers le bloc oriental pour se procurer des armes après le refus de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Ces derniers avaient tergiversé depuis la révolution

du 23 juillet 1952 jusqu'en 1955. Les documents britanniques ont révélé par la suite l'accord de ces deux Etats à ne fournir aucune arme à l'Egypte sans une réconciliation avec Israël<sup>clxxi</sup> !

Quatrièmement : Nasser croyait profondément au droit de chaque pays à l'indépendance et au développement et à la non-implication des pays du tiers-monde dans la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS ainsi que leurs alliés. Ainsi Nasser a-t-il aidé et soutenu les mouvements de libération entamés dans les pays arabes tels l'Algérie et les pays africains, tous occupés dans les années cinquante. Il a ensuite dirigé, aux côtés de Nehru et Tito, le Mouvement des Non-Alignés amorcé à Bandung en Avril 1955 ; ce mouvement était devenu, par la suite, un acteur de la politique internationale et dans les couloirs de l'ONU.

Annnonce de la politique d'aterrmoisement de Johnson concernant la non-prolifération des armes :

Johnson avait annoncé sa politique dans un discours puis a voulu sonder l'opinion de Nasser vis-à-vis de sa politique nouvelle et ancienne en même temps, avant la visite d'Eshkol à Washington le 1er juin 1964.

Badeau s'est entretenu avec Nasser pour tenter de le convaincre de limiter l'armement. La capacité financière et technique d'Israël, a-t-il dit, équivaut voir surpasse chaque démarche adoptée par la RAU, raison pour laquelle cette dernière ne jouirait jamais de la sécurité absolue et serait grevée par des charges financières accrues qui endigueraient son progrès économique !

Les Etats-Unis, en tant que superpuissance, avaient appliqué la politique de non-prolifération d'armes face aux Soviétiques qui ont fait de même, sans accord officiel ou mesures particulières, a-t-il renchéri, ajoutant que des progrès dans ce dossier pouvaient être réalisés sans négociations bilatérales avec Israël.

Badeau a réitéré les vives préoccupations des Etats-Unis au sujet de tout progrès atomique notamment au Moyen-Orient puis a réclamé l'application des mesures de protection de l'AIEA pour l'intérêt de la paix dans la région et le monde. Pour mieux

convaincre Nasser, Badeau a expliqué que cette démarche était efficace et pratique pour remédier aux craintes des Arabes quant au développement des armes atomiques par Israël.

Bien que les Etats-Unis ne partageaient pas l'avis des Arabes qui voyaient Israël comme un Etat expansionniste, ils étaient contre toute expansion de l'Etat hébreu en dehors de ses frontières et n'admettaient voire étaient prêts à une forte riposte contre toute menace d'offensive contre un Etat de la région quelconque, a fait savoir Badeau.

En fait, pour ce point précisément, les faits ont prouvé ce que la foi sioniste a toujours affirmé : Israël a des objectifs expansionnistes d'étape, le premier avait été la judaïsation des territoires qu'il a occupé dans la foulée de l'offensive de 1967, soit la Cisjordanie jordanienne, le plateau du Golan syrien et le Sinaï égyptien !

Badeau a finalement demandé à Nasser de fournir des assurances précises aux Etats-Unis : la RAU n'augmenterait pas sa production d'armes sophistiquées, notamment les missiles. En fonction de ces assurances, Israël pourrait s'engager à faire de même pour les missiles et les armes atomiques !

L'aval de la RAU aux mesures de l'AIEA aidera les Etats-Unis, à l'échelon mondial à les appliquer dans un nombre croissant des pays membres de l'ONU. Israël était l'un des principaux pays dont les Etats-Unis avaient besoin l'aval<sup>clxxii</sup>.

Après avoir étudié l'équilibre au Moyen-Orient au regard des intérêts américains, Johnson a défini, dans un mémorandum écrit et adressé à Feldman les lignes de la politique américaine dans la prochaine période :

Premièrement : en ce qui concerne l'insistance d'Israël à se doter de 500 chars américains :

Les Etats-Unis se considéraient le support honnête d'Israël, et le protègeraient, comme le prévoyaient les Arabes, contre toute attaque. « C'est une vérité constante dans notre politique depuis 1950 ». Chaque président américain l'a confirmé pour dissuader toute offensive contre Israël. Ainsi sommes-nous les assistants financiers les plus puissants d'Israël –ouvertement et secrètement. Je suis cette politique comme mes prédécesseurs.



Les Etats-Unis estimaient cependant nécessaire de maintenir, au moins en apparence, un équilibre entre Israël et les Arabes en raison de leurs vastes intérêts dans la région et désiraient empêcher les Arabes de se tourner vers Moscou. Cette politique non seulement conférerait aux Etats-Unis une influence auprès des Arabes mais contribuerait à limiter l'ingérence de l'URSS.

## Chapitre VI

### L'offensive israélienne contre les Etats arabes

5 juin 1967

L'offensive israélienne contre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie n'était pas une surprise pour les Arabes, l'idéologie sioniste consistant d'abord en l'occupation d'une partie de la Palestine – ce qui s'est d'ailleurs produit le 15 mai 1948, lors de la création de l'Etat d'Israël – suivi d'un expansionnisme progressif après l'annexion des territoires puis du rappel des migrants juifs du monde entier.

Il n'était donc pas étrange que le conflit arabo-israélien se poursuive après la guerre de Palestine et la signature de la trêve en 1949, d'autant qu'aucun traité de paix n'avait été conclu pour reconnaître le fait accompli de ce moment. L'état de guerre entre Arabes et Israéliens a donc persisté et la pression de cette conjoncture a redoublé, du fait qu'Israël a refusé d'exécuter en 1949 les résolutions des Nations Unies afférentes au retour des réfugiés palestiniens et à une réparation les compensant de leurs biens usurpés par les juifs !

Premièrement : escalade du conflit arabo-israélien

Le conflit arabo-israélien s'est aggravé quand Israël a annoncé en 1963 l'élaboration d'un projet de dérivation du fleuve du Jourdain à son profit. Cette démarche constituait un avertissement aux Arabes qui avaient pressenti un danger imminent !

1- Les sommets arabes 1964 :

Lors d'un discours depuis Port-Saïd à l'occasion du 7ème anniversaire de la victoire le 23 décembre 1963, Nasser a pris directement l'initiative de convoquer un sommet arabe au Caire

pour étudier les moyens de parer au plan d'Israël, considéré comme illégitime conformément aux usages internationaux.

Comme expliqué dans le chapitre précédent (1), le premier sommet arabe tenu en janvier 1964 a été un succès et a débouché sur d'importantes résolutions prévoyant la mise au point d'un projet arabe pour la déviation des sources du Jourdain au profit des terrains agricoles arabes. Une stratégie militaire a également été convenue pour instituer « le commandement arabe unifié ». La cause palestinienne ayant été de même abordée, les participants au sommet se sont accordés sur la création de « l'organisation de la libération de la Palestine » et sur l'exercice de pressions pour faire appliquer les résolutions des Nations Unies afférentes aux réfugiés palestiniens.

(1) p 829 à 903.

2- Réactions israéliennes et internationales à l'unité de l'action arabe :

Cette coopération arabe inquiétait Israël, notamment que les pays arabes modérés et amis de l'Occident avaient financièrement contribué au projet arabe de dérivation du fleuve du Jourdain. Israël misait sur la désunion des Arabes et l'affaiblissement du nationalisme arabe, surtout après la sécession de la Syrie le 28 septembre 1961 et après l'affrontement égypto-saoudien au Yémen dans la foulée de la révolution yéménite le 26 septembre 1962, envers laquelle la R.A.U s'était empressée de s'engager politiquement et militairement, à la demande du Yémen.

Les Israéliens considéraient la tenue des sommets (arabes) comme un tournant crucial dans le conflit arabo-israélien au profit de Nasser et ont commencé à se raidir davantage face aux Arabes ! (1)

Quant aux Etats-Unis, ils étaient préoccupés par l'escalade de la course à l'armement, surtout en termes de missiles, à laquelle s'étaient livrées les parties arabe et israélienne ainsi que par la capacité d'Israël à développer des armes atomiques à l'avenir. Tout cela contredisait la politique des Etats-Unis instituée par Kennedy et consistant à réduire la course à l'armement au Moyen-Orient et à le dénucléariser. De surcroît, ce conflit arabo-israélien allait offrir, selon les Etats-Unis, une occasion à l'URSS de renforcer son influence dans le monde arabe.

Israël avait parallèlement accru ses pressions sur les Etats-Unis dans l'objectif d'obtenir davantage d'armes et d'en freiner la vente aux Arabes ! Les Etats-Unis craignaient que ces développements accentuent la polarisation dans le conflit arabo-israélien pour impliquer les Soviétiques et les Arabes d'une part, et Israël et l'Occident d'une autre, ce qui s'est d'ailleurs produit par la suite.

Les Américains s'attendaient en outre à ce que Nasser –en conséquence du vif refus des Arabes à l'appui des Etats-Unis à Israël dans le passé- menace les intérêts occidentaux dans la région pour faire pression sur les puissances occidentales afin qu'elles réduisent leur aide à Israël. (2)

(1) Estimation du Renseignement national, Washington, 10 mars 1965, le conflit arabo-israélien.

(2) Ibid.

A- Les provocations israéliennes contre la Syrie, la Jordanie et le Liban

Ces provocations ont commencé avec l'exécution du projet arabe de dérivation du Jourdain, en contrepoids au projet israélien, soit en 1965. Israël a considéré la dérivation du Jourdain comme un acte hostile et, de ce fait, renforcé ses troupes sur les frontières avec la Jordanie et le Liban pour

ensuite mener des opérations militaires contre ces pays sur les lignes de démarcation de l'armistice(1). Les menaces d'Israël se sont accompagnées du recours aux chasseurs-bombardiers ; une bataille aérienne a éclaté, le 15 juillet 1966, au-dessus du site de dérivation du fleuve du Jourdain entre les chasseurs syriens et ceux israéliens qui tentaient de bombarder les équipements utilisés dans le projet. Une autre bataille aérienne a eu lieu le 16 août. Israël avait justifié cette offensive par l'augmentation des opérations des feddayens arabes via ses frontières. Eshkol a menacé la Syrie qui a dû évacuer les habitants des villages limitrophes des lignes de démarcation de l'armistice et annoncé la mobilisation populaire le 20 octobre.

Le 4 novembre 1966, l'Égypte et la Syrie ont conclu un accord de défense commun(2), et Ben Gourion y a réagi en affirmant que la sécurité d'Israël était en danger et en avertissant de l'accroissement de la puissance de l'Égypte !

Le 5 novembre 1966, l'URSS a opposé son veto à un projet de résolution au Conseil de sécurité concernant une plainte déposée par Israël contre la Syrie.

Les Nations Unies ayant échoué à stopper les attaques réciproques aux frontières syro-israéliennes, les forces terrestres et aériennes israéliennes ont livré bataille contre la Jordanie, le 14 novembre 1966 ; les combats ont duré pendant quatre heures. La Jordanie a réclamé la tenue d'une réunion urgente du Conseil de sécurité pour débattre de l'offensive israélienne contre Hébron. Le 18 novembre, le Conseil de sécurité a condamné Israël à l'unanimité. Cependant, ceci n'a pas dissuadé Israël qui, deux jours plus tard, soit le 20 novembre, a lancé une nouvelle offensive contre les lignes de l'armistice, s'attirant une nouvelle sommation du Conseil de sécurité qui l'a condamné et l'a menacé de sanctions et de mesures disciplinaires s'il récidivait.

Les accrochages entre les parties arabe et israélienne ont continué et la campagne d'Israël contre la Syrie s'est envenimée ; les menaces de ses dirigeants et les mobilisations de

troupes aux frontières se sont multipliées. Le 14 mai 1967, la R.A.U a pris les mesures nécessaires, en exécution de l'accord de défense commun conclu avec la Syrie, le 4 novembre 1966.

(1) Accord d'armistice général égypto-israélien, Rhodes, Grèce, le 24 février 1949.

(2) Texte de l'accord de défense commun entre l'Égypte et la Syrie, le 4 novembre 1966, site Nasser.org

Le 16 mai 1967, la R.A.U a annoncé la mise en état d'alerte des forces armées et des mouvements de troupes ont été entrepris dans le Canal. Des contacts ont été effectués entre les hauts dirigeants des forces armées du Caire et de Damas. Le chef d'état-major de l'armée égyptienne, Mohamed Fawzi s'est rendu en Syrie pour s'enquérir en personne de la situation. Il a constaté la mobilisation des forces aériennes israéliennes dans quatre aéroports –sachant qu'Israël en possédait 18 – et déduit, d'un point de vue technique, que cela signifiait la préparation à l'offensive (1).

b- Escalade de la situation avec Israël, Johnson appelle à la retenue

La situation s'était rapidement aggravée. Les Etats-Unis – perçus comme un acteur principal de la crise en vertu de leur relation solide avec Israël et de leurs intérêts dans la région- ont publiquement appelé toutes les parties à la retenue mais la réalité démentait cela ; les Etats-Unis étaient complètement alignés sur Israël, politiquement, militairement et économiquement, au point de conspirer, ainsi que la Grande-Bretagne, contre les Arabes !

Face à cette position très attendue des Etats-Unis, le gouvernement égyptien a informé ces derniers avoir pris toutes

les précautions nécessaires et ajouté que la R.A.U réagirait immédiatement à toute manœuvre israélienne !

Les Etats-Unis ont encouragé la Grande-Bretagne et la France à user de leurs influences auprès du Caire et de Damas, conformément à la déclaration tripartite stipulant le maintien de la paix et de la stabilité entre les pays arabes et Israël en 1950, l'opposition à la course à l'armement et à la menace ou à l'usage de la force dans la région.

La France estimait que la déclaration conjointe demeurait le fondement de la politique française au Moyen-Orient et était contre la convocation du Conseil de sécurité, à la demande des Etats-Unis, soutenus en cela par le Royaume-Uni (2).

Par ailleurs, un contact téléphonique est intervenu entre l'ambassadeur des Etats-Unis au Caire, Richard Nolte et le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, Mohamed Hassan el-Fekki. La partie américaine a exhorté à la retenue et affirmé qu'Israël ne projetait aucune opération militaire à moins qu'on ne l'attaque. La réponse égyptienne a été : « la parade militaire de la veille à Jérusalem n'a compris aucun équipement lourd ce qui prouve qu'ils (ces équipements) se trouvent dans leurs unités » !

(1) Le général Mohamed Fawzi, interview avec Hoda Abdel Nasser.

(2) Télégramme circulaire du département d'Etat à certains postes, Washington, 15 mai 1967.

L'on a rappelé au Caire les menaces de Washington depuis le temps de Kennedy, citées dans son communiqué en date du 8 mai 1963 comme suit :

« Ce gouvernement s'oppose vivement à la menace ou à l'usage de la force au Moyen-Orient. En cas d'offensive ou d'une préparation à l'offensive –directe ou indirecte- nous prendrons les mesures appropriées dans le cadre des Nations Unies et nous

adopterons, tous seuls, des démarches efficaces pour empêcher ou stopper cette offensive ». L'on a également rappelé la position des Etats-Unis contre l'agression tripartite en 1956 (1).

Le gouvernement de la R.A.U a affirmé, dans cet appel téléphonique, qu'il ne prendrait jamais l'initiative d'attaquer Israël mais, qu'en cas de vaste offensive de la part d'Israël contre l'un de ses voisins, elle ne pourrait attendre l'intervention des Nations Unies ou des superpuissances et devrait aider la victime sans retard.

Richard Nolte a répliqué par la nécessité du maintien des contacts entre les Etats-Unis et les Egyptiens à Washington, le Caire et les Nations Unies pour calmer leurs appréhensions, confirmant l'absence de toute intention hostile (2).

L'expression de la position américaine était-elle une supercherie au profit d'Israël ?!

En fait, de nombreux doutes planaient autour des Etats-Unis dont Nasser avait parlé dans un discours prononcé lors de la fête du Travail, le 2 mai 1967 : « Quinze ans de menaces continues...menaces de qui ? Quelle est la source des menaces ?! Le colonialisme...nous avons chassé le colonialisme de notre territoire, de nos idées, de nos principes et de ce que nous prônons ; tout ceci compromet le colonialisme dans tout territoire arabe...menacés pourquoi ?! Le colonialisme dans notre région ne nous pardonnera jamais de lui avoir résisté et d'avoir résisté à ses zones d'influence. Nous avons contré tous les plans des alliés dans la région, nous avons fait front au principe d'Eisenhower établi après l'effondrement de l'alliance de Bagdad.

Le colonialisme ne nous pardonnera pas d'avoir appelé à la liberté sociale et de l'avoir rattachée, organiquement, à la liberté politique ; car cela compromet ses intérêts et menace ses partenaires. Le colonialisme ne pardonnera pas nos initiatives pour prôner le non-alignement ni nos efforts pour éveiller les peuples colonisés, ne serait-ce que par l'exemple que nous avons donné de la capacité à résister et à combattre...Israël ne



pardonna pas...ils ne pardonneront jamais de même qu'Israël...notamment que le combat dure depuis quinze ans, et gagne en violence et en vigueur, la lutte continue et le progrès arabe prend son cours.

Nous ne nous imaginons pas à quel point ils nous voient dangereux, et non l'action arabe seulement ou le sud arabe seulement. Ils m'ont parlé du danger que nous posons pour l'Amérique latine !...Je leur ai dit comment ?! Il n'y a rien à voir entre nous et l'Amérique latine ?! »

(1) Troisième partie du livre, p 313-333.

(2) Télégramme de l'ambassade à la R.A.U au département d'Etat, le Caire, 16 mai 1967.

« Le plan américain repose, en ce qui nous concerne, sur deux points : les pressions économiques, les pressions psychologiques et la propagande contre nous dans les pays arabes...

Les Etats-Unis ont aidé à l'établissement d'Israël, protègent Israël et ont poussé l'Allemagne à verser des sommes à Israël en guise de réparations ; ils ont pris des millions de dollars. Les Etats-Unis ont forcé l'Allemagne à doter Israël d'armes. Aujourd'hui, les Etats-Unis arment Israël et le premier ministre israélien dit qu'ils lui ont promis l'aide de la 6e flotte en cas d'agression(1) » !

3- Décision de Nasser de retirer la Force d'Urgence des Nations Unies (FUNU) des frontières égypto-israéliennes :

Vu l'aggravation de la situation militaire entre Israël et les pays arabes aux frontières, le général Mohamed Fawzi a adressé un message au commandant de la Force d'Urgence des Nations Unies (FUNU) au Moyen-Orient, le major-général Indarjit Rikhye le 16 mai 1967 dans les termes suivants :

« En vertu de « mes » instructions aux forces armées de la R.A.U d'être prêtes à intervenir contre Israël en cas d'acte hostile contre un pays arabe quelconque, les forces de la R.A.U

ont été positionnées au Sinaï sur les frontières orientales de la R.A.U ».

Fawzi a demandé à Rikhye de retirer tous les effectifs de la FUNU déployés sur la ligne de démarcation le long de ces frontières.

Le major-général Rikhye en a fait part au secrétaire général des Nations Unies, U Thant qui a répondu, par la voix du délégué permanent de l’Egypte auprès de l’Organisation internationale, Mohamed Awad El Kuni, demandant des éclaircissements :

« Si la R.A.U avait l’intention de retirer son aval donné en 1956 au déploiement de la Force sur le territoire de la R.A.U et de Gaza, cela est certes son droit. Mais tant que la présence de la FUNU sur le sol de la R.A.U a été établie par un accord conclu directement entre le président Nasser et le secrétaire général des Nations Unies, Dag Hammarskjöld, toute demande de retrait de la Force d’Urgence des Nations Unies, doit être adressée directement au secrétaire général par le gouvernement de la R.A.U ».

(1) Discours de Nasser lors de la fête du Travail, 02 mai 1967, discours de Nasser, partie 1, p 164-200, référence précédente.

Après avoir reçu ce message, le secrétaire général a donné l’ordre de retirer la FUNU de Gaza et du Sinaï et informé, en même temps, l’Assemblée générale de ce qu’il a fait et pourquoi.

U Thant a remis ce message à l’Assemblée générale des Nations Unies, le 18 mai 1967, et le porte-parole des Nations Unies a livré le communiqué suivant :

« La FUNU a été déployée à Gaza et au Sinaï, depuis plus de 10 ans, avec l’approbation de la R.A.U ety a été maintenue de ce fait. En tant que force de maintien de la paix, elle ne peut demeurer si cet aval est retiré ou si les conditions dans

lesquelles elle travaille ne lui permettent plus d'opérer efficacement.

Le secrétaire général juge la situation très grave et, en fonction des rapports communiqués par le commandant de la FUNU, sait qu'aucune mobilisation et aucun campement de forces qui soit inquiétant ne s'est produit dans une zone quelconque».

Le 17 mai 1967, Johnson a adressé une missive à Eshkol pour lui confirmer la politique des Etats-Unis qui appelle toutes les parties à la retenue. « Je suis de près la situation crispée au Moyen-Orient. Je suis profondément préoccupé pour le maintien de la paix dans cette région...j'aimerai, en l'occurrence, affirmer dans les termes les plus forts, la nécessité d'éviter toute démarche de votre part susceptible de provoquer davantage de violence ou de tensions dans la région », a écrit Johnson. (1)

Eshkol a répliqué par un long message le jour suivant, le 18 mai, en prétendant que: « le principal maillon dans la chaîne des tensions c'est la politique adoptée par la Syrie consistant dans l'infiltration de terroristes et dans l'exécution d'opérations de sabotage ». Eshkol s'est ensuite plaint de la mobilisation de chars et de forces d'infanterie égyptiens au Sinaï, ajoutant « ce qui me pousse, certes, à déployer davantage de renforts au sud ! ». Il a de même fustigé que « les autorités des Nations Unies donnent une impression d'hésitation et de mollesse en ce qui concerne la force d'urgence internationale au Sinaï ! ».

Eshkol a évoqué le soutien de l'URSS à l'Egypte et à la Syrie et demandé à Johnson de contacter les Soviétiques à ce sujet. Et pour conclure, il a réitéré l'attachement d'Israël « à l'engagement particulier que les Etats-Unis nous ont confirmé à maintes reprises, dans la période entre mai 1960 et août 1966 ». Il a souligné le besoin pressant de l'engagement américain à maintenir la sécurité d'Israël, avec la possibilité d'honorer cet engagement, si nécessaire. (2)

(1) Message de Johnson à Eshkol, 17 mai 1967.

(2) Message d'Eshkol à Johnson, 18 mai 1967. Consulter également les commentaires d'Eban sur ce message :  
Télégramme de l'ambassade d'Israël au département d'Etat, Tel Aviv, 18 mai 1967.

Johnson a informé Eshkol, dans le message suivant, le 21 mai 1967 : « Nous avons mené des contacts avec le gouvernement soviétique... nous avons été en quelque sorte encouragés, vu le ton avec lequel il a réagi à notre stratégie. Je suis persuadé que les Soviétiques n'ont aucun doute quant à notre engagement constant de soutenir les mesures convenables prises dans le cadre des Nations Unies ou en dehors d'elles pour parer à toute offensive ou menace d'offensive au Moyen-Orient ».(1)

Eshkol et Abba Eban ont tous deux critiqué la décision d'U Thant concernant le retrait de la FUNU, la qualifiant de « résignation et de destruction inédite d'un mécanisme défensif opérant depuis 11 ans » !

La FUNU s'est officiellement retirée des frontières égyptiennes le 19 mai 1967 ; les forces égyptiennes étaient désormais vis-à-vis des forces israéliennes mobilisées à la frontière du Sinaï !

U Thant a rendu public son rapport sur le retrait de la FUNU devant l'Assemblée générale des Nations Unies: si la R.A.U. désirait que la FUNU quitte son territoire, il ne pouvait que l'en ordonner. (2)

Dans la foulée de cette décision, U Thant a annoncé son déplacement à destination de l'Egypte. Abba Eban lui a adressé un message urgent pour lui exprimer la protestation des Israéliens contre le prompt retrait de la FUNU, prétendant que les Nations Unies auraient dû y réfléchir plus longuement !

Les Israéliens ont annoncé oralement que toute intervention contre la liberté de la navigation dans les eaux de Charm el-

Cheikh ou une démarche quelconque des forces de la R.A.U, que ce soit de manière directe ou indirecte (en encourageant l'infiltration) aurait de lourdes conséquences. Ils ont de même mis en garde contre la reprise de la campagne syrienne contre Israël et contre l'infiltration vers la Jordanie ou le Liban. (3)

(1) Message Johnson à Eshkol, 21 mai 1967.

(2) Rapport du secrétaire général sur le retrait de la FUNU, 26 juin 1967, Ministre israélien des Affaires étrangères, vol. 1-2 : 1947-1974.

(3) Mémoire d'information de Popper à Rusk, Washington, 19 mai 1967, Dernières nouvelles sur le Moyen-Orient.

a- La position du roi Hussein :

Dans un contact avec les Américains le 18 mai 1967 au sujet de la situation bouillonnante au Moyen-Orient, le roi Hussein a affirmé que la région vivrait une longue période de problèmes. Bien que la Syrie soit logiquement l'objectif d'Israël à court terme, la Jordanie était également un objectif incontournable à court et à long terme !

Le roi Hussein a expliqué qu'il n'était guère convaincu que les Israéliens avaient accepté le statut quo comme solution permanente, Israël ayant d'importantes exigences militaires et économiques et des aspirations religieuses et historiques particulières d'ampleur encore non-réalisées et qui ne le seraient que par le changement de la situation actuelle en Cisjordanie ! La désunion des Arabes les encourage à agir ainsi, a indiqué le roi Hussein, avant d'ajouter que les tensions prévalant au Moyen-Orient assuraient « une couverture » à toute attaque d'Israël contre le pays qu'il choisirait !

Le roi Hussein a rappelé qu'en 1956, Israël avait menacé la Jordanie mais avait attaqué l'Égypte et qu'en 1966, Israël était l'ennemi des Syriens mais c'est la Jordanie qui avait été attaquée. Quand Israël avait lancé une deuxième offensive du

même genre contre le village el-Soumoue en Jordanie, le 13 novembre de la même année, le roi ne pouvait qu'obtenir vengeance ou devait affronter un soulèvement sur le front intérieur ; si la Jordanie répliquait, ceci ne donnerait-il pas à Israël un prétexte d'occuper les territoires jordaniens ?!

Le roi Hussein a incité les Américains à ne pas exclure ces possibilités et s'est demandé ce que feraient les Etats-Unis si son hypothèse était vraie ?! Les officiels américains, a-t-il dit, lui ont confirmé à maintes occasions que les Etats-Unis ne permettraient pas aux Israéliens de changer la situation en ce temps et que la 6e flotte le protégerait, comme il lui a été dit lorsqu'il était à Washington !

Au cas où Israël livrait bataille contre la Jordanie, a précisé le roi, une aide urgente des Etats-Unis serait nécessaire pour l'acculer à se retirer. Il se pouvait, en outre, que tout cela n'arrive pas si les Israéliens savaient que les Etats-Unis allaient intervenir avec force ! (1)

(1) Télégramme de l'ambassade en Jordanie au département d'Etat, Amman, 18 mai 1967.

b- La position des Etats-Unis :

Par ailleurs, l'administration américaine étudiait les engagements des Etats-Unis envers Israël - et non la Jordanie- ; ces engagements ont été communiqués par Rostow au président américain Johnson, à savoir : empêcher qu'Israël soit détruit et stopper l'offensive via les Nations Unies ou à l'initiative des Etats-Unis (1).

Johnson a affirmé, dans un message à l'intention d'Eshkol le 21 mai 1967, l'engagement des Etats-Unis à préserver la sécurité d'Israël (2).

Sur le plan militaire, Rusk et MacNamara ont accepté de mobiliser, discrètement et sans tapage, les principaux éléments de la 6e flotte positionnée, pendant ce temps, près des côtes à l'ouest et au sud de l'Italie puis vers l'est de la Méditerranée, à une distance d'un jour(3).

Le stratagème et le parti pris pour Israël que les Américains niaient vivement ont été confirmés. Arthur Goldberg avait donné à Mohamed Awad el-Kouni des assurances officielles sur la non-participation des Etats-Unis à une démarche quelconque prise dans la région ! Goldberg répliquait ainsi aux propos véhiculés en Egypte et en Syrie sur le rôle conspirateur des Américains au Moyen-Orient. (4)

c- La position syrienne :

Dans le cadre de l'ultimatum adressé par les Etats-Unis à la Syrie et son appel à la retenue, le ministre syrien des Affaires étrangères, Ibrahim Makhous a dit à l'ambassadeur américain à Damas : les Etats-Unis ont connaissance des menaces proférées par les dirigeants israéliens contre la Syrie qui n'avait, tout comme la R.A.U, d'autre choix que de croire aux intentions hostiles d'Israël. Les investigations du gouvernement syrien ont prouvé la présence de forces israéliennes dans la zone-tampon ! Les gouvernements syrien et égyptien ont annoncé la mobilisation de leurs troupes et l'application du traité de défense commun.

(1) Mémoire de Rostow à Johnson, Washington, 19 mai 1967.

(2) Message de Johnson à Eshkol, 21 mai 1967.

(3) Mémoire de Hoopes à MacNamara, Washington, 19 mai 1967, Redéploiement possible de la 6e flotte.

(4) Télégramme de la mission des Nations Unies au Département d'Etat, New York, 20 mai 1967, Les Crises du Moyen-Orient.

Le gouvernement syrien a refusé d'assumer la responsabilité des actes des Palestiniens dans leur bataille pour leurs droits et leur pays car n'étant pas sous le commandement de la Syrie, a fait savoir Makhous. (1)

d- La position de la R.A.U :

Les unités militaires égyptiennes ont pris position sur la ligne de front, aux frontières égypto-israéliennes, avec des ordres stricts de ne pas lancer l'offensive, à moins que les Israéliens n'en prennent l'initiative.

Concernant la conviction des Egyptiens en la conspiration des Etats-Unis avec Israël, elle a été nourrie par les pressions américaines sur les Allemands pour doter Israël d'armes et par les communiqués des officiels américains pro-Israël et anti-R.A.U, tels MacNamara, Robert Kennedy, McCluskey, etc...

Les Etats-Unis n'ont pas agi et n'ont rien dit quand les Israéliens ont déployé des forces près des frontières avec la Syrie et ont menacé de l'attaquer. Il était désormais clair que les Etats-Unis étaient prêts à protéger Israël et ne faisaient aucun cas ni de l'Egypte ni de la Syrie ! Eshkol a même déclaré que les Etats-Unis avaient encouragé Israël à compter sur la 6e flotte, propos que les Américains n'avaient pas démenti et qui avaient été, au contraire, confirmés par les mobilisations à l'est de la Méditerranée !

En fait, les Américains craignaient que Nasser triomphe dans cette crise et que « cela soit sa plus grande victoire depuis celle de Suez, même si aucune balle n'a été tirée » ! (2)

e- La position du Royaume-Uni :

Le Royaume-Uni soutenait le règlement pacifique de la crise du Moyen-Orient via les Nations Unies. Le ministre britannique des Affaires étrangères, George Brown a exhorté les Etats-Unis



à tenter de convaincre la R.A.U d'autoriser le maintien de la Force d'urgence des Nations Unies à Gaza, a jugé importantes la persistance des Nations Unies à Charm el-Cheikh et la liberté de navigation dans les cours d'eau internationaux et estimé nécessaire que U Thant visite Tel Aviv

(1) Télégramme de l'ambassade en Syrie au département d'Etat, Damas, 20 mai 1967, Crise arabo-israélienne.

(2) Télégramme de l'ambassade à la R.A.U au département d'Etat, le Caire, 21 mai 1967, Crise du Moyen-Orient.

et convoque une réunion immédiate du Conseil de sécurité dès son retour de la région.(1)

Le Royaume-Uni était en contact étroit avec les Etats-Unis durant cette crise ; des réunions périodiques ont d'ailleurs été tenues à Washington. La Grande-Bretagne s'était opposée à la proposition d'un entretien quotidien avec la France qui, elle-aussi, n'était pas favorable à des réunions tripartites avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis !

Les Américains estimaient que les principes de la déclaration tripartite publiée en 1950 étaient toujours applicables mais le Royaume-Uni, lui, les jugeait obsolètes ! Il a même dit qu'il ne désirait prendre part à aucun plan militaire prévoyant une opération militaire en dehors des Nations Unies.

Wilson a demandé à Eshkol, dans un message, que le gouvernement israélien reconsidère sa politique qui refuse d'autoriser à la force d'urgence d'opérer sur le territoire israélien. Wilson a en outre affirmé le soutien du Royaume-Uni, par le biais des Nations Unies, à la libre navigation dans le golfe d'Aqaba.

Wilson a de même avoué que George Brown allait conseiller, lors d'une tournée à Moscou, l'URSS de faire preuve de retenue.

A la lumière de ces débats, Rusk a adressé le message suivant à Londres et à Paris pour leur demander urgemment d'affirmer officiellement que la déclaration tripartite publiée en 1950 demeure « l'axe de la politique de leurs gouvernements, comme il est le cas pour les Etats-Unis. En ce moment de tensions entre les alliés, il est important de réaffirmer notre union autour des principes. Si nous échouons à empêcher l'escalade des attaques au Moyen-Orient, cela aura de lourdes retombées. La guerre dans cette région affectera radicalement et gravement la sécurité des trois Etats parties de la déclaration tripartite, de l'Europe et de l'Occident ». (2)

(1) Télégramme du département d'Etat à l'ambassade à la R.A.U, Washington, 21 mai 1967, Crise du Moyen-Orient.

(2) Ibid.

4- Annonce par Nasser de la fermeture du golfe d'Aqaba :

Dans un discours lors d'une visite de terrain au centre du commandement avancé des Forces aériennes le 22 mai 1967, Nasser a parlé des menaces proférées, le 12 mai de manière humiliante, par les dirigeants israéliens contre la Syrie et d'informations certaines sur des mouvements de troupes israéliens d'envergure aux frontières communes avec l'Egypte. Nasser a également affirmé que la R.A.U avait pris des mesures en fonction de ces informations. Le 14 mai, MohameFawzi s'est rendu à Damas pour coordonner la situation entre l'Egypte et la Syrie et a informé les Syriens du fait que la R.A.U était résolue à intervenir dès les premiers instants si une offensive était lancée contre la Syrie. Les forces de la R.A.U s'étaient mobilisées en direction du Sinäi le 13 mai pour prendre leurs positions.

« Il est naturel – et je le dis aujourd'hui en toute franchise- que si la force d'urgence internationale se serait détournée de sa principale missionpour (accomplir) une mission réalisant les objectifs du colonialisme, nous l'aurions considérée comme une

force ennemie et nous l'aurions désarmée de force, nous en aurions été certes capables », a dit Nasser.

« Nos forces sont arrivées au Sinaï, nous sommes en état de mobilisation complète que ce soit dans la bande de Gaza ou dans la région du Sinaï(...) Aujourd'hui, j'ai écouté Radio Londres dire « Nasser s'est engagé à ouvrir le golfe d'Aqaba en 1956 ! » Bien sûr, ces propos sont infondés ! Ceci n'a pas eu lieu ; Nasser ne peut renoncer à aucun des droits de la R.A.U ! », a expliqué Nasser.

S'adressant ensuite aux officiers des forces de l'air, Nasser a dit : « Vous avez pris des responsabilités...les forces armées ont occupé hier Charm el-Cheikh ; quel est le sens de l'implantation des forces armées à Charm el-Cheikh ? Cela signifie l'affirmation de nos droits et l'affirmation de notre souveraineté dans le golfe d'Aqaba qui représente les eaux territoriales égyptiennes et il est hors de question de permettre au pavillon israélien de transiter par le golfe d'Aqaba ». (1)

(1) Discours de Nasser, le 22 mai 1967, discours de Nasser, partie 1, p 201-207, référence précédente.

Le ministère égyptien des Affaires étrangères avait envoyé à Nasser un mémorandum sur la navigation israélienne dans le golfe d'Aqaba le 20 mai 1967, où il avait expliqué la situation depuis la période précédant l'agression tripartite en 1956. Israël n'avait aucune présence dans le golfe d'Aqaba lors de la signature de l'accord d'armistice égypto-israélien le 24 février 1949 jusqu'au moment où les forces jordaniennes ont évacué le village Om Rechrach, immédiatement occupé, le jour suivant, par les forces israéliennes qui y ont construit le port d'Eilat. La région des eaux côtières à l'ouest de la ligne reliant Ras Mohamed et Ras Nasrani a été interdite à la navigation à partir du 21 décembre 1950, après que l'Égypte ait occupé les îles de Tiran et de Sanafir –en accord avec le gouvernement saoudien. Les forces égyptiennes ont installé une artillerie sur les côtes

dans la région de Ras Nasrani, ce qui a permis à contrôler totalement la navigation dans le golfe.

Israël a essayé, en 1954, d'obtenir du Conseil de sécurité une résolution affirmant son droit de navigation au Canal de Suez et au golfe d'Aqabamais cette tentative s'est heurtée au veto de l'URSS.

En conséquence de la participation d'Israël à l'offensive tripartite contre l'Egypte en 1956 et au retrait des forces égyptiennes du Sinaï pour parer à l'attaque franco-britannique contre Port-Saïd, les forces israéliennes ont occupé Charm el-Cheikh et la péninsule du Sinaï. Israël ne s'est retiré que lorsque la ministre israélienne des Affaires étrangères, Golda Meir a reçu un mémorandum de la part du secrétaire d'Etat américain John Foster Dallas, le 11 février 1957, dans lequel il assurait que les Etats-Unis considéraient le golfe d'Aqaba et le détroit de Tiran comme des « eaux internationales ». Ils ont été soutenus dans leur position par la France qui a convoqué une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies le 1er mars 1957.

Le chef de la diplomatie égyptienne, Mahmoud Fawzi a annoncé, au cours de la même session de l'Assemblée générale, que les déclarations sur le retrait des forces israéliennes assaillantes ne pouvaient avoir un effet quelconque sur l'ensemble des droits de l'Egypte ou sur leur légitimité, jugeant nécessaire l'application des résolutions de l'Assemblée générale réclamant le retrait inconditionnel d'Israël. (1)

(1) Pour plus de détails sur le centre juridique du golfe d'Aqaba, consulter le ministère égyptien des Affaires étrangères, le mémorandum sur la navigation israélienne dans le golfe d'Aqaba, le 20 mai 1967, référence précédente.

a- Les Etats-Unis s'allient avec le Royaume-Uni et le Canada contre Nasser :

Dans un message à Nasser le 22 mai 1967, Johnson a exprimé sa volonté d'œuvrer ensemble « pour sauver le Moyen-Orient et toute la société humaine » d'une guerre que, je l'estime, toutes les parties veulent éviter...je vous incite à garder en vue de l'ultime objectif, lequel est d'éviter les actes propagandistes ». (1)

Le secrétaire d'Etat américain, Eugene Rostow a adressé, au même moment, un message à l'ambassadeur israélien à Washington dans lequel il a exposé le point de vue des Etats-Unis concernant le problème du golfe d'Aqaba et la nécessité de le régler pacifiquement, et, de préférence, via les Nations Unies.

Les Etats-Unis, a précisé Rostow, partagent les préoccupations d'Israël pour le positionnement de la R.A.U à Charm el-Cheikh ! Et d'ajouter : « La présence des forces de la R.A.U sur une partie quelconque de son territoire n'est pas, en soi, une mesure illégale ».

Rostow a rappelé, dans un mémorandum du gouvernement américain le 11 février 1957 cité plus haut, la position des Etats-Unis concernant le statut international du golfe d'Aqaba et du détroit de Tiran.

Rostow a conclu sa missive en reprenant une partie du message de Johnson à Eshkol le 18 mai 1967 : « Israël ne prendra aucune mesure militaire unilatérale à aucun moment » (2)

Ainsi les Etats-Unis ont-ils travaillé à l'encouragement des parties à éviter tout recours aux opérations militaires et ont-ils assuré leur soutien à Israël, en se fondant sur un mémorandum du gouvernement américain sans valeur juridique, publié dix ans plus tôt et reconnaissant le principe de la libre navigation dans le golfe d'Aqaba ! (3)

Wilson a émis, dès le début, un communiqué confirmant la position du Royaume-Uni en 1957 à cet égard : « L'interdiction

de la navigation dans le golfe d'Aqaba deviendra, par la suite, une question de « liberté des mers ». Si les Nations Unies échouent à offrir des solutions efficaces à ce problème, les Britanniques peuvent sentir qu'ils sont capables de trouver un autre moyen direct de le faire, bien qu'ils souhaitent pouvoir rallier d'autres pays maritimes...

(1) Message de Johnson à Nasser, 22 mai 1967.

(2) Message d'Eugene Rostow à Hartman, 22 mai 1967.

(3) Message du gouvernement américain à certaines capitales du monde, après la fermeture du détroit de Tiran, 22 mai 1967.

Etant donné la présence actuelle des forces navales britanniques à l'est de Suez, les Britanniques seront entièrement prêts à se charger directement de l'affaire ». Ils ont justifié cela par le fait que « la liberté des mers » réduisait les dangers de toute riposte hostile de la part des autres Arabes » ! (1) Ceci signifiait que le Royaume-Uni avait pris les devants et proposé de recourir à la force pour ouvrir le détroit de Tiran et de réunir, pour cette démarche, le plus grand nombre de pays maritimes.

Dans une lettre en date du 25 mai 1967, Wilson a informé Johnson de la position susdite du Royaume-Uni et affirmé que les deux Etats devaient restés unis dans la crise du Moyen-Orient. (2)

Par ailleurs, le Conseil des ministres britanniques a chargé George Brown de se rendre à Moscou pour discuter de ce dossier avec les Soviets puis à Washington pour la même raison. Des instructions ont été données aux ambassades britanniques basées dans les principaux pays maritimes pour appuyer la déclaration de principes relatifs au droit de passage inoffensif dans les cours d'eau et approfondir l'action internationale à cet égard.

Le gouvernement britannique avait prétendu que ces mesures dissuaderaient les Israéliens et la R.A.U et atténueraient la

crise ! En fait, le gouvernement britannique avait proposé de mener une opération de reconnaissance dans la région du détroit de Tiran, doublée d'une opération militaire convaincante à l'est de la Méditerranée montrant des forces suffisantes pour dissuader la R.A.U !

Pour mettre à exécution cette proposition, le Royaume-Uni a sollicité la coopération essentielle des Etats-Unis, sous condition de l'internationalisation de cette démarche.

Ces suggestions britanniques ont été rejetées par les Etats-Unis ;

Rusk a conclu que cette position mettait le pays en butte à plusieurs problèmes. Avant de déclencher une offensive contre la région du golfe d'Aqaba, le gouvernement américain devait s'assurer du soutien du Congrès, étape qui risquait de causer du retard. Il était également nécessaire de convaincre les Français, les Italiens, les Scandinaves et le plus grand nombre de pays maritimes possibles de les rejoindre ; toute décision devait être prise collectivement et les Nations Unies devaient être exploitées au maximum dans cette affaire.

« Nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart des problèmes du Moyen-Orient, il est impossible de permettre aux Arabes de jeter Israël à la mer ! » (3), s'est justifié Rusk.

(1) Télégramme de l'ambassadeur au Royaume-Uni au département d'Etat, Londres, 22 mai 1967.

(2) Message de Wilson à Johnson, 25 mai 1967.

(3) Mémoire de conversation, Etats-Unis/Royaume-Uni, Washington, 24 mai 1967, La crise du Moyen-Orient.

Selon un mémorandum verbal du département d'Etat américain remis au ministre égyptien des Affaires étrangères Mahmoud Riyad le 23 mai : « le gouvernement de la R.A.U et les autres pays arabes savent que le gouvernement des Etats-Unis conteste vivement toute offensive dans la région –qu'elle soit déclarée ou

latente- menée par les forces de l'armée régulière ou des forces paramilitaires ». (1)

Le gouvernement américain a affirmé au gouvernement égyptien, par la voix de Richard Nolte que « quatre présidents américains s'étaient engagés à agir et à prendre les décisions contre toute offensive au Moyen-Orient, en faveur de l'intégrité des territoires et de l'indépendance de chaque pays de la région ». Certes, rien de cela n'est arrivé ; les Etats-Unis se sont contentés de soutenir Israël comme cela s'avèrera par la suite !

« La R.A.U doit parfaitement comprendre que le gouvernement des Etats-Unis fera de son mieux pour éviter la guerre ou l'arrêter si elle commençait et qu'il incitait Israël à la retenue. Cependant, la question de la liberté de passage au golfe d'Aqaba est d'une extrême importance et toute entorse à cette liberté sera considérée comme un acte hostile ! », avait ajouté Nolte à Riyad.

Interrogé par Nolte sur les intentions de la R.A.U en ce qui concerne Aqaba, Riyad a répliqué : « La R.A.U stoppera les navires israéliens et saisira les marchandises stratégiques sur tous les autres navires (...) La R.A.U n'attaquera pas mais se défendra contre toute offensive ».

« De la sorte, les Etats-Unis sont en confrontation directe avec la R.A.U » (2), avait ainsi riposté Nolte. Le gouvernement américain avait ainsi considéré la fermeture du golfe d'Aqaba par Nasser comme un acte hostile!

Le Conseil de sécurité national américain s'est réuni, le même jour, sous la présidence de Johnson auquel Rostow avait soumis, avant la réunion, un mémorandum stipulant que : « La question essentielle au Moyen-Orient maintenant est de savoir si Nasser, les pays radicaux et les Soviets qui les soutiennent contrôleront la région ! Et si les Etats-Unis allaient soutenir



leurs amis modérés ou allaient se retirer (de leur rôle) en tant que puissance essentielle au Moyen-Orient » !

Untel développement de la question ne laissait d'autre choix au président américain que de continuer à prendre le parti d'Israël contre les Arabes!

(1) Télégramme du département d'Etat à l'ambassade à la R.A.U, Washington, 22 mai 1967.

(2) Télégramme de l'ambassade basée à la R.A.U au département d'Etat, le Caire, 23 mai 1967.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité nationale américain, Johnson a évoqué les propos de Bunche : « Les Egyptiens proposent le retour aux accords généraux d'armistice de l'avant-guerre 1956 (...) Même si cela peut éliminer les tensions dans le détroit de Tiran, les Israéliens peuvent ne pas vouloir faire cette concession » !

Malgré les contacts engagés entre les gouvernements américain et soviétique où les Soviétiques se sont montrés modérés, ces derniers avaient, en public, rejeté la responsabilité sur Israël, et par ricochet, sur les Etats-Unis.

Les concertations avec le Royaume-Uni se sont poursuivies au sujet de sa proposition de rallier les pays maritimes et de recourir à la force pour ouvrir le golfe d'Aqaba !

S'agissant de la position du Congrès, un débat avec la commission des affaires étrangères, le 23 mai, a débouché sur un avis unanime tenant à ce que les Etats-Unis n'agissent pas tous seuls mais plutôt dans le cadre des Nations Unies ou avec plusieurs parties.

Durant la même réunion ont été également débattues la possibilité d'imposer des sanctions économiques et l'ampleur de l'influence des Etats-Unis sur le FMI et la Banque mondiale pour

agir en ce sens, pour imposer par exemple une sorte de « contre-blocus » ! Les Etats-Unis pourraient ainsi dissuader les Israéliens de toute attaque s'ils parvenaient à les convaincre que, par ce moyen, ils pourraient nuire à la R.A.U bien plus qu'en assiégeant le golfe d'Aqaba !

« Que ferons-nous si ces mesures échouent ? Je voudrais épuiser tous les recours aux Nations Unies mais je ne peux compter sur elles pour me sauver !...Je veux aussi voir Wilson et de Gaulles prêts avec leurs véhicules ! », avait déclaré Johnson.

Johnson avait cité le communiqué de William Fulbright dans lequel il a dit : « Les Etats-Unis ne peuvent gérer deux crises en même temps ! », jugeant nécessaire de choisir entre Israël et le Vietnam et étant persuadé que les Américains devaient se retirer du Vietnam !

MacNamara avait avancé un rapport militaire sur la situation démentant les propos de Fulbright ! L'on a commencé à parler des détails de l'opération militaire visant à ouvrir de force le golfe d'Aqaba. A en croire les militaires, l'opération s'était avérée plus difficile qu'ils ne le croyaient au début, en raison de la présence de deux sous-marins égyptiens en Mer Rouge ! Les militaires ont estimé nécessaire de recourir à un sous-marin américain mais le plus proche se trouvait à une distance de deux semaines, au Singapour, et il était impossible d'en dépêcher un autre via le Canal de Suez !

Un autre obstacle est apparu...Si les Etats-Unis avaient une force navale en Méditerranée (1400 effectifs à Naples, soit à une distance de trois jours), leurs forces de terre n'étaient pas nombreuses. MacNamara a suggéré l'intervention des Israéliens avec leurs forces ! (1)

Les militaires américains ont alors réclamé l'octroi d'une aide militaire et d'un soutien total à Israël pour des opérations militaires de long terme. Miser sur l'incapacité des Arabes et leur désunion affaiblira la cause arabe, admettaient-ils !

L'amorce immédiate de débats avec les Israéliens a donc été proposée pour discuter des armes qu'ils possédaient et de la capacité des Américains à compléter cet arsenal rapidement. Autrement dit, les Etats-Unis et leurs alliés allaient compter sur les forces israéliennes pour exécuter le complot contre les Arabes ! Pour réaliser cet objectif, la CIA a étudié les capacités militaires israéliennes et arabes et soumis à Johnson un rapport pertinent montrant à quel point ils suivaient les mouvements des troupes égyptiennes !

Johnson s'est demandé : « Qu'est-ce que Nasser a en tête? » La réponse a été : « Il a atteint son objectif » ! (2)

Les appels à la retenue adressés par Johnson aux Egyptiens et aux Israéliens n'étaient qu'un dérivatif et un subterfuge; ils visaient, en sous-main, à soutenir au maximum Israël, tant sur le plan militaire que sur les plans politique et économique !

Le 23 mai 1967, soit le lendemain de la fermeture du golfe d'Aqaba, Johnson a émis un communiqué totalement partial en faveur d'Israël, dans lequel il considérait la fermeture du golfe d'Aqaba comme illégal, appelait à la retenue et réaffirmait que le droit de passage inconditionnel et sûr dans le cours d'eau international était d'une importance vitale pour la communauté internationale.

Johnson s'est indigné du retrait rapide de la FUNU de Gaza et du Sinaï, sans aucune intervention du secrétaire général des Nations Unies ou du Conseil de sécurité, après avoir accompli efficacement sa mission de maintien de la paix pendant dix ans! Johnson a en outre critiqué les derniers renforts militaires opérés par la R.A.U au Sinaï et appelé à leur réduction.

(1) Mémoire élaboré à la CIA, Washington, 23 mai 1967, « Toutes les capacités militaires arabes et israéliennes ».

(2) Note de compte-rendu, Washington, 24 mai 1967, Compte-rendu de la réunion du Conseil national de sécurité (NSC), Discussion sur la crise du Moyen-Orient.

Johnson a conclu son communiqué en affirmant l'engagement des Etats-Unis au soutien de l'indépendance politique et de l'intégrité des territoires de chaque pays de la région et leur vive opposition à toute offensive, déclarée ou secrète, d'une partie quelconque. (1)

Des contacts avaient été engagés entre les Etats-Unis et Israël le 22 mai, dans lesquels le gouvernement américain avait confirmé la teneur du message de Johnson en date du 18 mai selon lequel « la présence des forces de la R.A.U sur le territoire égyptien n'est pas un acte illégal » et que le gouvernement américain souhaitait « qu'Israël traite le problème de manière pacifique, et de préférence via les Nations Unies ».

Les Etats-Unis ont demandé à Israël « de n'entreprendre aucune opération militaire unilatérale à aucun moment, ce qui conduirait à des offensives d'ampleur dans la région. Les Etats-Unis sont convaincus de la nécessité de régler ledossier de Tiran sur un fondement international ». (2)

(1) Communiqué de Johnson, 23 mai 1967.

(2) Message de Rostow à Hartman, 22 mai 1967, référence précédente.

b- La France se démarque par sa position neutre:

De Gaulles avait refusé -malgré les demandes insistantes des Américains - que la France rejoigne le groupe des pays maritimes qui projetait d'ouvrir de force le golfe d'Aqaba avec l'appui des Nations Unies, jugeant nécessaire que les quatre dirigeants se réunissent pour discuter de la crise, en dehors du cadre de l'ONU.

De Gaulles estimait qu'il était possible de résoudre la crise, du moins initialement, via les quatre puissances. L'avantage de cette proposition était de rallier les Russes aux discussions. Selon de Gaulles, au cas où l'initiative française échouait en raison du refus des Russes d'entrer en contact avec la France, celle-ci ne pourrait jamais assumer un rôle supplémentaire. (1)

La France a ensuite proposé aux Etats-Unis la tenue d'une réunion des délégués des superpuissances auprès des Nations Unies, et a contacté Moscou et Londres pour les mêmes raisons. Selon la France, la situation était devenue extrêmement dangereuse après l'annonce par la R.A.U de la fermeture du golfe d'Aqaba, ce qui supposait une intervention dans le conflit au Moyen-Orient sous le prétexte d'œuvrer pour le maintien de la paix et de s'assurer qu'aucune des parties n'utiliserait la force. (2)

Lors d'un entretien avec Eban, de Gaulles a demandé qu'Israël ne recoure pas, en premier, aux armes. Le communiqué suivant a été publié au terme du Conseil des ministres, tenu sous la présidence du général de Gaulles :

« La France n'est tenue par aucune promesse ou engagement, d'une manière ou d'une autre, envers aucun des pays concernés. En vertu de son initiative propre, la France croit en ce que chacun de ces pays a droit à l'existence et à la vie mais la France est convaincue que le déclenchement d'hostilités constituerait le pire des scénarios ; par conséquent, l'Etat qui prendra l'initiative d'attaquer et de recourir aux armes, quelle que soit sa position, ne bénéficiera pas de l'aval de la France ni d'aucun soutien de sa part. (3)

(1) La position de de Gaulles dans un message de Wilson à Johnson, le 25 mai 1967, sa réponse, référence précédente.

(2) Télégramme du département d'Etat à la mission des Nations Unies, Washington, 24 mai 1967, Réunion des quatre puissances sur le Moyen-Orient.

(3) De Gaulles a campé sur ses positions durant la crise, s'engageant aux principes de la justice, ce qui a incité Ben Gourion à lui adresser un long message pour tenter de le mener à épouser la position d'Israël, défendant ainsi le projet sioniste depuis la nuit des temps ; message de Ben Gourion à de Gaulles, le 6 août 1967.

Au cas où il serait possible de garder les prévisions sur le statut quo inchangées et où il s'ensuivrait une certaine détente, les problèmes de la navigation dans le golfe d'Aqaba, la situation des réfugiés palestiniens et la situation dans les pays concernés proches devaient être réglés substantiellement via les résolutions internationales qui ont déjà donné lieu à un accord international entre les quatre superpuissances membres permanents du Conseil de sécurité ».

Le 25 mai, le cabinet britannique avait accepté, lors d'une séance, l'idée de la réunion des superpuissances, préférant cependant que cela se produise sous la houlette des Nations Unies. Le Royaume-Uni a décidé de dépêcher à Paris le secrétaire d'Etat au Foreign Affairs, Fred Moly pour engager des contacts avec les Français. (1)

Dans un message à Johnson le 25 mai, Wilson a critiqué de Gaulles pour avoir proposé de gérer la crise sur la base de l'entente des quatre superpuissances, en disant : « Les objectifs politiques de de Gaulles sont de tenter d'éviter l'implication de la France dans un engagement occidental quelconque ; il se peut que son but soit de consolider la position de la France et de minimiser de l'importance de certains de ses alliés occidentaux. (2)

Quant aux Américains, ils n'étaient pas réjouis de l'idée de la réunion des quatre superpuissances en dehors des Nations Unies. Comme cela a été dit précédemment, ils ont informé les Israéliens qu'ils ne pouvaient pas compter sur une aide

américaine s'ils décidaient d'agir unilatéralement (3). Mais ceci s'est-il vraiment produit ?! Bien sûr que non !

Les Américains avaient l'impression que les Soviétiques ne voulaient point s'impliquer dans la guerre au Moyen-Orient. Si les Américains, les Britanniques et d'autres forçaient le golfe d'Aqaba, les Soviétiques estimaient que cela menacerait l'influence de Nasser et montrerait leur incapacité à fournir d'autre aide qu'un soutien moral. (4)

En fin de compte, Johnson a rejeté la proposition française et enjoint Goldberg de ne discuter en tête-à-tête qu'avec les représentants d'un Etat quelconque ! Les Américains ont continué à rallier les puissances navales pour exécuter le complot occidental dirigé par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, visant à forcer l'entrée du Golfe d'Aqaba.

(1) Mémoire de conversation, Washington, 25 mai 1967, Situation au Moyen-Orient, George Thomson, meeting du secrétaire d'état au Foreign Affairs.

(2) Message de Wilson à Johnson, le 25 mai 1967.

(3) Mémoire de conversation, 25 mai 1967, Op. Cit.

(4) Télégramme de l'ambassade américaine au département d'Etat, Moscou, 25 mai 1967.

c- Mise en échec des efforts américains déployés pour rallier l'URSS :

Depuis le début de la crise, l'URSS a soutenu la R.A.U, la Syrie et tous les Arabes, ne serait-ce qu'un soutien passif consistant en le refus de contribuer à l'exécution du plan des pays occidentaux à l'extérieur ou à l'intérieur du cadre des Nations Unies. En d'autres termes, l'URSS ne s'est pas empressée de doter d'armes, d'aider sur le plan naval ou encore de rallier des pays aux côtés de ses alliés, comme l'ont fait les Etats-Unis avec Israël.

Dès la fermeture du golfe d'Aqaba, le gouvernement américain s'est hâté de demander à l'ambassadeur américain à Moscou de s'entretenir immédiatement avec Gromyko pour exprimer les vives préoccupations des Américains concernant la détérioration de la situation au Moyen-Orient. L'ambassadeur américain devait également lui rappeler que les Soviets eux-mêmes disaient que la guerre au Moyen-Orient n'était dans l'intérêt de personne et que les Etats-Unis faisaient leur possible pour éviter le déclenchement de la guerre.

Pour l'URSS, avait expliqué Gromyko, personne n'a besoin de cette guerre dans la région qui causerait des dégâts à ses pays et aggraverait les tensions dans le monde entier ; les superpuissances devaient empêcher que la situation dégénère en guerre. Selon Gromyko, le gouvernement soviétique tenait la politique d'Israël pour responsable des tensions à cette époque et soutenait pleinement les Syriens.

Lors d'un entretien, le 23 mai, avec le délégué permanent de l'URSS aux Nations Unies, Fedorenko, Goldberg a affirmé que les Etats-Unis soutenaient la convocation du Conseil de sécurité pour étudier la question du golfe d'Aqaba, persuadés que le Conseil devait assumer ses responsabilités. De surcroît, Goldberg a sollicité l'appui de l'URSS à la politique américaine au sein du Conseil.

Selon les Etats-Unis, en conséquence au communiqué de Nasser sur la fermeture du golfe d'Aqaba considérée par Eshkol comme un acte hostile, la situation s'était très fragilisée et risquait de dégénérer en accrochages et en guerre à tout instant ! Goldberg a expliqué à Fedorenko que ce qui unissait les Soviets et les Américains dans cette situation était la décision de Nasser de fermer l'accès du golfe d'Aqaba non seulement aux navires israéliens mais aussi au transit des produits stratégiques.

(1) Télégramme du département d'Etat à l'ambassade américaine, Moscou, 23 mai 1967.



Pour remonter davantage l'URSS contre Nasser, Goldberg a dit : « Plus de 30 pays –dont les Etats-Unis- empruntent cette voie et ne souhaitent pas être arraisonnés par la R.A.U. (...) L'URSS – en tant que pays altier- n'acceptera pas ces restrictions » !

Goldberg avait oublié que ces mêmes mesures d'inspection avaient été adoptées depuis l'établissement d'Israël en 1948 et jusqu'à l'agression tripartite en 1956 !

Quant aux Soviétiques, ils s'étaient opposés, depuis le début de la crise, à la convocation du Conseil de sécurité, pensant qu'il serait de nature à embraser la situation, et s'étaient contentés des communiqués publiés par plusieurs gouvernements au sujet de la question, dont le leur (celui de l'URSS). Les Soviétiques avaient menés des contacts bilatéraux avec les gouvernements arabes, trouvant cela beaucoup plus important que ce qui se passait dans les Nations Unies.

Fedorenko a évoqué la position de l'URSS en 1957, date où le golfe d'Aqaba est passé sous le contrôle de la R.A.U.

d- Retombées de la réunion d'U Thant avec Nasser :

Avant ce rendez-vous, U Thant avait été sujet aux pressions américaines. Goldberg lui avait adressé un message, le 22 mai 1967 -qu'il lui a demandé de ne pas rendre public- pour lui faire part du refus des Etats-Unis du retrait de la FUNU et pour lui reprocher de pas en avoir débattu à l'Assemblée générale des Nations Unies comme il se devait ! Ceci était exactement conforme à la position d'Israël !

Goldberg a incité U Thant à avoir pour objectif, pendant son déplacement au Caire, de réaliser la paix, autrement dit, d'insister sur la nécessité impérieuse de maintenir la présence efficace des Nations Unies sur le terrain, le long des frontières et dans les zones délicates entre la R.A.U et Israël, notamment à Gaza et Charm el-Cheikh, de maintenir l'internationalité des

détroits de Tiran et du golfe d'Aqaba et de s'engager à évacuer les forces régulières loin des zones d'affrontement.

Goldberg a de même exhorté U Thant à se rendre ensuite à Damas et Tel Aviv(2), mais il ne l'a pas fait !

(1) Télégramme de la mission des Nations Unies au département d'Etat, New York, 24 mai 1967.

(2) Télégramme de la mission des Nations Unies au département d'Etat, New York, 22 mai 1967, La crise du Moyen-Orient.

- Message de Goldberg à U Thant, le 22 mai 1967.

Lors d'une réunion avec U Thant, en présence de Ralph Bunche, Goldberg a dit : « Vu les tensions sévissant dans la région, il a été demandé aux Etats-Unis de réaffirmer les engagements pris autrefois par quatre de leurs dirigeants concernant la protection de tout Etat du Moyen-Orient contre l'agression » ; bien entendu, il insinuait Israël, ce qui a été démontré par la suite ! « (Ces engagements avaient été pris) lors de la déclaration tripartite en 1950. Les présidents Truman, Eisenhower, Kennedy et Johnson, chacun d'eux avait réassuré cet engagement au sein et en dehors des Nations Unies, pour parer à toute agression ou menace d'agression contre le Moyen-Orient », avait ajouté Goldberg.

« Les Etats-Unis respecteront cet engagement qui aura des répercussions graves ! La politique américaine s'applique à tous les gouvernements » et non seulement à Israël, avait-il renchéri. En fait, les propos de Goldberg n'avaient qu'une signification : la menace de la R.A.U en brandissant le soutien des Etats-Unis à Israël !

Goldberg a également parlé du maintien de la FUNU sur ses positions initiales dans la partie égyptienne des frontières, sans rien mentionner de ses positions dans la partie israélienne ; il a expliqué, au contraire que les Etats-Unis s'y opposaient !

Prenant la parole lors de la réunion, Ralph Bunche a indiqué que Nasser allait justifier les mesures de la R.A.U, en arguant qu'elles étaient une réaction à la menace d'Israël d'envahir la Syrie. Bunche a demandé à U Thant de dire que l'engagement des Etats-Unis à soutenir les mesures adéquates à l'intérieur et à l'extérieur des Nations Unies pour contrer toute agression ou menace d'agression, s'appliquait autant à la Syrie qu'à Israël.  
(1)

Le dialogue précédent montrait clairement un vif parti-pris de Goldberg et de Bunche en faveur d'Israël !

Après l'échec des Américains auprès d'U Thant, Johnson a affirmé à Nasser dans un message en date du 22 mai : « Je n'ai aucune connaissance des démarches que vous proposera le secrétaire général des Nations Unies U Thant mais je vous incite à garder en vue l'ultime objectif qui est d'éviter les actes hostiles ! (2)

(1) Référence précédente.

(2) Message de Johnson à Nasser, 22 mai 1967, référence précédente.

L'entretien...

5- Prémices de l'agression israélienne:

Le Conseil des ministres israélien, tenu le 23 mai 1967, a décidé de dépêcher Abba Eban à Washington, à Londres et à Paris pour concerter avec les alliés traditionnels d'Israël avant l'exécution du plan de l'agression militaire israélienne contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie.

Le même jour, les Israéliens ont mobilisé de 40 à 50% de l'armée israélienne après le déploiement de l'armée égyptienne au Sinaï. Eshkol a en outre appelé à la tenue d'une réunion du

Conseil de sécurité nationale israélien et annoncé que toute tentative d'intervention dans la navigation à Eilat justifierait la guerre !

La CIA a ainsi prédit que la guerre risquait d'éclater à tout moment (1). Elle avait connaissance de l'insistance d'Israël à frapper en premier. Lors d'une réunion sur le lac Harrington – villégiature du premier ministre au Canada- entre Johnson et Lester Pearson le 25 mai, Rostow avait fait remarquer, lors de discussions sur l'ampleur des engagements des Etats-Unis et du Canada envers Israël en ce qui concerne le Golfe d'Aqaba : « Israël a versé son sang pour son droit à la libre navigation dans le golfe et a obtenu, en ce sens, une reconnaissance assurée de la part de la communauté internationale ! »

Du point de vue de l'Egypte, la mer fermée du golfe ne pouvait être assujettie au droit de libre navigation « innocente » des navires israéliens et les côtes d'Israël qui donnaient sur une partie du Golfe étaient le résultat de la présence effective et militaire d'Israël et ne pouvaient donc être considérées comme une frontière régionale. Cette présence contredisait les accords d'armistice et les résolutions des Nations Unies(2).

Conformément aux communiqués du président d'Israël qui venait d'achever une visite au Canada et via les canaux diplomatiques avec le gouvernement d'Israël, Pearson pouvait affirmer que les Israéliens étaient déterminés à déclarer la guerre et qu'ils ne se résigneraient pas à la fermeture du Golfe d'Aqaba ! (3)

Johnson, ses ministres et ses collaborateurs savaient qu'Israël planifiait la guerre depuis le 25 mai 1967, même des années bien avant cela !

(1) Notes d'informations pour le directeur du renseignement central Helmes aux fins d'usage lors d'une réunion à la Maison Blanche, Washington, 23 mai 1967, Lacrise du Moyen-Orient.

(2) Le ministère égyptien des Affaires étrangères, mémorandum sur la navigation israélienne au golfe d'Aqaba, 20 mai 1967, référence précédente.

(3) Ebauche d'un mémorandum de l'ambassadeur au Canada, lac Harrington, Canada, 25 mai 1967.

Johnson a examiné, le même jour avec ses collaborateurs, deux hypothèses concernant la situation, l'une déduite du renseignement israélien et l'autre de la CIA : les Israéliens étaient inquiets et persuadés que prendre l'initiative de la guerre était la clé du problème alors que l'essentiel pour les Américains était non Israël mais le Moyen-Orient et de savoir s'il tomberait sous le contrôle des Soviets !

En fait, les personnes présentes à cette réunion ont tout de suite réalisé que cette position d'Israël était une manœuvre dont l'objectif était d'influencer les Etats-Unis afin qu'ils lui fournissent davantage d'armes, qu'ils honorent des engagements « qui lui ont été imposés » envers lui, qu'ils acceptent son initiative militaire et qu'ils fassent davantage pression sur Nasser pour son intérêt !

Selon toute évidence, les Américains n'étaient pas d'accords sur le côté militaire de l'hypothèse israélienne ; la CIA ne disposait d'aucune information sur le départ de navires égyptiens de la Mer Rouge pour rejoindre la Méditerranée, comme le prétendaient les Israéliens ! Quant aux préparatifs militaires entrepris par la R.A.U au Sinaï, ils étaient de nature « défensive », comme l'avaient assuré les Américains, plus d'une fois !

Par ailleurs, les Américains étaient convaincus que la R.A.U agissait ainsi pour exercer une pression sur Israël mais non au point d'attaquer son territoire et, selon eux, Nasser avait réussi à profiter de la crise.

S'agissant des mesures prises par les armées arabes à l'époque, les Américains estimaient qu'elles ne prouvaient guère

l'intention des Arabes à mener une offensive globale contre Israël et qu'elles n'étaient des gestes -sans grande importance militaire dans le conflit avec Israël- que les pays arabes se sentaient obligés de faire pour l'intérêt du panarabisme. (1)

(1) Mémoire de Rostow au président Johnson, Washington, 25 mai 1967, Evaluation de l'estimation élaborée par le Service du renseignement israélien sur la crise arabo-israélienne.

- Manœuvre israélienne et prélude à l'agression :

Le principal élément dans la guerre d'Israël contre les Arabes était de s'assurer le soutien militaire, politique et de renseignements des Etats-Unis ! En parallèle, Israël commençait à transmettre des informations aux politiciens américains et français, qui étaient accompagnés des déclarations mensongères et insidieuses des responsables israéliens ! Cette campagne diplomatique et propagandiste s'est accentuée notamment avec le message adressé par Eshkol à Johnson, en date du 25 mai, pour lui dire que le gouvernement israélien était convaincu de l'imminence d'une offensive égypto-syrienne ! Les Israéliens ont même demandé à Goldberg que les Etats-Unis publient un communiqué immédiat dans lequel ils affirmeraient que toute attaque contre les Israéliens serait perçue comme une attaque contre eux-mêmes !

Pendant sa mission à Washington avant l'agression envisagée contre les pays arabes, Abba Eban avait reçu les instructions du gouvernement israélien d'assurer aux hauts responsables américains que l'attaque égypto-syrienne était imminente et qu'il était important que les Etats-Unis annoncent leur attachement à leurs engagements et mobilisent leurs forces pour soutenir Israël ! Et, que les Egyptiens et les Syriens n'étaient plus intéressés à al-Aqaba mais qu'ils étaient prêts à exécuter une vaste offensive contre l'existence israélienne ! (1)

Lors d'un entretien avec Abba Eban, le 25 mai, Rusk a affirmé : « les informations dont disposent les Etats-Unis ne confirment pas l'hypothèse d'une attaque imminente de la R.A.U et de la Syrie ! » Les exemples fournis par le chef du renseignement israélien ont été étudiés minutieusement, tout comme les rapports sur les mouvements de troupe égyptiens au Yémen, la mobilisation des navires de guerre de la R.A.U et les mouvements de troupe au Sinaï...ils (les Etats-Unis) ont affirmé qu'ils étaient défensifs ! (...) Les Etats-Unis veulent, en ce moment, connaître les impressions du secrétaire général après sa tournée au Moyen-Orient et pensent que l'offensive de la R.A.U serait illogique avant la publication de son rapport (du Secrétaire général) sur son déplacement ! »

En réponse aux demandes irréalisables, selon les Américains, du gouvernement israélien, Rusk a dit que Johnson désirait faire comprendre à Eban que le gouvernement américain n'était pas en mesure d'émettre un communiqué positif pour dire qu' « une attaque contre vous (Israël) est une attaque contre nous (les Etats-Unis) », sans y faire participer le Congrès ; une telle déclaration serait inconvenable car risquant de susciter des discussions sur le pouvoir de déclarer la guerre, en vertu de la constitution !

(1) Télégramme de l'ambassade en Israël au département d'Etat, Tel Aviv, 25 mai 1967.

« Johnson a affirmé qu'une attaque préventive de la part d'Israël causera des difficultés aux Etats-Unis ; la responsabilité de débiter l'offensive est une question importante pour le peuple américain », a renchéri Rusk.

« La situation en Israël est apocalyptique et ne peut plus résister davantage, notamment s'il s'agit de capituler ou d'attaquer ! » L'important pour Eban était de pouvoir, à son retour à Tel Aviv,

dire que quelque chose de réel et de palpable a été réalisée à propos du détroit, autrement Israël se sentirait « abandonné » !

« L'engagement des Etats-Unis envers Israël est le plus important engagement pour nous et il est important que les Etats-Unis reconnaissent cet engagement », a repris Eban. (1)

Ceci dit, Rostow a convoqué l'ambassadeur de la R.A.U le soir du 26 mai, pour lui confier le message suivant à Nasser : « Votre adversaire croit que la R.A.U et la Syrie projettent de lancer une offensive imminente et subite, d'un moment à l'autre, nous savons que cette éventualité n'est pas envisageable, nous ne pouvons croire que le gouvernement de la R.A.U puisse en arriver à une telle extravagance ! Une telle entreprise conduira, de toute évidence, aux plus lourdes conséquences ! Nous continuerons à conseiller au gouvernement israélien à faire preuve de retenue ». (2)

Il convient de dire qu'à cette époque, une décision a été prise d'évacuer les familles du personnel des ambassades américaines au Caire, à Tel Aviv, à Amman et à Damas.

Une délégation britannique présidée par le secrétaire d'Etat George Thomson s'est rendue le 24 mai à Washington pour y discuter de la crise du Moyen-Orient, et ce à la demande du Royaume-Uni.

Les deux parties étaient d'avis que la crise du Moyen-Orient était dangereuse et se sont mises d'accord sur ce qui suit :

1- S'empresser d'entreprendre une action via l'ONU, notamment au Conseil de sécurité qui était alors réuni, afin de garantir la libre navigation dans les détroits de Tiran et d'Aqaba. Si l'URSS l'admettait, le principe de la libre navigation serait validé par les Nations Unies mais si, au contraire, il y opposait son veto, l'usage de la force avec l'aide des pays maritimes bénéficierait d'un large soutien international.



(1) Mémorandum de conversation, Washington, 25 mai 1967, Rusk-Abba Eban.

(2) Télégramme du département d'Etat à l'ambassade américaine à la R.A.U, Washington, 26 mai 1967.

2- Contacter les capitales des pays maritimes pour obtenir leur appui à la publication d'une déclaration que signeraient plusieurs pays et qui affirmerait la liberté de navigation dans le détroit de Tiran, et ce parallèlement à une action engagée dans le cadre des Nations Unies.

Parmi les pays en question figurent le Danemark, la Norvège, la Suède, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie, la Grèce, la France, le Panama, le Libéria, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la Turquie, le Honduras, l'Argentine, le Brésil, les Philippines, l'Abyssinie et l'Espagne.

3- Les conseillers militaires britanniques et américains étudieront les possibles opérations militaires nécessaires pour instaurer la liberté de navigation dans le détroit de Tiran et le golfe d'Aqaba. Ces opérations incluaient la formation d'un groupe britanno-américain restreint, chapeauté par une autre force, pour accompagner les cargos dans le détroit de Tiran. Cette autre force serait composée d'un porte-avions britannique, Hermes et ses navires d'escorte, d'une force dissuasive relevant de la 6e flotte américaine à l'est de la Méditerranée, du porte-avions Victorious et de la force britannique provenant de Chypre, le tout sous commandement américain ! (1)

Ce n'était donc pas un affrontement entre les Arabes et Israël seulement mais aussi la coalition militaro-politique britanno-américaine qui exerçait toutes les pressions pour convaincre les pays maritimes du monde à la rejoindre pour ouvrir de force le golfe d'Aqaba !

Israël avait mis en doute la capacité des pays maritimes de maintenir le golfe ouvert mais les Etats-Unis ont affirmé qu'ils pouvaient facilement ouvrir le détroit sans aucun risque et que

cela nécessiterait seulement l'escorte de quelques navires américains aux côtés des navires israéliens !

Eban a précisé que le cabinet israélien s'était réuni avant son départ pour les Etats-Unis et avait pris la décision de déclencher la guerre et de ne pas se résigner à la fermeture du golfe d'Aqaba. « Israël ne vivra pas avec une seule artère », avait martelé Eban, prétendant qu'Israël avait retardé l'offensive en raison de l'insistance de Johnson sur l'existence d'alternatives à l'ouverture de force du golfe.

Allant encore plus loin dans ses pressions sur les Etats-Unis, Eban a tenté de les convaincre que s'ils effectuaient cette démarche unilatéralement, d'autres pays allaient les rejoindre et que le golfe d'Aqaba mettait à l'épreuve le respect des engagements des Etats-Unis envers Israël !

(1) Papier préparé par le département d'Etat, Washington, 26 mai 1967, pour parler britannico-américains sur le Moyen-Orient.

Eban s'est demandé si les Etats-Unis pouvaient poursuivre leur guerre au Vietnam et honorer leurs engagements au Moyen-Orient à la fois ! MacNamara a répondu qu'ils le pouvaient, sans nul doute.

Dans ses discussions avec les responsables politiques et militaires américains, Eban a repris la même rengaine des engagements états-uniens envers Israël ! On lui a rappelé la position de Dallas qui lui avait répondu, le 1er mars 1957, par le rétablissement de la navigation dans le golfe d'Aqaba après l'agression tripartite en 1956.

Selon les Etats-Unis, le papier de travail pertinent présenté par Israël aux Américains n'avait pas la valeur d'un document, étant donné qu'il ne comportait ni signature ni date et qu'il n'était pas enregistré auprès du département d'Etat américain comme mémorandum d'entente!

Eban a fini par renoncer à ce mémorandum qu'il avait soumis auparavant et par revenir sur ses propos concernant « une attaque arabe subite et imminente », après que le renseignement américain ait prouvé qu'il s'agissait d'une simple manœuvre israélienne ayant pour but de faire pression sur les Etats-Unis afin de les faire participer à l'agression israélienne contre les Arabes !

MacNamara avait affirmé, lors d'une réunion avec Johnson le 26 mai après la révision des documents de 1957, qu'Eban avait ignoré un communiqué prononcé par Dallas lors d'une conférence de presse le 19 février 1957 et dans lequel ce dernier avait dit qu'il ne penserait jamais que les Etats-Unis avaient le droit d'user de la force pour protéger des navires battant d'autres pavillons que le leur, sans une décision du Congrès.

Pour de ce qui est de la position arabe, les Américains estimaient que de gros efforts étaient déployés par les Soviets pour transformer cette crise en affrontement entre les Etats-Unis et les Arabes et que les régimes d'Arabie Saoudite, de Jordanie et du Liban, s'affaibliraient dans cette crise. Plus les Etats-Unis se rapprochaient d'Israël, plus il était difficile pour les Arabes modérés de rester loin de Nasser et de soustraire à la guerre sainte contre Israël (1).

Les Américains ont été surpris par les propos du ministre saoudien du Pétrole, Ahmed Zaki Yamani qui a informé le vice-président de la compagnie Aramco à Beyrouth qu'il désapprouvait la position des Etats-Unis envers le golfe d'Aqaba et qu'il leur recommandait de se tenir à l'écart de la crise et d'agir dans le cadre des Nations Unies.

La position du gouvernement saoudien, comme elle a été transmise aux Etats-Unis, refusait donc que le golfe d'Aqaba soit considéré comme un passage international ; le golfe est arabe et les Arabes avaient le droit de le fermer.

(1) Mémoire d'enregistrement, Washington, 26 mai 1967, meeting au sujet de la crise arabo-israélienne.

El-Yamani a même dit que si les Etats-Unis soutenaient Israël directement, il est probable que la compagnie pétrolière Aramco soit nationalisée! Si les Etats-Unis ne restaient pas à l'écart de ce conflit, ils s'éclipseront au Moyen-Orient ! (1)

D'autre part, les Etats-Unis avaient tenté de reculer ; MacNamara avait estimé : « Israël doit réaliser qu'une attaque israélienne dans de telles circonstances aurait les pires conséquences ! Il est impossible que nous nous engageons à soutenir Israël s'il attaquait en premier(2) et les Etats-Unis ne seront point responsables si Israël attaquait tout seul, sans l'informer ! » S'adressant à Eban, MacNamara a martelé : « Les Israéliens se retrouveront seuls s'ils prennent l'initiative de l'attaque » (3) Cependant, les faits ont prouvé le contraire comme nous le verrons !

Outre la conspiration des Etats-Unis avec le Royaume-Uni pour ouvrir de force le golfe d'Aqaba, leur usage de leur influence internationale pour rallier d'autres pays, leurs contacts avec l'URSS pour les congrès et les efforts du Congrès pour obtenir son aval à l'agression conformément à la Constitution, Rusk a recommandé, le 22 mai, d'approuver au plus vite l'accord d'aide militaire et économique destiné à Israël –soit 16 millions de dollars-, sous condition de le garder secret pour éviter que les Etats-Unis perdent les Arabes !

Johnson a accepté de doter Israël d'équipements, de pièces non militaires et d'une aide spéciale qu'il donnerait à son tour à l'Afrique, sous condition de ne rien déclarer (4) ! Et ceci bien que Rusk avait dit : « Nous essayons d'être proches d'Israël autant que possible sans perdre les Arabes ». Les événements ont démontré par la suite l'alignement total des Etats-Unis sur Israël !

Les Etats-Unis ne se sont pas contentés de donner à Israël une aide économique et militaire mais ont convenu avec lui d'échanger les renseignements, ce qui incluait la disparition de tout secret entre les deux pays et le flux des informations du côté américain qui était le plus avancé dans le domaine électronique ! Ceci signifiait, en d'autres termes, une totale conspiration contre les Arabes !

- (1) Mémoire d'enregistrement, Washington, 24 mai 1967, Conversation avec le représentant d'Aramco.
- (2) Mémoire de conversation, Washington, 26 mai 1967, Dangers de la guerre arabo-israélienne.
- (3) Mémoire d'enregistrement, 26 mai 1967, meeting sur la crise arabo-israélienne, Op.Cit.
- (4) Mémoire de Rostow au président Johnson, Washington, 23 mai 1967, Paquet d'aide à Israël.

Ceci dit, les Etats-Unis ont jugé nécessaire de décréter, dans les contacts, l'état d'alerte. L'itinéraire du bâtiment américain « Liberty » a été détourné vers la Méditerranée en passant par Abidjan et l'Espagne pour s'approvisionner en équipements et en effectifs ! Ces équipements étaient très sophistiqués et pouvaient être laissés sur le site choisi pendant longtemps. (1)

Rusk et MacNamara ont convenu, au même moment, lors d'une réunion, de conseiller Johnson de dépêcher le porte-avions « Intrepid » en Méditerranée via le Canal de Suez. Le porte-avions américain devait se positionner en dehors du Vietnam pour être proche d'Israël, en cas de besoin, pendant la crise du golfe d'Aqaba ! Les deux ministres avaient affirmé qu'ils ne s'attendaient point à ce que Nasser s'oppose à la traversée du bâtiment via le Canal (2).

La CIA avait dressé un rapport sur les capacités militaires arabes et israéliennes (3) pour évaluer, en conséquence, l'engagement militaire tant sollicité par les Israéliens par tous les moyens ! Les politiciens israéliens ont toujours affirmé, secrètement et

publiquement, qu'ils ne croyaient point en les Nations Unies et étaient convaincus que toute mesure de l'Assemblée générale – sous sa structure à cette époque qui était différente de la période ayant suivi la guerre de Suez- serait contre Israël ! Ils ont même critiqué U Thant et l'ont accusé d'avoir pris un parti contre eux, en accélérant le retrait de la FUNU et en établissant un rapport pertinent ; Israël avait considéré qu'il travaillait pour l'intérêt de la R.A.U et des Arabes !

Concernant la prédiction d'une attaque et les interrogations de Johnson qui se demandait si le Royaume-Uni avait assez intérêt à soutenir les Etats-Unis « comme des hommes », la réponse était : les Etats-Unis ne s'attendaient pas à ce qu'Israël ait confiance en les assurances de Nasser à U Thant confirmant que la R.A.U n'effectuerait aucune attaque anticipée ni ne voulait rétablir les accords d'armistice. De surcroît, si Israël n'était pas sûr que les Américains le soutiendraient, il attaquerait !

D'ailleurs, un esprit hostile aux Arabes et à Nasser avait dominé la réunion tenue entre Rusk et MacNamara. « Si Nasser réussit à fermer le golfe, il aura remporté une grande victoire ! Nous devons riposté à Nasser et le mettre dans une position où il devra choisir clairement entre la liberté de navigation et la rétractation », a-t-il été dit lors de cette rencontre.

(1) Télégramme du directeur de l'Agence de la sécurité nationale, Caster aux chefs d'états-majors, Washington, 26 mai 1967.

(2) Télégramme de Roster à P. Johnson à Tescas, Washington, le 29 mai 1967.

(3) Mémoire élaboré à la CIA, Washington, le 23 mai 1967. Op.Cit.

Et Johnson de conclure: "Eban n'obtiendra pas tout ce qu'il veut; au congrès, nous sommes tous unanimes à recourir aux Nations Unies et à adopter la proposition des Nations maritimes."(1)

Partant de cela, la déclaration américaine fut promulguée le 26 Mai, ... "les Etats Unis, essentiellement, suivent les procédures constitutionnelles dans toute démarche prise dans les questions ayant trait à la guerre et à la paix. Le secrétaire général des Nations Unies n'a pas été jusqu'ici informé, et même le conseil de sécurité n'a pas encore souligné ce qu'il peut ou ce qu'il ne peut pas faire ou même les mesures qu'il est prêt à prendre bien que les Etats Unis aillent poursuivre les pressions en vue de l'adoption d'une procédure immédiate dans le cadre de L'ONU. Nous avons annoncé, durant la semaine courante, nos visions quant à la sûreté d'Israël et le détroit de Tiran. Quant à ce dernier, nous avons l'intention de suivre les mesures que les Nations maritimes peuvent prendre pour s'assurer de l'ouverture du détroit et du Golfe devant le passage des navires de tous les pays.

Il faut souligner l'importance de ce qu'Israël ne soit le premier à entreprendre les actes d'hostilité et sur le fait qu'Israël ne sera pas seul à moins qu'il ne décide d'adopter unilatéralement cette voie, et nous n'imaginons pas qu'il prendra cette décision". (2)

Au même jour, le 26 mai, l'attaché militaire américain à Tel Aviv a informé son gouvernement que certainement Israël s'approche de la décision d'entreprendre une attaque préventive."

(3)

Sur cette base, toutes les informations des CIA sur l'éventualité d'une agression au Moyen Orient, ont été revues, on est parvenu encore une fois à ce que les Américains ne croient pas dans les allégations israéliennes ayant trait à une éventuelle attaque de la part de l'Egypte contre Israël ! Mais l'inquiétude des Israéliens de la détérioration de leur position stratégique, pourrait les conduire à décider d'attaquer ou de dissuader; et ceci pour des raisons autres que leur inquiétude du blocus du Golfe ou de leurs morts dans les hostilités menées par des Feddayins arabes.

(4)

---

- (1) Mémorandum à enregistrer, le 26 mai 1967.
- (2) La déclaration américaine sur le libre passage dans le Golfe d'Aqaba le 26/5/1967.
- (3) Mémorandum de Rostow à P. Johnson, Washington, le 26 mai 1967.
- (4) Rapport spécial du comité de supervision, Washington, le 26 mai 1967.

Lorsque Johnson s'est entretenu avec Eban, le dernier a dit "La réunion du cabinet israélien le 23 mai est très important" ajoutant: "Nous n'avons pas vécu de tel moment dans l'histoire d'Israël"! Poursuivant l'explication de l'importance économique et politique du Golfe d'Aqaba. Eban a de même passé en revue sa discussion avec de Gaulle qui a souligné: "Tous ces points devront être évoqués entre la France et l'Union Soviétique". Commentant cela, Eban a déclaré qu'il ne s'attendait pas à un soutien français, bien que les Français aient aidé les forces armées israéliennes dans les quelques derniers jours! "La France a fourni tous ses armes à Israël" (1)!

Israël a poursuivi de faire semblant de renoncer à l'initiative d'attaquer l'Égypte et la Syrie, il a commencé à montrer son acceptation des conseils des États Unis sur l'importance de faire preuve de retenue, il a accordé de l'intérêt aux propos du général Hoëller, le commandant des forces américaines qui a déclaré: "Même si la RAU entreprend l'agression des aéroports israéliens, Israël remportera la victoire dans toute guerre"!

Johnson a même informé Abdel Nasser de la rumeur que font circuler ses ennemis: "La RAU et la Syrie planifient d'un moment à l'autre une éventuelle et brusque attaque," l'appelant à faire preuve de retenue (2) !

En même temps, Johnson a concerté avec les dirigeants du Congrès en prévision d'un éventuel recours à la force.

Mccnmara a commencé à penser d'un moyen pour entreprendre l'ouverture des détroits par la force et sur des degrés, et pour mobiliser une grande force en Mer Rouge par l'aide de la flotte



britannique pour que les Etats Unis ne dépendent pas énormément de la sixième flotte (3).

Les Israéliens se sont concentrés sur la planification conjointe avec les Etats Unis, l'échange des informations recueillies par les services de renseignement, les informant qu'Israël ne peut attendre que 10 à 15 jours avant l'attaque! Justifiant ceci d'une manière exagérée: "Les démarches de Nasser peuvent aller jusqu'à des déclarations sur la destruction d'Israël"(4)!

Et depuis le début de la crise, les militaires israéliens font des pressions pour arriver au pouvoir, afin d'entreprendre une attaque préventive contre les pays arabes.

Mémoire de la conversation qui s'est déroulée à Washington, le 26 mai 1967.

Message de Johnson à Abdel Nasser le 26 mai 1967.

Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade américaine au Royaume Uni, Washington, le 26 mai 1967.

Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade américaine en Israël, Washington, le 26 mai 1967.

6- La position d'Abdel Nasser au milieu des menaces du recours à la force:

Dans son discours devant les membres de l'Union des syndicats des travailleurs arabes le 26 mai 1967, Nasser a évoqué la menace israélienne ciblant la Syrie, ainsi que la liaison entre elle et la RAU face à Israël.

Il a évoqué tous les propos soulevés durant les dernières années, "Beaucoup de gens nous ont reproché la présence de la force d'urgence des Nations Unies sur nos terres ! ... j'ai dit à un certain moment : Nous pouvons en une demi-heure demander à la FUNU de partir...

Quant à Charm El Cheikh, certains arabes s'en sont pris à nous à cause de cela; Evoquant Charm El Cheikh signifie effectivement la confrontation avec Israël, entreprendre cette étape, cela signifie que nous devons être prêts à entrer en guerre globale contre Israël ... nous aurons dû en réfléchir de sorte que si un jour, nous pouvons le faire, nous irons à Charm El Cheikh pour confirmer nos droits."

Abdel Nasser a annoncé être mandaté par le haut comité exécutif pour exécuter cette tâche au moment convenable qui n'était que la menace d'agresser la Syrie.

Ajoutant "Nous avons effectivement fait des sorties de reconnaissance et envoyé nos avions en Israël, nous n' y avons trouvé aucune brigade, toutes les brigades israéliennes étaient massées devant la Syrie et aujourd'hui elles sont toutes mobilisées devant l'Egypte hormis quatre brigades stationnées devant la Syrie" !.

Abdel Nasser était toujours conscient de l'essence du problème qui ne réside pas seulement dans Israël mais dans tous ceux qui le soutiennent ... le point essentiel aujourd'hui est que le monde arabe et tous les gens doivent savoir qui est Israël ; Israël est aujourd'hui les Etats Unis ! ... les pays occidentaux adoptent le point de vue d'Israël ... la France en raison de la personnalité du général de Gaulle ... ne s'est rangé à côté des Etats Unis, ni la Grande Bretagne ni Israël...

Le Golfe d'Aqaba était bloqué avant 1956, nous inspectons les bateaux britanniques, américains, français, tous les navires subissaient l'inspection. Après l'agression tripartite, la Force d'urgence des Nations unies est venue en vertu d'une résolution de l'ONU pour assurer le retrait de la Grande Bretagne, de la France et d'Israël du Sinaï. Les Juifs disent qu'ils ont ouvert la navigation maritime, je dis: ils mentent et croient dans leurs mensonges ! Nous nous sommes retirés [du Sinaï] parce que les forces britanniques et françaises nous ont attaqués, cette bataille n'était plus entre l'Egypte et Israël" !

Abdel Nasser a ajouté: "Il est évident que les Etats Unis sont l'ennemi des Arabes parce qu'ils prennent entièrement parti pour Israël. Il est encore évident que la Grande Bretagne est l'ennemi des Arabes parce qu'elle s'aligne complètement au côté d'Israël, et selon ce principe, nous devons traiter nos ennemis ou ceux qui se rangent aux côtés d'eux comme s'ils sont nos véritables ennemis..."

"Il n'est pas question du droit international, pourquoi tout ce vacarme après le blocus du Golfe d'Aqaba?! Et le jour où Eshkol et Rabin ont menacé la Syrie, personne n'a parlé de la paix ni de la menace contre la paix! ...

Lorsqu' Israël menace la Syrie, ils restent muets et la parole est ainsi acceptable et lorsque nous exerçons notre droit légitime ... notre droit que nous exerçons toujours, on trouve un grand tumulte et ils disent que la paix est menacée et ils nous menacent de la guerre" (1)!

Le blocus du détroit d'Aqaba était pour la RAU un changement du fait accompli imposé par l'invasion militaire anglo-françaises en 1956 et pas l'armée israélienne. Avec l'escalade de la situation dans la région, il s'est avéré qu'un affrontement armé entre la RAU et Israël est inéluctable (2).

Le 28 mai 1967, Abdel Nasser a déclaré devant la presse mondiale : "le problème que nous connaissons tous maintenant - politiciens, journalistes et peuples - n'est pas celui des détroits de Tiran ni celui du retrait des forces d'urgence, tous ces problèmes sont des incidents extraordinaires résultant d'un problème plus grand et plus dangereux, c'est le problème de l'agression menée constamment contre une des Nations arabes, en Palestine, et tout ce que cela implique d'une menace établie sans cesse contre toutes les nations arabes... c'est ça le problème original".

Abdel Nasser a ensuite expliqué sa position à l'égard de la question des détroits de Tiran et du retrait des forces d'urgence des Nations Unies disant : "Les détroits de Tiran font partie des eaux territoriales égyptiennes, sur lesquelles nous avons exercés les droits de la souveraineté égyptienne, aucune force quelle que soit sa puissance, ne pourra porter atteinte aux droits souverains de l'Égypte ni les contourner. Toute tentative de ce genre sera une agression contre le peuple égyptien et contre la nation arabe en entière et les agresseurs en subiront des dégâts inconcevables. Le sujet du retrait des forces d'urgence est aussi une chose incontestable. Cette force est venue chez nous dans les circonstances ayant accompagné le complot tripartite et avec notre approbation et sa présence en est tributaire.

Nous sommes revenus maintenant sur cette approbation, et le secrétaire général de l'ONU a accepté, avec intégrité et honnêteté, notre demande; ce sujet est fermé et n'est soumis à aucune discussion.

Discours de Abdel Nasser adressé aux membres du conseil central de l'union des syndicats des ouvriers arabes, le 26 mai 1967, discours de Abdel Nasser, partie I, les pages 208 à 213, référence antérieure.

Heikal "Le choc avec Israël est inéluctable... pourquoi," le 26 mai 1967 référence antérieure.

Et les circonstances dans lesquelles nous avons demandé le retrait des forces d'urgence sont aussi connues pour vous tous. C'est une menace contre la Syrie et il y avait un plan pour l'envahir, il y avait des mesures pour exécuter cette invasion et une date fixée pour cela, alors que les voix des responsables en Israël s'élèvent franchement réclamant la progression vers Damas!

Nous ne pouvions pas rester muets devant la menace ou l'invasion de la Syrie ou autre nation arabe. Alors les forces armées de la RAU auront dû progresser vers les postes où elles peuvent arriver et où elles peuvent dissuader toute agression".

El Abdel Nasser de conclure: "Nous ne considérons pas que toute personne équitable peut qualifier d'agression ou d'en trouver en quelques sortes certaines formes d'agression, tout acte mené de notre part dans les deux dernières semaines. Nos forces sont allées au Sinaï pour dissuader l'agression. Nous avons appliqué sur les détroits de Tiran, les droits souverains de l'Égypte et toute atteinte à ces droits est considérée comme une agression.

Le Golfe d'Aqaba est une terre égyptienne, le Golfe dont la largeur est moins de trois milles, se situe entre la rive du Sinaï et l'île de Tiran...

En 1956, la guerre du suez s'est déclenché, un ordre a été donné le 31 octobre d'évacuer le Sinaï et de s'y retirer pour affronter

l'agression anglo-française. Selon ce principe, toutes nos troupes ont été retirées du Sinaï et nous les y avons envoyées la semaine révolue. Une fois retourné, nous n'exerçons pas nos droits?! Nous laissons nos eaux territoriales sans y exercer notre souveraineté?! Nous avons retourné et nous allons exercer notre droit...

Le passage dans le Golfe d'Aqaba, dans nos eaux territoriales, constitue une violation de notre souveraineté, et c'est un acte d'agression nous adressé et nous allons le confronter fermement. Je pense que si les Etats Unis s'ingèrent dans notre souveraineté, nous confronterons cette ingérence à toute force".

En réponse à la question d'un journaliste sur les principes juridiques sur lesquels repose la RAU dans cette situation, Abdel Nasser a dit: "Certains pays voient que le Golfe d'Aqaba doit être libre pour la navigation internationale et leur point de vue repose sur les accords internationaux, je dis qu'il n'y a pas d'accords internationaux, comment y aura t-il des accords internationaux quand il s'agit de nos eaux territoriales?! Ce golfe était bloqué constamment devant les navires israéliens jusqu'à l'agression menée contre le Suez.

Donc en parlant de nos eaux territoriales, nous avons deux points sur lesquels nous pouvons se reposer ... le premier est que la convention d'armistice conclue entre nous et Israël en 1949, stipule que personne n'utilise les eaux territoriales de l'autre, On savait que ce Golfe faisait partie des eaux territoriales égyptiennes. Donc Israël n'a pas le droit d'en servir...

L'Interdiction des matériaux stratégiques, était la base appliquée même avant 1956, il y a des lois égyptiennes qui définissent en détail ces matériaux stratégiques."

Abdel Nasser a rendu hommage aux pays ayant soutenu la RAU comme l'Union Soviétique et les pays afro-asiatiques; il a qualifié d'"intègere" la position du général de Gaulle soulignant que toute la nation arabe l'appréciait parce qu'elle ne s'aligne au côté d'Israël ni au côté des Arabes... Il était neutre et c'est cette position qui concrétisait l'action dans la politique internationale

des superpuissances, nous voulons que les superpuissances soient neutres".

Quant aux pays qui ont soutenu Israël, souligne Abdel Nasser: "Les Etats Unis, la GB et le Canada viennent en tête de ces pays; C'est normal que l'envoi des unités regroupant des éléments de la marine américaine en Israël pour le défendre une fois il nous agresse, est un acte destiné à nous et à la nation arabe ... Nous n'avons pas de problèmes directs avec les Etats Unis... le problème essentiel est Israël (1)!

Le même jour – le 28 mai – le conseil de la Nation (Majlis Al Umma) a approuvé à l'unanimité la proposition de loi formée d'un seul article mandatant le chef de la république à prendre des décisions ayant la force de la loi dans tous les sujets ayant trait à la sécurité et à la sureté de l'Etat, la mobilisation de toutes ses capacités humaines et financières, le soutien de l'effort militaire et économique national en général et dans tout ce qu'il juge nécessaire dans ces circonstances exceptionnelles."

Commentant ce mandat, Abdel Nasser a dit: "Je ne vous ai pas demandé ce mandat, je vous promets de ne pas l'utiliser qu'en cas d'urgence, mais je vous avancera tous les lois".

Et d'ajouter: "Le tumulte arabe, la révolution arabe et l'agitation des peuples arabes que nous voyons aujourd'hui dans chaque pays arabe et partout, non seulement parce que nous avons retourné au Golfe d'Aqaba ou nous nous sommes débarrassés des forces d'urgence de l'ONU, non ... c'est pour le regain de l'honneur arabe et pour le regain de l'espoir arabe".(2)

Devant l'attitude constante de Abdel Nasser face à toutes menaces d'usage de la force, soit de la part d'Israël ou des Etats Unis et leur allié le Royaume Uni, une question s'est posée aux Etats Unis... comment pousser Abdel Nasser à revenir sur sa position?! Tout cela était de crainte de confronter nombre de questions comme: l'annulation des contrats du pétrole et le blocus du Canal de Suez. (3)

Conférence de presse lors de laquelle Abdel Nasser s'est adressé aux représentants de la presse mondiale le 28/5/1967, discours

de Abdel Nasser, Partie I, les pages de 214 à 249, référence antérieure.

Discours d'Abdel Nasser devant les membres du Majlis Al Umma qui sont allés au palais républicain à Al-Qobbah, le 29/5/1967, référence antérieur, les pages 250 à 254.

Télégramme de Rostow à P. Johnson à Texas, Washington, le 29 mai 1967.

7- Réactions mondiales et arabes après la décision d'Abdel Nasser sur le blocus du Golfe d'Aqaba:

A- Appui arabe et mondial d'envergure à Abdel Nasser:

Après le blocus du Golfe d'Aqaba et le retour à la situation prévalent l'agression tripartite en 1956, les pays arabes ont mené des contacts avec Abdel Nasser; et dans ce cadre, une délégation irakienne sous la conduite du général du corps d'armée également vice-premier ministre, Taher Yehia, une délégation syrienne présidée par le premier ministre, Youssef Zeain et le ministre Koweïtien des affaires étrangères, Sobah Al Ahmad sont arrivés à la RAU.

L'appui arabe à la position de la RAU dans cette crise a continué, le conseil des ministres syrien a appuyé la décision du Caire; Abdel Nasser a de même rencontré le colonel al-Zobéri, chef d'état major de l'armée algérienne, qui lui a remis un message du président Boumediene. Le représentant personnel d'Al Hassan II Ahmad Bala Frey est arrivé au Caire et a remis à Nasser un message du Roi du Maroc.

Le ministre yéménite des AE, Mohamad Sallam a remis un message de Abdallah Al Sallal à Abdel Nasser qui a également reçu un message de l'émir Abdallah Al Moubarak Al Sobah dans lequel il annoncé l'octroi d'un million de dollars aux forces armées égyptiennes; des avant-gardes de l'armée Koweïtienne sont arrivés à une base aérienne égyptienne. Abdel Nasser a reçu une délégation soudanaise porteuse d'un message du chef du conseil de la souveraineté, Ismail Al Azhari et du premier ministre, Mohamad Ahmad Mahgoub qui proposent l'envoi en Egypte des troupes des forces armées soudanaises. Le ministre

mauritanien des AE est aussi arrivé au Caire et s'est entretenu avec Abdel Nasser. Un échange de missives a eu lieu entre Abdel Nasser et les chefs d'Etats africains et asiatiques, ceux de l'Europe de l'Est et de L'Amérique latine qui ont appuyé la RAU dans cette démarche pour récupérer ses droits dans le Golfe d'Aqaba; L'Union Soviétique, la chine et la Yougoslavie étaient parmi ces pays les plus proches à l'Egypte (1).

Le gouvernement soviétique a annoncé son plein appui aux pays arabes prévenant qu'elle confrontera toute agression contre eux.

La situation était comme suit: Israël, appuyé par les Etats Unis le Royaume Uni, le Canada et nombre de pays occidentaux, est en face de la RAU, la Syrie et la Jordanie en premier lieu, puis interviennent les pays arabes qui ont mobilisé leurs peuples au vu de l'approche de la confrontation arabo-israélienne, recevant l'appui de l'Union Soviétique et ses alliés.

(1) Rapport sur les discussions de Josef Tito avec l'ambassadeur de la RAU, Abuzeid à Vanga, le 30 mai 1967.

Mais la balance penche ici pour Israël, parce que les Etats Unis – comme il s'est avéré, réservaient un traitement particulier à Israël partant de la livraison d'armes et de munitions jusqu'au soutien militaire apporté de la 6e flotte américaine en Méditerranée, de concert avec des unités de la flotte américaine en Mer rouge en sus d'un plein partenariat en matière de données et de renseignements!

B- Le Roi Hussein arrive au Caire:

Le 30 mai matin, un avion militaire piloté par le Roi Hussein est arrivé à l'aéroport de la base militaire d'Almazah au Caire, Abdel Nasser était à son accueil, une séance d'entretiens a eu lieu tout de suite entre les deux leaders.

En effet, cette visite était une surprise pour tous et ce au vu de la détérioration des relations entre Le Caire et Aman pendant des années depuis le déclenchement de la révolution yéménite le 26 Septembre 1962, lorsque la Jordanie a soutenu l'attitude hostile de l'Arabie Saoudite à cette révolution; Le Roi Hussein a même aidé militairement le Roi Séoud Ben Bayçal contre les forces



égyptiennes qui sont allées au Yémen pour défendre sa révolution à la demande de ses dirigeants.

En général, Abdel Nasser a entamé la rencontre par un reproche. Abdel Nasser: Nous nous sommes parvenus à une rupture totale des relations après que la Jordanie a emboîté le pas au roi Fayçal qui adopte une position reposant sur l'idéologie de l'islam; aussi bien que la guerre cruelle entre nous à cause de Fayçal et la question du Yémen ensuite la propagande contre la RAU. Acceptes-tu le pouvoir de l'Imamat Zaydite au Yémen?!

Hussein: Non..!

Abdel Nasser: Est ce que je délaisse les Yéménites aux Britanniques, et le Roi Fayçal faisait ce qu'il veut et al-Badr retourne?! C'était votre politique au début; puis vous êtes revenues sur votre reconnaissance du Yémen et vous avez rétabli les relations avec l'Allemagne occidentale... etc!

Notre rencontre aujourd'hui et nos discussions sont un miracle de Dieu; parce que nous sommes arrivés, par la position que nous adoptons, à une voie sans retour et vous aussi!...

Aujourd'hui, Israël doit faire une certaine action, sinon, il n'existera plus! Et vous demandez, pendant des années, le blocus du Golfe d'Aqaba, Vous ne savez pas que le blocus du Golfe d'Aqaba signifie la confrontation avec les Etats-Unis et non pas les Juifs?!

Je sais que le blocus du Golfe d'Aqaba signifie la confrontation avec les USA... une grande confrontation allant jusqu'à la guerre, mais la confrontation avec les Juifs mène certainement à la guerre! Pourrai-je bloquer le Golfe d' Aqaba sans être prêt à la guerre?! Voulez-vous que je me lance dans une bataille avec les Juifs et je perds?! Parfois, en écoutant la radio, je sentais que vous espérez que je me lance dans une bataille avec les Juifs et qu'ils la remportent!

Nous n'avons pas préparé à l'avance ce qui s'est passé, au contraire, je me préparais pour une vacance... la situation était comme suit... nous avons eu des informations certaines sur une mobilisation des troupes israéliennes devant la Syrie et qu'elles envisagent attaquer la Syrie l'envahir et y occuper une région et

de ne s'y retirer qu'après l'imposition de leur conditions et l'appel de l'Interpol!

Nous avons immédiatement contacté les Syriens, nous avons trouvé chez eux des informations sur cette mobilisation; en ce moment le commandement arabe unifié a été notifié de cette mobilisation. Les juifs disent: non... pas de mobilisation.

Nous avons recueilli des informations de l'intérieur d'Israël, de la Knesset, que cette dernière a effectivement examiné avec le comité de sécurité une agression contre la Syrie et qu'ils ont fixé une date!

Nous devons ainsi réagir, je sais que nous sommes prêts à engager une bataille avec Israël et nous pouvons le confronter selon ce principe, nous avons déplacé nos troupes vers le Sinâï c'était la situation en bref.

Hussein: Israël reçoit un soutien et il n'est qu'une tête de pont; la confrontation est inéluctable et indiscutable soit nous avons restitué notre droit ou nous avons résisté contre les opérations d'expansion. Notre nation arabe - avant tous ses problèmes et ses difficultés - tôt ou tard, la balance penchera en faveur d'elle et se débarrassera du danger d'Israël, raison pour laquelle notre ennemi nous entraînera à une bataille pour en finir du danger.

Abdel Nasser: les Américains et les britanniques sont avec les Israéliens!

Amer(1): Quelle est la situation aujourd'hui, toutes les troupes israéliennes sont massées devant le front sud !

(1) Le maréchal Abdel Hakim Amer, vice-commandant suprême des forces armées en RAU.

Hussein: Selon nos estimations, la confrontation avec Israël est indispensable. Dès le début, j'ai douté qu'Israël pourrait être à l'origine de ces incidents, mes doutes sont toujours les mêmes. Je pense qu'ils ont élaboré un plan pour justifier au monde leurs actes, leur attitude envers la Syrie est la même(1).

Le chef de l'Organisation de la libération de La Palestine, Ahmad Al-Shuquayri a rejoint la réunion, le dialogue était comme suit :

Abdel Nasser: Nous pensons que les Juifs, feront la guerre inéluctablement, sinon ils ne seront plus! Qu'en penses-tu?

Al-Shuquayri: Nous aussi pensons qu'ils feront la guerre.

Abdel Nasser: Nous pensons aujourd'hui que votre front doit s'unifier pour votre grande cause: la cause palestinienne. Le passé est passé, Nous devons tourner la page... L'intérêt suprême des Arabes exige cela... Nous nous unifions et nous considérons que l'engagement de la Jordanie dans le combat est une démonstration au monde entier qu'elle s'oppose à Israël... tout différend entre l'OLP et Hussein prend fin, une pleine coopération doit avoir lieu entre les deux côtés.

[Abdel Nasser a regardé Al-Shuqayri lui disant] tu iras demain en Jordanie au lieu d'aller seulement à Gaza !

[Abdel Nasser s'est adressé ensuite au Roi Hussein, disant] c'est permis ou non?! Nous et le roi Hussein étions dans la même situation que celle qui était entre vous et lui; les choses commencent de telle manière puis elles se règlent, la bataille aujourd'hui est plus grande...

Hussein: Cette bataille est celle du sort... l'avenir de la Palestine, ce qui était entre nous et le frère Ahmad a pris fin(2).

C'est ainsi que l'unification des factions de la résistance dirigée par Ahmad Al Shuqayri a eu lieu, leurs problèmes ont été de même réglés avec le roi Hussein, et ils ont convenu d'œuvrer ensemble face à leur seul ennemi ... Israël.

Procès – verbal de la réunion d'Abdel Nasser avec le roi Hussein le 30/5/1967.

Procès verbal de Nasser avec le roi Hussein et Al Shuquayri le 30/5/1967.

Le même jour, le 30 mai, la RAU et la Jordanie ont décidé de signer un traité de défense mutuelle. A cette occasion, Abdel Nasser a prononcé une allocution: "Nous relevons aujourd'hui un défi... ce défi n'est pas Israël seulement, mais il est celui de ceux qui le soutiennent; voire le défi d'Israël, des USA et de la GB... Les Arabes doivent s'unifier pour relever le défi ils

doivent défendre leurs droits, pour les confirmer et pour défendre la dignité arabe".

Puis Abdel Nasser a dit: "Nous avons convenu aujourd'hui sur les plans politique et militaire et nous nous sommes mis d'accord sur toutes les choses; c'est un acte qui renforcera la puissance de la nation arabe tout entière... la question ne réside pas dans le golfe d'Aqaba mais la question est celle des droits du peuple palestinien...

Ce traité a unifié les forces armées jordaniennes et les forces armées ici en Egypte, c'est ainsi que nous serons comme un seul homme sur la ligne de feu"(1).

Concernant l'impression du roi Hussein après cet entretien qui a eu lieu au Caire, il est devenu convaincu que Abdel Nasser ne reviendra pas sur sa décision dans la question du détroit de Tiran et ce conformément à ses discussions avec Burns, l'ambassadeur des USA à Amman; le roi Hussein a même souligné ... "Nasser pense que les USA ont le pouvoir d'interdire à Israël d'aller à la guerre". Ajoutant..." Nasser et tous les Arabes espèrent ardemment que les USA n'entreprennent aucun acte contre les Arabes en cas du début de l'agression." Abdel Nasser révèle au roi Hussein: "Si les USA interviennent par un acte contre la RAU, je suis prêt de solliciter l'aide des Soviétiques".

Le roi Hussein a commenté: "Nasser est convaincu que si l'administration américaine entreprend un acte hostile contre la RAU, Les Soviétiques lui apporteront le soutien requis"!

Le roi Hussein; en tant qu'ancien ami des Américains, a demandé au gouvernement américain de promulguer un communiqué clarifiant la politique des USA envers la crise et englobant essentiellement une confirmation des USA sur leur désir d'être neutres avec toutes les parties du conflit et de ne pas être responsables du déclenchement de l'agression au Moyen-Orient, n'y être impliqués et de s'opposer à toute partie qui déclare la guerre(2). Certainement les USA n'ont pas adopté cette ligne politique lorsqu' Israël a initié l'attaque!

(1) Discours de Abdel Nasser le 30 mai 1967, Discours de Abdel Nasser partie I, les pages 255-256, référence antérieur.

(2) Télégramme de l'ambassade en Jordanie au département d'Etat à Amman le 31 mai 1967.

Le 4 juin, l'Irak a joint le traité de la défense mutuelle entre l'Egypte et la Jordanie, et ce lorsque le premier ministre irakien, Taher Yehya est arrivé au Caire pour cet objectif.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de l'adhésion de l'Irak au traité, Abdel Nasser a annoncé : "Le premier ministre britannique Mr. Wilson, a parlé hier du retour des forces d'urgence de l'ONU, je dis qu'il vit dans un moment passé il y a deux semaines! Ces forces n'ont plus et ont quitté notre pays et n'y reviendront encore une fois"!

Abdel Nasser a parlé également du droit de la RAU dans le Golfe d'Aqaba... "Certains réclament la publication d'un accord de la part des Nations maritimes! Nous n'allons reconnaître aucun communiqué publié par les nations maritimes et nous considérons même ce communiqué comme un acte hostile à notre souveraineté et nos droits légitimes, et nous le considérons comme le prélude d'un acte militaire et nous confronterons toute agression...

L'unité de l'action arabe nous a réalisé le respect et la dignité, toutes les forces soutenant Israël doivent savoir que leurs intérêts sont chez les Arabes et pas chez Israël"(1)!

(1) Allocution de Abdel Nasser à l'occasion de l'adhésion de l'Irak au traité de la défense mutuelle entre la RAU et la Jordanie, le 4 juin 1967, Discours de Abdel Nasser, partie I, les pages 257-259 référence antérieure.

8- La Crise du Moyen – Orient à l'ONU le 20 mai 1967:

Le litige sur le Golfe d'Aqaba à été avancé au Conseil de sécurité le 20 mai 1967, les USA lui ont avancé un projet de résolution, appelant toutes les parties de renoncer aux actes de guerre ou tous autres actes qui occasionneront la montée de la tension. L'objectif essentiel de la stratégie des USA en ce temps là, est de revenir au statu quo prévalant lequel ayant trait à la

navigation vers Eilat, voire avant le blocus du Golfe d'Aqaba devant les navires israéliens, autrement dit les USA on adopté totalement l'attitude d'Israël dans cette crise !

La France a adopté unilatéralement un avis différent de celui des Américains et leurs alliés. L'attitude de la France était: la passation d'une décision non approuvée par l'Union Soviétique au Conseil de sécurité sera de nature à compliquer l'affaire et à rendre les négociations plus difficiles !

Le point de vue américain était généralement, "Le recours à la force si les plans de la RAU ne seront pas déjoués, soit moyennant Israël en vertu de l'article 51 de la charte de l'ONU ou via un groupe maritime international qui ouvrira le détroit, ou par les deux moyens."

Le roi Hussein a exprimé son avis envers la situation dans un message oral adressé à Johnson: "Les USA risquent d'être hostiles au monde arabe tout entier et de perdre totalement toute influence dans la région pendant un temps indéterminé, et ceci parce qu'ils se rangent au côté d'Israël en ce qui concerne le détroit de Tiran et les questions y afférentes"!

Les Etats Unis ont reconnu le contenu du message, et les deux côtés ont convenu de n'épargner aucun effort pour renoncer à tout aspect reflétant l'appui américain à Israël face aux Arabes; surtout la confrontation entre la RAU et Israël, de rester neutre dans ce conflit et d'intervenir seulement si une agression a eu lieu; sinon les Etats Unis payeront une haute facture dans les domaines politiques, économiques, même dans leurs autres relations avec le monde arabe et aussi l'équilibre des puissances dans la guerre froide(1).

Mais... Est ce vraiment ce qui s'est passé? Ou les Etats Unis n'ont pas pu vraiment que de s'aligner totalement pour Israël ouvertement et en cachette?!

Une polarisation internationale dont craignent ouvertement les Etats Unis est parue et devenue certaine, durant cette période au sein et à l'extérieur de l'ONU.

(1) `Télégramme de l'ambassade américaine à la RAU au Département d'Etat au Caire, le 26 mai 1967.

## 9- Escalade des confrontations israélo-arabes:

Durant cette période, les USA et la Grande Bretagne complotaient d'ouvrir forcément le Golfe d'Aqaba! Le Pentagone a proposé plusieurs voies possibles pour sonder les intentions d'Abdel Nasser ayant trait au passage libre dans le détroit de Tiran et le Golfe d'Aqaba. Ces voies sont axées sur la prospection par des troupes américaines et britanniques des détroits de Tiran.

Le Pentagone a réalisé que de grands risques pouvaient résulter de ces déplacements militaires qui contribueraient facilement à une escalade qui menait à un conflit militaire arabo-israélien d'envergure, ou à une confrontation entre les USA et la RAU.

Le Pentagone a aussi prévenu du recours à cette solution militaire à moins que l'administration américaine ne soit prête aux réactions arabes et mondiales(1)!

Donc, il était évident que les USA s'enlisaient dans le conflit entre Israël et les Arabes complètement pour le compte de la première partie et s'apprêtaient militairement en cas d'application d'un des deux objectifs; soit l'ouverture du Golfe d'Aqaba forcément ou le soutien d'Israël militairement ou par les données et les renseignements s'il entreprenait une agression contre les pays arabes.

Quant au scénario américain, en ce temps là, avec l'Union soviétique, Johnson a envoyé plusieurs messages à Kossyguine avant l'attaque israélienne pour assurer sa neutralité(2), et par conséquent la non transformation de la situation à une polarisation: l'Union Soviétique et les Arabes d'un côté les Etats Unis et Israël, de l'autre côté.

Je peux dire ici que les Américains ont eu recours à une grande duperie dans ce conflit pour préserver leur statut et leurs intérêts surtout que la guerre se déroulait toujours au Viêtnam. Le scénario américain a commencé par ce propos "le côté, qui initiera l'agression, ne recevra pas l'aide des Etats Unis"; c'est ainsi que les USA avaient contacté les deux parties du conflit pour les informer de ce scénario.

D'autre part, les Américains étaient confiants qu'Israël serait le côté à initier l'agression; ils l'avaient même soutenu par les aides militaires et économiques et l'avaient appuyé par la 6e flotte dont des pièces seraient sur le quai vive si le côté israélien subissait des pertes.

Mémoire de Hopper à Mc Namara, Washington, le 28 mai 1967 JSC Paper sur les USA, les actions militaires ayant trait aux détroits de Tiran.

Echange des messages entre Johnson et Kossyguine les 22, 27 et 28/5/1967.

Le 27 mai, Johnson a envoyé un message à Eshkol, lui informant le contenu du message de Kossyguine: "Si Israël entreprend un acte militaire, les soviétiques apporteront l'aide aux pays arabes agressés... l'Union Soviétique nous exhorte de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le non déclenchement d'un acte militaire et... ils confirment de prendre toutes les mesures dans le même sens... "En répondant aux Soviétiques, j'adopterai certainement votre point de vue qui est similaire au notre sur la nature internationale du golfe d'Aqaba et le détroit de Tiran"(1).

Les USA n'ont pas seulement trompé l'Union Soviétique mais aussi le Royaume Uni, Et en ce sens, Johnson a rencontré l'ambassadeur britannique à Washington Rostow le 29 mai pour lui dire: "Tant que les Israéliens ont décidé de ne pas entreprendre l'agression, donc les USA sont prêts à amorcer les étapes suivantes pour désamorcer la crise!

Le 30 mai, Eshkol a envoyé un message à Johnson en voici le contenu: "Je salue la confirmation des USA sur la prise de toutes les mesures nécessaires pour ouvrir les détroits de Tiran devant la navigation internationale et je sais que les USA et la GB œuvrent, d'une manière urgente, pour préparer les côtés militaires d'un plan défendant la navigation internationale... Je compte sur ton amitié et sur tes principes en matière de légitimité internationale, et aussi sur tes confirmations sur la



capacité des USA à rouvrir les détroits en cas d'urgence... j'ai prôné, de manière urgente, un communiqué américain de solidarité avec Israël en cas d'agression. J'ai de même demandé, en sus de la coordination entre les services de renseignement que tu as approuvée, une coordination immédiate entre les troupes des USA au Moyen-Orient et celles de l'armée de défense israélienne...

Sans mesures tangibles, l'engagement des USA d'assurer la sécurité d'Israël, demeure moins crédible et moins résolu que ce qu'il devrait être... vos propos à M. Eban sur ta position fidèle aux engagements américains envers Israël, m'ont touché.

La Place grandissante du Président Nasser avait effectivement des conséquences néfastes en Jordanie. Ceci a été confirmé par le traité conclu entre le Président Nasser et le Roi Hussein au Caire. Le temps est convenable pour confronter Nasser via une politique de confrontation plus ferme et décisive"(2).

(1) Message de Johnson à Eshkol, le 27 mai 1967.

(2) Message d' Eshkol à Johnson, le 30 mai 1967.

Le 31 mai le département d'Etat américain, a élaboré un projet de déclaration des nations maritimes confirmant le point de vue israélien sur le droit du passage des navires israéliens dans le détroit de Tiran. Le projet néglige complètement la position de l'Egypte qui considère que le détroit fait partie des eaux territoriales de la RAU(1).

Le 1er juin, Eshkol a envoyé un message à Kossyguine se plaignant des activités militaires égyptiennes et syriennes sur les frontières avec Israël; lui suppliant d'adopter une attitude appuyant Israël(2).

Le 2 juin, le conseil des ministres français a promulgué un communiqué en voici le contenu "l'Etat, qui entamera le port d'armes, quelle que soit sa place, ne bénéficiera de l'approbation française de ses actes ni même recevra son appui".

Dans ce climat de crise et de guet entre Israël et les pays arabes, le 2 juin Abdel Nasser a envoyé un message à Johnson, en

réponse au message lui envoyé le 26 mai, dans lequel, Nasser a salué toute tentative conjointe pour établir un certain genre de réflexion qui au moins contribuerait à dissiper une partie des nuages fabriqués qui tentent de qualifier de "péché" la pratique du droit et de qualifier d'"agression" le droit de défense"! Nasser a expliqué dans le message, l'attitude de la RAU envers la crise dès son déclenchement; les raisons des déplacements de l'armée égyptienne vers les frontières via le Sinaï, puis il a demandé le retrait des forces d'urgence de l'ONU afin que les forces armées égyptiennes assument le rôle de la défense. J'ai de même expliqué que le blocus des détroits de Tiran était logique, et que la RAU y exerce ses droits de souveraineté aussi bien que sur les eaux territoriales égyptiennes au Golfe."

En ce sens, Abdel Nasser lui a fait rappeler du statu quo prévalant l'agression tripartite en 1956, lorsque la RAU a exercé ses droits juridiques à l'égard des navires israéliens dans les détroits et le Golfe et que ces droits sont incontestables.

Commentant le message d'Abdel Nasser avant de le remettre à Johnson le 3 juin, Walt Rostow a dit: "La réaction de Abdel Nasser est très obstinée"! Mais il est prêt à recevoir le vice-président américain, Hubert Humphrey ou à envoyer le vice-président égyptien, Zakareya Mohyedin; Johnson a accepté de l'inviter à se rendre aux USA.

Projet de déclaration des Nations maritimes, le 31/5/1967.

Message d'Eshkol à Kossyguine, le 1er juin 1967.

Message d'Abdel Nasser à Johnson le 2 juin 1967.

En même temps, Johnson a envoyé un message à Eshkol lui résumant ses contacts avec Wilson au profit d'Israël disant: "J'ai confirmé ouvertement cette semaine nos avis concernant la sûreté d'Israël et le détroit de Tiran" Johnson a parlé ensuite des efforts des USA avec les nations maritimes pour ouvrir forcément le Golfe et le projet de déclaration des nations maritimes qu'il a distribué aux gouvernements des dites nations.

Johnson a également affirmé dans son message: "Israël ne sera pas seul que s'il décide de réagir unilatéralement(1).

Ceci a-t-il eu lieu effectivement après qu'Israël a entrepris l'attaque contre la RAU, la Syrie et la Jordanie le 5 juin?! Ou le complot conjoint a été totalement mis à exécution?! Ce qui rend la situation plus évident, est que le conseil de sécurité nationale aux USA a envoyé un rapport à Johnson le 3 juin estimant qu'Israël aura une supériorité aérienne au Sinaï dans un ou deux jours; ceci dépend du côté qui initiera l'attaque. En même temps, Israël peut endiguer toute attaque de la part de la Syrie ou la Jordanie durant cette période. Le rapport confirme que si la guerre est retardée une semaine, la situation en Israël se sera détériorée (2).

Deux Messages de Johnson à Eshkol, les 3 et 4 juin 1967.

Mémoire de Robert N. Gins, membre du conseil de sécurité nationale à l'assistant du président (Rostow), Qui remportera la guerre? Israël ou la RAU, Washington, le 3 juin 1967.

II: Le lundi 5 juin 1967 ... plus longue journée dans l'histoire moderne des Arabes!

1- Israël entreprend l'attaque:

Le lundi, 5 juin, les avions de guerre israéliens ont attaqué intensément tous les aéroports de la RAU, le survol des unités - que j'ai vu certaines d'entre elles dans la province d'Héliopolis - était à très basse altitude pour éviter les radars égyptiens.

Le commandement suprême des forces armées égyptiennes a immédiatement publié un communiqué, dans lequel il a annoncé le début de l'agression aérienne, terrestre et maritime, sur le front égyptien, l'état d'urgence a été décrété dans le pays.

J'ai immédiatement réalisé que le complot a commencé à être exécuté, au premier plan, contre Abdel Nasser et par conséquent contre la nation arabe toute entière... un complot militaire, politique et sur le plan des renseignements !

Israël aura t-il l'audace d'attaquer l'Egypte, la Jordanie et la Syrie en même temps sans être soutenu jusqu' au bout par les USA?!

Israël se lancera dans une guerre sans les avions, les missiles et les armes lui fournis volontairement par les USA la GB, l'Allemagne et la France?! Et sans l'aide économique américaine?! Qu'est ce qui serait arrivé, si l'Egypte lançait la première attaque militaire contre Israël? Les USA accepteraient-ils un coup comme celui leur assené par les dirigeants d'Israël qui faisaient fi aux conseils américains sur l'importance de faire preuve de retenue?! Ou bien Israël et les USA avaient convenu secrètement de ce qui est arrivé et les Américains ont fait semblant d'être surpris par l'attaque; Rusk a même informé Moscou: "Nous ne savons pas la partie ayant entrepris l'attaque(1)?"!

Les USA bénéficient d'un double avantage de cette manœuvre...

A- De ne pas soulever l'Union Soviétique qui a agit lentement dès le début de la crise.

B- De ne pas entraîner la menace de leurs intérêts dans le monde arabe surtout dans les pays du pétrole.

Selon la version américaine, Rusk a contacté Johnson a 5h 00 et lui à récité l'esquisse d'un message à envoyer à Gromyko qu'il a pensé d'envoyer sans attente pour qu'il soit clair la partie responsable de la guerre!

(1) Mémoire de l'appel téléphonique ayant eu lieu entre Rusk et l'ambassadeur britannique (Dean), Washington, le 15 juin 1967.

Dans un rapport américain, Rusk dit: "Selon moi intuition, les Israéliens sont eux à commencer la guerre! Rusk attendait un message direct du gouvernement israélien(1)!"

Et ici je ne discuterai pas le scénario américain dévoilé, mais je laisse la CIA décrire ce qui est arrivé...

"Israël a tiré aujourd'hui les premiers coups et malgré cela les Israéliens répondent aux déplacements des forces de l'air et des forces blindées égyptiennes envers Israël; ce qu'ils ont qualifiés d'attaque! Le Caire annonce qu'Israël a attaqué l'Egypte(2)".

Dans le cadre des séries de mensonges israéliens, s'adressant à l'ambassadeur américain à Tel Aviv, Eban a prétendu que les forces terrestres égyptiennes aient entrepris la guerre par l'attaque des troupes israéliennes stationnées sur les frontières(3).

En Jordanie, le roi Hussein s'est réuni avec les chefs des missions diplomatiques, et leur a dit: "La Jordanie est en état de guerre et les forces armées jordaniennes sont devenues sous le commandement de la RAU".

Le roi Hussein a de même parlé, lors de réunion, de la participation des avions de guerre étrangers au combat lancés depuis des porte-avions en Méditerranée(4)!

Au matin du 5 juin, Eshkol a envoyé un message au roi Hussein, lequel a été remis par le chef d'Etat major de l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve (UNTSO), lui demandant de s'abstenir aux hostilités militaires. En Voici le texte: "Nous procédons actuellement à des opérations défensives sur le front égyptien, nous ne nous enliserons à aucun acte contre la Jordanie à moins qu'elle ne nous attaque. Si la Jordanie opte pour l'attaque d'Israël, nous nous lancerons à toute force dans une guerre contre elle(5).

Au même jour, Le Caire a rompu tous ses rapports avec les USA à cause de leur soutien à l'agression sioniste, un décret républicain a été rendu public le 8 juin, stipulant la mise sous séquestre de l'Université américaine au Caire.

Editorial, Washington, le 5 juin 1967.

Mémoire préparé à l'Office des renseignements à la CIA, Washington, le 5 juin 1967.

La guerre arabo-israélienne : Qui tirera le premier coup de feu?

Ibid.

Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade en Jordanie le 5 juin 1967.

Ibid.

2- La gestion internationale de la guerre:

Lorsque nous lisons les documents sur l'agression du 5 juin 1967, nous découvrons - comme Abdel Nasser a dit - que cette agression n'était pas un acte autonome et unilatéral de la part d'Israël, mais elle était une guerre déclenchée au Moyen-Orient et gérée par des parties internationales dont les plus éminentes étaient les USA, l'Union Soviétique et la Grande Bretagne et aussi les nations maritimes qui ont été mobilisées pour recourir à la force afin d'ouvrir le Golf d'Aqaba.

La situation est finie – comme nous l'avons cité – par une polarisation bilatérale : les USA soutiennent Israël alors que l'Union Soviétique se range à côté des Arabes.

Parmi les aspects de la neutralité factice américaine : la convocation au département d'Etat américain, de tous les ambassadeurs arabes à Washington immédiatement après le début de l'agression israélienne contre l'Egypte et la Jordanie. Ceux – ci ont été notifiés de l'attitude des USA qui ont servi de leur influence pour prôner les parties de faire preuve de retenue et pour éviter qu'un premier coups de feu ne soit tiré surtout sur la RAU(1).

Après le déclenchement du combat le 5 juin, Johnson a publié un communiqué dans lequel il a prétendu que les faits n'étaient pas clairs surtout en ce qui concerne la partie ayant débuté les accrochages militaires; appelant toutes les parties à soutenir la résolution du conseil de sécurité sur le cessez immédiat du combat(2).

Télégramme du Département d'Etat à tous les postes, Washington le 5 juin 1967.

Communiqué de Johnson, le 5/6/1967.

L'Egypte a tenu à notifier les Américains qu'Israël avait tiré le premier coup de feu et avait tenté de duper l'opinion publique mondiale prétendant que les troupes de la RAU étaient les initiatrices au Sinai!

Les Américains réalisaient qu'Israël était l'initiateur, en fait, le début était un raid israélien sur la Zone du Canal de Suez et l'aéroport d'al Arich au nord-est du Sinäi.

Plus que ça, Israël a poursuivi le camouflage et le mensonge; la radio de Tsahal a prétendu que les troupes israéliennes s'accrochaient avec les forces armées égyptiennes qui se dirigent vers le sud d'Israël! Les avions de guerre égyptiens ont été détectés par les radars en direction des côtes israéliennes! Ce qui n'était pas du tout réel.

Eban a confirmé ces allégations en informant l'ambassadeur des USA à Tel Aviv, Harbour, que les forces terrestres égyptiennes avaient débuté la guerre par le bombardement des villages situés sur les frontières! Il a ensuite envoyé un communiqué officiel israélien à l'ambassade des USA, dans lequel, ils ont prétendu que la quatrième division blindée et une unité de force mobile, avaient conjointement attaqué le sud d'Israël en direction de la Jordanie! Et que les forces armées israéliennes s'étaient déplacées pour s'accrocher avec elles(1)!

En même temps, Eshkol a envoyé un message à Kossyguine répétant la même allégation: Ce sont les forces égyptiennes qui ont initié l'attaque d'Israël(2).

Avec le début des opérations militaires, les Américains étaient soucieux au premier plan, de maîtriser la réaction des Soviétiques; pour eux, la dernière chose à imaginer étaient la confrontation avec les Soviétiques au Moyen-Orient!

Au premier jour des accrochages, Johnson a envoyé un message à Kossyguine, en voici le contenu: "Nous appuyons, à toute force, toute démarche pour mettre fin rapidement au conflit militaire déclenché au conseil de sécurité de l'ONU, qui se réunira dans une heure, et nous sommes convaincus que vous faites la même chose"(3).

En réponse au message de Johnson, Kossyguine a dit: "le gouvernement soviétique est persuadé que toutes les superpuissances doivent œuvrer pour un cessez immédiat du conflit militaire"(4).

Mémoire élaboré à l'Office des renseignements de la CIA, Washington, le 5 juin 1967. Op.Cit.

Message d'Eshkol à Kossyguine le 5/6/1967.

Deux messages de Johnson à Kossyguine le 5/6/1967.

Message de Kossyguine à Johnson, le 6/6/1967.

D'autre part, Eshkol a tenu à exploiter le point sensible pour les Américains; le même jour, il a aussi envoyé un message à Johnson en voici le contenu: "Les USA feront tout le nécessaire pour empêcher l'Union Soviétique d'exploiter le conflit et d'élargir son étendue ... en ce moment critique, je dois accueillir favorablement toute concertation étroite entre les gouvernements de nos deux pays sur tous les niveaux(1).

Ces revendications interviennent certainement après les mensonges intentionnels d'Eshkol sur le risque d'agression "méchante" de la part de Nasser et la décision israélienne sur le recours au combat pour la confronter ! Ainsi que les informations fabriquées sur un bombardement au char mené par l'Egypte contre des villages israéliens – ce qui n'était absolument réel – et les allégations apportées sur l'anéantissement d'Israël et l'abstention de l'ONU à empêcher cela.

Au deuxième jour de la guerre le 6 juin Kossyguine a envoyé un message à Johnson, dans lequel il a demandé: "un cessez du feu immédiat, le retrait des troupes derrière la ligne d'armistice" ... espérant que le gouvernement américain soutient cette demande approuvée au Conseil de sécurité, laquelle est appuyée par le gouvernement soviétique(2).

Répondant le même jour, Johnson a dit: "Les ambassadeurs de nos deux pays ont approuvé une courte résolution réclament un cessez-le-feu comme première étape... ce que le conseil de sécurité a adopté à l'unanimité"(3).

L'ignorance par Israël de la résolution du conseil de sécurité sur un cessez-le-feu, a entraîné l'échange de davantage de messages entre Kossyguine et Johnson qui révèlent chacun la partie qu'il appuie(4). La partie soviétique a affirmé l'importance que les USA exercent des pressions sur Israël pour s'engager au cessez-le-feu; le 10 juin, l'Union Soviétique a rompu ses relations avec



Israël! Mais après quoi?! Après que les Américains ont démontré, par la duperie et la manœuvre, leur supériorité sur l'Union Soviétique dans ce conflit mondial.

Message d'Eshkol à Johnson le 5/6/1967.

Message de Kossyguine à Johnson le 6/6/1966.

– Message de Johnson à Wilson sur ses efforts au Conseil de sécurité pour un cessez – le – feu, le 5/6/1967.

Message de Johnson à Kossyguine le 6/6/1967.

Messages échangés entre Kossyguine et Johnson les 7, 8 et 10/6/1967.

En effet, les USA ne se sont pas seulement rangés à côté d'Israël mais ils ont adopté une politique deux poids deux mesures à l'égard de l'attaque israélienne contre les pays arabes; Bien qu'ils aient encouragé l'agression israélienne contre la RAU et affiché leur volonté de changer le régime d'Abdel Nasser, ils ont toutefois exercé des pressions pour stopper l'agression israélienne intense contre la Jordanie et pour restreindre la fuite des Palestiniens de la Cisjordanie !

Les USA estimaient que le maintien du régime du roi Hussein était important pour la stabilité de la région; ils ont informé le gouvernement israélien de l'importance du cessez-le-feu sur le front jordanien à la demande de son gouvernement(1).

Je 7 juin, la Jordanie a accepté la résolution du Conseil de sécurité sur un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de toutes activités militaires dans la région; Mais Israël a poursuivi les actes militaires en vue d'anéantir l'armée jordanienne!

Concernant la RAU, l'attitude américaine partielle pour Israël, le fait que Johnson n'a pas tenu ses promesses au côté qui initie le tir de coups de feu – voire Israël – en sus des informations sur la participation des avions américains à l'attaque d'envergure menée contre tous les aéroports de la RAU et la Jordanie, le 6 juin matin depuis les porte-avions américains déployés dans l'est de la Méditerranée; tout cela a entraîné l'administration américaine à nier ces informations et à informer Le Caire et

l'ambassadeur de la RAU à Washington qu'elle n'a pas déployé de porte-avions dans la région, ce qui n'était pas réel!

La manœuvre américaine a été dévoilée lorsque le roi Hussein a confirmé les propos de la RAU et réclamé une enquête internationale avec les USA et le Royaume Uni, accusés de soutenir militairement Israël dans cette agression, le Roi Hussein a avancé les preuves :

Le Radar Jordanien qui a détecté l'afflux des avions vers Israël depuis des navires déployés en Méditerranée pendant une période de 3 à 4 jours avant l'agression.

Les rapports élaborés par des officiers jordaniens sur l'usage des avions britanniques Hawker Hunter dans l'agression israélienne.

(1) Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade en Israël, Washington, le 6 juin 1967.

Les rapports jordaniens, syriens et égyptiens confirmant la participation des bombardiers britanniques Canberra à l'agression.

La confirmation du général égyptien Abdel Moneim Riyad sur le volume des unités participant à la guerre qui dépasse celui de l'armée de l'air israélienne(1).

L'agression menée contre le navire américain collecteur de renseignements l'USS Liberty qui fait partie de la 6e flotte américaine déployée près des côtes égyptiennes, était une preuve indéniable sur la participation américaine efficace dans la guerre non seulement par les avions mais aussi par les renseignements et le brouillage des radars égyptiens!

Conformément aux documents américains, l'USS Liberty fut attaqué par les avions de chasse des forces aériennes israéliennes puis après 20 minutes, il fut attaqué encore une fois par des vedette-torpilleurs de la marine israélienne. Le navire de recherche technique de l'US Navy, se trouvait au bord des frontières des eaux territoriales égyptiennes, au nord-ouest d'El-Arish(2)!

Johnson a même envoyé un message à Kossyguine sur l'attaque de l'USS Liberty et le survol des lieux de l'attaque par des

avions de reconnaissance américains! Il lui a demandé de transmettre ce message à Abdel Nasser qui a déjà rompu ses rapports avec les USA dès suite de l'agression israélienne(3).

Le gouvernement américain a protesté auprès d'Israël à cause de l'attaque de l'USS Liberty. Les Israéliens ont prétendu que le navire avait été pris pour cible par erreur! Eshkol a envoyé un message de condoléance à Johnson, selon les rapports américains, le bilan de cette attaque était 10 morts, 90 blessés et 22 porté-disparus. Le gouvernement américain a réclamé au gouvernement israélien une indemnisation de pertes subies dans cette attaque(4)!

Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade en Jordanie, Washington, le 10 juin 1967.

Editorial et Mémoire de Rostow à P. Johnson, Washington le 8 juin 1967.

Message de Johnson à Kossyguine le 8/6/1967.

Mémoire sur l'enregistrement audio de l'attaque de l'USS Liberty, Washington, le 9 juin 1967.

– Message d' Eshkol à Johnson, lui faisant de excuses sur l'attaque par erreur de l'USS Liberty, le 9/6/1967.

En parcourant les documents américains en ce sens, le genre de la mission de l'USS Liberty dans cette région proche des côtes égyptiennes, n'a pas été mentionné! Ultérieurement dans son discours, le 23 juillet 1967, Abdel Nasser a demandé: "au profit de qui l'USS Liberty à vocation scientifique a-t-il œuvré?! Que se passerait-il si les vedette-torpilleurs égyptiennes avaient attaqué l'USS Liberty?! Qu'est ce que les Américains ont-fait ils après que leur navire fut attaqué par les Israéliens? Ils se sont rassemblés, ont couvert le sujet et sont partis pour Malte afin de réparer le navire(1)!

Faisant fi de la résolution du cessez-le-feu les troupes israéliennes ont avancé sur le front égyptien dans le désert du Sinaï et se sont progressées vers l'intérieur de la péninsule du Sinaï jusqu'à ce qu'elles sont arrivées aux côtes-Est du canal de

Suez le 9 juin et ce malgré un combat violent avec les unités de l'armée égyptienne.

Sur le front jordanien, les troupes israéliennes ont avancé sur les hauteurs du Golan qui donne sur les colonies israéliennes situées sur les frontières. Le combat s'est déroulé entre les deux parties syrienne et israélienne ignorant la résolution du Conseil de Sécurité sur un cessez-le-feu jusqu'à ce qu'Israël ait occupé de grandes parties des hauteurs du Golan la rive occidentale du Jourdain et Jérusalem. Israël a ainsi fait fi de l'appel du Pape Paul VI qui a demandé que Jérusalem soit déclarée "Ville ouverte" pour les deux parties.

Le combat ne s'est donc pas déroulé comme prévu en Egypte. Il semblait qu'Israël a gagné ce round par une attaque aérienne préventive qui a entraîné l'attaque des avions égyptiennes avant de survoler et une paralysie de l'armée de l'air.

(1) Discours de Abdel Nasser à l'occasion du 5e anniversaire de la révolution, le 23 Juillet et 1967, Discours de Abdel Nasser, partie I, les pages 272-305, référence antérieure.

3- Qu'est il arrivé sur le côté égyptien lors de l'agression israélienne?

Après avoir notifié les dirigeants militaires, lors de la réunion du vendredi 2 juin 1967, que l'extrapolation des incidents en Israël et sur les frontières confirme que les juifs entreprenant l'attaque le lundi 5 juin, une sortie aérienne a eu lieu Samedi et une deuxième, le dimanche mais aucune sortie n'a eu lieu lundi; le maréchal Amer, accompagné de hauts responsables de l'armée, a survolé le Sinäï pour inspecter les troupes y déployées. Les canons antiaériens y ont été empêchés de tonner et par conséquent les avions israéliens sont arrivés aux aéroports égyptiens sans être ressentis par personne!

On dit qu'il y a eu un brouillage des radars et les missiles Sam sol-air n'ont pas fonctionné ce jour-là comme prévu!

Selon les paroles de Abdel Nasser sur le plan de défense, "le plan était parfait sur le papier, mais la situation était la suivante: "Les avions ont décollé des aéroports israéliens, ont mené des

vols circulaires au dessus de la Mer du côté de l'ouest et à basse altitude, nous n'avons aucun avion en air"!

Quant aux forces terrestres: "Notre tactique reposait essentiellement sur l'attaque en cas du déplacement des troupes israéliennes, et selon ce principe, nos troupes principales étaient à l'avant-garde. Lorsque notre armée de l'air est attaquée et nos troupes ont confronté seules l'armée de l'air de l'ennemi au Sinaï, une confusion parmi nos rangs en a résulté dès le premier jour!

Lors des entretiens avec Boumediene le 10 juillet 1967, Abdel Nasser a signalé que les dirigeants des forces armées et de l'armée de l'air avaient penché pour affaiblir la puissance de l'ennemi, ils avaient trop de confiance en eux! Il était évident que l'ennemi peut frapper tous nos aéroports"!

IL a fait remarquer: "Notre armée de l'air ne peut pas frapper les aéroports du centre et du nord d'Israël, mais elle peut frapper ceux du sud, nous n'avons pas de radars détectant les avions volant à basse altitude, le radar soviétique que nous avons, détecte seulement les avions volant à haute altitude!

Et d'ajouter: "Nos avions MiG 17 et 21 sont des chasseurs à courte portée; raison pour laquelle les russes nous ont livré le Sukhoi – chasseur bombardier - d'une portée de plus de 250 km, mais il n'a pas la puissance du Mirage ou du Mistral d'une portée de 450 km! Le bombardier soviétique Tupolev Tu-16 n'a pas ici de grande puissance comme au Yémen, parce qu'il frappe d'une façon aléatoire!

Par conséquent, l'effondrement a commencé au sein de l'armée à partir du lundi soir, le 5 juin; Le mardi 6 juin, Amer a donné ses ordres aux troupes de se retirer vers l'ouest du Canal, nous n'avons pas encore passé 24 heures au combat !

Nous avons 700 chars et 800 canons au Sinaï.

(1) Procès-verbal des entretiens entre Abdel Nasser et Boumediene, Le Caire, le 10/7/1967.

De grandes erreurs ont été commises mais la guerre n'a pas eu lieu, un violent combat s'est déroulé dans diverses régions entre nos troupes et celles d'Israël des exploits ont été accomplis, des

soldats se sont sacrifiés, ont battu les Israéliens et accédé à leurs territoires les obligeant à se retirer.

Les pertes subies sur le plan des équipements étaient considérables. Seulement, 150 chars et un nombre similaire de canons ont retourné. Quant au combat sur la deuxième ligne, une confusion a aussi eu lieu, des ordres contradictoires ont été émis, un désordre a marqué le retrait raison pour laquelle les soldats, à l'extérieur des fossés, étaient la capture de l'armée de l'air israélienne!

Le jeudi 8 juin, l'armée était presque anéantie! L'acceptation du cessez-le-feu était inévitable ou bien les Juifs seront au Caire après deux heures! parce qu'ils sont arrivés à El-Qantara ce jour là; sur ce principe, nous avons accepté le cessez-le feu"!

"Vous n'avez pas compris pourquoi avons-nous accepté le cessez le-feu? Par quoi nous allons combattre?! Nous n'avons pas de résistance populaire, et notre pays est ouvert"! a-t-il commenté.

Même le vendredi 9 juin, j'ai été informé que les Juifs ont traversé le Canal et ils ont commencé à se diriger vers l'ouest, il y avait une grande panique! Mais en effet, ils n'ont traversé le Canal ni débarqué les parachutistes, en réalité, ils jetaient des approvisionnements à leurs troupes stationnées à El Qantara, mais l'effondrement était-il à ce degré"?! s'est-il interrogé.

Et d'ajouter: "Aujourd'hui, nous reconstruisons l'armée, ce n'est pas raisonnable de reconstruire l'armée, construite en dix ans, en trois jours ou même trois mois!

"Mais nous disposons aujourd'hui d'une ligne de défense puissante à l'ouest du Canal, et la situation s'améliore chaque jour. Les Soviétiques ont promis de nous ravitailler gratuitement en armes et de récompenser toutes nos pertes ils n'ont pas agité de la sorte qu'après que j'ai annoncé ma démission"!

Abdel Nasser a demandé aux Russes, le 5 juin, d'envoyer 100 avions MiG 21 disant: "Nous avons les pilotes et nous pouvons combattre". Ils n'ont pas répondu, ils ont dit devoir les envoyer à l'Algérie qui va par la suite nous les envoyer! Et Certainement, cela était difficile.

Après l'annonce de la démission, ils ont envoyé un message promettant de nous tout envoyer et ils nous ont demandé de revenir sur cette décision". Abdel Nasser a ajouté en expliquant: "Le sujet de la démission était le fruit d'une longue méditation... j'ai vu que nous avons perdu la bataille, nous ne pouvons seuls rebondir, les Russes ne réagissent plus! La seule issue était de réaliser l'objectif principal des Américains qui ont voulu se débarrasser du régime et se débarrasser de moi! J'ai vu que l'essentiel pour eux était de se débarrasser de moi, j'ai pensé à ce que Zakereya convenait avec eux pour épargner au pays les affres de la guerre, parce qu'il était possible que les juifs poursuivent le combat, nous attaquent et font ruiner le pays!

Jusqu'aujourd'hui, le 10 juin, Les Juifs peuvent envahir le pays vu la supériorité et leur armée de l'air, ils peuvent détruire nos usines, nos canaux, nos ponts, nos chemins de fer et nous attaquent massivement. Aujourd'hui Qu'est ce que nous avons?! 60 MiG 21, 100 MiG 17 ils ne font rien!... Les Russes, après nos protestations, nous ont envoyé MiG 21; nous avons contracté 80 avions et nous n'en avons reçu que 40 seulement"!

Les analystes militaires égyptiens, ayant participé au combat, ont vu que ce qui est arrivé sur le champ de bataille avait, au premier plan, pour raison la décision du retrait prise par le commandement militaire au deuxième jour de l'agression sans un plan évident, alors que dans l'année 1956, lorsque la Grande Bretagne et la France ont attaqué Port Saïd au lendemain de l'attaque israélienne contre le Sinaï, un plan de retrait bien étudié a été appliqué sur deux nuits pour confronter cette attaque, il n'y avait que des pertes légères. La décision du retrait des troupes égyptiennes du Sinaï a été rendue, le 6 juin 1967, après que la couverture aérienne égyptienne fut attaquée puis l'idée de l'impossibilité de déclarer la guerre sans couverture aérienne s'est imposée! Le retrait a bien poursuivi jusqu'aux détroits et là les Juifs ont attrapé les troupes égyptiennes puisque les véhicules endommagés ont bloqué les détroits et c'était le coup fatal !

Ce retrait non organisé a eu un impact négatif sur le moral des membres des forces armées égyptiennes et était la raison de la

mort d'un bon nombre de combattants qui ont péri lors du retrait et non pas lors des affrontements avec les troupes israéliennes comme prévu(1).

La guerre du 6 juin demeure jusqu' à maintenant un sujet controversé et surtout auprès des dirigeants militaires, aussi bien que ce qui est arrivé lors de la réunion de Abdel Nasser avec les hauts dirigeants des forces armées le 2 juin 1967.

Lors de laquelle, Abdel Nasser a demandé au commandant de l'armée de l'air égyptienne, Sedqi Mahmoud: "Quelles seront nos pertes, si nous recevons la première attaque"?

Sedqi a répondu: "De 15 à 20%", Abdel Nasser a dit: "nous devons prendre des mesures préventives pour réduire ce taux".

Abdel Nasser a aussi affirmé aux dirigeants militaires: "l'attaque aura lieu à 100%, d'ici 48 heures selon mes estimations".

Pour plus de détail sur la décision du retrait, Mohamad Fawzi, référence antérieure.

- Aussi, procès-verbal de la réunion d'Abdel Nasser et Brejnev, Moscou le 5/7/1967.

Sur quel fondement reposent-elles les estimations d'Abdel Nasser? Et ce malgré la propagande israélienne d'envergure sur la renonciation à l'attaque militaire?! Abdel Nasser lisait le dossier de 1956, et était au courant des mesures prises sur la scène intérieure israélienne avant l'attaque; lors de la réunion, il a parlé de la mobilisation, et la levée du niveau d'alerte, la mobilisation générale aussi bien que le côté politique, les préparatifs sur la scène populaire, le ministère de israélien de la guerre et la nomination de Moshé Dayan, ministre de la Défense, toutes ces mesures ont été prises en Octobre 1956 avant la participation d'Israël au complot de l'agression tripartite avec la Grande Bretagne et la France(1).

(1) Mohamad Fawzi, référence antérieure.

L'Egypte a perdu 85% de ses forces de l'air à cause de la frappe militaire israélienne; Elle est sortie de la bataille par deux pilotes



sans avions! Le secours lui a été apporté par Boumediene en Algérie, qui a décidé immédiatement d'envoyer 40 MiG 17 que les pilotes égyptiens ont apportés vite.

4- Abdel Nasser décide de démissionner:

Abdel Nasser a pris sa voiture, dès le déclenchement de l'agression et s'est rendu au bâtiment du commandement général des forces armées et il a été accompagné par des membres du conseil du commandement de la révolution.

A son arrivée, Abdel Nasser a su que le maréchal Amer, le général de corps d'armée Sedqi Sobhi et le général Anwar Al Qadi, chef des opérations militaires, ont quitté ce jour la, le 5 juin, pour inspecter les troupes au Sinaï! Les opérations militaires israéliennes ont commencé et le maréchal Amer est en air, certainement l'avion n'est pas arrivé au Sinaï et il est revenu au Caire!

Un état de confusion et de manque d'informations fut détecté au commandement.

Le soir du 8 juin, Abdel Nasser est allé au siège du commandement général, et étant donné qu'il est un militaire, il a réalisé que la bataille s'est terminée par un échec militaire et il a convenu avec le maréchal de démissionner!

Le soir du 9 juin, dans un discours adressé au peuple depuis le palais républicain à Al Qobba, Abdel Nasser a dit: "Nous ne pouvons pas ne pas reconnaître la grande défaite que nous avons subie au cours des derniers jours, mais j'ai confiance que nous pouvons tous, en une courte durée, surmonter cette situation critique".

IL a passé en revue ce qui est arrivé dès qu'il a reçu des confirmations de plusieurs sources dont l'Union Soviétique de la présence des troupes israéliennes sur le front syrien! Ajoutant : "Nous avons trouvé que notre devoir était de ne pas accepter cela, c'était de même notre devoir envers la fraternité arabe et aussi envers la sécurité nationale, parce que celui qui initie l'agression contre la Syrie, agressera ensuite l'Egypte"!

"Nos forces armées se sont déplacées efficacement aux frontières plusieurs retombées en ont résulté dont le retrait des

forces d'urgence de l'ONU puis le retour de nos troupes à leurs postes à Charm El Cheikh contrôlant les détroits de Tiran".

Après avoir expliqué au peuple ce qui est arrivé, Abdel Nasser a signalé que l'attaque israélienne contre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie dépassait de loin la capacité de son armée ajoutant: "Nos forces armées au Sinaï ont du évacuer la première ligne de défense... puis nous avons accepté le Cessez-le-feu, et ce à la lumière des confirmations incluses dans un projet de résolution soviétique avancé au Conseil de Sécurité et des déclarations françaises sur l'incapacité de personne à réaliser une expansion régionale suite à la dernière agression et devant une opinion publique mondiale – surtout en Asie et en Afrique – appuyant notre attitude".

(1) Référence antérieur.

Abdel Nasser a fixé, dans son discours au peuple, nombre de tâches urgentes:

Éliminer les retombées de cette agression.

Bien assimiler la leçon de la défaite.

Savoir que les pays arabes ont une puissance qui les rend plus capables d'agir et que la situation exige un mot unifié entendu de la nation arabe toute entière.

Dans ce discours de franchise, Abdel Nasser a dit: "Nous parvenons à un point important qui exige de se poser la question... est ce que cela signifie que nous n'assumons pas les retombées de cette défaite? Je vous dis honnêtement – et malgré tous les facteurs sur lesquels pourrais – je se fonder en adoptant mon attitude dans cette crise - Je suis prêt à assumer toute la responsabilité. J'ai pris une décision et je veux que vous m'aidez à la réaliser... j'ai décidé d'abandonner tout poste officiel ou rôle politique et de retourner aux rangs du peuple pour accomplir mon devoir comme tout autre citoyen.

Les puissances de l'impérialisme imaginent que Abdel Nasser est leur ennemi, je veux que la situation soit claire devant eux et de savoir que la nation arabe entière est leur ennemi et non pas Abdel Nasser. Les puissances hostiles au nationalisme arabe

essayent de dépeindre la nation arabe comme l'empire d'Abdel Nasser! Ceci n'est pas correct, parce que l'espoir de la nation arabe a commencé avant Abdel Nasser et demeurera même après Abdel Nasser".

Abdel Nasser a annoncé avoir chargé Zakarey Mohyedin d'occuper le poste du président de la république et de mettre en vigueur les textes constitutionnels prescrits pour de telle situation.

El Abdel Nasser de conclure: "Maintenant, c'est l'heure du travail et non pas l'heure du chagrin, c'est une attitude d'idéalisme et non pas d'égoïsme ni de sentiments individuels. Je suis de tout mon cœur avec vous et je veux que vous soyez de tous vos cœurs avec moi et qu'Allah soit avec nous tous"(1).

Discours de Abdel Nasser adressé au peuple depuis le palais d'al-Qobbah, le 9/6/1967, Discours de Abdel Nasser, partie I les pages 262-268, référence antérieure.

5- Les réactions égyptienne, arabe et internationale à l'égard de la décision d'Abdel Nasser de se retirer de la vie politique:

Abdel Nasser a achevé son discours adressé au peuple, et je ne sais pas comment en un clin d'œil des citoyens ont-ils afflué sur notre domicile à Manheyat al Bakry au Caire? J'ai entendu du balcon les cris des gens qui scandent et commencent à se rassembler autour de la résidence de Abdel Nasser, puis des chansons ont commencé à retentir. En même temps, des citoyens ont descendu les rues partout en Egypte en quête de l'espoir de voir Abdel Nasser les conduire à la revanche et à la libération de la terre occupé. C'était une nation, en un moment de défaite choquante qui informe son commandant de ne pas abdiquer le pouvoir mais plutôt revenir à la tête de la présidence pour la conduire à la victoire.

Confronter les masses arabes était pour Abdel Nasser une situation difficile, surtout après que les espoirs ont été relancés jusqu'aux nuages pour éliminer l'impact de l'agression tripartite en 1956, je veux dire là le retrait des forces d'urgence de l'ONU

et la restitution de la souveraineté égyptienne sur les détroits de Tiran et le Golfe d'Aqaba.

Les mêmes masses confrontent l'occupation de tout le Sinaï, et l'arrivée des troupes israéliennes à la rive orientale du Canal du Suez et l'occupation de la rive occidentale du Jourdain et les hauteurs du Golan.

Au lendemain de l'annonce par Abdel Nasser de sa démission le peuple arabe du bout de l'Océan jusqu'au bout du Golfe a manifesté dans les rues, exprimant son attachement à Abdel Nasser comme leader des Arabes.

Au vu des pressions des masses arabes, Abdel Nasser a décidé, le 10 juin, de répondre à la volonté populaire et de persister au siège du commandement en tant que président de la République et a annoncé ceci dans le message suivant adressé au parlement égyptien:

"... personne ne peut imaginer mes sentiments dans de telles circonstances au vu de la superbe attitude des masses arabes et leur détermination à refuser la décision de la démission depuis que je l'ai annoncée et jusqu' à maintenant, et je ne sais pas comment y être reconnaissant ou comment exprimer ma gratitude"?

Abdel Nasser a accepté de demeurer dans son poste jusqu' à l'élimination de l'impact de l'agression, puis le peuple se prononcera sur ce sujet dans un plébiscite (1).

Les leaders et les chefs d'états ont commencé à réagir par des gestes d'appui et de soutien; le 11 juin Abdel Nasser a reçu un message du roi Hussein dans lequel il a affirmé l'importance du maintien de Abdel Nasser au pouvoir, l'émir Sobah al Salem a appelé Abdel Nasser au téléphone l'exhortant de revenir sur sa décision, le président Charles Hélou et le président yéménite, le maréchal al Sallal ont envoyé deux messages l'appelant de demeurer.

Message d'Abdel Nasser à Majlis al Umma sur sa décision de revenir sur la démission, le 10/6/1967, référence antérieure, pages 269-271.

Le jour de l'abdication, Abdel Nasser a reçu un message signé par les trois hauts responsables de l'Union Soviétique-Brejnev, Kossyguine et Podgorny l'exhortant de revenir sur sa décision et ce après que le gouvernement soviétique a rompu ses relations diplomatiques avec Israël.

De grandes manifestations ont eu lieu dans les capitales arabes pour exprimer la colère des peuples à l'égard de l'agression et leur joie à la suite de l'acceptation par Abdel Nasser des revendications de la nation arabe sur son maintien à la tête du pouvoir le 10 juin.

Les appels téléphoniques et les sentiments d'appui et de soutien ont succédé de la part du président du conseil de souveraineté de la République du Soudan, Ismaïl al Azhari et du président algérien Boumediene qui a décidé de s'envoler pour l'Union Soviétique. Abdel Nasser a reçu Dr al Sadeq al Moqadem chef du Majlis al-Umma tunisien, envoyé personnel de Bourguiba et le rétablissement des relations diplomatiques entre la RAU et la Tunisie fut décidé. Abdel Nasser a de même reçu le chef du cabinet royal marocain, Dey ould Sidi baba qui lui a remis un message privé du roi al Hassan.

Les vifs sentiments ont de même succédé de la part des amis en Yougoslavie, en Inde et du président de la République de Chypre, l'archevêque Makarios III ... etc.

Au contraire, les rapports américains en raison de ce qu'ils ont perçu comme une menace de la position de Abdel Nasser au vu des développements de la guerre après que la RAU a perdu son armée de l'air qui a été complètement paralysée, ils ont imaginé que par le départ de Abdel Nasser un nouvel jeu commencera(1)! Et ce après le renversement des régimes progressistes.

On a commencé à dresser un bilan sur les pertes des USA dans la guerre...

A- Après la diffusion de la nouvelle de participation des avions américains à la bataille pour soutenir Israël, des manifestations ont eu lieu dans nombre de pays arabes où les institutions américaines furent endommagées et incendiées; la plupart des

pays arabes ont rompu leurs relations avec les USA; l'Algérie, le Koweït et le Bahreïn ont annoncé la suspension de leurs exportations pétrolières vers les USA et la Grande Bretagne; l'Irak et la Libye ont suspendu leur production; le pipeline de la compagnie Aramco en Arabie Saoudite fut arrêté de fonctionner en sus du blocus du Canal du suez.

Ces développements ont entraîné un état d'urgence dans la fourniture du pétrole! Ce qui s'est négativement répercuté sur la puissance des USA et de leurs alliés à assumer leurs responsabilités sécuritaires, des mesures d'urgence ont commencé à être prises(2).

(1) Mémoire de l'enregistrement audio, Washington, le 7 juin 1967. Réunion du conseil de sécurité nationale.

(2) Mémoire de l'appel téléphonique ayant eu lieu entre Rusk et Salomon [Ministère de l'Economie], Washington, le 8 juin 1967.

B- Que Nasser revienne sur sa démission le 9 juin, en réaction aux pressions exercées par les foules de la République Arabe Unie et les pays arabes, a asséné un coup dur aux Etats Unis et au Royaume Uni qui espéraient dessiner les contours d'une nouvelle réalité au Moyen Orient où les Arabes consentiraient à la légitimité israélienne. Les Américains l'avaient exprimé clairement et franchement : « détruire la posture de Nasser de prédicateur influent de l'unité arabe, est incontournable pour parvenir à un compromis rapide avec Israël. Par conséquent, on serait en position d'éviter l'avenue bouchée de la politique de longue haleine à cause des risques d'actes militaires ultérieurs qu'elle peut éventuellement entraîner «...

En écartant Nasser ou en défigurant son image au point où les Soviétiques aient dénié le soutien qu'ils lui avaient apporté, cette configuration véhiculait que le Moyen Orient vivra des années

de confort à la suite d'années successives d'extrémisme influent, qui était de tout temps motivé par le charisme de Nasser et l'appareil propagandiste de la politique de la République Arabe Unie.

Avec la disparition de Nasser ou sa condamnation sérieusement, des connexions plus rationnelles avec des pays arabes à titre bilatérales et individuels se feront sur fond d'intérêts réciproques. Une configuration qui sera certes des bénéfiques à Israël.

Battle (1) a soutenu cette hypothèse sur toute la ligne et a commenté en disant « Si Nasser est démoli politiquement, il serait possible de réaliser un règlement qui inclurait la plupart des exigences d'Israël sur un court terme. Les Etats Unis seraient également un grand gagnant si ce scénario se serait produit (2) ».

C- Les craintes qu'appréhendaient les Etats Unis auparavant se sont concrétisées dans l'émergence d'une polarisation avec Washington centralement en jeu comme défenseur de la politique israélienne. Cette dite polarisation serait également au profit de l'Union Soviétique qui renforcerait son emprise sur les Etats arabes.

(1) Lucius D. Battle était l'ambassadeur des Etats Unis au Caire le 5/3/1967 et devint par la suite adjoint au secrétaire d'Etat américain pour les affaires du Proche Orient et du Nord de l'Afrique

(2) Mémoire de Hoopes l'assistant au secrétaire d'Etat à la défense à McNamara, Washington le 8 juin 1967 ; Problèmes fondamentaux découlant à une armistice et un règlement politique au Moyen-Orient.

Troisièmement: L'action a commencé, quoi après ?

Le monde entier s'interrogeait sur la position de Nasser après la rude et inattendue défaite et sur son retour au commandement du pays le 10 juin, sous la pression des foules non seulement égyptiennes mais également arabes. Il est vrai qu'il avait entamé une nouvelle phase critique de son mandat présidentiel du fait

qu'il éliminait les séquelles de l'agression pour récupérer le sol. Mais qu'avait-il en tête ? quelle était la politique qu'il s'était tracée pour réaliser cet objectif pour l'Égypte et le monde arabe ?

De retour au commandement, la première décision prise par Nasser était de nommer à la tête des forces armées, Mohamed Fawzi. Au cours d'un entretien téléphonique, il lui avait posé directement la question : êtes-vous préparé à accepter ce poste à la lumière des circonstances difficiles que nous vivons et assumer la responsabilité de ce qui arrive ? Fawzi, connu pour sa sévérité militaire surtout pendant la guerre de la Palestine et lorsqu'il avait pris les rênes à la tête de l'académie militaire à 1964, avait déclaré littéralement ce qui suit : « vous me connaissez monsieur le président ». C'était spécifiquement ce que voulait Nasser pour reconstruire une armée ponctuelle et mieux formée, après la disparition de l'armée qu'il avait établie pendant près de 10 ans.

Les directives de Nasser à Mohamed Fawzi au premier jour de son commandement le 11 juin portaient sur la confrontation avec Israël qui intervenait à point nommé. Et de poursuivre « je ne veux pas Fawzi que le Sinaï ou la Cisjordanie soient judaïsés et cette dernière est la responsabilité du roi Hussein... Quant à nous je veux que la situation soit l'enfer au Sinaï pour les soldats israéliens. Je voudrais faire passer au soldat israélien que sa présence dans le Sinaï n'est pas confortable pour lui, en prélude à l'opération de sa libération de ce sol. Nous avons trois ans et demi pour récupérer le Sinaï de nouveau ».

En même temps, ils ont décidé ensemble de nommer Abdel Moneim Riyad chef d'état major, Madkour Aboul Ezz, dirigeants des forces aériennes et Fouad Abou Zekri, dirigeant des forces marines (1).

Mohamed Fawzi. Référence précédente.

Ressuscitation des ennemis de Nasser à l'intérieur comme à l'extérieur :

Alors que Fawzi se trouvait dans son bureau au sixième étage en sa qualité de chef d'état major des forces armées, avant qu'il ne



soit titularisé à son nouveau poste de dirigeant des forces armées, il a été surpris de voir 13 des hauts officiers revendiquant le retour à l'armée du Maréchal Amer. Ils ont ensuite présenté leur démission à Fawzi qui a été accepté immédiatement (2).

Référence précédente.

En réalité, je ne crois pas que personne voulait se trouver à la place de Nasser à l'époque. Toutes les armes étaient brandies contre sa personne, et ses ennemies à l'intérieur comme à l'extérieur étaient à l'affût. Nasser a dû affronter une position difficile sur plusieurs fronts :

Ce fût une occasion pour que les ennemis l'attaquent à l'intérieur. Je veux dire l'ancienne couche ou ce qui restait de la féodalité et du capitalisme. Quant aux frères musulman, leurs leaders ont été anéanti par la révolution de 1965. Ils ont été ou bien condamné à mort, incarcéré ou ayant fuit le pays. Ce, malgré le fait que leurs adeptes restant continuaient d'afficher leur hostilité vis-à-vis du régime en place.

Pour les communistes qui étaient des militants conventionnels contre la révolution du 23 juillet, ils avaient annoncé la dissolution du parti le 7 avril 1965 pour se rallier au régime. Et effectivement, quelques uns d'entre eux ont participé plus tard à l'action politique et médiatique.

Mais de nouveaux ennemis du régime ont fait surface dont la voix s'était élevée à cause de la défaite militaire qui en général produisait une grogne à l'intérieur comme à l'extérieur de l'armée (1).

B- L'animosité arabe :

L'animosité arabe a été davantage développée par le sentiment de ??? qui émanait surtout du côté de l'Arabie Saoudite qui était dans un état de guerre avec la République Arabe Unie à cause du Yémen et qui a perduré 5 années au cours desquels le roi Faisal a refusé d'y mettre fin afin de saper Nasser et son régime (2).

Nous ne devons pas oublier non plus l'animosité qui s'était ancrée entre Bourquiba et Nasser depuis qu'il affiché la nécessité de nouer une réconciliation avec Israël en 1965 (3).

Malgré les rencontres et les traités de co-défense, le parti baassiste a toujours été hostile à Nasser. Ceci s'est manifesté clairement dans le projet de l'unité tripartite en 1963 et au cours des conférences du sommet de 1964 et plus tard (4). Il ne faut pas non plus oublié que ce parti avait des branches dans la plupart des pays arabes sauf l'Égypte qui n'accueillait pas des sièges de partis.

Le complot de Abdel Hakim Amer selon Nasser ; les sessions du cabinet ministériel le 27/8, le 17/9 et le 1/10/1967.

Cinquième partie du livre pp 645-742

Le 3 mars 1965, Al Habib Bourguiba a appelé les palestiniens à se départir des émotions et a accepté la résolution de partage de 1947. Le 28 avril 1965, le gouvernement tunisien a décidé de retirer tous ses membres de son ambassade au Caire.

Cinquième chapitre du livre pp 829-880.

C- Nous donnons beaucoup de poids à l'animosité occidentale éprouvée envers Nasser depuis sa signature de l'accord d'évacuation en 1954, son refus de s'impliquer dans des coalitions occidentales et de briser le monopole de l'arme en s'orientant vers l'Est, et enfin sa victoire politique en 1956 sur l'agression franco britannique.

Cette question est alors mise sur le devant : celle de tenter de savoir si Nasser peut laisser la Syrie en proie à la menace israélienne ? Mais la réponse présidentielle dans l'allocution du 9 juin était tranchante à cet égard selon laquelle si on fait exception de la Syrie, le tour prochain sera celui de l'Égypte.

Depuis l'agression israélienne le 5 juin 1967 et jusqu'au décès de Nasser le 28 septembre 1970 une agression était à son encontre de toutes les parties hostiles. Voire même, il y avait des marchandages de la part des amis comme l'Union Soviétique et des pays arabes comme la Syrie et l'Algérie. Tout au long de

cette période critique, son seul support était le peuple égyptien et les peuples arabes ainsi que sa ruse politique dans le traitement avec les problèmes internes et les obstacles externes.

La position hésitante de l'Union Soviétique :

Il était tout à fait normal que Nasser dépende sur l'Union Soviétique dans la reconstruction de l'armée jusqu'à la récupération de la terre occupée du Sinaï. D'autre part, il avait besoin du soutien soviétique dans la bataille politique à l'intérieur et en dehors des Nations Unies face à l'Occident qui soutenait Israël sur toute la ligne à l'exception de la France.

Mais, l'étrange est que la position de l'Union Soviétique soit perturbée de manière claire et ses intentions n'étaient pas claires dès le début.

La disposition d'aider juste après le cessez le feu :

Nikolaï Podgorny, le chef d'Etat de l'Union Soviétique a effectué une visite au Caire du 21 au 23 juin, c'est-à-dire 13 jours seulement après le cessez le feu. Les négociations ont alors commencé (1) et Nasser s'est exprimé en disant : Ce qui s'est passé était une opération américaine planifiée d'avance deux ans plus tôt dans le but de mettre un terme au régime au pouvoir en Egypte. Le début était l'arrêt de l'acheminement du blé ensuite la menace explicite brandie contre la politique égyptienne progressiste.

Nasser s'est mis alors à expliquer ce qui s'est passé jusqu'à ce que l'agression tripartite ait frappé le pays le 5 juin. Il n'avait d'autres choix que de démissionner et d'assigner la mission à Zakaria Mohieddine pour qu'il se mette d'accord avec les Américains. Surtout après qu'il est devenu clair que l'Union Soviétique n'était pas en position d'aider les Arabes. Par la suite, la réaction populaire a intervenu en vertu de laquelle Nasser a publié le communiqué du retour, jusqu'à ce que l'agression israélienne fût liquidée.

Nasser a alors mis Podgorny devant la réalité selon laquelle les israéliens ont frappé l'armée mais le régime persistait. Cependant, une réalité n'était pas à dénier celle que les juifs se

trouvent à 100 km loin du Caire et à 50 km loin de Damas et c'est très dangereux. Les Arabes pour ainsi dire se trouvaient à la merci des Américains.

Procès-verbal entre Nasser et Podgorny, le Caire le 21/7/1967.

Nasser avait évoqué la situation politique avant et après l'agression. L'Egypte était fidèle à la politique du non alignement (1). Il était donc inutile d'en parler beaucoup. L'Egypte n'avait donc d'autres choix que de se rallier à l'Union Soviétique car elle ne peut pas se dresser unilatéralement face à la colonisation et l'impérialisme dans les causes de libération. L'autre alternative est de s'accorder avec les Américains et que l'Egypte soit soumise comme la Thaïlande. Nasser a assuré qu'il devait signer présent même si, pour sauver le pays, il doit retourner à un pouvoir rétrograde.

Podgorny a déclaré à l'époque lui et Bregnev et Kosygin et tous les membres du bureau politique, qu'ils étudieraient tous les problèmes et présenteraient toutes les aides possibles en matière militaire et économique. Un avis qui avait été accepté à l'unanimité par tous les pays socialistes. Podgorny, de son côté qu'il existait une campagne à l'intérieur de l'Union Soviétique pour la collecte de dons. Bien que cette campagne ne soit pas financièrement parlant importante elle l'est sur l'aspect politique. Lorsque Podgorny a parlé du problème des ports de la Méditerranée qui peuvent servir de quai à l'arsenal américain bien que ces pays aient affiché leur non alignement, l'Italie, la Turquie, Chypre, le Maroc et la Libye. A ce moment là l'arsenal soviétique ne pouvait guère stationner même pour faire le plein. Même Tito, il n'a pas accepté que l'arsenal soviétique démarre sur son sol et l'argument mis en avant était le fait qu'il faisait partie du mouvement de non alignement. A cet égard, Nasser a apporté un commentaire selon lequel une partie du monde arabe avance qu'elle n'est pas alignée bien qu'ils aient des bases américaines sur leur sol. Quant aux soviétiques, ils ont demandé que tous les ports acceptent d'accueillir leur arsenal à n'importe quel moment. Mais, lorsqu'il s'est avéré que l'accord

façonné par les Soviétiques voulait servir des objectifs militaires, Nasser l'a refusé. Il a seulement accepté les visites habituelles. Soit de présenter une demande de visites qui est par la suite approuvée (2).

Ensuite les discours ont focalisé sur les détails militaires. Nasser avait exprimé ses craintes quant à une éventuelle traversée par les Juifs du Canal pour avancer vers le Caire. Nasser a alors préféré de porter un plus grand intérêt à la défense aérienne et a accepté une suggestion faite par Zakharov pour que cette responsabilité relève de l'Union Soviétique et a revendiqué également des avions et aviateurs pour défendre la République de l'intérieur.

Nasser a repris : « chasser les juifs relèverait de notre responsabilité et non pas de la vôtre. Cependant, nous vous demandons de défendre la République ».

Nasser, Tito et Nehru ont dirigé le courant du non-alignement depuis la conférence de Bandung en avril 1955.

Le procès verbal du conseil des ministres, le 17/9/1967, référence précédente.

Podgorny a affirmé qu'ils étaient prêts à aller au-delà de l'aide car il considère un devoir que les forces armées acquièrent leur capacité de défense »

Là Nasser a répliqué que « la question était divisée en deux volets : reconstruire des forces armées et solidifier la posture de la défense actuelle, de manière à ce que cela soit évident chaque jour ».

Nasser a cependant résumé le problème dans le fait qu'Israël préservait toujours sa prééminence aérienne étant donné que son arsenal d'aviation est plus grand ainsi que sa capacité. Voire même ils reçoivent tous les jours de nouveaux avions et des pilotes bénévoles.

Face à la possibilité que les juifs reviennent à l'offensive et s'infiltrer dans les territoires égyptiens, la formule suivante a été accréditée : que la défense soit égyptienne et que les aides soient soviétiques.

Tant que la bataille est de nature économique, elle s'engage en parallèle avec la bataille militaire. Pendant les négociations avec Podgorny, Zakariya Mohieddine avait passé en revue la situation économique après l'agression, la fermeture du Canal de Suez et l'arrêt de l'acheminement du pétrole du Sinaï, et a décidé de focaliser avec l'Union Soviétique sur le volet économique. Podgorny, s'est engagé de son côté à l'examiner avec Moscou.

Les pressions soviétiques pour accepter la solution politiques : Du côté de Nasser les discours se sont orientés sur les risques pouvant découler de la solution politique. L'étrange est que Podgorny avait toujours en perspective les conditions de Johnson exprimant la position israélienne. Nasser demandait une dose de flexibilité et ciblait l'objectif essentiel de retrait rapide des forces qui ont effectué l'assaut, sur les lignes de 4 juin 1967 y compris Jérusalem.

Le président Nasser a contesté le problème du passage d'Israël dans les couloirs de Tyran, le Golfe de Aqaba et du Canal de Suez. Il a déclaré littéralement : « il est impossible de traverser le Canal de Suez car cela veut dire transpercer les villes égyptiennes. Et ceci remonte à 1948, et même chose pour le Golfe de Aqaba. Cependant, les conditions aujourd'hui nous exige d'accepter cela... c'est-à-dire la traversée du Golfe de Aqaba » ; et l'Egypte préservera toujours la souveraineté sur son sol (1).

Le passage des navires israéliens dans le Canal de Suez faisait objet de divergence. Le premier entre les deux présidents. Ensuite, a commencé la discussion des demandes des Etats Unis qui sont similaires au plan israélien. C'est dans ce contexte qu'Nasser a affirmé le refus arabe à la réconciliation et à la reconnaissance de l'Etat sioniste.

Procès-verbal entre Nasser et Podgorny 22-23/6/1976

Bien que Podgorny ait exprimé son consentement aux demandes militaires de l'Egypte, Nasser craignait les séquelles pouvant

découler de la rencontre Johnson et Kosygin à Glassboro du 23 au 25 juin 1967. Au cours de cette rencontre, non seulement la crise du Moyen Orient a été discutée mais également la situation au Vietnam et l'arrêt de la militarisation à base de missiles. C'est la première fois où un premier ministre soviétique se réunit avec un président américain depuis la visite de Nikita Khrushchev à Eisenhower en 1960.

Il est arrivé juste ce qui a été estimé par Nasser. Bien que Khrushchev ait essayé, pendant les négociations bilatérales, de trouver une sortie des circonstances difficiles vécues par Nasser, Johnson a répété à plusieurs reprises la nécessité d'interdire l'acheminement de l'arme à la région du Moyen Orient. Il a cependant insisté sur les 5 conditions qu'il avait annoncées le 21 juin 1967, comme tel :

Le droit à la vie doit être garanti à tous les Etats de la région.

Résoudre le problème des réfugiés

Liberté de passage dans le canal de Suez et le Golfe d'Al Aqaba

Limiter la course à l'armement au Moyen Orient

Respecter l'indépendance politique et l'intégrité des territoires pour tous

Bien sûr ces conditions ne renferment pas le retrait des forces israéliennes des territoires occupés. C'est-à-dire, elles sont totalement conformes à la position israélienne. Par conséquent Kosygin a affirmé à Johnson que les Arabes ne les accepteront pas et que leur application ne s'opérerait que sur le long terme.

De prime abord, il apparaissait que, durant les rencontres Johnson Kosygin, la divergence a pris le dessus sur les dossiers où il y avait accord, mais le cours des événements a prouvé plus tard un rapprochement américain soviétique plus étroit dans le dossier du Moyen Orient. Surtout au niveau de l'insistance de Johnson d'interdire l'envoi des armes au Moyen Orient et notamment à l'Egypte.

Le 20 juillet 1967, les Etats Unis et l'Union Soviétique ont présenté un projet de loi conjoint à l'assemblée générale des Nations-Unies.

En même temps, avaient commencé à émerger davantage de répercussions de la rencontre Glassboro entre les deux pôles.

Après que les Russes envoyaient à l’Egypte une grande quantité d’armes et aspiraient à une plus étroite collaboration, ils ont commencé à hésiter à mener une co-défense aérienne.

---

١٩٦٧:٦/٢٥ – ٢٣ ، ١)1- Procès verbaux des rencontres Johnson Kosygin, Glassboro, 23-25 juin, 1967.

- Memoires de la conversation, Glassboro, New Jersey, Juin 23,25,1967.

Nasser était conscient qu’Israël ne se retirerait pas sauf si les Américains le demandait. Il a vu que les deux pôles insistaient sur deux points : le droit d’Israël à traverser le Golfe d’Al Aqaba et le Canal de Suez, et le refus d’Israël de se retirer des territoires occupés parmi lesquels Jérusalem.

Un progrès inquiétant a eu lieu de la part de l’Union Soviétique : La position au sein des Nations-Unis soutenant les Etats-Unis prend automatiquement la partie d’Israël.

Le flot d’informations émanant des russes selon lesquelles Israël traverserait le Canal de Suez, l’occuperait et stationnerait à l’Ouest à 10 km loin. Lorsque ses nouvelles sont parvenues à Nasser début juillet 1967 et leur a demandé ce qui suit :

Suite à la tenue du Conseil de Sécurité, il a été décidé de publier un communiqué selon lequel au cas où les opérations militaires seraient reconduites l’Union Soviétique entreprendra une position claire, comme il est arrivé en 1956.

Il a été décidé d’envoyer l’arsenal soviétique à Port Saïd.

Il a été décidé d’insister sur la nécessité d’envoyer la défense aérienne dont ils avaient parlé depuis le début du cessez-le-feu.

Si un seul militaire juif entre à l’Ouest du Canal, le gouvernement devra démissionner et devra être substitué par un régime pro américain avec lequel il y aura réconciliation (1).

Nasser a continué de contacter les russes et les a incités à ne pas hésiter à envoyer les aides à l’Egypte. Il leur a revendiqué franchement de sortir de l’étape d’hésitation dans laquelle ils se trouvaient coincés. Ils craignaient qu’on ne leur demande d’exécuter leurs engagements. « Ils ont commencé à



revendiquer à l’Egypte de faire des concessions aux Nations-Unies, peut être plus qu’ils ne demandaient aux Américains. Nous avons reçu le 8 juillet 1967 une note du comité central et du gouvernement soviétique d’accepter toutes les requêtes d’Amérique et d’Israël (2).

Nasser a répliqué à travers Mahmoud Riyad à New York et lui a demandé de leur dire « de faire ce qu’ils veulent et même chose pour nous ». Nasser refusait de mettre fin à la guerre sur laquelle les russes insistaient avec le consentement des américains.

Il n’en demeure pas moins que le 9 juillet 1967 les russes ont contacté Nasser et lui ont dit qu’ils enverraient l’arsenal à Port Saïd et qu’ils y auraient des missionnaires qui aborderaient le sujet de la défense aérienne (3).

---

Les négociations entre Nasser et Boumediene au Caire le 10/7/1967

Référence précédente

Référence précédente

Toute cette pression soviétique a rendu la situation plus dangereuse et a alourdi le fardeau de Nasser, surtout que les Russes manifestaient une position hésitante à son égard et exerçaient des pressions sur lui.

Quatrièmement: l’action de Nasser dans le contexte arabe:

Partant de la ferme conviction de Nasser en le nationalisme arabe et de l’union des peuples arabes, il était tout à fait normal qu’il se dirige vers les Arabes suite à cette grande défaite. En réalité, les deux leaders des pays du front, la Jordanie et la Syrie, ainsi que les pays progressistes, l’Irak, l’Algérie et le Soudan, sont arrivés au Caire l’un après l’autre du 16 au 19 juillet 1967 pour négocier les différents dossiers avec Nasser et pour unifier les efforts face à Israël et ses alliés et surtout les Etats Unis et la Grande Bretagne.

A ce moment là, la position de Nasser était extrêmement compliquée après qu'il ait retourné sous la pression des foules arabes le 10 juin. L'armée était détruite, les morales étaient dévastées et le peuple voulait récupérer la terre arabe le plus vite possible.

La réunion des pays du front arabe au Caire :

Nasser voulait gagner du temps afin de reconstruire les forces armées après l'agression. Il voyait qu'il devait faire pression sur les russes pour qu'ils prennent la partie de l'Egypte dans sa lutte et s'est demandé : « comme pouvons nous lutter unilatéralement et Israël a pour partenaire les Etats Unis d'Amérique ?(1)».

Nasser s'est mis à convaincre les présidents des Etats arabes progressistes sur ce point, dont Nour El Din El Atassi, Abdel Rahman Aref et Hawari Boumediene en leur expliquant l'impossibilité de la guerre populaire immédiate qu'ils prônaient pour plusieurs raisons :

Le 8 juin, les forces armées égyptiennes étaient complètement dévastées ; vu la prééminence aérienne israélienne au Sinäi après avoir infligé des frappes sur tous les aéroports militaires et égyptiens qui n'en restaient que vestiges. Ces aéroports étaient incapables de défendre l'Ouest du Canal et du Caire.

Après le cessez le feu, le 8 juin, c'est-à-dire un mois environ, Nasser a réussi à rétablir une partie des forces armées égyptiennes. Le problème est qu'environ 500 personnels de chars sont morts martyrs. Ainsi, il n'y avait pas de personnels qualifiés pour les chars et la formation d'autres nécessitait quelques temps.

---

(1) Référence précédente.

Les forces israéliennes depuis le cessez le feu se sont mises à raffermir ses positions à l'Est du Canal de Suez en mobilisant davantage de forces. Ils avaient apporté avec eux des équipements pour la traversée qui étaient perçus de l'Ouest du Canal. Nasser avait des informations répétées selon lesquelles

Israël pouvait entreprendre une initiative de traverser le canal pour occuper son côté ouest.

Nasser a expliqué que la région qui était défendue par les forces égyptiennes atteignait 170 km tout au long du Canal. Cette région comptait 11 brigades artillerie et que la force qui était présente à ce moment là était très faible. Les Russes, quant à eux, n'avaient pas envoyé les missiles qu'ils étaient censés procurer et les forces armées ont utilisé les chars à la place de l'artillerie.

Nasser a déclaré aux présidents des pays du front : « que l'alerte peut être envoyée dans le courant d'une minute, car le radar se trouvait à Port Saïd au lieu de Arich. Une fois que l'armée est dévastée, la construction d'une nouvelle armée était beaucoup plus difficile ».

Nasser s'est mis à expliquer la situation et a déclaré que « les juifs jusqu'à ce moment n'avaient pas réalisé un acquis matériel concret. Ils n'ont sapé ni le régime en Egypte ni en Syrie. Mais ils les ont affaiblit et les ont mis dans des situations difficiles et Israël occupait une partie de l'Egypte et de la Syrie ».

Nasser avait alors conclu que les forces armées égyptiennes étaient incapables de mener une quelconque offensive contre Israël. Mais, qu'il était possible de mener une défensive à l'Ouest du canal parce que les forces israéliennes pouvaient atteindre le Caire ».

Nasser répétait alors : « nous n'avons d'autres options que la lutte politique, afin de gagner du temps pour construire nos forces armées et obtenir des armes pour forcer Israël à se retirer (1).

La position des russes avait changé et ils n'avaient pas accepté les requêtes militaires de l'Egypte, avions et aviateurs, et la dernière en date était il y a une semaine, c'est-à-dire le 8 juillet. D'autant qu'il y avait des informations qui venaient en cascade selon lesquelles, des équipements israéliens traversaient vers le canal.

La position de l'Union Soviétique incitait à la curiosité à l'époque. Ils n'ont pas réagi aux demandes hâtées d'envoyer des équipements militaires à l'Egypte.

Nasser s'est mis à affirmé aux leaders réunis que la lutte armée était un fondement et un principe. « Mais qu'elle soit menée lorsque nos forces en seraient capables. Partant, l'action politique est non moins importante que l'action militaire surtout que nous en sommes incapables maintenant. A chaque fois que nous parlons avec les russes ils nous disent qu'il faut profiter des Nations Unis et épuiser toute nos actions en son sein (2).

---

procès verbaux des reunions de Nasser avec Al Atassi, Aref et Boumediene, le Caire le 12 et 13 juillet 1967.

Référence précédente

En réalité, Nasser s'est mis dans une impasse en résultat à l'accord des Etats Unis avec l'Union Soviétique après la rencontre de Johnson et Kosygin à Glassboro et les pressions soviétiques qui se sont aggravées sur lui pour accepter la solution politique aux Nations Unies.

En même temps, Nasser savait parfaitement bien que n'importe quelle résolution onusienne ne serait exécutée par d'Israël. A l'instar de l'évacuation de Jérusalem qu'Israël n'a pas appliqué après le vote. Tout ce qu'ils veulent c'est de gagner du temps pour l'Egypte et satisfaire l'allié qui lui procure l'arme.

Nasser a déclaré aux leaders des pays du front : « le retrait pacifique des juifs a été considéré comme une opération nocive même en vertu d'une résolution onusienne. Bien que le retrait pacifique nous fait éviter de nombreux problèmes, à mon avis ils n'y opteront sauf si nous concluons un règlement avec eux. Pour ce qui est de notre génération et notre statut en tant qu'arabes, les juifs doivent se retirer suite à une bataille qui a besoin de temps et de préparation. La solution est la route politique. Israël

nous humiliera pour toujours et la morale arabe sera complètement sapée (1).

Nasser a vu que le fossé s'élargissait entre lui et les russes sur fonds de divergences d'opinions. Alors qu'il avait besoin d'eux dans l'armement et le soutien de la bataille. Il avait réalisé que tout ce qui importait aux russes c'était que le régime au Caire, en Syrie et en Iraq soit maintenu. Ce qui les amènerait à exercer une pression pour trouver une solution politique permanent quitte à reconnaître Israël. Ce, afin de préserver la réputation de l'Union Soviétique et son influence de grande puissance.

Nasser a remarqué que les Russes craignaient les Américains. Ce qui justifiait la direction de leur politique qui avait changé et leur hésitation à participer efficacement dans la pression sur Israël pour qu'elle se retire. Ils l'ont fait délibérément parce qu'ils voulaient un grand prix qui est de permettre la mise en place de base nucléaire dans la République Arabe Unie et certains pays arabes. Mais, Nasser leur a permis d'utiliser uniquement 5 aéroports et ce pour qu'ils puissent accommoder la défense aérienne et l'ombrelle aérienne à l'Egypte (2).

Les russes ont persisté dans leurs refus des requêtes d'Nasser pour ce qui est de la défense aérienne. Il était totalement conscient de ce genre de pressions. Le problème n'est pas uniquement celui du besoin en avions mais également des pilotes. A un moment où Israël demande des bénévoles de l'étranger pour accroître sa capacité aérienne.

---

(1) Référence précédente

(2) Négociations d'Nasser avec Al Atassi, Aref, Boumediene , Al Azhari et Mahgoub. Le Caire le 16/7/1967.

De là, l'objectif des russes était de ne pas encourager Nasser à refuser leurs recommandations sur les projets de loi onusiens. N'était ce pas là une pression à un moment difficile vécu par l'Egypte et les pays arabes ?

- L'échec de la mission de Boumediene et de Aref à Moscou :  
Pour que les Russes soient confrontés à la réalité, Nasser a proposé que Boumediene et Aref se rendent à Moscou dans une tentative de mettre un terme à cette froideur qui impact l'armement de l'Egypte.

Effectivement les deux présidents sont arrivés à Moscou le 17 juillet 1967 et ont réitéré les demandes militaires de l'Egypte. Ils ont alors trouvé une analyse faite par Brezhnev énumérant les raisons derrière le comportement de la Russie. Ils ont dit que premièrement les aviateurs russes parlaient le russe uniquement. La réponse a été que tous les aviateurs égyptiens étaient formés en Russie et comprenaient leur langue. Il a ajouté que le Caire était éloignée, que le problème de l'approvisionnement était dangereux et que la présence russe pouvait déclencher une guerre mondiale nucléaire.

La conclusion a été que les leaders russes ont manifesté leur disposition à envoyer à l'Egypte des experts techniques, mais n'ont pas répondu de manière franche à la demande de couverture aérienne. Ils ont par contre affirmé que l'action militaire ne pouvait être entreprise avant deux ou trois ans et qu'entre temps les Arabes devraient penser aux solutions politiques. Soit à reconsidérer leur projet au sein des Nations Unies. Quant à la politique de la lutte armée à appelaient l'Algérie, ils estimaient qu'elle était dangereuse pour les pays progressistes.

Les russes avaient suscité ce que Lénine avait fait le 3 avril 1918 et l'avaient considéré comme un modèle à suivre. Lénine avait signé un accord de paix avec l'Allemagne après avoir été obligé de faire face à l'invasion. C'est ainsi que la Russie est sortie de la première guerre mondiale.

Dans ce contexte, Nasser a commenté au cours de sa rencontre avec les deux présidents arabes après leur retour de Moscou et a déclaré que Lénine lorsqu'il avait signé l'accord il l'avait

justifié dans une lettre. Le contenu était « le commandant correct sait bien quand avancer et quand se retirer. Telle est la philosophie de l'accord. Ce qui veut dire que c'est l'action politique qui mènerait à la disposition à la lutte armée. Et il s'agit là de concessions.

Enfin Brezhnev a déclaré que le moral de l'armée égyptienne était très bas et que si les Arabes n'acceptaient pas ces solutions pacifiques, ils seront confrontés au danger de voir Israël traverser le Canal de Suez vers l'Ouest (2).

---

La réunion de Nasser avec Aref et Boumediene après leur retour de Moscou, Le Caire 18/7/1967. Les négociations de Aref Boumediene avec les leaders Soviétiques au Kremlin, Moscou le 18/7/1967.

Avec le projet de loi présenté par l'Union Soviétique aux Nations Unies, le 8 juillet 1967, Nasser avait obtenu des informations des Russes selon lesquelles, les juifs s'apprêtaient à traverser le Canal de Suez et occuper sa rive ouest. Ce qui suscita son anxiété. Le lendemain le matin, ils lui ont envoyé ce projet de loi selon lequel, le Conseil de Sécurité étudie de mettre fin à l'état de guerre. Ils ont ajouté que le plan américain consistant à ce que les juifs traversent les frontières à l'Ouest du Canal à 10 km loin et de stationner sans rentrer au Caire et la remettre aux Américains. Nasser a alors commenté à cet égard « que l'objectif derrière tout cela était de vivre sous tensions et peurs et d'accepter n'importe quelle solution de la part de l'Assemblée générale ».

Nasser a affirmé que les russes se sont mis d'accord avec les Américains sur le retrait et la fin de l'état de guerre. Telle était leur demande dès le départ et les Russes ont accepté. Et donc il fallait retirer les Russes progressivement du dossier. Si la confrontation n'avait pas lieu sur ce point, il serait inutile.

Nasser s'est demandé quelles étaient les concessions que l'on pouvait présenteres ? On pouvait traverser le golfe de Akaba et le stationnement des forces d'urgence sur les deux côtés et ceci sans mettre fin à la guerre. Telle était la solution politique et l'objectif n'était guerre de liquider la cause palestinienne. L'accord de trêve selon le droit international ne mettait pas fin à la guerre. Il s'agissait d'un accord pour le cessez le feu uniquement.

Qui peut appliquer cela ? et ce n'était pas les russes. Nasser estimait que les Américains avaient réussi un coup important, alors que nous les avons contrariés dans la région pendant 15 ans. Comment allaient-ils nous laisser ? Ils considèrent cela comme une occasion pour en finir avec nous et ils ont pour objectif de renverser le régime qui a été effectivement ébranlé. Les Américains ne nous laisseront qu'après qu'ils nous aient éliminés.

Nous avons besoin de l'Union Soviétique par ce que nous avons besoin de l'arme aérienne. Il existe une différence entre l'action politique et la solution politique. A mon avis, il n'y a pas de solution politique parce qu'on ne se mettra jamais d'accord. Aujourd'hui, selon les russes et les américains, la solution politique signifie baisser les armes (1),

---

(1) Les négociations de Nasser, Aref, Boumediene suite au voyage de Moscou, et Al Mahgoub au Caire 19/7/1967,

Bref, la mission de Boumediene et Aref à Moscou a échoué. Comme je l'avais déjà mentionné, personne ne voudrait se trouver à la place de Nasser au lendemain de l'agression du 5 juin 1967. Même l'armée qu'il avait construite sur 10 ans et lui a coûté 1000 millions de L.E. est détruite et n'a plus de morale. Nasser a déclaré que : « le 8 juin, après la fin des hostilités, il n'y avait pas une personne armée dans la rive ouest du canal.



Des forces de la garde républicaine ont été envoyées à Ismaïliya. L'alliée qu'est l'Union Soviétique a pris la partie américaine pour garantir ses propres intérêts. La seule option était d'essayer de gagner les Arabes.

Malgré cette situation, Nasser a tenu à ses principes et a essayé de trouver une issue avec les moindres sacrifices. Il a été déterminé de persister et de refuser la résignation jusqu'à ce que les juifs viennent vers lui comme il l'a dit (1),

Ceci s'est manifesté dans les dialogues avec les leaders arabes et soviétiques. Au cours de ces rencontres, les tactiques de Nasser stratégiques politiques et militaires ont pris le dessus.

Pour ce qui était de la situation à l'époque, Nasser a proposé à Boumediene ce qui suit « Nous avons à choisir entre deux options : ou bien militer ou se résigner aux Américains. C'est une opération difficile parce que si les Américains allaient soutenir Israël et marchander avec nous à travers elle, ils pourraient laisser les Américains atteindre et occuper le Caire.

Ceux qui parlaient des guerres de gangs et qui répétaient que Nasser allait militer sur le front devaient comprendre que nous ne sommes pas comme l'Algérie.. Ce qui veut dire que la guerre de gangs est très difficile et où les seuls acteurs sont les bédouins. Mais il ne s'agit pas de l'Algérie et nous sommes un pays qui ressemble au tapis. Il n'y a pas d'eau au Sinaï ce qui veut dire que la guerre des gangs là bas sera très difficile. Le Sinaï est également couverte ce qui facilite la tâche des hélicoptères des ennemis qui pourraient agir comme bon leur semble. Il est difficile de mener en Egypte une guerre de gangs. En Algérie il y a des montagnes et des vallées alors que nous c'est la plaine (2).

---

Les négociations de Nasser avec le roi Hussein et Boumediene ,  
Le Caire, 10/7/1967

Les négociations de Nasser avec le roi Hussein et Boumediene ,  
Le Caire, 10/7/1967. Référence précédente

La position arabe

Mohamed Ahmed Al Mahgoub (1) avait adopté l'idée de l'unification des Arabes et a déclaré que la solution politique devait être précédée par un pas ferme celui d'unité arabe pouvant leur donner la force.

L'agression a eu lieu alors que les Etats arabes se trouvaient dans un état de divergences. L'Egypte d'une part avec la Jordanie et l'Arabie Saoudite à cause de la révolution du Yémen et d'autre part la Jordanie avec la Syrie. La Libye, quant à elle, se trouve dans une position difficile avec des avions qui décollent chaque jour de la base américaine de Holis. Il y avait des hostilités sur ses deux fronts plus que celle qui opposait les Arabes à Israël. Nos rencontres avant les hostilités ont anticipé l'horaire de la bataille (2).

En réalité, Nasser n'avait d'autre choix que de se référer à la force arabe. A son avis, il fallait distinguer entre le peuple arabe au niveau de la cause et des gouvernements arabes. Dans l'Arabie Saoudite, ont été décapité ceux qui avaient attaqué les locaux d'Aramco. En Tunisie comme au Maroc, le peuple s'est soulevé, et l'ambassade américaine a été brûlée.

D'autre part, la situation économique en Egypte a été extrêmement dangereuse à cause de l'arrêt des revenus du Canal de Suez, le pétrole du Sinaï et du tourisme. Ce qui veut dire qu'elle a besoin d'aides et de facilités économiques pour qu'elle puisse affronter la situation sur le front interne. En même temps, le Koweït possède 1500 milliards de \$, dans les banques britanniques et les Libyens 500 milliards de \$.

Comment sortir de l'impasse difficile de la Jordanie ?

Pendant sa rencontre avec Boumediene au Caire le 10 juillet 1967, Nasser a déclaré : « le roi Hussein a signé présent et s'est engagé avec nous dans une défense conjointe et les juifs nous ont frappé et lui non. Ensuite c'était lui qui avait initié la frappe à Israël. Et il l'a fait avant la Syrie. Je dois prendre en

considération ce pas et ne jamais l'oublier. Le résultat a été qu'il a perdu les trois quarts de son royaume et la Cisjordanie «.

Nasser ne savait pas qu'Eshkol avait envoyé une lettre au roi Hussein, dans la matinée du 5 juin à travers les Nations Unies, dans laquelle il demandait d'arrêter les travaux d'hostilités et dans laquelle il réitérait qu'Israël ne mènera pas une offensive contre la Jordanie (3).

---

Mohamed Ahmed Mahgoub, le premier ministre soudanais  
La rencontre d'Nasser, Aref et Boumediene , Le Caire le 13/7/1967. Référence précédente.  
Lettre d'Eshkoul au roi Hussein remise par le chef d'Etat major des Nations Unies pour la surveillance de la trêve dans la journée du 5/6/1967.

Abdel Nasser a déclaré à Boumediene : « J'ai envoyé au roi Hussein pour lui dire de ne pas rompre avec les Etats Unis et la Grande Bretagne parce que sa position est mauvaise du fait qu'il veut récupérer la Cisjordanie. Le roi Hussein ne pourrait la récupérer sauf si les Etats Unis approuvent cela.

Nasser a expliqué que la Cisjordanie est différente totalement du Sinaï car elle est désertique.

La Cisjordanie est différente. Plus Israël prolonge son séjour en Cisjordanie, plus il devient difficile aux Arabes de la récupérer.

Que fait le roi Hussein ? je parle pour être juste. En réalité nous devons l'aider par tous les moyens possibles. Je dis : Quoi s'il conclut un pacte commun avec l'Amérique pour qu'elle lui remette la Cisjordanie. Je dis cela parce que la situation change aujourd'hui et le roi Hussein est révolutionnaire et il se trouve en crise ainsi que le peuple palestinien «.

Après avoir informé Boumediene que le roi Hussein allait arriver à 1 : 30 et prendre part à cette session, Nasser lui a dit « si le roi Hussein dirait que les américains ont demandé de faire une défense commune avec lui et leur donner des bases en Jordanie et en contrepartie, les juifs sortiraient de la Cisjordanie ; ce serait considéré une prédominance pour Israël.

Ceci écarterait l'éventualité de voir le retour de la Cisjordanie aux Arabes.

« La tragédie de la Cisjordanie est bien plus grande que la tragédie du Sinaï... La Cisjordanie est surpeuplée et sa tragédie est difficile. Nous devons aider le roi Hussein et ne pas lui ériger des obstacles. Il aura la priorité s'il peut régler ce problème. Aujourd'hui nous devons aider la Jordanie par tous les moyens pour récupérer la Cisjordanie qui constitue un calvaire pour les réfugiés arabes » .

Le roi Hussein avait effectué une tournée en Europe et en Amérique. Il avait dit à Nasser après avoir atterri au Caire le 10 juillet 1967 : « lors de ma rencontre avec Johnson, j'ai compris qu'ils voulaient soutenir le droit d'Israël dans la vie outre les affaires de navigation et de Jérusalem. Ils supportaient également que les lieux sacrés et les hauteurs syriennes soient démilitarisés. En d'autres termes, que toutes les demandes d'Israël soient exaucées ».

Et de poursuivre « quant à Londres, ils ont manifesté leur disposition à aider dans la militarisation. En France, De Gaulle a pris une position brave et a dit qu'il se positionnait avec les situations correctes et a affirmé que ses politiques consistaient à éviter l'explosion de la région et qu'il était prêt à présenter toutes formes d'aides.

Le roi Hussein a parlé des endommagements pendant la guerre que ce soit dans les équipements ou les âmes et a dit qu'ils « étaient importants et que les Juifs avaient sapé à même le sol des villages complets à Jérusalem, outre les opérations de spoliations » (1).

Le dialogue entretenu était le suivant :

Hussein ; la mobilisation du côté palestinien n'était pas au niveau requis et comportait de nombreux défauts.

Nasser : et la solution ?

Hussein : que l'on se réunit pour savoir l'avis de chacun.

Nasser : la situation des Juifs au Sinaï est différente de la Cisjordanie. Cette dernière est plus dangereuse. Chaque moment qui passe et les juifs continuent d'occuper la Cisjordanie, ils s'y

attachent davantage. Ils la considèrent comme la Palestine et ils ne la quitteront pas.

Hussein : Ceci s'applique également à la nature du lieu.

Nasser : une région riche, meilleure qu'Al Naqab et autres.

Hussein : je propose une sorte de coopération avec les Etats islamiques sur le long terme aux Nations Unies.

Nasser : ils étaient de notre côté, sauf l'Iran parce qu'elle leur exporte le pétrole à travers Eilat. La Turquie et le Pakistan ont une bonne position.

Etrange. Les juifs endossent la responsabilité de leur cause à un moment où les Arabes ne s'intéressent pas à la leur. Les juifs ont une cause pour laquelle ils meurent. Une guerre religieuse. Les Arabes parlent de la Palestine, mais elle n'est pas une cause pour laquelle ils pourraient mourir.

---

(1) Procès verbal d'Nasser, le roi Husein et Boumediene , Le Caire le 10/7/1967.

Hussein: il existe de l'arme en Cisjordanie, dans les villages en avant, et nous lui avons demandé de les acquérir pour leur lutte mais ils ont refusé.

Nasser : le secteur de Gaza est différent. Khan Younes a eu une bataille féroce.

Hussein : les irakiens avaient une position glorieuse.

Boumediene : pourquoi cette suprématie du juif ? parce qu'il considère que sans Israël, il n'a pas d'existence.

Nasser : Nos conditions étaient mauvaises. Nous étions dans une mauvaise position avec la Jordanie et la Syrie. Encore pire qu'Israël. Notre rencontre est ce qui a hâté la bataille. Et c'est une leçon à apprendre. J'ai dit au roi Hussein que sa position je ne l'oublierais jamais et j'ai dit à Boumediene qu'on ne devait pas nous engager à la base dans une lutte armée.

Ensuite, Nasser aborda le règlement du problème de la Jordanie en présence du roi Hussein avec Boumediene. « Aujourd'hui, je

mets en avant le règlement de la cause jordanienne avant même celle du Sinaï et du Canal de Suez. Nous devons régler le problème de la Jordanie pour la Cisjordanie. Les juifs s'ils s'attachent à la terre, ils ne la quitteront pas. J'ai dit au roi Hussein d'aller sur la table négocier avec les américains. « Car moi j'ai les capacités de récupérer le Sinaï, et lui il n'en dispose pas. Il perçoit entre 45 à 50 millions de dollars. Si ces sommes sont coupées, qui va payer les salaires des employés ? Je suis prêt mais je ne peux pas assumer ces sommes. Nous vivons des conditions difficiles également. Notre monnaie est dévaluée, et je veux acheter du blé, c'est pour quoi j'ai demandé aux russes ». Et à Nasser de reprendre « nous discutons le sujet de la Jordanie pour être juste. Il est incapable de construire une armée ou de militer c'est impossible.

Comment récupérer la Cisjordanie ? Allons-nous la laisser aux juifs ? Que devons nous faire pour la Jordanie ? Ce serait injuste de perdre la Cisjordanie et les arabes qui y vivent, témoigneront de catastrophes. Pouvons-nous la récupérer par la force ? Quand ? l'armée que nous construisons voilà 10 ans est terminée. Et nous allons construire une autre sur combien de temps ?

Nasser s'est demandé que sera la position arabe à la conférence du sommet ? Des marchandages auront lieu parce que Faisal dirait que l'unique voie est d'exterminer Israël. C'est de l'hypocrisie.

J'ai dit au roi Hussein de s'entendre avec les Américains s'il voulait récupérer la Cisjordanie. Après la rupture des relations, le 6 juin, je lui ai envoyé pour dire de ne pas rompre. Et Nasser de clarifier qu'il pleurerait sur la Cisjordanie plus qu'il ne pleurerait sur Sinaï. « Dieu le sait. Le Sinaï me blesse sur le niveau national, mais la Cisjordanie c'est sur le plan humain qu'elle ;e touche. J'ai vu la catastrophe des palestiniens en 1948 et j'estime que ce qui leur arrive maintenant est pire qu'en 1948.

Je ne dis pas cela par humiliation, mais que fait le roi Hussein ? Que lui dire de faire ? Nous sommes responsables de l'avenir

que ferait la Jordanie ? Si nous quittons la Cisjordanie, Israël veut toute la Palestine et ceci s'est passé effectivement(1).

Boumediene s'est opposé à ce que Nasser disait et a dit « je ne suis pas d'accords » et le dialogue ci-dessous s'est déroulé.

Nasser : que faire donc ? devons-nous laisser l'Ouest de la Jordanie pour les juifs et ont-ils besoin de reconnaissance ?

Hussein : le droit à la vie à l'existence.

Nasser : à l'existence. Mais ils ne demandent ni reconnaissance ni représentation. Apparemment, les américains ont remis Jérusalem aux juifs.

---

(1) Référence précédente.

Pour ce qui est de la Cisjordanie. Est-il possible que la Jordanie la récupère par la lutte, c'est-à-dire à l'algérienne, alors que vous ne disposez que de 7 chars ? Les habitants jordaniens et palestiniens résidents en Cisjordanie, peuvent ils militer ?

L'opération est très difficile et je le dis publiquement devant tout le monde pour que je sois indemne devant l'histoire. Que faire ? Il ne s'agit pas de discours et de slogans creux. A mon avis, la Jordanie toute seule ne peut pas faire grand chose.

Quelle est la capacité et le potentiel des Arabes sous l'emprise israélienne ? Leurs capacités sont difficiles et les juifs en profiteront pour les anéantir. Il s'agit d'une opinion personnelle.

Lorsque le roi Hussein s'était demandé sur ce que ferait Nasser il avait déclaré : « je vais travailler sur mon armement et fonder une armée. Même s'ils restent 10 au Sinaï. Nos situations sont différentes. Je ne me soumettrais pas aux Américain, sauf s'ils arrivent au Caire et règlent le problème du Sinaï, outre celui de la Cisjordani .

Nous pouvons entamer dans 3 ou 4 mois une guerre de gangs au Sinaï. On peut leur donner du fil à retordre c'est-à-dire ne pas les approvisionner en eau ou en nourriture. Les laisser en d'autres termes. Au Sinaï, il n'y a pas de civils qui seront préjudiciés



parce que c'est du sable. Je ne baisserais jamais les bras, même s'ils viennent me chercher à ma demeure à Manchiyet Al Bakri «.

Et à Nasser de poursuivre : « J'ai la capacité de travailler. Je demanderais aux Russes de venir en Egypte. Je demanderais l'arme, les pilotes hommes et femmes pour établir avec eux une défense conjointe. Je suis prêts à aller jusqu'au bout sur cette piste d'autant que les Américains veulent nous humilier à tout prix.

J'ai appelé à l'arsenal soviétique avant-hier le 8 juillet. Il n'est arrivé qu'aujourd'hui à Port Saïd. Avant-hier, les juifs avaient apporté des équipements armés pour parvenir à l'Ouest du Canal. J'ai appelé des pilotes russes parce que l'arsenal aérien que je détiens, ne me permet pas d'avoir la prédominance aérienne.

Je me considère dans un état de confrontation avec l'Amérique et non pas avec Israël. Je militerais par tous les moyens possibles et je n'accepterais pas les compromis. La lutte est la seule option que je détiens.

Face à la détermination de Boumediene à la solution militaire, Nasser l'a trouvé impossible et s'est demandé ce qu'il pouvait faire en tant qu'arabes pour récupérer la Cisjordanie ? tenir un sommet ou bien la rupture des relations ou encore l'arrêt de l'acheminement du pétrole ou le retrait des fonds ».

A ce moment là, le roi Hussein a répondu que « pour notre nation la perte de la Cisjordanie signifie la perte de la Palestine «.

Nasser a rétorqué « j'ai beaucoup de mal à cause des arabes qui se trouvent sous l'emprise d'Israël. Mais les arabes se réunirait, et ne parviendront jamais à aucun compromis. Aucun sens. Que des marchandages. On écouterait des propos qui nous font mal et des attitudes blessantes «. C'est un avis personnel auquel je m'y attache. Je suis un homme militant et non pas un américain.

Nasser a expliqué en focalisant davantage sur le roi Hussein : « A ce moment tu prendras une ligne politique et nous une autre, parce que nous attaquerons les Américains. Mais, en Egypte on ne vous attaquera pas et on ne vous mettra pas les bâtons dans les roues ».

Nasser a ajouté qu'il serait difficile de dire ces propos et qu'après avoir récupéré la Cisjordanie, « vous devrez militer jusqu'à vous débarrasser de l'influence et du contrôle américains.

Ma conception est réaliste. Je n'ai pas essayé de faire des détours et j'ai parlé franchement ».

Parce que Nasser était conscient que Boumediene était contre cette conception il lui avait adressé la parole en disant : « frère Boumediene, je n'aurais jamais aimé m'exprimer de cette façon. Mais que faire ? Je lui ai dit hier que nous sommes prêt à partager ensemble le gagne pain malgré la difficulté des circonstances. Que pouvons-nous faire ? comment procurer l'aide ?

A ce moment là le roi Hussein était intervenu pour dire : « la tristesse est liée aux maux. Notre nation arabe porte des points de faibles. On ne peut pas dépendre sur nous-mêmes et qui menace notre existence.

La bataille était inévitable. L'ennemi n'aurait jamais permis qu'on atteigne un degrés de force qui le menacerait et a fabriqué de toutes pièces les raisons qui lui permettraient de faire un acte « (1).

La situation opposée en Syrie :

Pour ce qui est de la Syrie, Nasser estimait que la lutte nationale était impossible à la lumière des circonstances prédominantes à l'époque parce que le régime est isolé et dissocié du peuple.

Lorsque Nasser a rencontré Al Atassi, Aref et Boumediene au Caire le 13 juillet 1967, il a été surpris par la suggestion syrienne de l'unité. Mais il s'était demandé si le moment était opportun pour l'unité ? cette unité peut voir le jour dans 5 à 10 ans pour commencé un travail conjoint «.

Nasser avait ajouté que « l'unité vue de la défaite que nous avons atteint n'aura pas l'impact arabe de celle de l'unité de 1958 qui était une série de victoires. L'Egypte avait pu dépasser l'agression tripartite après la nationalisation du Canal de Suez et les liens arabes étaient très solides. Aujourd'hui, le scénario est inversé « (2).

Nasser dans ses entretiens avec les présidents des Etats du front arabe était franc et ne craignait rien. Il les a mis devant leur responsabilité dans cette position difficile qu'ils affrontent.

---

Référence précédente.

Rencontre de Nasser avec Al Atassi et Boumediene , Le Caire le 13/7/1967. Référence précédente.

Nasser accepte de participer au sommet arabe après un refus :  
L'avis de Nasser de la conférence du sommet était connu  
« Nous avons été invités au sommet en 1963 parce qu'une seule chose nous importait qu'est la Palestine et sa libération. Nous avons voulu nous assoir avec les rétrogrades. Après les expériences que nous avons cooptées avec les esprits rétrogrades arabes, nous ne pouvions pas participer au sommet. Nous avons essayé de purifier l'atmosphère arabe et nous avons essayé de réunir tout le monde et de régler nos problèmes avec l'Arabie Saoudite. L'année dernière, en août, je me suis dirigé vers Djeddah afin d'éviter un quelconque heurt avec Riyad.

L'année dernière, nous avons réalisé que les esprits rétrogrades arabes nous détestaient plus qu'Israël. Mais, dans ces circonstances, Nasser a décidé de ne pas boycotter le sommet auquel a appelé le roi Hussein, une fois les opérations militaires avec Israël terminées le 9 juin. L'avis de Nasser était d'essayer de parvenir à un acquis du sommet pour satisfaire l'opinion publique arabe qui appelle à l'unité. Il avait à cet égard dit à Boumediene, « nous devons essayer et y aller et en cas d'échec parler ouvertement et dire que nous avons fait de notre mieux. Mais ceux-ci veulent que l'on délaisse la voie révolutionnaire pour nous engager dans la trahison » (2). Nasser avait en tête un nombre de problèmes à discuter sur la table dont le plus important celui du Yémen.

- Nasser quittera t il le Yémen ?

Nasser se trouvait dans une position non enviable pour maintes considérations : (1) le marchandage prévu du côté du roi Faisal. D'autant que le problème du Yémen constituait un problème militaire et éthique ayant trait aux principes de libération arabe au moment où Israël occupait le sol égyptien. Au moment de l'agression, une autre a eu lieu au Yémen malgré l'accalmie (3).

---

Discours de Nasser au cours du 14e anniversaire de la révolution à Alexandrie le 26/7/1966. Discours de Nasser p 274 à 289  
Référence précédente.

Procès verbal des négociations de Nasser et Boumediene le 10/7/1967. Référence précédente.

Rencontre de Nasser avec Al Atassy, Aref, Boumediene , Al Azhary et Mahgoub, Le Caire le 16/7/1967

2) Nasser était en besoin de 30 milles forces égyptiennes avec leurs équipements au Yémen pour qu'elles stationnent sur la ligne du feu devant les juifs tout au long du Canal de Suez. Pour ce qui est du Yémen, il a présenté le maximum de concessions. Nasser avait accepté à condition du retrait de la famille de Hamid Al Din du Yémen. Ils ont refusé et mobilisé des forces, avions et missiles Hook. Nasser estimait que le Yémen ne le concernait pas mais qu'il s'agissait d'une présence révolution dans cette région. Sa fin voudrait dire la fin de tous les mouvements révolutionnaires. Le Yémen procure l'arme et les entrainements pour Aden et le sud. Certains estimaient que nous devons être plus réaliste et ne pas faire stationner les forces au Yémen, ne pas défier Faisal ni les américains. Mais, il faut plutôt remettre le Yémen à Faisal pour qu'il soit notre intermédiaire auprès des américains.

Des propos naïfs. Si le Yémen est remis à Faysal ; ceci voudrait dire que le plan américain, qui visait les pays arabes, Aden, le Golfe et l'Egypte, avait triomphé. Si nous remettons aujourd'hui le Yémen, se serait le premier fruit qu'ils ont collecté de l'agression. Le second fruit serait Aden et le Sud où le mouvement de libération prendrait fin au cas où le Yémen baissera les armes, car elle est alimenté par Taaz. Même chose pour les mouvements de libération du Golfe. Ainsi, l'agression aurait porté ses fruits et comment faire de Faisal un intermédiaire entre nous et les Américains.

Nasser se demandait « devons-nous quitter le Yémen ? Nous avons grand besoin des forces du Yémen, car ils sont les forces les meilleures qui nous restent. Si nous arrivons à les interpeller on pourrait arrêter les juifs ». Mais la question doit on laisser le Yémen pour défendre le canal ou doit on la préserver ?

A mon avis, il ne fallait jamais quitter le Yémen. Nous devons y rester et aider le mouvement de libération du sud. Je considère

qu'ils n'ont pas réussi jusqu'à maintenant parce que les régimes n'ont pas tombés. Faisal estimait que nous sommes dans une position plus faible qu'une année auparavant et donc il ne baissera pas les bras facilement au Yémen (1).

---

Procès verbal d'Nasser et de Boumediene , Le Caire le 10/7/1967. Référence précédente.

Et puisque les Anglais vont quitter le sud arabe le 9 janvier 1968, Nasser a décidé de ne pas se retirer avant cette date, parce que s'ils se trouveraient face à face avec les nationalistes, ils les ravageront (1).

Vu la multiplication d'attaques militaires de la part de l'Arabie Saoudite dans cette phase, Nasser avait estimé que le sommet pourrait l'aider à arrêter ce conflit militaire sans quitter le Yémen sauf après l'indépendance du Sud.

Tous ces facteurs avec la pression des leaders arabes ont poussé Nasser à accepter d'aller au sommet arabe de Khartoum. Il avait dit : 'je vais au sommet pour divulguer la position de chacun afin de les mettre devant leur responsabilité. Je m'adresse à celui qui n'a pas lutté : « celui qui a lutté est plus honorable. Le fait que nous avons été infligés une défaite ne signifie pas que nous avons abandonné notre responsabilité. Chose que l'on ne fera jamais» (2)

---

Rencontre de Nasser avec Al Atassi, Aref, Boumediene et Al Azhari, Le Caire, le 14/7/1967

Rencontre de Nasser avec Al Atassi, Aref, Boumediene et Al Azhari, Le Caire, le 16/7/1967, référence précédente.

Le sommet de Khartoum et ses acquis imprévisibles.

A-Le pessimisme après la tenue de la conférence des ministères des affaires étrangères.

La conférence des ministères arabes des affaires étrangères a eu lieu au Koweït le 17 juin 1967 pour préparer la tenue du sommet

arabe au cours de laquelle la position de l'Arabie Saoudite était mauvaise. La lutte au Yémen s'est enflammée pendant et après l'agression israélienne. La Tunisie avait annoncé son attachement à sa position d'antan précisément de 1965. Celle de réconcilier avec Israël. Ce qui lui a valu la rupture des relations avec la République Arabe Unie.

Nasser a craint que le sommet ne se solde sur davantage de différends arabes. A son sens, il n'était pas question de défaite de la guerre ou d'une bataille, mais qu'elle se rapportait à l'honneur. Pour lui, il peut accepter la défaite dans une guerre, mais le pire est de perdre son honneur (1).

Il était évident de la conférence des ministres arabes des affaires étrangères, que les Etats pétroliers, excepté l'Iraq, n'étaient pas prêts d'arrêter son acheminement aux Etats Unis ou bien à la Grande Bretagne. Ils n'étaient pas non plus prêts à retirer les fonds arabes de ces pays comme l'opinion publique arabe le demandait. En effet, la raison derrière les problèmes de l'Occident était la fermeture du canal de suez et non pas le pétrole. A cette époque est apparue à l'horizon une solution au problème du Yémen. Surtout que toutes les unités de l'armée égyptienne stationnaient là bas et que l'Egypte en avait grand besoin.

Face aux résultats de la conférence des ministres arabes des affaires étrangères, Nasser a dit au roi Hussein ; « je n'ai pas d'espoir en le sommet et en s'adressant à Boumediene il a dit je ne veux pas voir ni Faisal, ni Bourgiba, ni la Libye dans ces situations. La Libye est en mauvaise posture. Tous les jours des avions démarrent de la base Holys. Je suis prêt à partir pour la Jordanie «.

Nasser estimait que le sommet ne parviendra pas à des solutions, sauf celle de mettre les acteurs devant leur responsabilité. Le vécu de la nation arabe est clair avant et après la bataille. « Nous acceptés d'assister parce que le roi Hussein nous l'avait demandé, la crise que vit la Jordanie et la terre. Nous avons dit que bien que nous ne voyons aucune utilité nous irons au sommet parce que vous l'avez demandé. Nous avons demandé de l'ajourner après l'assemblée générale des Nations Unies pour

éviter de possibles divisions qui nous mettraient en mauvaise posture devant l'opinion publique mondiale » (2).

---

Procès-verbal du conseil des ministres 2/7/1967, référence précédente

Procès-verbal des négociations d'Nasser, le roi Hussein et Boumediene , Le Caire le 11/7/1967, référence précédente.

Puisque les Américains quitteraient le Sud arabe le 9 janvier 1968, Nasser avait décidé de ne pas commencer par annoncer son retrait avant cette date. Ce, parce que s'ils s'accaparaient des nationalistes, ils les abattraient tous (1).

Vu l'intensification des actes d'attaques militaires de la part de l'Arabie Saoudite pendant cette époque, Nasser avait vu que le sommet l'aiderait à mettre un terme au conflit militaire, sans quitter définitivement le Yémen qu'après l'indépendance du Sud.

Tous ces facteurs avec la pression des leaders arabes avaient incité Nasser à accepter à se rendre au sommet de Khartoum et avait déclaré : « Je me rendrais au sommet pour que chacun révèle sa position et en soit responsable. Et je dirais à qui n'a pas milité : celui qui a milité est plus honorable. Et nous si nous avions été vaincu dans la bataille, cela ne voulait pas dire que nous avons renoncé à notre responsabilité. Nous ne nous passerons jamais de notre responsabilité » (2).

Rencontre de Nasser avec Al Atassi, Aref, Boumediene et Al Azhari, Le Caire le 14/7/1967.

Rencontre de Nasser avec Al Atassi, Aref, Boumediene, Al Azhari et Al Mahgoub, le Caire le 16/7/1967, référence précédente.

B-La surprise de la conférence:



Le 26 août a été fixé à la tenue du sommet arabe. Nasser s'était dirigé à Khartoum alors qu'il se trouvait dans une position non enviable et avait été heurté par des faits qu'il ne prévoyait guère. Ci-dessous Nasser décrivait ses sentiments en y faisant un flash back plus tard en janvier 1970 : « Je suis venu sur votre sol en août juste après la défaite. Dans cette circonstance difficile je me demandais, alors que j'étais à l'aéroport de Khartoum, comment je serais accueilli par le peuple frère soudanais ? Et dès que j'ai atterris votre glorieuse capitale, le peuple soudanais héroïque m'a donné toute la dose d'optimisme dont j'avais besoin.

J'ai vu le peuple soudanais héroïque, plein de détermination pour la lutte jusqu'à la victoire, debout dans les rues du matin au soir jusqu'à l'heure de la tenue du sommet de Khartoum. Ensuite, les revues américaines sont sorties pour dire que Khartoum accueillait à bras ouverts le vaincu ». (1)

Le sommet de Khartoum a eu lieu dans un climat arabe tendu par la défaite et par une animosité entre certains leaders arabes. Mais, en considérant la réalité arabe après l'agression israélienne, nous pouvons dire que le sommet de Khartoum a réussi. Le sommet a mis l'accent sur les options et scénarios réalisables. L'action militaire était valable ainsi que l'action politique sous conditions. Non à la réconciliation, à la reconnaissance et aux négociations avec Israël. Renoncer aux droits du peuple palestinien était catégoriquement refusé.

Le sommet avait décidé d'accorder l'aide économique de la part des pays producteurs de pétrole à ceux limitrophes avec Israël dont certaines parties ont été occupées, comme la République arabe unie (RAU), la Syrie et la Jordanie. Pour le conflit au Yémen entre la RAU et l'Arabie Saoudite, était terminé depuis le jour où la Grande Bretagne avait annoncé de s'y retirer le 9 janvier 1968 suite aux frappes continues des rebelles du sud arabe.

Le discours de Nasser dans l'arène sportive de Khartoum, le 1/1/1970. Discours de Nasser pp 255-278. Référence précédente.

Nasser avait déclaré plusieurs fois : « nos forces ne quitteraient pas le Yémen avant que les forces britanniques ne se retirent du sud arabe » (1).

Au sommet de Khartoum, Nasser a réussi, avec la coopération du roi Faisal à se mettre d'accord au sujet du Yémen. L'objectif était de réaliser les objectifs décidés. Il suffisait qu'un régime de gouvernance national soit établi à Sanaa sans forces égyptiennes. Et que des nationalistes soient implantés dans Aden et dans le Sud arabe (2). Le sommet de Khartoum avait donné lieu aux recommandations suivantes.

Le sommet avait mis l'accent sur l'unité des rangs arabes et de l'action commune. Les rois et présidents et représentants avaient mis l'accent sur l'engagement de leur pays à la charte de la solidarité arabe signée au troisième sommet arabe de Casablanca le 15 septembre 1965.

Le sommet avait décidé la nécessité de conjuguer les efforts pour éliminer les séquelles de l'agression, partant du principe que les territoires occupés doivent être récupérés par les pays arabes.

Les rois et présidents s'étaient mis d'accord sur l'unification des efforts dans l'action politique sur les plans international et diplomatique afin d'éliminer les séquelles de l'agression et de sécuriser le retrait des forces israéliennes après le 5 juin. Ce, dans le cadre des principes fondamentaux prescrits par les Etats arabes ; à savoir de ne pas réconcilier, reconnaître ou négocier avec et l'engagement au droit du peuple palestinien sur son territoire.

La conférence des ministres arabes des finances, de l'économie et du pétrole avait recommandé de ne pas considérer l'acheminement du pétrole comme une arme dans la bataille. Mais, le sommet a vu, après une étude minutieuse, que cet acheminement peut être orienté pour soutenir les économies arabes qui étaient affectées directement par l'agression et afin qu'elles soient à la hauteur de la bataille.

Le sommet avait décidé par initiative de Nasser de poursuivre l'acheminement du pétrole, qui est un signe d'énergie positive arabe pouvant être sacrifiée pour le service des objectifs arabes.

---

Heykal "Khartoum et après", le 8/9/1967. Référence précédente. Discours de Nasser à la conférence nationale de l'union socialiste arabe à l'occasion du 16e anniversaire de la révolution du 23 juillet le 23/7/1968. Discours de Nasser pp 577-601. Référence précédente

Les parties présentes avaient approuvé le projet présenté par le Koweït pour créer un fond de développement économique et social arabe, conformément aux recommandations de la conférence de Bagdad des ministres des finances, de l'économie et du pétrole.

Les parties présentes avaient décidé de ne pas entreprendre des mesures nécessaires pour soutenir les préparatifs militaires.

Le sommet avaient décidé de liquider les bases militaires étrangères dans existantes sur les territoires arabes.

L'Arabie Saoudite, le Koweït et la Libye avaient décidé de payer les sommes suivantes réparties sur des tranches trimestrielles et ceci depuis le début d'octobre et jusqu'à la fin de l'agression. L'Arabie Saoudite 50 millions de Sterling, le Koweït 55 millions de Sterling et la Libye 30 millions de Sterling.

Nasser avait considéré le sommet arabe comme réussi malgré les prévisions qui disaient le contraire avant sa tenue. Le sommet avec pour objectif ultime de compiler toutes sortes d'indemnisation économique pouvant aider dans la confrontation. Cet objectif a été réalisé et le problème du Yémen résolu. Ce qui avait permis les forces égyptiennes de se retirer après le retrait des forces britanniques du sud arabe.

En effet, il était prévu qu'Nasser appelle, pendant le sommet, de mettre un terme à l'acheminement du pétrole, mais il a trouvé que ceci était sans résultats. Mais, il s'était rendu compte que personne n'approuverait cela. Nasser était celui qui avait mis le sommet dans l'orientation qu'il avait emprunté. Car, il voulait persister et c'était la seule manière de percevoir une aide

économique d'eux pour se réhabiliter. Ils avaient tous accepté cela et la somme qui avaient été fixées était plus grande que celle prévue (1).

Je me rappelle ne pas avoir vu le sourire sur les lèvres de mon père depuis l'agression ; sauf en montant les escaliers de notre maison en revenant du sommet de Khartoum. Le peuple frère soudanais l'avait mis dans la position du victorieux et lui avait aidé à réaliser des rêves qui étaient considérés comme irréalisables.

---

procès verbal du conseil des ministres le 3/9/1967

Heykal « l'après Khartoum » le 8/9/1967. Référence précédente

## Cinquièmement : l'action politique et ses obstacles

L'action politique a été entamée immédiatement après l'instauration du cessez-le-feu, dans la foulée de l'agression israélienne contre les pays arabes. Le conflit politique aux Nations Unies avait frôlé l'acuité de l'affrontement militaire. Israël était soutenu par les Etats-Unis et les pays occidentaux –à l'exception de la France de de Gaulles- alors que l'Egypte et la Syrie, elles, avaient compté sur l'allié soviétique qui avait fini par les trahir après l'accord conclu avec les Etats-Unis à Glassboro, les 23-25 juin 1967 sur la restriction des livraisons d'armes au Moyen-Orient. L'Egypte s'était alors retrouvée toute seule face à ce bloc !

Les nombreux projets de résolution publiés aux Nations Unies illustraient le conflit avec ses orientations diverses.

### 1- L'inflexibilité de l'Egypte vis-à-vis des solutions politiques proposées aux Nations Unies :

Nasser était convaincu que l'action politique a toujours été le reflet de la situation militaire et de la capacité à agir aux niveaux de l'offensive-défensive. Vu que la capacité militaire du pays avait été totalement anéantie par l'agression israélienne, Nasser se trouvait dans une situation critique et était tiraillé entre ce que la réalité apportait et ses principes qui lui tenaient à cœur, même dans les moments difficiles.

Il lui suffisait d'avoir supporté, pendant des mois, le poids d'une vérité qu'il avait cachée au peuple : les forces égyptiennes étaient incapables de contrer une attaque israélienne quelconque du côté de l'est du Canal de Suez ou de traverser vers la rive ouest ; de surcroît, les Israéliens étaient en mesure, d'un point de vue militaire, d'atteindre le Caire en quatre heures ! Nasser ne pouvait y faire face, en l'absence de la défense aérienne, et en raison de la courte portée de ses avions inaptes à parvenir aux villes israéliennes en représailles !

Par ailleurs, les villes de Suez, d'Ismaïlia et de Port-Saïd étaient directement dans le collimateur de l'ennemi, sur la rive

occidentale du Canal de Suez, ce qui rajoutait un fardeau supplémentaire pénible résultant de la menace militaire israélienne contre les civils.

Nasser avait rendu public, le 15 février 1968, un secret que personne ne connaissait ; le 11 juin, il avait dû affronter au Caire une vaste opération menée par des dirigeants de l'armée qui avaient été démis de leurs fonctions, au moment où la garde républicaine avait été dépêchée avec ses chars, sur ses ordres, à Ismaïlia ; aucun soldat n'était à ses côtés ! Il s'agissait d'une manifestation armée de 700 grands officiers qui ont marché en direction de son domicile à Mancheyat el-Bakri puis vers le bâtiment du commandement de l'armée.

J'ai appris, par la suite, que c'était la première fois que Nasser a dégainé son revolver !

Malgré les efforts et les manœuvres de l'Egypte à l'échelon de la politique internationale, Nasser avait la conviction qu'il devait faire la guerre à Israël, que celle-ci était inéluctable et qu'il ne pouvait triompher politiquement que s'il était capable militairement. Le principal point de faiblesse qui le bridait était la capacité d'Israël de frapper les civils !

Nasser était cependant conscient qu'Israël avait, lui-aussi, des points vulnérables, surtout après l'écoulement de plus de deux mois après l'agression israélienne contre l'Egypte ; la situation politique était minée par les différends intérieurs. A cela s'ajoutait le problème de l'intégration de plus d'un million d'Arabes, après l'agression du 5 juin, ce qui a poussé les Israéliens à sentir que les régions de la Cisjordanie en Jordanie et de Gaza leur pèsent à l'avenir : en raison de la deuxième génération, la majorité en Israël serait arabe, le parlement serait majoritairement arabe, ce qui signifiait que le gouvernement serait, en fin de compte, arabe ! (1)

Après le sérieux revers essuyé suite à l'agression israélienne et la perte de la plus grande partie des équipements militaires égyptiens, Nasser ne pouvait qu'accepter de tenter l'action politique ; il voulait gagner du temps pour reconstruire l'armée. Il désirait en outre conquérir l'opinion publique mondiale mais

réalisait, depuis le début, en sa qualité de militaire, que « ce qui a été pris par la force ne peut être rétabli que par la force ». (2) Nasser a expliqué, au départ, que deux points précis étaient hors de discussion pour la R.A.U :

a- Le retrait total de tous les territoires arabes occupés pendant les combats de juin 1967 (en R.A.U, au Royaume jordanien hachémite et en République arabe de Syrie).

b- L'interdiction à Israël de traverser le Canal de Suez, à tout prix. Nasser était persuadé que le transit par le Canal de Suez faisait partie intégrante de la cause palestinienne et n'avait aucun rapport avec cette question "d'effacer" des retombées de l'agression (3). Nasser avait même posé pour condition de la traversée d'Israël par le Canal de Suez, l'application des résolutions des Nations Unies afférentes au retour des réfugiés ou leur indemnisation.

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 17/9/1967.

(2) Discours de Nasser lors de l'ouverture de la 5<sup>e</sup> législature du Conseil de la Nation, 23/11/1967, Discours de Nasser, partie 1, p 309-347, référence précédente.

(3) Référence précédente.

Des projets de résolution ont été soumis successivement à l'Assemblée générale des Nations Unies (1) mais l'Égypte et les Arabes les rejetaient car ils ne stipulaient pas le retrait d'Israël des territoires occupés après l'agression du 5 juin. Les États-Unis s'étaient accordés avec l'URSS sur le projet de résolution qui avait suscité de nombreux débats et avait fini par échouer, en raison de la polarisation internationale ; chacun des deux pays soutenait l'une des parties du conflit.

A la suite d'un premier entretien entre Johnson et Kossyguine à Glassboro le 23 juin, l'URSS a commencé à exercer des pressions sur l'Égypte pour accepter le projet américano-soviétique, qui prévoyait la suspension des livraisons d'armes et de l'envoi d'experts militaires russes, auparavant avalisés par Podgorny !

Nasser a vécu une période pénible sous les pressions des Soviétiques, les relations bilatérales s'étaient détériorées, notamment après son refus d'une proposition de Zakharov de construire une base navale soviétique à Alexandrie tout acceptant cependant la visite de la flotte soviétique ordinaire. Les Soviétiques ont certes été contrariés et les relations s'étaient refroidies d'un cran. (2)

Nasser avait raison d'avoir rejeté le projet américano-soviétique avancé à l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 juillet 1967. Lors d'une réunion au Caire avec le roi Hussein, Nasser a affirmé la différence entre une décision politique et un règlement politique, car tout projet serait interprété par chaque partie à son propre gré !

Bien que Nasser ait souhaité la validation d'une résolution avant la fin de la session de l'Assemblée générale de l'ONU, l'approbation du projet de résolution américano-soviétique était impossible pour plusieurs raisons :

(1) Le projet soviétique 19/6/1967, le projet américain au début de la crise en juin 1967, le projet albanais 26//1967, le projet des Etats non alignés 29/6/1967, le projet latino-américain 19/6/1967. Ces projets avaient été soumis à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, terminée le 22/7/1967.

La session ordinaire de l'Assemblée générale a été tenue en septembre de la même année ; à laquelle ont été avancés le projet brésilien 6/10/1967, le projet indien 27/10/1967, le projet danois 24/10/1967, le projet afro-asiatique proposé par l'Inde, le Mali et le Nigéria le 7/11/1967, le projet japonais 9/11/1967, le projet brésilo-argentin 10/11/1967, le projet britannique 16/11/1967 et le projet soviétique 20/11/1967.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 17/9/1967, référence précédente.

a- Tous les Etats arabes, y compris l'Egypte, l'avaient refusé. Si l'Egypte se ravisait, cela aurait causé une grande gêne ! Nasser



préférerait qu'une nouvelle résolution soit proposée pour éviter d'avoir des problèmes avec les Arabes et pour empêcher que le sommet arabe à Khartoum soit annulé. L'assistance économique arabe risquait de s'interrompre et l'Égypte avait besoin de l'ambiance arabe qui prévalait alors à Khartoum. Tant que les Juifs se trouvaient dans les territoires arabes, Nasser ne voulait pas s'engager dans une bataille arabe et des conflits qui dilapideraient les efforts. En effet, la Syrie et même l'Algérie s'en étaient pris à la position de la R.A.U et Nasser disait : « Comment affronter les pays arabes qui n'ont pas le courage de faire face à la situation ?! Il est plus facile pour eux de la rejeter... nous disons aux gens dans les pays arabes : laissez-nous... nous sommes un pays occupé, ce que nous avons accepté, vous devez l'accepter aussi ! Nous devons donc travailler à la publication d'une résolution puis ensuite donner des explications ». (1)

b- Le projet américano-soviétique comportait des points que l'Égypte rejetait :

1- La cessation de l'état de guerre, ce qui signifiait le passage d'Israël par le Canal de Suez, conformément à la Convention de Constantinople (1888) ; ceci était inenvisageable pour Nasser : « Si nous leur permettons de traverser le Canal, sans qu'ils n'approuvent les droits du peuple palestinien, nous leur aurons donné tout sans rien prendre d'eux en échange ! Israël doit exécuter les résolutions des Nations Unies, notamment celles relatives au retour des réfugiés à leur territoire ou leur indemnisation ». (2)

2- La démilitarisation du Sinaï et l'internationalisation de la bande de Gaza, ce que Nasser a refusé.

3- La liberté de la navigation dans le détroit de Tiran.

4- La reconnaissance de l'existence indépendante d'Israël, qui était hors de discussion pour Nasser, étant donné les accords d'armistice de Rhodes (Grèce), le 24 février 1949, conclus entre deux gouvernements et la réunion de la commission de la réconciliation à Lausanne. (3)

- (1) Réunion de Nasser avec le roi Hussein, le Caire, 30/9/1967.
- (2) Référence précédente.
- (3) La Commission de réconciliation, formée par les Nations Unies le 11/12/1948, était constituée des Etats-Unis, de la Turquie et de la France et avait pour mission d'exécuter les résolutions de l'ONU publiées les années 1947, 1948 et 1949. Elle ne s'était réunie qu'une seule fois à Lausanne, en présence des Arabes et d'Israël, lequel avait refusé, devant la commission, d'appliquer toute résolution onusienne.

Les territoires arabes étaient occupés : les Juifs étaient à 100 km du Caire et occupaient la rive ouest du Jourdain à 50 km de Damas. Vu cet état des lieux, il était donc illogique de dire que l'Etat d'Israël n'existait pas ! En fait, les accords d'armistice, signés par les Etats arabes concernés, signifiaient que l'Etat d'Israël existait.

- 5- Le projet de résolution américano-russe n'approuvait pas le retrait d'Israël jusqu'aux frontières du 5 juin 1967 et stipulait que les frontières seraient conventionnelles ; ceci signifiait qu'il y avait un plan pour donner davantage de territoires à Israël. (1)
- 6- Le projet de résolution refusait également des négociations directes avec un intermédiaire.

Ainsi Nasser a-t-il considéré que le projet de résolution était caduc, le commentant comme suit : « Ce n'est pas du travail politique, mais une capitulation politique ! De surcroît, tous les pays arabes l'ont rejeté ».

Nasser aurait préféré que les Russes élaborent un nouveau projet de résolution qui empêcherait aux Arabes de surenchérir ou d'accuser l'Egypte de vouloir éclipser la cause palestinienne et qui serait soumis au Conseil de sécurité pour éviter de devoir demander aux Arabes de l'approuver, comme il est nécessaire au sein de l'Assemblée générale.

Nasser a affirmé au roi Hussein que l’Egypte se préparait militairement, à l’insu des Juifs, pour récupérer son territoire ; la solution pacifique serait donc inutile ! « Si nous donnons aux Américains et aux Russes l’impression que nous n’accepterons jamais de capituler et que nous combattons, si nécessaire, bien qu’ils ne le veulent pas, ceci renforcera notre position sur le plan politique». (2)

Face à l’opposition des Arabes au projet de résolution américano-russe, Tito a avancé un autre projet de résolution au Conseil de sécurité, le 29 juin 1967, qui a fait l’objet de nombreux débats. Ce projet de résolution prévoyait le retrait d’Israël aux frontières du 5 juin dans tous les pays arabes, la garantie de ces frontières par les superpuissances ou le Conseil de sécurité, le déploiement de la force d’urgence des Nations Unies du côté d’Israël et de celui des pays arabes, le maintien du Canal de Suez tel qu’il était le 5 juin 1967, le maintien du statut du golfe d’Aqaba tel quel jusqu’à ce que la Cour Internationale de justice se prononce à son sujet et enfin le report de l’examen de la question des réfugiés.

Tito s’était rendu à Moscou pour inciter les pays socialistes à offrir une aide efficace aux pays arabes, notamment l’Egypte et la Syrie. Un message de Johnson a été remis à Tito –en sa qualité d’ami de Nasser- insistant sur la nécessité d’accepter le projet américano-soviétique. Un message de l’URSS était parvenu, au même moment, à Nasser soulignant la nécessité de trouver un règlement politique ! Tito avait prôné un règlement pacifique qui serait la meilleure solution, tant qu’il n’affecterait pas l’indépendance des Etats.

(1) Réunion de Nasser avec le roi Hussein, le Caire, 17/10/1967. Référence précédente.

(2) Référence précédente.

« Nous sommes favorables à l’aboutissement d’un règlement politique, mais il y a une différence entre cela et la capitulation » ! avait dit Nasser, avant d’ajouter « Pourquoi prendre des solutions américaines de la Russie ?! Nous pouvons

les (en référence aux Américains) contacter directement sans l'intermédiaire de Gromyko ! (1)

Concernant le projet de résolution proposé par Tito, Nasser estimait que, s'il était approuvé par les Nations Unies, il serait dans l'intérêt des Arabes, mais il avait été malheureusement rejeté par les Américains qui ne voulaient pas se conformer aux frontières d'avant le 5 juin. (2) Ils n'allaient jamais accepter que la question des réfugiés soit liée à l'autorisation aux Israéliens de passer par le Canal de Suez et avaient réclamé que le projet de résolution stipule l'entremise d'un médiateur ! Ceci signifiait que la position des Etats-Unis s'était durcie alors que les Russes avaient amélioré la leur, avaient approuvé le projet de résolution de Tito, et avaient commencé à livrer des armes et à dépêcher des experts comme convenu avec l'Egypte (3).

Nasser travaillait à faire voter, pendant la session extraordinaire des Nations Unies, une résolution qui serait, de préférence, basée sur le projet de résolution de Tito, celui-ci étant non contradictoire avec la cause palestinienne. (4)

Il convient de remarquer que, pendant la session de l'ONU, les Israéliens n'avaient pas laissé les Américains sans pressions ou encore sans déformation des faits. Outre les contacts permanents entre les deux parties, Aba Eban s'était rendu aux Etats-Unis et s'était entretenu avec Johnson le 24 octobre 1967 pour lui confirmer la position d'Israël reposant sur la nécessité d'abandonner les arrangements de l'armistice et du cessez-le-feu, d'agir en faveur de la paix avec les pays arabes, de se reconnaître mutuellement et de démarquer les frontières permanentes conventionnelles entre les Arabes et Israël. Et Aba Eban de réitérer qu'il n'y aura pas de retrait sans paix et que les négociations directes entre les deux parties étaient extrêmement importantes.

Evoquant les arrangements convenus en 1957 (5), Eban a estimé impossible que cela ait lieu deux fois !

(1) Procès-verbal de la réunion de Nasser avec Tito, le Caire, 12/8/1967.

(2) Refus opposé par les Américains au projet de résolution de Tito, en dépit du message de Johnson à son adresse lui exprimant sa volonté de régler la crise, 9/8/1967. Voir également le message de Johnson à Tito mentionnant le projet de résolution américano-soviétique, le 15/9/1967.

(3) Procès-verbal du Conseil des ministres, le 22/10/1967.

Voir aussi le message non daté de Kossyguine à Johnson.

(4) Réunion de Nasser avec le roi Hussein, le Caire, 30/9/1967, référence précédente.

(5) P. du livre.

Eban en a profité pour exprimer son étonnement quant à l'empressement des Russes à compenser les pertes des Arabes en armes, notamment en avions. Cet entretien a permis de révéler que les Etats-Unis avaient livré 48 chasseurs à Israël qui leur avait également commandé 77 autres avant la fin 1968 ! Malgré tout cela, Johnson avait appelé l'URSS à s'engager à ne fournir aucune arme au Moyen-Orient ! (1)

Comme l'avait prédit Nasser, les Américains et les Russes sont tombés en désaccord sur l'interprétation des textes des projets de résolution (2). Lorsque le projet de résolution indien – qui était compatible aux projets de résolution précédents- a été soumis à l'ONU le 27 octobre 1967, il prônait le retrait aux frontières du 4 juin, sur fonds de l'illégitimité de l'occupation des territoires. Cependant, il n'a pas fait l'unanimité et les Etats-Unis ont exercé de grandes pressions sur les Etats africains et asiatiques ainsi que sur les pays de l'Amérique latine pour les empêcher de se ranger du côté de l'Inde !

Pendant l'examen du projet de résolution indien, le Danemark en a avancé un autre, comportant majoritairement des extraits de la charte des Nations Unies, « de teinte américaine » dans de nombreuses parties et n'exprimant donc point la position de l'Egypte (3).

Ce à quoi l'Egypte s'opposait essentiellement, c'était la position des Etats-Unis vis-à-vis du retrait et leur insistance à ne pas mentionner le retour aux frontières du 4 juin. Les Etats-Unis

croyaient que les frontières de l’Egypte – le Sinâï- ne faisaient l’objet d’aucun désaccord et que le problème résidait dans les hauteurs syriennes, Gaza et la Jordanie, ainsi que la Cisjordanie et Jérusalem. (4)

Les Etats-Unis soutenaient donc entièrement Israël, dictaient leurs conditions –d’une position de force - et interprétaient tout projet de résolution soumis aux Nations Unies en fonction de cela !

Par ailleurs, l’URSS exerçait le maximum de pressions sur les Etats-Unis pour parvenir à la solution que les Arabes désiraient et Johnson continuait à insister sur une seule exigence pour instaurer la paix, à savoir, la non-livraison d’armes aux Arabes et la saisine des Nations Unies au sujet de toute cargaison qui leur serait remise. (5)

(1) Mémorandum de conversation, Washington, 24/10/1967, le Moyen-Orient, le président Rostow, Battle, Eban, Harriman, Evron.

Voir également : Mémorandum de conversation, Washington, 2/11/1967, Rostow, Evron et Harriman.

Message d’Eban à Goldberg, 1/11/1967, référence précédente.

(2) Deux messages échangés entre Johnson et Kossyguine, les 20 et 23/10/1967.

(3) Procès-verbal du Conseil des ministres, 31/10/1967, référence précédente.

(4) Référence précédente.

(5) Référence précédente.

2- Tendances de Nasser à la flexibilité en action politique en faveur de l’amélioration de la situation militaire :

Nasser n’était pas optimiste, depuis le départ, quant à la solution politique mais il voulait prouver à l’opinion publique mondiale qu’il n’était pas intransigent face aux efforts engagés au sein des Nations Unies et désirait, en même temps, gagner du temps pour se préparer sur le plan militaire.

« Il est certes impossible que les choses (les efforts) en arrivent à une paix avec Israël à moins qu'ils viennent au Caire et imposent la paix...soit, une paix imposée ; mais il est impensable que le processus inclut une paix, une reconnaissance et une autorisation de passage par le canal de Suez ! », avait affirmé Nasser devant le Conseil des ministres, le 31 octobre 1967.

Nasser a voulu convaincre, le 3 novembre 1967, l'émissaire spécial de Johnson, John Andersen d'informer le gouvernement et le peuple américains de sa volonté de parvenir à un règlement politique en faveur de la paix et du fait que l'Égypte avait plus d'intérêt à la paix qu'à la guerre, mais dans le cadre des principes nationalistes.

« Tentez de convaincre votre gouvernement et votre peuple que toute question relative aux négociations directes ou par le biais d'un intermédiaire serait un acte suicidaire pour moi et pour tout autre commandant arabe ! Soyons pratiques, si nous voulons tous la paix, alors trouvons un moyen de régler nos différends et de vivre en paix...cependant, les problèmes les plus épineux seront le Canal de Suez et Jérusalem, mais, si les Etats-Unis règlent le problème des réfugiés, je pourrais alors permettre aux navires israéliens de passer par le Canal de Suez. Que le règlement consiste en l'approbation des Israéliens de leur (les réfugiés palestiniens) verser des indemnités, si leur retour était impossible » (1), avait dit Nasser à Andersen.

Quand Andersen a évoqué la proposition de démilitarisation totale du Sinaï, Nasser a expliqué que le Sinaï était d'une très grande étendue et qu'il ne pouvait dire qu'un membre quelconque de l'armée n'avait pas le droit de s'y trouver ! "Il se peut que j'accepte qu'aucun militaire ne soit déployé à Charm el-Cheikh ou à une distance de 10 ou 15 miles des frontières israéliennes, si Israël acceptait d'en faire autant », a-t-il repris.

« Je souhaite recevoir une réponse favorable de la part de votre gouvernement et j'espère que vous lui expliquiez que, quoique nous désirons la paix, nous ne pouvons l'obtenir en échange de notre propre destruction ou de celle d'un commandant arabe

quelconque...nous parlons de notre propre droit à la vie ! », a conclu Nasser.

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 5/11/1967.

« Je ne veux rien d'autre que la paix, je voudrais aller jusqu'au bout de « l'effort humain » pour le réaliser, mais il ne faut pas me demander l'impossible ! Il ne faut pas me demander de faire une chose condamnable par tout autre leader arabe et par mon peuple. Je suis prêt à aller jusqu'aux limites que permettent les vérités de la vie...Concernant les demandes des Israéliens, certaines d'entre elles – et ils le savent- sont impossibles pour nous », a fait savoir Nasser. (1)

Nasser a réitéré la position qu'il a toujours affichée : son refus de l'expansionnisme israélien au détriment des pays arabes et de l'annexion de Jérusalem, considéré, par tous les musulmans, comme une violation de leurs droits religieux et constituant un problème notamment pour les adeptes des trois religions monothéistes.

Lorsqu'Andersen a suggéré la gestion commune de Jérusalem et la supervision par les adeptes de chaque religion de leurs lieux saints, Nasser a expliqué que ces propos étaient inadmissibles et signifiaient que le dossier ne serait jamais réglé ! « Comment la gestion pourrait-elle être juive ?! Israël est-il constitué de juifs uniquement ?! La Jordanie, elle, est composée de musulmans et de chrétiens. Je crois que personne n'acceptera un expansionnisme quelconque d'Israël, donner Jérusalem à Israël signifie que l'expansionnisme est là! Mais aucun inconvénient à ce que les Juifs supervisent le quartier religieux juif à Jérusalem ».

Nasser a également insisté sur le fait qu'il ne pouvait parler au nom des pays arabes à ce sujet, car certains d'entre eux désapprouvaient ses manœuvres politiques !

Après son entretien avec Andersen, Nasser a avoué à ses ministres qu'il ne pouvait céder davantage dans les solutions



pacifiques proposées, ajoutant : « En tout cas, nous n'avons d'autres choix que la capitulation ou la guerre, et, bien sûr, la capitulation est hors de question ! Comment faire la guerre ? En mobilisant toutes nos ressources et toute notre énergie, quand ? Nous combattons en ayant entièrement confiance que nous gagnerons la guerre, si Dieu le veut, et nos préparatifs pour la guerre pousseront nos ennemis à nous craindre ». (2)

(1) Télégramme à la Maison Blanche de la part d'Anderson, Washington, 3/11/1967.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 5/11/1967, référence précédente.

Cette vision que Nasser avait proposée à Anderson avait eu un effet politique sur les Etats-Unis et l'URSS et exprimait une position plus réaliste de l'Egypte qui incitait les Etats-Unis à approuver une résolution désamorçant la crise (1) et ce malgré l'attachement de Nasser à sa politique reposant sur le retrait total aux frontières du 4 juin 1967, le droit de chaque Etat à la vie, les droits des réfugiés conformément aux résolutions des Nations Unies, le passage « innocent » par les cours de navigation internationaux conditionné par les droits des réfugiés.

« Il ne s'agit plus de la cause palestinienne ; une partie de notre pays est occupée et nous avons décidé que la seule option est de faire la guerre...mais sommes-nous prêts à la solution militaire ?! Nous devons prendre cela en compte ; il n'y a donc aucun mal à épuiser tous les moyens tant que nous avons des principes particuliers et une voie précise dont nous ne nous détournerons pas.

Nous parachevons nos défenses et nous avons besoin de plusieurs mois ; jusqu'à présent, notre plan n'est pas encore complet et le sera en novembre ». (2)

Selon les propos de Moshe Dayan, ils s'étaient imaginés que l'opération du 5 juin avait secoué le monde entier mais ils avaient tort ! Ceux qui étaient là avant le 5 juin, y sont toujours, ce qui veut dire que rien n'a été réglé ! Après avoir ressenti un sentiment de victoire et la fin de l'opération, les Israéliens ont

éprouvé de l'inquiétude en réalisant que la guerre persistait et qu'elle n'était pas encore terminée !

Comme l'a dit Ben Gourion, deux jours plus tôt, il faut une autre guerre, car la première n'a conduit à rien !

Concernant la position de l'URSS, ce qu'avait prédit Nasser était arrivé ; quand il a adressé un message à Brejnev par le biais de Ali Sabri le 10 novembre 1967 pour le convaincre que la poursuite de leur inflexibilité affecterait les systèmes progressistes qui risqueraient de s'effondrer, Brejnev a réagi en affirmant sa foi en la nécessité de renforcer et d'organiser les forces armées et de les préparer non seulement à la défensive mais aussi à l'offensive, avant d'ajouter : « Nous avons décidé hier de continuer à soutenir votre armée techniquement et autres...nos experts travailleront jour et nuit à votre service car nous voulons que l'armée devienne très forte ».

Dans un message officiel adressé à Nasser, Brejnev a affirmé le soutien de l'URSS à la révolution de la R.A.U, et l'a informé de la réunion secrète des Etats orientaux, le jour précédent – à l'exception de la Roumanie- avec la participation de Tito, qui a débouché sur une décision de maintenir l'aide militaire et économique, « une force immense est donc avec vous ».

(1) Mémoire de Conversation, Washington, 3/11/1967, Etats-Unis, URSS, Kusnetsov.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 5/11/1967, référence précédente.

Brejnev s'est réjoui de la situation intérieure en Egypte et évoqué la confiance populaire dont jouit Nasser. Il a expliqué à Ali Sabri que Grischko (1) réfléchissait à un moyen d'aider l'armée égyptienne, notamment les forces de l'air, de contribuer à la défense aérienne et dans tous les secteurs et de protéger le haut barrage dont la prise pour cible signifierait la destruction de tout.

« Il ne faut pas vous laisser aller à la provocation et engager une opération militaire qui n'est pas envisagé actuellement; selon certaines opinions, ce qui a été pris par la force ne peut être

récupéré que par la force, la question, c'est quand ? Nous avons tous accepté la poursuite des efforts politiques pour régler la crise, et, avec l'accord de Nasser, nous avons adressé un message à Johnson qui a affirmé sa volonté de nous contacter, qu'il soutenait le règlement politique et qu'il voulait la paix, et c'est du mensonge ! Pour le moment, ils entravent toute résolution dans l'intérêt des Arabes. Nous continuerons avec Johnson et nous voulons conforter notre position, mais tout affrontement militaire doit être exclu de principe...

En ce qui concerne le règlement du problème, il y a certes l'orgueil patriotique...etc., mais l'essentiel c'est de défendre la révolution et de sauvegarder le régime », avait conclu Brejnev.

Il semblait clair que Brejnev avait des questions à poser à Ali Sabri : « Je vous demande, maintenant, secrètement et amicalement jusqu'à où vous pouvez aller ? »

Il a ensuite fait savoir que l'orientation vers l'Occident était indésirable et exigé que l'Égypte avance ses demandes économiques par ordre de priorité aux pays socialistes qui se sont engagés à faire tout leur possible pour aider économiquement. Il s'est interrogé sur les démarches efficaces – en ce qui concerne les engagements soviétiques - qui serviraient l'Égypte et promis d'étudier, dans les jours suivants, les emprunts et les arrhes, ainsi que l'acheminement de 100 mille tonnes de blé moyennant des prêts, insistant sur le profond impact politique que cela aurait sur le renforcement de l'amitié entre les deux pays. (2)

(1) Le ministre soviétique de la Défense, le maréchal Andreï Grischko.

(2) Procès-verbal de l'entretien de Ali Sabri avec Brejnev, Moscou, 10/11/1967.

### 3- Le rôle politique britannique :

Lorsqu'Israël a mené une agression contre l'Égypte le 5 juin 1967, les rapports de cette dernière avec la Grande-Bretagne étaient rompus depuis le 16 décembre 1965, en signe de

solidarité avec les pays africains qui avaient pris cette décision à Addis Abeba contre la politique colonialiste en Rhodésie.

a- Le rapprochement avec l’Egypte pour rétablir les relations diplomatiques :

Au moment où les projets de résolutions se succédaient au sein des Nations Unies et étaient rejetés par les Arabes, la situation politique entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s’était détériorée et les portes de l’action politique s’étaient refermées. Nasser a donc pensé à répondre positivement aux tentatives de la Grande-Bretagne de rétablir les relations bilatérales, sans être pour autant persuadé que cette démarche était garantie, étant donné que des Etats arabes avaient rompu leurs relations avec les Britanniques, lors de l’agression du 5 juin ! Nasser a donc décidé qu’il fallait d’abord contacter l’Irak, la Syrie, le Soudan et l’Algérie et s’est demandé si les pays ayant suspendu leurs rapports avec la Grande-Bretagne étaient capables de les rétablir ?! C’était là un problème !

Nasser voyait une différence entre la position des Anglais et celle des Américains : « Les Anglais nous ont contacté alors que les Américains insistaient que nous annoncions d’abord qu’ils n’ont pas participé à l’agression et que Nasser le dise publiquement ! Ils voulaient nous humilier et nous ne l’accepterons jamais, même s’il y a un intérêt. Les Anglais sont, dans une certaine mesure, plus proches des Arabes que l’Amérique ». (1)

Les Anglais avaient contacté Nasser par le biais d’un message personnel de George Brown (2) qui réclamait le rétablissement des relations et Nasser avait affirmé qu’il y était enclin également, surtout que leurs positions aux Nations Unies étaient largement meilleures. (3)

Nasser estimait que la reprise des relations serait très utile ; la Grande-Bretagne ayant une influence à l’international. Brown avait fait preuve d’une grande intelligence dans cette démarche, car si les relations étaient rétablies avec l’Egypte, cela

favoriserait la reprise des échanges entre la Grande-Bretagne avec les pays arabes et africains qui avaient été rompus.

(1) Procès-verbal de la réunion de Nasser avec le roi Hussein, 30/9/1967, référence précédente.

(2) Le ministre britannique des Affaires étrangères, George Brown, de 1966 à 1968, et vice-président du parti travailliste britannique de 1970.

(3) Procès-verbal de la réunion de Nasser avec le roi Hussein, 17/10/1967, référence précédente.

Effectivement, Nasser avait ouvert le débat avec Yusuf Zuaiyin, le premier ministre syrien au cours de sa visite effectuée à l’Egypte le 23 octobre 1967. Il avait déclaré littéralement ce qui suit : « Si nous avons annexé à nous la Russie et la France, et si nous arrivions à rallier à nous les Anglais, et surtout Brown qui est influent dans son pays, nous aurions mis de côté l’Amérique. J’estime d’ailleurs que la Grande-Bretagne puisse exercer une influence prépondérante sur Washington ».

Lorsqu’une campagne farouche s’était déclenchée contre Brown en Angleterre et en Israël, Nasser avait dit à l’époque : « les Anglais veulent envoyer un projet de résolution aux Nations Unis qui ressemblerait quasiment aux conditions que nous avons prescrits. Ceci pour montrer la contradiction flagrante entre les intérêts américains et britanniques ».

Nasser, avait pour sa part, affirmé que la Grande Bretagne était influencée par la fermeture du Canal de Suez et qu’elle désirait résolument le réouvrir. Il avait déclaré également qu’elle désirait reprendre les relations avec l’Egypte, et a affirmé sa disposition de quitter Aden et remettre l’autorité aux patriotes. Nasser avait conclu avec Yusuf Zuaiyin, que le retour des relations avec la Grande Bretagne était bénéfique, d’autant qu’il avait été prouvé qu’elle n’avait pas participé financièrement à l’agression du 5

juin. « Il est utile de gagner à notre partie les Anglais, car leurs problèmes sont devenus moindres dans la région et leur récente position est correcte » a déclaré Nasser.

« Les Américains, quant à eux, disent toujours que leur rigorisme est renvoyé à notre intransigeance en général. Raison pour laquelle nous ne pouvons pas avoir confiance en eux parce qu'ils sont des alliés d'Israël ».

Nasser avait envoyé un message oral aux Américains par l'intermédiaire de Mahmoud Riyad à New York selon lequel, les Egyptiens également tenaient à l'amélioration des relations Egypto-américaines, mais que cela était conditionné par la position que Washington prendrait au sein de l'Onu. Cependant, leurs propos ont eu l'effet de choc. Ils disaient littéralement : « aucune relation ne sera reconduite, jusqu'à ce que les Arabes dénie complètement avoir participé à la guerre » (1)

---

Procès-verbal de la rencontre de Nasser avec Yusuf Zuaiyin, Le Caire le 23/10/1967.

B- Projet de résolution britannique approuvé au Conseil de Sécurité

Au milieu d'une contradiction caractérisant les résolutions de l'Assemblée Générale de l'Onu, Lord Caradon avait présenté au Conseil de Sécurité un projet de loi faisant le compromis entre les différentes parties. Le projet avait inclut l'expression « retrait des forces israéliennes des territoires qu'elles ont occupés lors du dernier litige ». La résolution 242 s'était à l'époque attirée l'unanimité des voix au sein du Conseil de Sécurité. Juste après le vote, les divergences s'étaient frayées une voie sur son interprétation. Cependant, il était impossible de mieux faire à la lumière de telles circonstances.

La résolution britannique 242 avait stipulé ce qui suit :

New York, le 22 Novembre

Le Conseil de Sécurité exprime son inquiétude vis-à-vis de la situation dangereuse au Moyen Orient. Il affirme néanmoins qu'il est inacceptable d'avoir mainmise sur les territoires par la

voie de la guerre. Il met également l'accent sur la nécessité de travailler pour la paix juste et permanente pour assurer la vie en sécurité à tous les Etats de la région. Tous les Etats membres ayant accepté la charte des Nations sont appelés à se conformer à l'article N°2

L'application des principes de la charte revendique l'établissement d'une paix juste et permanente au Moyen Orient ainsi que la mise en vigueur des deux principes définit ci-dessous :

Le retrait des forces militaires israéliennes des territoires occupés au cours du récent litige.

Mettre fin à toutes les allégations ou les états de guerre. Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat dans la région, son indépendance politique ainsi que son droit à vivre en paix à l'intérieur de frontières sécurisées et reconnues, loin de n'importe quelle menace d'usage de la force.

Le Conseil de Sécurité assure également:

Garantir le droit de navigation dans les couloirs internationaux de la région.

Assurer un règlement juste aux problèmes des réfugiés.

Garantir le refus de toute agression assénées aux territoires de n'importe quel Etat et assurer son indépendance politique, via des mesures comme la mise en place de régions de démilitarisation..

---

Lord Caradon, le ministre d'Etat au foreign office et pour les affaires du commonwealth ; ainsi que le représentant permanent de la Grande-Bretagne auprès de l'Onu depuis 1964 à 1968.

Le Conseil de sécurité a demandé au secrétaire général de nommer un représentant spécial au Moyen Orient afin d'effectuer des communications avec les pays concernés. Ces communications ont pour but de parvenir à un accord dans les efforts qui visaient à réaliser un règlement pacifique et acceptable conformément à la résolution 242 et les principes qui la régissent.

Le Conseil de sécurité a demandé au secrétaire général des Nations Unies de lui présenter un rapport sur les efforts du représentant spécial dans les plus brefs délais.

La République arabe unie avait alors répliqué officiellement au conseil de sécurité sur le projet britannique par ces mots :

« La République Arabe Unie considère qu'hormis les amendements qu'elle avait proposé, le projet britannique, n'est pas suffisant pour régler la crise.

Le projet britannique n'est pas spécifique au sujet du retrait des forces israéliennes. Celui-ci a stipulé ce qui suit :

« Le retrait des forces israéliennes des territoires occupés du récent conflit ».

Cette déclaration est sujette à deux interprétations. La première qui est plus précise dirait que la visée était le retrait israélien partiel, c'est à dire de certains territoires occupés au cours du récent conflit ». La seconde avancerait que l'objectif était le retrait total israélien des territoires occupés au cours du récent conflit ».

Pour que le texte soit précis ne suggérant qu'une seule interprétation, la République Arabe Unie avait proposé de parler littéralement de retrait total de tous les territoires ou certains territoires au cas où des territoires spécifiques étaient visés.

La République Arabe Unie a contesté un paragraphe à l'intérieur du projet britannique qui parlait de frontières sécurisées et reconnues par tous le pays du Moyen Orient. La contestation sur cette phrase émane du fait que la délimitation des frontières sécurisées et reconnues ne peut avoir lieu qu'à travers les négociations entre les parties concernées.

Il y avait également un différend sur les prérogatives de l'émissaire spécial censé être envoyé au Moyen Orient.

Les Etats Unis avaient encouragé le projet britannique sans s'engager à la lettre au texte intégral et avaient essayé, de leur part, d'y introduire des amendements (1). Ils avaient continué à



supporter Israël au niveau de la résolution 242, voire ils avaient, au même titre, préconisé le soutien de l'Union Soviétique (2).

Abdel Nasser avait affiché sa position dans son discours du 23 novembre 1967 et avait déclaré ; « il n'est pas suffisant et on ne pouvait pas obtenir des garanties sauf ceux qui sont présentés par les forces armées. Deux points ne faisaient pas l'objet de polémiques :

Le retrait total de tous les territoires arabes occupés au cours des confrontations du 5 juin.

Le passage d'Israël dans le Canal de Suez, qui est une partie intégrante de la cause palestinienne, était inacceptable. L'engagement aux 4 démarcations au cours du sommet était une condition: non à la reconnaissance, non à la réconciliation, ni aux négociations, non à toute ingérence dans la cause palestinienne, qui est la propriété des palestiniens «.

La République Arabe Unie avait annoncé le 19 novembre 1967 la reprise des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne qui avaient été effectivement effectuées mi décembre et ensuite elle avait annoncé avec la Jordanie, l'approbation de la décision britannique. Quant à la position israélienne, elle avait parlé dans un communiqué officiel gouvernemental de refus de n'importe quel règlement en dehors des négociations.

Le communiqué avait affirmé le besoin d'Israël de sécuriser n'importe quelle offensive. Il avait assuré néanmoins la nécessité de focaliser sur les méthodes nécessaires pour réaliser cette sécurité. Ajoutons à cela la liberté de passage des navires israéliens dans le canal de Suez. La décision du ministère israélien retardait la résolution du problème des réfugiés jusqu'à l'après traités de paix. Il était devenu clair qu'Israël voyait que ses futurs frontières non seulement comprenaient Jérusalem mais une grande partie des hauteurs de la Syrie, tous le secteur de Gaza, la Cisjordanie, le fleuve du Jourdain, et Arich dans le Sinäi (3).

---

Memoire de Nathanid Davis (NSC) à Rostow, Washington, Nov. 13, 1967, la situation à New York. (1)

رسالة ١١/٩/١٩٦٧ (٢) Message de Johnson à Kossyguine le  
Mémoire de Battle à Rusk, Washington, Nov. 17, 1967, (٣).

En réalité, la valeur de la position israélienne s'était étroitement liée au support des Etats Unis, d'autant que les israéliens ont utilisé l'arme consistant à réfuter l'intervention soviétique au Moyen Orient pour s'attirer à eux les Américains (1).

Face à tout cela, Nasser voyait que l'intérêt des Arabes résidait dans l'unité de leur objectif et des rangs face à Israël. Il avait parlé de geler les discours sur les idéologies rétrogrades, progressistes, révolutionnaires et non révolutionnaires. Nasser disait que ce n'était pas le timing parfait à ces genres de discours, et il suffisait de dire que les 100 millions d'Arabes étaient en train de lutter contre 2 millions de juifs (2).

L'acceptation par l'Egypte de la résolution du Conseil de Sécurité était la raison derrière la division arabe. Elle a été refusée par les Arabes sauf la Jordanie et avait été utilisé comme prétexte ayant justifié l'offensive politique contre l'Egypte et les pays arabes hostiles. Ce qui s'est répercuté dans les discussions de la conférence.

---

Mémoire. De la conversation, Washington, Nov. 21, 1967,  
Yaccov, Hertzog, Harriman,  
Evron, W. Rostow, Sanders.

(2) Procès verbal de la réunion de Nasser avec Taher Yéhia, le  
premier ministre irakien, le. ١٩٦٧/١٢/٢

4-La visite d'Abdel Nasser à Moscou le 4 juillet 1968 ; un tournant :

Abdel Nasser avait rencontré Brejnev, Podgorny et Kossyguine à Moscou le 4 juillet 1968. Ce fût une rencontre évaluant la situation une année après l'agression avec l'exportateur essentiel de l'arme. La République Arabe Unie était devenue à cette époque capable de défendre l'Ouest du canal et le Caire après l'indemnisation apportée par l'Union Soviétique en contrepartie des armes perdues. En partie, cette indemnisation s'est manifestée par un stage d'entraînement effectué aux égyptiens par les experts soviétiques à l'usage de ces armes.

Pendant les négociations, Abdel Nasser s'était demandé « la République Arabe Unie, l'agression et la défaite ont causé une forte secousse. Les gens en réaction ont bougé. Pourquoi cette défaite a eu lieu et pourquoi ces divisions ont émergé ? »

Nasser avait alors parlé des manifestations qui s'étaient déclenchées de l'usine d'avions en février après les jugements juridiques qui en ont découlé et qui avaient été considérés comme légers. Des accrochages avaient eu lieu en cascade avec la police et les étudiants. Ceux-ci se sont intensifiés suite à une rumeur de l'existence d'un bilan de morts. Mais, tout était rentré dans l'ordre avec la réorganisation du gouvernement et de l'union socialise et le calme qui avait gagné le front interne.

Quand à la situation dans l'armée, il y avait eu une amélioration sur le front de la défense. Par contre sur le plan moral, les militaires répétaient que l'affrontement devait avoir lieu, sinon ils ôteront leurs costumes militaires pendant 50 ans. Toute l'armée se trouvait présente sur la scène de la bataille et un nombre de hauts grades avaient été écartés à l'heure où les jeunes se trouvaient à l'avant-garde. Seuls les diplômés universitaires étaient acceptés au service militaire (1).

Les Soviets insistent sur la solution pacifique :

Il s'était avéré dès la première rencontre qui s'était prolongée jusqu'après midi à Moscou que les Soviets favorisaient la

solution pacifique. Ci-dessous l'entretien qui avait été déroulé à cet égard.

Brejnev : Quelles sont les probabilités ?

Nasser : nous nous engageons dans la voie pacifique et celle de la guerre. Il ne s'agit pas d'une opération facile, la force d'Israël est non négligeable. Nous craignons la solution pacifique à l'avenir partant de notre refus de renoncer à la terre. Bien sûr, il est difficile de négocier directement avec Israël, parce que cela sera considéré comme une résignation d'autant que la terre occupée est arabe et aucun arabe n'accepterait cela. Nous ne pouvons pas en même temps signer un traité de réconciliation. Nous devons préparer nos forces à la bataille.

---

(1) Procès verbal de Nasser avec les leaders Soviétiques, Moscou session matinale 1968/7/5

Qu'arriverait-il si la solution pacifique ne serait pas en vue ? La visée derrière cette rencontre était de savoir dans quelle direction on s'engagerait dans l'avenir. D'autant que nous avons le devoir de libérer notre sol. Israël avait réalisé l'objectif militaire mais pas politique ni pour elle ni pour les Etats Unis. Qu'est ce qui incite Israël au retrait ?

Son objectif était de déstabiliser les régimes dans la région et mettre en place des gouvernements faibles, alliés à l'Occident. Nous pouvons nous mettre d'accord avec Israël et ouvrir la coopération économique avec lui. Sachant que Tel-Aviv réalise très bien que nous ne pouvons pas entrer en conflit politique. Donc, mieux vaut ne pas se retirer. Les israéliens désirent un statut quo perdurant 32 ans. Israël voudrait réaliser un objectif politique et tant que nous sommes incapables de nous engager dans des batailles militaires, ils ne se retireront jamais.

Kossyguine : qu'approuverait-vous ?

Nasser : tout ce qui avait été mentionnée au Conseil de Sécurité. L'accord sur les frontières.

Kossyguine : Réconciliation ?

Nasser : non pas directement avec Israël, mais avec Yareng (1). Nous nous engageons sur certains points spécifiques et l'on s'attend à ce qu'ils fassent de même. Notre engagement sera conclu devant le Conseil de Sécurité.

Kossyguine ; quels sont ces engagements ?

Nasser : le droit de chaque pays à l'existence. Mettre fin à l'état de guerre après la fin du retrait israélien. L'accord sur les limites sécurisées, la navigation dans le Golfe d'Al Aqaba. La navigation dans le canal de Suez avec la résolution du problème des réfugiés conformément à la résolution de l'Onu et la non confiscation des produits israéliens dans le canal de Suez.

---

Yareng, le médiateur international des Nations Unies.

Kossyguine : que veut dire résoudre les problèmes des réfugiés ?

Nasser : C'est-à-dire appliquer les résolutions des Nations-Unies sur le retour et les indemnisations. Ils sont au nombre de 1,5 millions de palestiniens dont les terres et les propriétés ont été spoliées.

Ensuite, la discussion s'est déroulée autour de ce sujet entre Abdel Nasser et Kossyguine au terme de laquelle, le premier ministre soviétique avait déclaré : « la cause palestinienne n'a pas progressée d'un seul pas après les résolutions onusiennes de 1947. Israël peut dire de son côté, qu'il s'entretienne avec l'Égypte, la Syrie et le reste des pays arabes sur les problèmes. Quant à celui des réfugiés, il concerne la Palestine seulement. Il ne s'agit pas là du sujet de l'agression du 5 juin ».

Il était remarquable que les trois leaders soviétiques, Brejnev, Podgorny, et Kossyguine avaient manifesté une contestation sur l'idée de relier entre le passage d'Israël dans le canal de Suez et la résolution concernant la cause des réfugiés. Ils sont allés même jusqu'à faire pressions sur Nasser pour reporter le sujet.

A ce moment là Nasser avait déclaré : « Les navires israéliens n'ont jamais traversé le Canal de Suez, ni même les marchandises. Il y a une raison politique à cela. Sans résoudre la cause des réfugiés, un problème difficile d'affronter que ce soit

au niveau de l’Egypte ou du contexte arabe émergera. Ce problème atteindra le stade de la trahison de toute la cause arabe ».

Abdel Nasser avait ajouté que « la résolution des Nations Unies était insuffisante. Nous relient le sujet du canal de Suez à celui des réfugiés parce qu’il est très délicat. Sans la résolution de ce problème, le drapeau israélien ne pourra nullement passer par les territoires égyptiens ».

Nasser avait expliqué : « Il ne faut pas ignorer la situation arabe. Le roi Hussein ne peut pas approuver cela sauf si je l’accepte et les pays arabes le désapprouveront tous azimuts : le Koweït, le Soudan, et l’Algérie ? Il s’agit d’une liquidation de la cause palestinienne. Il rend service, pour ainsi dire, aux forces rétrogrades et déstabilise les forces progressistes dans la région. L’Egypte aura à assumer cela toute seule parce que la Syrie et l’Algérie refuseront. Le monde arabe est en état d’ébullition. Tout ceci affecte nos situations en Egypte. La cause de la Palestine en est une sacrée pour chaque égyptien. Si sa liquidation est requise, nous nous trouverons tous dans une position dangereuse.

Le roi Farouk n’a pas accepté qu’Israël traverse le canal de Suez. Mais, les marchandises le traversaient jusqu’à ce que nous les avions suspendus après l’agression de 1956 ».

Nasser avait insisté à répéter deux mots : « révolution et progrès...comment ne pas régler le problème ? Kossyguine avait demandé ce qui interdisait les Arabes à conclure un traité de réconciliation avec Israël après que la guerre ne prenne fin.

Abdel Nasser avait alors répliqué avec sa franchise habituelle : La cause palestinienne en est une hystérique et cruciale pour le monde arabe«.

Pour ce qui est de la résolution du conseil de sécurité n°242 contestée par les syriens et à l’égard de laquelle Nasser a été mis en garde, il avait consenti à l’accepter pour parvenir à une solution politique ».

En réalité, tous les pays arabes, sauf la République Arabe Unie et la Jordanie, considéraient la résolution du Conseil de Sécurité, comme une liquidation de la cause palestinienne. Car elle impliquait une reconnaissance de la présence et des frontières israéliennes, comme elle véhiculait la fin de l'état de guerre, à l'heure où Israël affichait de ne pas accepter les réfugiés.

Les réunions de Moscou avaient poussé Kossyguine à parlé franchement et à dire : « si vous ne pouvez pas signer un accord de réconciliation avec Israël, l'Union Soviétique a fait de même avec le Japon. Mais par contre, tous les Etats ont signé un communiqué pour mettre fin à l'état de guerre ». Abdel Nasser avait rétorqué avec angoisse « n'importe quelle action commune avec Israël est refusée. Mais la coopération est possible avec le Conseil de Sécurité. Nous sommes prêt à mettre fin à l'état de guerre en vertu d'une résolution du Conseil de Sécurité ».

Nasser avait alors répété que « sans une force militaire, Israël n'accepterait pas une solution pacifique. Tant qu'il sait que nous ne pouvons pas faire face à lui dans une bataille, pourquoi il se retirer ait .

Les Israéliens ont même refusé de purifier le canal des navires noyés. Ils avaient refusé tout ce qui avait trait à la libération des navires. Ils ont même frappés nos navires pour ratisser le canal « (1).

Pendant les négociations, Nasser a été demandé à propos de la situation en Jordanie et avait déclaré à cet égard : « elle n'a pas pu compenser ses pertes. Les Etats Unis n'ont pas répondu à propos des avions que Amman avaient demandés, bien qu'Israël ait obtenu de nouveaux avions américains. Nasser a fait allusion au fait que « la situation en Jordanie a changé. La raison était le début du travail des commandos palestiniens qui ont formé l'organisation armée du Fatah. La Jordanie interdit n'importe quel mouvement appelant à la réconciliation avec Israël. Fatah est une organisation qui prend de l'ampleur et qui est soutenue dans le monde arabe et son leader a demandé de m'accompagner à Moscou ». Abdel Nasser avait alors présenté Yasser Arafat qui l'avait accompagné chez les Soviets.

---

(1) Procès verbal des négociations de Nasser avec les leaders Soviétiques à Moscou, référence précédente/٧/٥ . ١٩٦٨

La préparation à la guerre avec l'aide des Soviétiques :

Après l'insistance des leaders soviétiques sur la solution pacifique, la nécessité d'utiliser tous les outils nécessaires historiques, pratiques et moraux pour convaincre les différentes parties en plus de l'attachement de Nasser à sa position, les discours sur la guerre ont commencé. Nasser avait alors demandé : « que savez-vous à propos d'Israël. Nous vous donnons libre cours d'évaluer la force nécessaire à faire face à Israël. Nous ne partirons pas en guerre qu'en cas de consensus. Je crois que ce qui a été pris par la force ne peut être restitué autrement. Je préfère l'option pacifique, parce que la guerre génère de nombreux désavantages.

Si Israël persiste dans son refus à mettre en application les résolutions onusiennes, nous n'avons devant nous qu'une seule voie... la guerre. Ceci a besoin de préparatifs et d'entraînement, de construction des forces armées. On a besoin d'avoir la main haute dans notre bataille.

Nous pouvons commencer par mener une guerre de gang au Sinaï et nous avons les forces de défense qui doivent être entraînées sur la mission d'offensive. Si une défaite nous sera infligée, les causes de libération le seront tout autant. Nous défendons les principes pour lesquels vous avez tout le temps milité. Pour passer de la défensive à l'offensive, nous devons détenir les mêmes armes qu'Israël, et par conséquent avoir un meilleur entraînement et une plus grande quantité «.

Quant au sujet des conseillers militaires soviétiques suscité par Brejnev, Abdel Nasser avait déclaré que leur travail était bénéfique et avait clarifié : « tant d'actions ont été menées contre eux. La majorité des forces armées a un avis positif vis-à-vis de cette coopération « .



Ensuite Nasser avait parlé des avions militaires de longues portées ainsi que de l'envoi des équipements destinés à faciliter le mouvement de l'armée et ceux nécessaires à la traversée du Canal de Suez et à l'affrontement d'Israël. Il avait laissé le soin des détails aux militaires.

L'échec des initiatives des Etats-Unis de relancer les relations avec la RAU

Abdel Nasser avait parlé aux leaders soviets à propos des relations de la République Arabe Unie et les Etats-Unis qui avaient été rompus en raison du rôle secret de Washington dans l'agression. Il avait également parlé de ses rencontres avec ces personnalités américaines comme Georges Bandi, le président de la fondation Ford et le coordinateur des services secrets. Ainsi que John Mac Loe, le membre du parti républicain et Robert Anderson, l'émissaire spécial de Johnson. Tous prônaient le retour des relations avec l'Egypte.

De l'avis de Nasser, cette insistance au retour des relations était « qu'une fois ayant entretenu de bonnes relations avec l'Egypte, ils seraient capables de renouer avec toutes les parties et que sans l'Egypte cela était impossible ».

Ils insistent au retour des relations depuis février 1968 et l'Egypte refuse. Pourquoi reprendre donc les relations si la position de l'Amérique n'a pas changé vis à vis d'Israël ?

Mac loe avait suscité le sujet de l'arsenal soviétique en Méditerranée qui était source d'inquiétude (1).

En réalité, l'intérêt porté par les Etats-Unis au retour des relations avec la République Arabe Unie, était motivé par un réel désir de limiter l'influence soviétique grandissante au Moyen-Orient. A tel point que les membres du National Security Council Staff (le staff du conseil de sécurité national) répétaient, que « seule la mort de Nasser était susceptible d'introduire un changement dans le cœur des Arabes, qui est le premier front à conquérir pour réaliser une paix permanente (2).

En même temps, les Etats Unis avaient continué à faire pression sur l'Union Soviétique afin d'arrêter les provisions d'armes au Moyen Orient (4) et afin de faire pression sur le roi Hussein pour négocier avec Israël seulement (5). Les Américains avaient profité de la position du roi Hussein contre la lutte des fedayyins (commandos) pour laquelle il préconisait l'aide afin de contrer l'influence israélienne (6).

---

Référence précédente.

Mémoire de Harold Sanders à Rostow Washington, Mars 4, 1968, Le résumé des relations avec Nasser- l'issue

Mémoire de Harold Sanders du National Security Council Staff à Rostow(۳)

Washington, Avril 9, 1968. Exploration avec Evron.

(4) Lettre de Johson à Kossyguine et sa réplique :

Télégramme du département d'Etat Américain à l'ambassade de l'Union Soviétique à Washington le 20 janvier 1968.

Mémoire de Rostow à P. Johnson, Washington, Janvier 22, 1968.

Memoire de Foster & Sanders à Rostow, Washington, Mars 14, 1968 (۵)

Plus d'information sur Hussein.

Mémoire d'action de Rostow à P. Johnson, Washington, Avril 20, 1968, (۶)

Message urgent d'Eshkol.

Effectivement, le message de Johnson à Eshkol avait dénoncé la réplique militaire d'Israël sur la Jordanie (1). Nasser, quant à lui, il avait tenu à préserver des relations non officielles avec les Etats Unis. Il avait accueilli l'émissaire de Johnson et avait échangé les messages et l'avait encouragé à inciter Israël à mettre en application la résolution du conseil de sécurité 242 de l'année 1967 et le reste des résolutions ainsi que ceux de l'assemblée générale (2).

Les messages avaient continué à s'échanger entre Johnson d'une part et Nasser, le roi Hussein et Eshkol d'autre part. Cependant, la situation n'a pas du tout changé et Tel Aviv avait exercé de nouveau des pressions sur les Etats Unis pour lui envoyer 50 avions dans l'objectif d'anéantir tout espoir en Nasser dans une quelconque victoire militaire (3). Johnson avait officiellement accepté en novembre 1968 d'envoyer des avions phantom à Israël et la date de leur remise avait été fixée en décembre de la même année. Johnson hésitait à cause d'une caractéristique qui distinguait phantom, celle de transporter des armes nucléaires. Cette caractéristique donnerait une impulsion à l'Union Soviétique d'acheminer l'arme nucléaire à la République arabe unie (4).

Cependant, Israël de son côté, avait tenu à ne point faire le lien entre la vente du phantom et la signature du traité de non prolifération nucléaire (4).

---

Lettre de P. Nasser à P. Johnson, Le Caire, Mai 1, 1968. (1)

رد جونسون على عبد الناصر:

Réplique de Johnson à Nasser

Memoire de Rostow à P. Johnson, Washington, Mai 10, 1968.

Réplique aux lettres de Nasser

Memoire de Rostow à P. Johnson, Washington, Mai 2, 1968,  
(ㄴ)

Lettre d'Eshkol & certaines pensées personnelles.

Mémoire de conversation entre P. Johnson & le ministre des  
affaires étrangères Iban, (ㄹ) Washington, Oct 22,  
1968.

Télégramme de l'ambassade d'Israël au Département d'Etat,  
Washington. (ㅇ)

Tel Aviv, Oct 28, 1968, NPT- Phantom.

## Sixièmement : la lutte pour gagner le front intérieur

Lorsqu'il a repris les commandes du pays, sous la pression des foules en Egypte et dans les pays arabes, Nasser a endossé, en sus de ses prérogatives de président de la république, la présidence du cabinet et le commandement suprême effectif des forces armées.

Nasser était certes dans une situation à ne pas envier : les juifs occupaient le Sinaï et leurs forces étaient arrivées à la rive orientale du Canal de Suez. Cette conjoncture faisait pression sur Nasser car le peuple criait à la libération immédiate des territoires égyptiens alors que l'armée avait été anéantie pendant l'agression israélienne, il ne restait plus que 30 000 mille hommes des forces égyptiennes au Yémen. Les forces armées avaient assurément besoin de temps pour se reconstruire, pour se doter d'armes et s'entraîner à les manier.

Par ailleurs, le peuple égyptien devait faire des sacrifices économiques pour soutenir l'effort militaire. Nasser savait que si le peuple acceptait d'en faire au début, il montrerait des signes de révolte avec le temps et que des turbulences intérieures surgiraient même avec la déclaration de l'économie de guerre et l'imposition de mesures d'austérité.

Nasser devait mobiliser politiquement la population pendant une longue période et garantir l'unité nationale, ce qui l'a poussé à reconsidérer le régime politique –l'union socialiste- voire tout le régime. Il a appelé à un changement radical, procédant ainsi à la plus grande opération d'autocritique, depuis les années soixante.

Le front intérieur était fissuré : le pays avait été défait, était sans armée et sans économie ! C'est ici qu'a commencé le travail, autrement dit, le changement intégral du régime politique. Nasser avait obtenu « le mandat absolu » du peuple, la nuit du 9 juin, pour sauver le pays de l'impasse.

## 1- Nécessité de redresser le régime

L'une des choses les plus difficiles pour toute révolution est d'instituer un régime politique qui ne ferait l'objet d'aucune critique ni ne serait entaché par aucune souillure. Nasser était passé par des crises, celle-ci était la plus dure ! Il était convaincu qu'en ces circonstances, la résistance était essentielle, outre les valeurs et l'exemplarité.

La question principale qu'avait posée Nasser devant le Conseil des ministres, le 22 juillet 1967 : « Comment mobiliser les gens et instaurer une véritable unité dans le pays sans permettre à nos ennemis de fissurer le front national ? Il y a des tentatives à l'intérieur et à l'étranger pour atteindre cet objectif ; plus notre solidité intérieure sera grande, plus nous pourrons régler nos problèmes extérieurs ». (1)

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 22/7/1967.

Analysant la situation interne, Nasser a dit : « Il est clair que le régime est épuisé ! J'y vois de grands problèmes, il y a de nombreux compromis et nous essayons aujourd'hui d'unifier l'Etat qui était en passe de tomber dans une sorte de psychose. Il semblait évident qu'il se trouvait des contradictions entre tous ses organismes et que ceci a été l'une des causes de l'affaiblissement du régime aujourd'hui.

La seule solution à tout cela est d'unir l'Etat et de faire en sorte que l'armée en dépende, l'union socialiste a un rôle défini et ne sera pas en concurrence pas avec l'armée et le ministère; nous mettrons ainsi fin à l'état de paralysie pour éviter toute contradiction susceptible de perturber le pays.

Dans les circonstances actuelles, il faut tenir aux opinions judicieuses et en convaincre les gens, mais sans compromis ; je pense d'ailleurs que le temps joue en notre faveur ». (1)

« Je considère que le régime est déchu depuis le 9 juin; l'ancien régime s'est entièrement effondré et les manifestations ne sont pas descendues dans les rues par confiance dans le régime, et si cela l'était, Zakaria Mohieddine serait devenu président de la république, il fait partie du régime et marque son prolongement. Nous entamons à présent une nouvelle phase, et, par conséquent, je me suis dit que je devais former le cabinet pour poser les règles. Je disais : « je veux des gens qui expriment leurs opinions...je veux quelqu'un dise son avis, même au prix de sa tête ! (2)

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 24/7/1967.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 26/7/1967.

a- Les défauts du régime « replié » et la nécessité d'un changement :

Ce qui a poussé Nasser à réfléchir au changement radical du régime, c'est le sentiment qu'il a éprouvé dans la foulée de ce qui s'est passé les 9 et 10 juin, et la grande responsabilité que lui a confié non seulement le peuple d'Egypte mais aussi celui du monde arabe en entier.

Nasser a commencé à évaluer le passé depuis la révolution du 23 juillet 1952 ; il a ouvert le débat au cabinet et au comité exécutif suprême, dans l'objectif d'avancer la question : quel est l'avenir de ce régime ? Quels sont les contours du changement requis pour le sauver ?

Selon lui, la société « recluse » et l'action politique qui prévalait en Egypte étaient devenues des menaces pour le régime. Tant que les gens au pouvoir sentent qu'ils ne sont pas comptables de leurs actes, il est donc normal que ceci conduise à la corruption et impose un changement.

Ils ont été surpris par les propos de Nasser au Conseil des ministres le 2 août 1967, quand il a dit : « Bien que nous avons la force, et que moi, particulièrement, je peux faire ce que je peux, il y a des moments où il y a des choses que je n'ai pu faire, alors que je suis dans ce régime ! Les gens s'imaginent que je peux tout faire ! »

Nasser a reconnu que beaucoup de choses se sont produites dans les sept dernières années et que « l'intégrité de la révolution a commencé à décroître » et que cela menace l'avenir » !

Nasser était donc conscient qu'il pouvait prendre des mesures de « purge » mais il a exclu cette méthode « imprévoyante » et a voulu trouver des solutions radicales pour sécuriser le pays. Il n'était pas rassuré au sujet du régime, ces dernières années, avant l'agression de 1967. Pendant cette période, il se rappelait d'un vers de poème qui expliquait que « l'on s'emparait, en son nom, de toute chose dans le pays alors que lui n'avait rien de tout cela en ses mains ». C'est exactement ce qui lui est arrivé quand il était en position de force. Il savait que personne de plus fort que lui allait accéder au pouvoir car le pays était prêt à tout accepter de lui mais qu'en était-il de l'avenir !?

Bien que sous ce régime, de nombreux objectifs relatifs à l'application du socialisme, à l'élimination des disparités sociales et autres, Nasser peinait pour mettre les gens à l'abri des clans et des cliques présents dans le pouvoir et pour leur faire éviter de s'attacher à une seule personne !

Lors de la séance du Conseil des ministres le 26 juillet 1967, Nasser a dit : « Je veux former, au sein de l'union socialiste, une



opposition organisée et un gouvernement...je veux des gens qui parlent et qui critiquent pour empêcher les autres à compter sur le silence des gens et des journaux ; chacun se prend pour un dictateur dans son ministère...sans personne pour lui demander des comptes ni personne pour le surveiller !...et je dis : les ministres ont exaspéré (la colère) des gens ! S'il y avait un défaut dans l'union socialiste, il y a un défaut et plus dans la performance des ministères...il faut rehausser la valeur du poste de ministre ».

Il fallait donc mettre au point un régime permettant de demander des comptes aux responsables, ce qui était essentiel pour Nasser qui voulait renvoyer au peuple la confiance qu'il lui avait exprimé les 9 et 10 juin.

Nasser estimait qu'il devait y avoir une véritable opposition pour remédier à la situation défailante qui prévalait alors. Tant que nous ne sommes jugés pour aucune de nos fautes, chacun de nous persistera dans la voie de l'erreur et se laissera aller, puisque qu'il ne risque rien ! De même que les journaux ne publient rien et que personne ne parle ! Une véritable opposition est la solution pour le cabinet et l'action politique, il faut libérer les gens de leur peur ».

En fait, Nasser ne s'était pas encore figuré le futur régime. Il avait entamé le débat en avouant que le régime mis en place comportait de nombreux vices et devait changer, notamment que leurs mandats (de ministres) touchaient à leur fin et qu'ils devaient remettre le pouvoir à d'autres.

Mais comment ? Devait-il former un parti ? Ou même deux ? Devait-il former une opposition?, s'était-il interrogé, rappelant qu'il avait soulevé la question, trois ans plus tôt, ayant pressenti de très grands dangers menacer l'avenir (1). « Je ne suis pas inquiet pour le présent mais inquiet pour le futur, cet avenir est très vague car il s'y trouve de nombreuses forces en conflit.

Comment alors instituer un régime correct qui serait le garant de l'avenir du pays, même quand nous aurons terminé notre rôle ?

Tant qu'il n'y a ni contrôle ni critique, chacun fera ce que bon lui semble ; dans une société « recluse », tout est possible ! Et l'on me demande aujourd'hui de remettre les pendules à l'heure ! Je dis que c'est impossible... si je travaillais 24h/24 par jour, je ne pourrais pas redresser tout cela ! Par contre, l'institution d'un régime peut réparer tout ceci. Comment alors élaborer un régime pour le pays assurant la pérennité, abstraction faite des individus ? Comment garantir qu'il n'y ait pas de conflit de forces ? Nous ne savons pas qui nous succèdera ! En Angleterre, par exemple, il y a des mesures dissuasives et des traditions connues. Chez nous, il n'y a rien de cela, et c'est là la quintessence du problème que j'ouvre (au débat) sans limites... » (2)

(1) Partie 5 du livre, p 3-18.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, le 2/8/1967.

b- Un régime pour l'avenir garantissant la sécurité et la stabilité :

Nasser a soumis la question de l'opposition au débat au Conseil des ministres et au comité exécutif suprême. Les avis étaient partagés sur sa structure, ses étapes, et sa temporalité qui s'opère avant la suppression des conséquences de l'agression. Les deux réunions se sont terminées par la phrase de Nasser : « Je ne suis pas toujours convaincu – ni par le principe ni par le temps choisi- Je suis toujours persuadé que nous devons travailler sur la base du système partisan » (1).

Nasser a passé en revue l'action politique depuis le déclenchement de la révolution du 23 juillet, et les moyens par

lesquels il a résisté, au début, à l'action partisane ; les membres du Conseil du commandement de la révolution sont tombés en désaccord à ce sujet : la dictature ou la démocratie. Il était possible de former un parti et d'instituer une dictature militaire et d'appliquer un système fasciste pour plusieurs raisons...

« Nous étions contre les partis de droite et ceux de gauche ; les communistes, les autres partis ainsi que les frères musulmans nous attaquaient...nous sommes parvenus, évidemment, à surmonter la question de la dictature militaire et à mettre en œuvre le système des partis. J'en étais convaincu, dans un premier temps, mais nous avons constaté que les partis présents ne pouvaient aller de pair (avec la révolution) ! Nous les avons dissous et avons installé une période de transition jusqu'en 1956 ».

« La Charte a ensuite été conçue, nous avons dit : nous voulons fonder la démocratie participative et avons dit : liberté au peuple et pas de liberté aux ennemis du peuple, nous avons adopté la structure présente...qui est aujourd'hui l'alliance des forces actives du peuple, à savoir, les ouvriers, les paysans, les soldats, les intellectuels et le capitalisme national. Nous avons dit que la démocratie politique n'était possible qu'avec la liberté sociale ; nous avons posé un ensemble de formules mais, de nombreux problèmes ont surgi lors de leur application.

Ce qui nous a poussé à opérer (ce redressement), c'est que nous avons été vaincus dans la guerre...si nous aurions triomphé, le régime aurait été très bon, et les cérémonies auraient duré dans le pays pendant 40 jours ! Cette défaite est due à plusieurs raisons » (2).

Nasser a exprimé son opinion sur les systèmes démocratiques ayant pour essence un parti d'où est formé, par la suite, le gouvernement et quiconque en démissionne retourne au parti. Il y a donc quelque chose qui les lie l'un à l'autre, et le véritable

problème dans le régime politique égyptien est que ce lien n'existe pas à tous les niveaux !

(1) Procès-verbal du comité exécutif suprême, 4/8/1967, Procès-verbal du Conseil des ministres, 6/8/1967.

Quel est le sens de la démocratie ? s'est demandé Nasser. Au Conseil de la nation, chacun est indépendant ! Même dans les conseils d'administration des sociétés, comment ont-ils été nommés ?! Ils se sont hâtés de recourir au ministre ! L'Etat est devenu un groupe de clans, pourquoi ? Car il n'y a pas de système qui régisse cela!

Au sein d'un parti, comme le parti des travailleurs en Grande-Bretagne, il y a un conflit entre la droite et la gauche mais à l'intérieur du Parlement, tous votent avec le parti ; c'est le point essentiel qui manque au régime en Egypte.

Nasser a affirmé qu'il y avait un sens lié aux gens et qui a pu être le mobile de leurs manifestations les 9 et 10 juin, mais jusqu'à quand cela dépendra du moral et non de l'organisationnel ?!

Le terme « opposition » avancé par Nasser était indéfini, il a donc commencé à parler de son point de vue concernant le changement. Il a dit : « Si nous voulons faire du bien à ce pays, à mon avis, il nous faut d'abord nous libérer et affranchir le pays de la peur, et nous ne pourrons faire ceci par une mesure, un écrit ou encore une plume.

Si nous voulons assurer la sécurité, la paix et la quiétude dans le pays, nous devons former une opposition dans des limites précises et strictes. Nous leur disons de former un parti et nous ferons un parti ; je leur donnerai un journal comme l'union socialiste laquelle compte sur elle-même.

Nous, les hommes de la révolution, sommes tombés en désaccord ; former deux partis et rendre le régime « ouvert », l'armée et la police deviendront professionnelles. C'est le régime « ouvert » que je m'imagine ; ainsi, nous nous débarrasserons du régime corrompu dans lequel nous sommes ! »

Nasser a affirmé être contre le régime du parti unique, car c'est la dictature d'une classe ou la dictature d'un gouverneur ! « Dans le conseil de la révolution, j'étais le seul à voter pour la démocratie alors que le reste votait pour la dictature. J'ai abandonné le Conseil et des hommes de l'armée sont venus me voir pour s'opposer à ce que je quitte le 27 juillet 1952. Deux jours plus tard, Salah Salem est venu me dire : nous avons soutenu ton avis et tu nous as ainsi imposé ta dictature car la majorité s'est soumise à la minorité » (1), a renchéri Nasser.

Lors d'une séance du Conseil des ministres, le 6 août 1967, Nasser s'est interrogé : « Comment redresser le pays ? Comment établir un régime où les gens se sentiraient dans le même creuset de sorte à ressentir qu'ils ont un sort commun ? Nous avons compté sur quelque chose qui peut être enthousiaste, soit aller à Port-Saïd où tous les habitants nous accueilleront chaleureusement, soit aller à Béheira, où tous les habitants sortiront pour nous recevoir ! Il y a un sens lié aux gens et qui peut avoir poussé les gens à descendre les rues les 9 et 10 juin...un sens et de l'espoir dans beaucoup de choses.

(1) Procès-verbal du haut comité exécutif de l'union socialiste, 3/8/1967.

Jusqu'à quand les choses ne dépasseront pas le stade du moral ?!  
Quand les gens rentreront (après m'avoir accueilli), les choses

resteront au stade du moral, sans rien à voir avec l'organisationnel !

J'ai parlé, partant du fait que nous voulons élaborer un régime viable où chacun pourrait être critiqué, c'est ce que j'ai exprimé par le terme « opposition », qui jouerait le rôle d'observateur et de barrière morale.

Nous étions six millions d'habitants au début. Nous avons parlé d'une démocratie participative et nous avons dit dans la charte qu'il fallait qu'il y ait des cadres, soit un organisme politique, mais le processus n'a pas été mené à terme !

Ce qui m'a poussé à parler est ce que j'ai ressenti lors de l'acceptation du cessez-le-feu le 8 juin ; j'ai décidé que, en tant que régime, il fallait changer de sorte à ce qu'il n'y ait pas de limites à l'opposition. » (1)

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 6/8/1967.

2- Mise en échec d'une conspiration ourdie par le commandement des forces armées pour renverser le régime :

Après avoir repris les rênes du pouvoir sous la pression des peuples en Egypte et dans le monde arabe, Nasser devait non seulement affronter la défaite militaire qui a annihilé l'armée égyptienne en entière mais aussi une conspiration ourdie par les dirigeants de l'armée, sous le commandement du maréchal Abdel Hakim Amer, pour renverser le régime ! Au matin du 10 juin 1967, un nombre d'officiers s'était mobilisé vers la maison du président pour réclamer la réhabilitation du maréchal Amer à la tête de l'armée mais ils en ont été empêchés d'atteindre leur destination. D'autres officiers avaient pris, au même moment, le chemin du siège du commandement de l'armée, suite aux

directives de certains dirigeants, et avancé une pétition à Nasser pour lui demander de réintégrer le maréchal Amer et Chams Badrane (1) dans les rangs de l'armée.

Nasser a réagi rapidement en nommant le général Mohamed Fawzi au poste de commandant général de l'armée, lui a assuré avoir accepté la démission de tous les dissidents et ordonné la mise à la retraite des officiers ayant apporté la pétition. Ces changements ont été diffusés par la radio dans le bulletin de 14h30 du même jour. Nasser a donné l'ordre aux forces de la garde républicaine de retourner au Caire alors qu'il les avait dépêchées à Ismaïlia pendant l'attaque israélienne.

A 17h30, Amer est allé voir Nasser qui lui a dit : « Que faites-vous, suis-je le Khédive Tawfik ?! » Nasser lui a ensuite proposé de demeurer premier vice-président de la république, de devenir membre du haut comité exécutif et de rendre l'armée professionnelle (2).

C'était l'opinion de Nasser dix ans plus tôt mais il n'avait pas pu la mettre en œuvre (3).

Nasser avait également décidé de nommer Amine Hewedi ministre de la défense, avait accepté la démission de Amer et enjoint au général Fawzi d'arrêter tous les membres du mouvement qui l'entouraient. Nasser s'est cependant retranché à son domicile, avait déployé des canons antichars dans le périmètre de la maison et fait appel aux membres de son village Astal (en Haute-Egypte) pour le défendre au Caire !

Le soir du 11 juin, Nasser a entrepris le changement de tous les cadres dirigeants de l'armée et entamé sa refonte.

Que s'était-il passé dans l'armée avant le 9 juin, considéré par Nasser comme une date décisive et un nouveau début ?

- (1) Chams Badrane, ministre de la Défense avant l'agression israélienne.
- (2) Procès-verbal du haut comité exécutif, 3/8/1967, référence précédente.
- (3) Partie 5 du livre.

a- Insoumission de Abdel Hakim Amer et son refus de moderniser l'armée en 1962

Cette partie mérite davantage de détails, comment Nasser n'a-t-il pas pu opérer un changement radical dans l'armée après l'agression tripartite en 1956 ?! Que s'était-il passé ?

Après la sortie du dernier soldat britannique d'Egypte et après la levée du drapeau égyptien par Nasser à Port-Saïd le 18 juin 1956, Abdel Hakim a présenté une démission motivée le 28 décembre dans laquelle il a dit : « ...je dois vous informer ce que je ressens et ce dont j'ai été convaincu aussi ; je suis désormais persuadé que ma mission est terminée et que si je continue à travailler, ceci nuirait, à coup sûr, l'intérêt public et vous nuirait, en tant qu'ami, et ces deux choses sont chères à mon cœur ; il est à présent en mon devoir de me retirer » (1).

Mais Nasser n'avait pas accepté la décision de Amer, je ne sais pour quelle raison mais je m'imagine que, étant conquis par la joie d'avoir remporté une victoire politique face à l'agression franco-britanno-israélienne, il peut s'être résout à laisser les choses passer !

Au fil du temps, en 1962, après la publication de la charte, Nasser a confié : « je n'étais pas à l'aise quant à la situation prévalant à cette époque ; j'ai proposé à nos confrères d'abandonner l'exécutif et de former un Conseil présidentiel (2). Et je leur ai dit : nous voulons tenir toutes les ficelles de l'Etat, le Conseil présidentiel incarnera la continuité, de sorte qu'il n'y ait pas de fiefs protégés dans le pays qui conduisent, en fin de



compte, à sa fragmentation. Je suis prêt à remettre au Conseil présidentiel toutes les prérogatives du président de la république relatives aux décisions, aux lois et à toute autre chose ». (3)

« Nous avons parlé à Alexandrie, avons tenu des séances et nous sommes accordés sur cela, Abdel Hakim était présent. J'ai discuté avec lui des questions relatives à l'armée et à sa démission, de mes points de vue sur les forces armées qui doivent être professionnelles et lettrés et sur le commandant général de l'armée qui doit être nommé pour une période limitée et succédé d'un autre qualifié. Ceux qui sont lettrés prendront le commandement. Nos informations militaires sont dépassées, nous sommes devenus des politiciens. Abdel Hakim est devenu politicien et était d'accord sur tout cela.

(1) Lettre de démission de Abdel Hakim Amer, le 28/12/1956, partie 3 p 394.

(2) Détails du Conseil présidentiel, partie 5.

(3) Procès-verbal du Conseil des ministres, 27/8/1967.

Quand nous avons regagné le Caire, je l'ai appelé pour savoir ce qu'il pensait des changements dans l'armée, il m'a envoyé Chams Badrane (1) qui m'a dit qu'il était impossible que le maréchal quitte les forces armées, et que cela aurait des conséquences !

Je lui ai répondu que le maréchal était un homme de politique et non un homme militaire, et que celui qui commandait les forces armées devait être une personne militaire, que j'en avais convaincu le maréchal, nous avons tenu des réunions et nous nous étions accordés sur ce sujet !

Le lendemain matin, Chams Badrane est venu me voir avec la lettre de démission de Abdel Hakim (2) ; après l'avoir recherché pendant trois jours et l'avoir trouvé à Alexandrie !

En fait, ce comportement m'a vexé. A 2h00, je me suis rendu chez lui pour lui dire : tu seras responsable des forces armées dans le Conseil présidentiel mais sans aucun grade ! Je suis le commandant suprême des forces armées et je ne veux pas de ce titre. Je suis prêt à ce que tu sois le commandant suprême des forces armées au sein du Conseil présidentiel !

« Le titre de commandant suprême des forces armées est inutile, peut-être le titre de vice-commandant suprême des forces armées serait plus approprié », avait-il réagi.

Je lui ai répliqué : « Comme tu voudras ! Puis nous avons tenu des réunions et j'ai annoncé la formation du Conseil présidentiel. Nous avons désormais besoin de nommer le commandant général de l'armée mais il n'a pu accepter cette situation ! Il a insisté à prendre les prérogatives du commandant général et du ministre de la défense en même temps !

Nous avons parlé de ces sujets pendant très longtemps, et j'ai sollicité plusieurs arrangements vu que les affaires des forces armées seraient examinées par le Conseil présidentiel qui sera chargé également des nominations aux hautes fonctions de l'armée.

Ma question était : s'il m'arrive quoi que ce soit, qui prendra alors les commandes du pays ? Je disais : il faut qu'il y ait un Conseil présidentiel pour garantir la continuité des choses et qu'il y ait un système, mais Abdel Hakim a campé sur ses positions ! Il a seulement accepté que les nominations et les questions des forces armées soient examinées par le Conseil présidentiel et a pris les pouvoirs de commandant général des forces armées et de ministre de la défense ! En vérité, cette idée n'a pas été exécutée ainsi !

(1) Chams Badrane, chef de la sécurité de l'armée en 1962.

(2) Lettre de démission de Abdel Hakim Amer, le 20/9/1962, partie 5 p 139.

J'ai ensuite avancé un projet de loi au Conseil présidentiel sur ses prérogatives vis-à-vis des différents organismes des forces armées, conformément à un accord qui avait été convenu, mais Abdel Hakim avait refusé que le Conseil présidentiel aborde quoi que ce soit qui concerne les forces armées !

Il a présenté une nouvelle démission le 1er décembre 1962 où il a dit qu'il lui était impossible de réintégrer les forces armées et où il a ensuite abordé la liberté, la démocratie...etc. (1)

Nos confrères (membres du Conseil présidentiel) sont venus chez moi, a dit Nasser, et ont débattu de la question ; ils étaient d'avis d'accepter la démission (de Abdel Hakim) mais j'avais refusé et leur ai dit qu'il fallait agir, dans ce genre de question, avec pondération.

J'ai contacté Amer et lui ai parlé de plusieurs choses qui sont arrivées à l'armée, lui informant que la question de la démission avait été connue par certains et que l'armée y avait été impliquée, il a nié le savoir ! Je lui ai répété mon opinion qui était de nommer un commandant général des forces armées, que l'armée dans une telle situation était un danger pour le pays et que quiconque provenant des rangs de l'armée pouvait s'emparer du pays, s'il nous arrivait quoi que ce soit, sans que nous sachions la vérité de cette personne !

Amer accepté qu'un commandant général soit nommé et que mon idée première concernant l'armée soit exécutée, à partir de juillet alors que nous étions en décembre. Mais cela aussi ne s'est pas produit et la situation est demeurée telle qu'elle jusqu'à l'agression israélienne le 5 juin 1967 puis sa démission (2) !

b- Echech de la conspiration de Amer contre Nasser après l'agression du 5 juin :

Le maréchal et ses hommes se sont mobilisés dès que Nasser est revenu sur sa démission le 10 juin, ont contacté les membres du Conseil de la nation et distribué des copies de la démission présentée par Amer en 1962 !

Nasser a décidé par décret de nommer Amine Howeidi (3) ministre de la défense, qui a été perçu comme l'acceptation de la démission de Amer et la suppression de son poste de vice-commandant suprême des forces armées. Nasser a également émis un décret ordonnant l'arrestation de la promotion de Chams Badrane 1948 et un nombre de militaires à la retraite qui étaient en contact avec Amer, étant persuadé de l'existence d'une organisation au sein de l'armée.

La situation s'est aggravée par la suite lorsque les partisans du maréchal ont contacté les différentes garnisons de l'armée pour leur sommer de former une nouvelle organisation. La question était passée d'une dimension civile à une dimension militaire.

(1) Lettre de Abdel Hakim Amer, 1/12/1962, partie 5, p 142-144.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 27/8/1967, référence précédente.

(3) Amine Howeidi était ministre d'Etat et membre de l'Union socialiste.

Lors d'une séance du Conseil des ministres le 27 août 1967, Nasser a dit : « Sur ce, j'ai conclu que je devais prendre une mesure, abstraction faite du côté personnel, car la situation ne pouvait supporter tout cela !

Une force composée des forces armées et de la police, munie de bombes lacrymogènes, s'était mobilisée, sous le commandement du général Mohamed Fawzi, vers la maison de Amer, ses gardes ont été arrêtés et désarmés et les officiers se sont rendus, et ce sous la menace de l'arme. Amer a été assigné à résidence à son domicile à Guizeh et sa garde a été confiée aux forces de l'armée.

Dans la réunion suivante du Conseil des ministres le 3 septembre 1967, Nasser a parlé des détails de l'enquête sur la conspiration de Amer pour renverser le régime : « J'ai pris la décision d'affronter Abdel Hakim, après que des contacts aient été engagés entre les militaires » (1).

Le plan de Amer prévoyait la progression des brigades de parachutistes vers al-Qassasine puis vers Ismailia où il projetait d'y paralyser tout mouvement et d'y prendre le commandement de l'armée. L'opération devait être préparée le soir du 26 août pour être exécutée le jour suivant !

Le 3 septembre 1967, Nasser a dit : « Le plan de Amer était assurément un risque ; Amer envisageait de se déplacer de Anchass, sous l'escorte de l'école de parachutistes –près de 400 hommes- vers el-Qassassine où il prendrait le commandement d'al-Charkeya. Ils diront alors que le maréchal est redevenu commandant des forces armées et commencerait à donner des ordres et à prendre le contrôle ; toute l'armée est là-bas ! Le plan militaire détaillé a commencé le 1er août mais avant cela, il ne s'agissait que de propos politiques généraux.

Un procès a été ordonné contre les officiers complices de Amer et des ordres ont été données pour purger les poches qui leur sont affiliées, notamment que les renseignements généraux et les renseignements militaires s'étaient rangés du côté de Amer ! Il s'agissait de prendre le commandement des forces armées qui constituait l'un des centres du pouvoir, celui qui contrôlerait les forces armées se serait emparé de tout le pays !

(1) Détails de l'enquête menées avec les cellules de l'organisation de Amer dans l'armée, supervisées par Zakareya Mohyeddine ; procès-verbal du Conseil des ministres, 3/9/1967.

Lorsqu'une enquête a été diligentée sur cette affaire, Mohamed Fawzi et Abdel Moneim Riyad, épaulés par des forces, se sont rendus au domicile de Amer à Guizeh, le 14 septembre 1967 ; il avait mâché quelque chose et dû être transféré vers l'hôpital de Maadi puis vers le centre d'accueil de Haram et est décédé le même jour, après l'ingestion d'une nouvelle dose de poison meutrier ! (1)

Bien que Nasser ait demandé d'éviter l'autopsie du corps de Amer – pour des raisons émotionnelles, le ministre de la Justice Essam Hassouna en avait décidé autrement, notamment qu'il s'agissait d'une affaire d'empoisonnement !

Hassouna a expliqué que la matière administrée par Amer n'avait aucun usage jusqu'à cette heure, selon les registres de la médecine légale. (2)

Cette histoire imprévue s'était ainsi terminée. Le pays était vaincu, les juifs étaient sur la rive-est du Canal, le front intérieur avait besoin d'attention et de suivi, l'armée avait perdu ses armes et un grand nombre de ses effectifs – dont des morts et des captifs -, une action politique était engagée au sein de l'ONU face aux deux superpuissances, l'URSS et les Etats-Unis, le monde arabe était démembré, 30 000 militaires égyptiens étaient au Yémen pour lutter contre l'Arabie saoudite, la crise économique a éclaté en raison de la suspension des rentrées du Canal de Suez, du pétrole du Sinaï et du tourisme. Tout cela et Amer – le commandant vaincu- insistait à reprendre les manettes de l'armée sinon il exécuterait un putsch contre le régime !

Au beau milieu de ces évènements, Nasser s'apprêtait à assister au sommet arabe à Khartoum et avait fixé au 29 août la date de son départ ; le plan de Amer était prévu deux jours plus tôt !

En fait, Nasser avait dit vrai quand il a dit : « J'ai reçu deux coups...le premier du Sinaï et des juifs et le second, de Abdel Hakim ce qui me pousse à dire que le régime était inadéquat ! »(3)

(1) Rapport de la médecine légale sur le suicide de Amer, comme l'a exposé le ministre de la justice, Essam Hassouna, procès-verbal du Conseil des ministres, 17/9/1967.

(2) Référence précédente.

(3) Procès-verbal du haut comité exécutif, 3/8/1967, référence précédente.

3- Comment Nasser a fait face aux turbulences à l'intérieur du pays :

Après avoir repris sa place à la tête du pouvoir, Nasser a dû prendre des mesures d'austérité en adoptant des modifications dans le budget, en suspendant les projets d'investissements de l'Etat, en supprimant la nomination de nouveaux fonctionnaires, en ajournant le versement des bonus, en bloquant les dotations aux écoles privées et en imposant un nouvel impôt dédié à la sécurité nationale.

Nasser a également décidé de majorer les prix de certains articles et services dispensés par le gouvernement et de réduire la ration de l'individu incluse dans la carte d'approvisionnement mensuel.

a- Les enjeux de la résistance économique

Nasser avait estimé les pertes économiques, après l'agression, à près de 170 millions de livres, incluant les rentrées du Canal de Suez, les puits de pétrole du Sinaï outre les pertes mensuelles du tourisme.

Bien que les pays pétroliers se soient engagés lors du sommet arabe à Khartoum d'apporter leur soutien à l'Égypte d'ici la réouverture du Canal de Suez et qu'ils se soient libérés de la suspension de l'injection du pétrole sur le marché et du retrait des avoirs étrangers, Nasser n'a pu s'empêcher de s'inquiéter de la possible interruption de cet appui et dit : « Les trois seuls États au monde qui peuvent exercer des pressions sur nous sont le Koweït, l'Arabie Saoudite et la Libye, les pays rétrogrades dans le monde arabe, je le sais parfaitement ! Cependant, je pense qu'ils ne pourront pas s'abstenir de payer pour plusieurs raisons...car nous pouvons également les tourmenter ! Malgré cela, cette possibilité nous préoccupe toujours sur le plan économique ! » (1)

Pour ce qui est de l'aptitude de l'URSS à nous payer en ce cas-ci, Nasser a expliqué : « non, personne ne paie pour quelqu'un d'autre ! Nous devons avoir cela en tête ! On peut, après chaque période, reporter les versements mais pour me donner 100 millions de livres par an, pour quelle raison ?! Ils nous ont donné gratuitement des armes d'une valeur de 100 à 150 millions de livres, ils nous ont livré gratuitement, au début, des avions et un grand nombre de chars puis nous ont envoyé des quantités de confitures, de pâtes et de beurre ! La Chine nous a consenti un prêt de 10 millions de livres puis s'est ravisée quand nous avons consolidé nos relations avec l'URSS ! Pour cela, lorsque je parle d'économie de guerre, je dois garder en tête toutes ses considérations ! » (2)

Ceci montre à quel point Nasser était affecté par le lourd fardeau qu'il avait sur les épaules quand il a pris la responsabilité de remédier aux conséquences de l'agression et d'affronter les



problèmes économiques, même après le soutien que les pays pétroliers arabes ont accordé à l’Egypte.

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 5/11/1967.

(2) Référence précédente.

En passant en revue la situation économique lors d’une séance du haut comité exécutif le 10 janvier 1968, Nasser a affirmé : « Après 1960, nous avons deux problèmes : Le premier : nous ne touchions aucune aide américaine de 1958 à 1959 et lorsque nous avons élaboré le plan économique, nous ne comptons point, pour la financer, sur cette aide.

Le deuxième : les dépenses des forces armées au Yémen avaient augmenté de 60 millions de livres par an à partir de 1964 ! Je disais au Conseil des ministres : ce que nous obtenons des Etats-Unis, un jour, nous ne pourrons plus nous en passer et nous y serons subjugués !

Concernant le Yémen, j’espérais que les dépenses des forces armées qui y sont déployées soient temporaires et je ne pensais pas que nous allions y persister jusqu’en 1967 ! Ceci était un risque pour la production !

Je suis tombé dans une grosse erreur, j’ai considéré que la hausse importante (des dépenses) des forces armées serait provisoire et qu’il était possible de poursuivre la production sans danger. (1)

A propos de l’intervention au Yémen, Nasser a démenti les déclarations de Kamal Eddine Hussein selon lesquelles il y était opposé : « Kamal Eddine Hussein et Bagdadi étaient présents au Conseil présidentiel et tous avaient approuvé l’intervention au Yémen, personne ne s’y était opposé ! Nous y sommes intervenus en croyant devoir envoyer un avion qui larguerait des

bombes et ferait fuir les Yéménites et dépêcher mille ou deux mille militaires ! Un conseil de la défense national a ensuite été formé en 1962, où se trouvaient Zakareya, Kamal et Bagdadi, pour gérer les forces armées et le dossier du Yémen ». (2)

Concernant l'armement, Nasser a indiqué : « Je savais que c'était un prêt que je ne pourrais réduire un de ces jours. Nous devons rembourser 400 millions de livres. Le jour où je me suis rendu à Moscou, elle (cette somme) a été ramenée à 200 millions de livres, j'ai donc obtenu la baisse de 50% du prêt accordé à l'armement !

A cette époque, il y avait des conditions sociales et politiques qui nous dictait des considérations particulières, abstraction faite du volet économique, tels la réduction des heures de travail, l'augmentation des salaires, la baisse des locations et des impôts sur les habitations et les mesures prises en 1961 telle la suppression des intérêts dus par les agriculteurs, et autres.

(1) Procès-verbal du haut comité exécutif, 10/1/1968.

(2) Procès-verbal du haut comité exécutif, 23/1/1968.

Nous n'avions pas prévu, dans le premier plan, que le budget allait augmenter ; la hausse attendue était de 5 à 6% mais il y a des choses qui ont progressé de 100 à 200%, le déficit budgétaire n'avait donc pas été causé par le 5 juin mais le prolongement d'avant 1958. (1)

En fait, d'un point de vue économique, il y avait un nombre de problèmes durant cette période : le manque de devises rares, le déséquilibre de la balance de paiements, la hausse des dépenses publiques, le « gonflement » des salaires au fil des années et le recul des investissements. La croissance annuelle se chiffrait, auparavant, à 6.5% et avait chuté à 1.5% ! Cette situation ne

pouvait continuer, il faut qu'elle équivaille au moins à 6% pour qu'il soit possible de recruter les diplômés chaque année.

C'est pour cela que Nasser pensait qu'il serait obligé de prendre des mesures tranchantes sur le volet économique, c'était une période critique : des impôts d'une somme totale de 250 millions de livres ont été imposés, le budget de l'armée a été porté à 300 millions de LE et des armes d'un montant de 500 millions de livres ont été achetées (2).

Le plan économique de Nasser consistait à restreindre les services, à limiter autant que possible les primes, à continuer à développer l'industrie et l'agriculture et à se concentrer sur les terres qui ont été bonifiées. Concernant l'embauche dans la fonction publique, il jugeait nécessaire qu'elle se poursuive pour que les citoyens ne perdent pas espoir.

Bref, il était impossible de faire cesser le développement, autrement il aurait été impossible de générer des emplois et l'économie allait, par ricochet, se détériorer ! D'où la demande de Nasser d'améliorer le PNB de 5% pour être proportionnel à la croissance démographique, de multiplier les exportations (3), d'accroître les réserves de change car il fallait s'attendre qu'un jour, les Etats-Unis pressent le Koweït, l'Arabie saoudite et la Libye pour qu'ils cessent de soutenir l'Egypte.

« Nous voulons nous en tenir à nos ressources, je vais donc devoir prendre des mesures, et, il y a là un grand problème ! Quelles seront ces mesures ? Sachant que les mesures que nous avons prises auparavant avaient touché les fonctionnaires telles la hausse des impôts, etc... Les prix ont été majorés trois fois ! Le moral dans le pays est au plus bas ; nous avons imposé cela et ils (les citoyens) ont accepté. Pourrions-nous les convaincre d'autre chose ?! Nous ne pourrions pas prendre de mesures ayant trait à l'huile et au sucre ! (4)

- (1) Procès-verbal du haut conseil exécutif, 10/1/1968, référence précédente.
- (2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 6/4/1968.
- (3) Procès-verbal du Conseil des ministres, 7/4/1968.
- (4) Procès-verbal du haut conseil exécutif, 21/1/1968.

En fait, Nasser était dans une situation très pénible depuis l'agression du 5 juin, la plus grande preuve est ce qu'il a dit, lors d'une séance du haut conseil exécutif, le 23 janvier 1968 : « Nous voyons les juifs à l'est du Canal, la situation économique est mauvaise, les usines sont fermées et la production est réduite. Nous éprouvons un dégoût général...Qu'en adviendra-t-il ?! » (1)

#### b- Les grèves des ouvriers, quatre mois après l'agression

Il était naturel voire prévu qu'il y ait une réaction aux mesures économiques adoptées. Nasser jugeait nécessaire de ne point presser les gens, pendant cette période et de les soulager. « Pourquoi ? Parce que tous les efforts intérieurs sont concentrés contre le régime, des efforts et propagandes violentes étaient menées ; ce n'était pas le moment d'exercer des pressions sur les gens » (2)

Avant la fin du mois, Nasser avait constaté une certaine instabilité au niveau des ouvriers, dans de nombreux endroits au Caire et à Alexandrie et s'y était intéressé. Préoccupé, il avait informé le Conseil des ministres le 15 octobre 1967, de ce qui suit : « Notre action est politique et économique mais d'un point de vue politique, il y a des secteurs du peuple avec nous et d'autres contre nous. Normalement, 100% du secteur des ouvriers est avec nous. Si le vendredi dernier, des perturbations ont eu lieu dans ce secteur et que des salaires n'ont pas été payés, cela veut-il dire que celui-ci s'est retourné contre nous ?!

« Je considère que les ministres sont directement responsables de cette situation à cause de leurs actes ! Il y a des décisions qui ont été prises telle l'imposition de huit heures de travail, puis sept heures puis huit heures encore une fois avec une baisse de salaires ! Un vrai chaos !

Travaillons-nous avec Israël ?! Si les ouvriers se retournent contre nous, cela veut dire que nous permettons à Israël et aux Etats-Unis de faire ce qu'ils veulent sur le front intérieur, car, si les ouvriers se désolidarisent de nous, comment les retenir ?! Je travaille tout en comptant sur le soutien du secteur des ouvriers et des paysans à 100% quant aux secteurs rétrogrades, ils ne sont et ne seront jamais utile !

(1) Procès-verbal du haut comité exécutif, 23/1/1968, référence précédente.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 17/9/1967, référence précédente.

Si les ouvriers font la grève aujourd'hui, et que la grève se répand dans le pays, quelle en serait la raison ? Ce n'est pas à cause d'eux mais à cause des ministères ; les ministres sont personnellement responsables de ce genre de questions ! Si les ouvriers s'abstiennent de percevoir leurs salaires jusqu'aujourd'hui, cela serait-il dans l'intérêt du pouvoir ? C'est nous qui en sommes responsables ! » (1)

Les Frères musulmans et les communistes ont essayé d'organiser une grève en Egypte mais ils n'en ont pas été capables. Et nous avons réussi aujourd'hui à causer des perturbations à ce stade ! Pour l'intérêt de qui ? Je considère un acte semblable comme étant saboteur, sachant que nos ennemis ont tenté par tous les moyens de soulever les ouvriers mais n'y sont jamais parvenus !

Certes, il y a des éléments qui peuvent en profiter ; ils les appellent dans chaque usine « les instigateurs ». Nous leur avons permis de mobiliser les ouvriers et de nous les prendre !

Quel est le danger que pose la grève ? Elle se propage d'une usine à l'autre, puis nous nous retrouverons dans des problèmes dans le pays !

Les ministres sont responsables de ce genre de questions. Il faudra régler demain ces problèmes dans les usines ; le directeur de l'usine où il y aura des problèmes, je le mettrai en prison ! Je le considérerai comme un fomenteur. Je ne vois aucune raison de les punir alors que nous en sommes la cause et non eux ». (2)

c- Les manifestations des ouvriers et des étudiants en février 1968 :

Bien que les foules arabes ont déferlé dans les rues les 9 et 10 juin pour rejeter la démission de Nasser et pour exprimer leur détermination à éliminer les conséquences de l'agression, Nasser, en politicien chevronné conscient de la nature des choses, a estimé que cet enthousiasme populaire allait vite s'éteindre avec le temps pour faire place aux appels à une opération militaire pour récupérer le territoire et au ras-le-bol du peuple face aux sacrifices économiques imposées afin d'affronter la baisse du PNB, notamment après la chute des rentrées du Canal de Suez , du pétrole du Sinaï et du tourisme.

(1) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 15/10.1967, référence précédente.

(2) Référence précédente.

Gagner le front intérieur était, dès les premiers instants, pour Nasser le but à atteindre qui était aussi important que la reconstruction de l'armée. Le soutien du peuple était le support

sur lequel il comptait dans ses relations avec l'URSS, premier fournisseur d'armes et de formation et dans l'obtention de l'appui du monde arabe et de l'opinion publique mondiale.

Le 20 février 1968, la haute cour militaire a énoncé son verdict dans le procès des responsables de ce qui était arrivé à l'aviation militaire du pays le 5 juin 1967, sous le commandement de Salah Eddine el-Hadidi :

15 ans de prison avaient été prononcés contre l'ancien commandant des forces aériennes, Mohamed Sedki Mahmoud, 10 ans contre l'ex-chef de la défense aérienne, Ismaïl Labib ; l'ex-chef d'état-major des forces aériennes et de la défense aérienne, Gamal Afifi et l'ex-commandant de l'aviation militaire de la zone-est, Abdel Hamid el-Degheidi avaient été acquittés. Le verdict devait ensuite être soumis au ministre de la Défense, Mohamed Fawzi -qui avait donné l'ordre de former cette cour- pour être définitivement approuvé.

Le parquet militaire avait déféré devant la justice ces accusés pour incurie qui est passive, selon les dispositions de la loi militaire, d'une peine allant d'une amende aux travaux forcés à perpétuité. Le parquet et la justice n'avaient aucune preuve d'une trahison, d'une complicité ou encore de la préméditation des responsables mais plutôt une négligence ayant infligé de lourds dégâts au pays le 5 juin.

La cour avait jugé l'incurie de l'ex-commandant des forces aériennes comme une forme grave de négligence et l'avait condamné à la peine maximale de 15 ans de prison. (1)

Nasser avait été étonné (2) du fait que presque tous les officiers de l'aviation militaire avaient témoigné à décharge pour Sedki Mahmoud, y compris Maadkour Aboul Ezz(3).

Les événements s'étaient déroulés comme suit :

Au matin du lendemain du verdict rendu dans le procès de l'aviation militaire -21 juin- une manifestation est sortie de l'usine de Helwan à destination de la gare où des anicroches ont éclaté avec la police qui a riposté par des tuyaux d'eau, le jet de pierres et quelques tirs de chevrotine.

- (1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 25/2/1968.
- (2) Procès-verbal du Conseil des ministres le 25/2/1968, référence précédente.
- (3) Madkour Aboul Ezz a été gradué de la faculté militaire en 1939. Il est devenu président de la faculté de l'aviation de 1954 à 1961. Il a été nommé chef d'état-major des forces aériennes et de la défense aérienne en 1962. Il a été désigné gouverneur d'Assouan en 1964 puis est devenu commandant des forces aériennes et de la défense aérienne le 11 juin 1967.

Une demi-heure plus tard, une autre usine avait rejoint la manifestation et vers 11h00, 40% des ouvriers s'étaient ralliés au mouvement pour protester contre l'insuffisance des peines et pour appeler à les durcir.

Ce jour, qui coïncidait avec la journée mondiale de l'étudiant, 20 à 30 étudiants de la faculté de polytechnique ont marché sur le bâtiment de l'université du Caire dans l'intention de faire comme les ouvriers. Ils ont déambulé dans l'université et à la faculté de lettres, près de 100 à 150 étudiants se sont réunis. Ils ont commencé à parler du procès et du verdict puis sont convenus d'être solidaires des ouvriers à Helwan. Ils ont formé un groupe de 14 étudiants qui se sont rendus dans le campus de l'université du Caire, menaçant d'observer un sit-in pour leurs revendications : ils voulaient rencontrer le président de l'université pour lui parler.

Le jour suivant, après avoir parlé au directeur et au sous-directeur de l'université du Caire, puis au ministre de l'enseignement supérieur, Labib Shokeir, de 14h00 à 17h00, ils



lui ont soumis un document comportant leurs opinions et leurs revendications. Ils réclamaient des éclaircissements sur le jugement rendu dans le procès susdit car il n'exprimait point la responsabilité des commandants de l'aviation militaire, une enquête sur les accrochages survenus à Helwan, le renforcement de la structure politique, la dissolution du Conseil de la nation car n'exprimant guère la liberté de la presse.

Les étudiants sont repartis après avoir avancé leurs demandes au ministre de l'enseignement supérieur pour se retrouver le 24 février 1968. Ces étudiants étaient des frères musulmans ou avaient d'autres convictions.

Le 24 février, à 10h00, des groupes d'étudiants se sont mobilisés à la faculté de lettres de l'université du Caire, ont rejoint les étudiants de la faculté de droits puis ont fait le tour de toutes les autres facultés. Près de 250 étudiants se sont réunis et se sont ensuite dirigés vers la faculté de polytechnique puis celle des arts appliqués pour être au nombre total de 500 étudiants. Ils ont déferlé sur le pont al-Gamaa (l'université), sous l'escorte de la police, et leur nombre s'est accru en passant par al-Qasr el-Aini.

Le cortège s'est ensuite dirigé vers le Conseil de la nation, et les acclamations se sont poursuivies. Le président du Conseil d'alors, Anwar el-Sadate, est sorti les voir puis un groupe d'étudiants est resté à discuter avec lui pendant longtemps.

La foule de manifestants s'est ensuite divisée en deux : un groupe s'est dirigé de Qasr el-Aini à la place Tahrir puis s'est dispersé vers Bab el-Louk. L'autre groupe a pris le chemin de rue Ramsès et du journal d'al-Ahram et ont essayé d'avancer en direction de la rue Chérif. La composante de la manifestation a commencé à se modifier pour rallier des citoyens ordinaires.

Les slogans qui étaient scandés portaient clairement la marque des frères musulmans. L'affaire de « l'aviation » avait été « une porte » par laquelle étaient passé beaucoup d'autres choses !

Le même jour à l'université de Ain Chams, une réunion a été organisée à la faculté de polytechnique en prétendant que des collègues avaient été incarcérés et de nombreux discours ont été alors prononcés ! Ils se concentraient sur l'affaire de l'aviation puis passaient à d'autres questions : la liberté de presse, l'Etat des renseignements, le Conseil de la nation qui ne représentait rien et qui devait être dissolu, le renforcement du régime politique et la dissolution de l'union socialiste.

Les étudiants s'étaient retrouvés à l'université de Ain Chams, suite à une entente parvenue lors de la prière du vendredi avec cheikh Kechk (1) le jour précédent et l'on a constaté que des fonctionnaires « religieusement fervents » qui ne faisaient pas partie de l'université les avaient rejoint.

Le 24 février, à l'université d'Alexandrie, les faits ont commencé par le rassemblement des étudiants de la faculté d'agriculture qui ont ensuite pris la route des locaux de l'union socialiste. Ils y ont prononcé des discours et remis leurs propositions concernant l'affaire de l'aviation, tout en confirmant leur confiance en la direction politique.

Le 25 février, des étudiants syriens sont sortis, en petit nombre, des facultés de l'université du Caire et ont commencé à déambuler dans le campus de l'université pour rallier des collègues, le cortège comptait déjà 350 étudiants. Ils sont sortis des portes de l'université et sont arrivés au pont al-Gamaa (le pont de l'université) et quand la police a tenté de les disperser, ils sont retournés au campus. Leur manifestation est parvenue à al-Kasr el-Aini avant d'être dispersée par la police.

Les étudiants de la faculté de polytechnique de l'université du Caire ont observé un sit-in au sein de la faculté, ont imprimé des décisions et les ont distribuées dans les autobus, il s'agissait des mêmes revendications, à commencer par l'affaire de l'aviation jusqu'à d'autres questions politiques.

Concernant l'université de Ain Chams, les faits s'étaient concentrés à la faculté de polytechnique d'où est sorti un groupe de manifestants qui a vite été dispersé. Les autres étudiants s'étaient rassemblés au sein du campus puis étaient partis. Rien pour les universités d'Alexandrie et d'Assiout (2).

Comment Nasser a-t-il réagi à ces incidents ?

(1) Abdel Hamid Kechk, prédicateur musulman issu des groupes islamistes. Il a été incarcéré en 1965 pour deux ans et demi. Il a été réincarcéré en 1968 puis a été remis en liberté après le décès du président Nasser. Il a continué à prononcer des sermons jusqu'au jour où il s'est heurté au pouvoir ; il a été placé en détention en 1981.

(2) Détails des manifestations et des sit-in du 21 au 25 février, procès-verbal du Conseil des ministres, 25/2/1968, référence précédente.

Lors d'une séance du Conseil des ministres le 25 février 1968, Nasser a dit : « Hier, j'ai dit à Chaaraoui (1) de laisser les gens car il se peut que l'objectif soit de vous pousser à tuer quelqu'un, et (je lui ai dit) de ne pas se heurter, sans mon ordre personnel, aux manifestants quoiqu'ils fassent, même s'ils vandalisent quoi que ce soit. Ils ont défilé jusqu'au centre-ville, à rue Chérif, et sont allés jusqu'à l'immeuble Immobilier puis l'immeuble d'al-Ahram et là, la situation semblait être sur le point de déborder. J'ai donc ordonné à Chaaraoui de lancer un avertissement pour leur enjoindre de mettre un terme à leur manifestation et de s'en aller, et, d'user de la force (en l'occurrence les matraques et les bombes lacrymogènes) si, une demi-heure après, ils n'étaient pas encore partis.

Les slogans étaient différentes de ceux du matin et je tenais, au fur et à mesure, à connaître les slogans qui étaient scandés car

ils illustraient le déroulé du processus. J'ai également ordonné à Chaaraoui d'arrêter les manifestations après les avoir avertis.

Un nombre de meneurs ont été arrêtés le soir du 24/2 et un communiqué a été publié pour interdire les manifestations quelles qu'elles soient, toujours sans qu'aucune balle n'ait été tirée. La police a été coincée sur le pont d'al-Gamaa où les étudiants les avaient vaincus car elle n'était pas munie de fusils. Les incidents ont continué à s'aggraver du matin à l'après-midi ; ils (les étudiants) ont mis le feu à un camion de police !

L'on a constaté, l'après-midi, que les gens avaient rejoint les manifestants, notamment dans le quartier de Mounira et que le cortège s'était gonflé dans la rue de Kasr al-Aini puis ils ont déambulé à Garden City.

Je suivais la situation non par le biais de Chaaraoui mais par celui des pompiers, il n'était plus question d'étudiants. (2)

Selon Chaaraoui Gomaa, le nombre de blessés côté police était le triple de celui du côté des étudiants. Pour la première fois, 21 étudiants étaient à l'hôpital ainsi que 15 ouvriers et fonctionnaires qui se trouvaient au sein des manifestations contre 67 blessés dans les rangs de la police. (3)

Bien que Sedki Mahmoud m'a causé des problèmes les dix dernières années, et qu'il avait été la cause essentielle des problèmes entre Amer et moi (...) les manifestants avaient demandé que je le dépêche auprès de Hussein el-Chafei (4) qui ne fera que l'exécuter ! En tant que responsable – malgré ce que je ressentais envers Sedki Mahmoud et bien que je voulais lui casser le cou- je ne pouvais jamais faire une telle démarche !

(1) Chaaraoui Gomaa, ministre de l'intérieur.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 25/2/1968, référence précédente.

(3) Référence précédente.

(4) Hussein el-Chafei pris la tête de la cour révolutionnaire le 14 octobre 1967 qui a examiné le procès de la tentative de prise de contrôle du haut commandement des forces armées et celui des dérives du service des renseignements généraux.

Les gens aspirent au changement parce qu'ils sont contrariés du gouvernement. Et au public de répéter que le changement n'avait pas eu lieu depuis le 9 ou 10 juin. "Je m'attendais au pire à cause de la multitude de courants et bien sûr d'avis. Le pays saigne et tout le monde est crispé. Sur l'autre front, les juifs occupent une partie de nos territoires et nous désirons mener une offensive contre eux. En plus; ce qui est advenu à la cause a déstabilisé la confiance de tout le monde et les renseignements publiés sur le tribunal de la révolution et les services secrets (1) ont étonné le public. Le pays est en ébullition. "Je me suis alignés ouvertement aux étudiants et aux ouvriers dans la journée célébrant le travail".

Nasser a parlé le 23 juillet 1967 d'une levée des contraintes sur les libertés et sur l'état de non guerre non paix. Il avait également réitéré que ce qui est pris par la force doit être restitué par la force, que l'acte pacifique est une manifestation de force entre autres et a évoqué les relations panarabes. Mais, aucun changement n'est intervenu. "Je dois être prudent car s'il n'y aura pas de frappe militaire, on sera certes battu sur le front intérieur. Il faut savoir à juste titre ce dont à quoi nous nous attendons du changement. Nous devons remédier à la crise psychologique que traverse le pays au large des idéologies qui s'étendent des communistes aux frères musulmans ".

Nasser a poursuivi en critiquant " notre style est bizarre. Nous ne sommes pas une démocratie occidentale ni une dictature. Il a été prouvé l'inefficacité de l'union socialiste et des organisations de la jeunesse. Je suis perturbé et je ne veux pas devenir hâtif. A mon avis, toutes les forces opposées essayent de se chercher de

l'appui dans les universités, les instituts et les écoles secondaires  
".

Qu'est-ce que les Américains ont fait en Indonésie ? Ils ont manipulé les étudiants.

---

(1) Le 4 septembre 1967, le président Nasser avait promulgué une décision consistant à ouvrir une enquête pour investiguer les services secret. Les résultats avaient affirmé que les services secrets, étaient allés dans certaines circonstances au-delà de leur mission essentielle. Par la suite, son directeur Salah Nasr avait été assigné à la retraite et tout l'appareil avait été purifié.

Nasser a expliqué qu'il existait un déséquilibre dans le régime politique et qu'un leadership capable d'assimiler tous les détails de l'image générale faisait défaut. Et il s'est demandé ce que voulait dire le changement et à quoi s'attendait le public.

Comme à son habitude, lors du cabinet ministériel datant du 25 février 1968, il a ouvert la discussion. Pour sa part, le ministre de la défense Mohamed Fawzi, a vu que si les manifestations prendraient plus d'ampleur elles ne seront pas bénéfiques pour les intérêts publics. Ainsi, il a mis en avant la proposition de recourir aux tribunaux militaires, le cas échéant, conformément à la demande des foules. Ainsi, il a proposé que la cause de l'aviation prenne un autre tournant de nature militaire en conformité avec les tendances populaires. C'est-à-dire un autre tribunal militaire.

"Et si l'autre tribunal prononce un verdict d'acquiescement et que les témoins seraient les mêmes ?" s'est demandé Nasser.

A ce moment là Mohamed Fawzi avait répondu : "l'Angleterre était démocratique et Churchill était devenu dictateur pendant la guerre. En temps de guerre, un contrôle sécuritaire est indispensable. Même les forces armées étaient convaincues que

le verdict dans l'affaire de l'aviation était faible et donc le procès devant le nouveau tribunal devait être public".

Ensuite, Nasser a parlé de la réunion à laquelle il a assisté au siège de la direction de l'armée le 2 juin 1967. Il avait dit littéralement: "L'offensive des juifs aura lieu le lundi 5 juin et ils commenceront par cibler l'aviation".

---

A ce moment là, Essam Hassouna le ministre de la justice a déclaré "le public veut voir une incarcération à perpétuité". Lorsque Nasser a su d'Amin Howeidy que des instituts et des écoles secondaires se sont ralliés à l'université, il a suspendu les études à l'université. A condition qu'elles ne reprennent que lorsque la situation soit régularisée. Si les étudiants des écoles secondaires sortent manifester dans les rues, avait-il dit, ils doivent être retenus et transférés devant le parquet. Et à Nasser d'ajouter "le pays doit être contrôlé pour faire face aux opérations de destruction". Ensuite, Nasser a donné l'ordre à Mohamed Fawzi d'annoncer que le verdict n'avait pas été encore ratifié et que le procès allait recommencer de zéro. Et à Nasser de rajouter "si le pays était sanctionné pour une bataille, Rommel aurait été sanctionné 5 fois (1).

Le général Fawzi a commenté de son côté en disant: "c'est le premier procès du genre que doit affronter les forces armées. La plupart des pays du monde entier, n'intentent pas des procès contre leurs leaders militaires pour des erreurs qu'ils ont commis à leurs postes. Leur seule issue est la destitution; comme il est arrivé avec le leader américain qui a perdu la bataille de Pearl Harbour. Partant de ces expériences internationales, le tribunal n'a pas vu qu'il serait raisonné de condamner à perpétuité un dirigeant qui avait même commis des erreurs flagrantes. Car, enfin de compte ces accusations ne sont point comparables à la trahison, ou à l'incapacité de battre un ennemi ". Et de poursuivre: "Sedki a déclaré devant le tribunal qu'il avait reçu une approbation de son dirigeant. Ce qui a accordé une

justification à ses erreurs et un argument pour se déculpabiliser et alléger sa responsabilité (2).

Après cette clarification, Abdel Nasser Charaoui a donné l'ordre de publier un communiqué par le ministre de l'Intérieur qui disait littéralement ce qui suit:

"Le ministère de l'Intérieur empêcherait quelle que soit les raisons des manifestations.

---

(1) Procès-verbal du conseil des ministres du 25/2/168, référence précédente.

(2) Référence précédente.

Les étudiants universitaires ont exprimé hier leur avis à propos des jugements émis dans l'affaire de l'aviation par tous les moyens qu'ils ont désiré. Les instructions données aux forces de l'ordre étaient de ne pas obstruer les manifestations estudiantines et de leur donner libre cours sans interventions aucune. Les forces de l'ordre ont été informées d'intervenir à 5 heure de l'après-midi pour mettre un terme à ce qui reste des rassemblements qui ont autorisés l'accès des membres non estudiantins. En effet, les forces de l'ordre n'ont intervenu qu'après avoir présenté tous les conseils possibles par tous les moyens. Leur intervention était d'une ampleur restreinte n'ayant donné lieu à aucun endommagements ou accidents. Les étudiants ont réalisé leur objectif d'exprimer leurs avis et donc il était tout à fait normal d'arrêter les manifestations pour qu'elles ne soient pas manipulées contre les intérêts de l'Etat, les foules ou sa population active. Voici le texte de la lettre "le ministère de l'Intérieur attire votre attention sur le fait que la décision d'interrompre les manifestations sera appliquée fermement dès aujourd'hui. Outre, n'importe quelle tentative de violer l'ordre sera un préjudice apporté à la lutte nationale, à l'heure où la nation arabe est la cible d'un large complot des forces colonialistes et Israël. N'importe quelle tentative de violer l'ordre



aura pour conséquence des sanctions graves, comme l'exige l'action nationale en cours".

D La requête de changement et son ampleur

L'amendement ministériel et son utilité:

Le 20 mars 1968, Nasser a recouru à un amendement ministériel qui avait introduit de nouveaux visages comme Mohamed Abou Nosseil au portefeuille de la justice; Mohamed Helmy Mourad l'éducation; Mohamed Abdallah Merzeban l'approvisionnement et le commerce intérieur; Ibrahim Zaki Quenay l'irrigation; Aly Zein Al Abedin le transport; Ahmed Moustapha Ahmed la recherche scientifique; Al Sayed Gaballah Al Sayed la planification; Hassan Moustapha Hassan l'habitat et le logement; Mohamed Bakr Ahmed la bonification des terres; Abdel Aziz Mohamed Hegazy la trésorerie; Mohamed Hafez Ghanem le tourisme; Mohamed Safieddine Aboul Ezz la jeunesse; Diaa El Din Daoud les affaires sociales et les affaires du conseil de la nation; Abdel Aziz Kamel adjoint au ministre des waqfs.

Dès le début Nasser était clair avec ces ministres. Il leur a dit dans la session du conseil des ministres du 20 mars 1968 : " la représentation à ce conseil n'est pas une question technique, mais vous représenter le peuple. L'action politique vient en premier et non pas l'aspect technique, d'autant qu'ils détenaient tous une expérience dans les travaux publics. Nasser leur a clarifié que l'amendement ministériel n'est pas une opération en soi mais qu'elle faisait partie d'une autre plus élargie. Durant cette phase, il fallait insuffler l'espoir dans l'avenir à tout le monde et mobiliser toutes les énergies pour la prochaine bataille qui s'avère être une mission difficile " (1).

Ensuite, il a présenté les plaintes du public. Une fois qu'il a vu les centaines de lettres revendiquant le changement, il a réalisé que dans chaque gouvernorat, ils désiraient changer le gouverneur, le conseil municipal et l'union socialistes. Outre cela, les ouvriers de chaque institution voulaient changer l'administration et tout le monde voulait substituer le cabinet.

La contradiction autour d'une plus grande marge de liberté et de démocratie:

Nasser a suscité l'aspect psychologique qui doit être pris en compte en traitant avec le front intérieur. Les ennemis du régime après avoir échoué de renverser le régime par l'action militaire, ont utilisé l'arme économique. Ils ont essayé par tous les moyens de l'emmener à négocier directement avec Israël. Ils n'ont donc que l'option de focaliser sur le front intérieur de façon à la destabiliser en prélude à la chute du régime. Nasser a mis en garde devant les nouveaux ministres du fait "qu'il s'agissait d'une période difficile. Nous serons contraints à prendre des mesures décisives sur les questions de guerre ou de paix. L'option politique ou la guerre c'est l'un des deux. Ajoutons à cela les mesures sécurisant les aspects économiques et internes". Il a mis l'accent sur le fait que n'importe quelle action effectuée par les mouvements de la contre-révolution doit être affrontée par la force et arrêtée à son début. Sinon, tout dégringolera". (2). Les discours sur les libertés nous ont mené à réexaminer le droit de l'Etat dans l'incarcération et la mise sous séquestre et les procès intentés devant des tribunaux spéciaux. Nasser avait parlé lors d'une séance au conseil des ministres le 24 mars 1968 et avait déclaré "j'ai travaillé dans la politique depuis 1934. Ce pays a de tout temps été gouverné par les lois martiales et j'ai été incarcéré en 1934 et plusieurs fois après. Ces lois existaient déjà depuis sous les mandats de Tazwfik Nessim, Abdel Fattah Yehia, Moustapha Al Nahass et Hussein Serry ainsi que le 26 janvier et la révolution. En 1956, une décision a été promulguée du conseil de la direction de la révolution selon lequel tous ceux qui ont été arrêtés depuis 23 juillet 1952 jusqu'en 1956, la date du référendum sur la constitution, peuvent être arrêtés en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur. "Nous avons dit qu'il va falloir lever les lois martiales pour la première fois. Mais, au lieu de les appliquer sur tout le peuple, il sera appliqué sur la tranche des communistes et les frères musulmans qui se sont érigés à la révolution entre 1952 et 1957 ".

---

(1) Procès-verbal du conseil des ministres le 20 mars 1978

## (2) Référence précédente

Dans l'année de l'agression tripartite, les lois martiales avaient été imposées. Nous les avons suspendues pendant quelques mois et avaient été reconduites jusqu'en 1964. " Suite à la constitution de 1964, nous avons deux options : que les lois martiales soient maintenues ou bien que nous les suspendions". Nous avons jeté un coup d'œil sur les expériences internationales pour voir comment ils ont procédé et nous avons vu que l'Inde, malgré son système totalement libéral, elle a entrepris des mesures contre les incarcérations arbitraires. Ils ont un comité de déposition de plaintes qui n'est pas de nature juridique mais plutôt politique. Cette mesure avait engendré la guerre confessionnelle qui a éclaté après l'indépendance. Ce comité est en vigueur depuis 1947 et jusqu'aujourd'hui " (1).

Nasser a ajouté : " depuis mars 1964 jusqu'en juin 1965, il n'y avait pas une seule personne dans les prisons. Ce, jusqu'au complot des frères musulmans en juillet 1965 après lequel les arrestations sont devenues plus fréquentes. Les frères ont été arrêtés conformément à la loi 119, qui avait été ratifiée par le parlement, Magles Al Oumma (le parlement), et aucune loi martiale n'avait été appliquée.

---

(1) Procès-verbal du cabinet ministériel du 25-3-1965, référence précédente.

Avant et après l'agression, nous avons commencé les opérations de libération et il ne reste qu'un nombre limité d'incarcérés; ceux qui faisaient partie de l'appareil clandestin des frères musulmans. Le problème est de savoir, si une fois libérés, ces personnes regagneront l'appareil clandestin et contacteront Saïd Ramadan (1). Est-ce que nous reviendrons de nouveau à la même spirale ? Sommes-nous en position d'assimiler cela ?

Quant aux communistes, le seul ayant été incarcéré récemment de leurs camps fût Salah Eissa. Ceux qui encouraient parmi eux

des peines, avaient été libérés en 1964 et ont été ponctuels et sont retournés à leur travail (2).

A ce moment là, Nasser avait proposé des alternatives: ou bien délaisser les lois martiales jusqu'à ce que le transfert au socialisme soit effectué à l'ombre duquel les écarts sociaux seront rétrécis; ou bien d'annuler les lois martiales et tailler une loi préventive comme celle de 119.

Aujourd'hui, des lois martiales ont accompagné l'état d'urgence que nous vivons et donc la loi 119 n'est aucunement utile et tant que celle-ci n'existe pas, il faut insister sur l'application des lois martiales. Nasser s'est demandé "pourquoi ? je détiens une expérience dans ce dossier. J'ai participé à la coalition des officiers libres. En mai 1949, j'ai été interpellé par Ibrahim Abdel Hady (2) et il m'a soumis à des interrogations de 13h à 17h. A ce moment-là, des accusations m'étaient adressés selon lesquels j'entraîné les frères musulmans".

Après avoir terminé les interrogations avec Ibrahim Abdel Hady, nous avons pris une décision de suspendre toute activité jusqu'à ce que les lois martiales prennent fin pour reprendre nos activités de nouveau. Et effectivement, une fois que les lois martiales avaient pris fin, nous avons reconduit nos réunion et activités (4).

---

Saïd Ramadan, un leader des frères musulmans. Il était le gendre de l'Imam Hassan El Banna et son secrétaire ainsi que l'un des fondateurs de l'action islamique en Europe et en Allemagne. Il a été condamné à la peine de mort pour avoir participé au complot d'assassinat du président Gamal Abdel Nasser, le 9 août 1965.

Procès-verbal du conseil des ministres du 25 mars 1967; référence précédente

Ibrahim Abdel Hady a rejoint le parti Al Wafd après sa création. Il a rejoint son arme militaire qui effectue des assassinats. Ensuite, il est devenu le président du bureau royal et a été nommé premier ministre après Al Nokrashi, du 28 décembre 1948 au 25 juillet 1949.

Procès-verbal du conseil des ministres du 24 mars 1968; référence précédente.

Nasser a expliqué " aujourd'hui, nous faisons face à des groupes de frères musulmans, de communistes et des communistes chinois, comment faire ? avant la révolution, les gens étaient soit des communistes soit des frères musulmans. Aujourd'hui, je voudrais rallier les frères musulmans en prélude à réaliser l'unité nation au lieu qu'ils ne soient manipulés par une personne aux intentions mauvaises.

Pour les communistes, j'ai les moyens de savoir à propre titre leur affiliation et appartenance et leur loyauté pour leur pays d'origine. J'ai la capacité de leur offrir un emploi. De cette manière j'aurais mis de côté les vellétés du passé. Il y a également les rétrogrades qui sont différents de nous. Il est difficile de rallier quelqu'un que nous avons spolié. Par exemple Salah Eddine et Makram Ebeid ont insulté la révolution dans l'ordre des avocats, pendant la révolution de 1954. Les officiers de l'artillerie se sont alors réunis dans la maison de Saad Zayed (1) et ont décidé de les décapiter tant que je ne mets pas un terme à l'affaire. Je leur ai dit que je ne pouvais pas être responsable des actes des autres. Ainsi, je les ai arrêtés et Makram Ebedi est revenu sur sa position (2).

Quant à Mohamed Naguib, il s'est rallié aux partis rétrogrades et communistes; tout le monde en d'autres termes et a déclaré qu'il allait former une association et qu'avec l'aide du prolétariat ils mettront un terme à tout y compris Mohamed Nagui " (3).

Nasser s'est demandé ce qu'il devrait faire de ces gens dans l'avenir ou bien s'il devrait les laisser faire comme bon leur semble. "Dois je les laisser et ensuite les introduire devant le parquet auprès d'Abou Nosseir (4) qui doit les libérer. Doit on promulguer une loi pour purifier la magistrature qui avait pris une position maligne. Une loi de la sorte m'aiderait à encercler le pays ".

Abdel Nasser avait déclaré " l'armée est omniprésente dans la vie politique comme une force indéniable pour au moins les 15 années prochaines. Personne ne pourrait effacer son existence. Des expressions nouvelles ont commencé à émerger tels que la bourgeoisie militaire, les opérations militaires, et l'élitisme

militaire. De par derrière mon dos et celui de Fawzi, un nouveau leadership peut sortir des rangs de l'armée, comme il est arrivé dans un nombre de pays. Comme en Syrie, lorsque Hosny Al Zaïm avait commencé d'humilier l'armée.

---

Saad Zayed, un des officiers libres, devenu gouverneur du Caire depuis le 31 juillet 1965 jusqu'en avril 1970.

Procès-verbal du conseil des ministres du 24/3/1968

Procès-verbal du conseil des ministres du 15/4/1968

Mohamed Abou Nosseir, ministre de la défense

" Aujourd'hui la situation est débridée et requiert un effort énorme pour la contenir. Elle doit être contenue. Il faut cesser les discours qui se propagent contre l'Union Soviétique et les experts et les bavardages sur l'armement. D'ailleurs, les Soviétiques ont accepté d'équiper 9 troupes et les avions. Lorsque Hassan Abass Zaki s'est rendu à Moscou, il a obtenu tout ce qu'il avait demandé, des céréales et une assistance financière. Ainsi, le plafond de la dette a été élevé.

Nous avons besoin de lois martiales au moins actuellement, mais elles doivent se prolonger dans la durée. Notre société est pleine de contradictions. Nasser s'est demandé de nouveau comment il est possible d'encercler le pays ? et a répondu que la loi 119 est plutôt oppressive. A l'ombre de cette loi, tout le monde prend ses précautions. Ce qui nous met à l'abri d'un nombre de désastres et de catastrophes. Il y a les ennemis de la liberté partout. Il existe une couche qui veut spolier le pouvoir pour que le pays revienne à la normal. Il y a également les Américains qui peuvent payer des millions de L.E. pour s'en débarrasser. Les juifs et les Américains n'ont qu'une seule fin: de nous anéantir et de nous ruiner de l'intérieur en fomentant les troubles et les problèmes. Ils peuvent également payer des pôtés de vin aux ouvriers qui étaient bénéficiaires des lois socialistes "

(1).

La méthode de Nasser face aux manifestations:

"Il ne fallait prendre aucune mesure suite aux manifestations. Nous avons laissé les étudiants de la faculté d'ingénierie aller jusqu'au bout dans leur contestation. L'un d'eux disaient que se sont nous qui avons apporté Nasser ". Nasser avait réitéré au cours d'une réunion du conseil des ministres le 24 mars 1968 ce qui suit: " nous aurions pu prendre des mesures. Mais, les fomenteurs de troubles étaient un communiste, qui avait contacté Salah Eissa, d'autres membres appartenaient au parti communiste chinois et d'autres personnes désirant devenir des leaders. Après une investigation j'ai vu qu'ils n'étaient pas alliés au régime ".

---

(1) Procès-verbal du conseil des ministres du 24/3/1968, référence précédente

L'équation est comment brider le pays et faire en sorte que le conflit ne soit pas sanguinaire ? " Si je ne pourrais pas l'éviter par la sagesse ou les arrestations, je le ferais par d'autres moyens. Je dirais aux ouvriers de me soutenir et nous seront entraînés dans un cercle vicieux et émergera un incident semblable à la révolution culturelle qui avait été menée par Mao Tsé Toung. Ceux qui daignaient ouvrir la bouche avec lui, il leur envoyait des voyous les frapper. Je suis capable de faire la même chose loin de la police et de l'armée. C'est ce qui s'est passé en Chine.

Mais est ce que notre pays est capable de supporter cette méthode ? J'aurais pu envoyer ces éléments voyous aux étudiants de la faculté d'ingénierie. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en Chine, ils ont brûlé des facultés et des usines et ils ont pu allier une contre révolution.

Et à Nasser de poursuivre "ce que je dis c'est qu'il y a une contre révolution, sous le signe du libéralisme. Il est difficile pour qui que ce soit de brandir l'emblème de la liberté. Ils peuvent dire où est la liberté de la presse ? où est Mostapha Amin ? la CIA lui a donné 800 milles L.E.(1). Il y a également Aboul Fath qui était wafdiste et qui est devenu millionnaire (2). N'est-ce pas là la

presse. Personne ne peut ouvrir un journal. Il lui faut au moins un million de L.E. " (3).

Les problèmes de l'armée:

Alors qu'il discutait avec les nouveaux ministres, Nasser a mis en évidence le rôle des forces armées. Il a dit à ce propos ce qui suit: "voilà 15 ans que les forces armées traverse des problèmes inimaginables". Il a commencé a parlé de la situation en 1954 et a déclaré: " je démissionne tant que l'armée intervienne; cela veut dire que je suis incapable d'assumer la responsabilité" .

---

Le témoignage de l'ambassadeur américain au Caire Battle disant que l'implication de Moustapha Amin dans les activités des services secrets avait effectivement eu lieu. 5e partie du livre. P 1002.

Mahmoud Aboul Fath, a mis en place radio Egypte libre avant l'agression tripartite en 1956.

Procès-verbal du conseil des ministres le 24/3/1978. Référence précédente.

Mohamed Fawzi a demandé de transférer les officiers à des postes civils. Et il est impératif car celui qui veut porter atteinte au pays ne le fera que par la porte de l'armée (1). "Le changement qui a eu lieu n'était pas facile. Il y avait une bataille au sein des forces armées et une division aigüe sévit. Mais, nous remercions Dieu pour les résultats. Le jour où j'ai démissionné, je me suis dit que si je continue j'entrerais dans une confrontation et qu'il me serait difficile de l'emporter. Parce que l'autre côté avait des organisations que je ne détenais pas. Le jour où je suis revenu, c'est-à-dire le 10 juin; je n'avais rien à perdre et j'étais persistant. J'ai contacté des membres des forces armées à propos desquels je ne savais rien depuis 10 ans. J'ai dû recourir à des arrestations sous allégations et 70 officiers de la promotion de 48 sont toujours incarcérés" (2).



La pureté révolutionnaire, la constitution et l'organisation politique:

Nasser a déclaré suite aux manifestations du 25 mars 1968 que : "la Haute Cour Constitutionnelle, la pureté révolutionnaire, l'intégrité et la lutte contre la corruption tournent tous dans un cercle vicieux. Le conseil d'Etat est une protection de la corruption; raison pour laquelle nous avons restreint ses prérogatives. Mais si nous ne prendrons pas des mesures, les contradictions persisteront " (3).

Nasser a continué à dire : " qui a inventé les concepts des centres de forces, la pureté révolutionnaire et la suprématie de la loi ? c'est moi qui les ai répétés avant la guerre, car je voyais une scène et des forces difficile, voire même impossible, de brider. Les gens de leur côté croient que je peux exécutés et faire quoi que ce soit. Mais, les choses n'ont pas pris cette voie (4).

Tout au long des 15 années précédentes, nombreuses forces ont résisté contre nous et qui nous rendues incapables de faire ce que l'on espérait. Le fait de survivre à tout cela est en soi un miracle (5).

---

Référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres du 25/3/1968, référence précédente.

Référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres du 31/3/1968.

Procès-verbal du conseil des ministres du 25/3/1968, référence précédente.

Nasser a déclaré : "Lorsque nous avons dit après la défaite que la société est ouverte au changement et qu'il fallait barrer la route à la féodalité, nous avons entrepris des mesures intransigeantes dans de nombreux domaines. Un changement a eu effectivement lieu au niveau des forces armées et des services secrets qui sont devenus aujourd'hui une partie de l'Etat" (1).

Et de poursuivre "pour ce qui est de la constitution. Aucun pays en temps d'agression ne fonctionne en vertu de la constitution.

Le moment est-il convenable pour en tailler une ? Il faut appliquer la constitution de 1964 jusqu'à ce qu'une nouvelle voit le jour. Il ne faut pas interférer dans le travail du conseil de l'Etat qui comprend également des éléments pervers qui font des surenchères. Les membres du Conseil de l'Etat peuvent nous surprendre par une constitution qui ne pourrait brider le pays. Une atmosphère de critiques et de désordre sévit. Est-ce le moment propice à refaçonner une constitution ? Ou bien devons-nous former le comité central qui accrédite la constitution, ensuite l'envoyer au Conseil de l'Etat pour qu'il soit ratifié ? ".

A ce moment là, Nasser a déclaré : " Je ne sais pas qui est avec ou contre moi dans l'organisation politique. Comment donc former un comité central, des élections et un forum national ? Je ne saurais rien jusqu'à ce que toute la scène soit claire devant moi avec tous ses ingrédients. Il faut que je détienne l'image complète de ce qui se passe au sein des services secrets et je dois avoir le contrôle des forces armées au sein desquelles il y a eu des arrestations.

Donc, l'organisation politique doit être reportée. Nous voulons un peuple qui possède une liberté d'expression, mais qui est loyal à la révolution et au régime. La liberté est d'avoir une coalition populaire solide et croyante en la charte (2).

Les décisions de Nasser et le fardeau de leur exécution:

Nasser a décidé de former un comité de suivi fait des ministres qui mettraient un plan d'action exhaustif pour tous les dossiers et leur a demandé de faire des suggestions. Nasser a déclaré : "nous voulons une impulsion aujourd'hui pour prendre de l'essor et donner un plus grand intérêt au sujet de la recherche et la politique éducative, le conseil national de l'éducation, et enfin l'industrie et l'agriculture (3).

---

Référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres du 24/3/1968, référence précédente.

Référence précédente.

En ce qui concerne l'annulation de la loi des urgences, Nasser a déclaré ce qui suit : "Si nous cherchons le consentement des gens qui sont ciblés par la loi 119, nous n'y arriverons jamais. Ils veulent du pouvoir, c'est ainsi qu'ils consentiront à nos demandes. Il n'existe pas de conflits sur le pouvoir entre les forces de la révolution et anti révolution. La censure militaire est nécessaire car nous sommes en temps de guerre. Cette censure est assurée par le biais des rédacteurs en chef". Il a cité des exemples comme les écrits de Mohamed Hassanein Heykal sur l'Union socialiste et sur le changement, et ceux de Rose Al Youssef qui critiquait tout ainsi que Mohamed Al Tabei qui était anti socialiste.

En ce qui concerne la politique participative et l'implication du public dans la responsabilité. Nasser a déclaré qu'aucun pays ne l'appliquait et que la participation active de par le monde se faisait sur deux niveaux aux élections présidentielles, ou bien l'union socialiste ou équivalent ou encore les législatives. Selon lui, au niveau de l'action politique, les coutumes appliquées de par le monde se cantonnaient à la sensibilisation et au face à face avec les ennemis du régime. "Il faut cesser de répéter que les riches deviennent plus riches et que les pauvres s'appauvrissent davantage. Au contraire, l'Egypte perd un nombre de compétences qui vont aux pays arabes, car leurs revenus est plus grand " (1).

Pour ce qui est des pas entrepris pour le changement, Nasser a fait face aux nouveaux ministres et a dit : " lorsque j'ai fais allocution le 23 juillet 1967, ce fût le moment le plus difficile de ma vie dans les 16 dernières années. Parce que les événements nous ont tous touchés, moralement et financièrement. Le 23 novembre la situation était différente, mais après le communiqué du 30 mars, je dois faire des justifications et parler, car la scène intérieure était compliquée " (2).

Le communiqué du 30 mars et le plan d'action:

Le 30 mars, Nasser a prononcé un communiqué à Kasr Al Qobba dans lequel il a exposé les réalisations suivantes: continuer la reconstruction des forces armées, l'appel aux sacrifices du peuple pour réaliser les acquis économiques, liquider les centres de forces qui se sont multipliés suite à la défaite, les tribunaux et les verdicts qui étaient prononcés publiquement et l'effort politique d'ampleur sur les fronts arabes et internationaux.

---

(1) Procès-verbal du conseil des ministres du 25/3/1968, référence précédente.

(2) Référence précédente.

Ensuite Nasser a abordé dans son allocution sur le plan d'action, la formation du gouvernement ainsi que les amendements en vue dans les directions des secteurs productifs, le corps diplomatique, les gouverneurs et les présidents des villes.

Il a expliqué le plan d'action où la mobilisation de toutes les ressources pour la bataille est prioritaire. Venait ensuite l'action politique à travers l'Onu et les frères arabes que ce soit à travers les sommets, ou la coordination bilatérale, ou encore les forces populaires arabes.

Nasser a assuré que pour la mobilisation, la formule la plus adéquate était celle de l'union socialiste qui regroupait une large tranche de la classe ouvrière. Il a expliqué que les défauts de ce modèle résidaient dans l'exercice et non pas la formule. A l'issue de ces déclarations, il a appelé à une réélection de l'union socialiste de la base au sommet.

"Il a été décidé plus tard la tenue d'élections de tous les postes de l'union socialiste. Le conseil de la Nation (ou parlement) devra ratifié la constitution qui sera soumis au référendum, une fois que les séquelles de l'agression tripartite serait annulée. Ensuite les élections parlementaires auront lieu conformément à la nouvelle constitution, ensuite les élections présidentielles, la sélection des membres d la haute cour constitutionnelle. Et

enfin, le communiqué du 30 mars sera soumis au référendum" (1).

En même temps, Nasser avait effectué des réunions avec les présidents des unions estudiantines, les professeurs des universités, les gouverneurs, les officiers de la police et des forces armées. Il a déclaré : "le leadership est de savoir les maux des peuples et les éradiquer" (2).

Nasser considérait le communiqué du 30 mars comme le début et non pas la fin. Et que l'objectif était d'aligner à son côté tout le peuple et d'isoler les contre-révolutionnaires. Il avait réitéré au cours de la session du conseil des ministres datant du 15 avril 1968 ce qui suit : "je suis ce qui se passe et la plupart des avis et des organisations qui s'étaient formés récemment parlent d'action clandestine et d'assassinats. Je n'ai pas daigné voir des millions stationnant sur la place Abdine scandant à bas Nasser.

---

Le communiqué du 30 mars; discours de Nasser pp 450 à 463. Référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres du 31-3-1978. Référence précédente.

Nasser avait expliqué la situation en ces mots: "le fait d'ignorer une certaine situation ou endosser sa responsabilité aux éléments de la contre révolution serait un diagnostic erroné. Parce que ces éléments ont de tout temps étaient présents et le seront également demain. Mais la question est pourquoi ces éléments étaient silencieux avant le 5 juin et ont commencé à parler aujourd'hui ? la réponse est que l'état d'anarchie sévissait et donnait l'impression au peuple qu'il était perdu ".

La bataille avec la contre révolution:

Nasser a déclaré aux nouveaux ministres ce qui suit: "ces peuples ne sont pas hostiles, mais quand même la contre révolution a émergé et a trouvé des opportunités pour tout suspecter. Qui prendra le peuple de son côté.

Nous devons adopter un plan à long terme afin d'éviter tous les moyens empruntés par la contre révolution pour amener le peuple à tout suspecter. Notre objectif est de l'isoler. Cette période était productive parce que le régime de Nasser a pu détecter les éléments de cette contre révolution "(1).

Nasser avait mis en garde contre la difficulté que le régime se devait d'affronter suite à l'agression en 1969 afin d'éradiquer ses séquelles. Pour ce faire, il était indispensable à l'époque de former des forces armées et de posséder des capacités militaires pour que le régime soit sur un même pied d'égalité avec Israël. "Le retrait n'aura lieu que si nous nous résignons". Et de poursuivre que " des groupes financés font partie de cette contre révolution et qui ont fait circuler des communiqués sous le nom du rassemblement national. Il y a énormément de mouvements dans le pays et je les voit tous. L'année prochaine ils seront plus forts. Nous devons nous apprêter à devenir révolutionnaires et nous devons prouver que le régime est fort" a déclaré Nasser.

---

(1) Procès-verbal du conseil des ministres le 15/4/1968, référence précédente.

"La première force que nous avons alignés de notre côté est les forces armées et si nous arrivons à faire de même avec les forces du peuple. Il serait facile de battre les forces contre-révolutionnaires et de les saper par des mesures intransigeantes. L'une de nos issues est de mener une révolution culturelle et l'armée ne sera pas impliquée dans cette équation, parce qu'elle a son rôle à assumer. Nous devons aligner le public à notre côté et être prêt à la bataille". Il a également exprimé sa peur que la nouvelle union socialiste n'implose par ses membres, d'autant que ces initiatives ont effectivement commencé. "La formule des forces prolétaires en est une acceptée par le peuple, à l'exception des éléments rétrogrades et communistes".

Affronter la position hostile de la magistrature:

Nasser a parlé en détails de la position de la magistrature et a exprimé son inquiétude. Il a révélé que "dans les deux dernières années, des manipulations ont eu lieu dans la magistrature et qu'il ne savait pas l'objectif qui était visé derrière cela. "Ils sont en contact avec certains tranches du peuple et ses retombées sont ressenties jusqu'à maintenant". Il s'est demandé si ceux sur lesquels ont été appliquées les décisions socialistes maintiendront leur position dans la magistrature. Ceux qui étaient nommés à l'époque d'Ibrahim Abdel Hadi et de Nahass, et qui exercent une activité partisane, maintiendront-ils leur position dans la magistrature ? Ou bien est ce que nous recourons à la force avec eux ? Nasser a réitéré qu'il ne voulait pas d'arrestations sauf si les conditions l'exigeaient, car ce n'était pas une solution adéquate, mais il tenait à démontrer la prédominance des forces révolutionnaires sur les forces non révolutionnaires. "Je n'ai pas été résigné à leurs demandes. J'ai réuni dans un communiqué tous les éléments qui représentent leur force" a-t-il clarifié. Et de poursuivre "nous devons attirés le soutien des forces du peuple, oui mais pas les forces manipulatrices" (1).

Nasser a expliqué que "les problèmes ne se sont pas limités à ce que nous avons mentionné. Les membres des frères musulmans au sein des forces armées ont été dévoilés. Ils ont été arrêtés et

ont fait des aveux. Ils sont en contact avec des civils qui les ont incité à mener des arrestations et à former cette cellule et toute l'opération a été dévoilée ".

Nasser a donné les ordres à Mohamed Fawzi de mettre un terme à cette cellule avant qu'elle ne gagne plus en ampleur et qu'elle soit la responsabilité de l'armée et non pas du parquet. Car selon Nasser, il ne fallait pas laisser l'armée au gré des organisations hostiles.

"Cette opération n'est pas la première du genre au sein de l'armée. Elle est numéro 500 depuis le début de la révolution et jusqu'aujourd'hui (2)". Il a ajouté "il n'y a pas de confiance en la magistrature pour consacrer la prédominance de la loi, nous devons sécuriser la magistrature. Et pour ce faire, il faut que la magistrature ne soit point corrompue et qu'elle soit surtout neutre". Et de poursuivre : "nous n'avons pas intervenu dans la magistrature voilà 16 ans, à tel point que nous l'avons corrompu. Pour ne pas recourir aux tribunaux militaires, nous devons purifier la magistrature, comme nous l'avons fait avec les gouverneurs, la vie politique et l'armée. Dans l'avenir, nous avons également un plan pour faire de même avec l'armée, les présidents des villes et les secteurs de production".

Nasser a mis en garde contre les futures évolutions. Il a déclaré que le Sinaï ne sera libérée, ni une solution pacifique ne sera en vue si le pays n'est pas contrôlé. Au cas où le pays ne soit pas contrôlé par une poignée de forts, selon lui, la guerre sera transférée à l'intérieur au lieu de l'extérieur. Et Nasser a réitéré qu'une ère difficile était en vue requérant des mesures plus drastiques et une poignée forte (3).

---

Référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres du 28/4/1968.

Référence précédente.

Les mesures de la réforme juridique:

Au mois d'août 1969, Nasser a présenté au conseil des ministres les pas de la réforme juridique qu'il avait étudiée avec le président du Conseil d'Etat, Mostapha Kamel Ismaïl (1) et qui



nécessitaient de reconstituer les organisations juridiques, d'autant qu'il avait été prouvé qu'un nombre de magistrats travaillaient selon leur affiliation sociale et politique.

La politique du 23 juillet 1952 était de ne pas intervenir dans la magistrature. Si le régime se trouvait contraint à bouger politiquement, il tenait des tribunaux de révolution. Et il s'était avéré plus tard que ses verdicts étaient non juridiques.

Lorsque Nasser a révisé la liste des magistrats en août 1969, à cause des divergences qui ont éclaté entre eux, il avait remarqué qu'ils ont fait l'objet des lois imposées par la réforme agraire et qu'ils venaient tous des familles féodales d'avant la révolution.

Nasser a alors ouvert la discussion au Conseil des ministres dans sa session du 31 mars 1969 sur les suggestions de la réforme juridique qui se résumaient comme telles:

1- Promulgation d'une loi pour former une haute cour allant de pair avec le communiqué du 30 mars 1969. A condition qu'elle ne se transforme en cour constitutionnelles après la promulgation de la nouvelle constitution (2). Cette situation est prédominante Aux Etats Unis en Union Soviétique et autres.

2- Former un haut conseil des organismes juridiques présidé par le président de la République.

3- Préparer un projet de loi pour reconstituer les organismes juridiques.

4- Renommer les membres de la magistrature et du parquet.

5- Décision de nommer certains membres des organismes juridiques à d'autres postes.

6- Le club de la magistrature doit être soumis à la loi du ministère des affaires sociales.

Nasser avait assuré que l'objectif derrière la loi de la reconstitution des organismes juridiques était de liquider tous les éléments hostiles au régime, qui ont émergé après l'agression du 5 juin 1967.

---

Mostapha Kamel Ismaïl, le président du Conseil d'Etat, plus tard nommé ministre de la justice suite à la démission de Mohamed Abou Nosseir, le 31/8/1969.

La Haute Cour Constitutionnelle a été formée à l'époque de Sadate, en 1979.

### Le référendum et l'action politique

Le 2 mai 1968, un référendum a été organisé autour du communiqué du 30 mars. Le résultat était 99,98% avec un nombre d'électeurs de 70450.478 dont 7020419 avaient eu une participation effective à l'élection. Soit 98,2% du nombre des électeurs enregistrés. Le nombre des voix correctes était 703160533 et les voix caduques étaient au nombre de 887. En somme 703150734 ont dit oui et 798 ont dit non.

En analysant l'opération de référendum, Nasser estimait qu'un haut taux de ceux qui n'avaient pas voté et qui sont au nombre de 150 000 diraient non. Le quota de 50% dédié aux ouvriers et aux paysans avait pour objectif d'annuler les différences sociales. Surtout que les idées découlant du concept de féodalité étaient toujours prédominantes.

Nasser avait annoncé à la séance du conseil des ministres du 5 mars 1968 le résultat du référendum et du communiqué du 30 mars. Dans son allocution il a dit "nous voulons une nouvelle révolution pure. Mais c'est difficile car elle a besoin qu'on inculque de nouvelles valeurs impliquant les applications sociales. Si le socialisme n'était pas bénéfique pour le citoyen, pourquoi il l'accepterait. Donc, quel inconvénient d'embrasser le capitalisme". Nasser avait poursuivi qu'il fallait maintenir les acquis autant que possible et qu'il fallait être de plus en plus conscientisé sur les demandes du peuple. Si le résultat du référendum était 90% après la défaite et avec l'état de déchirement psychologique prévalant. Il s'agit là d'une victoire, mais la prochaine période est plus difficile car il aura des changements au sein de l'union socialiste qui doit être une organisation politique rassemblant tout le monde. Quant aux élections, elles doivent être absolues (1).

---

(1) "Procès-verbal du conseil des ministres du 5/5/1968.

Nasser a exprimé son inquiétude sur la dissociation du pays et de l'armée. Et avait expliqué qu'il s'agissait d'un problème ancien et qu'il voulait garantir de bonnes relations à l'avenir. Pour qu'une seule autorité gouverne le pays, l'armée doit être impliquée à 100%. "L'armée doit être représentée dans le congrès national et le comité central de façon à ce qu'il ne soit pas contre l'union soviétique. Il faut faire en sorte que les deux autorités s'unifient à l'avenir" (1).

Nasser a expliqué que parmi les raisons du référendum résidait le face à face avec l'Amérique et Israël (2). A propos de l'union socialiste, Nasser a déclaré qu'aux côtés des forces ouvrières, il était possible de faire adhérer également les communistes et ceux de la droite qui ne faisaient pas partie des contre-révolutionnaires. Nasser a alors décidé d'introduire des réformes majeures en formant le comité central et en nommant un nombre d'adjoints. Ainsi, il pourrait exécuter son plan pendant les mois de mai et de juin 1968.

Quant aux governorats, Nasser a vu qu'il ne pouvait pas dissoudre les bureaux de l'union socialiste, malgré les appels dans ce sens.

Pour le conseil d'Etat, "il faut licencier les éléments pervers qui se trouvent en son sein et non pas, pour plus de précision, ceux qui ont un avis contraire. Ce qui veut dire que ces éléments dans l'avenir ne feraient pas partie de l'union socialiste" (3).

"Lorsqu'on dit que le gouvernement a la main haute, cela veut dire qu'il regroupe la majorité. Mais cela n'empêche pas la liberté d'expression. Le gouvernement n'a pas de contrôle sur le pouvoir législatif, mais elle détient l'autorité de le dissoudre" (4).

Quant à la magistrature, Nasser avait déclaré au cours de la session du conseil des ministres le 15 juillet 1968 "ils s'imaginent que nous sommes battus, raison pour laquelle il n'y a pas d'arrestations. Si j'avais un taux d'inquiétude, le moindre, de 1% j'aurais pris des mesures d'arrestation.

Procès-verbal du conseil des ministres du 4/7/1968.

Procès-verbal du conseil des ministres du 5/5/1968; référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres du 15/7/1968.

Référence précédente

Les communistes ont dissout le parti (1) et 1000 parmi eux ont été incarcérés, mais libérés plus tard.

Nasser a alors redéfini le communiste par "celui qui adhère au parti communiste et qui pratique leur idéologie au milieu du public. Il est différent du marxiste et du gauchiste".

"Nous voulons rassembler toutes les catégories du peuple".

"Nous devons éviter les grands rassemblements au profit des petits pour échapper à l'anarchie et les fomenteurs de troubles. Il a répété "si la magistrature était hostile à la révolution, nous devons réagir avec ce constat. (2)

Lorsque Helmy Mourad (3) a parlé de la souveraineté de la loi, Nasser a répliqué " nous devons avoir notre œil sur le juge qui applique la loi. Sinon nous serons obligés d'appliquer des lois martiales.

Sur les demandes de liberté de presse Nasser a déclaré que celui qui veut publier un journal a besoin d'au moins un million de Livres égyptiennes ? Qui pourra assumer cette fortune et qui pourra faire un équilibre entre les différents intérêts. Tout est relatif (4).

---

La lettre de la dissolution du parti communiste égyptien à Nasser. Partie 5 du livre p.p 362-371

Le tribunal de la révolution présidé par Hussein Al Shafeï formé le 14 octobre 1967.

Helmy Mourad, le ministre de l'enseignement le 20/3/1968  
10/7/1969.

Procès-verbal du conseil des ministres du 15/7/1968. Référence précédente.

Septièmement : une guerre impossible et la reconstruction de l'armée

La guerre d'usure était, à juste titre, une guerre impossible : comment amorcer une guerre avec Israël dont la force égalait cent fois la nôtre ! Tous les principaux facteurs militaires étaient du côté d'Israël ; il avait usurpé le territoire et détruit l'arsenal (de l'Egypte) sans avoir pu briser la volonté pugnace de l'armée ou du peuple égyptiens. Tous deux criaient vengeance sous le commandement de Nasser, après avoir refusé sa démission du pouvoir le 9 juin 1967 et l'avoir forcé à reprendre les rênes du pouvoir le 10 juin, sous condition de travailler à récupérer le territoire occupé.

Cette étape a été entamée le 11 juin 1967 par un décret émis par Nasser, portant nomination de Mohamed Fawzi commandant général de l'armée égyptienne. Lors d'un entretien le même jour avec Riyad, Nasser a choisi Abdel Meneim Riyad chef d'état-major, Madcour Aboul Ezz commandant des forces aériennes et Fouad Abou Zekra, commandant des forces navales.

Au terme de sa réunion, Nasser lui a donné un délai de trois ans pour construire des forces armées modernes, capables de combattre pour libérer la terre usurpée en juin 1967. Nasser avait donc pris la responsabilité de réarmer l'armée.

Avec la première opération militaire, il est possible de diviser le délai imparti par Nasser pour la formation des forces armées pour une guerre globale en deux étapes : la première, l'étape de la résistance et de la défense active pendant deux ans, et la seconde, l'étape du défi et de la dissuasion, en 1969.

La première étape : la résistance et la défense active

Le 8 juin, Nasser a accepté la résolution du Conseil de sécurité décrétant un cessez-le-feu, il n'avait pas le choix. Autrement, les juifs auraient progressé et seraient arrivés au Caire dans

quelques heures. Ils étaient d'ailleurs parvenus à el-Qantara, à l'est du Canal de Suez ! Lors d'une réunion avec Boumediene au Caire le 10 juillet 1967, Nasser avait justifié sa décision en disant : « Comment nous battons-nous ? Nous n'avons pas de résistance populaire et notre pays est grand ouvert ! » (1)

En fait, la situation défensive à l'ouest du Canal de Suez, face aux forces israéliennes qui étaient parvenues à l'est du Canal, était très dure : l'armée était vaincue et s'était retirée du Sinaï sans aucun plan, abandonnant ses armes et ses machines, les forces aériennes et les aéroports étaient totalement détruits. Que s'était-il alors produit ?

(1) Procès-verbal des négociations de Nasser avec Boumediene, le Caire, 10/7/1967.

Un soldat égyptien était resté debout sur la rive ouest du Canal, avec son arme de service –un fusil- et d'autres sont venus le rejoindre. Au même moment, le lieutenant-général Fawzi intimait, à l'aide d'un microphone, aux soldats des villages et des villes d'aller aux camps de rassemblement puis à la région du Canal.

La guerre d'attrition a commencé par de petites escarmouches avec les forces israéliennes. La planification de la zone de défense de la rive ouest du Canal de Suez, n'avait commencé que trois semaines après l'agression israélienne, ce qui coïncide avec la bataille d'auto-défense de Ras el-Ech d'où les forces israéliennes avaient été repoussées par les forces égyptiennes.

La première démarche dans l'étape de la résistance consistait à utiliser l'artillerie de campagne, l'arme la plus puissance que détenaient les Egyptiens à l'époque. Des traversées individuelles de la rive ouest du Canal à la rive-est s'étaient multipliées. Ces deux démarches avaient été prises pour faire exploser les

entrepôts de munitions qui avaient été abandonnées au Sinaï, sur le front-est du Canal, et détruire les chars égyptiens laissés intacts, après la décision de retrait désorganisé de l'armée égyptienne le 6 juin. Des accrochages avaient ensuite été déclenchés avec des éléments de l'armée israélienne qui étaient positionnés dans la région.

Concernant les forces aériennes, les pilotes égyptiens avaient échappé à une attaque israélienne contre les aéroports militaires le matin du 5 juin. Boumediene avait immédiatement ordonné le placement de 40 Mig-17 à la disposition des forces aériennes égyptiennes, conduits par les pilotes égyptiens depuis l'Algérie, ce qui a permis de combler une immense lacune dans la défense égyptienne.

Effectivement, les 14 et 15 juin, les Mig-17 ont affronté les avions israéliens qui effectuaient des vols de reconnaissance à l'est du Canal de Suez et survolaient le Delta. Des accrochages ont éclaté, améliorant le moral des pilotes égyptiens.

1- L'enjeu du réarmement de l'armée égyptienne, en plein combat :

Nasser avait à faire à une situation très critique : après avoir anéanti tous les aéroports égyptiens, au matin du 5 juin, la chasse israélienne avait pilonné les unités de l'armée au Sinaï et détruit les canons, les chars et les véhicules. La décision du retrait avait engendré le chaos. Nasser s'est retrouvé dans une situation quasi-impossible : le Sinaï était sous occupation, les forces israéliennes campaient sur le front du Canal de Suez, l'armée avait perdu ses machines, les forces armées étaient très démoralisées, il n'était plus possible de défendre la république et la route était désormais ouverte à l'avancée des forces israéliennes vers le Caire !

a- L'URSS, seule source d'armement :

Dès le début, Nasser savait que l’Egypte ne pouvait, à elle seule, affronter Israël, s’il s’alliait avec les Etats-Unis avant ou après l’agression et si ces derniers le dotaient en aides technique et financière, en équipements et en volontaires. Nasser devait donc gagner l’URSS pour assurer l’armement et l’entraînement de l’armée égyptienne qui était abattue pratiquement et moralement par l’agression israélienne. (1)

Nasser a été encouragé à emprunter cette voie, du fait que le jour de sa démission le 9 juin, les dirigeants soviétiques – Brejnev, Kossyguine et Podgorny- lui avaient adressé un message pour lui demander de rester en poste. Nasser avait demandé aux Russes de fournir à l’Egypte des armes, à la place de celles qu’elle avait perdues pendant l’agression. Le chef d’état-major soviétique, le maréchal Zakharov est venu en Egypte, accompagné d’une délégation, pour parler de ce dont elle avait besoin. Le président Podgorny est lui aussi venu en Egypte, le 21 juin, et s’est dit prêt à aider par tous les moyens. Il a accepté toutes les demandes égyptiennes en armes et en conseillers soviétiques pour former l’armée égyptienne.

Nasser se concentrait, en premier lieu, sur l’armement des forces armées et avait demandé des chasseurs-bombardiers de longue portée, « autrement, Israël pourra nous attaquer et nous ne pourrons pas riposter. Nous avons des pilotes mais sans avions » ! (2). Nasser avait de même sollicité le renforcement de la défense aérienne pour empêcher que les forces israéliennes traversent le Canal de Suez et parviennent au Caire. Parallèlement, de nouveaux avions et des pilotes volontaires juifs arrivaient en Israël, chaque jour, en provenance des Etats-Unis.

L’URSS a envoyé à l’Egypte un nombre d’avions qui a même dépassé le nombre de pilotes ! L’armée égyptienne était dotée chaque jour en armes et le nombre de chars avait atteint 600 chars ! L’Egypte avait perdu tous ses chars à l’exception de 150 chars ! Nasser était conscient qu’il n’était pas question du



nombre d'armes mais du degré de formation. Certes, le moral était au plus bas et tous les efforts étaient déployés pour le remonter. (3)

Il n'y avait même pas du tout d'armes pour organiser la résistance populaire ; les Russes envoyaient en Egypte des armes et des munitions à bord d'avions qui atterrissaient dans le pays tous les dix minutes.

(1) Procès-verbal des négociations de Nasser avec Nouredine al-Atassi, 16/6/1967.

(2) Procès-verbal des négociations de Nasser avec Podgorny, le Caire, 23/6/1967.

(3) Procès-verbal du Conseil des ministres, 20/6/1967.

« Baissons le front un petit peu jusqu'à ce qu'il nous parvienne une quantité suffisante d'armes... nous devons avoir l'air d'avoir pris un coup dur. Nous n'allons pas mobiliser les médias ni rien faire... nous resterons muets jusqu'à ce que nos forces se redressent un peu et jusqu'à ce que nous soyons capables d'assumer la défense aérienne de l'ouest du Canal. Dès que nous aurons des armes suffisantes et une défense aérienne, nous commencerons à travailler », estimait-il nécessaire dans cette période.

« Je ne peux parler de libérer le Sinaï alors que je ne suis pas sûr de pouvoir défendre le Caire ! C'est moi qui ait demandé d'éclairer le Caire pour leur dire que la guerre était finie et que nous attendons l'ONU » ! (1), a-t-il poursuivi.

Nasser a expliqué à Podgorny à quel point la situation militaire était difficile et que la distance qui séparait le Canal de Suez et le Caire était de 100 km, affirmant qu'il entamerait la formation de la nouvelle armée à laquelle il consacrerait la plus grande partie de son temps.

Etant donné la gravité des circonstances que traversait alors l’Egypte, Nasser a demandé à Podgorny une défense aérienne soviétique ou conjointe dont le commandement et l’organisation seraient soviétiques.

« S’était-on jamais imaginé que ceci aurait lieu un de ces jours ?! Je n’y aurais jamais cru...mais le besoin ! » (2) En tous cas, Podgorny n’avait pas donné de réponse le temps de consulter la direction soviétique, qui a refusé ! « Nos pilotes parlent le russe, a-t-elle dit, ceci causera une défaillance. De surcroît, le Caire est loin et le ravitaillement sur cette distance sera dangereux. La présence des Russes, de cette manière, peut causer une guerre atomique mondiale !

b- Remédier à l’arrêt de la livraison d’armes soviétiques :

Malheureusement, les demandes de Nasser avaient été rejetées par les Soviétiques, qui ont totalement changé de position sur la question de la livraison d’armes à l’Egypte, après le premier entretien entre Johnson et Kossyguine à Glassboro du 23 au 25 juin 1967 (3). Les discussions avaient porté sur la guerre au Vietnam et la restriction des armes nucléaires, outre la crise au Moyen-Orient. Johnson avait insisté, plus d’une fois, sur la non-livraison d’armes au Moyen-Orient !

(1) Référence précédente.

(2) Procès-verbal de Nasser avec Abderrahman Aref et Boumediene, dans la foulée de leur visite à Moscou, le Caire, 18/7/1967.

(3) Glassboro, New Jersey, 23-25 juin, Johnson et Kossyguine, Op.Cit.

Malgré la divergence des positions des deux responsables réunis à Glassboro en ce qui concerne le retrait d’Israël des territoires qu’il a occupé et de ses conditions, ils se sont cependant mis d’accord à coopérer pour empêcher le déclenchement d’une 2e

guerre au Moyen-Orient et à ne pas donner l'occasion à un clash militaire entre les deux superpuissances (1).

L'entretien entre Johnson et Kossyguine n'était point dans l'intérêt de l'Égypte, et avait eu un impact négatif sur la politique de l'URSS relative à la fourniture d'armes à celle-ci. Une fois que les armes perdues pendant l'agression israélienne avaient été totalement remplacées gratuitement, toutes les nouvelles demandes avaient été suspendues et les efforts des Soviétiques s'étaient limités à une mobilisation politique au sein des Nations Unies ! Nasser s'est alors interrogé : « Que faire ? »

Nasser a appelé les Soviétiques à ne pas hésiter à envoyer des armes à l'Égypte et à dépasser cette étape d'indécision ! S'adressant à Boumediene le 10 juillet 1967, il a commenté : « Ils ont très peur de prendre la décision ; bien plus, ils nous demandent maintenant à faire des concessions aux Nations Unies, même plus que les Américains ! Une note nous a été envoyée, il y a deux jours, par le comité central et le gouvernement soviétiques nous demandant d'accepter tout ce que réclament les États-Unis et Israël ! »

« Dis leur de faire ce que bon leur semble et nous ferons ce que nous voudrons ! », s'était emporté Nasser, par le biais de Mahmoud Riyad.

Pendant ce temps, l'URSS a exercé de fortes pressions sur Nasser qui n'a pas obtempéré. Ils ont véhiculé de fausses informations sur la traversée par Israël du Canal de Suez pour forcer Nasser à accepter les résolutions des Nations Unies qu'il refusait, la plus importante étant de mettre fin à l'état de guerre ! Vous pouvez vous imaginer les pressions psychologiques et réelles subies par Nasser de la part du premier allié qui s'était désolidarisé de sa cause, alors qu'il (Nasser) voulait gagner du temps pour construire les forces armées ; « l'armée qui a été construite en 10 ans et a été détruite, il est inconcevable qu'elle soit reconstituée en trois mois ! »

Vu cette position intransigeante de l'URSS, Nasser jugeait nécessaire de presser les Russes et de supporter leur platitude pour qu'ils nous soutiennent et que nous puissions combattre, car, l'autre option serait de se résigner à l'Amérique ! Comment être seuls alors qu'Israël prend tout de l'Amérique ?! » (2)

1- Voir également : Mémoire de Rusk au président Johnson, Washington, 13 octobre, 1967, Exceptions au gel de l'offre militaire au Moyen-Orient, Rusk-Robert S. McNamara.

2- Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec Boumediene, 10/7/1967, référence précédente.

Ce qui inquiétait Nasser c'était que les juifs possédaient des avions plus que l'Égypte et dont la portée était plus grande que les siens. Le pilote égyptien qui décédait n'était pas remplacé alors que les juifs étaient remplacés par des volontaires de l'étranger. De surcroît, l'ennemi pouvait frapper chaque endroit en Égypte, les réservoirs, les ponts, les chemins de fer, les ports et aéroports...etc.

Nasser s'est trouvé dans une impasse face à son peuple. « Les gens s'interrogent pourquoi nous ne ripostons pas aux offensives d'Israël ?! Ils ne s'imaginent pas que cette grande armée s'était effondrée ou avait disparu...elle s'était effondrée en entier de sorte que, le 6 juin –le jour de la cessation des combats- nous n'avons aucun soldat sur la rive ouest du Canal de Suez et que j'ai dû envoyer les forces de la garde républicaine à Ismaïlia !» (1), a dit Nasser.

Ce qui a compliqué la situation militaire, c'est l'arrivée des forces israéliennes sur la rive-est du Canal de Suez. Les villes du Canal étaient désormais dans le collimateur de l'artillerie israélienne, notamment Suez et Ismaïlia au point que Nasser a

fait appel aux unités de la flotte soviétique pour se déployer à Port-Saïd afin de protéger ses habitants.

La rive ouest du Canal de Suez, avec ses habitants et ses installations, était prise en otage par l'armée israélienne, imposant aux citoyens l'adoption de mesures défense civile.

Nasser n'a ménagé aucun moyen pour doter l'armée en radars les plus modernes, et était prêt à les acheter des pays occidentaux, en devise rare, pour qu'ils soient utilisés par les soldats lettrés qui ont rejoint l'armée après l'agression du 5 juin 1967.

Quand les Soviétiques ont refusé de procurer à l'Égypte des DCA après sa visite à Moscou en août 1967, Nasser a décidé d'acheter tout ce dont l'Égypte avait besoin, car il devait couvrir, par tous les moyens, les lacunes. Il savait que les Soviétiques voulaient un règlement pacifique, voire un compromis !

(1) Négociations de Nasser avec Aref et Boumediene, le Caire, 18/7/1967, référence précédente.

La situation est devenue de plus en plus décourageante, Nasser pouvait attaquer et épuiser fortement les juifs au Sinaï mais ils allaient frapper le Caire ! Nous ne pourrions ainsi bouger, nous devons donc ne pas décoller mais se taire, patienter et reconstituer notre défense aérienne...nous n'avons pas de radars pour l'aviation à basse altitude...et Israël le savait, bien sûr » ! (1)

Nasser était conscient que la question de la défense aérienne ne signifiait pas seulement, la capacité à riposter aux avions de l'ennemi car un nombre de ces avions allaient entrer dans l'espace aérienne de l'Égypte, mais aussi la capacité des forces

aériennes à contre-attaquer à la même hauteur que leur ennemi et par conséquent, être à craindre !

Nasser avait critiqué les Soviétiques. Lors de la visite au Caire de Podgorny et de Zakharov en juin 1967, ils avaient parlé d'une visite à Alexandrie de la flotte russe et Nasser avait accepté. Ils ont dépêché une délégation militaire, ont demandé de conclure un accord à cet égard et ont parlé avec un comité militaire mais Nasser a compris qu'il s'agissait de construire une base soviétique : qu'il y ait un droit d'entrée, un préavis 24h plus tôt, un endroit où séjourner !

Nasser a informé l'ambassadeur russe que cet accord portait sur la création d'une base et qu'il ne pouvait signer un acte de ce genre. Concernant les visites, elles se dérouleront formellement, « ils doivent avancer une demande de visite et nous accepterons ».

Les Soviétiques ont été contrariés par ce refus et avaient bouclé ce sujet, ce qui a été l'une des raisons de la tiédeur des relations entre les deux pays. (2)

Nasser a décidé de presser les Soviétiques en les menaçant que l'Égypte entrerait en guerre, si elle n'obtiendrait pas un règlement politique honorable (ce qu'ils ne voulaient pas). En cas de défaite de la partie égyptienne, s'ils n'intervenaient pas, leur situation allait se détériorer dans la région.

Nasser tenait, dans le même temps, à réclamer des experts militaires soviétiques. Vu le mauvais traitement des experts militaires qui ne pouvaient faire leur travail à la perfection, avant l'agression, et la présence d'éléments dans les forces armées égyptiennes qui leur étaient hostiles et entravaient leur mission, Nasser a demandé au chef des experts de le contacter directement en cas de problème.

- (1) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 30/7/1967.
- (2) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 17/9/1967.
- (3) Référence précédente.

Nasser n'a ménagé aucun effort pour faire pression sur l'Union soviétique pour qu'elle lui livre ses demandes en armes, que ce soit par l'insistance du Caire ou par l'envoi d'officiels à Moscou (Abdel Meneim Riyad, Ali Sabri et Amin Heweidi).

Quand Nasser a réclamé des MEG-25 et que les Soviétiques n'ont accepté de lui remettre que des MEG-21, une altercation verbale a eu lieu entre les commandants de l'aviation égyptienne et le maréchal Zakharov au Caire, qui leur a dit d'aller acheter « ailleurs ». L'Égypte avait obtenu des armes de l'URSS sans en payer le prix ou en payant par échelonnement, elle avait obtenu les meilleurs missiles TU16 et avait reconstitué la flotte de sa chasse comme avant le 5 juin 1967, elle avait même des drones.

(1)

L'armée égyptienne avait besoin de chars et de tracteurs qui lui étaient nécessaires notamment au Sinaï mais les Soviétiques ont refusé et dit qu'ils n'en avaient pas ! Nasser a donc dû acheter des armes légères en devises étrangères en Suisse, en Pologne (2) et en Belgique qui ont stoppé leurs livraisons au dernier moment (3) ! Nasser a alors décidé de fabriquer, localement, des équipements militaires et des munitions.

2- Réaction à la destruction du destroyer israélien Eilat :

Des torpilleurs ont frappé le destroyer israélien Eilat, provoquant son naufrage le 21 octobre 1967. Nasser n'a pas cru la nouvelle : « Si nous attaquons leur destroyer, les juifs ne pourront pas le cacher...c'est le premier destroyer que nous avons coulé bas de l'histoire, surtout que les juifs étaient

obnubilé par l'idée que les Egyptiens étaient incapables d'utiliser les armes qu'ils avaient et que les armes russes qu'ils possédaient étaient inutilisables ! »

(1) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 8/10/1967.

(2) Procès-verbal de la réunion de Nasser avec Indira Gandhi, le Caire, 20/10/1967.

(3) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 9/3/1969.

Le destroyer Eilat se trouvait à 10 miles des côtes égyptiennes et exécutait la même mission que le bâtiment de guerre l'USS Liberty, dont le naufrage a été provoqué par erreur par Israël, pendant les opérations militaires du 8 juin 1967 (1). Cet exploit avait remonté le moral du pays (2) ; les experts soviétiques en Egypte étaient même très heureux ; le monde entier allait, après cette opération, acheter leurs torpilleurs ».

Ce succès avait également suscité des interrogations en Israël sur les mobiles de l'Egypte, sur son progrès technologique, sur l'ampleur de l'implication soviétique et sur le sentiment des Egyptiens d'œuvrer sous le couvert des Soviétiques. Au cours de son déplacement à Washington, Aba Eban a fait part de ses doutes aux Américains et insisté sur l'importance de l'approbation rapide des Etats Unis aux demandes d'Israël d'avions (3) et il a en obtenu 48 (4).

3- Accomplissement du système de défense de l'ouest du Canal de Suez :

Le 23 novembre 1967, Nasser était réjoui d'annoncer aux ministres que l'Egypte avait parachevé ses opérations de défense et qu'elle était désormais capable d'empêcher les juifs de traverser le Canal de Suez et d'avancer vers le Caire.



Nasser a poursuivi la construction des forces armées pour les transformer de forces défensives en forces offensives afin de libérer la terre occupée. Les défenses aériennes avaient un grave problème, l'alerte durait une seule minute, alors que les avions égyptiens avaient besoin de traverser tout le Sinaï pour parvenir à Tel Aviv !

Jusqu'à la fin de 1967, les Soviétiques avaient livré à l'Égypte des avions de type TU16 mais les pilotes égyptiens avaient besoin d'avions de longue portée et plus rapides. Les Sukhoi avaient été modifiés dans l'usine aéronautique en Égypte : leur portée avait été accrue pour atteindre 120 km et leur armement et leur efficacité avaient été améliorés.

(1) Mémo de la conversation, Washington, 24/10/1967, Moyen-Orient, le Président, Rostow, Battle, Eban, Herman, Evron.

(2) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 22/10/1967.

(3) Mémo de la Conversation, Washington, 23/10/1967.

(4) Notes de l'entretien, Washington, 23/10/1967, le Président, Rusk, MacNamara, Rostow, Christian, Wheelers.

Nasser pressait les conseillers soviétiques pour donner des formations, car il ne s'agissait pas seulement d'avoir des avions mais de gérer les opérations militaires, surtout que les juifs étaient en avance par rapport aux Égyptiens dans le domaine aérien et que leurs informations étaient approfondies sur chaque missile, ce qui s'est avéré d'ailleurs dans les cartes retrouvées avec les captifs. (1)

La situation offensive de l'Égypte affrontait une difficulté majeure : la nécessité de traverser le Canal de Suez pour libérer le Sinaï. C'était une opération très compliquée qui avait besoin d'équipements, ce qui était impossible en temps-là. Si le combat était entamé sur le front par des canons, les forces égyptiennes pouvaient leur faire essuyer (aux Israéliens) de lourdes pertes

mais ils menaient leurs frappes par voie aérienne en direction des civils à Suez et à Ismaïlia et faisaient beaucoup de victimes dont des enfants et des personnes âgées.

Nasser estimait que le seul moyen de stopper l'attaque des civils était de la venger en attaquant des civils israéliens mais le problème était que l'ennemi les attaquait par des canons et que l'Égypte devait utiliser des avions !

Nasser insistait à ce qu'il y ait une concertation avec la Syrie sur cette question et qu'ils unissent leurs efforts, autrement Israël allait attaquer chaque pays séparément ! Nasser a proposé que les avions décollent de l'Égypte et atterrissent en Syrie puis retournent en Égypte, ainsi la chasse égyptienne pourrait atteindre chaque endroit en Israël. Ceci constituerait un bouleversement dans toute la stratégie militaire et compenserait la courte portée des chasseurs égyptiens. (2)

Lorsque les questions de la guerre et de la récupération des territoires occupés ont été soulevées fin 1967, Nasser soutenait que les opérations militaires d'envergure avaient besoin de temps pour choisir les commandants et former les soldats. « Là, nous devons compter entièrement sur nous-mêmes et compter sur les Soviétiques pour qu'ils nous livrent les armes que nous voulons. Ici, je me souviens du discours de Churchill après la bataille de Dunkerque quand il avait dit : qu'ils devaient rentrer dans leur coquille après avoir perdu leur couvert en attendant d'en retrouver un autre ».

« Nous devons faire en sorte que le temps joue pour nous... nous devons profiter de l'avantage que nous avons, qui est le facteur humain... nous ferons la guerre quand nous serons sûrs que nous pourrons la gagner, par la volonté de Dieu » (3), a-t-il repris.

(1) Procès-verbal de la réunion de Nasser avec Youssef Zaeine, le Caire, 23/10/1967.

(2) Procès-verbal de la réunion de Nasser avec Youssef Zaeine, le Caire, 24/10/1967.

(3) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 5/11/1967.

#### 4- Déportation des citoyens de Suez et d'Ismaïlia :

Depuis le début des échanges de tirs d'artillerie entre les forces égyptiennes sur la rive ouest du Canal de Suez et les Israéliens de l'autre côté, la sécurisation de ce front figurait en tête des priorités de Nasser. Les civils de Suez, d'Ismaïlia et de Port-Saïd étaient à la portée des tirs israéliens, ce qui limitait les offensives des forces égyptiennes contre la rive-est du Canal.

Nasser disait : « Nous sommes tenus au cou vu qu'Israël contrôle Suez et Ismaïlia et possède des obus de mortiers qui peuvent provoquer de lourds dégâts. Suez compte 100 mille habitants et Ismaïlia 150 mille » ! (1) Le bilan des martyrs parvenait quotidiennement au lieutenant-général Fawzi, les civils tués étaient beaucoup plus nombreux que les militaires ! D'où la décision de Nasser d'évacuer ces deux gouvernorats et d'organiser la déportation de leurs habitants à l'extérieur du Canal, tout en prenant des mesures de prévention pour les zones industrielles et vitales de la région.

Concernant la raffinerie de pétrole dans el-Zayteya à Suez, Nasser a exigé l'élaboration d'un plan d'action, au cas où elle serait attaquée, pour frapper les installations pétrolières israéliennes et la ville d'Eilat en représailles et pour cibler les civils si Israël en faisant autant.

Ce qui a encouragé Nasser à se venger c'est que l'armée était en meilleure condition fin septembre 1967, que les armes étaient livrées continuellement et que les forces armées déployées au Yémen commençaient à retourner. (2)

(1) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 1/10/1967.

(2) Référence précédente.

#### 5- Rappel des forces égyptiennes du Yémen :

Il était normal d'entamer la reconstruction des forces armées après l'agression israélienne, en retirant, du Yémen, les forces égyptiennes qui étaient fortes de 30 mille hommes soit deux bataillons entièrement armés et une troupe de chars. Aussi les officiers et les soldats de ces forces étaient loin de la défaite et donc, leur moral n'avait pas été fortement affecté.

Lors d'un entretien le 10 juillet 1967 avec Boumediene, Nasser a expliqué la problématique du Yémen, en s'interrogeant s'il devait quitter ce pays, et en répondant que l'Egypte avait impérieusement besoin de ses forces qui y étaient déployées car elles étaient les seules tenaces qui restaient. « Si elles revenaient, nous pourrions repousser les juifs de l'ouest du Canal et ils ne pourront pas traverser. Abandonnerai-je le Yémen pour défendre le Canal ? Je pense qu'il ne faut pas du tout que nous laissions le Yémen et que nous devons aider le Front de la libération du Yémen du sud... Si le Yémen est abandonné à Fayçal, cela signifierait que le plan de l'Amérique a réussi, ce plan qui visait le Yémen, le sud arabe, Aden, le Golfe, ici et partout... Si je cède le Yémen, cela sera le premier fruit qu'ils auront récolté de l'agression, le deuxième sera Aden et le sud, qui seront suivis par l'effondrement du Front de libération du Yémen du Sud qui est alimenté depuis Tuez ». (1)

Nasser avait fait le plus de concessions possibles dans l'affaire du Yémen : supprimer son nom de république et l'appeler Etat, formation d'un gouvernement composé de républicains et de royalistes, à raison de deux tiers pour les premiers et d'un tiers pour les seconds. Les royalistes ont ensuite demandé la formation du gouvernement à parts égales entre royalistes et républicains, il a accepté sans annuler le nom de république. Ils

avaient demandé le retrait de l'armée égyptienne en l'espace de 9 mois, demande acceptée en échange du retrait de la famille de Hamideddine qui n'allait pas retourner au Yémen, ils ont refusé ! Il a accepté qu'elle sorte après le retrait de la moitié de l'armée égyptienne, ils ont refusé et ont mobilisé des mercenaires, des avions et des missiles Hawk ! (2)

(1) Procès-verbal des pourparlers de Nasser et de Boumediene, le Caire, 10/7/1967, référence précédente.

(2) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec al-Attassi, Aref et Boumediene, le Caire, 14/7/1967.

Etant donné que les Britanniques avaient annoncé devoir quitter la région du sud de la péninsule arabe le 9 janvier 1968, Nasser a décidé ne pas dévoiler le retrait total des forces égyptiennes du Yémen avant cette date, car si les Anglais s'emparaient des nationalistes du sud, « ils les égorgeraient tous ». (1)

Ce qui confirmait les propos de Nasser, c'est que les combats au Yémen n'avaient pas cessé, même après l'agression du 5 juin 1967 et il semblait clair –comme dit plus tôt– que Fayçal ne voulait pas y mettre fin pour faire pression, tant sur les plans matériel que militaire, sur Nasser, souhaitant que ceci aboutisse, en fin de compte, à son renversement (2). Quelques forces égyptiennes ont commencé à regagner le pays en octobre 1967.

Après l'agression, la poursuite du conflit au Yémen faisait l'objet d'un vaste débat, en raison du besoin de la présence des forces égyptiennes dans le pays. « Nous ne devons pas regretter l'opération du Yémen, les conditions de 1962 l'avaient imposée. Nous avons essuyé des pertes financières et humaines, mais nous avons beaucoup fait dans la péninsule arabe, d'un point de vue révolutionnaire, que ce soit au Yémen, au sud ou en Arabie saoudite même...Nous avons atteint de très grands objectifs pour le Yémen et le Sud. Pour le Yémen, l'imamat est terminé et les Yéménites ne seront plus sous l'influence des Saoudiens.

Pour le sud, l'Angleterre en sortira et c'est nous qui avons formé le front national », avait expliqué Nasser. (3)

Lors d'un premier meeting avec le peuple, après l'agression du 5 juin 1967, à l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire de la révolution du 23 juillet, Nasser a révélé toutes les vérités militaires, économiques et politiques et le nombre de changements qu'il a apportés depuis son accès au pouvoir le 11 juin. « Il a y un principe essentiel auquel je crois : ce qui a été pris de force ne sera récupéré que par la force »...Je suis confiant que les futures générations se tourneront vers cette période et diront : ceci a été la période la plus dure de leur combat, mais ils étaient à la hauteur de la responsabilité et du dépôt qui leur a été confié ».

(4)

(1) Référence précédente.

(2) Chapitre V du livre.

(3) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 8/1/1968.

(4) Discours de Nasser, 23/7/1967.

6- Début des préparatifs de l'armée égyptienne à l'offensive :

Avec l'an 1968, Nasser est parvenu à conclure un contrat avec les Soviétiques sur l'armement et leur a avancé les demandes de l'Egypte pour développer la puissance offensive de son armée. Il a réitéré le besoin de l'armée en nouveaux chasseurs les MEG-17, 19 et 21 et les Sukhoi 7 étaient tous de courte portée et ne pouvaient atteindre Israël, alors que les Mirages français et les Hawks américains d'Israël pouvaient arriver à tous les aéroports égyptiens ; c'était là l'un des principaux problèmes d'armement.

(1)

Les Soviétiques avaient repris le ravitaillement de l'armée égyptienne en armes. Cependant, bien qu'ils aient affiché leur disposition à envoyer des drones, ils se sont ravisés et ont

affirmé que ceci les impliquait dans des complications internationales !

Bien que l'armée égyptienne ait désormais des avions qui lui permettait d'affronter les juifs, des canons antiaériens et des militaires lettrés capables de mener des opérations et entraînés par des experts soviétiques, un équilibre entre les forces aériennes des deux côtés était nécessaire pour riposter à Israël, et ceci exigeait du temps.

Après les insistances de Nasser, les Soviétiques ont accepté que les experts présents dans les forces aériennes agissent en pilotes, en cas de nécessité. Il y avait 56 experts en aviation que les Soviétiques ont refusé d'augmenter, à la demande de Nasser !

L'arrivée d'avions avec des pilotes soviétiques (ici) montrerait aux Américains, d'un point de vue politique -et non militaire- que les Russes ont mis leur pied dans la région ; en fait, ceci n'était pas réel puisqu'après la fin des combats, les soviétiques partiront, estimait Nasser.

Au même moment, les Soviétiques ont commencé à envoyer des ponts pour la traversée du Canal de Suez, dont une partie était effectivement arrivée. Aussi l'Egypte avait-elle entamé leur conception, même si cela allait nécessiter du temps.

(1) Procès-verbal de Nasser avec Tito, 5/2/1968.

a- la situation des forces armées égyptiennes, un an après l'agression israélienne.

Nasser estimait nécessaire de reporter les opérations militaires jusqu'à ce que l'armement de l'armée soit complété, soit jusqu'en 1970 mais il a cependant prédit que le front intérieur serait épuisé pendant cette période à voir les juifs à une distance de 100 km du Caire pendant tout ce temps ! (1)

« La période actuelle est une étape sans paix et sans guerre, une étape difficile, si c'était la paix, les choses se stabiliseront et si c'était la guerre, j'aurais pu mobiliser. Mobiliser le pays dans la situation où on est n'est pas du tout facile », avait-il dit. (2)

Finalement, en fin avril, l'URSS a accepté de fournir à l'Egypte 120 pilotes à titre d'experts qui ont contribué à régler un grand problème : les avions étaient dans les entrepôts et les pilotes n'avaient pas terminé leur formation avant avril 1969 ! (3)

Les problèmes de l'armée que Nasser a dû affronter ne se limitaient pas seulement à l'armement, à la formation et à la gestion des relations entre les experts et les commandants des forces armées mais se sont étendus à sa sécurisation. Il y a découvert un groupe de frères musulmans en avril 1968, qui lui a été rapporté par un officier. Les officiers impliqués l'ont même avoué et reconnu avoir contacté des civils qui ont incité à la formation d'une organisation et à perpétrer des attentats.

Nasser était ferme, face à cette opération et dit : « Nous ne pouvons tolérer une manigance au sein de l'armée ! » Neuf officiers, quatre civils et un officier retraité ont été arrêtés. (4)

Lors d'une séance du Conseil des ministres le 15 juillet 1968, Nasser a dit : « Les Forces armées renfermeront toujours des opérations hostiles, depuis 1952 jusqu'à présent, des centaines de conspirations se sont produites et, en raison de la guerre, elles ne sont pas cohérentes » ! (5)

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 7/4/1968.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 10/12/1968.

(3) Procès-verbal du Conseil des ministres, 5/5/1968.

(4) Procès-verbal du Conseil des ministres, 28/4/1968.

(5) Procès-verbal du Conseil des ministres, 15/7/1968.



Concernant la force navale égyptienne, elle était plus nombreuse que la force d'Israël en Méditerranée et sur le pied de guerre mais le problème était de protéger la flotte de l'aviation, d'assurer une couverture aérienne. La flotte sortait pour des fins de formation et de circulation et non pour des fins d'opérations ou de patrouille de combat, elle avait mené un exercice conjoint avec la flotte soviétique. (1)

Pour l'aviation, l'Égypte possédait, en juillet 1968, 27 aéroports contre 9, mais le problème résidait dans le manque d'équipements techniques au sol. La construction de nouveaux aéroports s'est poursuivie, vu qu'Israël avait 54 aéroports et un couloir aérien militaire.

Tous les avions égyptiens étaient dans des abris en béton. Des tests ont commencé à être faits pour construire des abris souterrains pour les épargner de toute attaque. L'autoroute le Caire/Alexandrie a été transformée en pistes pour avions ; à tout moment, elle pouvait être fermée pour des fins militaires.

Un an après l'agression israélienne le 5 juin 1967, la situation de l'armée était bien meilleure, la formation allait bon train. Malgré le manque de certains équipements nécessaires pour faciliter sa mobilité, l'armée avait atteint un bon niveau sur le plan défensif.

Cependant sur le plan moral, Nasser s'interrogeait sur le bon moment, les militaires, eux, disaient que s'ils n'allaient pas combattre, ils ne pourraient porter leurs treillis pendant 50 ans !

L'Égypte avait tout perdu après l'agression israélienne mais avait construit une nouvelle armée et disposait désormais de forces dont le format équivalait à une fois et demi celle d'avant le 5 juin.

Nasser suivait une politique de rigueur avec les forces armées pour éviter le laxisme qui avait prévalu en 1962. Lors de ses visites sur le front, il demandait aux soldats comment ils étaient

traités par les officiers et enjoignait de donner aux soldats des congés comme les officiers. Il leur disait qu'ils devaient être formés et qu'ils pourraient demeurer dans les postes un ou deux ou trois ans, loin de leurs familles. (2)

(1) Procès-verbal de Nasser avec Brejnev, 5/7/1968.

(2) Procès-verbal du haut comité exécutif, 12/11/1968.

L'intérêt accordé par Nasser aux détails qui concernaient l'armée était tel que, lors d'un voyage pour se rendre sur le front, tout au long du Canal de Suez, il a demandé à voir la cuisine et il a remarqué que les soldats n'avaient pas de tenue pour l'hiver ! A chaque endroit, il réunissait les soldats pour leur poser des questions sur la nourriture et s'il y avait de l'eau chaude dans les toilettes, ils lui répondaient par la négative. Il les interrogeait sur leurs problèmes familiaux et les réglait. Il pensait ainsi insuffler aux soldats un esprit de combat et l'intérêt. (1)

Nasser avait amené chez lui des officiers qui faisaient partie de patrouilles dans l'est du Canal de Suez et qui étaient au Sinaï pendant un ou deux mois ainsi que des pilotes –au nombre de 34 officiers- avec lesquels il s'était réuni avec eux. Ils ne voulaient pas d'experts russes, Nasser leur avait répliqué : « Ben Gourion a dit qu'il devait compter sur l'Amérique et qu'il devait y avoir, avant tout, un grand pays sur lequel compter ! Pour nous aussi, il faut qu'il y ait un grand pays sur lequel compter, si les Russes ne nous donnent pas d'armes, qu'allons-nous faire » ?!

La situation sur le front au Canal de Suez était ainsi : toujours dans les tranchées, les réserves étaient à l'arrière, la supériorité aérienne appartenait aux juifs ce qui leur donnait la force de mouvement et de manœuvre, ils étaient sérieux dans l'amélioration de leurs défenses à l'est du Canal de Suez, dans la mise en place de postes de contrôle militaires et l'édification de

murs de sable ce qui a été appelé par la suite de « la ligne de Bar Lev».

Pendant sa visite en juillet 1968 à Moscou pour réclamer davantage d'armes, Nasser leur a rappelé qu'ils savaient parfaitement ce qu'Israël possédait et « nous vous laissons le soin d'évaluer la force nécessaire pour cet affrontement fatidique. Nous ne combattons que si nous nous mettons d'accord avec vous ».

Nasser a dit que l'Égypte devait avoir autant d'armes qu'Israël, voire plus, ce qui exigerait du temps et des entraînements. (2)

En raison des plaintes des pilotes égyptiens concernant la portée et les armes des chasseurs soviétiques, les Soviétiques ont fabriqué spécialement pour l'Égypte un aéronef répondant à toutes leurs exigences : une grande portée –l'avion pouvait atteindre tout endroit en Israël et revenir, des armes en plus et des réservoirs de carburant de réserve. Ils ont promis que ce type d'avion serait prêt début 1969. Le contrat a été conclu ; ils ont affirmé n'avoir passé les équipements des avions de basse altitude à aucun pays, même pas aux pays communistes ! (3)

(1) Procès-verbal du haut comité exécutif, 18/11/1968.

(2) Pourparlers de Nasser à Moscou, 5/7/1968.

(3) Référence précédente.

b- Comment Nasser a réagi à l'attaque israélienne contre des services stratégiques :

Israël avait entamé en 1968 une nouvelle phase de l'agression pendant la guerre d'usure : elle a pris pour cible des services stratégiques égyptiens pour remonter le moral sur le front intérieur.

Après avoir ressenti qu'ils avaient réalisé la paix et dansé jusqu'au matin dans les rues le jour de « ma démission », les Israéliens disent que la paix est à présent plus loin qu'au jour du 5 juin, selon Nasser.

Bien que l'armée égyptienne fût en phase de résistance et qu'elle ne fût pas prête à l'offensive et à la libération, les échanges des tirs d'artillerie n'avaient pas cessé de part et d'autre du Canal de Suez. Même les patrouilles qui entraient au Sinaï, détruisaient les équipements et tuaient les soldats israéliens. Les forces israéliennes ont attaqué la raffinerie de pétrole d'el-Zayteya, le 2 novembre 1968, après que trois patrouilles se soient introduites à l'est du Canal de Suez et aient détruit des véhicules de l'ennemi.

Nasser a demandé, sur le champ, que l'Organisation palestinienne Fatah bombarde le port d'Eilat par des mortiers et de missiles et, paraît-il, les dégâts ont été grands car Moshe Dayan et Haim Bar-Lev ont accouru sur les lieux mais n'ont pas dévoilé les dommages !

Le lendemain, une bataille aérienne a éclaté entre les chasseurs égyptiens et israéliens, un avion israélien a été visé et a explosé dans l'air.

Etant donné que l'Egypte avait des centaines de services stratégiques et au vu de la formation d'une armée populaire, la défense civile devait grandir progressivement et être prête à mener des opérations de sabotage, notamment que les Soviétiques avaient promis à Nasser, lorsqu'il était en déplacement à Moscou en juillet 1968, d'armer un million d'éléments de l'armée populaire.

Le 31 octobre 1968, les hélicoptères israéliens ont attaqué les aqueducs de Nagae Hammadi, les raffineries de sucre et la ville elle-même. Cependant, l'architecture de ces aqueducs, construits

en 1930, leur a permis de résister à l'attaque et ils ont été réparés en dix jours. (1)

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 3/11/1968, le haut comité exécutif, 4/11/1968.

Commentant cette offensive, Nasser a affirmé que c'était un facteur rassurant montrant l'incapacité des juifs à s'engager dans un affrontement avec les forces armées égyptiennes qui pouvaient désormais traverser le Canal et se positionner sur la rive ouest sans pour autant le faire ! « Quand nous arriverons à l'est du Canal, nous voulons avancer 50 km dans un premier temps...c'est une nouvelle stratégie...nous avons de nouveaux sites à découvert que nous devons d'abord défendre...nous n'allons pas penser actuellement à venger l'opération de Nagae Hammadi malgré les victimes », (1) avait dit Nasser.

Nasser a tenu à recenser les principales cibles stratégiques égyptiennes : le réservoir d'Assouan, les stations du Haut Barrage, les stations de drainage, les aqueducs d'Esna et d'Assiout...etc où seraient déployés une garde et qui seraient entourées de barbelés.

(1) Référence précédente.

c- Les conséquences du retard de la livraison des armes soviétiques à l'Égypte

Près de six mois après la visite de Nasser à Moscou le 5 juillet 1968, aucune arme soviétique commandée par l'Égypte n'avait été livrée, apparemment en raison de la crise de la Tchécoslovaquie pendant ce temps. N'empêche que ceci avait déstabilisé les calculs militaires de l'Égypte qui estimait qu'avant juin 1969, les forces armées seraient en mesure de

parvenir à l'est du Canal de Suez et à la zone des « couloirs » et possèderaient un nombre d'avions égal ou supérieur à Israël.(1)

Suspendre la traversée de l'armée vers le Sinaï et la reporter à après 1969, était un grand problème pour Nasser qui a rendu visite aux forces armées sur le front, à plusieurs reprises pour expliquer aux militaires pourquoi les opérations contre l'ennemi au Sinaï n'avaient pas débuté. (2)

#### 7- L'importance militaire du front-est :

Depuis le début de la crise, après l'agression 1967, Nasser œuvrait pour conclure un accord avec la Syrie, la Jordanie et l'Irak pour former le front-est ; l'Algérie allait rejoindre l'Egypte sur le front-ouest. Bien que les capacités militaires de l'Egypte à la mi 1968 n'avaient pas atteint le niveau nécessaire pour parvenir à la rive-est du Canal de Suez, Nasser avait travaillé avec la Syrie pour nouer une alliance militaire sur la base d'une stratégie commune.

Lors d'un entretien avec Nouredine al-Attassi au Caire du 6 au 8 mai 1968, Nasser a clairement souligné : « Nous sommes maintenant capables de résister et de parer à l'agression mais si une attaque était menée contre la Syrie, nous ne pourrions rien faire et si elle était menée contre l'Egypte, vous ne pourrez rien faire. Nous avons besoin d'au moins un an pour parachever les entraînements, le nombre de pilotes... etc.»

« Selon notre point de vue, il faut qu'il y ait deux fronts, l'un à l'est comprenant la Syrie, l'Irak et la Jordanie, que nous confierons à un commandement unifié et qui serait cohérent et soudé de sorte que l'ennemi israélien ne puisse attaquer chacun de nous séparément et qu'en même temps, la dimension de ce front aide à la résistance, tout comme le soutien obtenu du Koweït, de l'Arabie saoudite, du Yémen, du Yémen sud, chacun selon sa capacité.

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 8/12/1968, référence précédente.

(2) Procès-verbal du haut comité exécutif, 9/12/1968.

Pour le front-ouest qui est en Egypte, nous souhaitons que les Algériens coopèrent avec nous et contribuent sérieusement et positivement dans la mobilisation militaire. Nous croyons que le Soudan, la Libye et le reste des pays arabes du Maghreb arabe s'engagent à la résistance et au soutien. Nous devons œuvrer par tous les moyens pour mobiliser les énergies ».

Nasser a indiqué qu'il était ainsi facile à diviser l'armée juive en deux parties. Mais si Israël affrontait la Jordanie seule ou s'il avançait dans la région entre la Jordanie et la Syrie, l'action feddayenne prendrait fin et serait inutile (1)...et nous comptons sur les feddayens, dans le temps présent ». (2)

La situation en Jordanie était différente de celle d'avant le 5 juin 1967, en raison du début de l'action feddayenne palestino-arabe. La création de l'organisation de Fatah était un mouvement important et décisif dans cette période. Cette organisation s'agrandissait et bénéficiait du soutien du monde arabe. Il se trouvait également d'autres organisations feddayennes prêtes à s'engager dans l'action militaire. (3)

Lors d'une visite à Moscou le 5 juillet 1968, Nasser avait emmené avec lui Yasser Arafat, commandant du Fatah, et l'a présenté aux dirigeants soviétiques en leur disant que l'Egypte les aidait en leur fournissant des armes, ainsi que la Syrie et l'Irak. Le mouvement Fatah était devenu populaire dans le monde arabe, car ses éléments entraient en Cisjordanie en Jordanie et combattaient, infligeant de lourdes pertes aux juifs. Un accord est intervenu entre les organisations Fatah et de la Libération de la Palestine pour former un conseil national. La bataille de « la dignité » entre les feddayens et les Israéliens le 21 mars 1968 était un tournant ; elle a duré 15 heures et avait

pour but d'attaquer la Jordanie et de provoquer l'effondrement de la résistance palestinienne dans les lieux qu'ils avaient occupés. (4)

Nasser était irrité par les différends entre l'Irak, la Syrie et la Jordanie, ce qui l'a poussé à dire : « Nous nous engagerons dans la bataille tous seuls ».

(1) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec Brejnev, Moscou, 5/7/1968. Référence précédente.

(2) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec le roi Hussein, 6/4/1968.

(3) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec Nouredine al-Atassi, le Caire, 6/5/1968.

(4) Procès-verbal du Conseil des ministres, 5/5/1968.

Lors de ses entretiens avec al-Atassi, Nasser s'est interrogé : « Si nous abandonnons la Jordanie ? Ne serait-ce pas la pousser à faire davantage de concessions ?! Comment mobiliser toutes nos forces qui sont sur le front-est, notamment celles syriennes et irakiennes ? Comment ne pas laisser la Jordanie à la perte ?! Nous avons à présent, deux fronts séparés, il faut qu'il y ait entre eux un plan, un calendrier, des objectifs et une action politique communs. Mais si la guerre se déclare maintenant, chaque champ d'opérations sera indépendant de l'autre ! Nous sommes prêts à concerter et à coopérer avec vous au maximum, la situation dépasse le stade des accords de défense commune ».

(1)

Il y avait un problème en ce temps-ci : le roi Hussein avait demandé le retrait de Jordanie des forces irakiennes qui s'y étaient déployés après l'agression du 5 juin ! Cependant le roi Hussein avait expliqué à Nasser, par la suite, qu'il n'avait pas demandé le retrait des forces irakiennes mais qu'elles s'étaient retirées à la demande des Irakiens eux-mêmes !



« Le facteur décisif est la présence de l'armée irakienne en Jordanie...car l'Irak dispose d'une grande force, fait amener des chasseurs de France et a des pilotes dont nous aurons besoin dans la bataille », avait affirmé Nasser.

Il était clair que Nasser en avait assez des différends arabes qui nuisaient à la situation militaire arabe face à Israël, notamment les problèmes entre la Syrie et la Jordanie. Al-Atassi a dit : « Qu'est-ce qui peut garantir que nous ne serons pas poignardés dans le dos ?! Nous estimons que le roi Hussein a ressenti une nouvelle force émerger en Jordanie, après la création des forces feddayennes. Cette force influençait l'armée, les petits et grands officiers. La force politique présente aujourd'hui en Jordanie est différente de celle présente avant l'agression ».

Conformément à ce qui précède, Nasser a proposé la tenue d'une réunion entre les ministres de la défense d'Égypte, de Syrie et d'Irak pour mettre en place le commandement de l'est et élaborer un plan militaire. Al-Atassi a fini par accepter à coopérer avec l'Irak et la Jordanie et à la nomination d'un commandant irakien sur le front-est. Il était clair pour Nasser que la coopération entre la Syrie et la Jordanie était impossible mais cela ne l'a pas dissuadé de demander de renforcer les visites et la compréhension entre les trois pays de sorte que lors de la bataille, ils fassent tous un et que tous soient d'accords à s'y engager le même jour ». (2)

(1) Accords de défense commune entre l'Égypte et la Syrie, avant l'agression israélienne le 4 novembre 1966, entre l'Égypte et la Jordanie le 30 mai 1967, entre l'Égypte et l'Irak le 4 juin 1967.

(2) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec Nouredine al-Atassi, le Caire, 7/5/1968.

Nasser a également suggéré la mise sur pied d'un conseil de guerre, assumant la responsabilité stratégique suprême et l'élaboration d'un plan stratégique pratique admis par tous pour être appliqué au moment des opérations. Il a affirmé que son objectif était d'empêcher l'expansionnisme d'Israël puis, dans une étape précise, de s'accorder à répondre à l'agression. (1)

« Tous veulent fuir et nous laisser tous seuls ! Pour que l'opération réussisse, je souhaite qu'il n'y ait aucun contact direct entre la Syrie et l'Irak ! », avait-il espéré.

La situation arabe douloureuse s'était imposée, al-Atassi avait refusé, au moment d'appliquer ces mesures, que le commandement de l'est soit confié à l'Irak. Puis il a dit : « Il est impossible de conclure un accord direct avec la Jordanie... Bagdad serait-il le théâtre des faits » ?! Cela voulait dire que la Syrie refusait de coopérer avec la Jordanie et l'Irak ! (2)

Un accord est toutefois intervenu – grâce aux efforts de Nasser – entre l'Irak et la Syrie en juin 1968, rejoints ensuite par la Jordanie. Le compromis parvenu stipulait l'attribution du commandement à l'Irak qui serait en contact avec la Jordanie et la Syrie. Le roi Hussein a accepté car l'Irak allait déployer ses forces en Jordanie et il en avait besoin. Cet accord n'a pas été rendu public, à l'époque, de crainte qu'Israël occupe une partie de la Jordanie, la sépare de la Syrie en représailles, et endigue ainsi la coopération de l'Irak avec la Syrie et la Jordanie. (3)

Le commandement oriental progressait lentement. Les Syriens étaient réticents, les Irakiens avaient envoyé des forces en Jordanie et des avions en Syrie. Ils n'avaient pas trouvé d'aéroports en Jordanie et se sont alors engagés à y construire un aéroport et à lui envoyer des avions.

Il n'était pas possible de dire que ce front était, en ce moment, soudé. La condition essentielle à la création d'un front militaire

puissant était une volonté politique commune, ce qui faisait défaut, surtout après le putsch mené en Irak le 17 juillet 1968, sous le commandement d'Ahmed Hassan el-Bakr, le renversement du gouvernement d'Abderrahman Aref, et l'accès au pouvoir de l'ancien parti baasiste qui était opposé au Baas en Syrie. (4)

(1) Référence précédente.

(2) Référence précédente.

(3) Procès-verbal des pourparlers de Nasser et de Brejnev, Moscou, 5/7/1968. Référence précédente.

(4) Heykal, « Du brouillard à l'horizon oriental », 2/8/1968. Référence précédente.

Les problèmes s'étaient compliqués davantage. Le commandement baasiste syrien –Noureddine al-Atassi- avait refusé une nouvelle fois que le commandement du front-est soit confié à l'Irak, avait mis en doute les intentions de ses dirigeants et expliqué qu'elle ne pouvait s'accorder directement avec la Jordanie ! Les Syriens ont insisté que le commandement soit syro-irakien. (1)

Nasser n'avait pas perdu espoir face à cette situation déprimante ! Il a proposé que l'exécution se fasse par étapes et qu'il n'était pas nécessaire de parler d'unité militaire qui ne pouvait en fait ne pas exister sans participer ensemble à des manœuvres, des exercices et des réunions, il fallait élaborer un programme.

Al-Atassi a accepté, en fin de compte, la coopération avec l'Irak et la Jordanie et la nomination un commandant irakien sur le front-est. Nasser a repropoé la tenue d'une réunion entre les ministres de la défense d'Egypte, de Syrie et d'Irak pour créer un commandement oriental et mettre au point un plan. (2)

Avec le début de 1970, le front-est est devenu inefficace et tous les avions étaient syriens ou égyptiens, aucun d'entre eux n'était irakien ou jordanien. Les deux aéroports qui avaient été convenus avec l'Irak n'avaient pas été construits ! Lorsque les Irakiens ont demandé de supprimer le commandement-est, cela a donc été une bonne solution. (3)

Nasser n'a pas découragé de ne pouvoir parvenir à une unité militaire au Machrek. Malgré la conclusion d'un accord sur l'unité militaire entre les forces aériennes et navales d'Egypte et de Syrie sous le commandement direct du lieutenant-général Mohamed Fawzi et l'envoi d'un nombre de pilotes et d'avions en Syrie pour faire partie du plan de dissuasion contre Israël, et ce au cours de la première réunion des « pays de l'affrontement » le 1er septembre 1969, cette union n'a jamais été utilisée !

En dépit des problèmes du front-est, il y avait eu des exploits avec la Syrie et des accords militaires étaient intervenus entre les trois pays sur le front-est.

Traiter avec ce front était très difficile en raison de ce qui suit : les différends entre la Syrie et l'Irak pendant le mandat d'Abderrahman Aref ainsi qu'entre la Syrie et la Jordanie !

« Comment une unité militaire peut exister avec ces différends politiques ?! », s'était demandé Nasser, mais il a déterminé la position de l'Egypte qui consiste à ne pas désespérer d'atteindre une unité militaire au Machrek. « Mais, quand nous planifierons la reconstitution de nos forces armées, ce sera en supposant qu'elles seront seules dans le champ de bataille, que ce soit les forces terrestres ou les forces aériennes. » (4)

(1) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec Nouredine al-Atassi, le Caire, 8/5/1968.

(2) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec Nouredine al-Atassi, le Caire, 7/5/1968. Référence précédente.

(3) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec al-Qadhafi, le Caire, 11/2/1970.

(4) Discours de Nasser au Conseil de la Nation, le Caire, 25/3/1970.

Quant à la Jordanie, elle n'avait ni armes ni avions, le point de vulnérabilité était dans le front-est. Le premier objectif d'Israël était de subjuguier la Jordanie contre laquelle il menait des agressions répétées pour pousser le roi Hussein à demander une réconciliation !

Lorsque le putsch a été mené en Irak le 17 juillet 1968 et que le Baas irakien a accédé au pouvoir, les choses se sont compliquées entre le parti et celui du Baas syrien et le président irakien n'a assisté à aucune réunion des « pays d'affrontement » qu'en juin 1970.

Lors de la conférence sur le front-est, Nasser avait dit : « Les objectifs israéliens sont proches des régions arabes dont une partie est prise pour cible par l'artillerie. Sa position naturelle (le front-est) est avantageuse pour nous au vu de la force aérienne car il permettra, mieux que le front-ouest, à la chasse arabe de neutraliser toute action militaire israélienne et de demeurer dans l'espace israélien le plus longtemps, sans compter la présence des feddayens.

Le front-est doit être soutenu par d'autres pays comme la Libye, l'Algérie et le Soudan, et le commandant général jouira d'une liberté absolue. (1)

Boumediene avait refusé de prendre part à la réunion des « pays de l'affrontement », en raison de ses problèmes avec la Tunisie et le Maroc : il craignait que sa participation soit interprétée comme étant une adhésion aux axes qui leur sont hostiles. (2)

Pour le roi Hussein, il avait rappelé, lors d'un entretien avec Nasser au Caire, le 20 août 1970, que les engagements concernant l'expérience du front-est n'avaient pas été honorés et que cela signifiait que la coopération serait entre le Caire et Amman.

(1) Document écrit par Nasser, [www.Nasser.org](http://www.Nasser.org), référence précédente.

(2) Discours de Nasser devant le conseil de la Nation, le Caire, 25/3/1970.

La deuxième étape de la guerre d'usure : le défi et la dissuasion :

Dans cette nouvelle phase, les forces égyptiennes avaient renforcé les accrochages, les opérations de reconnaissance terrestre, aérienne et maritime dans la profondeur du pays ennemi israélien. Ces opérations étaient majoritairement exécutées de nuit, les échanges de tirs d'artillerie et la prise pour cible d'individus étaient devenus permanents tout comme les opérations de reconnaissance et d'interception des forces aériennes égyptiennes. (1)

En début du mois de mars 1969, l'objectif de nos forces était de détruire la ligne invincible de Bar Lev et effectivement un tronçon de 16 à 20% de la ligne avait été démoli et à la fin de 1969, les avions israéliens ne traversaient plus le Canal de Suez.

Le 22 juin 1969, Nasser a dit : « Nous ne cesserons jamais le combat, quoique les Israéliens nous attaquent et quoique les Américains nous avertissent. Cependant, les juifs demeurent supérieurs à nous en chasseurs et en chars ». (2)

Cette étape se caractérisait par le déclenchement le 25 mai 1969 de la révolution au Soudan, qui constituait la profondeur

stratégique de l’Egypte en Afrique et qui lui donnait de la force face à Israël et aux Etats-Unis. Le lendemain matin de ce jour, la direction politique égyptienne avait pris la décision de neutraliser la situation sur le front du Canal de Suez et d’envoyer des forces armées à l’appui de la révolution au Soudan. Nasser a envoyé, le même jour, un message avec l’émissaire Qabel Jaafar el-Nemeiri et Babakar Awadallah –les deux commandants de la révolution- pour les mettre au courant de cette décision et les informer de la mobilisation de tous les efforts égyptiens en leur faveur. De surcroît, leurs demandes en avions et en bataillons de parachutistes et de commandos étaient les bienvenues, selon le message qui les encourageait à être tenaces, cela les avaient même ébahis !

Nasser était conscient du fait que le Soudan était perdu et que Fayçal y avait versé des millions de livres. (3)

Quelques mois plus tard, la révolution a grondé en Libye, la profondeur stratégique ouest de l’Egypte (3000 km<sup>2</sup> de la côte sud de la Méditerranée), également centre des deux plus grandes bases en cette mer : la base américaine Wheelus Field et anglaise, el-Adem, et grande productrice de pétrole (150 millions de tonnes par an).

(1) Procès-verbal du Conseil des ministres, 15/4/1969.

(2) Procès-verbal du Conseil des ministres, 22/6/1969.

(3) Procès-verbal des pourparlers de Nasser avec Noureddine al-Atassi, 15/8/1968, référence précédente.

La révolution libyenne était un mouvement dangereux dans la balance sensible des forces dans la crise du Moyen-Orient. La Libye d’avant la révolution était sous le contrôle américain et s’était dégagée, par cette révolution, de cette emprise ; elle avait ajouté sa force au courant arabe hostile à la domination occidentale. La Libye d’avant la révolution était mise à l’écart

du conflit arabo-israélien et, après ce soulèvement, elle est passé en première ligne de la force arabe face à ce conflit et est devenue une vaste profondeur derrière le front occidental en faveur du combat contre Israël. En sus de la profondeur sud du Soudan après sa révolution, tout cela allait produire une énorme influence sur l'ampleur de ce conflit. (1)

Le timing des révolutions du Soudan et de la Libye était dans l'intérêt de Nasser, étant donné notamment la mauvaise situation arabe qui avait conduit à l'échec du Sommet arabe à Rabat, le 23 décembre 1969, d'où s'était retiré Nasser, vu qu'aucun pays arabe n'était disposé à contribuer, d'une quelconque manière, au combat !

Le sommet s'était terminé sans déclaration et Nasser estimait que l'avantage de ce sommet était qu'aucun dirigeant arabe n'était plus en mesure d'attaquer l'Égypte et de dire qu'elle acceptait des solutions pacifiques ! L'Égypte avait en même temps gagné une liberté d'action et pouvait répondre à toute offensive médiatique de la part des pays arabes. Il ne s'est également pas découragé et a soutenu la tentative d'al-Qadhafi de contacter les pays arabes pour transformer le conflit en bataille nationaliste, notamment après les attaques israéliennes quotidiennes contre le Liban en octobre 1969.

Une autre étape de la guerre d'usure avait commencé. Le 22 novembre, des forces égyptiennes avaient traversé le Canal de Suez et attaqué la colonne de chars israéliens qui se trouvait à 5 km, détruisant trois chars et touchant trois autres.

Le 23 novembre, la chasse israélienne a mené des raids contre des postes égyptiens sur le front du Canal de Suez pendant quatre heures. Le lendemain, la chasse égyptienne a concentré ses frappes sur des sites de l'ennemi, à savoir des batteries de missiles Hawk au sud de Balouza, un entrepôt de ravitaillement de la région Qantara Chark.



Le 25 décembre 1969, la plus grande offensive a été menée par les chasseurs israéliens depuis le 5 juin 1967 : 264 avions avaient attaqué les forces égyptiennes pendant 8 heures !

(1) Heykal, « les signes du danger », 27/3/1970. Référence précédente.

Les frappes entre les deux parties belligérantes se sont poursuivies et les forces d'artillerie et aériennes égyptiennes ont réussi à infliger des pertes à Israël, entraînant de grands changements dans le commandement de l'armée israélienne le 22 décembre 1969 : David Eliezer a été nommé chef des opérations militaires, Mordecai Gore chef du commandement nord et Ariel Sharon au commandement sud.

Le 22 janvier 1970, Chedouan –île située face à Hurghada- a été le théâtre d'une bataille éponyme qui a duré pendant huit heures et qui s'est soldée par l'échec des Israéliens de l'occuper et leur refoulement par l'artillerie des forces égyptiennes. Ils ont dû s'en retirer en essuyant de grandes pertes. (1)

Concernant la ligne du front du Canal de Suez, l'ennemi israélien y larguait, dans certains jours, plus de 1000 tonnes de bombes équivalant à un million de livres sterling ! Il se concentrait le plus sur les éléments de la défense aérienne, mais –il l'avoue- le nombre de batteries de missiles sur le front égyptien augmentait, malgré l'impétuosité des raids aériens. Les avions israéliens Phantom ont commencé à tomber sur le sol du front égyptien et leurs pilotes ont été capturés par les Egyptiens. (2)

Face à l'escalade de la guerre d'usure après l'engagement massif de la chasse israélienne dans les combats, Nasser a commencé à concerter avec les dirigeants de la défense aérienne, les conseillers soviétiques et le personnel technique

des forces aériennes, l'intensification des opérations aériennes répressives contre l'ennemi.

L'Egypte avait riposté aux opérations militaires israéliennes par trois opérations amphibies le 16 novembre 1968. Ces opérations avaient provoqué le naufrage et la destruction de trois frégates de la marine israélienne au port d'Eilat et avaient pour objectif de boycotter Israël et d'interdire ses activités en Mer Rouge.

Le lendemain, une opération de débarquement maritime a été organisée pour attaquer le commandement militaire de l'ennemi israélien au nord du Sinaï. Un groupe de commandos avait réussi à détruire, au sud d'al-Arich, le siège du commandement et les entrepôts qui en dépendent.

(1) Interview avec le général Fawzi, référence précédente.

(2) Discours de Nasser, 23/7/1970, référence précédente.

1- Attaque menée par Israël en profondeur en l'Egypte et réaction de Nasser :

Israël a attaqué l'Egypte en profondeur, après que Nasser eut été accueilli à Tripoli et à Benghazi, après le rapprochement entre l'Egypte, la Libye et le Soudan et après le contrat d'armes franco-libyen, la plus importante étant les Mirage. Ces événements avaient une grande signification, Nasser avait prouvé qu'il continuait à jouer son rôle de symbole arabe et de représentant de l'unité des Arabes devant le monde extérieur. (1)

Par ailleurs, l'Egypte, la Libye et le Soudan étaient devenus ensemble un danger stratégique pour les intérêts des Etats-Unis. Raison pour laquelle Israël menait des raids en profondeur en Egypte, pour éliminer Nasser !

Le 6 janvier 1970, Israël avait entamé des raids dans la banlieue du Caire qui ont eu un grand impact psychologique sur les

Egyptiens. Chaque raid avait occasionné des victimes et certains avaient pris pour cible l'entrepôt des pièces de rechange à Mostorod, les logements des conseillers soviétiques et la région administrative de Bilbess. Des raids menés sur le front ont duré des heures mais leur impact était limité car les soldats étaient retirés dans les tranchées et la défense était complète. (2)

Pour presser davantage l'Union soviétique pour accélérer la livraison des armes à l'Égypte, Nasser a effectué une visite secrète à Moscou le 22 janvier 1970 qui a débouché sur la conclusion d'un accord ayant réalisé une suprématie qualitative en armes. Les dirigeants soviétiques avaient accepté de fournir trois lots de missiles SAM à la défense aérienne sur le front occidental du Canal Suez et à envoyer une équipe intégrale des forces aériennes soviétiques -120 excellents pilotes soviétiques- pour intégrer les forces aériennes égyptiennes, et ce après que Nasser eut menacé de laisser le pouvoir à Zakareya Mohieddine qui peut s'entendre avec l'Amérique s'il n'arrivait pas à obtenir une aide exceptionnelle de leur part !

L'assistance militaire exceptionnelle soviétique était parvenue en Égypte le 18 avril 1970, à la suite d'une décision du Conseil Soviet suprême, étant donné que l'Union soviétique n'a envoyé, à cette époque, aucun soldat, depuis la deuxième guerre mondiale, dans un pays non communiste à l'exception de l'Égypte !

(1) Heykal, « Les cent prochains jours », 13/2/1970, référence précédente.

(2) Pourparlers de Nasser avec Brejnev, Kossyguine, et Podgorny, Moscou, 23/1/1970.

Jusqu'à ce que Moscou dissimule cette demande hors du commun aux États-Unis, le gouvernement de Nixon a reçu un message de Kossyguine qui lui a informé que si Israël persistait dans « ses aventures » et continuait à bombarder les territoires de la RAU et des autres pays arabes, l'URSS serait forcée à

aider les pays arabes par tous les moyens pour repousser « l'agresseur prétentieux ».(1) Kissinger a considéré ces propos comme les premières menaces proférées par l'Union soviétique contre le nouveau gouvernement américain !

Les forces armées égyptiennes ont amplifié leurs opérations contre Israël alors que la chasse israélienne a poursuivi l'attaque de cibles économiques vitales égyptiennes, telles l'usine d'Abou Zaabal, le 12 février 1970, les entrepôts de Dahchour à proximité du Caire et pour comble, l'école de Bahr el-Baqar le 8 avril 1970, s'attirant les foudres de l'opinion publique mondiale.

Cette transaction (avec les Soviétiques) avait totalement changé la position militaire du front et Israël avait tenté d'endiguer l'acheminement des missiles SAM 3 au Canal de Suez car il était conscient du fait que cette arme de combat permettrait aux Egyptiens de traverser le Canal et de parvenir au détroit.

Les Egyptiens avaient réussi à détruire un derrick israélien à Abidjan le 8 mars 1970 et à en empêcher l'arrivée au Golfe de Suez pour produire du pétrole égyptien pour le compte d'Israël au champ Abou Rdeis au Sinaï.

Contrairement à ce qu'on attendait en Israël, attaquer en profondeur l'Egypte n'a pas produit l'influence qu'ils escomptaient, alors qu'au même moment, les opérations amphibies égyptiennes au cœur d'Israël l'avaient secoué !

Dans le cadre de ces développements, Israël a décidé de multiplier les incursions de ses avions en Egypte pour prendre connaissance des sites des unités des nouveaux missiles sur le front du Canal de Suez. L'objectif direct était de détruire ces sites en cours de construction.

Les résultats étaient contre les attentes israéliennes, la situation politique et militaire s'était développée en faveur de l'Egypte.

Les attaques menées par les chasseurs israéliens dans la profondeur de l’Egypte étaient la raison de l’évolution de la balance des forces pour l’intérêt de l’Egypte et a fait que l’équilibre des superpuissances avait changé, à cause de l’augmentation de l’influence soviétique dans la région.

(1) Message de Kossyguine à Nixon, 31/12/1969.

## 2- Le projet américain :

Nasser était d’avis, dès le début, qu’il n’y avait de solution ni pacifique ni militaire. Il avait besoin de temps pour reconstruire l’armée et voulait s’entendre avec les Soviétiques qui l’avaient informé de leur volonté de trouver une solution pacifique. A chaque fois que leurs efforts en ce sens échouaient, ils s’orientaient immédiatement vers le renforcement de l’Egypte sur le plan militaire.

Depuis l’approbation de l’Egypte à la résolution du Conseil de sécurité 242 pour l’an 1967, Nasser a dit que Yareng déploierait des efforts en vain pendant un an et demi et que l’Egypte avait donné son aval à cette décision pour montrer au monde qu’elle ne voulait pas la guerre pour la guerre.

Nasser savait qu’il était inutile de trouver une solution pacifique avant que l’Egypte n’acquiert une force qui ferait sentir à Israël qu’elle est capable de parvenir au cœur de son territoire. (1)

Bien que les Etats-Unis étaient l’allié d’Israël le plus puissant et qu’ils le dotaient d’armes technologiques modernes, d’avions et de pilotes, la politique de Nasser envers l’Amérique était le dialogue, notamment que Nixon avait visité l’Egypte en 1963 – avant de devenir président des Etats-Unis- et qu’il l’avait reçu. Nasser lui avait adressé un message dès sa prise de fonctions, dans lequel il lui a expliqué sa position et que l’Egypte ne

cèderait aucun territoire arabe et ne négocierait jamais directement avec Israël.

Nasser était conscient du plan ourdi par Israël depuis la révolution du 23 juillet 1952 pour isoler l’Egypte totalement des Etats-Unis, alors que lui voulait encourager le dialogue pour ne pas que les Juifs se gardent le privilège de traiter tous seuls avec les Etats-Unis, notamment que le Koweït, l’Arabie saoudite et la Libye avaient une forte influence.

a- Les Américains engagent un dialogue avec l’Egypte :

Les Américains ont engagé un dialogue avec l’Egypte pour demander le rétablissement des relations rompues, juste après l’agression israélienne en 1967 mais Nasser a refusé et demandé qu’Israël se retire d’abord jusqu’aux frontières du 5 juin, pour que les concertations puissent commencer avec les Etats arabes qui ont rompu ces relations, cette question ne concernant pas seulement l’Egypte.

Les Etats-Unis avaient rejeté ces propos et s’étaient plutôt concentrés sur le sujet des frontières sûres, ce qui signifiaient l’expansion et qu’ils admettaient l’occupation. (2)

(1) Pour parler de Nasser avec les ministres de la défense de la Syrie, de l’Irak et de la Jordanie, 9/1/1970.

(2) Référence précédente.

Nasser insistait d’autre part que les Soviétiques améliorent la portée et l’armement de leurs chasseurs pour pouvoir atteindre la profondeur d’Israël, ce qui est arrivé effectivement et qui a changé totalement la donne pour l’Egypte.

Mais, lorsque les Etats-Unis ont annoncé la livraison à Israël de 125 avions dont 50 Phantom (1), ceci a de nouveau changé la situation pour l’Egypte car les bombardiers soviétiques étaient toujours moins efficaces que les Phantom américains. Les

Français ont à ce moment proposé, la réunion d'un quartet pour discuter de la crise au Moyen-Orient dans le cadre de la résolution du Conseil de sécurité 242. La réponse américaine a été d'abord négative : les Etats-Unis insistaient à mener des pourparlers bilatéraux avec Israël avant une réunion quelconque et continuaient à soutenir l'occupation israélienne des territoires arabes.

Dans le cadre des négociations des quatre superpuissances, les Etats-Unis ont fini par accepter (2). La position de la Grande-Bretagne était la même que celle des Etats-Unis alors que la France de de Gaulles avait jugé nécessaire le retrait d'Israël des territoires qu'il avait occupés et de ne pas étendre sa présence, suite à la guerre. Comme nous le savons, la France avait suspendu, immédiatement après l'agression, la livraison de 50 Mirage et de pièces de rechange à Israël, sur décision de de Gaulles en mai 1967 qui avait refusé de soutenir celui qui attaque en premier. Mahmoud Fawzi, collaborateur du président de la république pour les affaires étrangères et membre du haut comité exécutif, a remis un message de Nasser à de Gaulles, à ce moment, le remerciant pour sa position qui incarne les principes et publié un communiqué à cet égard.

Israël s'était opposé à l'idée de la réunion du quartet et Golda Meir s'était alarmée du changement aigu du climat politique, lors de sa visite en septembre 1969, aux Etats-Unis. Ceci s'est avéré dans la reprise des pourparlers des quatre superpuissances, puis l'annulation du projet de dessalement d'eau en Israël même si Nixon l'a approuvé par la suite !

Nixon avait affirmé à Aba Eban que les Etats-Unis n'avaient pas changé de politique à l'égard d'Israël et que son objectif était de garantir sa sécurité sur le long terme. (3)

(1) En plus de 1.2 million de dollars réclamés par Golda Meir lors de sa visite à Washington :

Mémorandum de Kissinger au président Nixon, Washington, 28/10/1969 ; Requêtes israéliennes en perspective.

(2) Mémorandum de Rogers au président Nixon, Washington, 26/11/1969, Pourparlers de quatre superpuissances sur le Moyen-Orient.

(3) Mémorandum de Kissinger au président Nixon, Washington, 18/10/1969, Mes pourparlers avec Eban.

Malgré l'insistance des Etats-Unis à rétablir les relations diplomatiques avec l'Egypte, Nasser a campé sur ses positions. Le principal point de divergence était le refus américain de l'occupation d'Israël des territoires arabes. Cependant, ce qui préoccupait le plus Nasser pendant ce temps, en juin 1969, c'était la velléité des Soviétiques qui assuraient vouloir une solution pacifique et ne voulaient pas s'engager dans un clash avec les Etats-Unis. Ceci s'est couplé à davantage de pressions sur Nasser du fait que les livraisons d'armes avaient tardé pour quatre et cinq mois, ce qui signifiait l'ajournement des plans militaires de l'Egypte relatifs à la construction des forces armées durant la même période (1). L'ambassadeur soviétique avait été chargé d'un message réclamant la réduction des opérations militaires au Canal de Suez !

Nasser n'a pas cédé, en dépit des pressions soviétiques dont il connaissait les raisons, les Soviétiques voulaient mettre fin à ce problème tout en croyant que la solution militaire signifiait une aventure qui pourrait anéantir les Egyptiens notamment s'ils s'engageaient dans un combat militaire, alors qu'ils n'étaient pas prêts ! En sus de l'intérêt qu'ils accordaient prioritairement, en ce moment, au différend sino-soviétique.

Lors d'un déplacement au Caire 12 juin 1969, Gromyko a avancé un projet soviétique vivement rejeté par Nasser car il dénotait une capitulation totale à l'Amérique et à Israël. Nasser a par contre soutenu la poursuite des pourparlers dans le cadre du quartet, mais avec un objectif clair : « une solution pacifique



honorable » (2) prévoyant le retrait total de tous les territoires arabes, le retour des réfugiés palestiniens à leur patrie ou leur indemnisation, associer le Canal de Suez non au retrait mais à toutes les frontières. (3)

En novembre 1969, les Etats-Unis et l'URSS ont soumis un projet pour régler la question égypto-israélienne seulement et stipulant que les frontières les séparant seraient celles internationales du temps du tutorat britannique en Palestine et que les négociations se déroulent de manière indirecte, à l'instar de celles de Rhodes en 1949. Ce projet avait négligé de nombreux sujets qui n'avaient pas encore été déterminés et qui attendaient un accord entre les deux parties, à savoir, Gaza et Charm el-Cheikh, les zones démilitarisées, les réfugiés dont le sort serait défini conformément à l'accord entre la Jordanie et Israël.

Ainsi, bien que ce projet américain ait stipulé le retrait des territoires égyptiens, il avait soumis l'Egypte au droit de veto israélien, soit elle acceptait son point de vue soit il ne se retirerait pas des territoires qu'il a occupé !

(1) Procès-verbal de la réunion du haut comité exécutif, 9/6/1969.

(2) Pourparlers avec Gromiko, le Caire, 9/6/1969, partie II.

(3) Procès-verbal de la réunion du Conseil des ministres, 22/6/1969.

Nasser a refusé le projet américain, car il avait affirmé que le retrait israélien devait faire marche arrière de tous les territoires arabes occupés. Il estimait que le cessez-le-feu qui résultait de ce projet voulait dire donner à Israël l'occasion de transformer les lignes de cessez-le-feu en des limites frontalières permanentes. Cela lui permettait également de se protéger et de s'évader de la guerre d'usure.

Le projet américain a revendiqué également de limiter l'envoi d'armes au Moyen-Orient. Ce qui voulait dire que la suprématie d'Israël sur la plan des forces armées persiste. A ce moment-là Nasser avait déclaré, "au final je dirais qu'il n'y a pas d'espoir en un accord politique. Sauf si nous parvenons à un degrés de force qui amènerait les Etats-Unis à croire que nous sommes mieux placés pour obtenir tous nos droits (1)".

B- Nasser refuse l'ultimatum américain en multipliant les raids profonds:

Ce fût bizarre. Mais, parallèlement avec les raids égyptiens de janvier 1970, les Etats-Unis avaient envoyé le 2 février 1970 un ultimatum officiel à Nasser à travers son secrétariat d'Etat. Cet ultimatum dictait de mettre un terme au cessez-le-feu sans conditions; sinon les raids israéliennes prendraient plus d'envergure.

Malgré cela, Nasser n'a pas accepté le cessez-le-feu après que le Caire, Assiout et autres villes égyptiennes aient devenues des cibles des raids aériens. Nasser a répondu à Nixon en lui disant: "Nous acceptons le cessez-le-feu, si Israël, garanti par le conseil de sécurité, annonce l'horaire du retrait total des forces israéliennes de tous les territoires occupés, non pas uniquement du Sinaï, mais de Gaza, du Golan, de la Cisjordanie et de Jérusalem" (2).

Lorsque les équipements modernes soviets sont parvenus à l'Egypte, le 18 avril 1970, "l'état hystérique a démarré auprès d'Israël et de ses amis. Leurs journaux considéraient cela comme un facteur de déséquilibre infligé au Moyen-Orient. Le dit équilibre était censé maintenir la suprématie d'Israël" (3)...

---

Discours de Nasser devant le conseil de la nation le 25/3/1970, référence précédente.

Discours de Nasser dans la journée du travail le 1/5/1970.

Discours de Nasser le 23/7/1970.

Les Etats-Unis ont continué à encourager Israël à frapper l'armée égyptienne jusqu'à ce que la situation militaire entre les deux côtés avait commencé à prendre une courbe escaladante pour le profit de l'Egypte après les opérations aériennes effectuées par les israéliens. Les frappes s'étaient accumulées ciblant, Port Fouad, ainsi que l'ouest et le sud de Port Saïd surtout après que l'aviation égyptienne s'était engagée dans la bataille et avait asséné des frappes à des sites israéliens sur le front est. Tous les ingrédients s'y trouvaient: les batteries de missiles Hook, les sites radars, des sites dans la région de Ouyoun Moussa, les rassemblements de chars et les sites de stockage d'armes.

Un nouveau ton avait alors émergé, selon lequel les Arabes voulaient jeter Israël en mer. Qu'Israël était sujette à une agression, et avait la posture de martyr, la pauvre".

Nasser a déclaré dans son allocution à l'occasion du 18e anniversaire de la révolution du 23 juillet 1952 : "ceci nous reconforte après le ton d'arrogance ressenti en 1967: nous allons cibler l'armée israélienne imbattable. Cette guerre a mis un terme à toutes les guerres" (1).

Avec le changement de la situation militaire et les opérations militaires aériennes et terrestres lancées par les forces égyptiennes contre les forces israéliennes au Sinaï, les avions égyptiens ont pu atteindre Rafah et Arich. A ce moment, Nasser a menacé en disant: "nous n'avons pas encore ciblé le cœur d'Israël et quand nous commencerons nous devons garantir la poursuite " (2).

C- l'appel de Nasser à Nixon en prélude au projet américain:

En réalité, Nasser n'avait pas clos totalement la porte devant les Etats-Unis. Surtout à l'heure où elle était prête à entreprendre une mesure extrêmement dangereuse contre la nation arabe visant à affirmer la suprématie militaire d'Israël en lui octroyant 130 nouveaux avions militaires, 25 phantom et 150 sky hook.

Dans son discours à l'occasion de la fête des ouvriers, le premier mai 1970, Nasser a envoyé un message à Nixon, en réponse aux contacts américains dans lequel il avait déclaré: "la nation arabe ne sera jamais soumise et ne régressera pas d'un pouce de son objectif initial d'atteindre une paix réelle. Cependant, la nation arabe est convaincue que la paix ne se bâtit que sur les fondements de la justice. Si les Etats-Unis désirent la paix, ils doivent donner les ordres à Israël de se retirer des territoires arabes occupés. Voilà une des solutions

---

(1) Allocution de Nasser, le 1/5/1970, référence précédente.

(2) Référence précédente.

La deuxième solution : Nous devons appeler Washington à arrêter l'acheminement des aides à Israël tant qu'il continue d'occuper les territoires arabes. Quand je dis soutien je désigne le politique, l'économique et le militaire".

Et à Nasser de poursuivre: " Je dis à Nixon, qu'il y aura prochainement un moment déterminant dans les relations arabo-américaines. Ou bien de sacrifier le boycott pour toujours, ou bien d'avoir des nouveaux débuts sérieux et déterminés" (1).

Nasser avait décidé d'envoyer des messagers à tous les pays pour que ce soit une initiative arabe pour faire face à l'aide américaine nouvelle acheminée à Israël. Le gouvernement américain, quant à lui, avait étudié l'appel de Nasser adressé à Nixon. Le Caire avait confirmé que les Soviétiques assumeraient un plus important rôle dans la défense de l'Égypte loin des équilibres politiques et militaires au Moyen-Orient.

Nasser avait décidé d'envoyer des messagers à tous les pays arabes pour mobiliser toute l'opinion arabe à se dresser face à n'importe quelle nouvelle aide américaine apportée à Israël.

Le gouvernement américain a, quant à lui, étudié l'appel de Nasser à Nixon qui avait perçu un nouveau rôle assumé par les Soviétiques dans la défense de l'Égypte, loin des configurations prévalantes et les équilibres politiques et militaires au Moyen-Orient.

Le conseil national de la sécurité américaine en commentaire à l'appel de Nasser à Nixon avait déclaré que la situation de la cause n'était pas favorable. Est-ce que les Etats-Unis soutenaient l'élargissement des limites frontalières d'Israël et refusaient d'indemniser les palestiniens ? De facto, ceci impose aux américains de croire qu'il n'est pas du droit d'Israël de s'approprier n'importe quel territoire arabe en vertu d'un quelconque règlement politique. En même temps les Américains avaient réalisé que Nasser avait proposé un plan de paix, auquel il tenait, consistant à faire la paix avec un Etat juif en Palestine, mais en contrepartie, les Etats-Unis n'étaient pas prêts à faire pression sur Israël pour qu'il se retire.

Nasser a mis les Etats-Unis dans une position embarrassante. La cause en était au stade où la confrontation entre Israël et la Russie serait cantonnée à la nouvelle démarcation des frontières au profit de Tel-Aviv et non pas une question de survie. Et si les Etats-Unis débattaient de ce sujet avec la Russie, elle perdrait le monde arabe.

D'un autre côté, le gouvernement américain a étudié la situation et a analysé les retombées sur Israël. Est-ce que les Etats-Unis prendraient le côté d'Israël face à la menace de l'Union Soviétique ? Quel impact sur la position d'Israël ? qu'en est-il des rumeurs que font circuler Israël selon lesquelles Nasser ne travaillerait pas pour l'objectif de la paix et que n'importe quel signe de flexibilité de la part d'Israël et des Etats-Unis serait considéré comme un recul face à la confrontation de l'Union Soviétique" (2).

---

La référence précédente

Papier préparé par l'équipe de travail du NSC, le 7 mai 1970. Résumé analytique, les choix diplomatiques, l'impasse arabo israélienne.

La présence soviétique en Egypte n'a pas été limitée à changer la politique américaine à l'égard du Caire et de Amman. Lorsque les Etats-Unis n'ont pas répondu aux demandes du roi Hussein

en ce qui concerne les armes en avril 1969, il a recouru à l'Union Soviétique. Dans l'immédiat, les Américains se sont attelés à proposer l'arme, de peur que les soviets prennent ce pas. "Ce qui leur frayerait un chemin en Jordanie au dépend du rôle américain. En même temps, les Soviets réaliseront une position similaire à celle de l'Egypte en Jordanie" (1).

Le gouvernement américain avait étudié un nombre d'aspects avant que le marché ne soit conclu avec la Jordanie. Ces aspects qui sont censés affecter sérieusement l'équilibre jordano-israélien ?

Le gouvernement américain avait étudié un nombre d'aspects avant de conclure l'accord avec la Jordanie. Des questions alors se sont multipliées sur ledit accord comme la suivante: cet accord, affecterait t-il sérieusement l'équilibre jordano-israélien ? La réponse est que bien que ce trait ne donnerait pas à l'armée jordanienne la capacité de traverser le Jourdain, mais renforcerait la capacité des rives du Jourdain de se dresser face à Israël dans la guerre d'usure. Ajoutons à cela, que le rôle soviétique en Egypte a rendu Tel-Aviv nerveuse (2).

Dans ce contexte, les Etats-Unis ont approuvé le marché jordanien des armes, mais à condition qu'elle soit l'alternative qui empêcherait l'accès des soviétiques en Jordanie. Naturellement, en réaction, les Etats-Unis ont approuvé d'accorder davantage d'aides à Israël (3).

Dans le cadre de tous ces événements qui avaient gagné la position arabe, Nasser avait commencé à parler à partir d'une position de force après avoir réalisé une avancée dans les activités militaires sur le front du Canal de Suez et après avoir consolider sa position aérienne de défense.

Nasser a alors commencé à exercer plus de pressions sur Israël et les Etats-Unis; ce qui lui a permis de justifier n'importe quelle activité militaire s'il arrive à dire clairement que les Etats-Unis avaient refusé son appel à la paix. Après l'analyse de la situation, le gouvernement américain a vu que puisque l'appel de Nasser intervenait à l'heure où l'engagement soviétique à l'Egypte prenait plus d'ampleur et où la Jordanie demandait à

Moscou davantage d'armes, il fallait donc faire un réexamen global de la stratégie des Etats-Unis au Moyen-Orient (4).

---

(1) Mémoire de Kissinger à P. Nixon, Washington, mai 1970, les munitions en armes à la Jordanie.

(2) Ibid

(3) Ibid

(4) Mémoire de Kissinger à P. Nixon, Washington, le 12 mai 1970, "l'appel de Nasser à une nouvelle initiative diplomatique.

Enfin de compte et après avoir étudié la position d'Israël et des Arabes, ainsi que le changement de la situation militaire au Moyen-Orient après la présence soviétique en Egypte (1), la réplique de Nixon à Nasser, le 19 juin a pris la forme d'un projet américain qui a été appelé plus tard l'initiative Rogers ou l'initiative de la paix.

Elle a été appelée, l'initiative de la paix, alors qu'elle se cantonnait à un nombre de mesures qui ressuscitaient la situation de 1967. Les propositions étaient les suivantes:

(1) Que l'Egypte et Israël appliquent le cessez-le-feu pour une période limitée de trois mois.

(2) Le retour de Yareng à sa mission de médiateur entre les deux parties belligérantes. Cette mission qui avait été mise à échec par Israël.

(3) La déclaration de l'objectif derrière ces discussions. Celui de parvenir à un accord sur la mise en place d'une paix équitable et permanente entre toutes les parties. En référence à leur engagement réciproque sur la souveraineté territoriales et l'indépendance politique de l'un l'autre.

(4) Le retrait israélien des territoires occupés pendant le conflit de 1967.

(5) La facilitation de la mission de Yareng afin de parvenir à un accord comprenant la résolution du conseil de sécurité n°242, ainsi que les résolutions du conseil de sécurité sur le cessez-le-feu (2).

Nasser a suspendu le monde entier car " le monde s'attendait à ce qu'il refuse cette initiative. Parce que son approbation allait inciter contre lui les machines de propagande israélienne et américaine (3). Maintenant, notre position est plus difficile et nous nous élançons à partir d'une position de force: de la capacité de nos forces aériennes à la répression et de la multiplication du soutien soviétique politique et militaire à notre égard" (4).

---

Mémoire: Washington, le 10 juin 1970, rencontre NSC: le président.

Le texte de l'initiative de Rogers en arabe et en anglais  
[www.nasser.org](http://www.nasser.org).

Procès-verbal du conseil des ministres le 19/7/1970.

Le discours de Nasser le 23/7/1970, référence précédente

#### D- L'approbation du projet américain par Nasser et ses motifs:

Nasser a commencé d'étudier le projet américain ne sachant si l'Égypte allait l'accepter ou le refuser. Lors d'une discussion devant le haut comité exécutif le 28 juin 1970. Il a dit: "La suspension du cessez-le-feu pendant 3 mois peut être un acquis pour nous. Cela nous donnerait le temps d'achever nos sites défensifs et de placer les missiles. Les juifs ne nous donneraient pas l'occasion de finaliser ces sites parce que cela les place dans une position difficile. Aujourd'hui, ils sont en train de frapper ces sites tous les jours" (1).

En même temps, dans un message oral envoyé par le secrétaire d'Etat américain à son homologue égyptien, il a expliqué le changement qui aura lieu dans la position d'Israël au cas où Nasser approuverait le projet américain. Il parlera également en détails, des négociations indirectes qui devraient être entamées sur l'application de la résolution du conseil de sécurité 242 ainsi que l'approbation du principe du retrait avant les négociations.



Nasser a affirmé encore une fois au cours de la même session du haut comité exécutif qu'il n'avait pas confiance en les Américains. D'autant qu'ils avaient inséré dans le projet les points qui sont accord avec Israël en ce qui concerne les négociations et le retrait des territoires arabes. Le projet n'avait pas dit non à l'appropriation des terres par la force. Ainsi, ils apportaient tout leur soutien à Israël (2).

Nasser s'adressait le lendemain à Moscou ne sachant rien sur sa réaction à propos du projet et des discussions avaient été entretenues.

Nasser a clarifié la position militaire et a déclaré que l'arrivée des pilotes soviétiques au front égyptien a empêché l'entrée d'Israël dans les profondeurs du Sinaï. Son aviation lui a été interdit de survoler après 20 miles du canal de Suez. Dian avait déclaré au conseil des ministres israéliens que l'aviation israélienne ne pouvait survoler dans les profondeurs égyptiennes pour ne pas se dresser face à l'Union Soviétique.

Nasser a commencé à discuter le projet américain avec les Soviets malgré le refus manifesté de la part d'Israël (3)

---

Procès-verbal du haut comité exécutif le 28/6/1970.

Référence précédente

Procès-verbal de Nasser avec les dirigeants soviétiques, le 30/6/1970.

Là Brejnev a déclaré: "je voudrais qu'on entreprenne une initiative. Rien ne dit que les Etats-Unis, la France ou autre devrait avoir un mérite sur nous. Je ne voudrais pas également que qui que ce soit favorisé par une meilleure position que nous". Après que Brejnev ait passé en revue, les dernières provisions à l'Egypte en armes, équipements, techniques et experts, il a déclaré que " nous ressentons que les Américains sont perturbés et ont peur de la présence soviétique militaire en Egypte ".

Il n'en demeure pas moins que Nasser a expliqué dans les détails la situation militaire. Il a déclaré: " une guerre se joue effectivement. Les forces armées frappent tous les jours et les frappes dans les profondeurs se sont arrêtées. Les frappes ciblant l'armée continue, comment régler ce problème ? Egalement la situation de l'aviation est difficile. Il existe toujours une prééminence aérienne israélienne. Le phantom détient actuellement des missiles qui frappent les nôtres dans l'air. Comment sortir de cette situation ? La stratégie américano-israélienne repose sur la guerre aérienne".

Brejnev a répondu à l'appel de Nasser et a assigné au ministère de la défense soviétique avec les dirigeants d'étudier les problèmes et rédiger un rapport de ce qu'ils peuvent faire à l'avenir. Ensuite, Brejnev avait commencé à parler de l'aviation soviétique. A ce moment là Kossygin a mis l'accent sur la nécessité de l'unité et de l'amitié arabe dans laquelle réside la force stratégique de l'Egypte (1).

Pour ce qui est du projet américain, Nasser a déclaré aux dirigeants soviets à Moscou ce qui suit: "il vaut mieux accepter l'initiative américaine. Ainsi, la campagne contre nous sera atténuée ces jours. Quant à Israël, il lui sera difficile de l'accepter".

En général, après que les Soviets s'étaient opposés au projet américain, une longue discussion a eu lieu. Enfin de compte, ils avaient accepté d'apporter la réponse oralement et non pas par écrit.

Nasser a expliqué au cours de la réunion du haut comité exécutif du 18 juillet 1970 après son retour de Moscou " que l'approbation du projet américain voulait dire annuler l'expression "arrêt des hostilités" qui avait été accompli en juin 1967, d'autant que les agressions n'avaient jamais arrêtés. Ainsi, la reprise des hostilités après trois mois serait considérée comme une opération légitime". Nasser a affirmé que cela "nous aidera à construire les sites des missiles. Depuis décembre nous construisons des sites, mais nos missiles se trouvent dans des sacs remplis de sables et non pas dans les sites en ciment" (1).

---

(1) Procès-verbal de la réunion du haut comité exécutif du 18/6/1970.

Nasser a décidé d'approuver le projet américain et de déclarer cela dans son discours à la mémoire de la révolution datant du 23 juillet 1970. "Mais, à condition que l'ennemi n'annexe plus de nouvelles terres en résultat à la guerre. Et que l'on s'attache aux droits du peuple palestinien. L'avantage là est que le monde saura que nous avons accepté l'initiative américaine qui exécute la résolution du conseil de sécurité n°242".

Nasser avait en tête dès le départ, comme il l'avait dit auparavant, que l'arrêt du cessez-le-feu pendant 3 mois aidait à relancer l'activité des missiles dans la région du canal, surtout qu'une cargaison de type Sam 3 devrait arriver à l'Egypte de Moscou en août 1970. Arriveront également les équipements et le personnel égyptien, ainsi que les officiers et les militaires égyptiens qui avaient été entraînés et qui ont obtenu une formation sur les armes et équipements (1).

Nasser estimait que la répression politique russe était plutôt militaire. Le plus les russes seraient engagés, le plus la crise serait résolue pacifiquement. Toute l'opération émanait d'une peur américaine à cause du rapprochement des russes à nous. D'ailleurs leurs pilotes et leurs missiles se trouvent chez nous. Les russes sont imbattables".

Tout cela et Nasser ne cessait d'affirmer que l'initiative américaine ne parviendrait à rien et que Yareng ne continuerait pas sine die ses concertations avec les différentes parties. Trois mois plus tard, les forces armées pourraient travers le Sinaï pour placer les missiles dans les emplacements en première ligne. Raison pour laquelle, Israël n'accepterait jamais le cessez-le-feu pendant trois mois, car ils voulaient un arrêt permanent des hostilités.

Au cours de la même session du haut comité exécutif du 18 juillet 1970, Nasser a déclaré qu'il voulait une solution pacifique parce que "la solution militaire signifierait la guerre contre l'Amérique". La preuve en était les équipements militaires qu'ils

avaient envoyé à Israël, 48h après la frappe assénée par les forces égyptiennes aux avions phantom. Ces équipements qui font exploser les missiles avant qu'ils n'atteignent les avions. Tout ce qui préoccupe les Américains est la renommée du phantom. La guerre était une réalité pour les Etats-Unis.

Du côté de Nixon, le motif essentiel derrière l'action américaine, comme l'avait mentionné Joseph Sisco lorsqu'il était en visite au Caire et avait rencontré Nasser, que la situation était devenue dangereuse et qui pouvait atteindre le stade de la confrontation avec les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Il avait demandé une dernière chance à l'entente. Il avait envoyé des messages à Kossigyn et à Wilson allant dans ce sens.

---

(1) Référence précédente.

L'arrivée des nouvelles provisions en missiles Sam 3, les changements stratégiques importants en Egypte avec le déclenchement des révolutions du Soudan du 25 mai 1969 et la révolution libyenne du premier septembre de la même année, ainsi que l'efficacité de la résistance palestinienne, avaient amené les Etats-Unis à changer leur position en initiant le dialogue avec Nasser. Ils ont fait pression sur Israël pour accepter la résolution du conseil de sécurité n°242, ensuite le report des marchés des avions phantom et sky hook, censés être conclus avec Israël.

Mais, Israël n'avait pas arrêté ses tentatives de changer la position des Etats-Unis et avait exagéré sur l'impact de la présence militaire soviétique sur le front du canal de Suez. Rabin avait affirmé, l'ambassadeur d'Israël à Washington, que l'opération n'est plus un équilibre militaire entre Israël et la République Arabe Uni et qu'une nouvelle dimension avait émergé et qu'Israël voulait détenir une plus grand quantité des avions Phantom (1).

Le gouvernement israélien avait promulgué un communiqué le 29 avril 1970 dans lequel il a annoncé la présence de pilotes soviets en Egypte et leur participation à opérations militaires.

Nasser était conscient des réactions internationales et arabes vis-à-vis de l'approbation par l'Egypte de l'initiative américaine.

L'Europe, quant à elle, craignait la présence soviétique en Egypte. Et ils répétaient qu'ils ne laisseraient jamais leurs emplacements. L'arsenal soviétique est devenu consolidé dans l'Est de la Méditerranée. Ils détenaient effectivement des avions militaires dans l'aéroport de Marsa Matrouh aux côtés des Egyptiens. Par conséquent la présence militaire soviétique en Egypte était une mesure répressive importante pour l'Occident et Israël.

En réalité, l'acceptation par Nasser de l'initiative américaine contrecarrait l'Amérique. Si l'Amérique donnait l'arme à Israël, elle pourrait remplir tous ses engagements dans le monde arabe.

En même temps, il existait une divergence dès le début sur le projet américain entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Nasser ne voulait pas s'entraîner dans une impasse avec les Soviets "nous n'acceptons pas qu'ils nous délaissent dans une bataille pareille. Surtout que les Etats-Unis soutiennent Israël sur toute la ligne".

---

Mémoire d'une conversation effectuée le 24 avril 1970, entre Rabin et Kissinger.

Les mesures entreprises par le côté soviétique en avril 1970 avait changé la situation. Moscou avait envoyé des forces soviétiques pour opérer sur les missiles. Ainsi, l'équilibre des forces à l'égard de l'Egypte. Ceci avait eu un impact mondial également et avait aidé à résoudre le problème (1).

Nasser a déclaré que la stratégie de l'Egypte devait reposer sur une lignée principale. Selon laquelle la position de l'Union Soviétique devait s'appuyer sur une entente. Et qu'au cas où les Soviets feraient marche arrière de l'Egypte, les frappes commenceraient. D'autant que l'arrêt des frappes avait eu lieu à

cause de l'intervention militaire des Soviets. Au départ, le projet américain avait été conclu après l'ingérence soviétique, qui avait en effet motivé l'oncle Sam.

"Début août, l'Egypte devait s'attendre à recevoir la première cohorte d'équipements, de missiles et de soldats égyptiens entraînés. Leur champs de travail serait Port Saïd" (2).

H-Les Etats-Unis font pression sur Israël pour approuver le projet américain:

Pour Israël, d'une part, Nasser avait prévu qu'il refusait le cessez-le-feu pendant 3 mois, car il en revendiquait un sine die. De l'autre part, son approbation à se retirer des territoires arabes signifiait que la situation interne deviendrait plus fragile, que le désespoir sera de taille et que la division serait violente.

En vertu du projet américain, Israël devrait renoncer à la condition de négociation directe. Naturellement, aucun accord de paix ne saurait être réalisé sans que les Etats-Unis n'exercent des pressions sur Israël. Ce qui a effectivement commencé. Nixon avait alors décidé de suspendre la provision à Israël des avions qu'il avait demandé. De peur de la réaction soviétique à cela et qui aurait consisté à envoyer davantage de militaires en Egypte. Ce, même si Israël aurait promis des aides économiques plus amples, soit de 7 à 8 millions de dollars, et même s'il aurait payé les indemnisations militaires (4).

---

Procès-verbal du conseil des ministres du 19/7/1970.

Procès-verbal de la réunion du haut comité exécutif du 18/7/1970, référence précédente.

Référence précédente.

Transcription d'une conversation téléphonique entre P.Nixon et Kissinger, Washington le 10 mars 1970.

Ensuite Nixon a envoyé une lettre à Golda Meir pour lui dire que la décision de l'envoi des avions américains ne servirait pas la paix au Moyen-Orient (1).

Enfin Nixon avait demandé au gouvernement israélien d'arrêter son offensive aérienne et autres types d'offensives sur la République Arabe Unie pendant 60 jours, en prélude à cessez-le-feu total (2).

Plus tard, le gouvernement américain avait annoncé au cours d'une conférence de presse, sa décision de reporter tout engagement de sa part consistant à procurer davantage d'avions militaires à Israël. Ce, afin de mettre un terme aux affrontements militaires dans la région du Moyen-Orient. A condition que ce climat d'hostilités soit remplacé par un autre favorisant un règlement pacifique (3).

Effectivement, Israël avait été obligé d'accepter ces suggestions américaines à l'encontre de sa volonté. D'ailleurs Yitzhak Rabin avait répliqué en disant: "les Etats-Unis ont amené le gouvernement d'Israël a utilisé le terme retrait". C'est ainsi que le cessez-le-feu est entré en vigueur le 7 août 1970 (4).

Après que Golda Meir ait voulu rendre visite aux Etats-Unis, Nixon l'a informé le 17 août 1970 qu'il ne voyait pas que l'horaire était propice et qu'Israël était appelée à se contrôler (5). Quant à l'intérieur d'Israël, il est arrivé ce que Nasser prévoyait. La coalition gouvernementale avait été disloquée et les 6 ministres du parti Gahal, qui avait participé aux élections en 1969 s'étaient retirés. Car, le principe de ce parti était d'annexer tous les territoires occupés à Israël.

---

Lettre de Nixon au premier ministre d'Israël Golda Meir, sans date

Aide, mémoire de Nixon au gouvernement d'Israël, Washington, le 17 mars 1970

Télégramme du secrétariat d'Etat américain à certains postes de diplomates, Washington

Décision sur la demande des aides aériennes à Israël, le 21 mars 1970

Télégramme du département d'Etat américain à l'ambassade d'Israël à Washington, le 4 août 1970.

Mémoire de la conversation, Washington, le 17 août 1970, Nixon et Rabin.

En réalité, les Etats-Unis avaient réalisé leur objectif: Premièrement: en acceptant l'initiative et deuxièmement par le déchirement dans le monde arabe qui en avait été le résultat. Certaines parties arabes avaient refusé l'initiative américaine et le cessez-le-feu pour une durée de 90 jours. La première était la partie palestinienne, ensuite l'Iraq, la Syrie et l'Algérie. D'autant que la Palestine était celle qui refusait la résolution du Conseil de Sécurité et appelait à mener une guerre globale et se sont les Egyptiens qui payent le prix.

La ligne Bar Lev avait été anéanti à cette époque. Les forces de l'artillerie égyptienne avaient détruit de nombreuses parties de la ligne, ce qui avait amené les forces israéliennes stationnant sur la ligne du Canal de Suez à faire marche arrière de 20 km et en revanche, ils avaient été maintenus sur les lignes du canal à 170 km loin.

I-Les raisons de l'approbation par Nasser du projet américain:

Nasser était conscient que le projet comportait des bénéfices et des défauts, mais les avantages étaient plus amples et avaient été déjà mentionnés. L'application sur le terrain était complexe. Nasser s'était interrogé que ferait Yareng et il avait dit que des divergences émergeront, mais qu'aucun de ces différends ne concernaient les limites frontalières de l'Egypte ancienne. Il avait cependant prévu que des différends auraient certainement lieu avec la Jordanie. Des amendements limités ont intervenus au niveau des frontières au cours du quartette, à l'heure où le problème de Jérusalem et de Gaza demeuraient entier. Au cours du quartette, les français voyaient que Gaza devraient demeurer démilitarisée et qu'une partie devait demeurer sous l'administration israélienne et une autre sous l'administration jordanienne. Alors que pour Gaza, Nasser avait estimé qu'elle devienne sous l'administration jordanienne ou égyptienne. Dès le départ, Nasser réalisait les attaques et les surenchères qui lui proviendraient de la part des Etats arabes au cas où il



approuverait le projet américain. Il avait considéré cette attitude de la part des Arabes une soumission. Il n'en demeure pas moins que la réplique à cette position arabe serait facile, avait-t-il déclaré.

Quant à l'acquis politique ayant découlé du cessez-le-feu ayant duré 3 mois a été le changement du conseil de sécurité datant du 8 juin 1967 se rapportant à un cessez-le-feu permanent et qui l'avait transformé en cessez-le-feu de 3 mois uniquement. Chose qui n'avait pas été acceptée par Israël qui avait ciblé toutes les villes du Canal. Ainsi, conformément au projet américain si l'Égypte frappe Israël ce serait un acte juridique et légitime (1).

Nasser a déclaré dans son allocution du 23 juillet 1970 son approbation du projet américain et a déclaré "notre mouvement visant à réaliser la libération de la terre occupée n'est pas un mouvement contraignant. Mais, il s'agit d'un mouvement ouvert qui se soumet aux principes fondamentaux de notre lutte. Nous travaillons dans le politique. L'une des réalités qui ne doit pas passer inaperçue est l'adage qui dit "ce qui a été pris par la force doit être restitué par la force"(2).

En même temps, Nasser avait informé Kadhafi lorsqu'il l'a vu au Caire, le 3 août qu'à la veille de cette date, plus de missiles avaient été positionnés sur le front du Canal de Suez, d'autant que de nombreux sites ainsi que des ouvriers journaliers étaient ciblés par les Juifs.

---

Procès-verbal du conseil des ministres le 19/7/1970, référence précédente.

Discours de Nasser le 23/7/1970, référence précédente.

Nasser a expliqué à Kadhafi que le plan qu'il avait appelé "le plan de la grenouille" consistait à édifier un site pour en soutenir un autre construit précédemment. Avec la fin du mois d'août, l'opération serait terminée; ce qui empêcherait l'aviation

israélienne de frapper les forces égyptiennes, ensuite l'est du canal.

Nasser a déclaré à Kadhafi "les trois mois de cessez-le-feu nous donnent un souffle" (1).

Et de poursuivre "Yareng a parlé avec nous et Israël pendant 18 mois, mais sans résultat. Qu'est ce qui garantit un résultat à la prochaine opération. Je n'ai aucune foi en la réussite. Mais, si je refuse, je consoliderais la position d'Israël".

Nasser a informé Kadhafi qu'il s'était réuni avec les leaders de l'armée avant d'annoncer l'acceptation de l'initiative de Rogers. Il leur avait dit: "il n'y a pas de solution pacifique" et a dit qu'il n'était pas préparé à imposer une quelconque tutelle sur l'Egypte de la part de n'importe quel Etat arabe. L'Egypte est le pays qui souffre avec son peuple et une partie de ses territoires est spoliée voilà trois ans. Jusqu'à quand une situation pareille sera acceptable ? D'autant que l'Egypte est le pays qui endure chaque semaine des pertes et des blessés (2).

Au début du mois d'août 1970, le cessez-le-feu était opérationnel pendant 90 jours en vertu de l'initiative de Rogers qui avait été appliquée et suivie à la lettre par le secrétariat de l'Onu promulgué par les 4 Etats membres permanents au Conseil de Sécurité.

Nasser avait vu que la division arabe l'affaiblissait face à sa confrontation avec les juifs. A l'heure où une division israélienne était prévue au sein de la société. Il s'était demandé dans son discours avec Kadhafi. "Devons-nous laissé les Américains donner l'arme aux juifs" s'était demandé Nasser

---

Négociations de Nasser avec Kadhafi, le Caire le 3/8/1970

Référence précédente.

H-Les chantages des Etats arabes après l'approbation par Nasser du projet américain:

Le projet américain avait entraîné une division interne en Israël et la sortie de la droite extrémiste du gouvernement israélien. L'acceptation par Nasser du projet a ouvert grandes devant lui

les portes des divisions et des chantages arabes qui avaient effectivement commencé avant cette date surtout de la part de l'Irak. Ce, suite au renversement militaire qui avait conduit le parti Al Baath au pouvoir le 17 juillet 1968, ainsi que les secousses en Algérie, et dans les rangs de la résistance palestinienne et la Syrie.

"La position des arabes qui étaient en divergence portait certes préjudice à la cause arabe et surtout au destin de l'Egypte et de la Jordanie". C'est ce qu'avait déclaré Nasser au roi Hussein au Caire, le 21 juillet 1970. Il avait clarifié que la bataille fondamentale s'était jouée au Caire ainsi qu'à Amman et non pas sur le front du Canal de Suez à cause des forces hostiles. Pourquoi ? A cause de l'activité des services secrets étrangers qui travaillaient au Caire et à Amman. Nasser avait assumé que si les juifs avaient remporté la bataille, il n'y aurait pas des endommagements sur le côté égyptien, raison pour laquelle le sujet de l'initiative américaine devrait être traité avec précaution (1).

Nasser avait été influencé par la position des pays arabes qui avaient fait des chantages contre lui. Il avait alors dit à Kadhafi : "réunissez-vous et faites un front uni avec l'Irak, l'Algérie, le Yémen populaire, la Syrie, la Jordanie et Georges Habash et élaborer un plan de libération de la Palestine". Et de reprendre: "nous sommes les seuls à combattre aujourd'hui. Et nous cherchons la résignation et ne voulons pas parler de guerre" (2).

La position de l'Irak

Nasser avait exprimé sa colère de l'Irak et de la Syrie parce que l'Egypte s'était entraînée dans une guerre à cause d'eux et eux ils n'ont jamais fait la guerre. Ainsi, lorsque les chantages syriens avaient commencé contre l'Egypte, Nasser avait décidé de retirer l'aviation égyptienne de chez eux. Nasser se demandait si les syriens, les baassistes, les irakiens, les algériens allaient libérer la Cisjordanie ? "s'il y avait espoir en un acte pareil, pourquoi perdre l'occasion ?"

---

Négociations de Nasser avec le roi Hussein, Le Caire, le 21/7/1970

Négociations de Nasser avec Maamoun Awad Abou Zeid, Le Caire 3/8/1970

Ensuite Nasser avait déclaré devant le haut comité exécutif le 18 juillet 1970 "nos ennemis parmi les Arabes sont l'Arabie Saoudite. Ils voient que la suspension de la situation sans solution est à leur profit. Mais, cette situation va à l'encontre des intérêts de l'Egypte. Ceci a affaiblit l'image des arabes devant le monde. A l'intérieur d'Israël, ils répétaient: "laissez les Arabes, se sont eux qui seront déchirés" (2).

Plus encore "l'Irak a commencé a intégré des Egyptiens dans le service militaire. Tous les étudiants et les officiers qui étaient interpellés ont répondu à l'appel, à part deux du groupe Galal Haridy" (3).

Nasser avait expliqué la position de l'Iraq et avait déclaré: "en général, le parti du Bass était hostile à l'Egypte. Car il désirait contrôler le monde arabe et croyait que l'Egypte était l'obstacle. L'Algérie est alignée à eux. Le problème essentiel est la Libye". Les Irakiens demandaient de faire bouger la moitié de l'armée égyptienne vers le front arabe est (4) et Abdel Nasser avait refusé.

Les Irakiens avaient commencé à dire : "Nasser n'a pas le droit de parler au nom du peuple arabe et qu'il était résigné à Israël et aux Américains. Le parti baasiste était l'avant-garde de la lutte arabe" (5).

Ainsi, Boumediane avait commencé à dire en Algérie qu'il parlait au nom du peuple arabe, que la défaite de 1967 était une infliction sans précédent contre les Arabes et il avait commencé à attaquer l'Egypte. Mais, Nasser n'a dit mot et n'a pas répliqué (6)

En réalité Nasser en parlant sur les irakiens avait déclaré à Ould Dada le 6 septembre 1970 qu'aucun avion n'avait décollé de leur territoire, qu'ils n'avaient pas édifié un aéroport. "Comment voulez-vous que je lutte contre les israéliens sans aviations ?".

Quant à la guerre populaire qu'ils exhortent dans le désert, elle est impossible. "Au Vietnam, il y a possibilité de disparaître dans les forêts" (7).

---

Procès-verbal du haut comité exécutif, le 18/7/1970, référence précédente.

Négociations de Nasser avec Kadhafi, Le Caire le 3/8/1970, référence précédente.

Négociations de Nasser avec Yasser Arafat, Le Caire, le 25/8/1970.

Négociations de Nasser avec Ould Dada, le Caire le 6/9/1970.

Référence précédente.

Référence précédente.

Référence précédente.

Nasser avait déclaré au cours de la réunion du conseil des ministres le 7 septembre 1970 que Kadhafi avait dit lorsqu'il était retourné de l'Irak "que les irakiens ne voulaient pas faire la guerre aux juifs et qu'ils voulaient faire la guerre contre toi". Ils nous considéraient leurs ennemis. Dans les deux dernières années, ils avaient saisi au vol les conditions que nous avons vécu pour nous attaquer.

"Aujourd'hui, tous les événements sont à notre profit. Aujourd'hui, le retrait d'Israël des négociations est une réplique qui leur est apporté car n'étant pas au profit de Tel Aviv. Ils travaillent à l'intérieur de l'Egypte contre le régime et ils seront présentés à la justice" (1).

(2) La position de l'Algérie:

La position de l'Algérie qui était hostile à l'Egypte avait également commencé avant l'approbation du projet américain. Nasser a visité Boumediane pendant la conférence de Rabat, le 22 décembre 1969 et lui avait demandé: " pourquoi ce froid entre nous ? et pourquoi n'avez-vous pas envoyé les équipements militaires convenus ?"

Le journal algérien El Megahed n'arrêtait pas d'attaquer l'Egypte et parlait de l'acceptation de la solution pacifique et de la résignation.

Nasser avait su du roi Al Hassan que Boumediane s'était plaint de la position de l'Egypte en ce qui concerne la libye post révolutionnaire. Il a déclaré que cette position allait affecter toute la position arabe dans le Maghreb arabe. L'Egypte avait soutenu la Libye dans sa révolution et Nasser s'est aligné à eux, quand ils ont demandé.

Au cours de cette période, un complot avait été fomenté par les ministres de la défense et de l'intérieur libyen. Et lorsqu'il avait été dévoilé, le conseil de la révolution libyen en Egypte avait demandé à l'Egypte d'envoyer une force et des chars stationnant sur les frontières pour y recourir en cas de besoin.

---

(1) Procès-verbal de la réunion du conseil des ministres, le 7/9/1970.

Nasser avait approuvé et avait envoyé deux brigades d'artillerie à Tripoli outre ce qui était envoyé auparavant. Il leur avait également envoyé, sur leur demande, plusieurs barques, trois pièces maritimes. Des chars ont également été envoyés pour stationner sur les frontières.

Lorsque ces équipements et forces avaient atterri en Libye, Nasser avait vu que Boumediane était influencé par ces gestes et mouvements et avait déclaré: "ce n'est pas nouveau. Lorsque vous avez fait l'objet de l'invasion de la part du Maroc en octobre 1963 et vous avez demandé des avions, des pilotes, et des chars, nous avons approuvé et nous avons sacrifié nos intérêts au Maroc. La révolution algérienne vous a soutenu à 100%. Nous n'avons songé qu'à vous et nous n'avons pas pris en compte la position internationale".

Lorsque Boumediane s'était demandé les raisons pour lesquelles les Libyens ne leur avaient pas demandé des aides". Nasser avait rétorqué qu'il n'y avait pas songé à cela et qu'il effacer toute susceptibilité". Il était étrange également que Boumediane ait dit ces propos au cours de sa rencontre avec Nasser : "les journaux égyptiens ne parlent pas d'Algérie" Nasser avait répondu: "toutes les nouvelles qui nous parviennent d'Algérie, nous les publions". Il avait eu l'impression qu'il existait un plan égyptien visant à isoler l'Algérie (1).

Nasser avait plus tard déclaré au roi Hussein, le 20 août 1970: "les Algériens et les irakiens n'ont pas approuvé de nous donner un seul pilote. Alors que les juifs étaient sous pressions nerveuses, Boumediane avait décidé de retirer les deux brigades algériennes qui se trouvaient sur le front du Canal de Suez". Il avait poursuivi: "ils n'ont pas de valeur, mais c'est un geste agaçant. Ils nous ont pas donné un seul soul. Sachant que nous les avons soutenus financièrement, à travers notre budget, tout au long des trois années, qui étaient la durée de la révolution algérienne. Avant que la Ligue arabe ne les soutiennent financièrement".

---

(1) Réunion de Nasser avec le conseil de la nation, le 25/3/1970, référence précédente.

Nasser avait dit au roi Hussein : " la chose la plus aisée était de dire non à l'initiative américaine, mais j'avais à l'esprit le calvaire de la Cisjordanie. Sinon j'aurais uniquement parlé uniquement du Sinäi. Ils sont un million et demi en Cisjordanie et si nous les laissons aux juifs, ils auraient été expulsés et la terre aurait été spoliée. Est-ce que l'armée de la Jordanie, de l'Irak, de la Syrie, Yasser Arafat, Georges Habach, Nayef Hawatma pourront libérer la Cisjordanie ? Telle est la cause principale celle d'un million palestinien au sein de la Cisjordanie et de Gaza.

Pendant 35 ans, les Américains refusaient n'importe quelle solution. Et s'ils changeaient d'avis aujourd'hui, ce serait à cause de la présence des russes en Egypte à travers les missions militaires et les pilotes.

"Même si nous entrons au Sinaï et nous traversons le Canal, jusqu'où allons-nous aller " qu'est ce qui nous fera parvenir à la Cisjordanie ? Si nous arrivons aux frontières d'Israël et les Américains nous donnent un ultimatum; que ferons nous ?. Il est cependant difficile de scander à bas le projet Rodgers de liquidation et de résignation" (1).

Nasser avait expliqué au roi Hussein "le général Fawzi fixait toujours aux premières lignes les brigades des missiles. Nous nous attendons chaque jour des frappes de la part des juifs, car pour eux c'est une question de vie ou de mort" (2).

En même temps, Nasser avait informé le roi Hussein que l'Egypte était prête à le soutenir sur toute la ligne et lui avait déclaré : "En 1967, vous avez pris une décision inoubliable afin de réaliser les objectifs arabes.. Lorsque les juifs nous avaient attaqués, vous les avez pris d'assaut en rétorsion".

"Les juifs nous ont attaqués, et en Jordanie vous avez mené une offensive contre eux. Ils vous ont demandé de rester à l'écart de toute confrontation pour que votre pays soit sain et sauf. Nous considérons votre intervention à cet horaire une solidarité".

---

Les négociations de Nasser avec le roi Hussein au Caire, le 20/8/1970.

Référence précédente.

Nous n'oublierons jamais ce sujet, ni moi ni le peuple égyptien" (1).

Nasser poursuivit: "Vous vous êtes engagés dans la guerre à cause de nous et nous avons fait la même chose pour la Syrie. Nous désirions livrer le message de solidarité envers nos confrères syriens. Il est possible qu'ils aient oublié cette solidarité de notre part. L'Egypte et son peuple savent très bien



votre position en 1967 et nous n'oublierons jamais la position de la Jordanie et du roi Hussein" (2).

Lorsque l'Algérie avait retiré les deux brigades qui étaient sur le front du Canal de Suez, Boumediane avait déclaré que la raison était le cessez-le-feu. Et à Nasser de rétorquer "il y avait un cessez-le-feu en 1967 et alors" (3). Et de reprendre: " nous avons un nombre d'officiers qui travaillaient dans l'enseignement. Mais lorsqu'ils ont retiré leurs forces du Canal de Suez de cette manière, nous avons vu convenable de retirer nos officiers et leurs armes (4).

Boumediane avait dit: "lorsque vous partirez en guerre, dites-moi pour vous envoyer des renforts. Est-ce qui se passe sur le canal est une guerre ou non. 69 avions ont été perdus et un nombre de pilotes ont trouvé la mort. Et lorsque je dis aux Algériens de nous soutenir par des pilotes. Ils refusent. Et je ne comprends pas pourquoi?" (5).

L'étrange était que les Algériens avaient annoncé qu'ils s'opposaient au cessez-le-feu et à la libération des territoires qui étaient occupés en 1967. Mais, ils voulaient, en revanche, libérer toute la Palestine qui fût occupés en 1948 et 1967. Nasser leur avait répliqué en disant : "il est facile de parler de libération des territoires lorsqu'ils sont à 4000 km loin de la région libérée".

---

Négociations de Nasser avec le roi Hussein, Alexandrie, Qasr Al Tine, le 21/8/1970.

Référence précédente.

Négociations de Nasser avec Yasser Arafat, le 25/8/1970, référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres le 7/9/1970, référence précédente.

Référence précédente.

Ils ont été épris de colère et avaient considérés cela une trahison à la cause arabe. En réalité, l'Égypte n'obtenait aucun soutien matériel de l'Algérie et avait plus investi dans les plans de

développement. Malgré le fait qu'elle était sur le champ de la bataille et que des pertes lui étaient infligées voilà 13 mois.

Les Algériens disaient: "nous ne devons pas approuver la résolution 242 du conseil de sécurité parce qu'il touche à notre dignité et que nous devons récupérer le terrain par la force". Mais ils refusent de participer aux hostilités et veulent que les Egyptiens soient les seuls sur le terrain de la bataille.

Ainsi, ceux qui acceptaient le cessez-le-feu permanent depuis 1967 et jusqu'en août 1970, ne voulaient pas que l'Egypte accepte un cessez-le-feu d'une durée de 90 jours, pourquoi donc ?

Lors de sa rencontre avec Yacoub Gaooun au Caire le 5 septembre 1970, Nasser avait dit être impressionné par la position de l'Algérie. Il avait parlé une autre fois des sacrifices des Egyptiens lorsque l'Egypte avait répondu à l'appel de l'Algérie et lui avait tendu la main de l'aide lors de leur litige avec le Maroc en 1963. Par la suite, le gouvernement marocain avait arrêté ses activités dans les profondeurs algériennes. A cette époque, il y avait environ deux milles familles égyptiennes qui travaillaient comme techniciens sur les territoires marocains et qui étaient sur le point d'être expulsées. "Nous n'avons jamais hésité à aider les Algériens ou n'importe quel Etat arabe. Mais, des ombres planent sur les relations égypto-algériennes" (3).

Nasser avait évoqué à Ould Dada lorsqu'il était en visite au Caire le 6 septembre 1970 que "l'Arabie Saoudite et l'Algérie avait promulgué un communiqué, 7 ou 8 mois plus tôt, c'est-à-dire avant l'initiative de Rogers dans lequel ils avaient dénoncé la résolution n°242 du conseil de sécurité et avaient mis l'accent sur le fait que la lutte armée est l'unique voie pour libérer la terre. Ce, à un moment où l'Arabie Saoudite reste les bras croisés" (4).

L'Egypte lui était parvenue des informations à travers son ministre de l'économie qui était en tournée en Europe selon lesquelles Bouteflika demandaient à la France, l'Italie et l'Allemagne de lui octroyer l'aide à la place de l'Egypte.

Négociations de Nasser avec Yacoub Gaoun, le Caire le 5/9/1970.

Président du Nigéria.

Référence précédente.

Négociations de Nasser avec Ould Dada, le Caire le 6/9/1970, référence précédente.

Malgré cela, Nasser avait déclaré à Ould Dada qu'il fallait tenir aux intérêts de l'Algérie et éviter sa perte.

Nasser disait qu'il était facile de détecter et de comprendre la position arabe. Par exemple, affirmait-il, il était facile de dévoiler la position de la Syrie et de l'Algérie à travers celle de l'Irak. "Même le Maroc ne nous a pas envoyé les chars qu'il nous avait promis" (2).

La position de la Syrie, le Liban et le Soudan:

Pour ce qui est de la Syrie, elle était interdite d'asséner des frappes à Israël, bien que l'Égypte lui avait procuré des avions conformément à l'accord sur le front est (3).

Les Syriens jouissaient d'un cessez-le-feu depuis 1967 et lorsque l'Égypte avait déclaré la guerre d'usure, ils avaient dit que le front syrien n'était pas prêt et qu'il allait les liquider. Nasser avait répliqué qu'elle fatiguait l'Égypte également et qu'il faudrait voir qui tiendrait debout jusqu'à la fin.

"Malgré cela, ils ont attaqué l'Égypte car elle avait approuvé le cessez-le-feu pendant 3 mois. Politiquement, ils avaient refusé la résolution du conseil de sécurité 242.

Les Syriens et autres nationalités arabes sont contre l'évacuation des juifs de la Cisjordanie sans guerre; ce pour des considérations de dignité, de morale et d'honneur, bien que l'accord pacifique était loin d'être réalisable. Mais, si les Américains libèrent Gaza, Jérusalem et la Cisjordanie, les Arabes s'y opposeraient-ils ? La Cisjordanie ne serait libérée que par la force" (4).

Référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres, le 7/9/1970, référence précédente.

Négociations entre Nasser et Maamoun Awad Abou Zeid, le 3/8/1970, référence précédente.

Négociations de Nasser avec Khadafi et Maamoun Awad Abou Zeid, le Caire, 4/8/1970.

Nasser avait expliqué à Ould Dada et lui avait dit que "les Syriens ne doivent pas nous lamenter à cause du cessez-le-feu, car eux ils en appliquent un depuis 1967. Des raids continuels ont lieu tous les jours et eux ils sont à l'abri. Ils sont fâchés parce que nous avons accepté le cessez-le-feu et ont dit qu'il aiderait à ce qu'Israël fasse stationner des forces sur le front syrien " (1).

Au cours du conseil des ministres le 7 septembre 1970, Nasser avait déclaré : "un communiqué a été promulgué du commandement national et Qatari et avait été publié en Algérie dans lequel ils avaient dénoncé la solution pacifique qui est une résignation selon eux".

Nasser avait repris "nous ne voulons pas rentrer avec eux dans des discours creux. Ils ne parlent pas de la république, mais ils parlent du projet de Rogers et disent qu'ils s'adressent au roi Hussein" (2).

"Nous avons retiré nos avions de chez eux. Les avions avec lesquels ils étaient censés frapper Israël depuis plus d'un an. Ils répétaient toujours qu'ils n'étaient pas prêts. Les avions n'ont effectué aucune offensive car ils n'étaient pas prêts" (3).

Pour ce qui est du Liban, Jamal Joumblatt s'était demandé pourquoi il n'y avait aucune concertation sur le projet Rogers ni sur quoi que ce soit d'autres. Nasser voyait que toute consultation ne serait pas fructueuse et qu'il était difficile d'avoir confiance totale en une quelconque partie.

Mais au beau milieu d'un climat arabe tendu par les divisions, la position du Soudan était satisfaisante. Bien que Nasser n'avait rien demandé de qui que ce soit. Mais, Nomeiry avait pris une très bonne position" (4).

---

Négociations de Nasser avec Ould Dada, Le Caire, le 6/9/1970, référence précédente.

Procès-verbal, le 7/9/1970, référence précédente.

Référence précédente.

Référence précédente.

La position de la résistance palestinienne:

L'organisation Fatah était présente dans tous les gouvernorats d'Égypte. Lorsque Nasser avait accepté le projet américain, ils avaient commencé à attaquer l'Égypte et lui personnellement. En même temps, 6000 étudiants palestiniens étaient inscrits aux universités égyptiennes et radio Palestine fonctionnait à partir du Caire.

Nasser voyait que la résistance avait le droit de refuser le projet Rogers ainsi que la résolution du Conseil de sécurité. Mais, il avait mis en garde la résistance arabe d'entraîner une lutte arabe intestine à la place d'une soit disant lutte arabo israélienne (1).

Nasser avait pris la décision de fermer radio Palestine après avoir exagéré dans leur attaque contre l'Égypte. Les Palestiniens avaient répliqué que l'Égypte n'avait pas l'audace de fermer la radio.

Malgré la colère de Nasser de la position entreprise par la résistance palestinienne après avoir accepté l'initiative de Rogers, il n'en demeure pas moins qu'il avait demandé la rencontre de Yasser Arafat au Caire.

Nasser avait commencé son discours en parlant de ce qu'il comprenait de la solution pacifique; ce qui voulait dire le retour de la Cisjordanie, Jérusalem et le Golan. Il avait déclaré: "nous refusons dans un seul cas si nous voulons la récupérer militairement. Ici une question s'était imposée: celle de savoir si la terre serait récupérée militairement et avait mis en exergue la force de toutes les armées arabes.

Ensuite, Nasser avait fait face à Yasser Arafat dénonçant leurs allégations. "si vous voyez que je suis un intrus en parlant de la cause palestinienne. Il vaut mieux que je parle du Sinaï et que je

laisse le roi Hussein parler de la Cisjordanie. Quant au Sinaï, je décide seul de ce qui doit y advenir".

Nasser avait parlé du projet Rogers dans ses détails d'un point de vue israélien et il avait dit : "il existe un paragraphe dans lequel Israël accepte le retrait conformément à la résolution du Conseil de sécurité 242, sinon le parti Hagal n'aurait pas délaissé le pouvoir. D'autant qu'il s'était engagé dans les élections avec pour principe d'annexer tous les territoires occupés à Israël".

Nasser s'était demandé "y a-t-il militairement possibilité de libérer la Cisjordanie ? Y a-t-il possibilité, même pour l'Egypte de libérer le Sinaï dans les situations dominantes ? Avec la prééminence aérienne d'Israël, il n'est pas possible que les forces militaires égyptiennes traversent le canal. Est-ce que la guerre de la libération populaire, qu'ils préconisaient, convenaient à ces circonstances ?".

---

Négociations de Nasser avec le roi Hussein, Le Caire, le 21/7/1970, référence précédente.

Nasser avait déclaré : "Nous sommes en guerre depuis 18 mois et nous avons annulé le cessez-le-feu à l'heure où il est encore maintenu par tout le monde. Nous avons des pertes". Il a expliqué les raisons derrière l'initiative américaine. Selon lui, c'est la présence des russes en Egypte entre soldats et forces d'aviation qui a obligé les Etats-Unis à dire qu'elle allait exécuter la résolution onusienne. "Quoi de neuf donc ? Voilà trois ans et je ne cesse de répéter qu'il est temps de mettre en application la résolution du conseil de sécurité et tout le monde fait la sourde oreille. Si aujourd'hui il y a possibilité de libérer la terre, pourquoi ne pas donner à l'opération un coup d'envoi. Allons-nous laisser un million d'arabes sous le contrôle des juifs qu'ils soient en Cisjordanie ou à Gaza ?".

Nasser avait fait allusion à Yasser Arafat au congrès palestinien devant Ahmed Al Chokeiry le 31 mai 1965. "Je n'ai pas de plan pour libérer la Palestine. L'opération de libération est difficile. Je n'ai jamais promis cela d'ailleurs. Mais, j'ai de tout temps appelé aux droits du peuple palestinien. Aujourd'hui des slogans

sont scandés sur la libération de la Palestine. Mais qui sera le libérateur et quand ?".

"Je dis cela et je n'ai aucun espoir en une solution pacifique. Sauf, s'il y aurait des circonstances qui les contraindraient à la rechercher".

Pour ce qui est de la reconnaissance par Israël du projet américain, Nasser avait déclaré: " N'avons-nous pas signé l'accord de trêve en 1949. Israël est proche et nous avons reconnu son existence après l'accord de trêve. Ensuite nous étions censés vivre dans des limites sécurisées et reconnues, tels que prescrit par la résolution du Conseil de sécurité".

"Sinon, quelle est l'alternative ? Si vous en avez un je suis prêt à ce qu'on s'y mette d'accord. Après, je n'aurais rien à avoir avec la cause palestinienne et les palestiniens. Je réitère Palestine est la responsabilité des palestiniens".

"Nous, en tant qu'Arabes, nous n'acceptons pas une quelconque position internationale pour contraindre l'Amérique à faire pression sur Israël. Je ne vois pas ce que vous voulez. Les Russes veulent entrainer les Egyptiens pour prendre leur place. Si les Russes font marche arrière, l'Amérique reviendra au projet Rogers".

Nasser s'est trouvé confronter aux discours des Palestiniens qui disaient "nous préconisons une libération de la mer jusqu'au fleuve ou rien du tout". Je leur disais "c'est une sorte de chantage ces dires. Vous effectuez un chantage avec un million d'individus en Cisjordanie. Si la droite israélienne revient sur le devant de la scène encore une fois, il annexera la terre, expulseront les palestiniens, et videront les places qu'ils veulent. Jusqu'à quand le peuple pourra se dresser face à ces situations. Il n'y aura pas de guerre populaire dans les territoires occupés".

Nasser expliquait que même s'il n'y avait pas d'espoir dans une solution pacifique, les missiles qui étaient transportés sur tout le long du front égyptien à l'heure du cessez-le-feu sont devenus prêts à fonctionner. L'Egypte avait reçu tous les équipements électroniques qui sont similaires à Israël. L'Egypte se trouverait obligée de lutter et de traverser le canal le plus tôt possible.

Au cas où l'initiative est refusée, Nixon procurera à Israël 120 avions. "Qui va les utiliser ? Nous qui frappons tous les jours, ou bien la Syrie qui exécute des frappes tous les six mois" (1).

Nasser s'était demandé: "qui voulait faire la guerre. Nous sommes les seuls" (2). Ensuite s'adressant à Yasser Arafat, il s'était demandé "pourquoi j'expulserais les étudiants du front populaire ? ils partiront lorsque le temps viendra, c'est-à-dire après leurs épreuves. Ils disent aux étudiants égyptiens: votre gouvernance est bourgeoise et élitiste. Comment voulez-vous que je les laisse après tout ce qu'ils disent ? Ceci avait eu lieu avant l'initiative de Rodgers".

Lorsqu'ils avaient appelé les étudiants et les ouvriers pour les inciter, la résistance s'est transformée en des affaires de sécurité. Raison pour laquelle le ministère de l'intérieur avait pris des mesures de sécurité suivant mes instructions. La bataille, sur un autre front, se poursuit avec le parti du Baass irakien à cause de leur activité conspiratrice en Egypte" (3).

En même temps Nasser avait dit que la résistance est en général ponctuée par des chantages (4). Bizarrement, les palestiniens disaient: "si un consensus a lieu à propos du retrait israélien, cet accord stipulerait la liquidation de la résistance. Ils craignent cela" (4)

Il s'agit donc d'intérêts personnels et non nationaux.

---

Négociations entre Nasser et Yasser Arafat le 25/8/1970, référence précédente.

Référence précédente.

Référence précédente.

Négociations de Nasser avec Ould Dada, le Caire le 6/9/1970, référence précédente. Procès-verbal du conseil des ministres, le 7/9/1970, référence précédente.

En réponse à la question des palestiniens sur le sort de la résistance, Nasser leur a dit qu'il existait deux causes: la Palestine et la résistance. Il serait erronée de les confondre. "Nous devons au début parlé de la Palestine, ensuite de la résistance" (1).



Nasser soutenait la résistance palestinienne. Mais elle était contre toute solution pacifique ou politique. Elle veut libérer toute la Palestine des juifs.

Nasser leur a dit que ceci était ridicule et que s'ils étaient prêts à libérer 50% des territoires de la Palestine, ils doivent aller de l'avant. "Actuellement environ un demi-million de palestiniens se trouvent à la merci des israéliens. Vous laissez Jérusalem, la Cisjordanie et Gaza aux israéliens, quand est ce que vous serez prêt à libérer la terre de la Palestine ? leur réponse était nous faisons tout pour saper toute solution pacifique"(2).

Certains palestiniens disaient qu'ils veulent faire la guerre, mais qui va la déclencher et quand et à quel horaire ils pourraient occuper une partie de la Palestine ?

Ils veulent qu'on endosse toute la responsabilité d'une part. Et de l'autre part, ils refusent que l'on soit libre économiquement, diplomatiquement ou militairement. En même temps, si je dis que la seule solution est militaire, le monde entier désapprouverait? Il est vrai que les Soviets nous procurent l'arme, mais en même temps ils affichent leur soutien à la solution pacifique et ils insistent sur le retrait total d'Israël des territoires arabes occupés" (3).

Nasser voyait bien que "la résistance palestinienne voulait avoir la main haute dans les affaires arabes. Ils nous ont attaqués à travers notre radio et ont fait un journal pour nous offenser. Leur situation est mauvaise". Les fedayyins ont été pris par l'arrogance. (4).

---

Référence précédente.

Négociations de Nasser avec Yacoub Gaoun, le Caire le 5//1970, référence précédente.

Référence précédente.

Procès-verbal du conseil des ministres, le 7/9 /1970, référence précédente.

Malgré tout ce qui s'était passé, Nasser croyait fermement à son arabité: "il s'agit des manifestations de commandement

politiques militaires ou non militaires qui ont essayé de s'exprimer contre nous à Beyrouth mais qui ont échoué" (1).

---

Référence précédente.

J-La réaction des Etats-Unis sur les actions de l'Egypte consistant à construire des bases de missiles:

Les Etats-Unis ont contacté l'Union Soviétique, le 23 août 1970, à travers son ambassadeur à Moscou qui a publié le communiqué suivant: " Si la situation actuelle persiste, à la lumière des bénéfices de suprématie militaire, que peuvent collecter l'une des parties, Egypte ou Israël, le cessez-le-feu serait compromis ainsi que des éventuelles négociations réussies, en prélude à parvenir à la paix longuement attendue au Moyen-Orient... Les circonstances actuelles s'attirent un intérêt particulier de la part des Américains et les israéliens déploient des efforts énormes pour trouver une force qui leur permettrait d'accuser la République Arabe Unie de violer les conditions de Cessez-le-feu et d'avorter le règlement pacifique".

Le 3 septembre, les Etats-Unis ont informé l'Union Soviétique à travers un communiqué oral livré par son ambassadeur à Moscou ce qui suit :

"Le gouvernement des Etats-Unis voudrait susciter auprès du gouvernement soviétique des préoccupations majeures. Nous sommes parfaitement conscients actuellement que des changements radicaux interviendront au niveau de la mise en place des bases de missiles dans la région du cessez-le-feu, d'autant que la construction de ces bases ne peut pas être maintenue dans les bases de missiles. Outre cela, les missiles Sam 2 et 3 ont été installés. Ce qui justifiait les violations évidentes du cessez-le-feu et contredisait la déclaration de Brejnev sur la nécessité de se résigner totalement à un cessez-le-feu.

Ces actes sont contradictoires avec le rôle joué par le gouvernement soviétique au cours de nos efforts conjoints pour aider l'ambassadeur Yareng à parvenir avec les parties concernées à un accord sur les conditions d'une paix juste et permanent au Moyen-Orient. Il faut rectifier cette situation à

tout prix immédiatement. La poursuite de ces actes feraient endosser à l'Union Soviétique et la République Arabe Unie la responsabilité d'un retour aux opérations militaires".

L'ambassadeur américain à Moscou avait demandé ce qui suit: les Américains accueilleraient favorablement un acte de la part de la république Arabe Unie afin de mettre de côté un nombre de bases pour le lancement de missiles ou au moins celles qui avaient été montés dans la région du Canal de Suez après le cessez-le-feu. Cette intervention donnerait l'occasion à Washington d'influencer Israël de manière plus active et de l'impliquer dans les pourparlers de New York. (1).

L'Egypte, de son côté, avait refusé ces accusations à travers Mahmoud Riyad, le ministre égyptien des affaires étrangères qui avait dénié les sites des missiles qui avaient été rapportés par Israël (2).

Le commentaire de Nasser au cours de sa rencontre avec le chargé d'affaires de l'ambassade soviétique au Caire, le 5 septembre 1970, était clair, selon lequel il existait une pression qui était exercée par le gouvernement israélien sur les américains et que ces derniers y avaient été résignés.

Il a dit: "nous allons construire les bases des missiles, mais les israéliens également font de même".

Nasser avait déclaré que "les américains voulaient s'échapper de l'opération. Ils voulaient faire marche arrière mais ils ne savaient pas comment. Ils avaient imaginés que nous allons refuser. Mais lorsque nous avons approuvés, ils avaient été mis dans une position embarrassante".

"L'aviation égyptienne et soviétique est actuellement dans des stages de formation. Les juifs sont embarrassés par la construction de plus de bases pour les missiles. Raison pour laquelle j'ai donné au général Mohamed Fawzi des ordres de ne pas apporter les missiles avant la date de la construction des bases de missiles, qui aurait lieu le 15 septembre (3).

"Militairement, nous sommes dans une meilleure position que le mois dernier. Et les israélien le savent très bien. Ils ont peur parce qu'ils dépendent sur l'aviation à partir de hautes altitudes que les artilleries ne peuvent atteindre. Seulement les missiles

peuvent les cibler. Ils jettent un large nombre de bombes à partir de hautes altitudes. Les missiles sont actuellement postés sur le canal. Les avions frappent l'est du canal; ainsi nous pouvons traverser à cause de la situation présente" (4).

---

Réunion de Nasser avec Vladimir Bouliakov, le chargé d'affaires de l'ambassade soviétique au Caire, le 5/9/1970.

Télégramme du département d'Etat américain à Israël et aux missions de l'Onu, Washington, le 3 septembre 1970.

Rencontre de Nasser avec Bouliakov le 5/9/1970, référence précédente.

Négociations de Nasser et Ould Dada le 6/9/1970.

"Tous les jours, il y a probabilité qu'un acte intervienne sur le front du canal de Suez. Nous sommes dans un état de guerre. Mais, nous avons bénéficié largement du cessez-le-feu. Nous avons beaucoup d'équipements et d'entraîneurs et nous devons être préparés".

Nous avons besoin d'une durée de cessez-le-feu de trois mois. Parce que nous venons de recevoir récemment les équipements et nous avons encore besoin de temps. Je considère que les américains et les israéliens détiennent des informations à ce propos, parce que tous ces équipements nous sont parvenus à travers le Bosphore".

"Mais comment faire face à la campagne de propagande israélienne ? Ils sont gagnants dans la propagande. Ils se plaignent tous les jours de notre violation du cessez-le-feu et illustrent leurs propos par des photos. Comment devons-nous affronter cela. Nous avons tourné le dos à cette opération, parce que cette alternative nous est bénéfique sur le plan arabe" ? (4)

Il était méconnu à cette époque qu'il avait résulté de la visite reportée de Meir et de sa rencontre avec Nixon le 18 septembre 1970 des promesses de nouvelles armes pour faire face à la menace des nouveaux missiles russes. Elle l'avait convaincu que les missiles qui étaient positionnés sur le front du Canal de Suez pendant le cessez-le-feu pouvaient être projetés plus loin du front est du canal. Ce qui avait changé la position militairement

radicalement. Elle avait conclu en disant: " c'est l'arme et la présence soviétique est ce qui a changé la position stratégiquement " (2).

---

Procès-verbal du conseil des ministres, le 7/9/1970, référence précédente.

Mémoire de conversation, Washington, le 18 septembre 1970, Nixon & Meir. Mémoire de Nixon à Rogers & Lairck, Washington, le 23 septembre 1970, Actions de suivi avec Israël.

Huitièmement: La dernière réunion du sommet arabe assisté par Nasser

Depuis le début de la formation des organisations des fedayyins (les commandos) qui avaient pour centre la Jordanie, la relation entre ces organisations et le roi Hussein étaient parfois tendue jusqu'à ce que les différends avaient gagné un pic début septembre 1970 et avaient évolué en des accrochages armés.

Le conseil de la ligue arabe avait tenu une réunion extraordinaire sur demande de l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP) afin d'étudier les différents scénarios de la position jordanienne et les moyens de contrôler la situation. Le 6 septembre un appel collectif arabe avait été lancé préconisant l'arrêt des entrechocs en Jordanie, après un bilan de morts et de blessés. Il n'en demeure pas moins que les accrochages s'étaient renouvelés entre les forces de l'armée jordanienne et les hommes de la résistance palestinienne, le 9 septembre 1970.

Face à la situation détériorée, un gouvernement militaire avait été formé en Jordanie le 16 septembre, l'application des lois martiales avait été annoncée et le gouvernement avait demandé aux fedayyins de remettre leurs armes à leurs organisations. Une demande qui avait été réfutée par les fedayyins.

Yasser Arafat avait envoyé le 16 septembre 1970 des lettres aux rois et présidents arabes leur demandant de se rallier aux côtés des organisations palestiniennes des fedayyins.

Nasser avait répondu par une lettre au roi Hussein qui était délivrée par le général, Mohamed Al Sadek le 22 septembre

1970 (1). Dans laquelle il avait demandé l'arrêt des actes militaires en Jordanie et affirmait que la République Arabe Unie croit en l'importance du rôle de la résistance palestinienne, sa légitimité et son efficacité à poursuivre une lutte continue contre l'ennemie sioniste.

Dans cette lettre, Nasser avait adressé un dernier appel pour un cessez-le-feu et avait supplié le roi Hussein à réagir le plus vite possible pour sauvegarder l'avenir de la nation arabe et sa dignité. Il lui avait affirmé qu'il n'autoriserait jamais la liquidation de la résistance palestinienne. Il avait fait allusion au fait que ce conflit entraînerait une guerre civile et non pas une guerre avec l'ennemi.

Nasser avait conclu sa lettre avec les propos suivants: "c'est une occasion qui s'offre à nous tous pour que nos comportements soient à la hauteur de notre responsabilité historique".

Le général Mohame El Sadek n'avait pas pu rencontré Yasser Arafat en Jordanie. Nasser avait alors envoyé un télégramme au roi Hussein dans lequel il réitérait le cessez-le-feu (de 24h au moins) le plus vite possible.

---

La lettre intégrale de Nasser au roi Hussein, le 22/9/1970 et toutes les lettres échangées entre les différentes parties sur le site [www.nasser.org](http://www.nasser.org).

En même temps, Nasser avait envoyé un télégramme à Yasser Arafat lui demandant d'arrêter le cessez-le-feu pour 24h. L'échange de télégrammes s'était poursuivi entre Nasser et les parties belligérantes. Ensuite, les préparatifs pour la conférence du sommet du Caire avaient été lancée, suite à un appel lancé par Al Bahi Al Adgham, le premier ministre tunisien.

Le 21 septembre 1970, avait attiré au Caire un nombre de présidents d'Etats arabes. Dans la même journée, le roi Hussein avait arrêté le cessez-le-feu contre la résistance palestinienne.

Mais, le 23 septembre 1970, les hostilités s'étaient poursuivies auxquelles avait pris part l'aviation jordanienne. Le lendemain, une délégation du Caire présidé par Gaafar Nomeiry s'était rendue à Amman pour se réunir avec les commandements de la

résistance palestinienne. A l'heure où les raids militaires se poursuivaient à Amman.

Le comité central de la résistance palestinienne avait alors décidé d'approuver la décision de cessez-le-feu pendant 24h, afin de donner libre cours à la tenue des rencontres entre Arafat et la délégation des rois et présidents arabes.

Le 25 septembre 1970, Yasser Arafat était arrivé au Caire avec la délégation des présidents et rois arabes et s'était réuni avec eux à minuit. Dans la même journée, Nasser avait envoyé un télégramme au roi Hussein en leur nom dans lequel il blâmait son insistance à poursuivre les raids malgré tous les efforts déployés. Il l'informait que la conférence avait convenu que Gaafar Nomeiry tienne une conférence de presse au cours de laquelle il diffuserait la réalité des faits qui se jouent sur le terrain en Jordanie, ainsi que la position des membres du congrès arabe vis-à-vis de lui. Au même jour, le roi Hussein et Yasser Arafat avaient donné l'ordre à leurs forces de s'engager à un cessez-le-feu immédiat.

Le 27 septembre 1970, l'accord du Caire avait vu jour et avait stipulé la formation d'un comité spécial pour faire le suivi de l'application du cessez-le-feu présidé par Al Bahi El Adgham qui était l'initiateur de l'idée du congrès arabe.

Ainsi, tous les efforts de Nasser de mettre un terme à l'effusion de sang arabe avaient été couronnés de succès. Mais, ceci avait eu lieu au dépend de sa santé. Le congrès arabe était la dernière initiative d'un long bilan exécuté au profit du nationalisme arabe et de la décision arabe unifiée.





- 
- i
- ii Message de Abdullah Al-Sallal, commandant de la révolution yéménite, à Nasser, joint au CD.
- iii Circulaire du Département d'Etat à certains postes, Washington, 27/9/1962.  
Tous les documents américains sont disponibles sur internet.
- iv Message du gouvernement américain au gouvernement de la RAU, 27/9/1962, en langues arabe et anglaise, joint au CD.
- v Mémo de la part de Komer au président Kennedy, Washington, 4/10/1962.
- vi Mémo de Komer au Président Kennedy, Washington, 4/10/1962.
- vii Télégramme du Département d'Etat américain à l'ambassade américaine à la RAU, Washington, 13/10/1962.
- viii Conseil présidentiel, plus haute autorité de l'Etat depuis septembre 1962 à mars 1964, à laquelle Nasser a délégué toutes les prérogatives de président de la république partant du principe de la direction collective.
- ix Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade au Royaume-Uni, Washington, 11/10/ 1962.
- x Message de Kennedy à Fayçal, 2/11/1962, en arabe et en anglais, joint au CD.
- xi Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade à la RAU, Washington, 10/11/1962.
- xii Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade en Grande-Bretagne, 11/10/1962.
- xiii Le Conseil présidentiel , séance 7/11/1962, référence précédente.
- xiv « L'Union du sud arabique. Union regroupant 12 sultanats en 1962, rejointe par Aden en 1963 et cinq autres sultanats en 1964, hormis les sultanats de Hadramout et d'Al-Mohra. Instituée par la Grande-Bretagne et dissolue en 1967, après la révolution du 14 octobre et la proclamation de la République démocratique populaire du Yémen. Le sud arabique désigne la partie sud-ouest de la péninsule arabe.
- xv Le Conseil présidentiel, 7/11/1962, référence précédente.
- xvi Mémo de Rusk au Président Kennedy, Washington, 10/11/1962.
- xvii Le Conseil présidentiel, 24/10/1962.
- xviii Message de Kennedy à Nasser, 16/11/1962, en versions arabe et anglaise, joint au CD.
- xix Komer à Kennedy, 4/10/1962, Op.Cit.
- xx Télégramme de l'Ambassade en Arabie saoudite au Département d'Etat, Dejddah, 19/11/1962.
- xxi Mémo de Komer au Président Kennedy, Washington, 28/11/1962
- xxii Les deux messages en arabe et en anglais, le 10/12/1962, joint au CD.
- xxiii Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade de la RAU, Washington, 14/12/1962.  
Message verbal de Kennedy à Nasser le 24/12/1962, en arabe et en anglais, joint au CD.
- xxiv Discours de Nasser à Port-Saïd, 23/12/1962, discours et déclarations de Nasser, partie 5, p p 439-473, référence précédente. Nasser a dit : «Si nous écoutons par exemple la radio du roi Hussein nous le trouverons vexé...il s'est dit contrarié même des Américains...les Américains sont allés reconnaître le Yémen ; pour sauver la face de Nasser car il rencontre des difficultés du Yémen et de ses forces ».
- xxv Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade américaine à la RAU, Washington, 24/12/1962.  
Message verbal de Kennedy à Nasser, 24/12/1962, en arabe et en anglais, joint au CD.
- xxvi Mémo de Talbot à Rusk, Washington, 2/1/1963.
- xxvii Conseil présidentiel, 2/1/1963, référence précédente.
- xxviii Télégramme de l'ambassade à la RAU au Département d'Etat, le Caire, 2/1/1963.
- xxix Message de Kennedy à Nasser, 18/1/1963, en arabe et en anglais, joint au CD.
- xxx Message de Nasser à Kennedy, 3/3/1963, en arabe et en anglais, joint au CD.
- xxxi Message de Kennedy à Nasser, 18/1/1963, en arabe et en anglais, référence précédente.
- xxxii Allusion au discours de Nasser à l'occasion de la commémoration de la fête de l'évacuation de Port-Saïd, 23/12/1962, partie 5, Discours et déclarations de Abdel Nasser, référence précédente.
- xxxiii Conseil présidentiel, 23/1/1963, référence précédente.
- xxxiv Entretien de Nasser avec Badeau: télégramme de l'Ambassade à la RAU au Département d'Etat américain, le Caire, 24/1/1963.
- xxxv Le 16/1/1963, le gouvernement britannique a annoncé la reprise des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite, après une rupture depuis la crise de Suez en 1956.

- 
- <sup>xxxvi</sup> Télégramme du Président Kennedy au Premier ministre Macmillan, Washington, 26/1/1963.  
Message de Kennedy à Macmillan, 26/1/1963, en arabe et en anglais, joint au CD.
- <sup>xxxvii</sup> Message de Kennedy à Fayçal, 22/2/1963, en version arabe et anglaise, joint au CD.
- <sup>xxxviii</sup> Memo de Brubeck à Bundy, Washington, 24/2/1963, la révision de la politique envers le conflit au Yémen.  
Message de Fayçal à Kennedy, 23/2/1963, versions arabe et en anglaise, joint au CD.  
Réponse de Kennedy au message précédent de Fayçal, 1/3/1963, versions arabe et anglaise, joint au CD.
- <sup>xxxix</sup> Mémo de Brubeck à Bundy, Washington, 24/2/1963.
- <sup>xl</sup> Ibid.
- <sup>xli</sup> Ibid.
- <sup>xlii</sup> Mémo pour l'enregistrement, Washington, 25/2/1963, entretien présidentiel au sujet du Yémen.
- <sup>xliiii</sup> Message verbal de Kennedy à Fayçal, 14/3/1963, en versions arabe et anglaise, joint au CD.
- <sup>xliiv</sup> Entretien du président au Yémen, 11/3/1963.
- <sup>xliv</sup> Ibid.
- <sup>xlvi</sup> Télégramme du Département d'Etat américain à l'ambassade à la RAU, Washington, 2/3/1963.  
Message de Kennedy à Nasser, 2/3/1963, en versions arabe et anglaise, joint au CD.
- <sup>xlvii</sup> Message de Nasser à Kennedy, 3/3/1963, en anglais et en arabe, joint au CD.
- <sup>xlviii</sup> Note de Komer à Bundy, le Caire, 5/3/1963.
- <sup>lix</sup> Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade à la RAU, Washington, 18/3/1963.  
Message verbal de Kennedy à Nasser, 18/3/1963, en arabe et en anglais, joint au CD.
- <sup>l</sup> Message de Nasser au maréchal Amer, 18/3/1963, joint au CD.
- <sup>li</sup> Hafez Wahba, né le 15 juillet 1889 au Caire, a occupé le poste de conseiller du roi Abdel Aziz Al Saoud et ambassadeur saoudien à Londres pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale. Personnalité politique jouissant d'un grand crédit dans son pays.
- <sup>lii</sup> Télégramme de l'ambassade de la RAU au Département d'Etat américain, le Caire, 3/4/1963.
- <sup>liii</sup> Ibid.
- <sup>liv</sup> Télégramme du Département d'Etat américain à l'ambassade de la RAU, Washington, 18/4/1963. Message de Kennedy à Nasser, 18/4/1963, en versions arabe et anglaise, joint au CD.
- <sup>lv</sup> Télégramme du Département d'Etat américain à l'ambassade siégeant à la RAU, Washington, 27/3/1963  
Message de Kennedy à Nasser, 27/5/1963, en versions arabe et anglaise, joint au CD.
- <sup>lvi</sup> Télégramme de l'ambassade à la RAU au Département d'Etat, le Caire, 11/7/1963.
- <sup>lvii</sup> Message de Nasser à Kennedy, en versions arabe et anglaise, 7/6/1963, joint au CD.
- <sup>lviii</sup> Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade à la RAU, Washington, 15/6/1963.  
Message verbal de Kennedy à Nasser, 15/6/1963, en versions arabe et anglaise, joint au CD.
- <sup>lix</sup> Message de Kennedy à Fayçal, 1/7/1963, en arabe et en anglais, joint au CD.
- <sup>lx</sup> Mémo de Komer à Kennedy, Washington, juillet.
- <sup>lxi</sup> Discours de Nasser à l'adresse des membres de la Conférence nationale des forces populaires, 3/7/1962, référence précédente, p p 227-238.
- <sup>lxii</sup> Discours de Nasser lors de la réunion du comité politique de la Conférence de Bandung, 22/4/1955, référence précédente, p p 183-185.
- <sup>lxiii</sup> Discours de Nasser depuis Port-Saïd, à l'occasion de la fête de la victoire, le 23/12/1966, référence précédente, p p 590-625.
- <sup>lxiv</sup> Référence précédente, p p 590-625.
- <sup>lxv</sup> Référence précédente, p p 590-625.
- <sup>lxvi</sup> Heikal, Al-Ahram, « En toute franchise », citant Herman Finer, "les dessous de la guerre de Suez", 5/6/1964, référence précédente.
- <sup>lxvii</sup> Allocution de Nasser pendant son déplacement à Gaza et l'inspection des gardes-frontières, 13/5/1956, « Discours et interviews de Nasser », partie 10, p 576.
- <sup>lxviii</sup> Heikal, revue "La dernière heure", « Hammershuld n'a rencontré aucune difficulté ou obstacle en Egypte », 27/3/27.
- <sup>lxix</sup> Discours de Nasser devant la 2e conférence de coopération, le 1/6/1956, discours et interviews de Nasser, partie 10, p p 608-652.
- <sup>lxx</sup> Discours de Nasser lors du 4e anniversaire de la révolution à Alexandrie, "Discours sur la nationalisation du Canal de Suez", 26/7/1956, référence précédente, p p 755-807.

- 
- <sup>lxxi</sup> P du livre.
- <sup>lxxii</sup> Déclaration de Nasser aux journalistes à Budapest, de retour de Moscou en direction du Caire, 16/5/1958, Discours et interviews de Nasser, partie 9 p 544, référence précédente.
- <sup>lxxiii</sup> Allocution de Nasser, lors de la célébration de la journée de Rosette, à Rosette, 19/9/1959, Discours et interviews de Nasser, partie 8, p p 593-621.
- <sup>lxxiv</sup> Discours de Nasser à Al-Ladhekeya, 14/2/1960, Discours et interviews de Nasser, partie 7, p p 55-66.
- <sup>lxxv</sup> Conférence de presse de Nasser à Dacca, au Pakistan, 14/4/1960, référence précédente, p p 376-379.
- <sup>lxxvi</sup> Discours de Nasser devant l'ONU, 27/9/1960, référence précédente, p p 765-787.
- <sup>lxxvii</sup> Allocution de Nasser à l'adresse des membres du Congrès national des forces populaires, 3/7/1962, Discours et interviews de Nasser, partie 5, p p 227-238.
- <sup>lxxviii</sup> Allocution de Nasser lors du Congrès national des forces populaires, 4/7/1962, référence précédente, p p 239-301.
- <sup>lxxix</sup> Allocution de Nasser à Suez lors d'une réception organisée en l'honneur des forces retournant du Yémen, 22/10/1963, référence précédente, p p 812-829.
- <sup>lxxx</sup> Conseil de la présidence, 19/10/1963.
- <sup>lxxxi</sup> Allocution de Nasser à Suez, lors de la réception organisée à l'occasion du retour des forces du Yémen, le 22/10/1963, référence précédente, p p 812-829.
- <sup>lxxxii</sup> Heikal, Al-Ahram, « En toute franchise », « De retour d'Algérie », 10/5/1963, référence précédente.
- <sup>lxxxiii</sup> Discours de Nasser au stade Blida à Alger, 4/5/1963, référence précédente, p p 581-587.
- <sup>lxxxiv</sup> Déclaration de Nasser au journal français le Figaro, 3/3/1964, Discours et interviews de Nasser, partie 4, p p 581-587.
- <sup>lxxxv</sup> Discours de Nasser lors du Congrès populaire à Mansoura, 13/3/1965, référence précédente, p p 619-629.
- <sup>lxxxvi</sup> Heikal, "En toute franchise", "Une nuit longue...longue en Algérie", 25/6/1965, référence précédente.
- <sup>lxxxvii</sup> Heikal, « En toute franchise », « Au sujet de l'Algérie et non de Ben Bella », 2/7/1965, référence précédente.
- <sup>lxxxviii</sup> Interview de Nasser à la télévision et à la radio américaines de Colombie, 9/7/1965, référence précédente, p p 763-774.
- <sup>lxxxix</sup> Référence précédente.
- <sup>xc</sup> Allocution de Nasser, lors d'un diner organisé en l'honneur de Boumediene, 28/11/1966, Discours et interviews de Nasser, partie 3, p p 578-581.
- <sup>xc1</sup> Document no..
- <sup>xcii</sup> P du livre.
- <sup>xciii</sup> P du livre.
- <sup>xciv</sup> Message de Nasser à Kennedy, 21/6/1962, en arabe et en anglais, joint au CD.
- <sup>xcv</sup> Message de Kennedy à Nasser, 16/8/1962, en arabe et en anglais, joint au CD.
- <sup>xcvi</sup> Séances du Cabinet égyptien, 19/10/1961-30/1/1962, site www.nasser.com
- <sup>xcvii</sup> Gamal Abdel Nasser, « La philosophie de la révolution », le Caire, la Maison nationale de presse et d'édition, 1953. Mémo de la Conversation, Washington, 31/2/1961, Etats-Unis/Grande-Bretagne, conversations bilatérales, le problème arabo-israélien.
- <sup>xcviii</sup> Mémo, 31/2/1961, Op.Cit.
- <sup>xcix</sup> Lettres échangées entre Nasser et Kennedy, du 2/3/1961 au 30/10/1961, en arabe et en anglais, joint au CD.
- <sup>c</sup> Mémo de Talbot à Bowles, Washington, 15/1/1962, discussion proposée avec le président Nasser.
- <sup>ci</sup> Télégramme du Département d'Etat à l'Ambassade d'Israël, Washington, 24/5/1962.
- <sup>cii</sup> Les deux lettres échangées entre Nasser et Kennedy sur la cause palestinienne, les 11/5/1961 et 22/8/1961, en anglais et en arabe, joint au CD, p p, quatrième partie du livre.
- <sup>ciii</sup> Mémo de Rusk au président Kennedy, Washington, 7/8/1962, propositions de Dr Joseph Johnson sur la question des réfugiés palestiniens.
- <sup>civ</sup> Télégramme de l'ambassade à la RAU, 24/8/1962, Op.Cit.
- <sup>cv</sup> Télégramme du Département d'Etat américain à l'ambassade à la RAU, Washington, 21/8/1962.
- <sup>cvi</sup> Mémo de Komer au président Kennedy, Washington, 5/12/1962.

- <sup>cvi</sup> Projet Johnston, issu des négociations 1953-55, avec la participation des pays riverains des fleuves du Jourdain et de Yarmouk.
- <sup>cviii</sup> Message de Kennedy à Ben Gourion, 13/6/1962, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cix</sup> Message de Ben Gourion à Kennedy, 24/6/1962, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cx</sup> Ibid.
- <sup>cx</sup> Développements de la crise cubaine, voir p et p du livre.
- <sup>cxii</sup> Message de Kennedy à Nasser, 22/10/1962, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cxiii</sup> Message de Nasser à Kennedy, 31/10/1962, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cxiv</sup> Mémo de Talbot à Rusk, Washington, 9/7/1962, la politique des Etats-Unis envers Israël.
- <sup>cxv</sup> Télégramme de l'ambassade à la RAU au Département d'Etat, le Caire, 24/8/1962.
- <sup>cxvi</sup> Mémo. De Talbot à Rusk, 9/7/1962, Op.Cit.
- <sup>cxvii</sup> Mémo de conversation, ventes de missiles à Israël, Washington, 26/9/1962.
- <sup>cxviii</sup> Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade à la RAU, Washington, 9/9/1962.
- <sup>cxix</sup> Mémo de Komer au président Kennedy, Washington, 5/10/1962.
- <sup>cx</sup> Evaluation de la Defense Intelligence Agency, Washington, 24/1/1963.
- <sup>cx</sup> Mémo de Komer au président Kennedy, Washington, 22/3/1963.
- <sup>cxii</sup> Mémo du Service de Sécurité nationale, Washington, 26/3/1963, les capacités nucléaires du Moyen-Orient.
- <sup>cxiii</sup> Mémo de la conversation téléphonique entre Talbot et Feldman, Washington, 5/4/1963.
- <sup>cxiv</sup> Message de Kennedy à Nasser, le 18/4/1963, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cxv</sup> Mémo de Brubeck à Bundy, Washington, 8/5/1963, Justification de l'USAID à la RAU.
- <sup>cxvi</sup> Message de Kennedy à Nasser, 27/5/1963, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cxvii</sup> Message de Nasser à Kennedy, 3/3/1963, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cxviii</sup> Message de Kennedy à Nasser, 27/5/1963, référence précédente.
- <sup>cxix</sup> Lettre de Talbot à Badeau, Washington, 20/5/1963.
- <sup>cx</sup> Mémo de l'entrevue du Président concernant la mission de McCloy, 15/6/1963.
- <sup>cx</sup> John McCloy, conseiller du président Kennedy.
- <sup>cxii</sup> Télégramme de l'ambassade à la RAU au Département d'Etat, le Caire, 28/6/1963.
- <sup>cxiii</sup> Télégramme de l'ambassade à la RAU au Département d'Etat, le Caire, 30/6/1963.
- Mémo de Komer au président Kennedy, Washington, 3/7/1963 et mémo de Rusk au président Kennedy, Washington, 23/7/1963, McCloy, la Mission NE Arms Limitation.
- <sup>cxiv</sup> Message oral de Kennedy à Nasser, 15/6/ 1963, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cxv</sup> Référence précédente.
- <sup>cxvi</sup> Message de Nasser à Kennedy, 30/7/1963, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cxvii</sup> Message oral de Kennedy à Nasser, 12/9/1963, en arabe et en anglais, joint no CD.
- <sup>cxviii</sup> Responsable au Département d'Etat américain, chargé de 1951-1965 des affaires étrangères et spécialisé en questions relatives à l'ONU et autres organisations internationales.
- <sup>cxix</sup> Mémo de la conversation, N.Y., 30 /9/1963, délégation du secrétaire d'Etat à la 18<sup>e</sup> session de l'UNGA, les affaires du Moyen-Orient, Sécurité d'Israël.
- <sup>cx</sup> Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade en Israël, Washington, 30/10/1964.
- <sup>cx</sup> Télégramme circulaire du Département d'Etat à certains postes, Washington, 13/11/1963, pourparlers israélo-américains.
- <sup>cxii</sup> Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade à la RAU, Washington, 14/11/1964.
- <sup>cxiii</sup> Mémo pour "The Record", Washington, 14/11/1963.
- <sup>cxiv</sup> Mémo de Talbot à Rusk, Washington, 18/11/1963, Problèmes spéciaux anticipés dans les relations arabo-américaines.
- <sup>cxv</sup> Mémo de Talbot à Rusk, Washington, 23/11/1963, Problèmes et opportunités prioritaires.
- <sup>cxvi</sup> P du livre.
- <sup>cxvii</sup> Heikal, "Kennedy et son époque", 29/11/ 1963, « En toute franchise », Al-Ahram, référence précédente.
- <sup>cxviii</sup> Mémo pour « The Record », Washington, sans date, pourparlers avec le ministre israélien de la Défense, Shimon Peres.
- <sup>cxix</sup> Mémo de Bundy au sénateur D. William Fulbright, Washington, 11/11/1963.
- <sup>cl</sup> Estimations de la Special National Intelligence, Washington, 4/12/1963, les missiles de la RAU, « Programme et impacts pour Israël ».
- <sup>cl</sup> Résumé de la lettre de l'ambassadeur Badeau au Président, 3/1/1964.

- 
- clii P du livre.
- cliii Télégramme de l'ambassade à la RAU au Département d'Etat, le Caire, 7/1/1964.
- cliv Mémo de Rusk au président Johnson, Washington, 16/1/1964, les problèmes arabo-israéliens, 64.
- clv Ibid.
- clvi Mémo de Reed à Bundy, Washington, 11/2/1964, Besoin de rassurer le président Nasser sur la nature pacifique du réacteur Dimona, auquel a été joint le rapport sur les résultats des inspections américaines effectués dans le réacteur de Dimona, joint no CD.
- clvii Message de Johnson à Nasser, 17/11/1964, Heikal, « Abdel Nasser et le Monde », joint no CD.
- clviii Mémo de Reed à Bundy, 11/2/1964, Op.Cit.
- clix Message de Johnson à Eshkol, 20/2/1964, en arabe et en anglais, joint no CD.
- clx Référence précédente.
- clxi Mémo de Rusk au Président Johnson, Washington, 25/2/1964, "Resumption of NE Arms Limitation Probe ».
- clxii Mémo de Komer au Président Johnson, Washington, 26/2/1964.
- clxiii P du livre.
- clxiv Télégramme de l'ambassade à la RAU au Département d'Etat, le Caire, 4/3/1964.
- clxv Message de Johnson à Eshkol, 19/3/1964, en arabe et en anglais, joint no CD.
- clxvi Entretien d'Eshkol avec Feldman. Télégramme de l'ambassade en Israël au Département d'Etat, Tel Aviv, 7/4/1964.
- clxvii Ibid.
- clxviii Mémo de Talbot à Rusk, Washington, 20/4/1964, la politique des Etats-Unis vis-à-vis de la RAU.
- clxix Ibid.
- clxx Evaluation de la Special National Intelligence, Washington, 6/5/1964, « les politiques et perspectives de Nasser ».
- clxxi P du livre.
- clxxii